DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE TALLARD (05130)

REVISION GENERALE N°1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME



1.RAPPORT DE PRESENTATION

PLU arrêté le : 27/02/2023

PLU approuvé le : …./…./……..

Alpicité
Urbanisme, Paysage, Environnement

Agence RAPHANEAU FONSECA
Etudes patrimoniales & urbaines

CGins
Paysagiste

SOMMAIRE

SOMMAIRE 3

INTRODUCTION 9
CHAPITRE .1 : Le PLU nouvel outil de planification urbaine 11
1. Évolution législative 11
2. Les objectifs poursuivis par le PLU 13
3. L'évaluation environnementale (version applicable au moment de la prescription de la révision générale du PLU) 15
4. Le contenu du Plan Local d'Urbanisme 16
CHAPITRE .2 : Rappel sur la procédure 19
Partie 1 : Diagnostic territorial 21
CHAPITRE .1 : Contexte géographique, administratif et règlementaire 23
1. Contexte géographique et accessibilité 23
2. Contexte administratif 26
3. Contexte règlementaire territorial 33
CHAPITRE .2 : Dynamique démographique, économique et immobilière 118
1. Dynamique démographique 118
2. Habitat et logement 134
3. Les moteurs de l'économie locale 144
CHAPITRE .3 : Déplacements et stationnement 184
1. Déplacements 184
2. Voirie 185
3. Stationnement 189
4. Les déplacements doux 194
5. Les transports collectifs 200
6. Les transports alternatifs 203
Partie 2 : Etat initial de l'environnement 205
CHAPITRE .1 : L'environnement naturel 207
1. Environnement physique 207
2. Occupation des sols 234
3. Analyse écologique 242
CHAPITRE .2 : Environnement humain 288
1. Evolution urbaine 288
2. Analyse typo-morphologique du tissu urbain 299
3. Les éléments de patrimoine bâti remarquable 303
4. Analyse paysagère 313
5. Analyse de la consommation d'espaces et du potentiel de densification 336
CHAPITRE .3 : Réseaux d'eau, énergie et pollutions 352
1. Gestion et protection de la ressource en eau 352

2. Energies 363
3. Couverture numérique 372
4. Pollutions 375
Partie 3 : Justification des choix retenus 387
CHAPITRE .1 : Justification des choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) 389
1. Orientation 1 : Maintenir l'attractivité communale en tant que « Bourg principal » de l'aire gapençaise 389
2. Orientation 2 : Garantir un aménagement équilibré du territoire tallardien entre préservation des espaces agricoles, naturels et le développement urbain 403
3. Orientation 3 : Préserver et valoriser l'identité du territoire à travers ses richesses naturelles et bâties 409
CHAPITRE .2 : Justification du règlement écrit et graphique 416
1. Justification des dispositions générales 416
2. Justification des zones urbaines 425
3. Justification des zones à urbaniser 444
4. Justification des zones agricoles 448
5. Justifications des zones naturelles 452
6. Bilan des surfaces au zonage du PLU 453
7. Justifications CDPENAF 455
CHAPITRE .3 : Justification des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) 464
1. Les choix retenus pour établir les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) 464
2. La cohérence des OAP avec les orientations et objectifs du PADD et la complémentarité des dispositions du règlement et des OAP 467
Partie 4 : Adéquation entre les surfaces constructibles et les objectifs communaux et communautaires 481
CHAPITRE .1 : Rappel des objectifs inscrits dans le PADD 483
CHAPITRE .2 : Estimation du potentiel mobilisé dans le PLU et modération de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers 484
1. Estimation du potentiel mobilisable à l'horizon du PLU 484
2. Répartition du potentiel mobilisable par zone 491
CHAPITRE .3 : Adéquation entre les objectifs d'accueil de population et le potentiel constructible destiné à la production de logements 492
1. Objectifs d'accueil de population 492
2. Perspectives de production de logements 492
CHAPITRE .4 : Comparaison entre le PLU en vigueur et le PLU révisé 494
CHAPITRE .5 : Etude dérogatoire à la Loi Barnier amendement Dupont au titre du L111-8 du Code de l'Urbanisme 498

Partie 5 : Évaluation environnementale 499
CHAPITRE .1 : Résumé non technique 501
1. Introduction 501
2. Partie 1 : Diagnostic territorial 501
3. Partie 2 : État initial de l'environnement 512
4. Partie 3 : Justification des choix retenus 523
5. Partie 4 : Adéquation entre les surfaces constructibles et les objectifs communaux et communautaires 524
6. Partie 5 : Évaluation environnementale 525
CHAPITRE .2 : Présentation générale de l'évaluation environnementale 527
CHAPITRE .3 : Analyse des perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement 530
1. Description de l'Etat Initial de l'Environnement (EIE) 530
2. Perspectives de l'évolution probable du territoire 530
3. Les principaux enjeux environnementaux du territoire 533
4. Carte de synthèse des enjeux environnementaux 546
5. Choix des secteurs d'extensions ou en discontinuité (dérogation) et caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU 547
CHAPITRE .4 : Les choix retenus et leur justification au regard de la protection de l'environnement 554
1. Orientation 1 : Maintenir l'attractivité communale en tant que « Bourg principal » de l'aire gapençaise 554
2. Orientation 2 : Garantir un aménagement équilibré du territoire tallardien entre préservation des espaces agricoles, naturels et le développement urbain 566
3. Orientation 3 : Préserver et valoriser l'identité du territoire à travers ses richesses naturelles et bâties 570
CHAPITRE .5 : Les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du PLU sur l'environnement 578
1. Les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement 578
2. Les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU 587
3. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur le prise en compte des risques naturels 602
4. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la ressource en eau 606
5. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la préservation des paysages et du patrimoine 611
6. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la production des déchets 613

7. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la pollution de l'air et sur la pollution sonore 614

CHAPITRE .6 : Les mesures envisagées pour éviter, réduire et si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement 619

CHAPITRE .7 : Les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan 628

CHAPITRE .8 : Articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes 636

1. Compatibilité du PLU avec le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de l'Aire Gapençaise 636

2. Compatibilité du PLU avec le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la CAGTD 654

3. Compatibilité du PLU avec le Programme Local de l'habitat 2022-2027 658

4. Compatibilité avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 662

5. Compatibilité avec le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée 663

6. Prise en compte du schéma régional de cohérence écologique de PACA 664

7. Compatibilité avec la loi Montagne 665

CHAPITRE .9 : Présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales 666

1. Résumé non technique 666

2. Présentation générale de l'évaluation environnementale 666

3. Analyse des perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement ... 666

4. Les choix retenus et leur justification au regard de la protection de l'environnement 668

5. Les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du PLU sur l'environnement 669

6. Les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement 671

7. Les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan 672

8. Articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes 673

Annexes 675

INTRODUCTION

CHAPITRE .1 : LE PLU NOUVEL OUTIL DE PLANIFICATION URBAINE

1. ÉVOLUTION LEGISLATIVE

La **loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000** traduit la volonté de promouvoir un développement des aires urbaines plus cohérent, plus durable et plus solidaire. Pour répondre à cet objectif, la loi a apporté dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat et des déplacements, des réformes profondes.

Elle invite notamment les municipalités et les organismes de coopération intercommunale à intégrer dans leurs politiques de développement les notions de ville durable et de démocratie participative. Afin de mieux concilier le développement urbain, la prise en compte des besoins de la population, l'utilisation économe de l'espace et une meilleure cohérence entre planification urbaine spatiale, environnement, économie, déplacement et habitat, le Code de l'urbanisme est rénové en profondeur. L'agglomération est placée au cœur des politiques urbaines.

Dans cette logique, afin de donner aux élus des documents d'urbanisme plus riches et plus concertés permettant de définir les priorités et de mettre en cohérence les différentes politiques, **la loi a substitué les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) aux Plans d'Occupation des Sols (POS) issus de La Loi d'Orientation Foncière promulguée en 1967.**

La **loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003**, qui se veut une loi de simplification de la loi SRU considérée comme trop contraignante par de nombreux acteurs et élus locaux, a clarifié le contenu du PLU. Elle simplifie et clarifie les procédures applicables aux documents d'urbanisme en réformant les conditions d'utilisation des procédures de modification et de révision. La modification devient la règle générale. Néanmoins, les principes généraux définis par la loi SRU ne sont pas remis en question.

Ces objectifs sont renforcés par l'application de la **loi Grenelle II ou loi ENE (engagement national pour l'environnement) du 12 juillet 2010**. Concrètement, la loi cherche à verdir, simplifier ou mettre en cohérence les outils d'urbanisme en groupant les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales. La loi fixe des objectifs environnementaux à introduire dans les SCOT, PLU et cartes communales, qui doivent intégrer les enjeux d'effet de serre, de maîtrise de l'énergie, de production énergétique propre et sûre à partir de sources renouvelables, de qualité de l'air, de l'eau et des sols, de restauration et protection de la biodiversité (via notamment la restauration d'espaces naturels, forestiers et des continuités écologiques), avec une répartition « géographiquement équilibrée » et économe en espace de l'emploi, l'habitat, du commerce et des services et du rural et de l'urbain.

Plus récemment, **le 26 mars 2014, la loi ALUR (accès au logement et à un urbanisme rénové) ou loi Duflot**, vise à produire des villes et logements plus soutenables ; moins énergivores et construits en répondant aux besoins, en limitant l'étalement urbain par la densification urbaine des quartiers pavillonnaires, et en limitant l'artificialisation des derniers milieux naturels et agricoles périurbains y compris par les implantations commerciales et leurs parkings très consommateurs d'espace.

La **loi ELAN, pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique n° 2018-1021 du 23 novembre 2018** précise notamment les dates de prise en compte de la

consommation d'espace pour l'élaboration des SCoT et des PLU et inscrit la lutte contre l'étalement urbain dans les principes généraux fondant le droit de l'urbanisme.

La loi ASAP, en faveur de l'accélération et de simplification de l'action publique n°2020-1525 du 7 décembre 2020 ajoute, par son article 40, les PLU à la liste des plans et programmes définies à l'article L.104-1 du code de l'urbanisme, devant faire l'objet d'une évaluation environnementale systématique.

D'autre part, cette loi vise à simplifier les démarches administratives des particuliers et des entreprises en accélérant les procédures administratives à l'aide de la dématérialisation.

Enfin, **la loi Climat-Résilience du 22 août 2021**, a pour objectif de limiter l'artificialisation des sols. Pour ce faire, cette loi dispose de plusieurs moyens et impose des échéances. La limitation de l'urbanisation passe par deux moyens principaux : la diminution du rythme de l'urbanisation et la renaturation des sols pour améliorer la fonctionnalité des sols. La loi prévoit des échéances à court et moyen terme. L'artificialisation des sols doit être réduite de 50% chaque décennie pour finalement arriver à l'objectif d'absence de toute urbanisation nette des sols en 2050. La loi climat-résilience impose un profond changement des documents d'urbanisme, car elle fixe la mise en œuvre des objectifs de limitation de l'artificialisation dans les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), puis dans les schémas de cohérences territoriaux (SCoT), puis dans les plans locaux d'urbanisme (PLU) et cartes communales (CC). Le SRADDET doit ainsi fixer les objectifs de réduction du rythme de l'artificialisation à moyen et court terme. L'évolution du SRADDET devra intervenir dans les 2 années qui suivent la promulgation de loi, soit avant le 22 août 2023. Ensuite, le SCoT doit aussi faire figurer les objectifs de la réduction du rythme de l'artificialisation des sols et le document d'orientation et d'objectif (DOO) peut décliner ces objectifs. Le SCoT devra être modifié au plus tard, dans les 3 années qui suivent la modification du SRADDET, soit dans les 5 années qui suivent la promulgation de la loi, soit avant août 2026. Puis le PLU devra lui aussi traduire cet objectif de réduction du rythme de l'artificialisation. Le PLU devra être modifié une année après le document d'urbanisme qui lui est supérieur (SRADDET ou SCoT). Le PLU devra donc être modifié une année après la modification du SCoT, soit avant le 22 août 2027. En l'absence de SCoT sur le territoire couvert par le PLU, le PLU devra être mis en conformité un an après la modification du SRADDET, soit au plus tard au 22 août 2024.

Ainsi, le nouveau contexte juridique vise particulièrement le principe de mixité en exprimant la volonté d'un renouvellement urbain, accompagné d'un développement urbain maîtrisé dans le respect des principes du développement durable.

Date	Loi	Objectifs
1985	**Loi Montagne**	Préservation des espaces naturels et agricoles et l'identité des communes de montagne
2000	**Loi SRU : solidarité et renouvellement urbains**	POS à PLU
		Création des SCoT
2010	**Loi engagement national pour l'environnement (ENE)**	Limitation de la consommation d'espace
		Protection des espaces naturels
2010	**Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche**	Protection des terres agricoles
		Création de la CDCEA
2014	**Loi ALUR : accès au logement et à un urbanisme rénové**	Suppression des POS en 2017
		Inconstructibilité en zone agricole et naturelle
		Bilan de la consommation de l'espace
2014	**Loi d'avenir pour l'agriculture et la forêt (LAAF)**	« Assouplissement » de l'inconstructibilité en zone naturelle et agricole
		Création de la CDPENAF
2015	**Loi Macron**	Construction d'annexes dans les zones agricoles ou naturelles
2016	**Loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (loi Montagne acte 2)**	Simplification du régime des unités touristiques nouvelles (UTN)
		Encouragement de la réorientation de la construction vers la réhabilitation de l'immobilier de loisir
2016	**Ordonnance Pinel**	Recodification du code de l'urbanisme – Nouveau format pour le règlement
2018	**La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN)**	Précise notamment les dates de prise en compte de la consommation d'espace pour l'élaboration des SCoT et des PLU et inscrit la lutte contre l'étalement urbain dans les principes généraux fondant le droit de l'urbanisme
		Précise les règles applicables aux STECAL
		Complète les autorisations en zones agricoles et naturelles
2021	**Loi Climat et Résilience**	Objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050
2022	**Loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS)**	Révision des SRADDET portée au 22 février 2024 (au lieu d'août 2023)

Résumé des lois cadres au niveau national

2. LES OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LE PLU

Le plan local d'urbanisme (PLU) constitue **l'outil principal de définition et de mise en œuvre des politiques urbaines à l'échelle communale.** Il se distingue de l'approche réglementaire en privilégiant la cohérence des enjeux et le projet urbain.

Ainsi, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme (modifié par la LOI n°2021-1104 du 22 août 2021) précise que :

«Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. »

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) précise le **droit des sols applicable à chaque terrain** sur l'intégralité du territoire communal à la seule exception des périmètres de secteur sauvegardé couverts par un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) (article L131-1 du Code de l'Urbanisme), ce qui n'est pas le cas sur Tallard.

3. L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE (VERSION APPLICABLE AU MOMENT DE LA PRESCRIPTION DE LA REVISION GENERALE DU PLU)

Conformément aux articles L. 104-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et à l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 :

« Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, ainsi que ses annexes et par le présent chapitre :

1° Les directives territoriales d'aménagement et de développement durables ;

2° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France ;

3° Les schémas de cohérence territoriale ;

4° Les prescriptions particulières de massif prévues à l'article L. 122-26 ;

5° Les schémas d'aménagement régionaux des régions d'outre-mer prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;

6° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales.

NOTA : Conformément à l'article 10 du décret n° 2017-1039 du 10 mai 2017, L'article 71 de la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la publication dudit décret.»

« Font également l'objet de l'évaluation environnementale prévue à l'article L. 104-1 les documents suivants qui déterminent l'usage de petites zones au niveau local :

1° Les plans locaux d'urbanisme :

a) Qui sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, compte tenu notamment de la superficie du territoire auquel ils s'appliquent, de la nature et de l'importance des travaux et aménagements qu'ils autorisent et de la sensibilité du milieu dans lequel ceux-ci doivent être réalisés ;

b) Qui comprennent les dispositions des plans de déplacements urbains mentionnés au chapitre IV du titre Ier du livre II de la première partie du code des transports ;

2° Les cartes communales qui sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au sens de l'annexe II à la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, au regard, notamment, de la superficie du territoire auquel elles s'appliquent, de la nature, de la sensibilité et de l'étendue des territoires couverts par les secteurs qu'elles déterminent ;

3° Les schémas d'aménagement prévus à l'article L. 121-28.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les critères en fonction desquels les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales font l'objet d'une évaluation environnementale. »

Les articles R. 104-9, R. 104-10 et R. 104-12 du code de l'urbanisme précisent ces caractéristiques.

R. 104-9 : *« Les plans locaux d'urbanisme, dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :*

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision ;

3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L. 153-31.»

R. 104-10 : *« Les plans locaux d'urbanisme couvrant le territoire d'au moins une commune littorale au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :*

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision ;

3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L. 153-31. »

R. 104-12 : *« Les plans locaux d'urbanisme situés dans les zones de montagne définies à l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur élaboration, de leur révision et de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque ces procédures ont pour objet de prévoir la création ou l'extension d'une unité touristique nouvelle. »*

Ainsi, étant dans une procédure de révision générale du plan local d'urbanisme, et du fait qu'un site Natura 2000 est présent sur la commune, le document est par conséquent soumis à une évaluation environnementale.

4. LE CONTENU DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le contenu du dossier de Plan Local d'Urbanisme (PLU) est fixé par les **articles L151-2 et suivants du Code de l'urbanisme (Création ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015)**:

« Le plan local d'urbanisme comprend :

1° Un rapport de présentation ;

2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;

3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;

4° Un règlement ;

5° Des annexes.

Chacun de ces documents peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique. »

4.1. LE RAPPORT DE PRESENTATION

Il exprime de manière claire et structurée la rencontre entre le territoire et son projet. Il doit constituer une source d'information complète et cohérente et doit être accessible et compréhensible par tous.

Le rapport de présentation comprend un diagnostic territorial et un état initial de l'environnement, permettant de connaître le territoire et ses enjeux.

Il comprend également les justifications des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement, et l'évaluation environnementale du plan local d'urbanisme.

Les articles L151-4, R151-1 à 5, L104-4, L104-5 du code de l'urbanisme précisent le contenu du rapport de présentation.

4.2. LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

Il présente le projet communal pour la dizaine d'années à venir. Il est le document cadre du PLU. Document simple, il est accessible à tous les citoyens. Il définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune (volet obligatoire). Ces orientations ne sont pas opposables aux autorisations de construire.

L'article L151-5 du code de l'urbanisme précise le contenu du projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

4.3. LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Les orientations d'aménagement et de programmation sont établies dans des périmètres délimités, afin de compléter les dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements et, en zone de montagne, sur les unités touristiques nouvelles, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables. Elles peuvent également porter sur des thématiques.

Elles ont une portée plus souple que le règlement.

Les articles L151-6 à L151-7-2, ainsi que les articles R151-6 à R151-8-1 du code de l'urbanisme précisent le contenu des orientations d'aménagement et de programmation.

4.4. LE REGLEMENT ET SES DOCUMENTS GRAPHIQUES

Le règlement comprend une partie écrite, le règlement écrit, et une partie graphique, le règlement graphique, parfois également appelé « zonage ».

Le règlement graphique permet de localiser les zones et prescriptions sur le territoire, tandis que le règlement écrit explicite les règles associées à ces zones et prescriptions. Le règlement écrit contient également des règles applicables à l'ensemble du territoire, indépendamment du classement en zones.

Quatre types de zones peuvent exister au sein du PLU, définies par les articles R151-17 à R151-26 du code de l'urbanisme :

- Les zones urbaines (U) ;
- Les zones à urbaniser (AU) ;
- Les zones agricoles (A) ;
- Les zones naturelles et forestières (N).

Des prescriptions peuvent se superposer aux différentes zones, comme par exemple, des emplacements réservés, des servitudes de mixité sociale, des orientations d'aménagement et de programmation, etc.

Le règlement écrit détaille des règles relatives :

- Aux destinations des constructions, usages des sols et natures d'activité (articles R151-27 à R151-38 du code de l'urbanisme ; articles L151-9 à L151-16) ;
- Aux caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères (articles R151-39 à R151-46 du code de l'urbanisme ; articles L151-17 à L151-37) ;
- Aux équipement et réseaux (articles R151-47 à R151-50 du code de l'urbanisme ; articles L151-38 à L151-42-1).

4.5. LES ANNEXES

Les annexes d'un plan local d'urbanisme comportent des documents, listés par le code de l'urbanisme, qui sont utiles à l'instruction des droits des sols, comme par exemple les servitudes d'utilité publiques, les zones d'aménagement concerté, les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, etc.

Les articles L151-43, R151-51 à 53 détaillent le contenu des annexes.

CHAPITRE .2 : RAPPEL SUR LA PROCEDURE

Ce chapitre a pour but de présenter les objectifs poursuivis par la commune à travers la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) et la procédure à suivre lors la révision générale d'un PLU.

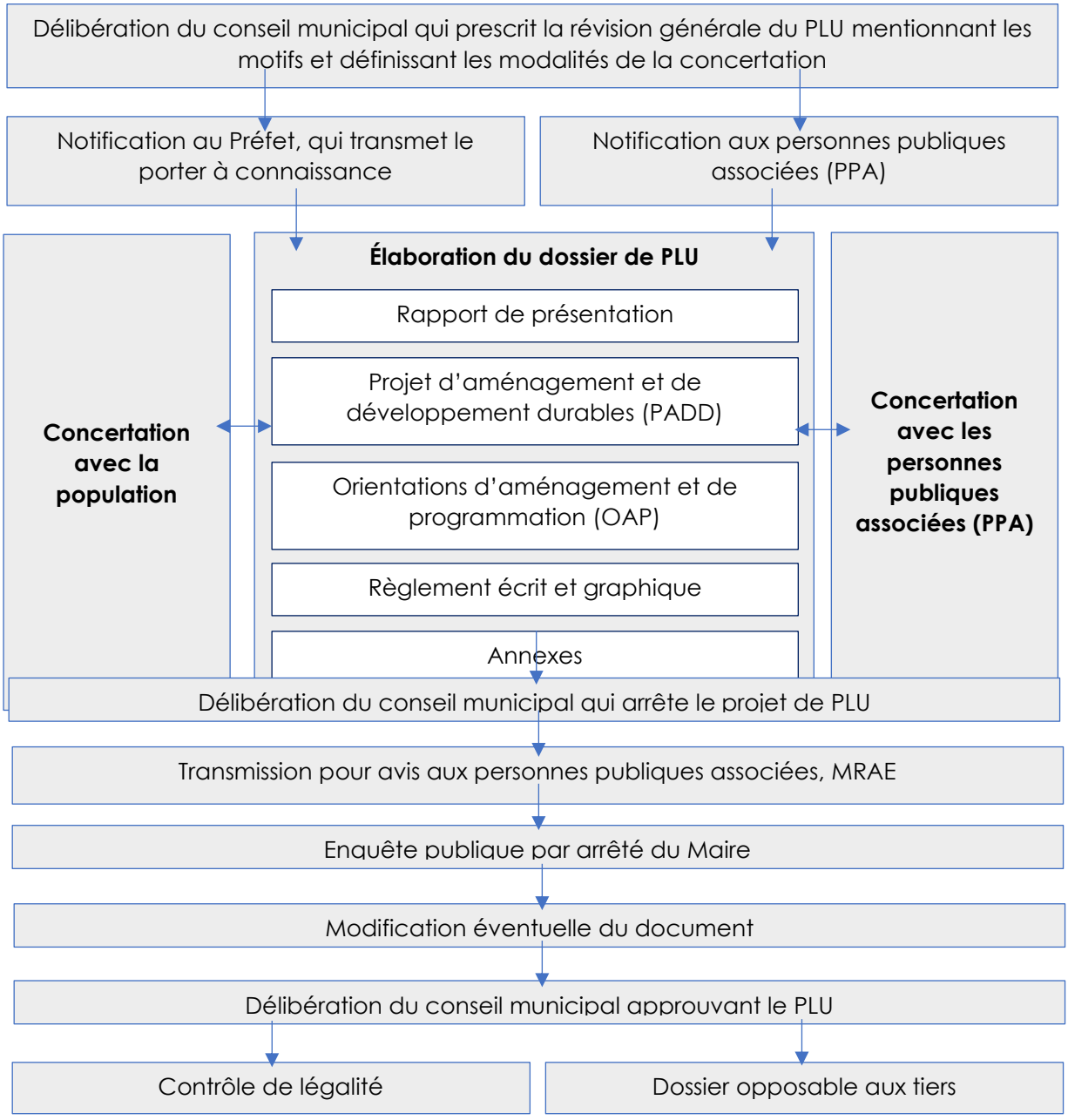
La commune de Tallard est actuellement couverte par un PLU approuvé le 17 janvier 2005, lequel a fait depuis l'objet de trois révisions simplifiées, d'une modification, de quatre modifications simplifiées approuvées et d'une révision allégée. Le 6 juin 2019, le conseil municipal a lancé la procédure de révision générale du PLU.

Les objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de cette révision générale sont les suivants :

- Intégrer les dispositions des lois Grenelle et ALUR,
- Maintenir un développement démographique raisonné en compatibilité avec les orientations du SCoT ;
- Lutter contre l'étalement urbain en réinvestissant en priorité les dents creuses et en urbanisant en continuité de l'existant (secteur de la Garenne). Densifier le bâti et favoriser la mixité fonctionnelle ;
- Proposer et favoriser l'émergence d'une nouvelle offre complémentaire de logement sur un secteur stratégique à proximité du collège, en accompagnement du dynamisme démographique de la commune,
- Continuer à soutenir et accompagner le développement économique de la commune en favorisant le développement de nouvelles filières et en réinvestissant les friches bâtimentaires en leur attribuant une nouvelle vocation économique,
- Dynamiser et diversifier les activités économiques en favorisant notamment l'implantation et le développement d'activités sur la Zone Géographique située en continuité et au Sud de la zone d'activités économiques,
- Soutenir et accompagner le développement de projets socio-médicaux en permettant notamment l'extension et l'adaptation des activités existantes (établissements de la Durance, établissements de l'UNAPEI-La Chrysalide…),
- Améliorer, notamment sur le plan architectural et paysager, les entrées de ville pour renfoncer l'attractivité du centre-ville,
- Conforter des liaisons piétonnes existantes notamment celle reliant le centre-ville à l'aérodrome et la zone d'activité, en sécurisant son accès aux modes doux,
- Améliorer et sécuriser les modes de déplacements doux aux abords des entrées de ville et dans le centre,
- Travailler sur les enjeux et problématiques de stationnements publicsn en envisageant notamment des poches de stationnement de report à proximité du centre, en réorganisant le stationnement aux abords du collège et en requalifiant certains espaces publics,
  Maintenir les zones agricoles et naturelles. Préserver les surfaces agricoles cultivables ; prendre en compte les possibilités d'évolution des pratiques et activités agricoles.
- Valoriser les points de vue pour mettre en scène le patrimoine architectural et paysager de la commune. Préserver les cônes de vue paysagers en travaillant sur l'implantation des bâtiments et leur insertion,

- Favoriser le développement urbain raisonné dans le respect des caractéristiques paysagères, environnementales et architecturales propres à la commune,
- Maintenir les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité connus notamment à travers le Schéma Régional de Cohérence Ecologique et les orientations du SDAGE ;

Les étapes de la procédure de révision générale du Tallard sont détaillées ci-après :



Étapes de la procédure de révision du plan local d'urbanisme

PARTIE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

CHAPITRE .1 : CONTEXTE GEOGRAPHIQUE, ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE

1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET ACCESSIBILITE

La commune de Tallard est située dans le département des Hautes-Alpes, à la frontière du département des Alpes-de-Haute-Provence, dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA).

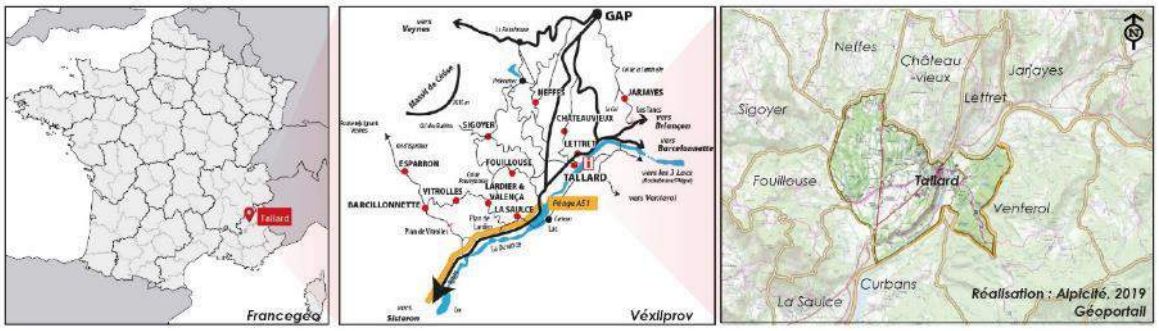
Elle bénéficie d'une position stratégique à la confluence des axes routiers principaux du département : la Route Nationale 85 permettant de rejoindre Grenoble depuis l'autoroute A51 et la Route Départementale 942 permettant d'accéder à vallée de l'Ubaye (Barcelonnette) et la Haute-Durance (Briançon).

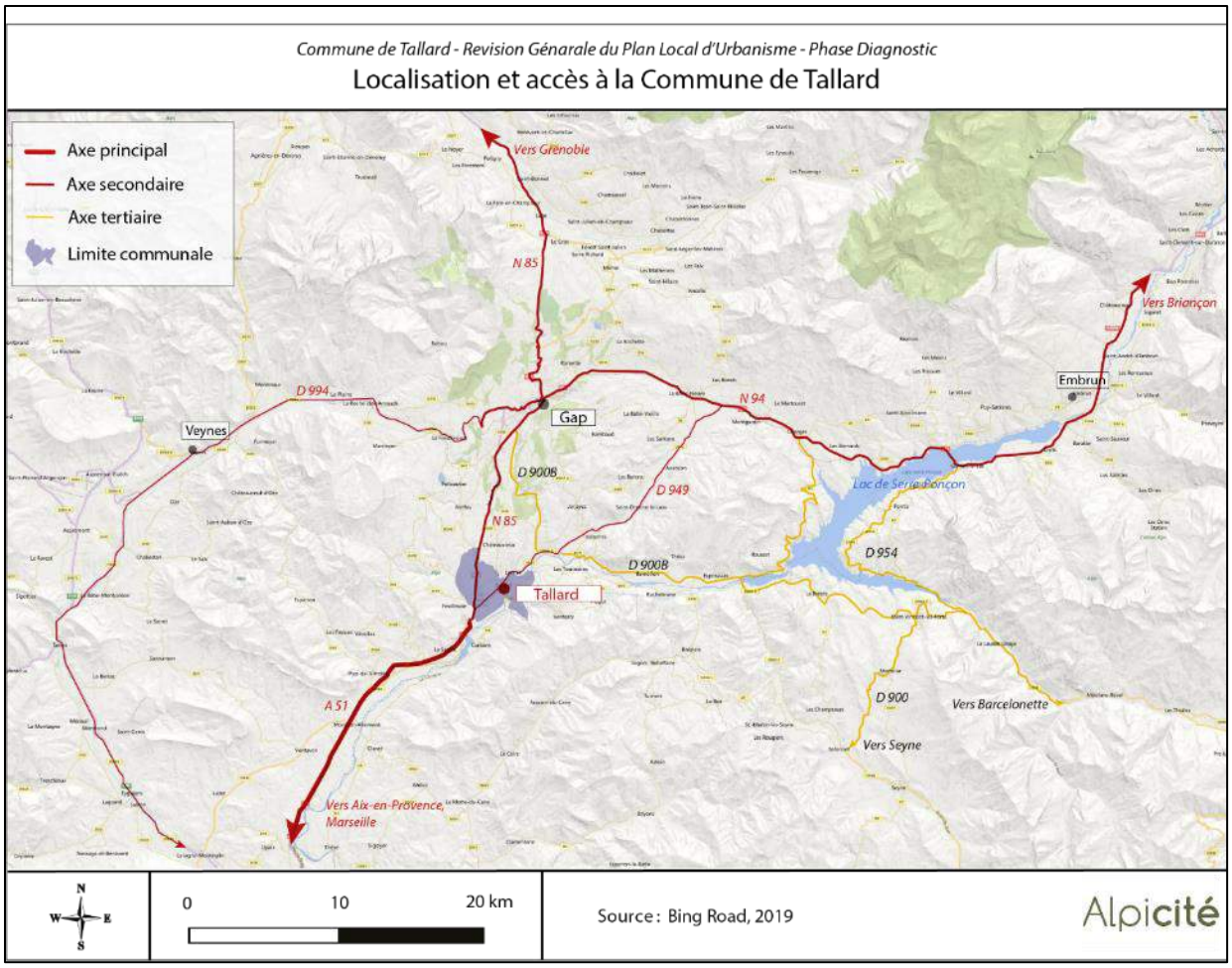
La commune est également traversée par des routes départementales secondaires : la RD 45, la RD 46, la RD 346 ainsi que par des axes de dessertes locales. Le maillage routier de la commune est par conséquent relativement dense.
La commune est située à 20 minutes de Gap, pôle urbain majeur du département, et à 1h20 de Briançon. Les grandes agglomérations telles que Grenoble et Marseille sont à moins de 2h de Tallard.

Le territoire communal est situé à 606 mètres d'altitude sur la zone la plus septentrionale des affluences du climat méditerranéen. Il s'étend sur une superficie totale de 1502 hectares de part et d'autre des rives de la Durance.

La commune bénéficie de l'influence de Gap, Préfecture du département, située à 15km au nord. Cette position dans la zone périurbaine de Gap, lui a permis de disposer d'une expansion démographique importante depuis une trentaine d'années liée aux flux pendulaires. Toutefois, la commune a su conserver un caractère agricole et naturel important.

Situation de Tallard



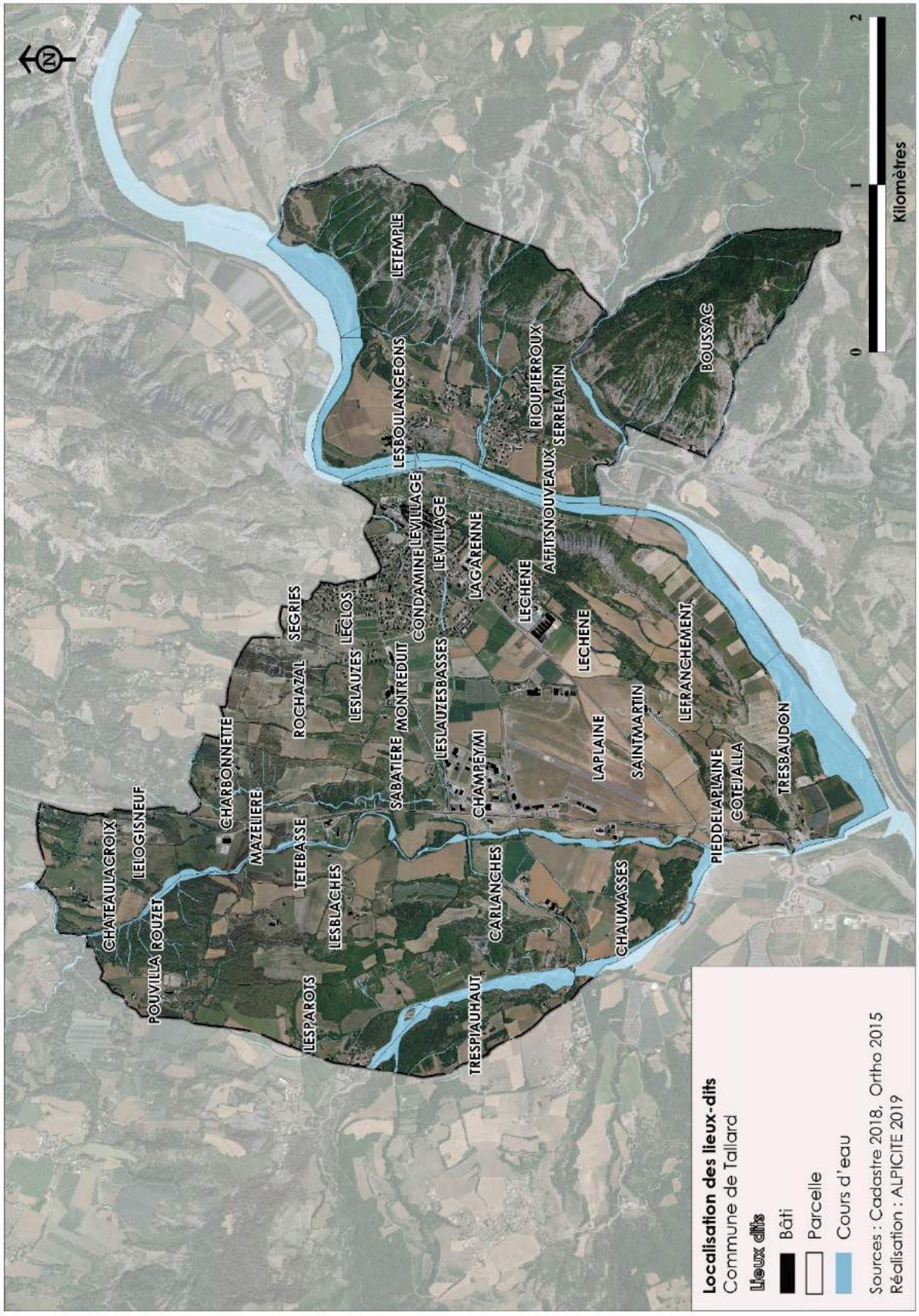


Localisation de Tallard et accès

AGGLOMERATIONS	TEMPS
GAP	20 min
EMBRUN	42 min
SISTERON	30 min
BRIANÇON	1h20 min
MARSEILLE	1h40
GRENOBLE	2h00

Principales agglomérations à proximité de Tallard - Source : https://www.google.fr/maps

Tallard compte près de 57 lieux-dits sur son territoire représentés sur la carte ci-dessous :



Localisation des lieux-dits de Tallard

Au sein du territoire communal, il est possible de distinguer cinq quartiers :

Le village médiéval et le Château	Il s'agit de la partie la plus ancienne du village autrefois ceinturé de remparts.
Les Jardins	Cette zone singulière de Tallard en contrebas du château est bordée par la Durance. On y trouve plus de 150 lopins individuels cultivés.
Les Boulangeons	Cette zone se situe de l'autre côté de la Durance. Il s'agit d'une zone combinant à la fois cultures, habitats et équipements.
Les quartiers ruraux (Les Blâches, Trésbaudon)	Ces quartiers périphériques sont disséminés au Nord et à l'Ouest de la commune, et sont composés d'habitats diffus et d'exploitations agricoles
L'aérodrome, aéropôle, la ZAE	Cette zone, située entre le cœur du village et la RN85 connait un fort développement lié aux activités aériennes et à l'aménagement d'une zone d'activités économiques

Source : Note de synthèse, Dossier de classement en station de tourisme, Commune de Tallard.

2. CONTEXTE ADMINISTRATIF

2.1. LA REGION PROVENCE ALPES COTE-D'AZUR (PACA)

2.1.1 *PRESENTATION*

La région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) compte 5 081 101 habitants en 2019 (RP 2019 exploitations principales, INSEE), soit environ 7% de la population de France métropolitaine, sur un territoire de 31 400 km².

Elle regroupe **6 départements**, issus des anciennes provinces de Provence et du Dauphiné :

- Alpes-de-Haute-Provence (04) ;
- **Hautes-Alpes (05) ;**
- Alpes-Maritimes (06) ;
- Bouches-du-Rhône (13) ;
- Var (83) ;
- Vaucluse (84).

Aux paysages et caractéristiques variés, allant de la mer Méditerranée aux Alpes, de paysages de littoral de Provence aux paysages de moyenne et haute-montagne, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est baignée au sud par la mer Méditerranée et limitrophe à l'est des régions italiennes de Ligurie et du Piémont. Elle est bordée au nord par la région Auvergne-Rhône-Alpes et à l'ouest par l'Occitanie, le Rhône marquant la frontière régionale.

2.1.2 COMPETENCES

Source : https://www.maregionsud.fr/la-region-en-action/institution/le-conseil-regional

Les compétences des régions sont :

Éducation

- Lycées d'enseignement général et professionnel : construction, rénovation, entretien, fonctionnement et sécurité. Restauration scolaire. Bourses ;
- Stratégie pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ;
- Gestion des personnels, hors enseignants.

Emploi et formation professionnelle

- Information et orientation des élèves, étudiants et apprentis ;
- Formations sanitaires et sociales (infirmier, aide-soignant, sage-femme, éducateur spécialisé…) ;
- Insertion des jeunes en difficulté ;
- Formation des demandeurs d'emploi.

Transports

- Réseau ferré régional, TER, LER : gestion, entretien et sécurité et carte d'abonnement ;
- Gares routières et cars ;
- Transports scolaires interurbains ;
- Gestion des ports.

Développement économique

- Aide aux entreprises.
- Soutien aux filières, à la recherche et développement, à l'investissement.
- Attractivité du territoire, développement de l'économie sociale et solidaire.
- Gestion des programmes européens : FEDER (Fonds Européen de Développement Régional), le FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) ou encore le FSE (Fonds Social Européen).

Aménagement du territoire et de l'environnement

- Développement rural et urbain.
- Lutte contre le changement climatique, qualité de l'air.
- Gestion des déchets.
- Gestion des parcs naturels régionaux.

Les compétences partagées avec d'autres collectivités sont :

Santé

- Lutte contre les déserts médicaux.
- Plan cancer.

Sport

- Construction et entretien des équipements sportifs
- Soutien aux clubs et associations sportives
- Soutien de manifestations sportives.

Culture

- Promotion des langues régionales.
- Soutien à la création artistique et aux musées régionaux.

Tourisme

- Promotion du tourisme régional.

Lutte contre la fracture numérique

- Développement du réseau Très haut débit

2.2. LE DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

2.2.1 *PRESENTATION*

Le département des Hautes-Alpes possède une superficie de 5 549 km² et une démographie de 141 220 habitants en 2019 (RP 2019 exploitations principales, INSEE), soit environ 2,8% de la population de la région PACA. C'est le troisième département le moins peuplé de France.

Département de montagne et **majoritairement rural**, son chef-lieu est Gap.

2.2.2 *COMPETENCES*

Les compétences des départements sont :

Solidarités et cohésion territoriale

- L'enfance : aide sociale à l'enfance (ASE), protection maternelle et infantile (PMI), adoption, soutien aux familles en difficulté financière ;
- Les personnes handicapées : politiques d'hébergement et d'insertion sociale, prestation de compensation du handicap (loi du 11 février 2005), maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ;
- Les personnes âgées : création et gestion de maisons de retraite, politique de maintien des personnes âgées à domicile (allocation personnalisée d'autonomie : APA) ;
- Les prestations légales d'aide sociale : gestion du revenu de solidarité active (RSA) ;
- L'élaboration d'un schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services (SDAASP).

Education

- La construction, l'entretien et l'équipement des collèges ;
- La gestion des agents techniciens, ouvriers et de service (TOS) depuis la loi libertés et responsabilités locales du 13 août 2004).

Aménagement et transports

- L'équipement rural, le remembrement, l'aménagement foncier, la gestion de l'eau et de la voirie rurale, en tenant compte des priorités définies par les communes (lois de 1983) ;
- Les services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires ;
- La gestion de la voirie départementale ;
- Le SDIS (service départemental d'incendie et de secours) est chargé de la protection contre les incendies et gère les sapeurs-pompiers du département. Il participe également aux opérations de secours en cas d'accidents, de catastrophes naturelles...

Action culturelle, sportive…

- Compétence culturelle en matière de bibliothèques départementales de prêt, de services d'archives départementales, de musées, de protection du patrimoine... ;

- Compétences en matière de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation population.

2.3. LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GAP, TALLARD, DURANCE (CAGTD)

2.3.1 *PRESENTATION*

La commune de Tallard fait partie de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance (CAGTD) créée le 1er janvier 2017. Elle est née de la fusion, de la communauté d'Agglomération « Gap en plus grand » et de la Communauté de Communes de Tallard-Barcillonnette avec les communes de Claret et de Curbans.

Ce territoire situé au sud des Hautes Alpes compte 17 communes membres (dont deux situées dans les Alpes-de-Haute-Provence) pour une population totale de 50 483 habitants en 2019.



Tallard au sein de la CAGTD

2.3.2 COMPETENCES

En application de la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), promulguée le 7 août 2015, les compétences de la Communauté d'Agglomération ont été validées par délibération du 9 janvier 2017 en séance du conseil communautaire. Les compétences validées dans les statuts sont les suivantes :

- **Compétences obligatoires :**

- **Développement économique dont :**

> Zones d'activités
> Promotion du tourisme ;

- **Aménagement de l'espace :**

> Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT),
> Zones d'Aménagement Concertée d'intérêt communautaire (ZAC) : démarche d'urbanisme
> Mobilité (comprenant les transports) ;

- **Equilibre social de l'Habitat :**

> Plan Local de l'Habitat
> Politique du logement social d'intérêt communautaire ;

Politique de la ville ;

Aire d'accueil des gens du voyage ;

- **Compétences optionnelles :**

- **L'assainissement**

> Stations d'épuration
> Maîtrise d'ouvrage déléguée
> Service public d'assainissement non collectif ;

- **Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie**

> Réseau d'eau potable intercommunal
> Lutte contre la pollution de l'air
> Lutte contre les nuisances sonores
> Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

- **Action sociale d'intérêt communautaire ;**

- **Politique du logement et du cadre de vie** (Amélioration de l'habitat) ;

- **Voirie d'intérêt communautaire**

> Pour les gabarits supérieurs à 30 mètres mais l' Agglomération n'en possède pas sur son territoire ;

- **Equipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire**

(Locaux de l'Ecole de Musique de l'Agglomération à Tallard).

- **Compétences facultatives :**

Depuis le 1er janvier 2017, la communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance exerce de manière différenciée les compétences facultatives sur le territoire des EPCI fusionnés.

Aujourd'hui, les compétences que la CAGTD exerce pour les 12 communes de l'ex « Communauté de Communes de Tallard-Barcillonnette » sont les suivantes :

1° Gestion des centres de secours et d'incendie ;

2° Gestion de l'école de musique ;

3° Concours technico-administratif auprès des communes membres ;

4° Maîtrise d'ouvrage déléguée des tous projets d'équipement des communes membres (restitués ensuite aux communes pour exploitation) ;

5° A la demande des communes, réalisation de programmes de protection des berges et de lutte contre les crues et adhésion au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD) ;

6° Création et gestion d'un centre de loisirs sans hébergement ;

7° Sports : organisation d'une activité de natation scolaire ;

8° Attribution de subventions aux associations (avec un intérêt communautaire dans les domaines du sport, de la culture, du social...) ;

9° Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) ;

10° Système d'Information Géographique (SIG) ;

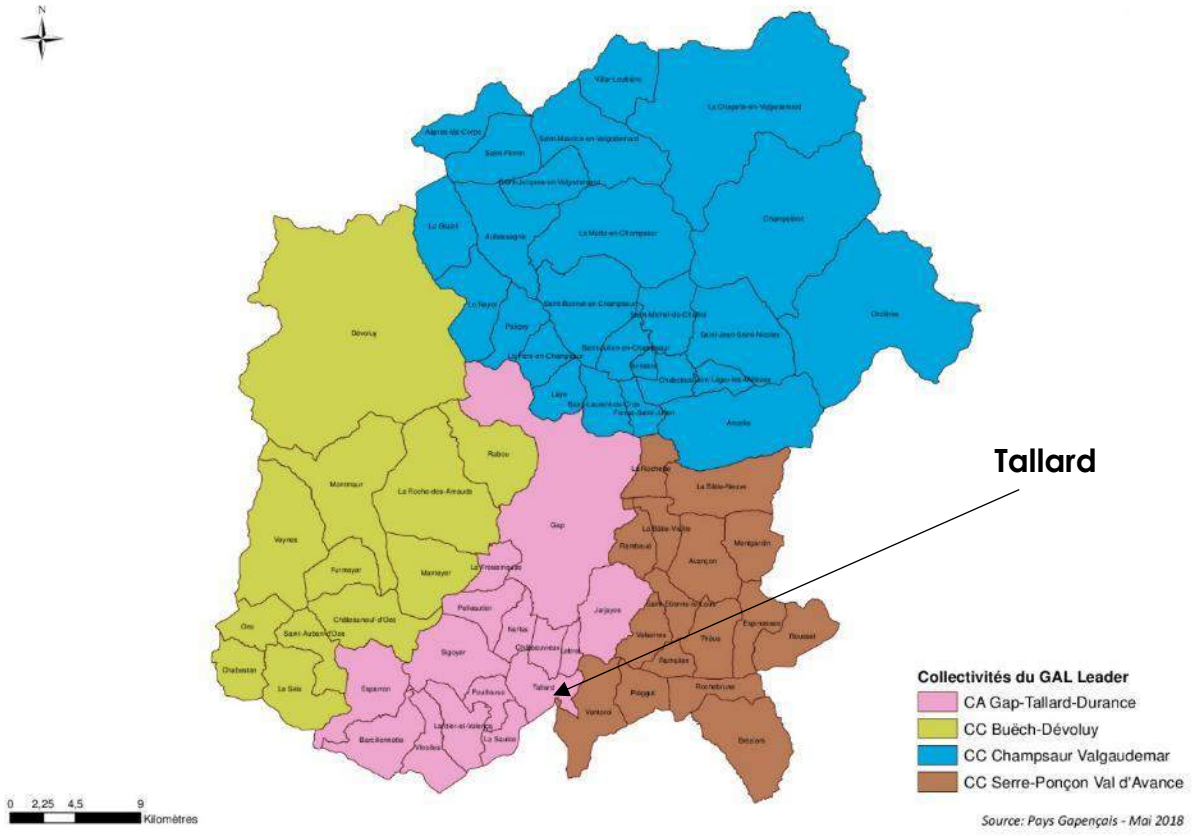
11° Construction, aménagement, entretien et gestion des nouvelles casernes de gendarmerie ;

12° Création et entretien de sentiers de randonnées ;

13° Création et gestion des voies d'escalade du massif de Céüse.

2.4. LE PAYS GAPENÇAIS, POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL RURAL (PETR)

La CAGTD est également intégrée au Pays Gapençais qui bénéficie du même périmètre que le Syndicat Mixte du SCoT.



Tallard au sein du Pays Gapençais - Source : paysgapençais.com

Le Pays est un territoire ***cohérent au plan géographique, culturel, économique ou social*** (loi Pasqua de 1995) à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi. Il constitue un cadre de contractualisation permettant aux territoires qui le forment de bénéficier de fonds européens, nationaux ou régionaux. Après la suppression du dispositif des Pays par la loi RCT de 2010, la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) de 2014 a relancé et renforcé le concept avec la création d'un nouvel outil : le **Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR)**, ayant pour objectif de contrebalancer les métropoles et créer ainsi une entité de nature à recueillir des fonds. Les Pays existants doivent ou peuvent se transformer en PETR selon leur structure juridique. Le pays gapençais étant une association loi 1901, il en a la possibilité mais pas l'obligation. Il semble d'ailleurs qu'il n'ait pas encore opté pour ce schéma juridique.

Le Pays Gapençais a été reconnu comme organisme intermédiaire par la Région pour gérer l'enveloppe LEADER attribuée au groupe d'action locale du gapençais.

2.5. LES SYNDICATS INTERCOMMUNAUX

La commune de Tallard fait partie de nombreux syndicats intercommunaux :

- SIVU de l'Aéropole de Gap-Tallard ;
- Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD)
- Syndicat Mixte d'énergie des Hautes-Alpes (SyMEnergie05)
- Syndicat Mixte du SCoT de l'Aire Gapençaise
- SIVOM de Tallard

3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE TERRITORIAL

Les Plans Locaux d'Urbanisme doivent prendre en compte ou être compatibles avec différents documents. Pour information, les principes de prise en compte et de compatibilité se différencient ainsi :

> Compatibilité : La notion de compatibilité implique que les dispositions d'une norme inférieure ne fassent pas obstacle à l'application des orientations générales définies par la norme qui lui est immédiatement supérieure
> Prise en compte : La notion de prise en compte est la moins contraignante des notions exprimant un rapport d'opposabilité entre deux documents, ce qui ne signifie pas pour autant qu'elle soit totalement dépourvue de force juridique. Elle permet de s'écarter des orientations fondamentales du document supérieur à condition qu'existe un motif tiré de l'intérêt général de l'opération et dans la mesure où ce motif le justifie.

Selon les articles L131-4 et L131-5 du Code de l'Urbanisme (Version en vigueur du 27 décembre 2019 au 01 avril 2021), les plans locaux d'urbanisme sont **compatibles** avec :

- Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;
- Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- Les plans de mobilité prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;
- Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L. 112-4.

et doivent **prendre en compte** :

- Le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement ;
- Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière.

Parmi les documents cités ci-dessus, les **documents suivants existent sur des territoires englobant Tallard** :

- Le **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'aire gapençaise**, approuvé le 13 décembre 2013 et exécutoire depuis le 21 février 2014 ;
- Le **Programme Local de l'Habitat (PLH) sur la période 2022-2027** adopté le 8 décembre 2022.
- Le **Plan Climat Air Energie territorial (PCAET) de la CAGTD** adopté le 30 juin 2022

Le SCoT est un **document intégrateur** : la loi portant engagement national pour l'environnement (ENE) de 2010 a introduit le principe selon lequel les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales doivent être compatibles avec le SCoT, intégrateur des documents de planification supérieurs (articles L131-1 et L131-2 du code de l'urbanisme). De ce fait, il n'est pas nécessaire de démontrer la compatibilité du PLU de Tallard avec les documents cités dans les articles L131-4 et L131-5 du code de l'urbanisme, sauf s'ils n'ont pas été traités par le SCoT. Les documents suivants ont été

élaborés postérieurement au SCoT de l'aire gapençaise et n'ont donc pas été traités par le SCoT :

- Le **schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux** (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 – principe de compatibilité avec les règles générales du fascicule et de prise en compte des objectifs ;

- Le **plan de gestion des risques d'inondation** (PRGI) Rhône-Méditerranée – principe de compatibilité ;

- Le **schéma régional de cohérence écologique** (approbation en novembre 2014) – principe de prise en compte.

Notons que le **SRADDET PACA** ayant été approuvé postérieurement au SCoT, la mise en compatibilité du SCoT avec ce document ne sera obligatoire que lors de la prochaine révision du SCoT. Les PLU, n'ont dans ce cas qu'à démontrer leur compatibilité avec le SCoT opposable et non avec le SRADDET PACA.

Précisons également que le **SCoT ne propose pas une lecture complète de la Loi Montagne à l'échelle de chaque commune** ; et que l'acte 2 de la Loi Montagne est postérieure à l'approbation du SCoT. Ainsi, une partie spécifique sera dédiée à cette interprétation sur le territoire communal.

La commune est également **concernée par la Loi Barnier**, du fait de la présence d'une route classée à grande circulation (RD 1091).

Enfin, le PLU doit **intégrer les servitudes d'utilité publique (SUP),** listées ci-après et annexées au document.

3.1. LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL (SCOT) DE L'AIRE GAPENÇAISE APPROUVE EN DECEMBRE 2013

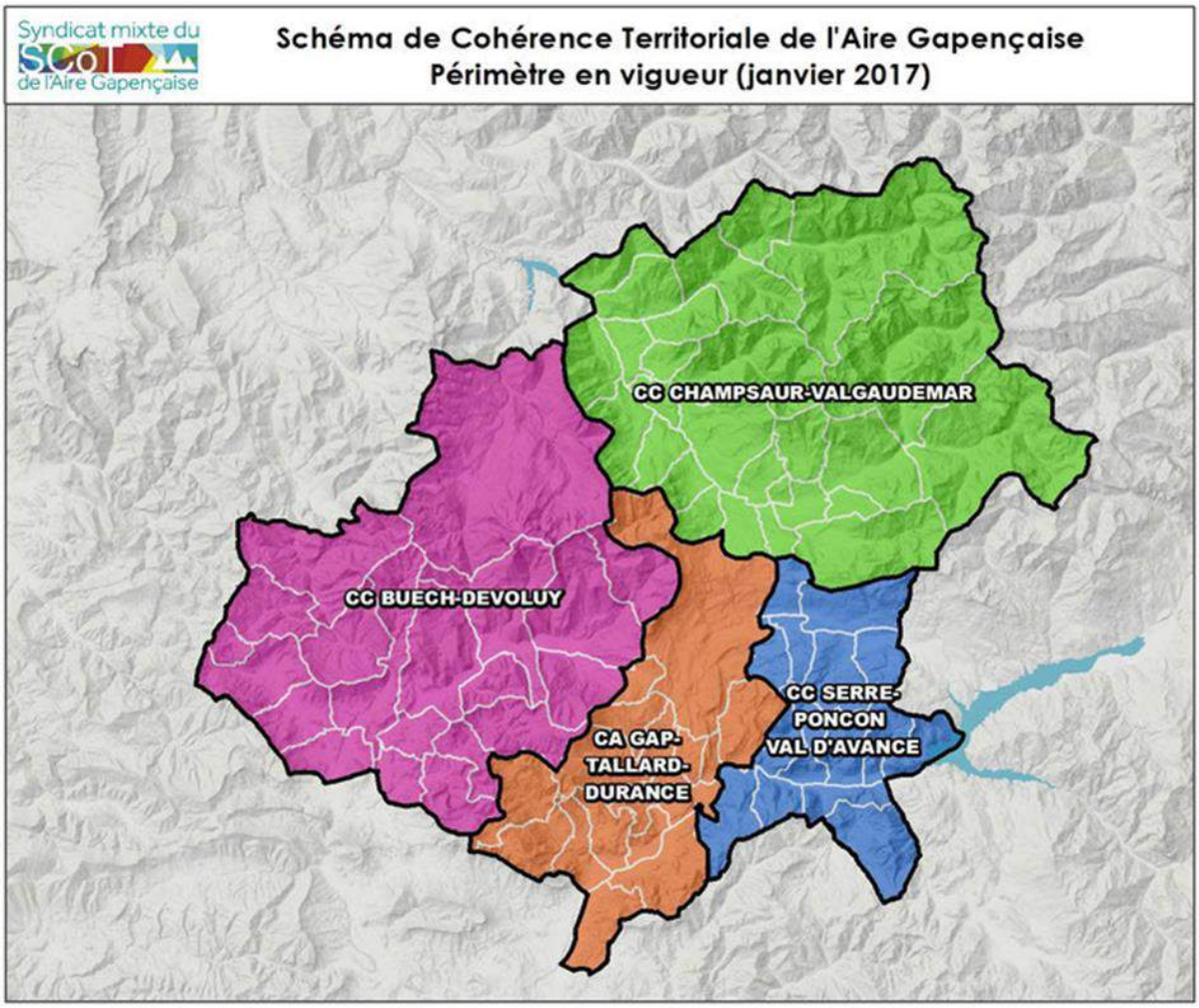
Qu'est-ce qu'un SCoT ?

Le SCoT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial, d'environnement, dont celles de la biodiversité, de l'énergie et du climat... Il doit également respecter les principes du développement durable.

Régi par les articles L.141-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, son objet est l'aménagement du territoire et la planification territoriale à l'horizon d'une vingtaine d'années. Il permet de fédérer à travers un projet de territoire plusieurs communes appartenant à un même bassin de vie (en l'occurrence ici à l'échelle de l'Aire Gapençaise).

Le SCoT de l'Aire Gapençaise

La commune de Tallard est couverte par le **schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'Aire Gapençaise**, élaboré par le Syndicat Mixte et **approuvé le 13 décembre 2013** (exécutoire depuis le 21 février 2014). La révision du SCoT a été prescrite par délibération du conseil syndical en date du 28 novembre 2019, et est actuellement en cours.



Cohérence territoriale gapençaise - Source : Syndicat Mixte du SCoT de l'Aire Gapençaise

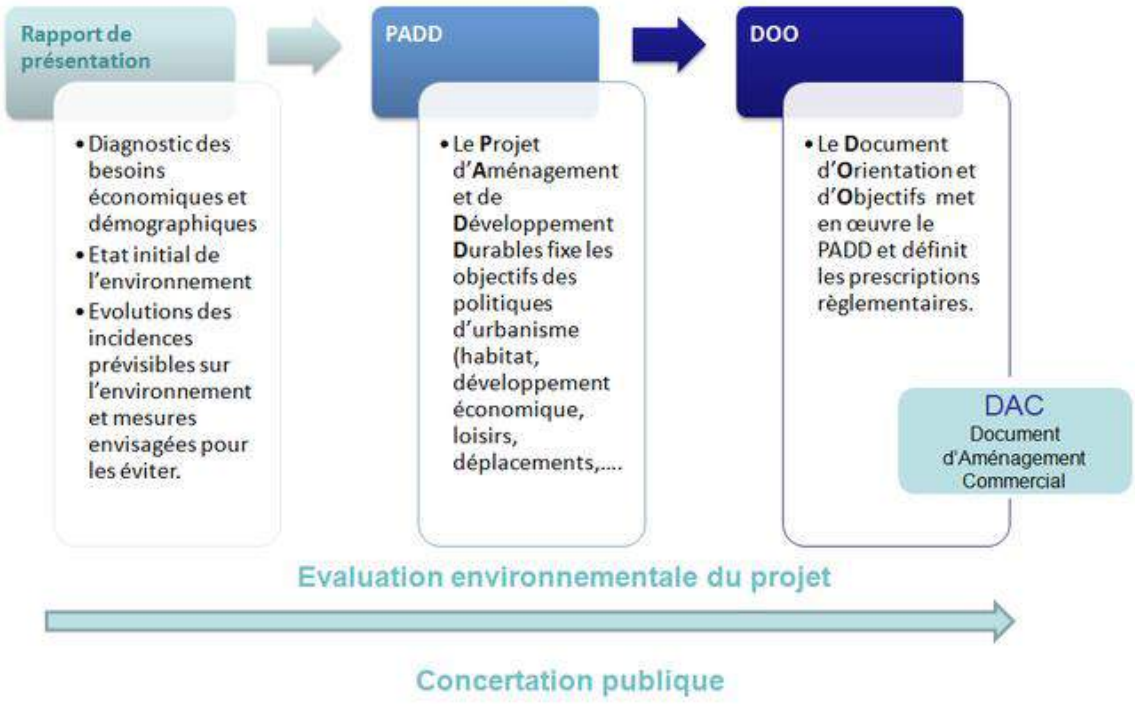
Le périmètre du SCoT a évolué avec le temps et notamment ces dernières années avec la réforme territoriale et les évolutions législatives liées. Au 1er janvier 2017, après les fusions d'intercommunalités, il est composé des territoires suivants :

- La Communauté de communes Buëch-Dévoluy (20 communes) ;
- La Communauté de communes du Champsaur-Valgaudemar (25 communes) ;
- La Communauté de communes Serre-Ponçon Val d'Avance (16 communes, Chorges ayant rejoint la Communauté de communes de Serre-Ponçon, et quittant par conséquence le périmètre du SCoT Gapençais) ;
- **La Communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance** (17 communes, dont Claret et Curbans du département des Alpes de haute Provence qui rejoignent la CA et entrent ainsi dans le périmètre du SCoT).

… pour un total de **78 communes**.

Le contenu du SCoT

Le SCoT de l'Aire Gapençaise se compose de 3 documents (+ le DAC qui est compris dans le DOO):



Les documents du SCoT - Source : SCoTgapençais.fr

Concernant le PADD, **deux principes** guident la mise en œuvre du projet :

1. Un principe d'organisation du territoire pour localiser le développement futur ;
2. Un principe de **mise en valeur des ressources, des espaces naturels et agricoles, des paysages.**

Concernant le DOO, il s'articule en **douze grands chapitres** :

1. Valoriser la trame verte et bleue de l'aire gapençaise ;
2. Valoriser l'agriculture et les espaces agricoles de l'aire gapençaise ;
3. Mettre en valeur les paysages de l'aire gapençaise ;
4. Valoriser les ressources de l'aire gapençaise ;
5. Promouvoir une organisation équilibrée du territoire et du développement ;
6. Organiser le développement résidentiel sur tout le territoire ;
7. Concevoir un aménagement économique performant, au service des ambitions de développement du territoire ;
8. Répondre aux besoins du territoire à travers un aménagement commercial équilibré ;
9. Renforcer le tourisme et les loisirs dans l'aire gapençaise ;
10. Améliorer les conditions de déplacements ;
11. Développer l'aménagement numérique du territoire ;

12. Favoriser une gestion économe de l'espace.

Le DOO est le seul document opposable du SCoT. Il comprend :

- Des orientations, qui sont les cadres stratégiques fixés par le SCoT ;
- Des **objectifs**, qui sont les buts à atteindre. **La compatibilité du PLU sera jugée sur la base de ces objectifs ;**
- Des recommandations, qui sont sans portée règlementaire et font référence à des modalités de mise en œuvre future du SCoT. Ainsi, elles ne s'appliquent souvent peu aux PLU. Toutefois, si une recommandation concerne les PLU et pourrait s'appliquer au territoire de Tallard, elle sera alors détaillée ci-après.

Le SCoT comprend également 3 cartes annexées au DOO, qui ont valeur d'orientations :

1. Carte de vigilance et de localisation des espaces agricoles
2. Carte de valorisation paysagère
3. La Trame verte et bleue du SCoT de l'Aire Gapençaise.

Les objectifs du DOO, ainsi que les cartes sont présentées ci-après. Des commentaires sont apportés en orange.

3.1.1 *VALORISER LA TRAME VERTE ET BLEUE DE L'AIRE GAPENÇAISE P.6 DU DOO*

1. Préserver la biodiversité et la structuration de l'aire gapençaise par la trame verte et bleue

Les documents d'urbanisme locaux et les politiques menées par les collectivités locales doivent contribuer à :

- **Diminuer la fragmentation** et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
- **Identifier, préserver et relier les espaces importants** pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- Atteindre ou conserver le **bon état écologique** ou le bon potentiel des eaux de surface et des écosystèmes aquatiques ;
- Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
- **Faciliter les échanges génétiques** nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvage ;
- Améliorer la qualité et la diversité des **paysages**.

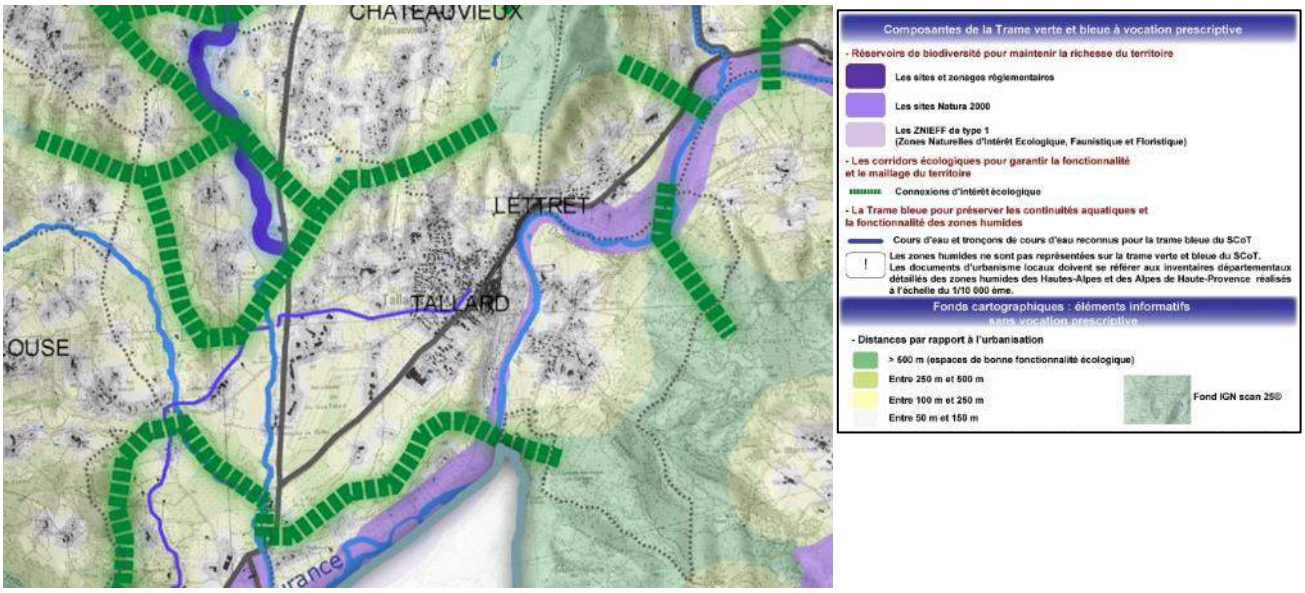
De manière générale, les documents d'urbanisme locaux doivent :

- **Préserver les espaces naturels** du point de vue patrimonial et fonctionnel ;
- Favoriser la remise en bon état ;
- Interdire les occupations et utilisations du sol pouvant impacter les espaces de la trame verte et bleue ;
- **Autoriser des aménagements** à vocation agricole, éducative, pédagogique, scientifique, touristique ou récréative si et seulement si ces projets ne compromettent pas la qualité ou le rôle fonctionnel de ces espaces de la trame verte et bleue.

Le PLU de Tallard devra être compatible avec ces objectifs.

En effet, comme en témoigne la carte ci-après, la commune abrite divers sites réglementés et est traversée par plusieurs **corridors écologiques** qu'elle se doit de répertorier, préserver et protéger.

Plusieurs protections environnementales sont présentes sur le territoire, dont trois **ZNIEFF** de type I et 1 de ZNIEFF de type II, une **Zone Natura 2000** autour de la Durance, une **trame bleue** autour du Rousine. L'inventaire des **zones humides** identifie 8 secteurs.



La trame verte et bleue de l'aire gapençaise - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise

2. Protéger les réservoirs de biodiversité en tant que richesses naturelles pour le long terme

Les documents d'urbanisme locaux doivent **classer les « réservoirs de biodiversité » de la carte de la trame verte et bleue en zonages naturel ou agricole**.

Ils acceptent des projets d'aménagement à vocation agricole, éducative, pédagogique ou scientifique et de loisirs si, et seulement si, ces projets ne compromettent pas la qualité ou la fonctionnalité écologique de ces espaces.

Ils doivent refuser les projets susceptibles d'impacter ces réservoirs de biodiversité, à l'exception :

- **Des projets d'intérêt général** (…) ;
- **Pour le bâti existant**, des possibilités d'extension à vocation d'amélioration de l'habitat et ou d'exploitation agricole ;
- Le cas échéant, **de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées** (…) ;
- **Des sites Natura 2000** où les documents d'urbanisme locaux peuvent classer certains espaces, de superficie limitée, en zone constructible (…).

Le PLU de Tallard devra être compatible avec ces objectifs.

Les documents d'urbanisme locaux doivent adapter leur plan de zonage en fonction des **évolutions que peuvent connaître les périmètres** de préservation de ces espaces composant les réservoirs de biodiversité du SCOT dans le cadre des réglementations en vigueur.

Les zonages règlementaires cartographiés dans le SCoT n'ont pas évolué. Ils seront à intégrer au PLU (voir pour cela l'analyse écologique).

3. Préciser et valoriser les corridors écologiques

Les documents d'urbanisme locaux doivent, en compatibilité avec la carte la trame verte et bleue du SCOT :

- **Préciser, grâce à un travail à l'échelle locale, l'intérêt et la nature de la zone concernée par le corridor écologique** […] ;
- **Délimiter le corridor écologique** à l'échelle du document d'urbanisme local ;
- **Traduire réglementairement la présence de ces corridors** […] ;
- Sur la base de ce travail de délimitation plus fin à l'échelle locale des corridors écologiques du SCOT, les **documents d'urbanisme locaux doivent** :
- **Rendre inconstructibles** les espaces ainsi délimités **à l'exception des projets d'intérêt général** lorsqu'ils ne peuvent être situés en dehors de tels espaces par leur nature ou leur fonction ;
- **Réétudier les projets d'urbanisation situés dans ces corridors** déjà inscrits en zone urbaine ou à urbaniser du document d'urbanisme local opposable à la date d'entrée en vigueur du SCOT (…) ;
- **Faire ressortir les besoins de remise en bon état** selon le niveau de fonctionnalité ou de fragmentation de ces corridors écologiques (identification d'obstacles ou points de conflits) ;
- **Traiter de manière distincte les corridors écologiques mis en valeur par l'activité agricole**. Dans ce cas, les documents d'urbanisme locaux affichent un règlement et un zonage qui concilient les fonctions de production agricole et les fonctions écologiques ;
- **Prendre en compte les démarches et travaux** de préservation et de remise en bon état déjà menés par d'autres collectivités territoriales.

Le PLU de Tallard devra être compatible avec ces objectifs. On notera que par la notion de « projets d'intérêt général », le SCoT fait très probablement référence au fait d'y autoriser les « les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages » (article L151-11 du CU).

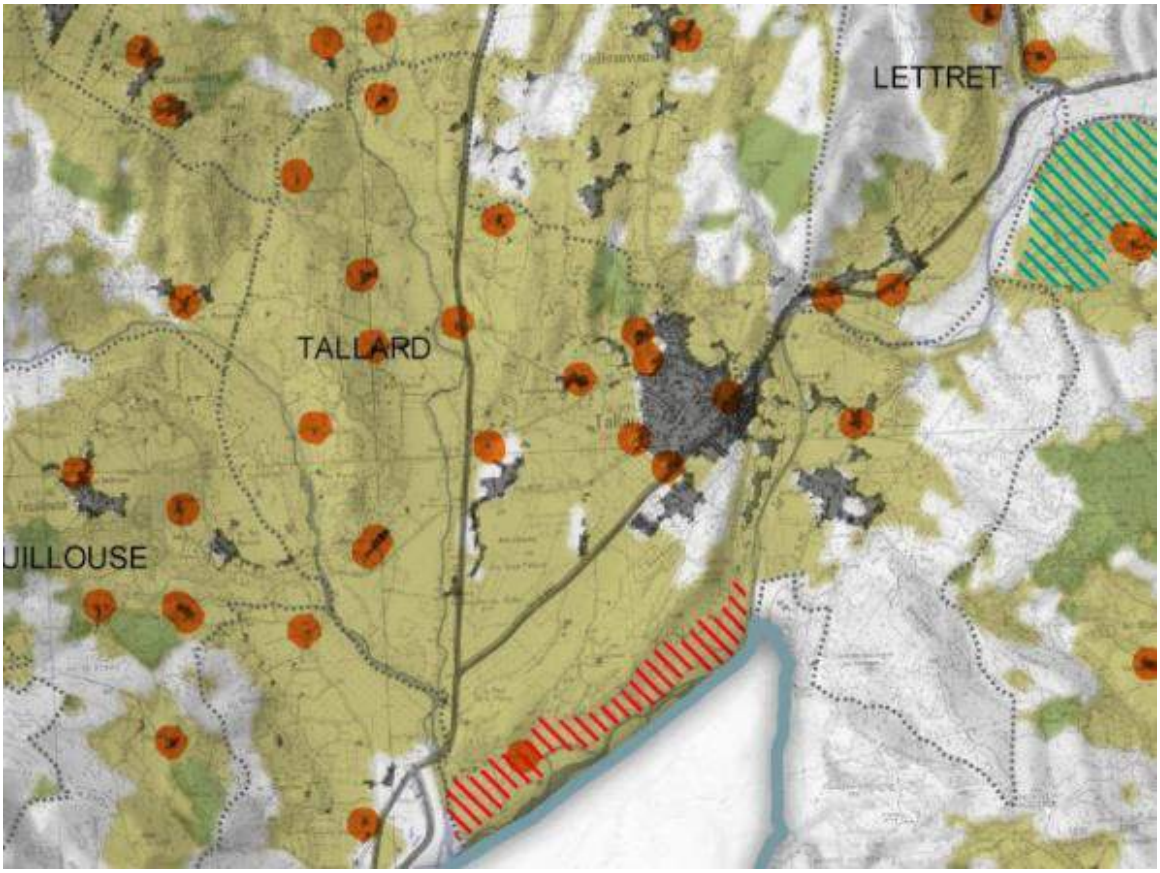
4. Préciser et valoriser la trame bleue et les zones humides

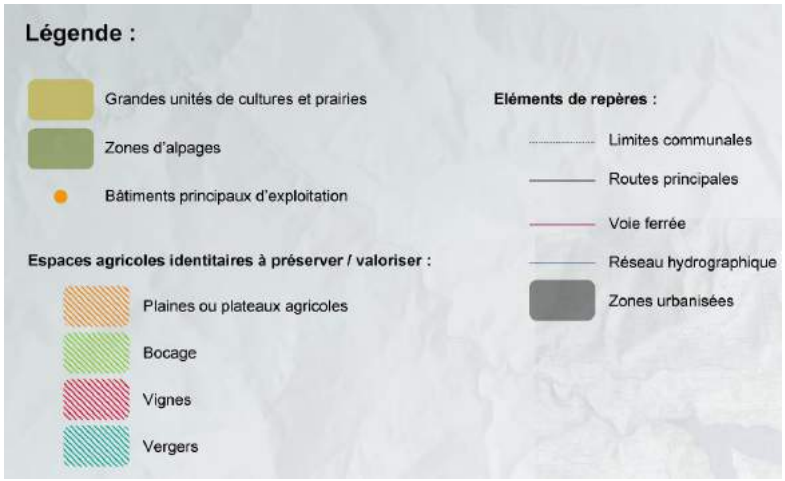
Les documents d'urbanisme locaux préservent les continuités aquatiques et les zones humides dans le cadre de la réglementation en vigueur. Ils favorisent les projets nécessaires de restauration des continuités aquatiques et écologiques des cours d'eau.

En compatibilité avec le SDAGE Rhône-méditerranée, afin de connaître la délimitation des zones humides, **les documents d'urbanisme locaux doivent se référer à l'inventaire départemental détaillé des zones humides des Hautes-Alpes réalisé à l'échelle du 1/10 000è**. L'état initial de l'environnement, dans le rapport de présentation, rappelle les zones humides du territoire de l'aire gapençaise, sur la base des données provisoires de l'inventaire des Hautes Alpes.

Le PLU de Tallard devra être compatible avec ces objectifs. On précisera qu'un nouveau SDAGE a été élaboré pour la période 2022-2027, et est analysé par la suite.

3.1.2 VALORISER L'AGRICULTURE ET LES ESPACES AGRICOLES DE L'AIRE GAPENÇAISE P.14 DU DOO





Vigilance et de localisation des espaces agricoles - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise

Sur la carte de vigilance et de localisation des espaces agricoles, **une vingtaine de bâtiments d'exploitations agricoles** ont été recensés sur la commune de Tallard, dont certains relativement proches des zones urbaines.

De plus, une partie des vignes de Tallard est classée dans l'inventaire des **espaces agricoles identitaires** du SCoT. Ces espaces sont à placer prioritairement en zones agricoles dans le PLU. Par ailleurs, un diagnostic agricole complet viendra compléter les données du SCoT ce qui permettra une meilleure analyse des terres d'intérêts agricoles forts. Les objectifs relatifs à ces espaces sont détaillés ci-après.

1. Valoriser le capital agricole de l'aire gapençaise

Afin d'assurer la pérennité des espaces agricoles, les documents d'urbanisme locaux doivent :

- **Rechercher prioritairement un classement en zone agricole** de toutes les terres jouant un rôle direct ou indirect dans l'activité agricole ;
- Maintenir les espaces cohérents et les **grandes unités** en évitant le mitage et le morcellement ;
- Garder les **espaces mécanisables**, notamment ceux de faible pente ;
- Sauvegarder pour l'agriculture les espaces ayant fait l'objet **d'investissements individuels et collectifs** (irrigation, remembrement) ;
- Permettre l'installation de **nouveaux bâtiments d'exploitation** ;
- Permettre la **reconquête des espaces délaissés par l'agriculture**.

La « carte de vigilance et de localisation des espaces agricoles de l'aire gapençaise » du SCoT identifie les **espaces d'usage agricole à classer majoritairement comme tels dans les documents d'urbanisme locaux par des zonages et des règles appropriés.** Ces derniers doivent prêter une attention particulière à la constructibilité autorisée en application de l'article R123-7 du code de l'urbanisme (« *Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A* »).

Les documents d'urbanisme locaux doivent :

- **Identifier les bâtiments agricoles nécessaires à l'exploitation**, en partenariat avec les représentants de la profession agricole ;
- Assurer **l'intégration paysagère et environnementale** des activités et des bâtiments agricoles ;
- Garantir les possibilités d'installations agricoles et de cultures à long terme sur les terrains plats ou peu pentus ;
- Permettre l'implantation de nouveaux sièges d'exploitation dans la zone agricole sous réserve que le projet soit nécessaire à l'exploitation d'une nouvelle unité économique (logement de l'exploitant, logement de salariés, bâtiments techniques, activité agritouristique) ;
- Permettre le maintien et/ou la création des chalets d'alpage, bâtiments d'estive, et cabanes pastorales ;
- Identifier les bâtiments agricoles pouvant faire l'objet d'un changement de destination en raison de leur intérêt patrimonial ou architectural ;
- Permettre le maintien et/ou la création des **accès et plates-formes techniques pour l'exploitation** des cultures et de la forêt ;
- Maintenir le classement agricole des terrains concernés par l'enfrichement par un zonage approprié (A plutôt que N) ;
- Permettre le maintien, l'aménagement ou l'extension de **domaines skiables dans la stricte compatibilité avec l'activité agricole sur les espaces agricoles**.

La « carte de vigilance et de localisation des espaces agricoles de l'aire gapençaise » comporte des espaces qui peuvent être classés en **zone naturelle** dans les documents d'urbanisme locaux.

La « carte de vigilance et de localisation des espaces agricoles de l'aire gapençaise » comporte des **hameaux ou groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existantes**. Leur extension est admise sous réserve d'être réalisée en continuité du bâti existant, par un nombre de constructions limité, sans porter atteinte à la préservation des activités agricoles et forestières, ni à la sauvegarde des sites et milieux naturels et après l'étude de l'impact des nouvelles constructions. Cela reprend les principes de la Loi Montagne. Une analyse plus détaillée des « bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles et d'habitations existants » est réalisée dans la partie dédiée à l'analyse de la Loi Montagne.

La « carte de vigilance et de localisation des espaces agricoles de l'aire gapençaise » comporte également des **espaces agricoles qui peuvent être dédiés à l'urbanisation (urbain ou à urbaniser). Leur urbanisation doit prendre en compte plusieurs impératifs** :

- Respecter les **principes d'urbanisation définis par la loi Montagne** (en continuité ou en discontinuité après étude et justification) ;
- S'assurer **qu'à proximité, d'autres espaces de moindre valeur agricole** ne sont pas disponibles ;
- S'assurer que le projet d'aménagement intègre de **règles de densité répondant aux objectifs du SCoT** (voir Volet Développement résidentiel du DOO) et présente un **intérêt significatif** : type et taille du projet, mode d'aménagement avec maîtrise de la collectivité, programme (mixité urbaine), procédures d'urbanisme groupé ou collectif ;
- Intégrer des dispositions concernant la **priorisation et le phasage** des espaces d'urbanisation future.

Les documents d'urbanisme locaux disposent d'un diagnostic agricole permettant de traduire les orientations et objectifs du SCoT au niveau local (…).

Le PLU de Tallard devra être compatible avec ces objectifs.

2. Préserver les conditions d'exploitation des activités agricoles

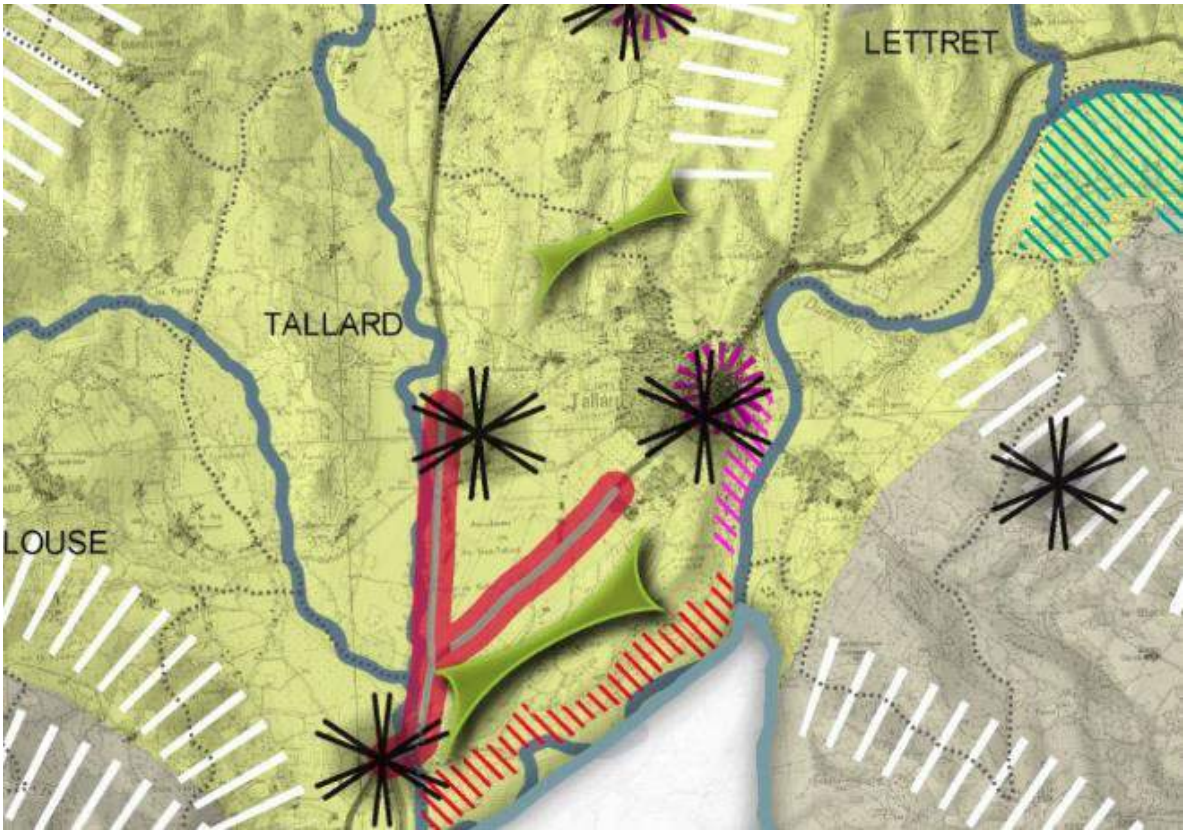
Les documents d'urbanisme locaux doivent respecter le fonctionnement quotidien des exploitations dans l'aménagement de l'espace, et plus particulièrement :

- Réglementer les **distances entre les bâtiments d'exploitation et d'habitation**, en définissant les modalités d'application locale du principe de réciprocité ;
- **Prévenir l'enclavement** des bâtiments principaux d'exploitation et protéger leurs parcelles attenantes, en leur assurant un « périmètre vital » ;
- Identifier et localiser la **circulation** des engins agricoles et forestiers, ainsi que les parcours ;
- Assurer un **développement limité des hameaux** en veillant prioritairement au comblement des espaces vides. Ce développement ne doit pas aggraver l'enclavement des bâtiments d'exploitation encore en activité ou potentiellement réutilisable pour l'activité agricole ;
- **Eviter les continuités bâties** de bas de coteaux et le long des routes qui enclavent les espaces agricoles et forestiers de coteaux.

Le PLU de Tallard devra être compatible avec ces objectifs.

3.1.3 METTRE EN VALEUR LES PAYSAGES DE L'AIRE GAPENÇAISE P.22 DU DOO

La commune de Tallard dispose de divers enjeux de mises en valeur et de préservation du paysage représentés sur la carte ci-dessous :



Légende :

1. Valoriser les sites et espaces à forte valeur paysagère :

Les grands ensembles paysagers à préserver et conforter :

- Sanctuaires de nature
- Plateaux et vallons
- Massifs mosaïques
- Coteaux et versants
- Piémonts et vallées de transit
- Rivières et torrents principaux

Les espaces identitaires à préserver / valoriser :

- Plaines ou plateaux agricoles
- Bocage
- Vignes
- Vergers
- Jardins familiaux

2. Valoriser les identités villageoises et requalifier les espaces bâtis :

Le patrimoine bâti à respecter et valoriser :

- Silhouettes de bourg à préserver ou valoriser

Maîtriser l'urbanisation :

- Secteurs à forte sensibilité visuelle
- Coupures vertes à maintenir et / ou renforcer
- « Coupures à l'urbanisation » à maintenir *(au titre de la loi Littoral, article L.146-2 du code de l'urbanisme)*

3. Valoriser les itinéraires de découverte et les points de vue emblématiques :

- Panoramas à pérenniser et valoriser
- Points de vue dynamiques à préserver / valoriser
- Interfaces route / zone d'activité ou commerciale à améliorer
- Entrées de ville et de l'aire gapençaise à qualifier

Eléments de repères :

- Limites communales
- Routes principales
- Voie ferrée
- Zones urbanisées

Valorisation paysagère - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise

1. Valoriser les sites et espaces à forte valeur paysagère

Préserver et valoriser les grands ensembles paysagers

La carte du SCoT identifie en des grands ensembles paysagers à préserver et conforter qu'elle classe en 3 catégories sur la commune (Massifs mosaïques, piémonts et vallées de transit et rivières et torrents principaux).

Pour les massifs mosaïques, le SCOT demande aux collectivités de :

- Préserver l'activité agricole (installations et terres agricoles) et les éléments qui les favorisent, notamment en proscrivant toute urbanisation qui entrerait en concurrence avec elle ;
- Organiser l'urbanisation et les aménagements, et stopper le mitage par la mise en oeuvre du principe de l'urbanisation en continuité de l'existant prôné par les dispositions de la loi Montagne ;
- Organiser la fréquentation touristique et de loisirs en permettant l'aménagement de sites touristiques légers, à condition que leur localisation et leur aspect extérieur ne dénaturent pas la qualité paysagère des sites dans lesquels ils s'insèrent ;
- Veiller à l'intégration paysagère des constructions nouvelles et des infrastructures.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs.

Pour les piémonts et vallées de transit :

Le DOO délimite les espaces identitaires à préserver que les documents d'urbanisme locaux doivent classer en zone agricole (excepté les jardins familiaux et les secteurs bocagers). Les documents d'urbanisme locaux doivent délimiter les zones où la constructibilité est possible au titre de l'article R.123-7 du code de l'urbanisme et ils définissent les conditions de recevabilité des demandes de construction à l'intérieur de ces espaces, sous condition d'une bonne intégration paysagère et environnementale des activités agricoles, notamment des bâtiments agricoles.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs.

Pour les rivières et torrents principaux, en l'occurrence sur la commune la Durance, le SCoT prévoit de :

- Préserver les espaces ouverts le long des rivières afin de maintenir des vues ouvertes sur les cours d'eau ;
- Valoriser les ripisylves ;
- Préserver et valoriser les vues et les accès sur tous les cours d'eau depuis les routes et chemins principaux.

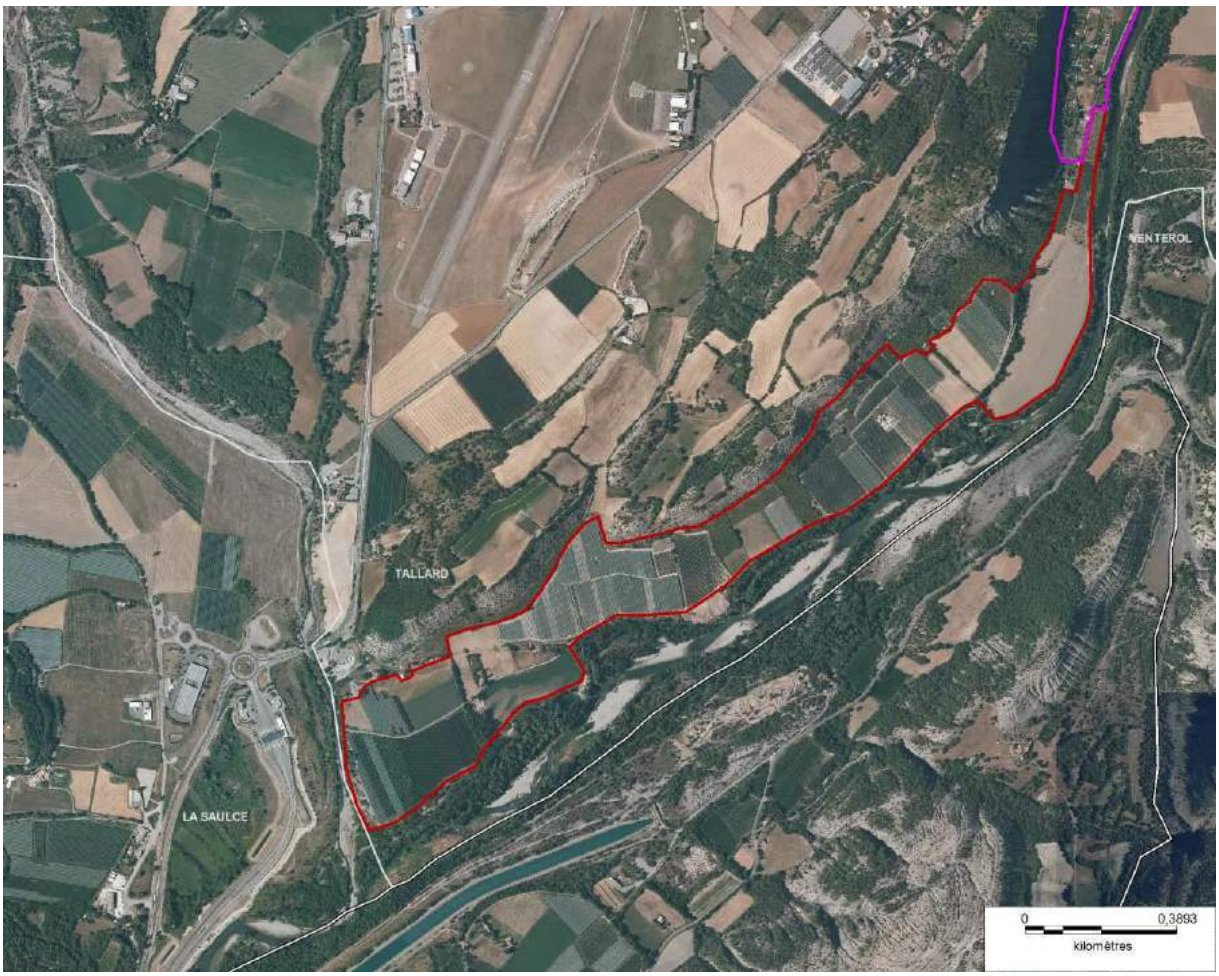
Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs.

Préserver les éléments et sites remarquables du territoire

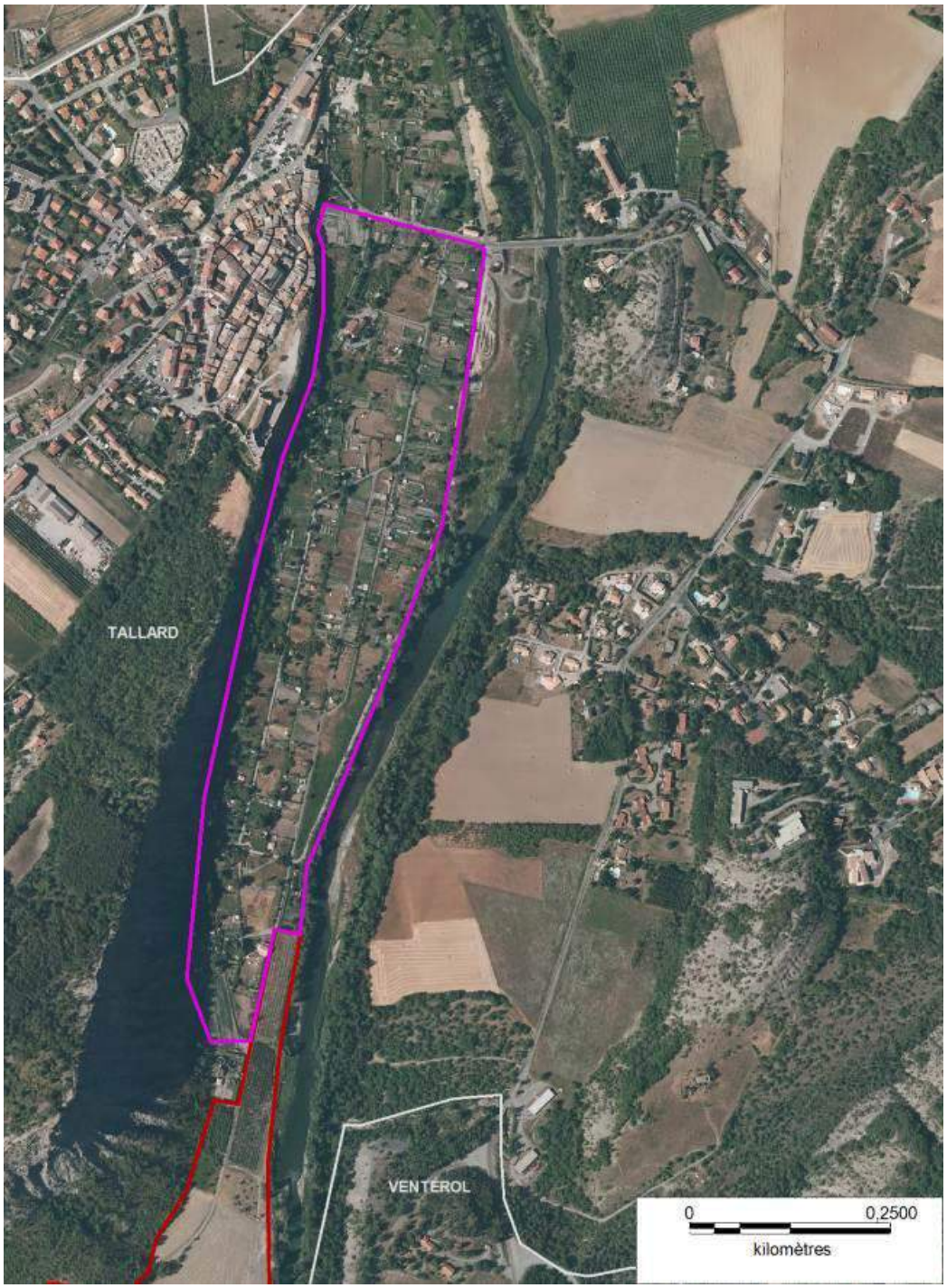
Les collectivités doivent préserver et renforcer la qualité paysagère ainsi que les vues depuis les cols emblématiques de l'aire gapençaise qui participent pleinement à la variété des paysages du territoire.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs.

- **Préserver les espaces identitaires**, à savoir les plaines et les plateaux agricoles remarques, qui sont à classer en zones agricoles. La commune de Tallard dispose de **deux types d'espaces identitaires : les vignes et les jardins familiaux**. Selon les prescriptions du DOO, ces espaces devront être classés en zones agricoles.



Espace identitaire : les vignes - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise



Espace identitaire : les jardins familiaux - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise

- **Protéger les paysages marqués par l'eau**, dont les lacs de montagne au titre de la Loi Montagne.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs.

Les documents d'urbanisme locaux doivent pérenniser et mettre en valeur les éléments ponctuels agricoles et naturels identitaires de l'aire gapençaise.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec cet objectif.

2. Valoriser les identités villageoises et requalifier les espaces bâtis

Maîtriser l'urbanisation

Les documents d'urbanisme locaux doivent localiser les capacités foncières en respectant les objectifs suivants :

- Les nouvelles constructions respectent les **principes d'urbanisation en continuité ou en discontinuité** tels que définis par la loi Montagne ;
- Les communes délimitent des « **espaces prioritaires pour l'urbanisation** » où la majorité des aménagements et constructions est réalisée pour répondre aux besoins en termes d'habitat ;
- Pour les communes présentant un « **centre-bourg** » clairement identifiable, celui-ci est favorisé sur les autres espaces d'urbanisation, par densification et optimisation foncière ;
- En dehors de ces « espaces prioritaires pour l'urbanisation », les **hameaux et groupements de maisons** peuvent également être confortés par des extensions et constructions en nombre limité, dans la mesure où elles respectent les sites et paysages et assurent l'arrêt du mitage.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs.

Dans la perspective de maitriser l'urbanisation, plusieurs principes ont été énoncés sur la commune de Tallard. Le PLU devra veiller à maintenir ou renforcer les **coupures vertes situées au Sud de la Route départementale 942 et entre Châteauvieux et Tallard.** Ces zones devront aussi être délimitées et classées en zones agricoles ou naturelles dans le PLU. Dans ces zones, seront autorisées la réhabilitation, l'extension des constructions existantes, ainsi que les constructions nouvelles uniquement liées à des activités agricoles intégrées à l'environnement et aux paysages.

Les documents d'urbanisme locaux doivent traiter les fronts bâtis :

- En préservant et valorisant les silhouettes des espaces bâtis. La carte du DOO localise notamment le centre-bourg de Tallard, dont la silhouette doit être préservée ;
- En veillant à la qualité des entrées de bourgs ;
- En inscrivant les extensions en lien avec leur environnement ;
- En créant ou en renforçant les limites ou lisières entre les espaces urbanisés et agricoles, en s'appuyant sur des éléments physiques identifiables ;
- En densifiant les espaces prioritaires d'urbanisation définis dans les documents d'urbanisme locaux.

Différentes recommandations sont intégrées au SCoT afin de respecter le contexte topographique et paysager.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs.

Les documents d'urbanisme locaux doivent prendre en compte, dans les aménagements futurs, les secteurs à forte sensibilité visuelle localisés sur la carte du DOO paysage, en maîtrisant et en veillant à l'intégration paysagère des aménagements et constructions particulièrement sur les pentes et les crêtes.

Aucun secteur à forte sensibilité visuelle n'est identifié sur la carte du DOO paysage. **Le PLU n'a donc pas à démontrer sa compatibilité avec cet objectif.**

Valoriser le patrimoine architectural et urbain

Les collectivités doivent identifier dans leur document d'urbanisme local les espaces dégradés, délaissés et les friches en vue de leur requalification.

Les collectivités doivent :

- Préserver et mettre en valeur le patrimoine rural et villageois vernaculaire dans les documents d'urbanisme locaux ;
- Prendre en compte le patrimoine rural et villageois dans les projets d'aménagement et dans les projets d'espaces publics, en particulier en termes de covisibilité ou concurrence visuelle.

Les collectivités doivent :

- Valoriser les monuments historiques et le patrimoine majeur et leurs abords ;
- Prendre en compte les éléments du patrimoine majeur dans les projets d'aménagement et dans les projets d'espaces publics, en particulier en termes de covisibilité ou concurrence visuelle.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs. Pour valoriser le patrimoine architectural et urbain, la commune devra respecter et mettre en valeur le **patrimoine identifié comme majeur** (incluant les monuments historiques protégés) dont elle dispose, à savoir **: les ruines du château de Tallard et l'église Saint-Grégoire.** Enfin autour du vieux village **la silhouette de bourg devra être valorisée.**

3. Valoriser les itinéraires de découverte et les points de vue emblématiques

Le DOO localise les **panoramas** à pérenniser et valoriser dans les documents d'urbanisme locaux.

Un inventaire des **panoramas remarquables à pérenniser et valoriser** a été réalisé dans le DOO. Deux points de vue ont été recensés à **Tallard : le château de Tallard ainsi que le parking de l'aérodrome.** Un **point de vue dynamique** à préserver a également été identifié en sortie Nord de la commune, **plaine de Lachaup, le long de la route Napoléon.**

D'un point de vue paysager des **interfaces routes / zone d'activité ou commerciale à améliorer situées sur la route Nationale 85 et la route départementale 942 ont** également été recensés, un traitement paysager autour de ces zones est attendu.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec cet objectif.

3.1.4 *VALORISER LES RESSOURCES DE L'AIRE GAPENÇAISE P. 64 DU DOO*

1. Protéger durablement les ressources en eau potable

Préserver les ressources en eau stratégiques et leur qualité

Les documents d'urbanisme locaux doivent cartographier et **préserver de l'urbanisation les zones d'alimentation majeures en eau potable** existantes ou potentielles pour protéger ces ressources sur le long terme.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec cet objectif.

Protéger les périmètres de captage de toute atteinte par l'urbanisation et la pollution

Les collectivités doivent mettre en œuvre au sein des documents d'urbanisme locaux ou de leurs politiques locales toutes les mesures protégeant ou contribuant à **protéger les zones d'alimentation des captages d'eau potable et les ressources existantes ou**

potentielles. Elles doivent contribuer à prévenir les pollutions accidentelles et protéger les captages d'alimentation en eau potable des pollutions chroniques.

Les documents d'urbanisme locaux doivent traduire :

- Les **périmètres de protection des captages d'eau potable** (immédiats, rapprochés, éloignés) à l'échelle cadastrale au sein du plan de zonage. Cette traduction doit inclure les périmètres de protection des captages de communes voisines ;
- Les **règles d'usage des sols** fixées par les arrêtés préfectoraux sur les trois niveaux de protection (particulièrement dans le règlement et le plan de zonage).

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs, sachant que les périmètres de protection des captages font l'objet d'une servitude d'utilité publique (SUP), présentés dans le présent rapport de présentation, et doivent être annexés au PLU.

Favoriser la gestion quantitative des ressources

Les collectivités, en situation critique vis-à-vis de leur ressource en eau, doivent **déterminer l'adéquation entre leurs besoins de développement démographique, économique, urbain (dans le cadre des orientations et objectifs fixés par le SCoT) et leurs ressources en eau** en adoptant une marge de sécurité de prévention.

Dans cette logique, l'accès à l'eau destinée à la consommation humaine et à l'irrigation à partir des eaux de la Durance nécessite d'être sécurisé dans des conditions permettant l'atteinte du bon état écologique de la masse d'eau de la Durance.

Le SCoT demande aux collectivités à **veiller sur la gestion quantitative de la ressource en eau**. Pour cela :

- Dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme locaux et/ou préalablement à toute ouverture à l'urbanisation de zone à urbaniser ou à toute création de zone urbaine, les collectivités doivent **justifier de la capacité d'alimentation en eau potable**, en lien avec les services publics compétents en matière d'eau potable ;
- Cette justification doit se baser sur les documents de référence (schéma directeur de distribution d'eau potable) et/ou les connaissances existantes ou à renforcer (devant être portées aux documents d'urbanisme) sur les sources, les réseaux et les besoins futurs.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs, sachant que la justification de la capacité d'alimentation en eau potable doit obligatoirement être intégrée à l'évaluation environnementale du PLU, et que le SCoT a dû justifier de cette capacité au regard des perspectives d'évolution des territoires prévues par le document.

2. Promouvoir une gestion durable et de proximité de la ressource minérale

Préserver la capacité de production des carrières pour l'avenir

Les collectivités locales de l'aire gapençaise doivent apporter une attention particulière à la protection de la ressource minérale, en privilégiant des projets d'extension des sites existants, en permettant des zones d'extraction de matériaux dans un rayon autour des sites existants, à traduire dans les documents d'urbanisme locaux, au sein du plan de zonage et du règlement, afin :

- De prévenir, voire de limiter, l'extension de l'urbanisation venant jouxter les sites d'exploitation ;
- De préserver des possibilités d'accès à la ressource à proximité des sites existants ;

- D'y distinguer :
    - Les zones agricoles ou naturelles au sein desquelles tout dépôt de matériaux et carrières doivent être interdits ;
    - Les zones spécifiques devant bénéficier d'un zonage indicé carrière (assorti d'obligations de remise en état de culture et de réhabilitation des milieux) ;
    - Les zones pouvant bénéficier du développement des activités connexes aux activités d'extraction (concassage, tri, centrale de béton…) avec un zonage indicé spécifique garantissant la restitution possible à l'état initial du site.

La commune de Tallard ne comprend aucune zone d'extraction de matériaux. Le PLU n'a donc pas à être compatible avec ces objectifs.

3. Favoriser les économies d'énergie et encourager la production d'énergie renouvelable

Les collectivités doivent :

- Favoriser, dans les zones à urbaniser et projets d'aménagement (dès la conception), les **systèmes mutualisés de production d'énergie et de chaleur décentralisée**, soit par raccord à un réseau de chaleur existant, soit par création. Les documents d'urbanisme locaux et projets d'aménagement doivent privilégier le développement urbain de zones raccordées (ou raccordables) au **réseau de chaleur urbain** lorsqu'il existe ou qu'il est en projet ;
- Promouvoir le développement des **énergies renouvelables** (solaire, hydraulique, géothermique, biomasse, éolien) dans l'habitat collectif et individuel, dans la construction et la rénovation, dans le respect des objectifs de valorisation du patrimoine architectural et urbain cités précédemment ;
- Inciter à **l'utilisation de bâtiments commerciaux** existants ou à construire (toitures, surfaces de stationnement…) pour l'implantation de panneaux photovoltaïques ;
- Réduire la consommation de l'énergie utilisée par **l'éclairage public** et les dispositifs d'enseignes lumineuses, en privilégiant la sobriété de l'éclairage via une limitation des points lumineux, de la puissance installée et des temps de fonctionnement ;
- Préserver les espaces boisés et agricoles, notamment les espaces agricoles en périphérie de l'urbain (et les jardins familiaux) afin de maintenir et développer le potentiel des **filières agricoles courtes, peu consommatrices en énergie ;**
- Analyser les **potentialités d'énergies renouvelables** pouvant être développées sur leur territoire.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs. Concernant le quatrième point sur l'éclairage public, cela relève de politiques publiques mais le PLU peut rappeler la règlementation en la matière.

4. Valoriser la multifonctionnalité de la forêt

Les documents d'urbanisme locaux doivent :

- Repérer et protéger les forêts jouant un rôle de **production** et de **protection contre les risques naturels** ;
- S'assurer que l'urbanisation ne contraigne pas les **accès aux forêts** en intégrant les orientations des documents de programmation (réseaux de desserte forestière, problématique incendie, mobilisation du bois) ;

- Identifier les **zones, existantes et futures, spécifiquement dédiées à la filière bois**, pour les projets d'implantation de plateformes (stockage, séchage, transformation…) ;
- En fonction du niveau d'accueil du public, faciliter des **capacités d'accueil** au contact de l'espace forestier ainsi que le renforcement, si nécessaire, de leur accessibilité.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs.

5. Prévenir la pollution des milieux

Prévenir la pollution des sols et des sous-sols par les eaux usées et limiter les risques sanitaires

En lien avec les documents de planification que sont les zonages d'assainissement (des eaux usées et pluviales), pour l'urbanisation existante ou à venir, les collectivités locales doivent **s'assurer que l'assainissement des eaux usées peut être réalisé par les systèmes** suivants :

- **Assainissement collectif** sous réserve que le système d'assainissement (réseau et station d'épuration) puisse assurer l'assainissement des eaux usées dans de bonnes conditions (décrites ci-dessus) ;
- **Assainissement collectif de proximité** (filtres à sable plantés de roseaux, filtres à sable enterrés...) sous réserve entre autre de la capacité du milieu récepteur à recevoir les effluents traités ;
- **Assainissement non collectif** sous réserve de l'aptitude des sols à recevoir l'assainissement et de l'assurance de gestion pérenne en lien avec les SPANC (services publics d'assainissement non collectif). La priorité doit être donnée (selon l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009) à l'évacuation des effluents par le sol dans la mesure où la gestion des risques naturels le permet.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs.

Gérer les eaux pluviales en favorisant la filtration des polluants voire la dépollution des eaux de ruissellement

Dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme locaux et/ou préalablement à toute ouverture à l'urbanisation de zone à urbaniser ou à toute création de zone urbaine (générant l'accueil de nouvelles populations), les collectivités doivent justifier que les **études menées en matière de gestion des eaux pluviales** :

- Prennent en compte la **capacité de réception des milieux naturels** compte tenu des autres rejets, et de la période la plus sensible (étiage, pics de pollution saisonnière) ;
- Favorisent la recherche de **technologies** propres, de **techniques** alternatives, la **rétention à la source des pollutions**, ainsi que la séparation des eaux usées avec les eaux de refroidissement ou de ruissellement ;
- Comportent une analyse spécifique des **rejets** directs.

Les documents d'urbanisme locaux doivent prévoir tous les dispositifs règlementaires concourant à la rétention des eaux pluviales générées par l'imperméabilisation de surface pour toutes les opérations d'urbanisation. Dans le cas des opérations collectives ou de surfaces conséquentes, les documents d'urbanisme locaux doivent prévoir les dispositifs demandant la mise en place de systèmes de traitement des pollutions des eaux pluviales avant rejet.

Dans le cas où une source de pollution chronique des eaux pluviales a été identifiée, les collectivités doivent gérer ces eaux pluviales potentiellement polluées, séparément des eaux pouvant être rejetées ou infiltrées sans traitement. Le choix des ouvrages de traitement doit donc être adapté au site et au projet, et cohérent avec l'état initial et les enjeux.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec ces objectifs.

6. Favoriser une gestion durable des déchets

Promouvoir la réduction de la production des déchets et inciter à leur valorisation

Les documents d'urbanisme locaux doivent :

- Identifier les **contraintes spatiales liées au mode de collecte ou de tri** développé. Cette identification comportera entre autres localement les contraintes à prendre en compte en matière de voirie ; elle portera également sur le niveau d'accessibilité actuelle ou prévue des sites d'apport volontaire (aires de stockage / lieux d'apport volontaire, intégration du mobilier urbain spécifique aux déchets…) ;
- Réserver des **espaces en faveur de la gestion des déchets** (pour les sites ou ouvrages permettant le traitement, le stockage, le recyclage, le tri des déchets) ;
- **Préserver du changement de vocation des sols les sites** de gestion des déchets, de préparation et de transfert des déchets, de recyclage, de regroupement des déchets industriels banals, de plateforme d'échange et de stockage de matériaux inertes et d'équipements de concassage actuels.

Favoriser le tri des déchets

Les documents d'urbanisme locaux doivent contribuer à :

- Imposer à la construction neuve de logements collectifs de disposer d'un local ou aménagement dimensionné pour la collecte sélective **intégré au projet** ;
- Demander lors de la construction ou réhabilitation de bâtiments d'activités **l'aménagement des lieux de stockage et de traitement des déchets**, avec intégration paysagère et aménagements paysagers occultant tous les ouvrages et équipements nécessaires.

Renforcer l'acceptabilité sociale et l'intégration des centres de stockage et plateformes

Les collectivités locales et documents d'urbanisme locaux doivent contribuer à :

- Favoriser le maintien (pour les sites existants) ou la création (pour les nouveaux sites) de **« zones tampons » autour des sites** recevant des déchets afin de limiter les nuisances ;
- Développer la **valorisation paysagère** des sites recevant des déchets pour favoriser la meilleure intégration possible ;
- Implanter de manière préférentielle ces sites de gestion des déchets **au sein de zones dédiées à l'accueil d'activités économiques** (non compatibles avec la proximité de l'habitat).

Il sera rappelé que les outils mobilisables dans le PLU concernant la gestion des déchets sont limités, et que cela relève de la compétence de la communauté d'agglomération.
Il sera ainsi plutôt démontré que le PLU ne va pas à l'encontre de ces principes.

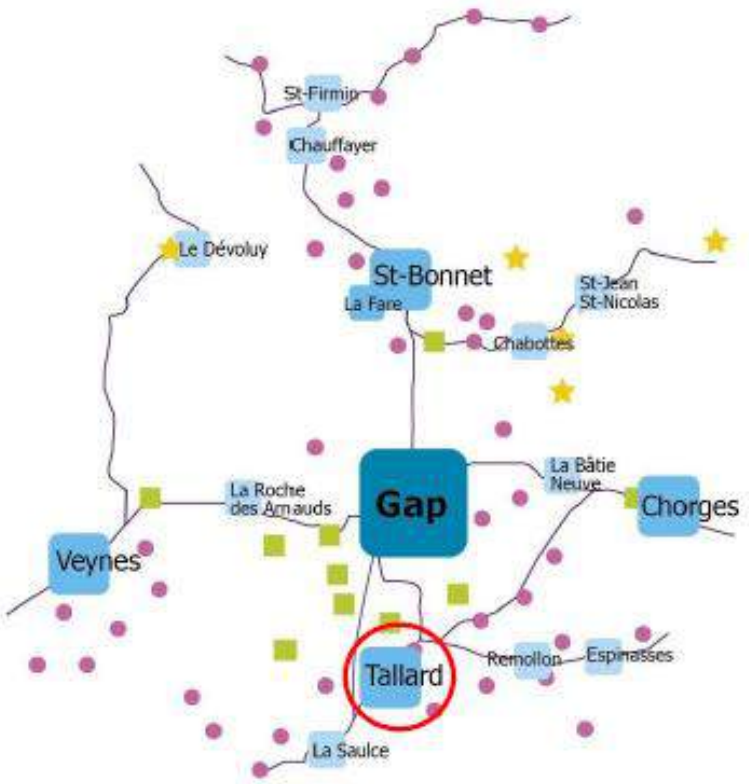
3.1.5 PROMOUVOIR UNE ORGANISATION EQUILIBREE DU TERRITOIRE ET DU DEVELOPPEMENT P.75 DU DOO

1. Passer d'une organisation territoriale héritée à une stratégie partagée

Le SCOT hiérarchise le territoire en 6 catégories :

- Les communes touristiques et de loisirs ;
- Les villages ;
- Les bourgs locaux ;
- Les bourgs relais ;
- Les bourgs principaux ;
- La ville centre.

Tallard est classée dans les **« bourgs principaux »** au même titre que Veynes, Chorges et Saint-Bonnet-La-Fare en Champsaur.



Armature urbaine - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise

2. L'armature urbaine et rurale de l'aire gapençaise

A cette échelle les objectifs sont les suivants :

- créer les conditions du développement qui favorisent le développement de l'offre en commerces services et équipements rayonnant à l'échelle du bassin de vie et pouvant être une alternative à la ville centre pour les fonctions de proximité et occasionnelles ;
- permettre un développement résidentiel attractif et une offre en logement suffisamment diversifiée en adéquation avec la taille de la commune et le niveau d'équipements, de services et d'emplois.

Ce sont les grands objectifs fixés pour cette catégorie, qui sont toutefois développés de manière plus précise dans les parties suivantes du SCoT. Ainsi, le PLU devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs détaillés.

3.1.6 ORGANISER LE DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL SUR TOUT LE TERRITOIRE P.78 DU DOO

1. Conforter l'aire gapençaise comme territoire d'accueil pour les résidents permanents et saisonniers

Se préparer à accueillir entre 10 530 logements et 14 190 logements supplémentaires d'ici 2032

Les documents d'urbanisme locaux des communes de l'aire gapençaise devront permettre d'accueillir entre 10 530 et 14 190 logements supplémentaires d'ici 2032.

Les documents d'urbanisme locaux des communes hors communes touristiques devront permettre d'accueillir entre 9 870 et 13 320 logements supplémentaires d'ici 2032 (soit 18 ans après l'approbation du SCOT, ce qui correspond à **six périodes triennales de mise en oeuvre**, le SCOT faisant l'objet d'une évaluation tous les **3 ans**).

Le PLU de Tallard devra démontrer que la production de logements sur Tallard participe bien de la création de logements à l'échelle de l'aire gapençaise, bien qu'il soit toutefois difficile voire impossible d'évaluer les productions de logements sur ces territoires.

Préserver la qualité du cadre de vie

Les documents d'urbanisme locaux doivent permettre de :

- **Lutter contre le mitage** du territoire. Pour cela, l'urbanisation devra se faire de façon prioritaire dans les enveloppes urbanisées existantes où se trouvent les principaux équipements et services afin de conforter et dynamiser les centralités et limiter l'étalement urbain ;
- **Lutter contre l'étalement urbain linéaire** le long des routes, des entrées de villes et de villages, maintenir les « coupures vertes » entre les espaces urbanisés ;
- **Conforter la lisibilité des fronts bâtis et des silhouettes de bourgs** en recréant du lien entre les extensions urbaines et les bourgs d'un côté, et la nature ou les espaces agricoles de l'autre.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

2. Proposer aux ménages une offre en logements diversifiée, accessible et un habitat durable et adapté

Permettre aux ménages d'effectuer leur parcours résidentiel dans le territoire

Chaque secteur / bassin de vie de l'aire gapençaise et chaque commune doit accroître le nombre de logements locatifs à vocation sociale (logements publics sociaux, logements privés conventionnés, logements communaux) (…). Il est recommandé de produire entre 15 et 20% de logements locatifs à vocation sociale dans les bourgs principaux dans le SCoT, donc sur Tallard. A noter que le PLH sur la période 2022-2027 vient d'être adopté le 8 décembre 2022, le PLU de Tallard démontrera sa compatibilité avec ce document.

Les documents d'urbanisme locaux doivent également permettre d'accueillir dans chaque commune une **diversité de formes d'habitat** (maisons individuelles, maisons de ville, petits collectifs) et de **modes d'occupation** (accession libre, accession sociale, locatif privé, locatif social).

Les collectivités doivent **élaborer une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sur les unités foncières libres d'au moins 1 hectare** et classées en zone urbaine ou à urbaniser immédiatement afin de favoriser la diversification des formes d'habitat au sein d'une même opération.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

Encourager la requalification et l'amélioration du bâti existant

A l'issue d'une identification des friches et délaissés, des secteurs comportant une forte proportion de logements vacants, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre de **rénover les îlots ou les quartiers présentant des dysfonctionnements** en termes de qualité de l'habitat, de cadre de vie, cumulant des problématiques sociales, environnementales et urbanistiques.

Les documents d'urbanisme locaux doivent permettre de procéder à la **requalification et l'amélioration du bâti existant (…).**

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

Adapter l'offre de logements au vieillissement de la population

Cette partie ne comprend aucun objectif mais uniquement des recommandations. Le PLU n'a pas à démontrer sa compatibilité avec ces recommandations, mais pourra exposer les outils mis en place si existants afin d'adapter les logements au vieillissement de la population.

Apporter des réponses aux besoins spécifiques des populations

Le cas échéant et conformément à la loi, les communes membres d'un EPCI de plus de 50 000 habitants et les communes de plus de 3 500 habitants comprises dans une agglomération (au sens INSEE) de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants doivent compter au moins une place d'hébergement par tranche de 2 000 habitants. Lorsque l'offre en hébergement est suffisante en volume, il s'agit de l'adapter pour mieux répondre aux besoins en constante évolution.

Cet objectif ne s'applique pas à la commune de Tallard, qui compte moins de 3500 habitants.

Promouvoir un habitat durable et innovant

Les documents d'urbanisme locaux doivent favoriser la conception de formes d'habitat économes en espace en énergie adaptées au contexte local.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec cet objectif.

3. Tendre vers un développement résidentiel plus équilibré

Les objectifs d'offre en logements nouveaux doivent permettre :

- aux **bourgs locaux**, de bénéficier d'une dynamique démographique suffisante pour faire vivre et développer les commerces, les équipements et les services. Ce développement résidentiel devra s'accompagner d'une diversification plus

importante de l'offre en nouveaux logements tant dans les formes d'habitat que les modes d'occupation, afin de réduire la consommation d'espace ;

Les documents d'urbanisme locaux de chaque commune doivent permettre d'accueillir le nombre de logements supplémentaires d'ici 2032 précisé dans les tableaux pages suivantes. Les objectifs d'offre en nouveaux logements comprennent tous les logements hors les résidences touristiques.

NB : les résidences touristiques ont été identifiées à partir du détail INSEE des résidences secondaires. Elles correspondent aux résidences secondaires mitoyennes, équivalent à plusieurs résidences secondaires au sein d'un même bâtiment. **Cette notion réfère aux résidences de tourisme (établissement commercial d'hébergement classé, faisant l'objet d'une exploitation permanente ou saisonnière).**

		Situation actuelle		Objectifs d'offre en nouveaux	
		Nombre d'habitants en 2009 (INSEE)	Nombre de logements en 2009 (INSEE)	Objectifs bas (valeur arrondie)	Objectifs dynamiques (valeur arrondie)
Secteur de Tallard-Barcillonnette	Tallard	1943	1008	320	430

Les objectifs d'offre en nouveaux logements sur la commune de Tallard sont donc fixés entre 320 et 430 sur 18 ans (temporalité du SCoT).

Rapporté à l'année, cela représente 18 logements par an avec un objectif bas, et 24 logements par an avec un objectif dynamique.

Rapporté à la durée d'un PLU (environ 13 ans), cela représente 234 logements avec un objectif bas et 312 logements avec un objectif dynamique.

4. Mettre en adéquation le développement résidentiel attendu et les capacités foncières nécessaires

Aller vers une urbanisation plus dense des villages, bourgs et ville

Les documents d'urbanisme locaux devront proposer des densités moyennes équivalentes à :

- Pour la ville centre : 25 logements/ha ;
- **Pour les bourgs principaux : 20 logements/ha ;**
- Pour les bourgs relais : 15 logements/ha ;
- Pour les villages et bourgs locaux : au moins 15 logements/ha ;
- Pour les 6 communes touristiques et de loisirs mentionnées ci-avant : 15 logements/ha hors résidences touristiques. Pour les résidences touristiques en station, la densité des futures opérations sera au moins équivalente à celle observée localement.

Ces objectifs constituent une moyenne communale des densités à permettre pour les nouvelles constructions dans les zones urbaines U libres et zones à urbaniser AU libres des documents d'urbanisme locaux.

La densité moyenne proposée au PLU de Tallard devra donc être d'environ 20 logements/ha.

Les collectivités doivent élaborer des **orientations d'aménagement et de programmation (OAP)** afin de favoriser la diversification des formes d'habitat au sein d'une même opération, permettant d'atteindre l'objectif cité ci-avant.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec cet objectif.

Dimensionner les documents d'urbanisme locaux de façon cohérente

Les documents d'urbanisme locaux doivent estimer le gisement foncier nécessaire au développement de l'urbanisation envisagé en dimensionnant les zones urbanisables à court et moyen terme à partir des orientations et objectifs du SCOT précisés dans les paragraphes précédents.

Ainsi, l'estimation du gisement foncier s'opère sur la base du calcul suivant :

Règle de calcul des capacités foncières

$$= \frac{\text{Objectifs offre en nouveaux logements}}{\text{Nombre de logements par hectare}}$$

Sur la commune de Tallard, nous avons vu que les objectifs d'offre en nouveaux logements sont, pour la période du PLU, de :

- Objectif bas : 234 logements
- Objectif dynamique : 312 logements

Avec une densité de 20 logements / ha, cela revient à un gisement foncier de :

- **Objectif bas : 11,7 ha**
- **Objectif haut : 15,6 ha**

Les besoins spécifiques de foncier, liés par exemple à l'accueil d'un grand équipement, doivent être ajoutés à ce dimensionnement des zones urbaines et à urbaniser. Afin de répondre à l'ensemble des besoins en foncier (services, commerces, équipements…) et d'une certaine fluidité du marché, **un coefficient de pondération peut être appliqué localement sous réserve d'être justifié.**

L'ouverture à l'urbanisation de zones agricoles ou naturelles doit être justifiée par un exposé sur la situation locale (par exemple : foncier indisponible pour accueillir le ou projet(s) envisagé(s), …).

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec cet objectif, cela devant obligatoirement être justifié dans l'évaluation environnementale du PLU.

En fonction du gisement foncier disponible, un **phasage** de la mise à l'urbanisation des zones à urbaniser peut être envisagé en prenant en compte l'ensemble des orientations et objectifs du SCOT (lutter contre le mitage, éviter l'urbanisation linéaire, …). Une **étude de densification** des zones déjà urbanisées sera alors rendue nécessaire préalablement à l'ouverture d'un secteur nouveau.

Ainsi, tout en conservant un dimensionnement global de l'offre foncière adapté aux objectifs de construction définis, le phasage de l'urbanisation pourra prendre en compte des tènements fonciers prévus sur un plus long terme.

Le PLU pourra mettre en place un phasage des zones à urbaniser.

Cibler la localisation des capacités foncières maximales

Dans le respect de la lutte contre le mitage et l'étalement urbain, les documents d'urbanisme doivent **localiser les capacités foncières déterminées ci-avant en respectant les objectifs suivants** :

- Les nouvelles constructions se feront dans le respect des principes d'urbanisation en continuité ou en discontinuité tels que définie par la loi Montagne ;
- Les communes délimiteront des « espaces prioritaires pour l'urbanisation » où la majorité des aménagements et constructions sera réalisée pour répondre aux besoins en termes d'habitat ;
- Pour les communes présentant un « centre-bourg » clairement identifiable, celui-ci sera favorisé sur les autres espaces par densification et optimisation foncière ;
- En dehors de ces « espaces prioritaires pour l'urbanisation », les hameaux et groupements de maisons peuvent également être confortés par des extensions et constructions en nombre limité, dans la mesure où elles respectent les sites et paysages.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

3.1.7 CONCEVOIR UN AMENAGEMENT ECONOMIQUE PERFORMANT, AU SERVICE DES AMBITIONS DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE P.93 DU DOO

1. Conforter l'ensemble des moteurs de l'économie et contribuer aux ambitions de développement économique du territoire

Cette partie ne comprend aucun objectif mais uniquement des orientations. Les objectifs développés dans les parties suivantes permettent de répondre à ces grandes orientations. Ainsi, le PLU devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs fixés en matière d'aménagement économique qui seront détaillés par la suite.

2. Développer de manière préférentielle l'activité économique au sein des espaces habités pour éviter les déplacements contraints

Les collectivités doivent :

- Améliorer la classification du foncier économique dans les documents d'urbanisme locaux en ne délimitant et qualifiant que les parcelles qui accueillent (ou qui se destinent à accueillir) de l'activité économique ;
- S'appuyer sur le principe de « compatibilité » avec l'habitat pour orienter l'implantation de l'activité économique au plus près des espaces habités et dédier les zones d'activités (qui représentent 20 à 25% de l'emploi du territoire) à l'accueil préférentiel d'activités « non compatibles » avec la proximité de l'habitat.
- Prioriser le foncier économique disponible en inscrivant pour l'ensemble de l'aire gapençaise **une enveloppe maximale de 115 ha** de foncier économique libre non bâti pouvant (ou non) être aménagé et urbanisé au cours de ces 20 prochaines années, et reclasser le surplus éventuel en espace urbanisable à long terme ou espace naturel et agricole. **A noter que ces 115 ha de foncier économique libre ont été redistribués à l'échelle des ECPI puis des communes. La délibération de la communauté de commune de Tallard-Barcillonnette du 5 juillet 2016 alloue ainsi à la commune de Tallard 10.82 ha de foncier économique.**

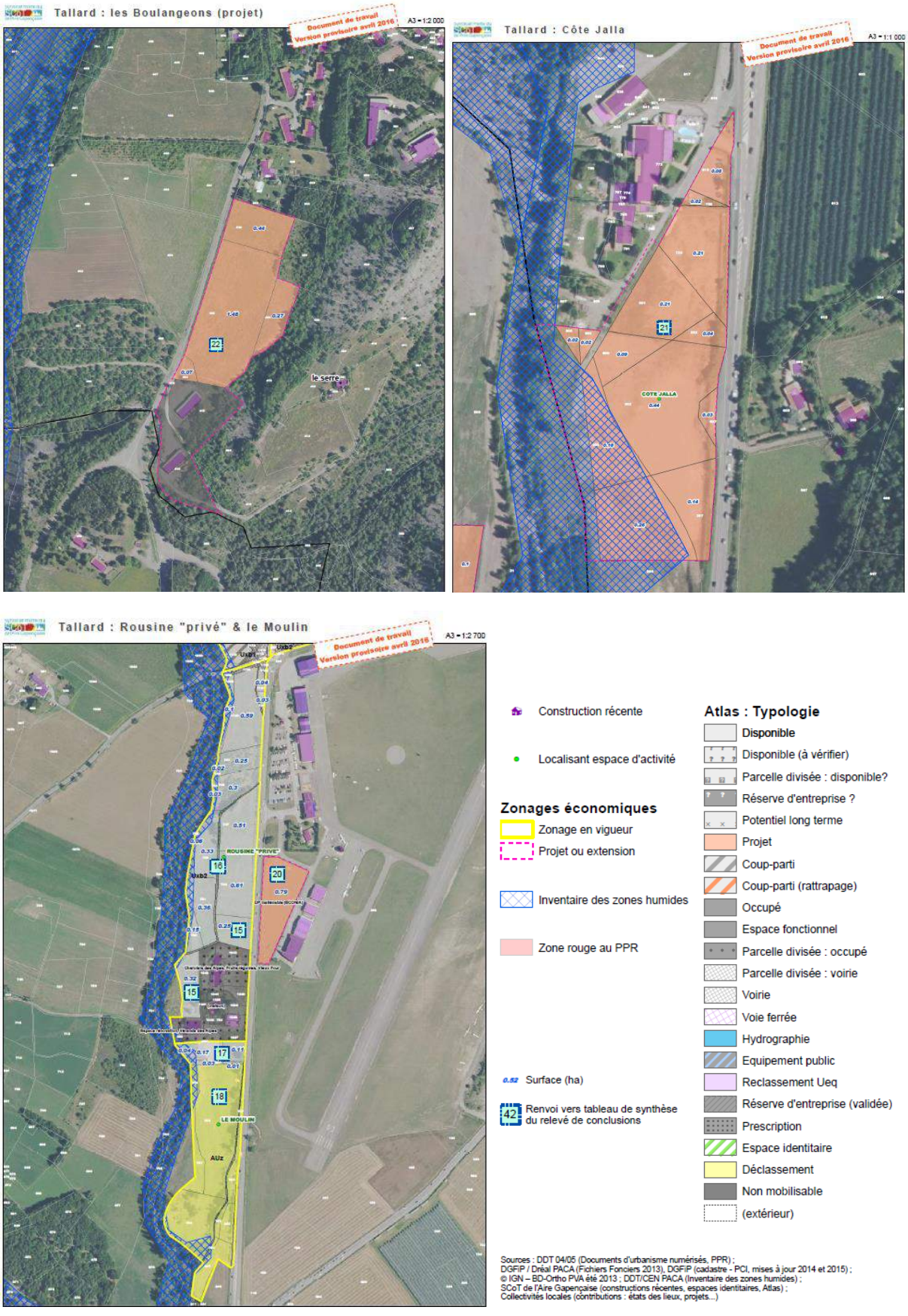
Commune	Zone	Surface en ha / zone	Total / Commune en ha
Tallard	Cote Jala *	1,70	
	Moulin	0,36	
	Bas aérodrome	0,79	
	UXb2 (1) ("Privé")	3,86	
	UXb2 (2)	-	
	Aéropôle Uxa ("Est")	1,85	
	Boulangeons	2,26	
			10,82

Répartition fonciers économiques sur Tallard

Sur ces espaces :

- ha ont déjà été consommés ;
- 3.55 ha restent mobilisables sur la zone ;
- 4.22 ha sont identifiés mais ne peuvent être mobilisables (risques naturels).





Atlas économique foncier - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise

- Prévoir des règles d'aménagement (y compris aménagement numérique) pour éviter le développement d'activités économiques en dehors des centres urbains et espaces dédiés, notamment le long des principaux axes routiers du territoire.

3. Contribuer à un développement économique mieux équilibré entre les secteurs de l'aire gapençaise

Les documents d'urbanisme locaux doivent inscrire une **enveloppe maximale de foncier économique** (pouvant ou non être aménagé et urbanisé au cours de ces 20 prochaines années) en respect des **objectifs de rééquilibrage définis entre les secteurs** de l'aire gapençaise, et reclasser les surplus éventuels en espace urbanisable à long terme ou espace naturel et agricole.

Pour le secteur de Tallard Barcillonnette, **23 ha sont prévus**.

4. Clarifier le degré de mixité des espaces économiques dédiés (zones d'activités)

Cette partie ne comprend aucun objectif. Toutefois, les orientations peuvent correspondre à des objectifs, et le PLU de Tallard pourra ainsi démontrer sa compatibilité avec ces éléments :

Les collectivités doivent réserver en priorité les espaces économiques dédiés à l'accueil de l'économie productive et activités ne pouvant s'intégrer au sein du tissu urbain (activités non compatibles avec l'habitat). Dans la mesure du possible, elles doivent exclure des espaces économiques dédiés :

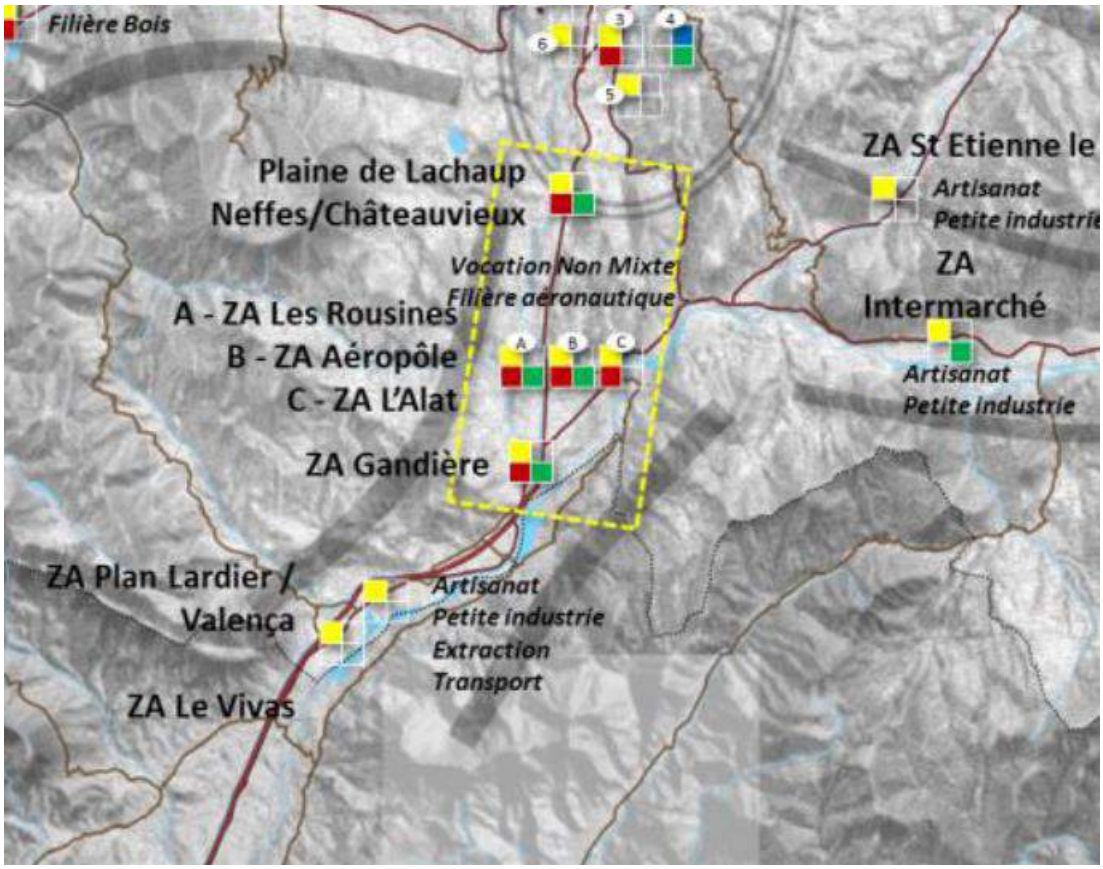
- L'implantation d'activités « compatibles avec l'habitat », sauf cas exceptionnels liés à la structuration d'une filière locale ou la promotion d'une vocation identitaire pour le territoire ;
- La création de logements (sauf logements de gardiennage ou locaux de sécurité) à l'exception de sites pour lesquels un projet de renouvellement urbain est identifié ;
- L'implantation d'activités commerciales en dehors des conditions fixées pour les Zones d'Aménagement Commerciales (ZACOM).

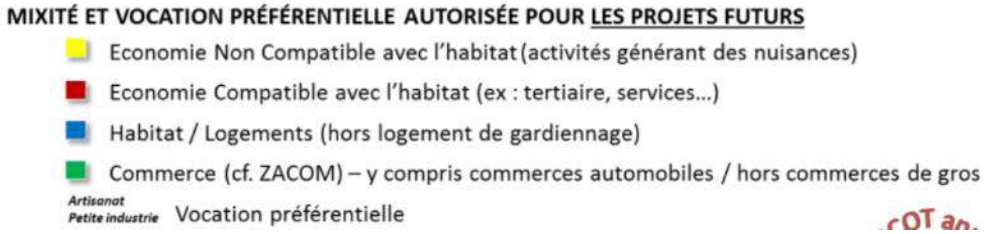
Cas particulier : les entreprises du secteur artisanal pourront, en fonction des éventuelles nuisances induites par leur activité, s'implanter en zone d'activité, en proximité des espaces habités ou au sein des espaces habités.

Les collectivités doivent définir, lorsque nécessaire, une vocation préférentielle pour favoriser l'implantation et le développement d'activités économiques spécifiques, notamment filières d'excellence locales.

Plusieurs zones d'activités sur Tallard ont été identifiées comme étant apte à favoriser la mixité, celles-ci sont représentées sur la carte ci-après.

A noter qu'un atlas du foncier économique a été réalisé par le SCoT du Gapençais, celui-ci permet de répertorier les zones économiques et les disponibilités foncières.





Recommandation – mixité et vocation des espaces économiques - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

5. Optimiser l'occupation et la densité des espaces existants et sites en devenir

Les documents d'urbanisme locaux doivent :

- Mettre en avant les **capacités de densification et de reconversion** des espaces économiques existants avant d'en ouvrir de nouveaux ;
- Programmer des extensions / création de zones en **profondeur ou en hauteur** plutôt que le long des axes de desserte.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

6. Améliorer la fonctionnalité et la qualité des espaces dédiés aux activités économiques et commerciales

Pour tous les projets de création / extension de zone d'activité, les collectivités :

- Doivent élaborer une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) pour les projets d'une taille supérieure ou égale à 1 ha ;

- Sont incitées à élaborer une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) pour les projets d'une taille inférieure à 1 ha.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

En matière de fonctionnalité et qualité urbaine, les collectivités doivent :

- Optimiser **l'accessibilité** des sites : desserte en transport collectif, pratique des modes actifs (vélo, marche à pied, co-voiturage…), recherche d'intermodalités (connexions ferrées éventuelles) ;
- Adapter la **fonctionnalité urbaine** aux besoins des sites : mise en place de schémas de circulation interne, partage intelligent de l'espace entre usages piétons et véhicules (zones de retournement poids lourds notamment) ;
- Proposer une **offre de services** support de développement (ex : pressing, cafétéria, visio-conférence, copy-room, crèches… dispositifs de gestion de site, desserte et offre attractive en Très Haut Débit) ;
- Limiter les **nuisances** liées au fonctionnement du site (traitement sécurisé des polluants, gestion des déchets, des nuisances olfactives, sonores, lumineuses et visuelles), mutualisation d'équipements… ;
- Améliorer **l'intégration urbaine et architecturale** des sites (alignement et qualité des bâtiments, traitement qualitatif et homogène des toitures, façades, enseignes, clôtures, du mobilier et signalétique, qualité des espaces piétons et espaces publics …).

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs, qui pourront toutefois être adaptés en fonction du projet (certains objectifs ne paraissant pas pertinent selon le type d'activités économiques et commerciales).

En matière d'intégration paysagère, les collectivités doivent :

- Demander que **20% des parcelles privatives soient traitées en espaces verts** et veiller à renforcer plus globalement la présence du végétal (préservation de la végétation existante et environnante, implantation d'essences locales, « végétalisation » des espaces de stationnement, aménagement de noues et fossés végétalisés…) ;
- Créer des écrans végétalisés ou des espaces clos pour les **zones de stockage ou de gestion de déchets** (qui seront localisées de préférence en fond de parcelle).

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

En matière de qualité environnementale, les collectivités doivent :

- Limiter **l'empreinte énergétique** de l'activité économique (orientation des bâtiments permettant de minimiser les consommations énergétiques, systèmes de récupération des eaux de pluies, panneaux solaires pour les besoins en chauffage et éclairage…) ;
- Stimuler la recherche de **performance énergétique** dans la rénovation du bâti ancien (équipements, matériaux, savoir-faire) ;
- Limiter **l'imperméabilisation** du sol (particulièrement sur les zones de stationnement) et permettre le développement de toitures et murs végétalisés.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs

En matière de traitement des entrées de ville et traversées de centre bourgs, les collectivités doivent :

- Favoriser le traitement d'**espaces emblématiques** où se manifestent symboliquement et physiquement l'entrée dans le village, la ville et l'aire gapençaise, par la mise en scène d'éléments paysagers ;
- Traiter les **voiries et espaces publics des traversées de bourgs** de façon plus urbaines, qualitatives et homogènes (partage de la voirie plus au profit des piétons, mobilier urbain homogène, espaces verts et plantations…) ;
- Valoriser les **séquences paysagères le long des routes**, en entrée et en traversée de bourgs, et les principaux éléments repères ;
- Protéger les **espaces agricoles ou naturels** en entrée et sortie de bourg afin de marquer une limite de l'urbanisation (en complément des continuités vertes localisées sur la carte d'orientations paysagères) et préserver les structures paysagères en place pour mieux valoriser les espaces naturels et agricoles à proximité (marais, bocage…), notamment en préservant les vues sur ces espaces ;
- Lutter contre la **banalisation de l'urbanisation** et améliorer la qualité bâtie notamment en recherchant des formes simples, alignées et harmonieuses entre elles.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs, bien que peu d'outils du PLU ne soient mobilisables en ce qui concerne le traitement des entrées de ville et traversées de centres-bourgs. Cela relève plutôt de politiques publiques.

3.1.8 *REPONDRE AUX BESOINS DU TERRITOIRE A TRAVERS UN AMENAGEMENT COMMERCIAL EQUILIBRE P.104 DU DOO*

1. Répondre aux besoins et attentes des consommateurs de l'aire gapençaise

Cette partie ne fixe aucun objectif, mais des grandes orientations qui sont détaillées dans les parties suivantes. Ainsi, le PLU devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs fixés en matière d'aménagement économique qui seront détaillés par la suite.

2. Développer de manière préférentielle l'activité commerciale au sein des espaces habités pour éviter les déplacements contraints

Les documents d'urbanisme locaux doivent :

- S'appuyer sur les principes de « commerce de détail et de proximité » et « effet levier du développement commercial en centre-urbain » pour orienter l'implantation de l'activité commerciale au plus près des espaces habités et dédier le développement des zones commerciales aux conditions énoncées dans le Document d'Aménagement Commercial (DAC) et ses Zones d'Aménagement COMmerciales (ZACOM) ;
- Encourager le développement de tous types d'activités commerciales au sein des centre bourgs, centres urbains et pôles de quartier (ne pas inscrire de règles trop restrictives), en s'appuyant sur l'identification de sites préférentiels (périmètres à définir pour favoriser les phénomènes de concentration commerciale) ;
- Prévoir des règles d'aménagement pour éviter le développement des activités commerciales isolées, notamment le long des principaux axes routiers du territoire.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

3. Contribuer à un développement commercial mieux équilibré entre les secteurs de l'aire gapençaise

Objectifs pour les centres villes et centres bourgs

Les collectivités doivent favoriser le maintien et l'implantation de « commerces de détail de proximité » sur l'ensemble des centres villes et centres bourgs de l'aire Gapençaise. Pour ce faire, les collectivités doivent respecter pour chaque centre-ville et centre bourg les seuils maximum définis par le SCoT.

Le SCoT cadre les tailles maximales autorisées par établissement commercial :

Objectifs pour les bourgs principaux

Veynes, Chorges, St Bonnet / la Fare en Champsaur, Tallard	
Taille maximale de surface de vente autorisée par établissement commercial pour l'implantation ou l'extension de **commerces de détail de proximité**	1 500 m²
Taille maximale de surface de vente autorisée par établissement commercial pour l'implantation ou l'extension de **commerces de détail de non proximité**	1 500 m²

Pour les bourgs principaux, dont Tallard, il est autorisé jusqu'à 1500 m² de surface de vente (commerce de détail de proximité et de non proximité).

Afin de favoriser le renouvellement des espaces commerciaux, les établissements dont les surfaces de vente dépassent les seuils autorisés par le SCoT peuvent faire l'objet d'une **rénovation à dimensionnement équivalent** (surface de vente et surface de stationnement).

Le SCoT limite à Tallard les surfaces de vente des « commerces de détail de proximité », pour lequel il est rappelé le principe :

« La loi interdit d'effectuer des distinctions entre les différents types de commerces. Toutefois, elle permet à minima de distinguer deux grandes catégories. L'article L. 123-1-5-7 Bis du code de l'urbanisme légitime la catégorie « commerce de détail et de proximité » ; il permet, en conséquence de construire une seconde catégorie, constituée de tous les autres « commerces de détail de non proximité ». »

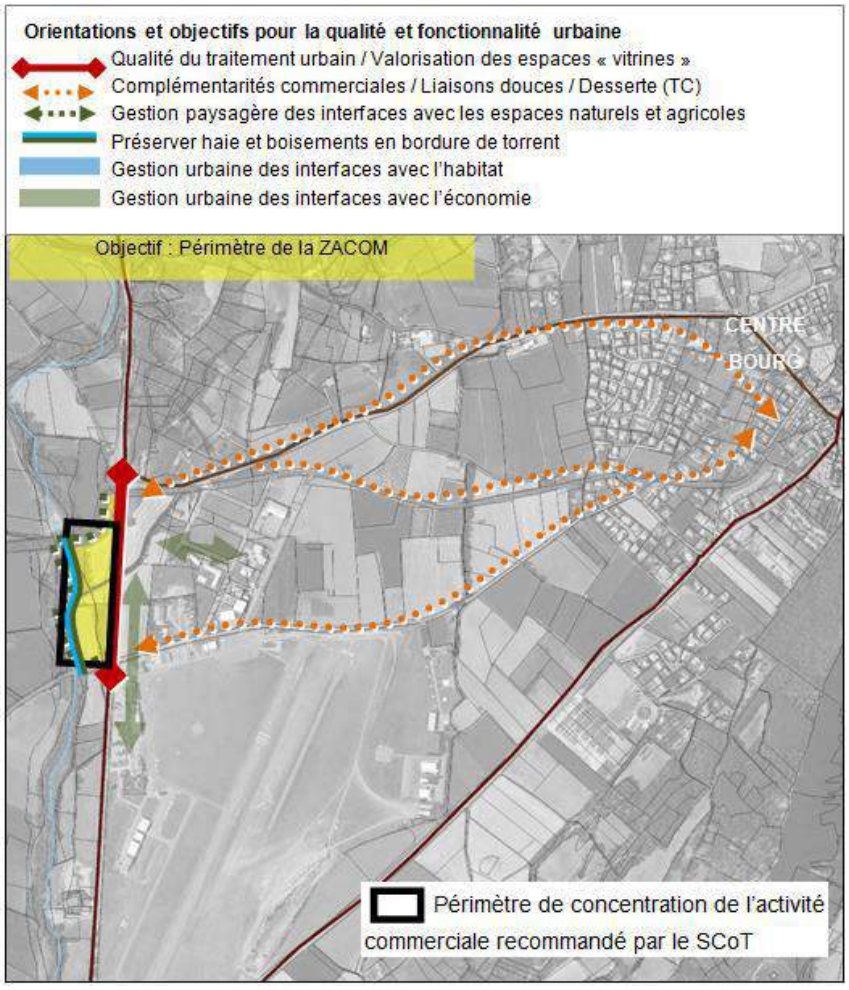
Toutefois, cet article du code a été abrogé et les destinations et sous-destinations des constructions ont été (re)définies par arrêté du 10 novembre. Dès lors, le PLU peut autoriser la sous-destination « artisanat et commerce de détail » qui les constructions commerciales destinées à la présentation et vente de bien directe à une clientèle ainsi que les constructions artisanales destinées principalement à la vente de biens ou services. Cette sous-destination ne peut toutefois faire la distinction entre les commerces dits de proximité des commerces de détail de non proximité.

Ainsi, le PLU pourra cadrer uniquement les destinations « artisanat et commerce de détail ».

4. Document d'aménagement commercial : organiser le développement des espaces commerciaux avec les ZACOM

Regrouper l'offre en « commerces de détail de non proximité » sur des sites dédiés d'envergure SCoT en vue de rationaliser les déplacements induits par la localisation de commerces à fréquentation plus exceptionnelle et optimiser la consommation foncière autour d'aménagements et d'équipements mutualisés.

ZA Gandière – La Saulce ZA Aéropole – Tallard ZA Lachaup – Gap Neffes Châteauvieux ZA Les Fauries – La Bâtie Neuve ZA Les Eyssagnières 3 – Gap	
Taille maximale de surface de vente autorisée par établissement commercial pour l'implantation ou l'extension de **commerces de détail de proximité**	Exclu
Taille maximale de surface de vente autorisée par établissement commercial pour l'implantation ou l'extension de **commerces de détail de non proximité**	2 000 m²



ZACOM n°6 : Aéropôle - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise

Une ZACOM a été identifiée sur Tallard, celle de l'Aéropole. Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs de cette partie en limitant la surface de vente par établissement commercial à 2000m².

5. Optimiser l'occupation et la densité des espaces commerciaux existants et sites en devenir

Les documents d'urbanisme locaux doivent :

- Mettre en avant les capacités de densification et de reconversion des espaces existants avant d'en ouvrir de nouveaux ;
- Programmer des extensions / création de zones en **profondeur ou en hauteur** plutôt que le long des axes de desserte ;
- Appliquer un **ratio maximal** de 80 places de stationnement pour 1000 m² de surface de vente ;
- Prévoir des **règles d'aménagement** permettant d'optimiser la densité et continuité du linéaire marchand dans les **centres-villes et centre bourgs** ;
- Prévoir des **règles d'aménagement** permettant d'optimiser le foncier mobilisé par les **zones commerciales** (ex : définition de seuils élevés pour les coefficients d'occupation des sols, les coefficients d'emprise au sol, les hauteurs de bâti…) ;
- Inciter à la mutualisation d'espaces communs (stationnement, accès…).

La commune de Tallard devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs de cette partie.

6. Améliorer la fonctionnalité et qualité des espaces dédiés aux activités économiques et commerciales

Nota : cette partie concerne à la fois l'aménagement économique et l'aménagement commercial. Les orientations et objectifs formulés pour le SCOT sont reportés au point 6 du volet aménagement économique du Document d'Orientations et d'Objectifs.

Le PLU n'a donc pas à démontrer sa compatibilité avec les objectifs de cette partie.

7. Améliorer l'attractivité marchande et urbaine des centres urbains

Les documents d'urbanisme locaux doivent :

- Favoriser la production **d'aménagements exemplaires** des espaces communs (espaces publics) pour impulser une amélioration généralisée des espaces commerciaux en centre villes et centre bourgs ;
- Interroger pour chaque projet un **périmètre de réflexion plus large**, pour optimiser son intégration au sein de la commune. Pour ce faire, les communes pourront s'appuyer sur la production d'études et expertises pré-opérationnelles, sur des périmètres élargis ;
- S'appuyer sur des **outils spécifiques** tels que les OAP (Orientations d'aménagement de programmation) permettant de définir les conditions d'attractivité et de qualité urbaine des centre villes et centre bourgs.

Le premier point ne relève pas du PLU mais de politiques publiques.

Le second point semble concerner les espaces commerciaux, et ne concerne donc pas la commune.

Enfin, concernant le dernier point, l'OAP, et le PLU en général sont des outils peu adaptés pour mettre en œuvre cet objectif, qui relève également plutôt de politiques publiques.

Le PLU n'aura donc pas à démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

3.1.9 *RENFORCER LE TOURISME ET LES LOISIRS DE L'AIRE GAPENÇAISE P.127 DU DOO*

1. Renforcer la diversité des espaces touristiques et de loisirs de l'aire gapençaise

Le SCoT prévoit de renforcer les communes touristiques et de loisirs. La commune de Tallard n'est pas identifiée comme « pôle majeur d'hébergement touristique », et comme

« pôle majeur d'activités touristiques et de loisirs ». Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité sur ce point.

2. Engager la réhabilitation et la diversification de l'hébergement touristique et de loisirs, participant à l'offre d'accueil

Les documents d'urbanisme locaux doivent **aider à la rénovation, la réhabilitation de l'hébergement touristique et de loisirs et la remise sur le marché de lits touristiques anciens**, afin de pallier à sa déqualification et son obsolescence. Dans cette logique, les collectivités doivent rechercher et mettre en œuvre des dispositifs adaptés à la réhabilitation avant de s'orienter vers « toujours plus » de logements touristiques neufs.

Les documents d'urbanisme locaux doivent donc rechercher le bon équilibre et **modérer la construction de nouveaux lits touristiques, en faveur de la réhabilitation du parc ancien** ou éventuellement des opérations de démolition-reconstruction.

Enfin, le SCoT affiche une ambition de **cohérence à l'échelle intercommunale entre les projets de développement immobilier**. Il intègre les projets d'UTN de massif dans un souci de cohérence et de développement global de l'hébergement touristique.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs. A noter que le SCoT ne prévoit pas de projet d'UTN de massif sur la commune de Tallard.

Les documents d'urbanisme locaux doivent favoriser les **conditions de réhabilitation, de restructuration et de diversification des segments d'hébergement touristique obsolètes ou hors marché**. Ceci s'applique à certains campings, refuges, centres de vacances, hôtels. Les documents d'urbanisme locaux doivent permettre de combler les manques identifiés sur certains segments de l'hébergement touristique en tenant compte du potentiel de la demande et de la spécificité de chaque secteur du SCoT et de chaque destination touristique.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs, qui recoupe avec les objectifs précédents.

Les documents d'urbanisme locaux accompagnent les **différentes formes d'hébergement de plein air (campings)** dans leurs évolutions.

Ils doivent notamment anticiper :

- L'adaptation, la modernisation et la montée en gamme ;
- Le développement des campings classés, aires naturelles de camping, campings à la ferme ;
- L'évolution avec de moins en moins d'emplacements nus aménagés, et de plus en plus d'hébergements légers variés (habitations légères de loisirs, bungalows, caravanes, mobiles home, lodges, tentes meublées, chalets-cabanes dans les arbres…).

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

Les documents d'urbanisme locaux ne doivent **pas interdire mais accompagner l'évolution des autres formes d'hébergement** de type aire de camping-cars, bâtiments d'accueil en montagne, refuges.

Pour les campings, aires de camping-cars, bâtiments d'accueil en montagne, refuges, les documents d'urbanismes locaux garantissent les **évolutions dans les limites de protection de l'environnement et des paysages** (prévention des pollutions et sécurisation contre les risques naturels et incendies, gestion des eaux pluviales, protection des zones humides et

de la ressource en eau, protection des milieux naturels et de la biodiversité, recherche des économies d'énergie, mise en valeur du patrimoine architectural, naturel et paysager).

Les documents d'urbanisme locaux favorisent également les formes **d'hébergement plus sociales et accessibles**, afin de permettre à chacun de visiter et de pratiquer tourisme et loisirs en bénéficiant de conditions d'accueil selon ses envies et ses moyens.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs. Aucune définition n'est donnée des « formes d'hébergements plus sociales et accessibles ». Elle recoupe probablement avec les formes d'hébergements évoquées plus avant (camping-cars, refuges).

Les documents d'urbanisme locaux doivent ainsi étudier les possibilités de maintien des **hébergements collectifs. A cet égard, les collectivités doivent mener un travail spécifique sur les conditions du maintien des centres de vacances**, afin d'aider à leur adaptation aux évolutions du marché et aux réglementations (accessibilité, sécurité incendie). Les documents d'urbanisme établissent des **priorités entre aide à la rénovation et aide à la reconversion** pour les centres de vacances les plus fragiles et les moins bien localisés. Une attention particulière sera portée aux centres de vacances en lien direct avec le fonctionnement des stations de sport d'hiver.

La commune de Tallard ne compte pas de centres de vacances. Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité sur ce point.

Enfin, et pour mieux répondre à une demande de courts séjours, les collectivités doivent prêter attention dans les documents d'urbanisme locaux aux **possibilités d'installation des gîtes d'étape et gîtes de séjour, ainsi qu'aux évolutions du parc hôtelier** (montée en gamme, services associés, localisation référentielle au coeur des centres touristiques et urbains).

Par leur règlement, les documents d'urbanisme locaux encouragent la **capacité d'hébergement (en lits banalisés) sur tout le territoire**, qui est essentielle à la découverte et à la fréquentation du territoire. Les hébergements relevant d'initiatives locales (gîtes ruraux, chambres d'hôtes) sont encouragés dans les documents d'urbanisme locaux, dans les limites de protection de l'environnement et des paysages (prévention des pollutions et sécurisation contre les risques naturels, gestion des eaux pluviales, protection des zones humides et de la ressource en eau, protection des milieux naturels et de la biodiversité, recherche des économies d'énergie, mise en valeur du patrimoine architectural, naturel et paysager).

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

Pour les **UTN départementales** visant à **l'implantation de campings de plus de 20 emplacements**, différentes conditions sont prévues dans le SCoT.

Pour les **UTN départementales** visant à la **création ou l'extension de refuges de plus de 100 m² de surfaces de plancher**, différentes conditions sont prévues dans le SCoT.

Pour les **UTN départementales** visant à la **construction ou l'extension d'hébergement touristique de plus de 300 m² hors secteur urbanisé ou hors secteur constructible situé en continuité de l'urbanisation**, différentes conditions sont prévues dans le SCoT.

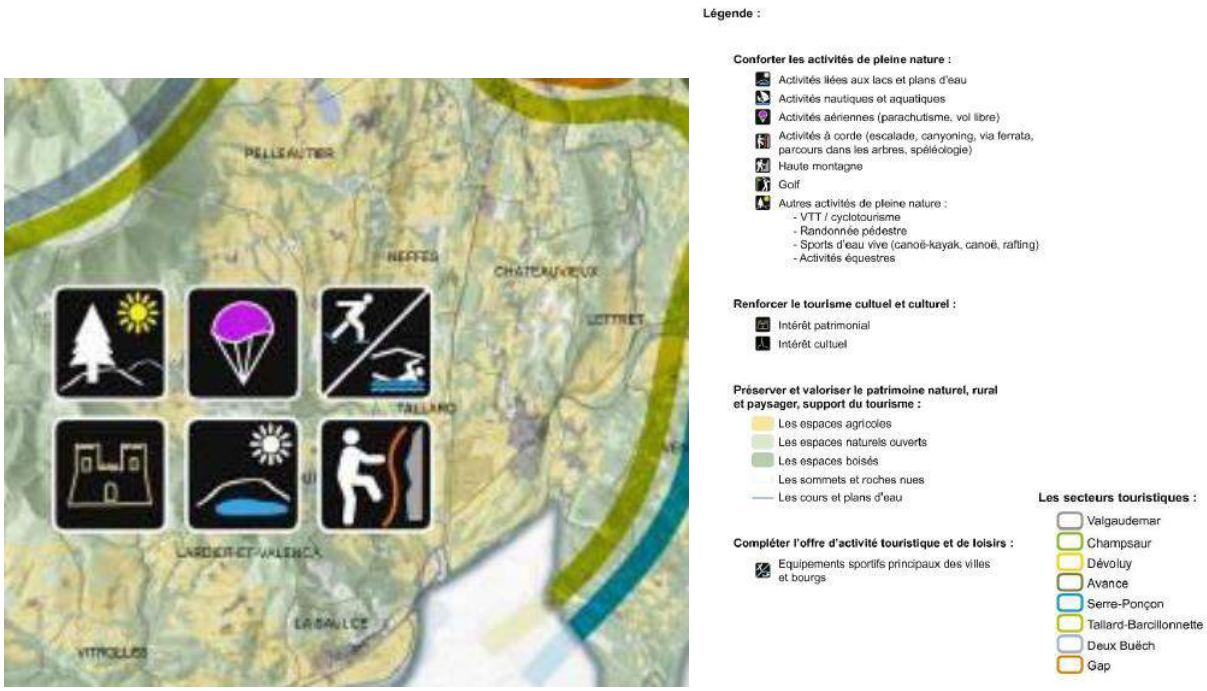
Avant de consacrer de nouveaux espaces à l'urbanisation, utiliser le parc d'hébergement existant devient prioritaire. Le développement de nouveaux hébergements (individuels ou collectifs) doit se faire en priorité par **renouvellement et réhabilitation plutôt que par extension**, ou éventuellement par démolition-reconstruction.

Les seuils d'UTN et la dénomination de ces UTN ont été modifiés par la loi montagne acte II. Ils ne sont donc plus applicables aujourd'hui.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs, qui recoupe avec les objectifs précédents.

3. Investir dans le tourisme d'été et d'intersaison dans tous les secteurs pour évoluer vers un « tourisme 4 saisons »

Le SCoT comprend une carte concernant ce volet :



Tallard est située sur le secteur touristique de Tallard-Barcillonnette.

Les activités de pleine nature à conforter sont les suivantes :

- Autres activités de pleine nature (VVT/ cyclotourisme, Randonnée pédestre, sports d'eau vive, activités équestres) ;
- Activités aériennes (parachutisme, vol libre) ;
- Activités liées aux lacs et plans d'eau ;
- Activités à corde (escalade, canyoning, via ferrata, parcours dans les arbres, spéléologie).

L'Intérêt patrimonial est à renforcer.

Le patrimoine naturel, rural et paysager, support du tourisme (espaces agricoles, espaces naturels ouverts, espaces boisés, sommets et roches nues, cours et plans d'eau) sont à préserver et valoriser.

L'offre d'activité touristique et de loisirs doit être complétée par des équipements sportifs principaux des villes et bourgs.

Pour les **UTN départementales** visant à la **construction ou l'extension d'équipement touristique de plus de 300 m² hors secteur urbanisé ou hors secteur constructible situé en continuité de l'urbanisation**, différentes conditions sont prévues dans le SCoT.

Cela est une redite.

Les documents d'urbanisme locaux doivent :

- Favoriser les **zones support des activités de pleine nature**, sans porter atteinte aux paysages et aux milieux agricoles et naturels, tout en prenant en compte les gênes et nuisances occasionnées. Il faudra rechercher une cohabitation réussie entre pratiques sportives de pleine nature, protection de l'environnement et autres usages des espaces, notamment le pastoralisme ;
- Encourager une **offre touristique de découverte** permettant de valoriser la diversité et la qualité du patrimoine et des espaces naturels et ruraux de l'aire gapençaise ;
- Préserver **la qualité des sites de loisirs « diffus »** (massifs et leurs versants, plaines, proximité des cours et plan d'eau).

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

Les documents d'urbanisme doivent :

- Préserver et valoriser le **patrimoine bâti majeur et petit patrimoine** en mettant en valeur la qualité paysagère de ces sites et de leurs abords. L'objectif étant de compléter l'offre touristique de l'aire gapençaise en proposant des activités accessibles à tous et de capter les flux touristiques traversant le territoire ;
- Valoriser les **vues** sur les éléments du patrimoine bâti emblématique ainsi que les vues depuis ces sites ;
- Valoriser **l'architecture et le patrimoine des stations de ski et des sites touristiques et de loisirs**, tant pour leur valeur patrimoniale et culturelle que pour leur potentiel touristique ;
- Valoriser les **itinéraires culturels et cultuels** (chemin de St Jacques de Compostelle, villes sanctuaires…) par la valorisation et/ou la mise en place d'itinéraires à thèmes en veillant à leur continuité et à la signalétique.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs. Le dernier point ne relève toutefois pas du PLU.

4. Permettre le développement des activités de sports d'hiver, tout en anticipant l'évolution et la diversification des activités offertes dans les stations de ski

Tallard ne comprend pas de domaines skiables. Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

5. Améliorer les conditions d'accès vers les principaux sites touristiques et de loisirs, et les conditions de fréquentation

Faciliter la desserte des sites touristiques et de loisirs par une localisation réfléchie de l'hébergement touristique

Dans une perspective de long terme, les documents d'urbanisme locaux doivent prêter attention à la localisation de l'hébergement touristique pour mieux répondre aux enjeux d'accueil en montagne par une desserte facilitée.

Ainsi, les documents d'urbanisme locaux conditionnent la réalisation de nouveaux ensembles d'hébergement de taille importante et générateur de flux aux possibilités de desserte en transports collectifs ou alternatifs à la voiture individuelle.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs avec le premier point. On notera concernant le second point que la commune de Tallard est encore très

dépendante de la voiture individuelle, et la gestion des transports en commun relève de compétences supra-communales. Ainsi, le PLU devra démontrer qu'il est vecteur du déploiement des transports alternatifs à la voiture individuelle.

Améliorer les conditions d'accès et d'accueil des sites touristiques et de loisirs

Valoriser les sites et espaces touristiques et de loisirs en améliorant l'accès et les circulations en modes doux

Les collectivités doivent également prévoir et mettre en place des **équipements et installations nécessitant le moins d'entretien possible, au départ des sites de randonnées et activités de pleine nature.**

Les collectivités doivent, en parallèle, **organiser la cohabitation entre les différentes activités touristiques et de loisirs**, en cherchant à canaliser la fréquentation pour celles qui pourraient générer des conflits d'usages, en permettant le partage des sites pour favoriser la pluriactivité.

Les collectivités doivent aussi améliorer les services d'accompagnement (information sur site et signalétique, accès à la pratique, points d'eau, toilettes…).

Les collectivités doivent **améliorer l'accessibilité en transport collectif (…).**

Les collectivités doivent **améliorer l'accessibilité par la route (…].**

Les communes devront s'attacher à aménager et valoriser les **voies communales et rurales** ayant un intérêt touristique et paysager.

Les collectivités devront privilégier des aménagements favorisant la **découverte** des sites et paysages traversés (zones d'arrêt, belvédères, panoramas…).

Les documents d'urbanisme locaux doivent **valoriser les sites touristiques et de loisirs en améliorant l'accès en modes doux** à ces espaces. Ils doivent donc permettre l'aménagement d'itinéraires à cet égard afin d'offrir des alternatives.

Les documents d'urbanisme locaux doivent également **améliorer le fonctionnement interne et la circulation en modes doux** au cœur des sites touristiques et de loisirs, notamment en aménageant des itinéraires et espaces dédiés aux piétons et vélos dans une optique de réduction de la place de la voiture.

Plus globalement, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre d'**aménager un réseau d'itinéraires cyclables et cyclo-touristiques à l'échelle de l'aire gapençaise.**

Cela relève principalement de politiques publiques. Le PLU ne devra toutefois pas aller à l'encontre de ces objectifs. Il pourra mettre en place des outils (notamment des emplacements réservés) pour permettre les aménagements afin d'améliorer les conditions d'accès et de fréquentation.

6. Permettre le développement de nouvelles Unités Touristiques Nouvelles (UTN)

Aucune UTN n'est identifiées sur Tallard

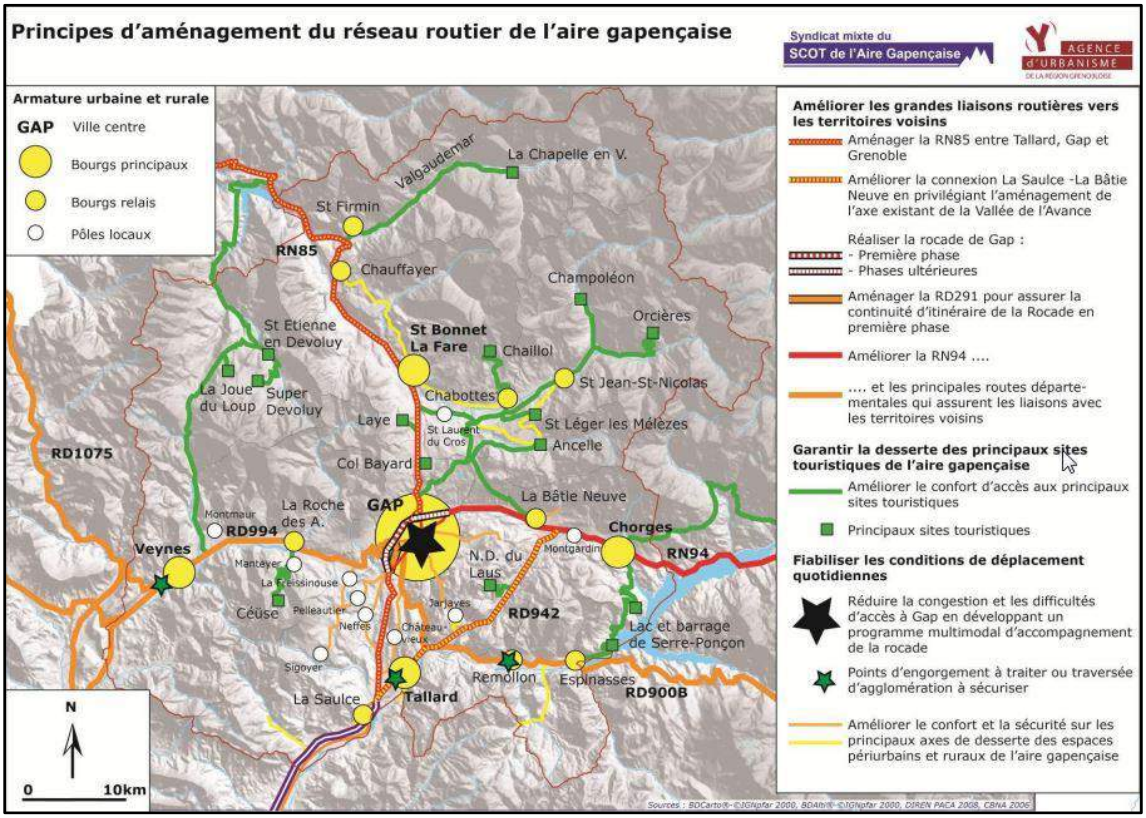
3.1.10 *AMELIORER LES CONDITIONS DE DEPLACEMENTS P.164 DU DOO*

1. Améliorer la grande accessibilité au service du développement économique et touristique de l'aire gapençaise

Achever le désenclavement routier de l'aire gapençaise et améliorer le confort d'accès aux sites touristiques

Les documents d'urbanisme locaux devront prendre en compte le tracé de l'A51 lorsque de nouveaux éléments seront portés à connaissance du territoire par l'Etat.

Les collectivités de l'aire gapençaise et les documents d'urbanisme doivent prendre en compte les orientations de la politique routière et cyclable du Conseil Général des Hautes-Alpes, notamment pour l'aménagement des axes principaux assurant les liaisons avec les territoires voisins ou la continuité de grands itinéraires ainsi que la desserte des principaux sites touristiques.



Principes d'aménagement du réseau routier de l'air gapençaise - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise

Pour améliorer les connexions routières vers les métropoles et territoires voisins, la commune de Tallard devra prendre en compte dans son PLU, l'aménagement de l'ouvrage suivant :

- **Réalisation d'une liaison permettant de connecter l'A51 à la RN94 en passant par la vallée de l'Avance en privilégiant l'amélioration sur place de l'axe existant (RD942) complété par l'aménagement d'une déviation des communes de Tallard et de Remollon.**

Il est également recommandé dans le projet de PLU de tenir compte de la mise en œuvre des principes suivants :

- supprimer les points d'engorgement de Veynes, Tallard et Remollon en privilégiant des solutions adaptées aux problématiques locales ;
- sécuriser et améliorer la qualité de vie dans la traversée des bourgs et des villages de Tallard et Remollon qui nécessitent l'aménagement de déviations notamment pour le trafic poids lourds (problématique des camions en transit depuis/vers l'Italie).

.

Concernant l'aménagement des routes départementales considérées comme « itinéraires d'intérêt touristiques majeurs », les documents d'urbanisme locaux privilégient l'aménagement sur place des axes existants et la mise en œuvre des principes suivants :

- Offrir un profil en travers homogène, permettant notamment le croisement des cars et la circulation des cyclistes / cyclotouristes en toute sécurité ;
- Privilégier des aménagements favorisant le confort de conduite et la découverte des sites et paysages traversés.

L'aménagement des axes existants relève de politiques publiques. Le PLU doit toutefois laisser la possibilité de réaliser ces aménagements.

Renforcer la desserte ferroviaire et autocar vers les gares TGV, les métropoles et les territoires voisins

L'aménagement des axes existants relève de politiques publiques. Le PLU doit toutefois laisser la possibilité de réaliser ces aménagements.

Améliorer la desserte des principaux sites touristiques par les transports collectifs

Cette partie recoupe avec la précédente partie. En outre, elle ne comprend aucun objectif.

Aménager le pôle d'échanges et les quartiers des gares de Gap, Veynes et Chorges

Cette partie ne concerne pas la commune de Tallard.

Limiter le transit des poids lourds et préserver les possibilités d'acheminement ferroviaire des marchandises

Cette partie ne concerne pas la commune de Tallard. En outre, elle ne comprend aucun objectif.

Aménager un réseau d'itinéraires cyclables et cyclo- touristiques à l'échelle de l'aire gapençaise

A ce titre, les collectivités et les documents d'urbanisme locaux prendront en compte les orientations du schéma directeur des aménagements cyclables du Conseil Général des Hautes-Alpes et des schémas vélos portés par les autres collectivités, notamment pour ce qui concerne :

(…)

- La généralisation des sur-largeurs et/ ou des bandes cyclables sur les axes routiers les plus fréquentés par le trafic automobile ou ayant une forte dimension cyclotouristique ;
- Le développement des jalonnements spécifiques à destination des cyclotouristes.

De manière générale, les collectivités veilleront à assurer la continuité des itinéraires cyclables (route ou VTT), à la base du projet touristique de l'aire gapençaise, fondé sur les activités de pleine nature, par la reprise dans leurs documents d'urbanisme, de leurs itinéraires et tracés intercommunaux.

Cela relève principalement de politiques publiques (et notamment supra-communales). Le PLU ne devra toutefois pas aller à l'encontre de ces objectifs afin de permettre la réalisation de ces aménagements.

2. Articuler urbanisme et déplacements

Limiter la dispersion de l'urbanisation et localiser en priorité le développement dans les pôles les mieux équipés et/ou les mieux desservis par les transports collectifs

A l'intérieur de chaque commune, les documents d'urbanisme locaux limiteront la dispersion géographique de l'urbanisation et le mitage **(développement urbain en dehors des noyaux agglomérés), par la définition d'espaces prioritaires pour l'urbanisation**.

Hors agglomération, interdire l'urbanisation diffuse le long des axes routiers et favoriser le regroupement des accès riverains sur les axes principaux

Le PLU devra être compatible avec ces objectifs.

3. Améliorer les conditions de déplacement et offrir des alternatives à l'usage de la voiture en solo pour les trajets internes à l'aire gapençaise

Sécuriser et améliorer la qualité des liaisons routières

Cette partie elle ne comprend aucun objectif.

Créer une offre de transports collectifs attractive pour les déplacements quotidiens liés à Gap, en priorité sur les axes Veynes – Gap – Chorges et La Saulce - Tallard – Gap – Saint-Bonnet-en- Champsaur

Les collectivités doivent améliorer la desserte en TC par des **voies réservées dans leurs documents d'urbanisme locaux** dans tous les espaces où la congestion automobile est de nature à ralentir leur vitesse commerciale.

Cela relève principalement de politiques publiques (et notamment supra-communales). Le PLU ne devra toutefois pas aller à l'encontre de ces objectifs afin de permettre la réalisation de ces aménagements.

Améliorer la desserte en transports collectifs des bourgs-relais, des pôles locaux et des communes périurbaines situées autour de Gap

Cette partie elle ne comprend aucun objectif.

Préserver la possibilité de créer des dessertes ferroviaires internes à l'aire gapençaise et de rouvrir les haltes situées entre Veynes, Gap et Chorges

Cette partie ne concerne pas la commune de Tallard.

Faciliter les déplacements piétons et cyclables au sein des villes, des bourgs et des villages

Les maîtres d'ouvrage routiers et les documents d'urbanisme locaux doivent, lorsque la topographie le permet, **prévoir des cheminements piétonniers et cyclables** au sein des villes, des bourgs, des villages et des hameaux, mais aussi pour les déplacements vers les

principaux arrêts de transport collectif, vers les établissements scolaires et vers les principales zones d'activités.

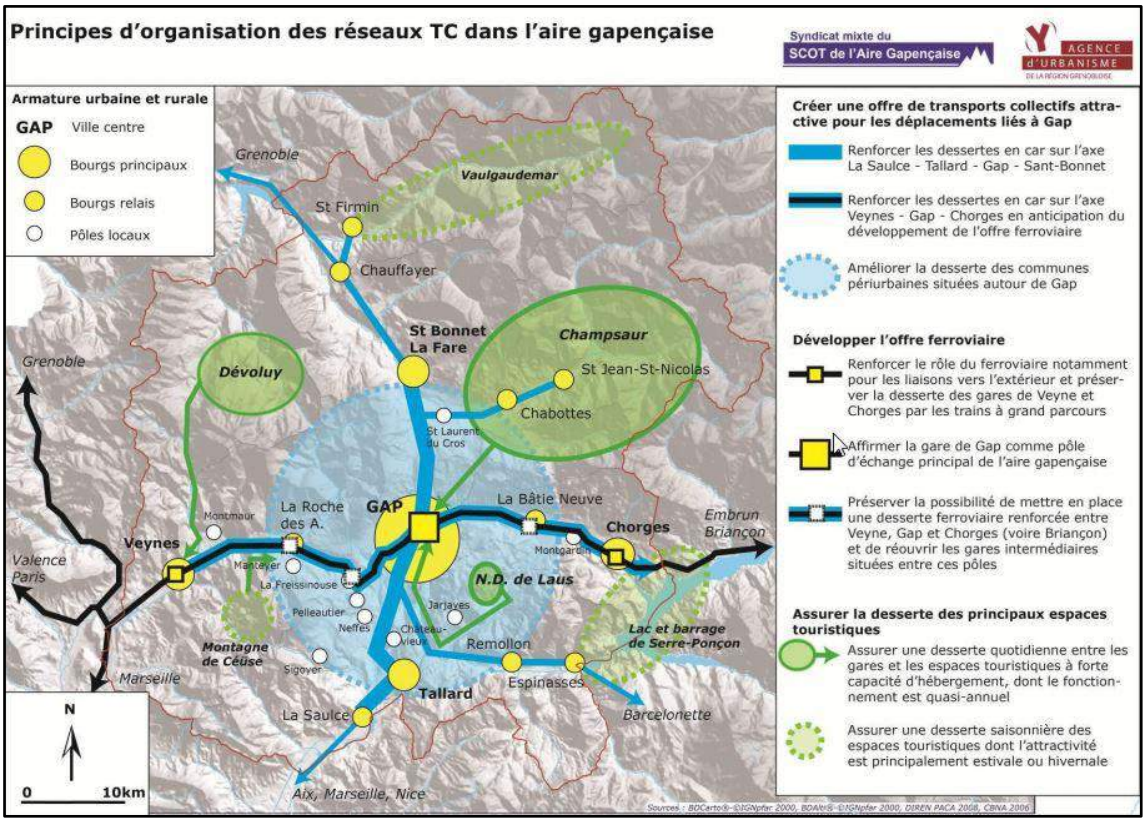
Le PLU devra être compatible avec ces objectifs.

Développer les services de transport à la demande et faciliter le covoiturage pour offrir des alternatives à la voiture pour l'ensemble des communes de l'aire gapençaise

Les collectivités et les documents d'urbanisme locaux doivent **prévoir des capacités de stationnement dédiées** aux automobilistes souhaitant se regrouper pour covoiturer. Ces aires de covoiturage seront lorsque cela est possible mutualisées avec les parkings relais.

Le PLU devra être compatible avec ces objectifs. La réalisation et la gestion de ces aires relèvent toutefois de la compétence de la communauté de communes.

Assurer une desserte des principaux espaces touristiques et les gares :



Principes d'organisation des TC dans l'aire gapençaise - Source : SCoT de l'Aire Gapençaise

Cet objectif relève de politiques publiques (qui plus est supra-communales), et non du PLU. **Le PLU n'aura donc pas à démontrer sa compatibilité avec cet objectif.**

Améliorer la coordination des transports collectifs et l'accès à l'information sur les modes de déplacement alternatifs à la voiture en solo

Cette partie ne comprend aucun objectif, mais uniquement des recommandations qui ne relèvent pas du PLU. Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité avec cet objectif.

4. Réduire la congestion et les difficultés d'accès à Gap en développant un programme multimodal d'accompagnement de la rocade

Cette partie ne concerne pas la commune de Tallard.

3.1.11 DEVELOPPER L'AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE P.184 DU DOO

1. Assurer un déploiement des réseaux numériques sur l'ensemble du territoire

Permettre à tous l'accès au Haut Débit (ADSL ou 3G)

Dans les secteurs non encore couverts par le Haut Débit, les politiques publiques s'attacheront à **développer les solutions permettant d'atteindre les objectifs fixés par le SDTAN. Les documents d'urbanisme locaux devront faciliter et promouvoir l'implantation des équipements nécessaires** à cet objectif.

Accélérer le déploiement de la fibre optique

Le passage au très haut débit devra être envisagé dans les meilleurs délais afin d'éviter la création d'une fracture numérique entre les territoires. **Les documents d'urbanisme locaux devront prévoir le déploiement de la fibre.**

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

2. Intégrer la création des réseaux numériques à très haut débit dans les documents de planification et d'urbanisme, et les opérations d'aménagement

Les documents d'urbanisme devront, à travers leur règlement, prévoir le déploiement des réseaux numériques, dans le respect des normes en vigueur.

Pour l'ensemble des travaux de génie civil autorisés sur leur territoire, les collectivités locales s'assureront, par l'intermédiaire de leur document d'urbanisme, de la mise place de fourreaux permettant le passage de la fibre optique si ceux-ci sont absents.

Les collectivités doivent, pour les immeubles d'habitation, faire appliquer aux promoteurs et constructeurs les règles de pré-équipements des ensembles immobiliers telles que définies dans le décret n°2009-52 du 15 janvier 2009, relatif à l'installation de ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique dans les bâtiments neufs.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

3. Répondre aux besoins actuels et futurs des entreprises et des particuliers en termes d'accès aux réseaux et de services

Toutes les zones économiques, identifiées dans le volet économique du SCpT, au même titre que les espaces urbains, doivent bénéficier à terme du déploiement numérique, dans la mesure où l'équipement Très Haut Débit constitue une plus-value pour l'installation des activités et un positionnement stratégique pour ces espaces économiques.

Le PLU devra démontrer sa compatibilité avec ces objectifs.

3.1.12 FAVORISER UNE GESTION ECONOME DE L'ESPACE P.190 DU DOO

Les objectifs définis dans cette partie reprennent l'ensemble des objectifs fixés dans les parties précédentes et qui vont dans le sens de favoriser une gestion économe de l'espace. Ainsi, en démontrant sa compatibilité avec les précédents objectifs, le PLU démontrera sa compatibilité avec ce volet.

3.2. LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2022-2027

Le premier Programme Local de l'Habitat (PLH) sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération de Gap-Tallard-Durance, sur la période 2022-2027 a été adopté en conseil communautaire du 8 décembre 2022.

Le PLH définit pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.
Ces objectifs et ces principes tiennent compte de l'évolution démographique et économique, de l'évaluation des besoins des habitants actuels et futurs, de la desserte en transports, des équipements publics, de la nécessité de lutter contre l'étalement urbain et des options d'aménagement déterminées par le schéma de cohérence territoriale ou le schéma de secteur lorsqu'ils existent, ainsi que du plan local d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, du schéma départemental d'accueil des gens du voyage ».
Le PLH se compose d'un diagnostic habitat et foncier qui doit permettre d'aboutir, sur des bases objectives, à des scénarios et des orientations et un programme d'actions partagé par les acteurs et les élus.
Le PLH doit être compatible avec les orientations et les prescriptions définies dans le SCoT. Ses objectifs doivent être retranscrits dans les PLU. Le PLH s'inscrit également dans le cadre des politiques publiques de l'habitat définies par l'Etat et du SRADDET de la Région Sud.
Le PLH n'est ainsi pas opposable au tiers mais :

- S'impose aux PLU,
- Doit être compatible avec les dispositions du SCoT,
- Doit prendre en compte les documents de planification et de programmation de portée supra-communautaire qui traitent des besoins spécifiques locaux (PDLHAPD, SDAGV…) et les ambitions régionales (SRADDET),
- Doit définir les principaux axes d'une stratégie foncière communautaire.

Ce PLH est constitué d'un document d'orientations comptant 4 grandes orientations, elles-mêmes déclinées en plusieurs actions. Ces dernières sont présentées ci-après et des commentaires sont apportés en orange.

Orientation 1 : Proposer une offre de logements diversifiée pour accompagner une attractivité harmonieuse sur l'ensemble du territoire et permettre aux ménages de réaliser leur parcours résidentiel

Action 1 : Mettre en place les conditions permettant la réalisation de près de 2 500 logements sur l'agglomération.

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Respecter les objectifs et la répartition de la production de logements définis.
- Assurer une répartition diversifiée et équilibrée de l'offre nouvelle sur le territoire de l'agglomération.
- Traduire les objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLH dans les documents d'urbanisme communaux et s'assurer de la mise en cohérence des PLU avec le PLH.
- Définir une stratégie foncière et mettre en œuvre les outils fonciers et réglementaires pour favoriser la production de logements.

- Accompagner les communes et suivre la réalisation des objectifs de production du PLH pour chacune des communes de l'agglomération par la mise en place des rencontres régulières/annuelles avec les élus.
- Mettre en comptabilité les documents d'urbanisme communaux avec le SCoT et le PLH.

A travers le PLU, les objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLH seront traduits.

La révision générale du PLU permettra également la mise en compatibilité du PLU avec le SCoT et le PLH.

Les autres éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec cette action sur les éléments pouvant être mis en œuvre par le PLU uniquement.

Action 2 : Proposer une offre en accession et en location abordable pour permettre d'accueillir les ménages actuels et à venir.

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Développer la production de logements assurant une mixité sociale et générationnelle.
- Assurer une répartition diversifiée et équilibrée de l'offre nouvelle sur le territoire de l'agglomération.
- Observer finement les marchés immobiliers en lien avec les capacités financières des ménages pour définir l'offre abordable.
- Établir une charte de la qualité des logements de manière partenariale avec les divers acteurs de l'habitat.
- Appropriation de la charte de qualité des logements par les acteurs de l'habitat et permettre le développement d'une offre plus qualitative et adaptée aux aspirations des ménages.

A travers le PLU, la mixité sociale et générationnelle sera traduite au sein de certaines opérations de production de logements.

Les autres éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec cette action sur les éléments pouvant être mis en œuvre par le PLU uniquement.

Action 3 : Assurer la mixité et l'équilibre social à l'échelle de l'agglomération et des quartiers de Gap

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Travailler sur la programmation annuelle des logements sociaux avec les bailleurs sociaux et encourager le développement d'une offre sociale en dehors de Gap.
- Produire une offre nouvelle en logements locatifs sociaux en réponse aux besoins des habitants et aux demandes encore non satisfaites.
- Poursuivre le développement de l'offre locative sociale, en particulier à Gap, pour répondre à la demande.
- À Gap, maintenir un taux minimal de 20 % de logements locatifs sociaux dans le parc de résidences principales, en réalisant au minimum 30 % de PLAI et au maximum 30 % de PLS
- Suivre les demandes et attributions sur l'ensemble du territoire par une démarche partenariale dans le cadre de CIL et de la CIA.

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard. **Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité avec cette action.**

Action 4 : Valoriser et développer des outils de stratégie foncière

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Suivre et actualiser le repérage du foncier (échéance, dureté foncière…) pour prioriser l'intervention publique et maintenir le référentiel initié au cours de l'élaboration du PLH.
- S'appuyer sur les outils réglementaires existants pour développer la politique foncière des communes (DPU, DUP…).
- Recourir autant que possible aux outils d'urbanisme en faveur de la production de logements maîtrisés sociaux ou en accession ou location (PUP, emplacements réservés, servitudes de mixité sociale, surdensités, périmètre d'attente de projet d'aménagement global…).
- S'inscrire dans les dispositifs nationaux/régionaux innovants/AMI : Action Coeur de Ville, Petite Ville de Demain, possibilité d'ORT, OPAH-RU à Tallard.
- Action de communication sur les outils existants et en devenir que les communes peuvent mobiliser (création d'une stratégie de communication sur les outils fonciers existants au travers du « Mag de l'Agglo »).

A travers le PLU, la mise en œuvre d'outils en faveur de la production de logements maîtrisés sociaux ou en accession pourra être traduite au sein de certaines opérations de production de logements.

Les autres éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec cette action sur les éléments pouvant être mis en œuvre par le PLU uniquement.

Orientation 2 : Améliorer la qualité des parcs privés et publics pour maintenir leur attractivité et s'inscrire dans un développement durable

Action 5 : Favoriser la remise sur le marché des logements vacants

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Utiliser les dispositifs transversaux Action Coeur de Ville (Gap), Petites Villes de demain (Tallard) comme levier d'amélioration résidentiel (dispositif Denormandie dans l'ancien Gap, mobilisation des financements ANAH pour les propriétaires souhaitant conventionner leur logement, défiscalisation…).
- Mise à disposition du fichier LOVAC aux communes et actualisation à l'année.
- Procédure bien sans maître, DIA, DPU…
- Communiquer sur les aides existantes au travers du « Mag de l'Agglo » et du site internet afin de faire connaître les dispositifs d'amélioration des logements et favoriser la remise sur le marché des logements vacants.

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard. **Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité avec cette action.**

Action 6 : Encourager le gain énergétique du parc privé

La mise en œuvre de cette action passera par :

- PCAET de l'Agglomération
- Communiquer sur les aides existantes au travers du « Mag de l'Agglo » et du site internet.
- PIG 05 (lutte contre la précarité énergétique et adaptation des logements aux situations de handicap/ vieillissement).

A travers le PLU, la compatibilité et la prise en compte du PCAET de l'Agglomération sera démontrée.

Les autres éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU.

Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité avec cette action.

Action 7 Renforcer l'attractivité du parc social existant

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Réaliser le PRU du Haut Gap.
- Réaliser, avec les bailleurs sociaux, une programmation pluriannuelle quantitative et qualitative sur les 6 années du PLH.
- Poursuivre l'amélioration des performances énergétiques du parc de logements sociaux.
- Lien avec le PCAET.

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard. **Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité avec cette action.**

Action 8 : Accompagner la création et la rénovation des logements communaux dans le parc existant

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Rénover et adapter les logements communaux
- Déploiement de l'offre de logements communaux
- Soutenir la création et/ou la réhabilitation du parc locatif communal

Le PLU veillera à ne pas être incompatible avec cette action.

Orientation 3 : Répondre à la diversité des besoins en matière de logement et d'hébergement

Action 9 : Adapter et compléter l'offre de logements aux enjeux du vieillissement et du handicap

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Valoriser les aides et dispositifs existants auprès de la population pour l'adaptation des logements au handicap et au vieillissement (PIG 05).
- Créer des structures d'accueil spécialisées à proximité des transports, commerces, services et équipements.
- Communiquer dans « Le Mag de l'Agglo » et sur le site internet de l'Agglomération.

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard. **Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité avec cette action.**

Action 10 : Assurer des réponses de qualité pour les jeunes actifs et les étudiants

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Restructurer le Foyer des Jeunes Travailleurs (FJT).
- Développer une offre abordable, adaptée au budget, souvent limité, des jeunes en début de parcours résidentiel.
- Suivre les appels à projets pour les logements innovants en direction des jeunes.
- Faciliter l'accès à l'information sur le logement pour les jeunes par la diffusion d'une plaquette informative récapitulant l'ensemble des démarches et les aides potentielles.
- Communiquer sur les aides et offres existantes au travers du « Mag de l'Agglo » et du site internet.

Le PLU veillera à ne pas être incompatible avec le développement d'une offre abordable, adaptée au budget des jeunes.

Les autres éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU.

Le PLU démontrera sa compatibilité avec cette action sur les éléments pouvant être mis en œuvre par le PLU uniquement.

Action 11 : Garantir les conditions d'accueil et de sédentarisation des gens du voyage

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Réalisation des objectifs du SDAGV Requalifier l'aire permanente des Argiles en maintenant une capacité de 20 emplacements d'ici 2024 pour se mettre en conformité avec le décret 2019-1478. NB : ces dispositions ne sont pas applicables aux aires existantes, sauf si des travaux nécessitent un permis de construire ou d'aménager déposés après le 31/12/2020.
- Augmenter les capacités d'accueil de l'aire de grands passages de La Tourronde en fonction du comptage des effectifs de ces grands groupes sur les 3 dernières années (2018 à 2021).
- Participer au groupe de travail qui sera mis en place par le SDAGV concernant les situations de sédentarisation.

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard. **Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité avec cette action.**

Orientation 4 : Piloter et animer la politique locale de l'habitat

Action 12 : Mobiliser les partenaires et les financements

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Maintenir un Comité de Pilotage du PLH et un comité technique une fois par an.
- Conserver le rôle de décision du Bureau et du Conseil Communautaire concernant la politique locale de l'habitat.
- Mettre en œuvre un observatoire du PLH, réaliser un bilan annuel des actions du PLH.
- Organiser des rencontres régulières avec les principaux acteurs et partenaires et promouvoir de nouvelles modalités d'animation et de temps d'échanges partenariaux (visites de terrain, enquêtes…).
- Assurer le suivi et l'animation du PLH.

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard. **Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité avec cette action.**

Action 13 Assurer un suivi du PLH par des indicateurs d'évaluation au travers d'un observatoire de l'habitat et du foncier

La mise en œuvre de cette action passera par :

- Mise en place d'un observatoire de l'habitat et du foncier s'appuyant sur des indicateurs d'évaluation permettant le suivi des évolutions socio-démographiques, des marchés fonciers et immobiliers, de la production de logements, de la demande en logement locatif social et de la gestion des attributions, de l'évolution du parc existant et des besoins spécifiques, l'amélioration des connaissances sur les logements vacants, les copropriétés et l'hébergement des publics les plus précaires. Cet observatoire permettra par ailleurs de suivre l'avancée des projets et de mesurer leur emprise au fur et à mesure de leur maturation. Une attention particulière sera apportée aux parcelles sur lesquelles peu de logements sont pour l'heure définis et où la densité reste faible aux regards des objectifs définis par le SCoT de l'Aire Gapençaise.
- Réaliser un bilan annuel et triennal du PLH avec les communes et les différents partenaires.

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard. **Le PLU n'aura pas à démontrer sa compatibilité avec cette action.**

Concernant Tallard, la fiche d'actions communale prévoit :

Objectifs quantitatifs en logements neufs validés par la commune sur la durée du PLH

150
nouveaux logements

soit

25
par an en moyenne

LES PRINCIPAUX PROJETS IDENTIFIÉS

Moyen terme

- Secteur « Hauts de Tallard » : 40 logements.
- Secteur « Garenne (Tranche 1) » : 50 logements.
- Densification : 60 logements.

Long terme

- Secteur de « La Garenne » : 50 logements d'ici 2035 (Tranche 2).



Principaux projets sur Tallard – Source PLH 2022-2027

3.3. LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) DE LA CAGTD

Le **plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de la CAGTD** a été adopté en conseil communautaire par délibération n° 2022_06_30_3 du 3 juin 2022.

Les actions définies dans le PCAET sont les suivantes :

Action envisagée	Document, plan liés	Mise en œuvre
Réaliser la transition énergétique du patrimoine des communes et de la CA Gap-Tallard-Durance		
Poursuivre et préciser le suivi des consommations d'énergie pour disposer d'une vision globale des consommations par bâtiment de la CA et des communes. Définir les priorités d'intervention sur la base d'audits énergétiques et établir un programme d'intervention à l'échelle du patrimoine de la CA et des communes volontaires Suite à la consultation des communes en septembre 2020, 10 communes envisagent de poursuivre et/ou entreprendre des travaux d'amélioration thermique de leurs bâtis et d'installation d'équipement de production EnR. Le SCOT a mandaté un bureau d'études pour réaliser une étude sur le potentiel de rénovation de la Zone d'Activité Micropolis à Gap (3 bâtiments : Aurora, Isatis et Bérardie) : une réduction de l'ordre de 40% de l'énergie finale toutes consommations est possible ainsi que la mise en place d'énergies renouvelables.		CAGTD communes
Inciter à la transition énergétique des autres bâtiments publics (lycées, collèges, bâtiments de l'Etat …)		
Etudes de gain énergétique et d'amélioration de la qualité de l'air intérieur à l'instar des études menées sur les collèges Mauzan et Fontreyne, puis enclencher les travaux ainsi que la rénovation reconstruction du Collège Centre à Gap (livraison Janvier 2026). Améliorations prévues dans le Lycée Aristide Briand à Gap et dans le Lycée agricole les Emeyères. Rénovation énergétique du Quartier Général Guillaume du 4ème Régiment de Chasseurs ; 27 bâtiments hébergeant 4 escadrons seront rénovés, pour un coût de 18 millions d'euros. Réfection des 7 sous-stations de production d'eau chaude sanitaire de la Caserne Moncey. Dans la mesure du possible, ces opérations sont conduites selon une approche globale du bâtiment.		Département 05, Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur, Etat
Remplacer les systèmes fioul et gaz anciens par des systèmes plus sobres et moins polluants		
Mener, à l'échelle du territoire, un diagnostic localisé des consommations et des équipements fioul et bois non-performants dans le parc de logement Mener ou coordonner des actions de réduction des consommations d'énergie dans le bâtiment, en ciblant les plus énergivores (logements classés E-F-G) tout en veillant à l'équilibre du budget des occupants et à une amélioration de leur qualité de vie. Accompagner les familles en situation de précarité énergétique à diminuer leurs consommations et les orienter vers les structures d'aides aux travaux. Faciliter l'accès aux aides financières pour le changement d'équipement et envisager des aides locales spécifiques si nécessaire.		CAGTD
Intégrer les EnR dans le parc de logements existants		
Informer et sensibiliser les habitants aux EnR : par exemple, en menant une campagne de sensibilisation via les magazines de l'Agglo, en informant les citoyens sur les solutions EnR pouvant être mises en place lors du dépôt de permis de construire, en organisant des réunions publiques thématiques afin de lever les aprioris et préjugés sur les EnR, en réalisant des visites d'installations exemplaires, etc. Massifier le conseil aux habitants pour une meilleure connaissance des solutions techniques et financières d'intégration des EnR dans un logement		CAGTD

Action envisagée	Document, plan liés	Mise en œuvre
en lien avec la mise en place du guichet unique (prévue à fin 2020) par le Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique (SARE) porté par le Conseil Départemental 05 et qui vise à la mise en œuvre d'actions d'information et d'accompagnement en faveur de la rénovation énergétique des logements et des petits locaux tertiaires privés sur tout le territoire.		
Poursuivre la rénovation énergétique du parc social		
Profiter des dynamiques des Nouveaux Programmes Nationaux de Renouvellement Urbains (NPNRU) pour aller vers une rénovation performante et réduire les factures énergétiques des habitants à l'image du PRU du Haut-Gap (142 logements rénovés avec pour ambition le label BBC rénovation). Poursuivre l'amélioration des performances énergétiques du parc de logements sociaux par l'OPH et les autres bailleurs sociaux (80 logements à Gap et la Saulce) Accompagner les autres bailleurs sociaux dans leurs démarches de rénovation de leur par cet d'intégration d'énergies renouvelables Faciliter la réalisation des engagements partenariaux (Conventions d'Utilité Sociale). Le projet de PLH identifie un total de 315 rénovation de logements sociaux pour les 6 ans.	PLH 2022-2027	CAGTD, opérateurs de logement social
Rénover les logements en copropriété		
Sensibiliser et former sur la rénovation en copropriétés : par exemple, informer les occupants sur les opportunités et les financements disponibles, former les syndics et régies sur les dispositions légales, e Communiquer sur les aides existantes au travers du « Mag de l'Agglo » et du site internet Accompagner les copropriétés volontaires dans les étapes de la prise de décision Accompagner les syndics et les copropriétés dans la réalisation de leur programme de travaux et dans le plan de financement. Rapprocher les conseils syndicaux et les professionnels du bâtiment D'après la Direction de la Cohésion Urbaine et Sociale, au titre de la programmation 2021 du contrat de Ville, SOLIHA souhaiterait proposer une action en ce sens pour accompagner les copropriétés privées présentes sur le périmètre du quartier prioritaire du Haut-Gap dans la mise en place de travaux de rénovation énergétique.	PLH 2022-2027	CAGTD
Faciliter l'accès à l'information sur la rénovation énergétique et le développement des EnR dans l'habitat pour les citoyens		
Articuler les liens entre le CALHAURA, l'espace info-énergie, l'ADIL, le CD05, la Région, l'ADEME, l'Agglomération et la Ville de Gap. Massifier le conseil aux habitants pour une meilleure connaissance des solutions techniques et financières via la mise en place du guichet unique (prévue à fin 2020) par le Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique (SARE) porté par le Conseil Départemental 05 et qui vise à la mise en œuvre d'actions d'information et d'accompagnement en faveur de la rénovation énergétique des logements et des petits locaux tertiaires privés sur tout le territoire. Accompagner les familles en situation de précarité énergétique à diminuer leurs consommations et les orienter vers les structures d'aides aux travaux, en phase avec l'action 6 du PLH Sensibiliser les occupants aux enjeux de rénovation	PLH 2022-2027	CAGTD
Réduire les consommations électriques liées aux usages électroménagers, bureautiques et numériques		
Sensibiliser notamment : à travers le magazine de l'agglomération à l'impact de l'usage du numérique, de l'électroménager et de la bureautique en matière de consommation énergétique, en organisant des temps de sensibilisation auprès des collégiens et des lycéens sur l'usage du numérique, etc.		CAGTD Communes

Action envisagée	Document, plan liés	Mise en œuvre
Agglomération exemplaire : réfléchir à l'impact des achats d'équipements informatiques ainsi que des usages du numérique de la CA et des 17 communes, sensibilisations des agents par exemple sur leurs usages et les bonnes pratiques à mettre en place.		
Maîtriser la demande de mobilité en développant les télé-services		
Agglomération exemplaire : par exemple, mettre en place un Plan de Mobilité (PdM) tel que prévu par la loi LOM. Analyser pour l'institution Communauté d'Agglomération, les gains et perturbations apportés par une introduction du télétravail Promouvoir et informer sur le télétravail au travers notamment du magazine de l'agglomération (sur les aspects juridiques, les lieux de télétravail, les retours d'expérience, etc.) Inciter à la mise en place de Plans de Mobilité Employeur incluant le télétravail Créer des lieux de télétravail sur le territoire Inciter à la création de lieux proches des lieux de travail regroupant des services (récupération de colis, achat de panier de légumes, conciergerie, crèche, etc.) Inciter au covoiturage, discussion avec le Département des Hautes-Alpes de la mise en place d'un service de mobilité partagée (autostop organisé et covoiturage)		CAGTD
Maîtriser l'étalement urbain		
Contribuer à l'atteinte des objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain inscrit dans le Document d'orientations et d'objectifs (DOO) du SCoT; Etudier l'implantation de nouvelles zones de logements en lien avec le maillage en transport en commun ; Optimiser le foncier déjà constructible via le renouvellement urbain et l'utilisation des friches et parcelles "en dents creuses" ; Compenser autant que possible l'artificialisation, tout en assurant la capacité à répondre aux besoins sociaux, notamment en matière de logement.	SCoT de l'Aire Gapençaise	CAGTD
Poursuivre la gratuité et améliorer l'offre de transport en commun de la collectivité		
Pérenniser le financement des transports en commun afin de poursuivre leur gratuité, en étudiant les différentes modalités de financement envisageables ; Projet de 2 nouvelles lignes de transport desservant des villages de l'Agglo et la création d'un service supplémentaire sur la ligne cadencée n°100 qui relie Vitrolles, La Saulce, Tallard et Gap. Pour le financement, l'agglo a déposé en mai 2022 une candidature à l'AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt) "Avenir Montagne Mobilité". Elaborer un Schéma Directeur des Transports (consultation des Bureaux d'Etudes en 2022) qui sera transformé en "Schéma Directeur de la Mobilité" afin d'intégrer toutes les composantes de la mobilité dont la mobilité active et la mobilité partagée. Les EPCI limitrophes ayant pris récemment la compétence mobilité sera organisée mi-2022 afin de vérifier s'il ne serait pas judicieux de lancer ce Schéma à une échelle plus large (Estimation du montant : 70 000 € TTC)		CAGTD
Développer la fréquentation du nouveau pôle d'échange multimodal de la Gare		
Assurer une continuité des solutions de transports pour les voyageurs : par exemple en travaillant avec les différents acteurs du transport sur les horaires de correspondance des trains/cars régionaux/bus urbains Information multimodale : le travail partenarial a été mis en oeuvre entre tous les utilisateurs du PEM de Gap (Régions SUD et AURA, SNCF, Agglo). Les écrans d'information multimodales seront mis en place d'ici la fin 2022. Coût estimatif : 65 000 € HT, financements FEDER (50%), Région (20%), CD05 (5%), Agglo (25%)		CAGTD Ville de Gap

Action envisagée	Document, plan liés	Mise en œuvre
Finaliser la liaison piétonne entre le PEM et le parking de Bonne, notamment la partie centrale toujours soumise à l'autorisation de la SNCF pour longer la voie. L'objectif est d'encourager les usagers à utiliser ce tout nouveau Pôle d'Echange Multimodal par la mise en place d'outils numériques d'information multimodale et de travailler avec les différents prestataires pour assurer une fluidité d'utilisation.		
Elaborer et mettre en œuvre une politique de stationnement contribuant à la réduction du trafic automobile, au taux de remplissage des véhicules et à l'intermodalité.		
Réfléchir à la mise en place d'une politique tarifaire de stationnement en centre-ville favorisant les véhicules pratiquant le covoiturage ; Poursuivre le déploiement des parkings-relais ou aires de covoiturage avec équipements incitant à l'intermodalité (abri à vélos sécurisés) et situés près des arrêts de transport en commun ; création du nouveau P+R du Sénateur au 2ème semestre 2022 et un projet de création d'un 5ème P+R en périphérie de Gap au niveau du RIOTORD. L'étude en lien avec ESCOTA pour le parking de covoiturage de l'A51 à La Saulce est toujours en cours mi 2022, avec l'association de la Région SUD à la réflexion pour la création d'un mini PEM pour les lignes LER et les lignes de l'Agglo. Réaliser 3 autres abris vélos sécurisés sont prévus sur les P+R du Sénateur (2022) et de Varsie et sur le parking de covoiturage de La Saulce. Inciter à la mise en place de solutions de covoiturage : sur les axes principaux desservant la Ville de Gap mais également depuis les villages de l'Agglo par la mise en place d'outils numériques adaptés.		CAGTD Communes
Augmenter la part des véhicules à faible impact environnemental dans les flottes publiques		
Mettre en place un suivi détaillé des consommations d'énergie de la flotte de véhicules de la CA et des 17 communes. Pour la ville de Gap, des simulations comparatives avec des motorisations "bascarbone" sont prévues. Favoriser les achats groupés de véhicules pour les communes et collectivités Anticiper le renouvellement des véhicules vieillissants en privilégiant les solutions de motorisation « bas-carbone ». Rencontrer les fabricants de véhicules (bus, camions OM...) pour disposer de données (coût acquisition, consommations, avitaillement, financement, modalités d'alimentation en énergie...) permettant de proposer des arbitrages. Développer les formations d'écoconduite auprès des agents des collectivités et, si possible de l'Etat		CAGTD – Communes
Déployer un réseau d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE) et d'avitaillement GNV sur le territoire		
Articuler les programmes des syndicats d'énergie et de la Communauté d'Agglomération par le biais notamment des deux Commissions Consultatives Paritaires des Syndicats d'Energie des Hautes Alpes et des Alpes de Haute Provence, contribuer dès juin 2022 au futur Schéma Directeur des IRVE du SyME. Poursuivre l'extension du réseau des bornes pour la recharge des véhicules électriques en lien avec l'étude en cours avec ENEDIS, planifier, de manière concertée, le déploiement des IRVE à une échelle pertinente : lieux d'implantation des bornes en complément de celles déjà existantes, choix de modèles de bornes… Accompagner le développement à bon escient des infrastructures de recharge GNV, en priorisant le bioGNV Suite à la consultation des communes en septembre 2020, 3 communes ont pour projet de développer l'une le GNV, 2 autres la mobilité électrique notamment avec l'installation d'une borne de recharge pour des vélos électriques ou des véhicules électriques.		CAGTD – Communes
Poursuivre la recherche de solutions de mobilité innovantes bas-carbone (électrique, bioGNV, hydrogène…)		

Action envisagée	Document, plan liés	Mise en œuvre
Mettre en œuvre le projet de création d'une station multi-énergies dont une station Hydrogène : détermination de la taille de l'installation, des usages : bus du réseau de transports publics de l'Agglo, autocars des prestataires de transports, camions de collecte des déchets, autres utilisateurs (Département, Région, entreprises privés de transport, de BTP, ...). Cette station pourrait ravitailler des véhicules publics ou privés dans le cadre de partenariats. Un terrain de 3000 m² (foncier appartenant à la Ville) a déjà été identifié. En collaboration avec GRDF, la Ville de Gap monte en 2022 un appel à manifestation d'intérêt qui permettra de sélectionner un opérateur apte à venir construire et exploiter la station bioGNV,. Par ailleurs, un autre projet innovant en matière de mobilité bas-carbone est en cours : une navette électrique autonome gratuite permettant de relier le parking-relais du stade nautique de Fontreyne, au sud de la ville, à Porte-Colombe, au centre-ville a été testée et elle est actuellement revue par son constructeur. Cette solution innovante est une première en France sur les voies publiques. Accompagner le développement à bon escient des infrastructures de recharge en électricité, GNV ou hydrogène en priorisant les énergies « vertes » produites à partir de ressources durables : étudier la demande et les implantations stratégiques possibles, travailler avec les possibles futurs utilisateurs de ces énergies. Aider les communes membres dans leurs projets de mise en place de solutions de mobilité « bas-carbone ».		CAGTD – Communes
Informer sur les vignettes Crit'air et les primes à la conversion		
Informer le public sur la " prime à la conversion automobile " pour encourager les citoyens à remplacer des véhicules anciens par des véhicules plus récents moins polluants Sensibiliser les citoyens sur l'impact des véhicules sur la qualité de l'air, en s'appuyant sur les vignettes Crit'Air, par exemple via le magazine de l'Agglo.		CAGTD
Sensibiliser les acteurs du territoire (citoyens et entreprises) à l'éco-conduite		
Exemplarité de l'agglomération : par exemple proposer des stages d'éco-conduite aux salariés de la CA et des communes effectuant de nombreux déplacements en voiture, ainsi qu'aux chauffeurs des bus du transport public de la CA. En parallèle des actions de la CA en matière d'éco-conduite, mobiliser les entreprises du territoire pour qu'elles mettent en place des actions similaires, en ciblant en priorité les entreprises très utilisatrices de véhicules comme les entreprises de transport.		CAGTD, Communes, entreprises
Aider au développement de la pratique du vélo		
Elaborer le schéma de pistes cyclables et le mettre en œuvre à l'échelle de la CA. Mettre en place les abris à vélos sécurisés prévus sur les parkings relais de Varsie et du Sénateur, et du futur parking de co-voiturage du rond-point de l'A51 à La Saulce. Prévoir l'installation de nouveaux abris vélos lors de travaux sur les parkings-relais de la CA. Inciter les entreprises du territoire et les communes membres à implanter des abris à vélos S'assurer que des abris vélos sont installés à proximité des services publics et administrations ainsi que des lieux touristiques. Inciter les collèges et lycées du territoire à installer des abris vélos pour les usagers de ces établissements.		CAGTD, Communes membres, entreprises et administrations
Aménager des pistes cyclables		
Réaliser un plan de circulation vélo (avec souci de la sécurité) Favoriser les pistes cyclables en site propre Poursuivre les actions de continuité des réseaux cyclables (usages quotidien et touristique) avec notamment la "Voie verte" en lien avec le projet LEADER de la CCI.		CAGTD

Action envisagée	Document, plan liés	Mise en œuvre
Mettre en œuvre le tronçon de 45 km de la Vélo-Route « Nationale » V 64 Marseille-Grenoble-Genève située sur le territoire de l'Agglo, la restauration du Viaduc du Buzon sur lequel la vélo-route doit passer entre Gap et le Col de Manse, ainsi que le tronçon de la Vélo-Route « Régionale » V 862 Briançon – Avignon Travailler sur la complémentarité piste cyclable / abris vélos sécurisés Créer une nouvelle piste cyclable tout au long de la rue Carnot dans l'hyper centre de Gap, ce qui traite un point noir et permettra aux cyclistes de traverser le centre ville en sécurité.		
Soutenir l'utilisation durable des forêts et des espaces boisés		
Prendre en compte la forêt et les espaces boisés dans les documents d'urbanisme, dans un objectif d'identification, de préservation, d'utilisation rationnelle ou de développement Accompagner la structuration et le développement des filières bois-énergie et bois-construction. Diversifier les essences pour augmenter la résilience des forêts en raison de l'incertitude des variations climatiques à venir	Programme d'Aménagement Forestier, Documents d'objectifs, plan de gestion	CAGTD, Région
Accompagner la structuration d'une agriculture dynamique, diversifiée, développant les circuits courts.		
Faciliter l'émergence et la consolidation de filières structurées adaptées aux différents circuits et aux attentes des consommateurs Inciter à l'organisation économique en accompagnant la réflexion stratégique, les actions et les projets des structures de 1ère mise en marché et en favorisant notamment la création et le développement des coopératives et des CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole) Valoriser l'économie locale : production locale pour l'alimentation, artisanat (guide, foire, marchés) Promouvoir l'alimentation durable : par exemple avec la création d'un guide sur l'alimentation durable ou la mise en place de culture d'aliments dans les jardins municipaux, etc. Agglomération exemplaire : par exemple en proposants des produits locaux et/ou bio dans lors des buffets locaux ou dans les cantines des administrations et écoles, etc. Suite à la consultation des Maires, une commune envisage d'identifier les terres dites « sans maître » afin de faciliter l'installation d'agriculteurs bio.		CAGTD
Préserver la biodiversité et les espaces naturels du territoire		
Encourager l'accès aux outils et aux méthodes (formation, financement, numérique) permettant d'évoluer vers des systèmes agro-écologiques en accompagnant les changements de pratiques Soutenir le développement de l'agriculture biologique et raisonnée Aider le pastoralisme, protéger l'environnement et l'agriculture contre les espèces invasives et les animaux nuisibles (sangliers) Sensibiliser la profession agricole aux impacts de ses activités sur la qualité de l'air : épandages, travaux de la terre, bâtiments d'élevage, énergie. Promouvoir des bonnes pratiques permettant de limiter les émissions polluantes dans l'air.	Programme de Gestion des Milieux Aquatiques (en cours d'élaboration)	CAGTD
Renforcer le pôle d'excellence de la biodiversité (Domaine de Charance)		
Soutenir le maintien de l'appui financier apporté au CBNA par le département des Hautes- Alpes et la ville de Gap et terminer la rénovation de la ferme de Charance pour mieux héberger le personnel et les installations techniques du CBNA. Poursuivre et développer les collaborations entre le CBNA et les communes de la communauté d'agglomération dans le domaine de la communication sur la biodiversité et le changement climatique. Poursuivre le soutien aux actions de recherche du CBNA sur le changement climatique et les valoriser.		conservatoire botanique national alpin (CBNA)

Action envisagée	Document, plan liés	Mise en œuvre
Développement de la collaboration avec le parc national des Ecrins sur le domaine de Charance.		
Adapter les pratiques agricoles (dont l'arboriculture) au changement climatique		
Anticiper les effets du changement climatiques sur les pratiques agricoles Accompagner les agriculteurs dans la mutation des pratiques en leur proposant en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des formations, et en intégrant ces nouvelles pratiques dans les lycées agricoles par exemple.		CAGTD
Poursuivre l'optimisation de l'éclairage public		
Poursuivre la rénovation de l'éclairage public, avec installation de lampes LED à basse consommation, en identifiant les points les plus consommateurs en priorité (2 400 lanternes prévues pour la période 2021, 2022 et 2023). Baisser l'éclairage de technologie LED afin de réduire les consommations d'énergie inutile et limiter l'impact sur la biodiversité. Au-delà de 2023, la ville prévoit de continuer sa politique de remplacement des lanternes, tranche par tranche, dans le périurbain : 1000 lanternes supplémentaires minimum seront prévues pour un investissement global minimum de 1 million d'euros. L'ensemble des lanternes remplacées (LED) possèdent par construction un dispositif de réduction de puissance de 50 %, 6h par nuit, ce qui contribue avec une diminution de la puissance consommée à une réduction de la pollution lumineuse. Mettre en place un pilotage optimisé de l'allumage et de l'extinction de l'éclairage public via des horloges astronomiques connectées sur l'ensemble des communes de la CA (déjà fait pour Gap). Poursuivre l'expérimentation en cours depuis 6 mois de l'extinction de l'éclairage public 4 heures par nuit (de 1h à 5h), 40 secteurs périphériques de la ville de Gap sont concernés en mai 2022. Au titre du PRU du Haut-Gap, il est prévu dans le cadre du linéaire de voirie qui sera concerné par l'aménagement urbain de déployer un éclairage à lampes LED à basse consommation d'énergie.		Communes
Réduire les volumes de déchets et valoriser les déchets non évités		
- Rappeler les consignes de tri des déchets pour une amélioration quantitative et qualitative de la collecte sélective et promouvoir la prévention des déchets comme priorité : action de sensibilisation auprès des citoyens et entreprises sur la réduction des emballages, promotion du zéro déchet dans les écoles et administrations par exemple, utilisation des kits de sensibilisation contre le brûlage des déchets verts (DREAL) et rappel de la réglementation. Encourager et faciliter la pratique du compostage individuel pour l'habitat pavillonnaire et le compostage collectif pour l'habitat vertical. Poursuivre la densification des points de collecte des déchets pour un meilleur tri des déchets Sensibiliser et accompagner les professionnels dans la réductions de leurs déchets à la source : cela peut prendre la forme d'une visite au centre de tri ou d'une déchetterie par exemple Réflexion et projet de mise en place de nouvelles filières de valorisation des déchets par réemploi et notamment en envisageant un partenariat avec le tissu associatif local et les entreprises. Prise en compte de l'évolution réglementaire par la mise en place de nouvelles filières de tri des déchets pour augmenter la valorisation des déchets		CAGTD
Traiter les déchets avec moins d'émissions de GES, y compris le stockage		
Rappeler les consignes de tri des déchets pour une amélioration quantitative et qualitative de la collecte sélective et promouvoir la prévention des déchets comme priorité : action de sensibilisation auprès des citoyens et entreprises sur la réduction des emballages, promotion du zéro déchet dans les écoles et administrations par exemple, utilisation des kits de sensibilisation contre le brûlage des déchets verts (DREAL) et rappel de la réglementation.		CAGTD

Action envisagée	Document, plan liés	Mise en œuvre
Encourager et faciliter la pratique du compostage individuel pour l'habitat pavillonnaire et le compostage collectif pour l'habitat vertical. Poursuivre la densification des points de collecte des déchets pour un meilleur tri des déchets Sensibiliser et accompagner les professionnels dans la réductions de leurs déchets à la source : cela peut prendre la forme d'une visite au centre de tri ou d'une déchetterie par exemple Réflexion et projet de mise en place de nouvelles filières de valorisation des déchets par réemploi et notamment en envisageant un partenariat avec le tissu associatif local et les entreprises. Prise en compte de l'évolution réglementaire par la mise en place de nouvelles filières de tri des déchets pour augmenter la valorisation des déchets		
Sécurisation de l'alimentation en eau potable		
La Ville de Gap envisage le scénario suivant : en situation normale, conserver l'alimentation par la prise d'eau superficielle des Ricous via le Canal de Gap en gravitaire et le lac des Jaussauds (800 000 m3) ; en situation exceptionnelle (débit du Drac trop faible en tenant compte des nouveaux débits réservés), alimentation en secours depuis la nappe profonde de Choulières. Pour clarifier, le SIENAD a lancé une étude comparative des 3 scénarios d'alimentation en eau potable de la ville de Gap. L'étude, confiée en 2021 aux sociétés SAFAGE et IREDD rendra ses conclusions mi 2022. En parallèle, la Ville de Gap va entreprendre une remise à niveau générale de la station de potabilisation de la Descente : le recrutement d'un cabinet est en cours depuis mai 2022. Une mission de Maîtrise d'Oeuvre pour l'installation d'une micro centrale au niveau de l'usine de production d'eau potable de la Descente a été confiée à la société ARTELIA. L'objectif est de produire 1 800 000 kWh/an.	SAGE de Drac, PGRE du Drac amont	CAGTD et SIENAD
Optimiser l'efficacité énergétique et valoriser le potentiel énergétique des systèmes d'eau potable et d'assainissement		
Réaliser un état des lieux de l'efficacité des systèmes d'assainissement : analyse des consommations d'énergie et du potentiel de réduction Création d'une micro-centrale à la station de potabilisation de la Descente, en partenariat avec l'ASA du Canal de Gap et Véolia (Débit de l'ordre de 100 l/s , dénivelé de l'ordre de 300 m) Analyser le potentiel de récupération de chaleur sur les eaux usées et le potentiel de valorisation des boues d'épuration et réaliser les travaux pour les potentiels les plus importants. Réaliser les travaux d'amélioration : par exemple, mise en place de variateurs de vitesse sur l'ensemble des stations d'épuration de la CA, remplacement ou optimisation du réseau d'aération des traitements biologiques, etc. Etudier le recyclage des eaux usées pour l'irrigation dans les stations implantées dans des zones de production agricole afin d'alimenter un réseau d'arrosage à partir des eaux usées (La Saulce, Tallard, Neffes, Vitrolles, Jarjayes, etc ...).	Schéma Directeur d'Eau Potable, Schéma Directeur d'Assainissement	CAGTD
Systématiser une gestion des eaux pluviales favorisant la récupération et le stockage des eaux, leur infiltration et la réduction de leur contribution au risque d'inondation.		

Action envisagée	Document, plan liés	Mise en œuvre
Limiter l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols en lien avec les documents d'urbanisme (PLU et SCoT du Gapençais) Réaliser des aménagements urbains perméables compatibles avec l'infiltration. Favoriser la récupération d'eaux pluviales par les particuliers ou les entreprises et son utilisation en substitution de l'eau potable. Suite à la consultation des maires en septembre, une commune envisage de participer à l'achat de récupérateur d'eaux pluviales par des particuliers. Suite à la sollicitation de la Direction de la Cohésion urbaine, au titre du PRU du Haut-Gap, l'aménagement projeté devrait permettre de réduire les surfaces imperméabilisées en privilégiant dans l'aménagement les surfaces végétalisées ainsi que des surfaces de stationnement aérien intégrant des systèmes d'infiltration des eaux de pluies.	Programme de Gestion des Milieux Aquatiques, Avis sur les PLU des communes	CAGTD et communes
Poursuivre et intensifier le développement des projets de solaire photovoltaïque sur le territoire		
Développer le photovoltaïque sur les bâtiments de la CA et notamment de la ville de Gap avec pour cette dernière pour objectif dès fin 2023 de compenser la facture de l'éclairage public (3,3 millions de kWh/an) par les recettes du photovoltaïque. 12 000 mètres carrés minimum de panneaux seraient installés et une très grande partie de la production photovoltaïque sera en autoconsommation collective. Du photovoltaïque est programmé par le Département pour l'aérodrome de Tallard sur 16 bâtiments (2 MWc et 3 700 000 kWh annuel pour 4,8 M€).), pour les collèges avec des installations sur 6 bâtiments existants (300 kWc et 360 000 kWh annuel, pour 400 000 €) et sur le bâtiment des Archives (54kWc, 140 000 €HT) Développer le PV sur les bâtiments de grands patrimoines publics tels que les lycées de la Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur ou le Quartier Général Guillaume du 4ème Chasseurs du Ministère de la Défense, ou encore sur les ombrières qui vont être installées sur le parking de la Polyclinique des Alpes du Sud, - Appuyer les projets privés en priorisant les terrains déjà artificialisés, comme souhaité par le Conseil Régional : centrale photovoltaïque sur le site de l'ancienne décharge de la Garde. Systématiser l'intégration du PV dans les bâtiments neufs et les parkings (en cohérence avec les art. 45 et 47 de la Loi Energie-Climat) : s'appuyer sur le PLU et le règlement des zones pour déterminer les zones les plus favorables d'implantation de PV, etc. Dans l'existant, étudier systématiquement le PV pour les grandes toitures et espaces sans usage concurrent : intégrer dans les documents d'urbanisme l'obligation d'une étude du potentiel PV pour les projets de grande envergure par exemple.		CAGTD, Département, Région et/ou opérateur privé.
Déployer les EnR thermiques solaire et géothermie		
Envisager le solaire thermique pour la production d'eau chaude de bâtiments et d'équipements de la CA ou des communes volontaires (crèches, piscines, gymnases, cuisines...) et réaliser les études de faisabilité permettant d'éclairer le choix. Envisager le recours à la géothermie pour les besoins en froid et en chaleur de bâtiments et d'équipements de la CA ou des communes volontaires (écoles, crèches, piscines, gymnases, cuisines...) et réaliser les études de faisabilité permettant d'éclairer le choix. Faciliter, par le droit des sols et les autorisations d'urbanisme, la pose d'installations solaires thermiques sur les bâtiments neufs ou existants, dans le respect des paysages. Apporter aux particuliers les informations et conseils utiles au choix des meilleures solutions, notamment lors des dépots de permis de construire Etudier la pertinence d'aides locales complémentaires à celles de l'Etat pour augmenter le taux de concrétisation des projets portés par les particuliers.		Multiple
Développer la capacité de production de biogaz du territoire		

Action envisagée	Document, plan liés	Mise en œuvre
Construire deux unités de méthanisation sur le territoire (une pour les déchets, une pour les boues de la station) avec un objectif de production de l'ordre de 6 millions de kWh par an. Etudier la méthanisation des boues de STEP via une analyse fine du potentiel de méthanisation de chacune des 17 STEP du territoire. Selon les premiers éléments d'étude, le débit de biométhane qui pourrait être généré est évalué à environ 10 Nm3/h et une cogénération d'une puissance d'environ 45 kW serait envisageable. Cette possibilité est actuellement à l'étude. Identifier et mobiliser les porteurs potentiels de méthanisation agricole ; une convention entre la Chambre d'Agriculture, GRDF et la Ville de Gap sera signée le 12 juillet 2022. Cette convention a pour objectif d'informer et de mobiliser les agriculteurs du territoire afin qu'ils puissent prendre part au projet ainsi que transmettre une description de leurs gisements méthanisables. Identifier les points d'injection possible sur le réseau gaz, en collaboration avec GRDF afin d'affiner les possibilités d'implantation d'installations de méthanisation (en tenant compte des dernières dispositions réglementaires (extension du droit d'accès du biogaz aux réseaux de gaz aux producteurs de gaz renouvelables, d'hydrogène bas carbone et de gaz de récupération mis en place par l'article 49 de la loi Energie-Climat). Anticiper l'obligation de tri des biodéchets et étudier la création d'une unité de traitement par méthanisation		CAGTD
Augmenter le recours au bois-énergie (installations individuelles)		
Identifier les bâtiments pouvant passer au bois-énergie : par exemple en identifiant les logements dont les équipements de chauffage sont défaillants/anciens et /ou chauffés au fioul, au Gaz naturel ou autres solutions carbonées, etc. Accompagner les propriétaires de bâtiments dans le changement de systèmes en lien avec le guichet unique Animer la filière Bois-énergie locale : sensibilisation des acteurs du bois-énergie, informer le grand public sur les solutions disponibles et viables, etc. Mettre en place une concertation entre EPCI voisins dépendants potentiellement des mêmes ressources		CAGTD, articuler avec l'action n°3
Diversifier le mix énergétique local et déployer les réseaux de chaleur renouvelables, notamment à base de bois énergie, de cogénération et de chaleur fatale		
Systématiser les études pour la réalisations/l'extension de réseaux de chaleur lors des aménagement urbains (ZAC, ZAE, équipements d'envergure …) en intégrant les bâtiments avoisinants. Identifier les bâtiments et équipements communaux et intercommunaux (en associant éventuellement les administrations et les bailleurs sociaux) pouvant faire l'objet de micro-réseaux de chaleur à l'aide d'une étude de potentiel. Identifier les potentiels de cogénération sur le territoire soit un travail sur l'approvisionnement en biomasse et une analyse fine de la valorisation micro-locale de la chaleur par exemple pour séchage, serres, eau chaude sanitaire, chauffage urbain...		CAGTD, communes
Faire émerger des filières en développement		
Faire connaître les initiatives du territoire en matière d'innovation Mettre en place une veille sur les nouvelles filières de productions d'énergie Identifier les conditions favorables pour l'émergence et l'accueil de nouvelles filières Définir et mettre en place une stratégie d'accueil Envisager la réponse à un AMI / AAP national comme par exemple l'AAP "système énergétiques - Villes et Territoires Durables" porté par l'ADEME ou l'AMI "Développement territorial EnR&R thermiques" de la direction régionale de l'ADEME.		CAGTD, ville de Gap

Le PLU de Tallard **devra prendre en compte** les actions du PCAET traduisibles dans le PLU et sur lesquelles la commune à la possibilité de les mettre en œuvre.

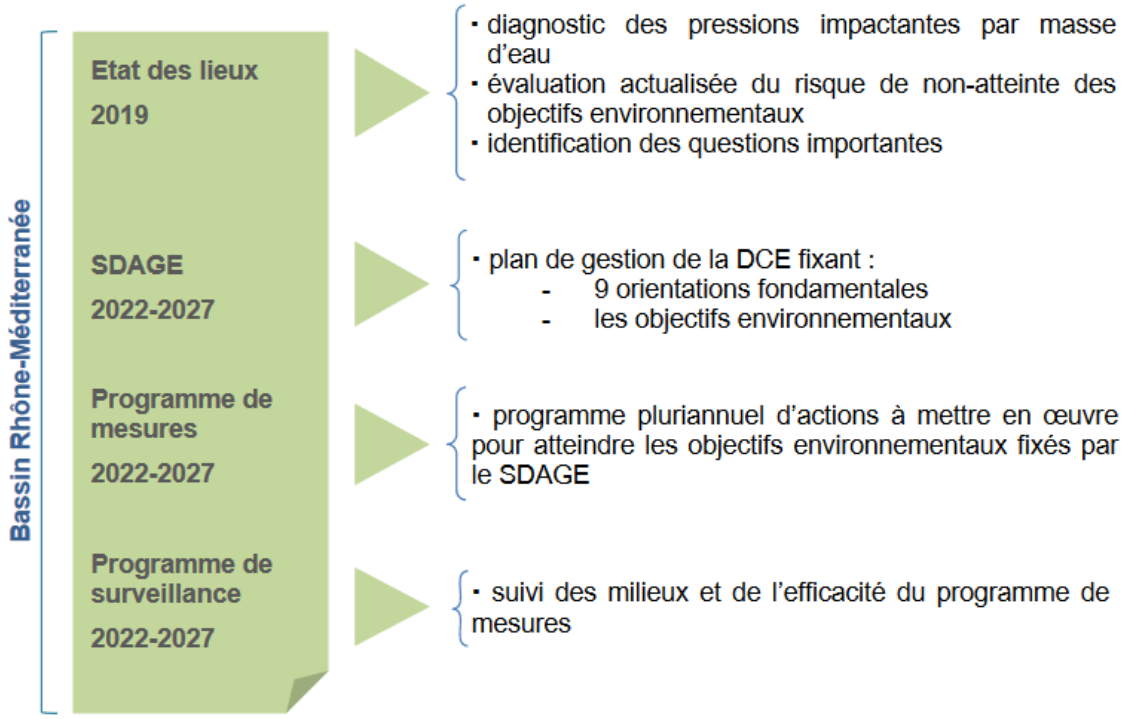
3.4. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) RHONE-MEDITERRANEE 2022-2027

Créé par la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est un document de planification élaboré à l'échelle de chaque grand bassin hydro géographique français. Il constitue un outil de gestion prospective et de cohérence qui définit les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau à leur échelle, les objectifs de quantité et de qualité des eaux conformément à la Directive Cadre sur l'Eau ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre.

La commune de Tallard est concernée par le **schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027**, approuvé le 21 mars 2022.

Les documents d'urbanisme tels que les schémas de cohérence territoriale (SCoT), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), cartes communales, doivent être **compatibles** avec les orientations fondamentales et avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Pour atteindre ses objectifs environnementaux, la directive-cadre sur l'eau préconise la mise en place d'un plan de gestion.



Mise en œuvre du SDAGE

Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

Le bassin Rhône-Méditerranée est constitué de l'ensemble des bassins versants des cours d'eau s'écoulant vers la Méditerranée et du littoral méditerranéen. Il couvre, en tout ou partie, 5 régions et 29 départements. Il s'étend sur 121 600 km², soit près de 20 % de la superficie du territoire national. Les ressources en eau sont relativement abondantes comparées à l'ensemble des ressources hydriques de la France (réseau hydrographique dense et morphologie fluviale variée, richesse exceptionnelle en plans d'eau, forte

présence de zones humides riches et diversifiées, glaciers alpins, grande diversité des types de masses d'eau souterraine). Cependant, de grandes disparités existent dans la disponibilité des ressources selon les contextes géologiques et climatiques, une partie des territoires du sud-est de la France présente de manière chronique un déséquilibre entre l'eau disponible dans le milieu naturel et les prélèvements effectués que ce soit pour l'eau potable, l'agriculture ou l'industrie

Le plan local d'urbanisme se doit de respecter les 9 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques édictées par le SDAGE :

0 - S'adapter aux effets du changement climatique

1 - Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

2 - Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradations milieux aquatiques

3 - Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau

4 - Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux

5 - Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la sante

5 a) Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle

5 b) Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques

5 c) Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses

5 d) Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles

5 e) Evaluer, prévenir et maitriser les risques pour la santé humaine

6 - Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides

6 a) Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques

6 b) Préserver, restaurer et gérer les zones humides

6 c) Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau

7 - Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

8 - Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Le plan local d'urbanisme doit également respecter les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Tallard appartient aux sous-bassins Moyenne Durance amont et Affluents moyenne Durance Gapençais, pour lequel le SDAGE détaille **pour les eaux superficielles**, les pressions dont l'impact est à réduire significativement.

Moyenne Durance amont - DU_13_12		
Pression dont l'impact est à réduire significativement		**Objectifs environnementaux visés**
Prélèvements d'eau		
RES0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver la ressource en eau	BE
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
Altération du régime hydrologique		
RES0201	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture	BE
RES0202	Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités	BE
RES0801	Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau	BE
Altération de la morphologie		
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
MIA0303	Coordonner la gestion des ouvrages	BE
Altération de la continuité écologique		
MIA0302	Supprimer un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE

Affluents moyenne Durance Gapençais - DU_13_16		
Pression dont l'impact est à réduire significativement		**Objectifs environnementaux visés**
Pollutions par les nutriments urbains et industriels		
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0402	Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0502	Equiper une STEP d'un traitement suffisant hors Directive ERU (agglomérations >=2000 EH)	BE
Pollutions par les pesticides		
AGR0303	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE SUB
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)		
ASS0201	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement	BE SUB
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	BE SUB
Prélèvements d'eau		
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE
Altération du régime hydrologique		
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE
Altération de la morphologie		
MIA0101	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques	BE
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0601	Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide	BE
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE
Altération de la continuité écologique		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE

Mesures relatives aux eaux superficielles des sous-bassins Moyenne Durance amont et Affluents moyenne Durance Gapençais - Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 – programme de mesure

Le PLU de Tallard devra donc démontrer sa compatibilité avec les orientations fondamentales du SDAGE.

3.5. LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

Élaboré à l'échelle des bassins hydrauliques ou groupements de bassins, le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) vise à prévenir et gérer les risques d'inondation en définissant les priorités stratégiques à l'échelle de grands bassins hydrographiques. Il fixe des grands objectifs en matière de gestion des risques d'inondation et les objectifs propres à certains territoires à risque d'inondation important (TRI).

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée a été approuvé le 21 mars 2022 pour la période 2022-2027.

Le PLU de Tallard doit être **compatible** avec les objectifs du document actuellement opposable, qui sont les suivants :

1. Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation ;
2. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ;
3. Améliorer la résilience des territoires exposés ;
4. Organiser les acteurs et les compétences ;
5. Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.

Tallard ne fait pas partie de territoires à risque : ce de fait, la commune n'est pas concernée par des objectifs et dispositions pour les TRI (partie opposable aux stratégies locales).

3.6. LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE DE PACA

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est un schéma élaboré à l'échelle régionale par la Région et par l'Etat, en concertation avec les acteurs du territoire. Il vise à créer une **trame verte et bleue**, afin d'enrayer la perte de biodiversité, préserver et remettre en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines.

Le SRCE de PACA a été adopté par délibération du Conseil régional en date du 17 octobre 2014, et par arrêté préfectoral du 26 novembre 2014. Il est maintenant directement intégré dans le SRADDET PACA, comme le mentionne l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 approuvant le SRADDET ;

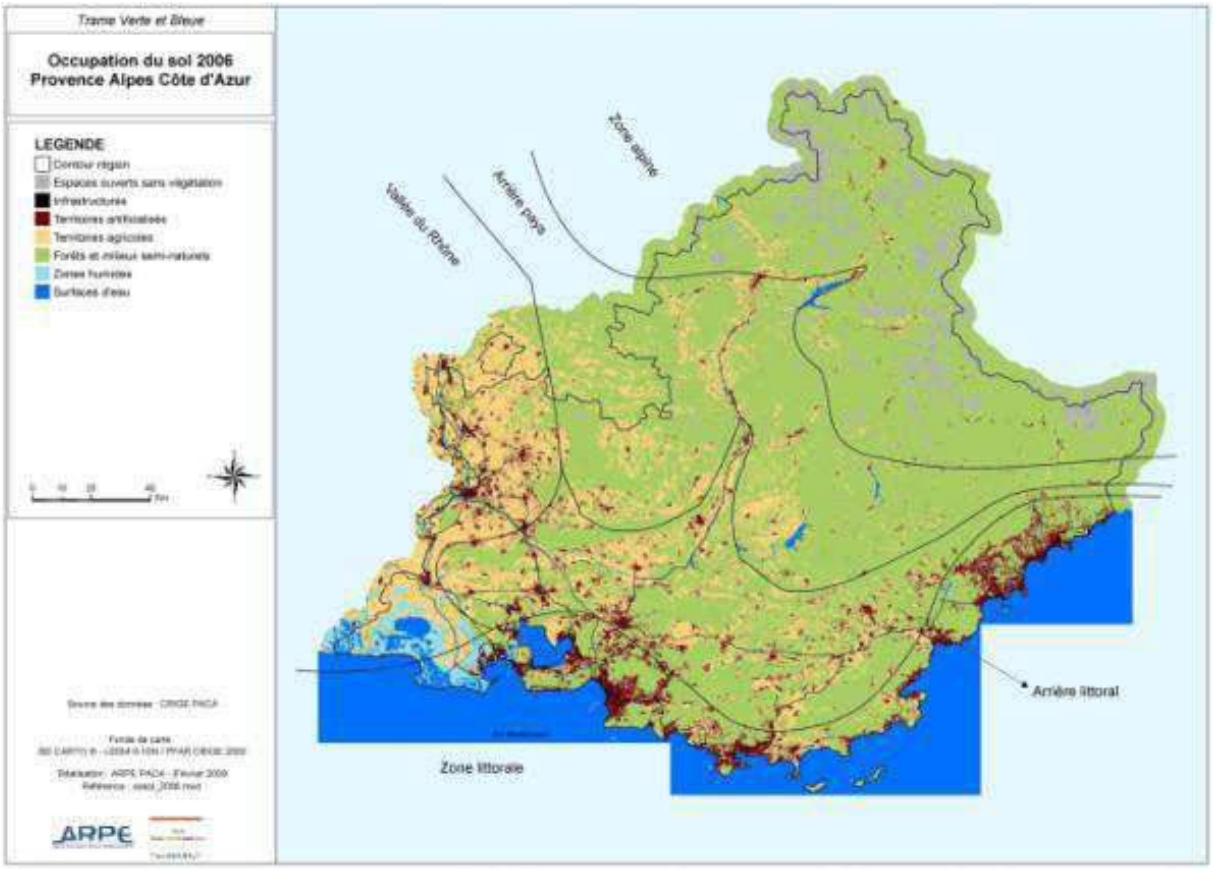
« Article 2. Le SRADDET de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur se substitue aux schémas sectoriels existants suivants : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT), schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), schéma régional de cohérence écologique (SRCE), plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).

Article 3. À la date de publication du présent arrêté, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) et le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) sont abrogés, en application du dernier alinéa de l'article L.4251-7 du code général des collectivités territoriales ».

Le SRADDET a intégré le SRCE et l'a notamment annexé.

Néanmoins le code de l'urbanisme stiple à l'article L131-1 que le SCoT doit prendre en compte les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L. 371-3 du

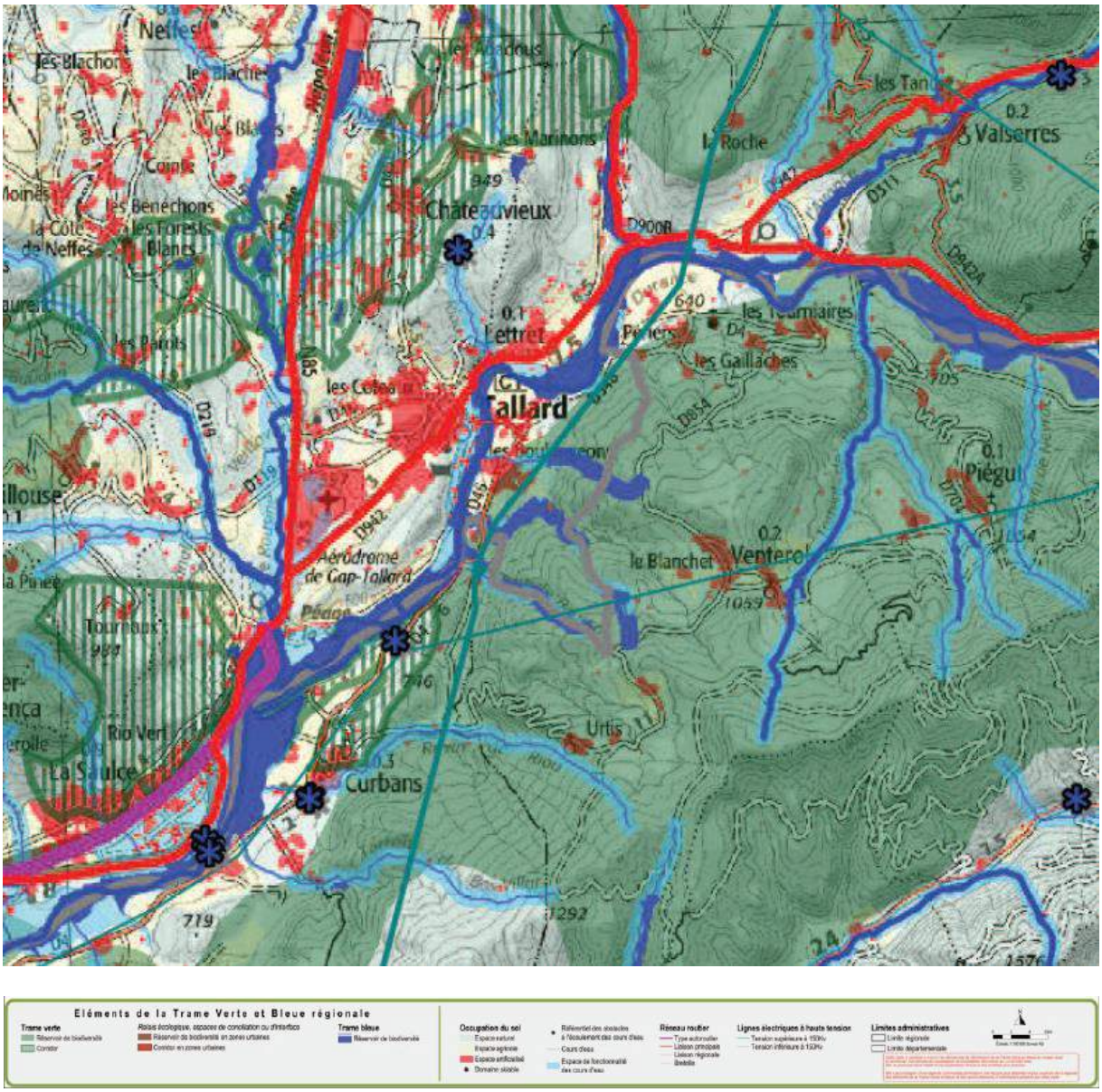
code de l'environnement. Le SRCE étant postérieur à l'approbation du SCoT du Gapençais, le PLU démontrera la prise en compte de ce document.



5 secteurs de la région PACA identifiés dans le cadre du projet « Trame Verte et Bleue PACA » - Source : SRCE

Tallard est localisée dans zone définie comme « arrière-pays » (carte ci-dessus).

Ce secteur est dominé par des espaces naturels (des grands massifs) à naturalité importante et encore fonctionnels. La pression majeure est localisée autour de la vallée de la Durance, avec des zones de rupture au niveau des confluences, comme celles du Verdon par exemple.
Les zones de piémonts, à l'interface entre les massifs et les plaines alluviales, constituent globalement des secteurs à enjeu de connectivite vu leur importance écologique et la pression foncière qui pèse sur eux. Comme pour les espaces arrière-littoraux, cette pression foncière y remonte du littoral par les grandes vallées et le long des axes de communication.
L'arrière-pays est par ailleurs affecté par le retrait d'une agriculture extensive garante du maintien de l'ouverture des milieux. Dans ce contexte, les pelouses et garrigues laissent progressivement la place aux habitats préforestiers et sont souvent réduites à de faibles surfaces et isolées.
Globalement, en dehors d'un axe durancien plus intensivement soumis aux aménagements, cette zone est marquée par le cumul des petites pressions (projets d'énergie renouvelables, etc.).
Au niveau communal, des éléments de trame verte et bleue (TVB) plus fins apparaissent, auxquels des objectifs sont assignés (voir carte ci-dessous).



Objectifs assignés de la Trame Verte et Bleue régionale - Source : SRCE PACA

Les orientations du SRCE PACA sont les suivantes (*Source : SRCE, Comment l'intégrer dans mon document d'urbanisme ?*) :

Orientations	Actions
Grande orientation stratégique 1 (GOS1) ***Agir en priorité sur la consommation d'espace par l'urbanisme et les modes d'aménagement du territoire pour la préservation des réservoirs de biodiversité et le maintien de corridors écologiques.***	ACTION 1. Co-construire la Trame Verte et Bleue à l'échelle des documents d'urbanisme SCoT, PLU, PLUI, cartes communales (ACT1)
	ACTION 2. Maîtriser une urbanisation pour des modes de vie plus durables (ACT2)
	ACTION 3. Transcrire dans les documents d'urbanisme les objectifs de préservation et de remise en état des continuités grâce aux sous-trames identifiées dans le SRCE (ACT3)
	ACTION 4. Développer de nouvelles formes urbaines et gérer les espaces de respiration (ACT4)
	ACTION 5. Mettre en cohérence et assurer la continuité dans le temps des politiques publiques territoriales (ACT5)
	ACTION 6 : Mettre en œuvre le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau Rhône Méditerranée (SDAGE RM) (ACT6)
	ACTION 7. Restaurer les fonctionnalités naturelles des cours d'eau (ACT7)
	ACTION 8. Concevoir et construire des projets d'infrastructures et d'aménagement intégrant les continuités écologiques (ACT8)
	ACTION 9. Assurer une gestion des infrastructures et des aménagements compatibles avec les enjeux de préservation des réservoirs de biodiversité (ACT9)
	ACTION 10. Améliorer la transparence des infrastructures linéaires existantes (ACT10)
Grande Orientation stratégique 2 (GOS2) ***Maintenir du foncier naturel, agricole et forestier et développer des usages durables au***	ACTION 11. Mettre en œuvre une animation foncière territoriale pour une mobilisation ciblée des outils fonciers (ACT11)
	ACTION 12. Assurer la cohérence des politiques publiques en faveur de la biodiversité (ACT12)
	ACTION 13. Valoriser les fonctionnalités écologiques potentielles de l'agriculture (ACT13)

regard des continuités écologiques	ACTION 14. Développer et soutenir des pratiques forestières favorables aux continuités écologiques (ACT14)
Grande Orientation stratégique 3 (GOS3) ***Développer les solutions écologiques de demain en anticipant sur les nouvelles sources de fragmentation et de rupture***	ACTION 15. Développer les connaissances et l'organisation des données (ACT15)
	ACTION 16. Ouvrir le champ de la recherche, du développement et de l'expérimentation sur de nouvelles solutions (ACT16)
	ACTION 17. Accroître les compétences par la création d'outils et développer un " réflexe" de prise en compte systématique de la biodiversité et de la question des fonctionnalités (ACT17)
	ACTION 18. Créer des modes opératoires « facilitants » pour les porteurs de projets d'infrastructure et d'aménagement (ACT18)
	ACTION 19. Valoriser, accentuer et développer positivement le rôle des aménagements et ouvrages dans leurs fonctions favorables à la biodiversité (ACT19)
Grande orientation stratégique 4 (GOS4) ***Restaurer, protéger et développer une trame d'interface terre-mer dont le fonctionnement semble directement lié à la création ou à la conservation de réservoirs de biodiversité littoraux ou marins***	

Les actions 1 à 4 (ACT 1 à 4) ne sont pas géolocalisées, mais elles proposent des modes de faire et d'élaboration des documents d'urbanisme qui assurent une meilleure intégration et prise en compte des continuités écologiques et des services qu'elles rendent. Elles visent à la fois la médiation, la concertation et les outils du code de l'urbanisme pouvant être mobilisés pour préserver les continuités écologiques à la fois en milieu rural, périurbain et urbain.

Les actions 6, 7 et 10 (ACT6, 7, 10), si elles ne s'adressent pas directement aux collectivités dans le cadre de l'élaboration de leur document d'urbanisme, doivent néanmoins être prises en compte. Elles indiquent des territoires de projet de restauration pour lesquels il existe des enjeux de cohérence à assurer au niveau de l'aménagement du territoire. Si des opérations de restauration de continuités sont mises en œuvre sur un ou plusieurs espaces présents dans le territoire de la ou les collectivités, les projets d'aménagement prévus dans le document d'urbanisme ne doivent pas mettre en péril leur pérennité. Au contraire, elles doivent pouvoir assurer le maintien et conforter la fonctionnalité des continuités aux abords des zones de restauration. Il en est de même si ces opérations n'en sont qu'à l'état de projet, le document d'urbanisme ne doit pas venir s'opposer à ces opérations et doit en tenir compte. La collectivité peut dans ce cas devenir partenaire de l'initiative de restauration et se mobiliser pour assurer la cohérence territoriale, voire la gestion de ces espaces.

Les actions des orientations 2 et 3 (GOST2 et 3) sont importantes pour assurer le bon état des continuités écologiques, mais elles ne dépendent pas directement des documents d'urbanisme. Elles doivent s'appuyer sur des actions parallèles à la planification et ne sont pas de la seule responsabilité de la collectivité. D'autres outils territoriaux doivent prendre le relais en complémentarité (Agenda 21, ZAP, PAEN, chartes forestières…). Certains d'entre eux peuvent être à l'initiative de la collectivité dans son rôle d'animateur de territoire.

La grande orientation stratégique 4 (GOST4) se réfère à une démarche en cours, pour laquelle les collectivités littorales sont associées par un autre biais et qui ne s'appuie pas directement sur les documents d'urbanisme.

Les documents cartographiques fournis (voir cartes ci-dessous) situent une bonne partie du territoire de Tallard au sein de réservoirs de biodiversité à remettre en état ou à préserver. Dans ce cas, le document « SRCE, Comment l'intégrer dans mon document d'urbanisme ? » précise :

« …des communes peuvent être situées entièrement dans un réservoir ou un corridor écologique. Dans ce cas, ***le choix des zonages revient aux collectivités*** *qui mettent en place leur document d'urbanisme.*

Cette couverture totale ou quasi-totale *par un réservoir de biodiversité ou un corridor écologique régional permet à la collectivité de prendre conscience du rôle qu'elle joue dans l'organisation spatiale de ces grandes continuités écologiques. Sa responsabilité est alors de permettre une relative transparence de son territoire sans renoncer à ses possibilités de développement, qui devront être situées et conçues de telle façon que la grande continuité régionale n'en souffre pas et puisse toujours être fonctionnelle. Si par ailleurs, il se trouve que cette grande continuité a un objectif de remise en bon état, la ou les collectivités doivent alors y participer.*

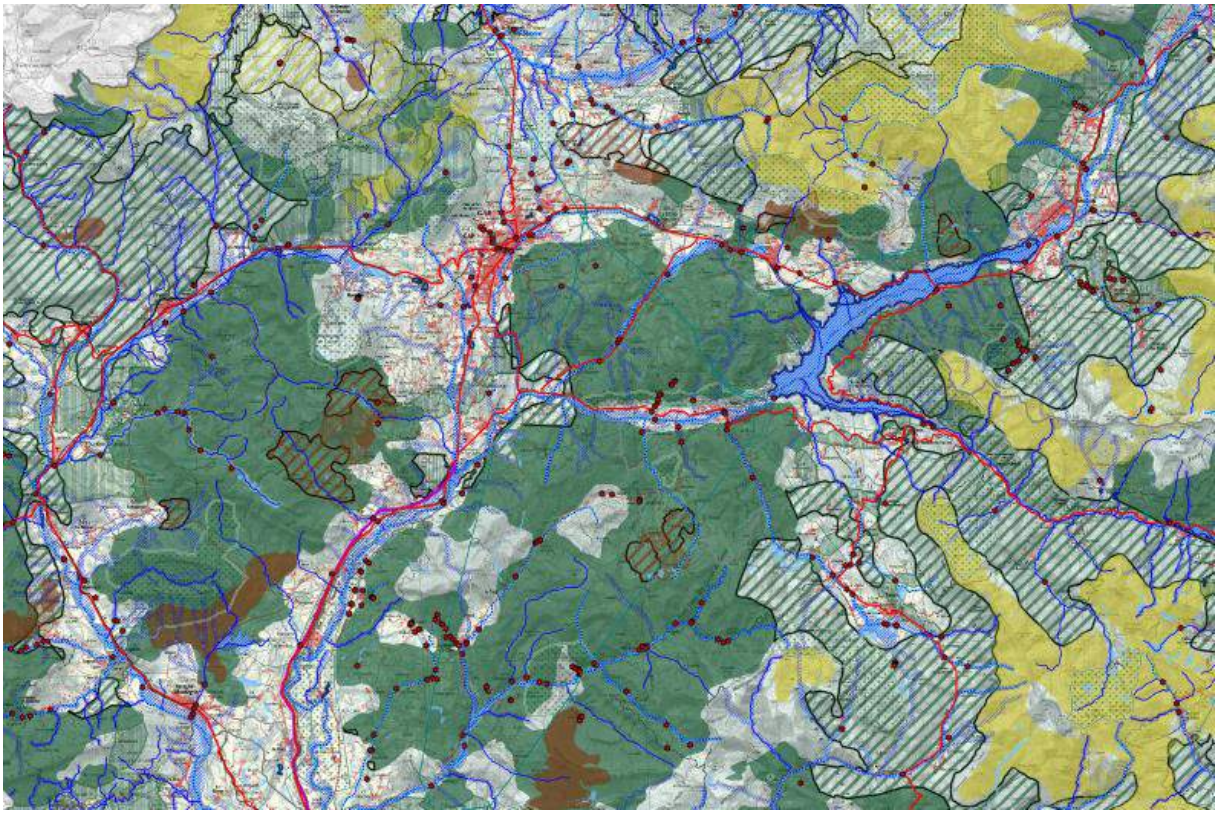
Dans le cadre du document d'urbanisme, cette action vise d'abord à ne pas entraver la possibilité de remise en bon état par la création de coupures supplémentaires dont les impacts ne pourraient pas être réduits, voire compensés. Bien souvent, d'autres outils que le document d'urbanisme doivent servir de relais pour la mise en place d'actions physiques de remise en bon état (restauration écologique, génie civil tels que des éco-ponts, gestion adaptée des espaces agricoles et forestiers…). Ces relais peuvent être de la compétence de la collectivité ou pas.

Le plan de zonage doit être cohérent avec les enjeux locaux et en concertation avec les acteurs locaux. Un affinage des délimitations et des objectifs donnés par le SRCE s'impose de fait pour une application locale.

- *Si le réservoir contient une* ***zone urbanisée****, il convient de prendre en compte l'existant et* ***d'adapter le plan de zonage*** *avec discernement et de proposer une zone U à cet endroit.*

- *Pour les* ***zones d'extension urbaine****, il s'agit pour la commune d'intégrer à son zonage le* ***maintien de continuités écologiques*** *par l'identification graphique d'éléments naturels à conserver, à l'intérieur et en périphérie d'une zone AU, ou par des prescriptions spécifiques insérées dans le règlement ou les OAP qui s'imposeront lors de l'ouverture à l'urbanisation.*

- *Dans le cas de figure où **un corridor recouvre tout ou partie d'une commune**, le PLU pourra identifier les secteurs intéressants sur le plan écologique et contribuant à la fonctionnalité écologique du corridor (haies, zones humides, etc.) sur la base de la prise en compte de l'usage actuel des sols ».*



Objectifs assignés à la TVB – Source SRCE PACA

Sur les cartographies, on voit également apparaître des zones blanches. Dans ce cas, le document « SRCE, Comment l'intégrer dans mon document d'urbanisme ? » précise :

« Lors de la réalisation du SRCE PACA, la démarche a consisté à élaborer un document à une échelle régionale et par conséquent de vastes secteurs de la carte peuvent apparaître en blanc. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas à l'échelle locale des enjeux de continuités écologiques. Ce défaut d'information est lié essentiellement à l'échelle

imposée au SRCE et à la méthode d'identification des éléments de la TVB régionale, mais aussi au niveau d'opposabilité devant laisser une marge de manœuvre aux territoires.

Cependant, dans ces zones blanches, des continuités écologiques peuvent être présentes. En effet, elles peuvent correspondre à un réseau TVB plus distendu, ou plus fin et non perceptible à l'échelle du SRCE. Il se peut également que la qualité des milieux ne soit pas satisfaisante pour assurer des fonctionnalités écologiques.

Le diagnostic écologique local pourra très bien à son niveau définir des éléments de TVB ».

Dans le cas de Tallard, le SRCE PACA n'impose donc pas de contraintes spécifiques mais invite à intégrer une réflexion sur la TVB à l'échelle de la commune en prenant en compte les réflexions menées à l'échelle régionale.

Le PLU de Tallard devra donc prendre en compte le SRCE PACA.

3.7. LA LOI « MONTAGNE » N°85-30 DU 9 JANVIER 1985 MODERNISEE PAR LA LOI N°2016-1888 DU 28 DECEMBRE 2016

La montagne joue un rôle écologique irremplaçable de réservoir agricole, hydrologique, de biogénétique et de sylviculture. C'est pourquoi, la loi montagne a été mise en place pour lutter contre les agressions nombreuses que les espaces de montagne peuvent subir.

La loi montagne est issue de la loi n°85-30 du 9 janvier 1985, qui a été « modernisée » par la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de « modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne ». La loi Montagne relative au développement et à la protection de la montagne tente d'établir un équilibre entre le développement et la protection de la montagne.

A cet effet, la liste de ces objectifs est la suivante :

- faciliter l'exercice de nouvelles responsabilités par les collectivités et les organisations montagnardes dans la définition et la mise en œuvre de la politique de la montagne et des politiques de massifs,
- engager l'économie de la montagne dans des politiques de qualité, de maîtrise de filière, de développement de la valeur ajoutée et rechercher toutes les possibilités de diversification,
- participer à la protection des espaces naturels et des paysages et promouvoir le patrimoine culturel ainsi que la réhabilitation du bâti existant,
- assurer une meilleure maîtrise de la gestion et de l'utilisation de l'espace montagnard par les populations et collectivités de montagne,
- réévaluer le niveau des services en montagne, assurer leur pérennité et leur proximité par une généralisation de la contractualisation des obligations.

En France, la loi montagne définit les zones de montagne comme étant des communes ou parties de communes où l'utilisation de l'espace implique des investissements onéreux dus :

- soit à des conditions climatiques très difficiles dues à l'altitude,
- soit à la présence, à une altitude moindre, dans la majeure partie du territoire, de fortes pentes telles que la mécanisation ne soit pas possible ou nécessite l'utilisation d'un matériel très onéreux,
- à la combinaison des deux facteurs.

Chaque zone est délimitée par un arrêté ministériel. La loi reconnaît 7 massifs en France : Jura, Vosges, Alpes du Nord, Alpes du Sud, Corse, Massif central et Pyrénées. Différents dispositifs de la loi Montagne participent à la protection du patrimoine naturel et culturel :

- en définissant une spécificité naturelle et culturelle propre à chaque massif et en la valorisant,
- en maîtrisant l'urbanisme : construction en continuité ou en hameau nouveau intégré, non constructibilité dans certain cas,
- en maîtrisant et en contrôlant le développement touristique grâce à la création d'UTN (Unité Touristique Nouvelle).

La commune de Tallard appartenant au massif des Alpes du Sud, est ainsi soumise à la loi Montagne qui a techniquement été intégrée au SCoT de l'Aire Gapençaise.

Néanmoins, ce document ne propose pas d'analyse spécifique du principe d'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants (L122-5 du CU).

Des précisions sur l'interprétation de la Loi Montagne sont donc proposées dans cette partie, qui complète donc l'analyse du SCOT.

3.7.1 *DEFINITION DE BOURGS, VILLAGES, HAMEAUX, GROUPES DE CONSTRUCTIONS TRADITIONNELLES OU D'HABITATIONS EXISTANTS*

La définition des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants permet d'identifier des secteurs à partir desquels une extension de l'urbanisation sera possible.

En cas d'étude démontrant la compatibilité de l'urbanisation avec les grands objectifs de protection (agriculture, paysage, milieux naturels et risques), une exception à la règle de continuité peut être cependant admise.

Plusieurs guides, et de nombreuses jurisprudences ont été établies sur l'application de la loi Montagne ce qui nous permet aujourd'hui d'avoir une vision plus précise de son application.

NOTIONS ET CRITERES	Eléments d'analyse (JURISPRUDENCE)	Références
	CONTINUITE	
Distance	Pas de continuité : distance de 80 m entre le terrain et les constructions existantes	CAA Lyon 13 juill. 1993, n°92.898 Commune Alex – Haute Savoie
	Pas de continuité : distance de 80 m entre cinq bâtiments	CAA Lyon du 18 fév. 1997, n°95.5
	Pas de continuité : distance de 250 m du hameau le plus proche	CAA Bordeaux, 9 févr. 2006, n° 02BX01702
	Pas de continuité : distance de 1.5 Km du groupe d'habitations le plus proche	TA Clermont-Ferrand 11 mai 1990, n° 89.424
	Pas de continuité : distance de 80 m de la maison la plus proche du hameau	- TA Grenoble 23 mai 1990, n° 88.36188 - CAA Lyon 18 févr 1997 Cne de Combloux
	Pas de continuité: distance de 40 m, 53 m et 70 m entre le terrain et les habitations les plus proches	TA 2 nov. 2006, Esparron FA
	Pas de continuité : distance de 800 m du centre du bourg	CA Marseille 28 juin 2001, n°98.353
	Pas de continuité : terrains supportant 8 constructions mais distantes de la construction autorisée de 50 m pour 2 d'entre elles, et de 70 à 100 m pour les autres	TA 19 janv 2006
	Pas de continuité : terrain situé à 750 m du village	CAA Marseille 9 Oct. 2003, Baillard, n° 90 440
	Pas de continuité : la zone est située à 200 m du village	CAA marseille 21 déc. 20000, n° 97.11399
	Pas de continuité : éloignée de 75 m d'un compartiment de terrain	CAA Lyon 15 mars 1994, Brunet, n°93 559
	Pas de continuité : terrain situé à 100 m du hameau le plus proche	CAA Lyon 11 mars 1997, cne de Saint-Gervais
	Pas de continuité : terrain distant de 40 à 60 m de 3 constructions, séparées les unes des autres de 40 à 60 m	TA 4 jenv 2007, cne Esparron
Coupure naturelle	Pas de continuité : parcelle agricole séparée de la zone urbanisée par un ruisseau	TA Grenoble 30 juin 1992, n°90.2440 CCA Bordeaux, 17 janv 2002, Isbal, n°99BX00487
	Pas de continuité : présence d'un château entre la zone urbanisée et la parcelle	TA Grenoble 30 juin 1992, n°92.898
	Pas de continuité : parcelle entourée d'un mur de pierres	CAA Lyon, 15 mars 1994, Brunet, n° 93LY00559
	Pas de continuité : terrain séparé par un ravin des constructions les plus groupées	TA du 4 janv 2007
	Pas de continuité : parcelles non construites comportant des boisements importants	CA Marseille 28 juin 2001, n°98.353
	Pas de continuité : hameau séparé par des espaces non construits	CAA Marseille déc. 2000, n°97.11399 CAA, Lyon, 18 déc. 2003, Haute-Savoie, n°00LY02697
Constructions et habitations voisines	Pas de continuité : Autorisation de construire délivrée pour les parcelles voisines est sans incidence et ne justifie pas la continuité	CAA Lyon du 13 juill., n°92.898
	Pas de continuité : proximité d'un lotissement ou d'une ZAC n'induit pas une continuité par rapport au village	CAA Marseille déc. 2000, n°97.11399
	Continuité : terrain situé dans un lieu-dit et à proximité d'une commune	CE Saint-Sixt - Haute-Savoie
	Continuité : terrain situé dans une Zone Industrielle et Commerciale et à proximité d'autres bâtiments industriels	CE 28 juill 1999 n°180.467
	Continuité : 16 habitations déjà édifiées de part et d'autre du terrain	CAA Marseille 13 avril 2000, commune de Saillagouze n°9710817
	Continuité : peut s'apprécier au regard des espace urbanisés d'une commune voisine	TA Clermont-Ferrand 8 mars 1998, Commune d'Escoutoux
	Continuité : terrain situé dans le prolongement d'un petit groupe de constructions mais hors du bourg	CAA Lyon 10 juin 1997, Cne de Contamines-Monjoie
	Continuité : projet de 2 ha. complétant un projet de lotissement attenant au village	N°149.485
Topographie	Pas de continuité : distance de 80 m en contrebas du bourg,	TA Nice 3 Oct., 1996, n° 92.2626, commune de Roubion
	Pas de continuité : contrebas de la route départementale	- CCA 5 févr 2001, n°217.968 - CE 5 févr. 2001, commune Saint Gervais, n°217 796
Réseaux	Pas de continuité : parcelle desservie par les réseaux d'électricité, d'eau et d'assainissement, ne suffit	TA Nice 3 Oct., 1996, n° 92.2626,

		commune de Roubion
Coupure artificielle	Pas de continuité : situées de l'autre côté de la voie de desserte	TA Grenoble, 26 janvier 1995, (n° 94.1746
	Pas de continuité : constructions disséminées le long d'une route	CAA Lyon 18 févr. 1997, n°95.5
	Continuité : situé dans une zone industrielle, le long de la route et donnant accès à celle-ci	CE 28 juill 1999 n° 180.467
	Continuité : route nationale constitue une opération d'urbanisation et sera édifiée en continuité de l'agglomération	TA Nice 2 oct. 2000, n°00.1873
	Pas de continuité : ensemble de parcelles divisé en deux parties par une voie communale	CE 18 mai 1998, n° 163.708
	Continuité : zone UB avec une zone de constructions agglomérées le long d'une route nationale	N° 149 489 : BJDU, p.259
	Pas de continuité : situé de l'autre côté de la voie départementale desservant l'agglomération	CAA Lyon 15 mars 1994, Brunet, n° 93 559
	Pas de continuité : terrain séparé des constructions existantes par un chemin	CAA Marseille 9 Oct. 2003, Baillard, n° 90 440
	Pas de continuité : la route départementale crée une rupture de pente et une séparation dans le paysage	CA 5 fév. 2001, commune de Saint-Gervais CAA, Lyon, 18 déc. 2003, Haute-Savoie, n°00LY02697
	Ne constituent pas un groupe ...: terrain séparé par un chemin de la troisième habitation la plus proche (70 m)	TA 2 nov. 2006, Mr F...
	Ne constitue pas un groupe... : terrain séparé par un chemin des 3 habitations les plus proches (50m)	TA 2 nov. 2006, MF...
Découpage de zone UB d'un POS (règlement)	Pas de continuité : zone découpée en 10 secteurs dont 9 isolées	CE 10 mai 1995, commune de Combloux
	Continuité avec 2 autres zones urbanisées	CE 11 déc 1996, n° 161 883
Insertion paysagère et visuelle	Pas de continuité : absence de continuité visuelle	CA du 5 février 2001, n°217.798
Projet validé par un permis de construire	Projet régulier sans continuité: prise en compte des qualités architecturales des principes d'urbanisme retenus par l'aménagement d'une station de sports d'hiver	TA Grenoble, 14 mai 2002, M.Abate et autres

Extrait de jurisprudence d'application de la Loi Montagne - Source : G2C

Au regard de ces différents éléments, nous prenons ainsi comme postulat les éléments suivants :

- Les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants doivent au moins être constitués de **5 constructions à dominante d'habitation** distantes les unes des autres **d'une cinquantaine de mètres** sans coupure artificielle ou naturelle dans l'urbanisation (voir notamment critères ci-dessous) ;
- La **présence d'espaces de centralités et d'éléments de patrimoine** (par exemple, une place centrale, une fontaine, un four banal) sera un atout dans la caractérisation de ces entités (indispensable pour les villages et hameaux). Il en est de même concernant les équipements publics ;
- L'urbanisation ne pourra se réaliser **qu'en continuité de ces entités dans une limite d'environ 60m** sauf si :
    - Un élément géographique vient créer une limite naturelle telle qu'une haie, une lisière de forêt, un ruisseau, un talus, un élément de relief… ;
    - Un élément anthropique vient créer une barrière telle qu'une route ou un chemin avec une urbanisation qui n'est réalisée que d'un seul côté (ainsi, une voie de desserte interne, desservant 2 côtés déjà urbanisés n'est pas considérée comme une rupture).

Ces éléments sont confortés et affinés avec un travail de terrain (notamment pour la lecture des 50 m dans des cas limites) et la prise en compte par exemple des réseaux existants.

Ces éléments sont confortés et affinés avec un travail de terrain (notamment pour la lecture des 50 m dans des cas limites) et la prise en compte par exemple des réseaux existants.

Dans le cas de la commune de Tallard, les principaux bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants identifiés sont :

1. Le Chêne ;
2. Saint-Abdon ;
3. La Plaine/Basses Lauzes ;
4. Champ Mouton/Condamine/Galaude ;
5. Le Clos/Les Coteaux ;
6. Les Lauzes ;
7. Cité Edouard Lambert ;
8. Village historique (le long de l'Avenue du 11 Novembre) ;
9. Village historique ;
10. La Garenne ;
11. Domaine de la Durance ;
12. Les Boulangeons ;
13. Serre Long ;
14. Les Hugues ;
15. Serre Lapin ;
16. Rioupierroux.

Soit **16 entités répondant aux principes du L122-5 du CU** qui sont détaillées sur les cartes suivantes.

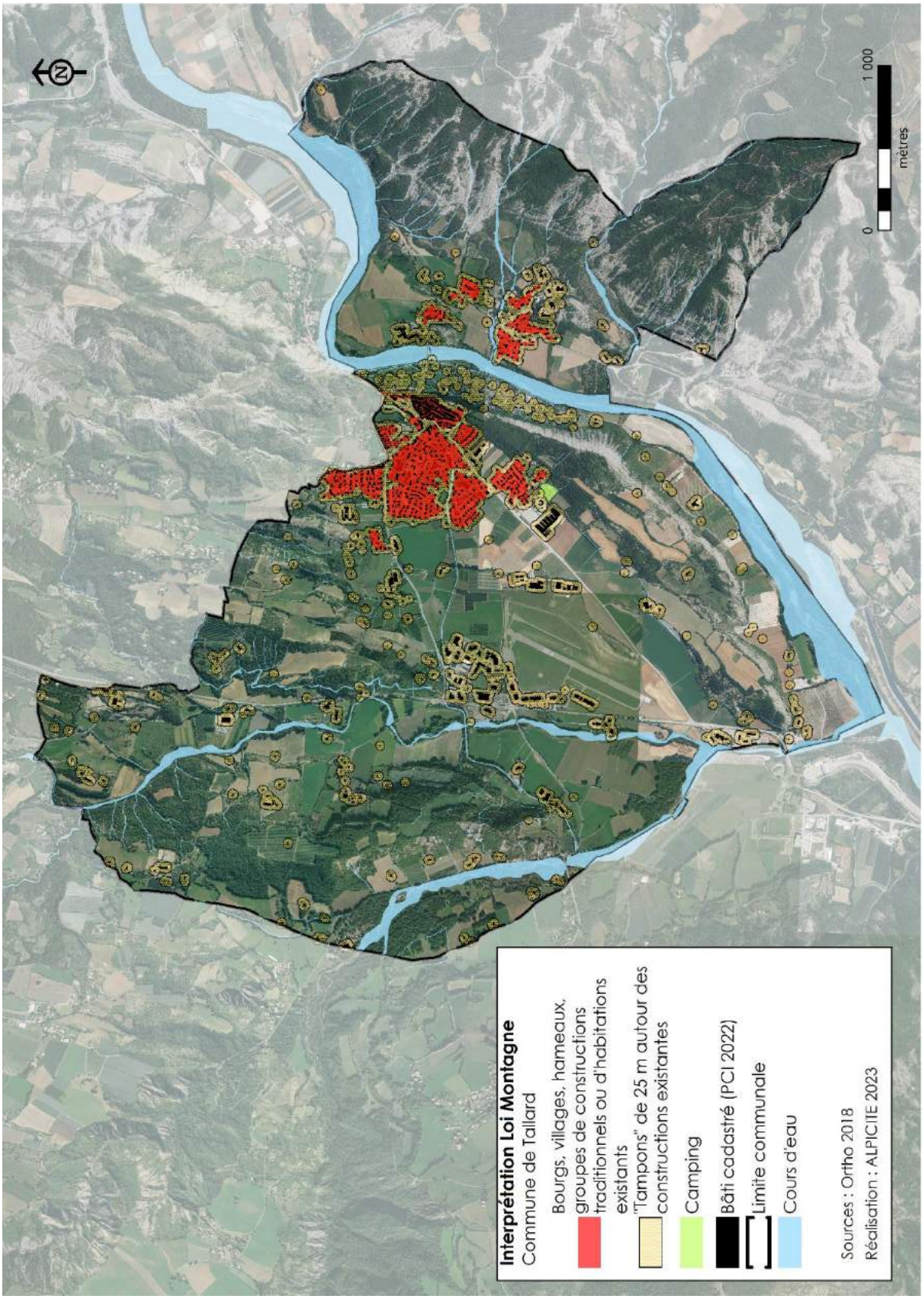
3.7.2 DES ENSEMBLES POSSEDANT UN CARACTERE URBAIN AFFIRME

L'article L122-5 du code de l'urbanisme (version en vigueur depuis le 30 décembre 2016) dont l'interprétation est réalisée ci-dessus édicte que *« L'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées. »*

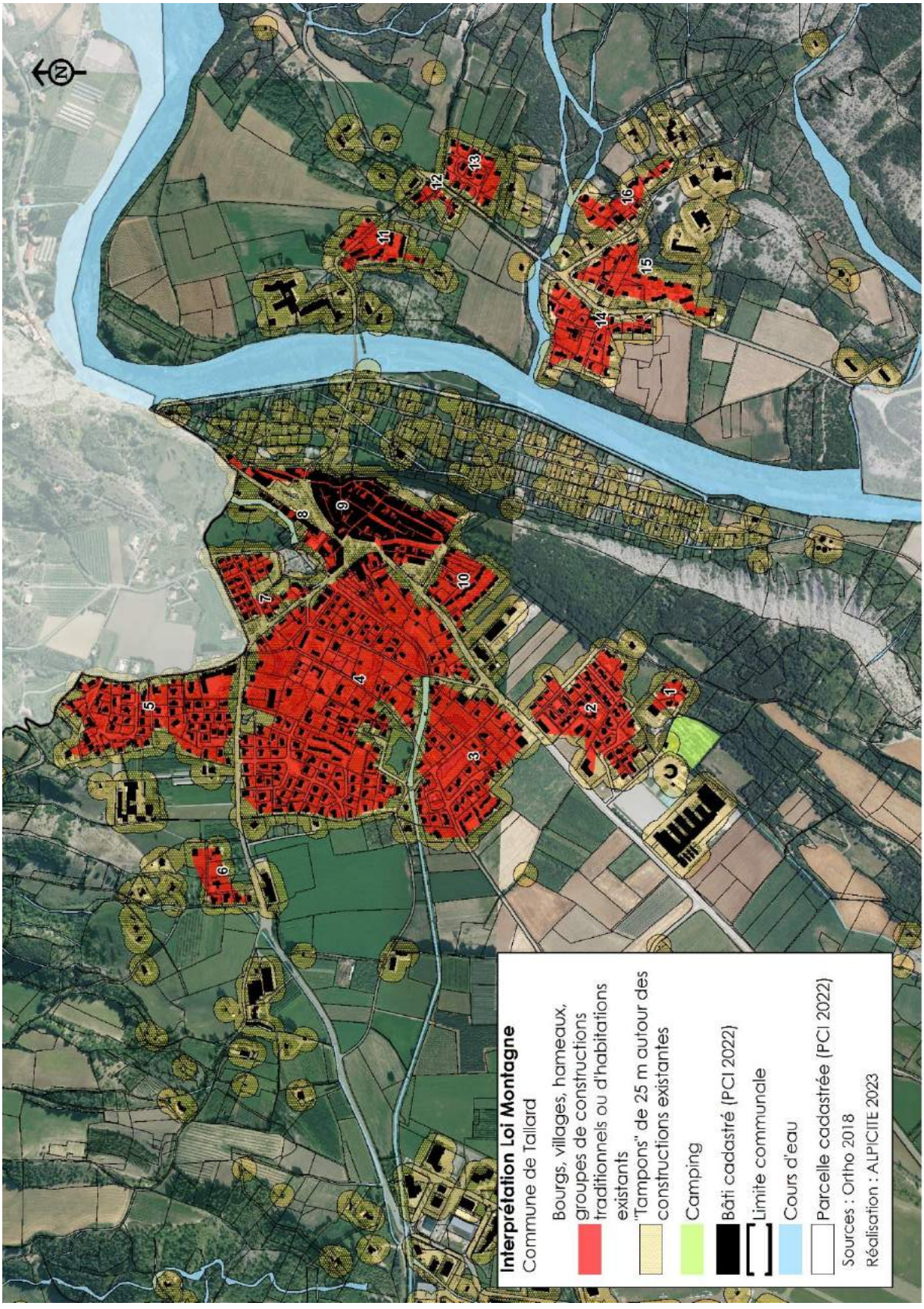
Ainsi, cette mention ne s'oppose pas à ce que des zones présentant un caractère urbain affirmé et répondant entre autres aux principes d'un classement en zone U au sens du R151-18, mais ne répondant pas à la définition d'un *« bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants »*, puissent être considérées comme participant de la partie actuellement urbanisée (PAU) ou de l'enveloppe urbaine, et puissent donc potentiellement bénéficier d'un classement en zone U.

À Tallard, sont considérés comme tel :

- Les équipements socio-médicaux de la Durance, coupés des Boulangeons par la D46 au sens de la loi Montagne ;
- Les équipements socio-médicaux de la Chrysalide, en marge du Riou ;
- Les constructions autour de l'entreprise Abrachy à la Garenne ;
- Le collège en marge de Saint-Abdon ;
- L'aérocampus ;
- L'aéropole et les zones d'activités attenantes ;
- L'ensemble des zones d'activités le long du Rousine et de la N85.



Interprétation de la Loi Montagne sur la commune de Tallard



Interprétation de la Loi Montagne sur la commune de Tallard - Zoom

3.7.3 LES CONSTRUCTIONS ISOLEES

Les autres bâtiments de la commune sont considérés comme isolées, avec des réglementations différentes qui peuvent s'appliquer (bâtiments agricoles, autres activités économiques isolées, habitation(s) isolée(s), …).

3.7.4 PRESERVATION DES PARTIES NATURELLES DES RIVES DES PLANS D'EAU NATURELS OU ARTIFICIELS

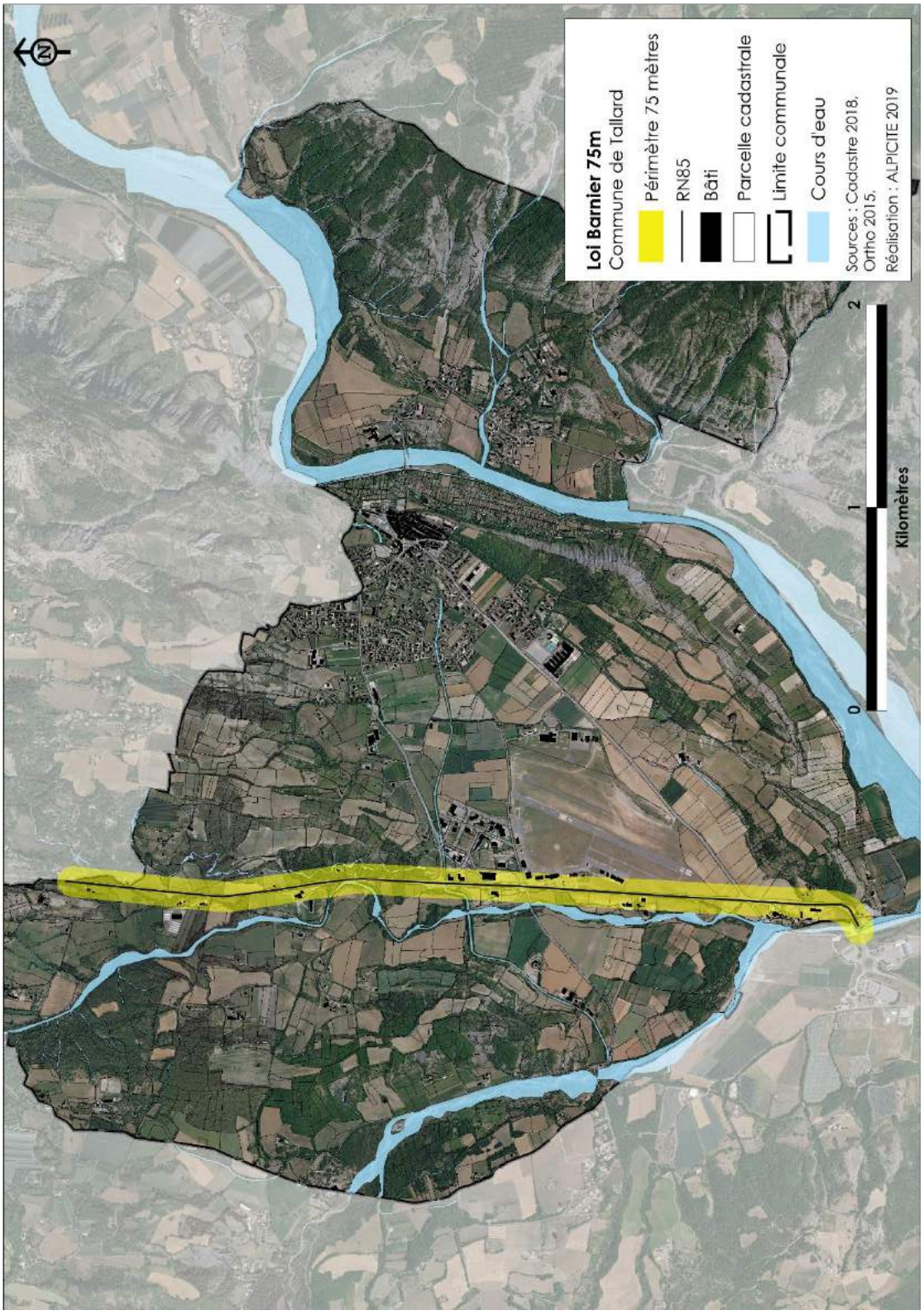
La loi Montagne prévoit la **préservation des parties naturelles des rives de tout plan d'eau situés en zone de montagne d'une superficie inférieure à mille hectares, sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive**. Ainsi, *«Toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements y sont interdits»* (article L122-12 du code de l'urbanisme).

L'article L122-13 précise néanmoins que *« […] ne peuvent être autorisés que des bâtiments à usage agricole, pastoral ou forestier, des refuges et gîtes d'étapes ouverts au public pour la promenade et la randonnée, des aires naturelles de camping, un équipement culturel dont l'objet est directement lié au caractère lacustre des lieux, des installations à caractère scientifique si aucune autre implantation n'est possible et des équipements d'accueil et de sécurité nécessaires à la pratique de la baignade, des sports nautiques, de la promenade ou de la randonnée ainsi que des projets visés au 1° de l'article L. 111-4 ».*

En application du L122-12 2° du code de l'urbanisme, qui édicte que *« Peuvent toutefois être exclus du champ d'application du présent article […] par un plan local d'urbanisme […], certains plans d'eau en fonction de leur faible importance »,* **tous les plans d'eau sont exclus sur la commune de Tallard puisqu'aucune masse significative, n'a été repérée sur le territoire.**

3.8. APPLICATION DE LA LOI BARNIER

La commune de Tallard est traversée par la RN85, classée route à grande circulation depuis le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié par Décret n°2010-578 du 31 mai 2010. Elle est donc concernée par la loi Barnier (loi n° 95.101) du 2 février 1995 et par l'amendement Dupont (Articles L 111-6 et suivants du Code de l'Urbanisme).



Périmètre de 75 mètres autour de la RN85

La loi Barnier est une loi relative au renforcement de la protection de l'environnement et l'amendement Dupont est une mesure qui vise à mieux maîtriser le développement urbain le long des voies les plus importantes, afin d'éviter une multiplication anarchique de bâtiments sans qualité.

L'article L 111-6 stipule que :

« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de ***soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation****.*

Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19. »

L'article L 111-7 stipule que :

« L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :

1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;

2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;

3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;

4° Aux réseaux d'intérêt public ;

5° Aux infrastructures de production d'énergie solaire lorsqu'elles sont installées sur des parcelles déclassées par suite d'un changement de tracé des voies du domaine public routier ou de l'ouverture d'une voie nouvelle ou sur les aires de repos, les aires de service et les aires de stationnement situées sur le réseau routier.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes. »

L'article L 111-8 stipule que :

« Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. »

Un tronçon, classé route à grande circulation sur la commune, est situé en dehors des espaces urbanisés. L'amendement Dupont s'applique donc à Tallard. L'étude dérogatoire à l'inconstructibilité aux abords de la RN85 est annexée au présent rapport.

A noter que des études dérogatoires à l'inconstructibilité aux abords de la RN85 ont été menées dans des procédures ultérieures en 2008 et 2016. Celles-ci demeurent applicables.

3.9. APPLICATION DU PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT (PEB)

Au regard de l'article L.131-4, le PLU doit être compatible avec les dispositions particulières aux zones de bruits des aérodromes conformément à l'article L.112-4.

Depuis le 27 mars 2017, la commune de Tallard dispose d'un Plan d'Exposition au Bruit. Les aérodromes devant être dotés d'un Plan d'Exposition au Bruit (PEB) sont ceux classés en catégorie A, B, C définies par le code de l'aviation civile. Sont aussi concernés les aérodromes inscrits sur une liste établie par arrêtés conjoints des ministres chargés de la défense. L'aérodrome de Gap-Tallard, aérodrome de catégorie C, est donc soumis à PEB au titre de l'article L.11-5 du code de l'urbanisme. Le décret n°2012-1470 du 26 décembre 2012 est également applicable au cas de l'aérodrome de Gap Tallard.

Le Plan d'Exposition au Bruit instauré par la loi n°85-696 du 11 juillet 1985 relative à l'urbanisation au voisinage des aérodromes, régi par les articles L.112-3 à L.112-17 et R.112-17 du code de l'urbanisme, est un outil de maîtrise de l'urbanisme autour des aérodromes. Il définit sur la base d'un zonage technique les conditions d'utilisation des sols pour prévenir les nuisances liées à l'activité des aérodromes, complémentaires aux prescriptions instituées par le code l'urbanisme.

Le PEB prescrit des restrictions d'urbanisation pour les constructions à usage d'habitation et pour les équipements publics ou collectifs, le principe général consistant à ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances sonores.

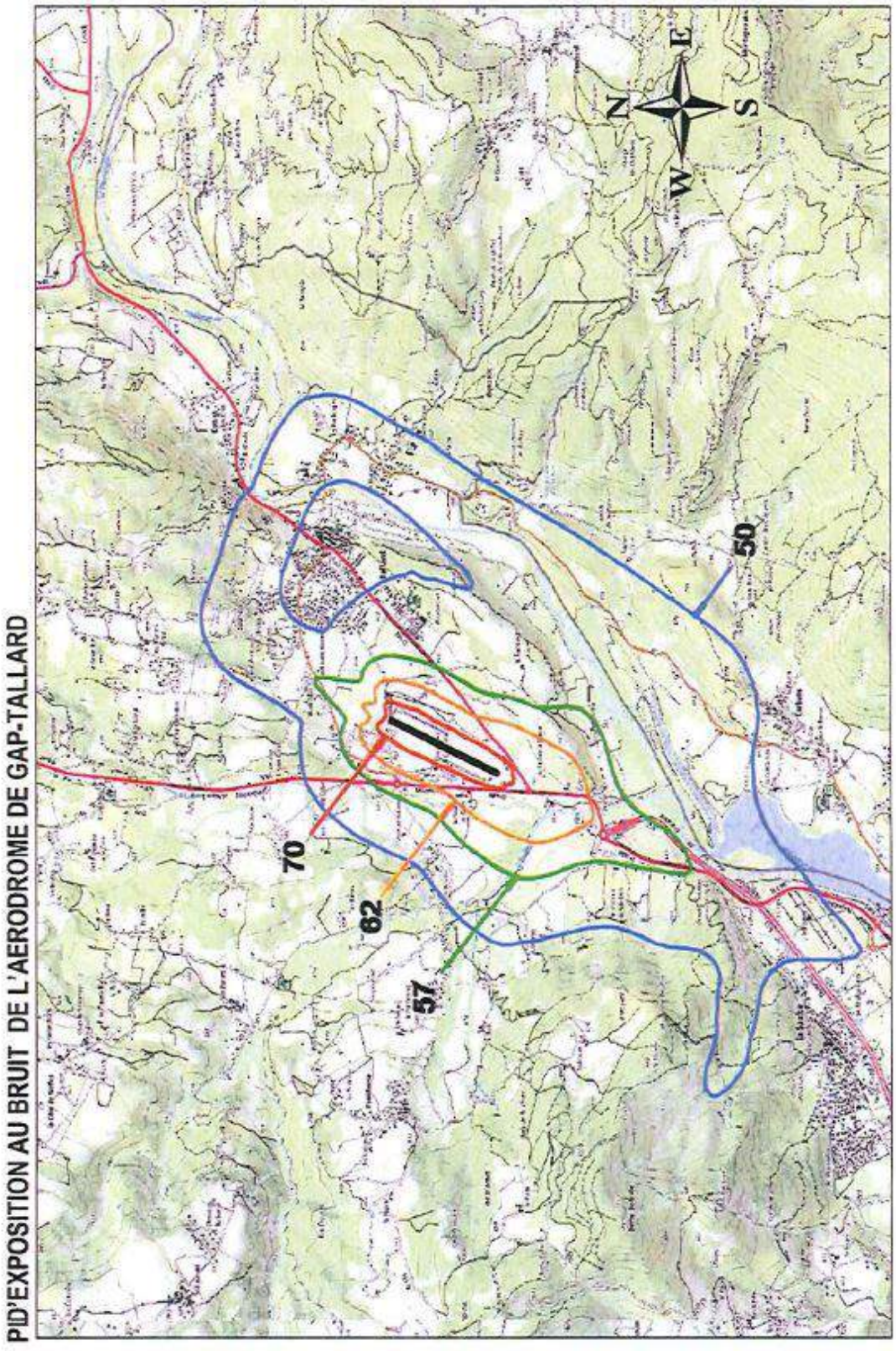
Dans les **zones A et B**, seuls peuvent être autorisés les logements et équipements publics ou collectifs liés à l'activité aéronautique, les logements de fonction nécessaires aux activités industrielles et commerciales admises dans la zone et les constructions nécessaires à l'activité agricole.

A l'intérieur de la **zone C**, les constructions individuelles non groupées sont autorisées à condition d'être situées dans un secteur déjà urbanisé et desservi par des équipements publics et dès lors qu'elles n'accroissent que faiblement la capacité d'accueil du secteur. Les opérations de reconstruction rendues nécessaires par une opération de démolition en zone C, dés lors qu'elles n'entrainent pas d'accroissement de la population exposée aux nuisances, que les normes d'isolation phonique sont respectées et que le coût d'isolation est à la charge exclusive du constructeur.

La **zone D** ne donne pas lieu à des restrictions de droits à construire.

Sur la carte ci-dessous les courbes des différentes zones sont représentées :

- Zone A, de bruit fort : 70 dB ≤ L_{den} ;
- Zone B, de bruit fort : 62 dB ≤ L_{den} ≤70 dB ;
- Zone C, de bruit modéré : 57 dB ≤ L_{den} ≤ 62 dB ;
- Zone D, de bruit faible, facultative : 50 dB ≤ L_{den} ≤57 dB



Zonage du Plan d'Exposition au Bruit - Source : PEB Aérodrome de Gap Tallard

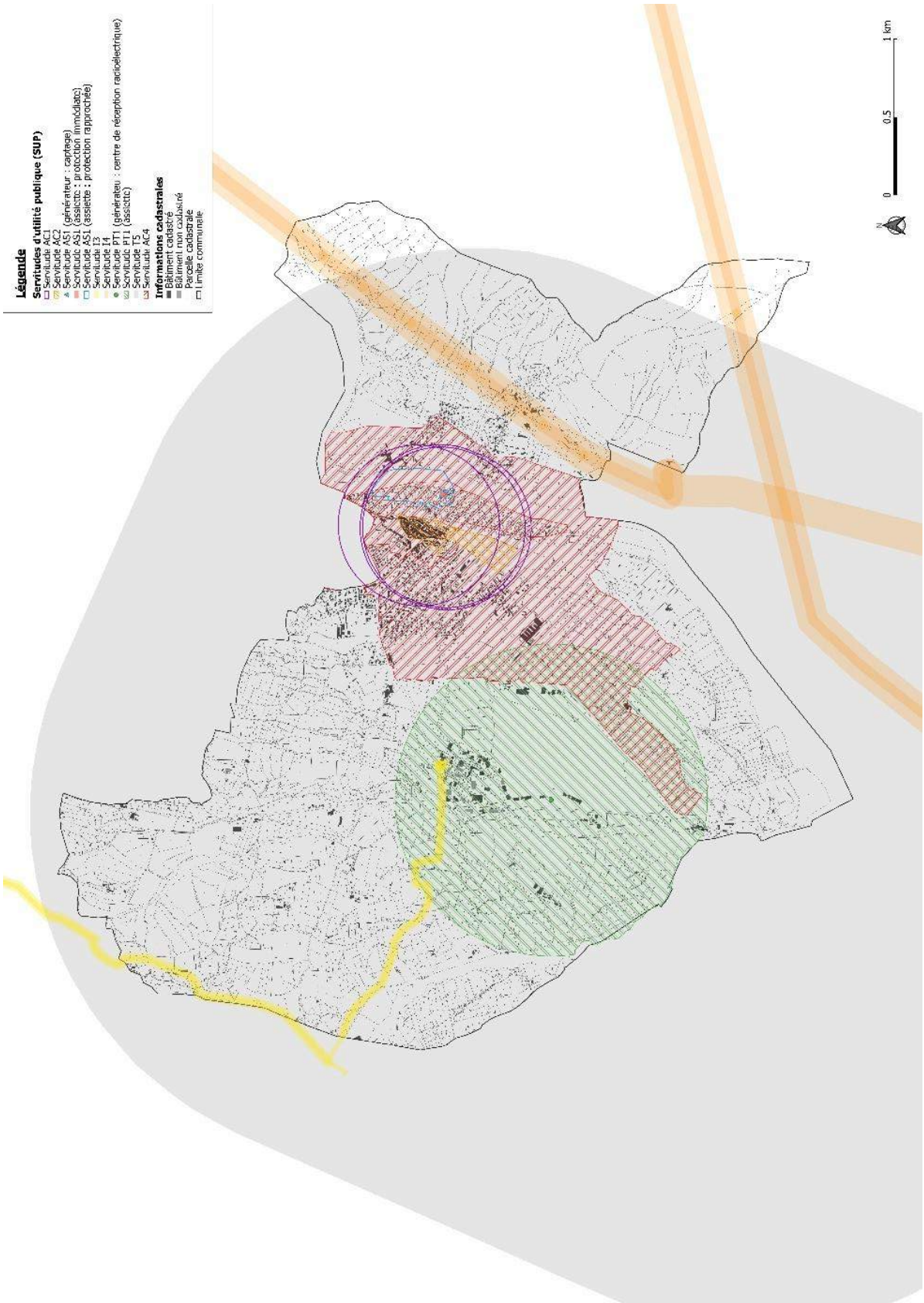
3.10. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

« Les servitudes d'utilité publique constituent des limitations administratives au droit de propriété. Elles sont instituées par une autorité publique dans un but d'intérêt général. (…) Elles sont créées par des lois et règlements particuliers, codifiés ou non et ont un caractère d'ordre public interdisant aux particuliers d'y déroger unilatéralement » (Source : Cerema).

Les servitudes sont annexées au plan local d'urbanisme, conformément à la réglementation en vigueur. La commune est concernée par les servitudes d'utilité publique suivantes :

Catégorie	Libellé	Situation
AC1	Servitude de protection des monuments historiques classés ou inscrits	- Château • Ruines du château • Chapelle du château et bâtiment accolés - Eglise paroissiale Saint-Grégoire
AC2	Sites inscrits et classés ; zones de protection des sites	- Parc du Château de Tallard - Bourg de Tallard
AC4	Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain	- AVAP / SPR Tallard - Châteauvieux
AS1	Protection des eaux potables	- Captage du puits des jardins : • Périmètre de protection immédiate • Périmètre de protection rapprochée
I3	Servitude relative aux ouvrages de transport de gaz	- Ouvrages traversant la commune : • Alimentation GAP DP • Alimentation Tallard DP - Installations annexes situées sur la commune : • Tallard DP
I4	Servitude au voisinage d'une ligne électrique aérienne ou souterraine	- LIT 225kV N0 1 CURBANS - GRISOLLES - LIT 63kV N0 1 SERRE-PONCON - VENTALON
PT1	Servitude de protection des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétique	Zone de garde – protection aérodrome de Gap-Tallard
T5	Servitudes aéronautiques de dégagement et de balisage	Zone maximale de dégagement – Aérodrome Gap-Tallard

Les SUP sur la commune de Tallard



Servitudes d'Utilité Publique de Tallard

Cette carte est disponible en grand format dans les annexes du PLU.

CHAPITRE .2 : DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE ET IMMOBILIERE

1. DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE

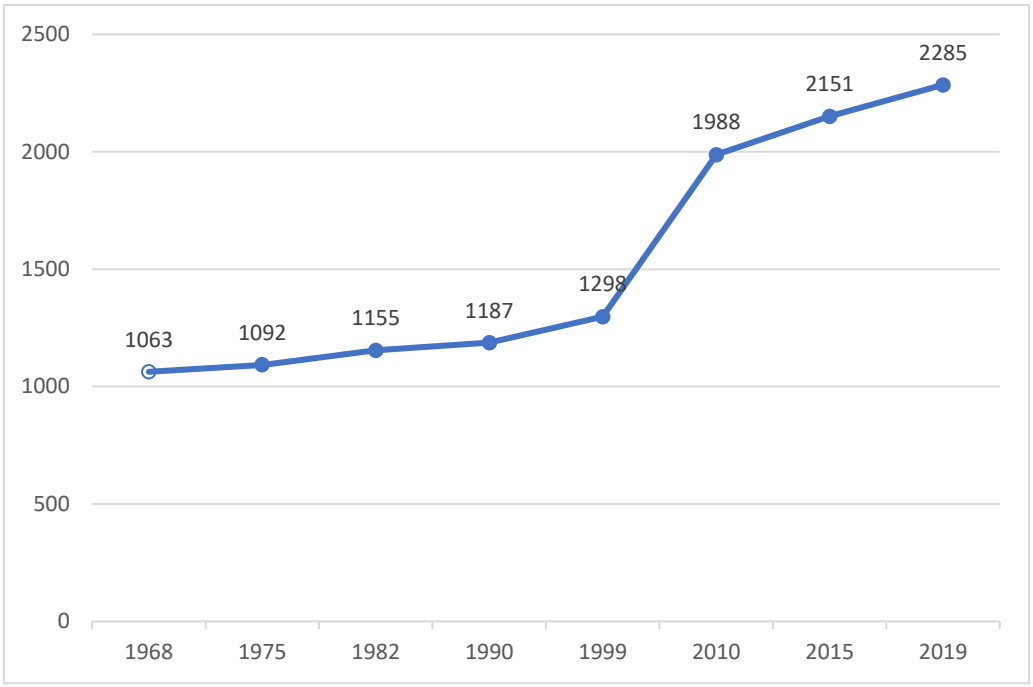
L'analyse démographique de la commune de Tallard est fondée sur les résultats des recensements de l'INSEE entre 1968 et 2019. Sur de nombreux points, nous comparons Tallard à l'échelle du Gapençais à l'aide des chiffres INSEE de son EPCI : la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance (CAGTD) et de son ancienne Communauté de Communes Tallard-Barcillonnette (CCTB).

1.1. EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

Année	Population	Année	Population	Année	Population	Année	Population
1793	1 026	**1856**	1 054	**1891**	910	**1931**	636
1800	991	**1861**	1 105	**1896**	906	**1936**	647
1806	1 304	**1866**	1 094	**1901**	851	**1946**	584
1821	1 078	**1872**	1 036	**1906**	847	**1954**	703
1831	1 140	**1876**	963	**1911**	801	**1962**	935
1836	1 237	**1881**	982	**1921**	632	**1968**	1 063
1841	1 181	**1886**	965	**1926**	627	**1975**	1 092

Population de la commune de Tallard de 1793 à 1975

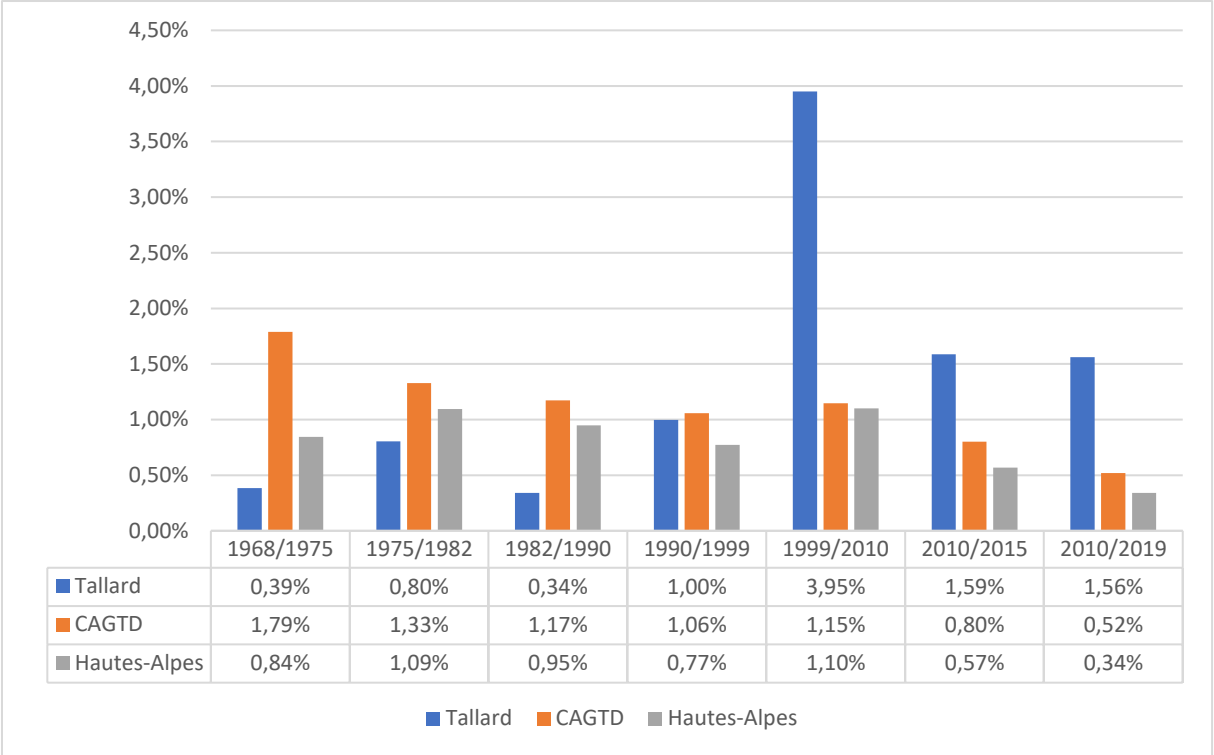
A la fin du XVIIIème, la population de Tallard comptait plus de 1000 habitants. A partir de 1872, la population a décliné pour atteindre 584 habitants à la fin de la seconde guerre mondiale. A partir de cette date, la croissance démographique a progressivement repris, et dès 1968, la population atteint son niveau initial.



Evolution de la population de 1968 à 2019 à Tallard -Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales.

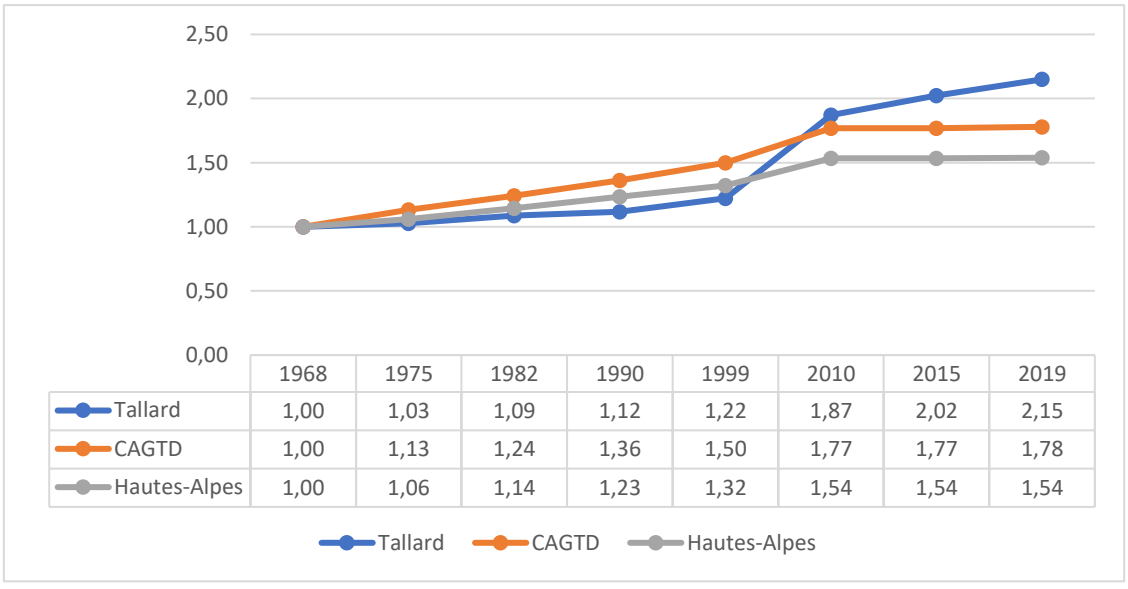
Depuis les 50 dernières années, si la croissance de la population a été stable jusqu'à la fin des années 1990, à partir du début des années 2000, Tallard a connu un renouveau démographique important. Entre 1968 et 2019, la population a doublé : elle a augmenté de plus de 114%, ce qui correspond à environ 1222 nouveaux habitants.

Depuis 2010, même si la croissance démographique a légèrement ralenti, la population continue d'augmenter, puisqu'aujourd'hui, la population atteint son maximum avec 2285 habitants.



	1968/1975	1975/1982	1982/1990	1990/1999	1999/2010	2010/2015	2010/2019
Tallard	0,39%	0,80%	0,34%	1,00%	3,95%	1,59%	1,56%
CAGTD	1,79%	1,33%	1,17%	1,06%	1,15%	0,80%	0,52%
Hautes-Alpes	0,84%	1,09%	0,95%	0,77%	1,10%	0,57%	0,34%

Comparaison de la variation annuelle de population entre Tallard, la CAGTD et les Hautes-Alpes -Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales.



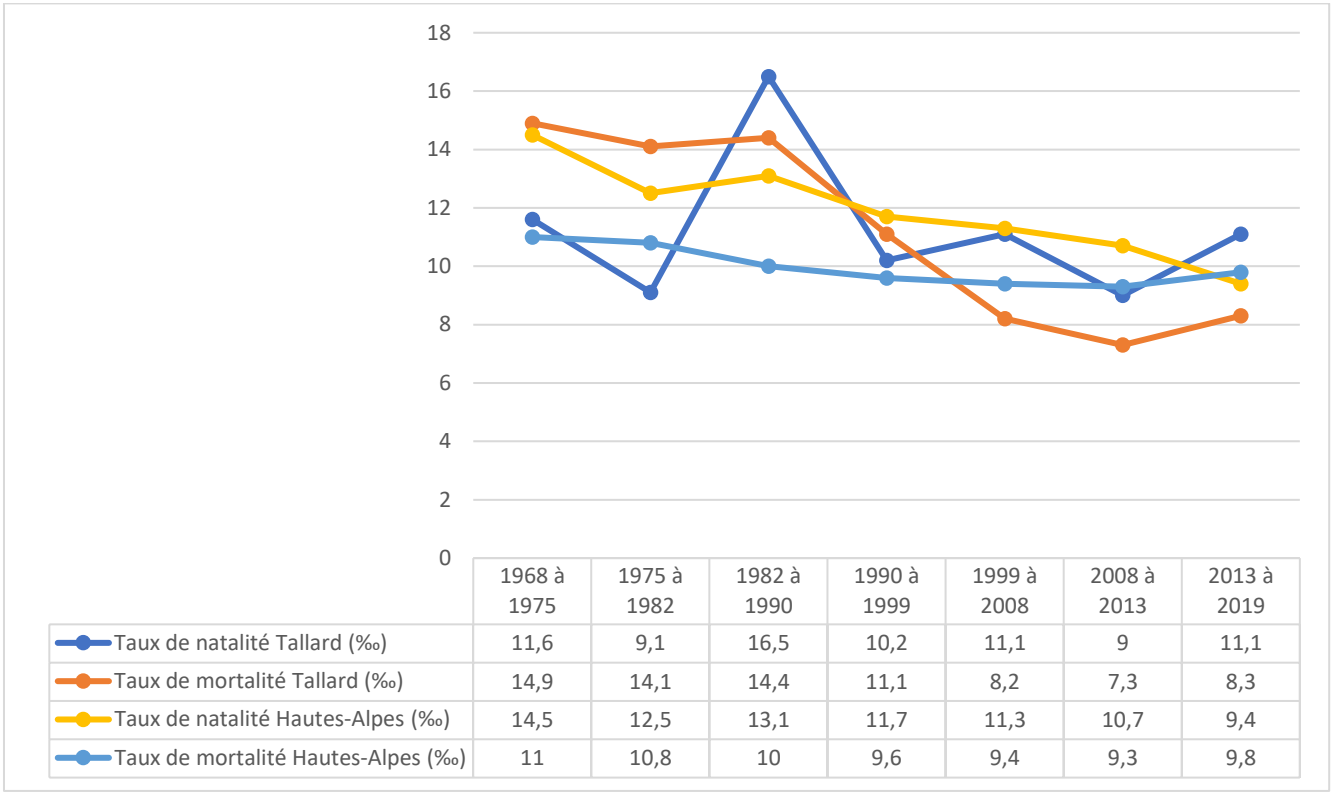
	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2019
Tallard	1,00	1,03	1,09	1,12	1,22	1,87	2,02	2,15
CAGTD	1,00	1,13	1,24	1,36	1,50	1,77	1,77	1,78
Hautes-Alpes	1,00	1,06	1,14	1,23	1,32	1,54	1,54	1,54

Comparaison de l'évolution de la population de 1968 à 2019 en indice base - Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales.

Si l'on compare ces chiffres à ceux de la CA Gap-Tallard-Durance (50 483 habitants en 2019) et du département (141 220 habitants en 2019), on remarque que malgré une croissance constante pour ces 3 territoires, la croissance démographique de Tallard est plus forte depuis 1999. La CAGTD et le département connaissent un développement assez linéaire de la population depuis 1968 mais de manière moins dynamique que la commune de Tallard. Celle du département reste constante depuis 2010.

Il est à noter que Tallard représente seulement 4.53 % de la population totale de la CAGTD. Son influence sur les tendances à cette échelle est donc limitée. Ainsi, l'on remarque que les tendances d'évolution sont sensiblement différentes entre la CAGTD et la commune.

1.2. IMPACT DES SOLDES NATUREL ET MIGRATOIRE



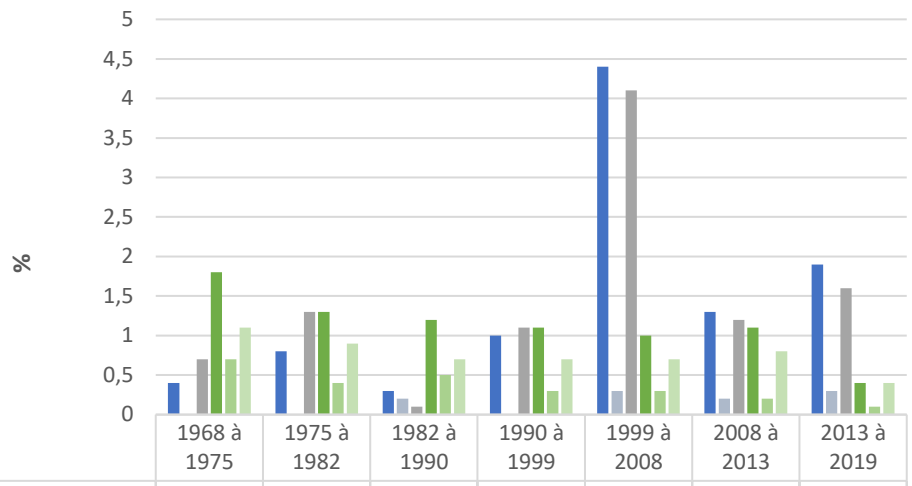
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013	2013 à 2019
Taux de natalité Tallard (‰)	11,6	9,1	16,5	10,2	11,1	9	11,1
Taux de mortalité Tallard (‰)	14,9	14,1	14,4	11,1	8,2	7,3	8,3
Taux de natalité Hautes-Alpes (‰)	14,5	12,5	13,1	11,7	11,3	10,7	9,4
Taux de mortalité Hautes-Alpes (‰)	11	10,8	10	9,6	9,4	9,3	9,8

Comparaison de l'évolution du taux de natalité et de mortalité sur Tallard et les Hautes-Alpes de 1968 à 2019 - Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales - État civil. (Géographie en vigueur au 01/01/2022)

Le taux de natalité de la commune suit une courbe irrégulière. Jusqu'au début des années 1980, le taux de natalité de la commune était inférieur à celui du département. Entre 1980 et 1990, la tendance s'est inversée. La commune a connu un pic de croissance important, le taux de natalité est passé de 9.1% à 16.5%. Après 1990, la courbe est stable, elle suit de près la moyenne départementale. Elle connait une légère baisse de 2008 à 2019 et remonte de 2013 à 2019 passant de 9 à 11.1%.

Sur le département, on observe un taux de mortalité qui se rapproche de plus en plus du taux de natalité.

Sur Tallard, le taux de mortalité a diminué de moitié passant de 14.9% en 1968 à 7.3% en 2013 puis connaît une légère hausse avec 8.3% en 2019.



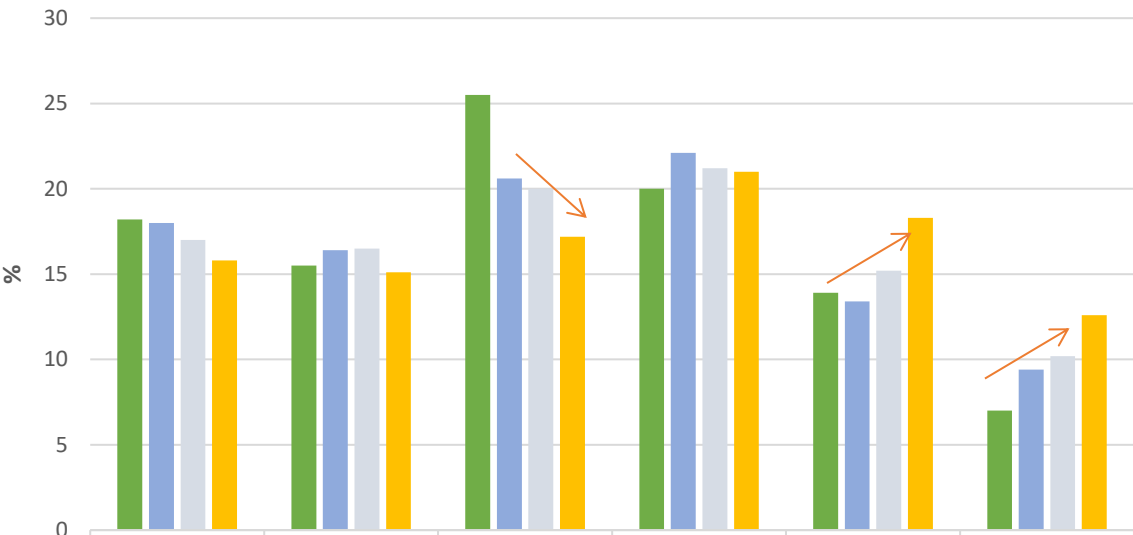
	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013	2013 à 2019
Tallard Variation annuelle moyenne de la population en %	0,4	0,8	0,3	1	4,4	1,3	1,9
due au solde naturel en %	0	0	0,2	0	0,3	0,2	0,3
due au solde apparent des entrées sorties en %	0,7	1,3	0,1	1,1	4,1	1,2	1,6
CAGTD Variation annuelle moyenne de la population en %	1,8	1,3	1,2	1,1	1	1,1	0,4
due au solde naturel en %	0,7	0,4	0,5	0,3	0,3	0,2	0,1
due au solde apparent des entrées sorties en %	1,1	0,9	0,7	0,7	0,7	0,8	0,4

Comparaison de l'évolution du taux de variation annuelle de la population en fonction du solde naturel et migratoire sur Tallard et CAGTD de 1968 à 2019 - Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales - État civil.

Dans la commune de Tallard, les variations de populations se sont construites selon les périodes sur des dynamiques différentes. Depuis 1968, on constate un solde naturel variant entre 0 et 0.3% et des soldes migratoires beaucoup plus fluctuants qui viennent impacter positivement la dynamique démographique. Ainsi, les fortes variations annuelles de population observées de 1990 à 2019 sont liées à des soldes migratoires élevés, couplés à des soldes naturels légèrement positifs.

Les tendances de la CAGTD sont plus lisses avec un solde naturel et solde migratoire toujours positifs et peu élevés (ne dépassant jamais 0.7% pour le solde naturel et 1,1% pour le solde migratoire).

1.3. STRUCTURE DE LA POPULATION



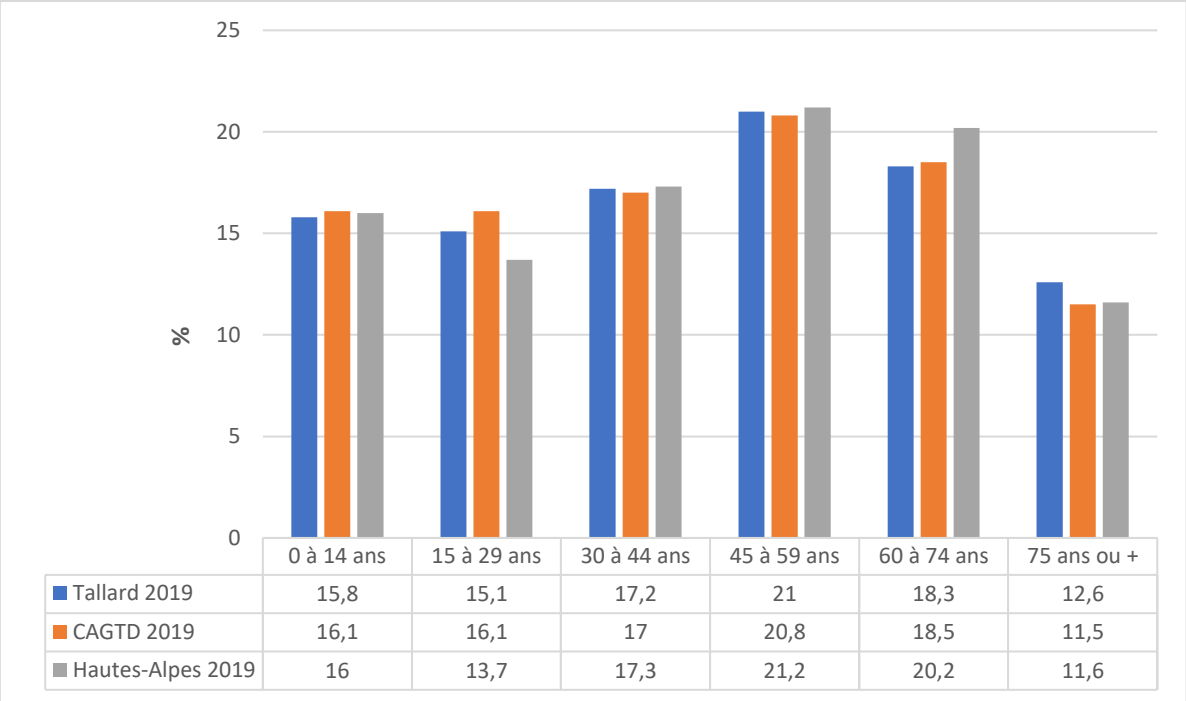
	0 à 14 ans	15 à 29 ans	30 à 44 ans	45 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
1999	18,2	15,5	25,5	20	13,9	7
2008	18	16,4	20,6	22,1	13,4	9,4
2013	17	16,5	20	21,2	15,2	10,2
2019	15,8	15,1	17,2	21	18,3	12,6

Evolution de la structure de la population de Tallard par grandes tranches d'âges de 1999 à 2015 - Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales - État civil. (Géographie en vigueur au 01/01/2022)

Le graphique ci-dessus montre plusieurs tendances :

- Une baisse notable entre 1999 et 2019 de la tranche des 30-44 ans avec une chute de 8.3 points sur la période. Cette proportion élevée des 30-44 ans en 1999 est à mettre en relation avec l'arrivée de nouveaux ménages qu'a connu la commune sur cette période.
- Une augmentation de la population des 60 à 74 ans, de 4.5 points
- Et une augmentation de la population des plus de 75 ans et plus, de plus de 5 points témoignant du vieillissement général de la population.
- La tranche des 0 à 14 ans a tendance diminuer.

Si le vieillissement de la population est une tendance nationale, celui-ci est plus marqué à Tallard en raison des établissements d'accueils pour personnes âgées présents sur la commune.



	0 à 14 ans	15 à 29 ans	30 à 44 ans	45 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou +
Tallard 2019	15,8	15,1	17,2	21	18,3	12,6
CAGTD 2019	16,1	16,1	17	20,8	18,5	11,5
Hautes-Alpes 2019	16	13,7	17,3	21,2	20,2	11,6

Comparaison de la structure de la population de Tallard avec la CAGTD et les Hautes-Alpes par grandes tranches d'âges en 2015 - Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales - État civil. (Géographie en vigueur au 01/01/2022)

La proportion sur Tallard des 75 ans et plus est légèrement supérieure à celle observée sur la CAGTD et les Hautes-Alpes et la tranche des 60-74 ans légèrement inférieure.

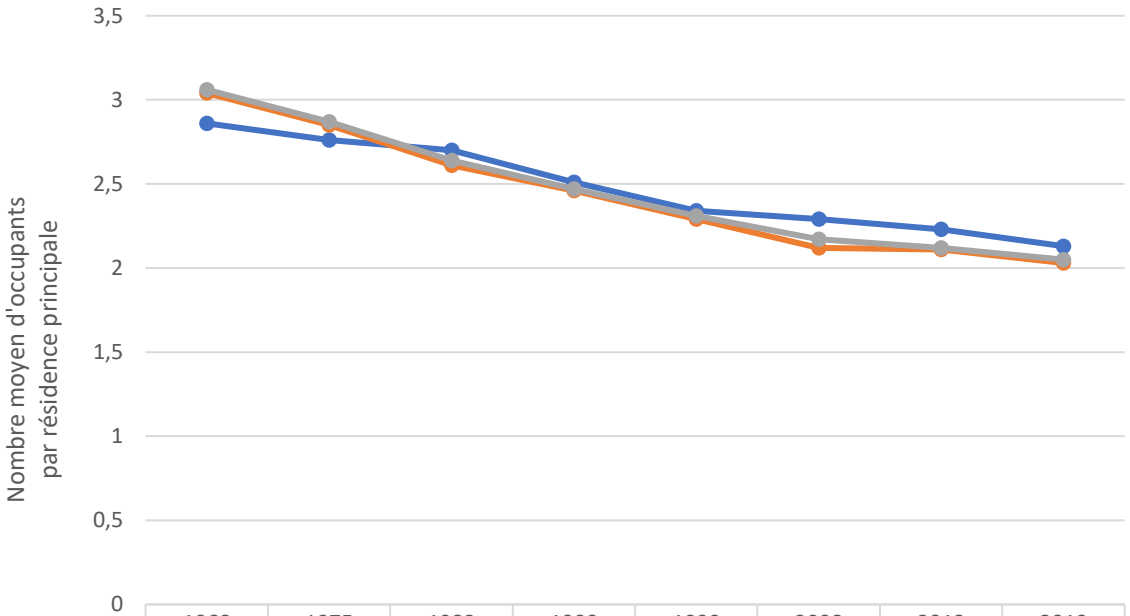
Globalement, la structure de la population de Tallard est globalement semblable à celle de la CAGTD et des Hautes-Alpes.

1.4. COMPOSITION DES MENAGES

Selon l'INSEE, un ménage correspond à l'ensemble des occupants d'un même logement quels que soient les liens qui les unissent. Le nombre de ménages au sens statistique du terme correspond au nombre de résidences principales.

En 2019, la commune comportait 980 ménages.

1.4.1 COMPARAISON DE LA TAILLE DES MENAGES



	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Tallard	2,86	2,76	2,7	2,51	2,34	2,29	2,23	2,13
CAGTD	3,04	2,85	2,61	2,46	2,29	2,12	2,11	2,03
Hautes-Alpes	3,06	2,87	2,64	2,47	2,31	2,17	2,12	2,05

Comparaison de la taille des ménages de Tallard avec la CAGTD et les Hautes-Alpes de 1968 à 2019 - Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales.

A l'échelle de la commune, de la CAGTD et des Hautes-Alpes, on remarque une diminution de la taille des ménages depuis 1968. Ce phénomène, qui porte le nom de desserrement, est un phénomène d'ordre sociétal et observable à l'échelle nationale, qui peut s'expliquer par l'augmentation des divorces et des familles monoparentales, la popularisation des maisons de retraite, etc.

Dans l'ensemble, sur les 3 échelles étudiées, on observe des tendances similaires avec un déclin régulier depuis 1968 puis une stabilisation depuis 2008.

Aujourd'hui, la taille des ménages sur Tallard, de 2.1 personnes / ménage, est pratiquement égale à celle de la CAGTD et aux Hautes-Alpes, bien que légèrement supérieure. Ces tailles de ménages sont elles-mêmes inférieures à la région et à la France.

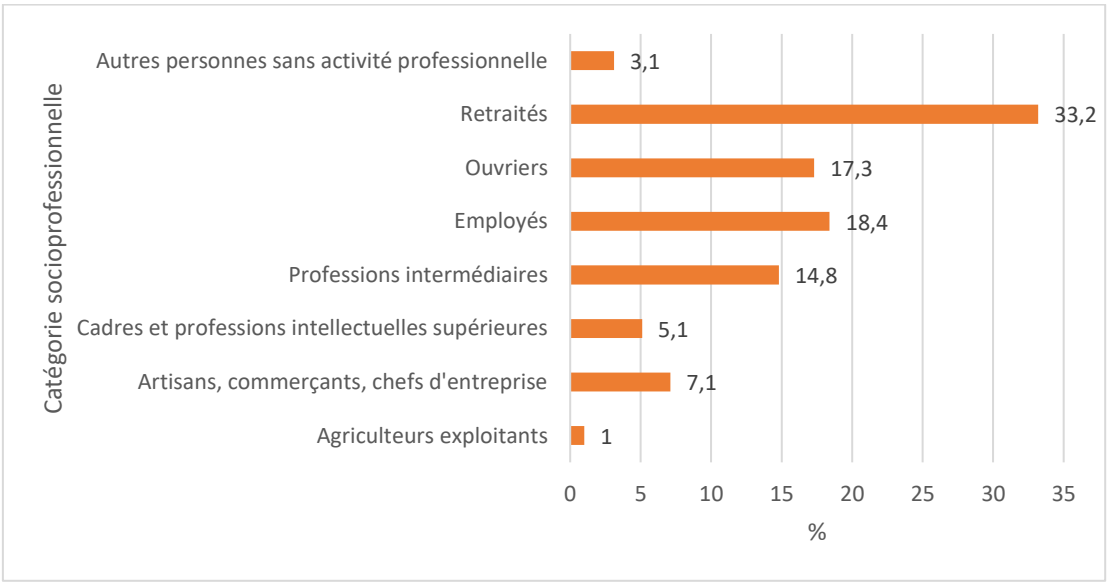
1.4.2 TYPOLOGIE DES MENAGES

On peut noter que plus de 70 % des habitants ayant entre 25 et 79 ans vivent en couple.

La part de personnes de 15 ans et plus non mariées est passée de 53.3% en 2010, 58.9% en 2015 puis 56.1% en 2019. En parallèle, la part des personnes mariées a diminué, elle est aujourd'hui de 43.9% sur la commune (selon les sources INSEE).

La moitié des familles présentes sur la commune ont au moins un enfant. Le nombre d'enfants par ménage varie entre 1 et 2 enfants (45.9% des familles). Il y a donc très peu de grandes familles sur la commune. Les ménages composés de 3 enfants représentent seulement 3.3% des familles.

Les familles monoparentales représentent 10.7% des ménages, parmi elles 8.2% sont des femmes seules avec enfant(s). Ce taux reste toutefois inférieur à la moyenne régionale et nationale.



Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 2019 sur la commune de Tallard - Sources : Insee, RP2019 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2022.

Dans la commune, une part élevée des ménages est composée de retraités (33,2%).

Les employés sont également bien représentés avec 18.4% des ménages, il s'en suit les ouvriers (17.3%) et les professions intermédiaires (14.8%). Cette forte proportion s'explique par les emplois induits par la zone d'Activité Economique de l'aéropole et par les équipements de santé présents sur la commune.

Les artisans, commerçants, chefs d'entreprise (7.1%) et les cadres et professions intellectuelles (5.1%) sont quant à eux moins représentés. Toutefois, leur proportion a tendance à augmenter ces dernières années.

Enfin, les agriculteurs sont également très peu nombreux alors que l'agriculture est encore particulièrement présente sur le territoire communal.

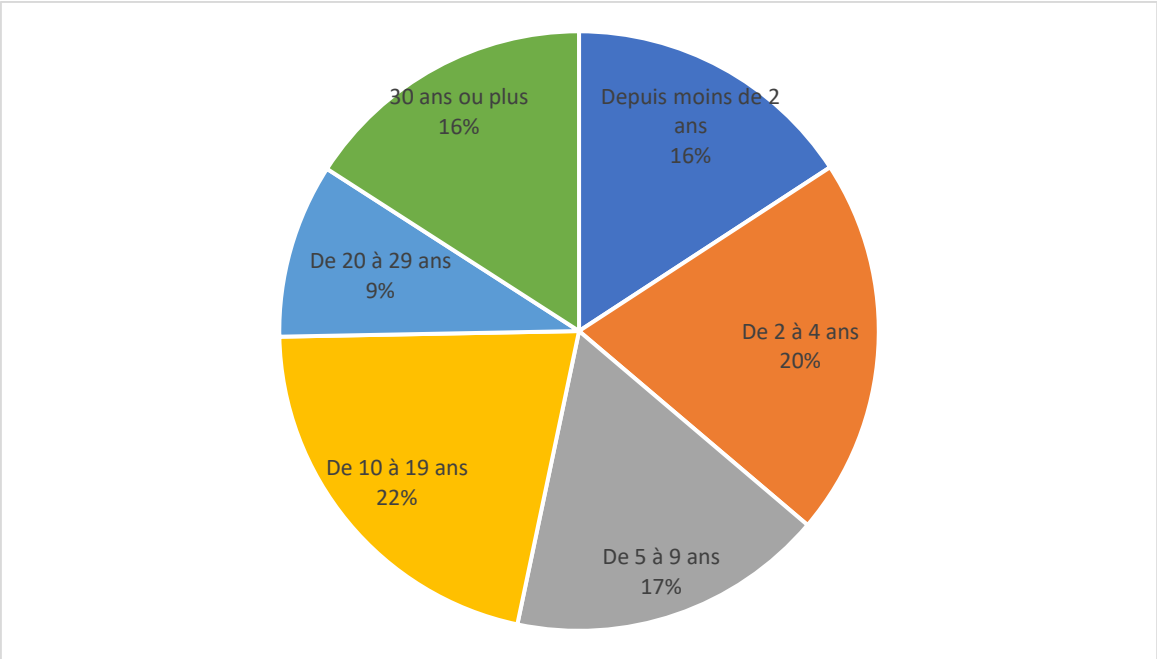
1.4.3 REVENUS DES MENAGES

	Revenus 2016 (Base de données IRCOM 2017)					
	Revenu fiscal de référence par tranche (en euros)	Nombre de foyers fiscaux	Somme des Revenus fiscaux de référence des foyers fiscaux	Part représentative	Revenu moyen / an	Revenu moyen / mois
Tallard	0 à 10 000	286	1415494	23,14%	4 949 €	412 €
Tallard	10 001 à 12 000	91	nc	7,36%	nc	nc
Tallard	12 001 à 15 000	141	1902201	11,41%	13 491 €	1 124 €
Tallard	15 001 à 20 000	229	3964017	18,53%	17 310 €	1 443 €
Tallard	20 001 à 30 000	211	5227688	17,07%	24 776 €	2 065 €
Tallard	30 001 à 50 000	213	8065824	17,23%	37 868 €	3 156 €
Tallard	50 001 à 100 000	n.c.	nc	nc	nc	nc
Tallard	+ de 100 000	n.c.	nc	nc	nc	nc
Tallard	**Total**	**1 236**	**27198290**	**100,00%**	**22 005 €**	**1 834 €**
HAUTES-ALPES	0 à 10 000	18 245	89 388 774	21,51%	4 899 €	408 €
HAUTES-ALPES	10 001 à 12 000	5 655	62 241 061	6,67%	11 006 €	917 €
HAUTES-ALPES	12 001 à 15 000	9 166	124 777 920	10,81%	13 613 €	1 134 €
HAUTES-ALPES	15 001 à 20 000	14 802	256 833 452	17,45%	17 351 €	1 446 €
HAUTES-ALPES	20 001 à 30 000	15 386	377 997 681	18,14%	24 568 €	2 047 €
HAUTES-ALPES	30 001 à 50 000	14 841	564 758 488	17,50%	38 054 €	3 171 €
HAUTES-ALPES	50 001 à 100 000	5 870	375 464 599	6,92%	63 963 €	5 330 €
HAUTES-ALPES	+ de 100 000	864	148 145 654	1,02%	171 465 €	14 289 €
HAUTES-ALPES	**Total**	**84 829**	**1 999 607 629**	**100,00%**	**23 572 €**	**1 964 €**
Paca	0 à 10 000	737 206	3184513298	24,19%	4 320 €	360 €
Paca	10 001 à 12 000	175 890	1935876504	5,77%	11 006 €	917 €
Paca	12 001 à 15 000	277 552	3778223009	9,11%	13 613 €	1 134 €
Paca	15 001 à 20 000	474 595	8259585595	15,57%	17 403 €	1 450 €
Paca	20 001 à 30 000	542 179	13316790485	17,79%	24 562 €	2 047 €
Paca	30 001 à 50 000	513 459	19658089002	16,85%	38 286 €	3 190 €
Paca	50 001 à 100 000	269 044	17707739183	8,83%	65 817 €	5 485 €
Paca	+ de 100 000	57 828	10568015630	1,90%	182 749 €	15 229 €
PACA	**Total**	**3 047 753**	**78408832706**	**100,00%**	**25 727 €**	**2 144 €**
France	0 à 10 000	8 718 832	36486122875	23,01%	4 185 €	349 €
France	10 001 à 12 000	2 116 809	23303605370	5,59%	11 009 €	917 €
France	12 001 à 15 000	3 408 910	46401491362	9,00%	13 612 €	1 134 €
France	15 001 à 20 000	5 954 707	1,03622E+11	15,72%	17 402 €	1 450 €
France	20 001 à 30 000	6 884 088	1,69261E+11	18,17%	24 587 €	2 049 €
France	30 001 à 50 000	6 645 504	2,54151E+11	17,54%	38 244 €	3 187 €
France	50 001 à 100 000	3 388 432	2,22984E+11	8,94%	65 807 €	5 484 €
France	+ de 100 000	771 899	1,45716E+11	2,04%	188 776 €	15 731 €
FRANCE	**Total**	**37 889 181**	**1 001 926 318 631**	**100,00%**	**26 444 €**	**2 204 €**

Comparaison du revenu moyen des ménages de la commune de Tallard à différentes échelles - Sources : IRCOM 2017

Le revenu moyen par an des ménages de la commune de Tallard est de 22 005 euros. Ce nombre est légèrement inférieur à celui des Hautes-Alpes qui équivaut à 23 572 euros. De plus, les revenus moyens des ménages de Tallard et du département sont plus faibles que les revenus observés au niveau régional (25 727 euros) et au niveau national (26 444 euros).

1.4.4 REPARTITION DES MENAGES PAR TEMPS D'OCCUPATION DES LOGEMENTS



Ancienneté d'emménagement des ménages en 2019 - Sources : Insee, RP2019 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2022.

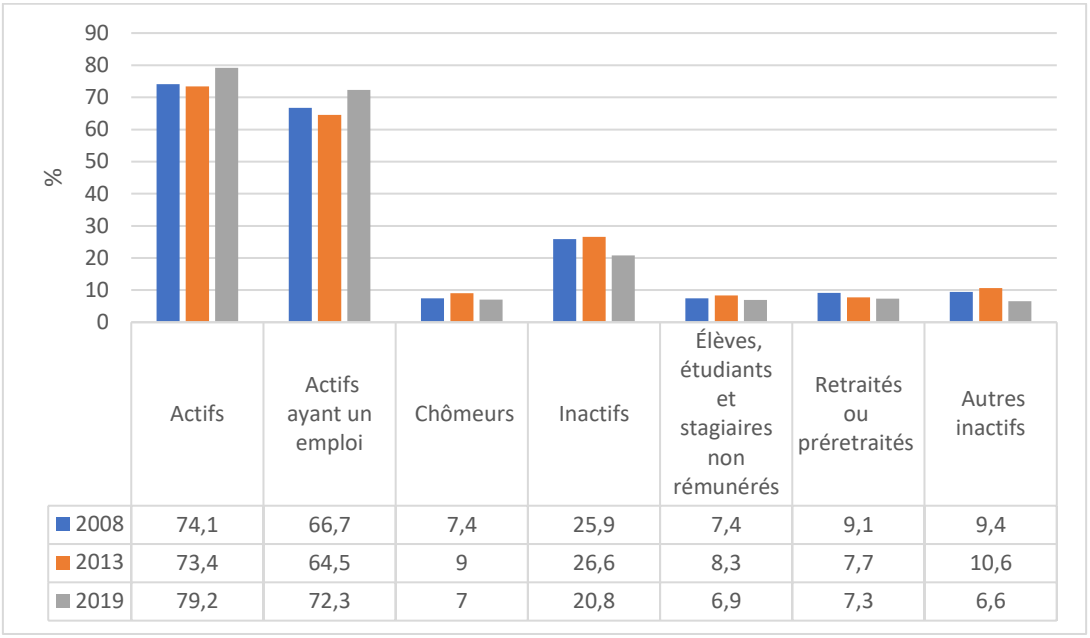
En 2019, on constate une répartition relativement équilibrée de l'ancienneté des ménages. Ainsi, 46.7 % des résidents ont emménagé depuis plus de 10 ans contre 53.3 % depuis moins de 10 ans.

La tranche la moins représentée étant celle de 20 ans à 29 ans et les tranches les plus représentées sont les 10 à 19 ans et de 2 à 4 ans.

Cela montre qu'on a à la fois sur la commune des ménages installés à long terme dans le même logement (près de 46.7% depuis plus de 10 ans) mais aussi des installations nouvelles et du turn-over avec 36 % installés depuis 4 ans ou moins.

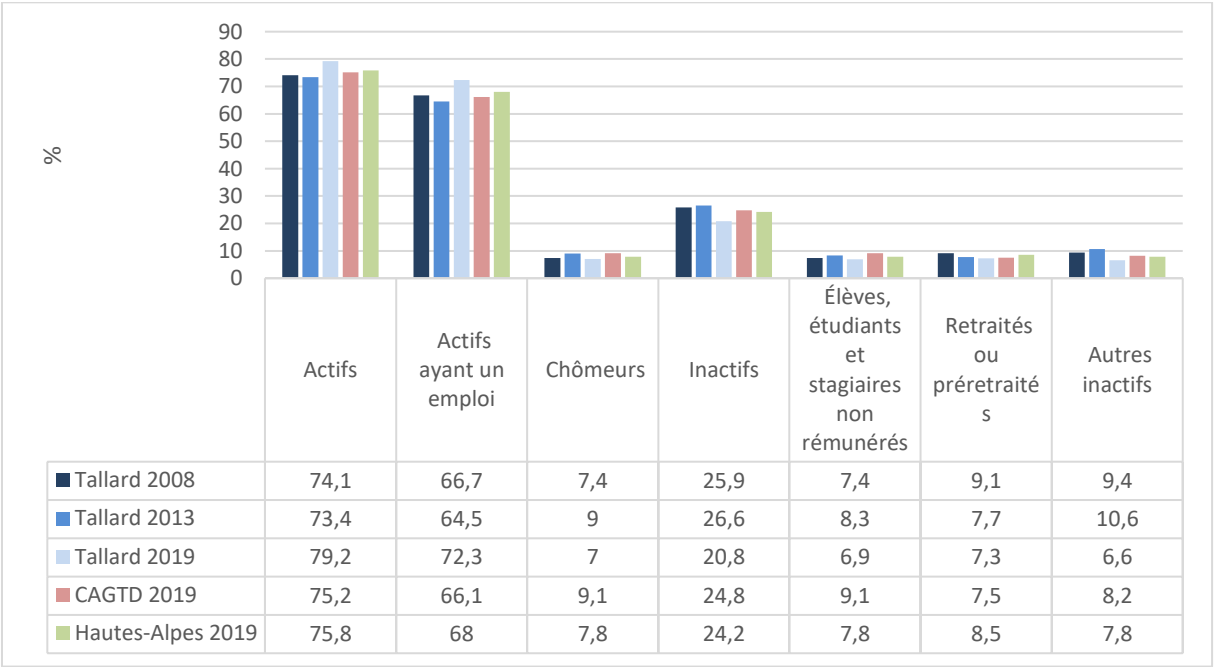
1.5. POPULATION ACTIVE ET CHOMAGE

1.5.1 *LA POPULATION ACTIVE*



	Actifs	Actifs ayant un emploi	Chômeurs	Inactifs	Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés	Retraités ou préretraités	Autres inactifs
2008	74,1	66,7	7,4	25,9	7,4	9,1	9,4
2013	73,4	64,5	9	26,6	8,3	7,7	10,6
2019	79,2	72,3	7	20,8	6,9	7,3	6,6

Evolution de la population de 15 à 64 ans par type d'activité à Tallard entre 2008, 2013 et 2019 - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.



	Actifs	Actifs ayant un emploi	Chômeurs	Inactifs	Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés	Retraités ou préretraités	Autres inactifs
Tallard 2008	74,1	66,7	7,4	25,9	7,4	9,1	9,4
Tallard 2013	73,4	64,5	9	26,6	8,3	7,7	10,6
Tallard 2019	79,2	72,3	7	20,8	6,9	7,3	6,6
CAGTD 2019	75,2	66,1	9,1	24,8	9,1	7,5	8,2
Hautes-Alpes 2019	75,8	68	7,8	24,2	7,8	8,5	7,8

Comparaison de la population de 15 à 64 ans de Tallard par type d'activité avec la CAGTD et les Hautes-Alpes en 2019 - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.

En proportion, la part d'actifs a légèrement baissé entre 2008 et 2013 avec -0.7 point, puis remonté en 2019 de 5.8 points. Dans le même temps, la part d'actifs ayant un emploi a également diminué avec – 2.2 points et également remonté de 7.8 points en 2019.

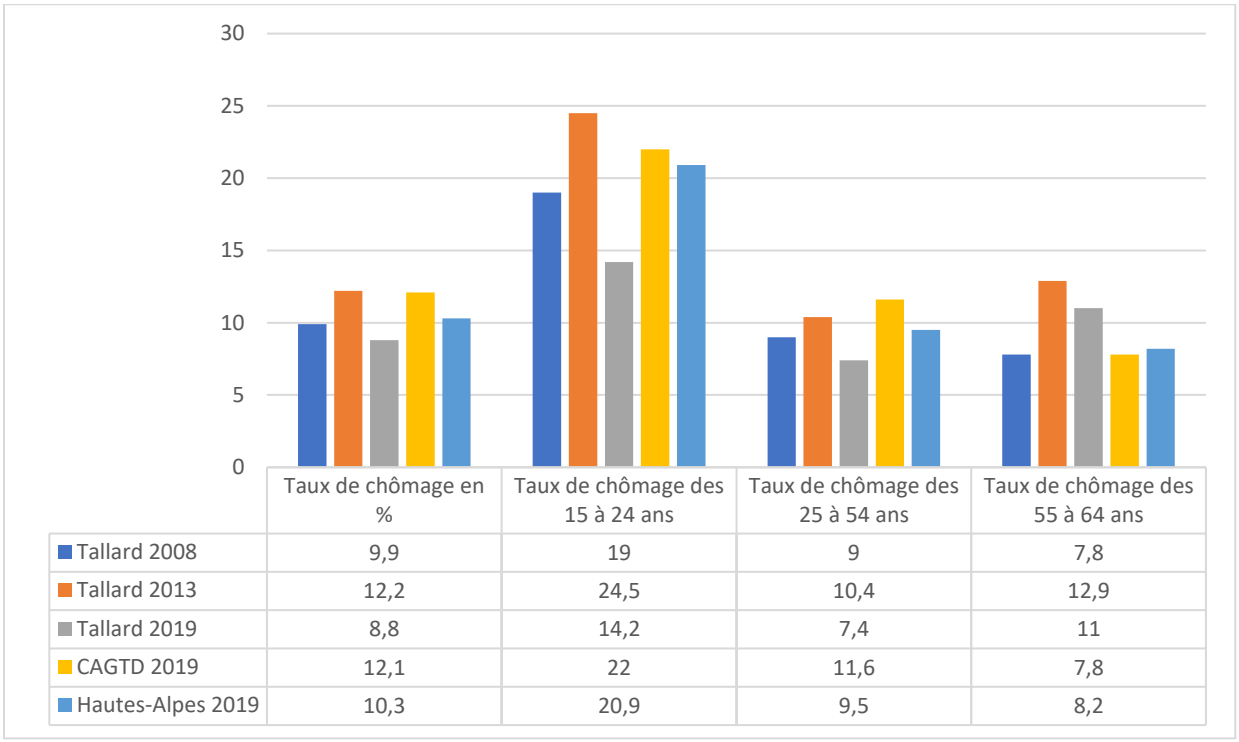
La part des chômeurs a augmenté de 1.6 point de 2008 à 2013 puis en 2019 a baissé à 7%. Celle-ci reste inférieure à la moyenne de la CAGTD.

La part des retraités a également diminué, elle est légèrement inférieure à celle de la CAGTD.

Enfin, la part des élèves, étudiants et stagiaires a augmenté avec + 0.9 point entre 2008 et 2013, ce qui est à mettre en lien avec la création et extension des équipements scolaires (collège et école Polyaéro), puis de 2013 à 2019 a baissé de nouveau de 1.4 point.

Dans l'ensemble, on constate que la structure de la population par type d'activité de la commune est similaire à celle de la CAGTD et du département.

1.5.2 *EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE*

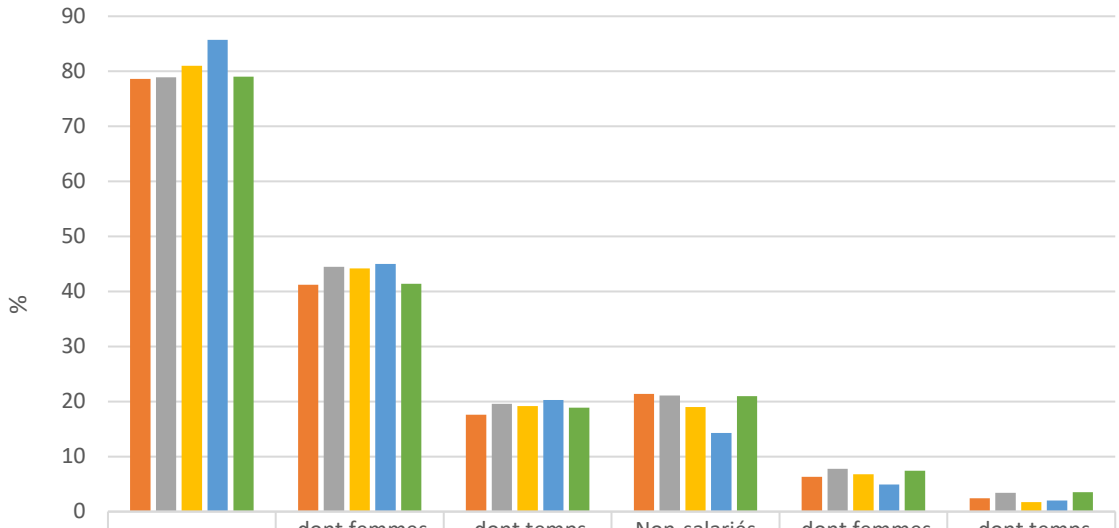


	Taux de chômage en %	Taux de chômage des 15 à 24 ans	Taux de chômage des 25 à 54 ans	Taux de chômage des 55 à 64 ans
Tallard 2008	9,9	19	9	7,8
Tallard 2013	12,2	24,5	10,4	12,9
Tallard 2019	8,8	14,2	7,4	11
CAGTD 2019	12,1	22	11,6	7,8
Hautes-Alpes 2019	10,3	20,9	9,5	8,2

Comparaison des taux de chômage entre Tallard, la CAGTD et les Hautes-Alpes - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.

En corollaire des constatations faites ci-dessus, le taux de chômage (la part de chômeurs dans les actifs) a connu une hausse entre 2008 et 2013 de 2.3 points, puis une baisse entre 2013 et 2019 de 3.4 points. En valeur absolue, la hausse du nombre de chômeurs est de 27 chômeurs entre 2008 et 2013 puis une baisse de 24 chômeurs en 2019. Ce sont donc des variations plutôt faibles. Entre 2013 et 2019, la baisse du taux de chômage est liée principalement à la baisse du taux de chômage chez les jeunes (15-24 ans), qui ont pu trouver un emploi. A contrario, ; le taux de chômage de 55-64 ans a augmenté sur cette période, en lien avec les difficultés de (re)trouver un emploi à cet âge.

1.5.3 REPARTITION DES CATEGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES DES ACTIFS

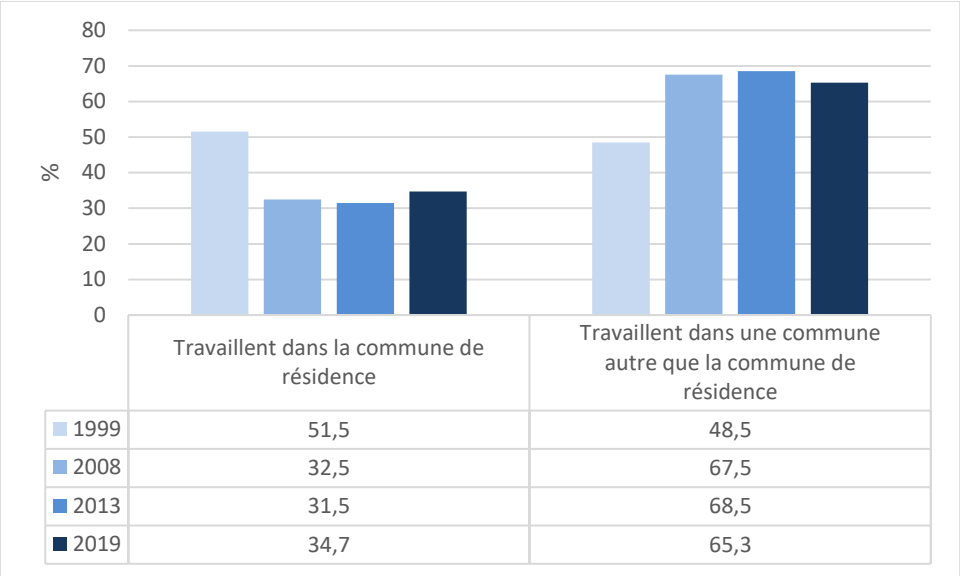


	Salariés (%)	dont femmes (%)	dont temps partiel (%)	Non-salariés (%)	dont femmes (%)	dont temps partiel (%)
Tallard 2008	78,6	41,2	17,6	21,4	6,3	2,4
Tallard 2013	78,9	44,5	19,6	21,1	7,8	3,4
Tallard 2019	81	44,2	19,2	19	6,8	1,7
CAGTD 2019	85,7	45	20,3	14,3	4,9	2
Hautes-Alpes 2019	79	41,4	18,9	21	7,4	3,5

Comparaison du statut de l'emploi de la population de 15 ans ou plus à Tallard, la CAGTD et les Hautes-Alpes - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales lieu de travail, géographie au 01/01/2022.

La proportion de salariés sur la commune a légèrement augmenté depuis 2008 avec une hausse de près de 2.4 points (soit 355 salariés en plus en valeur absolue). Tallard compte 81% de salariés. Si l'on compare ces chiffres avec le département et la Communauté d'Agglomération, on constate une similitude structurelle.

1.5.4 LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS

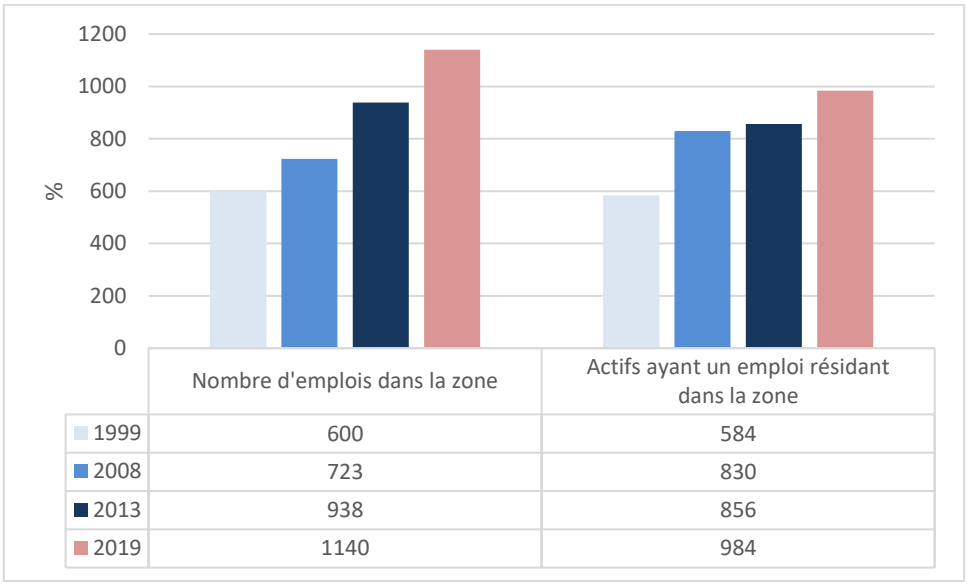


	Travaillent dans la commune de résidence	Travaillent dans une commune autre que la commune de résidence
1999	51,5	48,5
2008	32,5	67,5
2013	31,5	68,5
2019	34,7	65,3

Evolution du lieu de travail des actifs de Tallard entre 1999 et 2015 - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.

Si en 1999, la part des résidents travaillant dans la commune était presque égale voir légèrement supérieure à la part des résidents travaillant en dehors de la commune, aujourd'hui, plus que 34.7% des ménages résidant à Tallard y travaillent (-16.8 points) et 65.3% travaillent en dehors (+16.8 points). Cependant, on remarque une légère hausse entre 2008 et 2019 du nombre d'actifs travaillant sur la commune (+2.2 points).

La commune de Tallard dispose d'une situation stratégique, traversée par la D942 et la RN85. Les habitants ont la possibilité de se rendre rapidement dans les bassins d'emplois notamment à Gap. Les flux pendulaires sont donc importants sur la commune.

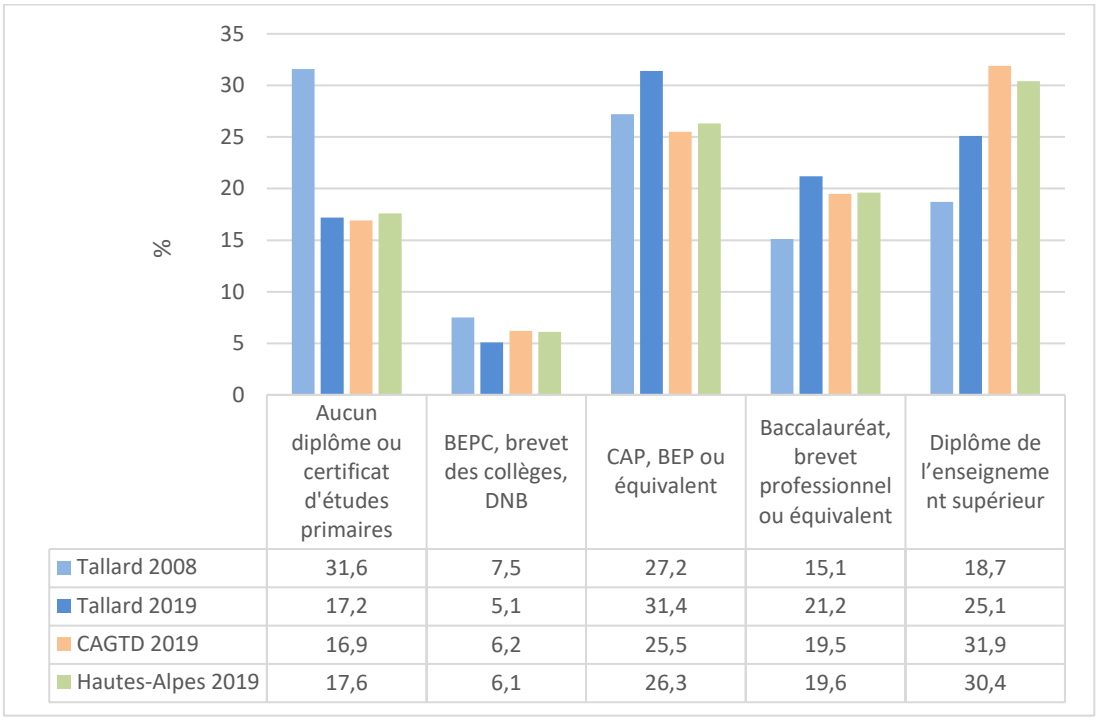


	Nombre d'emplois dans la zone	Actifs ayant un emploi résidant dans la zone
1999	600	584
2008	723	830
2013	938	856
2019	1140	984

Evolution du nombre d'emplois et du nombre d'actifs ayant un emploi sur Tallard de 2010 à 2015 - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.

On observe une augmentation de 90% du nombre d'emplois sur la commune entre 1999 et 2019. Aujourd'hui, le nombre d'emplois dans la commune est supérieur au nombre d'actifs ayant un emploi résidant à Tallard, ce qui témoigne d'un dynamisme économique important.

1.5.5 EVOLUTION COMPAREE DU NIVEAU DE FORMATION



	Aucun diplôme ou certificat d'études primaires	BEPC, brevet des collèges, DNB	CAP, BEP ou équivalent	Baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent	Diplôme de l'enseignement supérieur
Tallard 2008	31,6	7,5	27,2	15,1	18,7
Tallard 2019	17,2	5,1	31,4	21,2	25,1
CAGTD 2019	16,9	6,2	25,5	19,5	31,9
Hautes-Alpes 2019	17,6	6,1	26,3	19,6	30,4

Comparaison du niveau de diplôme le plus élevé de la population non scolarisée entre Tallard, la CAGTD et les Hautes-Alpes - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.

Le niveau de formation sur Tallard a fortement évolué entre 2008 et 2019.

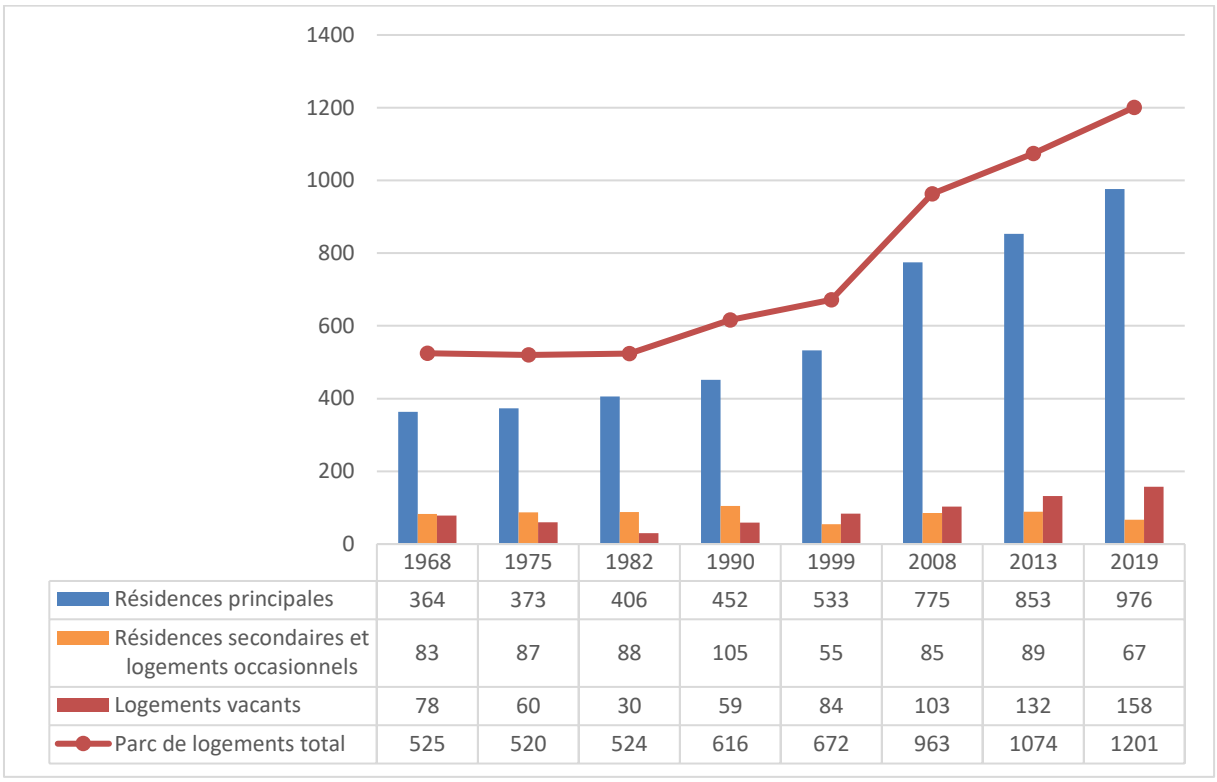
La population sans aucun diplôme a diminué de 14.4 points et la population diplômée du baccalauréat a augmenté de 6.1 points, ce qui corrèle avec les tendances observées au niveau national. La population ayant un diplôme de l'enseignement supérieur a augmenté de 6.4 points.

Le niveau de formation de la population de Tallard se rapproche de celui de la CAGDT et du département. Le taux de population sans diplôme est légèrement supérieur de 0.3 point, mais reste inférieur au département et le taux de diplômé de l'enseignement supérieur est inférieur de 6.8 points par rapport à la CAGTD. La population diplômée d'un CAP, BEP ou équivalent est plus élevée que la CAGTD et le département.

2. HABITAT ET LOGEMENT

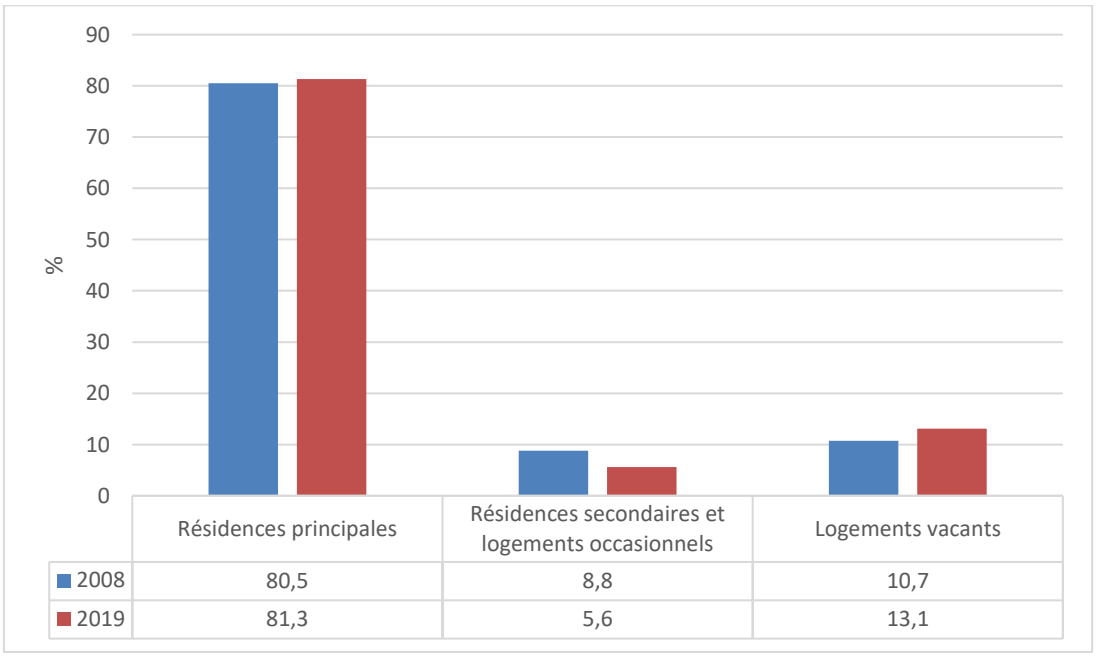
2.1.1 PARC DE LOGEMENT ET TYPOLOGIE DOMINANTE

2.1.2 CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENT



	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Résidences principales	364	373	406	452	533	775	853	976
Résidences secondaires et logements occasionnels	83	87	88	105	55	85	89	67
Logements vacants	78	60	30	59	84	103	132	158
Parc de logements total	525	520	524	616	672	963	1074	1201

Evolution du nombre de logements par type à Tallard de 1968 à 2019 - Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales.



	Résidences principales	Résidences secondaires et logements occasionnels	Logements vacants
2008	80,5	8,8	10,7
2019	81,3	5,6	13,1

Evolution de la part de type de logements dans le parc total de Tallard entre 2008 et 2019 - Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales.

En 2019, le parc de logement de la commune de Tallard se compose de :

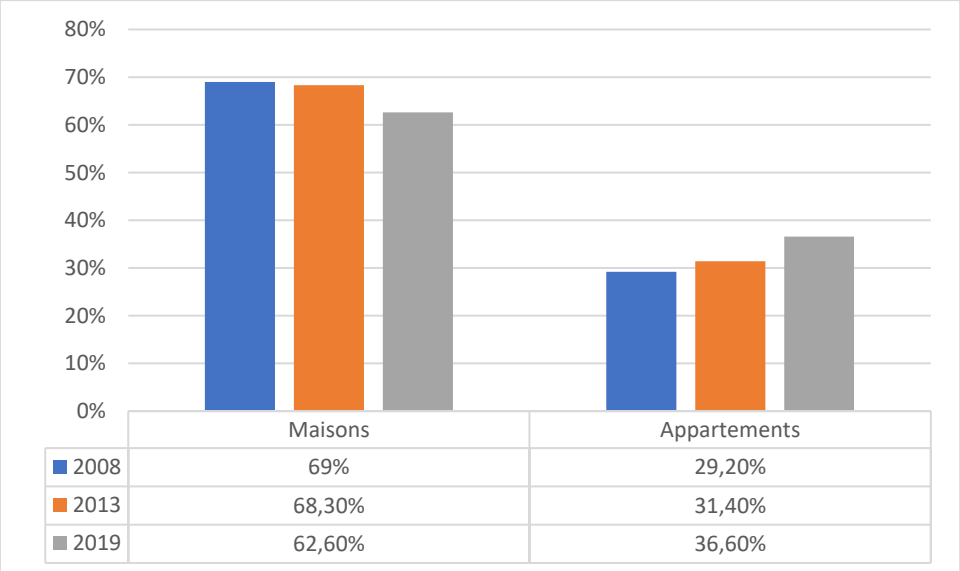
- 81.3 % de résidences principales. Ce parc domine le marché de Tallard. Entre 1968 et 1999, ce taux a faiblement évolué (+169 résidences en 30 ans). Cependant, à partir de 1999 et jusqu'en 2019 le parc a fortement augmenté (+443 résidences en 20 ans), ce qui est à mettre en lien avec la forte expansion démographique de la commune durant cette période.

- 5.6 % de résidences secondaires. Le parc a augmenté jusqu'en 1990 avec un pic à 105 résidences puis a connu une forte baisse en 1999 (55 résidences). Celui-ci a encore augmenté jusqu'en 2013 et aujourd'hui a tendance à baisser.

- 13.1 % de logements vacants. Entre 1990 et 2013, leur nombre a plus que doublé passant de 59 à 132 puis 158 en 2019. Ce taux est particulièrement élevé, étant donné que la moyenne nationale est de 7.9%. Un taux idéal pour favoriser les parcours résidentiels se situe autour de 6%. Selon l'INSEE, un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

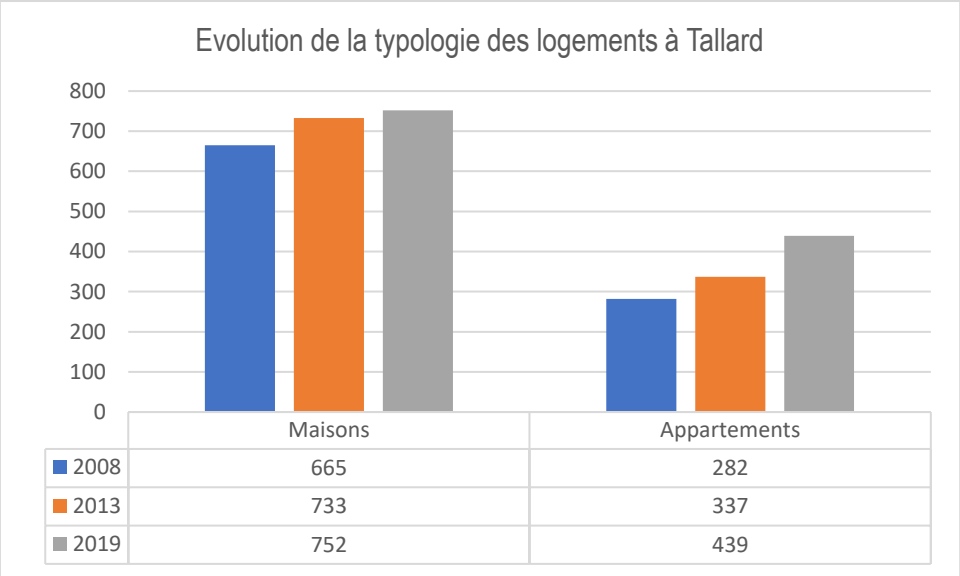
    - Proposé à la vente, à la location ;
    - Déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
    - En attente de règlement de succession ;
    - Conservé par un employeur pour un usage futur au profil de l'un de ses employés ;
    - Gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire.

2.1.3 TYPOLOGIE DU PARC DE LOGEMENT



	Maisons	Appartements
2008	69%	29,20%
2013	68,30%	31,40%
2019	62,60%	36,60%

Evolution de la typologie des logements de Tallard (proportion) - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.



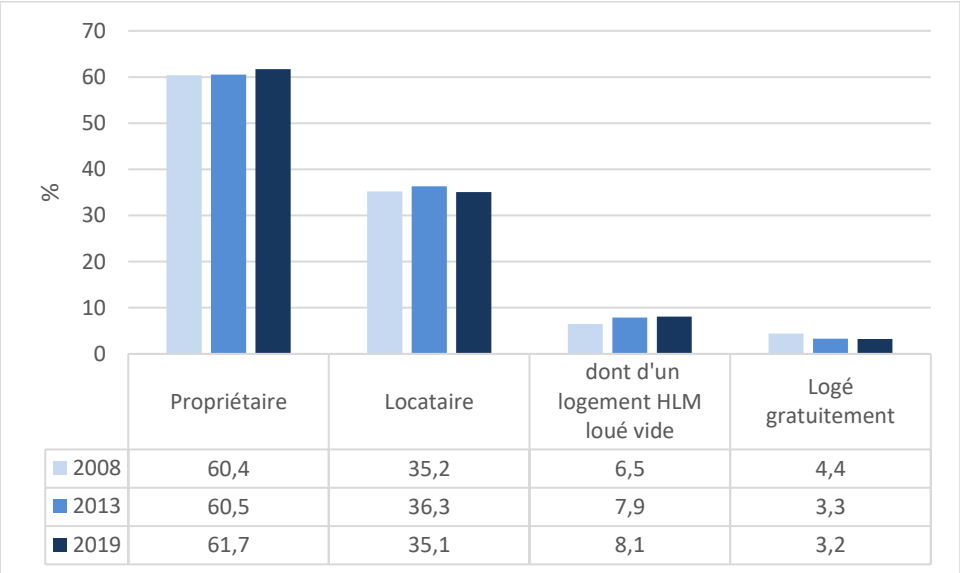
	Maisons	Appartements
2008	665	282
2013	733	337
2019	752	439

Evolution de la typologie des logements à Tallard (valeur absolue) - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.

La typologie dominante des logements en 2019 est encore la maison, représentant 62.6% du parc. Depuis 2008, ce chiffre a diminué 6.4 points.

Le nombre d'appartements au sein de la commune augmente doucement. Entre 2008 et 2019, 157 appartements et 87 maisons ont été construits. On remarque donc que la construction d'appartements est aujourd'hui majoritaire.

2.2. STATUT D'OCCUPATION DES LOGEMENTS



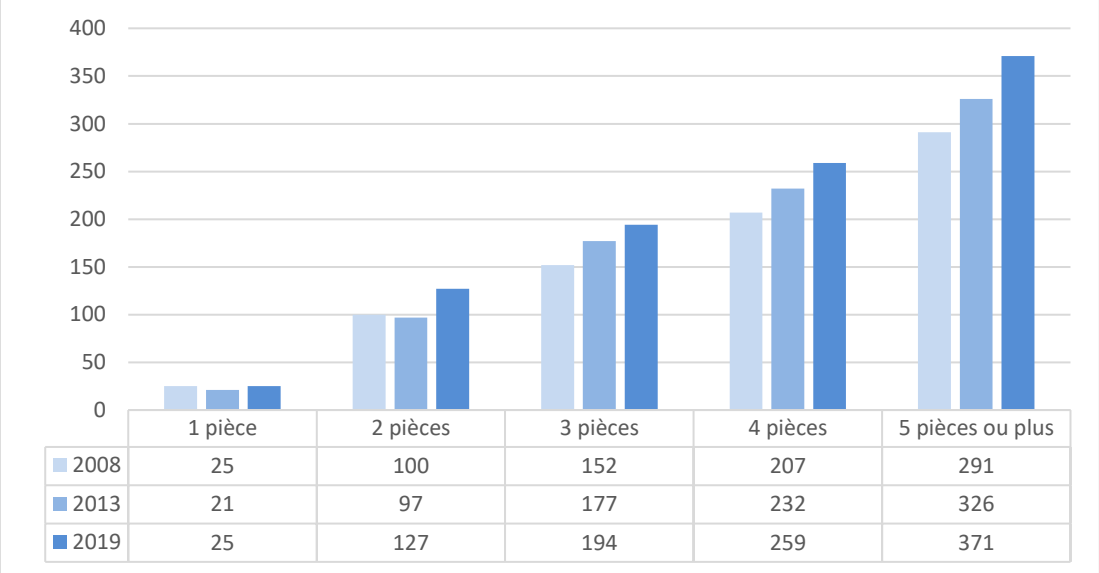
	Propriétaire	Locataire	dont d'un logement HLM loué vide	Logé gratuitement
2008	60,4	35,2	6,5	4,4
2013	60,5	36,3	7,9	3,3
2019	61,7	35,1	8,1	3,2

Evolution du statut d'occupation des résidences principales à Tallard - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.

Depuis 2008, le statut d'occupation des résidences principales a peu changé sur la commune. Les propriétaires sont toujours majoritaires à plus de 60 %. Concernant la part de locataires, elle reste également stable (autour des 35%) et celle des locataires disposant d'un HLM a augmenté de 1.6 points.

Entre 2008 et 2019, le nombre d'HLM a augmenté passant de 50 à 79 logements. L'intégralité du parc est détenue par l'OPH 05. En 2017, 13 logements ont été attribués et 52 demandes de logement étaient en attentes.

2.3. TAILLE DES LOGEMENTS



	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces ou plus
2008	25	100	152	207	291
2013	21	97	177	232	326
2019	25	127	194	259	371

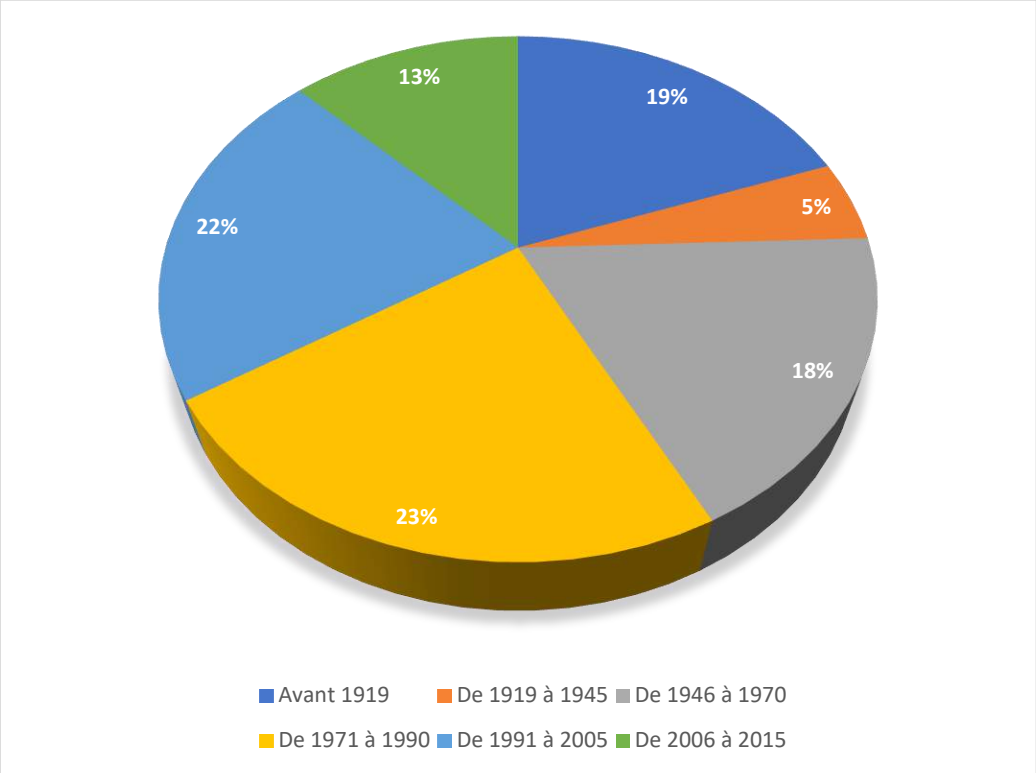
Evolution du nombre de pièces dans les résidences principales de Tallard - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.

Usuellement, les logements de type T3 et T4 sont les maisons ou appartements les plus demandés par l'ensemble de la population.

Sur Tallard, les résidences principales ont pour typologie dominante les 5 pièces.

Les logements de petite taille (T1 et T2) sont peu présents sur la commune. Or, l'augmentation du nombre de personnes seules et notamment des personnes âgées et des familles monoparentales conduit à une demande de ce type de logements.

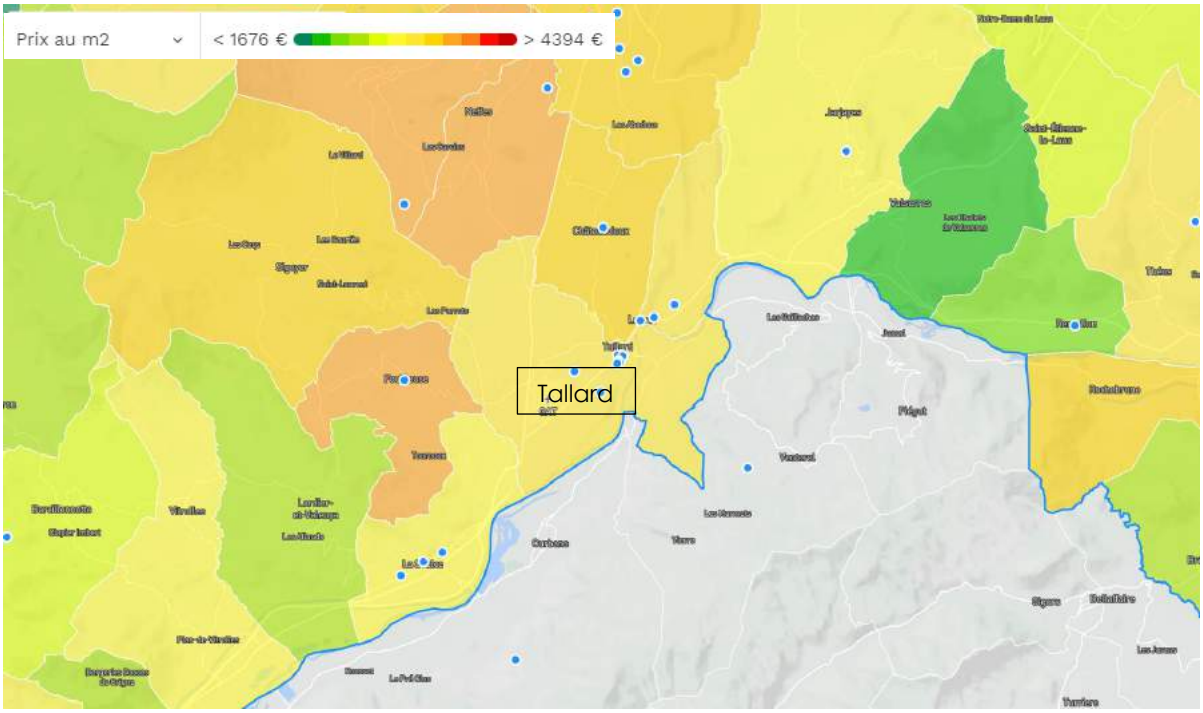
2.4. ANCIENNETE DU PARC IMMOBILIER



Résidences principales en 2019 selon la période d'achèvement - Source : Insee, RP2019 exploitation principale, géographie au 01/01/2022.

Presque la moitié du parc de logements a été conçu entre 1971 et 2005. La dynamique de construction continue puisque 13% du parc a été construit entre 2006 et 2015. On peut expliquer cet essor en partie par les effets de la périurbanisation. On note également, une part tout de même significative de logements construits avant 1945 (environ 20%), correspondant au centre historique qui a conservé une grande partie de son parc.

2.5. LE MARCHE IMMOBILIER



Le marché immobilier sur Tallard et ses environs - Source : www.meilleursagents.com

Communes	Prix en € / m²	
	Appartement	Maison
05 - Barcillonnette	2 256	2 699
05 - Châteauvieux	2 621	2 991
05 - Fouillouse	2 165	3 091
05 - Jarjayes	2 361	2 545
05 - Lardier-et-Valença	2 132	2 121
05 - Lettret	2 664	2 663
05 - Neffes	2 703	3 305
05 - La Saulce	2 275	2 635
05 - Sigoyer	2 022	2 988
05 - Tallard	2 256	2 699
Moyenne sur l'ensemble de la CC Tallard Barcillonnette	**2 341**	**2 675**

Prix de l'immobilier dans les communes voisines de Tallard au 1er février 2023 - Source : www.meilleursagents.com

On remarque que le prix du marché de la commune de Tallard pour un appartement est légèrement inférieur à la moyenne des communes voisines.

Concernant le prix du m² pour l'achat d'une maison, celui-ci est légèrement supérieur à celui de l'ancienne communauté de communes de Tallard Barcillonnette. Ce prix reste inférieur à celui du département qui est en moyenne de 2 910 €.

Le prix moyen d'un terrain viabilisé est estimé à environ 179 euros le m², bien que ce prix puisse s'abaisser à 152 euros le m² pour les terrains de grande superficie.

2.6. EVOLUTION DE LA CONSTRUCTION

Les données de Sit@del2 proviennent des formulaires de permis de construire traités par les centres instructeurs. Les informations déclarées dans le formulaire sont transmises mensuellement au service statistique du Ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et du Ministère du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité (MLETR). Les informations relatives aux autorisations sont transmises par les services instructeurs dans les six mois après le prononcé.

Les données relatives aux autorisations de construire présentes dans la base Sit@del2 sont issues des formulaires suivants : le permis de construire (PC), le permis d'aménager (PA), la déclaration préalable (DP).

Les permis pris en compte dans les statistiques de Sit@del2 sont ceux donnant lieu à des créations de logements ou à de la surface de locaux non résidentiels. Les données issues des permis de démolir sont enregistrées dans Sit@del2, mais elles ne sont pas statistiquement exploitables et ne font l'objet d'aucune diffusion.

Les données utilisées ici sont issues des séries en date réelle, qui agrègent l'information collectée (autorisations, mises en chantier) à la date réelle de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente, et à la date de la mise en chantier déclarée par le pétitionnaire. Elles doivent être privilégiées aux séries en date de prise en compte pour les études locales, au niveau de la commune ou de l'EPCI.

Le délai de mise à disposition des séries en date réelle est relativement long (6 mois pour les autorisations, 18 mois pour les mises en chantier) compte tenu des délais de remontée de l'information. De plus, ces séries sont régulièrement révisées pour prendre en compte les informations les plus récentes connues pour chaque permis. Par exemple : un permis autorisé en mars 2019 mais transmis en septembre 2019 ne pourra être intégré dans la série en date réelle de mars 2019 qu'au mois de septembre 2019.

C'est pour ces raisons que l'on peut observer certains décalages entre des données transmises par la mairie et des données Sit@del2. Cela permet néanmoins d'avoir des données fiables et qu'il est possible de comparer facilement avec d'autres territoires sur une période donnée (en l'occurrence ici les autres communes de l'ancienne CCTB).

- **Les travaux concernés par le permis de construire sont :**

  - ***Les travaux créant une nouvelle construction :***

Les constructions nouvelles sont celles indépendantes de tout bâtiment existant.

Elles doivent être précédées de la délivrance d'un permis de construire, à l'exception :

- *des constructions dispensées de toute formalité comme les piscines de moins de 10 m² ou les abris de jardin de moins de 5 m² ;*
- *et de celles qui doivent faire l'objet d'une déclaration préalable.*

  - ***Les travaux sur une construction existante :***

Les travaux sur une construction existante concernent par exemple l'agrandissement d'une maison.

Dans tous les cas, un permis de construire est exigé si les travaux ajoutent une surface de plancher ou une emprise au sol supérieure à 20 m². Lorsque la construction est située en zone urbaine d'une commune couverte par un PLU, un permis est nécessaire si :

- *les travaux ajoutent une surface de plancher ou une emprise au sol supérieure à 40 m² ;*
- *ou s'ils ajoutent entre 20 et 40 m² de surface de plancher ou d'emprise au sol et ont pour effet de porter la surface totale de la construction au-delà de 150 m².*

Un permis est également exigé si les travaux :

- *ont pour effet de modifier les structures porteuses ou la façade du bâtiment, lorsque ces travaux s'accompagnent d'un changement de destination (par exemple, transformation d'un local commercial en local d'habitation) ;*
- *ou portent sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ou se situant dans un secteur sauvegardé.*

❖ **Les travaux concernés par la déclaration préalable sont :**

- ***Les travaux sur une construction existante :***

Les travaux peuvent avoir lieu sur une construction existante (par exemple, construction d'un garage accolé à une maison) ou créer une nouvelle construction isolée (par exemple, un abri de jardin).

Une déclaration préalable est exigée si ces travaux créent entre 5 m² et 20 m² de surface de plancher ou d'emprise au sol.

Ce seuil de 20 m² peut être porté à 40 m² pour les travaux concernant une construction existante. Vos travaux doivent, pour cela, être situés dans une zone urbaine d'une commune couverte par un plan local d'urbanisme (PLU) ou un document assimilé (comme un plan d'occupation des sols).

Dans le cas où la demande d'extension est comprise entre 20 et 40 m² de surface, mais porte l'ensemble de la surface de la construction à plus de 150 m², alors un permis de construire doit être déposé.

- ***Les changements de destination :***

Une déclaration préalable est demandée dans le cas d'un changement de destination d'un local (par exemple, transformation d'un local commercial en local d'habitation) sans modification des structures porteuses ou de la façade du bâtiment.

- ***Les travaux modifiant l'aspect extérieur du bâtiment :***

Une déclaration est obligatoire si vos travaux modifient l'aspect initial du bâtiment. Les travaux concernés peuvent concerner :

- *le remplacement d'une porte ou d'une fenêtre par un autre modèle,*
- *le percement d'une nouvelle fenêtre,*
- *ou le choix d'une nouvelle couleur de peinture pour la façade.*

À l'inverse, les travaux consistant à restaurer l'état initial du bâtiment ne nécessitent pas de déclaration préalable. Ces travaux dits de ravalement concernent toute opération qui a pour but de remettre les façades en bon état de propreté comme le nettoyage des murs.

Les travaux de ravalement nécessitent toutefois une déclaration préalable s'ils se situent :

- *dans un espace protégé comme les abords d'un monument historique,*
- *dans un périmètre délimité par le PLU ou dans une commune ou périmètre d'une commune où le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI compétent en*

matière de PLU a décidé de soumettre, par délibération motivée, à déclaration préalable ces travaux.

❖ **Les travaux concernés par le permis d'aménager :**

Un permis d'aménager est notamment exigé pour :

- *la réalisation d'opération d'affouillement (creusage) et exhaussement (surélévation) du sol d'une profondeur ou d'une hauteur excédant 2 mètres et qui portent sur une superficie supérieure ou égale à 2 hectares (soit 20 000 m²),*
- *la création ou l'agrandissement d'un terrain de camping permettant l'accueil de plus de 20 personnes ou de plus de 6 tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs ou habitations légères de loisirs,*
- *la réalisation de certaines opérations de lotissement.*

Les travaux concernés par le permis de démolir :

Un permis de démolir est exigé lorsque la construction dont la démolition est envisagée :

- *relève d'une protection particulière (par exemple, secteur protégé par un plan local d'urbanisme, secteur sauvegardé, bâtiment inscrit au titre des monuments historiques),*
- *ou est située dans une commune où le conseil municipal a décidé d'instaurer le permis de démolir. En effet, le permis de démolir n'est pas obligatoire dans toute la France.*

Les données concernant ces autorisations d'urbanisme sont les suivantes :

Nombre de permis (logements + locaux) par type et par commune (2011-2021) - données arrêtées à fin novembre 2022 (Source Sit@del2)				
Nom des communes	**Permis de construire**	**Permis d'aménager**	**Déclaration préalable**	**Permis de démolir**
05 - Barcillonnette	30	0	40	0
05 - Châteauvieux	66	6	77	1
05 - Esparron	9	0	16	0
05 - Fouillouse	13	1	20	0
05 - Jarjayes	47	2	40	0
05 - Lardier-et-Valença	73	1	54	0
05 - Lettret	18	0	33	0
05 - Neffes	61	4	116	0
05 - La Saulce	78	1	96	0
05 - Sigoyer	65	0	54	0
05 - Tallard	**162**	**11**	**221**	**2**
05 - Vitrolles	29	2	23	0
TOTAL	**651**	**28**	**790**	**3**

Nombre de permis (logements + locaux) par type et par commune de la CCTB (2011-2021) - Source : Sit@del2

Type de Permis / Période	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
Permis de construire	-	11	13	15	24	19	21	12	13	17	17	162
Permis d'aménager	-	1	1	1	1	-	3	1	2	-	1	11
Déclaration préalable	-	37	51	9	-	-	3	26	29	33	33	221
Permis de démolir	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	2

Nombre de permis (logements + locaux) par type sur la commune de Tallard de 2011 à 2021 - Source : Sit@del2

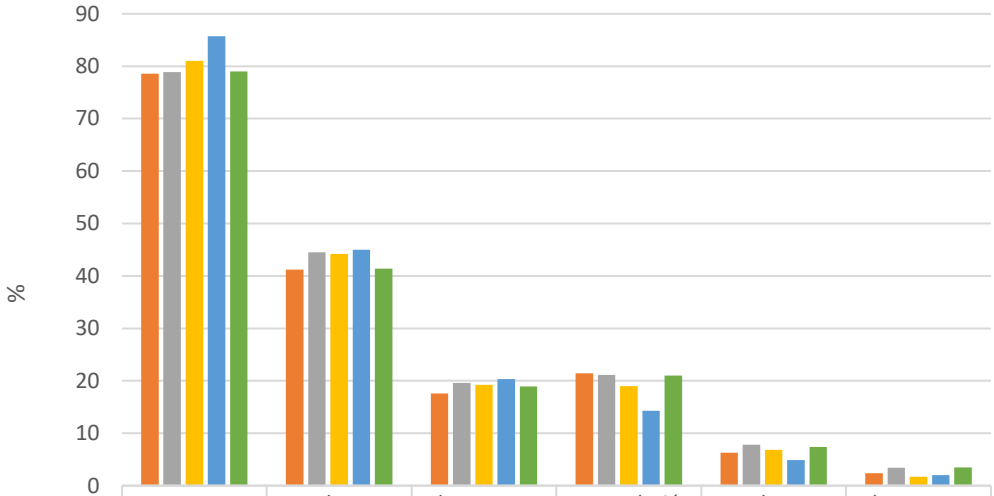
La tendance des demandes d'autorisation d'urbanisme sur la commune est relativement dynamique avec en moyenne 16 demandes de permis de construire par an accordés sur la période 2011 / 2021. Toutefois, entre 2011 et 2014, une baisse de construction avec en moyenne 13 demandes de permis a été constatée. Depuis 2015, on observe une reprise, avec toutefois une légère baisse en 2018 et 2019.

Environ ¼ des permis de construire et des déclarations préalables du territoire de l'ancienne Communauté de Communes Tallard-Barcillonnette ont été accordés sur la commune de Tallard. Sur la période, plusieurs permis d'aménager ont été délivrés. Les demandes de Permis de démolir sont quant à eux anecdotiques, avec seulement 2 permis accordés.

3. LES MOTEURS DE L'ECONOMIE LOCALE

L'analyse de l'économie locale de la commune de Tallard est fondée sur les données de l'INSEE entre 1999 et 2019.

3.1. LES EMPLOIS



	Salariés (%)	dont femmes (%)	dont temps partiel (%)	Non-salariés (%)	dont femmes (%)	dont temps partiel (%)
Tallard 2008	78,6	41,2	17,6	21,4	6,3	2,4
Tallard 2013	78,9	44,5	19,6	21,1	7,8	3,4
Tallard 2019	81	44,2	19,2	19	6,8	1,7
CAGTD 2019	85,7	45	20,3	14,3	4,9	2
Hautes-Alpes 2019	79	41,4	18,9	21	7,4	3,5

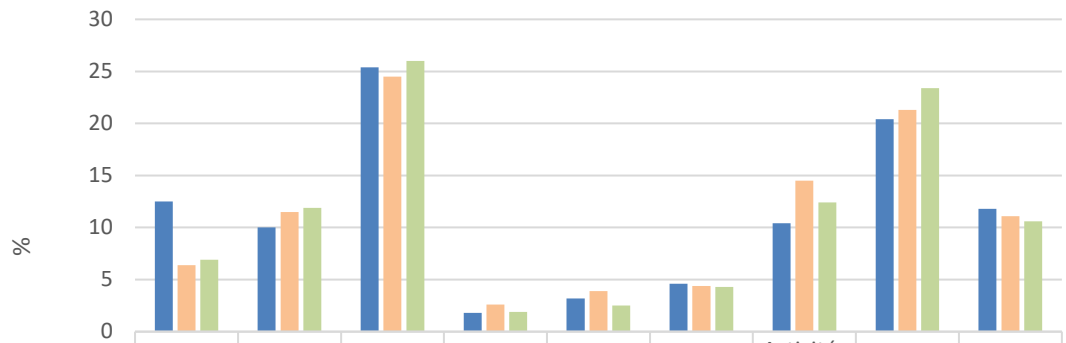
Comparaison de l'emploi selon le statut professionnel des actifs de Tallard, la CAGTD et les Hautes-Alpes - Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales lieu de travail, géographie au 01/01/2022.

Sur la commune, la répartition des emplois selon le statut professionnel (1 140 emplois en 2019, 938 en 2013) montre une prépondérance des emplois salariés avec 81 % en 2019. Cette répartition est stable, elle a peu évolué sur la période étudiée. Cette proportion est légèrement inférieure à ce que l'on observe à l'échelle de la communauté d'agglomération.

De plus, le taux d'emplois à temps partiel est peu élevé en 2019 (1.7%) dans la commune et dans la CAGTD alors qu'il se situe à 3.5% à l'échelle du département. Cette différence s'explique par le fait que de nombreux emplois saisonniers sont proposés dans le département en raison du potentiel touristique et agricole.

3.2. DYNAMIQUES ENTREPRENEURIALES

On dénombrait 280 entreprises sur Tallard au 31 décembre 2020 (4 588 sur la CAGTD) dans les activités marchandes hors agriculture réparties comme suit :



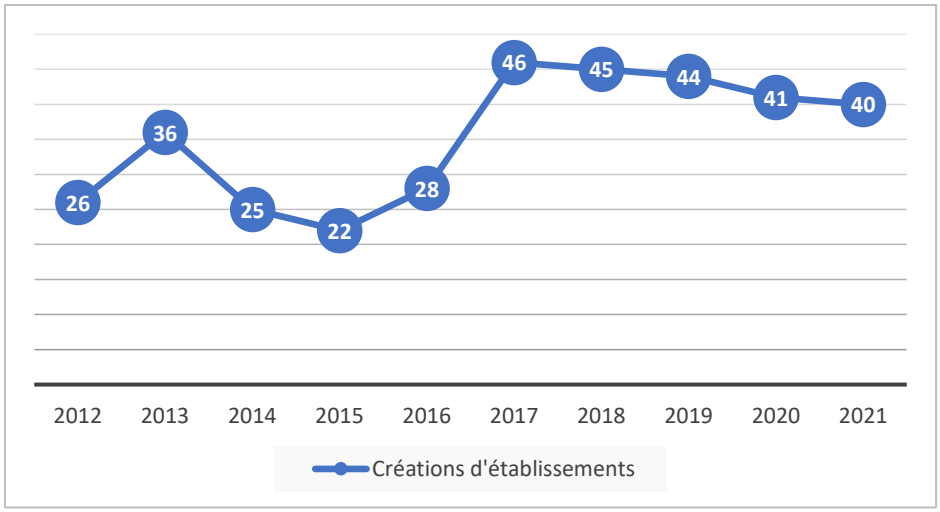
	Industrie manufacturière, industries extractives et autres	Construction	Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	Information et communication	Activités financières et d'assurance	Activités immobilières	Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	Autres activités de services
Tallard (%)	12,5	10	25,4	1,8	3,2	4,6	10,4	20,4	11,8
CAGTD (%)	6,4	11,5	24,5	2,6	3,9	4,4	14,5	21,3	11,1
Hautes-Alpes (%)	6,9	11,9	26	1,9	2,5	4,3	12,4	23,4	10,6

Comparaison de la proportion d'entreprises par secteur d'activité entre Tallard, la CAGTD et les Hautes-Alpes au 31 décembre 2020 - Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) en géographie au 01/01/2022.

Par rapport à la CAGTD et au département, Tallard affiche des proportions à peu près similaires.

Les secteurs d'activité les plus représentés sur la commune sont : le commerce, transport, hébergement et restauration (25.4 %), l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (20.4%), l'industrie manufacturière, industries extractives et autres (12.5%), les autres activités de services (11.8%) et les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (10.4%)

Le secteur de l'industrie est deux fois plus élevé que dans la CAGTD et le département avec 12.5% des entreprises.



Evolution de la création d'établissements par an de 2012 à 2021 sur Tallard - Sources : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) en géographie au 01/01/2022.

Sur le graphique ci-dessus, on observe une hausse de la création d'établissements en 2013 (36 entreprises créées) puis en 2016 (46 entreprises) et une stagnation dans les alentours de 40 entreprises créées par année.

Les constructions à caractère économique sont réparties comme suit à l'échelle de la CCTB :

Surfaces de locaux autorisés par type et par commune (2012-2022)
Données arrêtées à fin novembre 2022 (Source Sit@del2)

Nom des communes	Surface de locaux en m² par destination								
	Hébergement hôtelier	Commerces	Bureaux	Artisanat	Industriels	Agricoles	Entrepôts	Service public	TOTAL
Barcillonnette	0	0	0	0	0	1639	0	108	1747
Châteauvieux	0	105	67	392	554	1360	906	124	3508
Esparron	0	0	0	0	0	0	0	22	22
Fouillouse	0	0	0	0	0	2359	0	56	2415
Jarjayes	0	41	0	0	0	9488	0	119	9648
Lardier-et-Valença	0	0	465	373	0	1488	2644	447	5417
Lettret	0	0	0	0	0	727	6	0	733
Neffes	0	127	60	0	0	544	1192	233	2156
La Saulce	0	2203	2317	3643	9	5017	7088	586	20863
Sigoyer	0	127	60	0	0	544	1192	233	2156
Tallard	488	7716	1138	3187	1848	8394	5899	4499	33169
Vitrolles	0	0	0	308	0	2040	0	0	2348
TOTAL	488	10319	4107	7903	2402	33600	10647	6427	75893

Surfaces de locaux autorisés par type et par commune (2008-2017) - Source : Sit@del(2)

Les surfaces de locaux à caractère économique autorisées représentent 75893 m² de surface de plancher sur l'ensemble des communes sur la période 2012/2022. Sur cette même période, 33169m² ont été construits sur Tallard soit environ 48 % du total de locaux construits. Ces surfaces de constructions sur Tallard sont réparties de manière assez homogène avec 25% de locaux agricoles, 18% de locaux d'entrepôts, 23% de commerces.

3.3. LES ACTIVITES ECONOMIQUES

La commune de Tallard compte un nombre important d'activités et de commerces au regard de sa population, cela peut s'expliquer par sa localisation géographique. La commune est située à la porte d'entrée sud du département des Hautes-Alpes, à quelques kilomètres de la sortie de l'autoroute A51 en provenance d'Aix-Marseille.

Le développement économique de la commune a été dynamisé par ses principaux pôles que sont :

- **L'aérodrome,** à proximité duquel se sont développés un aéropôle (parc d'activités d'entreprises travaillant autour de la filière aéronautique), et une Zone d'Activités Economiques regroupant des commerces et entreprises traditionnels ;
- **L'économie médicale et sociale,** avec le centre médical de la Durance, l'Ehpad ouvert en 2014, la Chrysalide et ses différents foyers d'accueil de personnes handicapées.

Les activités économiques se concentrent principalement dans la Zone d'Activité Economique et le long de la N85 ainsi que dans le centre-bourg où les commerces de proximités sont regroupés autour de la D942.

3.3.1 *LES ZONES D'ACTIVITES*

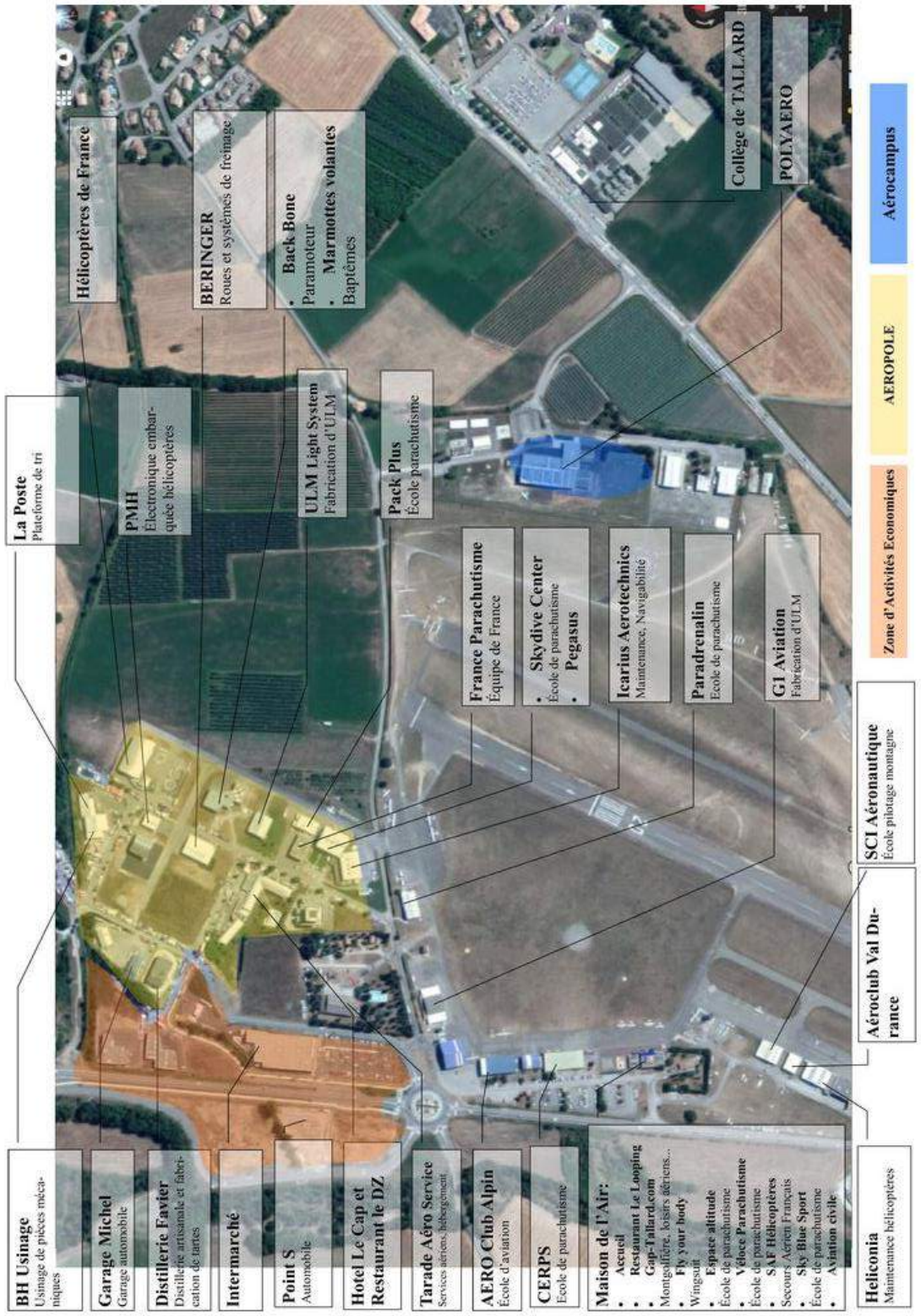
La commune de Tallard dispose d'une zone d'activité appelée **Aéropole de Gap-Tallard / Zone du Rousine**. Cette zone est divisée en **trois entités** accueillants diverses activités :

- ***L'aérodrome*** *sous gestion départementale, regroupe l'ensemble des services et entreprises liés à l'activité aéronautique.*

- ***L'aéropole****, qui est une zone d'activité économique, créée par les communes de Gap et de Tallard. Une trentaine d'entreprises ou d'associations spécialisées dans l'aéronautique composent le site, avec notamment de la maintenance d'aéronefs. (…) La zone aéropole propose également du travail aérien en montagne ou pour RTE, des retransmissions d'évènements sportifs internationaux comme le Tour de France ou le tourisme aérien, le loisir mais aussi le sport de haut niveau avec la présence du pôle France de parachutisme.*
  L'ensemble des bâtiments composant l'aéropole sont desservis pas un taxiway afin de favoriser l'implantation d'entreprises directement liées à l'aéronautique.
  Le développement du nombre de mouvements aériens et donc du nombre d'aéronefs a attiré plusieurs entreprises spécialisées dans la maintenance aéronautique, qui génèrent aujourd'hui près de 100 emplois sur la commune. Au total, l'aérodrome de Tallard représente plus de 300 emplois.

  En marge de cet aéropole, une Zone d'activités économiques accueille des entreprises "classiques", telles qu'un supermarché, des entreprises liées à l'automobile, la transformation de produits laitiers, au bricolage et autres.

- ***L'Aérocampus*** *au sud a ouvert en 2016 du centre de formation Polyaéro, qui accueille une centaine d'étudiants du CAP au Master.*



Zone d'activité Aéropole de Gap-Tallard - Source : https://www.ville-tallard.fr/fr/entreprendre/les-zones-dactivites/

A l'échelle de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance, 12 zones d'activités sont recensées réparties sur 8 communes (Chateauvieux et Neffes, Gap, Lardier et Valenca, La Saulce, Sigoyer, Tallard et Vitrolles).

3.3.2 LES ACTIVITES ARTISANALES ET ENTREPRENEURIALES

La commune de Tallard ne dispose d'aucune Zone d'Activité Artisanale. Néanmoins de nombreux artisans et entreprises sont installés sur la commune. On retrouve les professions suivantes : garagistes, maçon, électricien, entreprise de nettoyage, coiffeur, fleuriste…

3.3.3 LES ACTIVITES COMMERCIALES

La commune de Tallard dispose sur son territoire des commerces de proximité suivants :

- 1 supermarché et 1 BioCoop
- 2 superettes
- 3 boulangeries
- 1 pâtisserie
- 1 boucherie charcuterie
- 1 primeur
- 6 bars
- 7 restaurants
- 6 pizzérias (dont une proposant un service de livraison à domicile)
- 1 sandwicherie / kebab
- 3 salons de coiffure + 1 salon en CAT + 1 coiffeuse à domicile
- 4 esthéticiennes
- 1 pharmacie
- 1 magasin de vêtement, couturière, retouches
- 2 stations essence avec station lavage et 1 station de lavage
- 1 laverie automatique
- 4 banques avec distributeurs de billets
- 1 bureau de poste
- 4 agences immobilières
- 1 tabac presse
- 2 études notariales

Parmi ces commerces, nombreux sont ceux situés dans le centre bourg, le long de la D942, cet axe particulièrement emprunté assure un dynamisme aux commerces.



La D942, lieu de passage et lieu de vie dans le centre bourg - Source : Alpicité

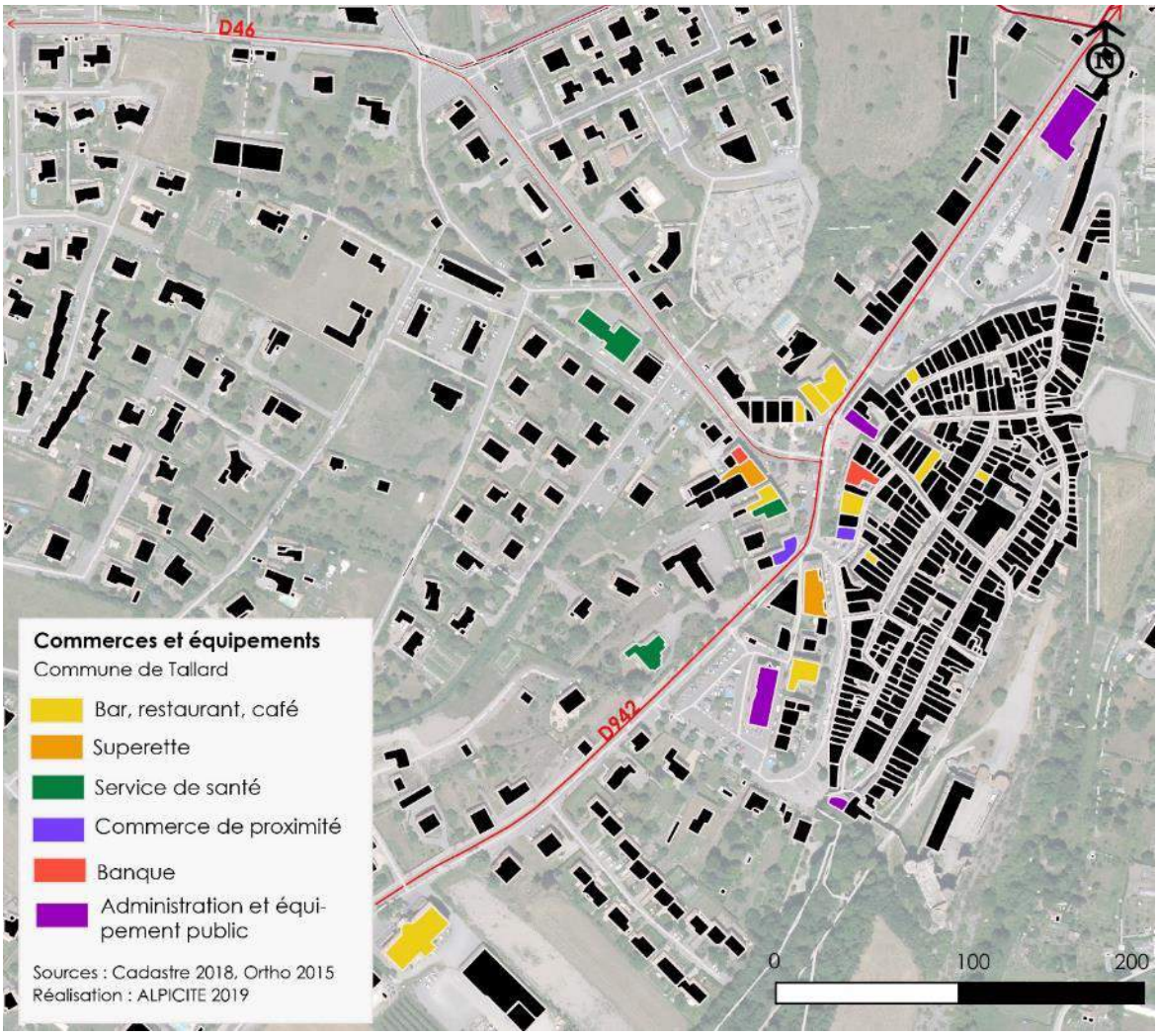
Au-delà de constituer un lieu de passage, le centre de la commune est un véritable lieu de vie. La commune dispose d'une centralité active et animée, d'après les observations de terrain, très peu de commerces vacants sont présents dans le centre ancien.

Tous les mardis et vendredis matin, le marché s'installe place Commandant Dumont. De nombreux producteurs de fruits et légumes locaux sont présents.

Pour compléter l'offre de commerces, la zone activité économique comporte un supermarché ainsi qu'une station essence et quelques commerces. Toutefois, comme cette offre reste raisonnable cela permet d'assurer de l'activité aux commerces situés dans le centre bourg.



Commerces de proximité situés dans le centre de Tallard - Source : Alpicité



Commerces et équipements présents dans le centre-bourg de Tallard

3.3.4 PROFESSIONS LIBERALES

La commune de Tallard est bien pourvue en professionnels de santé parmi lesquels on recense :

- 1 cabinet médical avec 4 médecins
- 9 infirmier/ères
- 1 dentiste
- 10 kinésithérapeutes
- 1 vétérinaire

A noter que l'économie médicale et sociale constitue un volet important sur la commune, représentée par 3 structures :

1. **Le Centre Médical la Durance**, soins de suite et de rééducation,

2. **L'EHPAD les Vergers de la Durance**, qui vient compléter l'offre de prestations médicales et sociales sur la commune, dans une coopération vertueuse entre ces 3 structures.

3. **La Chrysalide**, qui accueille des personnes handicapées au travers de plusieurs centres et missions : service d'accompagnement à la vie sociale, foyer d'hébergement, service d'aide par le travail…



Ehpad les vergers de la Durance - Source : Alpicité

Pour avoir accès à d'autres services les habitants peuvent se rendre à Gap notamment pour consulter des spécialistes.

3.3.5 LE TOURISME

*L'ensemble des éléments mentionnés ci-dessous sont tirés du Dossier de Classement en Station touristique de la Commune de Tallard ainsi que des informations disponibles sur le site communal. Certaines informations ont été mises à jour.

Forte d'un patrimoine bâti riche, d'un climat exceptionnel et d'un aérodrome générant plus de 80 000 sauts en parachute par an, la commune de Tallard est aujourd'hui une destination touristique à part entière, et non plus une étape entre la grande agglomération marseillaise et les stations de ski du nord des Hautes-Alpes.

La politique de valorisation touristique de la commune de Tallard lui a permis d'obtenir plusieurs labels :

- Référencement « Station Verte » en 2011.
- Label « Famille Plus »,
- Seule commune de la communauté d'agglomération classée « Commune touristique »,
- Deux fleurs au concours national de villes et villages fleuris.

La commune de Tallard est également traversée par la Route Napoléon et depuis 2007, il s'agit d'une ville départ du tour de France.

Pour renseigner les visiteurs qui se rendent dans la commune, un office de tourisme est présent dans le centre bourg. Celui-ci est ouvert toute l'année du Lundi au samedi de 9h à 13h, et en juillet août de 9h à 18h, l'accueil y est fait en plusieurs

langues (Français, anglais, italien). L'ensemble des brochures touristiques du secteur sont disponibles gratuitement à l'Office, ainsi que des documentations générales sur les activités et les hébergements, cartes touristiques.

Un espace boutique propose des produits régionaux, des cartes et topoguides, ainsi que le jeu de Piste « le Chevalier Blanc », proposant aux familles une découverte ludique du patrimoine historique de la commune de Tallard.

Un service de billetterie et de réservation permet de faciliter la vie des touristes présents sur le territoire : Billetterie de spectacles et concerts, réservation d'activités de loisirs, vente de tickets de transports Hautes-Alpes en car avec 05voyageurs.



Office de tourisme, Tallard - Source : Alpicité

3.3.5.a°) Les hébergements

La commune de Tallard possédait en 2018 une capacité d'hébergement touristique d'environ 340 lits.

Les typologies d'hébergements touristiques représentées sont les suivantes :

Hébergements classés	Nom et classement	Nombre chambres	Nombre lits
2 Hôtels	**Le Cap** 3 étoiles Labélisé inter hôtel	35	115
	Le Mas d'Estello 3 étoiles	18	36
1 Camping	**Camping Le Chêne** 2 étoiles	52 emplacements	156
1 meublé de tourisme	1 étoile	2	4
Total hébergements classés	**4**	**Nombre de lits classés**	**311**
Hébergements non classés	**Nom**	**Nombre chambres**	**Nombre lits**
4 Location chalets	**Tarade Aéro Services**	4 Chalets de 4 personnes	16
Chambres d'Hôtes	**La Grange**	5 (1x2 + 1x3 + 3x2)	11
Meublé	**Le rdv des artistes**	1	2
Total hébergements non classés	**3**	**Nombre de lits non classés**	**29**
TOTAL lits marchands			**340**
Pourcentage d'hébergements classés		311/340	**91,5 %**

Capacité d'accueil touristique- Source : observatoire économique des Hautes-Alpes

L'offre d'hébergement touristique classé présente sur la commune de Tallard est principalement destinée à un public ayant des moyens financiers élevés. Il faut compter environ 80 euros minimum la nuitée en période estivale.

On rappellera que la commune comptait également 67 résidences secondaires en 2019.

D'un point de vue touristique la commune de Tallard reste une ville étape, de ce fait, les touristes sont de passage pour des courts séjours. La clientèle séjournant plus longtemps est composée de familles.

3.3.5.b°) Les activités

Tallard est une station touristique en développement depuis la prise de conscience de son patrimoine historique exceptionnel et l'activité croissante de son aérodrome attirant chaque année de nouveaux pratiquants.
Fort de son positionnement autour de ses atouts que sont l'AIR et le PATRIMOINE, la commune de Tallard dispose de deux domaines d'activités touristiques :

1 - Culture et Patrimoine

❖ *Le Château de Tallard :*

Classé monument historique en totalité depuis 1956, Le Château de Tallard se visite toute l'année. Avec plus de 10 000 visiteurs par an, c'est l'élément central du patrimoine historique de Tallard et un site incontournable du patrimoine médiéval haut-alpin.

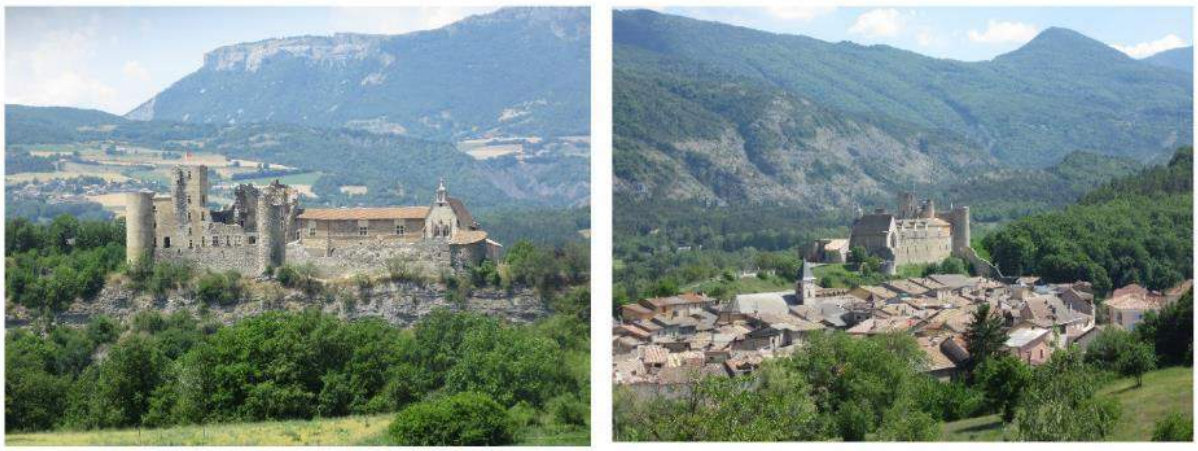
Les visiteurs ont le choix entre différents types de visite :

Visite libre ou guidée du château, visite guidée du château et du village ou alors visite nocturne aux lampions.

Durant l'été, plusieurs représentations sont organisées par des associations (Le geste des Hautes-Alpes et l'association Son et Lumières).

Le parc de la Garenne, classé site pittoresque du département depuis 1958, attenant au Château offre également de nombreuses promenades, ainsi qu'un parcours sportif et des itinéraires balisés.

Pour le moment, le château fait l'objet de travaux, de ce fait il n'est pas accessible au public.



Vues sur le Château de Tallard - Source : Alpicité

❖ *L'Eglise Saint-Grégoire :*

Également classée monument historique depuis 1931, et entièrement rénovée en 2012, cette Eglise dont la construction s'étale de 1640 à 1644 est le lieu d'un important pèlerinage arménien, en l'honneur de St Grégoire, parti d'Arménie pour évangéliser la gaule et dont la route s'arrêtera à Tallard.

L'église St Grégoire abrite les plus anciens orgues du Sud Est toujours en état de fonctionnement.




L'église Saint-Grégoire - Source : Alpicité

Il existe plusieurs façons de découvrir le patrimoine tallardien : visite libre ou guidée, jeux de piste (deux parcours ont été créés).

De plus, depuis quelques années maintenant, il est possible d'effectuer des visites guidées sous réservation de l'aérodrome de Tallard.

2- Sports

- ***Activités aériennes sur l'aérodrome :***

Grâce à des conditions climatiques et aérologiques exceptionnelles, l'aérodrome de Tallard propose des activités durant 12 mois de l'année, même si elles sont principalement concentrées du mois de mars au mois de novembre.

Durant cette période l'ensemble des sports aériens sont proposés :

- Saut tandem en chute libre
- Vol en montgolfière
- Baptême de l'air en planeur ou en hélicoptère
- Vol en parapente, ULM ou autogire, stage de pilotage

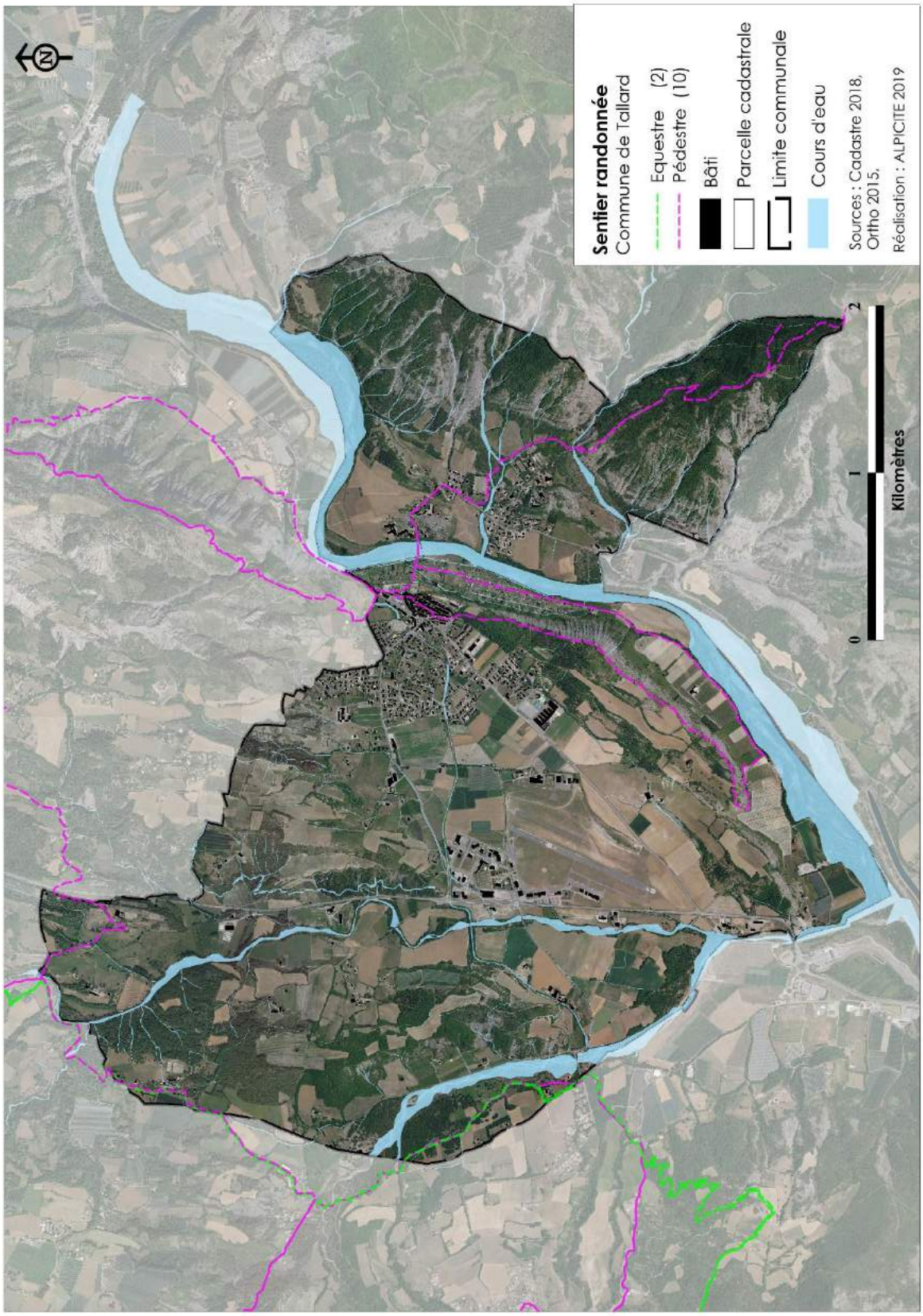
En 1987, Tallard a obtenu le label « centre national de haut niveau » et en 1990 celui de « premier centre de parachutisme de France ». Le Pôle France de Parachutisme s'est installé sur l'aérodrome en 1996. Dès lors, l'aérodrome de Gap-Tallard est devenu une référence mondiale des loisirs aériens. Depuis, les évènements s'y succèdent (Coupes du Monde et d'Europe, Championnats du monde et de France, Gordon Bennett …).



Aérodrome de Gap-Tallard - Source : Alpicité

❖ **Randonnées pédestres et équestres**

Avec de nombreux itinéraires balisés, la commune de Tallard est le point de départ de nombreuses promenades et randonnées. Le GR653D permettant de relier Ceüse depuis la Durance traverse le territoire communal.



Itinéraires randonnées pédestres et équestre au départ de Tallard

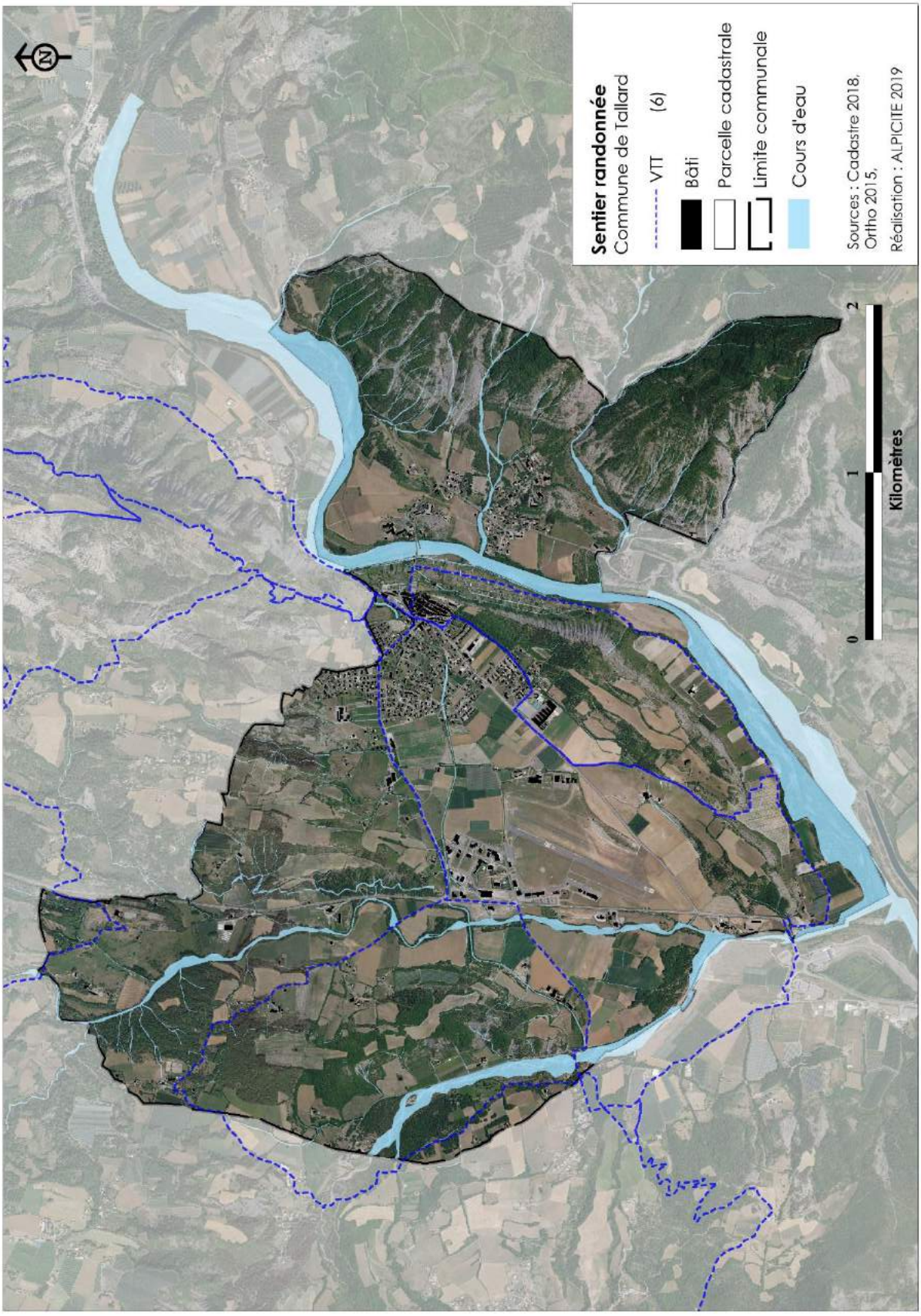
La commune dispose également de 2 centres équestres permettant la pratique régulière de randonnées et d'initiations, d'ailleurs 2 sentiers de randonnées équestres traversent le territoire communal.



Vue surplombant le château de Tallard depuis le GR653D et panneau d'indications – Source : Alpicité

❖ **VTT et vélo de route**

La commune de Tallard est propice à la pratique du VTT. Parmi les itinéraires proposés par l'espace vélo des Vallées du Gapençais, 5 randonnées VTT sont au départ de Tallard, des plus faciles au plus ardues. A cela il faut noter la présence d'un autre sentier.



Itinéraires randonnées VTT présent sur la commune de Tallard

❖ **Sports d'eau vive**

La Durance est un espace privilégié pour la pratique des sports d'eau vive. Une base nautique installée à proximité de la Durance propose des activités comme le kayak et le canoë. Pour compléter cette offre la commune dispose d'un stade de kayak (entrainement et arrivée de randonnée).

❖ **Pêche**

Les Hautes-Alpes sont un département réputé pour la pêche. A Tallard, l'activité se pratique sur la Durance.

❖ **Sports d'hiver**

Tallard ne possède pas directement d'équipement lié à la pratique des sports d'hiver mais se trouve à proximité des stations des Hautes-Alpes.

❖ **Autres équipements de loisirs**

Pour compléter cette offre la commune dispose également de plusieurs équipements de loisirs sportifs :

- Une piscine extérieure ouverte de juin à septembre
- Deux terrains de tennis
- Un parcours sportif situé le long du parc de la Garenne
- Un terrain de foot
- Un city stade
- Un parcours de bi-cross
- Un terrain de pétanque
- Un gymnase



Équipements sportifs présents sur la commune - Source : Alpicité

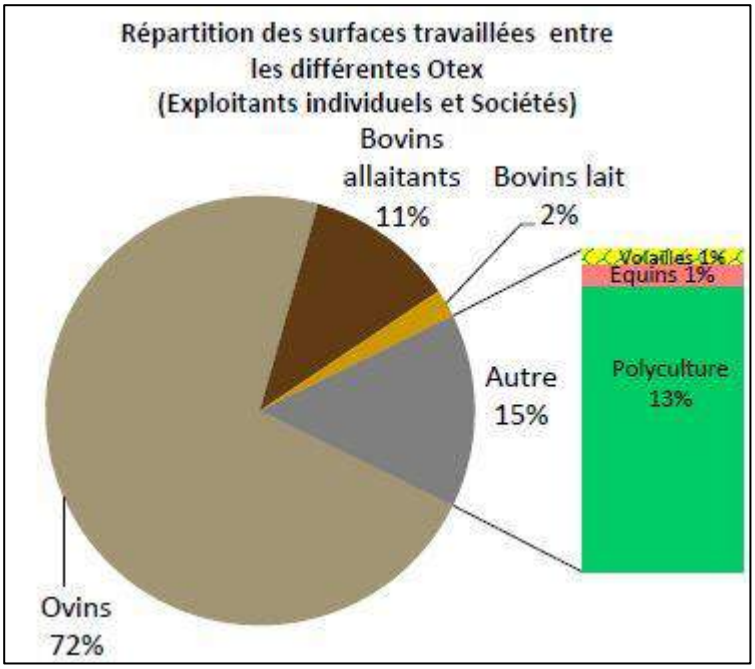
3.3.6 LES ACTIVITES AGRICOLES

3.3.6.a°) L'agriculture dans les Hautes-Alpes

Ce chapitre se base sur une étude agricole menée par Terr'Aménagement sur une autre commune des Hautes-Alpes.

L'élevage : les Hautes-Alpes, un département à spécialisation élevage de plus en plus marqué.

Au sein des moyennes et grandes exploitations agricoles, qui jouent un rôle essentiel dans la production départementale, 69% des exploitations sont spécialisées dans une production animale (67% en 2000). L'orientation technico-économique dominante reste l'élevage ovin. Le nombre d'exploitations a diminué moins vite que dans d'autres orientations (- 5% contre – 12% de moyenne sur l'ensemble des orientations). Elle concerne 340 exploitations en 2010, plus d'une exploitation sur trois.



Répartition des surfaces travaillées entre les différentes Otex

Parmi les autres spécialisations animales, l'orientation bovine ne concerne plus que 24% des exploitations (27% en 2000), mais ce recul ne concerne pas les bovins allaitants : cette spécialisation regroupe une centaine d'exploitations, soit une sur dix.

En 2010, le cheptel bovin haut-alpin compte 30 059 bêtes et représente pratiquement la moitié du cheptel bovin régional. Il a diminué de 12% sur les 10 dernières années. 25% des exploitations haut-alpines ont une orientation technico-économique en élevage bovin.

L'élevage est conduit selon un mode extensif avec un pâturage en alpage.

La marque « Pâtur'alp » mise en place en 2003 contribue à la valorisation des animaux finis auprès des boucheries traditionnelles locales (PACA).

Le département des Hautes-Alpes compte également une filière de génisses laitières d'élevage principalement de race Abondance et accessoirement Tarine.

L'orientation caprine connaît un essor sur les 10 dernières années et bien qu'elle ne concerne en 2010 que 3% des exploitations, celles-ci sont 35% de plus qu'en 2000.

L'apiculture concerne une quarantaine d'exploitations en 2010, soit près du double depuis les années 2000. Elle regroupe en 2010 4% des exploitations du département.

Le domaine pastoral recouvre 46% de la surface du département des Hautes-Alpes, soit 237 000 ha d'alpages, estives ou parcours valorisés par 200 000 ovins et 15 000 bovins.

Le pastoralisme permet de maintenir et de préserver les élevages bovins et ovins, d'entretenir les espaces herbagés. Il contribue ainsi à l'aménagement du territoire et l'ouverture des milieux. La recherche de la préservation de cet équilibre entre le maintien de l'agriculture, la protection de l'environnement et la fréquentation touristique est un enjeu fondamental pour les Hautes-Alpes.

Les alpages dominent au Nord où ils occupent 80% des surfaces pastorales et sont composés principalement de pelouses, mais également de sous-bois pâturés. La moitié des surfaces d'estive de la région PACA est située dans les Hautes-Alpes.

Les parcours dominent au Sud du département. Ils complètent l'activité pastorale estivale et sont indispensables pour compléter l'alimentation des troupeaux.

Les 2/3 des parcours sont pâturés par des troupeaux composés uniquement d'ovins.

En 2010, 500 exploitations sont spécialisées dans l'orientation ovine, soit 70 de moins qu'en 2000. Elles représentent 28% des exploitations haut-alpines (25% en 2000) et leur potentiel de production est de 20 millions d'euros, soit 23% du potentiel de production départementale (21% en 2000). Les deux tiers d'entre elles sont de dimension moyenne ou grande. En 2010, 10 communes regroupent 27% des exploitations ovines des Hautes-Alpes.

Au sein de cette orientation ovine, le cheptel ovin est passé en 10 ans de 36 780 UGB (Unités de Gros Bétail) à 33 340 UGB. Le département des Hautes-Alpes compte en 2010, 174 478 brebis mères.

Aujourd'hui l'agriculture sur Tallard diffère des tendances du département et reste majoritairement tournée vers les cultures céréalières, fourragères ainsi que l'arboriculture.

3.3.6.b°) L'agriculture de Tallard

Ce chapitre se base sur le Recensement Général Agricole de 2010 (*Source : AGRESTE*) ainsi que sur l'exploitation des réponses au questionnaire transmis aux agriculteurs de la commune en 2019 dans le cadre de l'étude Terr-Aménagement.

- **Fonctionnement et structuration des exploitations**

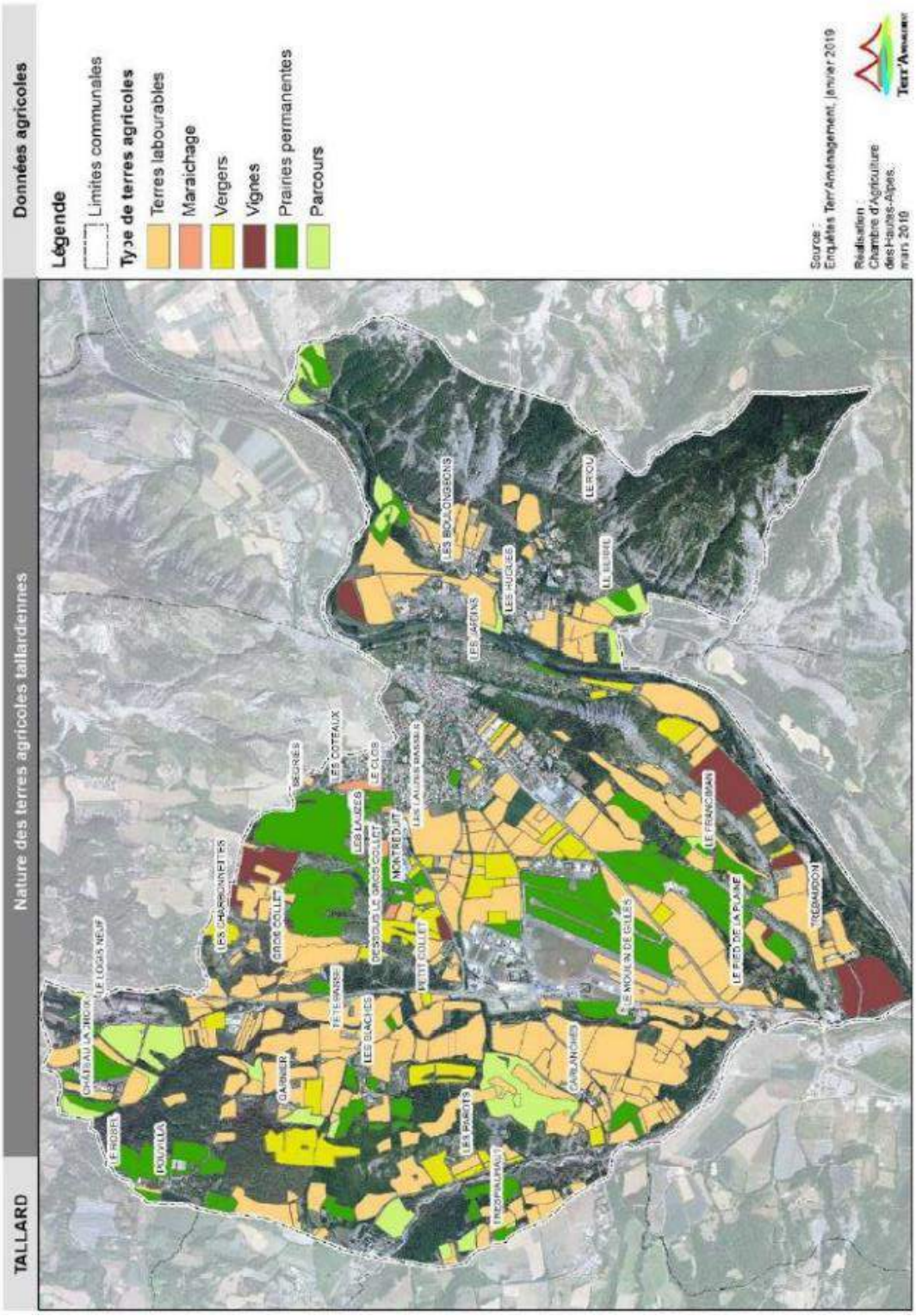
Le Recensement Général Agricole de 2010 (RGA 2010) indique que la commune de Tallard comptait 19 exploitations agricoles ayant leur siège sur le territoire, soit 18 % de moins qu'en 2000 (23 exploitations agricoles y étaient recensées).

En 2019, 33 exploitations agricoles en activité sont recensées sur la commune, or pour les données exploitées dans le cadre du diagnostic Terr-Aménagement, 27 exploitations agricoles ont répondu et donc été analysées.

Données 2019	Exploitations agricoles recensées en activité	Exploitations agricoles enquêtées
Sur Tallard	17	15
Extérieures à la commune	16	12
Total	33	27

Le territoire agricole couvrant près de 514 ha (soit 35% du territoire communal) se caractérise par trois grands espaces :

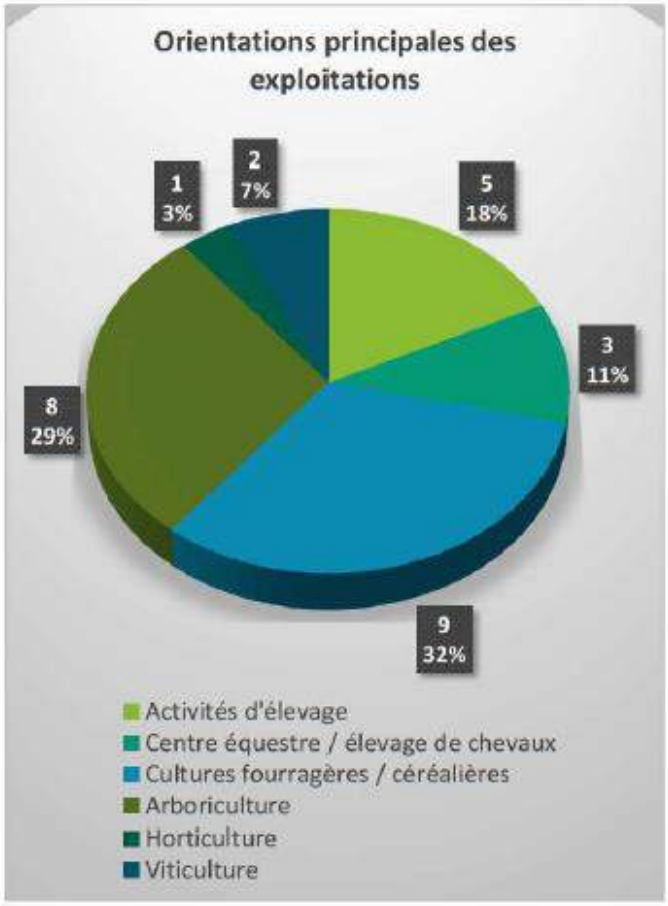
- Des terres labourables et destinées au maraichage ;
- Des zones de prairies/parcours et surfaces pastorales utilisées pour l'estive ;
- Des vignes et vergers.



Répartition des terres agricoles sur Tallard - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

❖ **Orientations technico-économiques des exploitations**

La clé de répartition des sièges d'exploitations présents sur la commune de Tallard est la suivante :



Les cultures fourragères / céréalières et l'arboriculture sont les plus représentées avec 61% des exploitations.

Les exploitations présentent sur la commune peuvent être regroupées en 4 groupes :

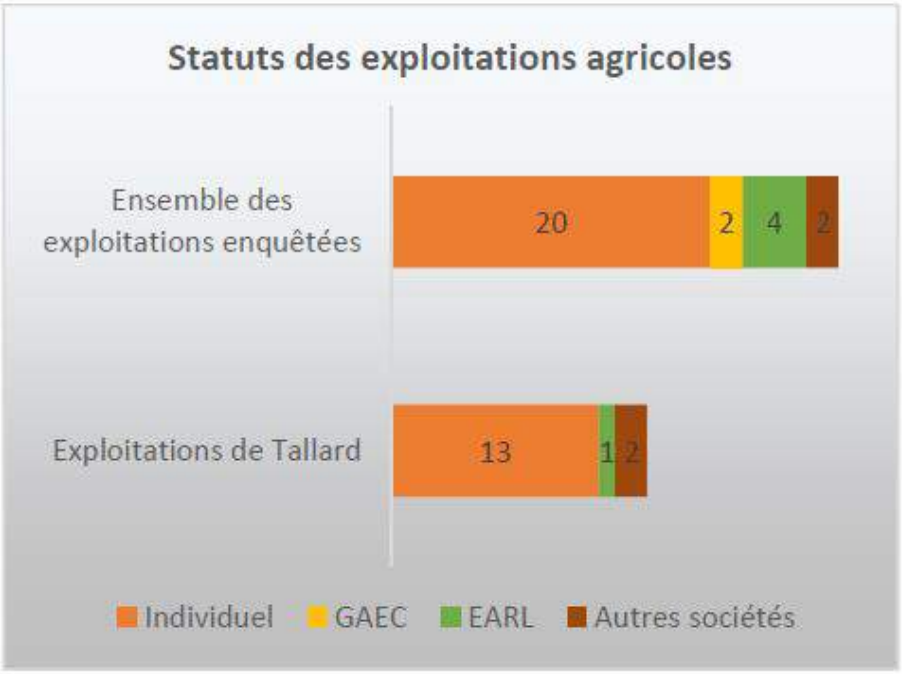
- Les cultures fourragères / céréalières : 9 exploitations (32%)
- L'arboriculture : 8 exploitations (29%)
- L'élevage : 8 exploitations dont 4 spécialisées dans l'élevage d'ovins viande, 1 mixte et 3 spécialisées dans l'élevage de chevaux, soit au total 29%.
- L'horticulture et la viticulture : 3 structures (10%)

❖ **Les formes juridiques**

Au total sur les 28 sièges d'exploitations agricoles enquêtés, 21 sont des exploitations individuelles, 2 sont des Groupements Agricoles d'Exploitation en Commun, 3 des Exploitations Agricoles à Responsabilité Limitée, et 2 sous le régime d'autres sociétés.

Parmi les 16 sièges d'exploitations agricoles présents sur Tallard, 13 sont des exploitations individuelles, 1 est une EARL et 2 autres ont un régime de société différent.

Sur le département des Hautes-Alpes, 81% des exploitations agricoles sont sous forme individuelle, les autres étant sous forme sociétaire.



❖ **La main-d'œuvre**

La population active agricole compte 34 personnes au RGA 2010.

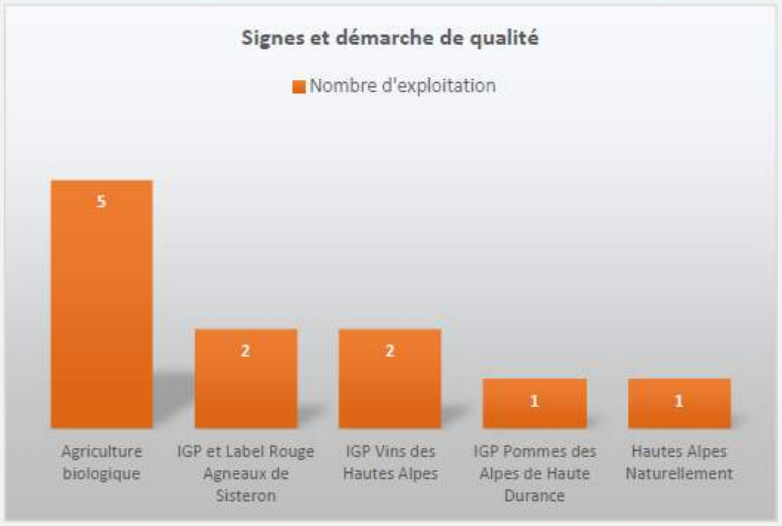
Sur le département des Hautes-Alpes, la moyenne de quantité de travail dans les exploitations est en 2010 de 1,54 UTA par exploitation.

Parmi les 34 agriculteurs enquêtés, on compte 19 agriculteurs de Tallard et 15 agriculteurs extérieurs.

❖ **Valorisation des productions**

Sur la commune plusieurs indications géographiques protégées et/ ou appellations d'origine contrôlée, produits et appellations du terroir sont présents parmi lesquels :

Les différents signes et démarches de qualité des exploitations agricoles

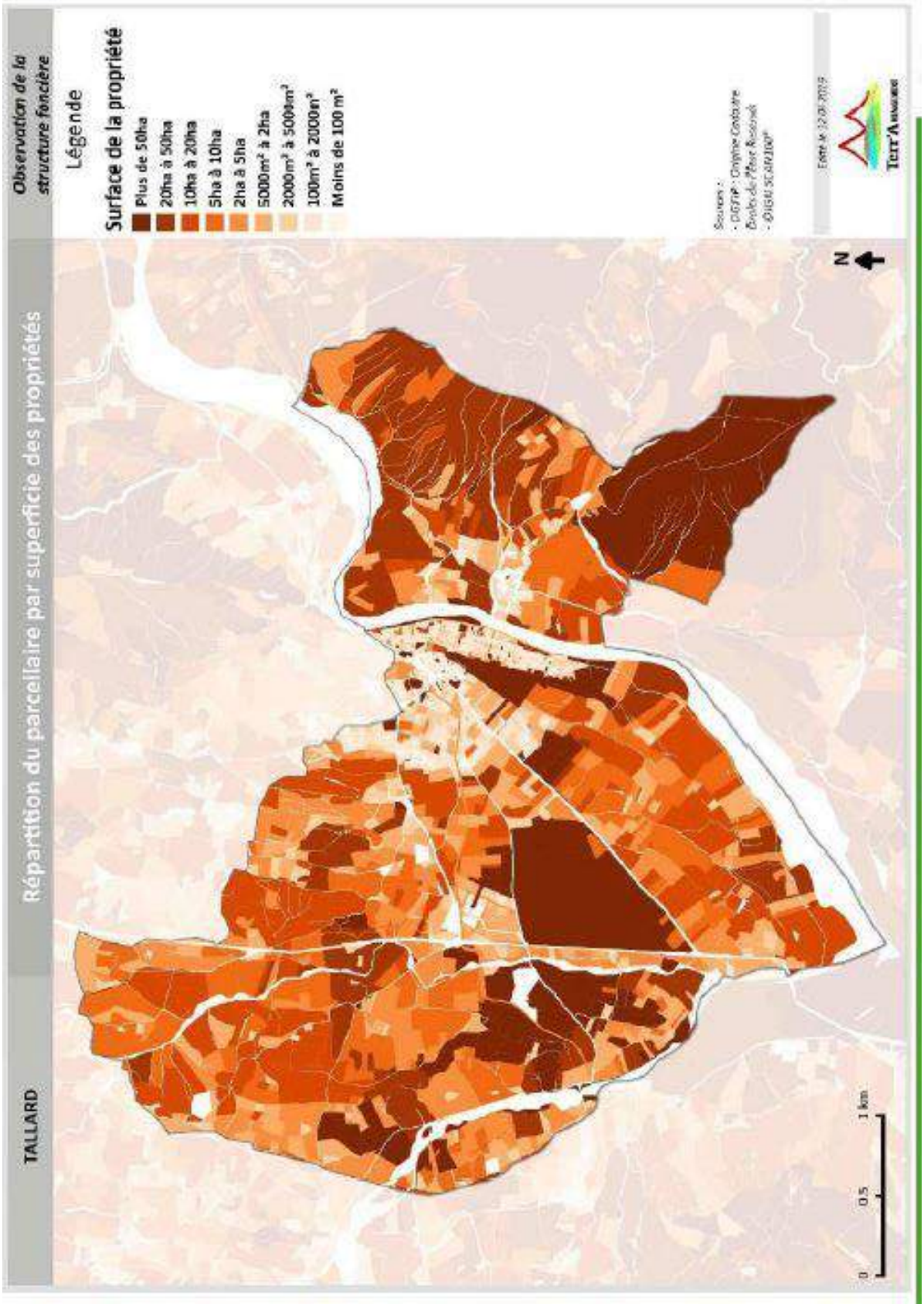


Toute filière	AB Agriculture Biologique	Agriculture Biologique : sigle qui identifie les produits d'origine agricole qui respectent, depuis le producteur jusqu'au consommateur ; la réglementation et le contrôle bio tels qu'ils sont appliqués en France, ainsi que de fortes exigences de traçabilité.
	HAUTES ALPES	HAUTES-ALPES Naturellement® : Marque territoriale portée par les filières agricoles et alimentaires via la Chambre d'Agriculture des Hautes-Alpes. HAUTES-ALPES Naturellement® garantit une origine haut-alpine des produits agricoles bruts ou transformés proposés par les agriculteurs, les entreprises agro-alimentaires et les restaurateurs du département.
Filière viande	Agneau de Sisteron	Label Rouge et IGP « Agneau de Sisteron » : unique signe officiel qui garantit une qualité supérieure à celle des produits courants de même nature.
Arbori-culture		L'Indication Géographique Protégée Pommes des Alpes de Haute Durance identifie les fruits de variété Golden produits sous un climat combinant des influences montagnardes et provençales

❖ Usage de l'espace de Tallard : le foncier agricole

En fonction de la typologie d'exploitation implantée les besoins en foncier agricole diffèrent. Par exemple :

- Les exploitations d'élevage avec un système de pâturage (foin ou pâture/alpage) utilisent le plus d'espace. Pour leur maintien et leur équilibre économique il est important que le retrait de terres mécanisables soit faible, pour ne pas déstabiliser l'équilibre de leur système (surfaces de fauche et surfaces pâturées plus pentues ;
- Les exploitations de type cultures ou vergers, qui nécessitent des surfaces d'une certaine taille pour les plantations.



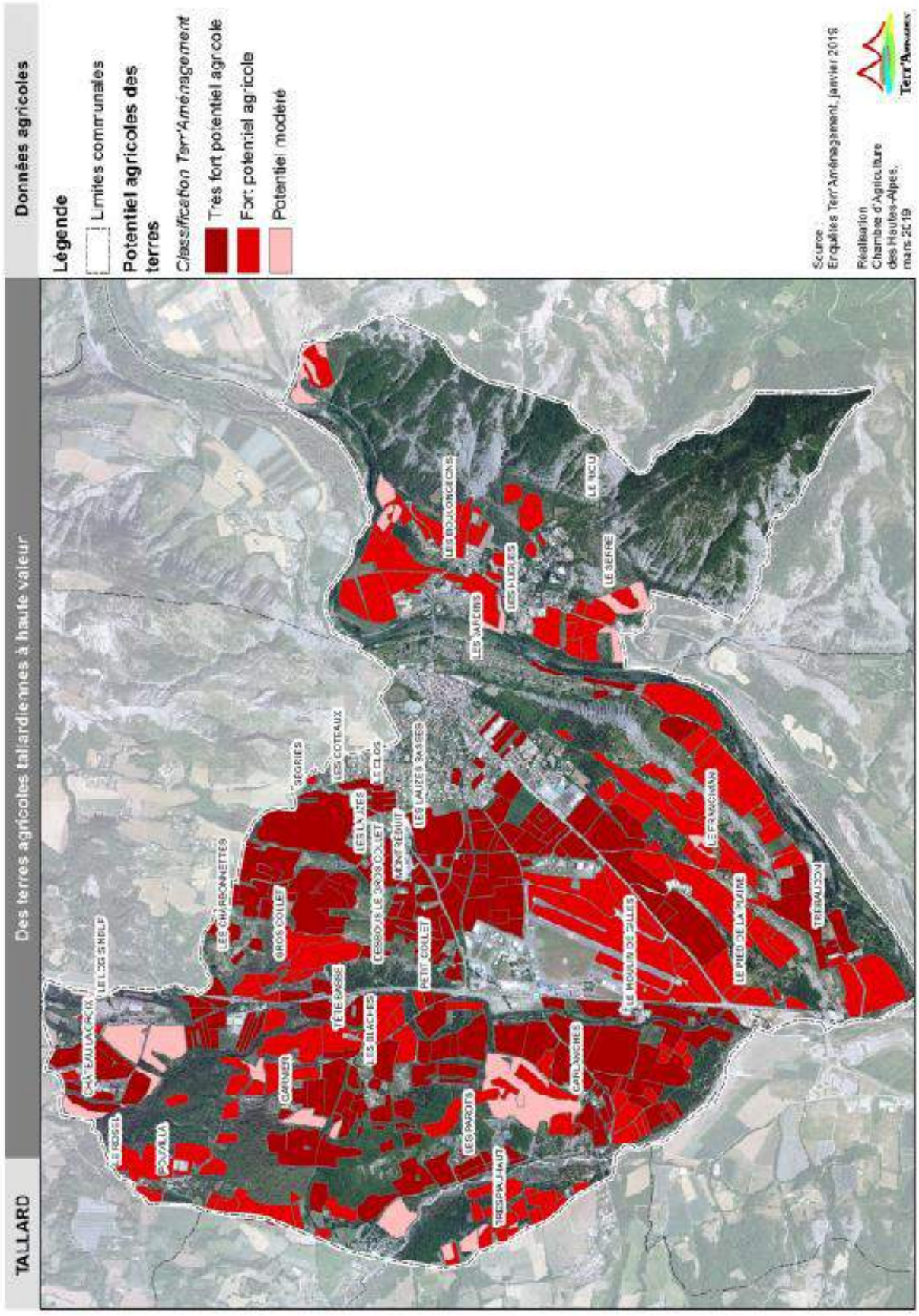
La répartition du parcellaire par superficie des propriétés - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

Sur la commune le foncier est fortement maitrisé par les propriétaires privés, seul 11% de la surface agricole appartient au domaine public (63 ha au conseil départemental et 5 ha à la commune). Une grande partie du foncier maitrisé par le domaine public au niveau de l'aérodrome et de la forêt communale.

L'étude Terr-Aménagement a permis d'identifier notamment quelques biens présumés vacants à l'Est du territoire communal.

- **La qualité des terres agricoles**

L'analyse de la qualité des terres agricoles représentée par la carte ci-après montre un potentiel de terre agricole très fort sur la commune de Tallard, seul quelques parcelles agricoles disposent d'un potentiel modéré.



Des terres agricoles tallardiennes à haute valeur - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

❖ **Une Surface Agricole Utile dans la tendance départementale (SAU)**

Sur la commune la taille des exploitations varie entre des exploitations de moins de 1 ha à des exploitations de près de 250 ha. Cette disparité est liée à la fonction de l'exploitation (horticulture, arboriculture, cultures, élevages…).

La taille moyenne de la Surface Agricole Utile sur la commune de Tallard est de l'ordre de 47.6 hectares, cela est inférieur à la moyenne départementale du 05 d'environ 54.3 hectares.

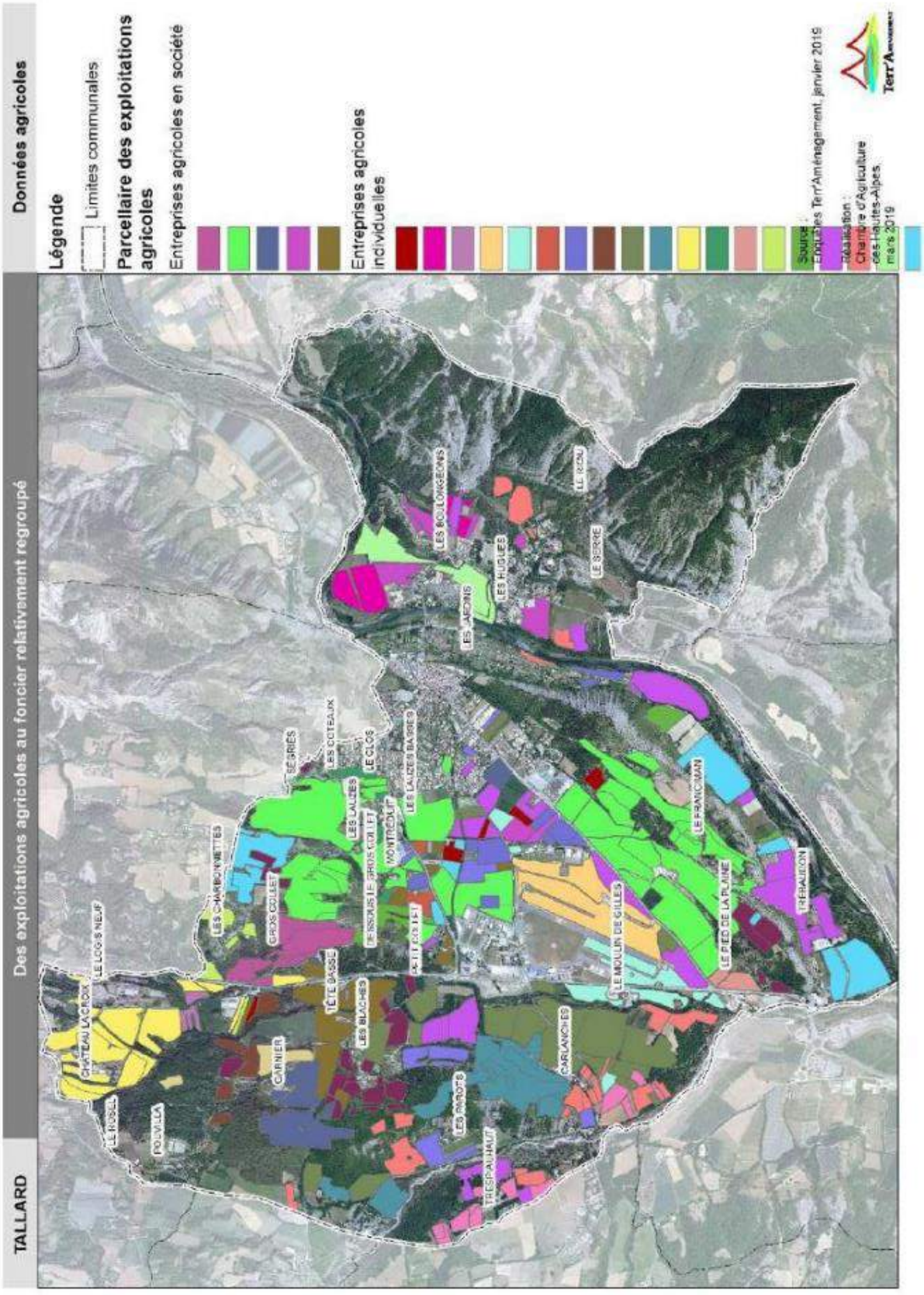
❖ **L'irrigation**

Dans l'attente des données fournies par Terr'Aménagement, nous pouvons constater que deux ASA (Association Syndicale Autorisée) sont présentes sur le territoire communal : l'ASA du Canal de Gap et l'ASA des digues et conquêtes de Tallard. Chaque ASA est accompagnée d'un règlement de service, certains articles réfèrent aux conditions d'utilisation pour les terres agricoles.

❖ **Répartition des exploitations agricoles**

La carte suivante précise les surfaces agricoles travaillées dans la commune. Pour chaque exploitant, une couleur a été attribuée et permet de visualiser la répartition du parcellaire.

Globalement, les exploitations agricoles disposent d'un foncier relativement regroupé en particulier pour les grandes exploitations, cela induit une optimisation dans le fonctionnement du système d'exploitation. Les petites exploitations sont quant à elle plus dispersées.



Répartition des terres agricoles par exploitant - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

❖ **Localisation des bâtiments agricoles**

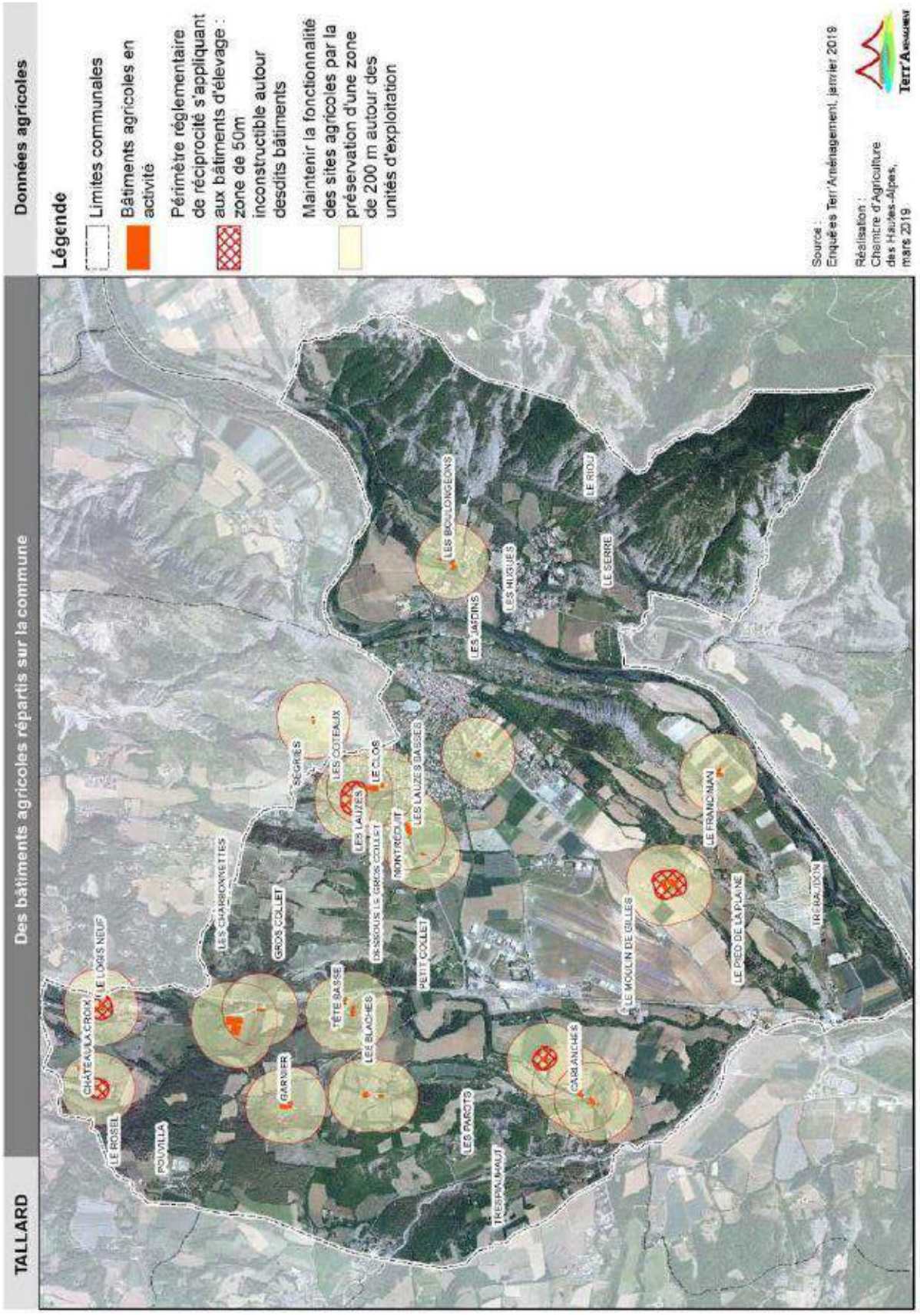
Historiquement, les bâtiments d'élevage étaient insérés dans les bourgs et villages. Afin d'améliorer le développement de l'activité agricole et concilier cette activité avec les autres. Aujourd'hui les nouveaux bâtiments agricoles doivent être construits en respectant des distances d'éloignement vis-à-vis de tiers et de l'urbanisation existante.

Les bâtiments d'élevage peuvent être soumis à certains périmètres :

- Un périmètre réglementaire de réciprocité (50 ou 100 m selon le nombre d'animaux) ;

- Un périmètre « de survie » de 200 m autour des unités d'exploitation. Ce périmètre est recommandé par la Chambre d'Agriculture afin de faciliter les conditions d'exploitation, notamment la circulation des animaux, ou de matériels agricoles afin de diminuer les nuisances sur les autres usagers.

Certaines des exploitations actuelles sont enserrées dans le tissu urbain ce qui peut être un frein dans les futures transmissions, ou peut créer certains désagréments de voisinages.



Bâtiments agricoles répartis sur la commune - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

❖ Dynamique agricole de la commune de Tallard

La dynamique agricole sur un territoire, au-delà du nombre d'exploitations présentes, peut s'apprécier par la provenance des exploitants, par l'analyse de l'âge de la population active, et enfin par l'évolution des installations.

o Provenance des exploitants

Parmi les exploitants ayant retourné le questionnaire,15 ont leur siège sur Tallard et 12 sont extérieurs à la commune.

o Transmissions des exploitations agricoles

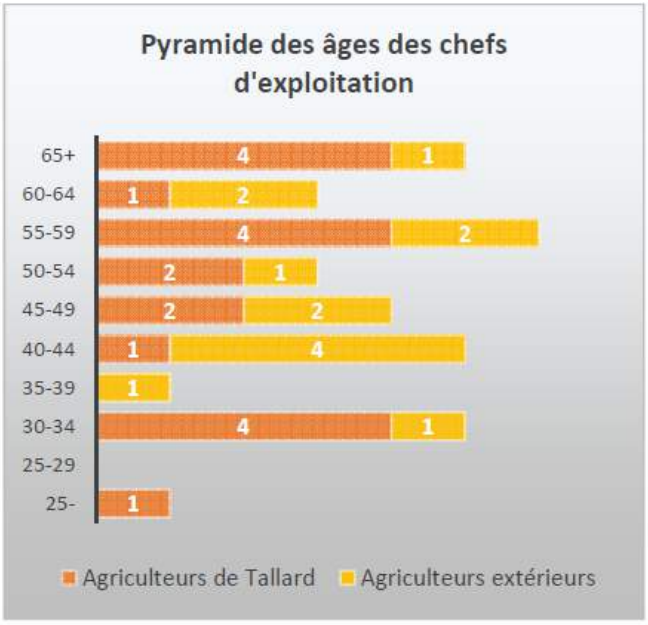
Age

Sur les 28 exploitants agricoles présents sur la commune, on retrouve parmi les chefs d'exploitation et les coexploitants :

Catégorie d'âge	25-40 ans	40-50 ans	+ de 50 ans
Proportion (%)	20.6	35.3	44.1

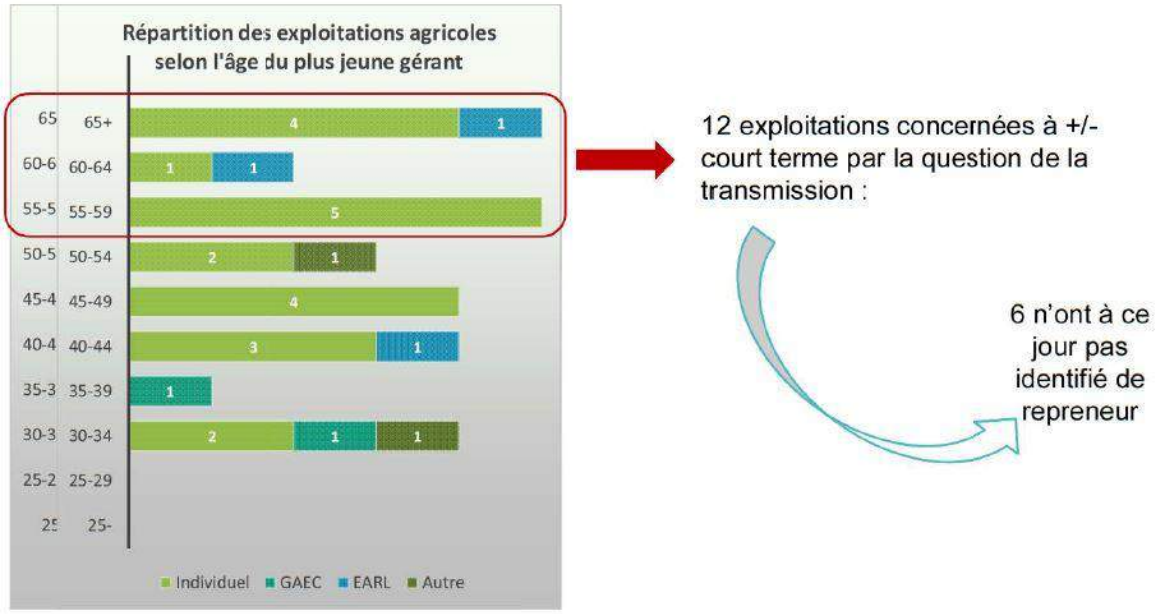
Répartition de la population agricole en fonction de l'âge sur Tallard

Les agriculteurs de plus de 55 ans représentent donc 44.1% des chefs d'exploitation présents sur la commune et les agriculteurs de moins de 40 ans, 20.6%, soit deux fois moins. Par conséquent, Tallard accueille sur son territoire une population agricole vieillissante puisque l'âge moyen des chefs d'exploitation est de 50.4 ans. Le plus jeune agriculteur a 19 ans et le plus âgé a plus de 70 ans.



Perspectives de transmission

Parmi les 12 exploitations enquêtées concernées à plus ou moins court terme par la question de la transmission, 6 n'ont à ce jour pas identifié de repreneur sur la commune.



Concernant la succession des exploitations, toutes ne sont pas au même niveau de réflexion. Il est cependant nécessaire dès aujourd'hui de tout mettre en œuvre afin de maintenir les sièges d'exploitation et permettre leur transmission éventuelle.

Lorsque les agriculteurs sont en âge de la retraite, se joue un enjeu majeur pour l'activité agricole : la reprise de l'exploitation par un autre agriculteur. Plusieurs options sont donc envisageables :

- L'exploitation dans son ensemble (bâti + surfaces) est reprise par un candidat à l'installation connue (dans le cadre familial ou non). Se pose alors la question du logement du candidat, souvent plus complexe lorsque la reprise est hors cadre familial.

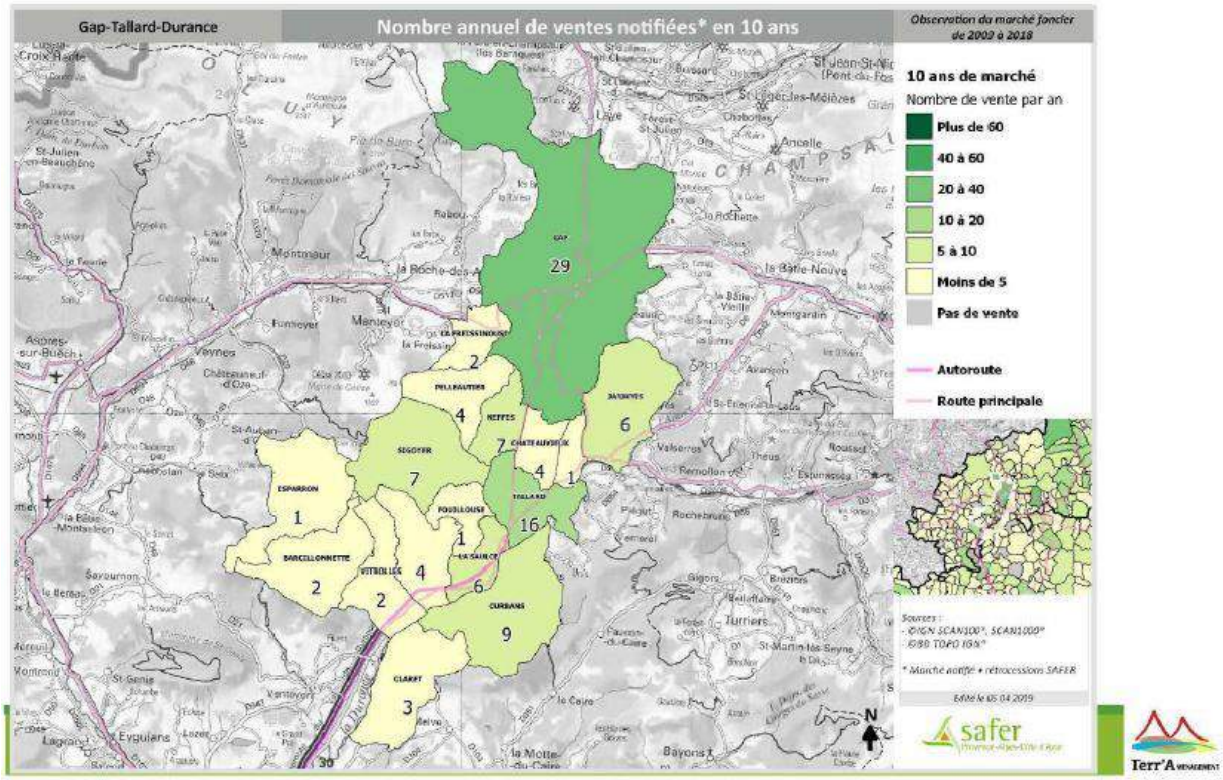
- L'exploitation ne dispose pas de bâtiments fonctionnels (vétusté ou enclavement dans l'urbanisation) et le candidat à la reprise devra trouver un terrain pour construire un bâtiment.

- Si l'exploitation ne dispose pas de bâtiment suffisamment fonctionnel, qu'il n'y a pas de possibilités de construire un bâtiment à proximité du parcellaire, ou alors qu'il n'y a pas de candidat à la reprise, les surfaces agricoles sont alors récupérées par des exploitations agricoles en place pour conforter la structure de l'exploitation et sécuriser leurs surfaces (besoins complémentaires liés à l'activité de l'exploitation, recherche de surfaces plus facilement exploitables ou sécurisation de foncier vis-à-vis de la consommation par l'urbanisation ou activités externes à l'agriculture).

Sur les 6 sièges d'exploitation tenus par des agriculteurs de 55 ans et plus, sans repreneurs connus à ce jour, 2 disposent d'un niveau de pression très fort et 4 d'un niveau de pression fort.

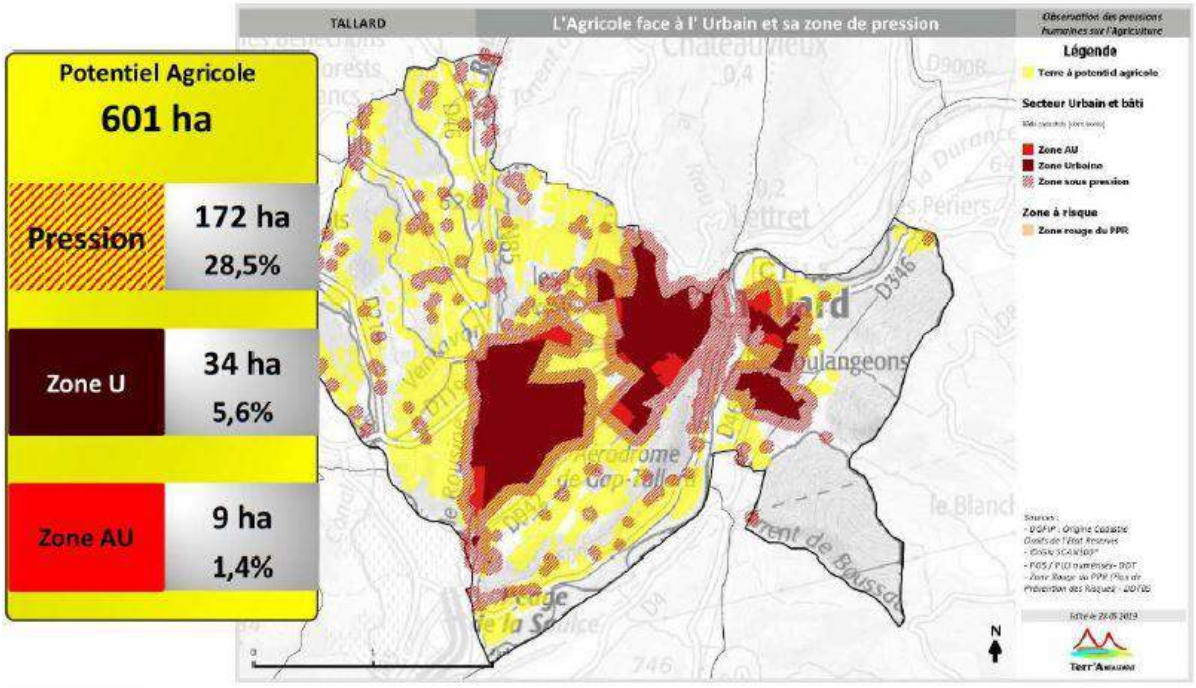
❖ **Evolution des Installations agricoles**

Entre 2009 et 2018, le nombre de vente annuel était de l'ordre de 16 transactions, cela témoigne d'un marché agricole vivant et bien maitrisé. Ce chiffre est globalement plus élevé que la moyenne départementale.



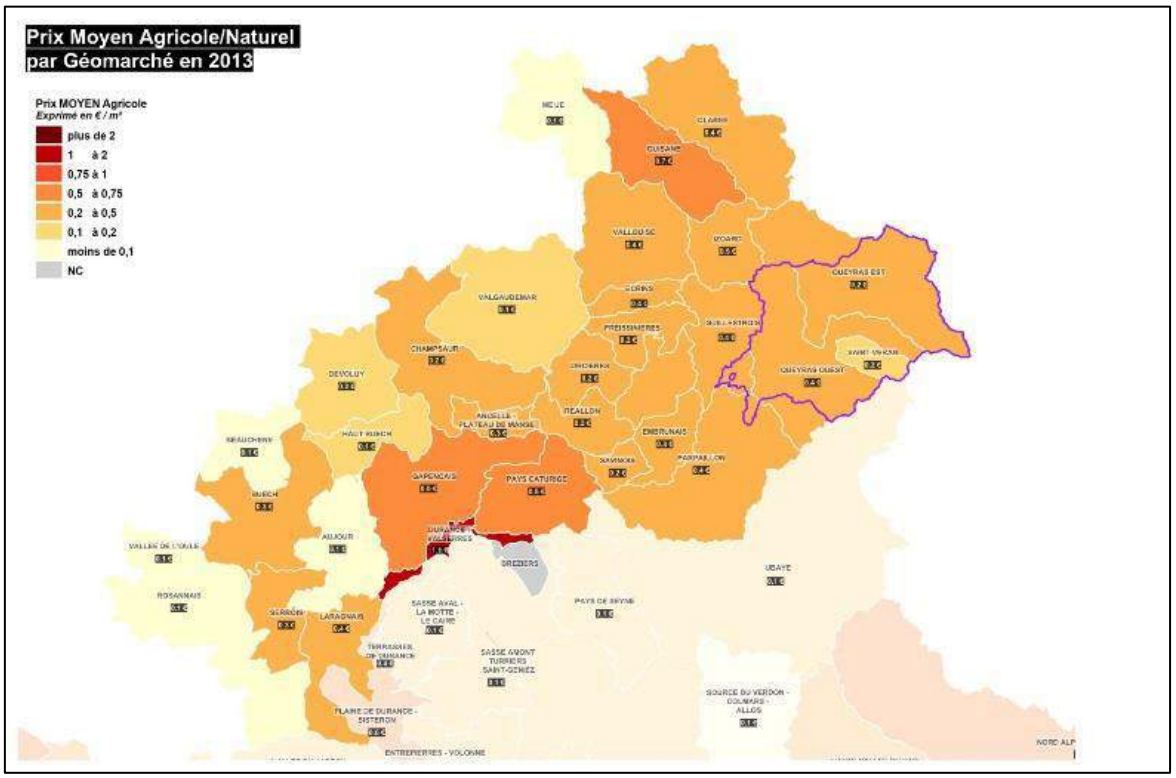
Nombre annuel de vente notifiées en 10 ans -Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

Toutefois le potentiel agricole présent sur la commune est fragilisé par la pression humaine. Sur les 601 ha de terre disposant d'un potentiel agricole, 214 ha soit 36% sont situés dans une zone de pression.



L'agricole face à l'urbain et sa zone de pression - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

3.3.6.c°) Dynamique de marché



Prix moyen Agricole / Naturel par Géomarchés en 2013 - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

Selon les données transmises par Géomarchés, la commune de Tallard est séparée en deux terroirs : une large part du territoire communale est rattachée au terroir de la Durance – Valserres et une petite part située au nord de la commune est rattachée au terroir du Gapençais.

Entre ces deux entités, les prix du foncier varient. Dans la Durance-Valserres, le prix moyen agricole / naturel est le plus élevé du 05, dans le Gapençais le prix est également supérieur à la moyenne départementale. Aujourd'hui, le prix d'achat des terrains sur Tallard est relativement élevé par rapport à la moyenne départementale, cela peut constituer un frein à l'installation de nouveaux agriculteurs.

DURANCE - VALSERRES			
Approche sur les prix du foncier Agricole en €/m²			
Culture	**Mini**	**Dom.**	**Maxi**
Bois	0.1	0.15	0.2
Arboriculture	1.2	1.5	2
Landes	0.1	0.12	0.15
Prés	0.45	0.45	0.5
Terres irriguées	0.9	0.9	1
Terres au sec	0.7	0.7	0.8

Prix du foncier agricole ; SAFER / 2019 - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

GAPENCAIS			
Approche sur les prix du foncier Agricole en €/m²			
Culture	Mini	Dom.	Maxi
Arboriculture	1	1.2	2
Bois	0.1	0.15	0.2
Landes	0.05	0.07	0.15
Prés	0.45	0.45	0.55
Terres irriguées	0.8	0.95	1
Terres au sec	0.75	0.8	0.9

Prix du foncier agricole ; SAFER / 2019 - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

3.3.6.d°) Conclusion

Ce diagnostic agricole et foncier réalisé sur la commune de Tallard a fait ressortir :

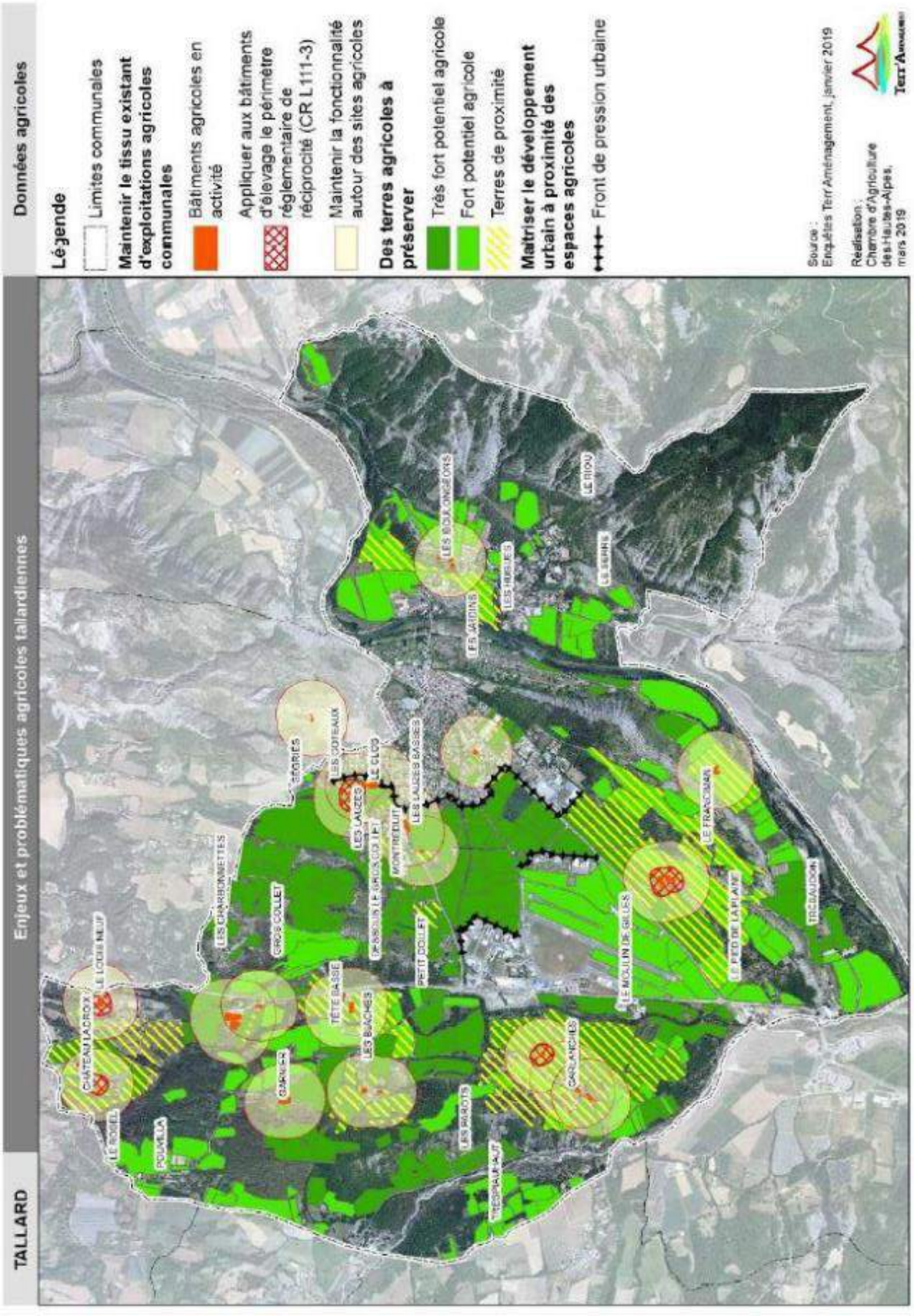
❖ **Des atouts**
- Une densité d'exploitations sur la commune
- Une répartition des exploitations agricoles sur les différents secteurs de la commune
- Des terres communales majoritairement utilisées par les agriculteurs locaux
- Des projets de développement des activités agricoles existantes
- Un parcellaire agricole relativement groupé

❖ **Des faiblesses**
- Un parcellaire agricole majoritairement composé de petites surfaces
- De nombreuses terres agricoles actuellement utilisées par des agriculteurs sans repreneur identifié à ce jour

❖ **Des opportunités**
- Des agriculteurs satisfaits de l'écoute de la commune à leur encontre

❖ **Des menaces**
- Une inquiétude des agriculteurs vis-à-vis de l'urbanisation et la pression qui en résulte sur les terres agricoles
- Des pratiques qui contribuent à la pression foncière.

L'ensemble de ces éléments sont synthétisés et représentés dans la carte suivante :



Enjeux et problématiques agricoles talardiennes - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

3.4. LES EQUIPEMENTS ET SERVICES

Tallard regroupe une grande partie des services nécessaires à la vie quotidienne, elle est couverte par une offre diversifiée en services et équipements :

- Une Mairie
- Une salle polyvalente
- Une sale culturelle

- Une médiathèque
- Un bureau d'information touristique
- Plusieurs toilettes publiques

- Un bureau de poste et un centre de tri postal
- Plusieurs banques et distributeurs de billets
- Un centre des finances publiques

- Une crèche associative
- Un groupe scolaire public accueillant 340 élèves répartis en 4 classes de maternelle et de 6 classes de cours élémentaire.
- Une école privée sous contrat accueillant 100 élèves de la maternelle à la primaire.
- Un collège accueillant 350 élèves
- Une école d'aviation « polyaéro »

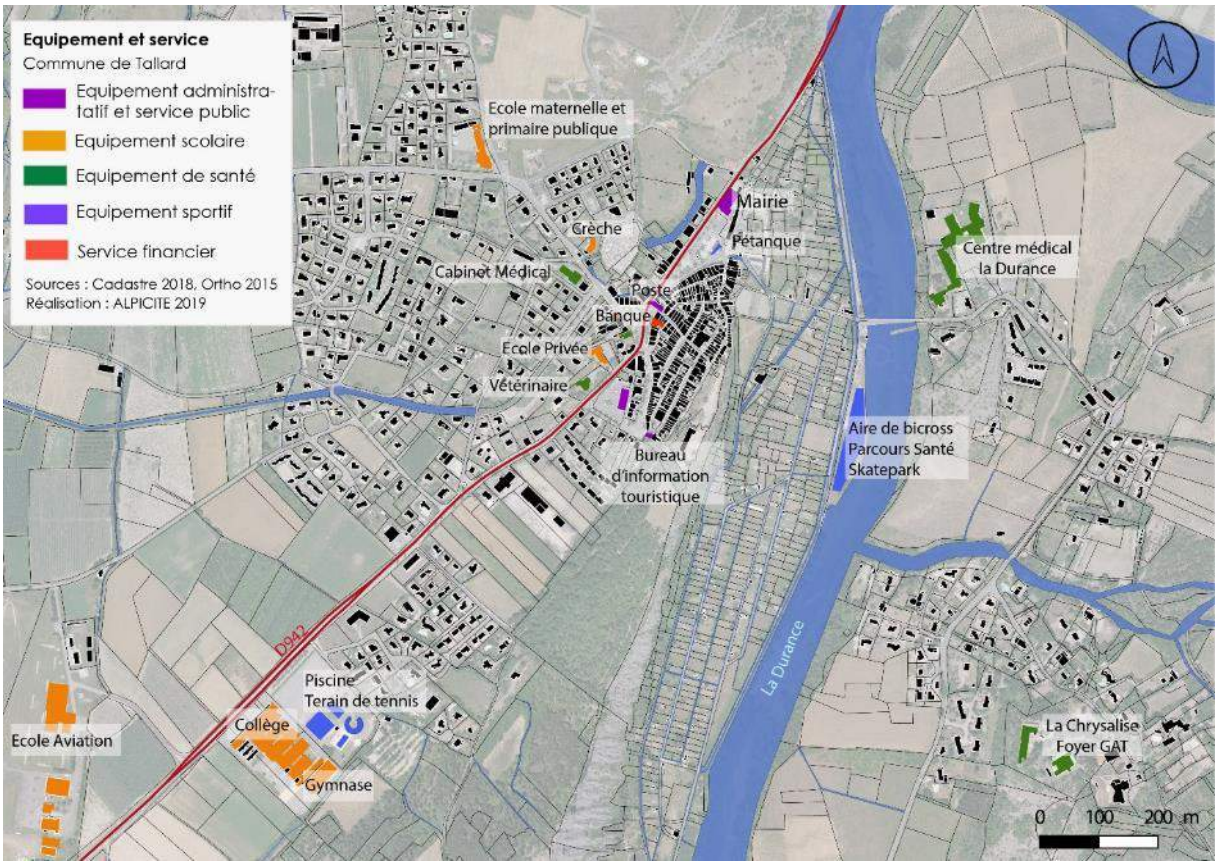
- Un cabinet médical accueillant 4 médecins
- Un vétérinaire
- Des établissements socio-médicaux (EPAHD, Clinique SSR, deux foyers d'accueil médicalisé)

- Neuf équipements sportifs (une piscine extérieure, un parcours sportif, un stade de foot, un stade de kayak, deux terrains de tennis, un city stade, un parcours bi-cross, un gymnase)

La commune bénéficie ainsi d'une bonne situation géographique qui permet à ses habitants d'avoir accès rapidement à un grand nombre de services et équipements concentrés autour du centre-bourg comme en témoigne la carte ci-après.



Equipements publics présents dans le centre bourg de Tallard - Source : Alpicité



Equipements et services présents dans le centre bourg de Tallard

Malgré l'absence de quelques équipements, ces derniers sont accessibles à Gap situé à moins 20 minutes de Tallard.

Equipement	Localisation
Lycée	Gap
Caserne de pompier	Gap
Gendarmerie	La Saulce
Trésor Public - Perception	Gap
Hôpital	Gap

3.5. LE TISSU ASSOCIATIF

La commune de Tallard dispose d'un tissu associatif relativement dense. On recense sur la commune près de 22 associations. Une maison des associations est notamment présente dans le centre ville.

Liste des associations présente sur la commune de Tallard :
Judo Club Tallard
Les Pétanqueurs de la Durance
La Taïole
Auto Sports Alpes Val de Durance
Association Son et Lumières
Gym Volontaire
La Locomotive
Association Sportive de Football de Tallard
Association les Coquins d'Abord
Association le Gri Gri
Club des Ainés
TAL'ART
Société de Chasse de Tallard
Association les Petites Mains
l'APEL de l'Ecole Ste Agnès
Association le Mas des Minots
Partage ton Rétro
Comité du Sport Adapté des Hautes-Alpes
Tallard Tennis Club
Association "Bout de Scrap"
Association Citoyens Affichons-Nous
AEROTEC

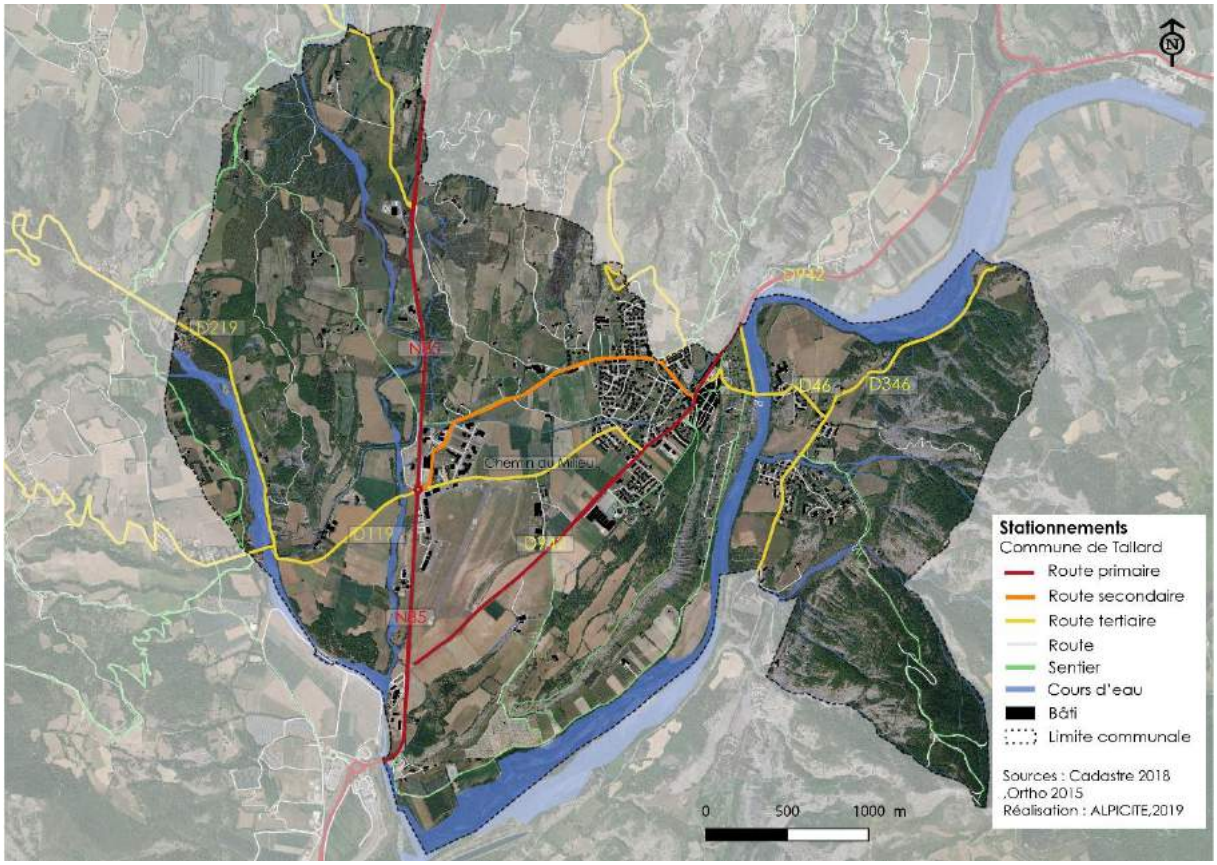


CHAPITRE .3 : DEPLACEMENTS ET STATIONNEMENT

1. DEPLACEMENTS

Pour réaliser l'analyse de la mobilité, des éléments tirés du schéma de mobilité douce de la communauté de communes Tallard Barcillonnette réalisée en 2010 par Cyclades ont été réemployés.

1.1. ORGANISATION GENERALE



Principaux axes routiers de la commune de Tallard

La commune de Tallard se situe au cœur du réseau routier du département à la jonction de deux axes majeurs de desserte :

- la route nationale 85 venant de Grenoble par Gap, prolongée au sud par l'autoroute A51 vers Sisteron et Marseille. La route Nationale 85 nommée « Routes des Alpes d'Hiver » ou encore « La Grande Route des Alpes » au début du XXème siècle, est définitivement baptisée « Route Napoléon » en 1932 à l'initiative du Touring Club de France et l'impulsion des syndicats d'initiative. Elle répond ainsi à l'intérêt et la curiosité suscités auprès des clientèles françaises et étrangères pour ce personnage emblématique de l'histoire de France. La commune de Tallard est une des étapes de cette célèbre Route Nationale 85.

- la départementale 942, qui draine les circulations en provenance de l'Ubaye (Barcelonnette) et de la haute Durance (vers Briançon), traverse le village de

Tallard, et rejoint la RN85 peu avant l'entrée de l'autoroute. La route 942 est identifiée comme un itinéraire d'intérêt touristique majeur du département. Sur la section de Tallard il s'agit notamment de la Route des fruits et des vins. (Source : https://www.hautes-alpes.fr/39-routes.htm et https://fr.wikipedia.org/wiki/Tallard).

Enfin la commune est également desservie par plusieurs axes départementaux :

- La D45 (vers Châteauvieux)
- La D46 (vers Neffes et Gap)
- La D346 qui permet de longer les communes de la Durance située du côté du département des Alpes-de-Haute-Provence
- La RD 119 qui relie Tallard vers Fouillouse
- La RD 219 (vers Sigoyer)

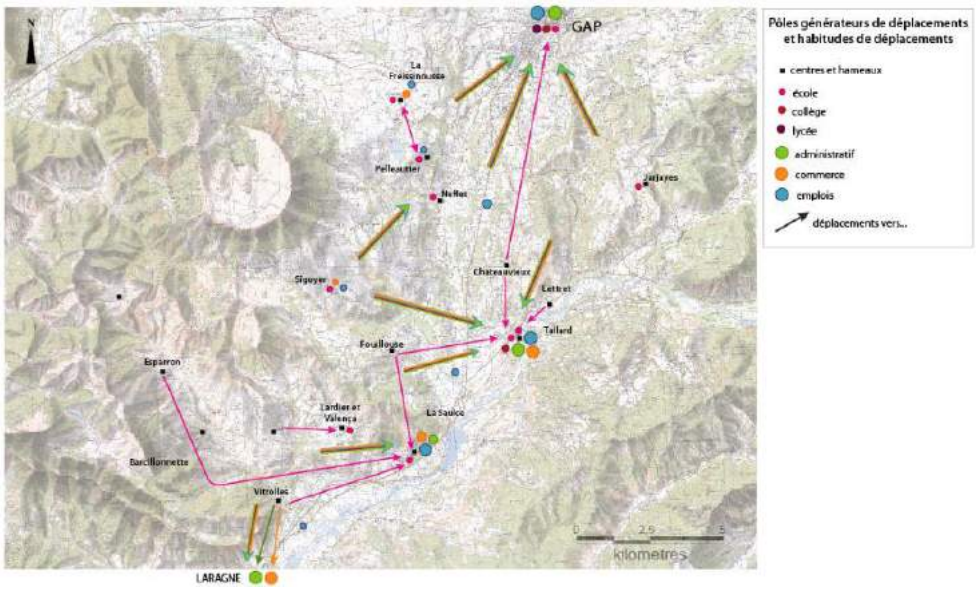
La voirie communale assure un bon maillage du territoire : celle-ci dessert les différents lieux-dits ainsi que les constructions isolées.

2. VOIRIE

2.1. ORGANISATION GENERALE

L'organisation de Tallard en matière de desserte pour les véhicules motorisés se fait depuis les routes à grande circulation (départementales et nationale) qui traversent la commune : D942, D346, D119, N85… Ces routes constituent les principales entrées de ville, elles sont à double sens et la vitesse de circulation y est relativement élevée.

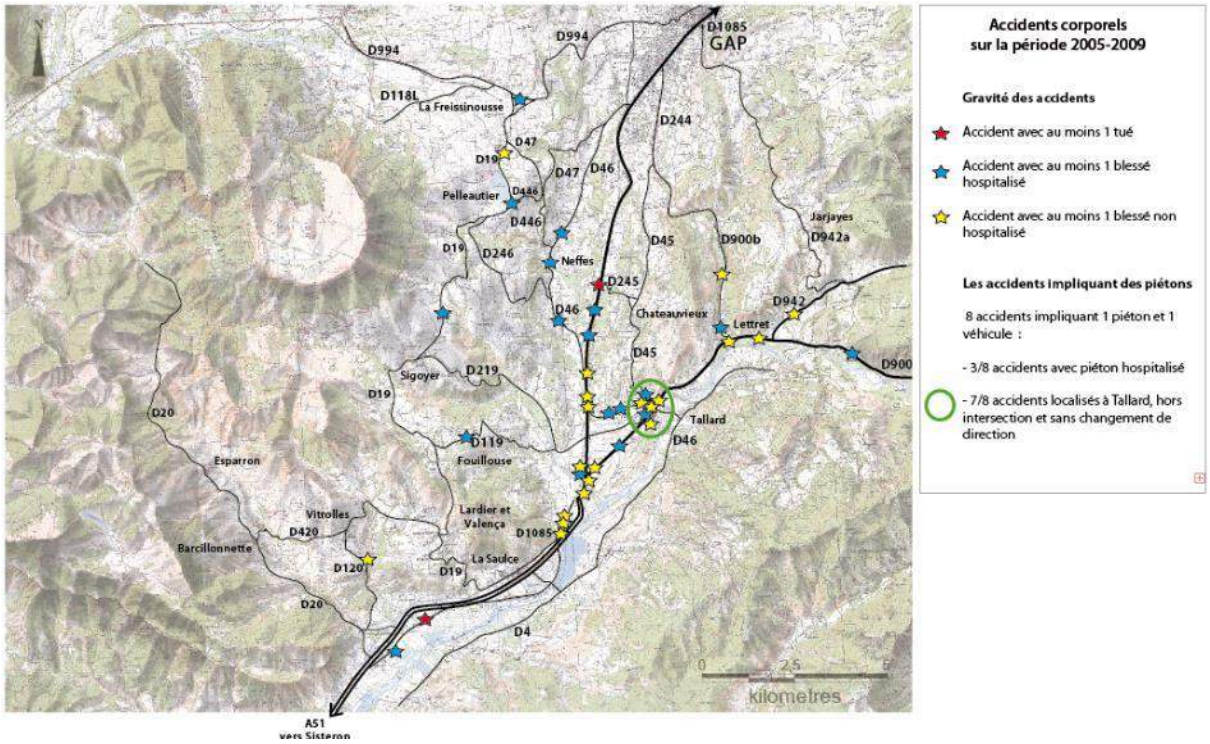
Au sein du périmètre de l'ancienne Communauté de Communes de Tallard Barcillonnette, Tallard concentre plusieurs pôles générateurs de déplacements (école, collège, pôles administratifs, commerciaux et d'emplois). De ce fait, de nombreux flux de déplacements en provenance de Sigoyer, Fouillouse, Châteauvieux, Lettret convergent vers la commune.



Pôles générateurs de déplacements et habitudes de déplacement de la CCTB - Source : Cyclades, 2010)

D'après les comptages réalisés en 2009, le trafic est important (plus de 7 000 véhicules par jour dans les deux sens de circulation) sur la RN85 et la D942 qui compte 6 817 véhicules/jour. De plus, certains axes ont aussi été considérés comme ayant un trafic modéré (entre 2 000 et 6 000 véhicules/jour) dont la D46 à Tallard.

Ces nombreux flux routiers qui traversent le territoire communal entrainent un risque d'accidentologie plus élevé. Sur la période 2005-2009, la plupart des accidents « tous modes » ont été localisés sur la RN 85, en particulier au niveau des intersections, et dans le centre de Tallard. Parmi ces accidents, 8 accidents ont impliqué un piéton et un véhicule, dont 7 localisés dans le centre-ville de Tallard entrainant 3 hospitalisations. Dans l'ensemble ces accidents ont eu lieu hors intersection et sans changement de direction.



Accidents corporels sur la période 2005-2009, périmètre de la CCTB - Source : Cyclades, 2010

L'accidentologie relevée entraine donc une certaine insécurité quant à la pratique des modes de déplacement doux. Les enjeux suivants ont été soulevés dans le schéma de circulation douce réalisé en 2010 :

- Vigilance quant à l'introduction des mobilités douces sur les axes à grande circulation, en particulier la RN 85,
- Sécurisation des carrefours de la RN 85,
- Sécurisation des déplacements piétonniers dans le centre-ville de Tallard,
- Sécurisation des traversées d'agglomération pour les vélos, notamment au niveau des intersections.

Aujourd'hui si certains éléments ont été pris en compte, il demeure que les déplacements piétonniers dans le centre-ville de Tallard restent insécures dans certains lieux.



Avenue du 11 Novembre, Tallard - Source : Googlemaps

2.2. ETAT DE LA VOIRIE

Dans l'ensemble, l'état de la voirie communale est relativement en bon état, la commune a entrepris certains travaux de requalification de la voirie dans le centre-ville et le long des axes de circulation particulièrement empruntés (D942 et N85).



Requalification de la voirie Rue Jacques Bonfort - Source : Alpicité

Sur les routes primaires (N85 et D942) et secondaires (D46), les marquages au sol sont bien matérialisés et certaines portions sont équipées d'espaces sécurisés pour les piétons et les vélos.

On constate néanmoins sur certaines départementales moins empruntées (D119, D46, D346) et autres accès que l'enrobé est parfois dégradé et que les marquages au sol sont absents ou effacés. Cela est courant en territoire de montagne où les routes sont souvent dégradées par la neige et autres intempéries. De plus, la largeur de ces voies ne permet pas dans certains cas le croisement de deux véhicules, ces routes sont rarement équipées d'espaces destinés aux piétons et aux vélos.



Routes départementales, commune de Tallard - Source : googlemaps

Bien que le centre ancien soit accessible aux véhicules motorisés, ceux-ci sont peu nombreux à y circuler. La trame viaire étroite et sinueuse contraint naturellement l'allure des véhicules. De plus, le revêtement de sol composé dans certaines rues de pavés a aussi pour effet de ralentir la vitesse des automobilistes.
Par conséquent, le centre historique de Tallard est favorable à la pratique des modes doux, la trame viaire est globalement en bon état comme en témoigne les photos ci-après. Toutefois, la qualité de la chaussée de quelques rues est relativement dégradée comme la rue du Donjon, celle-ci est peu mise en valeur et n'est pas accessible aux PMR. Or, il s'agit de l'un des itinéraires empruntés pour accéder au château notamment en période estivale.

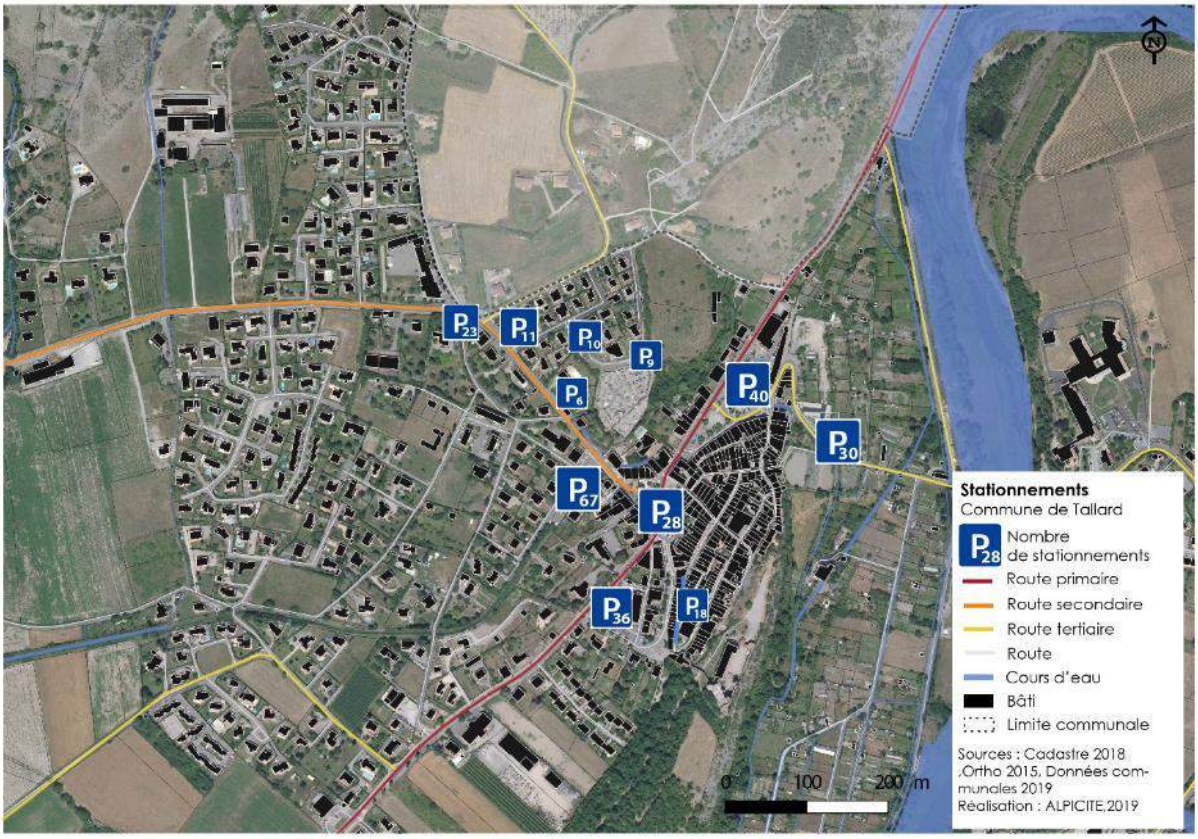


Qualité de la voirie dans le centre ancien de Tallard - Source : Alpicité

3. STATIONNEMENT

3.1. STATIONNEMENT VOITURES

3.1.1 LE CENTRE BOURG



Stationnements présents dans le centre bourg de Tallard

De nombreuses poches de stationnement sont concentrées le long de la D942 en particulier autour du centre ancien et de ses principaux équipements (Mairie, Communauté de Communes, Château de Tallard, écoles…).

Au total environ 340 places de stationnement publiques sont présentes à proximité des fonctions du centre ancien parmi ces places :

- 10 sont réservées aux stationnements PMR
- 41 sont réglementées
- 4 sont destinées aux véhicules électriques

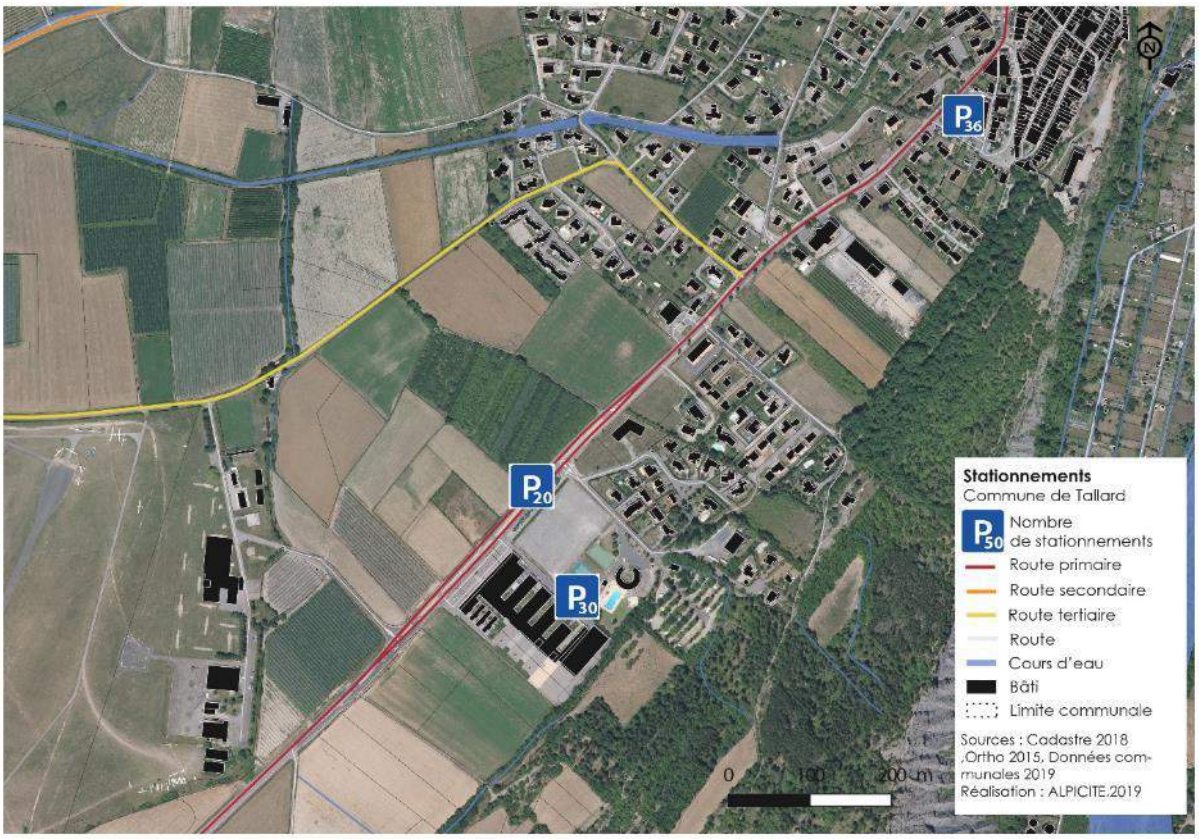
De plus, 7 places de stationnement sont destinées aux poids lourds ou aux bus.

A noter que des problématiques de stationnement pour les bus à proximité du château de Tallard ont été identifiées lors de la visite de terrain en compagnie de l'équipe municipale.



Parkings présents dans le centre bourg de Tallard - Source : Alpicité

3.1.2 STATIONNEMENTS PRESENTS A PROXIMITE DU STADE ET DU COLLEGE



Stationnements à proximité du collège et du stade

D'après la fréquentation de ces équipements, peu de places de stationnement sont mises à disposition du public, toutefois des liaisons douces (cyclables et piétonnes) sont aménagées pour relier le site au centre-bourg.

3.1.3 STATIONNEMENTS PRESENTS DANS LA ZONE D'ACTIVITE ECONOMIQUE

Selon les observations de terrain de nombreuses places de stationnement sont disponibles au sein de la ZAE et de l'aéropole.

Un grand parking attenant à l'aéropole est disponible, ainsi que devant le supermarché. Sur ces deux parkings quelques places de stationnement sont réservées aux personnes en situation de handicap, aux voitures électriques et au covoiturage.



Stationnements électriques parking de l'aérodrome de Tallard - Source : Alpicité

3.1.4 AUTRES HAMEAUX

Pour le reste des lieux-dits de la commune, les stationnements sont privés et présents sur les propriétés. La largeur des voies permet dans certains cas de stationner le long de la voirie. Dans l'ensemble, les principales poches de stationnement public se situent à proximité des espaces et lieux publics.

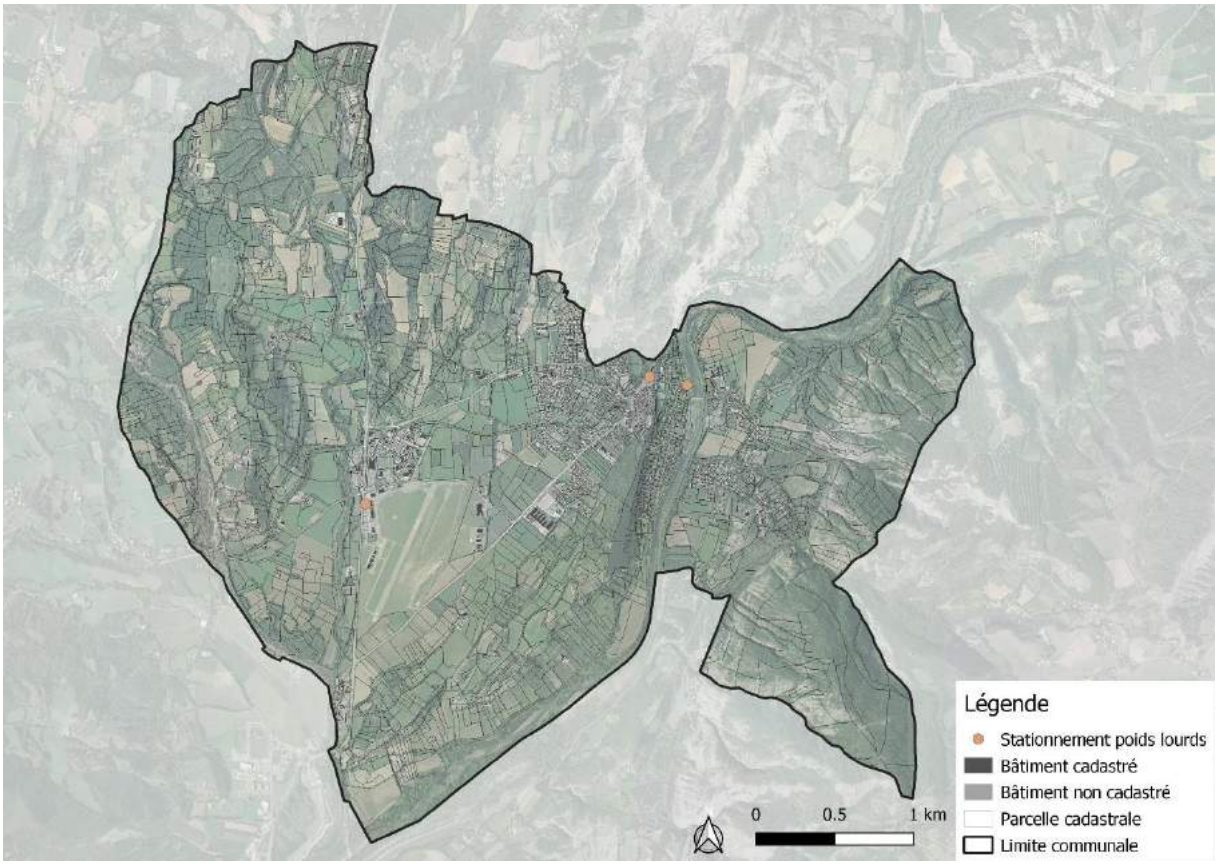
3.2. STATIONNEMENT POUR POIDS LOURDS

La commune de Tallard comprend 11 places de stationnement pour poids lourds, dont 8 à l'aérodrome.





Places de stationnement pour poids lourds, à l'aérodrome (haut), et à proximité du pont de la Durance (bas) - Source : Google Street View

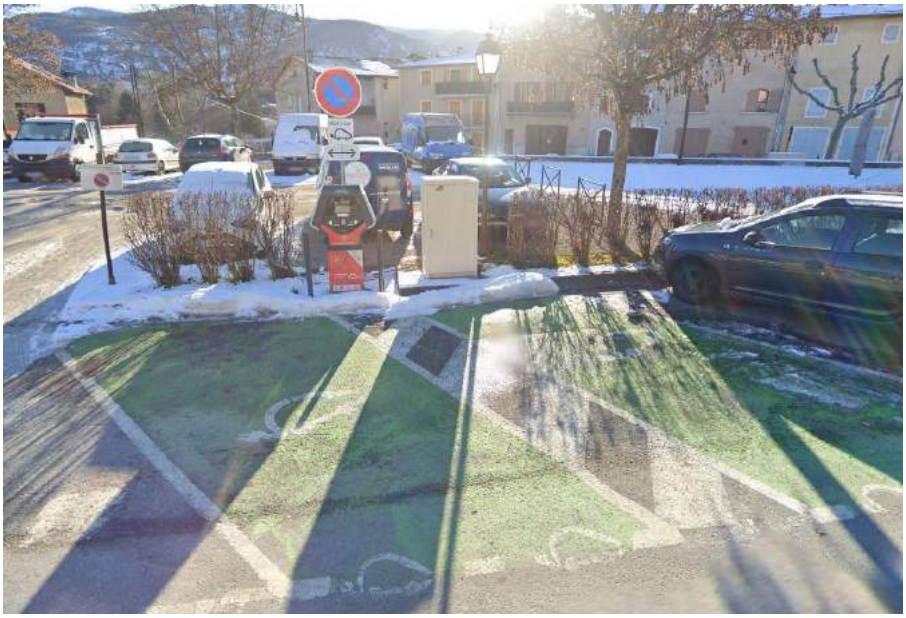


Carte : Localisation des places de stationnement des poids lourds - Source : Alpicité

3.3. INFRASTRUCTURE DE RECHARGE DE VEHICULE ÉLECTRIQUE (IRVE)

La commune de Tallard comprend 4 IRVE, localisés aux abords du centre-bourg.





Les 4 IRVE sur la commune de Tallard - Source : Google Street View



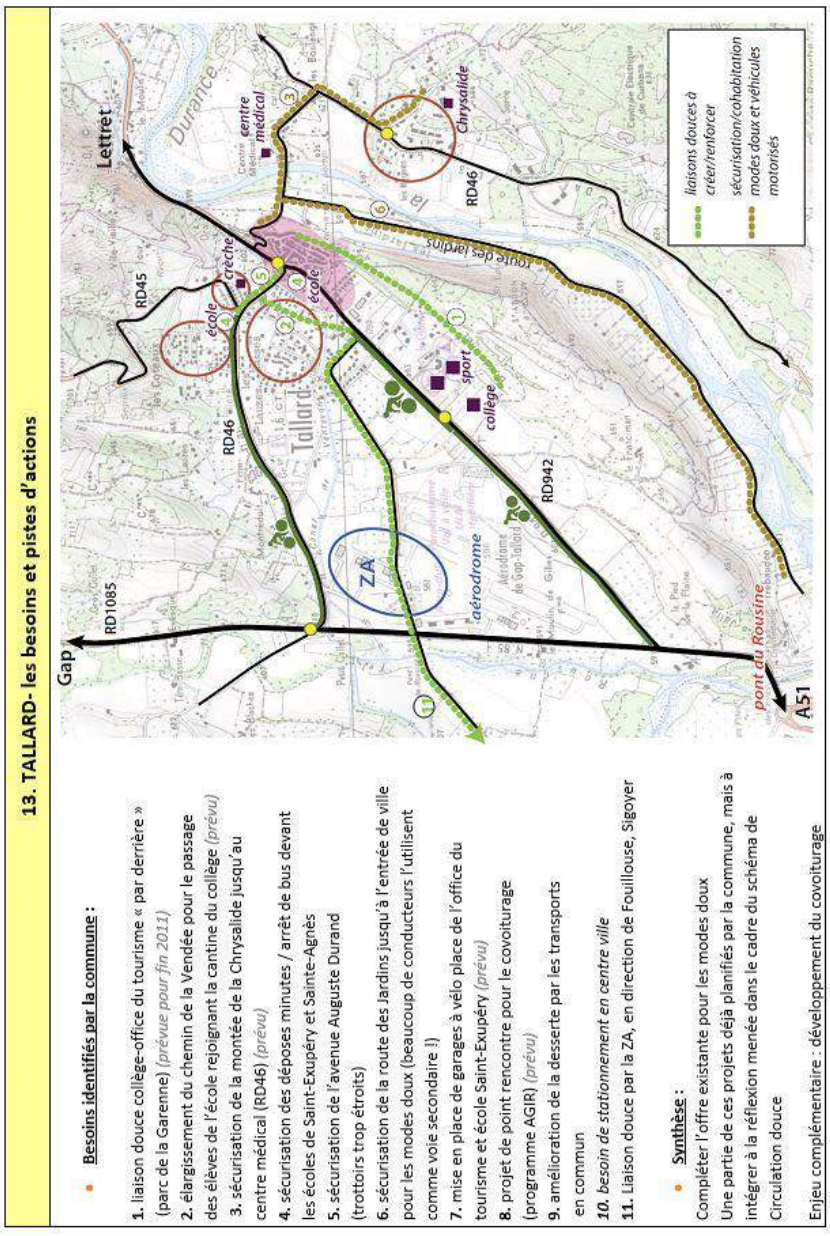
Localisation des infrastructures de Recharge de Véhicule Electrique (IRVE) - Source : Alpicité

4. LES DEPLACEMENTS DOUX

Comme nous avons pu le voir précédemment, certaines portions de voirie de la commune de Tallard ont été requalifiées de manière à favoriser l'accessibilité et sécuriser la pratique des modes doux (piétons et vélos) notamment dans le centre bourg et aux abords des axes de déplacements particulièrement empruntés.

La commune est située sur une plaine alluviale, de ce fait, elle dispose d'un relief relativement doux, il s'agit d'un atout pour la pratique des modes actifs au quotidien.

Le diagnostic des circulations douces de 2010 a relevé plusieurs besoins et pistes d'actions pour favoriser la pratique des modes actifs, aujourd'hui, d'après les observations de terrain il est possible de constater que de nombreux points ont été pris en compte.



Besoins et pistes d'actions en matière de mobilité douce, commune Tallard - Source : Cyclades

4.1. RESEAU PEDESTRE

Dans l'ensemble le réseau pédestre est bien développé sur la commune de Tallard, l'ensemble des équipements publics sont accessibles à pied. Toutefois, bien que les trottoirs soient séparés de la chaussée par des bordures, leurs largeurs restent dans de nombreux cas trop étroits. De ce fait la sécurité des piétons et l'accessibilité PMR n'est pas garantie notamment dans le centre-ville le long de la D942.

De plus, il demeure que la traversée de certains passages piétons reste relativement dangereuse notamment en entrées de ville :

- Le passage piéton situé à l'entrée du centre-ville, sur la D942 offre une faible visibilité sur les voitures arrivant depuis Chateauvieux. De plus, la largeur des trottoirs n'est pas conforme aux normes PMR. Toutefois la topographie

contraignante du site contraint l'élargissement potentiel des trottoirs. (Figure 1)

- Le passage piéton situé à proximité du collège est également peu sécure pour les piétons, aucun ralentisseur ne permet d'abaisser la vitesse des automobilistes en entrée de ville. (Figure 2)





Passages piétons sur la D942 aux entrées de ville de Tallard - Source : GoogleMaps

Il est également possible de constater que bien que le centre-ville soit dans l'ensemble bien aménagé pour les piétons, il subsiste un manque de liaisons piétonnes sécurisées entre :

- Le centre-ville et la Zone d'Activité Economique. Une liaison douce existe toutefois celle-ci n'est pas réellement aménagée.
- Le centre-ville et la rive gauche de la commune (secteur de la Chrysalide).

4.2. RESEAUX CYCLABLES

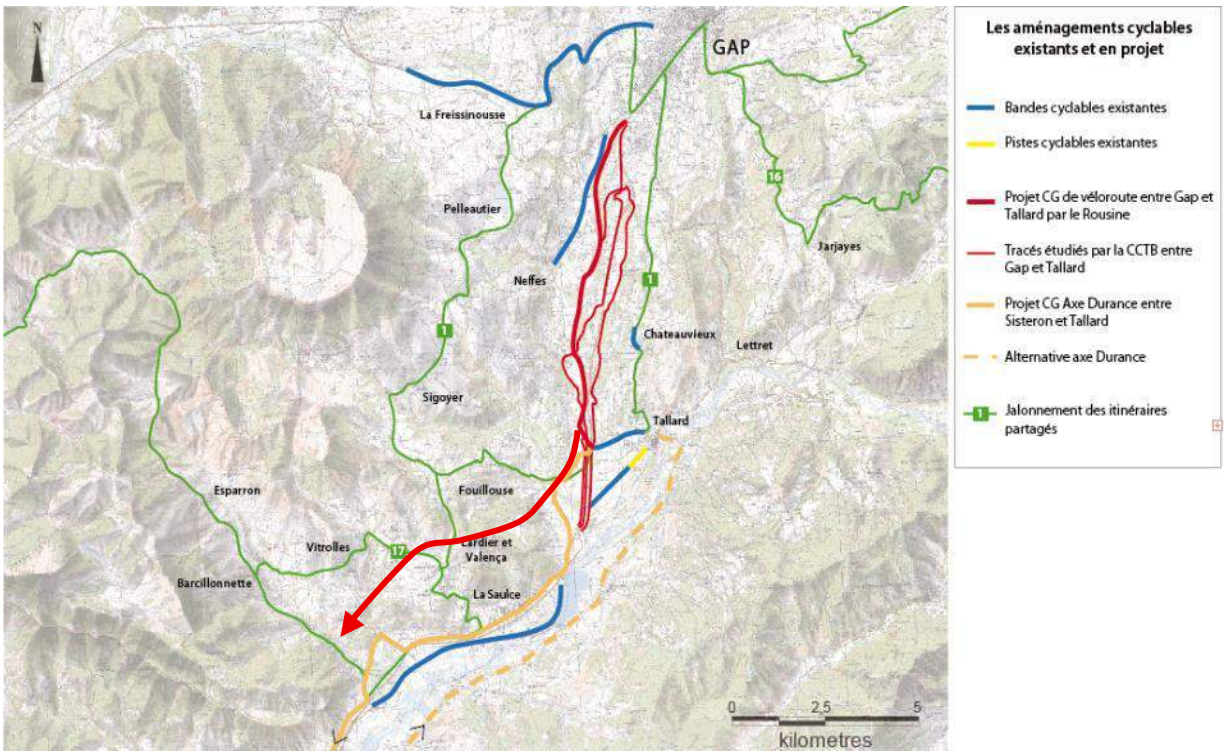
En 2010, lors de l'élaboration du schéma de circulation douce intercommunal, il était pointé qu'il y avait peu de réalisation d'aménagements cyclables au sein de l'intercommunalité. Il s'agissait essentiellement de bandes cyclables, de surlargeurs sur les départementales et d'itinéraires partagés réalisés sur des tronçons sans qu'il y ait de continuité entre ces aménagements. Il était également mentionné qu'il n'y avait pas d'aménagement en site propre (aménagements séparés de la chaussée) à l'exception de la piste cyclable bidirectionnelle entre le collège de Tallard et le centre-ville.

En termes de projet, deux itinéraires passant par Tallard étaient envisagés dans le schéma directeur des aménagements cyclables réalisé par le Conseil Général :

- la voie verte de Gap à Tallard

- l'axe Durance : de Sisteron à Tallard

En 2011, les différents aménagements réalisés et projets sur la commune étaient donc les suivants :



Aménagements cyclables et en projet au sein de la CCTB - Source : Cyclade, 2011

Ces projets de liaisons cyclables sont également mentionnées dans le SCoT du Gapençais à la page 170 du DOO, où il est cité que la commune de Tallard est concernée par « la réalisation de la véloroute de la Durance (liaison Marseille - Sisteron – Tallard – Gap – Chorges – Lac de Serre-Ponçon - Embrun – Briançon) » . L'enjeu étant d'aménager un réseau d'itinéraires cyclables et cyclo-touristiques à l'échelle de l'aire gapençaise.

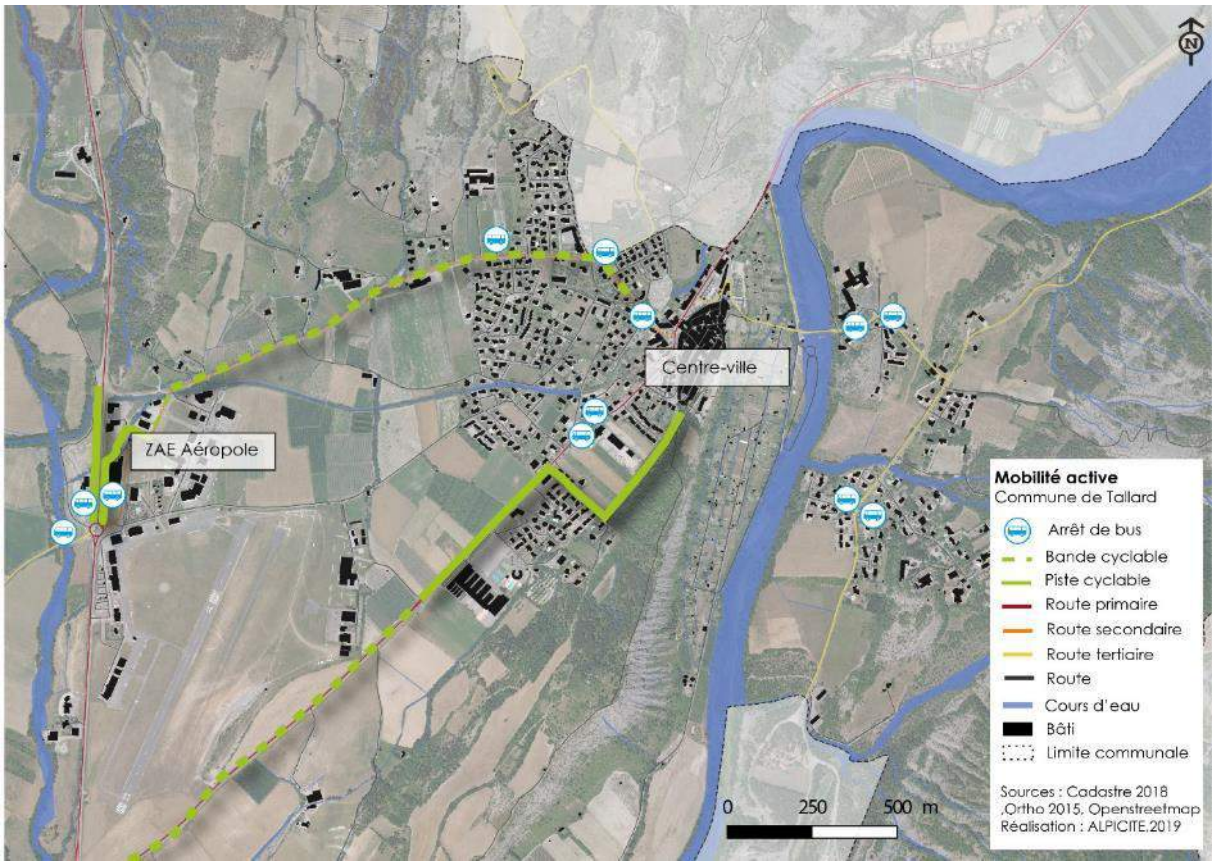
Depuis le réseau cyclable sur la commune de Tallard s'est développé. Une portion de la voie permettant de lier Gap à Tallard a été aménagée le long de la RN85. Il s'agit d'une piste cyclable à double sens, séparée de la voie où circulent les automobilistes.





Pistes cyclables, commune de Tallard - Source : Alpicité

Globalement, la commune dispose d'un réseau cyclable bien aménagé. Toutefois, il manque encore des liaisons entre certains tronçons notamment le long RN85. Dans l'idéal si la largeur de la voirie le permet, il est préférable de réaliser une piste cyclable (séparé de la voie routière) plutôt qu'une bande cyclable.



Mobilité active sur Tallard

Pour inciter à la pratique du vélo au quotidien, il est important que la commune soit munie de stationnements vélos sécurisés, pour se faire ceux-ci doivent être situés à des positions stratégiques à la vue de tous.

Dans le centre-bourg, environ 9 places de stationnements pour vélos avec arceaux sont disponibles.



Arceau pour vélos, commune de Tallard - Source : Alpicité



Localisation des places de stationnement pour vélos sur la commune - Source : Alpicité

5. LES TRANSPORTS COLLECTIFS

5.1. RESEAU FERROVIAIRE

Tallard n'est pas relié au réseau ferroviaire, aucune voie ferrée ne traverse le territoire communal. La gare la plus proche se situe à Gap accessible en moins de 20 minutes. La gare de Gap est desservie par plusieurs lignes de TER :

- Ligne 13 : Marseille – Manosque – Gap – Briançon
- Ligne 14 : Valence – Veynes – Gap – Briançon
- Ligne 15 : Briançon – Gap – Grenoble



Réseau TER PACA - Source : https://www.ter.sncf.com/paca/gares/services/carte-reseau, consulté le 18/06/2019.

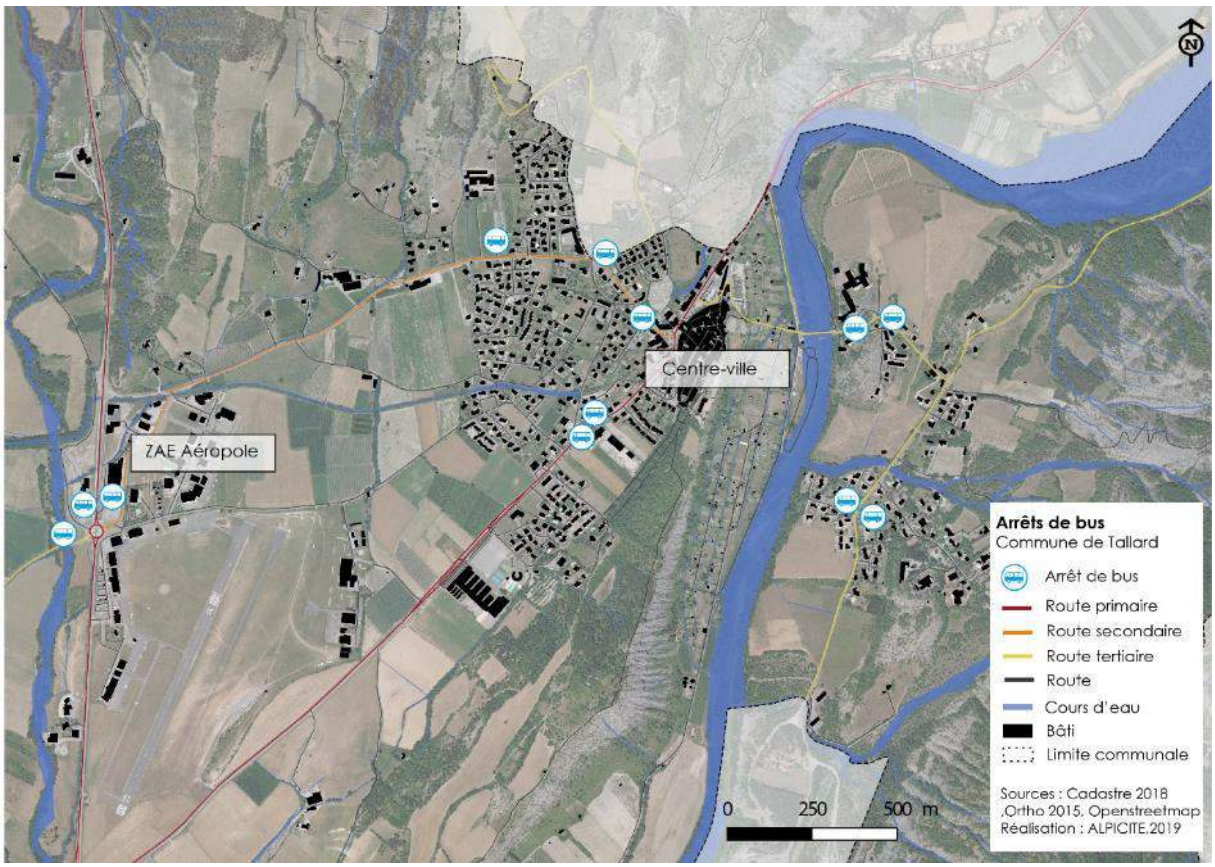
La commune est cependant bien desservie par le réseau de transport de bus et d'autocar détaillé ci-après.

5.2. RESEAU DE BUS REGIONAL

La commune de Tallard est desservie par deux lignes du réseau régional des Lignes Expresses Régionales (LER).

La première est la ligne 69 qui relie Marseille à Briançon, en passant par Tallard. Trois arrêts sont situés sur la commune : Cité Lambert, Aéropole et village.

Certains arrêts de bus représentés sur la carte ci-dessous ne sont aujourd'hui plus desservis.



Arrêts de bus sur Tallard

La commune est desservie à raison de 10 fois par jour dans le sens aller, et 10 fois dans le sens retour. La fréquence de passage est donc relativement importante, et permet de répondre aux besoins de certains habitants souhaitant se rendre dans les pôles d'emplois, et notamment à Gap.

Les usagers peuvent également se rendre à Sisteron ou Gap pour accéder à une desserte plus diversifiée.



Diagramme schématique des lignes expresses régionales - Source : https://zou.maregionsud.fr/, consulté le 22/02/2023

La commune est également desservie par la ligne 50, qui est une ligne saisonnière pour accéder aux stations de ski des montagnes de PACA. Aussi appelées navettes blanches, elles fonctionnent essentiellement les samedis, dimanches et parfois les vendredis, selon les dates, entre les mois de décembre et mars. Elle part à l'aéropole de Tallard, permettant aux habitants de se rendre en station.

5.3. RESEAU DE BUS DEPARTEMENTAL

La commune de Tallard est desservie par plusieurs lignes de bus de proximité.
Il s'agit des lignes Zou ! 535, 500 et 400.

- La ligne 535 relie Gap à Barcelonnette. Elle passe 3 fois par jour dans le sens aller, et 3 fois par jour dans le sens retour ;
- La ligne 500 relie Ribiers à Gap en passant par Laragne et Le Poët. Elle passe uniquement 2 fois par jours : une fois le matin dans le sens aller, et une fois le soir dans le sens retour.
- La ligne 400 relie Digne à Gap via Veynes. Elle passe 2 fois par jour dans le sens aller et 2 fois par jour dans le sens retour.

5.4. RESEAU DE BUS DE L'AGGLOMERATION

6 lignes de bus de l'agglomération « L'Agglo en bus » desservent la commune de Tallard.

A noter que depuis le 3 septembre 2018, tous les transports organisés par la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance à l'intérieur de son périmètre sont gratuits y compris les lignes de transports scolaires et réguliers transférées par la région (source : https://www.gap-tallard-durance.fr/fr/lagglo-au-quotidien/transports-lagglo-en-bus/les-transports-sur-la-communaute-dagglo/). Cette gratuité est permise par le versement "Transports" de l'ensemble des entreprises du territoire qui emploient des salariés, ainsi que par la région.

5.5. LES TRANSPORTS COLLECTIFS SCOLAIRES

Au niveau des transports scolaires, la commune dispose de plusieurs établissements scolaires sur son territoire. Plusieurs lignes en direction des écoles primaires et du collège de Tallard sont développées.

Lignes Direction Collège de Tallard :

Sigoyer - Neffes - Tallard Collège (ligne 120)- Jarjayes - Les Boulangeons - Tallard Collège (ligne 121)- Fouillouse - Tallard Collège (ligne122) - Châteauvieux - Tallard Collège (ligne 123)- Barcillonnette - Tallard Collège (ligne 124) - Le Vivas - La Saulce - Tallard Collège (ligne 125)- Curbans - Tallard Collège (ligne 126)

Lignes Directions Ecoles Primaires :

Fouillouse - Tallard Ecoles (ligne 130) - Châteauvieux - Tallard Ecoles(ligne 131)
Hameaux de Tallard - Tallard Ecoles (ligne 132)

6. LES TRANSPORTS ALTERNATIFS

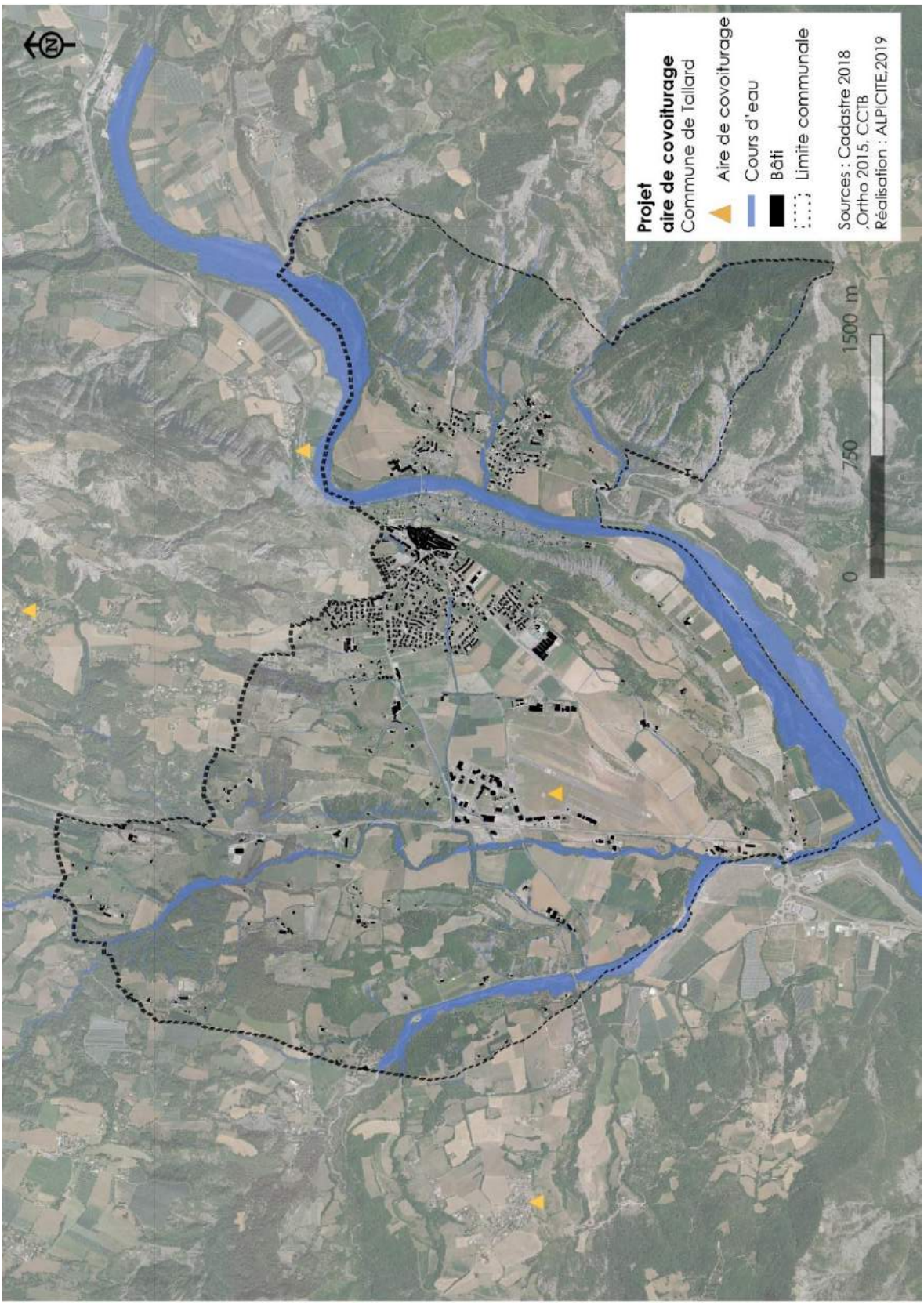
Dans le Schéma de circulation douce de 2010, il est mentionné que le parking de l'aérodrome peut être utilisé pour effectuer du covoiturage. Afin de bien identifier le parking, il est cité qu'il serait idéal d'implanter un panneau de regroupement à proximité de la voie pour assurer une bonne visibilité par tous. De plus, il est signalé qu'un parking vélo couvert serait idéal afin que les cyclistes puissent garer leur vélo avant de monter dans la voiture d'un covoitureur.

D'après les observations de terrain, aujourd'hui la commune dispose de deux stations de covoiturage, l'une située sur le parking de l'aérodrome, l'autre située sur le parking du supermarché.



Station de covoiturage et parking relais présents dans la Z.A.E

Plusieurs projets de covoiturage ont également été envisagés dans les communes alentour, il s'agit donc d'une thématique bien prise en compte au sein de l'ancienne CCTB.



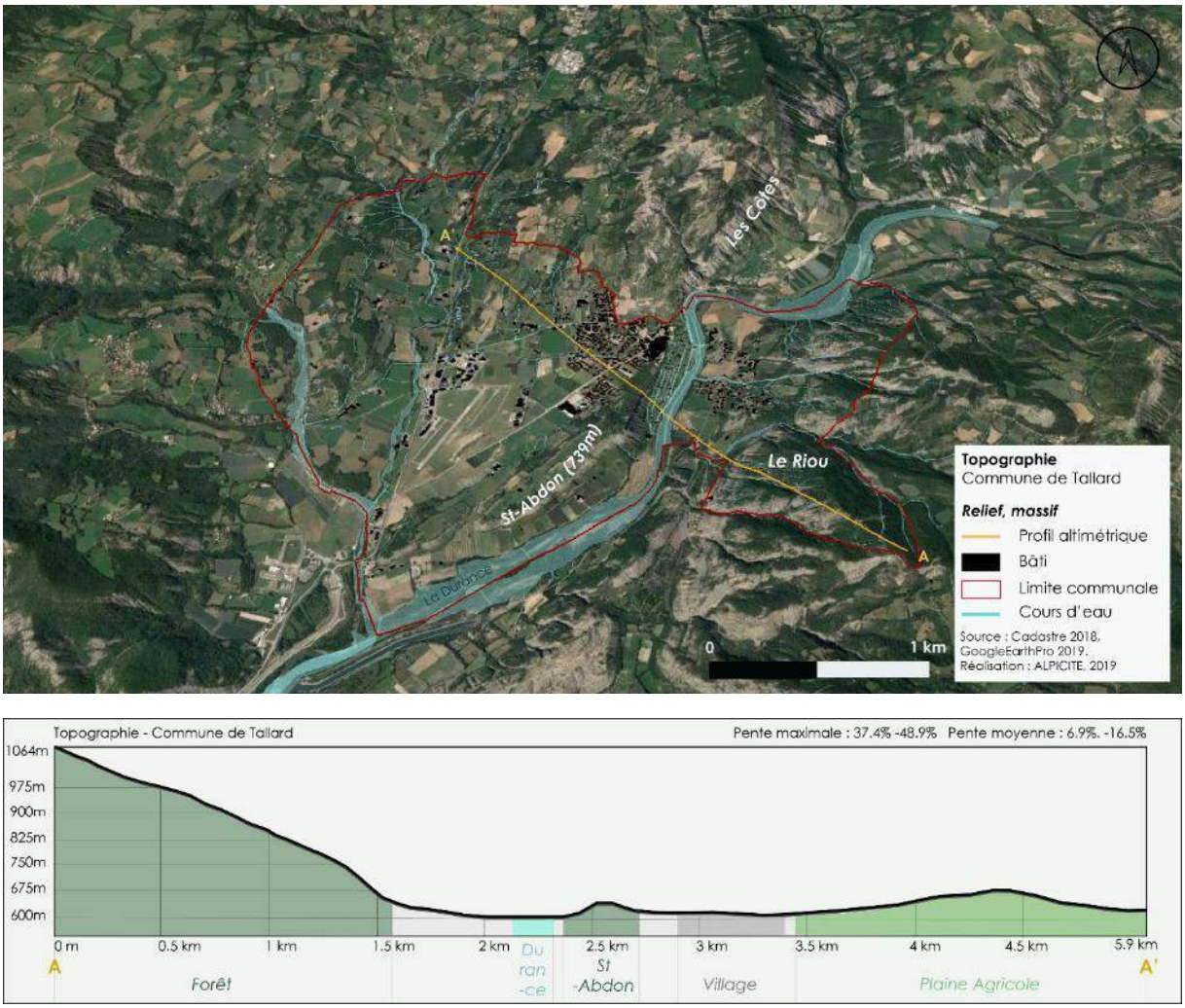
Localisation des projets d'aires de covoiturage sur Tallard et alentours - Source : CCTB

PARTIE 2 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE .1 : L'ENVIRONNEMENT NATUREL

1. ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

1.1. TOPOGRAPHIE

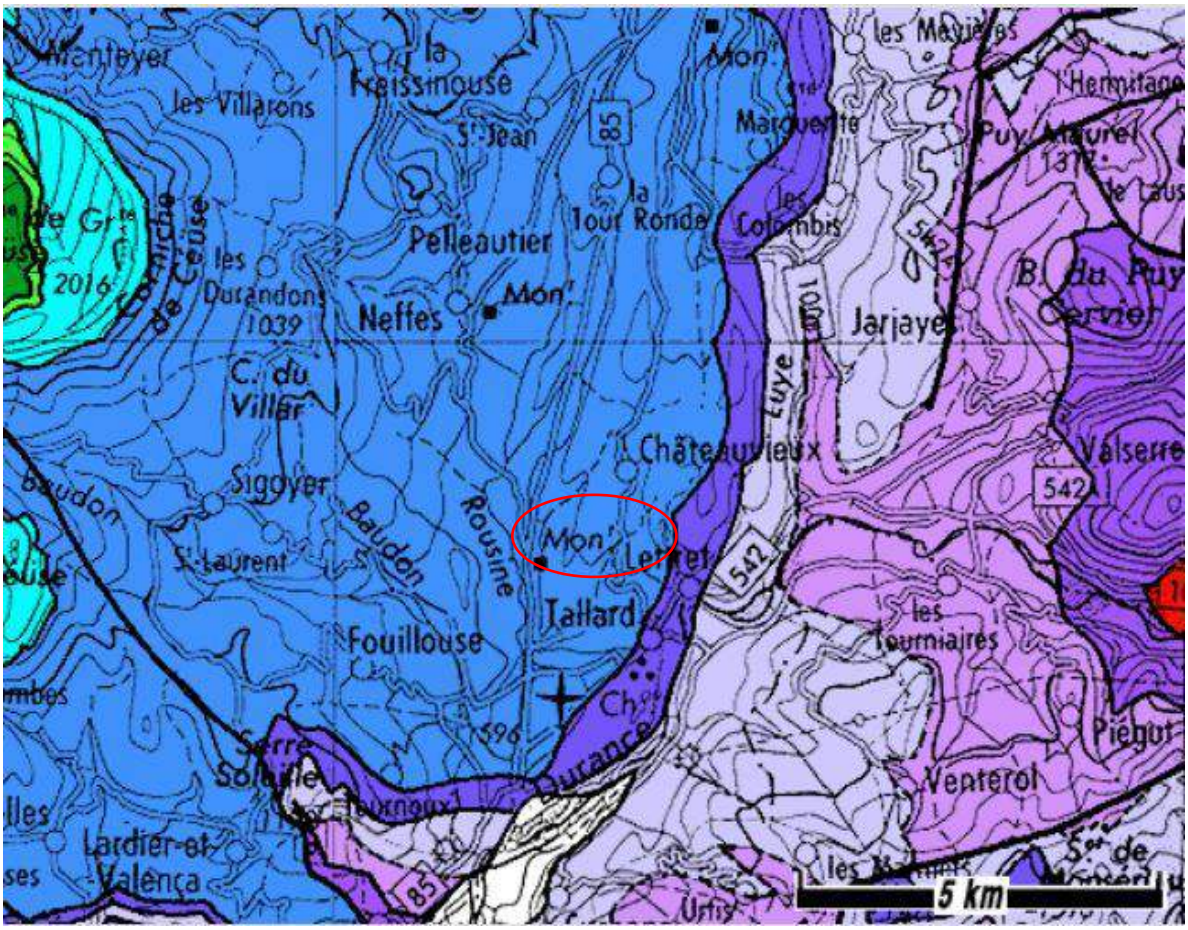


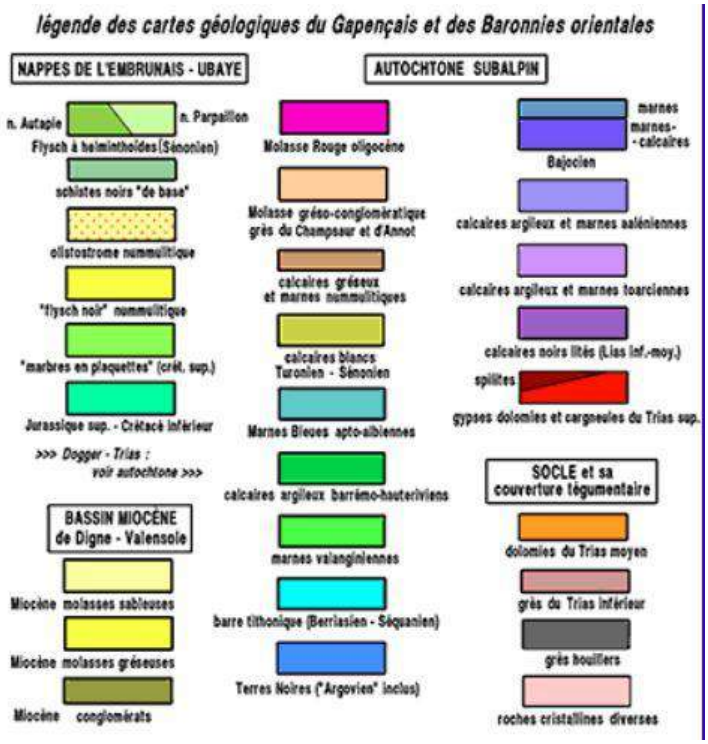
Carte et courbe de la topographie de Tallard - Source : Googleearth

Une grande partie du territoire communal de Tallard est située sur une plaine alluviale, cette situation lui confère d'un point de vue topographique un relief relativement doux. A l'Ouest de la Durance, le paysage est marqué par la présence du Saint-Abdon.

Le village historique de Tallard s'est implanté sur la rive droite de la Durance en hauteur à l'extrémité du Saint-Abdon, l'urbanisation récente s'est effectuée sur les zones de basses collines ainsi que sur la rive gauche de la Durance. L'altitude moyenne de la commune est de 604m, le point le plus bas est à 570m et le plus haut à 1121m. Sur les communes voisines d'autres sommets emblématiques dominent la vallée tel que le massif de Céüse.

1.2. GEOLOGIE

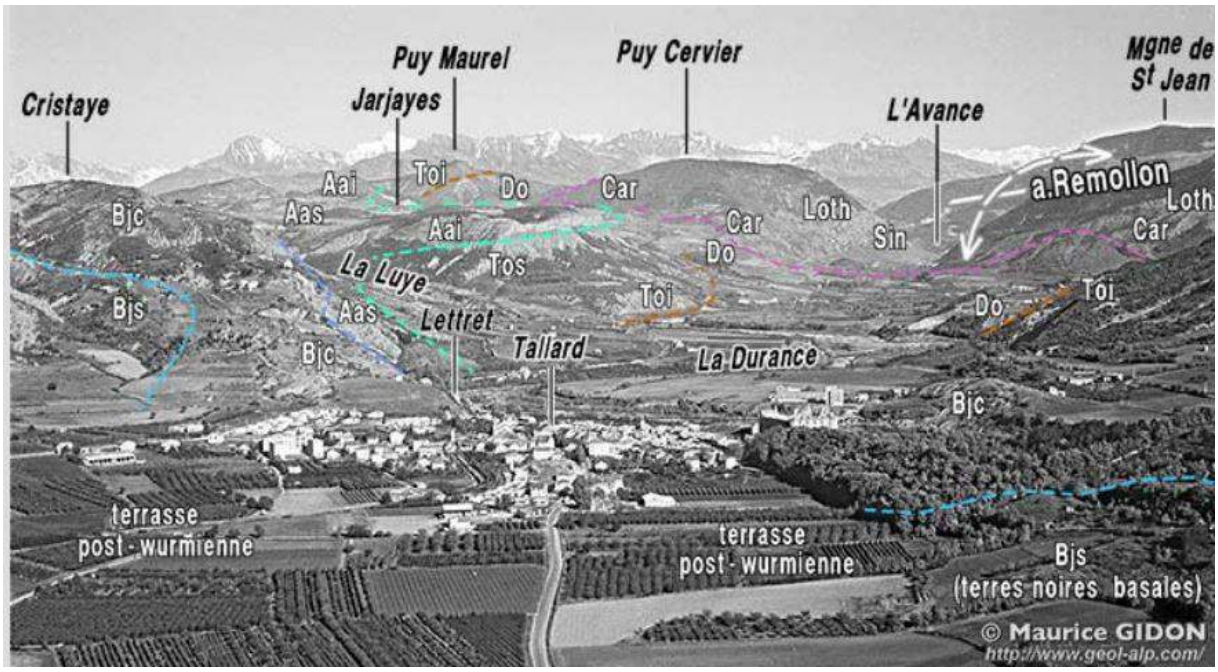




Carte géologique sur la commune de Tallard - Source : http://www.geol-alp.com/

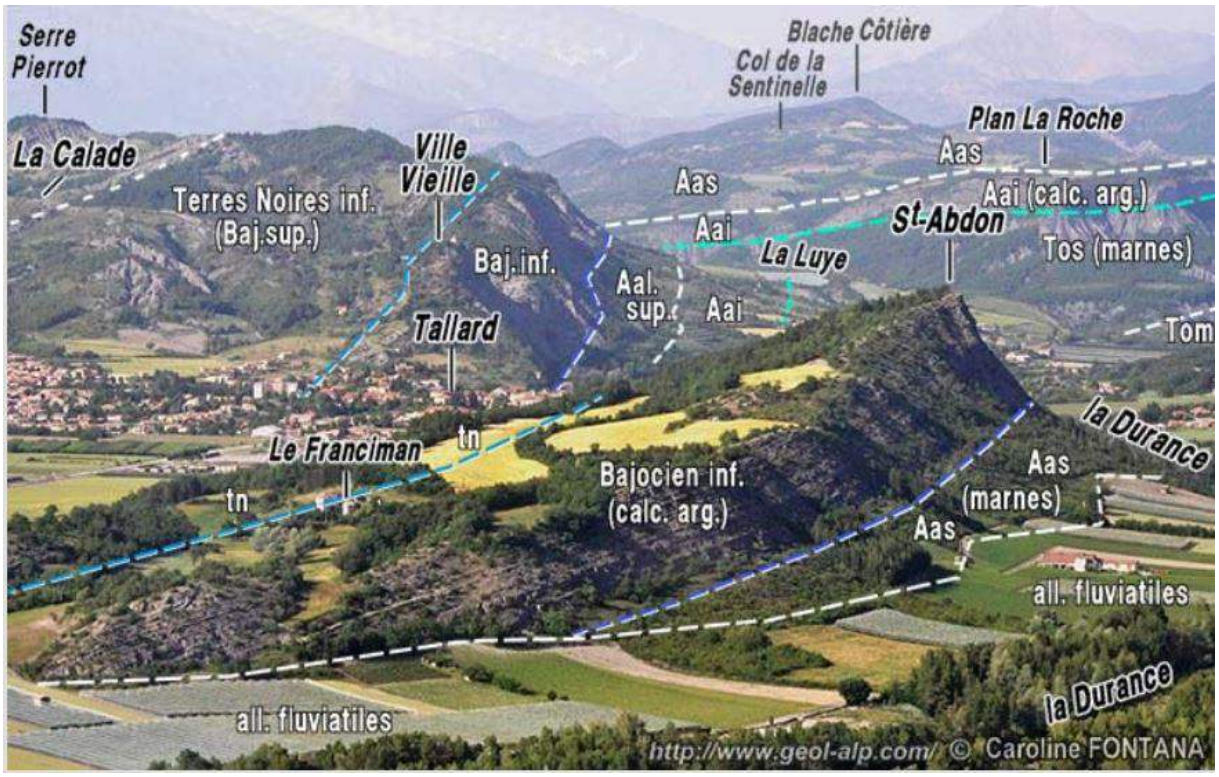
L'ensemble de cette partie est issu du site http://www.geol-alp.com/.

Comme Gap, la localité de Tallard se situe à la périphérie du Dôme de Remollon. Mais elle se trouve sur la retombée sud-ouest (et non à la voûte) du grand anticlinal NW-SE qui est principalement à l'origine de ce relief.



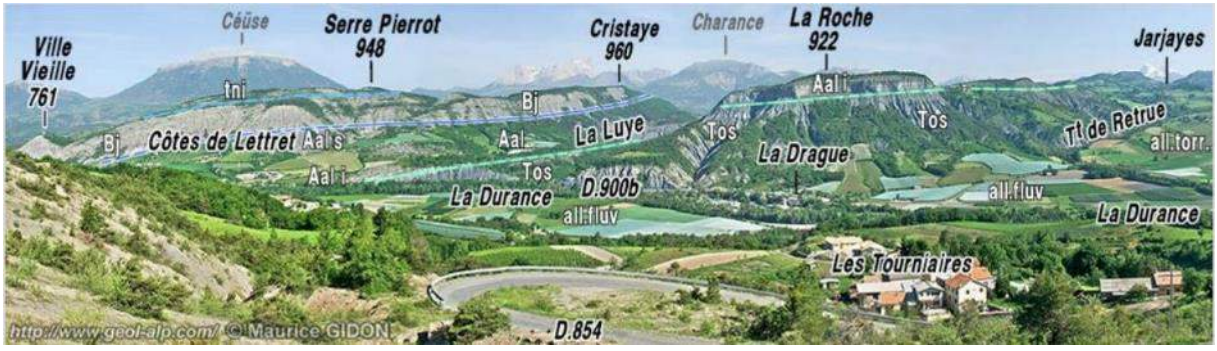
Le bourg de Tallard vu du sud-ouest - Source : http://www.geol-alp.com/

Plus précisément le bourg de Tallard occupe une trouée qui rompt la continuité de la cuesta du Bajocien inférieur, en la traversant entre l'extrémité méridionale de la crête de la Cristaye et l'arrête rocheuse de Saint-Abdon (qui porte le château de Tallard). La zone très plate qui s'épanouit au SW de cette trouée de Tallard correspond à l'ancien fond alluvial de la vallée de la Durance, abandonné et suspendu au-dessus du lit actuel de la rivière : celle-ci y avait étalé ses alluvions, lesquelles forment maintenant une terrasse, surélevée de 20 m par rapport au lit actuel : c'est la surface de cette terrasse, extrêmement plane, qui est utilisée par l'aérodrome.



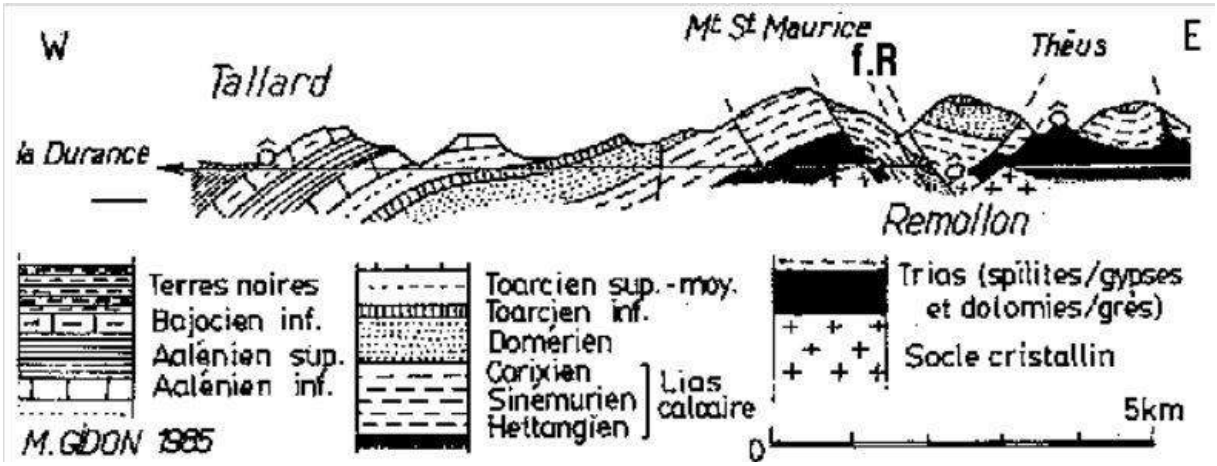
Carte du site de Tallard, vu du sud de l'avion - Source : http://www.geol-alp.com

La Durance s'est depuis encaissée en contrebas de cette terrasse lorsque son cours a abandonné la trouée de Tallard. Son lit actuel contourne maintenant la cuesta bajocienne de Saint-Abdon sans faire l'effort de la franchir : ceci découle du fait que l'azimut des couches qui forment cette dernière tourne pour leur faire dessiner l'arc, concave vers le nord, du ***synclinal de Tallard*** qui fait suite du côté SW à l'anticlinal de Remollon. En effet l'agglomération de Tallard est assez proche de la charnière de ce grand pli : elle est très ouverte mais on peut la situer peu à l'ouest de l'emplacement de l'aérodrome, sensiblement là où, peu en aval, la vallée du Rousine perce la barrière de la cuesta* Bajocienne pour rejoindre la Durance (*voir la carte ci-après*).



Vallée de La Durance en amont de Tallard – vue des pentes inférieures de Piégut - Source : http://www.geol-alp.com/

En amont de Tallard, la Durance donne une coupe naturelle du flanc occidental de l'anticlinal de Remollon : les couches s'y montrent en moyenne peu inclinées et elles sont même affectées, à l'est de la vallée de la Luye, par une ondulation presque synclinale, à la faveur de laquelle leur pendage devient passagèrement presque horizontal.



Coupe de la retombée occidentale du Dôme de Remollon - Source : http://www.geol-alp.com/

1.3. HYDROGRAPHIE

Le réseau hydrographique sur la commune de Tallard est relativement dense.

La commune est traversée du Nord au Sud par la Durance, rivière emblématique des Alpes et de la Provence. Tallard est une des rares communes du département des Hautes-Alpes située de part et d'autre de la rivière. Plusieurs ponts permettent de franchir la rivière.

Plusieurs torrents traversent également la commune dont le torrent des Rousines, du Baudon, de Gastinet, de Riou-Pierroux…



Réseau hydrographique de Tallard



Rivière de la Durance depuis le pont de la D46 - Source : Alpicité



Torrent du Rousine depuis le pont de la D119 - Source : Alpicité

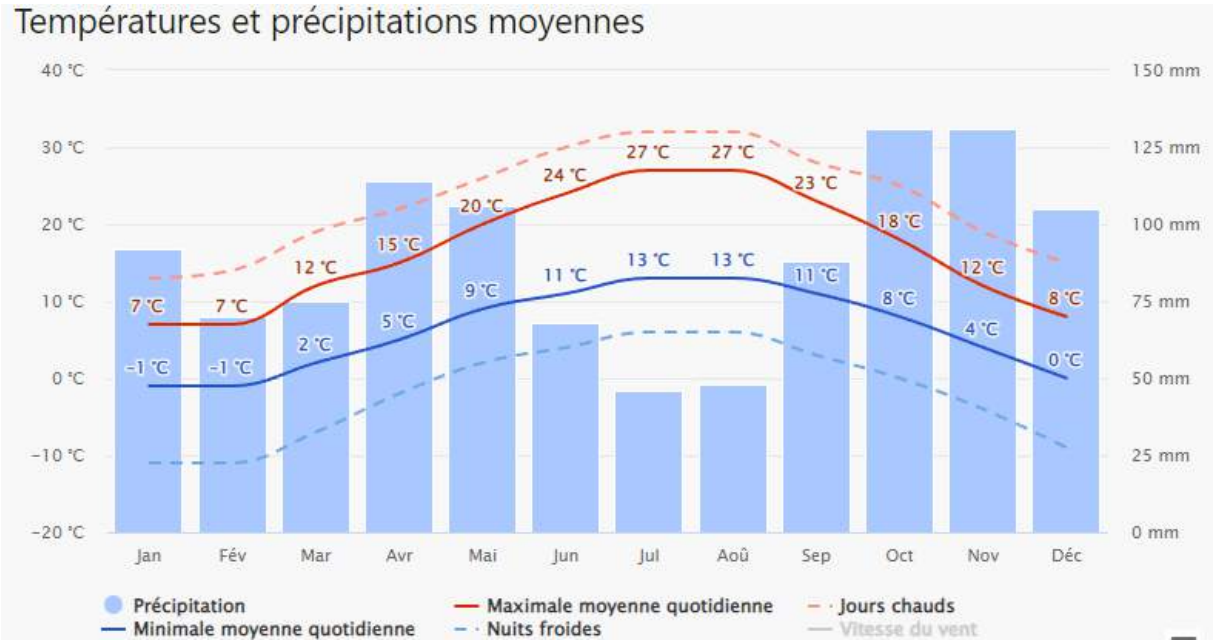


Torrent du Baudon depuis le pont de la D119 - Source : Alpicité

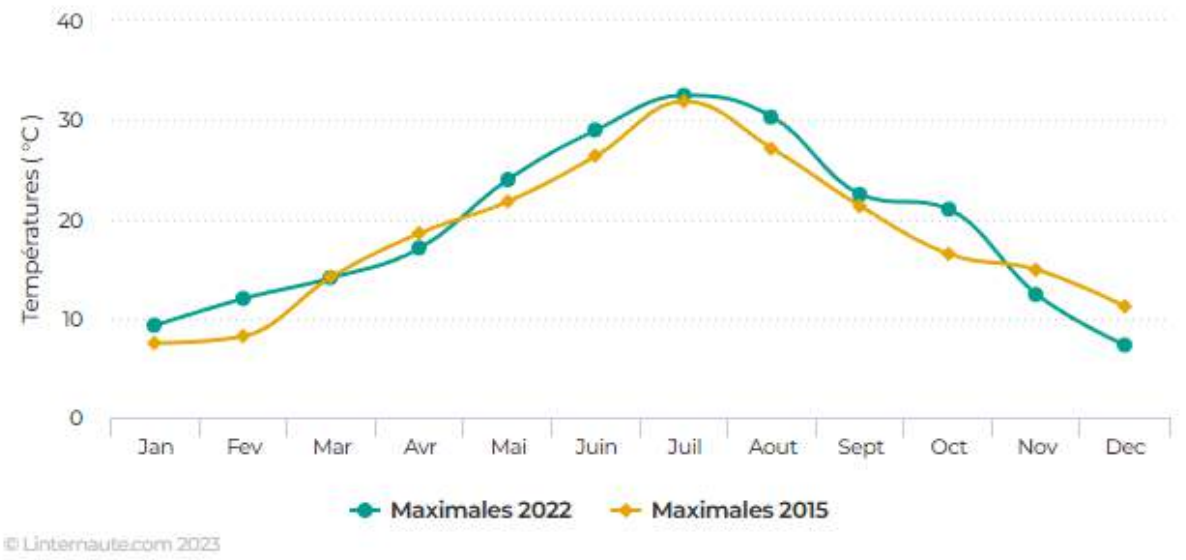
1.4. CLIMAT

La commune de Tallard, bénéficie d'un climat tempéré avec des influences méditerranéennes. Il se caractérise par des saisons relativement marquées, avec des hivers assez froids tout en bénéficiant d'un bon ensoleillement et des étés secs.

Les précipitations sont relativement similaires d'une année à l'autre. Les pluies les plus importantes ont lieu en automne et au printemps. En été, des épisodes orageux peuvent être particulièrement forts.



Températures et précipitations moyennes à Tallard – Source Meteoblue [consulté le 17/02/2023]



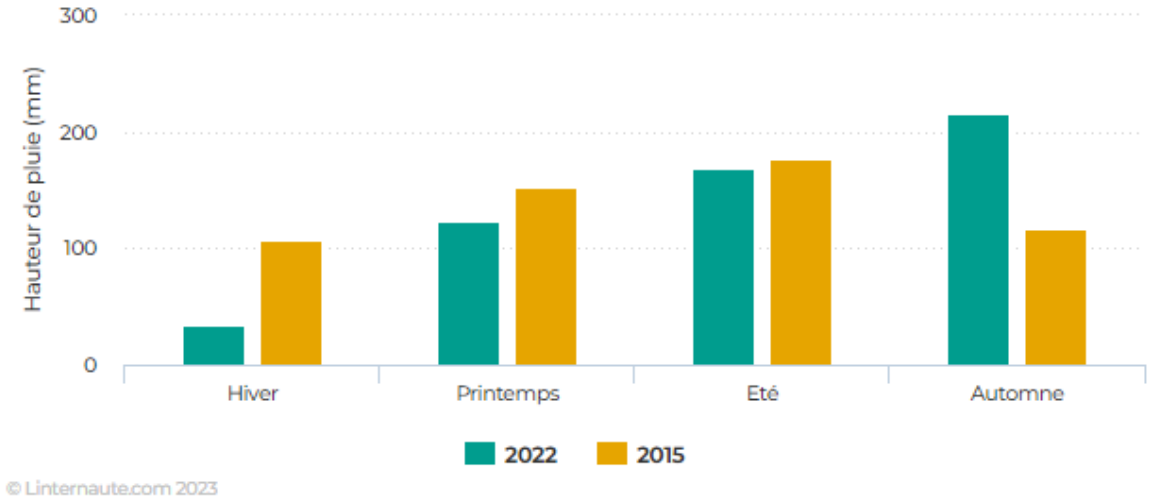
Températures maximales à Tallard entre 2015 et 2022 - Source : Linternaute.com d'après Météo France



Températures minimales à Tallard entre 2015 et 2022 - Source : Linternaute.com d'après Météo France

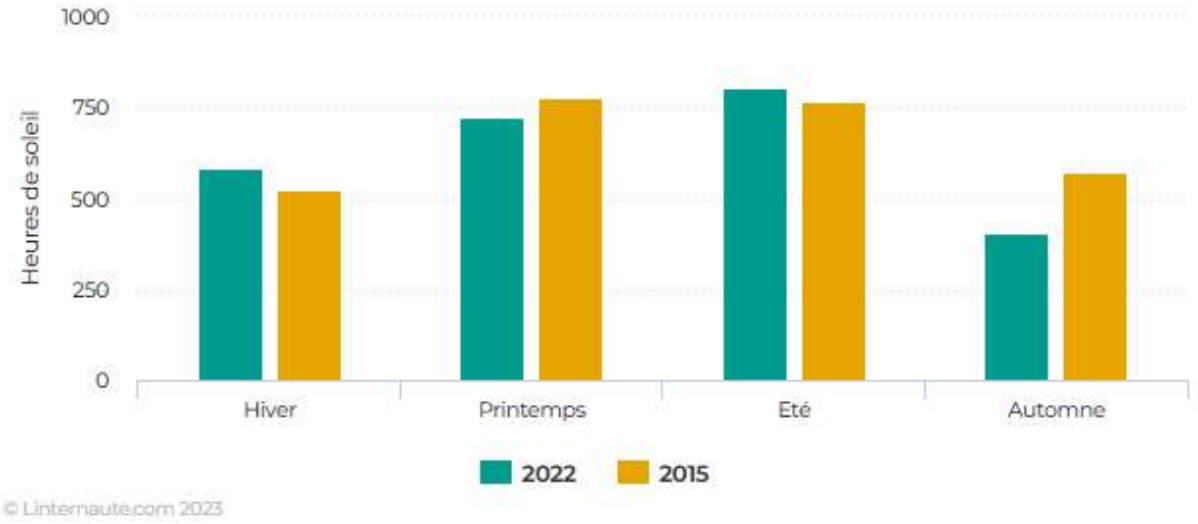
En comparant les températures observées en 2015 et 2022 sur la commune de Tallard, on remarque que la commune connait des mois d'hiver avec des maximales plus hautes. De même en été et automne.

En 7 ans, les températures n'ont pas beaucoup évolué hormis pour le mois d'octobre qui est devenu moins froid.



La pluie à Tallard entre 2015 et 2022 - Source : Linternaute.com d'après Météo France

En 2022, 541 millimètres de pluies sont tombés sur la commune contre une moyenne nationale des villes de 620 millimètres de précipitations. La pluviométrie est donc plutôt normale, avec une répartition assez hétérogène selon les années comme le montre le précédent graphique.



Heures d'ensoleillement en 2015 et 2022 – Source : Linternaute.com d'après Météo France

La commune de Tallard a eu de 2 522 heures d'ensoleillement en 2022, contre une moyenne nationale des villes de 2 267 heures. De même, elle a bénéficié de l'équivalent de 105 jours de soleil en 2022. Chaque année la commune reçoit donc un nombre d'heures d'ensoleillement plus élevé que la moyenne nationale.

1.5. LES RISQUES NATURELS

Le risque se caractérise par deux composantes :

1) l'aléa, c'est-à-dire la probabilité d´occurrence d´un événement donné ;
2) la vulnérabilité des enjeux qui exprime la gravité des effets ou des conséquences de l´événement supposé pouvoir se produire.

Toutes les communes du département des Hautes-Alpes sont couvertes par des cartes de risque. A Tallard les phénomènes naturels suivants ont été recensés :

- Chute de blocs ;
- Glissement de terrains ;
- Inondation ;
- Crue torrentielle ;
- Ravinement

Les cartes de risque sont établies soit dans le cadre d'un Plan de Prevention des Risques Naturels (PPRN) soit dans le cadre d'une cartographie informative ou d'une étude d'aléas spécifiques.
La commune de Tallard n'est pas couverte par un PPRN, de ce fait, la connaissance des aléas provient de différentes sources :
• la cartographie informative des phénomènes torrentiels et mouvements de terrain (CIPTM)
• les atlas des zones inondables (AZI)
• l'études d'aléas spécifiques

En plus des aléas recensés sur le site GEOMAS des Alpes du Sud et sur le site internet de la préfecture des Hautes-Alpes, d'autres informations sur les risques présents ont été recueillies :

- Un recensement des cavités souterraines non minières a été réalisé à échelle départementale par le BRGM, celui-ci indique qu'il n'y en a pas sur la commune de Tallard

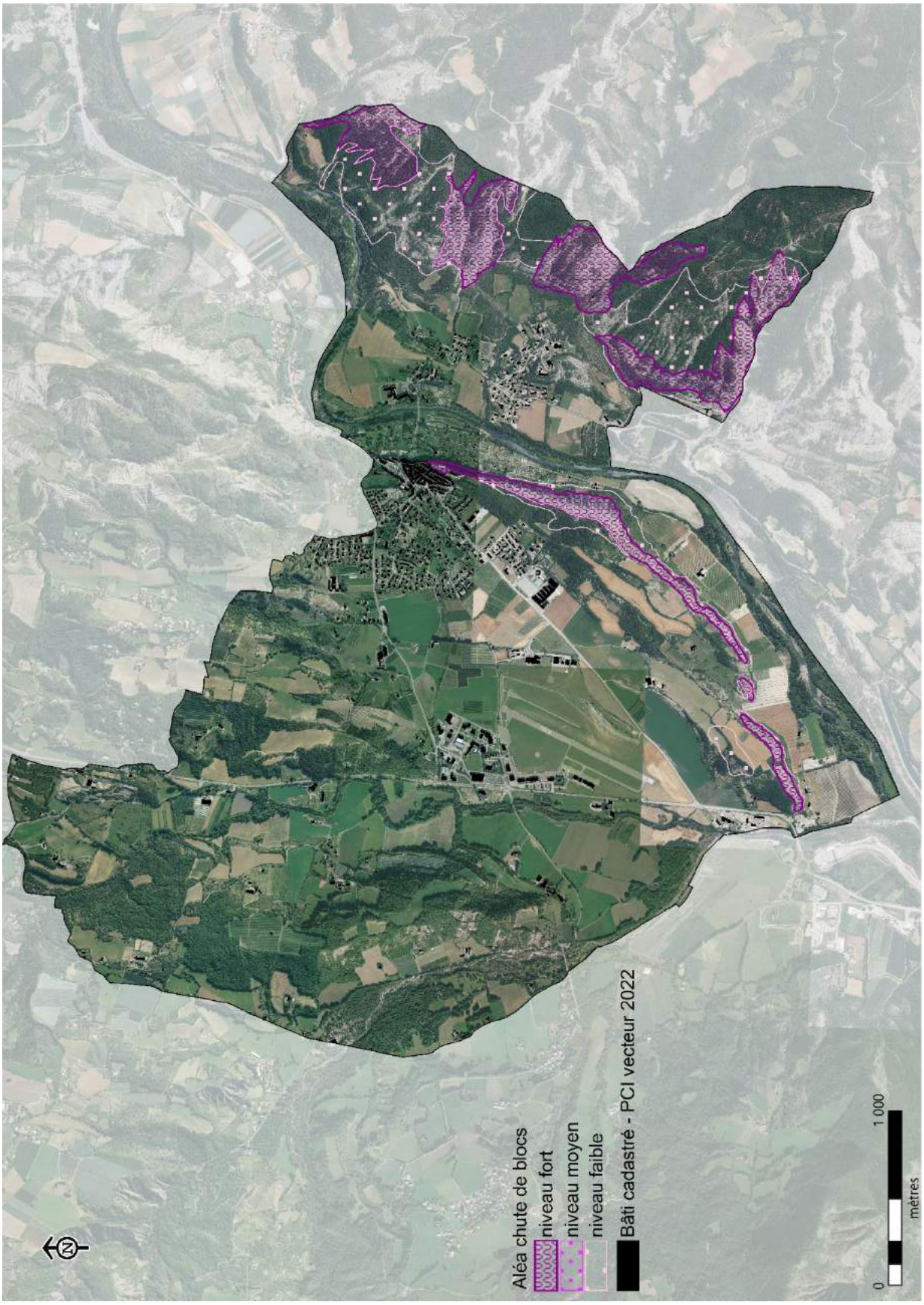
- Le zonage sismique de la France en vigueur depuis le 1er mai 2011 informe sur le niveau de risque sismique à Tallard
- Une étude informe sur le risque d'exposition au radon à échelle nationale, réalisée par l'IRSN ;
- Un zonage de l'exposition au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux réalisé par le BRGM informe sur la localisation de cet aléa sur la commune.

A noter que depuis juillet 2018, de nouvelles règles de prise en compte des risques naturels dans les demandes d'autorisation d'urbanisme pour les projets situés en dehors des zones couvertes par un zonage règlementaire de plan de prévention des risques naturels approuvé est en vigueur. La commune de Tallard ne disposant pas de PPRN devra donc tenir compte de ces dispositions.

1.5.1 *ALEA CHUTE DE BLOCS*

Le risque de chute de pierres ou de blocs est un phénomène rapide ou événementiel mobilisant des éléments rocheux plus ou moins homogènes avec peu de déformation préalable d'une pente abrupte jusqu'à une zone de dépôt.

Sur la commune de Tallard ce risque est présent sur les flancs des massifs collinaires de la rive gauche de la Durance. Il est également présent le long du St-Abdon. Dans l'ensemble ce risque varie entre un niveau faible à élevé et d'après les simulations il n'impacte pas les habitations. Toutefois, un point de vigilance est à porter à proximité du château de Tallard.



Aléa chute de blocs

1.5.2 ALEA GLISSEMENT DE TERRAINS

Il s'agit d'un phénomène de mouvement de terrain correspondant au déplacement de terrains meubles ou rocheux le long d'une surface de rupture.

Sur la commune de Tallard, le risque de glissement de terrains est présent principalement sur la rive gauche de la Durance. Dans les lieux dits de Serre-Lapin et de Rioupierroux, cet aléa d'une intensité qualifiée de modérée se situe à proximité des habitations.
De plus, comme en témoigne la carte ci-dessous, cet aléa touche ponctuellement quelques zones du territoire communal situés en rive droite de la Durance, sans incidences sur les habitations situées à proximité.



Aléa glissement de terrains

1.5.3 ALEA INONDATION

Le phénomène d'inondation est lié aux crues des fleuves, des rivières, des rivières torrentielles et des canaux.

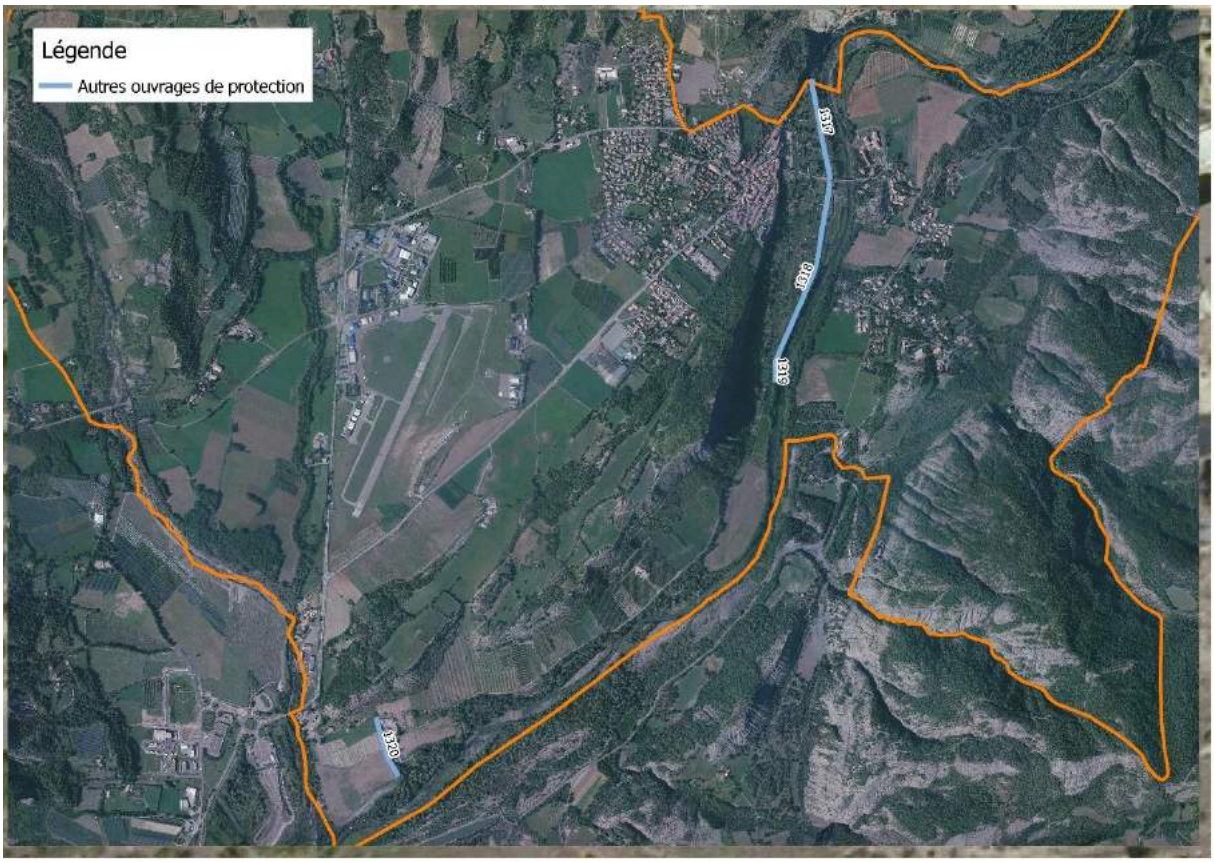
Sur la commune de Tallard, le risque inondation est localisé aux abords de la Durance et de ses principaux affluents : le torrent des Rousines et le torrent de Baudon. Le risque varie avec des niveaux d'aléas fort dans le lit mineur à moyen dans le lit majeur des cours d'eau.

La commune n'est pas identifiée comme Territoire à Risque important d'Inondation (TRI). De plus, elle n'est couverte par aucun programme de prévention (PAPI).

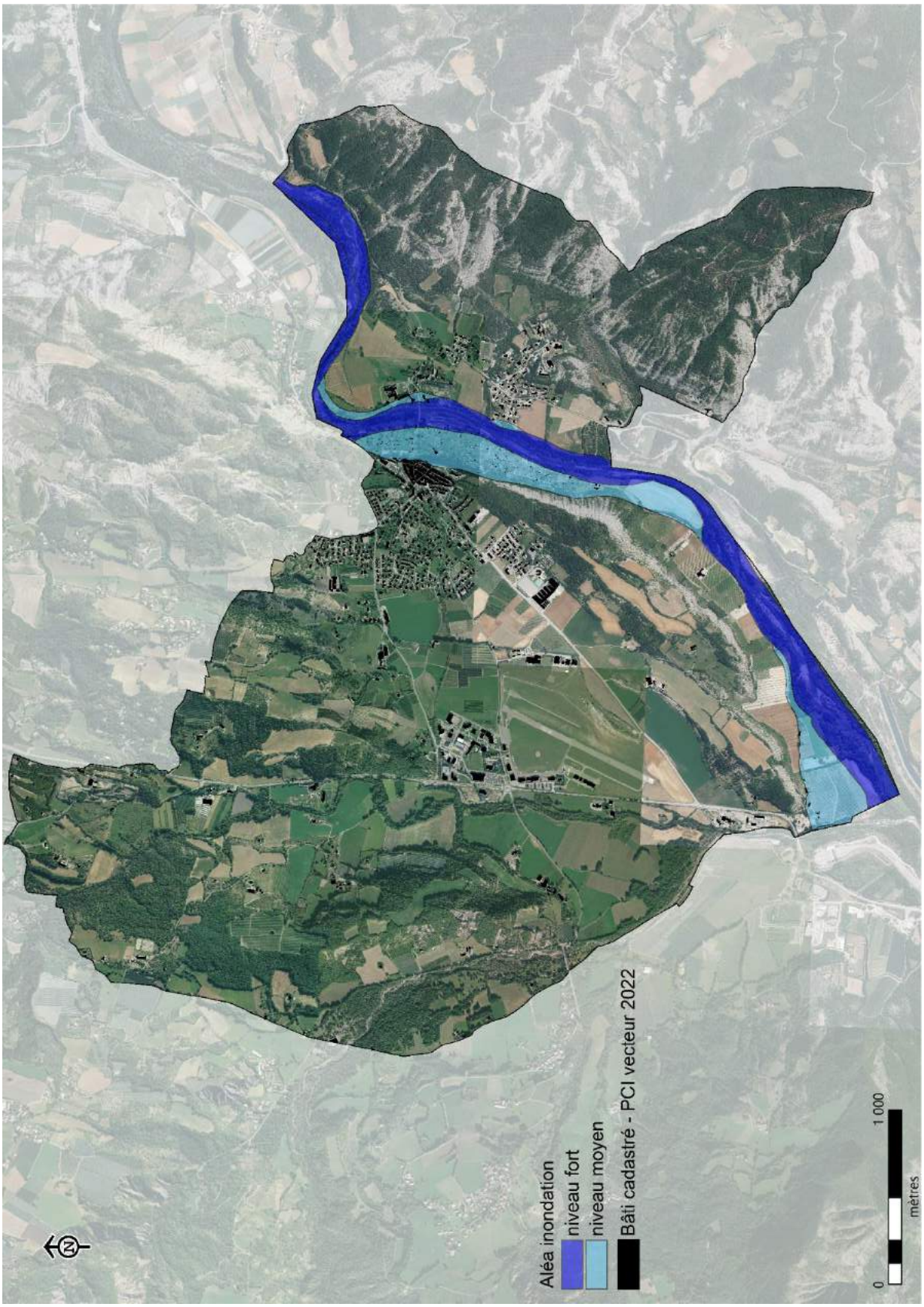
A noter que selon l'inventaire de la DDT, le territoire communal comprend des digues et ouvrages de protection contre les inondations suivants :

	TYPE_OUVRAGE	LOCALISATION	RIVE	RIVIERE	LONGUEUR
1317	DIGUE	Jardins de Tallard	RD	DURANCE	413
1318	DIGUE	Jardins de Tallard	RD	DURANCE	791
1319	DIGUE	Jardins de Tallard	RD	DURANCE	70
1320	DIGUE	Tresbaudon	RD	DURANCE	248

Digues et ouvrages de protection contre les inondations sur Tallard – Source : DDT05, Porter à connaissance



Digues et ouvrages de protection contre les inondations sur Tallard – Source : DDT05, Porter à connaissance



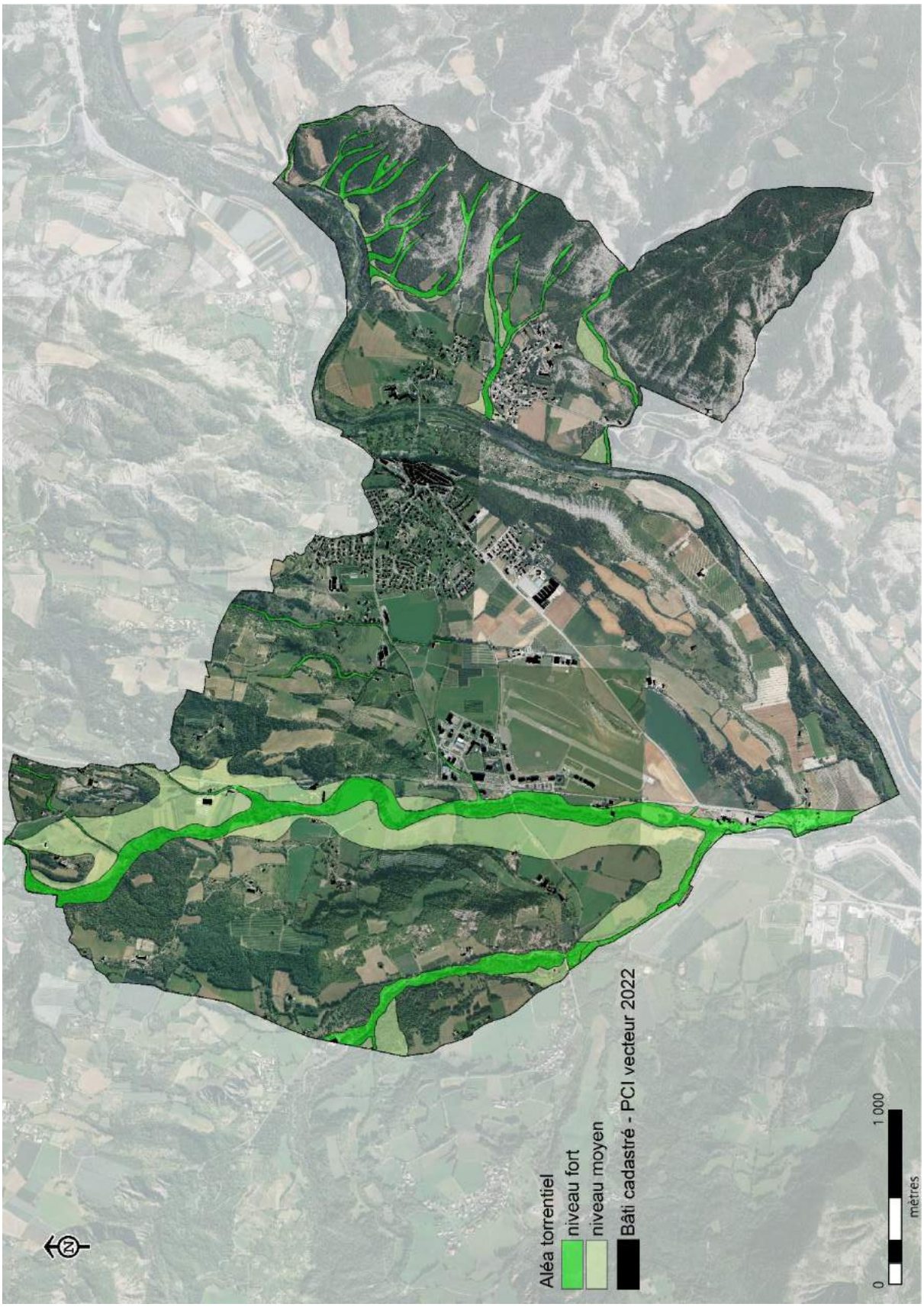
Aléa inondation

1.5.4 ALEA CRUE TORRENTIELLE

La crue torrentielle se caractérise par l'apparition ou l'augmentation brutale du débit d'un cours d'eau à forte pente qui s'accompagne fréquemment d'un important transport solide et d'érosion.

Sur la commune de Tallard, ce phénomène impacte les affluents de la Durance, avec un niveau d'aléa considéré de fort à moyen.

Le long du torrent du Rousine quelques habitations sont touchées par ce risque.



Aléa torrentiel

1.5.5 ALEA RAVINEMENT

Le ravinement est un phénomène d'érosion par les eaux de ruissellement.

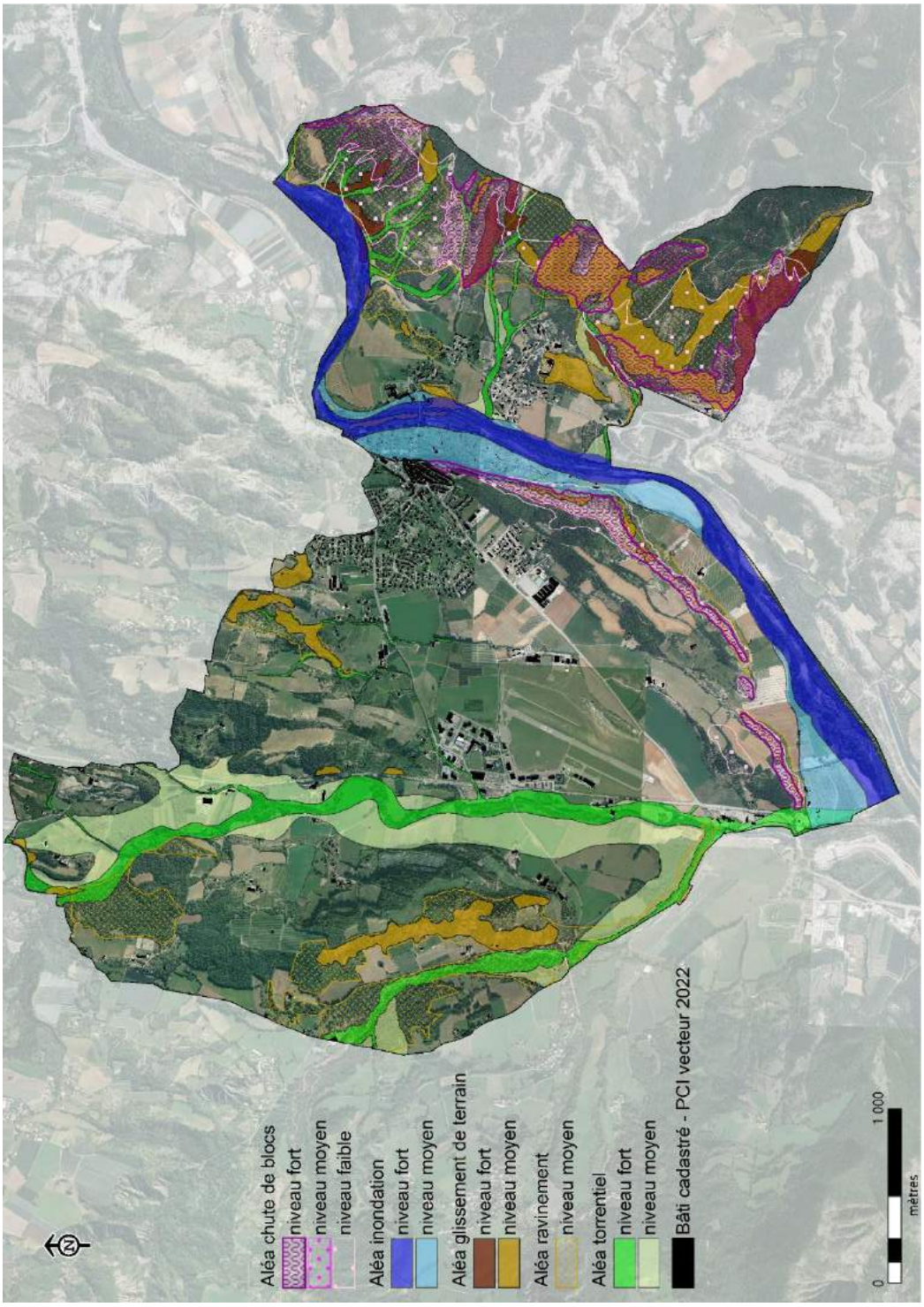
Des constructions sont concernées par un risque modéré dans le lieu-dit des Rousines ainsi que dans le lieu-dit de Serre-Lapin.



Aléa ravinement

1.5.6 SYNTHESE DES RISQUES

La cartographie ci-dessous permet de superposer l'ensemble des risques présents sur la commune.



Synthèse des aléas sur la commune de Tallard

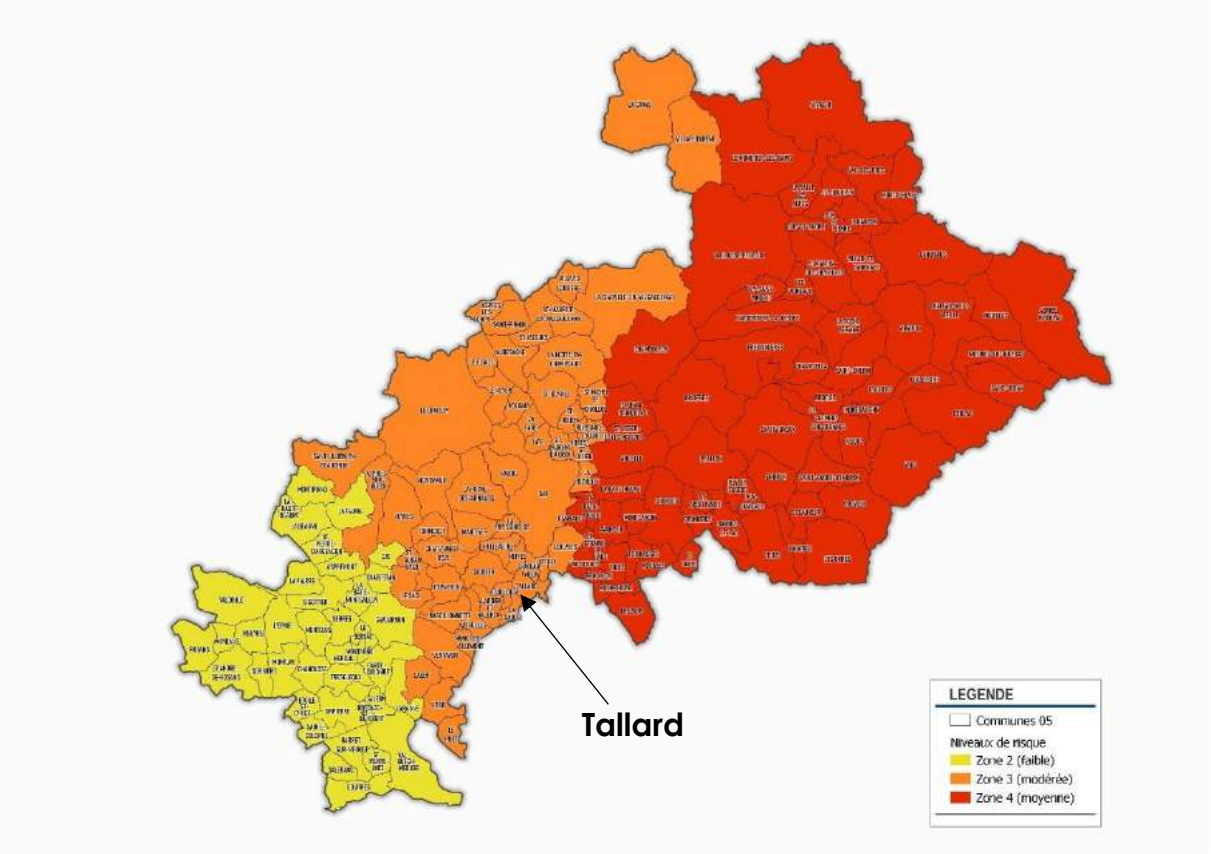
L'étude de l'ensemble des risques démontre que les parties du territoire communal les plus exposées aux risques se situent sur la rive gauche de la Durance, le long des cours d'eau, le St-Abdon ainsi qu'à l'Ouest.

1.5.7 LES AUTRES RISQUES NATURELS

1.5.7.a°) Risque sismique

Le séisme, ou tremblement de terre, se traduit en surface par des vibrations du sol. Il provient de la fracturation des roches en profondeur. Cette fracturation a lieu au moment où le seuil de rupture mécanique des roches est atteint ce qui libère de l'énergie et crée des failles.

La commune de Tallard est située dans une zone de sismicité de niveau 3, ce qui correspond à une sismicité modérée. La région PACA est particulièrement concernée par ce risque comme on peut le constater sur la carte ci-dessous.

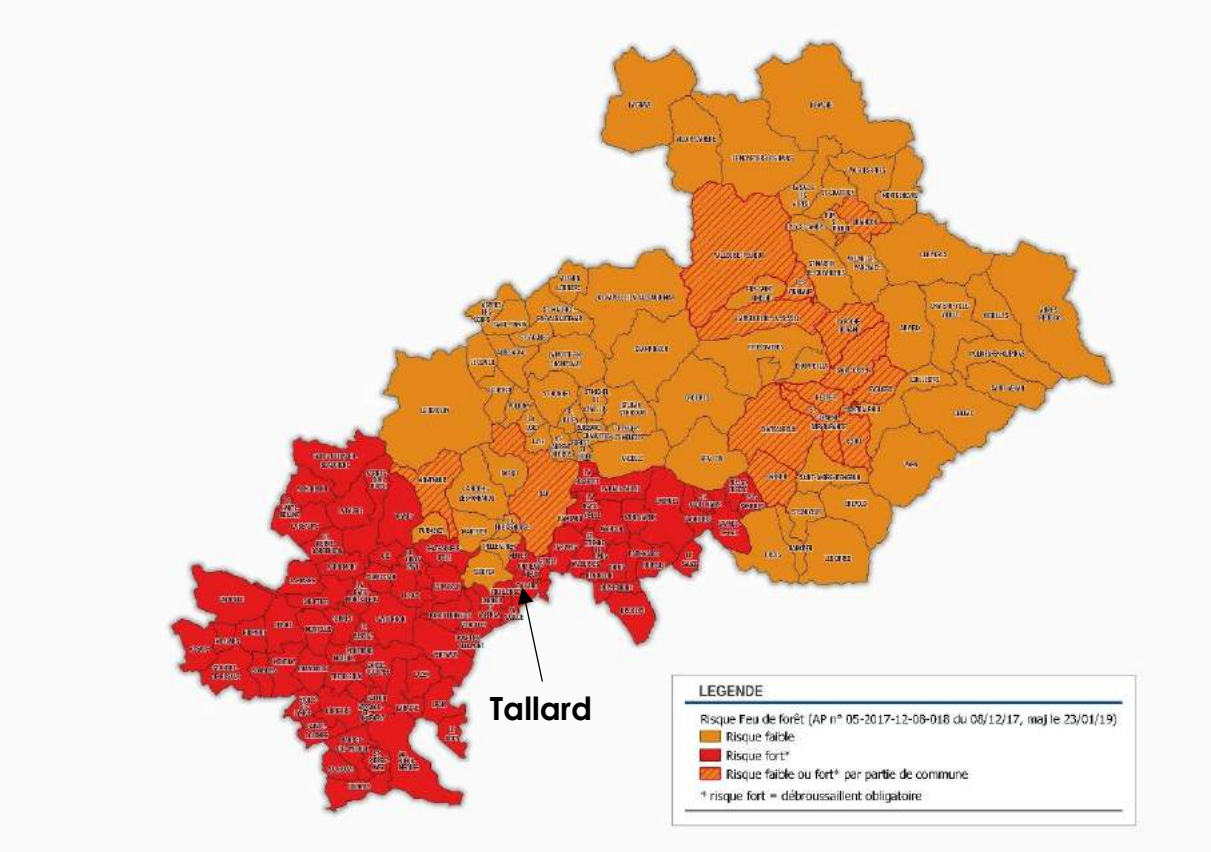


Zonage sismique sur le département des Hautes-Alpes - Source : Les services de l'Etat dans les Hautes-Alpes, édition 2020

1.5.7.b°) Risque incendie

Les feux de forêt sont des sinistres qui se déclarent dans une formation naturelle qui peut être de type forestière (forêt de feuillus, de conifères ou mixtes), subforestière (maquis, garrigues ou landes) ou encore de type herbacée (prairies, pelouses, etc.) d'une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant.

Les feux se produisent préférentiellement pendant l'été mais plus d'un tiers ont lieu en dehors de cette période. La sécheresse de la végétation et de l'atmosphère accompagnée d'une faible teneur en eau des sols sont favorables aux incendies.



Risque incendie dans le département des Hautes-Alpes - Source : Les services de l'Etat dans les Hautes-Alpes, édition 2020

Le risque d'incendie est présent sur presque tout le territoire régional. **Tallard est classée à risque fort feu de forêt et est donc soumise au débroussaillement obligatoire** (arrêté préfectoral annexé au PLU)**.**

Tallard, comme toutes les communes du département, est soumise à la réglementation de l'emploi du feu.

Un Plan départemental de protection des forêts contre les incendies des Hautes-Alpes (PDPFCI) existe depuis 2006 (sa validité était censée être de 7 ans). Ce document produit un certain nombre d'orientations générales. Selon ce document, Tallard est concerné par le risque incendie de forêt. Etant donné que le risque incendie dispose d'une intensité relativement élevée, la commune est soumise à des obligations de débroussaillement[1].

L'arrêté préfectoral n° 2004-161-3 du 9 juin 2004 relatif à la prévention des feux de forêts classe l'ensemble du sud-ouest du département en risque fort, et instaure une obligation de débroussaillement et maintien en état débroussaillé, notamment dans les zones urbaines des PLU, et plus généralement aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 m, ainsi que des voies privées y donnant accès sur une profondeur de 10 m de part et d'autre de la voie.

L'atlas cartographique du PDPFCI couvre ainsi la commune.

[1] http://www.hautes-alpes.gouv.fr/IMG/pdf/risque_feu_de_foret_DDRM_05_cle0ae5b3.pdf

1.5.7.c°) Risque de retrait-gonflement des argiles

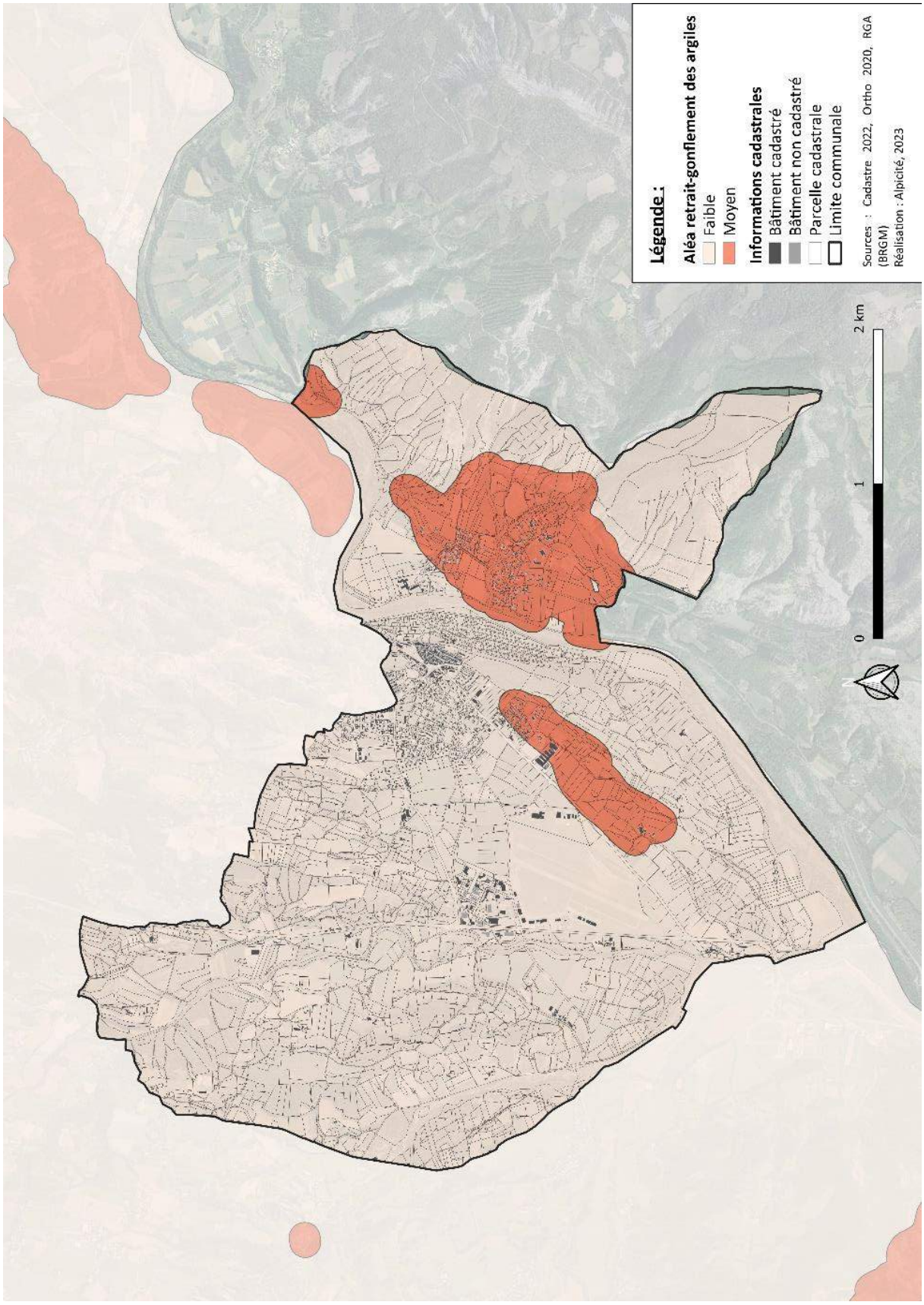
La totalité du territoire de la commune de Tallard est concernée par le phénomène de retrait-gonflement des argiles.

Les zones urbanisées sont faiblement sensibles au retrait-gonflement des argiles. Seules quelques zones sont exposées à un aléa moyen notamment l'aérodrome de Gap-Tallard.

Le phénomène de retrait gonflement des argiles est un mouvement de terrain lent et continu, dû à la production, par des variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux, de gonflements (période humide) et de tassements (période sèche). Ces variations de volume se traduisent par des mouvements différentiels de terrain et se manifestent par des désordres affectant principalement le bâti individuel : fissurations en façade, décollement entre éléments jointifs, distorsion des portes et fenêtres, dislocation des dallages et des cloisons et, parfois, rupture de canalisations enterrées.



La carte suivante situe les zones exposées a priori à un même niveau vis-à-vis du phénomène de retrait-gonflement des sols argileux (sans quantifier la probabilité d'occurrence).



Risque retrait gonflement des argiles sur la commune de Tallard

1.5.7.d°) Risque émanation de radon

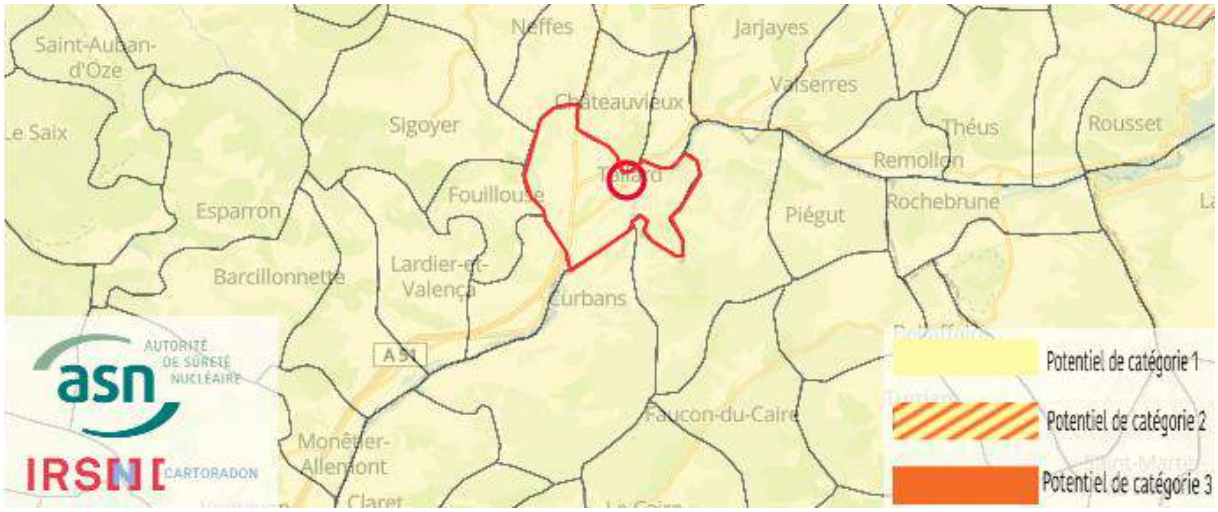
Le radon est un gaz radioactif produit par la désintégration naturelle de l'uranium présent dans les roches. Cancérigène pulmonaire, il peut présenter un risque pour la santé lorsqu'il s'accumule dans les bâtiments. Afin de mieux connaitre le risque d'exposition au radon, celui-ci a été étudié sur l'ensemble du territoire métropolitain et a permis de classer les communes en trois catégories :

- la catégorie 1 regroupe les communes localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles ; Tallard appartient à cette catégorie.

- la catégorie 2 regroupe les communes localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles, mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments ;

- la catégorie 3 regroupe celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations.

La commune de Tallard est concernée par un risque faible de radon (catégorie 1).



Potentiel radon sur la commune de Tallard - Sources : ASN, IRSN

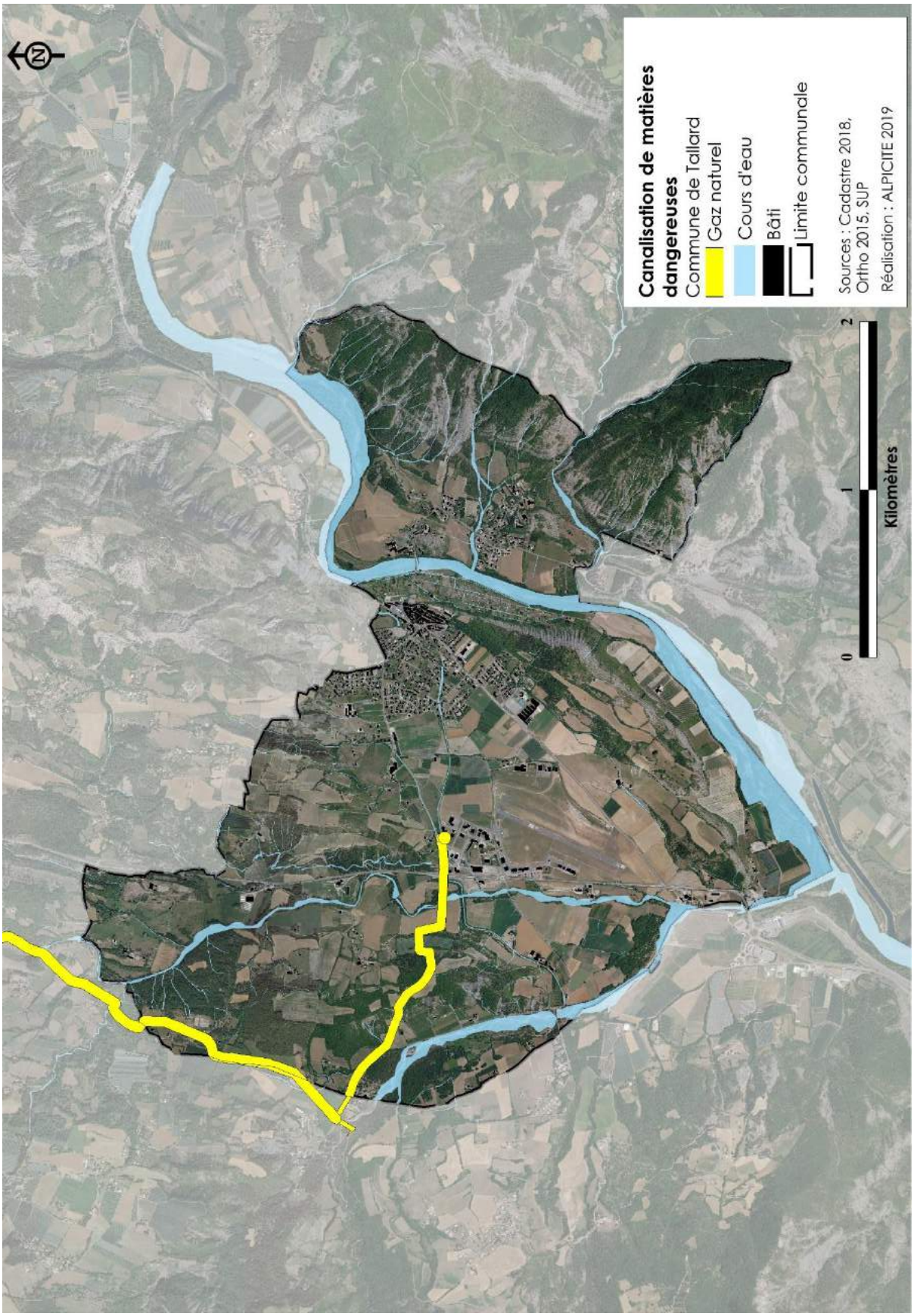
1.6. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

1.6.1 TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

1.6.1.a°) Gaz naturel

Une partie du territoire communal est traversé par une canalisation de Gaz Naturel. Son emprise doit faire l'objet de toutes les mesures de sécurité qui s'imposent.

Cette canalisation fait l'objet d'une servitude d'utilité publique relative aux ouvrages de transport de gaz (I3) (cf. annexes du PLU).

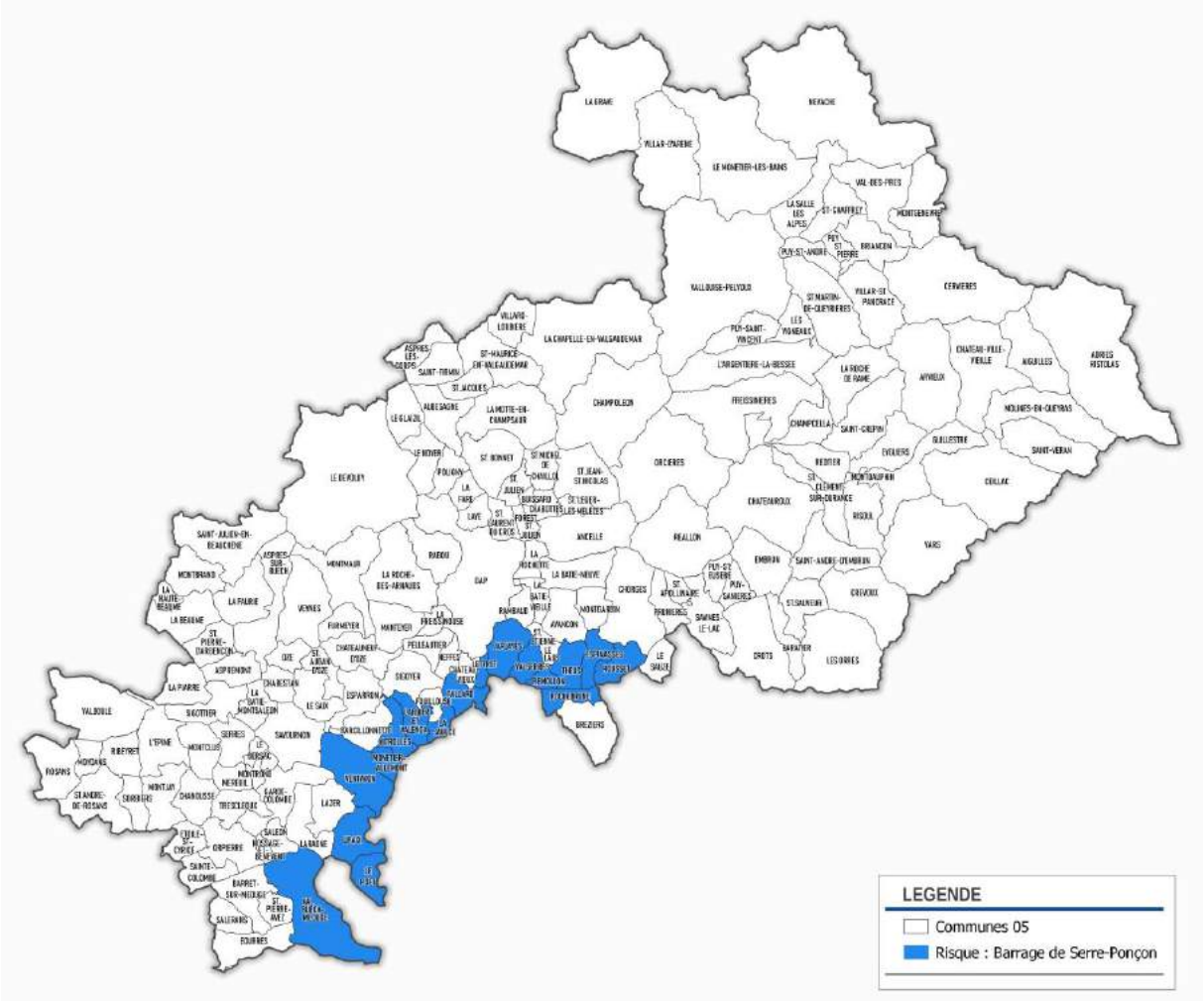


Servitude d'utilité publique relative au transport de gaz naturel

1.6.2 RUPTURE DE BARRAGE

La commune de Tallard est concernée par le risque de rupture du barrage du lac de Serre-Ponçon.

« La rupture de barrage correspond à une destruction partielle ou totale d'un barrage. Le risque de rupture brusque et imprévue est aujourd'hui extrêmement faible. La situation de rupture pourrait plutôt venir de l'évolution plus ou moins rapide d'une dégradation de l'ouvrage. (…)
La règlementation française en matière de sécurité des barrages assure un contrôle avant, pendant et après leur construction. Les exploitants des barrages surveillent et inspectent, tout au long de l'exploitation, leur comportement afin de prévenir toute dégradation pouvant générer un risque de rupture.
En matière de protection et en cas de rupture de barrage, le Préfet des Hautes-Alpes, en concertation avec les Préfets des départements situés à l'aval de Serre-Ponçon, déclencherait le plan particulier d'intervention (PPI). Ce document approuvé en 2011 précise les mesures destinées à donner l'alerte aux populations, ainsi que l'organisation des secours et la mise en place des évacuations. En cas de danger, la population située dans la zone submersible serait alertée par tout moyen disponible (sirène, véhicule mobile, haut-parleur). » Source : DICRIM de Val Buech Méouge.



Communes soumises au risque rupture de barrage de Serre-Ponçon dans les Hautes-Alpes – Source : https://www.hautes-alpes.gouv.fr/les-communes-concernees-a3852.html

2. OCCUPATION DES SOLS

2.1. CARACTERISTIQUES GENERALES

Source : BD-OCSOL

La base de données OCSOL est élaborée à échelle régionale et présente les différentes occupations du sol rencontrées sur le territoire. Utilisant la télédétection et photo-interprétation, ses données sont pertinentes à une échelle supérieure à 1/ 50 000e.
L'analyse communale étant plus fine, les données OCSOL permettent d'appréhender le territoire dans ses grandes lignes, mais se révèlent parfois trop imprécises, voire inexactes.

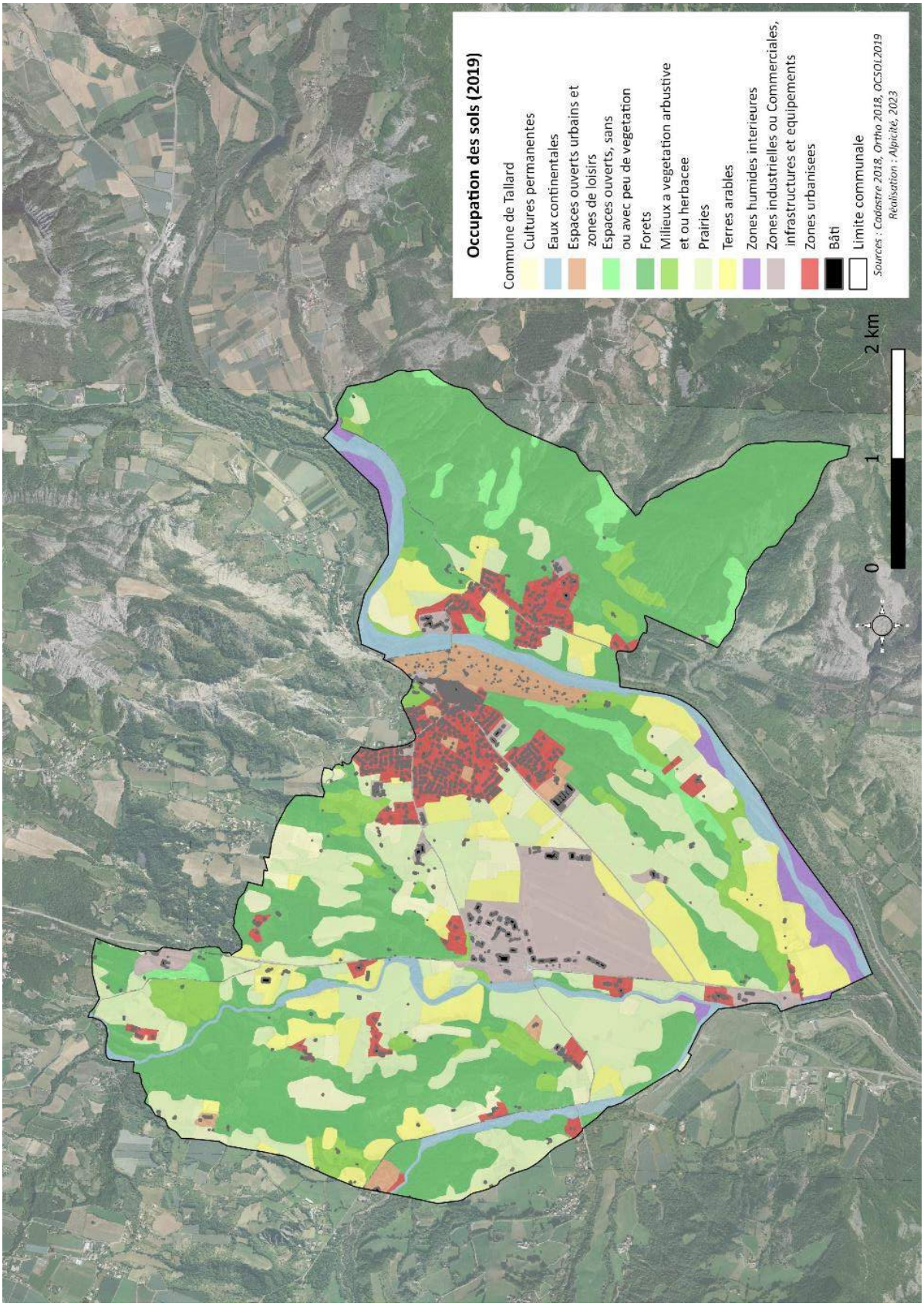
Selon les données OCSOL, le territoire de Tallard est représenté par 4 grandes entités :

- **Les forêts et milieux semi-naturels** couvrant une grande partie du territoire (60%) réparties en : forêts de conifères, forêts de feuillus, forêts mélangées, landes et broussailles, maquis et garrigues… Cette entité se situe en particulier aux extrémités Est et Ouest du territoire communal ;

- **Les territoires agricoles** couvrent 23% du territoire, ils sont situés au centre de la commune et se composent de terres arables, cultures permanentes, prairies, vignobles, arboricultures… ;

- **Les territoires artificialisés** représentent quant à eux 8% du territoire communal. Ils se répartissent en zones urbanisées, zones industrielles et commerciales, infrastructures et équipements, en espaces et zones de loisirs et enfin en mines de décharges et chantier ;

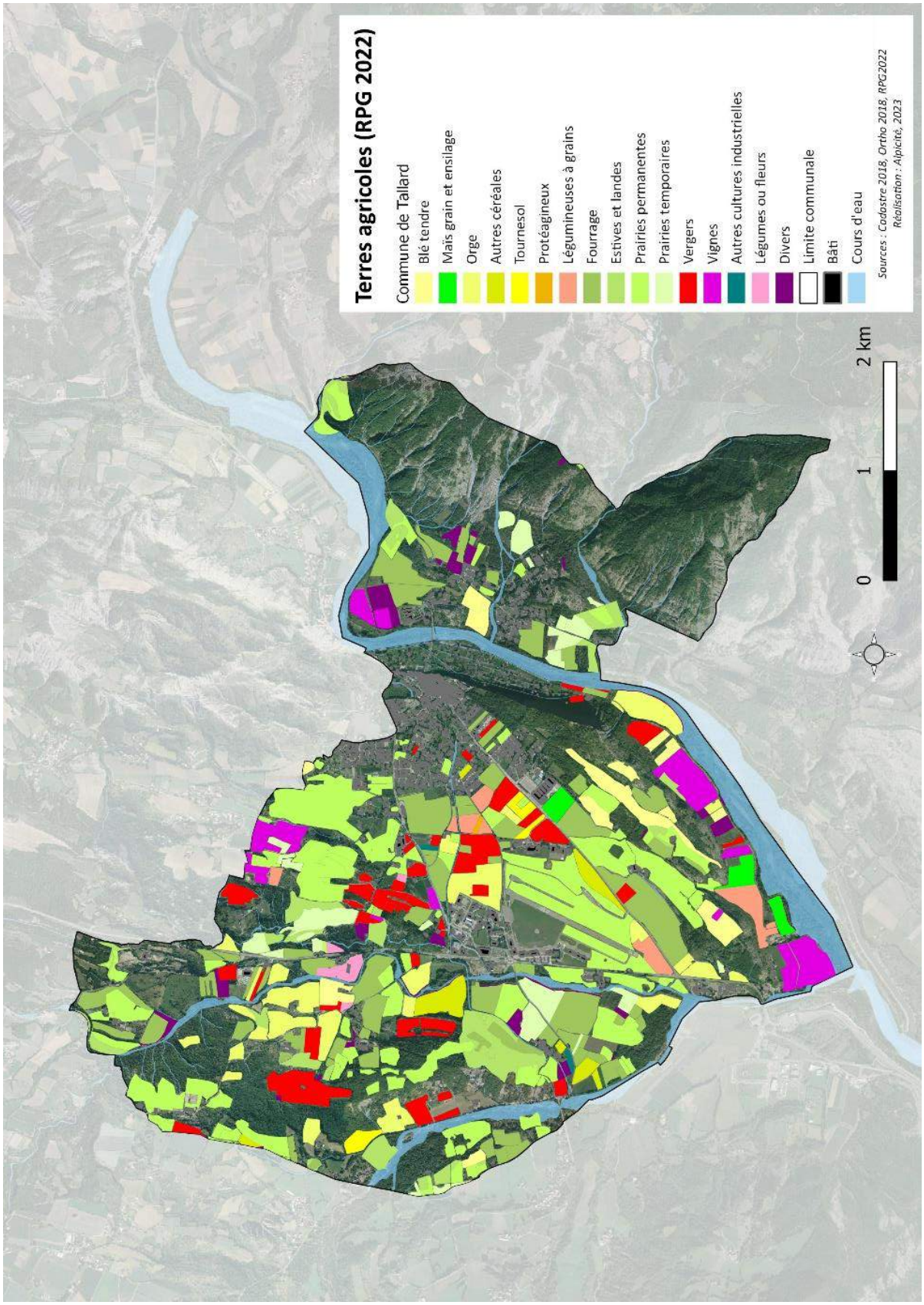
- Enfin **les surfaces d'eau** sont estimées à 9% du territoire.



Occupation des sols sur la commune de Tallard

Les paragraphes suivants sur les espaces boisés et les espaces agricoles viennent compléter cette analyse générale de l'occupation des sols.

2.2. LES ESPACES AGRICOLES



Occupation du sol agricole (source : RGP 2022)

Type de culture	Surface (ha)	Part en %
Prairie permanente - herbe prédominante (ressources fourragères ligneuses absentes ou peu présentes)	100,40	18,5
Prairie en rotation longue (6 ans ou plus)	59,17	10,9
Mélange de légumineuses prépondérantes au semis et de graminées fourragères de 5 ans ou moins	50,86	9,4
Verger	47,95	8,8
Autre luzerne	33,82	6,2
Orge d'hiver	29,28	5,4
Autre prairie temporaire de 5 ans ou moins	28,84	5,3
Blé tendre d'hiver	26,11	4,8
Vigne : raisins de cuve	22,84	4,2
Orge de printemps	18,42	3,4
Surface pastorale - herbe prédominante et ressources fourragères ligneuses présentes	16,40	3,0
Pois chiche	12,97	2,4
Surface agricole temporairement non exploitée	12,77	2,4
Autre sainfoin	12,20	2,2
Bois pâturé	11,88	2,2
Surface pastorale - ressources fourragères ligneuses prédominantes	9,66	1,8
Blé dur d'hiver	8,71	1,6
Maïs	7,65	1,4
Vigne raisin du cuve non en production	6,14	1,1
Mélange de légumineuses fourragères prépondérantes et de céréales et/ou d'oléagineux	5,28	1,0
Tournesol	4,47	0,8
Autre légume ou fruit annuel	3,78	0,7
Autre graminée fourragère pure de 5 ans ou moins	3,08	0,6
Avoine de printemps	2,41	0,4
Autre fourrage annuel d'un autre genre	2,13	0,4
Bande tampon	1,26	0,2
Surface boisée sur une ancienne terre agricole	1,05	0,2
Mélange de légumineuses fourragères	0,72	0,1
Triticale d'hiver	0,59	0,1
Autre mélilot	0,59	0,1
Autre plante à parfum, aromatique et médicinale pérenne	0,50	0,1
Pois de printemps semé avant le 31/05	0,39	0,1
Betterave non fourragère / Bette	0,38	0,1
Autre céréale d'un autre genre	0,36	0,1
Vigne : raisins de table	0,20	0,0
TOTAL :	543,26	100,00

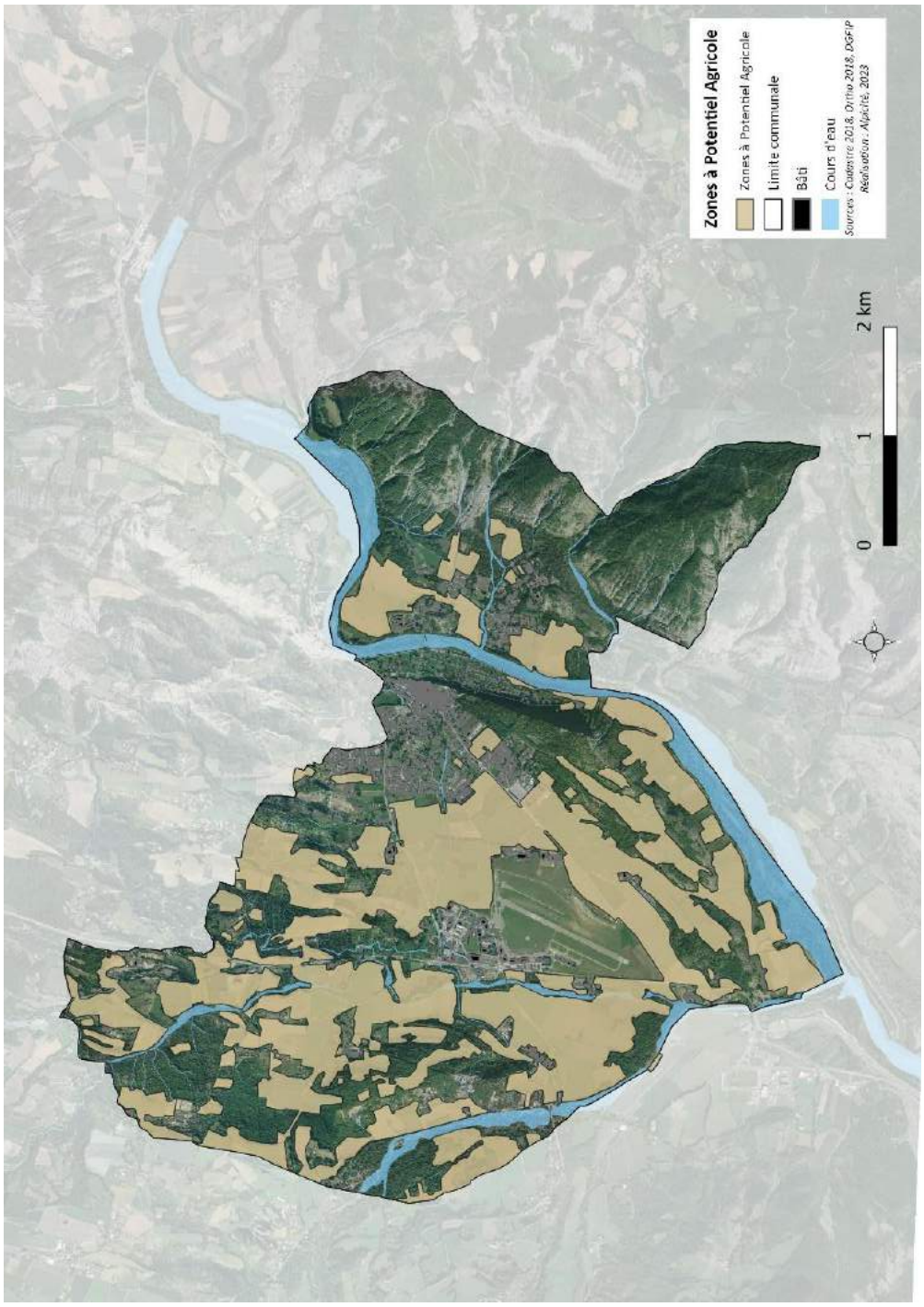
Occupation du sol par les terres agricoles, commune de Tallard - Source : RPG 2022

Selon le RPG 2022 (terres déclarées à la PAC par les agriculteurs), les terres agricoles représentent 543 ha soient 36 % du territoire communal (ce taux est plus élevé que ce qu'indique la BD OCSOL). La carte et le tableau ci-dessus témoignent de la diversité des cultures présentes sur la commune. Parmi ces cultures, les plus représentées sont les prairies (environ 30%), les mélanges de légumineuses (10 2%) et les vergers (9%).

Ces terres agricoles cultivées sont localisées principalement sur l'ancien fond alluvial de la vallée de la Durance, situé en rive droite.

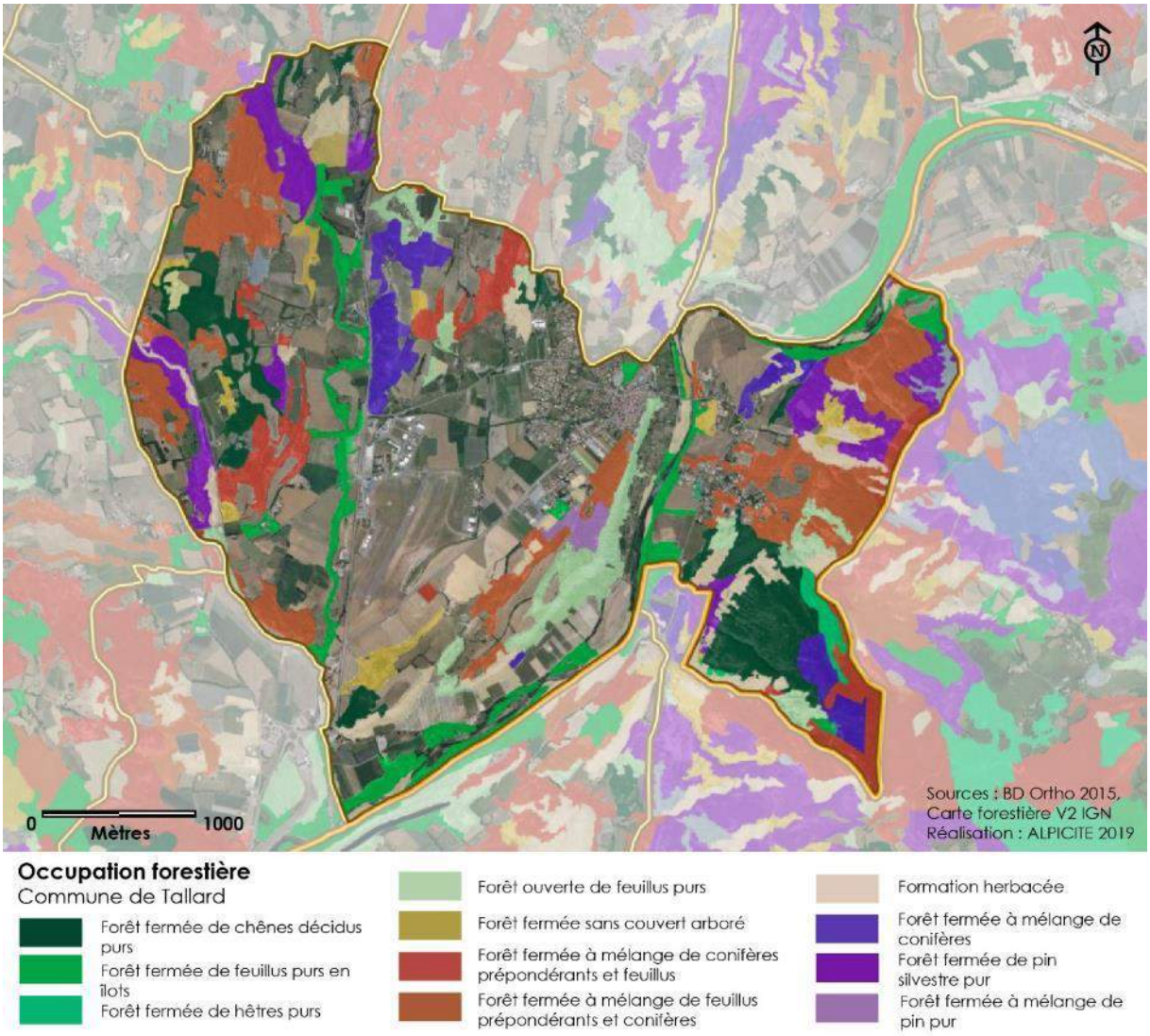
La DDT a élaboré une carte des zones à potentiel agricole. Dans les zones concernées, l'urbanisation n'est pas souhaitable *a priori*, mais reste possible sous réserve d'être rigoureusement justifiée.

D'après la carte ci-dessous une large part de la commune de Tallard est située en Zone à Potentiel Agricole, ces zones se situent en lisière des espaces habités et de la zone d'activité du Rousine. Sur la rive gauche en raison de la topographie plus contraignante, moins de zones disposent d'un potentiel agricole.



Zones à Potentiel Agricole de la commune de Tallard

2.3. LES ESPACES FORESTIERS



Occupation forestière sur la commune de Tallard

La carte forestière V2 permet de préciser les types de formations végétales présentes sur la commune.

Le territoire communal de Tallard dispose d'un couvert forestier relativement diversifié.

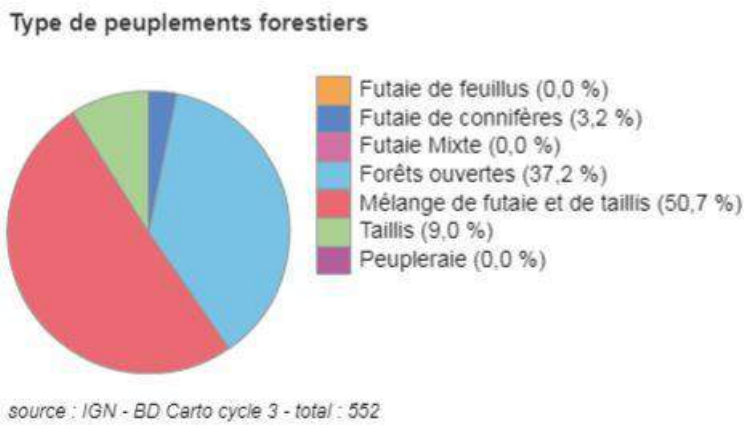
On constate effectivement que les forêts fermées à mélange de feuillus et de conifères (teintes rouges et oranges) ainsi que les forêts fermées de feuillus (teintes vertes) et de conifères (teintes violettes ou bleutées) sont bien représentées.

On retrouve également des forêts sans couvert arboré à proximité des parcelles agricoles.

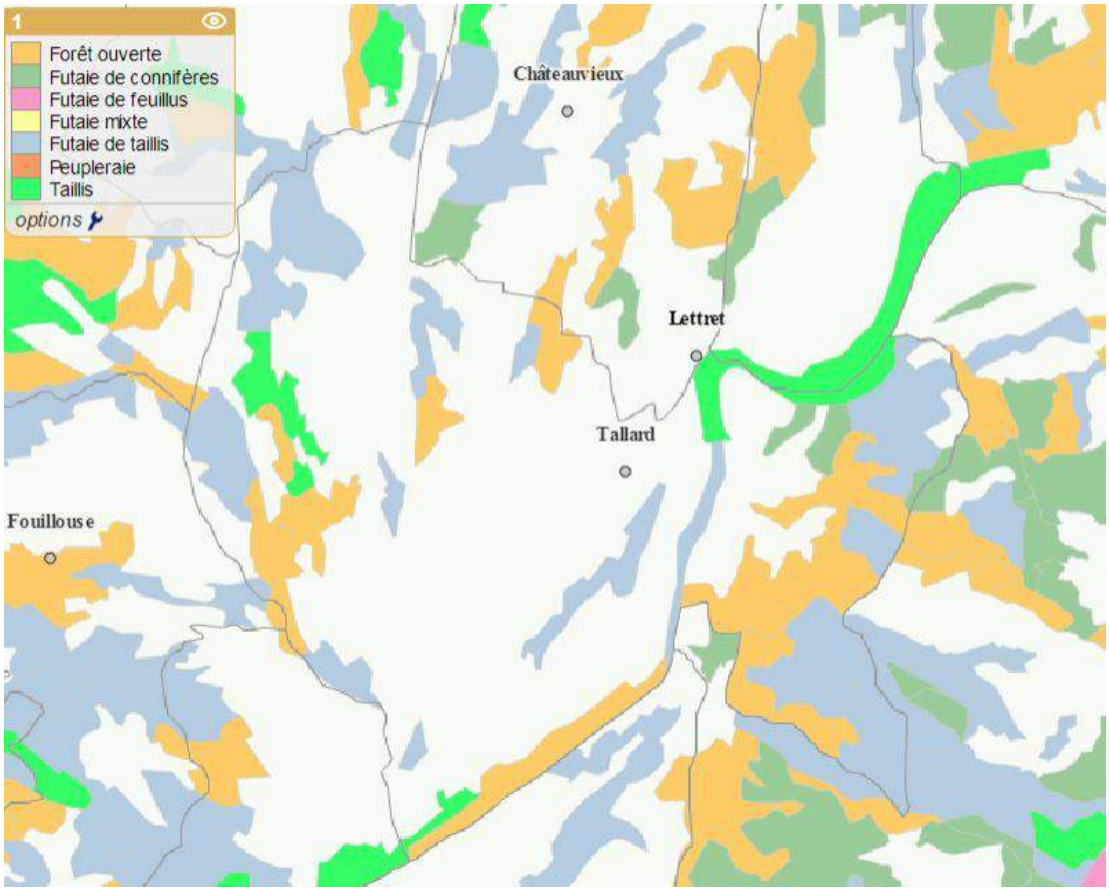
Enfin on note aussi la présence ponctuelle de formations herbacées.

Dans l'ensemble les boisements sont principalement localisés sur les hauteurs de la commune, la plaine alluviale de la Durance étant principalement exploitée à des fins agricoles.

Si l'on s'en réfère à l'observatoire régional de la forêt méditerranéenne (OFME), les types de peuplements forestiers sur la commune sont les suivants :



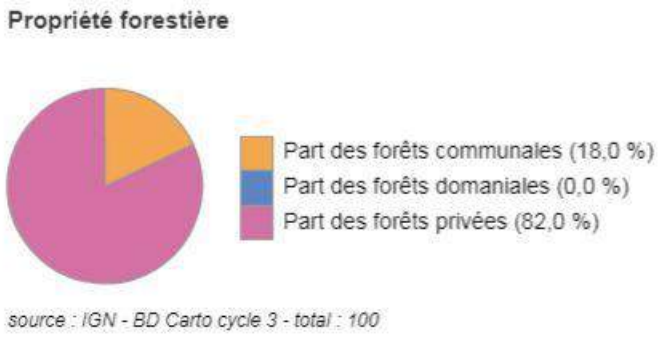
Types de peuplements forestiers sur la commune de Tallard - Source : OFME



Types de peuplements forestiers sur la commune de Tallard - Source : Cartographie interactive – OFME

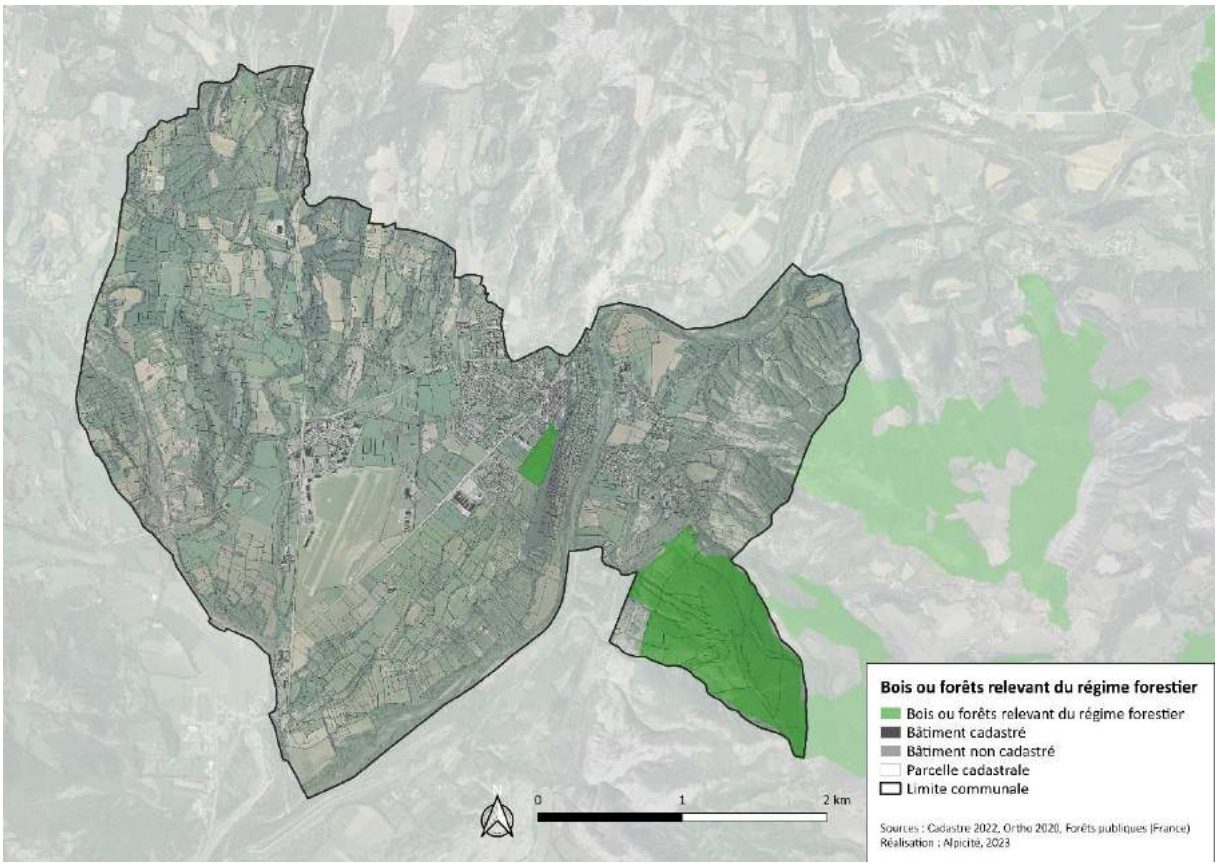
On retrouve sur le territoire communal un mélange de futaie et de taillis (50.7%) ainsi qu'une part importante de forêts ouvertes (37.2%). Enfin, on note la présence de quelques taillis (9%) dispersés.

L'OFME indique un taux de boisement de 38 %, ce taux est moins élevé que dans la région PACA où celui-ci s'élève à 50%.



Propriété forestière de Tallard - Source : Rapport – OFME

La superficie forestière totale de la commune de Tallard couvre près de 553 ha. La majorité des forêts présentes sont privées (82%), les forêts publiques représentent 101 ha, soit 18 % du couvert forestier. Les forêts publiques, qui relèvent du régime forestier, sont représentées sur la carte suivante :



Bois ou forêts relavant du régime forestier

3. ANALYSE ECOLOGIQUE

3.1. REGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE DU TERRITOIRE

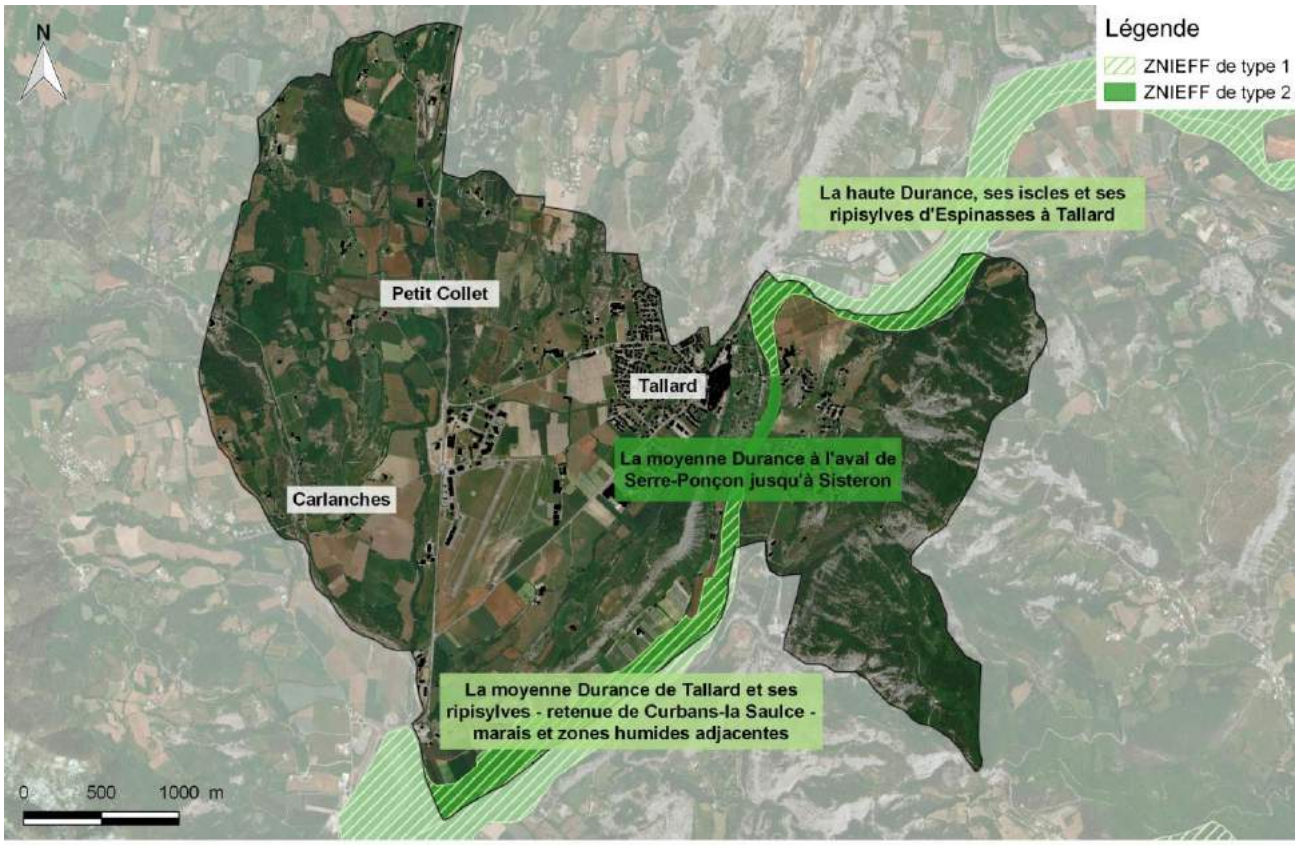
3.1.1 LE PATRIMOINE NATUREL

3.1.1.a°) Les ZNIEFF

Floristiques ne constituent pas des zonages réglementaires mais sont représentées par des sites reconnus pour leurs fortes capacités biologiques et leur bon état de conservation.

Le type I est utilisé pour des secteurs de grand intérêt biologique ou écologique. Ces ZNIEFF présentent en général des surfaces plus réduites que les ZNIEFF de type II, grands ensembles naturels riches et peu modifiés offrant des potentialités biologiques importantes.

La commune de Tallard est concernée par **quatre ZNIEFF de type I** et **deux ZNIEFF de type II**. Ces ZNIEFF concernent les abords de la Durance, le cours d'eau et les milieux humides associés : ripisylve, bancs de graviers…



Localisation des ZNIEFF

ZNIEFF			
Type	**Nom**	**Surface sur la commune**	**Caractères principaux - particularités**
Type I	La moyenne Durance de Tallard et ses ripisylves - retenue de Curbans-la Saulce - marais et zones humides adjacentes (Partie Hautes-Alpes)	48,58 ha	Bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation concernant les habitats naturels qui se développent dans ce secteur. Pas d'habitat déterminant mais 5 habitats remarquables. 3 espèces végétales déterminantes. Concernant la faune, 37 espèces animales patrimoniales, dont 5 déterminantes.
	La moyenne Durance de Tallard et ses ripisylves - retenue de Curbans-la Saulce - marais et zones humides adjacentes (Partie Alpes-de-Haute-Provence)	2,3 ha	Bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation concernant les habitats naturels qui se développe dans ce secteur. Pas d'habitat déterminant mais 5 habitats remarquables. Flore d'un grand intérêt patrimonial, nombreuses espèces méditerranéennes rares ou peu fréquentes dont 2 espèces déterminantes. Concernant la faune 34 espèces animales patrimoniales, dont 8.
	La haute Durance, ses iscles et ses ripisylves d'Espinasses à Tallard	21,72 ha	Le site correspond à la Durance, ses berges et milieux associés : iscles, bras et terrasses alluviales basses, entre la retenue de l'Espinasse et Tallard. 1 seul habitat déterminant : la Cladiaie 6 espèces végétales déterminantes dont 2 protégées en PACA. 3 espèces animales déterminantes : Grand rhinolophe, Grand murin, Castor d'Europe.
Type II	La moyenne Durance à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron (Partie Hautes-Alpes)	75,69 ha	Le site correspond au cours de la Durance, avec ses iscles et ripisylves, à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron. Bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation. 2 habitats déterminants : **herbiers palustres et flottants d'étangs et plan d'eau à Utriculaires et les cladiaies.** Neuf espèces végétales et dix espèces animales déterminantes.
	La moyenne Durance à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron (Partie Alpes-de-Haute-Provence)	2,30 ha	La Durance a constitué un important lit, où se sont développés de multiples habitats liés à l'eau ou aux bordures de cours d'eau. 2 habitats déterminants : **herbiers palustres et flottants d'étangs et plan d'eau à Utriculaires et les cladiaies.** Huit espèces végétales et vingt espèces animales déterminantes.

ZNIEFF de type I

La moyenne Durance de Tallard et ses ripisylves - retenue de Curbans-la Saulce - marais et zones humides adjacentes 930020427 Rive gauche (Hautes-Alpes)	
Surface	100 ha
Localisation	Établi en bordure sud du département des Hautes-Alpes, le site correspond au cours de la Durance, avec ses iscles et ses ripisylves associées, de Tallard à la retenue de Curbans/La Saulce.
Géologie	Substrat d'alluvions fluviatiles récentes
Zone Biogéographique	Préalpes delphino-provençales, en marge du secteur méditerranéen, à la rencontre des influences méditerranéennes et alpines.
Climat	Supra-méditerranéen à tendance continentale
Etages de végétation et altitude	Supra-méditerranéen, entre 570 m à 613 m d'altitude.

Description

Le lit de la Durance y est relativement étroit, mais s'élargit un peu en amont du barrage de la Saulce pour former un plan d'eau. Le lit de la Durance cependant créé différents habitats caractérisés par une bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation, depuis les stades initiaux composés de bancs de graviers nus, en passant par les formations pionnières de colonisation des alluvions et délaissées, les saulaies arbustives et de larges ripisylves, où se rencontrent à la fois des espèces végétales aux origines montagnarde et méditerranéenne.

La végétation bordant la rivière est dominée par des formations de hautes herbes, de fourrés et de forêts riveraines. Les bancs de graviers sont limités, mais deviennent plus fréquents dans la partie avale, un peu avant le plan d'eau de la Saulce. Une roselière étendue borde certaines des rives du plan d'eau de Curbans / La Saulce.

Milieux remarquables

Ce site compte cinq habitats remarquables : les groupements amphibies méridionaux (22.34), qui se développent sur les vases exondées, les prairies humides hautes à Reine des près (*Filipendula ulmaria*) et formations végétales associées (37.1), les ripisylves-galeries de Saule blanc (*Salix alba*) (44.141), les boisements riverains en galeries d'Aulne blanc (*Alnus incana*) (44.21) et les ripisylves méditerranéennes à peupliers, ormes et frênes (44.61).

L'écocomplexe fluviatile qui associe, en une mosaïque mouvante d'une riche complexité, le cours d'eau actif, les bras morts d'eau lente, les stades pionniers de colonisation des alluvions, les fourrés arbustifs et les ripisylves mâtures, constitue l'essentiel de l'intérêt du site.

Flore

Le site compte trois espèces végétales déterminantes : l'**Orchis des marais** (*Anacamptis palustris*), protégée en PACA, le Potamot des tourbières alcalines (*Potamogeton coloratus*) et la Clématite droite (*Clematis recta*), rare renonculacée d'affinité orientale liée aux lisières et bois clairs des plaines alluviales.

Il abrite également la **Zannichellie palustre** (*Zannichellia palustris*) et la **Laîche faux-souchet** (*Carex pseudocyperus*), deux espèces végétales remarquables protégées en Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Faune

Le site présente un intérêt faunistique très élevé. En effet, ce sont ici 37 espèces animales patrimoniales, dont **cinq déterminantes**, qui y ont été recensées.

Parmi les Mammifères d'intérêt patrimonial citons le **Castor** (*Castor fiber*), espèce déterminante et deux chauves-souris : le **Grand Rhinolophe** (*Rhinolophus ferrumequinum*), espèce déterminante et menacée, en régression partout en France et le **Grand Murin** (*Myotis myotis*), espèce déterminante plutôt commune mais localement en régression.

Le peuplement avien nicheur de ce site abrite une multitude d'espèces forestières, aquatiques, paludicoles, steppiques, de milieux ouverts, voire même rupicoles, d'affinités biogéographiques variées. Les espèces nicheuses remarquables correspondent ainsi localement aux espèces suivantes : les plans d'eau artificiels hébergent notamment le Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*) et, certaines années, des nidifications possibles du Fuligule milouin (*Aythya ferina*) et du Fuligule morillon (*Aythya fuligula*), deux canards plongeurs rares en PACA pendant la période de reproduction. Les oiseaux paludicoles comprennent en particulier le Blongios nain (*Ixobrychus minutus*), le Bihoreau gris (*Nycticorax nycticorax*), la Rousserolle verderolle (*Acrocephalus palustris*) et la Rousserole turdoïde (*Acrocephalus arundinaceus*). Plusieurs espèces témoignent encore d'une certaine dynamique de la rivière même si le débit de la Durance est fortement influencé par les aménagement hydroélectriques : Cincle plongeur (*Cinclus cinclus*), Chevalier guignette (*Actitis hypoleucos*), espèce paléarctique remarquable, liée aux rivières et torrents à courant rapide, Petit Gravelot (*Charadrius dubius*) ou encore des espèces qui nichent dans les berges limoneuses sapées par la Durance : Martin pêcheur d'Europe (*Alcedo atthis*), Guêpier d'Europe (*Merops apiaster*) et plus rarement Hirondelle de rivage (*Riparia riparia*). De nombreuses autres espèces exploitent la ripisylve, les milieux rupestres et agricoles riverains de la Durance : Autour des palombes (*Accipiter gentilis*), Faucon hobereau (*Falco subbuteo*), Chouette chevêche (*Athene noctua*), Grand duc d'Europe (*Bubo bubo*), Petit duc scops (*Otus scops*), Fauvette orphée (*Sylvia hortensis*), Gobemouche gris (*Muscicapa striata*), Moineau soulcie (*Petronia petronia*), espèce déterminante paléoxérique, d'affinité méridionale, Bruant ortolan (*Emberiza hortulana*), Bruant proyer (*Miliaria calandra*)…

Les Batraciens locaux d'intérêt patrimonial comprennent le Pélodyte ponctué (*Pelodytes punctatus*).

Un seul insecte remarquable a été observé sur le site, il s'agit de l'Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*), espèce remarquable d'odonates (libellules et demoiselles), protégée en France, qui affectionne les écoulements modestes à eaux courantes claires, ensoleillées et peuplées d'hydrophytes.

Les poissons d'eau douce comprennent notamment la Loche de rivière (*Cobitis taenia*), le Blageon (*Leuciscus soufia*), le Toxostome (*Chondrostoma toxostoma*) et le Barbeau méridional (*Barbus meridionalis*).

Fonctionnalité

La vallée de la Durance forme une voie importante de pénétration à l'intérieur des Alpes et constitue un axe migratoire important pour la faune et de dispersion ou de flux pour bon nombre d'espèces, en particulier pour la flore (remontée de plantes méditerranéennes et descente de plantes alpines).

L'écocomplexe fluviatile durancien présente un important niveau d'organisation étroitement dépendant de la dynamique hydraulique torrentielle et du charriage des alluvions, conditions strictement dépendantes du bon fonctionnement de l'ensemble de son bassin versant. Ainsi par exemple sur le site, il existe d'anciens bras morts qui représentent des refuges indispensables pour la flore et la faune aquatique et fluviale. De même, les secteurs de lit en tresses présentent de nombreux îlots végétalisés, présentant à la fois les premiers stades de la dynamique de végétation indispensables au maintien des espèces pionnières, ainsi que des stades de ripisylves plus évolués, habitat d'espèces spécialisées strictement inféodées aux forêts riveraines humides.

La moyenne Durance de Tallard et ses ripisylves - retenue de Curbans-la Saulce - marais et zones humides adjacentes 930012749 Rive droite (Alpes de Haute Provence)	
Surface	112 ha
Localisation	Etabli en bordure centre-nord du département des Alpes-de-Haute-Provence, le site correspond au cours de la Durance, avec ses iscles et ses ripisylves associées, de Tallard à la retenue de Curbans/La Saulce.
Géologie	Substrat d'alluvions fluviatiles récentes
Climat	Supra-méditerranéen à tendance continental
Etages de végétation et altitude	Supra-méditerranéen, entre 550 m à 600 m d'altitude.

Description

Bien que relativement étroit sur ce secteur, le lit de la Durance a tout de même créé différents habitats caractérisés par une bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation, depuis les stades initiaux composés de bancs de graviers nus, en passant par les formations pionnières de colonisation des alluvions et délaissées, les saulaies arbustives et de larges ripisylves, où se rencontrent à la fois des espèces végétales aux origines montagnarde et méditerranéenne.

La végétation bordant la rivière est dominée par des formations de hautes herbes, de fourrés et de forêts riveraines. Les bancs de graviers sont limités, mais deviennent plus fréquents dans la partie avale, un peu avant le plan d'eau de la Saulce. Une roselière étendue borde certaines des rives du plan d'eau de Curbans / La Saulce.

Milieux remarquables

Ce site compte cinq habitats remarquables : les groupements amphibies méridionaux (22.34), qui se développent sur les vases exondées, les prairies humides hautes à Reine des près (*Filipendula ulmaria*) et formations végétales associées (37.1), les ripisylves-galeries de Saule blanc (*Salix alba*) (44.141), les boisements riverains en galeries d'Aulne blanc (*Alnus incana*) des rivières montagnardes et submontagnardes des Alpes (44.21) et les ripisylves méditerranéennes à peupliers, ormes et frênes (44.61).

L'écocomplexe fluviatile qui associe, en une mosaïque mouvante d'une riche complexité, le cours d'eau actif, les bras morts d'eau lente, les stades pionniers de colonisation des alluvions, les fourrés arbustifs et les ripisylves mâtures, constitue l'essentiel de l'intérêt du site.

Flore

Du fait de l'imbrication complexe de petits milieux divers, engendrée par la très forte diversité des conditions écologiques stationnelles (gradients d'humidité, substrat vaseux, sableux, graveleux ou caillouteux …), le site présente une flore d'un grand intérêt patrimonial. Sa situation géographique particulière permet de plus la remontée de nombreuses espèces végétales méditerranéennes rares ou peu fréquentes dans le département des Hautes-Alpes. Deux espèces déterminantes occupent ce site, dont une est protégée en région PACA : la **Polygale grêle** (*Polygala exilis*). La Clématite droite (*Clematis recta*) est la seconde espèce déterminante de ce site.

Ce site compte également la Zannichellie palustre (*Zannichellia palustris*) comme espèce remarquable.

Faune

Le peuplement faunistique de cette zone revêt un intérêt élevé sur le plan biologique. En effet, 34 espèces animales patrimoniales, dont **huit déterminantes,** sont présentes sur le site.

Au rang des Mammifères locaux d'intérêt patrimonial, il convient de citer le **Grand Rhinolophe** (*Rhinolophus ferrumequinum*) et le **Grand Murin** (*Myotis myotis*), autre chauve-souris déterminante plutôt commune mais localement en régression. Le **Castor d'Europe** (*Castor fiber*), rongeur déterminant, est également mentionné.

Le peuplement avien nicheur local dispose d'un panel tout à fait digne d'intérêt d'espèces remarquables et déterminantes (dont certaines sont rares en région PACA) parmi lesquelles figurent : le Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*), le **Blongios nain** (*Ixobrychus minutus*), le Bihoreau gris (*Nycticorax nycticorax*), nicheur plutôt rare en Provence, très localisé dans les Alpes, Busard des roseaux (Circus aeruginosus), nicheur possible, la **Marouette ponctuée** (*Porzana porzana*), espèce déterminante, le Guêpier d'Europe (*Merops apiaster*), nicheur peu fréquent et plutôt localisé dans les Hautes-Alpes, la **Fauvette à lunettes** (*Sylvia conspicillata*), espèce déterminante, plutôt localisée et peu abondante en région PACA et observée comme nicheur en 1997 loin de son aire de distribution principale, le Moineau soulcie (*Petronia petronia*).

Les Batraciens patrimoniaux sont représentés par le Pélodyte ponctué (*Pelodytes punctatus*).

Les Poissons d'eau douce comprennent notamment, le Toxostome (*Chondrostoma toxostoma*), le Barbeau méridional (*Barbus meridionalis*) et le rarissime **Apron** (*Zingel asper*), espèce déterminante devenue très rare et menacée d'extinction en France, correspondant à l'un des poissons d'eau douce les plus menacés en France à l'heure actuelle, propre aux cours d'eau clairs, assez rapides, peu profonds.

Fonctionnalité

La fonctionnalité de la Durance dans ce secteur est la même que décrite dans la ZNIEFF cité précédemment.

La haute Durance, ses iscles et ses ripisylves d'Espinasses à Tallard 930012755	
Surface	234 ha
Localisation	Établi sur la bordure sud du département des Hautes-Alpes, en limite avec le département des Alpes de Haute Provence, entre la retenue de l'Espinasse et la petite ville de Tallard.
Zone Biogéographique	Préalpes delphino-provençales, en marge du secteur méditerranéen, à la rencontre des influences méditerranéennes et alpines.
Climat	Supra-méditerranéen à tendance continentale
Etages de végétation et altitude	Supra-méditerranéen, entre 599 m à 642 m d'altitude.

Description

Bien que relativement étroit sur ce secteur, le lit de la Durance a tout de même créé différents habitats caractérisés par une bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation, depuis les stades initiaux composés de bancs de graviers nus, en passant par les formations pionnières de colonisation des alluvions et délaissées, les saulaies arbustives et de larges ripisylves, où se rencontrent à la fois des espèces végétales d'origine montagnarde et méditerranéenne.

La végétation est dominée par des formations de hautes herbes, de fourrés et de forêts riveraines ou ripisylves. Les bancs de galets y ont une extension limitée, mais deviennent plus fréquents dans la partie aval du site.

Milieux remarquables

La **cladiaie** (53.3) ou formation palustre dominée par le Marisque (*Cladium mariscus*), limitée à des taches de faibles surfaces, représente le seul habitat déterminant du site.

Celui-ci compte cinq autres habitats remarquables : les groupements amphibies méridionaux (22.34), qui se développent sur les vases exondées, les prairies humides hautes à Reine des près (*Filipendula ulmaria*) et formations végétales associées (37.1), les ripisylves-galeries de Saule blanc (*Salix alba*) (44.141), les boisements riverains en galeries d'Aulne blanc (*Alnus incana*)(44.21) et les ripisylves méditerranéennes à peuplier, orme et frêne (44.61).

Notons la présence de deux autres habitats présentant un intérêt écologique important : les fourrés de saules pionniers des berges et alluvions torrentielles à Saule drapé (*Salix elaeagnos*), Saule pourpre (*Salix purpurea*) et Myricaire d'Allemagne (*Myricaria germanica*)(44.111 et 24.223) et la végétation pionnière herbacée des alluvions et bancs de graviers méditerranéens à Pavot cornu (*Glaucium flavum*)(24.225), milieu dont il s'agit ici des remontées les plus en amont sur le cours de la Durance.

Flore

Du fait de l'imbrication complexe de petits milieux divers, engendré par la très forte diversité des conditions écologiques stationnelles (gradients d'humidité, substrat vaseux, sableux, graveleux ou caillouteux …), le site présente une flore d'un grand intérêt patrimonial et permet la remontée de nombreuses espèces végétales méditerranéennes rares dans le département des Hautes Alpes.

Le site abrite **six espèces végétales déterminantes dont deux protégées** en PACA : la **Polygale grêle** (*Polygala exilis*) et la **Centaurée de Favarger** (*Centaurium favargeri*), petite gentianacée rarissime en France affectionnant les limons humides exondés des rivages de la Durance. Les autres espèces déterminantes du site sont : le Potamot des tourbières alcalines (*Potamogeton coloratus*), la Fléole rude (*Phleum paniculatum*), la Clématite droite (*Clematis recta*) et la Potentille inclinée (*Potentilla inclinata*).

Il abrite aussi une espèce remarquable protégée au niveau national : la **Petite massette** (*Typha minima*).

Faune

Dix espèces animales patrimoniales, dont **trois déterminantes**, ont été dénombrées sur le site.

Les mammifères locaux sont représentés par le **Grand Rhinolophe** (*Rhinolophus ferrumequinum)* et le **Grand Murin** (*Myotis myotis*), espèces déterminantes.

Les oiseaux nicheurs comprennent quant à eux notamment le Pic épeichette (*Dendrocopos minor*), le Chevalier guignette (*Actitis hypoleucos*), le Héron bihoreau (*Nycticorax nycticorax*) et le Cincle plongeur (Cinclus cinclus). Les poissons d'eau douce comprennent notamment le Blageon (*Leuciscus soufia*), le Toxostome (*Chondrostoma toxostoma*), le Barbeau méridional (*Barbus meridionalis*).

L'insuffisance de connaissance entomologique se traduit par la connaissance d'une seule espèce d'insecte d'intérêt patrimonial, l'Azuré du Serpolet (*Maculinea arion*).

Notons que sur cette portion de la Durance deux espèces très rares et menacées d'orthoptères ont été signalées et mériteraient des recherches ciblées : le Criquet des iscles (*Chorthippus*) et l'Oedipode des torrents (*Epacromius tergestinus*), tous deux strictement inféodés aux plages sablonneuses ou limoneuses dans le lit mineur des rivières en tresses.

Fonctionnalité

La fonctionnalité de la Durance dans ce secteur est la même que décrite dans la ZNIEFF cité précédemment.

ZNIEFF de type II

La moyenne Durance à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron 930020425 Rive gauche (Hautes-Alpes)	
Surface	1005 ha
Localisation	Établi sur la bordure sud du département des Hautes-Alpes, en limite avec celui des Alpes de Haute Provence, le site correspond au cours de la Durance, avec ses iscles et ses ripisylves, à l'aval de Serre Ponçon jusqu'à Sisteron.
Zone Biogéographique	Préalpes delphino-provençales à la rencontre des influences méditerranéennes et alpines
Climat	Supra-méditerranéen à tendance continentale
Etages de végétation et altitude	Supra-méditerranéen, entre 480 m à 630 m d'altitude.

Description

Bien que relativement encaissée entre d'anciennes terrasses fluvio-glaciaires perchées, la Durance a constitué ici un important lit, où se sont développés de multiples habitats liés à l'eau ou aux bordures de cours d'eau. Le site est caractérisé par une bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation, depuis les stades initiaux composés de bancs de graviers nus, en passant par les formations pionnières de colonisation des alluvions et délaissées, les saulaies arbustives et les ripisylves bien constituées.

La végétation riveraine est dominée par des formations de hautes herbes, de fourrés et de forêts riveraines. Les bancs de graviers, récemment déposés et colonisés par une végétation pionnière, sont assez peu nombreux et n'occupent que de faibles surfaces. En revanche les bancs de galets plus anciens occupent de plus vastes surfaces. Ils sont colonisés par une végétation de fourrés pionniers de saules, et sur les terrasses alluviales les plus hautes, et donc les plus sèches, de pelouses ou de garrigues à Thym (*Thymus vulgaris*), voire de chênaies de Chêne pubescent (*Quercus humilis*).

En conséquence de cette très importante diversité de milieux, la flore et la faune sont également très variées. Par exemple, la flore associe à la fois des espèces végétales d'origine montagnarde et méditerranéenne. Plusieurs espèces patrimoniales de mammifères, oiseaux et poissons sont de même représentées sur ce site.

Milieux remarquables

Ce site possède **deux habitats déterminants** : les herbiers palustres et flottants d'étangs et plans d'eau à Utriculaires (*Utricularia* pl. sp.) (22.414), qui se développent dans de petites mares permanentes, et les cladiaies (53.3) ou formations palustres à Marisque (*Cladium mariscus*), qui sont limitées à des taches de faibles surfaces.

Parmi les autres habitats remarquables ou typiques, le site possède un habitat représentatif des cours d'eau de bonne qualité, à savoir les milieux aquatiques d'eau douce de la zone à truite (24.12), qui présentent ici un bon état de conservation.

Plusieurs autres habitats remarquables, typiques ou représentatifs du site et d'intérêt écologique marqué, sont également présents. Ce sont : les formations végétales pionnières herbacées des alluvions torrentielles et bancs de graviers méditerranéens à Pavot cornu (*Glaucium flavum*)(24.225) imbriqués en mosaïque avec des bancs de graviers sans végétation (24.21), des bancs de sable des cours d'eau colonisés par des groupements amphibies méridionaux (24.3) et des bancs de vase des cours d'eau (24.5), les prairies humides hautes à Reine des près (*Filipendula ulmaria*) et formations végétales associées (37.1), les fourrés de saules pionniers des berges et alluvions torrentielles à Saule drapé (*Salix elaeagnos*), Saule pourpre (*Salix purpurea*) et Myricaire d'Allemagne (*Myricaria germanica*) (44.111 et 24.223), les ripisylves-galeries de Saule blanc (*Salix alba*) (44.141), les boisements riverains en galeries d'Aulne blanc (*Alnus incana*) (44.21) et les ripisylves méditerranéennes à peuplier, orme et frêne (44.61).

Ces habitats sont de grand intérêt écologique, pour le fonctionnement de l'écosystème lié aux cours d'eau, et ils forment des corridors en contact avec les milieux adjacents, notamment les espaces bocagers et boisements de bas de versant.

L'écocomplexe fluviatile durancien qui associe, en une mosaïque mouvante d'une riche complexité, le cours d'eau actif, les bras morts d'eau lente, les stades pionniers de colonisation des alluvions, les fourrés arbustifs et les ripisylves mâtures, constitue l'essentiel de l'intérêt du site.

Flore

Le site compte neuf espèces végétales déterminantes dont une est protégée au niveau national : le **Rosier de France** (*Rosa gallica*), très bel églantier sauvage, un des ancêtres des rosiers horticoles demeurant très rare dans les Alpes du Sud, où il est assez vulnérable du fait de l'isolement des stations. Trois autres espèces déterminantes sont protégées en PACA : l'**Orchis des marais** (*Anacamptis palustris*), la **Polygale grêle** (*Polygala exilis*) et la **Centaurée de Favarger** (*Centaurium favargeri*), petite gentianacée rarissime en France affectionnant les limons humides exondés des rivages de la Durance. Les autres espèces végétales déterminantes du site sont : le Potamot des tourbières alcalines (*Potamogeton coloratus*), l'Utriculaire citrine (*Utricularia australis*), la Fléole rude (*Phleum paniculatum*), la Clématite droite (*Clematis recta*) et la Potentille inclinée (*Potentilla inclinata*).

Il abrite également six espèces végétales remarquables, dont deux sont protégées au niveau national : la **Gagée des prés** (*Gagea pratensis*), rare liliacée des pelouses sèches, et la **Petite massette** (*Typha minima*). Trois autres espèces remarquables sont protégées en PACA : la **Zannichellie palustre** (*Zannichellia palustris*), la **Violette de Jordan** (*Viola jordanii*) et la **Laîche faux-souchet** (*Carex pseudocyperus*). L'Aristoloche pâle (*Aristolochia pallida*) est la dernière espèce remarquable du site.

Faune

Le site présente un intérêt faunistique très élevé. En effet, ce sont ici 44 espèces animales patrimoniales, dont **dix déterminantes**, qui ont été recensées.

Parmi les Mammifères d'intérêt patrimonial que l'on peut rencontrer localement, citons le **Castor** (*Castor fiber*) et trois chauves-souris : le Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*), le **Grand Rhinolophe** (*Rhinolophus ferrumequinum*et le **Grand Murin** (*Myotis myotis*).

Le peuplement avien nicheur de ce site abrite une multitude d'espèces forestières, aquatiques, paludicoles, steppiques, de milieux ouverts, voire même rupicoles, d'affinités biogéographiques variées. Les espèces aviennes nicheuses remarquables correspondent ainsi localement aux espèces suivantes : le Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*) et, certaines années, des nidifications possibles du Fuligule milouin (*Aythya ferina*) et du Fuligule morillon (*Aythya fuligula*). Les oiseaux paludicoles comprennent en particulier **Blongios nain** (*Ixobrychus minutus*), déterminant, Bihoreau gris (*Nycticorax nycticorax*), Rousserolle verderolle (*Acrocephalus palustris*), le Héron pourpré (*Ardea purpurea*) et Rousserole turdoïde (*Acrocephalus arundinaceus*). Plusieurs espèces témoignent encore d'une certaine dynamique de la rivière même si le débit de la Durance est fortement influencé par les aménagements hydroélectriques : Cincle plongeur (*Cinclus cinclus*), Chevalier guignette (*Actitis hypoleucos*), Petit Gravelot (*Charadrius dubius*) ou encore des espèces qui nichent dans les berges limoneuses sapées par la Durance : Martin pêcheur d'Europe (*Alcedo atthis*), Guêpier d'Europe (*Merops apiaster*) et plus rarement Hirondelle de rivage (*Riparia riparia*). De nombreuses autres espèces exploitent la ripisylve, les milieux rupestres et agricoles riverains de la Durance : Faucon hobereau (*Falco subbuteo*), Bondrée apivore (*Pernis apivorus*), Grand duc d'Europe (*Bubo bubo*), Petit duc scops (Otus scops), Torcol fourmilier (*Jynx torquilla*), Pic épeichette (*Dendrocopos minor*), Fauvette orphée (*Sylvia hortensis*), **Pie grièche à tête rousse** (*Lanius senator*), déterminante, Crave à bec rouge (*Pyrrhocorax pyrrhocorax*), nicheur remarquable peu fréquent, inféodé aux alpages où il vient s'alimenter situés à proximité de falaises où il niche, Moineau soulcie (*Petronia petronia*), Bruant ortolan (*Emberiza hortulana*), Bruant proyer (*Miliaria calandra*), Caille des blés (*Coturnix coturnix*).

Les Batraciens locaux d'intérêt patrimonial comprennent en particulier le **Sonneur à ventre jaune** (*Bombina variegata*), espèce déterminante à effectifs faibles et vulnérable, en déclin, d'affinité médio européenne et montagnarde, affectionnant les petits points d'eau peu profonds, dans les endroits restant frais et humides en été, et le Pélodyte ponctué (*Pelodytes punctatus*).

Malgré la conversion des pelouses steppiques en vergers intensifs, une espèce déterminante de reptile est encore présente sur les bordures des terrasses fluvio-glaciaires : le **Lézard ocellé** (*Timon lepidus*).

Les Poissons d'eau douce sont notamment représentés par l'**Apron** (*Zingel asper*), espèce déterminante devenue très rare et menacée d'extinction en France, propre aux cours d'eau clairs, assez rapides, peu profonds, l'Ombre commun (*Thymallus thymallus*), espèce remarquable et grégaire, préférant les eaux fraîches, voire froides, courantes au débit rapide, bien oxygénées, claires, propres, sur substrat de graviers, le Toxostome (*Chondrostoma toxostoma*), espèce remarquable localement représentée ici et le Barbeau méridional (*Barbus meridionalis*), espèce remarquable d'affinité méridionale, rare dans les Hautes Alpes mais semble-t-il en extension, liée aux cours d'eau clairs et bien oxygénés à débit rapide sur substrat de graviers.

Les insectes d'intérêt patrimonial correspondent sur ce site à deux odonates, **l'Agrion bleuissant** (*Coenagrion caerulescens*), espèce méditerranéenne déterminante liée aux eaux courantes claires et ensoleillées, globalement rare, localisée et menacée en France, et l'Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*) et l'Azuré du Serpolet (*Maculinea arion*), espèce remarquable de papillon de jour, protégée au niveau européen, inféodée aux bois clairs et ensoleillés, pelouses et friches sèches avec présence de ses plantes hôtes, des serpolets et de sa principale fourmi hôte, *Myrmica sabuleti*, jusqu'à 2400 m d'altitude.

Fonctionnalité

De par son orientation nord-est – sud-ouest et par sa position biogéographique à l'intérieur des Alpes dauphinoises, le cours de la Durance est une voie importante de pénétration dans les Alpes et concentre un flux migratoire majeur pour l'avifaune. Les roselières et plans d'eau des retenues d'Espinasses et de Curbans / La Saulce en particulier accueillent de nombreuses espèces d'oiseaux aquatiques, tant en période de reproduction que de migration.

Le site permet également le transit des espèces végétales, ce qui se traduit par la remontée de plantes méditerranéennes ou la descente de plantes montagnardes.

L'écocomplexe fluviatile durancien présente un important niveau d'organisation étroitement dépendant de la dynamique hydraulique torrentielle et du charriage des alluvions, conditions strictement dépendantes du bon fonctionnement de l'ensemble de son bassin versant. Ainsi par exemple sur le site, il existe d'anciens bras morts qui représentent des refuges indispensables pour la flore et la faune aquatique et fluviale. Ainsi, les secteurs de lit en tresses présentent de nombreux îlots végétalisés, présentant à la fois les premiers stades de la dynamique de végétation indispensables au maintien des espèces pionnières, ainsi que des stades de ripisylves plus évolués, habitat d'espèces spécialisées strictement inféodées aux forêts riveraines humides.

La moyenne Durance à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron 930012748 Rive droite (Alpes de Haute Provence)	
Surface	632 ha
Localisation	Localisé dans la partie nord du département des Alpes-de-Haute-Provence, en limite avec celui des Hautes-Alpes, le site est situé sur les communes de Valernes, Vaumeilh, Thèze, Sigoyer, Curbans, Claret et Sisteron. Ce site correspond au cours de la Durance, avec ses iscles et ses ripisylves, à l'aval de Serre Ponçon jusqu'à Sisteron.
Zone Biogéographique	Préalpes delphino-provençales à la rencontre des influences méditerranéennes et alpines
Climat	Supra-méditerranéen à tendance continentale
Etages de végétation et altitude	Supra-méditerranéen, entre 480 m à 665 m d'altitude.

Description & Milieux remarquables

La description de ce site ainsi que les milieux remarquables qui le compose sont les mêmes que le site présent en rive gauche « La moyenne Durance à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron 930020425 ».

Flore

Ce site présente une flore d'un grand intérêt patrimonial recelant de nombreuses espèces végétales rares ou peu fréquentes. Il permet par ailleurs la remontée de nombreuses plantes méditerranéennes, qui se trouvent ici en limite de répartition, et compte huit

espèces végétales déterminantes dont une protégée au niveau national : le **Rosier de France** (*Rosa gallica*) et deux protégées en PACA : la **Polygale grêle** (*Polygala exilis*) et la **Centaurée de Favarger** (*Centaurium favargeri*), petite gentianacée rarissime en France affectionnant les limons humides exondés des rivages de la Durance.

Le Potamot des tourbières alcalines (*Potamogeton coloratus*), l'Utriculaire citrine (*Utricularia australis*), la Fléole rude (*Phleum paniculatum*), la Clématite droite (*Clematis recta*), rare renonculacée d'affinité orientale liée aux lisières et bois clairs des plaines alluviales, et la Potentille inclinée (*Potentilla inclinata*) sont les autres espèces déterminantes de ce site.

Par ailleurs, il abrite quatre espèces remarquables dont deux sont protégées au niveau national : la **Gagée des prés** (*Gagea pratensis*) et la **Petite massette** (*Typha minima*), et deux autres en région PACA : la **Zannichellie palustre** (*Zannichellia palustris*) et la **Violette de Jordan** (*Viola jordanii*).

Faune

Le site présente un intérêt faunistique très élevé. En effet, ce sont ici 54 espèces animales patrimoniales, dont **vingt déterminantes**, qui y ont été recensées.

Parmi les Mammifères d'intérêt patrimonial notons la **Loutre** (*Lutra lutra*), déterminante, dont l'observation ancienne est à confirmer, le **Castor** (*Castor fiber*), espèce déterminante, arrivé naturellement sur cette partie de la Durance depuis quelques années, le Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*), le **Grand Rhinolophe** (*Rhinolophus ferrumequinum*) et le **Grand Murin** (*Myotis myotis*).

Le peuplement avien nicheur est tout aussi diversifié que pour le site présent en rive gauche de la Durance. Notons d'anciennes données concernant le **Crabier chevelu** (*Ardeoa ralloides*), nicheur possible en 1987 et espèce déterminante ou encore le Milan royal (*Milvus milvus*), nicheur possible en 1988, rare et très localisé dans les Hautes-Alpes, la **Marouette ponctuée** (*Porzana porzana*), espèce déterminante et nicheuse locale possible, la Fauvette à lunettes (*Sylvia conspicillata*), déterminante, observée comme nicheur en 1997 loin de son aire de distribution principale…

Les Batraciens locaux d'intérêt patrimonial comprennent également le **Sonneur à ventre jaune** (*Bombina variegata*) et le Pélodyte ponctué (*Pelodytes punctatus*).

Les Poissons d'eau douce sont représentés par l'**Apron** (*Zingel asper*), l'Ombre commun (*Thymallus thymallus*), le Toxostome (*Chondrostoma toxostoma*), et le Barbeau méridional (*Barbus meridionalis*).

Les insectes d'intérêt patrimonial comportent un très fort intérêt vis-à-vis des cortèges d'espèces associés à des habitats produits par la dynamique alluviale de la Durance. Citons en particulier la **Cicindèle des rivières** (*Cylindera arenaria*), espèce déterminante de coléoptère Carabidés, rare et en régression, liée aux plages humides de graviers, limon ou sable dans le lit mineur et le **Tridactyle panaché** (*Xya variegata*), espèce déterminante d'orthoptère rare et en régression, strictement liée en région PACA aux rives des cours d'eau dynamique.

Les peuplements d'odonates sont diversifiés et présentent également un intérêt particulier vis-à-vis des espèces patrimoniales qui colonisent les écoulements et complexes marécageux situés dans le lit mineur de la Durance et régulièrement rajeunis par les crues. Citons l'**Agrion bleuissant** (*Coenagrion caerulescens*), l'Agrion de Mercure (*Coenagrion*

mercuriale), le **Sympétrum déprimé** (*Sympetrum depressiusculum*), espèce déterminante rare et en régression, dont la larve aquatique est inféodée aux pièces d'eau temporaires ou à niveau fluctuant et le Sympétrum du Piémont (*Sympetrum pedemontanum*), espèce remarquable des canaux et cours d'eau intermittents, peu commune en France mais dont le bassin de la Durance représente un bastion. S'ajoute enfin le Gomphe similaire (*Gomphus similimus*), espèce remarquable associée aux parties calmes des cours et pièces d'eau naturelles ou artificielles.

Sur les terrasses alluviales et berges sèches, signalons la présence du **Sphinx de l'argousier** (*Hyles hippophaes*), espèce déterminante de lépidoptère nocturne, protégée en Europe, liée aux peuplements d'Argousier, sa plante hôte, rare, probablement en régression, et dont le bassin de la Durance représente un bastion en France. Ces milieux secs abritent également le **Moiré de Provence** (*Erebia epistygne*), espèce déterminante de lépidoptère d'affinité méditerranéo-montagnarde dont l'aire de répartition ibéro-provençale est morcelée et restreinte, inféodée aux pelouses sèches à Fétuque cendrée *Festuca cinerea* et la Cigale argentée (*Tettigetta argentata*), espèce remarquable d'affinité méditerranéenne qui recherche les milieux arides parsemés d'arbustes.

Enfin, citons un orthoptère strictement méditerranéen et étroitement associé aux zones humides, le Criquet tricolore (*Paracinema tricolor bisignata*), qui colonise de façon très localisée certains milieux marécageux dans le lit mineur de la Durance.

Fonctionnalité

La fonctionnalité de cette partie de la Durance est la même que pour le site décrit plus haut en rive gauche.

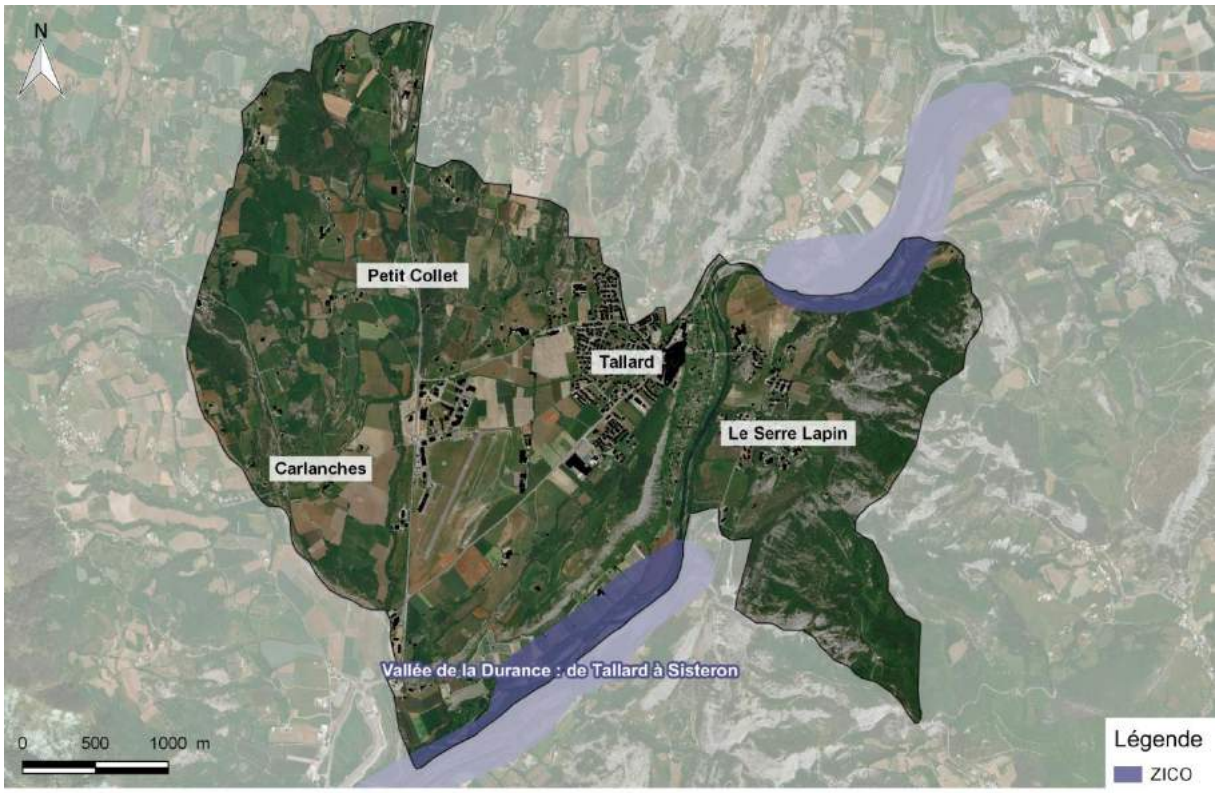
3.1.1.b°) ZICO

Les ZICO ou Zones d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux, sont des sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne.

Cet inventaire, basé sur la présence d'espèces d'intérêt communautaire répondant à des critères numériques précis, a été réalisé par la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et le MNHN pour le compte du ministère chargé de l'Environnement, avec l'aide des groupes ornithologiques régionaux.

Publié en 1994, cet inventaire a identifié 285 zones couvrant une superficie totale d'environ 4,7 millions d'hectares, dont 4,4 millions d'hectares de superficie terrestre, soit 8,1% de la superficie du territoire national.

Pour la commune, les abords de la Durance au nord-est et sud-est est classé en tant que ZICO « Vallée de la Durance : de Tallard à Sisteron » du fait de son rôle en tant que zone de nourrissage, de repos et d'arrêt migratoire et d'hivernage pour les oiseaux.



Localisation de la ZICO

3.1.1.c°) Les zones humides

Le code de l'Environnement (art. L.211-1) définit des zones humides comme « des terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire », dans lesquels « la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

La préservation des zones humides, préconisée pour des raisons patrimoniales et le maintien de la biodiversité, est également un facteur favorable à la limitation des risques liés aux phénomènes pluvieux exceptionnels et à l'écrêtement des crues grâce à leur capacité de stockage et de ralentissement des flux qu'elles représentent.

L'inventaire des zones humides des Hautes-Alpes indique la présence de **9 zones humides** sur le territoire communal. Ces zones humides représentent une grande diversité d'habitats naturels et pour certaines, des enjeux très forts de conservation avec la ripisylve de la Durance notamment.

Dénomination	Surface totale	Surface pour la commune	Présentation & intérêts
Le Bourdon T1	26,44 ha	17,43 ha	Bordure de cours d'eau
La Rousine T1	52,32 ha	27,79 ha	Bordure de cours d'eau
ZH du Rosel	1,81 ha	0,03 ha	Marais et landes humides de plaines et plateaux
Source « Les Charbonnettes »	0,10 ha	Totalité	Zones humides de bas-fond en tête de bassin

Prairie humide – Vallée du Rousine	3,63 ha	Totalité	Marais et landes humides de plaines et plateaux
Etang – Les Charbonettes	1,27 ha	0,53 ha	Zone humide artificielle
Durance 04 T7	85,06 ha	37 ha	Bordure de cours d'eau
Durance 05 T8	18,85	17,8 ha	Bordure de cours d'eau
Durance 05 T9	225,24	20,25 ha	Bordure de cours d'eau

En complément, quelques autres secteurs de zones humides ont été relevés lors des inventaires de terrain réalisés dans le cadre du projet de PLU et notamment une roselière, assez dégradée, au niveau du Canal de Ventavon, directement à l'ouest de Tallard.

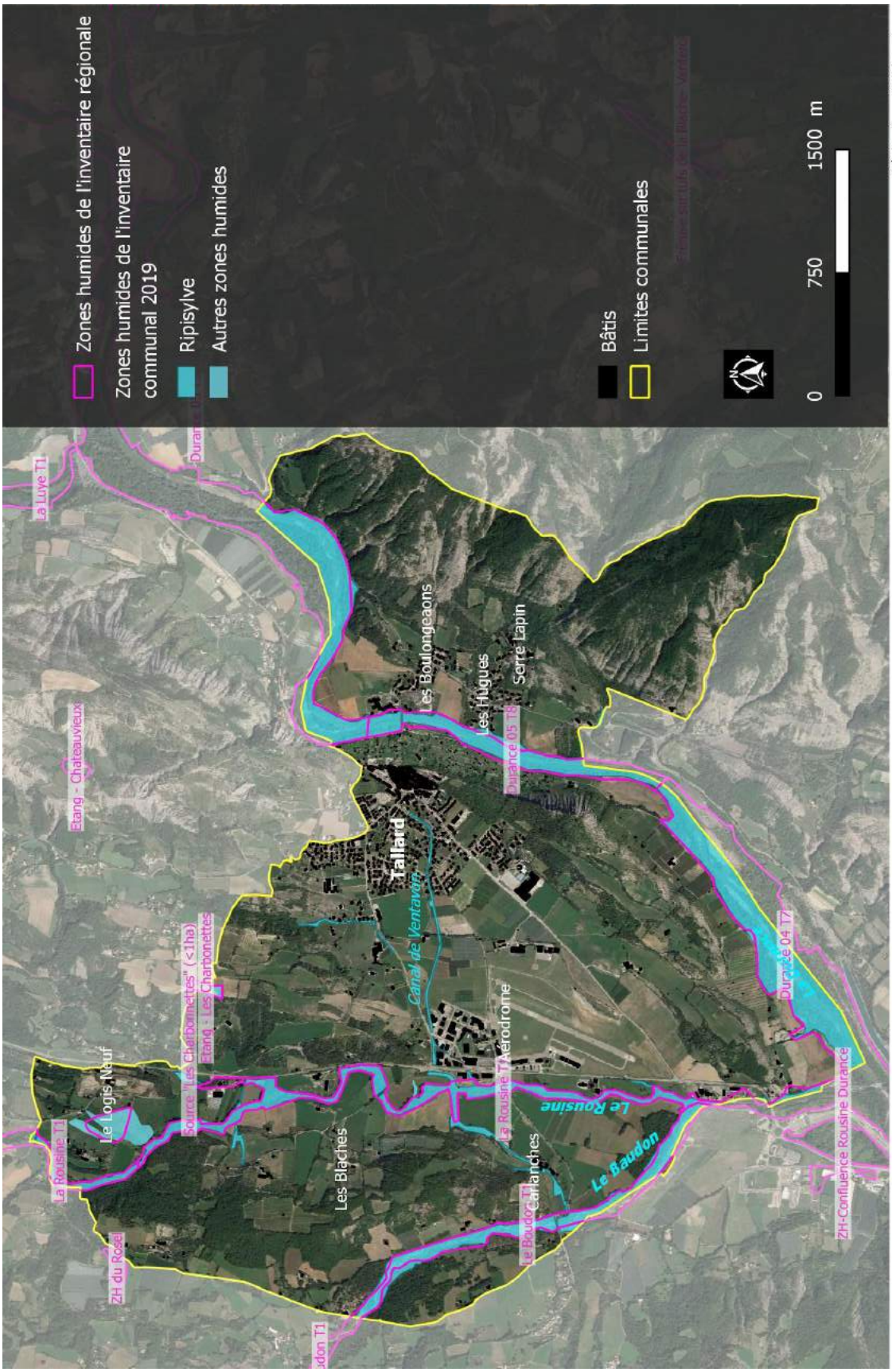


Zone humide le long du Canal de Ventavon, directement à l'ouest de Tallard – Source C.Guignier

Le Canal de Ventavon ne figure pas à l'inventaire départemental des zones humides. Néanmoins, il convient de le considérer lui aussi comme une zone humide importante pour la commune.



Canal de Ventavon au niveau du chemin de la Haute-Vendée – Source C.Guignier

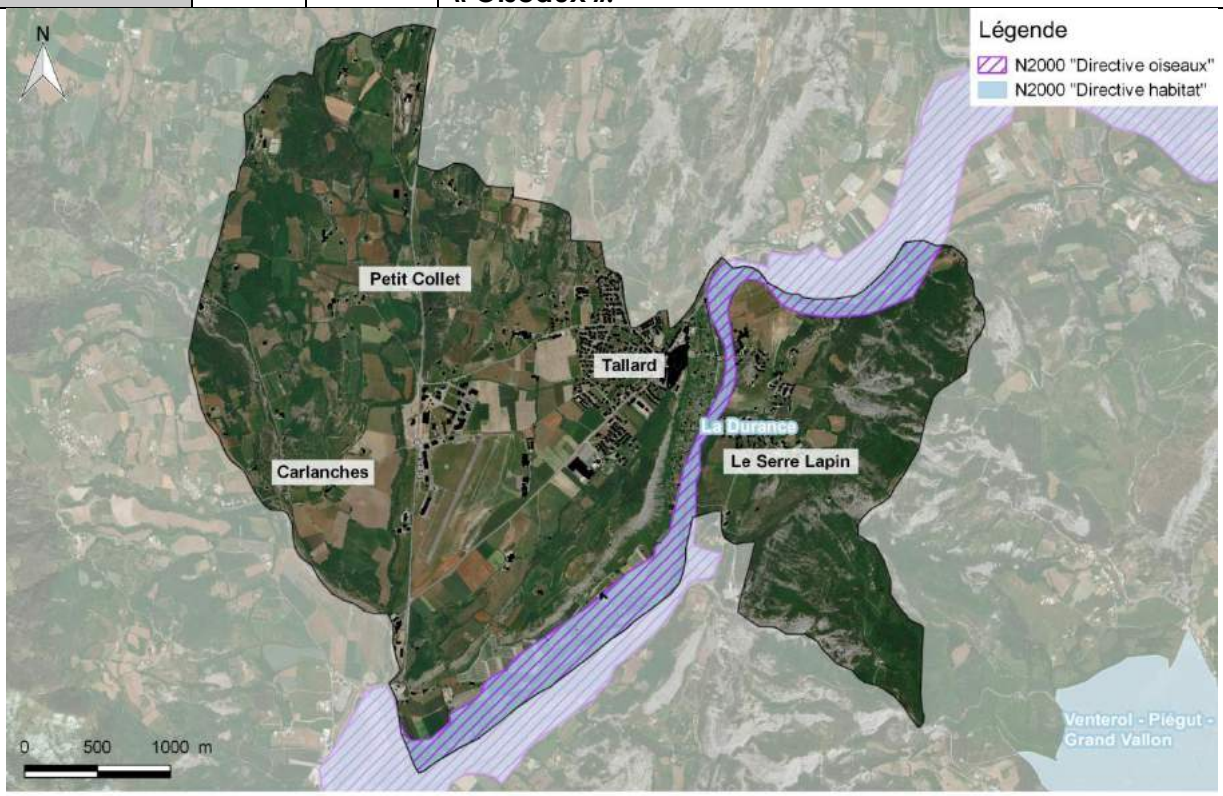


Localisation des zones humides

3.1.2 ZONAGES NATURE REGLEMENTAIRE

La commune de Tallard est concernée par **deux sites Natura 2000**, une ZPS et une ZSC, pour un secteur identique, celui de la Durance :

Nom	Surface totale	Surface commune	Caractères principaux - particularités
ZSC & ZPS La Durance	15 920 ha &19 966 ha	104,4 ha	Grande rivière à la fois alpine et méditerranéenne, on y rencontre une diversité d'habitats naturels en perpétuel mouvement : iscles graveleux, sablonneux ou limoneux, mares, lônes, adoux… **19 habitats d'intérêts communautaires dont 4 prioritaires** : Marais calcaires à *Cladium mariscus* et espèces du *Caricion davallianae* (7210), Formations pionnières alpines du *Caricion bicoloris-atrofuscae* (7240), Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (*Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae*) (91E0), Parcours substeppiques de graminées et annuelles des *Thero-Brachypodietea* (6220). **31 espèces animales visées à l'Annexe II de la Directive « Habitats ».** La vallée de la Durance constitue un important couloir de migration. Ses zones humides accueillent de nombreux oiseaux hivernants (canards, foulques...) et migrateurs aux passages printanier et automnal. **63 espèces d'oiseaux visées à l'Annexe I de la Directive « Oiseaux ».**



Carte de localisation des sites Natura 2000
Commune de Tallard (05)

Réalisation Juin 2019 : C.Delétrée
Source : DREAL PACA / Fond Ortho BING

Localisation des sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages et de leurs habitats. La mise en place de ce réseau s'appuie sur l'application des Directives européennes Oiseaux (ZPS ou Zone de Protection Spéciale) et Habitats (ZSC Zone Spéciale de Conservation ou SIC Site d'Importance Communautaire). Les sites Natura 2000 bénéficient d'un cadrage réglementaire. En France, chaque site est géré par un gestionnaire qui nomme ensuite un opérateur chargé d'animer un comité de pilotage, de réaliser le document de gestion du site (DOCOB) et de le faire appliquer.

La Durance FR9301589 & FR9312003	
Surface	19966 ha
Localisation	En région PACA, le site concerne le cours de la Durance qui traverse 5 départements et 81 communes.
Zone biogéographique	Interface entre les régions biogéographiques alpine et méditerranéenne.
Climat	Supra-méditerranéen, sec et ensoleillé, d'affinité provençale.
Etages de végétation et altitude	Supra-méditerranéen entre 12 m et 678 m d'altitude
Gestionnaire	Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance (SMAVD)
Dernier arrêté	21/01/2014 (ZSC) – 04/07/2018 (ZPS)



Grande rivière à la fois alpine et méditerranéenne, son fonctionnement a profondément évolué depuis quelques décennies (extractions de graviers, aménagement agro-industriel).

Les crues régulières de la Durance entretiennent une diversité d'habitats naturels en perpétuel mouvement : iscles graveleux, sablonneux ou limoneux, mares, lônes, adoux, terrasses surélevées… Ces habitats accueillent une faune et une flore particulièrement adaptées à cette dynamique. Sur les marges se développe une ripisylve en augmentation depuis l'aménagement de la rivière bien qu'elle puisse subir des impacts importants localement. Des roselières se développent dans les anciennes gravières du lit majeur et les queues de retenues de barrages.

La Durance assure un rôle fonctionnel important pour la faune et la flore : fonction de corridor (déplacement des espèces, tels que les poissons migrateurs), fonction de diversification (mélange d'espèces montagnardes et méditerranéennes) et fonction de refuge (milieux naturels relictuels permettant la survie de nombreuses espèces).

Références : DOCOB Site Natura 2000 FR9301589 & FR9312003 – La Durance – Mai 2012

Habitats naturels

On trouve en Durance 19 types d'habitats naturels d'intérêt communautaires, dont 14 sont liés à l'écocomplexe rivulaire (12 habitats hygrophiles et 2 habitats forestiers riverains). Une grande part des habitats hygrophiles est directement inféodée au maintien d'un tressage du lit de la rivière. 4 habitats d'intérêt communautaire sont prioritaires :

- **Milieux rivulaires** : Formations pionnières alpines du *Caricion bicoloris-atrofuscae,* en Durance, cet habitat se présente sous la forme de groupements herbacés denses du *Typhetum minimae* à Petite massette (*Typha minima*), Prêle bigarrée (*Equisetum variegatum*), Calamagrostide terrestre (*Calamagrotsis epigeios*), Jonc noueux (*Juncus subnodulosus*), Jonc articulé (*Juncus articulatus*)… Ces peuplements pionniers se rencontrent principalement dans les situations périodiquement rajeunies :
    - Dans les zones en tresse,
    - Sur les berges limoneuses ou chenaux secondaires régulièrement entretenus ;
- **Forêt alluviale** : forêts alluviales à Aulne glutineux et Frêne élevé, ces forêts riveraines mésophiles sont caractérisées par la dominance de l'Aulne blanc (*Alnus incana*), du Frêne élevé (*Fraxinus excelsior*), du Saule blanc (*Salix alba*) et du Peuplier noir (*Populus nigra*), l'habitat reste cantonné dans les zones les plus fraîches où il représente l'essentiel des corridors boisés. Il est peu diversifié sur le site, où il est principalement représenté par les galeries d'Aulne blanc. ;
- **Pelouses :** Parcours substeppiques de graminées et annuelles du *Thero-Brachypodietea,*
- **Marais** : Marais calcaires à *Cladium mariscus* et espèces du *Caricion davallianae,* ce type d'habitat est représenté par la végétation à marisque (*Cladium mariscus*), qui se présente en Durance sous forme de formations herbacées hautes terrestres, souvent en mélange avec la roselière. La formation est caractérisée par la dominance du marisque, grande cypéracée pouvant atteindre 2 mètres de haut. L'habitat est très rare et morcelé en Basse Durance (Mallemort, Négréoux, Cadenet, confluence Verdon/Durance).

L'organisation des milieux naturels en Durance est en grande partie conditionnée par la dynamique des crues, qui rajeunit périodiquement les formations végétales et entretient la prédominance des groupements pionniers. La diversité des milieux (iscles graveleux, sablonneux ou limoneux, mares, lônes, adoux, terrasses surélevées…) se traduit par des mosaïques végétales formant « l'écocomplexe rivulaire ».

Une grande part des habitats humides (représentant environ 38% de la surface totale du site) est directement liée au maintien d'un tressage actif du lit de la rivière.

Flore

Concernant la flore, aucune espèce de l'annexe II de la directive Habitats n'est présente dans le site de Durance. Les données se rapportant à la **petite massette** (*Typha minima*) ont été cependant intégrées à l'étude étant donné qu'il s'agit d'une

espèce présentant des enjeux de conservation au niveau de l'Europe (convention de Berne) et dont la seule présence suffit à définir un type d'habitat naturel d'intérêt communautaire prioritaire, selon les cahiers d'habitats (7240-Formations pionnières alpines du *Caricion bicolorisatrofuscae*).

Faune

Pour ce qui est de l'avifaune, la grande diversité de milieux offre aux oiseaux un potentiel fabuleux pour la nidification, l'hivernage ou les haltes migratoires. On retrouve donc une **diversité importante d'espèces** (plus de 250 différentes, dont 63 d'intérêt communautaire) caractéristiques des zones humides, des cours d'eau méditerranéens, des forêts galeries, des pelouses sèches… Mais l'évolution des populations est très disparate : tandis que certains sont en pleine expansion (Milan noir, ardéidés…), d'autres souffrent des évolutions morphologiques importantes dues à l'aménagement agro-industriel et aux extractions passées, ou de la pression anthropique (Sterne, Hirondelles de rivage, Alouettes calandres…).

Sur la Durance, les mammifères d'intérêt communautaires sont **8 espèces de chauve-souris**, les chauves-souris, sont pour la plupart très menacées tandis que leur connaissance sur le territoire est faible : quelques gîtes majeurs sont recensés et l'ensemble du cours d'eau joue un rôle fonctionnel fondamental pour leur alimentation et leurs déplacements. Ainsi que le **Castor** qui est en croissance sur le site et remonte petit à petit le linéaire de la rivière : près de 100 cellules familiales ont été dénombrées en 2008 sur le site.

Concernant les poissons, 7 espèces d'intérêt communautaire sont recensées. Outre la Bouvière, l'Alose, le Blageon, le Toxostome et le Chabot, deux espèces ont fait l'objet d'une attention particulière : l'**Apron**, espèce endémique du bassin du Rhône, dont les populations relictuelles à l'échelle mondiale sont particulièrement bien conservées en Durance, et le Barbeau méridional, fortement concurrencé par le barbeau fluviatile.

Le **Sonneur à ventre jaune** est le seul amphibien signalé pour la Durance.

Concernant les reptiles, la Durance représente un site important à l'échelle régionale pour la conservation de la **Cistude d'Europe**, tortue aquatique dont les populations sont précaires sur le site.

Enfin, en ce qui concerne les invertébrés, **l'Agrion de Mercure** (libellule) a fait l'objet d'inventaires sur le site.

Enjeux et vulnérabilité

La dynamique de la végétation des berges est très souvent perturbée, ce qui rend difficile l'apparition des stades matures des ripisylves. La végétation aquatique est menacée par la prolifération de plantes envahissantes, notamment par la Jussie

(*Ludwigia peploides*). Les nombreux ouvrages hydroélectriques pertubent la libre circulation des poissons.

Le tableau suivant présente les enjeux les plus importants pour le site pour les habitats naturels et les espèces :

Niveau d'enjeu	Habitats et espèces concernés
Très fort	• Formations riveraines à Petite massette de l'étage collinéen • Chiroptères – colonies de reproduction • Alouette calandre, Outarde canepetière • Apron du Rhône et Chabot (eaux courantes) • Cistude d'Europe
Fort	• Habitat hygrophile des bords de cours d'eau et adoux (3250-1, 3150-1, 3260-2, 3280-1, 3280-2) • Forêt alluviales (91E0-4, 92A0-1, 92A0-9) • Grottes à chauves-souris (8310-1) • Barbeau méridional et Toxostome (eaux courantes) • Oiseaux des berges sablonneuses et bancs de graviers • Lusciniole à moustaches • Blongios nain
Moyen	• Eaux courantes et bancs de galets (3150-4, 3270-1, 7210-1) • Ripisylve (92A0-2, 92A0-3, 92A0-6) • Communautés à characées des eaux oligo-mésotrophes basiques (3140-1) • Agrion de mercure • Castor d'Europe • Blageon, Alose • Alimentation et gîtes des chiroptères • Colonies ardéidés

Objectifs de conservation

Les objectifs de conservation sont donc :

- Objectif 1 : La conservation, la restauration et l'extension du « tressage » de la Durance,
- Objectif 2 : Préserver un réseau cohérent de boisements et de zones humides qui garantisse la fonctionnalité écologique de la vallée alluviale,
- Objectif 3 : Préserver la fonction de réservoir biologique de la Durance (milieux aquatiques et milieux terrestres associés),
- Objectif 4 : Conserver les habitats et les espèces patrimoniales

3.2. HABITAT ET MILIEUX NATURELS

La cartographie des milieux naturels permet de présenter les grands milieux naturels de la commune et leur répartition. La présentation des habitats naturels sera utilisée afin de mettre en avant les milieux les plus sensibles et de pouvoir hiérarchiser les enjeux écologiques. Cette présentation, réalisée grâce aux inventaires de terrain menés dans le cadre de la réalisation de ce PLU et aux différentes données bibliographiques disponibles (voir méthodologie), ne serait être exhaustive et représente essentiellement les grands types de milieux.

Les milieux naturels de la commune caractérisent bien l'étage supra-méditerranéen. D'une façon générale, les milieux forestiers dominent les coteaux en parties est et ouest et on y retrouve principalement le Pin Sylvestre, des formations de Pin noir (plantées ou en conquête naturelle) et le Chêne pubescent. En vallée, les milieux sont essentiellement caractérisés par des cultures et des prairies, souvent mésophiles mais pouvant être aussi hygrophiles (en particulier à proximité des cours d'eau et des zones humides (bas marais, typhaies, roselières, sources, …)) et thermophiles (en particulier sur les pieds de versants). La commune est également fortement caractérisée par la présence de la Durance et des formations rivulaires mais également par la présence du Rousine et du Baudon.

Si les coteaux boisés sont plutôt thermophiles, avec des sols souvent peu profonds voir rocheux (marne), les fonds de vallons sont beaucoup plus humides, en particulier pour la partie ouest du territoire.

Les milieux forestiers

Les milieux forestiers sont essentiellement de 3 sortes (en dehors des boisements rivulaires) : les Chênaies pubescentes, les boisements de Pin sylvestre et les boisements de Pin noir d'Autriche. Toutes ces essences peuvent également se retrouver en mélange pour former des boisements mixtes, de feuillus et de résineux.



Chênaie pubescente et boisement de Pin sylvestre – Source C.Guignier

Les milieux ouverts et semi-ouverts

Les milieux ouverts, en dehors des cultures, sont assez rares sur la commune.

On note la présence de quelques pelouses sèches, à la faveur de versants plutôt en pente, bien exposés et présentant souvent un sol assez rocheux. La plupart de ces pelouses sont généralement très embroussaillées et tendent vers un reboisement spontané.



Pelouse sèche au Logis-neuf – Source C.Guignier

Quelques prairies de fauche sont également présentes, notamment en partie sud de la commune.

Des prairies mésophiles améliorées sont également présentées sur quelques secteurs de la commune.

L'essentiel des milieux ouverts se caractérise par de nombreuses cultures : céréales, arbres fruitiers, vignes…



Zone bocagère – Source C.Guignier

Les milieux rocheux

Quelques zones rocheuses sont présentes sur la commune. On peut distinguer les zones de marnes et des zones plus rocheuses, constituant des petites barres directement au sud du château de Tallard, en surplomb des jardins et de la Durance. Ces habitats sont d'intérêt communautaire.



Marnes au nord de Tallard – Source C.Guignier

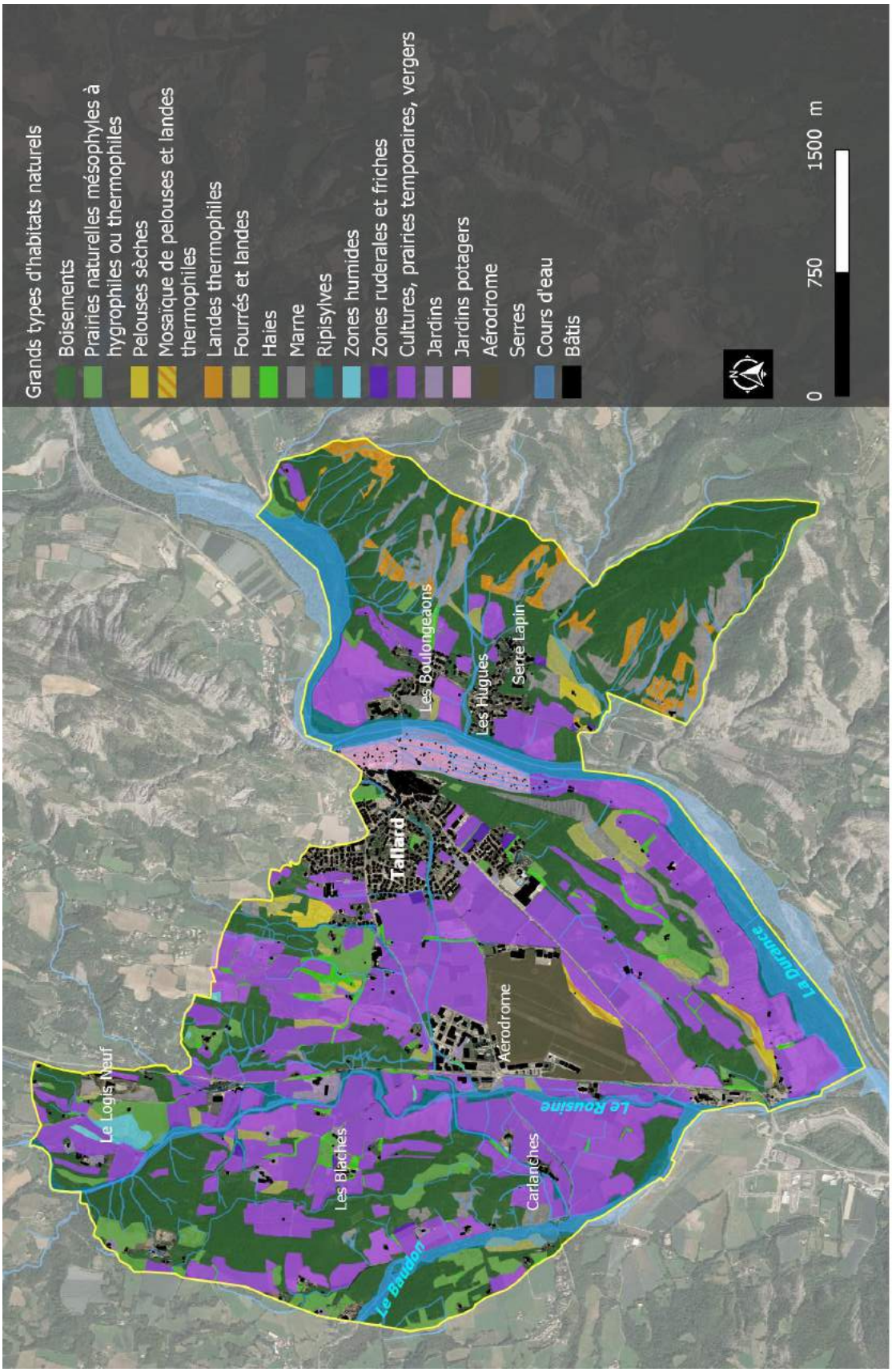
Les zones humides

On rencontre différents habitats humides sur la commune :

- Des **boisements humides et ripisylves**, habitats liés aux cours d'eau où la végétation est principalement dominée par les Peupliers blancs (*Populus alba*) et noirs (*P. nigra*), les aulnes et les saules ainsi que quelques le Frênes élevés (*Fraxinus excelsior*) et le Chêne pubescent (*Quercus pubescens*). Cet habitat est un habitat d'intérêt communautaire.
- Des prairies humides, notamment en partie nord-est de la commune,
- Des roselières dominées par le roseau (*Phragmites australis*).



Prairies humides au nord de Château la Croix, dans la partie nord-ouest de la commune – Source C.Guignier



Habitats naturels

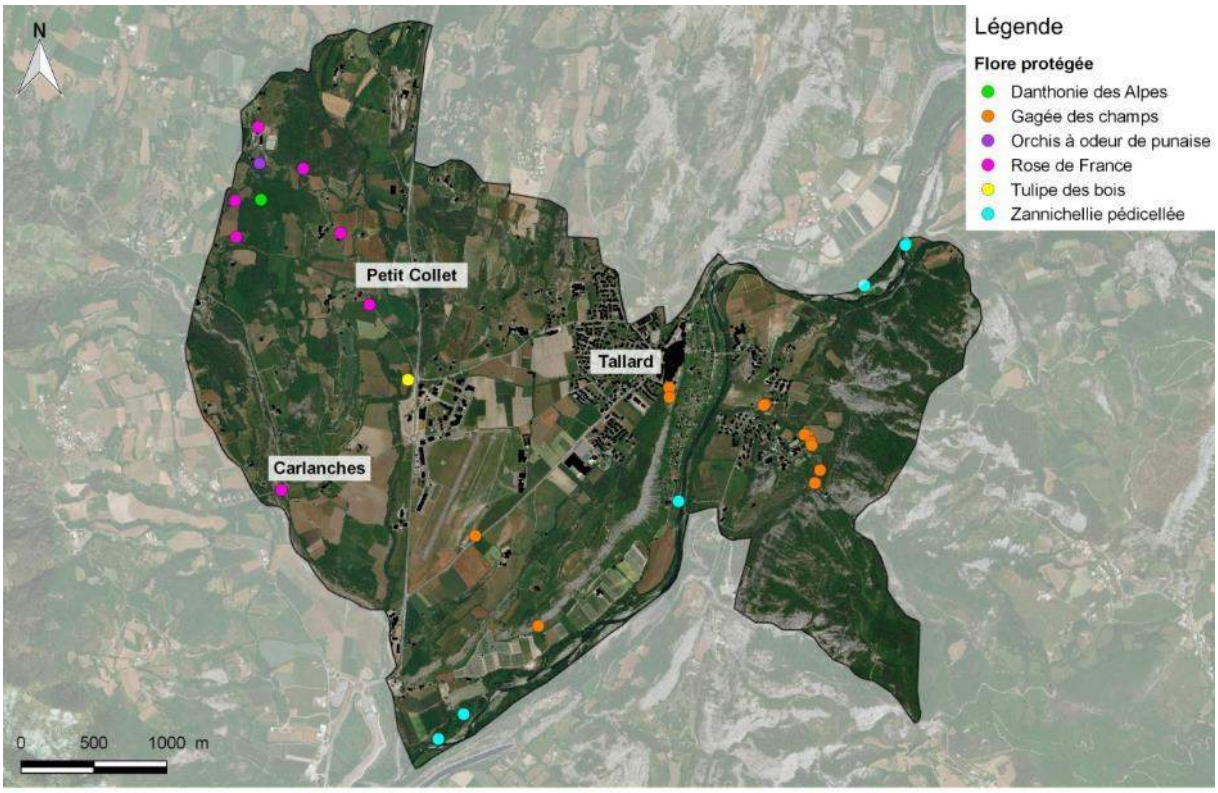
3.3. LA FLORE

La commune de TALLARD présente une diversité floristique importante **avec plus de 600 espèces inventoriées** (source : Silene). La présence d'espèces rares et protégées est connue notamment dans les zonages écologiques que sont les ZNIEFF et le réseau Natura 2000. Cette diversité floristique importante témoigne de la diversité et de la qualité des habitats naturels sur la commune.

On note ainsi la présence de **3 espèces végétales protégées au niveau national** (Source : Silene) et **3 espèces végétales protégées au niveau régional**.

Gagée des champs (*Gagea villosa*)	Protection nationale (art. 1)	Aucun statut en PACA	Enjeu local faible
	La Gagée des champs est une plante bulbeuse précoce de pleine lumière qui se rencontre dans les champs sablonneux ou pierreux, les pelouses sèches rocailleuses, les friches, de basse et moyenne altitude. Cette espèce est en forte régression depuis la fin du 19ème siècle principalement victime des changements et de l'intensification des pratiques agricoles et de l'urbanisation diffuse.		
Rose de France (*Rosa gallica*)	Protection nationale (art. 2 et 3)	Déterminante ZNIEFF Aucun statut en PACA	Enjeu local faible
	Se développe aux étages collinéen et montagnard, dans des conditions ensoleillées, sur des substrats moyennement secs et à tendance acide. Dans les fruticées, haies, lisières et sous-bois clairsemés des chênaies pubescentes et des pinèdes. Également dans les prairies pâturées extensivement. Les populations situées à proximité des agglomérations sont fortement menacées par l'urbanisation.		
Zannichellie pédicellée (*Zannichellia palustris subsp. pedicellata*)	Protection régionale (art. 1)	Aucun statut en PACA	Enjeu local faible
	Espèce aquatique se développant dans les mares, fossés, ruisseaux d'eau douce ou saumâtre dans toutes la France. Elle forme de larges coussins ondulant dans les eaux à faible courant ou stagnantes. Elle est relativement fréquente le long de la Durance.		
Tulipe des bois (*Tulipa sylvestris subsp. sylvestris*)	Protection nationale (art. 1)	Aucun statut en PACA	Enjeu local faible
	Fleurs sont assez grandes, bien ouvertes et entièrement jaune. Elle pousse principalement dans les prairies et les champs non traités aux pesticides ou herbicides.		
Orchis à odeur de punaise (*Anacamptis coriophora subsp. coriophora*)	Protection régionale (art. 1)	Déterminante ZNIEFF Quasi-menacée en France Aucun statut en PACA	Enjeu local modéré

	L'orchis punaise tient son nom de l'odeur de ses fleurs qui n'est pourtant pas si désagréable. Ces dernières sont d'un rouge très sombre, comportent un labelle trilobé rabattu en arrière et des sépales soudés en casque. Ce petit orchis se rencontre dans les zones temporairement humides, en pleine lumière.		
Danthonie des Alpes (*Danthonia alpina*)	Protection régionale (art. 1)	Déterminante ZNIEFF Quasi-menacée en France Aucun statut en PACA	Enjeu local modéré
	Espèce mésophile à hygrophile occupant une gamme assez variée de milieux établis sur terrains acides : pelouses sèches à Brome érigé, prairies humides à Molinie bleutée, maquis à Bruyère à balais, chênaies pubescentes, etc. aux étages méditerranéens. Cette espèce est fragile du fait de sa rareté, menacé par la plantation de résineux ou une fermeture excessive du milieu suite à l'abandon des pratiques agropastorales.		



Carte de localisation de la flore protégée
Commune de Tallard (05)

Réalisation Juin 2019 : C.Delétrée
Source : SILENE FLORE / Fond Ortho BING

Localisation des espèces végétales protégées



Localisation des espèces végétales protégées - Zoom sur Tallard et les zones urbaines environnantes

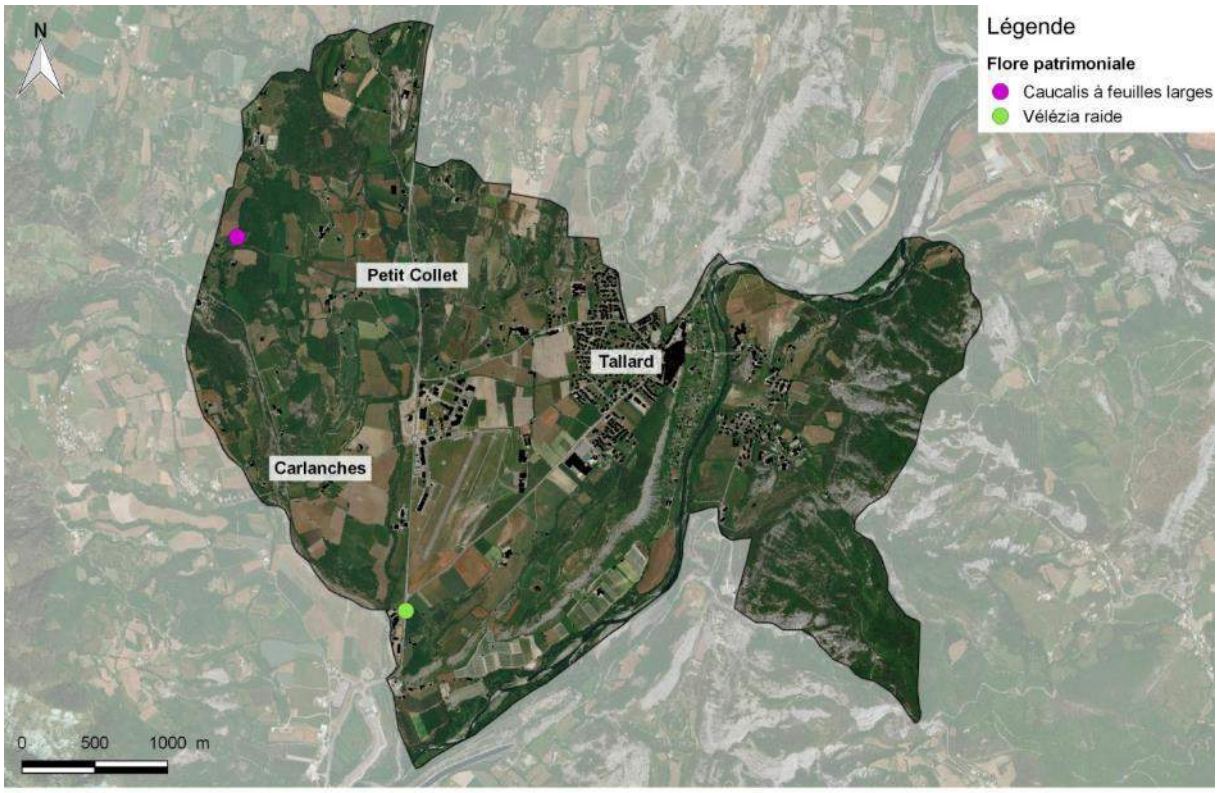
Outre les espèces protégées, plusieurs plantes patrimoniales (présentant un statut de conservation inquiétant en France) sont également citées sur la commune :



Le **Caucalis à feuilles larges** (*Turgenia latifolia*) **classé en danger** est une plante annuelle aux fleurs rouges que l'on rencontre dans les champs calcaires et argileux. La dernière donnée date de 1985 sur la commune.



La **Vélézia raide** (*Dianthus nudiflorus*), **quasi-menacée en France**, est une espèce se développant dans les garrigues et lieux arides du Midi jusqu'à la Drôme. Un pied identifié en 2012 au bord de la N85 sur une pelouse sableuse.

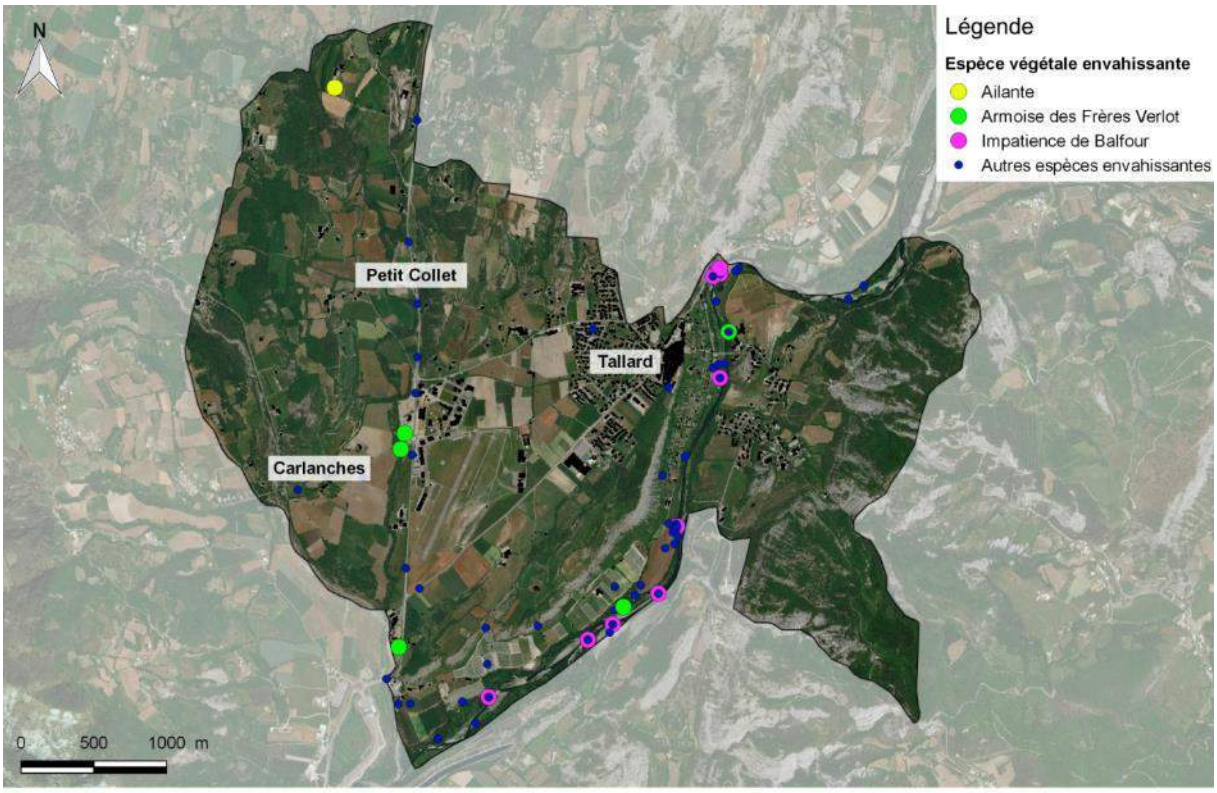


Localisation des espèces végétales patrimoniales

Les principaux enjeux floristiques sur la commune de Tallard **concernent une grande partie des différents milieux naturels** que l'on peut rencontrer sur la commune : champs, milieux thermophiles ensoleillés, zones humides…

Concernant les plantes envahissantes, la commune est concernée par de nombreuses espèces dont nous citerons notamment l'Impatience du Balfour (*Impatiens balfouri*), l'Armoise des Frères Verlot (*Artemisia verlotiorum*), l'Ailante (*Ailanthus altissima*)… Le Robinier faux acacia (*Robinia pseudoacacia*) est une espèce végétale envahissante qui présente une forte problématique en PACA. Sur la commune, cette espèce est très fréquente et représente des recouvrements pouvant être très importants et dominants, notamment au niveau des ripisylves des cours d'eau.

Ces espèces se développent préférentiellement dans des zones rudérales, secteurs récemment perturbés, dégradés, sur les bords de chemin et de route mais aussi le long des cours d'eau…



Localisation de la flore envahissante (hors Robinier pseudo-acacia qui est présent en abondance sur l'ensemble de la commune).

3.4. LA FAUNE

Sur la commune, la faune présente une bonne diversité pour tous les groupes.

Concernant l'avifaune, la liste rouge de PACA a été utilisée pour déterminer le statut de conservation des espèces sur la commune. On noter ainsi la présence de **2 espèces classées « Quasi-menacées », 5 espèces classées « Vulnérables ».** De nombreuses espèces sont protégées au niveau national mais ne présentent pas de statut de conservation inquiétant. La commune est également un secteur de passage migratoire important de part la présence de la Durance.

Les boisements sont le refuge d'une avifaune diversifiée : Buse variable (*Buteo buteo*), Pouillot de Bonelli* (*Phylloscopus bonelli*), Pouillot véloce* (*Phylloscopus collybita*), Sitelle torchepot* (*Sitta europaea*), Pic épeiche* (*Dendrocopos major*), diverses mésanges* (*Aegithalos caudatus, Cyanistes caeruleus, Parus major*…).

Les milieux ouverts et semi-ouverts, notamment les prairies et espaces agricoles, attirent de nombreuses espèces d'oiseaux tels que le Bruant zizi* (*Emberiza cirlus*), l'étourneau sansonnet* (*Sturnus vulgaris*), la Fauvette passerinette* (*Sylvia cantillans*), la **Perdrix rouge*** (*Alectoris rufa*) et le **Torcol fourmilier*** (*Jynx torquilla*), ces 2 derniers **classés quasi-menacés** en PACA, le **Tarier pâtre*** (*Saxicola rubicola*) ou encore le **Moineau friquet*** (*Passer montanus*), tous 2 **menacés vulnérables** en PACA. Ces milieux sont régulièrement survolés par des



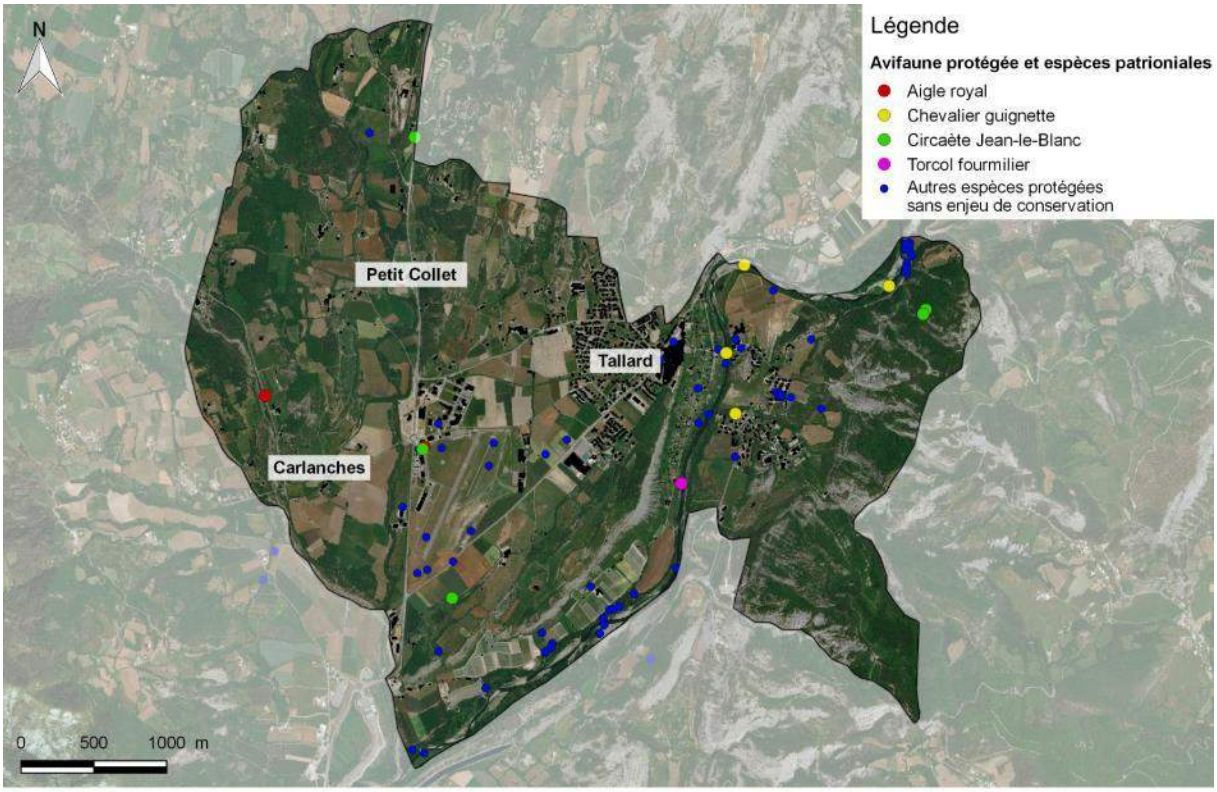
Aigle royal

rapaces patrimoniaux tels que l'**Aigle royal*** (*Aquila chrysaetos*) **menacé vulnérable** en PACA, ou encore le Circaète Jean-le-Blanc* (*Circaetus gallicus*). Ces 2 rapaces sont visés par la Directive Oiseaux Natura 2000.



Rémiz penduline

La **Durance** est un secteur important pour l'avifaune : couloir de migration pour de nombreux oiseaux et habitats d'espèces patrimoniales : le **Chevalier guignette*** (*Actitis hypoleucos*), et le **Grand cormoran*** (*Phalacrocorax carbo*) sont menacés vulnérable en PACA. La **Rémiz Penduline*** (*Remiz pendulinus*) est une **espèce disparue** de la région en nidification, elle a cependant déjà été observée sur la commune en 2017. Bien que disparue de PACA en tant que nicheur, la Rémiz penduline y est devenue un migrateur et un hivernant commun, spécialement en Camargue et dans les marais situés à l'est du Rhône, qui accueillent probablement l'essentiel des oiseaux hivernants en France (OLIOSO In LASCEVE et al., 2006). Elle se rencontre également le long de la vallée de la Durance et des autres grands cours d'eau favorables à la migration et à l'hivernage.



Carte de localisation de l'avifaune protégée et patrimoniale
Commune de Tallard (05)

Réalisation Juin 2019 : C.Delétrée
Source : SILENE FAUNE/ Fond Ortho BING

Localisation de l'avifaune protégée et patrimoniale



Alyte accoucheur (source Alsace-Nature)

Parmi les Amphibiens, trois espèces relativement communes ont été identifiées sur la commune : l'Alyte accoucheur* (*Alytes obstetricans*), le Crapaud commun* (*Bufo bufo*) et la Grenouille (*Pelophylax*). Aucune de ces espèces ne possède de statut de conservation inquiétant en PACA.

Concernant les Reptiles, les deux espèces recensées sont très communes dans la région : le Lézard des murailles* (*Psodarcis muralis*) et le Lézard à deux raies* (*Lacerta bilineata*). Bien que protégées, ces espèces ne sont pas menacées dans la région.

Chez les mammifères terrestres ou aquatiques, le **Castor d'Europe*** (*Castor fiber*) qui présente un enjeu de conservation fort en PACA et le **Campagnol amphibie*** (*Arvicola sapidus*), classé quasi-menacé sur la liste rouge de France, sont signalés le long de la Durance. Le Hérisson commun* (*Erinaceus europaeus*) et l'Ecureuil roux* (*Sciurus vulgaris*) sont également présents sur la commune mais ne possèdent pas de statut de conservation inquiétant en PACA.

La **Loutre d'Europe*** (*Lutra lutra*) est potentiellement présente sur la commune, en particulier au niveau de la Durance (des observations récentes (2017, 2018, 2019) ont été faites en amont et en aval de la commune, sur la Durance). Cette espèce en cours de recolonisation en région est protégée en France et en annexe II et IV de la Directive Habitats.

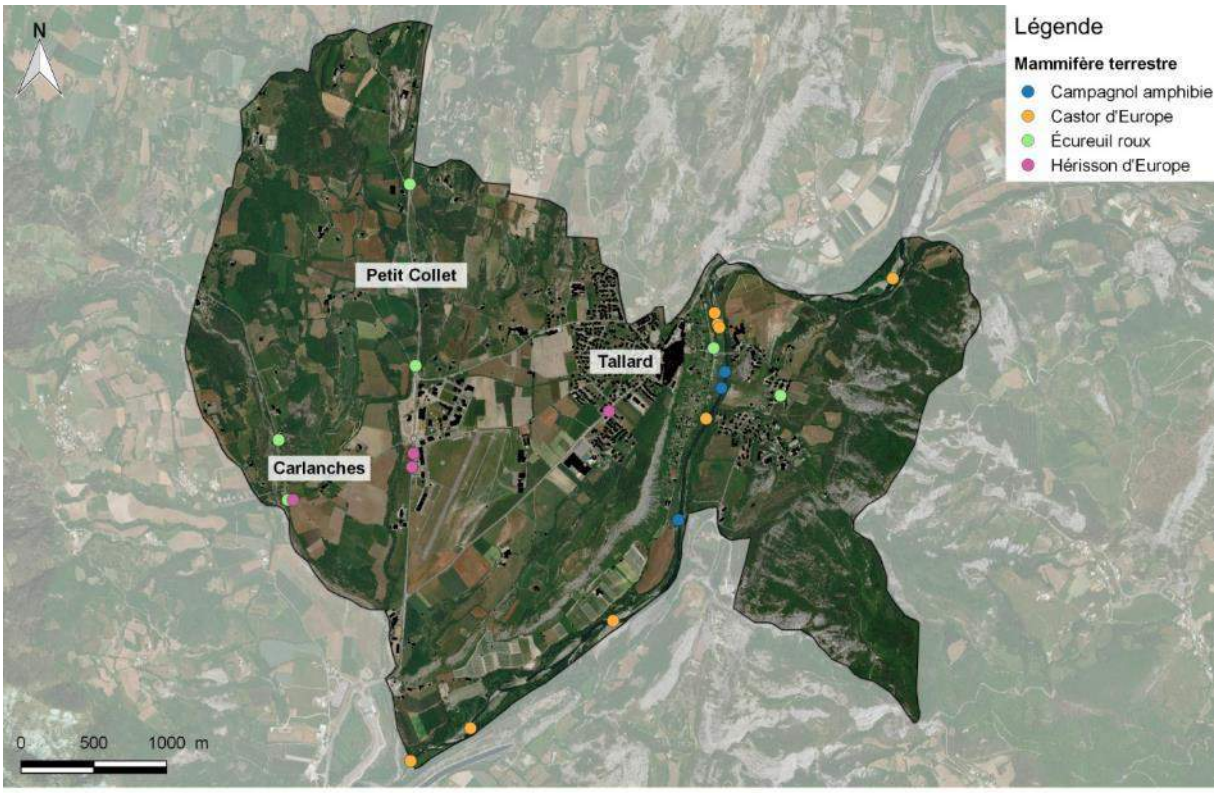


Grand rhinolophe

Chez les chiroptères, sont signalées sur la commune : le Vespère de Savi (*Hypsugo savii*), la Pipistrelle commune* (*Pipistrellus pipistrellus*) et la Pipistrelle de Kuhl* (*Pipistrellus kuhlii*), espèces non menacées en PACA. **Le Grand rhinolophe* (*Rhinolophus ferrumequinum*), enjeu de conservation très fort en PACA** et **le Petit rhinolophe* (*Rhinolophus hipposideros*), enjeu de conservation fort dans la région, sont signalés sur la commune**. Le Château de Tallard réunissait une colonie de Grand Rhinolophe, aujourd'hui disparue, où 300 individus avaient été comptés en 1981. Aucune donnée concernant des gîtes n'a pu être trouvée pour la commune. Néanmoins, la Durance joue un rôle très important dans le déplacement et de nourrissage pour de nombreuses espèces de chauves-souris.

Concernant les chiroptères, aucune donnée de géolocalisation précise n'est disponible pour la commune. Les données sont connues à l'échelle du territoire communal.

D'autres espèces sont connues pour côtoyer les zonages d'inventaire ZNIEFF ou règlementaire Natura 2000 et sont potentiellement présentes sur la commune comme le **Grand murin** (*Myotis myotis*) et le **Petit murin** (*Myotis blythii*) qui présentent des enjeux de conservation forts en PACA. Tous les chiroptères sont protégés en France.



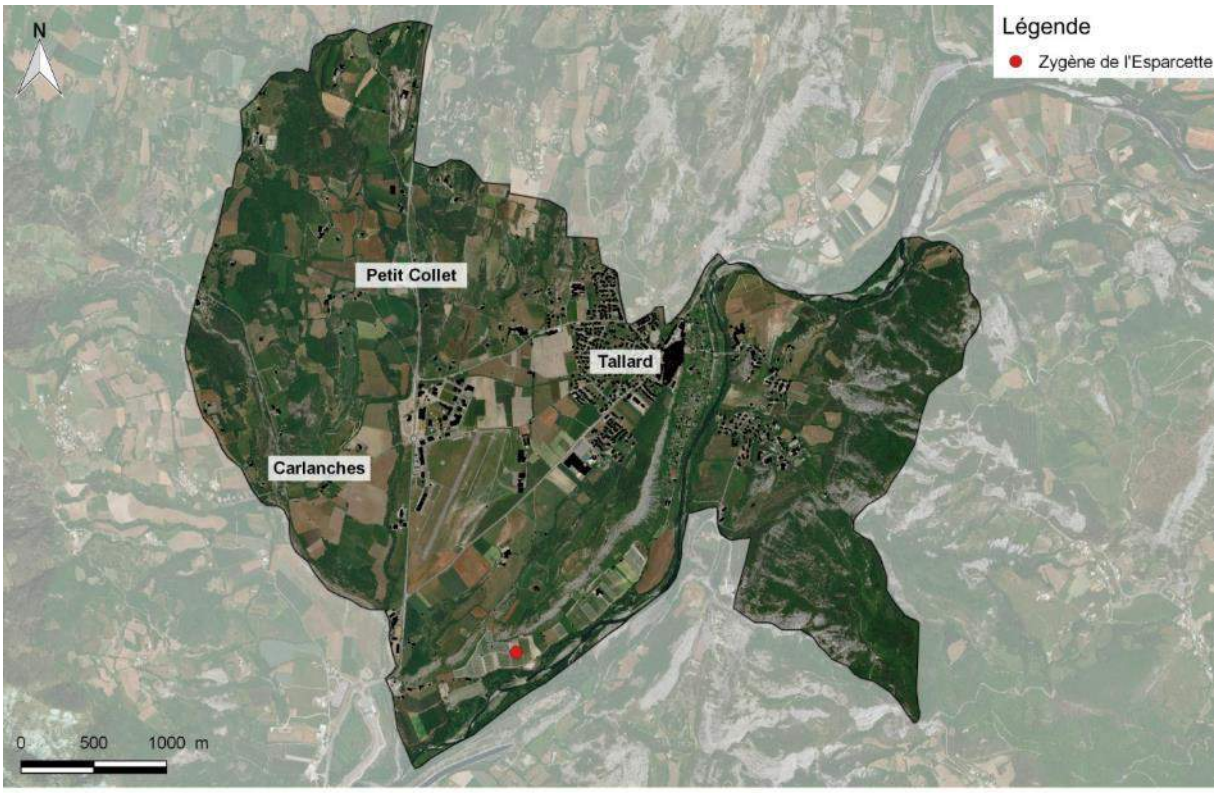
Localisation des mammifères protégés

Pour les Insectes, de nombreuses espèces de coléoptères, papillons, odonates et orthoptères sont mentionnées sur la commune. Notons en particulier la présence de :

- **Lucane Cerf-volant** (*Lucanus cervus*), grand coléoptère visé par l'Annexe II de la Directive « habitat » Natura 2000, l'espèce affectionne les haies arborées, les sous-bois et boisement riche en arbres vieillissants, elle est assez commune en PACA et ne présente pas d'enjeu de conservation important.
- **Zygène cendrée*** (*Zygaena rhadamanthus*) ou Zygène de la Dorycnie (sa plante hôte la plus commune) est protégée en France. C'est une espèce assez commune dans le sud de la France. Elle apprécie les zones calcicoles et thermophiles (coteaux secs, zones steppiques et prairies fleuries sèches).



Lucane Cerf-volant et Zygène de l'Esparcette



Localisation des insectes protégés

En conclusion, pour la faune, les enjeux de la commune concernent en particulier la Durance et ses milieux rivulaires, comme habitat (Castor, Campagnol amphibie, Loutre) mais aussi comme corridors de déplacement (chiroptères, Rémiz penduline, Chevalier guignette, …).

Les milieux ouverts et semi-ouverts ne sont pas connus pour présenter de nombreux enjeux patrimoniaux mais néanmoins, la mosaïque joue très probablement un rôle très important pour de nombreuses espèces (chauves-souris, Circaète-Jean-Le-Blanc, Aigle royal) et certains milieux ouverts sont favorables au Tarier pâtre.

3.5. RESEAU ECOLOGIQUE : TRAME VERTE ET BLEUE

3.5.1 LES OBJECTIFS ET COMPOSANTES DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

Pour survivre et résister aux agressions, une population d'espèce doit comprendre un effectif minimal. Elle doit donc disposer d'un territoire de taille suffisante lui permettant de réaliser la totalité de son cycle vital (alimentation ici, nidification là, repos ailleurs). La fragmentation des espaces naturels liée aux activités humaines constitue donc une forte menace pour les écosystèmes.

Dans le projet de loi portant engagement national pour l'environnement, dit Grenelle 2, la trame verte et bleue (TVB) a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité. Par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité (les réservoirs) et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient (les corridors), elle vise à favoriser les déplacements et les capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes, notamment dans le contexte de changement climatique.

La trame verte et bleue se veut également un outil d'aménagement du territoire. Cette approche amorce une profonde mutation dans le regard porté sur les territoires. Il ne s'agit plus d'opposer conservation de la nature et développement des territoires, mais de les penser ensemble. Ce changement traduit la prise de conscience récente des services rendus par les écosystèmes pour le maintien de l'activité économique et le bien-être des populations.

3.5.2 TRAME VERTE ET BLEUE AU NIVEAU REGIONAL : LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)

La constitution de la Trame Verte et Bleue nationale se fait à l'échelle de chaque région, via l'élaboration de schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) qui constituent de nouveaux documents dans la hiérarchie des outils de planification territoriale.

Le SRCE est élaboré conjointement par l'Etat (DREAL) et la Région.

La carte en page suivante indique comment le territoire communal s'inscrit dans le système de Trame Verte et Bleue régional. On constate notamment :

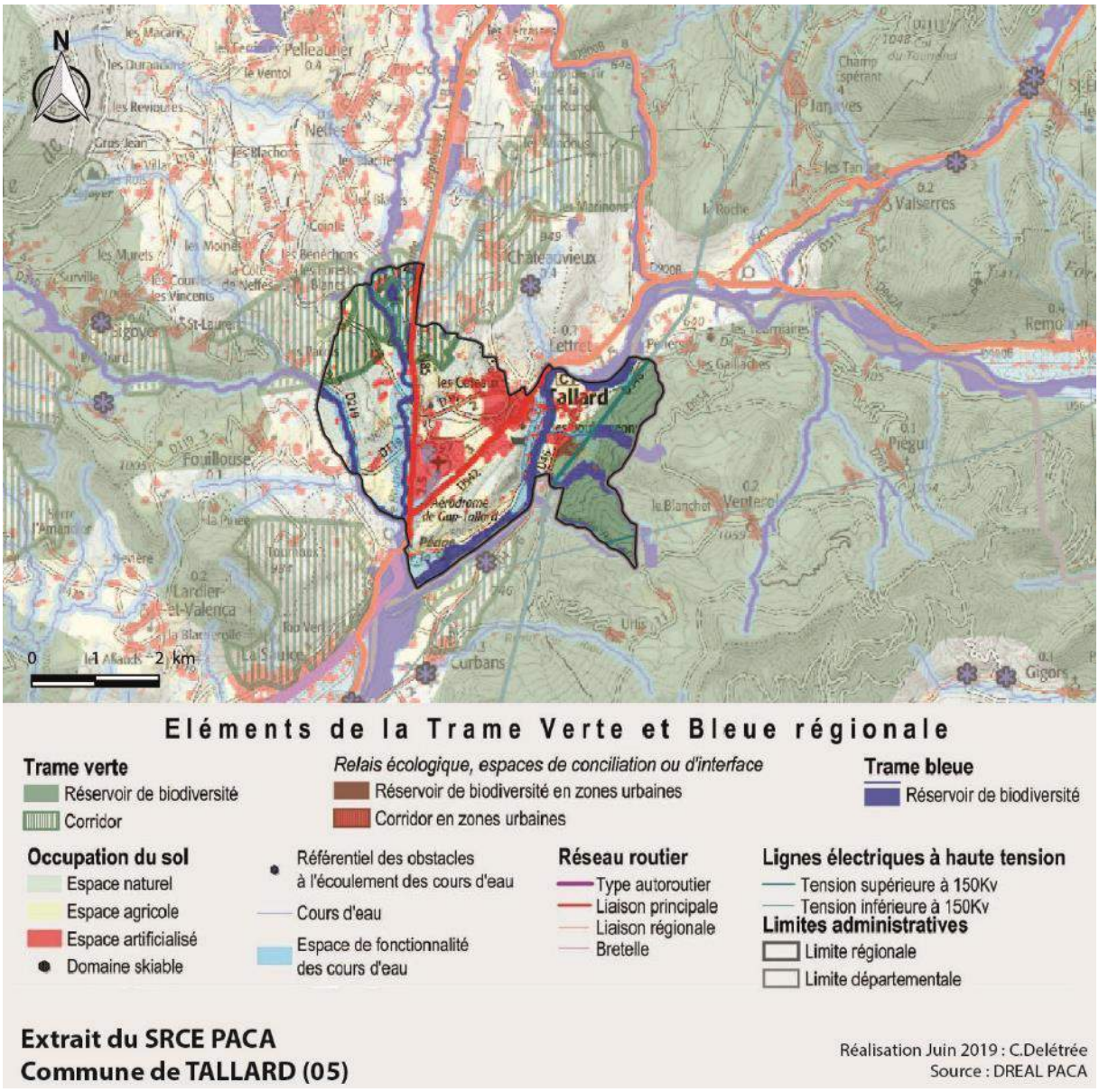
Trame verte :

- Des réservoirs de biodiversité reconnus sur l'est de la commune sur le massif de Boussac,
- Un corridor identifié à l'ouest

Trame bleue :

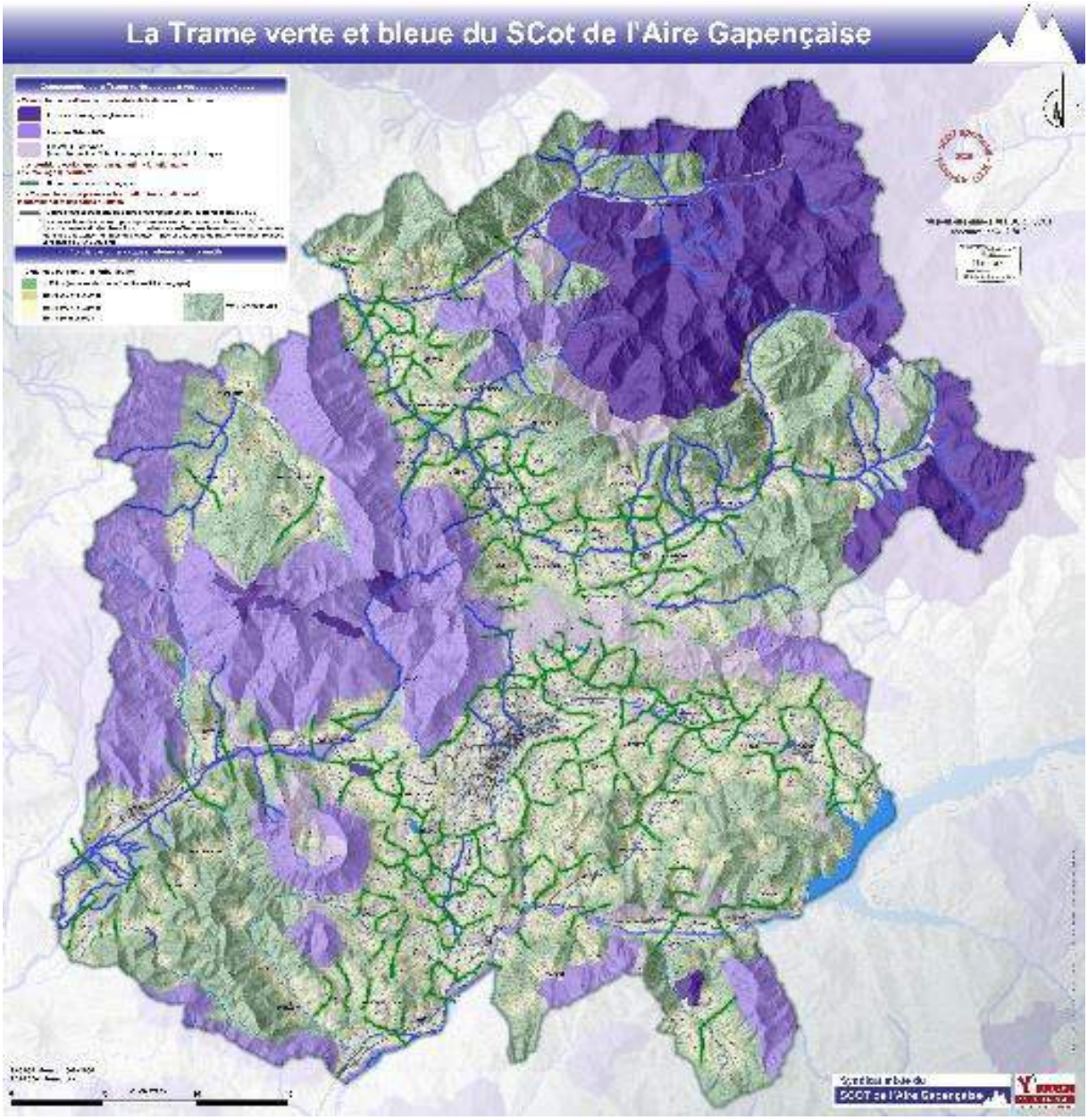
- Une trame bleue à préserver concernant les cours d' eau (la Durance, la Rousine et le Baudon notamment) reconnue comme réservoir de biodiversité.

La commune de Tallard est très urbanisée en son centre, les zones urbaines et différents réseaux routiers sont des secteurs très perturbés qui fragilise la Trame verte et bleue.

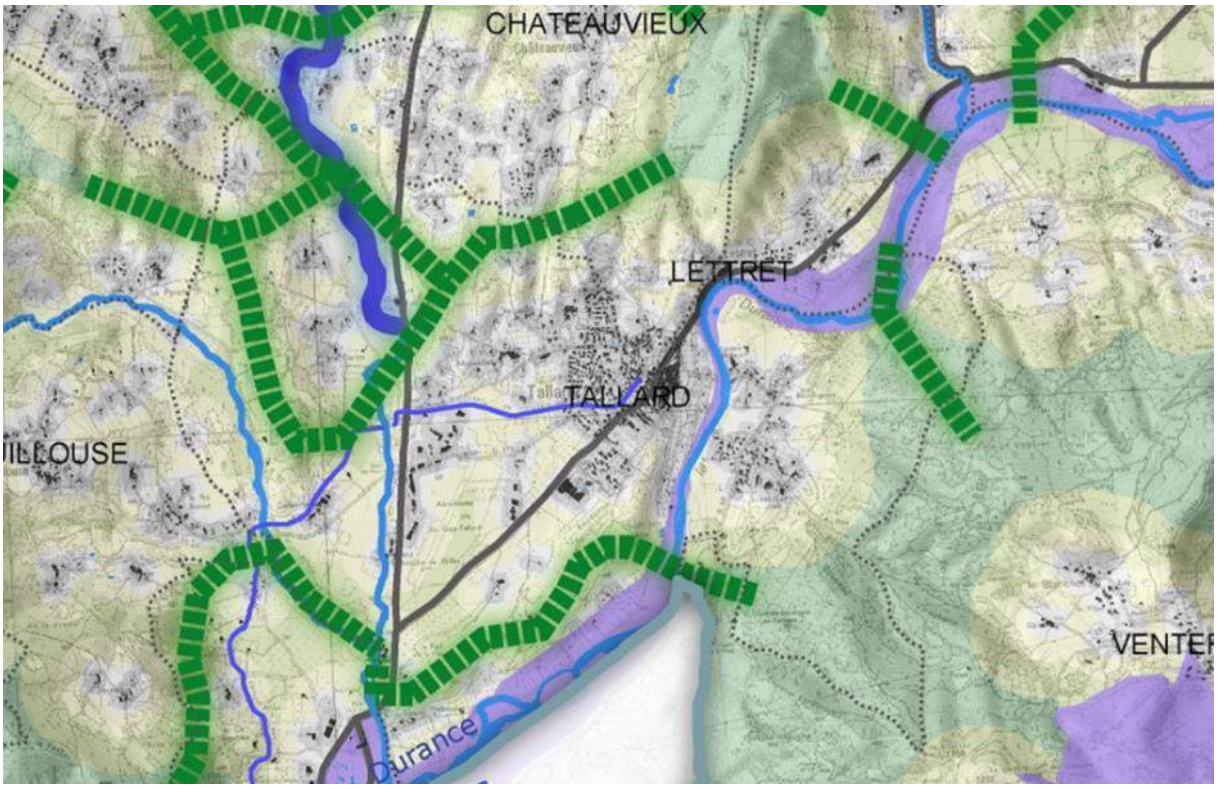


Extrait du SRCE PACA - Commune de Tallard

3.5.3 TRAME VERTE ET BLEUE AU NIVEAU INTERCOMMUNAL (SCOT)



Trame Verte et Bleue du SCot de l'Aire gapençaise



Zoom au niveau de la commune de Tallard – carte TVB SCoT Aire gapençaise

La Trame verte et bleue du SCoT de l'Aire gapençaise indique plusieurs enjeux pour la commune de Tallard :

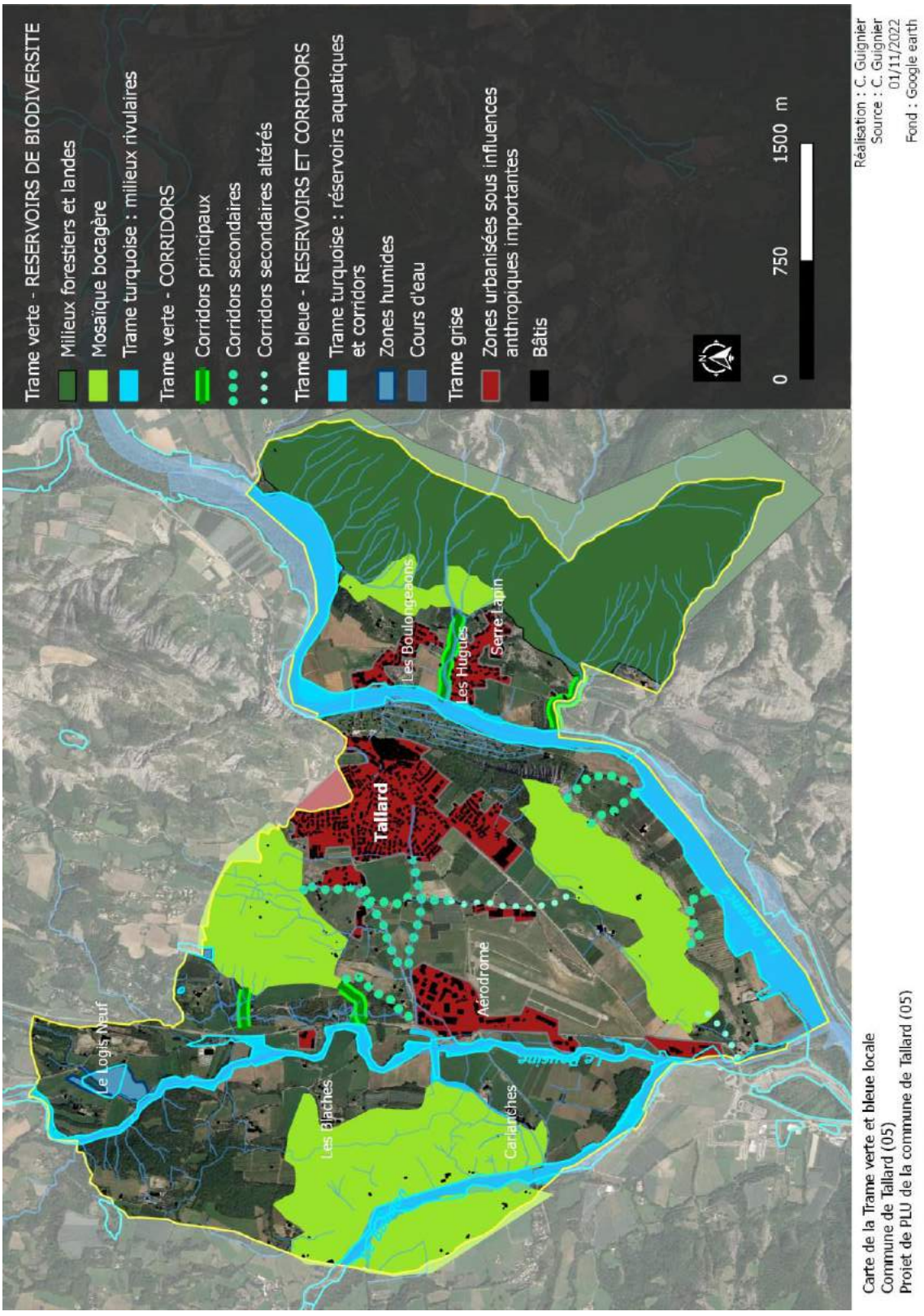
- Une zone de réservoir de biodiversité, définie par la Durance et ses milieux rivulaires,
- Le canal de Ventavon, le Rousine et le Baudon comme cours d'eau et tronçons de cours d'eau reconnus pour la Trame Bleue du SCoT (*attention, le SCoT spécifie que les zones humides ne sont pas représentées sur la trame verte en bleue du SCoT et que les documents d'urbanisme locaux doivent se référer à l'inventaire départemental des zones humides),*
- Quatre zones reconnues comme connexions d'intérêt écologique.

3.5.4 RESEAU ECOLOGIQUE COMMUNAL

L'analyse communale concernant la trame verte et bleue fait ressortir plusieurs points :

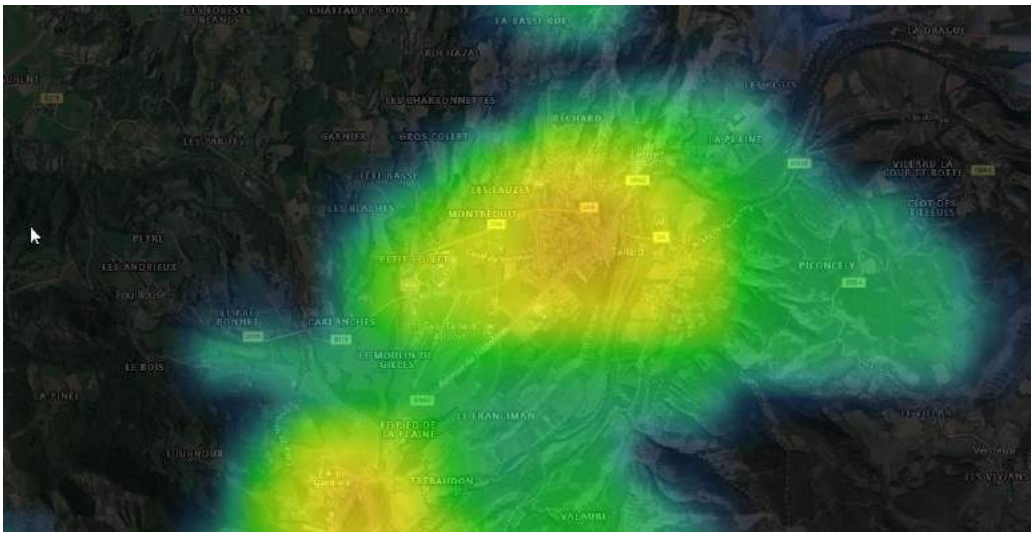
- Les milieux boisés de la partie Est (massif de Boussac) forment un continuum important, sans fragmentation marquée et cette formation s'étend au-delà des limites communales : cet ensemble est considéré comme un réservoir de biodiversité pour la trame verte,
- Quatre secteurs de mosaïques bocagères ont été identifiés. Ils sont constitués par une trame paysagère essentiellement agricole mais les pratiques sont majoritairement peu intensives, la présence de prairies naturelles et d'éléments tels que haies, petits boisements, petits cours d'eau est importante. Les plupart des pratiques agricoles sont ici favorables au maintien de cette mosaïque. Ces secteurs sont donc considérés comme réservoir de biodiversité pour la trame verte (mosaïque bocagère).

- Les cours d'eau de la Durance, du Baudon et du Rousine sont des éléments très importants pour la fonctionnalité écologique locale et même au niveau d'un territoire beaucoup plus large, en particulier pour la Durance. Ces cours d'eau et leurs rives sont dans un état de conservation assez favorable sur la commune même si certains secteurs sont plus contraints par l'urbanisation (en particulier pour le Rousine, à l'approche de la zone de l'aérodrome et la RN85). Ces milieux sont à la fois des réservoirs de biodiversité importants mais également des corridors écologiques fortement fonctionnels, que ce soit pour les espèces terrestres, aquatiques ou aériennes.
- Quatre corridors principaux ont été identifiés : ils permettent de relier des zones de réservoirs entre elles :
    - Au niveau du Gros Collet, au sud des Charbonettes et au niveau du Dessous le Gros Collet : ces deux corridors est/ouest permettent de lier le réservoir de mosaïque de coteaux et de plateaux au-dessus de Tallard (au nord) au Rousine. Ces corridors sont coupés perpendiculairement par le RN85 mais leur fonctionnalité est évaluée comme restant importante,
    - Entre le réservoir boisé du massif de Boussac et la Durance (axe est/ouest) : ces deux corridors ont un rôle important permettant de connecter deux ensembles fonctionnels notables. Celui le plus au sud, en limite communale, est renforcé par la présence du Riou Pierroux. Ici l'influence anthropique reste peu notable. Celui le plus au nord passe entre les Boulongeons et Les Hugues, deux secteurs urbanisés de la commune et correspond au tracé du torrent de Gastinel. Ici l'influence anthropique est plus marquée.
- Enfin, différents corridors secondaires ont été identifiés, en partie au niveau de la plaine centrale. Les fonctionnalités de ces corridors peuvent être réduites à dégradés, en particulier aux abords de l'aérodrome et au niveau des secteurs les plus urbanisés. A noter ici le rôle pouvant être marqué des canaux d'irrigation comme le canal de Ventavon qui pénètrent la zone urbanisée de Tallard.

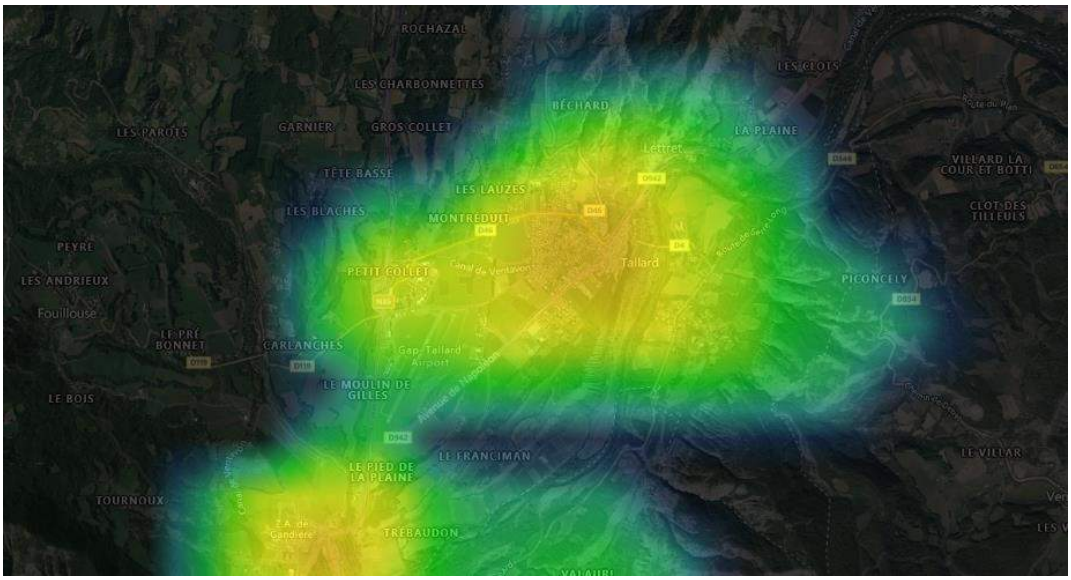


TVB locale

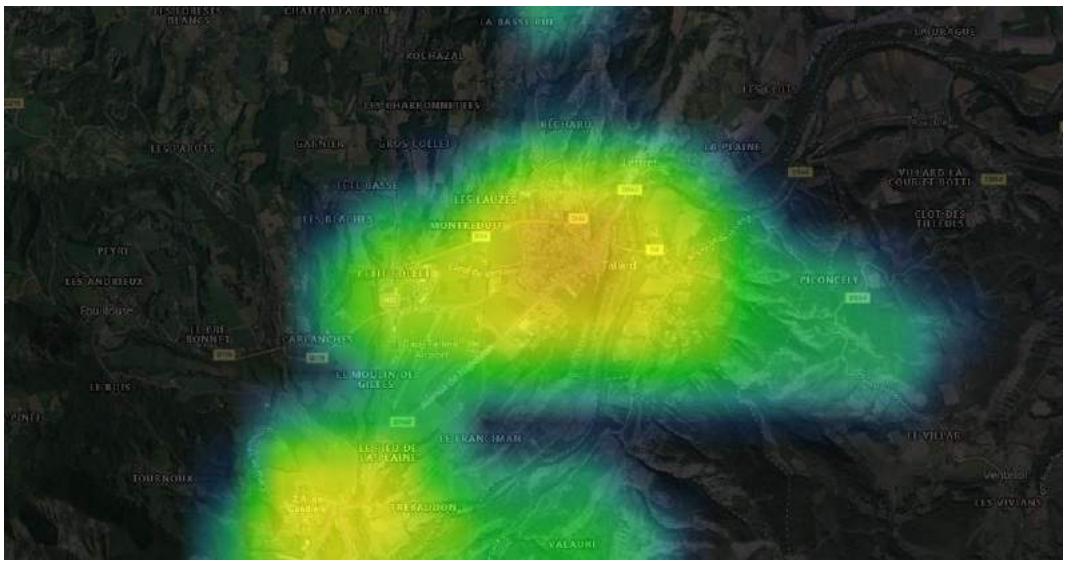
Concernant la trame noire, la pollution lumineuse engendrée par les zones urbanisées de Tallard reste très notable même si l'on constate une évolution positive entre 2018 et 2021, notamment au niveau de l'intersection entre la RN85 et la D942, en bout de l'aérodrome et au niveau des coteaux boisés du massif de Boussac. Elle reste néanmoins très notable au niveau des principaux corridors et notamment au niveau de la Durance.



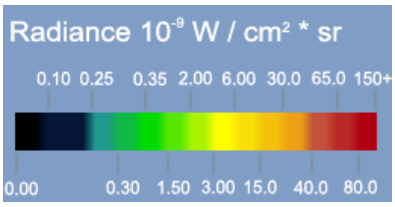
VIIRS 2018 (source lightpollutionmap)



VIIRS 2020 (source lightpollutionmap)



VIIRS 2021 (source lightpollutionmap)



Valeurs de représentation pour la radiance pour les 3 cartes précédentes.

Les principaux facteurs de dégradation des fonctionnalités écologiques sur la commune sont l'étalement de l'urbanisation, l'augmentation de l'influence anthropique au niveau des bords de cours d'eau (notamment du fait de l'augmentation de la pollution lumineuse pour la trame noire) et en particulier au niveau de la Durance, du Rousine et du canal de Ventavon, les mises en culture plus intensives avec la suppression des haies et des zones rudérales entre les cultures, l'augmentation de la fréquentation au niveau des deux voies principales qui traversent la commune (RN85 et D942).

3.6. SYNTHESE DES ENJEUX ECOLOGIQUES

Habitats naturels	Intérêts écologiques	Enjeux de conservation
Zones humides, ripisylves, cours d'eau	• Forte valeur patrimoniale (habitats, espèces), rôle important pour la diversité faunistique et floristique • Habitats à préserver de par la nature des services rendus (dont maintien des berges, régulation des crues et épuration de l'eau) • **Forte responsabilité** de la conservation d'un corridor écologique fonctionnel d'importance régional : La Durance • Habitats protégés par la loi	Majeur à fort
Zones agricoles bocagères	• Participent en tant que réservoirs de biodiversité ou corridors aux fonctionnalités écologiques du territoire, • Favorable au développement d'espèces patrimoniales	Modéré
Boisements	• Participent en tant que réservoirs ou corridors aux fonctionnalités écologiques du territoire	Réduit à modéré

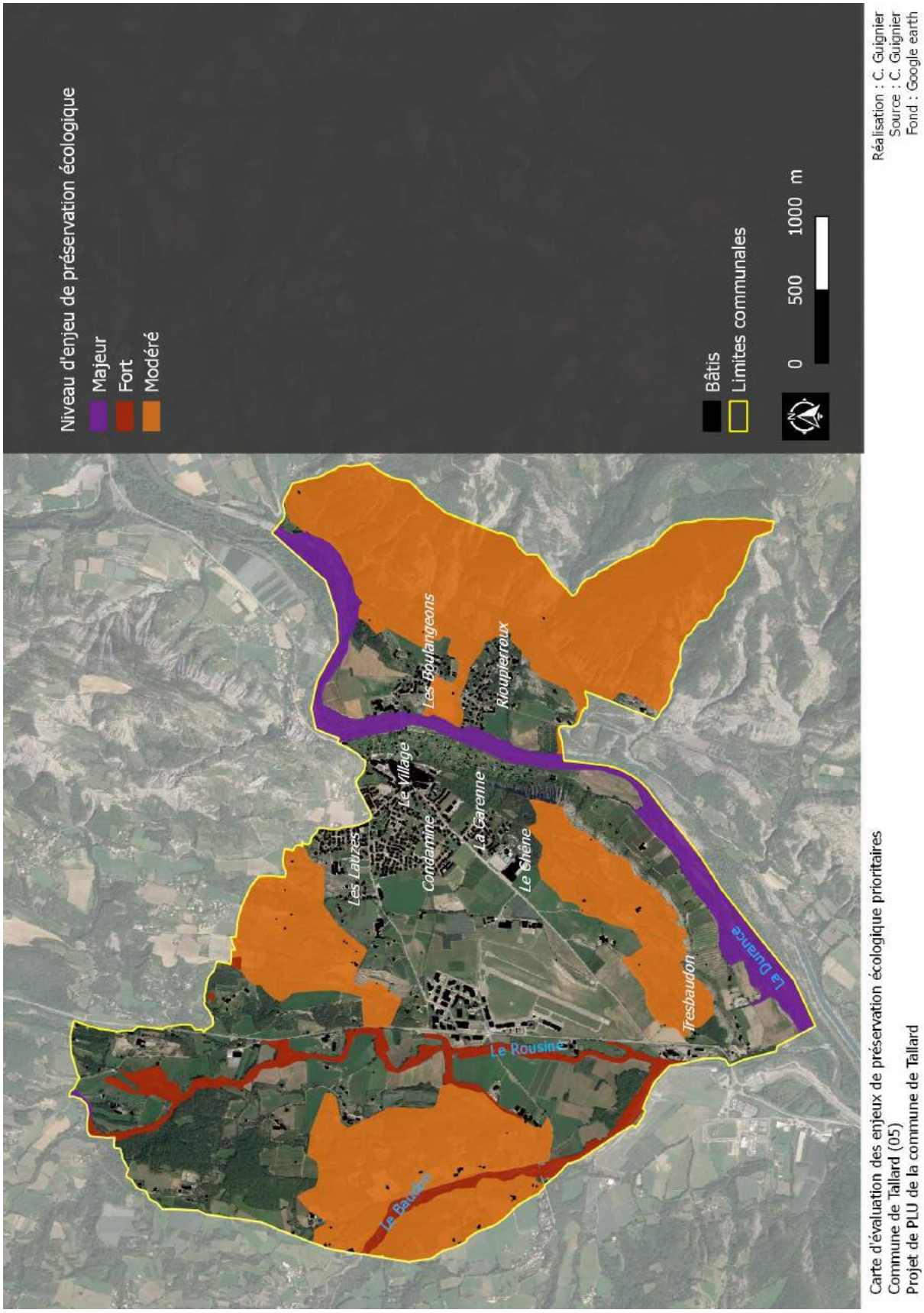
Les enjeux pour la commune concernent en particulier les cours d'eau : Durance, Rousine, Baudon et les zones humides d'une façon générale. L'enjeu pour la Durance est d'autant plus important que son cours d'eau passe à proximité des principales zones urbanisées (Tallard, Les Boulongeons).

Par ailleurs, les zones agricoles de type bocagères, reliées aux boisements de la commune, représentent un intérêt important dans la fonctionnalité écologique du territoire (déplacement des espèces, nourritures, reproduction).



Zone bocagère en partie ouest de la commune

La carte suivante localise les zones à enjeux de préservation écologique prioritaires.



Evaluation des enjeux de préservation écologique et prioritaires

CHAPITRE .2 : ENVIRONNEMENT HUMAIN

1. EVOLUTION URBAINE

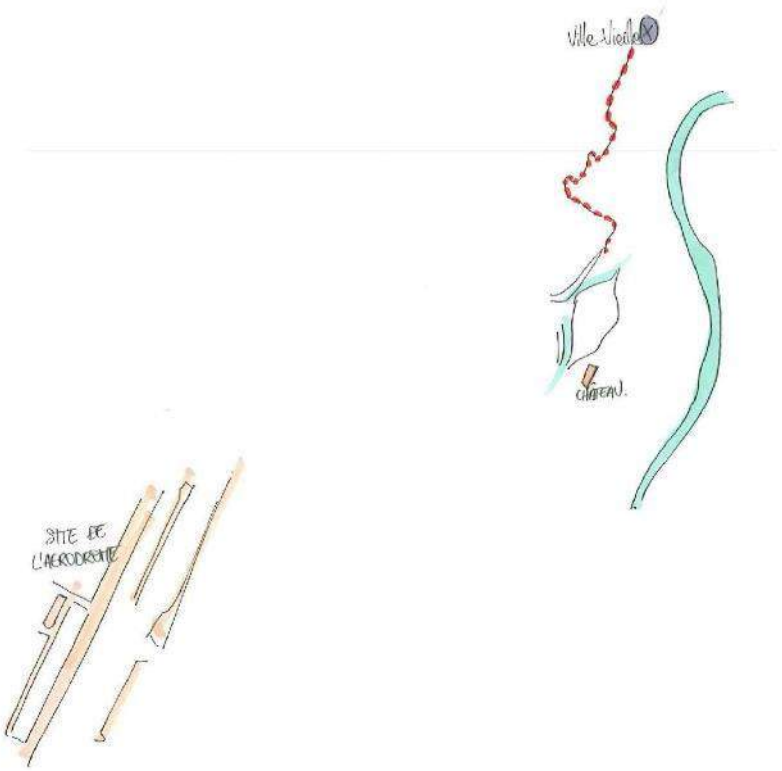
1.1. HISTOIRE DE LA COMMUNE

Source : diagnostic de l'AVAP/SPR - Scala architecte du patrimoine

1.1.1 PREMIERE IMPLANTATION VILLAGEOISE A TALLARD

La découverte au XIXème siècle d'un dolmen à proximité de l'aérodrome actuel témoigne de la présence dans le secteur de population celte sous l'antiquité.

Plus tard, il est fait mention de Tallard dans certains textes du VIIIème siècle, sur une colline appelée « Vieille Ville » au nord du village actuel, Tallard signifiant « Haute Terre ».



Source : diagnostic de l'AVAP/SPR - Scala architecte du patrimoine

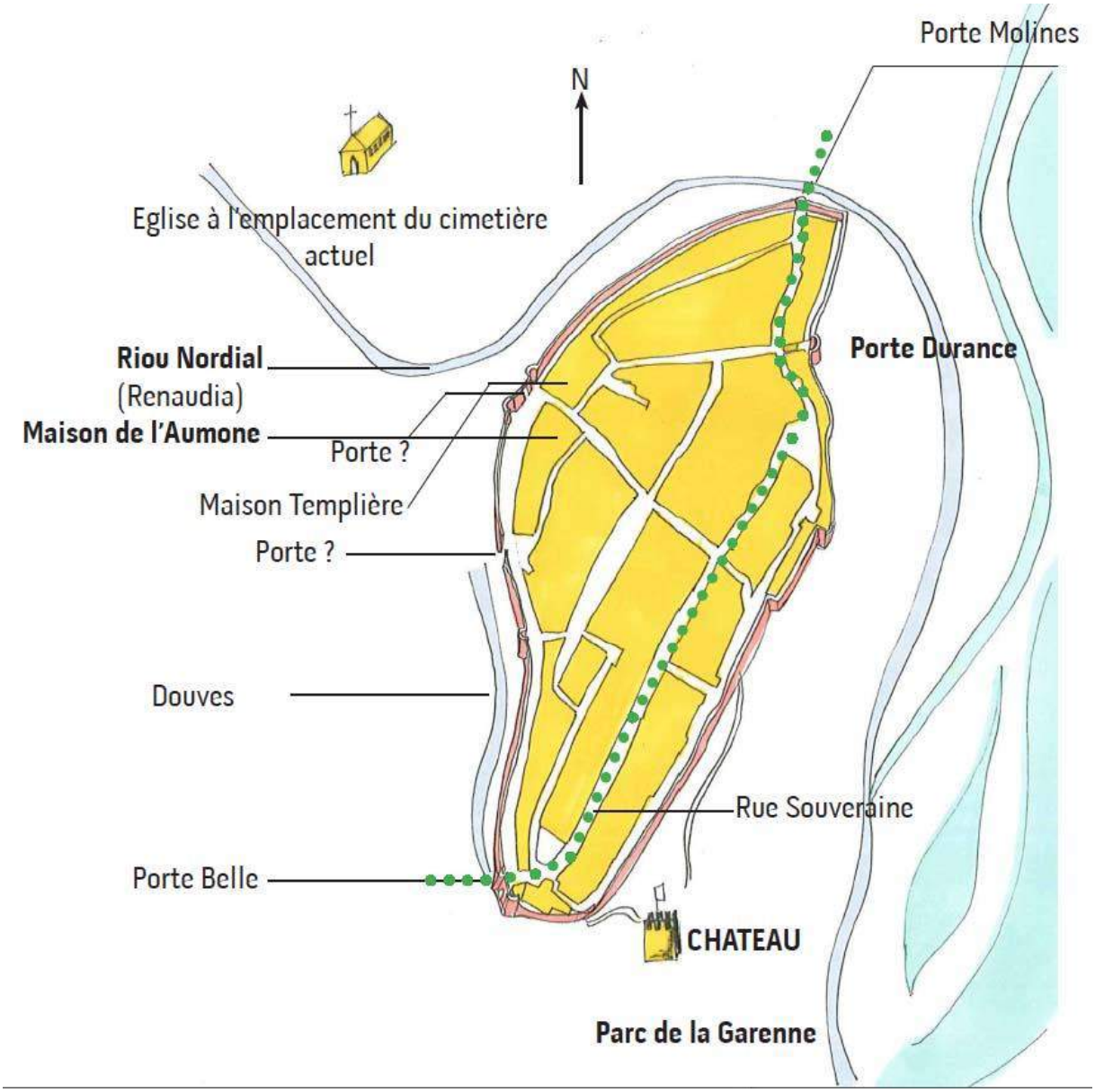
1.1.2 TALLARD PERIODE MEDIEVALE ET RENAISSANCE

Sous la protection des Princes d'Orange, au Xème siècle, après le départ des Sarrazins, les habitants vont descendre progressivement dans la vallée et installer durablement le village que l'on connaît aujourd'hui sous la protection du point fortifié établi auparavant.

Le village médiéval se développe à flanc de coteaux, à l'intérieur d'épaisses murailles au cours du XIIIème siècle, comme en témoigne la porte Durance, seul vestige de cette enceinte.

Il est bordé d'un ruisseau au nord, le Riou Nordial (aujourd'hui Renaudia rue Barry) et d'une douve (le Fossé, actuelle rue Jacques Bonfort, comblé peu à peu au XVIIème siècle)

assurant la défense des murailles. L'actuelle rue Souveraine sera l'axe principal de transit du bourg jusqu'au XVIIIème.



Source : diagnostic de l'AVAP/SPR - Scala architecte du patrimoine

1.1.3 L'EVOLUTION DU CHATEAU

Les Terres de Tallard sont cédées en 1215 par les princes d'Orange aux Chevaliers de Saint Jean de Jerusalem, ces derniers vont établir une commanderie à Tallard.

C'est le propriétaire suivant du château, Arnaud de Trian, premier seigneur de Tallard, qui va développer une imposante forteresse à partir d'un édifice probablement existant (hypothèse qui serait à confirmer par des fouilles dans la cour et le sol du grand logis - extrait de l'étude préalable à la restauration du grand logis et la fin des consolidations - F.Botton - ACMH OCT 1992)

Bernardin de Clermont, son descendant, époux d'Anne de Husson Comtesse de Tonnerre, riche héritière, agrandira encore le château au XVème siècle accueillant la salle du corps de gardes, la chapelle Seigneuriale, le châtelet d'entrée et fera aménager le parc de la Garenne.

1.1.4 LES PARTAGES HISTORIQUES DU TERRITOIRE

Au cours de l'Histoire, le territoire est partagé entre différents Duchés et Comtés qui ont marqués les Hautes Alpes par leurs influences culturelles, architecturales et leurs pratiques de l'espace.

Le territoire des Hautes Alpes appartient jusqu'en 1209, en grande majorité au Comté de Forcalquier, plus tard rattaché au Comté de Provence.

Au-delà, le territoire devient propriété du Dauphiné qui marque culturellement le territoire.

Les Influences provençales et piémontaises sont renforcées par les migrations hivernales des Hauts-alpins vers le Comtat, la Provence, les vallées piémontaises et la plaine Lombarde.

1.1.5 LE XVIIIEME SIECLE A TALLARD

Cette période est marquée par la constitution progressive de la ville.

Le tissu urbain a évolué, les remparts ont disparu mais certains vestiges subsistent (la porte Durance, le Fossé...) Le bâti se développe dans le coeur de ville comme en témoigne notamment de nombreuses datations de portes et immeubles. A cette époque cependant, le château est en ruines et à l'abandon.

Jusqu'au XVIIIème siècle, les maisons sont adossées aux remparts.

La rue du Barry est occupée en partie par le Renaudia qui empêche le développement de l'urbanisation à l'extérieur de l'enceinte.

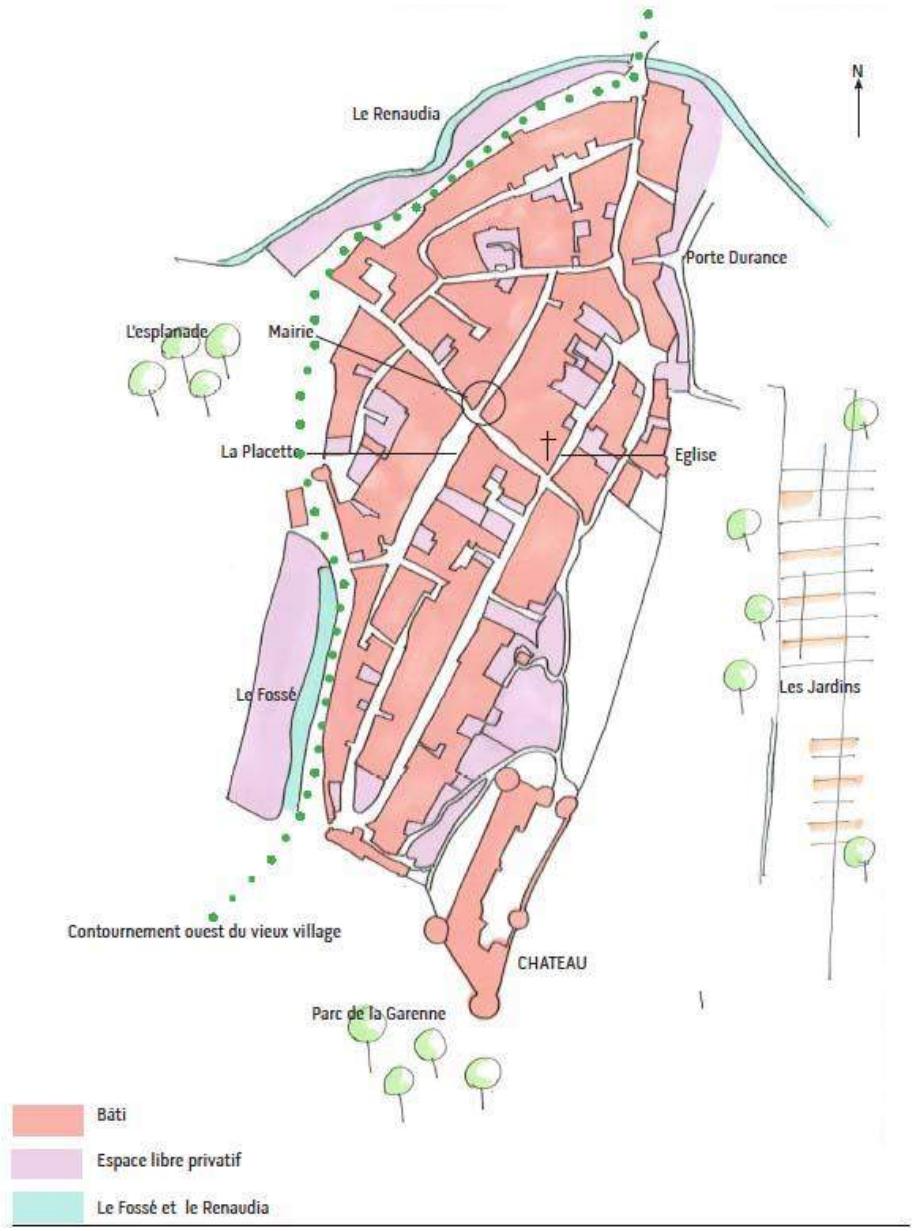
Le Fossé, ancienne douve d'enceinte dans l'actuelle avenue Jacques Bonfort, contient également l'urbanisation à l'Ouest.

La voie principale de transit contourne Tallard à l'ouest avec la création d'une esplanade.

Dès 1793, l'endiguement progressif de la Durance est amorcé et se poursuivra jusqu'au XIXème siècle, permettant notamment de reconquérir la plaine à l'Est et de mettre en place progressivement les jardins au pied de l'éperon rocheux du château.

A la fin du XVIIIème siècle, Tallard regroupe plusieurs hameaux, Les Boulangeons, le Logis Neuf et Pieux Haut et les quartiers et lieux dit comme le Franchiment, Les Hugues, Les Parots...

L'hôtel de ville se situe en 1822 au 1er étage d'une maison située à l'angle de la rue Chevalerie et de la rue du Mazel, qui abritait une boucherie, triperie au rez-de-chaussée. La placette devient naturellement une extension de l'hôtel de ville lorsque le nombre de participants est trop important pour être accueillis au sein du bâtiment. En 1855, l'Esplanade est aménagée comme aire de battage durant les moissons.



Source : diagnostic de l'AVAP/SPR - Scala architecte du patrimoine

1.1.6 LES FAUBOURGS DE LA FIN DU XIXEME SIECLE

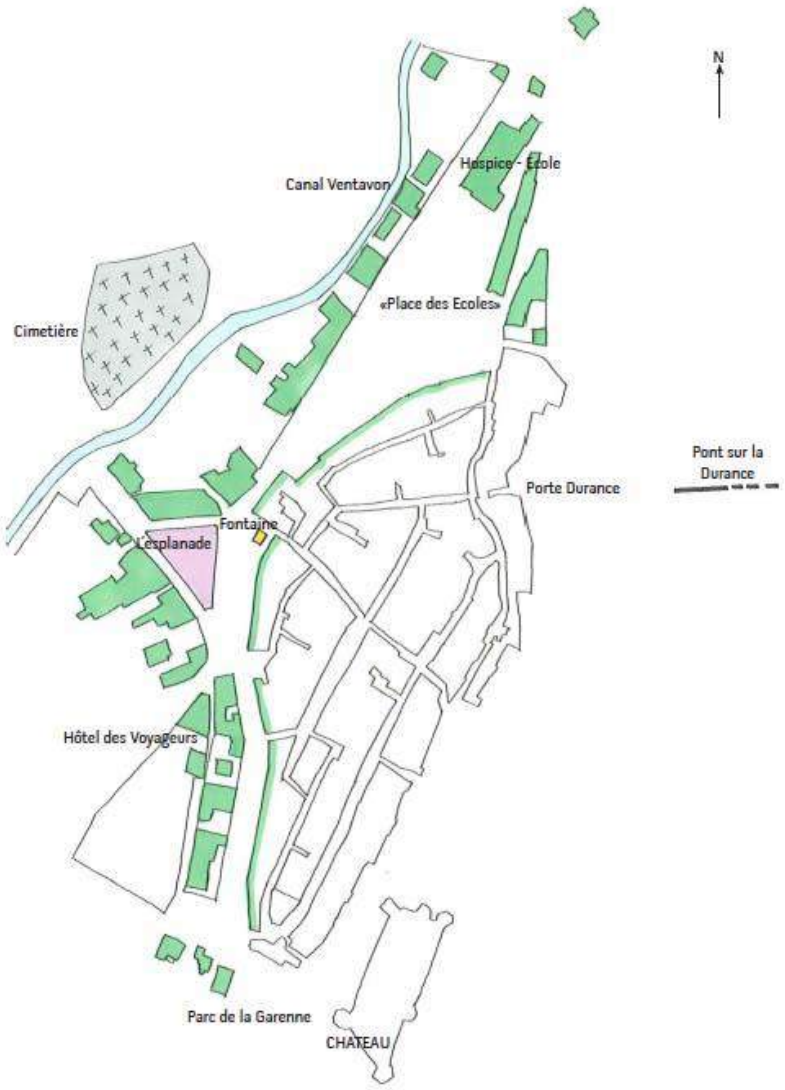
Les travaux liés au Renaudia, rue du Barry, et la suppression de la douve appelée le Fossé, actuelle rue Jacques Bonfort, permet au développement urbain de se prolonger progressivement sur les contours du centre ancien.

La Placette est le cœur commerçant de Tallard, les habitants se regroupent autour sur cette rue, autour notamment d'un puits qui sera bouché au cours du XIXème siècle.

Le bâtiment de l'actuelle mairie, construit en 1870, hospice puis école, s'implante dans ces faubourgs nouvelle- ment construits devant un grand espace public ouvert, espace de foire qui portait auparavant le nom de « place des Ecoles ».

Des bâtiments plus cossus prennent place le long de ce nouveau front bâti, le cœur du village se déplace progressivement vers l'Esplanade.

Un pont est construit sur la Durance à la place du Bac existant.



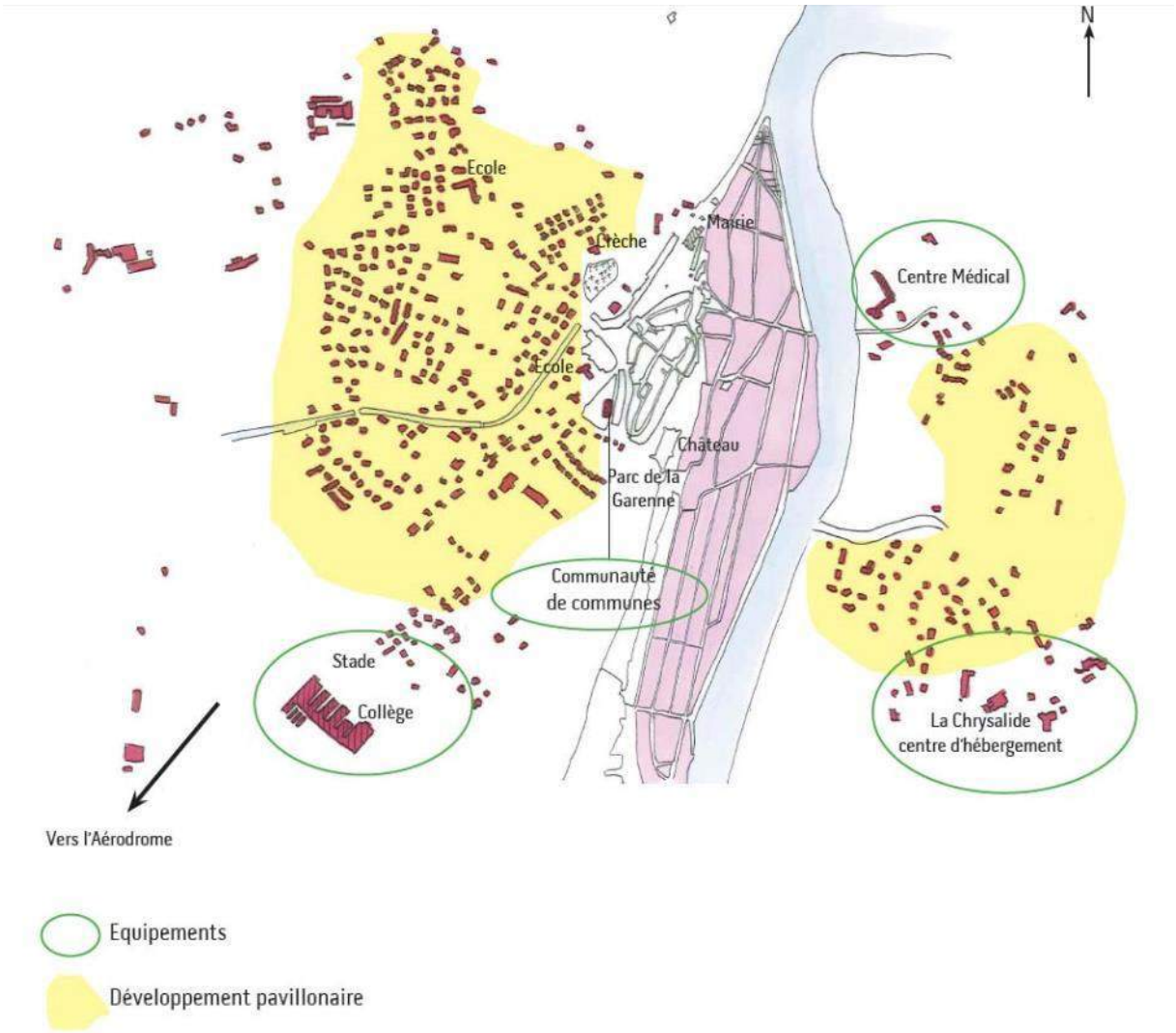
Source : diagnostic de l'AVAP/SPR - Scala architecte du patrimoine

1.1.7 TALLARD AUJOURD'HUI

L'implantation des nouvelles habitations, grignotent progressivement les terres agricoles essentiellement à l'ouest du village, dans la plaine.

L'Esplanade devient progressivement le nouveau cœur du village et prend le pas sur la Placette, au moment où les commerces s'installèrent hors les murs, sur cet espace, fort lieu de passage et de halte sur la route des Alpes.

Le parc de la Garenne devient site classé le 8 mars 1958, le château et le bourg site inscrit le 10 octobre 1966.



Source : diagnostic de l'AVAP/SPR - Scala architecte du patrimoine

1.2. EVOLUTION DES HAMEAUX

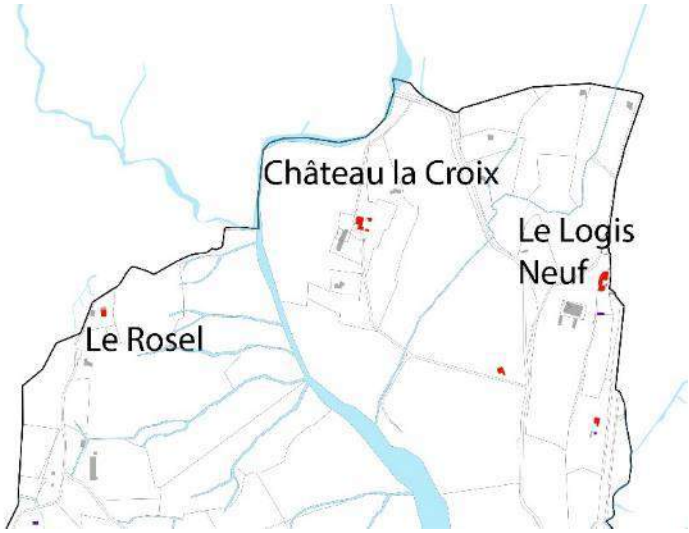
La commune se compose d'un noyau villageois historique situé en bordure de la Durance et le reste territoire était occupé par une douzaine de fermes isolées.

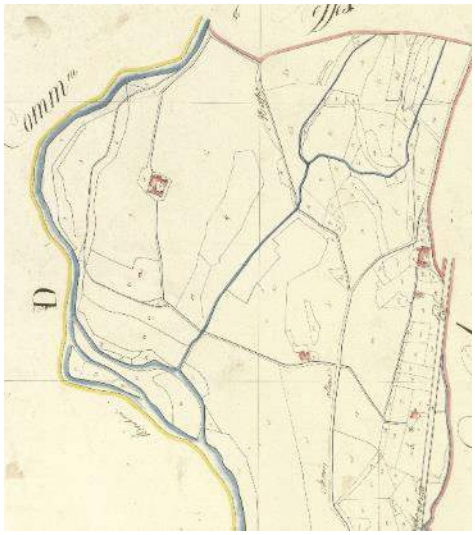
Ainsi, le bâti que l'on trouve en dehors du village est peu nombreux, ce sont des fermes qui datent pour la plupart du XVIIIe et XIXe siècles.

Le château du Logis situé au Nord de la commune constituait un petit « arrière-fief » des seigneurs de Tallard. Il existait dès le XIVe siècle.



Les principaux lieudits occupés sur le cadastre napoléonien





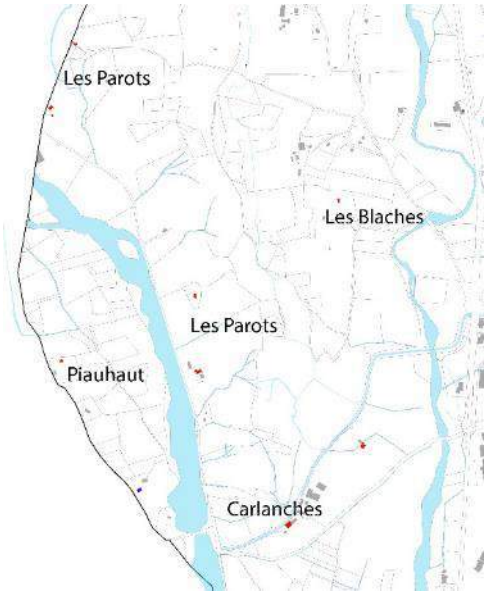
Au nord de la commune le bâti existant sur le cadastre napoléonien correspond au Château la Croix, petit « arrière-fief » des seigneurs de Tallard dont la présence est attestée à partir du XVe siècle. Il est implanté en position dominante ouvrant sur un vallon qui devait constituer un vaste domaine agricole. Son organisation en U formée par un corps de bâtiment principal et deux ailes flanquées de tours symétriques témoigne d'une volonté d'embellissement pouvant dater du XVIIIe siècle.

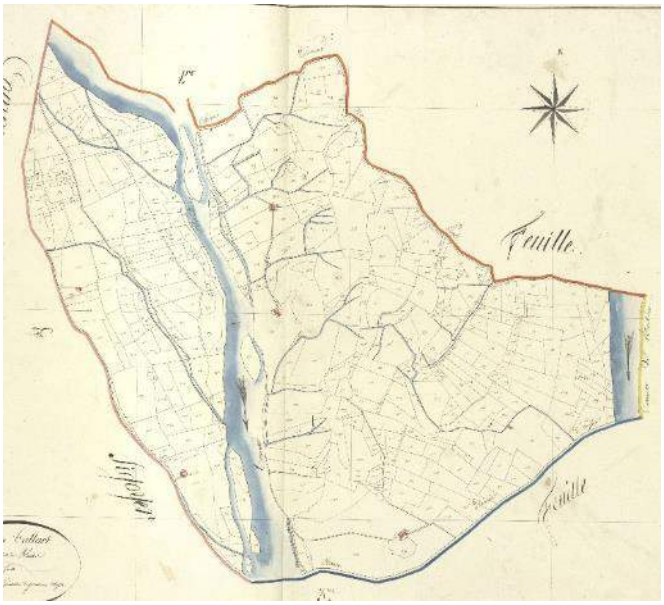


Château Lacroix – Source : A.Raphaneau

L'ensemble de bâtiments du Logis Neuf forme une vaste exploitation agricole. Son implantation et sa toponymie laissent supposer une création nouvelle du XVIIIe siècle en lien avec l'aménagement de la route, pouvant faire office d'auberge.

Le Rosel apparait comme une ferme isolée située sur les hauteurs du vallon du Rousine.



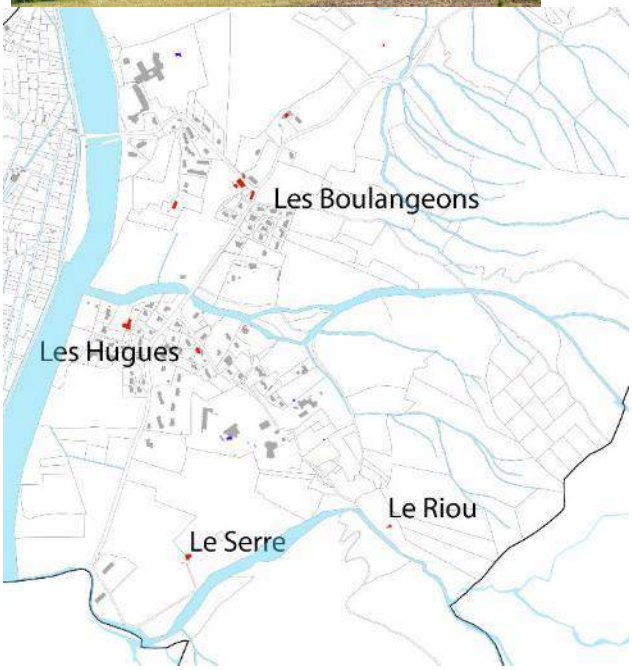


La plus grande densité de bâti en dehors du bourg se trouve dans la partie ouest de la commune, dans les vallons du Rousine et du Baudon. Le cadastre napoléonien révèle une dizaine de fermes réparties de manière homogène. Parmi le bâti actuel, on retrouve l'architecture vernaculaire datant principalement du XVIIIe siècle mais généralement fortement remaniée. Il s'agit d'une architecture simple, composée d'un bâtiment principal de plan rectangulaire avec une couverture à 2 pans, et d'une annexe (les Parots, les Blaches.

Des constructions neuves ou des transformations du XIXe siècle ont progressivement formé des domaines agricoles qui rassemblent une maison d'habitation (dont l'architecture peut être élaborée : ordonnancement de la façade, toiture en croupe, ornements, pigeonnier) séparée de plusieurs annexes agricoles (Carlanches, Garnier).









Constructions dans le domaine agricole – Source : A.Raphaneau

La rive droite de la Durance forme un petit plateau entre la rivière et les reliefs plus abrupts du Gastinel. Comme en témoigne le cadastre napoléonien, quelques fermes sont implantées dès le XVIIIe siècle, pouvant jusqu'à former un petit hameau (Les Boulangeons) ou plus généralement des fermes isolées dont l'importance décline en fonction de l'altitude. Elles apparaissent plus modestes que dans le reste de la commune. On retrouve aujourd'hui ces bâtiments, fortement transformés et dont les abords ont été urbanisés de sorte qu'elles sont aujourd'hui peu perceptibles.





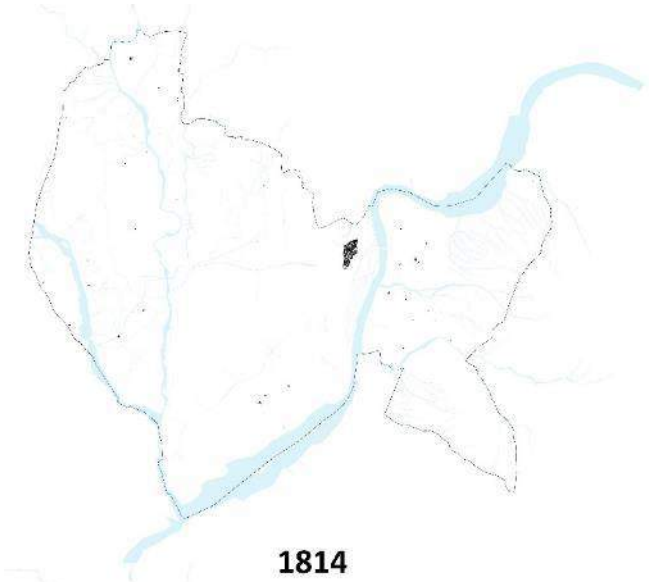

Rive droite de la Durance – Source : A.Raphaneau

1.3. EVOLUTION DE LA TACHE URBAINE

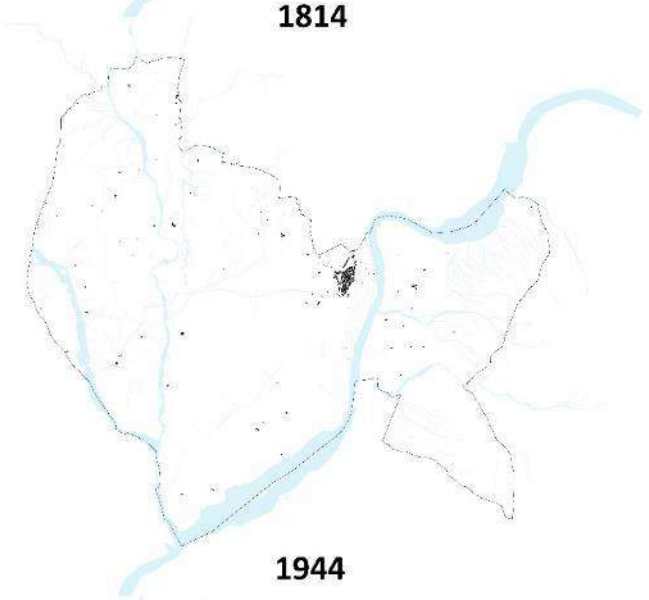
L'organisation du territoire héritée du Moyen-Age s'est principalement concentrée sur le bourg, sur le principe du bourg castral, avec quelques fermes isolées dans les petites vallées perpendiculaires à la Durance. La plaine de la Durance n'est quasiment pas occupée.

Au XIXe siècle, l'expansion agricole se poursuit avec l'apparition de nouvelles fermes. Le village s'étend hors les murs avec la création de faubourgs.

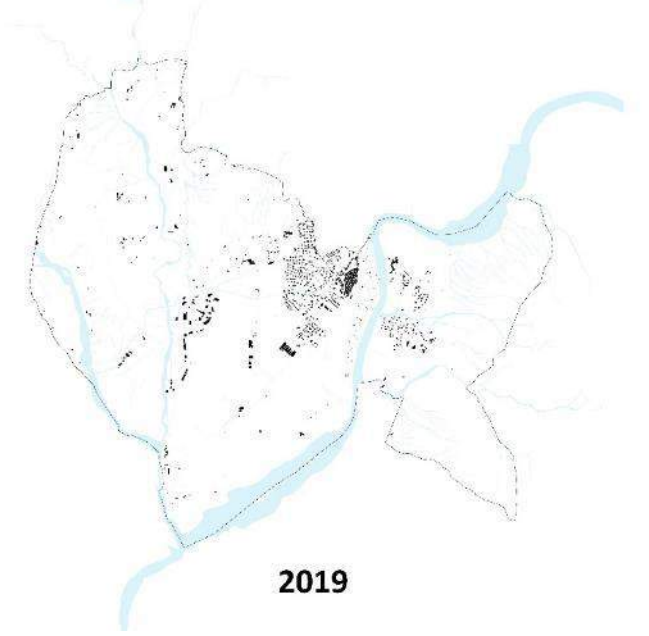
Après guerre et principalement à partir des années 1980, une urbanisation pavillonnaire se développe essentiellement dans la plaine, à l'Ouest du bourg. L'aérodrome et la zone d'activités occupent également de grandes emprises à l'Ouest de la commune.



1814



1944



2019

2. ANALYSE TYPO-MORPHOLOGIQUE DU TISSU URBAIN

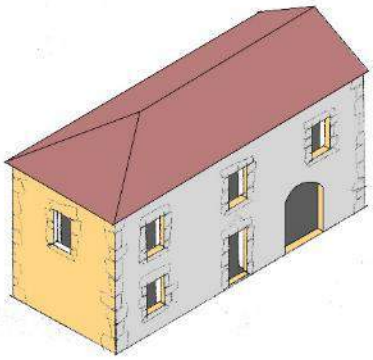
2.1. LES TYPOLOGIES ARCHITECTURALES ET URBAINES

A l'exception des monuments majeurs, la ville de Tallard possède un patrimoine bâti historique assez modeste constitué de quelques maisons bourgeoises d'importances, des maisons de village et de nombreuses maisons rurales alliant les fonctions d'habitation et de production. Les typologies architecturales et urbaines sont clairement identifiées :

L'architecture vernaculaire

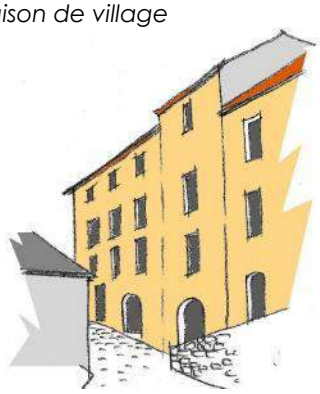
Pour les plus anciennes, elles relèvent d'une architecture vernaculaire, mettant en œuvre des techniques de construction traditionnelles et des matériaux disponibles sur place. Il s'agit des fermes isolées et des maisons de village. Les maisons bourgeoises présentes dans le noyau historique sous la forme de petits hôtels urbains et de maisons de faubourg reprennent des modes constructifs similaires mais relèvent davantage des codes de l'architecture savante, notamment pour les modénatures de la façade principale.

Ferme isolée



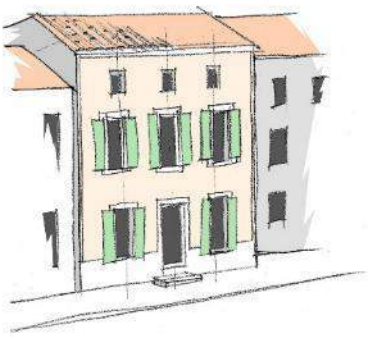


Maison de village





Maison de faubourg





La portée des poutres définit la largeur des pièces (plus ou moins 5m) et la simplicité des charpentes donne une architecture aux volumes simples, avec une toiture à une ou deux pentes dont l'inclinaison est imposée par l'utilisation de la tuile canal (de l'ordre de 30 %). Ainsi, le mode constructif détermine largement le gabarit des bâtiments, mais l'usage et l'économie de moyens sont également des facteurs importants qui favorisent le plus souvent les habitations sur deux niveaux.

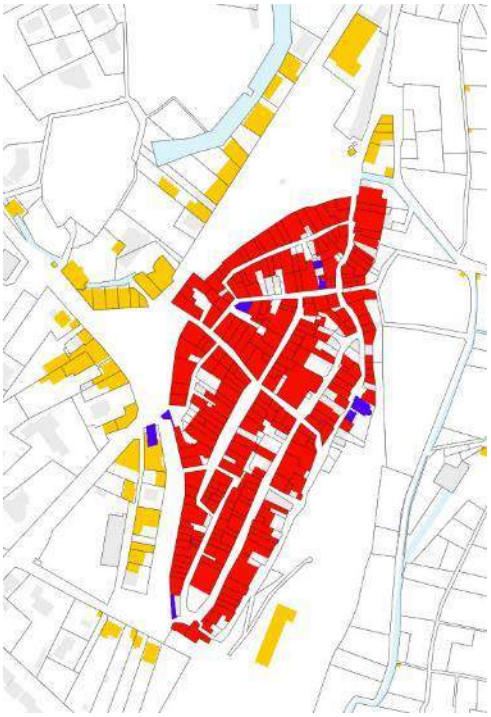
Construits traditionnellement en maçonnerie de pierre, les murs porteurs font appel à un savoir-faire empirique basé sur des règles constructives précises. Ils sont constitués d'une superposition de rangées de moellons de pierre, liées au mortier de chaux. La charpente support de la couverture est le plus souvent constituée de simples pannes de bois reposant d'un mur à l'autre et de chevrons posés dans le sens de la pente.

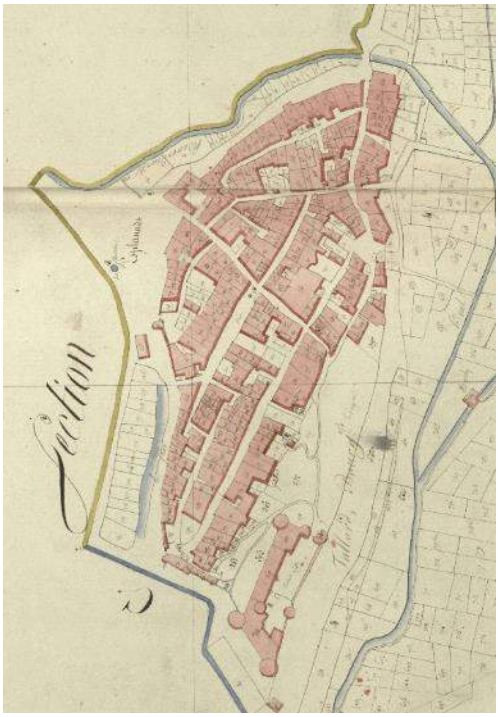
Les façades des fermes les plus modestes ne sont pas ordonnancées. Traditionnellement, fenêtres et portes de l'habitat étaient étroites de manière à mieux protéger la maison du froid et à pouvoir utiliser une simple pierre droite en linteau. Ce dernier est limité dans sa dimension (environ 1m), de ce fait les fenêtres étaient assez hautes pour pouvoir capter la lumière.

Pour le bâtiment d'habitation des fermes importantes et les maisons bourgeoises, les façades sont ordonnancées reprenant les principes de composition de l'architecture classique (alignement des baies, largeur des baies décroissantes en s'élevant dans les étages) et possèdent un minimum d'ornementation (génoise, encadrement en pierres de taille ou plus généralement en décor peint,..).

Dans le noyau historique, les maisons qui s'inscrivent sur la trame parcellaire médiévale ont toutes connu des transformations, les façades ont été remaniées à partir du XVIe siècle afin d'obtenir un alignement vertical des baies puis aux XVIIIe et XIXe siècles pour suivre diverses évolutions (changement de fonction, évolution des modes de vie, amélioration des techniques constructives, alignement urbain).

La maison de village est un bâti de plan généralement rectangulaire, implanté sur un parcellaire étroit et irrégulier, distribué le long des voies. Elle s'implante à l'alignement sur rue, occupe toute la largeur de parcelle et se trouve généralement mitoyenne entre deux bâtisses contiguës. Elles occupent la parcelle en grande partie voire en totalité. Dans le noyau médiéval, les maisons disposées en continuité des rues forment des îlots fermés et dans les faubourgs un front bâti continu avec jardin arrière.





<u>Les évolutions architecturales et urbaines du XXe siècle</u>

Le début du XXe siècle verra apparaître l'habitat pavillonnaire dont on retrouve quelques exemples à Tallard. Il s'implante le long des rues, en entrée de bourg, et s'inscrit en rupture

avec les formes de croissance continue qui caractérisait le développement des villages jusqu'alors, et abandonne les principes de mitoyenneté et d'alignement sur rue.

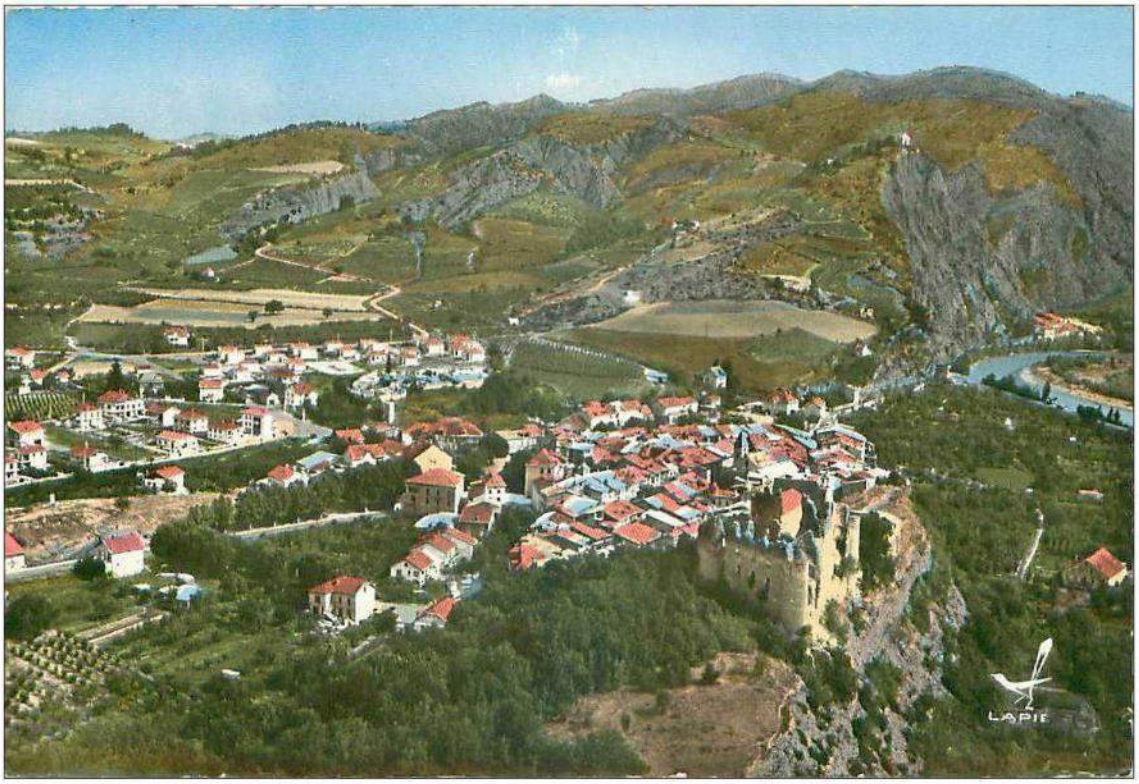


Les premières villas sont implantées au centre d'une vaste parcelle et généralement basées sur des plans types, on retrouve ainsi des caractéristiques récurrentes : implantation en retrait de la rue, 4 façades dégagées, plan carré, un ou deux niveaux sur soubassement, toiture à deux pentes en tuiles mécaniques.

Le décor architectural est caractéristique d'une architecture au style dit "éclectique" faisant bien souvent des emprunts au pittoresque (lambrequins, bois sculpté, ferronneries ouvragées,...).

L'habitat pavillonnaire va se généraliser après-guerre avec la construction de villas le long des rues durant les années 50-60. A partir des années 1980, la hiérarchie des façades (noble, arrière, pignons) devient moins stricte et l'orientation du bâtiment devient indépendante de la rue (recherche d'intimité, vues, accessibilité au jardin, etc.).

Les bâtiments constituent bien souvent des objets isolés, reconnaissables au «style» de leur décennie de construction. Ainsi, la maison dite néo-provençale se développe et présente des volumétries géométriques et morcelées, de plain-pied, reprenant quelques références à l'architecture traditionnelle (tuile canal, toiture à quatre pentes, enduits).


LAPIE



3. LES ELEMENTS DE PATRIMOINE BATI REMARQUABLE

3.1. LES BATIMENTS PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

On répertorie sur la commune plusieurs éléments protégés au titre des monuments historiques :

L'Eglise Paroissiale St Grégoire, classée par arrêté du 30 mai 1931.

Les ruines du château datant du XVIème et XVIIème siècle sont classées par arrêtés des 20 décembre 1897 et 19 avril 1958, la chapelle, le corps de bâtiment du château par arrêté en date du 3 juillet 1969.



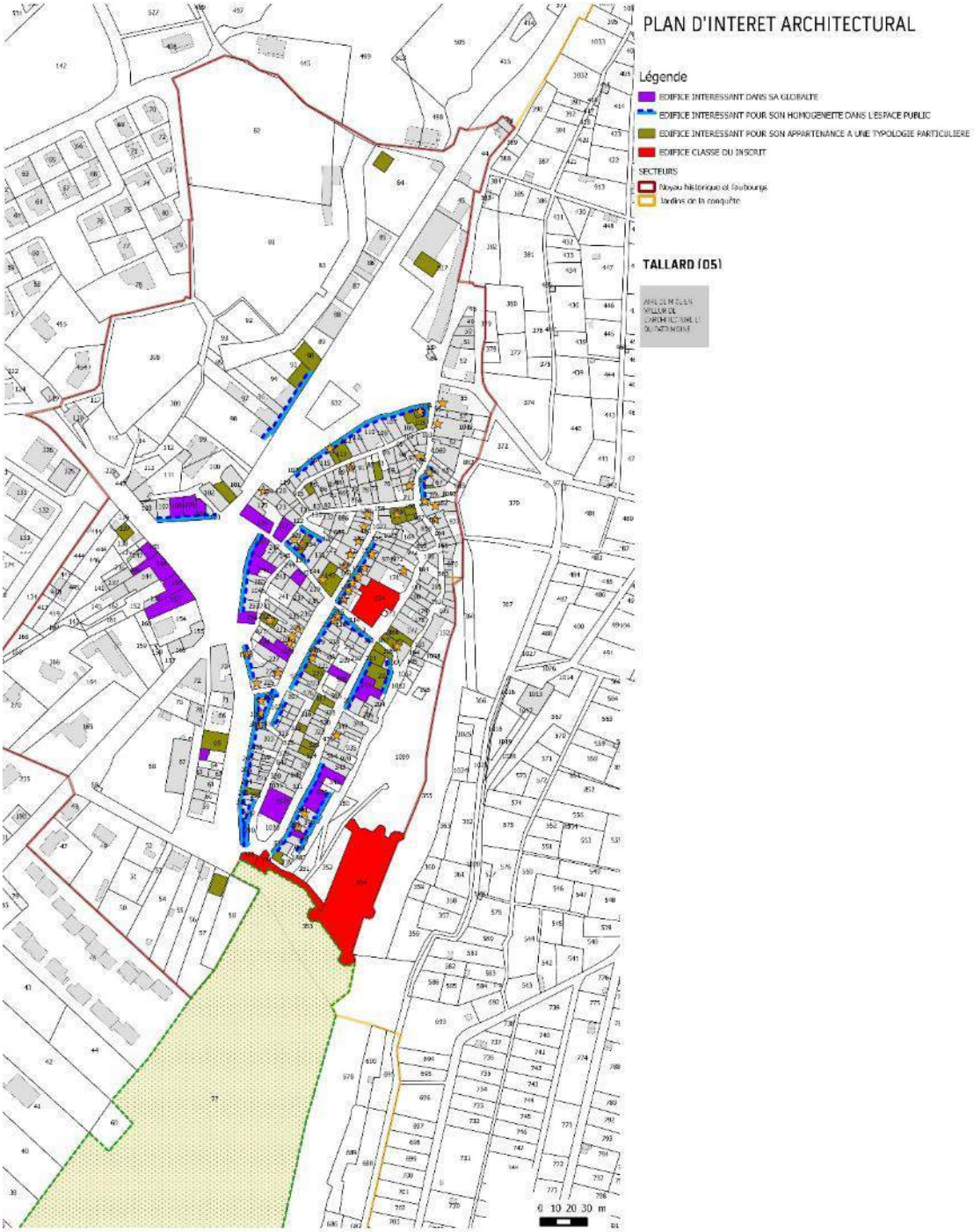
Eglise Paroissiale St Gégoire à gauche et ruines du château à droite – Source : A. Raphaneau

3.2. LE PATRIMOINE INVENTORIE

Au titre de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) devenue Site Patrimonial Remarquable (SPR)

Dans le périmètre de l'AVAP/SPR, un certain nombre d'édifices ont été répertoriés en fonction des catégories suivantes :

- édifice intéressant dans sa globalité
- édifice intéressant pour son homogénéïté dans l'espace public
- édifice intéressant pour son appartenance à une typologie particulière



Par le service de l'inventaire régional

La cave coopérative vinicole de Tallard a fait l'objet d'un dossier d'inventaire dans le cadre de l'enquête thématique régionale coopératives agricoles de Provence-Alpes-Côte d'Azur.



3.3. LE PETIT PATRIMOINE

Le petit patrimoine est largement réparti sur l'ensemble du territoire communal et relève essentiellement d'édifices liés à l'activité agricole (cabanons, grangettes, pigeonniers,...), à la pratique religieuse (oratoires, croix de chemin) ou à des ouvrages d'art (ponts, soutènements,...). Ils contribuent à la qualité des espaces paysagers de Tallard et constituent des témoins de l'histoire de la commune.



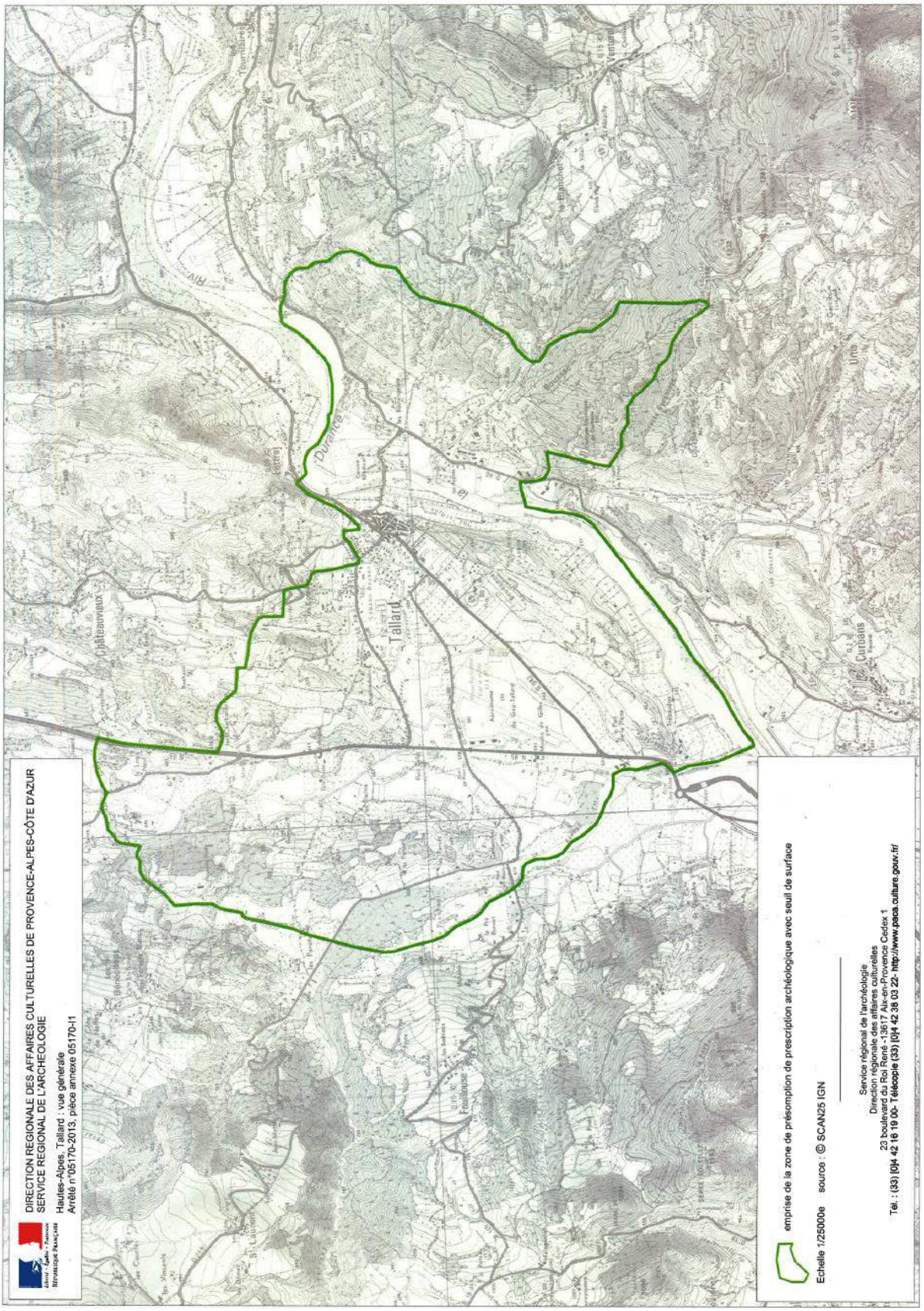




3.4. PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

En termes d'archéologie, L'extrait ci-joint de la carte archéologique reflète l'état de la connaissance au 17 octobre 2013, date de l'arrêté modificatif n°05170-2013.

Les éléments de connaissance du patrimoine archéologique recensés par la carte archéologique nationale sur la commune de Tallard, mis en évidence lors de fouilles entreprises à l'occasion de projets d'aménagement et d'urbanisme ou de recherche programmées, lors de campagnes de prospection-inventaires, lors du dépouillement de la documentation écrite ; que ces éléments permettent de présumer que des vestiges archéologiques nombreux ou importants sont présents dans plusieurs secteurs du territoire communal et que leur protection est susceptible d'être affectée par des aménagements.



Emprise de la zone de présomption archéologique avec seuil de surface

3.5. IDENTIFICATION DU PATRIMOINE A PRESERVER



Localisation des éléments de patrimoine à préserver

N°1	Parcelle 000 E 67	Château 550 Che de Château Lacroix



Photo A. Raphaneau

N°2	Parcelle 000 E 119	Ferme 282 Che du Logis neuf



Source : googlemap

N°3	Parcelle 000 E 78	Ferme Château Lacroix



Photo A. Raphaneau

N°4	Parcelle 000 E 710	Ferme 3970 Av de l'Aérodrome



Photo A. Raphaneau

N°5	Parcelle 000 D 173	Ferme Les Blaches



Photo A. Raphaneau

N°6	Parcelle 000 D 65	Ferme 3000 Av de l'Aérodrome



Photo A. Raphaneau

N°7	Parcelle 000 D 113	Ferme 840 Rte des Blaches



Photo A. Raphaneau

N°8	Parcelle 000 D 283	Ferme 840 Rte des Parots



Photo A. Raphaneau

N°9	Parcelle 000 D 518	Ferme 40 Rte des Parots



Source : googlemap

N°10	Parcelle 000 D 1074	Ferme 650 Rte des Chaumasses



Photo A. Raphaneau

N°11	Parcelle 000 D 989	Ferme 260 Rte des Chaumasses



Photo A. Raphaneau

N°12	Parcelle 000 C 296	Ferme 1150 Av de Napoléon



Photo C. Gins

N°13	Parcelle 000 AA 39	Coopérative vinicole 9A Av de Provence



Photo A. Raphaneau

N°14	Parcelle 000 AC 2	Grange agricole 130 Che du Gros Collet



Photo A. Raphaneau

N°15	Parcelle 000 AB 508	Grange agricole Condamine



Photo A. Raphaneau

N°16	Parcelle 000 A 917	Hôtel de Ville le village



Source : googlemap

N°17	Parcelle 000 B 917	Hôpital 620 rue du Barry

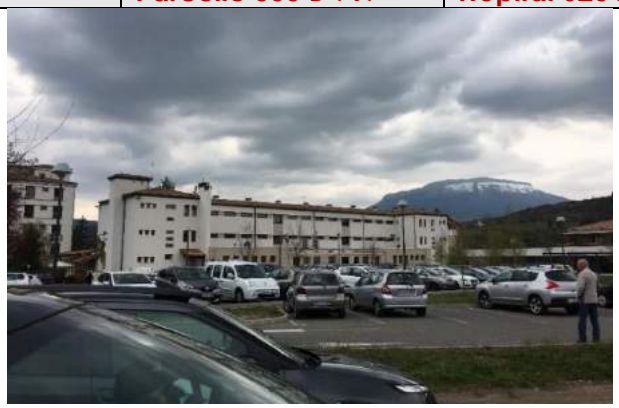


Photo C. Gins

N°18	Parcelle 000 B 50	Ferme Les Boulangeons



Photo A. Raphaneau

N°19	Parcelle 000 B 50	Ferme 940 rue du Barry



Photo C. Gins

4. ANALYSE PAYSAGERE

4.1. LE PAYSAGE AU NIVEAU DEPARTEMENTAL

La commune de Tallard, située à l'extrémité sud du département des Hautes Alpes fait partie, selon l'atlas des paysages des Hautes Alpes de l'unité paysagère « la vallée de la moyenne Durance ».

Cette unité se définie comme un *« Pays emprunté, marqué et dessiné par la Durance, c'est aussi une vallée redessinée et appropriée par les hommes. Véritable colonne vertébrale du territoire des Hautes Alpes, elle est son histoire et son économie.*

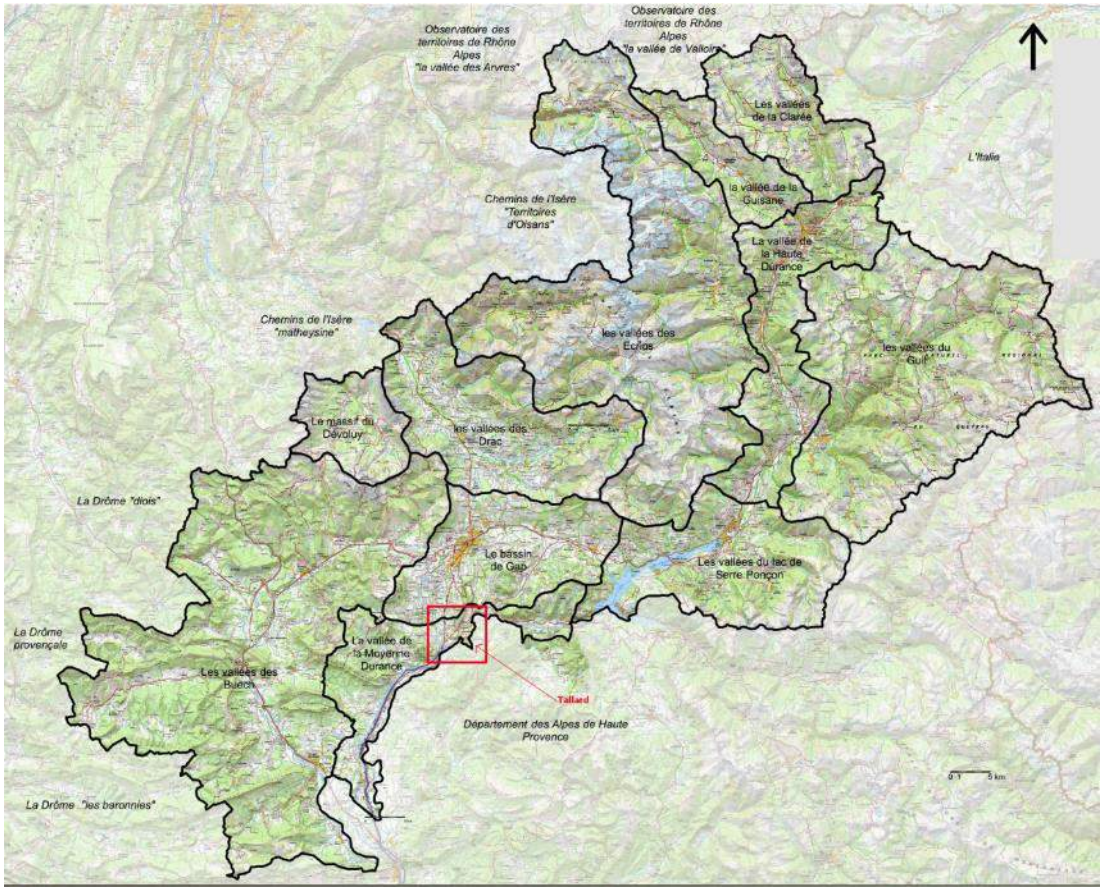
Plus large et plus hospitalière que son cours amont, cette portion de la vallée de la Durance a laissé s'installer, dans le lit de son ancien glacier, les grands réseaux d'infrastructures. Réseaux viaires, ce sont la RN 85 et l'autoroute A51, mais aussi réseau d'énergie hydraulique avec le canal EdF.

L'agriculture, et plus particulièrement l'arboriculture, a pris possession des terres en fond de vallée laissant ainsi les bourgs et les villages se positionner dans les hauteurs. Les villages perchés de Ventavon, d'Upaix, de Lardier et bien d'autres ont initié des itinéraires touristiques comme celui des "villages perchés". Il y a aussi celui de la "route des fruits et des vins" entre Espinasses et Tallard. Ces itinéraires témoignent de la diversité des paysages.

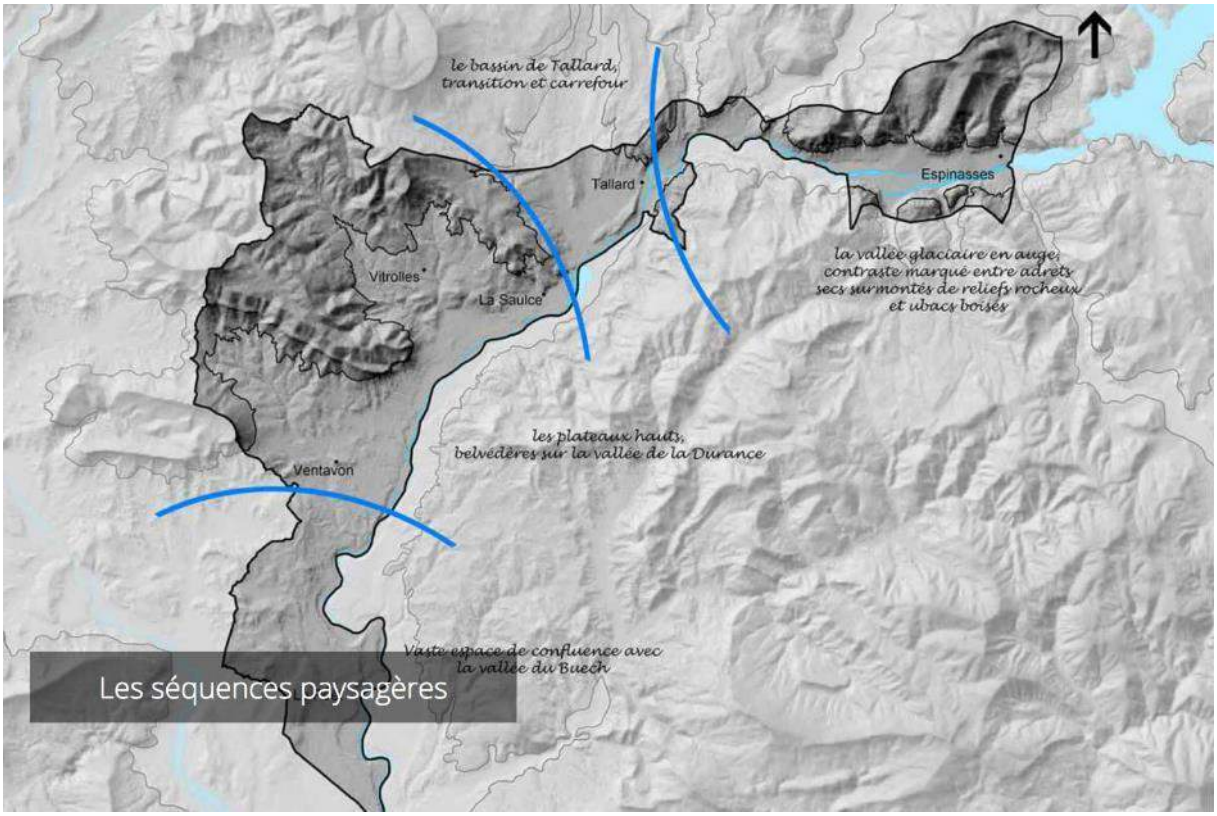
Cette unité paysagère est en contact avec l'agglomération de Sisteron dans les Alpes de Haute Provence à son extrémité Sud, puis elle se rétrécie, en remontant vers le Nord, au carrefour de la petite ville de Tallard pour ensuite s'épaissir à nouveau dans le système de la vallée de Remollon.

Le bourg de Tallard occupe une place stratégique, à la croisée des chemins entre le Nord vers Gap en quittant le cours d'eau et l'Est vers les Alpes de Haute Provence en suivant le lit de la Durance.

L'unité de Paysage trouve sa limite Nord au pied du barrage de Serre Ponçon et de son bassin de compensation à Rousset. C'est dans cette retenue que les eaux se partagent entre Provence et Alpes » in Atlas des paysages des Hautes Alpes.



Source : Atlas des paysages des Hautes Alpes



Les séquences paysagères définies par l'Atlas des paysages des Hautes Alpes

L'atlas des paysages des Hautes Alpes place la commune de Tallard comme un vaste espace de transition entre le cours amont de la Durance au caractère plus alpin et le cours aval plus provençal *« Le bassin de Tallard, transition et carrefour ».*

A l'échelle de l'unité paysagère, l'atlas des paysages dresse plusieurs constats qui concernent tous Tallard :

« Bois : Remontée des boisements vers les crêtes

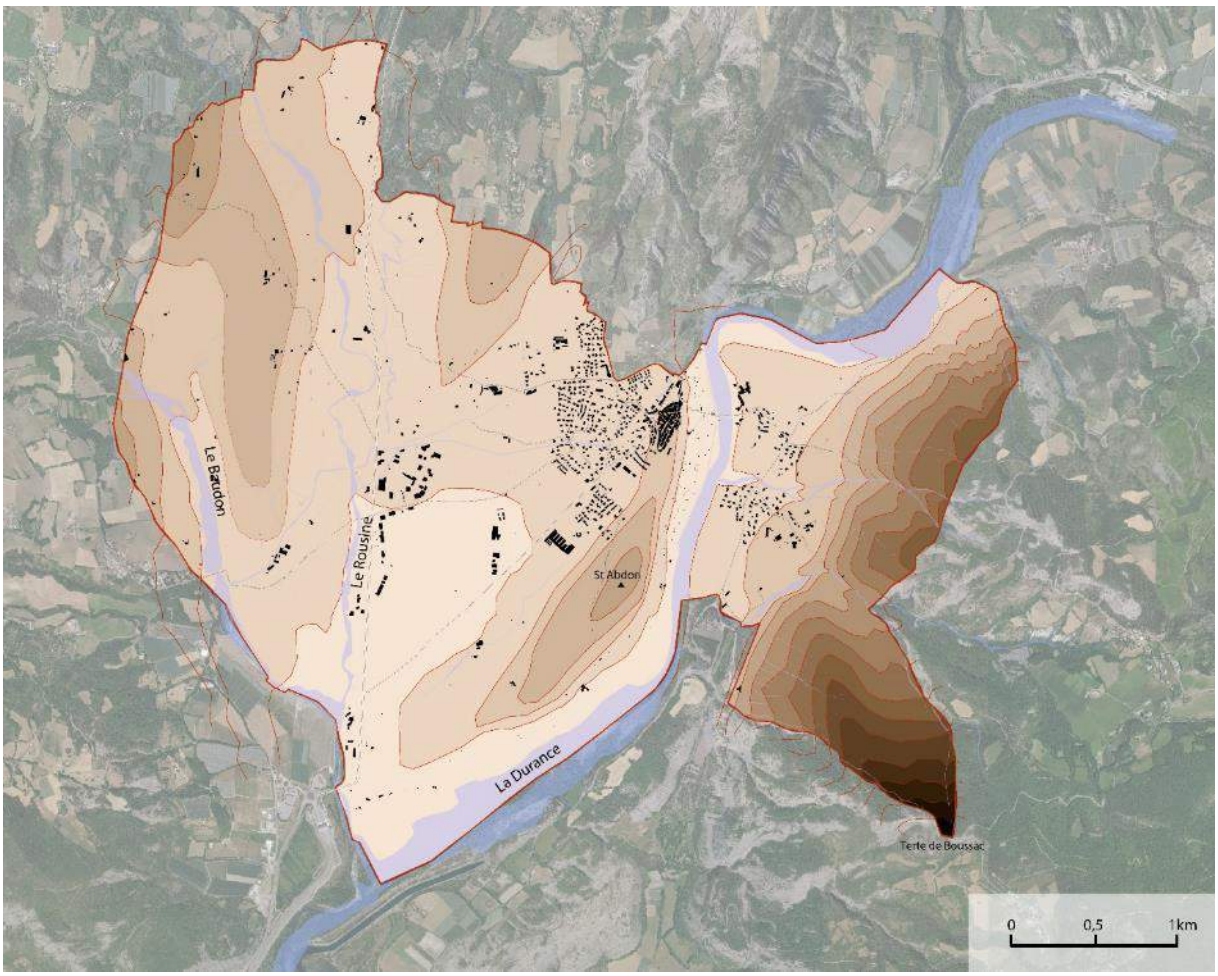
Espaces ouverts : Processus de fermeture des milieux très engagé sur le haut des reliefs

Agriculture : rame agricole encore bien présente mais enfrichement des terres agricoles abandonnées, notamment en fond de vallée avec la disparition certains vergers.

Urbains : Etalement urbain depuis les pôles existants (Tallard, la Saulce). Diffusion de l'habitat sur les plateaux de Vitrolles sous forme d'habitat dispersé. Développement des zones d'activités le long des grands axes de communication (RN85 et RD942) et vers l'entrée de l'autoroute A51) » Source Atlas des paysages des Hautes Alpes

4.2. LES GRANDES ENTITES PAYSAGERES AU NIVEAU COMMUNAL

4.2.1 *RELIEF ET UNITES PAYSAGERES*



Carte du relief

Le village est implanté au piémont d'une barre rocheuse qui séparait deux bras de la Durance. Le bras occidental a été progressivement abandonné au profit du cours principal situé à l'est de la Barre rocheuse. L'érosion du flanc nord de cette éminence marneuse par la Durance a permis la constitution d'un replat relatif sur lequel s'est implanté le village. Ce dernier est situé sur le point de bascule entre la terrasse alluvionnaire qui domine d'une vingtaine de mètres le lit mineur actif de la Durance.

La commune s'organise ainsi en deux grands ensembles paysagers principaux :

- La partie plane qui couvre tout le sud-ouest de la commune correspond à l'ancien fond alluvial de la vallée de la Durance abandonné et suspendu au-dessus du lit actuel de la rivière en raison de son comblement progressif par une quantité importante d'alluvions, lesquels forment maintenant une terrasse, surélevée de 20m par rapport au lit actuel ;
- Le lit mineur situé à 20 mètres sous le niveau de la terrasse alluviale continuant de s'encaisser à mesure du surcreusement entrainé par l'écoulement actif de la Durance. Ce territoire particulier accueille une marqueterie de jardins vivriers particulièrement remarquable ;

Le village est donc implanté à l'articulation ces deux paysages :

Le lit mineur encaissé

La terrasse alluviale « suspendue »



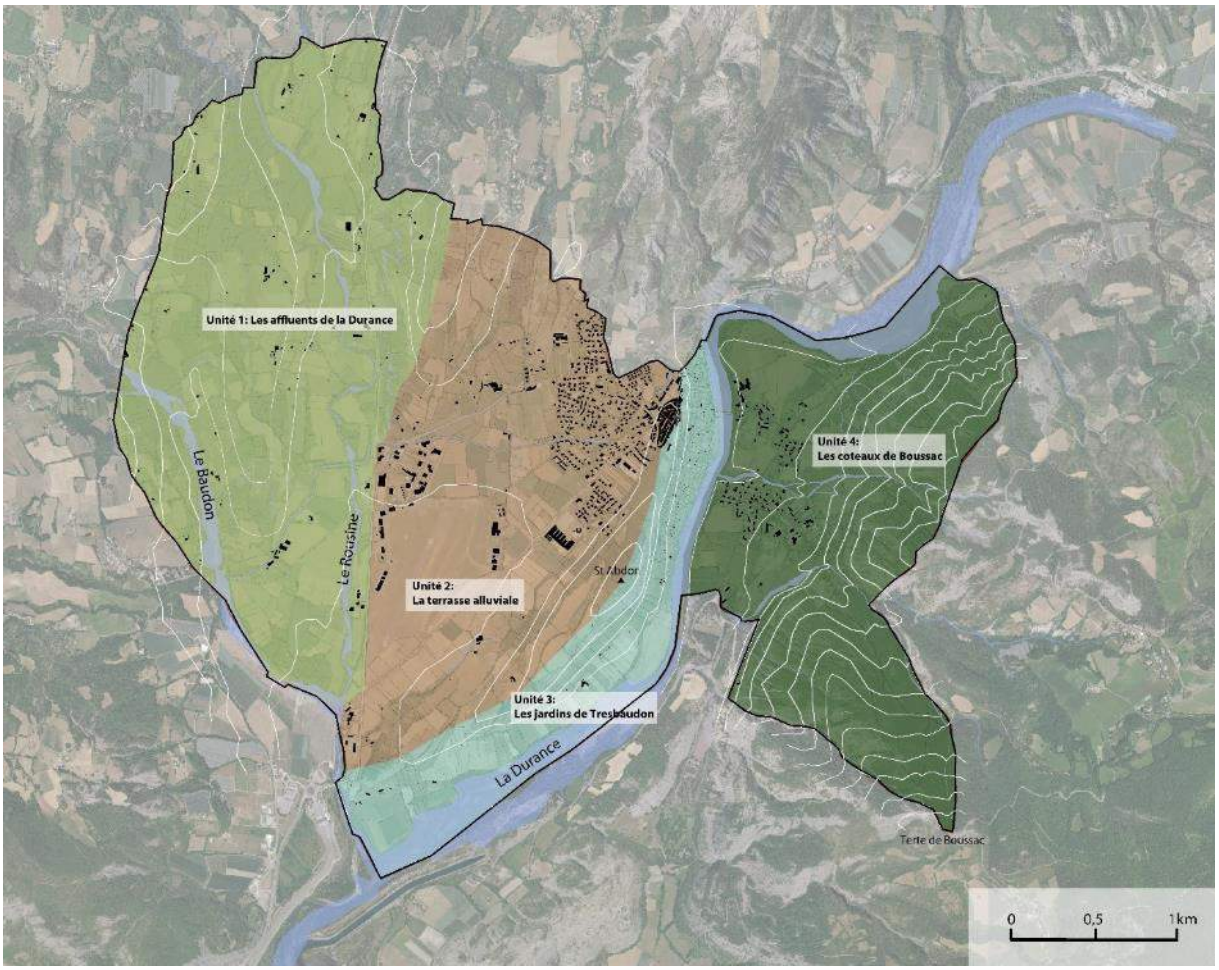
Source : inventaire régional

Ces deux grands ensembles paysagers constituent l'essentiel du paysage communal.

Néanmoins, le cheminement des ruisseaux de Baudon et de Rousine qui dessinent deux vallées agricoles offre une unité paysagère distincte située aux marges ouest des deux grands ensembles constitués par l'histoire géologique de la Durance.

Enfin, à l'est sur la rive gauche de la Durance, le piémont du coteau accueille les deux seuls hameaux « constitués » de la commune au cœur d'un grand paysage agricole dont les caractéristiques singulières sont constitutives d'une unité paysagère autonome.

4.2.2 UNITES PAYSAGERES



Unités paysagères sur Tallard

Le territoire communal se compose de cinq ambiances paysagères largement définies par la structuration du relief et de l'hydrologie communale.

Les affluents de la Durance :

Ce secteur couvre la partie ouest de la commune traversée par deux cours d'eau principaux, affluents de la Durance : Le Baudon et la Rousine. Le paysage vallonné de ce secteur permet le développement d'une agriculture ponctuée de mas isolés (Carlanches, Les Blaches Garnier) qui structurent le terroir agricole. Deux voies principales irriguent ce secteur : la RD 119, au sud et la route communale des Blaches, au nord, qui grâce à leur gabarit modeste, participent du vocabulaire très agricole de cet ensemble paysager. En outre, la RD 119 est bordée par un alignement de chênes blancs particulièrement remarquable.



La RD 119 à l'approche du quartier de Calanche – Source : A.Raphaneau



Alignement de chênes blancs le long de la RD119 – Source : A.Raphaneau



Paysage agricole depuis la route des Blaches – Source : A.Raphaneau



Le cours du Rousine – Source : A.Raphaneau

La terrasse alluviale :

Cette unité occupe le centre du territoire communal et constitue un secteur particulièrement singulier en raison de sa remarquable horizontalité dans un contexte marqué par un relief tourmenté. Cette horizontalité est le résultat du comblement progressif de cet ancien bras de la Durance par des dépôts alluvionnaires très importants. Cette particularité topographique mais également la qualité de la terre arable a rendu possible une agriculture très présente sur ce secteur. En outre, l'horizontalité de cette terrasse, a rendu possible la construction de l'aérodrome de Gap-Tallard dans les années 1920 qui occupe le centre de l'unité paysagère et représente un marqueur très fort fortement perceptible.

Par ailleurs, l'horizontalité de la plaine a facilité le développement de zones de chalandises, artisanales et accueil le principal développement résidentiel de la commune qui se développe au détriment du terroir agricole.



La plaine alluviale depuis les abords de la ferme de Francimann – Source : A.Raphaneau



Vue sur la plaine alluviale depuis la crête d'Abdon – Source : A.Raphaneau



Vue de la terrasse alluviale depuis la RD 45 où sont visible la silhouette de Tallard, implanté à la rupture de pente de la terrasse, les extensions résidentielles et l'aérodrome – Source : A.Raphaneau

Les jardins de la Durance :

La construction, dans la première moitié du XIXe siècle, d'une digue le long de la Durance a permis de repousser vers l'est le lit mineur de la rivière et d'offrir une vaste terrasse alluviale disposant d'une terre alluvionnaire particulièrement riche et d'une facilité d'irrigation qui autorise, depuis cette période, la pratique d'un maraîchage vivrier sur de petites parcelles géométriques.

L'ensemble est desservi par de petits chemins, qui sont autant d'itinéraires de promenade. La culture de ces jardins, leur organisation géométrique, les canaux, les éléments ponctuels comme les cabanons, les échappées visuelles sur la silhouette de Tallard dessinent un paysage de très grande qualité dont la préservation constitue un enjeu important.



Les jardins de la Durance depuis la crête de Saint Abdon – Source : A.Raphaneau



Vue sur les jardins de la Durance surmontés par la silhouette de Tallard – Source : A.Raphaneau

Les coteaux des Boulangeons :

Ce secteur correspond à la partie orientale de la commune située sur la rive gauche de la Durance. Ce terroir accueille les deux principaux hameaux « constitués » de la commune : Les Boulangeons et les Hugues. La partie basse de cette costière accueille un paysage agricole ouvert concurrencé par les extensions résidentielles tandis que les secteurs plus élevés (à l'est de la RD46) sont largement dominés par des boisements de chênes blancs et de pins qui prospèrent sur un substrat de marnes noires profondément entaillées par de nombreuses ravines.

La RD46 qui traverse cette unité paysagère offre quelques vues remarquables sur la silhouette orientale de Tallard.



Paysage agricole de part et d'autre de la RD 45. Vue sur la silhouette de Tallard surmontée par le château – Source : A.Raphaneau

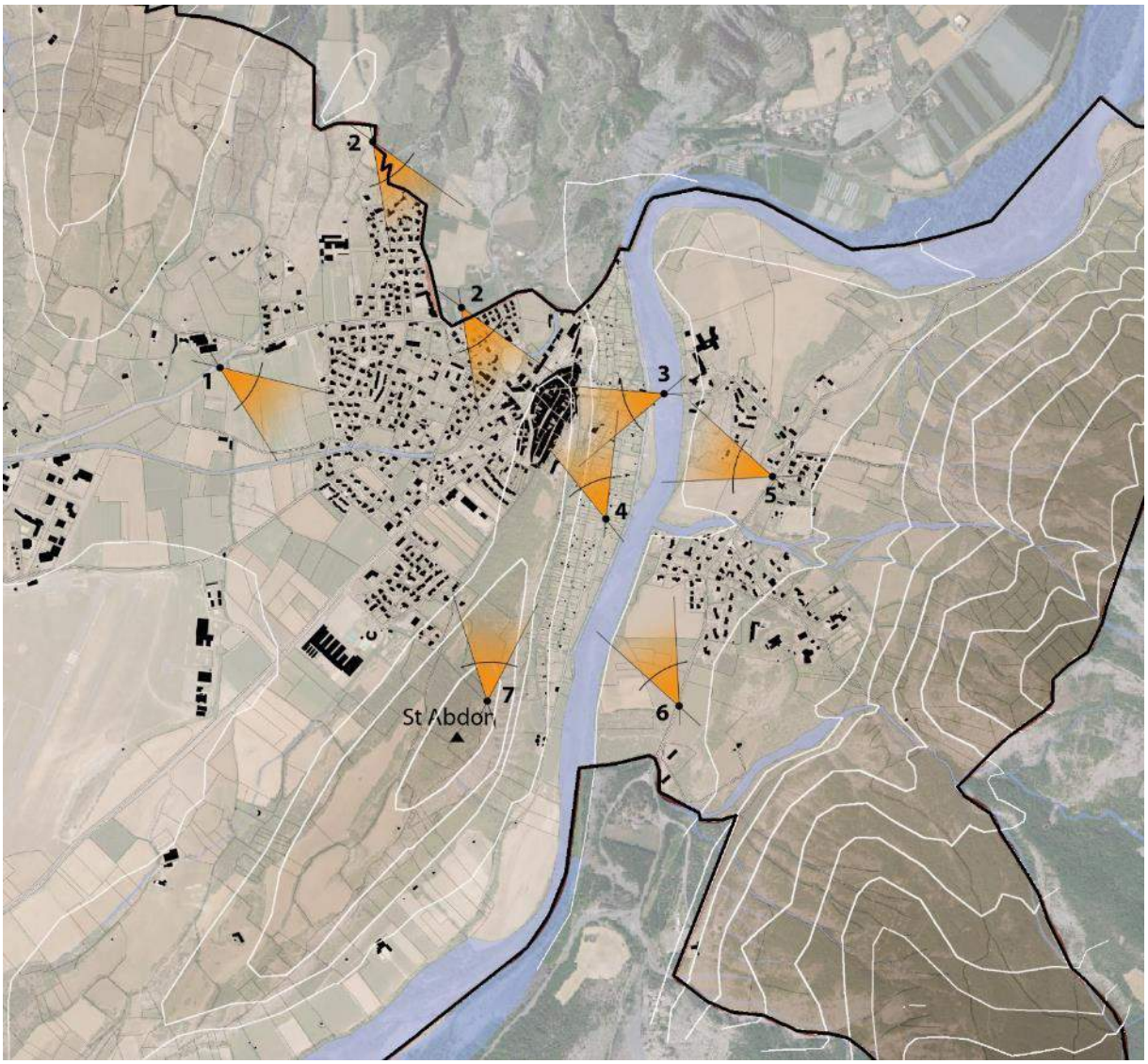


Les coteaux des Boulangeons depuis la crête de Saint Abdon : sont perceptibles de gauche à droite les hameaux des Boulongeons, des Hugues et la centrale hydro-électrique – Source : A.Raphaneau

4.3. ELEMENTS REMARQUABLES ET LEUR PERCEPTION

4.3.1 BELVEDERES PAYSAGERS

La Silhouette de Tallard, implanté sur le piémont de la barre rocheuse sur la dorsale de laquelle est implanté le château est perceptible depuis de nombreux points de vue. En effet, l'horizontalité assez remarquable du paysage communal et les nombreuses collines qui bordent la terrasse alluviale fond de la silhouette de Tallard un point focal au centre de son territoire. La préservation de ce rapport très net entre la silhouette de Tallard et les grands paysages agricoles horizontaux constitue un enjeu particulièrement important.



Carte des principaux points de vue



Vue sur la silhouette de Tallard depuis la RD 46 (quartier de Montréduit – Source : A.Raphaneau



Vue depuis le quartier de la Tour – Source : A.Raphaneau



Vue depuis l'intersection entre la rue du Barry et la rue Porte Durance – Source : A.Raphaneau



Vue depuis les jardins de la Durance – Source : A.Raphaneau



Vue sur le château depuis les Boulongeons – Source : A.Raphaneau



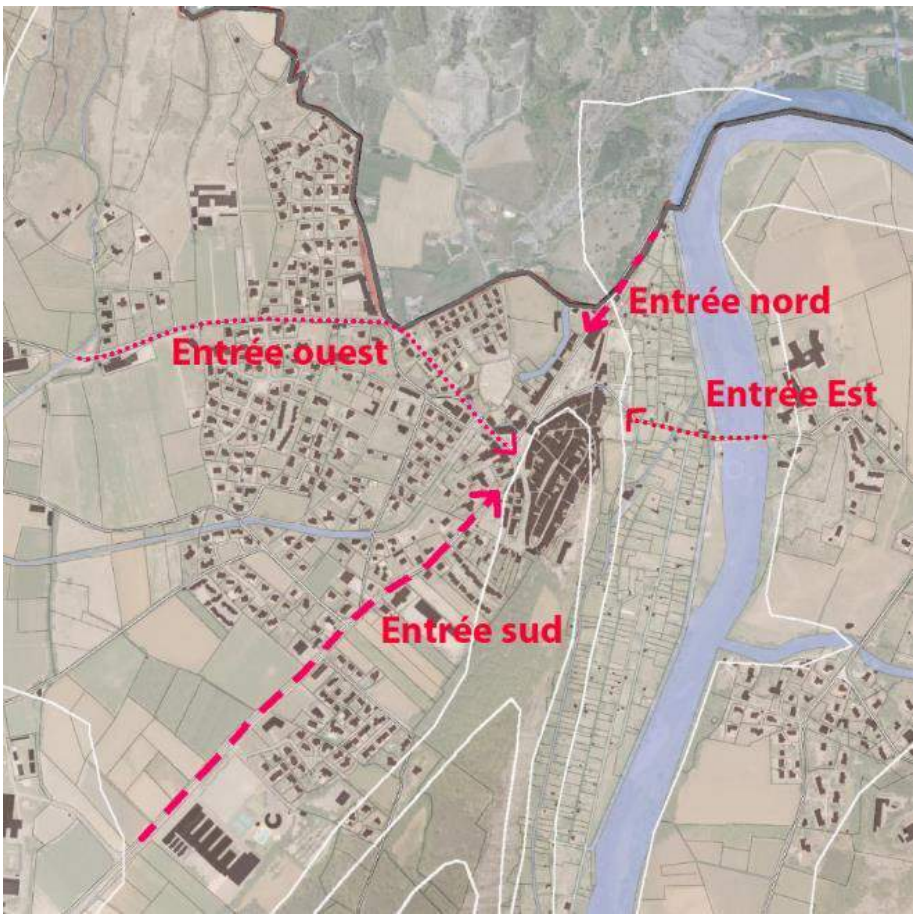
Vue sur le château depuis les Boulongeons – Source : A.Raphaneau



Vue depuis le nord de la crête de Saint Abdon – Source : A.Raphaneau

4.4. LE PAYSAGE URBAIN

4.4.1 LES ENTREES DE HAMEAUX



Les principales entrées de ville de Tallard – Source : A.Raphaneau

Tallard est desservie par quatre entrées de ville principales dont les ambiances et les séquences d'approche du bourg historique sont assez sensiblement différentes :

L'entrée sud :



Entrée sud de Tallard, le long de l'avenue Napoléon (RD 942) – Source : A.Raphaneau

L'entrée sud de Tallard constitue l'entrée et la découverte principale du bourg. La voie traverse un paysage agricole remarquablement horizontale et longe l'aérodrome situé sur sa partie ouest. Néanmoins, l'horizontalité a permis de nombreuses extensions urbaines qui réduit fortement les ambiances agricoles au profit d'une perception fragmentée constituée d'espaces artisanaux et résidentiels qui deviennent continus au nord du quartier du Boudonnet. Par ailleurs, le paysage de la chaussée est extrèmement routier (forte présence de signalisation blanche au sol, gabarit important, pas de traitement particulier des accotements, pas de voies douces…). Un traitement plus qualitatif de cette entrée majeure représente un enjeu important.

L'entrée nord :



Entrée nord depuis Lettret cadrée par les reliefs de la Tour à l'ouest et les jardins des berges de la Durance à l'est – Source : A.Raphaneau

L'entrée nord, sensiblement plus contrainte par la topographie entre les reliefs de la Tour à l'ouest et la vallée de la Durance à l'Est, présente un paysage plus contenue avec des effets de belvédère sur la Durance et une relation beaucoup plus franche entre la ville « historique » de Tallard et le grand paysage agricole ou naturel.

Par ailleurs, le gabarit de chaussée est sensiblement plus modeste que dans la partie sud et la voie est longée sur sa partie est par un trottoir facilitant les continuités douces entre Lettret et Tallard.

L'entrée ouest :



Entrée de ville depuis l'ouest traversant un paysage principalement résidentiel – Source : A.Raphaneau



Entrée de ville ouest (rue Auguste Durand) – Source : A.Raphaneau

L'entrée de ville ouest est marquée par une longue traversée d'un paysage résidentiel. Néanmoins, le paysage parcouru est relativement bien tenu avec la présence de trottoirs, des gabarits de chaussée modestes qui assurent une entrée de ville de relative qualité en raison notamment de la présence de nombreux jardins très visibles en raison de clôtures souvent basses et ajourées.

<u>L'entrée Est :</u>



Entrée depuis la rue du Barry et le hameau des Boulangeons offrant la relation visuelle la plus spectaculaire avec la silhouette de Tallard – Source : A.Raphaneau

L'entrée de ville Est est de loin la plus « pittoresque » de Tallard en offrant une perception franche de la silhouette du bourg établie à la rupture de pente, un premier plan ouvert sur les jardins vivriers, un gabarit de chaussée modeste cadré par des parapets en pierres

ou des haies végétales. La préservation de ce caractère rural constitue un enjeu important.

L'entrée de ville Est est de loin la plus « pittoresque » de Tallard en offrant une perception franche de la silhouette du bourg établie à la rupture de pente, un premier plan ouvert sur les jardins vivriers, un gabarit de chaussée modeste cadré par des parapets en pierres ou des haies végétales. La préservation de ce caractère rural constitue un enjeu important.

Les entrées de ville des hameaux de Boulongeons et des Hugues:

Les hameaux des Boulongeons et des Hugues tendent à former une unité de perception en raison des extensions résidentielles de plus en plus continues entre les deux hameaux. Ils constituent en eux-mêmes une entrée pour le village de Tallard. Au sud du hameau des Hugues, le paysage très horizontal offre de remarquables vues sur le paysage agricole et la silhouette orientale du château. L'entrée dans le hameau des Hugues est marquée par la présence de la cité EDF qui forme un quartier au caractère de « cité jardin » relativement qualitatif et singulier. Plus au Nord, s'étire un paysage résidentiel jusqu'au hameau des Boulongeons avec quelques fenêtres visuelles sur la silhouette orientale du château.

Le centre médicalisé constitue un point autonome, fortement perceptible depuis des points de vue lointains constituant une véritable centralité entre le hameau des Boulongeons et le village de Tallard.



La traversée des Hugues marquée par un paysage essentiellement résidentiel – Source : A.Raphaneau



Une typologie résidentielle en relation directe avec la silhouette du château – Source : A.Raphaneau



Une lecture de hameau de plus en plus linéaire et marqué principalement par un habitat résidentiel. La cité « EDF » à l'entrée sud du hameau des Hugues marque une singularité forte dans cet ensemble pavillonnaire – Source : A.Raphaneau



Forte visibilité du centre médical « La Durance » – Source : A.Raphaneau



Le centre médical « La Durance » marque fortement le paysage entre le hameau des Boulongeons et le bourg de Tallard – Source : A.Raphaneau

4.4.2 LES ESPACES PUBLICS

4.4.3 LES ESPACES PUBLICS DE LA TRAME D'ORIGINE MEDIEVALE

Au sein du bourg de Tallard, les places d'origine médiévale sont de simples élargissements de rue, comme la placette.



Aujourd'hui désertée par les commerces, elle reste un espace de respiration dans un tissu ancien très dense. Par ailleurs, il convient de noter la qualité et la sobriété des aménagements proposés qui contribuent à la mise en valeur du bourg d'origine médiévale.

D'autres dents creuses apportent des aérations dans ce tissu sans pour autant être des places :élargissement à côté de l'église, ouverture créée par la cour des anciennes écuries ou encore parcelles non construites.

Ces espaces créent de petits évènements qui, s'ils sont entretenus, apportent de la qualité au tissu urbain, notamment en donnant à l'espace public et aux immeubles qui les bordent davantage de lumière naturelle.

Le traitement en adéquation avec la très grande valeur patrimoniale de Tallard des rues et ruelles du village médiéval constitue un enjeu particulièrement.









4.4.4 LES ESPACES PUBLICS : LA CEINTURE DU NOYAU MEDIEVAL

La ville s'est ensuite développée au-delà des remparts. La constitution des faubourgs de la ville médiévale a généré un entre-deux qui définit une succession d'espaces publics qui s'organisent en ceinture autour du noyau historique.

Aujourd'hui, principaux lieux de la vie sociale et commerciale du village, ces espaces de ceinture du centre ancien sont traversés par la D942, principal axe d'accès aux Alpes depuis la Provence. Ils supportent ainsi un trafic de transit très important, avec en particulier un passage conséquent de poids-lourds. Les contraintes techniques liées à la nature et à l'échelle de ce trafic handicapent fortement les possibilités d'aménagement de ces espaces. En particulier, elles empêchent d'assurer la continuité des parcours piétons dans leurs parties les plus resserrées (emprises trop étroites pour aménager des trottoirs).

Présentant un caractère très disparate et peu qualifié, à l'exception de la place du Commandant Dumont, réaménagés en lieux de marchés et siège de nombreux commerces, ces espaces de ceinture, qui portent une grande partie du stationnement des habitants du centre et des visiteurs, ne donnent pas la lecture de la qualité du noyau historique qui se trouve caché derrière. Le cœur de village est difficilement identifiable et peu accessible.

Néanmoins, la plupart de ces places accueillent un patrimoine arboré composé de platanes qui contribue largement à leur animation et forme un lien et une homogénéité sur des espaces par ailleurs très hétérogènes.



La place du commandant Dumont



La place du commandant Dumont

4.4.5 LES ESPACES PUBLICS : LE PARC DU CHATEAU ET LE PARC DE LA GARENNE

A la Renaissance, le parc fait office de garenne et fournit le gibier à la table du seigneur de l'époque, Bernardin De Clermont. En 1499, ce dernier le fait entourer de murs. Totalement détruit par l'incendie du Duc de Savoie en 1692, ce parc met des années à retrouver sa splendeur initiale.

Par délibération en date du 24 Novembre 1956, la municipalité de Tallard a demandé le classement du Parc du Château "la Garenne", après avoir pris la décision d'acquérir le château et le parc. La commune est devenue propriétaire de l'ensemble en Mai 1957 et la Commission ayant donné un avis favorable à la protection du parc, le classement a pu se faire. "La proposition de classement ne concerne que la partie réellement boisée. Le surplus de propriétés presque complètement dénudées peut être considéré comme suffisamment protégé par la protection même du château, que son seul intérêt est de laisser dégagé"

Le parc se compose principalement d'un boisement de hêtres accompagné de chênes pubescents, noisetiers, robiniers faux-accacias, viornes lantanes...L'aménagement est très succinct. Il comprend quelques bancs publics au niveau de l'entrée et une allée permettant d'accéder au château et au petit plateau dominant la vallée de la Durance. Les autres cheminements sont informels et ne correspondent qu'à des sentes marquées par la succession des passages. Depuis l'acquisition par la commune, le parc est devenu un lieu de promenade pour les habitants de Tallard. A mi-chemin entre une vocation de "parc urbain" et un aspect de "boisement naturel", certains aménagements pourraient être souhaitables pour limiter l'érosion des talus (utilisés pour le vélo-cross) et la dégradation des lieux (abandon de détritus).



Le parc de la Garenne – Source : A.Raphaneau

5. ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES ET DU POTENTIEL DE DENSIFICATION

5.1. LES PARTIES ACTUELLEMENT URBANISEES (PAU)

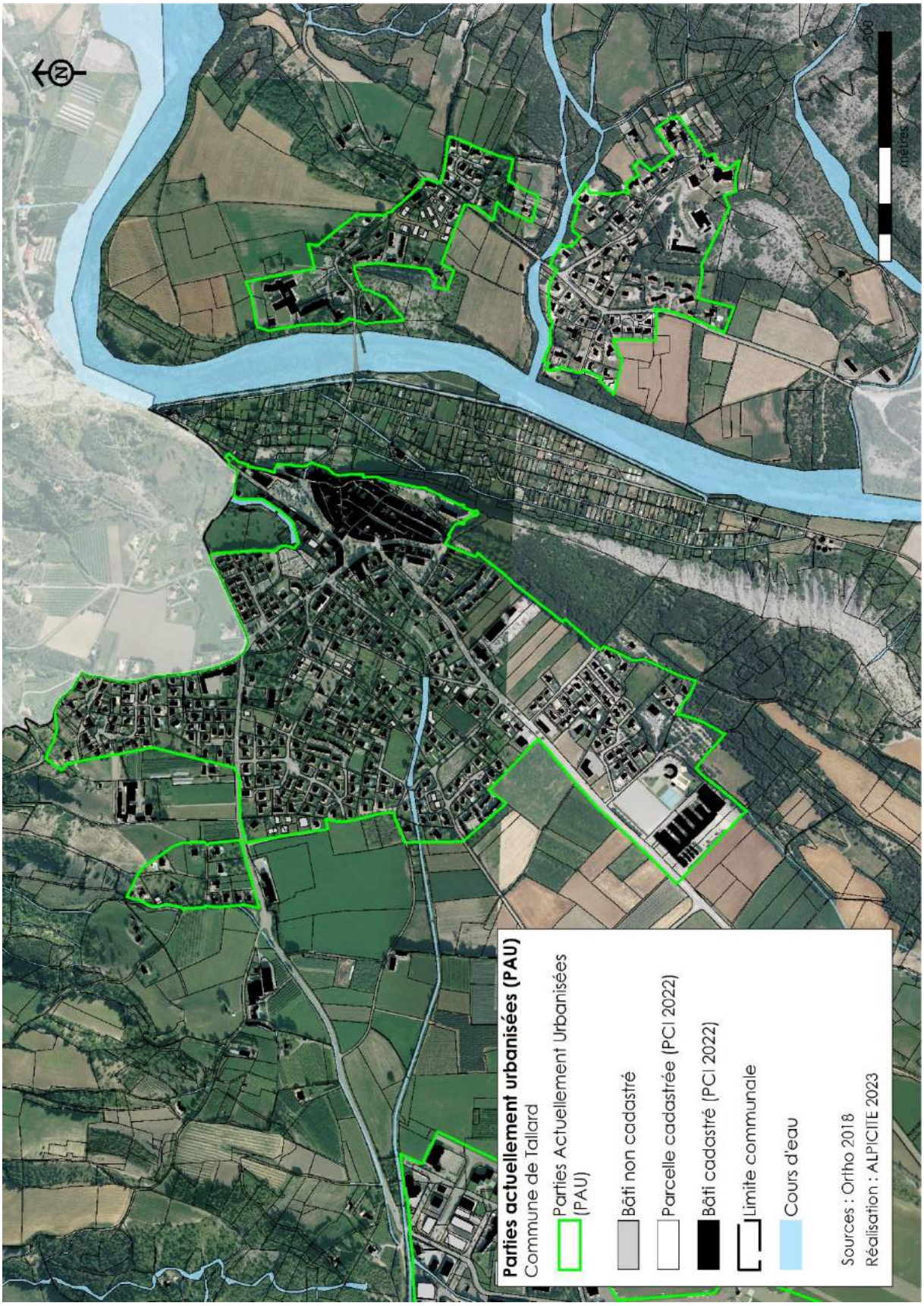
Avant tout, il convient de déterminer les parties actuellement urbanisées (PAU) – aussi appelées *enveloppe urbaine*, définies par **l'ensemble des espaces urbanisés** (espaces bâtis, friches, espaces artificialisés tels que les voies, équipements…). Elles peuvent comprendre des enclaves non bâties à l'intérieur des espaces urbanisés.

En termes de méthodologie, l'identification de l'enveloppe urbaine se base sur l'interprétation de la Loi Montagne qui a permis de définir les « **villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations** » *(voir le diagnostic territorial > chapitre 1 > Contexte réglementaire territorial)*. Ceux-ci ont automatiquement été intégrés à l'enveloppe urbaine, celle-ci étant principalement définie **à la parcelle**. À cela s'ajoutent les espaces urbanisés ne répondant pas à la définition de « villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations » mais présentant tout de même **un caractère urbain affirmé** ainsi que le camping existant.

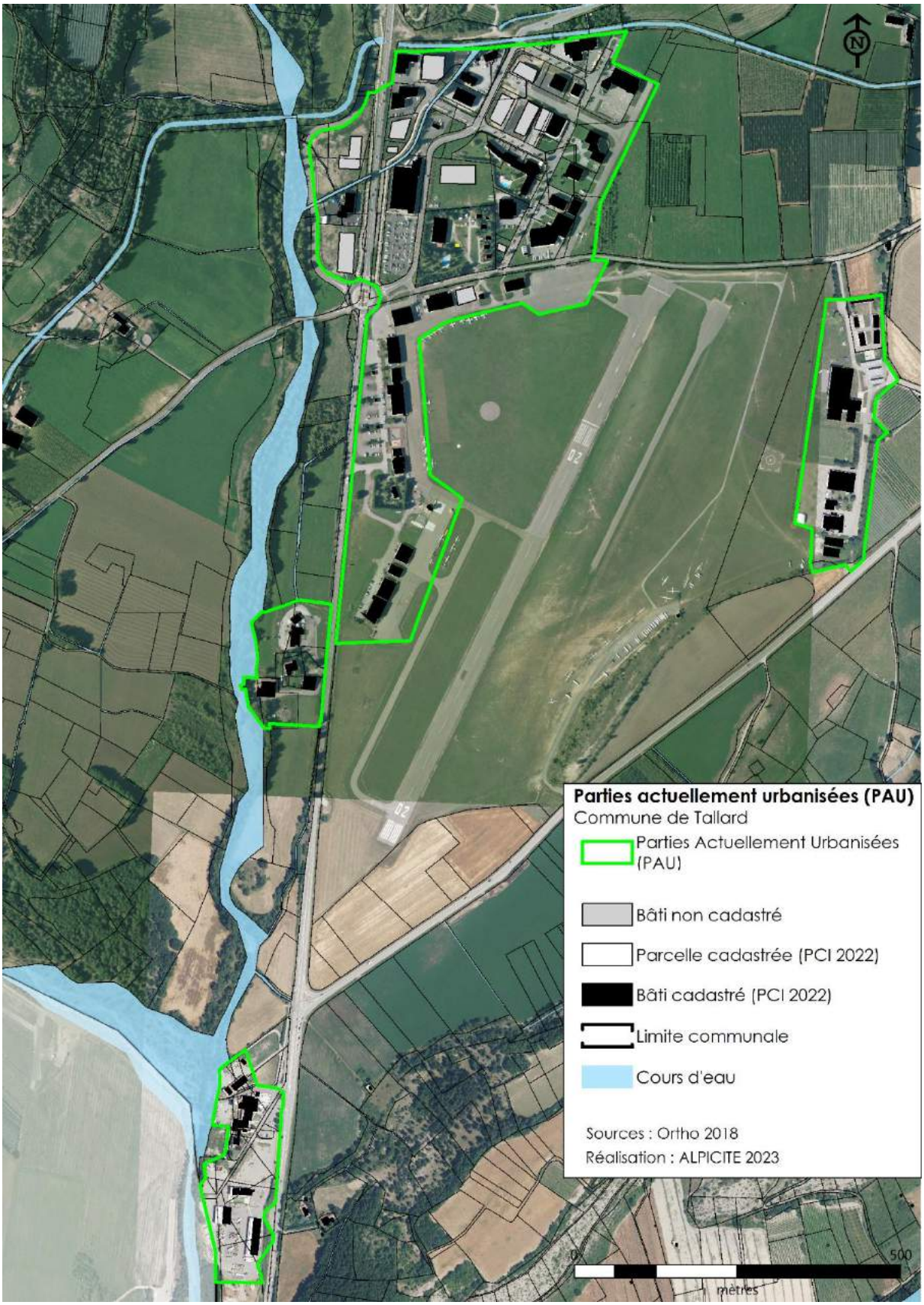
Les **caractéristiques des sols** ont également été prises en compte dans la définition de l'enveloppe urbaine. Ainsi, les parcelles situées en limite des parties urbanisées et dont la partie extérieure possède une superficie significative qui n'est pas artificialisée ont été découpées afin de gagner en précision.

Les éventuels **bâtiments d'exploitation agricole** situés en limite de l'enveloppe urbaine sont également **exclus de cette dernière**.

Certaines constructions sont récentes et non sont pas cadastrées. Elles ont donc été ajoutées (lorsque les travaux ont substantiellement commencé ou sont finis) aux cartes suivantes et ont permis de délimiter plus précisément l'enveloppe urbaine : ce sont les **bâtiments non cadastrés**.



PAU sur la partie Est de Tallard



PAU sur la partie Ouest de Tallard

5.2. LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS OBSERVEE DURANT LA DERNIERE DECENNIE

Les évolutions législatives récentes visent, en termes d'urbanisme, à diminuer la consommation d'espaces puis l'artificialisation des sols à échéance 2050. Plus précisément :

- La **loi ENE du 12 juillet 2010** a obligé à fixer un **objectif de modération de la consommation d'espaces** ;
- La **loi ALUR du 24 mars 2014** prévoyait de **limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles**, et est venue préciser que le rapport de présentation du PLU « *analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces* ***ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers*** ». La loi ALUR précise également dans l'article L151-4 la durée sur laquelle doit porter l'analyse de la consommation d'espace passée. Cette présentation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, porte sur les « *dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme* » ;
- Enfin, plus récemment, la **loi Climat et résilience du 22 août 2021** a intégré la **lutte contre l'artificialisation des sols**. Plus précisément, l'article 191 prévoit que : « *Afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050, le rythme de l'artificialisation des sols dans les dix années suivant la promulgation de la présente loi doit être tel que, sur cette période,* ***la consommation totale d'espace observée à l'échelle nationale soit inférieure à la moitié de celle observée sur les dix années précédant cette date*** ». **A noter toutefois que le PLU n'a pas à être compatible avec cette loi dès aujourd'hui mais doit être compatible avec le SCoT. En revanche, le PLU devra être mis en compatibilité avec la loi d'ici 2027.**

La consommation foncière doit donc selon la loi ALUR, être analysée sur les dix dernières années (soit 2013-2023). Cette analyse permet également d'évaluer ce qui a été consommé (peu ou prou) depuis l'approbation du SCoT du Gapençais qui s'applique sur le territoire depuis décembre 2013.

<u>Pour répondre à cet objectif, la méthodologie suivante a été mise en place :</u>

- L'analyse de la consommation d'espace a été réalisée en prenant pour base deux ortho-photos à différentes dates (2012 et 2022). Les dernières photo-aériennes étant datées 2022, l'analyse a été complétée en prenant en compte les permis de construire accordés et par un travail de terrain ;
- Concernant les permis de construire, seuls ceux concernant de nouvelles constructions ont été pris en compte (il est ici considéré que la réalisation d'extensions ou d'annexes sur des terrains déjà artificialisés n'engendre pas de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers en raison de l'échelle d'analyse retenue à la parcelle) ;
- Par ailleurs, les constructions destinées à l'activité agricole et forestière n'ont pas été prises en compte. En effet, l'objectif de l'analyse de la consommation d'espaces est d'avoir une référence permettant de dimensionner les zones

urbaines et à urbaniser en fonction de la consommation d'espace observée. Or, les constructions à destination d'exploitation agricole ou forestière peuvent être réalisées en dehors de ces zones ;

- L'analyse a été effectuée à la parcelle. Toutefois, lorsque la superficie de la parcelle est importante et que seule une portion de celle-ci a été artificialisée, seule la partie artificialisée a été prise en compte ;

- Un seul coup partie a été pris, concernant la parcelle AD296. La parcelle comportait une construction de faible importance. Néanmoins, il a été considéré que les nouvelles constructions créées venaient consommer la parcelle étant pour très grande majorité encore naturelle.

- Concernant l'occupation des sols de ces parcelles, la méthodologie suivante a été retenue :

    - **Espaces agricoles** : Ont été classés en espaces agricoles les secteurs ayant aujourd'hui une **fonction agricole reconnue** ou **potentielle**, c'est-à-dire ayant capacité à être exploités au regard de différents critères (superficie, accès, prix du foncier…) ;
    - **Espaces forestiers** : D'après l'IGN, « *la forêt est un territoire occupant une superficie* ***d'au moins cinq ares [soit 5000 m²]*** *avec des arbres capables d'atteindre une hauteur supérieure à 7 mètres à maturité in situ un couvert arboré de plus de 10 % et une largeur d'au moins 25 mètres.* ». L'identification des espaces forestiers se base sur cette définition. Ainsi, tout couvert arboré de moins de 5000 m² et non connecté à une forêt de plus de 5000 m² au sein des parties actuellement urbanisées n'est pas considéré comme « espace forestier » mais comme « espace naturel » (ce qui n'empêche cependant pas un éventuel classement en espace boisé classé) ;
    - **Espaces naturels** : Ce sont des **espaces non utilisés par l'agriculture** et dont le **potentiel agricole a été perdu ou n'a jamais existé**, des **espaces qui ne participent pas de la fonctionnalité d'un espace désigné comme forestier** ou constituant des jardins.

Ainsi, selon la méthodologie mise en place, ce sont environ **18 ha qui ont été consommés entre 2013 et 2023 (8.4 ha pour de l'économique, 1.5 ha pour du socio-médical, 8.1 ha pour de l'habitat)**. A noter que parmi les 8,4 ha consommés pour de l'économique, seuls 3.05 faisaient partie des espaces identifiés dans l'atlas économique du SCoT.

Parmi cette consommation d'espaces, on retrouve un « coup parti » au niveau de l'acropole puisque la parcelle comprenait déjà une construction ne couvrant qu'une infime partie de la parcelle. L'aménagement réalisé entre 2013 et 2023 et venu consommer totalement la parcelle qui a perdu son caractère naturel, c'est pour cela qu'elle compte dans ce calcul.

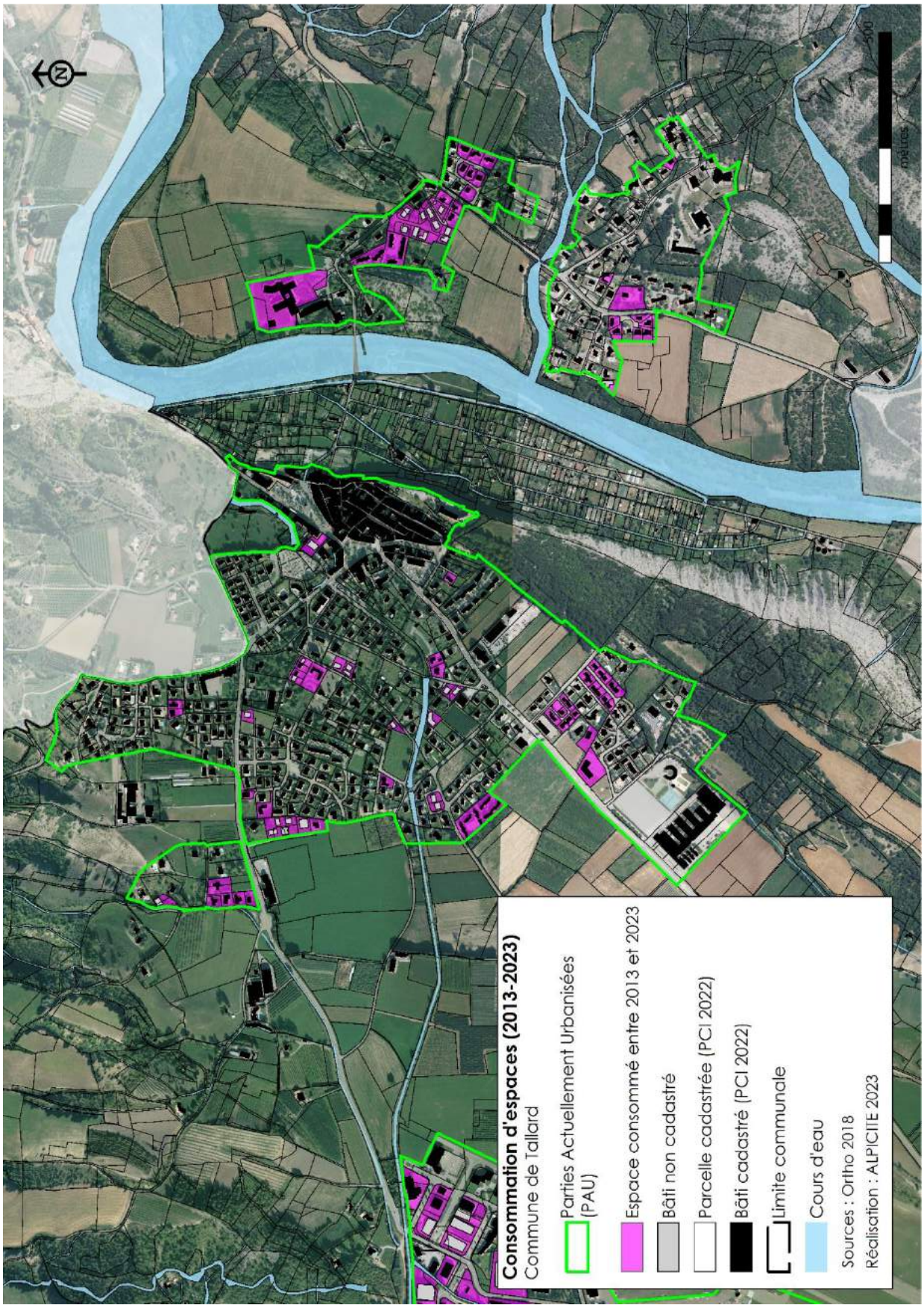
La consommation d'espaces est répartie comme suit :

	Espaces naturels	Espaces agricoles	Espaces forestiers	TOTAL
Aérodrome Est	0.4			**0.4**
Aérodrome Nord	2.8	2.1		**4.9**
Aérodrome Ouest		1.2	0.5	**1.7**
Boulangeons		3.2		**3.2**
Combe de Lauzes	0.1			**0.1**
Condamine	0.6	0.2		**0.8**
Galaude	0.5			**0.5**
La Garenne	0.05			**0.05**
La Rousine	1.7			**1.7**
Le Chêne		1.2		**1.2**
Le Clos	0.1			**0.1**
Les Hugues		0.1	0.2	**0.4**
Les Lauzes	0.5			**0.5**
Les Lauzes Basses	0.1	0.5		**0.6**
Rioupierroux	0.1	0.03	0.4	**0.6**
Serre Long		0.6		**0.6**
Village	0.1			**0.1**
Ville Vieille		0.5		**0.5**
TOTAL	**7.1**	**9.7**	**1.2**	**18**

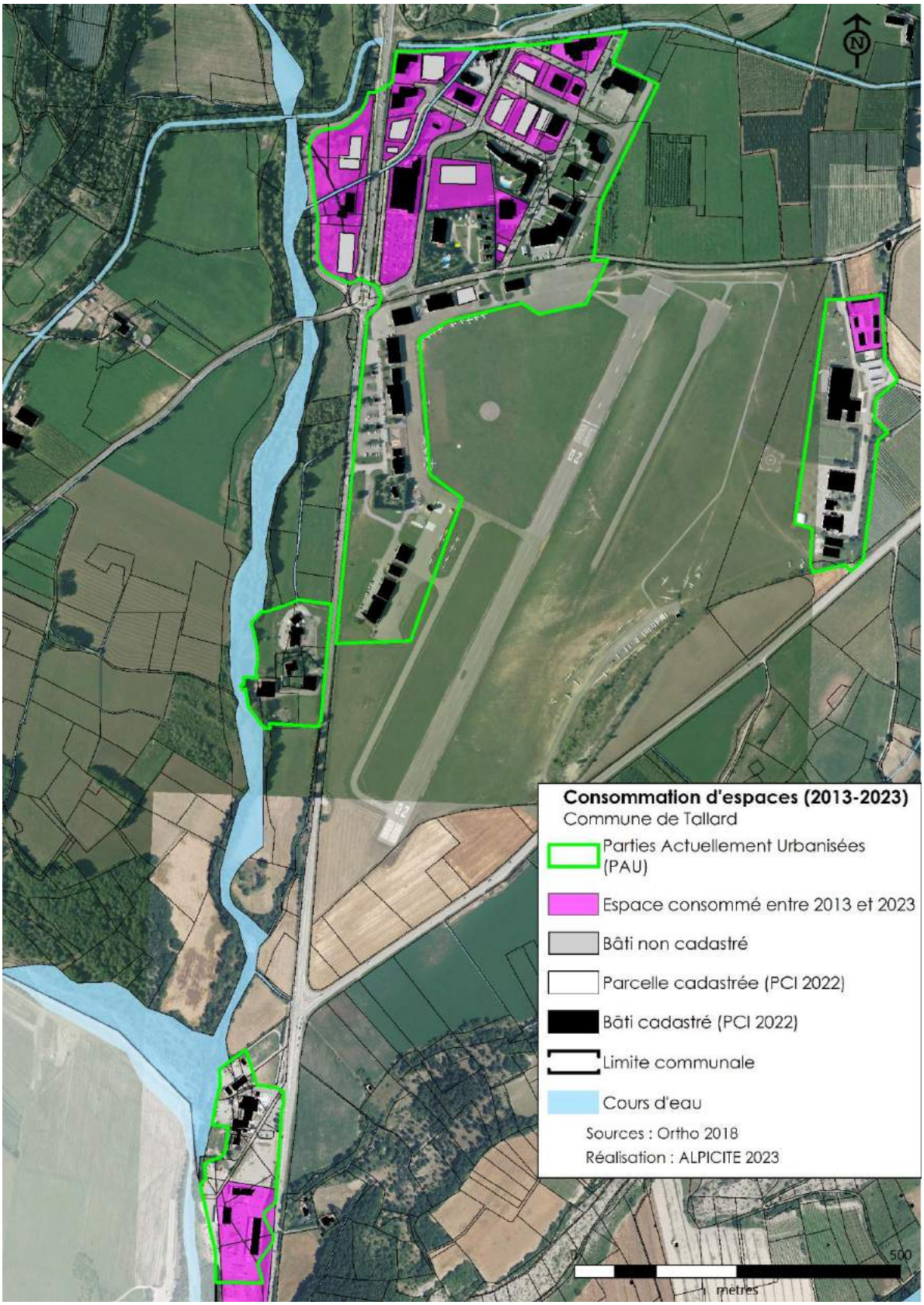
Pour l'habitat on constate que les surfaces consommées l'ont été sur **différents hameaux de la commune et les espaces à caractère urbanisés telles que les zones d'activités** (tels que définis dans l'interprétation de la Loi Montagne).

La consommation d'espaces est la plus importante sur le **sur les Boulangeons**, notamment dû à la création du centre médical La Durance, aux logements collectifs du Domaine de la Durance et au lotissement des Amarantes.

L'économique, représentant un peu moins de la moitié des espaces consommés, est localisé totalement du côté de l'aérodrome. Les espaces consommés sont naturels, agricoles et forestiers sur ce secteur. La consommation a été réalisée **en extension et au sein de l'enveloppe urbaine**.



Consommation d'espaces sur les 10 dernières années, partie Est



Consommation d'espaces sur les 10 dernières années, partie Ouest

5.3. LE POTENTIEL DE DENSIFICATION AU SEIN DES PARTIES ACTUELLEMENT URBANISEES (PAU)

La loi impose de densifier en priorité les parties actuellement urbanisées avant d'envisager des extensions urbaines. La partie suivante s'attache donc à évaluer le potentiel de densification des parties actuellement urbanisées. On distingue différents types de potentiels de densification :

- Les **parcelles vierges non bâties et non aménagées** situées au sein des parties actuellement urbanisées pouvant être urbanisées : c'est le potentiel en « **dents creuses** » ; ;
- Les parcelles déjà bâties (comprenant déjà une ou plusieurs constructions), mais de taille suffisamment importante pour « détacher » une portion et la construire : c'est le **potentiel en découpage parcellaire, dit « BIMBY »** (c'est-à-dire « *build in my backyard* » ou en français « construire dans mon jardin ») ;
- Des **espaces déjà « artificialisés »** mais pouvant muter par différentes opérations (démolition/reconstruction, réaffectation de bâtis, …) ainsi que le potentiel sur le vacant : c'est le **potentiel en renouvellement urbain**.

Le potentiel de densification est analysé ci-après pour chacun de ces 3 types de potentiel.

La méthodologie employée est la suivante :

- Le potentiel a été estimé par une analyse sur ortho-photos, cadastre, permis de construire, et travail de terrain ;
- Celui-ci a été évalué à la parcelle. Leur surface et leur géométrie ont été prises en compte de manière à ce que seules les parcelles non bâties pouvant supporter la construction d'au moins un logement soient comptabilisées. Les terrains ne pouvant être construits au regard du relief ou du manque d'accès sont également exclus de cette analyse ;
- Concernant l'occupation des sols de ces parcelles (ENAF), la même méthodologie que pour l'analyse de la consommation d'espaces a été retenue ;
- Les **risques naturels** ont également été considérés, et les parcelles concernées par un aléa fort, ne sont donc pas comptabilisées.

5.3.1 *LE POTENTIEL EN « DENTS CREUSES »*

Le potentiel de densification en « dents creuses » s'élève à **6,9 hectares** sur la commune, et est réparti comme suit sur la commune :

Localisation	Potentiel en « dents creuses » (ha)
Boulangeons	0.1
Condamine	0,4
Galaude	1,8
La Garenne	3,1
Le Chêne	0,8
Le Clos	0,07
Le Village	0,09
Les Lauzes	0,5
Rioupierroux	0,1
TOTAL	**6,9**

On constate que le potentiel de densification est réparti sur de **nombreux hameaux**, **mais que les surfaces sont relativement faibles**. Cela s'explique par le fait que seulement quelques terrains sont potentiellement constructibles au sein de ces hameaux, qui plus est sont généralement de petite taille et sont difficilement mobilisables en réalité. Cela recoupe avec l'analyse précédente de la consommation d'espaces, où l'on a constaté que de nombreux terrains étaient constructibles au sein du PLU en vigueur mais n'ont pourtant jamais été construits.

Le **potentiel de densification le plus important se trouve sur la Garenne** constitué en quasi-totalité d'un seul ténement. Le potentiel est également important à **Galaude**, avec quelques gros ténements (2000-5000m²)

5.3.2 LE POTENTIEL « BIMBY »

Pour rappel, l'acronyme BIMBY, pour « build in my backyard », désigne la densification des espaces résidentiels, par des opérations telles que des découpages parcellaires. Ce terme est également appliqué ici au redécoupage des parcelles dédiées à l'économie et autres activités.

Le potentiel de densification en « BIMBY » s'élève à 5,3 **hectares** sur la commune.

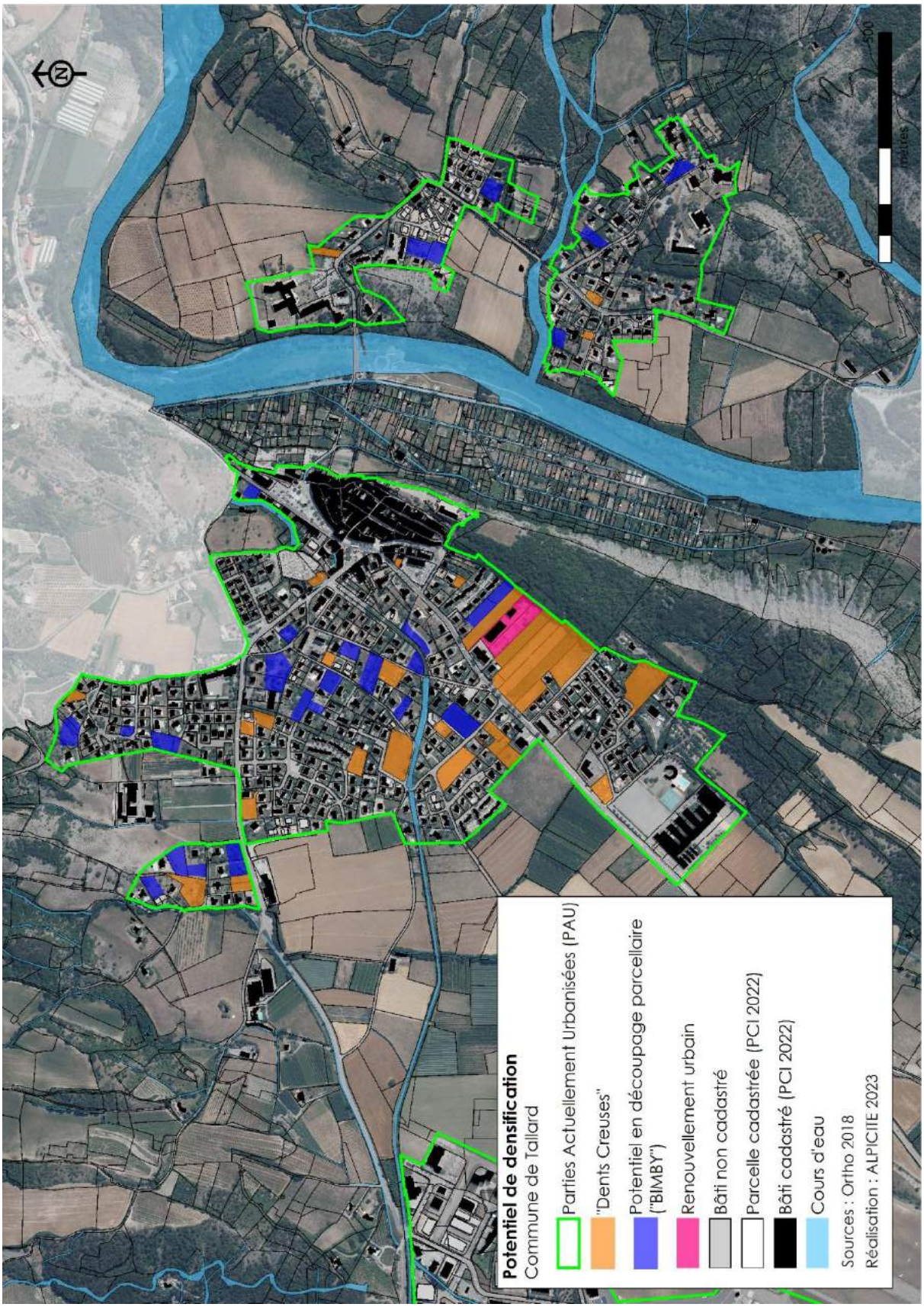
Celui-ci est localisé sur différents secteurs de manière ponctuelle lorsque des bâtiments ont été construits sur des terrains de superficie importante et la configuration du terrain permettant de construire un nouveau bâtiment.

Localisation	Potentiel en « BIMBY (ha)
Aérodrome	0,8
Boulangeons	0,7
Condamine	0,8
Galaude	1,2
La Garenne	0,3
Le Clos	0,5
Les Hugues	0,1
Le Village	0,09
Les Lauzes	0,7
Rioupierroux	0,1
TOTAL	**5,3**

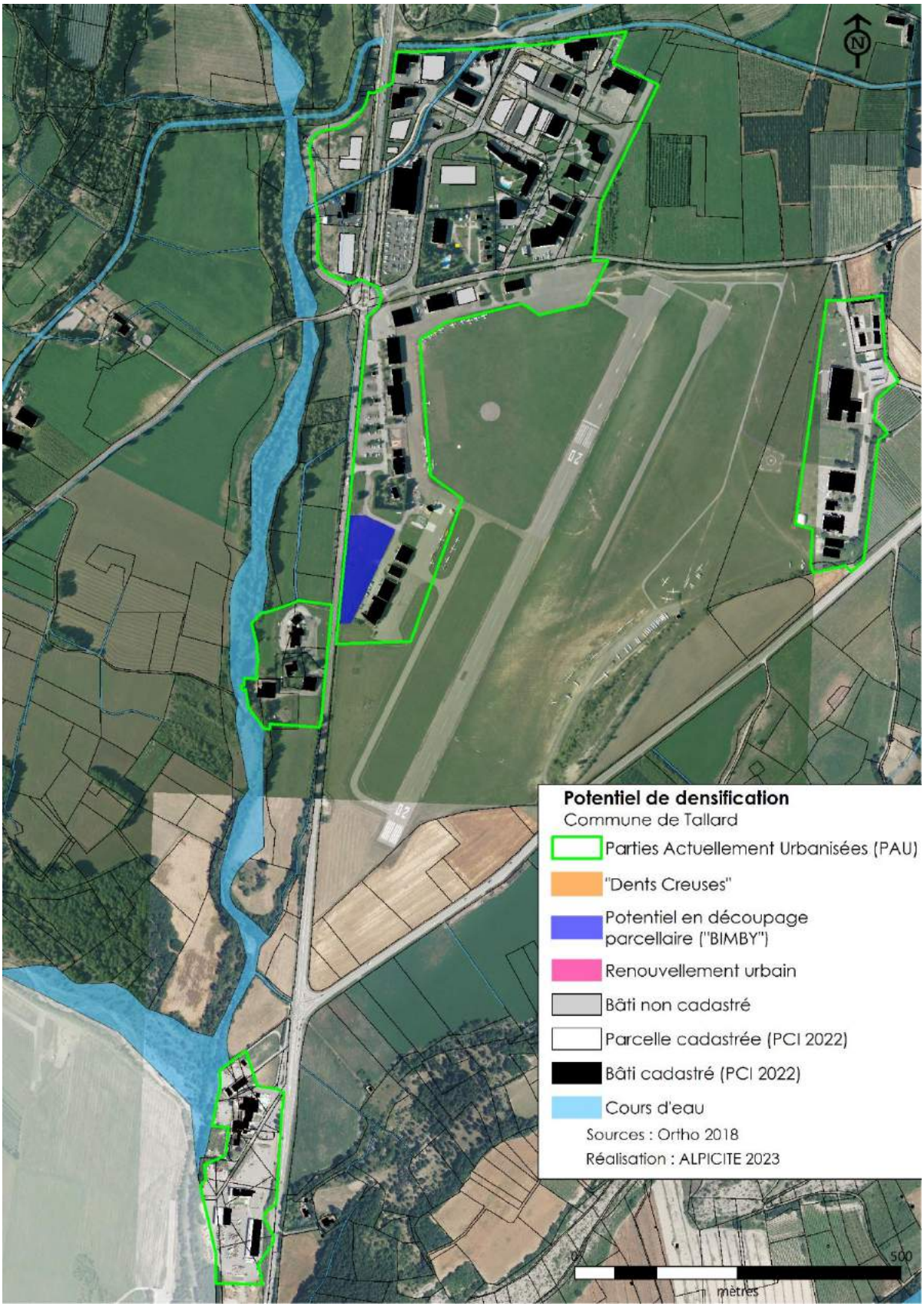
5.3.3 LE POTENTIEL EN RENOUVELLEMENT URBAIN

Peu d'opérations ont eu lieu en renouvellement urbain au cours des dernières années.

Un seul ténement pouvant faire l'objet d'une opération de renouvellement urbain a été identifié sur la Garenne, où se situe actuellement l'entreprise ABRACHY. Cette parcelle représente 8000m².



Potentiel de dénitrification, partie Est



Potentiel de dénitrification, partie Ouest

5.4. LE POTENTIEL MOBILISABLE DANS LE PLU EN VIGUEUR

5.4.1 DESCRIPTION DU ZONAGE DU PLU EN VIGUEUR

La commune de Tallard possède un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du 17 janvier 2005 puis a fait l'objet d'évolutions dont la dernière date de janvier 2022.

Document d'urbanisme	Zone	Secteur	Superficie (ha)	Superficie (%)
PLU de Tallard	U	Uap1	3.1	11.1
		Uap2	4.4	
		Ub	17.8	
		Ubaz	3.2	
		Ubm	4.1	
		Ubp	42.4	
		Ubpm	1.1	
		Ue	49.8	
		Uepp	8	
		Uhc	0.5	
		Utp1	4.5	
		Ux	1.5	
		Uxa	9.6	
		Uxb1	3.5	
		Uxb2	8.6	
			162	
	AU	AU1	2.1	1.4
		AUbp1	4.3	
		AUbp2	2.9	
		AUbpm	1	
		AUbpm2	1.6	
		AUfp2	1.6	
		AUx	3.2	
		AUz	3.2	
			20.6	
	A	*A*	710.2	61.8
		Ap1	30.9	
		Ap2	122.8	
		App	36.8	
			900.7	
	N	*N*	317	25.7
		Njp	22.1	
		Np	25.2	
		Nu	7.1	
		Num	2.5	
			373.9	
	TOTAL		**1457.2**	**100**

Description du zonage du PLU actuellement opposable

5.4.2 LE POTENTIEL MOBILISABLE DU PLU EN VIGUEUR

L'analyse suivante est basée sur les mêmes principes que ceux utilisés pour estimer le potentiel de densification ont été utilisés. Cette fois-ci, **le potentiel du PLU en vigueur avant révision générale est estimé au regard de son règlement graphique (ou zonage)**. Sont ainsi identifiés les espaces encore vierges et potentiellement, d'après ce même PLU, constructibles (zones U et AU).

Les résultats sont retranscrits dans le tableau suivant :

Localisation	Potentiel mobilisable du PLU en vigueur (ha)
Uap2	0.2
Ub	2.3
Ubaz	1.3
Ubm	0.2
Ubp	4.8
Uxa	0.7
Uxb2	0.5
AUbp1	4.2
AUbp2	0.4
AUx	3.1
	17.5

Dans le PLU en vigueur, le potentiel constructible s'élève à plus de 17,5 ha. Il est en partie réparti entre les zones Ubp et les zones AU.

Cependant, certaines zones AU inscrites au PLU en vigueur peuvent être caduques. En effet, l'article L.153-31 du code de l'urbanisme (version de 2018 qui s'applique) prévoit que : *« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide : […]*

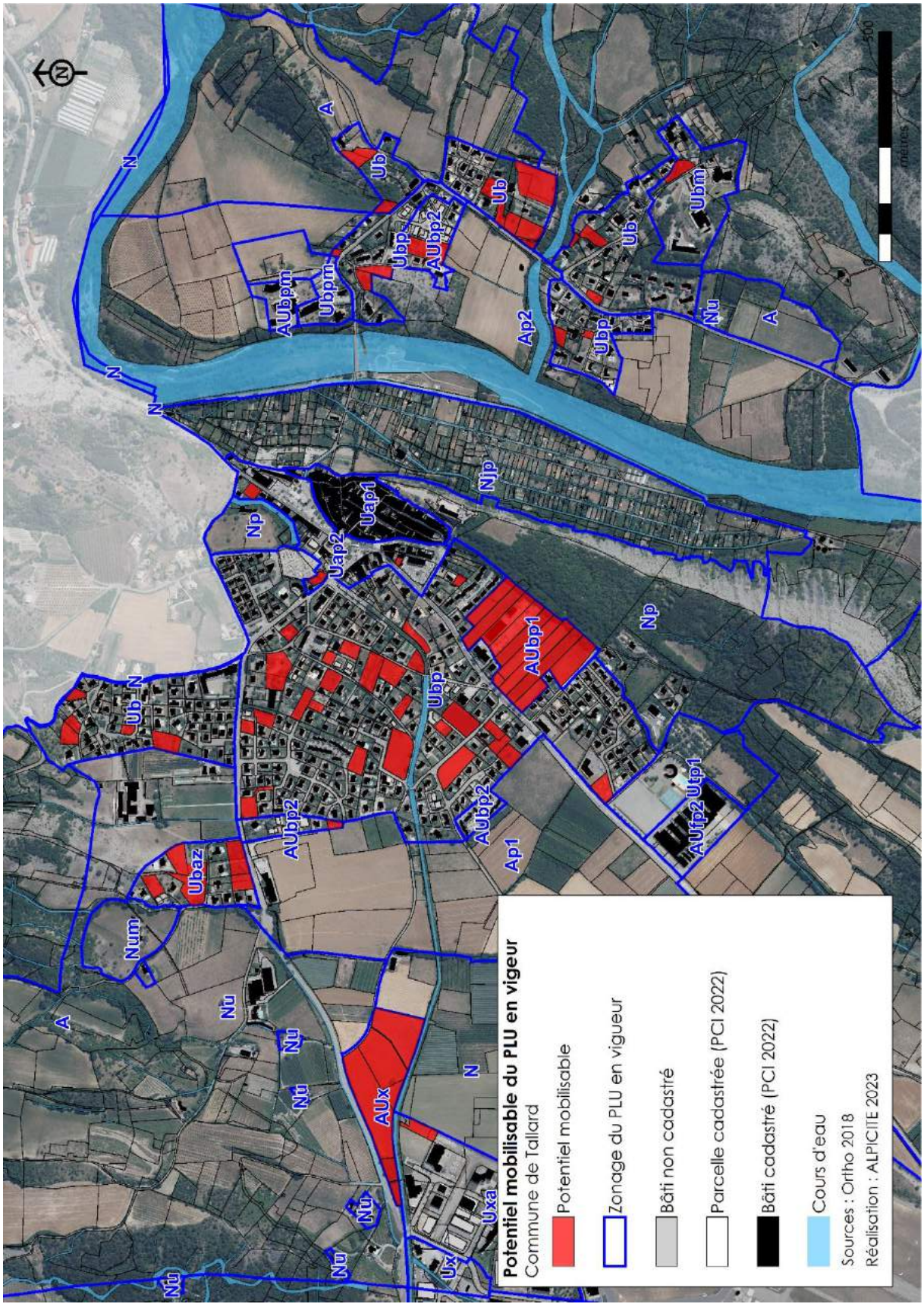
*4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les **neuf ans suivant sa création**, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier. »*

Dans le cas de Tallard, ces zones AU ont déjà été ouvertes à l'urbanisation et le PLU a été modifié en conséquence.

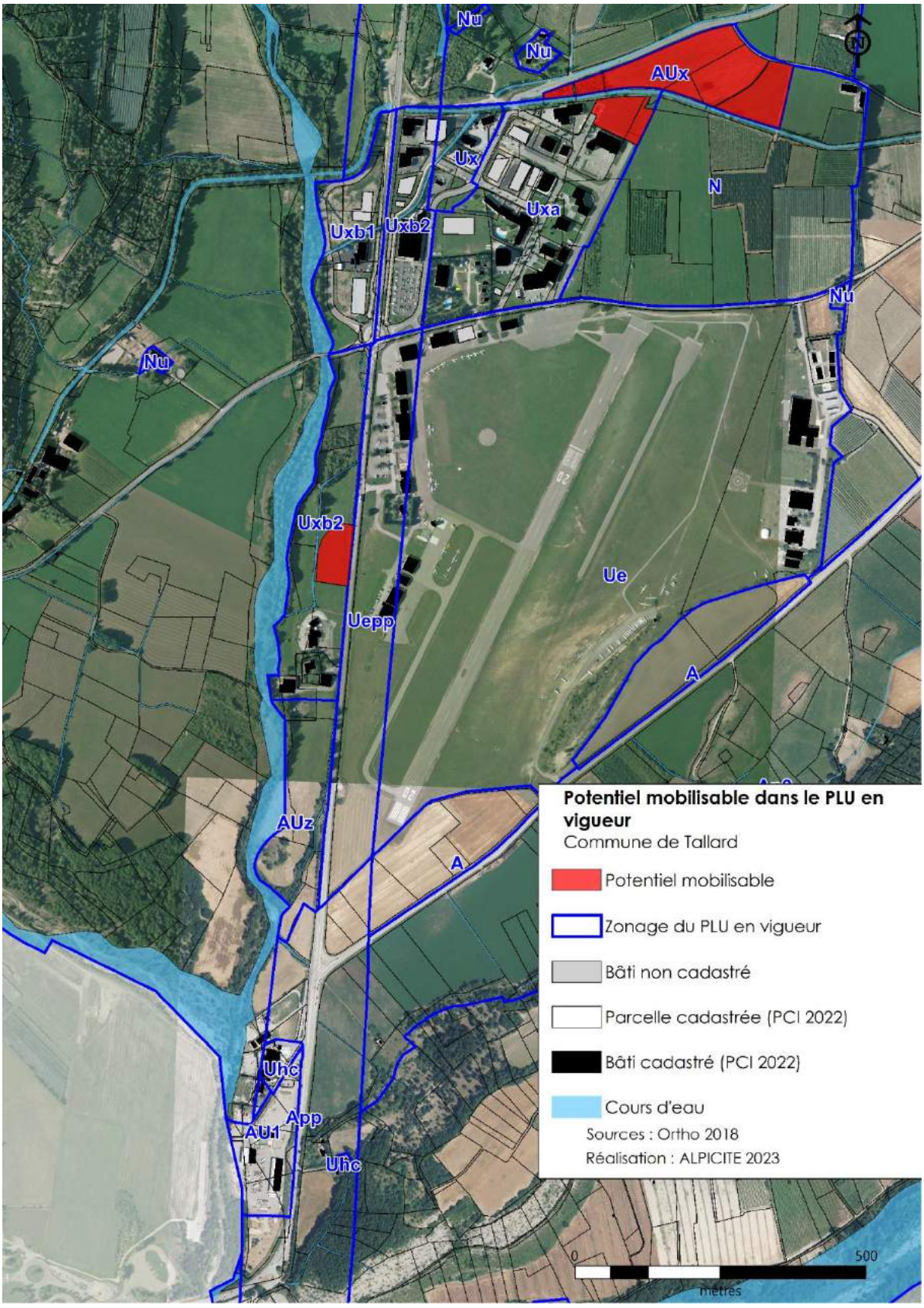
Ainsi, le potentiel constructible s'élève à plus de 17.5 ha (dû notamment à la zone AUx représentant près de 3.1 ha)

A noter que de nombreuses zones urbaines (notamment le long du Rousine) sont frappées par des aléas forts qui rendent les zones inconstructibles.

Le potentiel mobilisable est supérieur au potentiel de densification estimé à l'intérieur des PAU (*voir analyse ci-avant*). Les zones U du PLU actuellement opposable sont en effet plus larges, et intègrent de nombreux terrains non urbanisés en extension, qui sont donc constructibles.



Potentiel mobilisable du PLU en vigueur, partie Est



Potentiel mobilisable du PLU en vigueur, partie Ouest

CHAPITRE .3 : RESEAUX D'EAU, ENERGIE ET POLLUTIONS

1. GESTION ET PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU

1.1. DISTRIBUTION EN EAU POTABLE

A ce jour, au vu des informations disponibles, la commune de Tallard ne dispose pas de Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable, ni de zonage réglementaire d'eau potable approuvé.

Les données ci-dessous sont issues des différents Rapports annuels du délégataire fournis pas Véolia (2017 et 2019) ainsi que de données transmises en direct par le délégataire.

Lors du conseil municipal du 28 décembre 2017, la commune a voté à l'unanimité le renouvellement du contrat de concession de service public de production et distribution d'eau potable. La délégation de service public a été attribuée à VEOLIA Eau-CGE.

En 2019 :

- le réseau d'eau potable sur la commune comprenait 1126 abonnés ;
- Le rendement du réseau a été estimé à 86% ;
- La consommation moyenne par habitant a été évaluée à 207 l/j ;
- 2 réservoirs sont actuellement en place ;
- 252 555m³ d'eau ont été prélevés pour 192 099m³ mis en distribution et 161 794m³ réellement consommés.

De plus, le délégataire a indiqué en 2020 que les données maximales sur les 5 dernières années pour 1984 habitants étaient les suivantes :

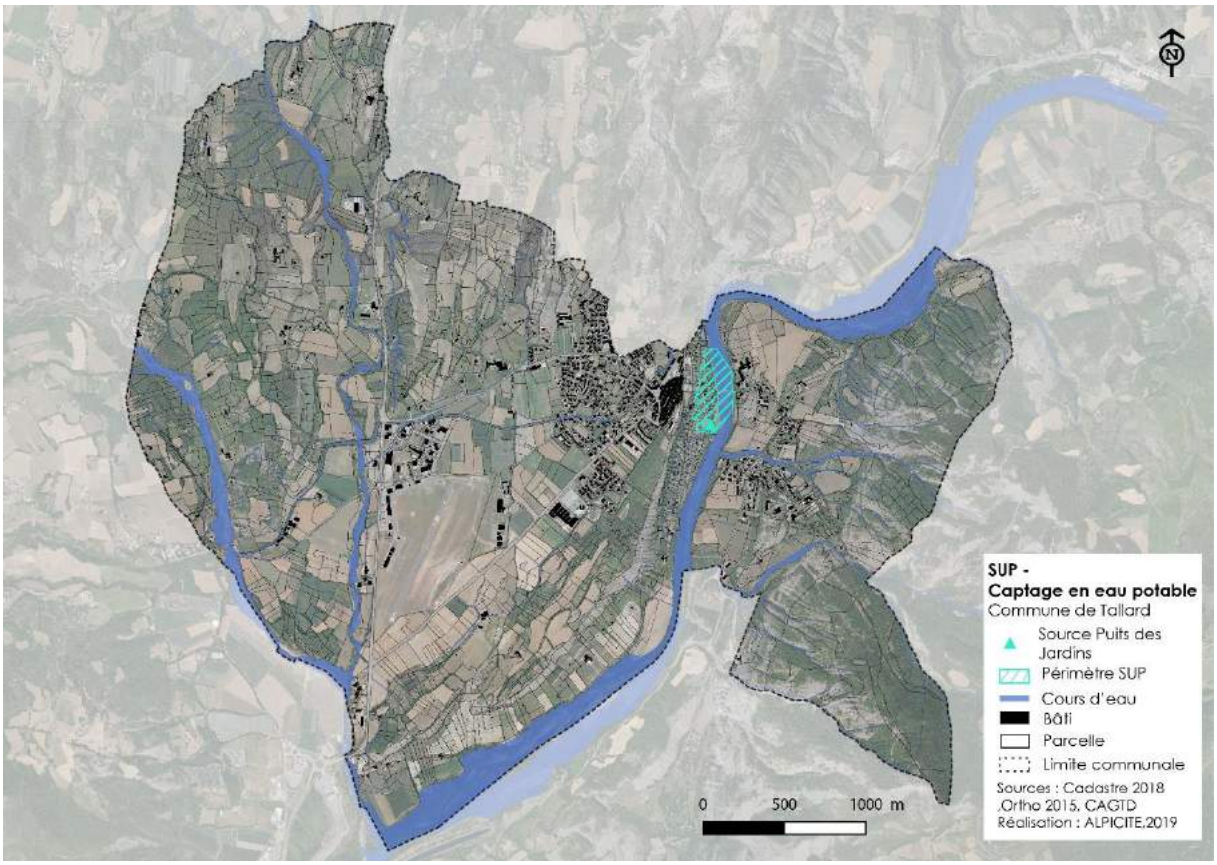
- 340 000 m³ prélevés au forage les Jardins et 25 000 m³ achetés à la l'agglomération ;
- 155 000 m³ vendus à l'agglomération et 16 957 m³ vendus sur le mois de plus forte consommation (soit pointe lissée de 547 m³ /j) ;
- 200 000 m³/an mis en distribution pour Tallard (hors agglomération) et 22 400 m³/mois mis en distribution sur le mois de plus forte consommation (soit pointe lissée de 723m³ /j) :
  - Demande théorique de point sur 5 ans (Tallard + ancienne CCTB) : 1270 m³ /j (lissés sur un mois) ;
  - Pointe réelle Août 2020 : 1129 m³ /j prélevés au forage de Tallard

1.1.1 CAPTAGE

La commune de Tallard est autorisée à prélever de l'eau dans le milieu naturel, à partir du puits des Jardins, au titre du Code de l'Environnement. Le puits des Jardins est situé sur la parcelle n°531 du zonage actuel de la commune.

Cette ressource en eau fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique délivrée par arrêté préfectoral n° 2016-075-15 en date du 9 mars 2016. Aussi, il est mentionné dans cet arrêté que sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de Tallard :

- Les travaux de forage et de pompage au niveau du puits des Jardins ;
- L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate
- L'institution des servitudes dans le périmètre de protection rapproché (représenté dans la carte ci-après.



Périmètre de protection captage Puits des Jardins

En ce qui concerne les capacités de prélèvement autorisées les valeurs maximums d'exploitation autorisées sont les suivantes :

- Un débit de prélèvement maximum instantané de 66m³/h

- Un volume journalier maximum de 1150 m³

- Un volume de prélèvement maximum annuel de 471 400m³

Afin de respecter les débits autorisés, il est mentionné à l'article 4 de l'arrêté n°2016-075-5 que les aménagements suivants sont à mettre en place et doivent être maintenus en bon état de fonctionnement :

- compteur volumétrique à l'entrée du réservoir sous réserve de ne pas avoir de livraison d'eau entre le pompage et le réservoir ;

- Asservissement des pompes du puits en fonction des niveaux dans le réservoir afin d'éviter les déversements inutiles au trop plein ;

- *système de limitation des volumes prélevés sur l'ensemble du réseau de la Communauté de communes de Tallard Barcillonnette* (devenue Communauté d'Agglomération de Gap Tallard Durance depuis le 1er janvier 2017.)

- *système de limitation de débit vers le réseau de la commune de Lettret*

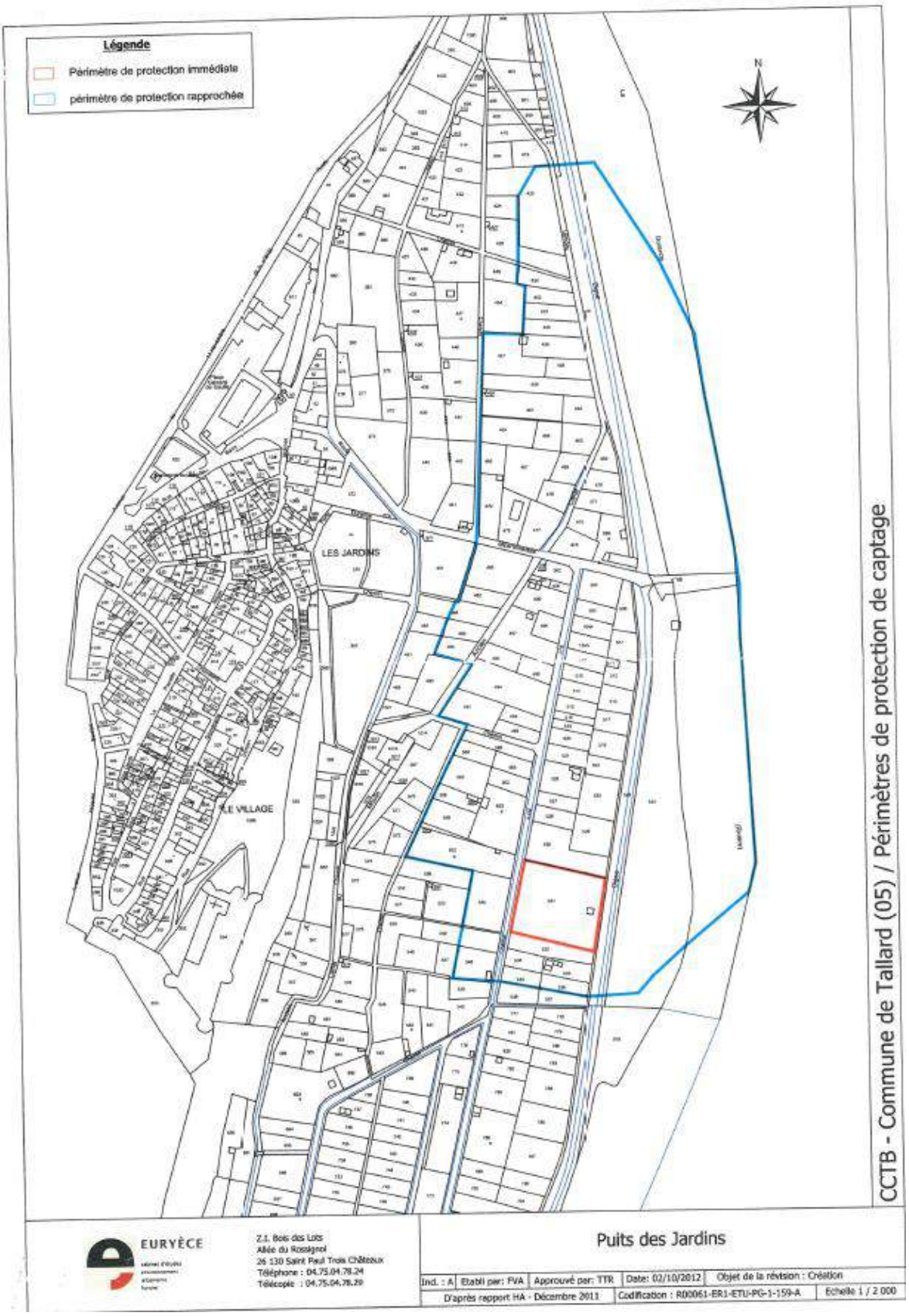
Afin de préserver la ressource en eau des périmètres de protection immédiat et rapproché sont mis en place. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires présentés ci-dessous. (Le périmètre de protection immédiate est représenté en rouge et le périmètre de protection rapproché en bleu).

1.1.2 PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Le périmètre de protection immédiat s'étend sur une surface de 2361 m² sur la parcelle n°531 Section A. Il est stipulé dans l'arrêté que le terrain du périmètre de protection immédiate doit être la propriété de la commune de Tallard.

1.1.3 PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Le périmètre de protection rapproché s'étend sur une surface de 5.05 hectares. Sur les parcelles situées dans ce périmètre des servitudes et des prescriptions sont instituées et présentées dans l'arrêté n°2016-75-5 en date du 9 mars 2016.



Périmètres de protection de captage Puits des Jardins

1.1.4 QUALITE BACTERIOLOGIQUE

Selon les données de l'ARS, le taux de conformité des prélèvements bactériologiques et des prélèvements physico-chimiques, l'eau d'alimentation est conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.
(Source : https://orobnat.sante.gouv.fr/orobnat/rechercherResultatQualite.do)

Le taux de conformité microbiologique était en 2019 de 100 %

1.1.5 TRAVAUX ET INVESTISSEMENTS

Le rapport du délégataire de 2019 indique des propositions d'amélioration sur le réseau qui sont les suivantes :

Rendement du réseau :

Afin d'éviter les fuites récurrentes sur certains secteurs, il est préconisé de renouveler les conduites vétustes suivantes :

- Rue Porte Molines (environ 160ml),

- Rue du Mazel (environ 70ml),

- Rue des Arcs (environ 100ml),

- Antenne derrière Magallon (environ 280ml).

Afin d'améliorer la réactivité sur les dérives du rendement du réseau, il est préconisé de mettre en place un compteur de sectorisation sur l'antenne de l'aérodrome.

Stockage-Reprise :

Les réservoirs d'eau potable sont équipés d'échelles en acier pour l'accès à la chambre de vannes et à l'intérieur de la cuve. Ces échelles ne répondent plus aux exigences des normes relatives aux échelles fixes, à savoir la NF E85-016 et la NF EN ISO 14122-4. Une mise en conformité des échelles du réservoir de la Tourest à prévoir par la collectivité.

La chambre de vannes vétuste du réservoir de Tallard sera à renouveler avec la pose d'un débitmètre en sortie de réservoir pour améliorer la sectorisation du réseau.

Afin de sécuriser le réservoir de Tallard, il est préconisé de mettre en place une clôture autour de celui-ci.

Afin d'améliorer le suivi et la distribution de l'eau, il est préconisé de mettre en place une télégestion au pompage Chrysalide.

Branchements Plombs

Il a été estimé à 23 le nombre de branchements plombs restant, principalement localisés sur les rues Porte

Molines, du Mazel et des Arcs. Il est préconisé de renouveler ces branchements.

1.1.6 DEFENSE INCENDIE

En matière de défense incendie, la commune était équipée en 2019 de 54 poteaux incendies et d'une borne fontaine.

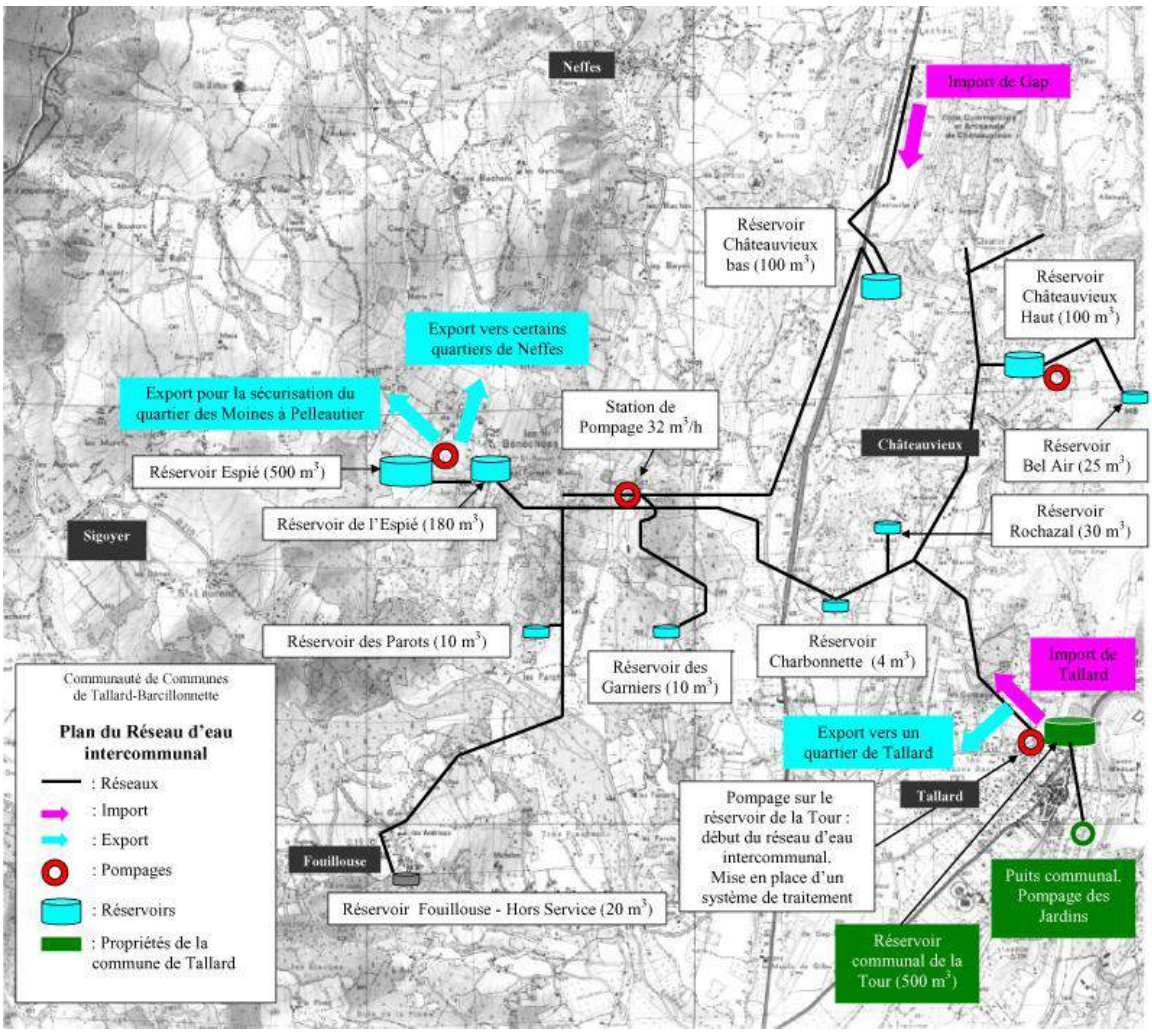
1.1.7 LES OUVRAGES DE STOCKAGE

La commune de Tallard dispose de deux réservoirs communaux :

- le réservoir de la Tour d'une capacité de 500m3. L'eau prélevée à la station de pompage des Jardins située à 590,29 mètres d'altitude est acheminée par une canalisation au réservoir de la Tour à 624,24 m d'altitude. C'est notamment à partir de ce réservoir que le réseau intercommunal commence.

- le réservoir de la Chrysalide, d'une taille plus restreinte avec une capacité de stockage de 100 m3.

Au total, la commune dispose d'une capacité totale de stockage de 600m3.



Plan du réseau d'eau intercommunal (Communauté de Communes de Tallard Barcilonnette)

1.2. EAUX USEES

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence "Assainissement" (jusqu'alors compétence des communes) est entièrement du ressort de la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance. Un schéma directeur d'assainissement intercommunal a notamment est actuellement en cours d'élaboration par la CAGTD.

Pour la gestion de l'assainissement collectif, la Communauté d'Agglomération a établi depuis fin 2017, une délégation de service public (DSP) avec la société Véolia, pour une durée de 13 ans.

En ce qui concerne la gestion du service d'assainissement non collectif (SPANC) et le traitement des eaux pluviales, la gestion est assurée par la CAGTD en régie.

Le tableau suivant indique le nombre d'abonnés à l'assainissement collectif et à l'eau potable de l'année 2017 permettant de déduire le taux de raccordement communal :

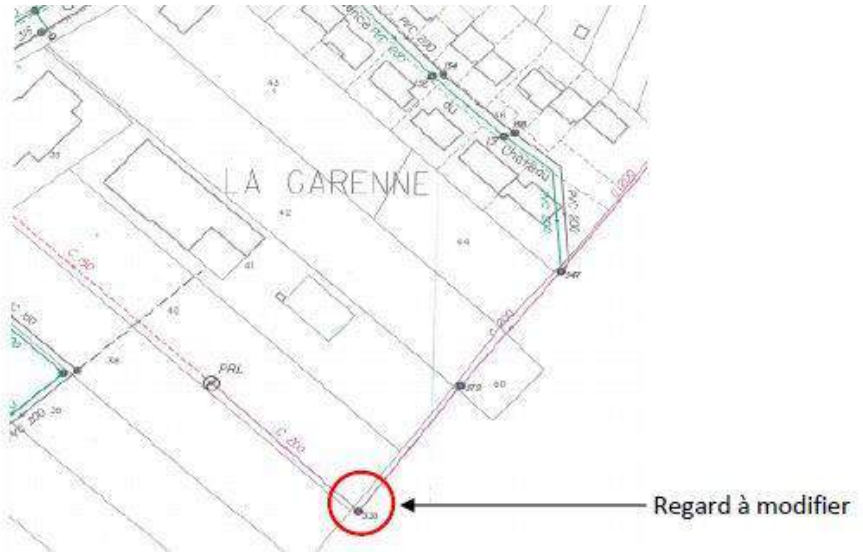
	Abonnés
Eau potable (2017)	1109
Assainissement collectif (2020)	1055

Abonnés au service eau potable et assainissement

Le taux de raccordement peut être estimé à 94% environ en 2020 pour l'assainissement et 95 % en 2017 pour l'eau potable.

Dans le rapport du délégataire Véolia datant de 2017, il est mentionné les travaux suivants peuvent être réalisés sur le secteur de la Garenne :

La pente de la résidence du Château étant faible, il faudrait modifier l'angle du réseau (actuellement à 90°) qui se situe juste avant le puits de relevage de la Coopérative, comme indiqué ci-dessous.



1.2.1 L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1.2.1.a°) STEP Tallard

La station d'épuration de Tallard a été construite en 1997. La filière de traitement, entièrement biologique est de type "Lit bactérien à forte charge". Elle a été dimensionnée pour traiter les effluents provenant des communes de Tallard, Lettret, Châteauvieux (pour partie). ***Sa capacité nominale est de 3 700 EH et peut traiter un débit de 600 m3/jour.*** *Le rejet des eaux traitées s'effectue dans la Durance. En 2017, la station a traité 128 325 m3 d'eaux usées pour 1 311 abonnés raccordés, avec 89% de rendement. 17,02 tonnes de matières sèches (MS) de boues ont été évacuées.*

Les boues ont été traitées, par épandage sur des parcelles appartenant à 2 agriculteurs sur les communes de Neffes, Pelleautier, Sigoyer. Un contrôle mensuel des effluents en entrée et sortie (soit 12/an) et des boues, a été effectué conformément à la réglementation ; en 2017, le taux de conformité de ces contrôles est de 100%. (Source : extrait du RPQS : 2017)

En 2020, la CAGTD donne les informations suivantes sur la STEP :

Capacité nominale de la station de Tallard :

*Charge organique : 200 kg de DBO5/ jour, soit 3333 EH (avec un ratio de 60 g de DBO5/jour/EH),

*Charge hydraulique : 600 m3/jour.

La station a reçu en moyenne 64% de sa charge hydraulique nominale et 88% de sa charge organique nominale en 2018 et 2019. Ce qui laisse de la marge de développement. La station reçoit les effluents de gros abonnés, hôtels - restaurants, collège, centre médical, zone d'activité... L'effluent en entrée de STEP est parfois très chargé, avec suspicions de déversements d'eaux usées non autorisés provenant d'activités non domestiques et non déclarées.

De plus l'Etat donne les informations suivantes :

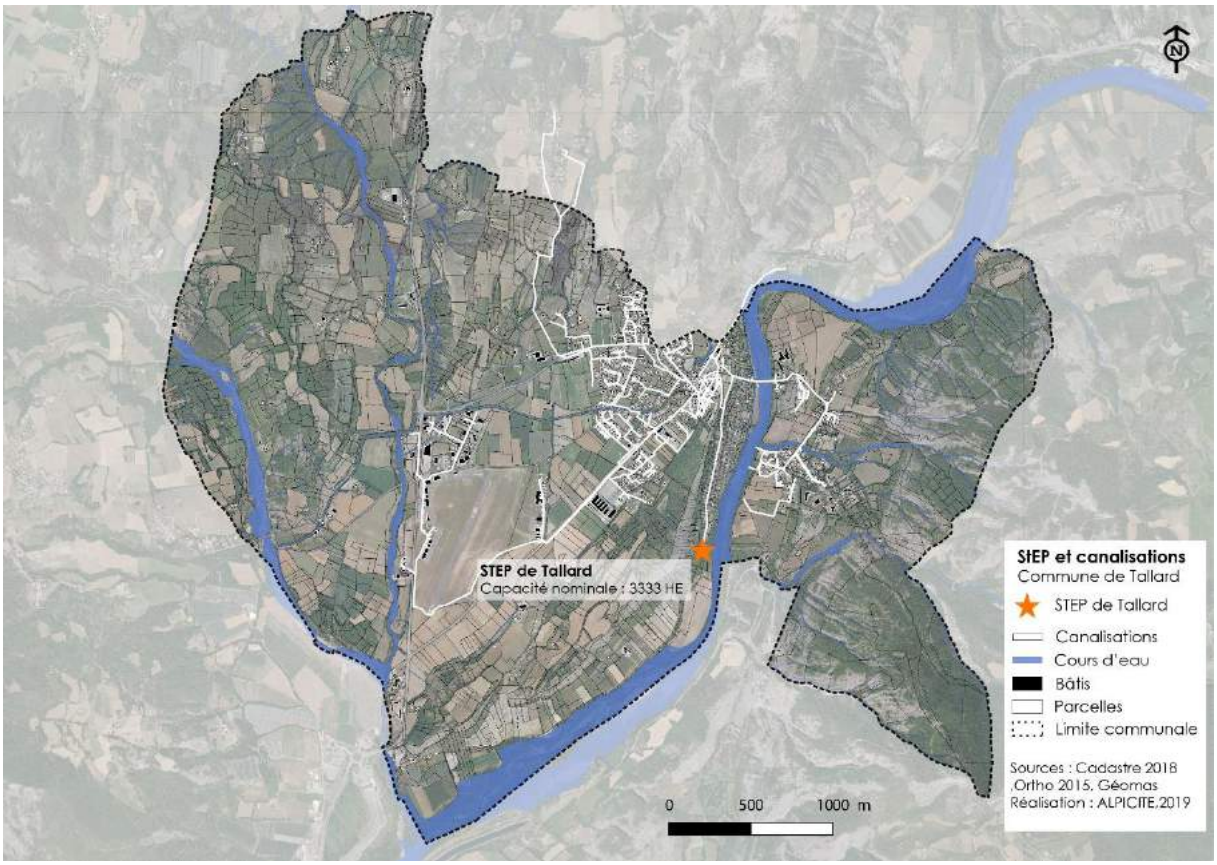
Le réseau capte aujourd'hui beaucoup trop d'eaux parasites, d'où des déversements par le déversoir en tête de station (point A2) très fréquents.

Ces déversements par le point A2 sont comptabilisés dans le calcul des flux et rendement de la station, et peuvent dégrader le rejet : cela a été le cas par exemple en 2017, où la station a été déclarée NC à cause des déversements par le point A2. Par ailleurs quelques petits problèmes de qualité du rejet en 2019 sont apparus, plutôt dus à un problème d'exploitation. Les réglages de la STEP ont été revus pour résoudre ces problèmes.

La capacité nominale organique de la STEP n'est pas atteinte. En revanche, la capacité hydraulique est souvent dépassée (cf. remarque ci-dessus). Il parait difficile d'augmenter les flux hydrauliques sans avoir au préalable réduit fortement les eaux parasites.

1.2.1.b°) Etat des réseaux

Une majorité des réseaux se sont construits après la création de la STEPP (1997) avec des matériaux récents (PVC), cependant dans le centre du village les réseaux urbains sont pour la plupart unitaires et peuvent avoir jusqu'à 80 ans.



STEP et canalisations sur Tallard

D'après la carte ci-dessus il est possible de voir qu'une grande partie du territoire communal est raccordé à l'assainissement collectif, toutefois au nord du territoire certains lieux dits demeurent rattachés à l'assainissement non collectif.

1.2.1.c°) Nombre d'abonnés et prix de l'assainissement.

En 2020, 1291 abonnés sont raccordés à la STEP de Tallard avec une population raccordée estimée à 2549 habitants.

*Commune de Tallard : 1075 abonnés, sachant que le taux de raccordement est d'environ 94% pour une population totale de 2252 habitants en 2020, ce qui nous donne une population raccordée d'environ 2116 habitants.

*Commune de Lettret : 71 abonnés, sachant que le taux de raccordement est d'environ 85,5% pour une population totale de 182 habitants en 2020, ce qui nous donne une population raccordée d'environ 155 habitants.

*Commune de Châteauvieux : 145 abonnés raccordés à la STEP de Tallard (soit 60 % d'abonnés à l'assainissement collectif, les 40% restants sont raccordés à la STEP de Neffes), sachant que le taux de raccordement est d'environ 91% pour une population totale de 509 habitants en 2020, ce qui nous donne une population raccordée d'environ 278 habitants (509 X 0,91X0,60).

Le service de l'assainissement est un service public industriel et commercial (SPIC), c'est à dire qu'il est uniquement financé par ses recettes propres : la redevance assainissement et la PFAC (participation au financement de l'assainissement collectif).De ce fait, le prix de l'assainissement est le suivant :
- La redevance est fixée à 1,1869€/m3 HT d'eau consommé (la part communale seule est à 0,8322€ HT/m3 d'eau consommée)
- La PFAC se calcule à la surface (surface plancher déclarée au permis de construire) et son prix est à 9,60€ HT du m2 à Tallard.

A noter que tous les ans au 1er janvier les montants sont révisés.

1.2.2 L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (A.N.C)

Le service SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) est une compétence de la CAGTD dont la gestion est assurée en régie.

Le SPANC (service public d'assainissement non-collectif) exerce 3 missions en lien avec les installations d'assainissement non-collectif :

1 - informer les usagers de la réglementation et de l'utilisation des installations d'assainissement individuelles

2 - accompagner la construction et la réhabilitation des installations en veillant au respect des règles de construction

3 - contrôler les installations avant, pendant, et après les travaux en accord avec la réglementation en vigueur

La CAGTD a réalisé un règlement de l'assainissement non collectif. L'objet de ce règlement est d'établir les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur contrôle, leur fonctionnement, leur entretien, leur réhabilitation mais aussi de fixer les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif, et de définir ses modalités d'application.

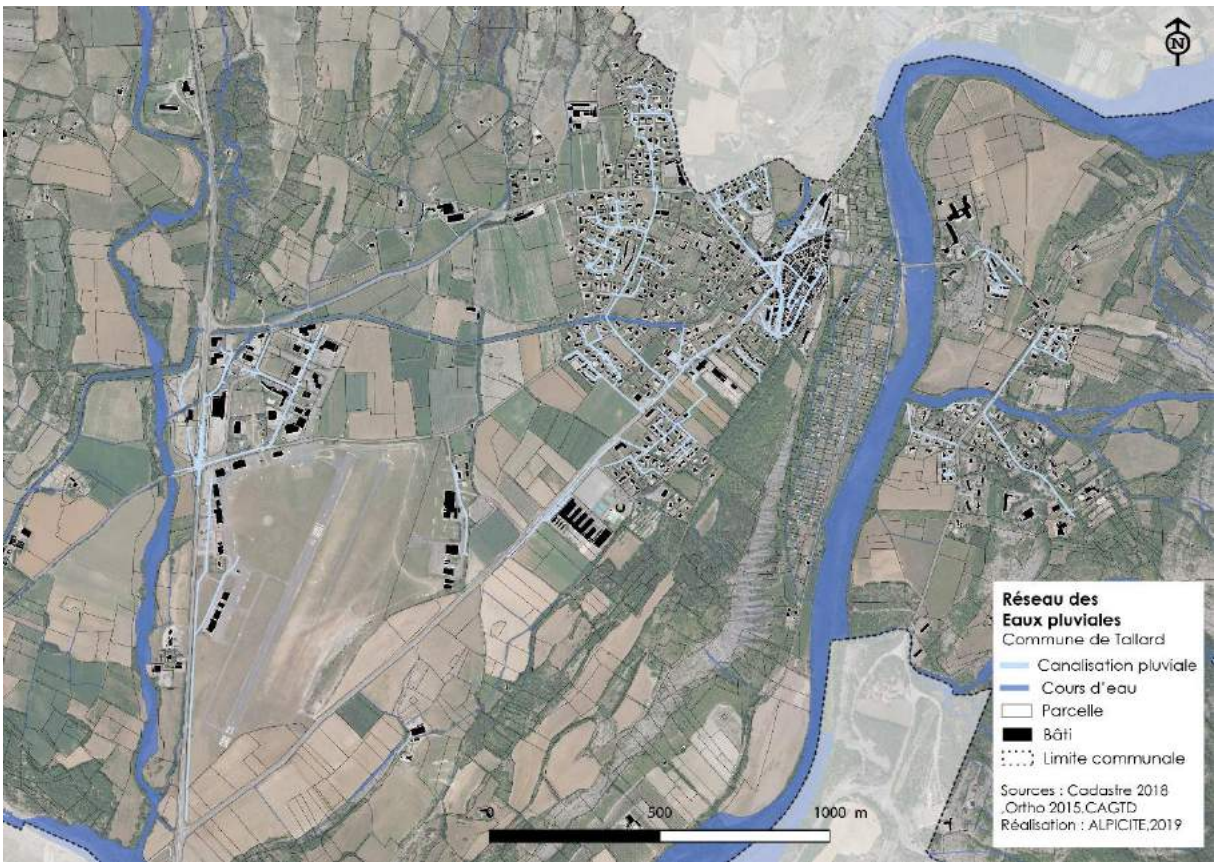
Au 1er janvier 2018, 1398 installations d'assainissement non collectif ont été recensées sur le territoire de Gap Tallard Durance, dont 74 installations sur la commune de Tallard, (chiffres : CAGTD, 2018).

1.2.3 EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont également exercées en régie par la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance. Il n'existe pas de schéma directeur de gestion des eaux pluviales, ni de zonage réglementaire approuvé.

Sur les 171,5 km de réseau d'eaux pluviales que compte la CAGTD, la commune de Tallard dispose de 13.9 km de canalisations.

En 2017, 197 branchements aux eaux pluviales étaient raccordés au réseau d'eaux pluviales.



Réseau des eaux pluviales

1.2.4 ASA (ASSOCIATION SYNDICALE D'AUTORISATION)

Une partie du territoire de Tallard est irriguée par des réseaux d'irrigation. Deux associations Syndicales Autorisées sont présentes sur la commune de Tallard :

- A.S.A Canal de Gap

- A.S.A Digues et conquêtes de Tallard

Chaque A.S.A est accompagnée d'un règlement de service mentionnant notamment les servitudes.

Dans le règlement de l'ASA des digues et conquêtes de Tallard du 20 avril 2010, il est mentionné les rejets, de quelque nature que ce soit (fosses septiques, huiles de vidanges, lisier, eaux pluviales etc), dans le canal ou ses rigoles secondaires sont strictement interdits. De même, il est interdit de réaliser des travaux de nature à diriger des eaux pluviales ou de ruissellement vers les canaux.

2. ENERGIES

2.1. PREAMBULE

Il est aujourd'hui admis que les activités humaines influencent l'équilibre du bilan énergétique de notre atmosphère avec comme conséquence le réchauffement climatique.

Si à ce jour les effets à long terme de ce réchauffement ne sont pas connus avec précision, la communauté scientifique internationale s'accorde toutefois sur son origine : la production de gaz à effet de serre d'origine anthropique.

Pour tenter de limiter le phénomène, la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, signée à Kyoto en 1997, fixe des objectifs de réduction des émissions aux pays signataires.

La 21ème Conférence des Parties (COP 21) à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) s'est tenue à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. Les 195 pas-parties, se sont fixés comme objectif d'aboutir, pour la première fois, à un accord universel et contraignant, permettant de lutter efficacement contre le dérèglement climatique et d'accélérer la transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en Carbone. L'accord de Paris fixe comme objectif de maintenir l'augmentation de la température en dessous du seuil de 2°C, d'ici 2100, par rapport au niveau pré-industriel. A la demande des pays les plus vulnérables, la limite sera fixée à 1,5°C d'ici 2100.

Pour 2020, le Conseil européen a pris l'engagement des « 3x20 » d'ici 2020 :

- réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre,
- améliorer l'efficacité énergétique de 20 %,
- produire 20 % de l'énergie à partir de sources renouvelables.

A plus long terme, 2050, il nous faudra diviser par 4 nos émissions, le Facteur 4, pour retrouver une concentration acceptable de GES dans l'atmosphère. La stratégie nationale retenue pour atteindre ces objectifs a été formalisée en 2004 dans le Plan Climat National puis reprise dans la loi du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique et dans le Grenelle I et II de l'environnement en 2009 et 2010.

Entre autres, la France s'est donnée l'objectif de porter à au moins 23 % en 2020 la part des énergies renouvelables dans la consommation finale en diversifiant les sources d'énergie.

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte fixe de nouveaux objectifs :

- De réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % entre 1990 et 2030 et de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050. La trajectoire est précisée dans les budgets carbone mentionnés à l'article L. 222-1 A du code de l'environnement ;
- De réduire la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012, en visant un objectif intermédiaire de 20 % en 2030. Cette dynamique soutient le développement d'une économie efficace en énergie,

notamment dans les secteurs du bâtiment, des transports et de l'économie circulaire, et préserve la compétitivité et le développement du secteur industriel ;
- De réduire la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 30 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2012, en modulant cet objectif par énergie fossile en fonction du facteur d'émissions de gaz à effet de serre de chacune ;
- De porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % de cette consommation en 2030 ; à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter 40 % de la production d'électricité, 38 % de la consommation finale de chaleur, 15 % de la consommation finale de carburant et 10 % de la consommation de gaz ;
- De réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2025 ;
- De contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction de la pollution atmosphérique prévus par le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques défini à l'article L. 222-9 du code de l'environnement ;
- De disposer d'un parc immobilier dont l'ensemble des bâtiments sont rénovés en fonction des normes " bâtiment basse consommation " ou assimilés, à l'horizon 2050, en menant une politique de rénovation thermique des logements concernant majoritairement les ménages aux revenus modestes ;
- De parvenir à l'autonomie énergétique dans les départements d'outre-mer à l'horizon 2030, avec, comme objectif intermédiaire, 50 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2020 ;
- De multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelable et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030.

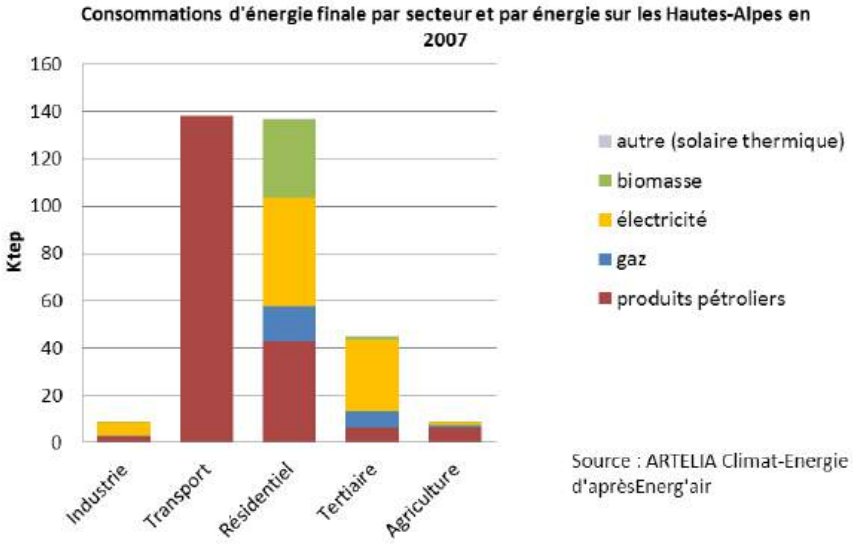
Afin de tenir compte de l'ensemble de ces éléments, il est devenu nécessaire d'introduire une vision territoriale de l'énergie.

2.2. LA CONSOMMATION ENERGETIQUE DANS LE DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Le plan climat-air-énergie territorial (PCET) des Hautes-Alpes a été adopté le 24 juin 2014.

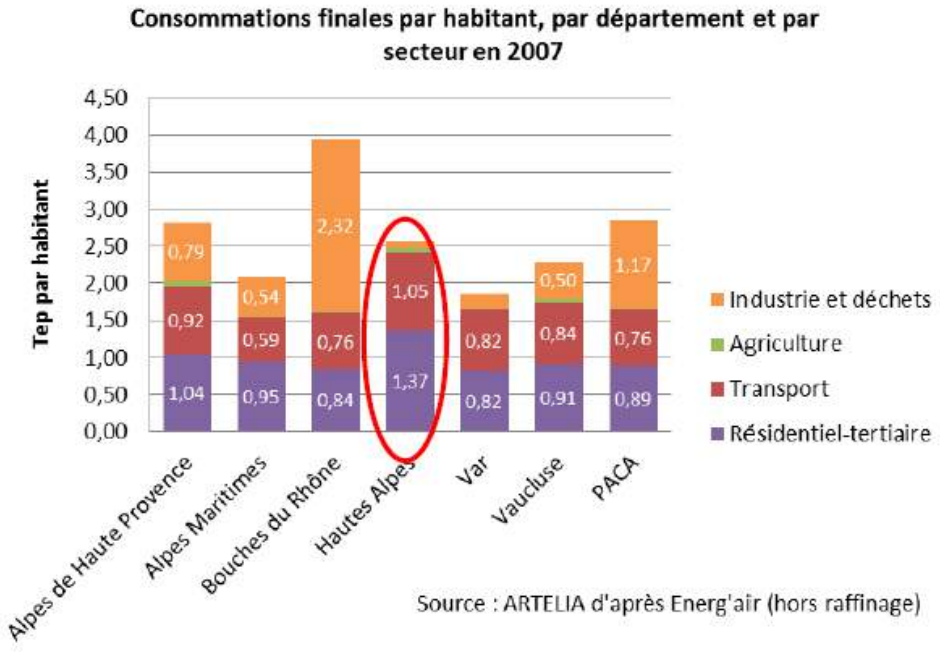
Le diagnostic du PCET fait ressortir :

- Une consommation d'énergies finale en majorité due aux secteurs des transports (41 %) et résidentiel (40 %) ;
- Les produits pétroliers sont la principale source d'énergie, et représentent 57 % de la consommation d'énergie.



Consommations d'énergie finale par secteur et par énergie sur les Hautes-Alpes en 2007

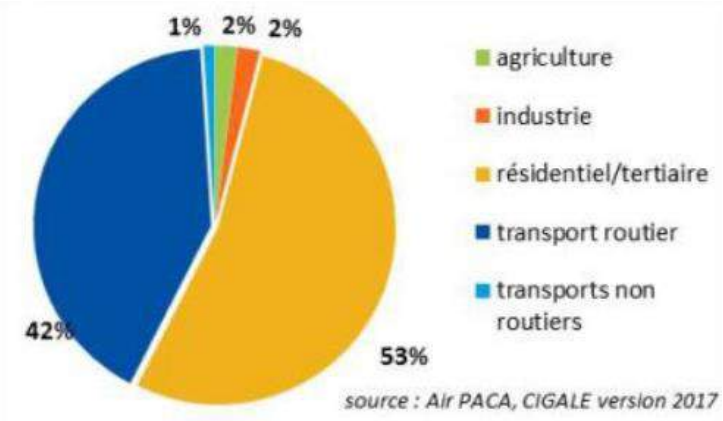
Source : PCET Hautes-Alpes, 2014



Consommations finales par habitant, par département et par secteur en 2007 - Source : PCET Hautes-Alpes, 2014

La consommation par habitant est d'environ 2,50 Tep par habitant.

En comparaison avec les autres départements de la région PACA, les Hautes-Alpes se situent en 4e position, mais c'est le département pour lequel la consommation destinée au transport et celle destinée au résidentiel-tertiaire est la plus importante.



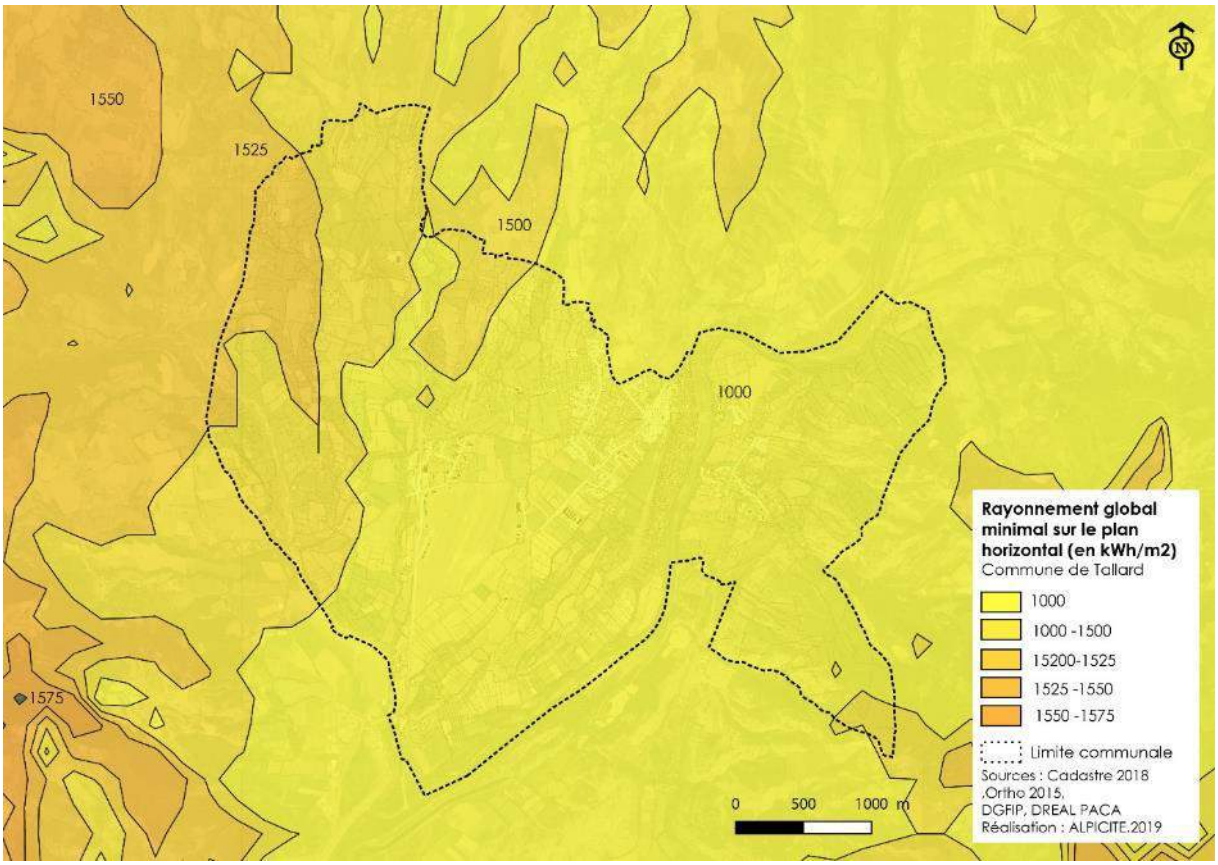
Consommation finale d'énergie dans les Hautes-Alpes en 2015 - Source : PCET Hautes-Alpes, 2014

La consommation en énergie dans les secteurs résidentiel/tertiaire et transport représente 95% sur le département. Cela peut s'expliquer à la fois par les conditions climatiques (territoire montagnard) et par le caractère rural (augmentation des distances parcourues et des trajets réalisés avec un véhicule motorisé).

2.3. POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES

2.3.1 *LES ENERGIES SOLAIRES*

La déclinaison du SRCAE sur le territoire du Pays SUD se traduit notamment de la manière suivante : la politique émise concerne la production d'énergies renouvelables, devra correspondre à hauteur de 46% en 2020 et de 70% en 2030 à la consommation énergétique du territoire au minimum. De même, le renouvellement des systèmes de chauffage en fioul ou en électricité est encouragé.



Potentiel solaire sur la commune de Tallard – Source : http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr

Sources : DREAL PACA.

Le rayonnement global sur plan horizontal correspond au rayonnement direct et au rayonnement diffus reçu sur un plan horizontal. Il se mesure en kWh/m2. La topographie a une incidence sur ce rayonnement, puisque le rayonnement direct en ubac et en fond de vallée est plus faible.

Du fait d'un masque solaire engendré par les reliefs environnants, le potentiel solaire apparaît comme relativement faible dans la plupart des secteurs urbanisés de la commune de Tallard (1000-1500 Kwh/m2). Seule la partie située au Nord-Est du territoire semble plus propice au développement du photovoltaïque.

2.3.2 LES ENERGIES EOLIENNES

Le Schéma Régional Eolien (SRE) de Provence-Alpes-Côte d'Azur définit plusieurs zones

- des zones d'exclusion : dans ces zones l'implantation d'éoliennes est exclue pour des raisons réglementaires - enjeux et contraintes techniques, environnementales ou paysagères ;
- des zones favorables à l'étude des projets éoliens, définies comme tout ce qui n'est pas en zone d'exclusion ;
- des zones préférentielles pour le petit éolien, définies comme la partie des zones favorables non concernée par une sensibilité paysagère majeure, un site inscrit, un site RAMSAR ou Natura 2000, la zone militaire LF-R 95 A et ayant un gisement éolien > 4,5 m/s ;
- des zones préférentielles pour le grand éolien, définies comme la partie des zones préférentielles pour le petit éolien éloignées de plus de 500m de toute habitation.

Le SRE définit des objectifs chiffrés de développement par grand territoire. Une partie des zones préférentielles concerne uniquement le petit éolien, dont l'implantation est souvent plus simple, en particulier dans les zones bâties.

L'inscription en zone favorable est une condition nécessaire pour qu'un projet éolien bénéficie d'une obligation d'achat de l'électricité produite à tarif réglementé bonifié.

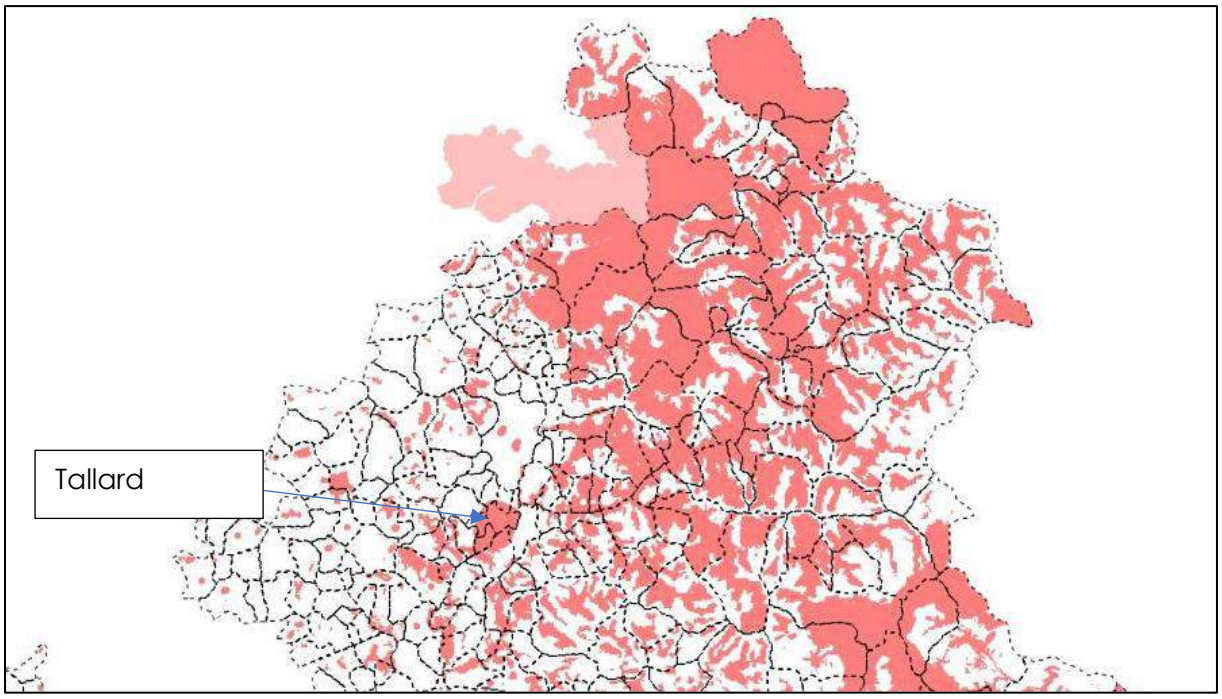
Le SRE est un document de cadrage qui ne dispense en aucun cas les projets éoliens des différentes procédures d'autorisation, notamment un permis de construire et, pour les mâts de plus de 50m, une étude d'impact sur l'environnement s'appuyant sur une enquête publique et une autorisation ICPE.

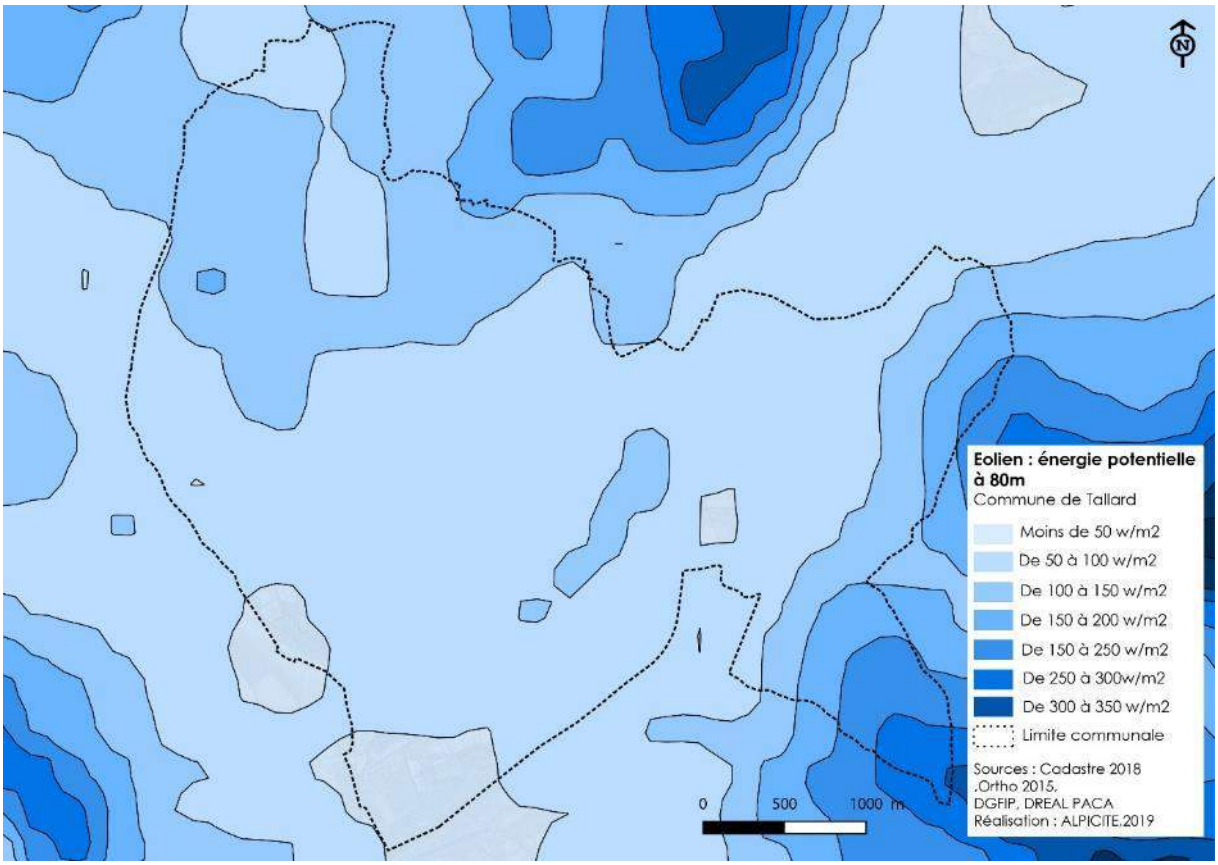
Le SRE classe la commune de Tallard en zone favorable à l'implantation d'éoliennes. Cependant, plusieurs éléments contraignent fortement la mise en place d'éoliennes :

- la commune dispose d'une servitude de dégagement aéronautique sur une grande partie de son territoire, en raison de la présence de l'aérodrome Gap-Tallard.

- Tallard présente également des enjeux excluant l'implantation d'éoliennes, gisement éolien <4.5 m/s en raison des sensibilités paysagères majeures, sites inscrits, Zone Natura 2000…

- Enfin la commune est couverte par une zone d'exclusion de 500m autour des habitations. Cette contrainte de la distance de protection de 500 mètres est incompatible que pour les éoliennes d'une hauteur de plus de 50 mètres. Elle n'a donc pas été prise en compte pour la définition des zones favorables qui concernent l'ensemble des éoliennes quel que soit sa hauteur.





Potentiel éolien sur la commune de Tallard

Presque l'essentiel du territoire communal bénéficie d'un potentiel compris entre 50 et 150 W/M^2, seule une petite partie de la commune situé au sud sur les hauteurs bénéficie d'un potentiel supérieur à 150W/M^2 n'excédant toutefois pas 300W/M^2.

De ce fait, aucune zone préférentielle de développement de l'éolien n'est recensée sur le territoire de la commune de Tallard.

2.4. BOIS ET BIOMASSE

Source : http://www.ofme.org

Le terme « bois énergie » recouvre la valorisation du bois en tant que combustible sous toutes ses formes : bûches, plaquettes forestières ou bocagères, produits connexes de scierie (dont plaquettes, sciures ou écorces), granulés de bois, bois en fin de vie…

Une entreprise de sylviculture et exploitation forestière et deux entreprises de construction bois sont localisées sur la commune de Tallard. Il s'agit des seules entreprises en lien avec la filière bois présentent sur le territoire communal.

2.5. VALORISATION DE L'ENERGIE DU SOL ET/OU DES NAPPES

Le SRCAE fixe un objectif de moins d'1 GWh.

Le système consiste à récupérer la chaleur du sol ou des nappes d'eau souterraines non profondes. Les pompes à chaleur apparaissent intéressantes pour les raisons suivantes :

- Ressource indépendante des conditions météorologiques ;
- Pas de système de stockage ;

- Couvre les besoins en chauffage d'une habitation voire le rafraîchissement.

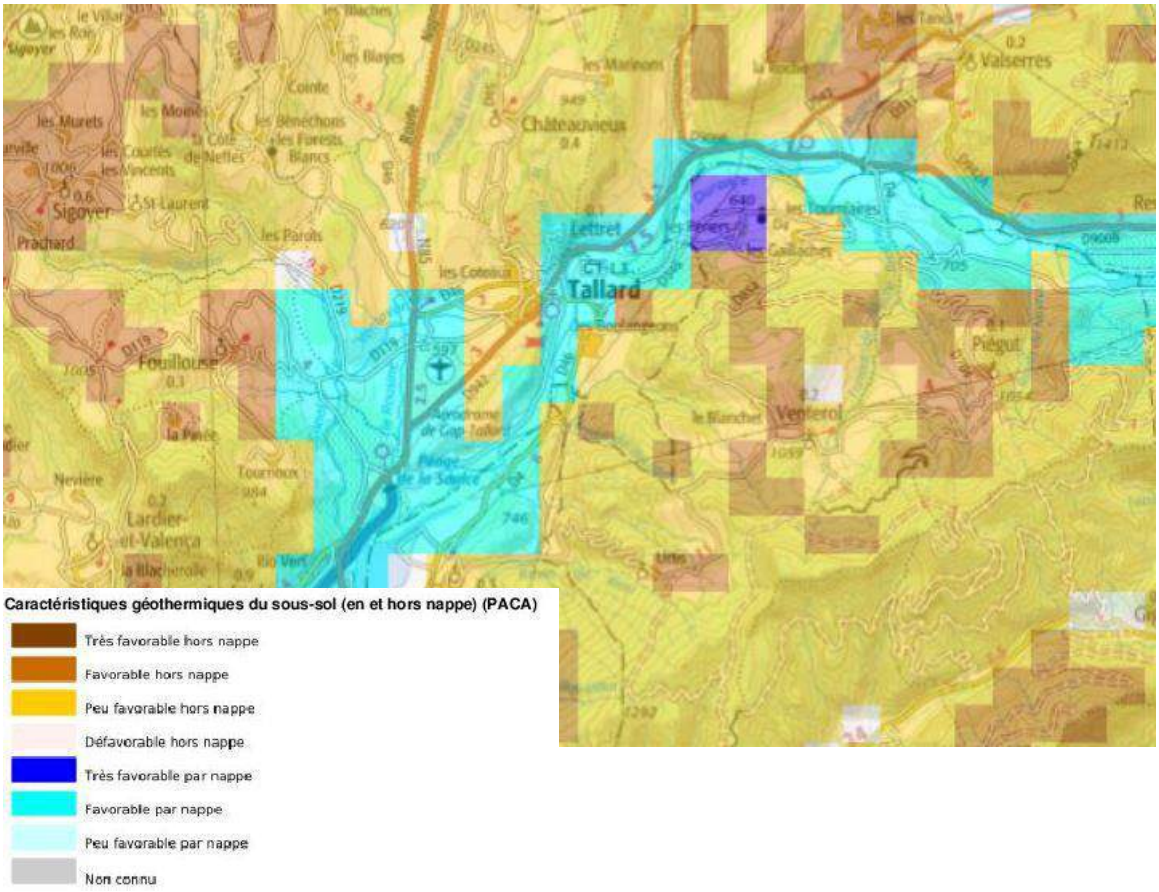
En contrepartie, ces systèmes nécessitent de l'énergie électrique, et utilisent des fluides dont l'impact sur l'effet de serre peut être important s'ils sont relâchés.

Les besoins couverts par le gisement géothermique dans la région relèvent pour l'essentiel du domaine de la géothermie très basse énergie pour ce qui concerne la géothermie en nappes pour l'essentiel les nappes alluviales et les quelques nappes sédimentaires d'extension significative.

La géothermie très basse température concerne la production de chaleur et/ou de froid contenue dans les terrains ou les aquifères peu profonds (en général < 100 m). La température exploitée est inférieure à 30°C (généralement comprise entre 9 et 15 °C).

Pour exploiter cette gamme de températures, il est nécessaire de recourir à l'utilisation de Pompes A Chaleur (PAC).

Les PAC peuvent fonctionner sur des dispositifs d'échange et d'extraction d'énergie avec le sous-sol (capteurs verticaux, profondeur généralement inférieure à 100 m) ou l'eau souterraine des aquifères peu profonds (puits de pompage). Les capteurs verticaux présentent un rendement bien inférieur (rapport de l'ordre de 1 à 5) par rapport à l'exploitation géothermique d'un aquifère. Il existe aussi la géothermie horizontale qui consiste à mettre en œuvre des nappes de tuyaux dans le sol.



Caractéristiques géothermiques du sous-sols (eb et hors nappe) - Source : base de données géothermie perspective

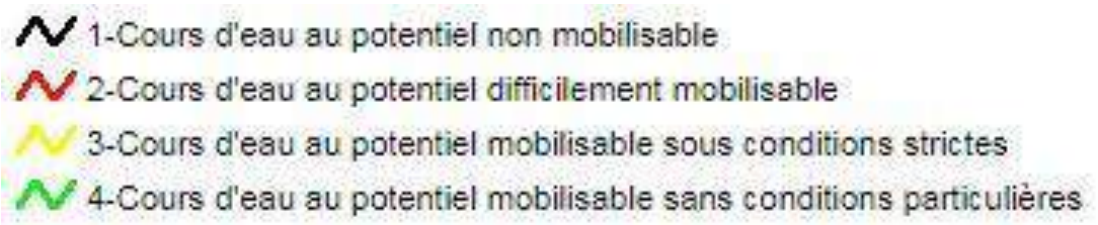
Le site « Géothermie Perspective » présente une cartographie à petite échelle des caractéristiques géothermiques du sous-sol (en et hors nappe) pour la région PACA. Le niveau de précision ne permet pas une analyse approfondie du potentiel énergétique par la géothermie sur la commune, toutefois, il permet d'établir de premières conclusions, avec :
- au niveau de la Durance et à proximité, des caractéristiques géothermiques du sous-sol a priori favorables par nappe voir très favorable.

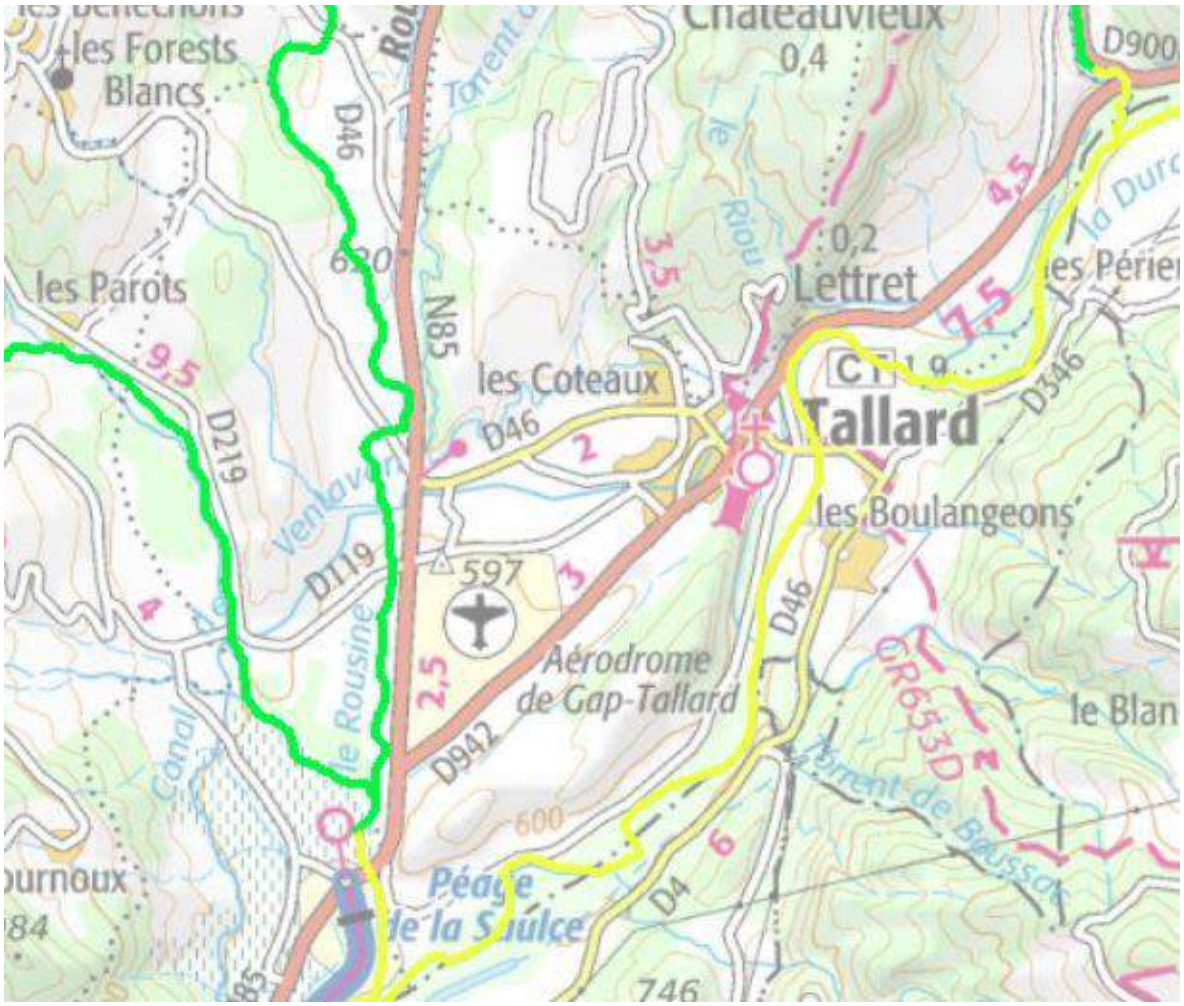
- sur le reste du territoire, des caractéristiques du sous-sol majoritairement peu favorables (hors nappe) à l'exception de certains secteurs favorable d'une superficie réduite.

2.6. ENERGIE HYDRAULIQUE

Quelques cours d'eau présents sur la commune de Tallard sont identifiés sur la base de données Geo-ide comme cours d'eau au potentiel mobilisable pour la fabrication d'énergie hydro-électrique.

Le Torrent du Rousine et le Torrent de Baudon sont identifiés comme des cours d'eau au potentiel mobilisable sans conditions particulières. Sur la portion de Tallard, la Durance est identifiée comme un cours d'eau au potentiel mobilisable sous conditions strictes. Des aménagements peuvent donc être envisagés sur ces secteurs en termes de productions hydroélectriques.





Potentiel hydraulique sur Tallard - Source : http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr

3. COUVERTURE NUMERIQUE

3.1. LA COUVERTURE ADSL ET FIBRE OPTIQUE

Selon les données du site Ariase, en 2020, une large part du territoire communal était couverte par la fibre optique avec un débit de l'ordre de 500 MBIT/S à 1GB/S. (Source : https://www.ariase.com/couverture/hautes-alpes-05/tallard). De ce fait, en 2020, 99% des logements étaient raccordables à la fibre optique.

Cependant, tous les habitants non pas accès à la même vitesse de connexion internet. En effet, 61% ont accès à plus de 1GB/S ; 9% à 30MB/S ; 24% à 8MB/S et 4% à 3MB/S.

	+1 GB/S	100 MB/S	30 MB/S	8 MB/S	3 MB/S	512 KB/S	PAS D'ADSL
Nombre de locaux	1 548	0	42	97	0	0	0
Taux de locaux dans la commune	91%	0%	2%	6%	0%	0%	0%
Taux de locaux dans le département	61%	0%	9%	24%	4%	0%	0%

Source : Ma connexion Internet - ARCEP

Le débit internet à Tallard - Source : Ariase.com [consulté le 17/02/2023]

Un central téléphonique est installé dans la commune de Tallard. Ce nœud de raccordement (NRA) permet à Orange Free, SFR et Bouygues Telecom de fournir des connexions haut débit ADSL aux foyers qui ne sont pas encore éligibles à la fibre.

Entre 2023 et 2030, le réseau « cuivre » de Tallard sera progressivement fermé, avec dans un premier temps la fermeture « commerciale » et l'impossibilité de s'abonner à une offre ADSL, puis dans un second temps la fermeture « technique » définitive du réseau ADSL et l'obligation de basculer en fibre optique une fois que son déploiement sera achevé.

Concernant le réseau mobile, aucune antenne de téléphonie mobile n'est pour le moment localisée à Tallard. Les réseaux mobiles captés par les habitants de la commune proviennent des antennes-relais installées dans les communes à proximité.

3.2. LES POLITIQUES LOCALES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS NUMERIQUES

Le département des Hautes-Alpes possède un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) datant de février 2012, celui-ci a été révisé en 2018. Ce SDTAN repose désormais sur les trois axes suivants :

- Axe 1 – Piloter, planifier et coordonner le déploiement des infrastructures fixes numériques de manière à faire des Hautes-Alpes un département « 100% FttH » à horizon 2025.
- Axe 2 – Assurer un bon débit (8 Mbit/s) à très court terme sur tout le territoire.
- Axe 3 – Renforcer la couverture mobile du territoire afin d'avoir, à minima, une très bonne couverture 2G sur l'ensemble du territoire et une couverture 3G sur l'ensemble de l'habitat et des professionnels.

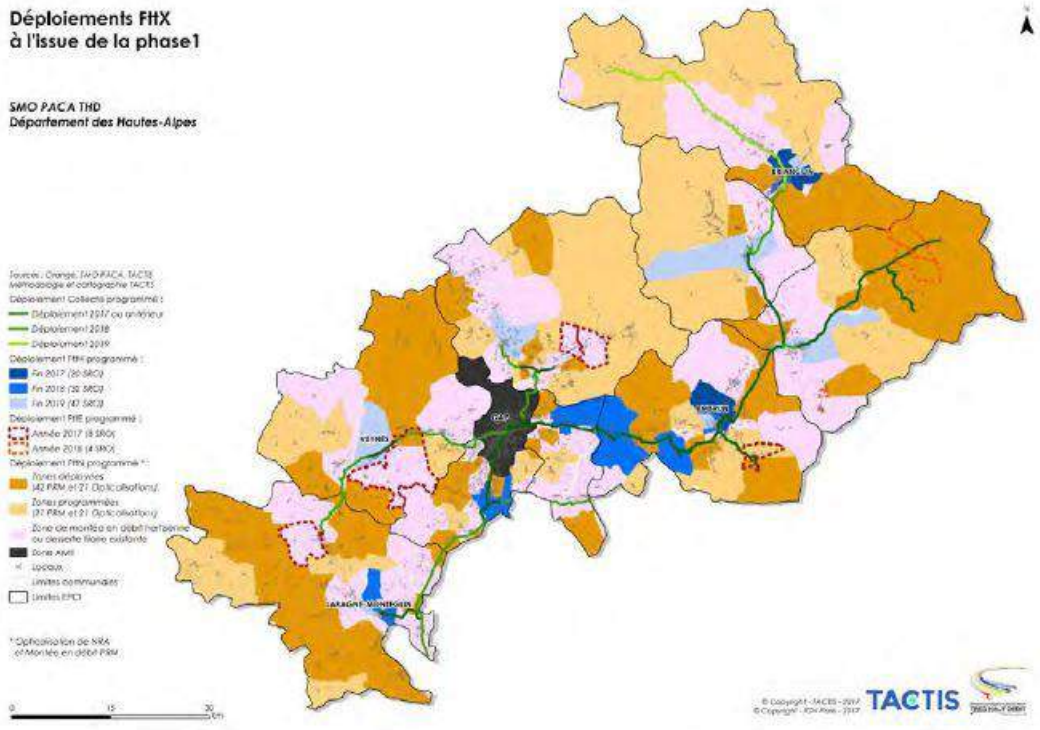
Les objectifs poursuivis sont :

- À horizon 5 ans, soit à horizon 2018 : Atteindre « 10 Mbits pour tous » en passant par la modernisation du réseau cuivre et en commençant le déploiement FttH avec une priorité donnée au raccordement en fibre des sites d'intérêt économiques et sociaux, et des points hauts.

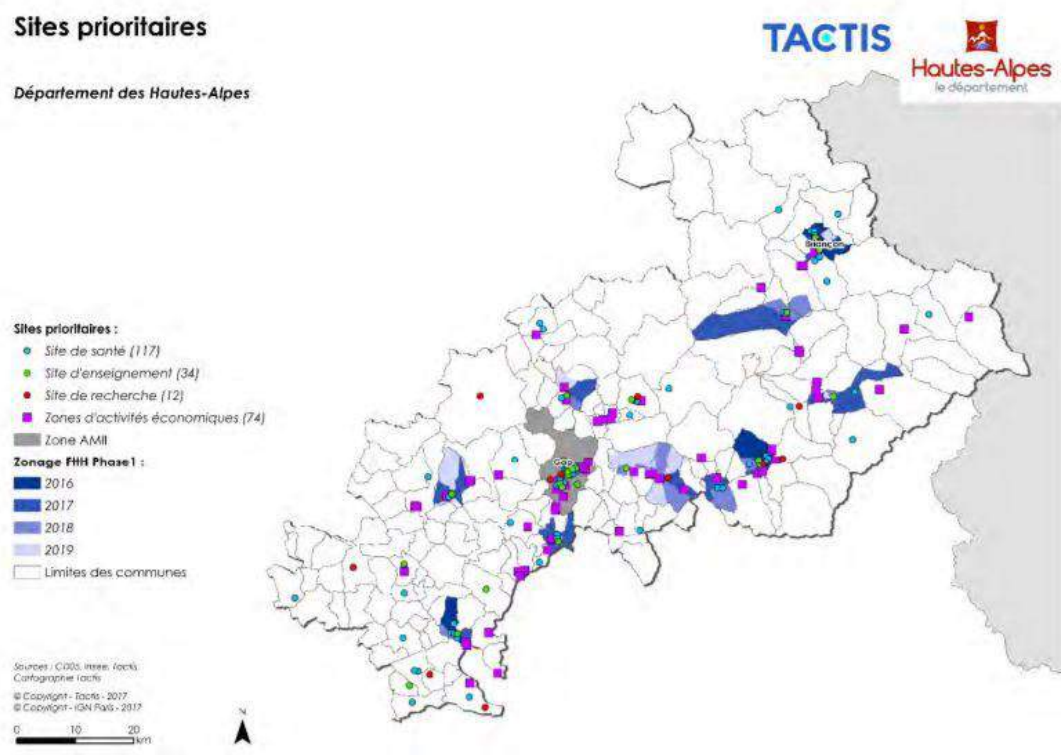
- À horizon 15 ans : Une couverture en très haut débit pour le plus grand nombre.

Pour atteindre ces objectifs, un ensemble d'actions a été retenu, ceux-ci sont détaillés dans le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique réactualisé, disponible en ligne.

La carte ci-après montre que Tallard figure parmi les communes où le déploiement de la Fttx a été programmé pour fin 2018.



Déploiements en cours de réalisation dans le cadre de la phase 1 - SDTAN 05 réactualisé



Répartition géographique des sites prioritaires - SDTAN 05 réactualisé

Comme le détail la carte ci-dessus, la commune de Tallard figure parmi l'un des sites prioritaires du département pour déployer Fttx au cours de la phase 1, en raison des pôles de santé, d'enseignement et économiques présents sur la commune.

4. POLLUTIONS

4.1. LA GESTION DES DECHETS

La collecte des déchets de la commune de Tallard est assurée par la Communauté d'Agglomération dont la compétence « déchets » est étendue sur les 17 communes du territoire « Gap-Tallard-Durance »

La CAGTD s'occupe de la collecte :

- Des ordures ménagères
- Des déchets à recycler dans le cadre du tri selectif (emballages ménagers, verres et papiers)
- Du compostage individuel et du compostage collectif
- Des déchets des professionnels
- Du ramassage des encombrants
- Des DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux)
- De la collecte des textiles

La CAGTD dispose sur son territoire de deux déchetteries :

- La déchetterie de Patac à Gap
- La déchetterie des Piles à Tallard située au sud de la commune, le long de la N85.

Les déchets acceptés à la déchetterie de Tallard sont les suivants :

Cartons / journaux/revues / bouteilles plastiques / verre / déchets verts / gravats et inertes / pneumatiques / bois / métaux / textiles / piles et accumulateurs / gros électroménager (froid et hors froid) / écrans / petits appareils ménagers / mobilier / lampes (ampoules) / huiles de vidange / huiles de friture / peintures, produits phytosanitaires, acides... / déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux (coupants, piquants, tranchants)

Les déchets non acceptés :

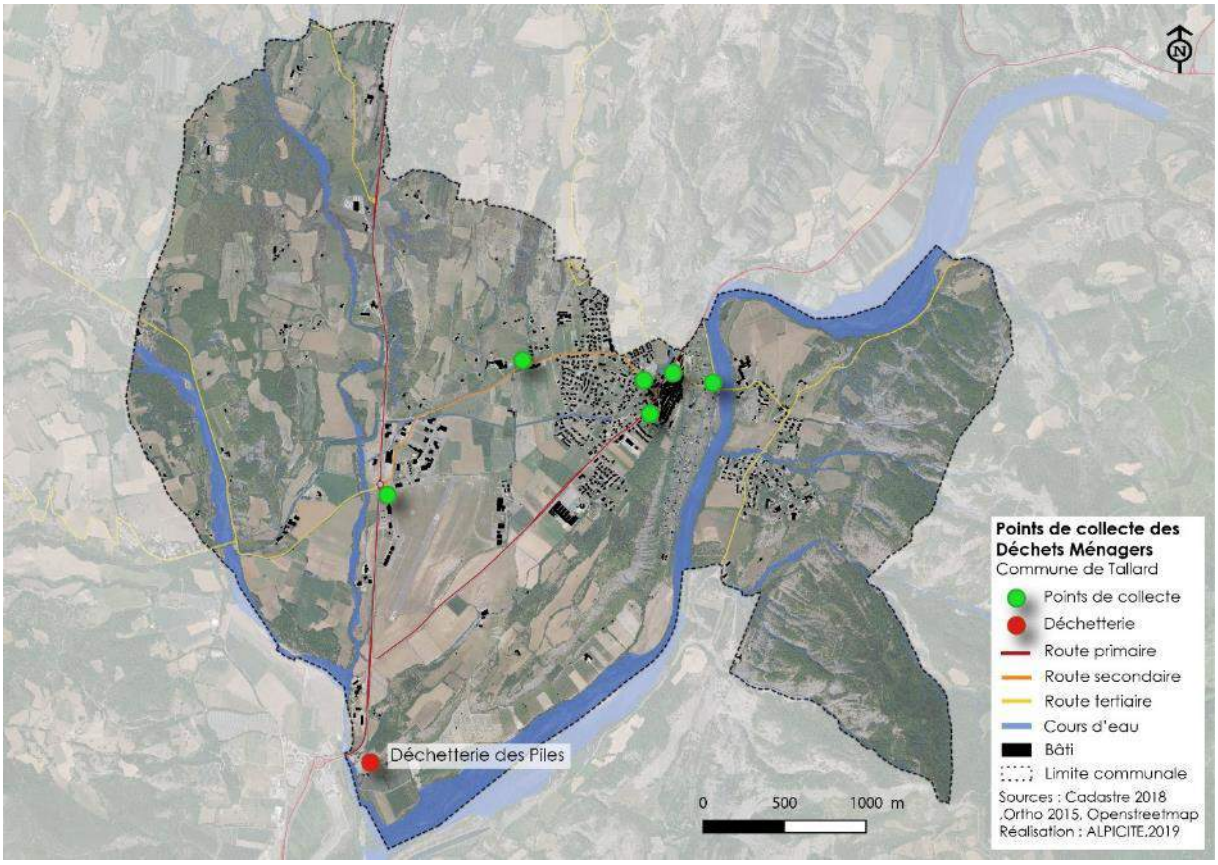
- huiles de friture
- peintures, produits phytosanitaires, acides...
- déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux (coupants, piquants, tranchants

En 2021, 13 498,6 tonnes ont été collectés pour 50 302 habitants soit moins de 0,3 tonnes/habitants/an.

Sur la commune, plusieurs points de collecte de déchets sont disponibles, ils sont représentés sur la carte ci-dessous.



Deux types de points de collecte de déchets ménagers - Source : Alpicité



Localisation des points de collecte des déchets

4.2. QUALITE ET CADRE DE VIE

4.2.1 SRCAE VOLET AIR DE LA REGION PACA

Le Schéma Régional Climat-Air-Énergie (SRCAE), approuvé par le Préfet de la Région PACA (arrêté du 17 juillet 2013), vient en remplacement du Plan Régional de la Qualité de l'Air (PRQA) pour le volet Air.

Il a pour objectif la définition de grandes orientations à échéance 2020 concernant la lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation au changement climatique en matière de maîtrise de la demande en énergie, de développement des énergies renouvelables et de réduction des gaz à effet de serre. Au sein du projet de SRCAE, ces orientations ont été classées en trois catégories :

- Les orientations transversales ;
- Les orientations sectorielles : agriculture et forêt, industrie, bâtiment, transport et urbanisme
- Les orientations spécifiques : énergies renouvelables, qualité de l'air, adaptation au changement climatique.

Le SRCAE défini 7 orientations spécifiques AIR définies en tant qu'orientations spécifiques du Schéma Régional Climat Air Énergie de la Région Provence Alpes Côte d'Azur sont présentées ci-dessous.

- AIR1 : Réduire les émissions de composés organiques volatils précurseurs de l'ozone afin de limiter le nombre et l'intensité des épisodes de pollution à l'ozone
- AIR2 : Améliorer les connaissances sur l'origine des phénomènes de pollution atmosphérique et l'efficacité des actions envisageables
- AIR3 : Faire respecter la réglementation vis-à-vis du brûlage à l'air libre
- AIR4 : Informer sur les moyens et les actions dont chacun dispose à son échelle pour réduire les émissions de polluants atmosphériques ou éviter une surexposition à des niveaux de concentration trop importants
- AIR5 : Mettre en œuvre, aux échelles adaptées, des programmes d'actions dans les zones soumises à de forts risques de dépassements ou à des dépassements avérés des niveaux réglementaires de concentrations de polluants (particules fines, oxydes d'azote)
- AIR6 : Conduire, dans les agglomérations touchées par une qualité de l'air dégradée, une réflexion globale et systématique sur les possibilités de mise en œuvre des mesures du plan d'urgence de la qualité de l'air notamment dans le domaine des transports
- AIR7 : Dans le cadre de l'implantation de nouveaux projets, mettre l'accent sur l'utilisation des Meilleures Techniques Disponibles et le suivi de Bonnes Pratiques environnementales, en particulier dans les zones sensibles d'un point de vue qualité de l'air.

4.2.2 POLLUANTS ATMOSPHERIQUES

Les problèmes de pollution atmosphérique ne se posent pas de la même façon aujourd'hui qu'il y a 30 ans. Jusque dans les années 70, l'industrie était la principale source de pollutions atmosphériques. Il s'agit de nos jours de la circulation routière. Les pollutions ont ainsi changé de nature.

Les pollutions acides émises par les installations industrielles et les chauffages domestiques ont fortement diminué.

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution : les économies d'énergie, l'utilisation croissante du gaz naturel et de l'électricité, les réglementations sur la teneur en soufre des fiouls, les améliorations technologiques, le développement des activités tertiaires et celui du parc électronucléaire.

Les pollutions photochimiques, d'origine principalement automobile, ont en revanche progressé avec l'augmentation des transports ; ces pollutions étant plus difficiles à maîtriser : les sources d'émission sont nombreuses et diffuses.

A l'échelon local, les pollutions urbaines ont des conséquences néfastes pour la santé. Les risques sanitaires qui y sont liés ne se résument pas aux conséquences à court terme des pics de pollution.

Des études épidémiologiques mettent également en évidence des effets à long terme d'une exposition chronique à des niveaux modérés de polluants.

A l'échelon régional, la retombée de différents polluants sur les écosystèmes provoque l'acidification des milieux aquatiques et accentue les phénomènes de dépérissement forestier.

4.2.3 BENZENE, TOLUENE ET XYLENE

Le benzène, le toluène et les différentes formes du xylène sont caractéristiques de la pollution automobile. Ces substances sont retenues pour leur effet sanitaire et leur participation comme précurseurs de la pollution photochimique. La communauté internationale porte un intérêt tout particulier aux concentrations de benzène dans l'atmosphère. Le benzène est reconnu comme cancérigène par l'OMS (Organisation Mondiale pour la Santé). Les effets sanitaires du toluène se manifestent par des difficultés respiratoires principalement dues à des irritations. Le terme de xylène désigne la somme de quatre substances : éthylbenzène, ortho-, para-, et meta-xylène. Ces composés ne possèdent pas de valeur guide concernant les recommandations de l'OMS mais ils jouent un rôle important en tant que précurseurs de la pollution photochimique.

4.2.4 OXYDES D'AZOTE (NO, NO2 ET NOX)

Les Nox comprennent essentiellement le monoxyde d'azote (NO) et le dioxyde d'azote (NO2).Ils résultent de la combinaison de l'azote et de l'oxygène de l'air à haute température. Le NO2 est un polluant principalement d'origine automobile, issu des combustions à très haute température. C'est le NO qui est émis à la sortie du pot d'échappement, il est oxydé en quelques minutes en NO2. La rapidité de cette réaction fait que le NO2 est considéré comme un polluant primaire. On le retrouve en quantités plus importantes à proximité des axes de forte circulation et dans les centres-villes. Il est particulièrement présent lors des conditions de forte stabilité atmosphérique : situations anticycloniques et inversions thermiques en hiver. Les oxydes d'azote sont des précurseurs de la pollution photochimique et de dépôts acides.

4.2.5 MONOXYDE DE CARBONE (CO)

Le CO est issu de combustions incomplètes. Il est principalement émis par l'automobile (à faible vitesse : ralentissements, bouchons), mais aussi par les chauffages domestiques.

On les retrouve surtout à proximité des axes à fort trafic et en milieu confiné. Il est plus particulièrement présent lors des conditions de forte stabilité atmosphérique qui limitent sa dispersion habituelle.

4.2.6 DIOXYDE DE SOUFRE (SO2)

C'est le principal composant de la pollution « acide ».

Malgré une diminution de 60 % en France entre 1980 et 1990, due essentiellement à la réduction de la production électrique par les centrales thermiques, le S02 provient à plus de 85 % de l'utilisation des combustibles contenant du soufre (fuel et charbon).

4.2.7 OZONE (O3)

C'est le polluant secondaire majeur qui se forme par l'action des rayons ultraviolets du

soleil sur les polluants primaires que sont les oxydes d'azote, les composés organiques volatils et le monoxyde de carbone.

C'est un polluant chimique présent au niveau du sol : on parle d'ozone troposphérique que l'on distingue de l'ozone stratosphérique.

4.2.8 PARTICULES EN SUSPENSION (PM10 ET PM2,5)

Les particules ou poussières constituent en partie la fraction la plus visible de la pollution atmosphérique (fumées).

Elles ont pour origine la combustion des produits pétroliers. Les sources principales sont donc l'automobile (diesel en particulier) et l'industrie, avec une prédominance de l'automobile surtout dans les zones fortement urbanisées. Les niveaux élevés sont enregistrés lors de conditions anticycloniques hivernales.

Elles sont de natures très diverses et peuvent véhiculer d'autres polluants comme des métaux lourds ou des hydrocarbures. De diamètre moyen inférieur à 10 µm, elles restent plutôt en suspension dans l'air. Supérieures à 10 µm, elles se déposent, plus ou moins vite, au voisinage de leurs sources d'émission.

La surveillance réglementaire porte sur les particules PM10 (de diamètre inférieur à 10 µm) mais également sur les PM2,5 (de diamètre inférieur à 2,5 µm) les plus dangereuses des particules sont les plus fines, qui peuvent altérer la fonction respiratoire dans son ensemble. De plus, elles provoquent sur le bâti des effets de salissure. Au niveau européen, le chiffrage des dégâts provoqués sur le bâti serait de l'ordre de neuf milliards d'Euros par an.

On peut citer également les poussières issues des carrières et des cimenteries ainsi que les poussières issues de l'usure des revêtements des routes et des pneus, et, enfin, de l'érosion.

4.2.9 COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)

Ils englobent des composés organiques gazeux que l'on rencontre dans l'atmosphère, dont les principaux sont des hydrocarbures.

Les trois sources principales sont le trafic routier (39 %), l'utilisation domestique ou industrielle de peinture, vernis, colle, etc., dont les solvants. Avec les oxydes d'azote et le monoxyde de carbone, ils contribuent à la formation d'ozone troposphérique.

Les BTX (appellation regroupant le benzène, le toluène et les xylènes) sont des hydrocarbures aromatiques monocycliques (HAM) constitués d'un seul cycle benzénique.

Les BTX entrent dans la composition des carburants et se retrouvent dans l'atmosphère soit par les gaz d'échappement, soit par l'évaporation des carburants des réservoirs ou des stations-service.

4.2.10 LES METAUX LOURDS

Les Métaux Lourds proviennent de la combustion du charbon, du pétrole, des ordures ménagères et de certains procédés industriels particuliers. Parmi les principaux métaux lourds émis dans l'atmosphère par les activités humaines, se retrouvent le plomb (présent dans l'essence jusqu'aux années 90), le cadmium (sidérurgie), l'arsenic (métallurgie, fioul lourd), le nickel (transformation d'énergie, fioul lourd).

Le cadmium dans l'environnement n'est presque jamais trouvé à l'état métallique, mais dans son état d'oxydation unique. Les principaux composés du cadmium sont l'oxyde de cadmium, le chlorure de cadmium, le sulfure de cadmium. Le cadmium et ses composés ne sont pas ou sont très peu volatils. Dans l'air, le cadmium est présent sous forme particulaire, la principale forme étant l'oxyde de cadmium (les autres formes étant des sels de cadmium). Le cadmium est assez mobile dans les sols, néanmoins il a tendance à s'accumuler dans les horizons supérieurs du sol, riche en matière organique. En milieu aquatique, le cadmium est relativement mobile et peut être transporté sous forme de cations hydratés ou de complexes organiques ou inorganiques.

La présence de nickel dans l'environnement est naturelle (0,8 à 0,9% de la croûte terrestre) et anthropique. Dans l'air, le nickel est présent sous la forme d'aérosols et de fines particules. Dans les sols, le nickel s'adsorbe essentiellement à la surface d'oxydes de fer, d'aluminium ou de manganèse.

4.2.11 LES PESTICIDES

Toutes substances ou préparations utilisées pour la prévention, le contrôle ou l'élimination d'organismes vivants jugés indésirables ou nuisibles pour les plantes, les animaux ou les hommes. Les pesticides les plus couramment utilisés sont les herbicides, les fongicides et les insecticides. Les pesticides peuvent avoir des effets aigus et/ou chroniques sur la santé humaine.

Les effets immédiats sont variés, il peut s'agir des troubles cutanés, hépato-digestifs, ophtalmologiques, neuro-musculaires, respiratoires et ORL.

En termes d'effets chroniques, on recense des cancers, des troubles neurologiques, des troubles de la reproduction et du développement ainsi que des perturbations endocriniennes. En termes d'environnement, l'essentiel des produits phytosanitaires aboutit dans les sols où ils subissent des phénomènes de dispersion. Les risques pour l'environnement sont d'autant plus grands que ces produits sont toxiques, utilisés sur des surfaces et à des doses/fréquences élevées et qu'ils sont persistants et mobiles dans les sols, présentant ainsi un danger pour la population et les écosystèmes.

A chacun de ces paramètres sont attribués des objectifs de qualité, des valeurs cibles et limites, ainsi que des valeurs correspondant à des seuils d'information et de recommandation. Enfin, un seuil d'alerte est également défini et justifie alors l'emploi de mesures d'urgence. De plus, pour certains polluants (tels le NO2 et l'O3) sont définis des niveaux critiques pour les écosystèmes.

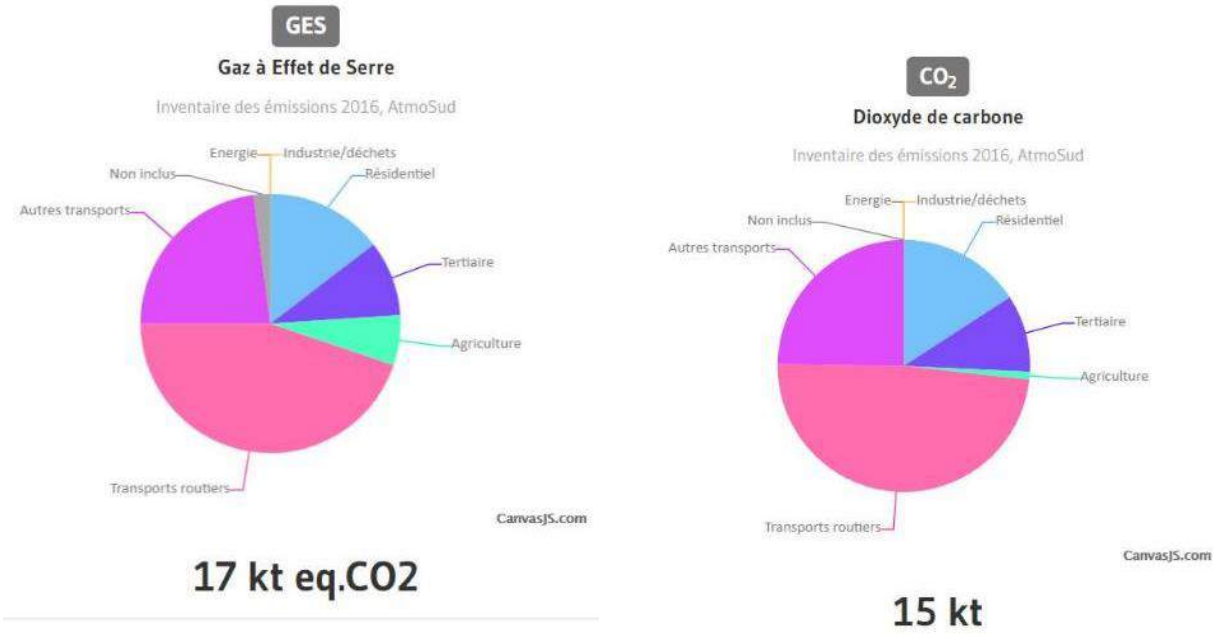
4.2.12 QUALITE DE L'AIR A TALLARD

La qualité de l'air est bonne à Tallard.

Les émissions de gaz à effets de serre (GES) sont estimées à 17 kt eq.CO_2. Le principal secteur responsable d'émissions de GES est le secteur routier (43 % des émissions). Les autres secteurs principaux responsables des émissions de GES sont les autres transports dont aériens (22%), le résidentiel (14%), le tertiaire (9%) et enfin l'agriculture (6%).

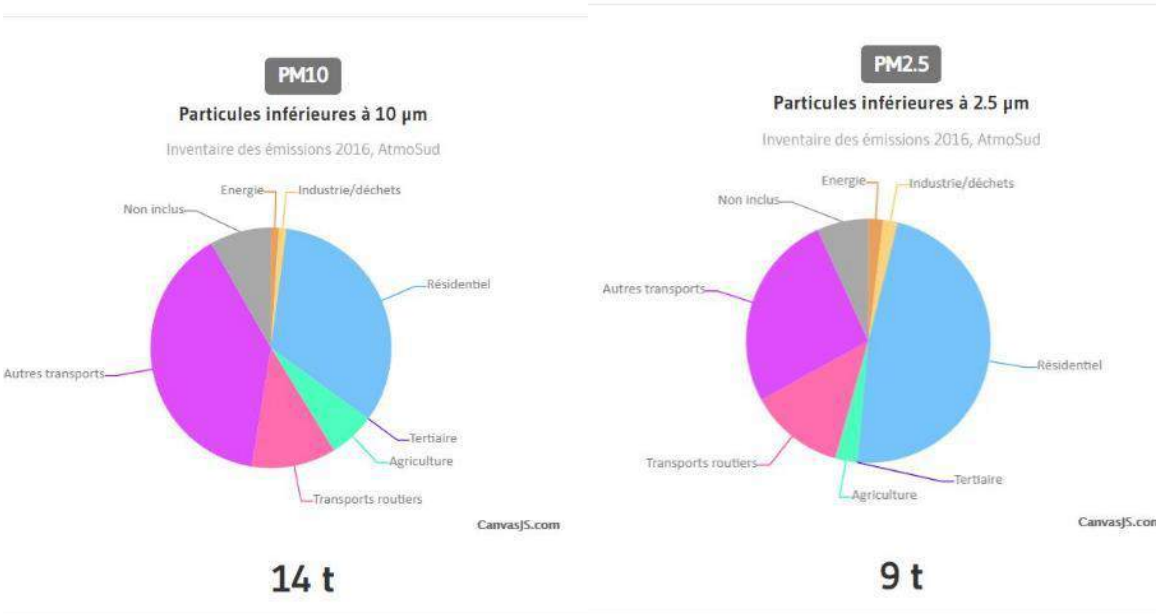
Concernant le CO_2, la tendance est similaire, c'est le secteur routier (49 % des émissions), les autres transports (25%), le résidentiel (16%) et le tertiaire (10%) qui sont les principaux émetteurs. La commune est située au carrefour d'axes de circulation majeurs du département, elle est traversée par plusieurs routes à grande circulation (la N85, la D942).

De plus, le caractère semi-rural de la commune avec des distances parcourues rallongées, une densité faible en dehors du centre historique et un transport en commun qui reste peu développé du fait des caractéristiques évoquées précédemment, font que la grande majorité des déplacements se font en véhicules motorisés individuels (voitures, moto, camionnette…).
L'aérodrome de Gap Tallard représente également une source de pollution importante sur la commune représentée dans la catégorie autre transport.



Émission de gaz à effet de serre et émission de dioxyde de carbone (CO2) - Sources : Inventaire des émissions 2017, ATMOSUD

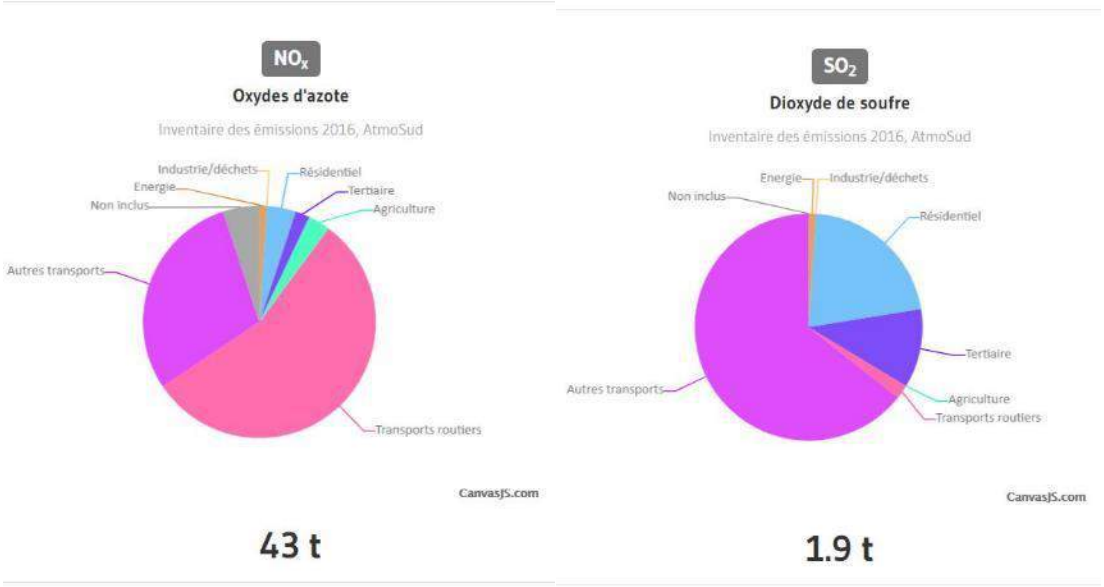
Concernant les particules fines, les autres transports (38%) et le résidentiel (32%) sont les principaux émetteurs, qu'il s'agisse de particules inférieures à 10 µm (70% des émissions) ou de particules inférieures à 2,5 µm (76% des émissions).



Particules fines : émission de particules inférieures à 10 µm et Particules fines : émission de particules inférieures à 2,5 µm - Source : Inventaire des émissions 2017, ATMOSUD

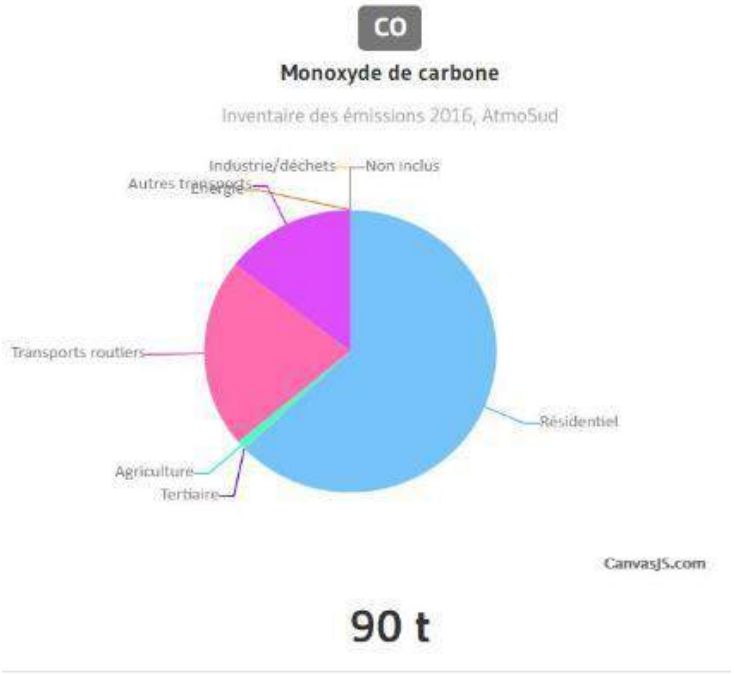
Les oxydes d'azote et le dioxyde de soufre proviennent essentiellement de la combustion des combustibles fossiles et de quelques procédés industriels (production d'acide nitrique, fabrication d'engrais, traitement de surfaces, etc.).

Concernant les oxydes d'azote, les principales émissions proviennent des transports routiers (55% des émissions) et des autres transports (29% des émissions). Par contre, les émissions de dioxyde de soufre proviennent essentiellement du secteur des autres transports (63% des émissions) et du secteur résidentiel (21%).



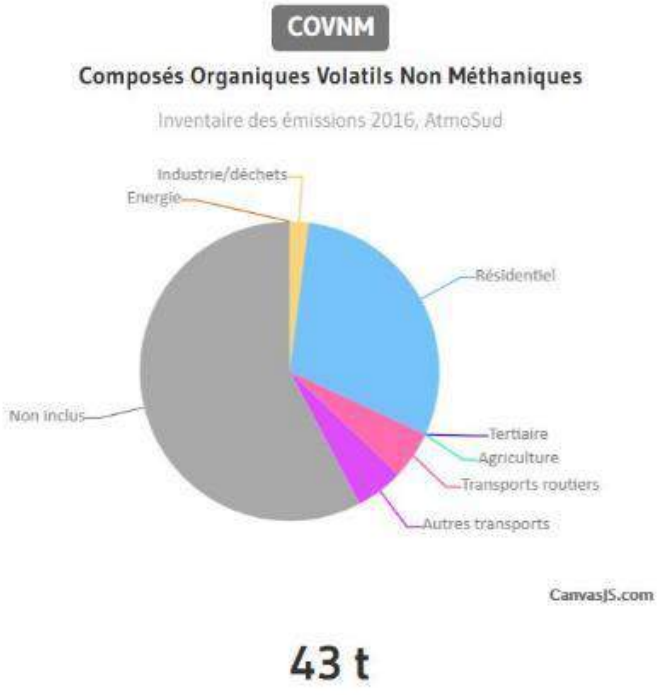
Émission des oxydes d'azote NOx et Émission de dioxyde de soufre (SO2) - Source : Inventaire des émissions 2017, ATMOSUD

Le monoxyde de carbone (CO) provient de la combustion incomplète des combustibles et des carburants généralement due à des installations mal réglées. Il est aussi présent dans les rejets de certains procédés industriels (agglomération de minerai, aciéries, incinération de déchets), mais aussi et surtout présent dans les gaz d'échappement des véhicules automobiles. Les principales émissions proviennent des secteurs résidentiel (61% des émissions), des transports routiers et autres transports (35% des émissions).



Émission de monoxyde de carbone (CO) - Source : Inventaire des émissions 2017, ATMOSUD

Les composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) peuvent provenir de plusieurs sources. A Tallard, 56% des émissions proviennent d'une source non incluse dans l'inventaire Atmosud et 29%% du secteur résidentiel.



Émission de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) - Source : Inventaire des émissions 2017, ATMOSUD

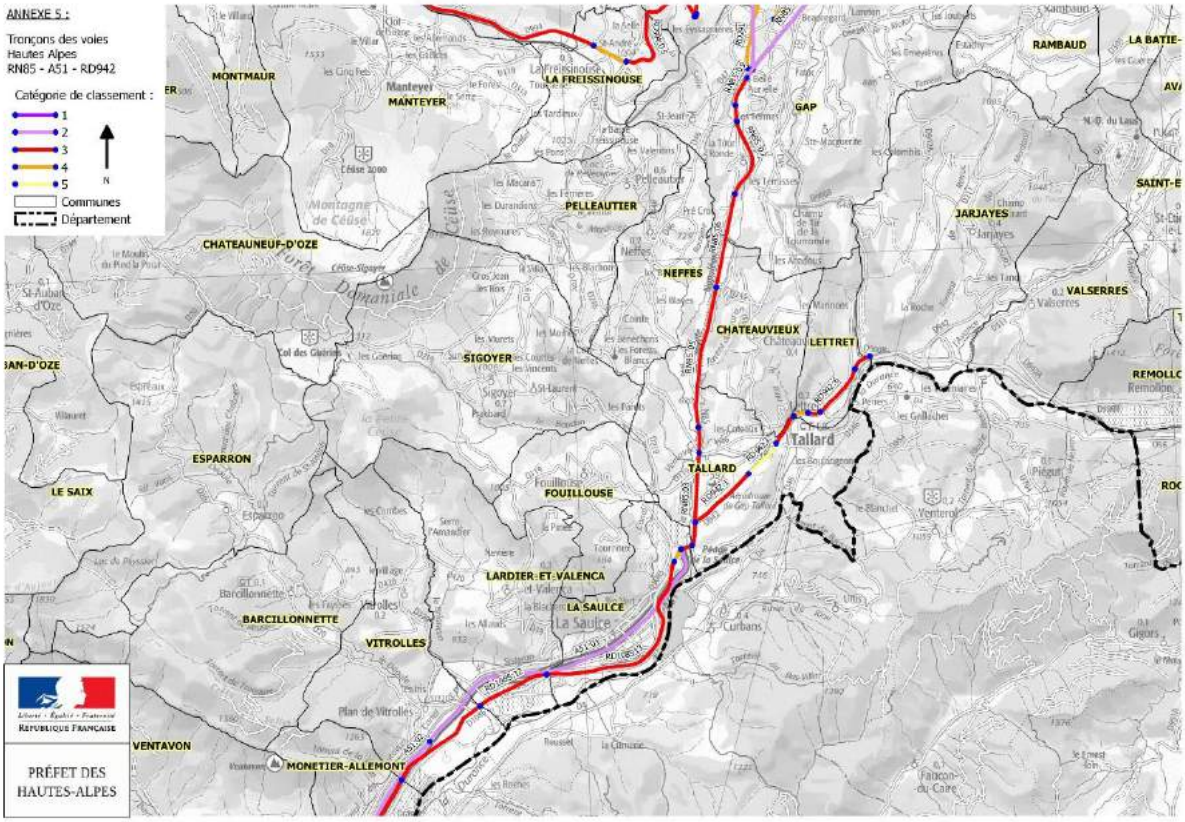
4.3. POLLUTION SONORE

La commune de Tallard est concernée par deux types de nuisances sonores : l'une liée au trafic routier, l'autre liée au trafic aérien engendré par l'aérodrome.

4.3.1.a°) Nuisances sonores liées au trafic routier :

La commune de Tallard est traversée par plusieurs axes routiers, dont certains sont considérés comme axes bruyants.

En effet, dans l'arrêté n°2014-330-0012, « portant modification du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département des Hautes-Alpes, dont le trafic est supérieur ou égal à 5000 véhicules par jour », **deux axes de la commune sont identifiés comme ayant un trafic supérieur ou égal à 5000 véhicules par jour et générant des nuisances sonores. Il s'agit de la RN85 et de la RD942.**



Classement sonore des infrastructures de transports sur la commune de Tallard - Source : Arrêté n°2014-330-0012, « portant modification du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département des Hautes-Alpes, dont le trafic est supérieur ou égal à 5000 véhicules par jour »

La RN85 est classée en catégorie 3, tandis que la RD942 est à la fois classée en catégorie 3 et en catégorie 5.

Selon les catégories, un secteur affecté par le bruit de part et d'autre de la RN85 et de la RD942 est défini. Il est de 100 m pour la catégorie 3 et de 10 m pour la catégorie 5. *Se référer à l'annexe 5.3. pour connaître la règlementation qui s'applique.*

4.3.1.b°) Nuisances sonores liées à l'aérodrome

La commune de Tallard est couverte par un Plan de Prévention des Bruits (PEB) approuvé depuis le 27 mars 2017 (cf. Partie 1, 3.9)

4.4. SITES ET SOL POLLUES

La base de données CASIAS, qui contient les anciens sites industriels et activités de service recensés sur le territoire français, identifie **14 sites sur la commune de Tallard.**

Ces sites sont répertoriés dans le tableau suivant et localisées sur la carte ci-dessous :

Identifiant	Nom usuel	Raison sociale	Etat
PAC0500416	Dépôt d'explosifs		Activité terminée
PAC0500803	Décharge d'ordures ménagères		Activité terminée
PAC0501528	Garage		Activité terminée
PAC0500798	Serrurerie		Activité terminée
PAC0501526	Dépôt d'hydrocarbures		Activité terminée
PAC0500805	Abattoir particulier		Activité terminée
PAC0500801	Fonderie Minguillon		En activité
PAC0501527	Station service		Activité terminée
PAC0500795	Menuiserie		Activité terminée
PAC0501529	Décharge d'ordures ménagères		Activité terminée
PAC0501525	Garage - carrosserie		En activité
PAC0500793	Construction et réparation d'avions de tourisme et de planeurs de sport	ALPAVIA CNES	En activité
PAC0500799	Dépôt d'hydrocarbures	Société générale des huiles et pétroles	En activité
PAC0500794	Décharge d'ordures ménagères		En activité

Sites répertoriés dans la base de données CASIAS



Localisation des sites répertoriés dans la base de données CASIAS - Source : https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi/3172/detail?form-commune=true&codeInsee=05170&city=Tallard&lon=6.04988&lat=44.466206&typeForm=commune&postCode=05130&go_back=/accueil-collectivite&type=municipality&propertiesType=&commune=05130%2C%20Tallard

PARTIE 3 : JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS

CHAPITRE .1 : JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

1. ORIENTATION 1 : MAINTENIR L'ATTRACTIVITE COMMUNALE EN TANT QUE « BOURG PRINCIPAL » DE L'AIRE GAPENÇAISE

<table>
<tr><th colspan="3">OBJECTIF : ACCOMPAGNER LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE EN FAVORISANT LA DIVERSITE DE L'HABITAT</th></tr>
<tr><th>ACTIONS</th><th>JUSTIFICATIONS</th><th>TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES</th></tr>
<tr>
<td>Poursuivre une évolution démographique dynamique, afin de dépasser les 3000 habitants d'ici à 2036 sur la commune ;</td>
<td>Tallard est une commune dynamique du territoire gapençais.
Les trois dernières périodes de croissance sur la commune connaissent des tendances hétérogènes (2010/2013 – 2013/2015 – 2015/2019) on observe des croissances annuelles moyennes de 0,86%, 2,68% et 1,52%.

<table>
<tr><th>Année</th><th>2010</th><th>2013</th><th>2015</th><th>2019</th><th>Projection 2023</th></tr>
<tr><td>Population</td><td>1988</td><td>2040</td><td>2151</td><td>2285</td><td>2444</td></tr>
<tr><td>Période</td><td>1999 /2010</td><td>2010/ 2013</td><td>2013/ 2015</td><td>2015/ 2019</td><td>2019/ 2023</td></tr>
<tr><td>Taux de croissance annuel moyen (TCAM)</td><td>3,95%</td><td>0,86%</td><td>2,68%</td><td>1,52%</td><td>1.7%</td></tr>
</table>

En faisant la moyenne de ces trois périodes de croissance ont obtient 1,7%.

La volonté est d'appliquer, jusqu'en 2036, un TCAM modéré d'environ 1.7 %, permettant de poursuivre la croissance de la population communale.

Appliquer un TCAM de 1.7 % à partir de 2023 (2444 habitants), date d'opposabilité de la révision générale du PLU jusqu'en 2036, permettrait d'accueillir environ 600 habitants supplémentaires et de dépasser les 3000 habitants.</td>
<td>L'ensemble du projet doit participer de cette poursuite de la croissance démographique, mais les principaux outils correspondent à :

- Dimensionnement des zones U et AU proportionné aux objectifs démographiques (hors zones économiques) ;
- Création d'une OAP thématique « logements/densification » permettant s'imposer une densité minimale sur l'ensemble du potentiel mobilisable au sein de l'enveloppe urbaine ;
- Un projet de « Greffe Urbaine » sur la Garenne (soumis à OAP) permettant de requalifier le secteur et d'avoir un programme de logements proche du centre de Tallard bénéficiant de l'ensemble des équipements à proximité ;
- L'aménagement du site des « Hauts de Tallard » destiné à accueillir du logement ;
- L'amélioration des circulations, dont les circulations douces, le développement des</td>
</tr>
</table>

Assurer une production de logements en cohérence avec l'attractivité communale et le maintien de la population actuelle ;	En 2019, on observe sur Tallard une taille des ménages proche de 2.1 habitants par ménage. Les tendances nationales montrent que l'on peut considérer que les ménages perdent 0.1 point tous les 10 ans. En 2036, à échéance du PLU, on estime que la taille des ménages sera proche de 2 habitants par ménage ce qui nécessitera, pour maintenir la population actuelle, de créer environ 30 logements supplémentaires. Ainsi pour accueillir les 600 habitants supplémentaires et anticiper le desserrement des ménages, la commune aura besoin d'environ 325 logements d'ici à 2036, correspondant à une production de 25 logements/an.	équipements, le maintien et le développement des commerces de proximité… tout ce qui participe de la qualité de vie à l'année, et traduit soit par des emplacements réservés, soit par les possibilités offertes dans chaque zone, doit permettre de renforcer l'attractivité pour ces populations. Cela sera plus précisément développé par la suite.
Lutter contre les logements vacants en proposant une offre de logements dans le centre-ville ;	On observe en 2019 un nombre important de logements vacants sur Tallard (158) qui représente près de 13% du parc total de logements. Pour diminuer la vacance des logements en centre-ville, les élus ont acté le lancement d'une étude pré-opérationnelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH). La commune souhaite mener une politique de réhabilitation de ces logements de l'ordre de 3 à 4 logements/an pendant 13 ans. Ainsi environ 46 logements pourraient être réhabilités.	Le centre-ville a été classé en Ua (h) et Uaa (H). Les logements ont été autorisés dans le règlement. Dans ces zones, il n'a pas été imposé la réalisation d'un minimum de places de stationnement, souvent bloquant en cas de réhabilitation, puisque les parcelles trop petites ne sont pas adaptées à l'accueil de stationnements. Le règlement de la zone Uaa(H) et une prescription le long de certaines voies de Ua(H) permettent également de préserver les rez-de-chaussée d'activités économiques. Ces outils interdisent que ces activités (existantes et futures) changent de destinations notamment vers du logement. En effet, il a été observé que de nombreuses activités économiques se transformaient en logements qui pouvaient devenir à terme vacants. Par la mise en place de ces outils, ce phénomène sera stoppé.

Diversifier les typologies de logements et d'hébergements afin de poursuivre la dynamique de parcours résidentiels à travers une offre adaptée, favorisant la mixité : logements locatifs, logements à loyers maîtrisés, petits logements, hébergements étudiants, hébergements séniors…	La commune souhaite que d'ici à 2036, l'ensemble de la population le souhaitant puisse trouver un logement ou un hébergement sur Tallard. En cela différents projets d'habitat sont proposés pour les étudiants et les saisonniers (derrière le collège à proximité de l'aérodrome), les séniors (développement des établissements la Durance, les étudiants ou travailleurs de l'aérocampus et la Chrysalide) et les foyers modestes (logements sociaux et/ou intermédiaires sur la Garenne).	<u>Logements étudiants et saisonniers :</u> La zone AUb(L) à l'arrière du collège permettra d'accueillir un minimum de 50 logements pouvant bénéficier aux étudiants et/ou saisonniers. Une OAP a été créée sur le secteur. <u>Hébergements séniors :</u> L'établissement de la Durance a pour projet d'agrandir ses locaux. Cet agrandissement avait été rendu possible dans la modification simplifiée n°4 qui avait été précédemment menée. Ces possibilités ont été conservés dans le projet de révision générale et une partie de la zone Um(L) correspond donc à de l'extension pour le projet lié à l'établissement de la Durance (Un permis de construire a déjà été déposé et accordé sur ce secteur, les travaux ne sont néanmoins pas entamés). De même, l'établissement la Chrysalide a un projet d'extension au Sud, Sud-Est de l'actuelle zone. Ce secteur a été classé en zone Um pour que l'établissement puisse s'étendre. <u>Etudiants ou travailleurs aérocampus</u> : Une zone Ucampus a été créée permettant la création d'habitations liées au fonctionnement, à l'exploitation et à la mise en valeur de l'aérodrome. <u>Logements sociaux et/ou intermédiaires :</u> le projet de « Greffe urbaine » sur la Garenne est cadré par une OAP. L'OAP précise que sera créé sur la zone un minimum de 25% de logements sociaux et de logements en accession aidée (dispositif OFS-BRS). De plus sur ce quartier la commune souhaite développer sur ce quartier des modes

		d'habitat partagé, type « habitat inclusif » qui permettront d'offrir à proximité immédiate du centre-ville et dans un quartier mixte des logements adaptés aux personnes handicapées et aux personnes âgées. Enfin, sur ce point, deux emplacements réservés (ER3 et ER24) ont été créés permettant une réserve foncière afin de créer un programme de logements en mixité sociale.
Susciter et maîtriser la mutation des terrains constructibles faisant l'objet d'une rétention foncière.	Il a été observé de forts taux de rétention foncière sur la commune, plus particulièrement sur les unités foncières déjà bâties pouvant être support potentiel d'une densification.	La commune a ainsi souhaité, sur certains fonciers stratégiques, comme la Garenne, aménager la zone en permettant aux activités déjà en place (bloquant l'aménagement de la zone depuis de nombreuses années), d'être relocalisées sur d'autres secteurs. Les zones Ued ont notamment été créées pour permettre la relocalisation de ces activités. Ainsi, l'aménagement de la zone serait possible et le foncier en rétention depuis de nombreuses années pourrait muter.
OBJECTIF : REDYNAMISER LE CENTRE ANCIEN		
ACTIONS	**JUSTIFICATIONS**	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**
Réaménager la place Charles de Gaulle	La commune a mené une étude sur le réaménagement de la place du Général de Gaulle afin notamment d'améliorer les conditions de stationnement en réaménageant ou en créant de nouvelles places de parking à proximité du centre ancien, en cohérence avec les besoins liés à l'habitat, aux commerces et aux équipements. L'aménagement de la place Charles de Gaulle s'inscrit bien dans une stratégie générale de dynamisation, requalification et revitalisation du centre village. Plusieurs objectifs forts lui sont assignés : ✓ Permettre de réhabiliter les logements vacants en proposant une offre de stationnement plus importante. En effet, l'un des principaux problèmes	Les outils mis en place pour lutter contre les logements vacants ont été développés dans l'objectif précédent. Ces outils sont les mêmes mis en œuvre dans le PLU permettant la réhabilitation des logements vacants. Pour les autres objectifs décrits, la place, la mairie et autres bâtiments publics autour, ont été classés en Ua(H) dans laquelle les équipements publics et d'intérêt collectifs sont autorisés permettant le réaménagement adapté de la place.

dans la réhabilitation de ces logements est la capacité des foyers à trouver des places de stationnements. Cet obstacle engendre soit des refus de permis de construire, soit un blocage des potentiels acquéreurs qui se demandent où ils vont stationner leurs véhicules. La commune envisage d'augmenter le nombre de places et de revoir son plan de stationnement pour inciter à la réhabilitation.

- ✓ Améliorer l'accueil des visiteurs pour assurer une meilleure chalandise. Le réaménagement de la place s'accompagnera par la construction d'une offre commerciale complémentaire et d'une halle permettant notamment de créer un marché hebdomadaire à la hauteur de l'importance de la ville. La qualité des stationnements avec la proximité des commerces doit augmenter le nombre d'arrêts pour les véhicules de passage.
- ✓ Dynamiser les bâtiments autour de la place pour y conforter l'offre de service et de commerces. La requalification des espaces publics et leur fonctionnement s'accompagnent d'une valorisation des immeubles qui l'entourent. L'ambition est ainsi d'étirer l'offre de services et de commerces vers la mairie.
- ✓ Améliorer la qualité des espaces publics pour offrir de véritables lieux de rencontres pour les Tallardiens. La place de la Mairie possède un fort potentiel mais elle ne répond pas aujourd'hui au besoin d'une place publique conviviale et sécurisée permettant aux Tallardiens de se rencontrer. Le projet répond à cette demande en proposant des espaces de partage.
- ✓ Améliorer les mobilités en particulier douces. L'objectif du projet est de favoriser le stationnement sur cette place pour mettre en avant les mobilités douces vers le centre-ville et ainsi tendre progressivement vers un

	centre historique le plus piéton possible.	
OBJECTIF : CONFORTER ET DEVELOPPER LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE DE LA COMMUNE		
ACTIONS	**JUSTIFICATIONS**	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**
Affirmer la vocation commerciale du centre-bourg en cadrant le développement des commerces à 1500 m² de surface de vente autorisée	Il s'agit ici de traduire un objectif du SCoT qui limite la taille de surface de vente autorisée par établissement commercial pour l'implantation ou l'extension de commerces de détail de proximité ou non, à 1500m² au sein du centre-bourg. Cela permettra de venir limiter la création de trop grosses surfaces de ventes, ce qui confortera les commerces de proximité du centre.	Dans les zones Ua (H), Uaa (H), Ub, Ub (L), AUa (L) et AUc (H), la surface de vente pour chaque activité liée aux sous-destinations artisanat et commerce de détail sont, est limitée à 1500m².
Conforter le secteur économique de la plaine de Tallard en cohérence avec l'équilibre territorial défini dans le SCoT ;	La commune souhaite créer de nouvelles zones économiques et renforcer celles existantes le long de la nationale 85. On retrouve notamment : la zone du petit Collet à vocation industrielle et artisanale, la zone commerciale le long de la RN85, l'aéropole à vocation aéronautique	Les secteurs possédant un caractère urbain affirmé selon l'interprétation de la loi montagne, à vocation économique, ont été classés en zones Ue, Uea, Ueb, Ue, Ud et Ucampus. Les zones Ue et Ucampus bénéficient d'extensions au Nord permettant de renforcer ces secteurs. Enfin, une nouvelle zone à vocation économique sera créée (soumises à OAP), ayant obtenu la dérogation au titre de la discontinuité au regard de la Loi Montagne auprès de la CDNPS : Le Petit Collet (zones Ued).
Maintenir les commerces existants dans le centre ancien et le long des voies commerçantes principales, en interdisant notamment leur changement de destination vers de l'habitat ;	La municipalité souhaite conserver un dynamisme des activités économiques, dans le centre du village en particulier et dans la traversée de Tallard autour de la place Commandant Dumont et de la D942. Ces derniers sont marqués par des rez-de-chaussée majoritairement commerciaux et de services, importants dans la dynamique de la commune. La mutation de ces biens vers le logement est souvent irréversible. De même, la mutation de ces biens vers des garages en rez-de-chaussée constitue un risque de perte de qualité et d'animation au sein de ce centre village.	Le centre-ville a été classé en Ua (h) et Uaa (H). Le règlement de la zone Uaa(H) et une prescription le long de certaines voies de Ua(H) ont été mis en place afin de préserver les rez-de-chaussée d'activités économiques. Ces outils interdisent que ces activités (existantes et futures) changent de destinations notamment vers du logement.

	La commune souhaite donc agir pour le maintien des commerces existants dans le centre ancien et sur la traversée du Tallard à travers le PLU.	
Développer une zone d'activité économique sur le quartier des Boulangeons - (activités tertiaire, activités de services, filière végétale) ;	L'atlas foncier économique du SCoT répertorie les zones économiques et les disponibilités foncières sur la commune. Les principaux secteurs identifiés où il reste des disponibilités foncières sont les Boulangeons et la zone de l'aéropole. Ces secteurs sont donc identifiés au PLU comme des secteurs économiques sur lesquels la commune apportera une attention particulière afin de conforter l'activité économique sur le territoire. Comme de nombreux fonciers identifiés ne sont pas mobilisables, la commune souhaite relocaliser une partie du foncier alloué à l'économique afin notamment de développer une nouvelle zone à proximité de l'aérodrome.	La nouvelle zone destinée à l'activité économique sur le quartier des Boulangeons a été classée en zone AUed. La zone soumise à OAP, a obtenu la dérogation au titre de la discontinuité au regard de la Loi Montagne auprès de la CDNPS.
Consolider l'aérodrome et ses activités économiques liées ;		Les secteurs possédant un caractère urbain affirmé selon l'interprétation de la loi montagne, à vocation économique, ont été classés en zones Ue, Uea, Ueb, Ue, Ud et Ucampus. Les pistes de l'aérodrome ont été classées en Nd.
Réinvestir les friches bâtimentaires en permettant le changement de destination à des fins d'activités artisanales et/ou tertiaires ;	Sur le lieu-dit de Montréduit on retrouve d'anciens bâtiments agricoles ainsi que le bâtiment accueillant anciennement un vétérinaire qui ne sont plus utilisés. La commune souhaite permettre que ces bâtiments soient réinvestis et accueillir notamment des activités artisanales et/ou tertiaires.	La commune a ciblé des bâtiments au lieu-dit Montréduit, qui pourraient changer de destination afin d'être valorisés et permettre l'accueil de commerce et activités de service, équipements d'intérêt collectif et services publics ou autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire.
Garantir la pérennité de l'activité agricole et son poids économique dans la vie de la commune ;	L'activité agricole a un poids important dans l'économie tallardienne. En cela, la commune souhaite : - préserver le tissu d'exploitations agricoles en activité en respectant les périmètres de réciprocité autour des bâtiments d'élevage et en tenant compte des périmètres de fonctionnalité des exploitations agricoles, - permettre les évolutions des exploitations agricoles en appliquant un zonage compatible sur les zones déjà identifiées et, plus généralement, en permettant la création de nouveaux bâtiments agricoles ;	Les exploitations agricoles repérées dans le diagnostic agricole de 2019 de Terr'Aménagement ont été repérées en informations aux plans de zonage. De plus les informations relatives à la réciprocité avec ces bâtiments ont été intégrées dans les dispositions générales du règlement écrit. Des zones A et A (L) ont été créées et autorisent les exploitations agricoles (habitation, stockage, entretien matériel agricole, aménagements et installations nécessaires à l'irrigation, transformation, conditionnement ou commercialisation des
Favoriser l'installation de circuits agricoles courts répondant aux besoins de proximité.		

	- favoriser un environnement socio-économique porteur propice aux dynamiques agricoles.	produits, etc….). Ces zones sont autour des exploitations agricoles et permettent également l'installation de nouveaux agriculteurs sur la commune.
OBJECTIF : RENFORCER L'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE ET COMMUNALE		
ACTIONS	**JUSTIFICATIONS**	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**
Maintenir le potentiel d'hébergement touristique existant	Tallard est une station touristique en développement depuis la prise de conscience de son patrimoine historique exceptionnel et l'activité croissante de son aérodrome attirant chaque année de nouveaux pratiquants. Elle dispose de près de 340 lits marchands permettant d'accueillir les touristes principalement en période estivale. La commune souhaite conforter son positionnement en maintenant ces hébergements et en améliorant l'accessibilité aux sites touristiques. La commune souhaite consolider son positionnement autour de ses atouts que sont l'AIR et le PATRIMOINE. Ces activités permettront d'attirer une clientèle en période estivale et en intersaison.	Le centre-ville a été classé en Ua (h) et Uaa (H). Le règlement de la zone Uaa(H) et une prescription le long de certaines voies de Ua(H) ont été mis en place afin de préserver les rez-de-chaussée d'activités économiques, comprenant notamment les hôtels et autres hébergements touristiques. Ces outils interdisent que ces activités (existantes et futures) changent de destinations notamment vers du logement.
Améliorer l'accessibilité des principaux sites touristiques et de loisirs à savoir le château de Tallard et l'aérodrome		Des emplacements réservés ont été mis en place par la commune afin de permettre la réalisation de cheminements doux (piéton et/cyclables) : ER9, ER23, ER25, ER27. Ces cheminements permettront une meilleure liaison interquartier et permettront une meilleure accessibilité vers les lieux touristiques et de loisirs. De plus, une OAP thématique mobilité et déplacement a été créée permettant de conforter les liaisons existantes notamment entre l'aérodrome er le centre village et cible certaines autres liaisons à créer.

Investir dans le tourisme d'été et d'intersaison en incitant à la pratique des sports de plein air		De nombreux sites de plein-air où des sports peuvent être pratiqués ont été classés en zones Naturelles ou Agricoles (A, A (L), N, N(L), Ap, Ap(L), etc…) dans lesquelles notamment, la destination équipement d'intérêt collectif et services publics est autorisée sous la forme d'équipements publics techniques liés aux réseaux et infrastructures (routes, parkings, cimetière, ...), des équipements et aménagements publics ou collectifs pour les activités sportives et de loisirs, notamment liées à la randonnée, au VTT …, ainsi que des équipements publics ou collectifs liés à la mise en valeur du milieu sous réserve de justifications écologiques, et à la gestion des risques.
Diversifier les usages du Château de Tallard par sa mise en accessibilité et par une plus large ouverture aux Tallardiens dans une optique de développement culturel (salle de spectacle, concerts, événements culturels, résidence d'artistes et métiers d'arts, etc…)		Le château a été classé en Uaa (H) dans laquelle les équipements d'intérêt collectif et de services publics, les cinémas, les centres de congrès et d'expositions etc… sont notamment autorisés.
Permettre la création de nouveaux lieux de spectacles (cinéma, théâtres, salles de concert, etc…) et/ou artistiques afin de proposer une offre de service		Dans les zones Ua et Ub (et leurs sous-zones), les cinémas, centres de congrès et d'exposition (en Ua uniquement), ainsi que les équipements d'intérêt collectif et de services publics et les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, sont autorisés.

culturelle renforcée et diversifiée sur le territoire.		
OBJECTIF : MAINTENIR ET RENFORCER L'OFFRE EN EQUIPEMENT D'INTERET GENERAL		
ACTIONS	**JUSTIFICATIONS**	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**
Maintenir les équipements existants sur la commune et permettre leur renforcement selon les opportunités futures : écoles, crèche…	Envisager d'atteindre une population de plus de 3000 habitants à l'horizon 2036 entraîne nécessairement le besoin de disposer d'équipements suffisants. La commune anticipe donc les besoins futurs de sa population en veillant notamment à la création de nouvelles poches de stationnements, d'un nouveau cimetière, l'agrandissement des structures paramédicales existantes, le réaménagement d'un terrain multisports normé à proximité du collège, etc…	Dans l'ensemble des zones U, les équipements d'intérêt collectif et de service public sont autorisés. De plus des zones spécifiquement dédiées aux équipements publics ont été créées : Uep aux Boulangeons en extensions ; Uep (L) correspondant au collège (couverte par une OAP sectorielle) ; Aep (L) permettant de créer un bassin de rétention publique. De plus, de nombreux emplacements réservés ont été inscrits afin de créer de nouveaux équipements : parkings, bassin de rétention (ER2 et ER28). L'ER3 a également été inscrit sur l'ancien SSR de la Durance pour créer un équipement public et/ou des logements (mixité sociale).
Prévoir l'extension du cimetière communal et des établissements socio-médicaux et paramédicaux		L'extension du cimetière communal pourra s'effectuer en continuité du cimetière existant, sous la forme de parc paysager/cimetière (zones Ua(H) et Auc(H), soumises à OAP), ou un nouveau pourra être créé sur la zone Uep aux Boulangeons. Les établissements socio-médicaux de la Durance et de la Chrysalide ont été classés respectivement en Um (L) et Um. Des extensions ont été ciblées afin de leur permettre de s'étendre et de conforter leurs services indispensables à la vie communale.

Améliorer les conditions de stationnement		De nombreux emplacements réservés ont été créés afin de réaliser des stationnements on retrouve les ER suivants : 7, 13, 18 et 20. De plus, le règlement écrit permet la réalisation de stationnements publics sur l'ensemble des zones.
Maintenir et développer si possible, les équipements sportifs autour du collège		Le collège existant a été classé en zone Uep (L) permettant de maintenir l'établissement et ses activités. Une OAP sectorielle a été créée permettant de cadrer l'aménagement du secteur et notamment l'extension à l'Ouest classée en AUb (L), permettant de créer un équipement en lien avec le collège (complexe sportifs, stationnements, vestiaires etc…). un emplacement réservé (ER16) au bénéfice du Département a également été créé sur cette partie en extension.
Permettre la création de nouveaux locaux pour le centre technique communal en dehors de l'enveloppe urbaine, limitant les nuisances avec les zones habitées		La zone Uepd a été créée aux Lauzes, permettant d'accueillir le nouveau centre technique communale. Ce lieu proche de tout réseau et axe de communication, et cependant éloigné des habitations ce qui évitera les nuisances liées aux entretiens, stationnements etc.. des équipements techniques. La zone a fait l'objet d'un avis favorable en CDNPS au titre de la dérogation à la constructibilité en discontinuité au regard de la loi montagne.
Aménager un espace public à vocation de parcs et jardins en bordure de Durance		Un emplacement réservé (ER8) a été créé afin de permettre les aménagements des bords de la Durance en zone de loisir.

Améliorer et développer les réseaux de téléphonie, d'internet et de télévision en lien avec le SDTAN 05	Les technologies de l'Information et de la Communication (TIC), sont devenues indispensables au sein de notre société. L'accessibilité à internet, au haut débit et à la fibre notamment est l'un des critères d'installation d'une entreprise sur un territoire et du choix de résidence pour un habitant. C'est aussi devenu un critère pour la clientèle touristique. Le déploiement des réseaux est aujourd'hui géré à échelle supra-communale, d'où la volonté des élus de s'inscrire dans ces politiques. Ainsi, le PLU ne doit pas être bloquant en ce qui concerne ces objectifs.	Le PLU n'est pas bloquant en ce qui concerne ces objectifs, avec notamment un règlement écrit qui permet que des aménagements liés aux réseaux numériques puissent être réalisés dans l'ensemble des zones. Il demande de prévoir les attentes et fourreaux nécessaires à la mise en service des réseaux en cas d'absence de raccordement.
Programmer l'extension des réseaux d'énergie en adéquation le projet communal	Il s'agit ici d'anticiper le développement urbain en fonction des énergies mobilisables. La Municipalité a ainsi choisi un développement qui s'inscrit dans l'enveloppe existante et dans sa continuité afin de limiter l'extension des réseaux. Des réflexions spécifiques pourront être menées au cas par cas, dans des projets d'ensemble. De plus, la commune souhaite permettre l'installation de réseau de chaleur alimentant les bâtiments de la Mairie et la salle polyvalente.	Le zonage ne prévoit des zones constructibles qu'à proximité des réseaux existants (aucune zone 2AU). En outre, le règlement écrit permet la réalisation de ces réseaux. Pour le réseau de chaleur ces installations sont autorisées en zone Ua (H)
Répondre aux besoins des populations actuelles et futures en matière d'alimentation en eau potable	Le projet communal prend en compte la ressource disponible sur la commune dans le respect du SDAGE notamment. La municipalité souhaite aussi établir son projet afin de limiter l'extension des réseaux et ainsi limiter les coûts de raccordement. La ressource devra aussi être protégée.	Dans le zonage, la localisation des zones urbaines et à urbaniser (raccordés aux réseaux ou suffisants en limite) permet d'assurer la desserte sans coûts démesurés pour la commune. Dans ces zones, le règlement écrit précise que les constructions (ou installation ou aménagement) requérant une alimentation en eau potable, doivent être raccordées au réseau public de distribution. Le règlement ne pose pas de contrainte à la réalisation de ces réseaux. La suffisance de la ressource sera démontrée dans le présent rapport de présentation. Les périmètres de protection autour du captage du Puits des Jardins sont déjà objets de SUP qui est annexée au PLU.

S'assurer du traitement des eaux usées dans le respect des normes et des capacités de la STEP.	La municipalité veut s'assurer que son projet en matière de développement soit cohérent avec les capacités de la STEP intercommunale située sur la commune en compatibilité avec le SDAGE.	Les zones urbaines et à urbaniser du PLU sont ouvertes sur les secteurs raccordés à l'assainissement collectif (ou avec les réseaux suffisants en limite). Dans ces zones, le règlement indique que les constructions (ou installation ou aménagement) doivent être raccordées au réseau public d'assainissement. En cas d'absence de réseau public de collecte et de traitement des eaux usées (ou en cas de difficulté excessive pour se raccorder au réseau public existant), l'assainissement autonome devra être conforme aux prescriptions définies par le SPANC. La suffisance de la ressource sera démontrée dans le présent rapport de présentation.
OBJECTIF : AMELIORER LES DEPLACEMENTS ET L'ACCESSIBILITE		
ACTIONS	**JUSTIFICATIONS**	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**
Sécuriser et améliorer l'accessibilité du cœur de bourg de Tallard en particulier au niveau de la traversée de la RD 942 **Améliorer la qualité paysagère des entrées de ville et les abords routiers le long de la RN85 et de la RD 942**	Les entrées de villes jouent un rôle stratégique dans la perception du territoire car elles représentent l'identité du lieu perçu. Leur effet vitrine ne doit pas être négligé, en particulier lorsqu'elles se situent le long d'axes stratégiques fortement fréquentés. La commune a notamment mené une étude sur la traversée de ville, de sécurisation et de signalisation. Cette étude a mis en lumière le besoin de venir sécuriser certaines entrées sensibles. La commune portera donc une attention particulière à ses entrées de ville et veillera notamment à leur bon traitement paysager.	De nombreuses OAP (sectorielles et thématiques) permettent de traduire ces actions. L'OAP du Collège permet de traiter l'entrée de ville Ouest par des principes de traitement paysager le long de la D942 et de requalification et sécurisation du carrefour existant. L'OAP thématique paysages et TVB permet d'intégrer les principes de traitements paysagers sur les zones économiques autour de l'aérodrome et l'interface avec la N85. Les OAP sectorielles sur les zones économiques des Boulangeons et du Petit Collet intègrent des principes paysagers permettant un bon traitement vis-à-vis des axes routiers à proximité notamment.

Améliorer la pratique des modes doux entre la rive gauche et la rive droite pour créer davantage de lien entre ces deux polarités	Rendre la ville plus agréable est l'un des objectifs visés par la commune. Ce dernier s'atteint notamment en facilitant le stationnement, en mettant en valeur le patrimoine communal, en renforçant la vitalité du centre-ville, en créant des espaces en commun, en renforçant les équipements… Améliorer les mobilités douces et motorisées contribue également à cet objectif. En cela la commune, conjointement à la CAGTD, souhaite améliorer les liaisons douces (piétonnes et cyclables) et améliorer le réseau de transport en commun.	L'OAP thématique déplacements et mobilités intègre un principe de liaison piétonne et/ou cyclable à créer entre les deux rives.
Prévoir une liaison douce entre le cœur de ville de Tallard et l'aérodrome en réaménageant et en sécurisant le « chemin dit du milieu »		Le « chemin du milieu » est identifié dans l'OAP déplacements et mobilités comme existant et à maintenir.
Développer et assurer la continuité des itinéraires cyclables présents sur la commune (la voie verte Gap-Tallard, l'axe Durance)		Ces itinéraires et la continuité avec les chemins existants sont identifiés dans l'OAP thématique déplacements et mobilité.
S'inscrire dans les politiques intercommunales de développement de l'offre en transport en commun en permettant de réaliser les aménagements nécessaires à leur mise en œuvre, notamment dans les futurs projets de développement.		Dans l'ensemble des OAP sectorielle on retrouve une partie « desserte avec les transports en commun » qui est la suivante : « Les orientations d'aménagement et de programmation n'entravent pas la réalisation d'une desserte par les transports en commun. Les principes édictés sur le schéma d'aménagement pourront être adaptés pour permettre la desserte par les transports en commun. »

2. ORIENTATION 2 : GARANTIR UN AMENAGEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE TALLARDIEN ENTRE PRESERVATION DES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET LE DEVELOPPEMENT URBAIN

OBJECTIF : REEQUILIBRER L'ORGANISATION URBAINE DE LA COMMUNE		
ACTIONS	**JUSTIFICATIONS**	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**
Renforcer l'armature urbaine existante, rive droite par : **○ l'optimisation des potentiels de densification ;** **○ la « greffe urbaine » du site de la Garenne ;** **○ l'aménagement du site « Hauts de Tallard » ;** **○ l'optimisation des fonciers communaux ;** **○ la protection du « glacis » agricole entre l'enveloppe urbaine du village et l'aérodrome.**	L'urbanisation de Tallard se situe de part et d'autre de la Durance. Sur les deux rives, la commune dispose d'un potentiel foncier important à l'intérieur des enveloppes bâties. En lien avec la volonté des élus de maintenir les coupures entre les hameaux et d'éviter le mitage du territoire, et dans le respect du principe d'urbanisation en continuité de l'existant au titre de la loi montagne, les élus ont donc souhaité que l'ensemble du développement résidentiel de la commune soit réalisé à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes (dents creuses et potentiel de densification) et dans leur continuité. Cette volonté permet de limiter le coût de l'extension des réseaux, mais aussi de conserver la population proche du centre-ville, de ces commerces et équipements, permettant de limiter les déplacements motorisés par exemple, en rive droite. Pour la rive gauche, il s'agit de renforcer les équipements (notamment de santé) et activités économiques, afin également de limiter les déplacements trop importants d'une rive à l'autre.	L'armature urbaine existante en rive droite est renforcée par la densification prioritaire des espaces mobilisables au sein de la PAU et des secteurs de projets dans l'enveloppe ou en limite. Sa mise en œuvre passe par l'OAP thématique logements/densification et les OAP sectorielles sur la Garenne, les Hauts de Tallard. La protection du « glacis » agricole est traduite par la délimitation de zones Ap et Ap (L) permettant de préserver les terres à forts enjeux agricoles et paysagers interdisant les exploitations agricoles.

Renforcer les équipements et activités économiques en rive gauche de la Durance sur le quartier Boulangeons dans le respect des paysages et de son environnement en cohérence avec les activités d'économies solidaires présentes sur le quartier (UNAPEI La Chrysalide, Etablissements La Durance).		Le renforcement de la rive gauche passe par la création de la zone Uep destinée à accueillir de nouveaux équipements publics, la zone AUed destinée aux développement d'activités économiques et le confortement et développement des établissements médicosociaux de la Durance et de la Chrysalide (Um (L) et Um).
OBJECTIF : MODERER LA CONSOMMATION D'ESPACES EN LIEN AVEC LES OBJECTIFS DU SCOT GAPENÇAIS		
ACTIONS	**JUSTIFICATIONS**	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**
Limiter la consommation d'espaces naturel agricole et forestier dans le respect des gisements fonciers alloués par le SCoT à : ○ **14 ha pour les besoins en logements ;** ○ **8 ha pour les besoins en activités économiques** ○ **1 ha pour des hébergements étudiants ;** ○ **2 ha pour l'extension des établissements socio-médicaux et paramédicaux**	Environ 14 hectares seront consommés pour produire les logements nécessaires à l'accueil de nouveaux habitants. En cela, la commune respecte la densité minimale de 20 logements/ha fixée par le SCoT et est même plus vertueuse puisqu'elle prévoit une densité de 25 logements/ha. Sur les 11 ha alloués à l'économique par le SCoT, comme 3 d'entre eux ont été consommés, il reste environ 8ha de disponibles. Concernant les autres espaces consommés, le SCoT n'émet aucune recommandation en termes de surfaces. Seront donc consommés environ 4 ha pour les équipements publics, 2 ha pour les établissements socio-médicaux et paramédicaux et 1 ha pour les hébergements étudiants et/ou saisonniers. D'après les projets de la commune, le potentiel constructible sera réparti conformément au tableau suivant :	Le zonage du PLU traduit ces objectifs en matière de consommation avec notamment : - La zone AUa (L) de 4.2 ha de la Garenne ; - La zone AUc (H) de 1.8 ha sur les Hauts de Tallard ; - La Zone AUb(L) du collège ; - Les zones Um et Um (L) ; - La zone AUed économique des Boulanegons ; - Les zones Ued du Petit Collet ; - La zone Ucampus - Etc … Le règlement écrit et les OAP viennent compléter ces éléments en matière de densité minimale de construction, de mixité des formes urbaines, de mixité sociale … (OAP sectorielles et OAP thématique logements/densité).

○ **4 ha pour les équipements d'intérêt collectifs et de service public.**		Une densité supérieure à 20 logements/ha est donc assurée sur les secteurs dédiés au logement.
S'assurer d'une densification des constructions à l'échelle communale de l'ordre de 20 logements / hectare minimum avec des sites d'intensifications prioritaires : La Garenne, les Hauts de Tallard et les fonciers importants au sein de l'enveloppe urbaine.		

Type	**Surface (ha)**		**Nombre de logements ou hébergements minimum**		**Densité (logements/ha)**	
	Brute	Nette (-20%)	Brut	Net (-20% sur le tènement de + de 1800 m²)	Brute	Nette
Dents Creuses destinées aux logements – dans l'enveloppe (hors projet sur la Garenne)	3,8	3,04	73	62	19	20
« BIMBY » destinés aux logements – dans l'enveloppe et en extensions (hors projet sur la Garenne)	4,6	3,68	87	76	19	21

La Garenne (dont 0.8 ha en renouvellement urbain)	4,27	3,42	120	100	28	29
Extensions pour du logement (Hauts de Tallard)	1,38	1,1	48	40	35	36
Sous total / Moyenne	*14,05*[2]	*11,24*	*328*	*278*	*23*	*25*
Réhabilitation logements vacants 3 à 4 /an jusqu'en 2036			46			
			374	324		
Extensions pour des hébergements étudiants et/ou saisonniers	0,9		50 hébergements			
Extensions pour l'aérocampus	0,4					
Extensions et densification des établissements socio-médicaux et paramédicaux (Durance, Chrysalide)	2					
Economique	8,2					
Extension pour équipements d'intérêt collectif et de service public	3,9					
TOTAL	**29,4**[1]					

OBJECTIF : MAINTENIR LES ESPACES, AGRICOLES, FORESTIERS ET NATURELS

ACTIONS	JUSTIFICATIONS	TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES
Préserver les espaces agricoles ayant notamment un fort potentiel agronomique en instituant des zones agricoles où les constructions y sont grandement limitées ;	L'objectif de la mise en place de ces zones est de consolider le caractère agricole de ces espaces en apportant un frein à l'étalement urbain. Sur ces zones pourront être instaurées des Zones Agricoles Protégées (ZAP) représentant un moyen de limiter la spéculation foncière ou, tout du moins, la rétention volontaire de foncier à vocation agricole liée à l'espoir d'une évolution des documents d'urbanisme plus attractive et lucrative pour le propriétaire.	La préservation des espaces agricoles est traduite par la délimitation de zones Ap et Ap (L) permettant de préserver les terres à forts enjeux agricoles et paysagers interdisant notamment les exploitations agricoles. Ces zones ne sont pas incompatibles avec la mise en œuvre de ZAP par la suite.

[2] Dont 0,8 ha en renouvellement urbain.

	Les espaces concernés seront notamment : - **La zone tampon entre le village et l'aérodrome autour du « chemin du milieu » ;** - **La partie Sud des Chaumasses ;** - **Le Pied de la Plaine de Tallard** - **« Tomples » de La Durance ;**	
Préserver les espaces agricoles du mitage tout en garantissant des extensions limitées pour les habitations et le développement de l'activité agricole ;	La commune souhaitait pouvoir garantir aux constructions d'habitation et aux exploitations agricoles existantes, des possibilités d'évolution. Seules les extensions des constructions existantes seront donc autorisées afin de ne pas être trop discriminant par rapport à des constructions situées en zone urbanisée ou agricole constructible, sans pour autant remettre en cause le caractère paysager, naturel ou agricole des zones dans lesquelles ces constructions sont présentes.	Le règlement des zones A, A (L), Ap et Ap (L) autorise les extensions limitées des habitations existantes, à condition que les logements soient légalement édifiés et faisant plus de 60m² de surface de plancher. De plus les bâtiments pouvant changer de destinations qui ont été identifiés permettent de limiter le mitage et de réinvestir des bâtiments qui ne sont plus utilisés.
Sanctuariser les jardins de la « Durance » en lien avec la préservation de la silhouette villageoise et du patrimoine communal	La construction, dans la première moitié du XIXe siècle, d'une digue le long de la Durance a permis de repousser vers l'Est le lit mineur de la rivière et d'offrir une vaste terrasse alluviale disposant d'une terre alluvionnaire particulièrement riche et d'une facilité d'irrigation qui autorise, depuis cette période, la pratique d'un maraîchage vivrier sur de petites parcelles géométriques. L'ensemble est desservi par de petits chemins, qui sont autant d'itinéraires de promenade. La culture de ces jardins, leur organisation géométrique, les canaux, les éléments ponctuels comme les cabanons, les échappées visuelles sur la silhouette de Tallard dessinent un paysage de très grande qualité dont la préservation constitue un enjeu important. La commune souhaite ainsi venir préserver ces jardins qui seront classés en zone agricole pour renforcer leur préservation et remettre en avant leur usage originel. Ces espaces sont identifiés comme espaces identitaires par le SCoT.	Les jardins de la Durance ont étés classés en A (J), Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL), autorisant uniquement les cabanons limités à 8m² de surface de plancher et d'emprise au sol cumulées. Les autres constructions (à l'exception de quelques équipements d'intérêt collectif et services publics) sont interdites.
Protéger les espaces de vignes	Tout comme les jardins familiaux, les vignes sur Tallard sont identifiées comme des espaces identitaires par le SCoT. Ces derniers seront classés en zones agricoles et seront préservés de l'urbanisation.	Ces espaces ont été classés en zones A ou A (L). De plus, ils sont inscrits dans l'OAP paysages et TVB afin de garantir leur préservation mais de

		permettre le maintien des activités agricoles présentes.
Sanctuariser le massif des côteaux des Boulangeons et son piémont ;	La commune souhaite préserver l'espace naturel garant du patrimoine communal.	Ces espaces ont été classés pour majorité en zones N pour la partie forestière en Ap ou Ap (L) pour les parties agricoles proches des habitations et passagèrement sensibles, et le reste en A ou A(L).
Assurer la pérennité des espaces de mobilité des cours d'eau en lien avec la présence des risques naturels.	On recense sur la commune 2 aléas liés à la présence de cours d'eau : o <u>Le phénomène d'inondation,</u> lié aux crues des fleuves, des rivières, des rivières torrentielles et des canaux. Sur la commune de Tallard, le risque inondation est localisé aux abords de la Durance et de ses principaux affluents : le torrent des Rousines et le torrent de Baudon. Le risque varie avec des niveaux d'aléas forts dans le lit mineur à moyen dans le lit majeur des cours d'eau. La commune n'est pas identifiée comme Territoire à Risque important d'Inondation (TRI). De plus, elle n'est couverte par aucun programme de prévention (PAPI). o <u>La crue torrentielle</u>, caractérisée par l'apparition ou l'augmentation brutale du débit d'un cours d'eau à forte pente qui s'accompagne fréquemment d'un important transport solide et d'érosion. Sur la commune de Tallard, ce phénomène impacte les affluents de la Durance, avec un niveau d'aléa considéré de fort à moyen. Le long du torrent du Rousine quelques habitations sont touchées par ce risque. Les espaces sensibles de mobilité des cours d'eau seront donc préservés afin de limiter leur risque sur les constructions existantes et futures.	Ces espaces de mobilités ont été pris en compte dans la délimitation du zonage. Les zones soumises à des aléas forts ont été exclues des zones constructibles (lorsque celles-ci étaient situées en limites de zones).

3. ORIENTATION 3 : PRESERVER ET VALORISER L'IDENTITE DU TERRITOIRE A TRAVERS SES RICHESSES NATURELLES ET BATIES

OBJECTIF : PROTEGER LE PATRIMOINE BATI, CARACTERISTIQUE IDENTITAIRE DE LA COMMUNE		
ACTIONS	**JUSTIFICATIONS**	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**
Assurer la traduction de l'AVAP/SPR dans le cadre du règlement du PLU ;	Il s'agit ici d'assurer une bonne prise en compte de l'AVAP/SPR, dans le PLU. Le règlement du PLU intégrera une partie des recommandations de l'AVAP/SPR.	Les règles de l'AVAP/SPR lorsqu'elles concernaient des règles cadrées par le code de l'urbanisme, ont été reportées dans le règlement de chaque zone en bleue afin que l'on puisse identifier que cette règle provienne de l'AVAP/SPR. De plus le zonage a respecté les différents périmètres de l'AVAP/SPR et y fait référence : - L'indice (H) indique que la zone est soumise aux règles du secteur « Noyau historique et les faubourgs » de l'AVAP/SPR ; - L'indice (L) indique que la zone est soumise aux règles du secteur « La lisère urbaine » de l'AVAP/SPR ; - L'indice (J) indique que la zone est soumise aux règles du secteur « Les jardins de la conquête » de l'AVAP/SPR.
Assurer la protection et la valorisation des éléments de patrimoine bâti identifiés comme majeurs : le château de Tallard, l'église Saint-Grégoire, le château Lacroix en cohérence et complément de l'AVAP ;	Une grande partie du patrimoine a été répertoriée et protégée dans l'AVAP/SPR. En dehors de son périmètre d'application, le PLU vient en complément protéger certains éléments tels que des fermes ou le château Lacroix.	Une protection au titre du L151-19 du code de l'urbanisme a été créée sur les bâtiments et éléments patrimoniaux à préserver, pour la plupart en dehors du périmètre de l'AVAP/SPR. Ces bâtiments sont identifiés au zonage par une prescription ponctuelle (étoile) et les règles applicables sont reportées dans le règlement.

Favoriser des constructions adaptées au caractère architectural de la commune et des différents quartiers.	La commune a connu de par son histoire un développement assez différencié, avec un centre et quelques éléments ponctuels à très forte valeur patrimoniale et architecturale, et des espaces moins contrôlés et au caractère plus banal. Ces éléments, largement traduits dans l'AVAP/SPR en cours devront être cadrés dans le PLU, de manière adaptée à chaque espace. La municipalité souhaite ainsi une certaine souplesse sur les secteurs sans enjeux majeurs pour favoriser l'installation de la population ; mais aussi cadrer de manière très fine les règles sur les secteurs les plus patrimoniaux notamment en lien avec l'AVAP/SPR.	Le règlement écrit de chaque zone est adapté à cette volonté, notamment par le biais des règles d'implantation, de hauteur, d'emprise au sol, de qualité urbaine et architecturale et des abords des constructions, plusieurs dispositions générales sur les clôtures, les équipements en façade … Il traite de manière différente les secteurs moins patrimoniaux avec des règles architecturales adaptées, s'appuyant sur l'existant mais proposant aussi une vision pour l'avenir de la commune avec une architecture potentiellement de facture moderne. Les règles de l'AVAP/SPR lorsqu'elles concernaient des règles cadrées par le code de l'urbanisme, ont été reportées dans le règlement de chaque zone. Il a également été fait le choix dans certaines zones non soumises à l'AVAP/SPR d'appliquer les règles de l'AVAP/SPR puisqu'adaptées au contexte local et architectural.
OBJECTIF : METTRE EN VALEUR LA QUALITE PAYSAGERE DE LA COMMUNE		
ACTIONS	**JUSTIFICATIONS**	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**
Conforter et valoriser la silhouette du bourg	Largement protégé dans l'AVAP/SPR, la commune souhaite continuer cette protection règlementaire, en venant limiter la zone urbaine du centre historique aux limites du bourg existant délimité dans l'AVAP/SPR en « cœur médiéval ».	Aucune extension n'a été intégrée en continuité du bourg. La zone Uaa(H) correspond au secteur « cœur médiéval » de l'AVAP/SPR. Pour le bourg étendu au « Noyau historique et faubourgs », le confortement de la silhouette passera par l'aménagement des Hauts de Tallard, zone AUc (H).
Protéger et valoriser les panoramas remarquables de la commune : le	La silhouette de Tallard, implantée sur le piémont de la barre rocheuse sur la dorsale de laquelle est érigé le château est perceptible depuis de nombreux points de vue. En effet, l'horizontalité assez	Les panoramas remarquables et point de vue dynamique identifiés au SCoT ont été préservés puisque ces espaces paysagers sensibles

château de Tallard et l'aérodrome ; **Travailler sur la fonctionnalité et la qualité paysagère des nouvelles zones d'activités économiques ;** **Préserver et valoriser le point de vue dynamique identifié par le SCoT en sortie de la commune au niveau de la Plaine de Lachaup.**	remarquable du paysage communal et les nombreuses collines qui bordent la terrasse alluviale font de la silhouette de Tallard un point focal au centre de son territoire. La préservation de ce rapport très net entre la silhouette de Tallard et les grands paysages agricoles horizontaux constitue un enjeu particulièrement important. Les panoramas les plus remarquables donnant notamment sur le Château, seront préservés. Les zones économiques existantes et futurs bénéficieront de traitements paysagers adaptés afin de s'intégrer au mieux dans l'environnement.	ont été classés en zone Ap ou Ap(L). Le traitement paysager des zones d'activités est intégré dans l'OAP thématique paysages TVB.
OBJECTIF : PRESERVER LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET LES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE		
ACTIONS	**JUSTIFICATIONS**	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**
Préserver les zones naturelles sensibles notamment les plus sensibles : **o Les zones humides** **o Sites Natura 2000**	Les enjeux pour la commune concernent en particulier les cours d'eau : Durance, Rousine, Baudon et les zones humides d'une façon générale. L'enjeu pour la Durance est d'autant plus important que son cours d'eau passe à proximité des principales zones urbanisées (Tallard, Les Boulongeons). Par ailleurs, les zones agricoles de type bocagères, reliées aux boisements de la commune, représentent un intérêt important dans la fonctionnalité écologique du territoire (déplacement des espèces, nourritures, reproduction). La commune souhaite veiller à la préservation de ces espaces.	L'ensemble des zones naturelles sensibles a été classé en zones naturelles ou agricoles (N, N (L), A, A (L), Ap ou Ap (L)) De plus, les zones humides connues ont été identifiées au règlement graphique et une prescription a été mise en place au règlement afin de préserver ces zones humides au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.
Maintenir la trame bleue organisée autour de la Durance, du Rousine et du canal de Ventavon ;	La Trame verte et bleue du SCoT de l'Aire gapençaise indique plusieurs enjeux pour la commune de Tallard : - Une zone de réservoir de biodiversité, définie par la Durance et ses milieux rivulaires, - Le canal de Ventavon, le Rousine et le Baudon comme cours d'eau et tronçons de cours (attention, le SCoT	L'OAP paysages et TVB créée permet de veiller au maintien de la trame bleue ainsi que la prescription protégeant les zones humides.

Protéger l'espace boisé du parc de la Garenne ;	spécifie que les zones humides ne sont pas représentées sur la trame verte et bleue du SCoT et que les documents d'urbanisme locaux doivent se référer à l'inventaire départemental des zones humides). - Quatre zones reconnues comme connexions d'intérêt écologique. Ces ensembles de réseaux sur la commune, fonctionnalités écologiques, hydrographiques, paysagères, etc.… seront préservés et mis en valeur sur le territoire. L'environnement naturel porteur de forts enjeux en termes de biodiversité est prépondérant sur le territoire de Tallard. La municipalité, fortement sensible sur ce sujet, s'engage à la préservation des espaces sensibles garants de l'identité de la commune.	L'EBC existant dans le précédent document d'urbanisme, est maintenu afin de préserver et protéger le parc de la Garenne.
Veiller à maintenir ou renforcer les coupures vertes identifiées par le SCoT ;		Les coupures vertes identifiées par le SCoT sont traduites dans l'OAP paysage et TVB.
Préserver les corridors écologiques identifiés par le SCoT ;		Les corridors écologiques identifiés par le SCoT sont traduits dans l'OAP paysage et TVB.
Préserver les espaces naturels de la fragmentation dans un objectif de maintien des continuités écologiques.		Le projet de PLU permet de maintenir les trames vertes identifiées, notamment au SCoT, en limitant l'étalement de l'urbanisation et sur des secteurs qui ne remettent pas en cause les corridors écologiques. En limite de zones urbanisées, la constructibilité contrainte permet de limiter la fragmentation des espaces agricoles ouverts participant à la trame verte.
OBJECTIF : PRESERVER LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET LES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE		
Prendre en compte les risques naturels présents sur la commune ;	La commune souhaite préserver les populations des risques naturels, en intégrant notamment de manière claire les cartes d'aléas établies sur la commune, que ce soit pendant la conception du PLU ou règlementairement.	Le zonage a été établi en prenant en compte au plus tôt les risques et notamment la présence d'aléas forts. Le règlement écrit traduit largement ces éléments en renvoyant vers les différents éléments de connaissance.
Protéger de l'urbanisation les captages en eau potable	Le projet communal prend en compte la ressource disponible sur la commune dans le respect du SDAGE notamment. Le captage des Jardins alimentant l'ensemble de la commune et faisant l'objet d'un arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique sera protégé.	Les périmètres de protection autour du captage du Puits des Jardins sont déjà objets de SUP qui est annexée au PLU.

Prévoir un espace pour créer un bassin de rétention des eaux pluviales ;	Le secteur de la Garenne est situé sur une cuvette naturelle pour la rétention d'eau. La zone est située en moyenne, 1.5m en dessous du niveau de la route. Le projet schéma directeur des eaux pluviales envisageait d'implanter un bassin de rétention sur le périmètre d'étude. Etant située sur un secteur stratégique de développement, la commune souhaite relocaliser à proximité du site (de l'autre côté de la route) le bassin de rétention.	L'ER 2 a été créé pour permettre la réalisation de bassin de rétention pour les eaux de pluviales au bénéfice de la commune de Tallard sur le programme de La Garenne. Sur les Lauzes, l'ER28 permettra également la création d'un bassin.
Permettre le développement des énergies renouvelables, tout en prenant en compte les enjeux paysagers identifiés sur le centre ancien de Tallard ;	Les élus de Tallard sont particulièrement sensibles aux questions environnementales, notamment en matière de production d'énergies renouvelables. La municipalité, dans le cadre de l'AVAP/SPR, a notamment souhaité conserver la possibilité de mettre des systèmes de production d'énergie sur les secteurs patrimoniaux, à condition que ces derniers n'altèrent pas le caractère pittoresque et homogène des toits du village. La question des constructions durables fait sens pour la municipalité qui souhaite, dans la continuité de la mise en place de la RE 2020, favoriser les constructions et les modes de construction durables sur le territoire dans les secteurs où l'AVAP/SPR ne prévoit pas de contraintes trop importantes. Les élus souhaitent également participer au développement de la production d'énergie renouvelable, notamment locale et citoyenne en : - créant les conditions d'émergence de projets (Appel à Manifestation d'Intérêt, réunions sur la trajectoire énergétique du territoire etc.) ; - en transmettant des informations, des contacts utiles ou en proposant des sites (terrains, toitures…) -encore à identifier- propices aux projets de production d'énergie ; - en investissant et en prenant place directement dans ces projets ; Cela permettrait de :	Le règlement rappelle l'article L.111-16 du code de l'urbanisme, qui indique notamment qu'une autorisation d'urbanisme ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou visant à limiter l'impact sur l'environnement. Les règles de l'AVAP/SPR concernant l'intégration des panneaux solaires ont été reprises dans le règlement. Dans l'OAP sectorielle de la Garenne, la conception bioclimatique favorisant les apports solaires passifs est recommandée. Ce même que les réseaux de chaleur collectif. L'OAP vient également imposer la création d'un masque paysager ou espaces verts en limite Nord-Est, ce qui imposera automatiquement, un recul aux nouvelles constructions et limiter l'effet de masque solaire.

	- veiller à une exploitation harmonieuse de ces ressources et d'en optimiser les bénéfices – notamment économiques – pour les habitants et les acteurs locaux ; - réduire la vulnérabilité de la commune à l'égard des fluctuations des prix de l'énergie.	
Dans les nouveaux secteurs d'urbanisation, intégrer des principes de constructions bioclimatiques afin de limiter les effets de masque entre les constructions et de favoriser les apports solaires ;	La question du développement durable et des économies d'énergie est une problématique nationale particulièrement prégnante en territoire de montagne, avec ces particularités climatiques, des masques solaires, le bâti souvent ancien dans les centres villages … En matière d'habitat, c'est aussi une réalité pour la vie quotidienne pour les familles avec des coûts parfois élevés pour se chauffer, un manque de luminosité dans les constructions. Ainsi, afin de s'inscrire dans cette démarche et proposer une offre d'habitat de qualité sur le territoire, les élus souhaitent favoriser la durabilité de l'habitat, que ce soit sur l'existant, ou dans les nouvelles constructions, notamment sur les secteurs d'extension. L'ensoleillement important sur la commune est à valoriser.	
Imposer aux logements collectifs neufs d'intégrer un local de collecte sélective des déchets et aménager dans les bâtiments d'activités des lieux de stockage et de traitement des déchets.	L'objectif est ici d'obliger la mise à disposition de points de collecte de déchets à proximité immédiate des habitants afin de faciliter sa mise en œuvre et d'assurer leur bonne intégration dans les bâtiments d'activités.	Les dispositions générales du règlement indiquent que « L'aménagement des lieux de stockage et de traitement des déchets devra être réalisé avec intégration paysagère et aménagements paysagers occultant tous les ouvrages et équipements nécessaires, notamment lors de la construction ou réhabilitation de bâtiments d'activités. » De plus dans les OAP sur les nouveaux secteurs de logements (Garenne et Hauts de Tallard) il a été indiqué que : « Les aménagements nécessaires à la collecte des déchets ménagers doivent être prévus et dimensionnés à la zone. Pourront être exigés, après consultation des services compétents en matière de traitement des déchets : un

		abri réservé au stockage des containers d' ordures ménagères, des containers adaptés au tri sélectif ainsi qu'une aire de présentation de ces containers à proximité de la voie empruntée par les véhicules de collecte. »

CHAPITRE .2 : JUSTIFICATION DU REGLEMENT ECRIT ET GRAPHIQUE

1. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS GENERALES

Les dispositions générales du règlement écrit sont divisées en 6 articles :

- « Article 1 : Division du territoire en zones », qui présente les différentes zones du règlement ;
- « Article 2 : Dispositions applicables à l'ensemble des zones », qui correspondent à des règles et rappels de la réglementation qui s'applique à l'ensemble du territoire ;
- « Article 3 : Les prescriptions graphiques du règlement » ;
- « Article 4 : Autres informations » (rappels relatifs aux risques naturels, aux servitudes d'utilité publique, aux rappels de la règlementation en vigueur, etc.)
- « Article 5 : Définitions » ;
- « Article 6 : Destination des constructions et types d'activités auxquelles fait référence le règlement de PLU ».

Seuls seront justifiés dans les paragraphes suivants les articles 2 « Dispositions applicables à l'ensemble des zones » et 3 « Les prescriptions graphiques du règlement », les autres articles ayant vocation à faciliter la compréhension des règles édictées dans le règlement du PLU.

1.1. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES ZONES

Afin de ne pas surcharger le rapport, seuls les titres des différents paragraphes sont ici reportés. Le lecteur est invité à consulter le règlement pour connaître le détail de la règle.

2.1. PRELEVEMENT DES MATERIAUX ET PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS

Cette règle permet d'assurer la possibilité d'entretien des cours d'eau, notamment dans un but de protection des risques naturels. Les opérations d'entretien tel que le retrait d'embâcles ou d'accumulations de sédiments sont en effet parfois indispensables dans un souci de prévention des risques d'inondation.

Ces éléments permettent de répondre notamment aux enjeux de gestion des risques prévus dans le PADD.

2.2. IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

Le premier paragraphe apporte des informations sur la manière de mesurer le retrait des constructions.

Le second paragraphe inique au-delà de quelle hauteur le survol du domaine public est autorisé.

Le troisième paragraphe indique que les ouvrages en survol pourront conserver leur hauteur actuelle y compris en cas d'extension.

Le quatrième paragraphe indique qu'en bord de cours d'eau (hors canaux d'irrigation), nonobstant les règles applicables à chaque zone, les constructions devront s'implantation à une distance minimale de 5 mètres.

Le cinquième paragraphe constitue un rappel de l'existence d'un règlement départemental de voirie pouvant comporter des règles relatives à l'implantation des constructions.

Le dernier paragraphe sous les schémas d'illustration, constitue un rappel du Code Civil notamment sur les vues sur la propriété de son voisin.

Ces éléments permettent de répondre notamment aux enjeux de qualité architecturale, de qualité environnementale des constructions, prévus dans le PADD.

2.3. COURS / COURETTES ANGLAISES

Une cour ou courette anglaise est une cour située en sous-sol et encaissée entre la rue et la façade d'un bâtiment, servant à l'origine à éclairer et ventiler le sous-sol, et parfois à permettre un accès direct à celui-ci. Ces éléments existent dans les centres anciens. Pour des raisons de sécurité, le PLU impose la mise en place d'un dispositif de sécurité pour les piétons et véhicules.

Ces éléments permettent de répondre notamment aux enjeux de sécurité dans les déplacements prévus par le PADD.

2.4. DESSERTE PAR LES RESEAUX

Le premier paragraphe rappelle que les branchements aux réseaux pour les besoins d'une activité agricole ou forestière pourront être autorisés uniquement sous réserve qu'il y ait un bâtiment afin de limiter les dérives dans ces secteurs.

Alimentation en eau potable

La commune ne dispose pas aujourd'hui d'un zonage d'alimentation en eau potable. La compétence est intercommunale. Néanmoins, lorsque le zonage sera réalisé, le pétitionnaire saura qu'il faut s'y référer et que ce document est une annexe du PLU (conformément à l'article R151-53 du code de l'urbanisme).

De plus il est rappelé que les constructions isolées pourront être alimentées par des sources et puits privés dans les limites autorisées par les règlementations en vigueur.

Assainissement

Eaux usées domestiques
Le schéma directeur d'assainissement des eaux usées intercommunal est en cours de réalisation par la CAGTD. Lorsque celui-ci sera finalisé, il sera annexé au PLU (conformément à l'article R151-53 du code de l'urbanisme).

Le règlement précise, pour les pétitionnaires, la marche à suivre pour toute construction ou installation qui requiert un assainissement des eaux usées (collectif ou individuel).

Eaux usées non domestiques
L'objectif est d'éviter une pollution des eaux et des sols par un traitement adéquat des eaux usées non domestiques en fonction de leur nature.

Eaux usées pluviales
L'urbanisation engendre une imperméabilisation des sols accrue, et, en l'absence de dispositifs adaptés, peut engendrer un accroissement du ruissellement des eaux pluviales, en limitant l'infiltration. Le règlement prévoit donc, pour l'ensemble des zones, que des aménagements soient réalisés de manière à limiter cet accroissement du ruissellement des eaux pluviales.

L'ensemble de ces éléments permet de répondre notamment aux enjeux de maintien renforcement en équipements d'intérêt génal et développement des réseaux prévus dans le PADD.

Ouvrages d'irrigation et d'évacuation des eaux pluviales

Cet article indique la nécessité de préserver les ouvrages existants, y compris ceux désaffectés, et de prendre en compte ces ouvrages dans le cadre de leur projet. La règlementation sur les ASA est rappelée.

Ces éléments permettent de répondre notamment aux enjeux de maintien et de développement des réseaux, mais aussi à la prise en compte des risques, ou de développement de l'agriculture prévus dans le PADD.

Ouvrages de transport d'électricité

Cette règle permet d'assurer qu'il n'y aura pas de conflit entre les règles édictées dans chaque zone et ce type de projet d'intérêt collectif.

Ces éléments permettent de répondre notamment aux enjeux de maintien et de développement des réseaux, prévus dans le PADD.

L'éclairage extérieur

Cette règle permet de limiter la pollution lumineuse par les éclairages artificiels nocturnes, qui ont des conséquences néfastes sur la faune et la flore.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de préservation de l'environnement, notamment des espèces, prévus dans le PADD.

Défense incendie

Cette règle permet d'assurer la prise en compte de la défense incendie dans l'aménagement des zones, dans un principe de précaution.

Ces éléments permettent de répondre notamment aux enjeux de maintien et de développement des réseaux, mais aussi à la prise en compte des risques, prévus dans le PADD.

Insertion paysagère des éléments techniques des différents réseaux

Cette règle permet d'assurer une bonne intégration des éléments techniques.

Ces éléments permettent de répondre notamment aux enjeux de maintien et de développement des réseaux, mais aussi de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère de la commune, prévus dans le PADD.

2.5. GESTION DES SUBSTANCES TOXIQUES OU DANGEREUSES

L'objectif de ce type de mesures est de permettre à la municipalité de réglementer la gestion des substances toxiques ou dangereuses pour la préservation de l'environnement et la sécurité de sa population, mais aussi rappeler au pétitionnaire ces devoirs dans le cadre de la gestion de ces substances, en lien avec le code de l'environnement notamment.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de préservation de l'environnement, prévus dans le PADD

2.6. GESTION DES DECHETS

L'objectif de ce type de mesures est de permettre à la municipalité de garantir une bonne intégration de ces éléments.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de préservation de l'environnement, mais aussi de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère de la commune prévus dans le PADD.

2.7. OUVRAGES DIVERS

Murs de soutènement

La municipalité souhaite cadrer la réalisation des murs de soutènement, venant souvent impacter les vues chez les voisins, créant des masques solaires, ou étant particulièrement prégnants dans les paysages.

Là encore, un cadre général est posé sur ces ouvrages, largement complété par les règles applicables à chaque zone, mais aussi par la définition du calcul de hauteur qui limite l'intérêt de faire un mur de soutènement (le remblai compte dans le calcul de hauteur).

La volonté générale sera donc d'arriver à une meilleure intégration des constructions au terrain.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère prévus dans le cadre du PADD.

Pilotis

Tout comme pour les murs de soutènements la commune souhaite limiter la hauteur de pilotis pouvant impacter les vues dans le paysage ou créer des masques solaires.

La volonté et d'autoriser ces constructions qui répondent parfois à certaine nécessité technique, tout en les encadrant.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère prévus dans le cadre du PADD.

Clôtures

L'objectif est de promouvoir une cohérence des clôtures suivant les secteurs de la commune, en les soumettant à autorisation d'urbanisme.

Des mentions générales permettent de cadrer la réalisation des clôtures et notamment les questions d'intégration et d'uniformité. Elles sont largement complétées par les règles spécifiques à chaque zone, qui reprennent notamment les règles de l'AVAP/SPR dans les zones touchées par ce document.

Il est précisé un certain nombre de points visant à ce que ces clôtures ne remettent pas en cause la sécurité.

Enfin, des recommandations sont fournies visant à la circulation de la faune, ou à la végétalisation souhaitée de ces ouvrages.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité architecturale et paysagère prévus dans le cadre du PADD.

2.8. CREATION D'ACCES SUR LA VOIE PUBLIQUE

Les règles édictées visent à garantir la sécurité routière, en évitant tout accès dangereux, l'ouverture de portail sur la voie publique, également dangereuse, ou encore la multiplication du nombre d'accès débouchant sur les voies publiques.

À travers le 4e paragraphe, la commune souhaite se prémunir de l'arrivée de matériaux (terre, graviers, etc.) depuis le domaine privé sur la voirie, ainsi que de l'arrivée d'eaux pluviales depuis le domaine privé, qui pourraient là encore augmenter le risque d'accident.

De plus, de préserver une continuité dans l'écoulement de réseaux pluvial ou d'irrigation, il est précisé qu'en cas de franchissement d'un tel dispositif, un busage sera obligatoire.

Enfin, un rappel de l'application du règlement départemental de voirie est édicté, pour une meilleure prise en compte de celui-ci par les pétitionnaires.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des déplacements, et de sécurité routière, plus marginalement des risques, prévus dans le PADD.

2.9. CARACTERISITQUES DES VOIES OUVERTES A LA CIRCULATION

Afin de favoriser un maillage efficace du territoire, le règlement précise que dimensions, formes et caractéristiques des voies, doivent être adaptées aux usages et permettre la défense contre les incendies, que les voies en impasse doivent être aménagées de manière à permettre les demi-tours.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des déplacements, et de sécurité routière prévus dans le PADD.

2.10. STATIONNEMENT

Les premiers paragraphes de la règle constituent des rappels du code de l'urbanisme que la commune souhaite reprendre comme règle sur son territoire.

Le paragraphe 5 rappelle que les stationnements et aires de manœuvre devront être réalisés en dehors des voies publiques afin de limiter les conflits d'usage et l'engorgement des voies.
Le paragraphe 6 vise à imposer une largeur minimale aux places de stationnement et limite les places en enfilades. Pour une meilleure adaptation de la règle aux nécessités des constructions, il est précisé que le nombre de places de stationnement demandées ne s'applique pas aux annexes.

Revêtement et végétalisation des aires de stationnement

Ce paragraphe règlemente le revêtement des places de stationnement extérieur, en prenant en compte les enjeux environnementaux (infiltration des eaux pluviales pour limiter le ruissellement) et demande une végétalisation de ces stationnements.

Accessibilité PMR

La première partie constitue un rappel du code de l'urbanisme (article L152-4).

La seconde permet de faciliter la mise aux normes d'accessibilité des établissements recevant du public, favorisant ainsi la mobilité des personnes à mobilité réduite.

Stationnement des vélos

Un PLU est dans l'obligation de prévoir des places de stationnement pour les vélos pour les logements et les bureaux à partir du moment où il réglemente pour ces destinations les stationnements pour véhicules motorisés. Les règles sont ici largement inspirées du code de l'habitation et de la construction.

L'ensemble de ces éléments permet notamment de répondre aux objectifs fixés par le PADD en matière de stationnement pour les véhicules motorisés et les cycles, publics ou privés.

2.11. LES INSTALLATIONS ET OUVRAGES DONT LA LOCALISATION CORRESPOND A UNE NECESSITE TECHNIQUE IMPERATIVE

Les règles spécifiques pour *« l'exécution de tous travaux, constructions, défrichements, plantations, aménagements, installations et travaux divers, la création de lotissements, l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes, l'établissement de clôtures, la réalisation de remontées mécaniques et l'aménagement de pistes, l'ouverture des carrières, la recherche et l'exploitation des minerais et les installations classées pour la protection de l'environnement » des territoires situés en zone de montagne (application de la loi Montagne)*.
Il est toutefois précisé que « Les installations et ouvrages nécessaires aux établissements scientifiques, à la défense nationale, aux recherches et à l'exploitation de ressources minérales d'intérêt national, à la protection contre les risques naturels, à l'établissement de réseaux de communications électroniques ouverts au public et aux services publics autres que les remontées mécaniques ne sont pas soumis aux dispositions de la présente section si leur localisation dans ces espaces correspond à une nécessité technique impérative ou, dans le cas des communications électroniques, est nécessaire pour améliorer la couverture du territoire » (article L122-3 du code de l'urbanisme).
La commune souhaite donc autoriser ces éléments sur l'ensemble de son territoire, nonobstant les règles applicables zone par zone.
Ces éléments permettent de répondre notamment aux enjeux de maintien et de développement des équipements d'intérêt collectifs et services publics, ainsi que des réseaux, prévus dans le PADD.

1.2. JUSTIFICATION DES PRESCRIPTIONS GRAPHIQUES DU REGLEMENT

3.1. PERIMETRES SOUMIS A DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Cette prescription permet de localiser graphiquement les OAP (uniquement sectorielles), ce qui une obligation légale. Les justifications précises des OAP seront détaillées dans le chapitre suivant.

Il est aussi rappelé l'application d'OAP thématiques qui s'appliquent sur l'ensemble du territoire.

Ces éléments (les OAP en général), permettent de répondre à de nombreux objectifs du PLU, allant de la diversification du logement, au développement économique et touristique, en passant par les déplacements, les continuités écologiques, la préservation du patrimoine, la qualité paysagère et architecturale, la gestion des réseaux, la mobilité et déplacements … prévus dans le PADD.

3.2. EMPLACEMENTS RESERVES

28 emplacements réservés ont été mis en place sur la commune, sur la base de l'article L151-41 du code de l'urbanisme, pour les voies et ouvrages publics et des installations d'intérêt général à créer ou à modifier.

27 emplacements réservés ont pour destinataire la commune de Tallard et 1 a pour destinataire le département.

Les emplacements réservés **7, 13, 18 et 20 correspondent à la création de stationnements** tous localisés autour du centre-village allant de 1000 à 5000m².

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs d'amélioration des conditions de stationnement public sur la commune. Ils répondent de fait à des enjeux connexes concernant la capacité à faciliter les réhabilitations dans le village ou à l'ensemble des dynamiques commerciales et touristiques, prévus dans le cadre du PADD.

Les emplacements réservés **4, 5, 6, 10, 11, 12, 14, 15, 17, 21, 22, 23, 25 correspondent à des aménagements de voiries essentiellement dédiés aux circulations motorisées : élargissement, sécurisation (visibilité, aménagement de carrefour), création de voirie, acquisition de voirie, régularisation, amélioration de liaison routière etc…**

Ces renforcements répondent à des besoins déjà existants sur le territoire (nombreuses voiries sous dimensionnées, pas seulement dans les centres anciens ou aux abords, ou simplement des rétrécissements posant des problèmes d'accès aux services de secours par exemple), ou anticipent les besoins liés à des secteurs de développement inscrit dans le PLU. Ils pourront intégrer des aménagements de sécurisation pour les piétons par exemple, mais ne sont pas dédiés spécifiquement à cela.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs d'amélioration des déplacements motorisés et de sécurisation de ces déplacements sur l'ensemble du territoire, permettant aussi de répondre aux objectifs d'attractivité (maintien de Tallard comme « Bour principal », renforcement de l'attractivité touristique, …), prévus dans le PADD.

Les emplacements réservés **8, 9, 16, 23, 25, 27 correspondent à des aménagements dédiés à la création ou à l'élargissement de cheminements doux, essentiellement piétons, avec des enjeux de circulation quotidienne, touristique, ou encore de découverte et de mise en valeur du territoire.** L'emplacement réservé 8 est spécifiquement dédié à l'aménagement des bords de la Durance.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs d'amélioration des déplacements doux sur le territoire, permettant aussi de répondre aux objectifs d'attractivité (maintien de Tallard comme « Bour principal », renforcement de l'attractivité touristique, …), prévus dans le PADD.

Les emplacements réservés **2 et 28 correspondent à l'aménagement de deux bassins de rétention pour les eaux pluviales.**

Ces éléments permettent de répondre notamment aux enjeux de maintien et de développement des réseaux, mais aussi à la prise en compte des risques, prévus dans le PADD.

Les emplacements réservés **1, 3 et 19 sont pour des équipements d'intérêt collectifs et de service public.** Le premier est pour la création du centre technique communal aux Lauzes, le 3 pour la réhabilitation de l'ancien SSER la Durance et le 19 est pour l'aménagement de parc/ jeux pour enfants.

Ces éléments permettent de répondre notamment aux enjeux de maintien et de développement des équipements d'intérêt collectifs et services publics et permet aussi de répondre aux objectifs d'attractivité (maintien de Tallard comme « Bour principal », renforcement de l'attractivité touristique, …), prévus dans le PADD.

Les emplacements réservés **3 et 24 sont destinés à créer des logements en mixité sociale.**

Cet élément, permet notamment de répondre aux objectifs de production et diversification de logements prévus dans le PADD.

Enfin, l'emplacement réservé **26 au bénéfice du département, permettra l'extension des équipements publics** et aménagements en lien avec le collège (vestiaires, stationnements, complexe sportif, etc..)

Cet élément permet de répondre notamment aux enjeux de maintien et de développement des équipements d'intérêt collectifs et services publics et permet aussi de répondre aux objectifs d'attractivité (maintien de Tallard comme « Bour principal », renforcement de l'attractivité touristique, …), prévus dans le PADD.

3.3. BATIMENTS POUVANT CHANGER DE DESTINATION

Afin de permettre l'évolution de deux ensembles de constructions situées à Montréduit et une construction chemin de Château Lacroix, ces bâtiments sont ciblés au règlement graphique.
Les groupes à Montréduit (C1 et C2) pourront évoluer vers la destination de commerce et activités de service, équipements d'intérêt collectif et services publics ou autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire.
Le bâtiment C3 ne pourra évoluer que vers de l'habitat.
Les changements C1 et C2 permettent de répondre notamment aux enjeux de développement des activités économiques et commerciales de la commune prévus dans le PADD.

Le changement C3 permet de répondre aux objectifs de production de logement et de préservation du patrimoine prévus dans le PADD.

3.4. ELEMENTS A PRESERVER OU A METTRE EN VALEUR

Cette protection s'appuie sur l'article L151-19 du code de l'urbanisme et permet de protéger plusieurs éléments caractéristiques du territoire.

Elle permet notamment de faire application de l'article L111-17 1°) du code de l'urbanisme et donc d'éviter les dérogations prévues au L111-16 du CU, qui pourraient ne pas être adaptées (intéressant surtout dans les centres anciens, mais déjà couverts par des périmètres monuments historiques et l'AVAP/SPR).

Elles obligent également au dépôt éventuel de permis de démolir.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de préservation du patrimoine, de la qualité architecturale et paysagère sur le territoire, prévus dans le cadre du PADD.

3.5. PRESERVATION DES RDC D'ACTIVITES

Cette règle permet de maintenir les linéaires économiques notamment commerciaux et de services, mais aussi la restauration, les bureaux ainsi que les hôtels et autres hébergements hôteliers en RDC autour du centre-ville (le long des avenues de Provence, Auguste Durand, du 11 Novembre et Jacques Bonfort, ainsi qu'autour de la place du

Commandant Dumont). Elle vise à maintenir une vie économique et sociale dans les centres urbains.
Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune prévus dans le cadre du PADD.

3.6. SECTEURS A PROTEGER POUR DES MOTIFS D'ORDRE ECOLOGIQUE

Préservation des zones humides

Cette protection s'appuie sur l'article L151-23 du code de l'urbanisme et permet de préserver les zones humides identifiées lors de la révision générale du PLU, tout en laissant la possibilité d'aménager l'espace de manière à assurer la protection contre les risques naturels ou la mise en valeur du milieu, potentiel intéressant d'un point de vue pédagogique, de découverte du territoire, ou pour la création d'ouvrages hydroélectriques sous conditions.

Une dérogation permet au pétitionnaire de démontrer l'absence de zone humide sur son terrain afin de ne pas le grever inutilement de ses droits à bâtir. Ceci permettra également d'améliorer la connaissance des zones humides.

Par ailleurs une mention permet de s'assurer que tout espace artificialisé ne soit pas concerné par la prescription, y compris les ponts qui peuvent être construits en surplomb d'une zone humide et donc « tramés » sans pour autant eux-mêmes constituer une zone humide. L'idée est de ne pas bloquer d'éventuels aménagements ou travaux.

La mention permet également de créer ces ouvrages en surplomb de la zone humide, malgré la présence d'une zone humide en dessous du futur ouvrage (et donc de la présence d'une prescription sur le zonage). Cela ne permet pas pour autant de détruire cette zone humide.

Les ripisylves sont également protégées pour les coupes et abattages d'arbres.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de préservation de l'environnement, prévus dans le PADD.

Préservation de la trame verte

Un enjeu fort lié à la zone humide – cours d'eau et milieux associés a été repéré au niveau de la ripisylve de la zone Uepd destinée à accueillir le nouveau centre technique communal.

Les mesures proposées permettant d'éviter et de réduire les effets de l'aménagement de la zone sur l'environnement sont :
- Evitement d'une majorité du cours d'eau et de la zone rivulaire boisée.

Afin de respecter ces mesures, une prescription a été tramée sur cette partie.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de préservation de l'environnement, prévus dans le PADD.

3.7. ESPACES BOISES CLASSES

Conformément à l'article L113-1 du Code de l'Urbanisme, des espaces boisés classés ont été *tramés* correspondant au parc de la Garenne uniquement.

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de préservation de l'environnement et du patrimoine, prévus dans le PADD

1.2.1 ARTICLE 4 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

L'ensemble de ces éléments permet de mettre en avant plusieurs documents annexés, règles générales s'appliquant sur le territoire, point de loi qui ne sont pas l'objet d'une traduction spécifique au PLU … et qui sont les plus couramment mobilisés dans le cadre des demandes d'autorisation d'urbanisme et de l'instruction et/ou représentent des enjeux particuliers pour l'environnement (risques, patrimoine, agriculture, nuisances …).

Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de prise en compte des risques et des nuisances (constructibilités aux abords de la RN85 et classement sonore), de protection patrimoniale (archéologie, chalets d'alpage, SUP …), de protection de l'environnement prévus dans le PADD.

1.2.2 ARTICLE 5 – DEFINITIONS

Les principaux termes de vocabulaire employés dans le règlement sont définis afin d'assurer la bonne compréhension du document et des interprétations non conformes aux volontés communales des différentes règles. Ces définitions sont tirées au maximum du lexique national de l'urbanisme.

La « Fiche technique 13 : lexique national d'urbanisme » concernant le décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme a prévu la publication d'un lexique national de l'urbanisme visant notamment à poser les définitions des principaux termes utilisés dans le livre 1er du code de l'urbanisme. Elle précise que ***« Les auteurs des PLU(i) conservent la faculté d'étoffer ce lexique par des définitions supplémentaires et de préciser les définitions nationales sans en changer le sens, notamment pour les adapter au contexte local. Les définitions déclinées par ce lexique pourront à terme faire l'objet d'un arrêté, dans cette attente il est recommandé aux auteurs des PLU(i) de les utiliser lors de l'élaboration ou la révision de leur PLU. »***

1.3. ARTICLE 6 – PRECISIONS QUANT AUX NOTIONS DE DESTINATION DES CONSTRUCTIONS AU TITRE DU CODE DE L'URBANISME

Il est fait rappel des destinations et sous-destinations définies par le code de l'urbanisme et précisées par arrêté afin de bien cadrer ces éléments et là encore limiter la dimension interprétative.

2. JUSTIFICATION DES ZONES URBAINES

De manière générale dans l'ensemble du règlement, la commune a fait le choix de reporter les règles de l'AVAP/SPR (relevant du code de l'urbanisme) afin de permettre une meilleure lecture et compatibilité entre les deux documents et, en cas d'annulation de l'AVAP/SPR, de s'assurer que ces règles seront maintenues et applicables car inscrites dans le PLU. Seules sont donc justifiées les règles non issues de l'AVAP/SPR ou modifiées par le PLU.

2.1. REGLEMENT DES ZONES UA (H) ET UAA (H)

La zone Ua (H) correspond aux parties anciennes de Tallard et aux faubourgs en périphérie du centre ancien, soumise aux règles du secteur « Noyau historique et les faubourgs » de l'AVAP/SPR

La zone comprend une **sous-zone Uaa (H)**, qui correspond au sous-secteur de l'AVAP/SPR « cœur médiéval » qui correspond au centre ancien historique, soumise aux règles du secteur « Noyau historique et les faubourgs » de l'AVAP/SPR.
La délimitation de ces zones correspond aux secteurs de l'AVAP/SPR.

L'ensemble des règles aura pour vocation essentielle de préserver le caractère architectural et patrimonial des lieux, le maximum de souplesse étant accordé pour les éléments ne remettant pas en cause ce caractère, le règlement reprend pour majorité les éléments traduisibles de l'AVAP/SPR relevant du code de l'urbanisme.

Ces zones et l'ensemble des règles associées permettent notamment de répondre aux objectifs de logements, de maintien voire de développement de l'offre économique et commerciale. Ces objectifs du PADD sont à croiser avec les enjeux de préservation des caractéristiques architecturales et patrimoniales.

	Superficie (ha)
Ua (H)	7
Uaa (H)	3,95

Superficie des zones Ua (H) et Uaa (H)

Article	Justifications au regard du PADD
1 Ua (H)/Uaa (H) – Destinations de constructions autorisées 2 Ua (H)/Uaa (H) – Destinations de constructions interdites 3 Ua (H)/Uaa (H) – Destinations de constructions soumises à condition particulière	Les destinations interdites sont celles dont il est considéré qu'elles ne sont pas compatibles avec l'habitat, car pouvant générer des nuisances, ou celles pour lesquelles les formes urbaines généralement associées ne sont pas compatibles avec la préservation du tissu urbain ancien patrimonial (accessibilité, bâtiments accolés …). Ce travail sur les nuisances se retrouve dans les destinations soumises à condition particulière. De plus, l'artisanat et commerce de détail est limité pour chaque activité à une surface de ventre de 1500m² conformément aux prescriptions de SCoT afin de favoriser l'accueil d'activités commerciales de vie de village, notamment les commerces de proximité. On y interdit également les campings et caravaning, incompatibles eux aussi avec la typologie à préserver, et même si un tel projet semblerait très peu probable. Enfin dans la zone Uaa (H) uniquement, la même prescription des rez-de-chaussée économiques qui a été instaurée le long des voies commerciales et appliquée sur la totalité de la zone Uaa (H). Cela permet de conserver une dynamique de centre village, centre bourg, à la fois dans une vision touristique (avec le maintien des hôtels et autres hébergements), mais surtout pour conforter Tallard comme « Bourg principal » en maintenant commerces et services de proximité, restaurants, bureaux etc.… On sait qu'une mutation vers de l'habitat est souvent une facilité, et un phénomène irréversible. Cela s'appuie sur les principes de maintien de la diversité commerciale.

	Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de logements, de maintien voire de développement de l'offre commerciale, de maintien de l'offre d'hébergement, et de développement des équipements, dans une logique de proximité prévus dans le PADD.
4 Ua (H)/Uaa (H) – Mixité fonctionnelle et sociale	Concernant la mixité fonctionnelle, celle-ci est permise par la diversité des destinations autorisées (cf. règles précédentes). Toutefois, ces zones ont une vocation majoritairement résidentielle et la commune souhaite privilégier le maintien des activités compatibles avec l'habitat dans les centres anciens en priorité. Ainsi, le choix opéré a été de ne pas contraindre la zone par des règles favorisant la mixité fonctionnelle. Concernant la mixité sociale, la commune n'a pas souhaité inscrire de règle contraignante, sachant que les zones Ua possèdent peu de disponibilités foncières.
5 Ua (H)/Uaa (H) – Volumétrie et implantation des constructions	Ces règles visent de manière générale à préserver la typologie de ces centres anciens, puisque celles-ci sont issues dans une très large majorité des règles de l'AVAP/SPR.
6 Ua (H)/Uaa (H) – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	Certaines précisions sont apportées par rapport aux règles de l'AVAP/SPR notamment : En zone Ua (H) il est précisé que l'alignement le long des voies est obligatoire en rez-de-chaussée en ordre continu d'une limite latérale à l'autre alors que pour la zone Uaa (H) l'alignement est obligatoire sur toute la hauteur de la façade. En effet la commune souhaite éviter les décrochés et survols dans le centre ancien. Le règlement vient également préciser la hauteur maximale qui n'était pas fixée par l'AVAP/SPR lorsqu'une parcelle n'était pas comprise entre 2 bâtiments. Cela est notamment le cas en zone Ua (H) ou le tissu est moins dense. Enfin, dans l'ensemble des zones Ua, le PLU reprend les règles concernant les caractéristiques des clôtures de l'AVAP/SPR. A l'exception que le PLU est plus restrictif, puisque la hauteur maximale est limitée à 2 mètres, au lieu de 2,5 mètres dans l'AVAP/SPR. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de traduction de l'AVAP/SPR dans le PLU, de préservation du patrimoine, de la qualité architecturale et paysagère sur le territoire, prévus dans le cadre du PADD notamment sur les centres anciens, tout en prenant en compte les objectifs de dynamisme au sein de ces espaces.*
7 Ua (H)/Uaa (H) – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	En zone Ua, ces espaces sont relativement limités, et les enjeux liés à la pente plus faible qu'ailleurs. Néanmoins, les règles permettent d'assurer une insertion correcte du bâti au terrain (le bâti doit s'adapter au terrain et non l'inverse), un traitement qualitatif des abords de construction en termes de matériaux et en essayant de favoriser le traitement en espaces verts (avec essences locales

	et non allergisantes). De plus une attention particulière et accordée à la végétalisation des pieds de façade afin de limiter l'accumulation de chaleur. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité paysagère, et plus généralement à la qualité architecturale et à la préservation patrimoniale prévus par le PADD spécifiquement sur ces centres anciens.*
8 Ua (H)/Uaa (H) - Stationnement	Le stationnement des véhicules motorisés renvoie dans cette zone vers les dispositions générales. La zone Ua étant composée d'un tissu urbain dense, il a été choisi, dans cette zone, de ne pas émettre d'obligation de réalisation de places de stationnement. Cette mesure permet de favoriser la restauration de constructions et réhabilitation de vacants notamment. Des aires de stationnement existent par ailleurs à proximité, et des emplacements réservés ont été mis en place au PLU pour permettre la réalisation d'aires de stationnement supplémentaires (7, 13, 18 et 20). Ces aires de stationnement sont ou seront publiques et elles ont l'avantage de permettre une mutualisation entre les différents utilisateurs. Le stationnement des vélos renverra systématiquement vers les dispositions générales dans l'ensemble des zones. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement prévus dans le PADD, avec un traitement fin de l'outil pour répondre aux objectifs de dynamisation de ces centres anciens, notamment dans une logique de développement économique, de préservation du patrimoine et de lutte contre les logements vacants.*
9 Ua (H)/Uaa (H) – Desserte par les voies publiques ou privées	La zone Ua est maillée par un réseau de voirie étroit, qui constitue une des principales caractéristiques de la typo morphologie de ces zones. Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD, en s'adaptant au contexte.*
10 Ua (H)/Uaa (H) – Desserte par les réseaux	Les règles édictées dans les dispositions générales permettent une bonne utilisation des réseaux communaux, voire d'anticiper les besoins. Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire. Les règles édictées dans la zone permettent d'anticiper l'arrivée de la fibre sur la commune, en imposant la mise en place de fourreaux d'attente lorsque des travaux opportuns sont réalisés : c'est donc le cas lors de certains travaux VRD ou lors de la réalisation d'une nouvelle construction principale (les annexes et extensions ne sont pas concernées par cette mesure). *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

2.2. REGLEMENT DES ZONES UB ET UB (L)

La zone Ub correspond aux extensions plus récentes de l'urbanisation.

La zone comprend une **sous-zone Ub (L)**, soumise aux règles du secteur « La lisière urbaine » de l'AVAP/SPR.

La zone Ub correspond aux extensions plus récentes du tissu urbain que les ensembles anciens classés en zone Ua, dans une typologie de constructions plus aérée et moins structurée, et à vocation principalement résidentielle, même si certaines activités, compatible avec le voisinage de l'habitat, y sont implantées. Ces zones correspondent aux habitats pavillonnaires qui se sont développées à partir du XXème siècle.

L'analyse typo morphologique du territoire a permis d'identifier que l'ensemble des hameaux, à l'exception des centres anciens, correspondent à cette typologie. Certains bâtiments plus anciens sont parfois intégrés dans ces zones, étant disséminés dans les secteurs pavillonnaires mais ne formant pas un ensemble homogène.
L'ensemble des règles aura pour vocation de permettre le maintien de ces formes urbaines spécifiques, le règlement reprend pour majorité les éléments traduisibles de l'AVAP/SPR relevant du code de l'urbanisme.
La zone Ub (L) soumise aux règles de l'AVAP/SPR, lisère urbaine est deux fois plus étendue que la zone Ub, couvrant uniquement les hameaux des Lauzes et du Clos/les Coteaux en rive Ouest et les hameaux de Rioupierroux, Serre Lapin et Serre Long, rive Est de la Durance.

Ces zones et l'ensemble des règles associées permettent notamment de répondre aux objectifs de logements, de maintien voire de développement de l'offre économique et commerciale. Ces objectifs du PADD sont à croiser avec les enjeux de préservation des caractéristiques architecturales et patrimoniales.

	Superficie (ha)
Ub	18,75
Ub (L)	46,16

Superficie des zones Ub et Ub (L)

Article	Justifications au regard du PADD
1 Ub/Ub (L) – Destinations de constructions autorisées	Tout comme en zone Ua, les destinations interdites sont celles dont il est considéré qu'elles ne sont pas compatibles avec l'habitat, car pouvant générer des nuisances. Ce travail sur les nuisances se retrouve dans les destinations soumises à condition particulière. Contrairement à la zone Ua, les entrepôts dans les limites de 100m² d'emprise au sol, et les industries sont autorisées. A l'inverse, les centres de congrès et d'exposition y sont interdits, la commune estimant que ces équipements s'ils existent devraient être installés proche du château. On y interdit également les campings et caravaning, incompatibles eux aussi avec la typologie à préserver, et même si un tel projet semblerait très peu probable. Enfin en Ub, les règles permettent également de gérer le nombre d'annexes, leur superficie individuellement et cumulée en lien là aussi avec la typologie du secteur (1 abri de jardin et/ou un bucher, et un garage par exemple ou une piscine).
2 Ub/Ub (L) – Destinations de constructions interdites	
3 Ub/Ub (L) – Destinations de constructions soumises à condition particulière	

	Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de logements, de maintien voire de développement de l'offre commercial et de développement des équipements, dans une logique de proximité prévus dans le PADD.
4 Ub/Ub (L) – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour la zone Ua, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 Ub/Ub (L) – Volumétrie et implantation des constructions 6 Ub/Ub (L) – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	L'AVAP/SPR ne règlementent pas dans le secteur de lisière urbaine les implantations des constructions et les hauteurs. La commune a souhaité instaurer des retraits par rapport aux voies et emprises publiques permettant de laisser une marge en cas de besoin d'aménagements futurs sur la voirie dans des secteurs sur lesquels la voirie n'est pas toujours en très bon état ou suffisamment dimensionnée (de nombreux emplacements réservés ont été matérialisés dans ces zones pour redimensionner notamment la voirie). Néanmoins ces règles d'implantation ne sont pas applicables sur les emprises anciennes des bâtiments préexistants en cas de restauration ou reconstruction afin de ne pas pénaliser et encourager ces travaux. Concernant les retraits par rapport aux limites séparatives, un rappel au Code Civil a été fait (tout comme dans les dispositions générales) pour rappeler aux pétitionnaires de respecter des distances de courtoisies avec ses voisins. Pour la hauteur, la commune est venue la limiter à 8,5 mètres au faîtage, permettant la réalisation d'une maison individuelle en R+1, s'insérant correctement dans le tissu urbain existant. Concernant les volumes, les règles de l'AVAP/SPR ont été reprises en Ub (L) et allégées en Ub. La règle de l'AVAP/SPR permettant aux constructions contemporaines assurant une bonne intégration architecturale de ne pas appliquer les règles d'aspect a été appliquée à l'ensemble des zones Ub (même celles en dehors du périmètre de l'AVAP/SPR). Cela, permet d'encourager les constructions innovantes ayant souvent recourt à des matériaux biosourcés et durables qui auraient du mal à respecter les règles « traditionnelles » du règlement. Il est précisé que les vérandas pourront être autorisées en zone Ub étant situées en dehors du périmètre de l'AVAP/SPR. Pour les toitures, les formes sont reprises du règlement de l'AVAP/SPR pour l'ensemble des zones Ub, en précisant qu'elles seront de 2 pans minimum avec des pentes comprises entre 30 et 45%,(à l'exception des toitures terrasses autorisées). Pour la couverture et les panneaux solaires, la zone Ub est plus souple. Pour les clôtures, les règles de l'AVAP/SPR sont reprises mais la commune a souhaité préciser que les clôtures devront être perméables à l'eau pour permettre le bon écoulement des

	eaux et que les haies ne seront pas opacifiées permettant également le passage de la faune et de la lumière. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de traduction de l'AVAP/SPR dans le PLU, de préservation du patrimoine, de lutte contre le logement vacant, de la qualité architecturale et paysagère sur le territoire, prévus dans le cadre du PADD.*
7 Ub/Ub (L) – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles sont ici similaires à celles de la zone Ua et mises en place pour les mêmes raisons. En plus, afin de limiter l'imperméabilisation des sols et limiter le phénomène de ruissellement, un coefficient de pleine-terre a été introduit sur l'ensemble des zones Ub. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement, des risques et plus généralement à la qualité architecturale et à la préservation patrimoniale prévus par le PADD.*
8 Ub/Ub (L) - Stationnement	Contrairement au centre village Ua, il existe peu de stationnements publics dans ces secteurs et seul l'emplacement réservé 20 à cheval entre Ua et Ub permettra de réaliser une poche à proximité de la zone Ub. De plus, les parcelles en Ub sont plus grandes et permettent de réaliser le stationnement directement sur l'assiette du projet. En cela, il a été fait le choix d'imposer la réalisation d'une place de stationnement pour l'habitation jusqu'à 50m² et une tranche supplémentaire par tranche de 10m² de surface de plancher entamée. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement prévus dans le PADD.*
9 Ub/Ub (L) – Desserte par les voies publiques ou privées	Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire puisque celles-ci sont suffisantes pour assurer une bonne desserte par les voies publiques ou privées dans les zones Ub. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD, en s'adaptant au contexte.*
10 Ub/Ub (L) – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

2.3. REGLEMENT DE LA ZONE UCAMP (L)

La zone Ucamp (L) correspondant au camping le Chêne, soumise à l'orientation d'aménagement et de programmation n°4 et aux règles du secteur « La lisière urbaine » de l'AVAP/SPR.

Elle est délimitée au regard de l'emprise du camping existant et des autorisations accordées à ce camping. Le règlement de la zone visera à favoriser la pérennité de ces activités tout en s'intégrant au contexte paysager.

L'ensemble des règles associées à cette zone permettent notamment de répondre aux objectifs de renforcement de l'attractivité touristique et du maintien des hébergements existants notamment, prévus dans le PADD.

	Superficie (ha)
Ucamp (L)	0,91

Superficie de la zone Ucamp (L)

Article	Justifications au regard du PADD
1 Ucamp (L) – Destinations de constructions autorisées	La volonté sur ce secteur est de conserver l'activité camping et éventuellement de la développer. Seuls les autres hébergements touristiques sous la forme de terrains de camping sont donc autorisés, et les activités directement liées (comprenant également un logement de fonction limité à 100m² de surface de plancher), uniquement sous condition ainsi que les équipements publics comme dans toutes les zones, puisque ceux-ci peuvent être nécessaires. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de renforcement de l'attractivité touristique et du maintien des hébergements existants notamment, prévus dans le PADD.*
2 Ucamp (L) – Destinations de constructions interdites	
3 Ucamp (L) – Destinations de constructions soumises à condition particulière	
4 Ucamp (L) – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les autres zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 Ucamp (L) – Volumétrie et implantation des constructions	Les règles sont ici similaires à la zone Ub (L) puisqu'également située dans le secteur de « Lisière urbaine » de l'AVAP/SPR. La hauteur est cependant limitée à 5 mètres au faitage limitant l'impact dans le paysage et étant suffisant pour les besoins des équipements de la zone.
6 Ucamp (L) – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	Les règles de l'AVAP/SPR sont compatibles avec le développement du camping et la réalisation notamment de HLL et permettent une bonne intégration architecturale de ces constructions. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de traduction de l'AVAP/SPR dans le PLU, de préservation du patrimoine, de la qualité architecturale et paysagère sur le territoire, et aux objectifs de renforcement de l'attractivité touristique et du maintien des hébergements existants prévus dans le cadre du PADD.*
7 Ucamp (L) – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles sont ici similaires à celles des zones Ua et Ub (à l'exception du coefficient de pleine-terre) et mises en place pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement et plus généralement à la qualité architecturale et à la préservation patrimoniale prévus par le PADD.*

8 Ucamp (L) - Stationnement	La commune a estimé que le camping, mettant déjà actuellement des emplacements pour stationner sur son terrain, il n'y avait pas de nécessité à imposer la réalisation de nouvelles places. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement prévus dans le PADD.*
9 Ucamp (L) – Desserte par les voies publiques ou privées	Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire puisque celles-ci sont suffisantes pour assurer une bonne desserte par les voies publiques ou privées dans la zone. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD, en s'adaptant au contexte.*
10 Ucamp (L) – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et Ub et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

2.4. REGLEMENT DE LA ZONE UCAMPUS

La zone Ucampus correspond à la zone de l'aérocampus. Cette zone appelée également « Polyaero » est un centre dédié aux formations dédiées aux compétences en maintenance aéronotique.

La délimitation de la zone correspond aux actuels bâtiments et centres de formations existants et intègre en plus, une extension au Nord permettant la réalisation d'un nouveau bâtiment.

L'ensemble des règles associées à cette zone permettent notamment de répondre aux objectifs de consolidation de l'aérodrome et ses activités économiques liées ainsi qu'à l'augmentation de l'offre d'hébergements prévus dans le PADD.

	Superficie (ha)
Ucampus	4,64

Superficie de la zone Ucampus

Article	Justifications au regard du PADD
1 Ucampus – Destinations de constructions autorisées	La volonté sur ce secteur est de renforcer sa fonctionnalité et de n'autoriser qu'uniquement les habitations, bureaux ou activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle sous réserve d'être liés à l'exploitation et à la mise en valeur de l'aérodrome. Dans la zone Ucampus ainsi que dans les autres zones liées à l'aérodrome (Ud et Nd), ces activités ont été définies afin de permettre leurs maintien et développement et de limiter les dérives. Par exemple, la commune de souhaite pas autoriser les restaurants sur la zone, néanmoins un service de restauration pour les employés et/ou étudiants est autorisé puisqu'il est directement lié à l'activité.
2 Ucampus – Destinations de constructions interdites	
3 Ucampus – Destinations de constructions soumises à condition particulière	

	La commune a fait le choix également de limiter l'emprise au sol des nouvelles constructions (max 40% de l'emprise au sol existante) sans dépasser 5000m² de surface de plancher. En effet la zone est entourée d'espaces agricoles sensibles classés Ap/Ap(L) et l'insertion de cette zone est importante au sein du paysage Tallardien. Les équipements d'intérêts collectifs et de services publics sont également autorisés sans conditions. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement, à la consolidation de l'aérodrome et ses activités économiques liées, ainsi qu'à l'augmentation de l'offre d'hébergements prévus dans le PADD.*
4 Ucampus – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les autres zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 Ucampus – Volumétrie et implantation des constructions	Les règles sont ici similaires à la zone Ub en partie et ont été adaptées pour permettre aux nouvelles constructions d'avoir un aspect similaire aux constructions existantes.
6 Ucampus – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	La hauteur est cependant limitée à 10,5 mètres au faitage (sauf pour les constructions accolées aux constructions existantes au moment de l'approbation du PLU, qui pourront avoir une hauteur égale aux constructions initiales) limitant l'impact dans le paysage et permettant la réalisation de petits collectifs en R+2 ou de bâtiments techniques. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement, ainsi que de la consolidation de l'aérodrome et ses activités économiques, prévus dans le PADD.*
7 Ucampus – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles sont ici similaires à celles des zones Ua et Ub (à l'exception du coefficient de pleine-terre) et mises en place pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement et plus généralement à la qualité architecturale et à la préservation patrimoniale prévus par le PADD.*
8 Ucampus - Stationnement	La commune a estimé que l'aerocampus mettant déjà actuellement des emplacements pour stationner sur son terrain, il n'y avait pas de nécessité à imposer la réalisation de nouvelles places. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement prévus dans le PADD.*
9 Ucampus – Desserte par les voies publiques ou privées	Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire puisque celles-ci sont suffisantes pour assurer une bonne desserte par les voies publiques ou privées dans la zone.

	Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD, en s'adaptant au contexte.
10 Ucampus – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et Ub et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

2.5. REGLEMENT DE LA ZONE UD

La zone Ud correspondant aux zones équipées et réservées à la piste d'envol et aux installations et constructions civiles et militaires de l'aérodrome, ayant fait l'objet d'une étude dérogatoire à l'inconstructibilité aux abords de la RN85 en 2008.

La délimitation de la zone correspond aux actuels bâtiments et installations liées à l'aérodrome, longeant la RN85 et le chemin de l'aérodrome, comprenant également les accès aux pistes d'envol. Il s'agit de la partie de l'aérodrome dans laquelle les constructions sont autorisées.

Les règles de cette zone reprennent donc celles de l'étude dérogatoire à l'inconstructibilité aux abords de la RN85 menée en 2008.

L'ensemble des règles associées à cette zone permettent notamment de répondre aux objectifs de consolidation de l'aérodrome et ses activités économiques liées ainsi qu'à l'augmentation de l'offre d'hébergements prévus dans le PADD.

	Superficie (ha)
Ud	7,83

Superficie de la zone Ud

Article	Justifications au regard du PADD
1 Ud – Destinations de constructions autorisées 2 Ud – Destinations de constructions interdites	Il a été souhaité sur ce secteur n'autoriser que les équipements d'intérêt collectif et services publics ainsi que leurs locaux associés à condition d'être uniquement nécessaires au fonctionnement, à l'exploitation et à la mise en valeur de l'aérodrome.
3 Ud – Destinations de constructions soumises à condition particulière	Un seul logement par activité et par unité foncière est autorisé dans la limite de 100m² de surface de plancher, sans dépasser l'activité à laquelle il est lié. Ce qui permet de limiter la multiplication de logements sur la zone qui ne serait pas adaptée au regard de sa vocation principale. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement, à la consolidation de l'aérodrome et ses activités économiques liées, ainsi qu'à l'augmentation de l'offre d'hébergements prévus dans le PADD.*
4 Ud – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les autres zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 Ud – Volumétrie et implantation des constructions	Les règles reprennent ici les principes retenus dans l'étude menée conformément à l'article L111-8 du Code de l'Urbanisme en 2008.

6 Ud – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	Les implantations pour les façades commerciales et les autres constructions ont été reprises. De même les règles de hauteur fixées à 8m au faitage sans dépasser R+1, ainsi que les règles d'aspect ont été reportées dans le règlement. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement, ainsi que de la consolidation de l'aérodrome et ses activités économiques, prévus dans le PADD.*
7 Ud – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles reprennent également les principes retenus dans l'étude menée conformément à l'article L111-8 du Code de l'Urbanisme en 2008. Les surfaces minimums d'espaces verts à l'unité foncière, les haies à réaliser, les traitements de pelouses, etc… permettent de garantir l'ambiance champêtre le long de la nationale. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement et plus généralement à la qualité architecturale et à la préservation patrimoniale prévus par le PADD.*
8 Ud - Stationnement	Les règles reprennent également les principes retenus dans l'étude menée conformément à l'article L111-8 du Code de l'Urbanisme en 2008. En plus des dispositions générales qui s'appliquent, les stationnements d'ont la mutualisation est à privilégier seront réalisés à l'arrière et latéralement des parcelles en bordure de la RN85. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement prévus dans le PADD.*
9 Ud– Desserte par les voies publiques ou privées	Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire puisque celles-ci sont suffisantes pour assurer une bonne desserte par les voies publiques ou privées dans la zone. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD, en s'adaptant au contexte.*
10 Ud – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et Ub et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

2.6. REGLEMENT DES ZONES UE, UEA, UEB ET UEC

La zone Ue est réservée aux activités économiques ;

La zone comprend une trois **sous zones :**

- **Uea** correspondant au secteur de Côte Jalla ayant fait l'objet d'une étude dérogatoire à l'inconstructibilité aux abords de la RN85 en 2016 ;

- **Ueb** correspondant au secteur du Moulin de Gilles ayant fait l'objet d'une étude dérogatoire à l'inconstructibilité aux abords de la RN85 en 2008 ;
- **Uec** correspondant aux zones d'activités économiques Est et Ouest de la RN85, ayant fait l'objet d'une étude dérogatoire à l'inconstructibilité aux abords de la RN85 en 2008 ;

La délimitation de la zone Ue correspond à l'actuelle zone d'activité de l'Aéropôle et prend en compte une extension au Nord-Est.

La délimitation de la zone Uea correspond aux activités existantes (Véolia, Mas de l'Estello) sur Côte Jalla, actuellement.

La délimitation de la zone Ueb correspond aux activités existantes (Le Charolais des Alpes, le Panier à salades, La passion du pain, etc…) sur Moulin de Gilles, actuellement.

La délimitation de la zone Uec correspond à la zone d'activité Est et Ouest de la RN85, la Rousine.

A l'exception de la zone Ue, les règles des sous-zones reprennent donc celles des études dérogatoires à l'inconstructibilité aux abords de la RN85 menées en 2008 pour la zone Ueb et Uec et 2016 pour la zone Uea.

L'ensemble des règles associées à ces zones permettent notamment de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune, objectif prévu dans le PADD avec une prise en compte des enjeux de qualité architecturale et paysagère.

	Superficie (ha)
Ue	11,89
Uea	3
Ueb	2,05
Uec	4,99

Superficie des zones Ue, Uea, Ueb et Uec

Article	Justifications au regard du PADD
1 Ue/Uea/Ueb/Uec – Destinations de constructions autorisées	Il a été fait le choix de tout autoriser sur ces zones à l'exception des exploitations agricoles et forestières et des habitations ne répondant pas à la vocation des zones. A l'exception de la zone Uea, un seul logement par activité est autorisé dans la limite de 100m² de surface de plancher, sans dépasser l'activité à laquelle il est lié. Ce qui permet de limiter la multiplication de logements sur la zone qui ne serait pas adaptée au regard de sa vocation principale. La zone Uec est identifiée comme ZACOM n°6 au SCoT. Conformément à ce dernier, les surfaces de vente ont été limitées à 2000m². *Ces éléments permettent de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune et de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement ainsi qu'à l'augmentation de l'offre d'hébergements prévus dans le PADD.*
2 Ue/Uea/Ueb/Uec – Destinations de constructions interdites	
3 Ue/Uea/Ueb/Uec – Destinations de constructions soumises à condition particulière	

4 Ue/Uea/Ueb/Uec – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les autres zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 Ue/Uea/Ueb/Uec – Volumétrie et implantation des constructions 6 Ue/Uea/Ueb/Uec – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	Les règles reprennent ici les principes retenus dans les études menées conformément à l'article L111-8 du Code de l'Urbanisme en 2008 et 2016. Les implantations pour les façades commerciales, les logements de fonction et les autres constructions ont été reprises. De même les règles de hauteur et d'aspect ont été reportées dans le règlement. Enfin, un coefficient d'emprise au sol maximale a été fixé à 60% pour les zones Ue, Ua et Ueb et à 40% pour la zone Uec afin de limiter l'imperméabilisation des sols et le phénomène de ruissellement. *Ces éléments permettent de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune et de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement prévus dans le PADD.*
7 Ue/Uea/Ueb/Uec – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles reprennent ici les principes retenus dans les études menées conformément à l'article L111-8 du Code de l'Urbanisme en 2008 et 2016. Les surfaces minimums d'espaces verts à l'unité foncière, les haies à réaliser, les traitements de pelouses, etc… *Ces éléments permettent de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune et de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement prévus dans le PADD.*
8 Ue/Uea/Ueb/Uec - Stationnement	Pour la zone Uea, les règles reprennent également les principes retenus dans l'étude menée conformément à l'article L111-8 du Code de l'Urbanisme en 2016. Les zones Ue, Ueb et Uec, reprennent le ratio maximal de 80 places de stationnement pour 1000m² de surface de vente. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement prévus dans le PADD.*
9 Ue/Uea/Ueb/Uec – Desserte par les voies publiques ou privées	Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire puisque celles-ci sont suffisantes pour assurer une bonne desserte par les voies publiques ou privées dans la zone. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD, en s'adaptant au contexte.*
10 Ue/Uea/Ueb/Uec – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et Ub et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

2.7. REGLEMENT DE LA ZONE UED

La zone Ued, sur le secteur du Petit Collet, est réservée aux activités économiques et est soumise à l'orientation d'aménagement et de programmation n°1, faisant l'objet dans la présente procédure, d'une étude dérogatoire à l'inconstructibilité aux abords de la RN85, annexée au rapport de présentation.

La délimitation de la zone Ued correspond à celle qui a été présentée en CDNPS et qui a reçu un avis favorable au titre de la discontinuité au regard de la Loi Montagne (avis annexé au rapport de présentation). L'ensemble des prescriptions de l'avis a été intégré dans le règlement et/ou dans l'OAP.

Cette zone a pour but de permettre la relocalisation de certaines activités actuellement situées proches du centre-village (La Garenne) afin de renforcer le caractère résidentiel du village et de conforter les secteurs économiques autour de la RN85.

L'ensemble des règles associées à ces zones permettent notamment de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune, objectif prévu dans le PADD avec une prise en compte des enjeux de qualité architecturale et paysagère.

	Superficie (ha)
Ued	2,68

Superficie de la zone Ued

Article	Justifications au regard du PADD
1 Ued – Destinations de constructions autorisées 2 Ued – Destinations de constructions interdites 3 Ued – Destinations de constructions soumises à condition particulière	Il a été fait le choix d'autoriser uniquement les commerces de gros, équipements d'intérêt collectifs et services publics, l'industrie, les entrepôts, les bureaux et les centres de congrès et d'exposition sous réserve de respecter les principes de l'OAP. *Ces éléments permettent de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune et de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement prévus dans le PADD.*
4 Ued – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les autres zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 Ued– Volumétrie et implantation des constructions 6 Ued – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	Les implantations et emprises au sol sont définies dans l'OAP. Le règlement ne complète pas ces points. Toutefois, les constructions sont limitées à 8m (comme sur la majorité des autres zones économiques logeant la RN85 : Uea, Ueb et une partie de la Uec) afin de limiter l'impact visuel des bâtiments. Pour l'aspect des bâtiments, les prescriptions faîtes dans le cadre de l'avis rendu par la CDNPS (notamment par les services de l'UDAP) ont été intégrées et reprises (notamment : couleurs RAL, proportion de bardage, type de toitures, etc…) *Ces éléments permettent de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune et*

	de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement prévus dans le PADD.
7 Ued – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles sont ici similaires aux autres zones U : essences locales, traitement des surfaces résiduelles, végétalisation pieds de façade etc… *Ces éléments permettent de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune et de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement prévus dans le PADD.*
8 Ued - Stationnement	La zone ne disposant actuellement pas d'espaces de stationnement, des ratios ont été imposés afin de répondre aux besoins des futures constructions. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement prévus dans le PADD.*
9 Ued – Desserte par les voies publiques ou privées	Le choix opéré pour la zone est de renvoyer à l'OAP ayant figé de principes d'accès. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD, en s'adaptant au contexte.*
10 Ued – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et Ub et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

2.8. REGLEMENT DES ZONES UEP, UEP (L) ET UEPD

La zone Uep est réservée aux équipements d'intérêt collectif et services publics et aux activités connexes. Elle comprend deux **sous-zones** :

- **Uep (L)** soumise à l'orientation d'aménagement et de programmation n°4 et aux règles du secteur « La lisière urbaine » de l'AVAP/SPR ;
- **Uepd,** destinée à accueillir le centre technique communal.

La délimitation de la zone Ued correspond à un secteur au Nord des Boulangeons/Serre-Long permettant à terme d'accueillir des équipements publics tels qu'un cimetière, une crèche, une école, une cantine, etc…. Le souhait de la commune et de développer davantage ces équipements sur la rive Est de la Durance pour assurer un meilleur service à ces hameaux étant « déconnectés » du centre-village.

La délimitation de la zone Uepb (L) correspond à l'actuel collège, son plateau sportif et la piscine municipale.

La délimitation de la zone Uepd correspond à la future implantation du centre technique communal, celle qui a été présentée en CDNPS et qui a reçu un avis favorable au titre de la discontinuité au regard de la Loi Montagne (avis annexé au rapport de présentation). Cette zone a pour but de permettre aux services techniques d'être relocalisés en dehors du centre-village. En effet, cette activité peut parfois être nuisible pour les habitations voisines (circulation et manœuvre de véhicules et engins d'entretiens) et la commune a donc sélectionné un secteur moins impactant pour le voisinage. La zone correspond aux réels besoins permettant l'implantation du nouveau centre technique communale. La

zone n'a donc pas été réduite. L'ensemble des prescriptions (à l'exception de la réduction de la zone puisque ne permettant pas la réalisation du projet) ont été reprises dans le règlement, une OAP n'a pas été jugée nécessaire et utile sur le secteur.

L'ensemble des règles associées à ces zones permettent notamment de maintenir et renforcer l'offre d'équipement d'intérêt général, objectif prévu dans le PADD.

	Superficie (ha)
Uep	1,2
Uep (L)	4,57
Uepd	0,54

Superficie des zones Uep, Uep (L) et Uepd

Article	Justifications au regard du PADD
1 Uep/Uep (L)/Uepd – Destinations de constructions autorisées	La volonté communale et n'autoriser que les équipements d'intérêt collectif et services publics dans ces zones. Dans la zone Uep (L), la commune est venue en plus autoriser la restauration pour permettre l'implantation d'un service de restauration à proximité de la piscine. *Ces éléments permettent notamment de maintenir et renforcer l'offre d'équipement d'intérêt général, objectif prévu dans le PADD.*
2 Uep/Uep (L)/Uepd – Destinations de constructions interdites	
3 Uep/Uep (L)/Uepd – Destinations de constructions soumises à condition particulière	
4 Uep/Uep (L)/Uepd – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les autres zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 Uep/Uep (L)/Uepd – Volumétrie et implantation des constructions	Dans les zones Uep et Uepd, l'implantation des constructions est libre. En Uep (L), comme la zone est située le long de la RD942 un retrait de 4 mètres est imposé. Concernant la hauteur, celle-ci est limitée pour la restauration en zone Uep (L) et pour toutes les constructions à 8m au faitage. En zone Ue, la volonté de la commune est de ne pas contraindre la réalisation d'équipements publics. En effet, ces derniers sont réalisés par le secteur public, qui se montre vigilant quant à l'insertion de la construction et des aménagements dans leur environnement. De plus, certains équipements peuvent nécessiter des adaptations. En zone Uep (L) les règles de l'AVAP/SPR sont reprises ainsi que les précisions qui ont été ajoutées sur certaines règles dans les zones Ub (L). En zone Uepd, les prescriptions architecturales faîtes dans le cadre de l'avis rendu par la CDNPS (notamment par les services de l'UDAP) ont été intégrées et reprises (notamment : couleurs RAL, proportion de bardage, type de toitures, etc…) Ces éléments permettent notamment de maintenir et renforcer l'offre d'équipement *d'intérêt général et de*
6 Uep/Uep (L)/Uepd – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	

	répondre aux objectifs de qualité paysagère prévus dans le PADD.
7 Uep/Uep (L)/Uepd – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles sont ici similaires aux autres zones U : essences locales, traitement des surfaces résiduelles, végétalisation pieds de façade etc… En zone Uepd, la prescription faite dans le cadre de l'avis rendu par la CDNPS sur la création d'une haie en limite Nord a été intégrée. En zone Uep (L), les règles de l'AVAP ont été reprises. Ces éléments permettent notamment de maintenir et renforcer l'offre d'équipement *d'intérêt général et de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement prévus dans le PADD.*
8 Uep/Uep (L)/Uepd - Stationnement 9 Uep/Uep (L)/Uepd – Desserte par les voies publiques ou privées	La volonté de la commune est de ne pas contraindre la réalisation d'équipements publics en termes de stationnement et d'accès. En effet, ces derniers sont réalisés par le secteur public qui réalisera des stationnements adaptés aux besoins des constructions et sera vigilant au bon dimensionnement des voies. Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement et de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD.*
10 Uep/Uep (L)/Uepd – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et Ub et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

2.9. REGLEMENT DES ZONES UM ET UM (L)

La zone Um est réservée aux activités de santé et d'action sociale.

La zone comprend une **sous-zone Um (L)**, soumise aux règles du secteur « La lisière urbaine » de l'AVAP/SPR

La délimitation de la zone Um correspond aux établissements, foyers etc… de la Chrysalide. Une extension est prévue au Sud de la zone pour permettre le développement et maintien de cet établissement.

La délimitation de la zone Um (L) correspond aux établissements, foyers etc… de la Durance. Une extension est prévue à l'Est de la zone pour permettre le développement et maintien de cet établissement. Cette zone a déjà fait l'objet d'un permis de construire accordé pour l'agrandissement de l'établissement.

L'ensemble des règles associées à ces zones permettent notamment de maintenir et renforcer l'offre d'équipement d'intérêt général et notamment les établissements socio-médico et paramédicaux, objectif prévu dans le PADD.

	Superficie (ha)
Um	4,24
Um (L)	3,89

Superficie des zones Um et Um (L)

Article	Justifications au regard du PADD
1 Um/Um (L) – Destinations de constructions autorisées	La volonté est d'autoriser dans ces zones les équipements d'intérêt collectif et services publics sans condition, ainsi que les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle et les hébergements, à condition d'être liés aux activités de santé et/ou d'action sociale. Ces activités ont été définies afin de permettre leurs maintien et développement et de limiter les dérives. La commune voulait autoriser des activités uniquement en lien avec la nature actuelle de la zone. Par exemple, la commune de souhaite pas autoriser les restaurants sur la zone, néanmoins un service de restauration pour les employés et/ou patients est autorisé puisqu'il est directement lié à l'activité. *Ces éléments permettent notamment de maintenir et renforcer l'offre d'équipement d'intérêt général et notamment les établissements socio-médico et paramédicaux, objectif prévu dans le PADD.*
2 Um/Um (L) – Destinations de constructions interdites	
3 Um/Um (L) – Destinations de constructions soumises à condition particulière	
4 Um/Um (L) – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les autres zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 Um/Um (L) – Volumétrie et implantation des constructions	La zone Um (L) a fait l'objet d'une modification simplifiée en 2022, sous le nom de zone AUbp2. Les règles de cette modification ont été reprises ainsi que celles de l'AVAP/SPR. Pour la zone Um, les règles sont plus souples sur certains point (notamment aspect de façade, clôtures etc…) puisque situées en dehors du périmètre de l'AVAP/SPR.
6 Um/Um (L) – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	Ces éléments permettent notamment de maintenir et renforcer l'offre d'équipement *d'intérêt général et notamment les établissements socio-médico et paramédicaux et de répondre aux objectifs de qualité paysagère prévus dans le PADD.*
7 Um/Um (L) – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles sont ici similaires aux autres zones U : essences locales, traitement des surfaces résiduelles, végétalisation pieds de façade etc… En zone Um (L), les règles de l'AVAP/SPR ont été reprises. Ces éléments permettent notamment de maintenir et renforcer l'offre d'équipement *d'intérêt général et notamment les établissements socio-médico et paramédicaux et de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement prévus dans le PADD.*

8 Um/Um (L) - Stationnement 9 Um/Um (L) – Desserte par les voies publiques ou privées	La volonté de la commune est de ne pas contraindre la réalisation d'équipements publics et les équipements socio-médico et paramédicaux en termes de stationnement et d'accès. Le choix opéré pour la zone est donc de renvoyer aux règles applicables à l'ensemble du territoire. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement et de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD.*
10 Um/Um (L) – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et Ub et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

3. JUSTIFICATION DES ZONES A URBANISER

L'ensembles des zones à urbaniser permettent de répondre à des objectifs précis du SCoT et du PLH, traduits dans le projet communal à travers le PADD, et indispensables à la compatibilité du projet de PLU avec ces documents.

L'ensemble des zones AU du PLU sont des zones « ouvertes » au sens des paragraphes 1 et 2 de l'article R151-20 du Code de l'Urbanisme. Aucune modification ou révision du PLU ne subordonnent l'aménagement de ces zones.

Elles permettent notamment de répondre aux enjeux de développement économique à l'année à travers la zone d'activités des Boulangeons, aux enjeux de créations de logements permanents notamment par une mixité sociale sur la Garenne, et une diversification des hébergements au collège, prévus dans le PADD.

3.1. REGLEMENT DES ZONES AUA (L), AUB (L) ET AUC (H)

La zone AUa (L), sur le secteur de la Garenne est soumise à l'orientation d'aménagement et de programmation n°3 et aux règles du secteur « La lisière urbaine » de l'AVAP/SPR ;

La zone AUb (L), sur le secteur du collège est soumise à l'orientation d'aménagement et de programmation n°4 et aux règles du secteur « La lisière urbaine » de l'AVAP/SPR.

La zone AUc (H), sur le secteur des Hauts de Tallard est soumise à l'orientation d'aménagement et de programmation n°5 et aux règles du secteur « Noyau historique et les faubourgs » de l'AVAP/SPR.

Les zones AUa (L) et AUc (H) viennent répondre au besoin de compléter la disponibilité foncière pour le logement sur le territoire notamment dans le cadre de projets d'ensemble, sur du foncier de surface importante, permettant de structurer une offre de logement adaptée aux besoins et créant du logement permanent.

La zone AUa (L) vient traduire un projet de « Greffe urbaine » structurante du PLU en matière de logements, incluant une diversification des formes urbaines et une mixité sociale imposée, le tout dans une logique d'économie du foncier grâce à une densité forte, et à la fois adaptée au contexte urbain. Ce projet permettra également de réinvestir une zone aujourd'hui occupée par des activités économiques, afin que celle-ci devienne

une zone à vocation résidentielle, plus adaptée à son contexte proche du centre-village et ses divers équipements à proximité.

La zone AUc (H) correspond pour sa part à une urbanisation de complément intégrant une diversification des formes urbaines et l'extension possible du cimetière et/ou l'aménagement d'un parc paysager.

La zone AUb (L) comprend quant à elle une dimension d'intérêt collectif puisqu'est prévu en continuité Ouest du collège des équipements/installations liés au collège et une dimension d'habitat puisqu'est prévue une zone dédiée à la réalisation de logements étudiants et/ou saisonnier.

La délimitation de ces zones a été réalisée au regard des besoins réels de logements au regard des capacités de densification du territoire et en cohérence avec les besoins enjeux de desserte, de limitation d'extension des réseaux, de « greffe » à l'urbanisation existante, de préservation des terres agricoles et de transition avec ces espaces.

Ces zones et l'ensemble des règles associées permettent notamment de répondre aux objectifs de création de logements, dans l'optique d'assurer la création de logements permanents et de diversifier l'habitat prévus par le PADD, avec une prise en compte des enjeux de qualité architecturale et paysagère.

	Superficie (ha)
AUa (L)	4,23
AUb (L)	3
AUc (H)	1,58

Superficie des zones AUa (L), Aub (L) et AUc (H)

Article	**Justifications au regard du PADD**
1 Aua (L)/ Aub (L)/ Auc (H) – Destinations de constructions autorisées	Dans les zones dédiées aux logements (Aua (L) et AUc (H), les destinations interdites sont celles susceptibles d'apporter des nuisances (exploitations agricoles et forestières, commerces de gros, entrepôt et centre de congrès et d'exposition) aux zones résidentielles et/ou mixtes. Tout comme en zones Ua et Ub l'artisanat et commerce de détail et l'industrie sont autorisés à condition que la surface de ventre de dépasse pas 1500m² comme le préconise le SCoT. En zone AUb (L), seuls les logements saisonniers, hébergements, restauration et équipements d'intérêt collectif et de services publics sont autorisés. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de création de logements, dans l'optique d'assurer la création de logements permanents et de diversifier l'habitat, de maintien et renforcement de l'offre d'équipement d'intérêt général prévus par le PADD.*
2 Aua (L)/ Aub (L)/ Auc (H) – Destinations de constructions interdites	
3 Aua (L)/ Aub (L)/ Auc (H) – Destinations de constructions soumises à condition particulière	
4 Aua (L)/ Aub (L)/ Auc (H) – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article. Pour la zone AUa (L) cette thématique est traitée dans l'OAP.
5 Aua (L)/ Aub (L)/ Auc (H) – Volumétrie et	

implantation des constructions	Ces règles visent de manière générale à assurer une bonne insertion des nouveaux bâtiments puisque celles-ci sont issues dans une très large majorité des règles de l'AVAP/SPR.
6 Aua (L)/ Aub (L)/ Auc (H) – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	Certaines précisions sont apportées par rapport aux règles de l'AVAP/SPR notamment : Pour les hauteurs, la zone AUa (L) est limitée à 13 m au faitage permettant la réalisation de logements collectifs répondant aux souhaits de la commune de favoriser la mixité sociale. Pour les zones AUb (L) et AUc (H), la hauteur est limitée à 10m au faitage permettant la réalisation de petits collectifs en R+2. Les autres règles proviennent de l'AVAP où connaissent les mêmes adaptations que dans les zones Ua et Ub déjà présentées. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de création de logements, dans l'optique d'assurer la création de logements permanents et de diversifier l'habitat, de maintien et renforcement de l'offre d'équipement d'intérêt général et de répondre aux objectifs de qualité paysagère prévus dans le PADD.*
7 Aua (L)/ Aub (L)/ Auc (H) – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles sont ici similaires aux autres zones U : essences locales, traitement des surfaces résiduelles, végétalisation pieds de façade etc… En zone Aua (L) et AUa (L), les règles de l'AVAP/SPR ont été reprises. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de création de logements, dans l'optique d'assurer la création de logements permanents et de diversifier l'habitat, de maintien et renforcement de l'offre d'équipement d'intérêt général et de répondre aux objectifs de qualité paysagère prévus dans le PADD.*
8 Aua (L)/ Aub (L)/ Auc (H)) - Stationnement	Les ratios de stationnements pour l'habitation sont ici similaires à ceux appliqués en zone Ub pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement prévus dans le PADD.*
9 Aua (L)/ Aub (L)/ Auc (H)) – Desserte par les voies publiques ou privées	Le choix opéré pour la zone est de renvoyer à l'OAP ayant figé de principes d'accès. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD.*
10 Aua (L)/ Aub (L)/ Auc (H)) – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et Ub et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

3.2. REGLEMENT DE LA ZONE AUED

La zone AUed sur le secteur des Boulangeons est réservée aux activités économiques et soumise à l'orientation d'aménagement et de programmation n°2.

La zone AUed est la traduction directe du développement d'une zone d'activité identifiée dans l'atlas économique du SCoT en 2016 et dans la délibération de répartition des surfaces de la CCTB.

Elle répond aux enjeux de développement communal pour les activités économiques qui ne peuvent être accueillies dans les enveloppes urbaines (notamment à cause des nuisances que ces zones engendrent). Il est souhaité que les activités de la zone soient tournées vers la transformation de plantes aromatiques, à parfum et médicinales.

Le tracé de la zone est le tracé exact de celui de l'atlas économique du SCoT. Sa délimitation de la zone correspond à celle qui a été présentée en CDNPS et qui a reçu un avis favorable au titre de la discontinuité au regard de la Loi Montagne (avis annexé au rapport de présentation). L'ensemble des prescriptions de l'avis a été intégré dans le règlement et/ou dans l'OAP.

L'ensemble des règles associées à ces zones permettent notamment de conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune, objectif prévu dans le PADD avec une prise en compte des enjeux de qualité architecturale et paysagère.

	Superficie (ha)
AUed	3,55

Superficie de la zone AUed

Article	Justifications au regard du PADD
1 AUed – Destinations de constructions autorisées	Tout comme pour la zone Ued, il a été fait le choix d'autoriser uniquement les commerces de gros, équipements d'intérêt collectifs et services publics, l'industrie, les entrepôts, les bureaux et les centres de congrès et d'exposition sous réserve de respecter les principes de l'OAP. *Ces éléments permettent de conforter et développer la dynamique économique de la commune et de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement prévus dans le PADD.*
2 AUed – Destinations de constructions interdites	
3 AUed – Destinations de constructions soumises à condition particulière	
4 AUed – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 AUed– Volumétrie et implantation des constructions	Les implantations et emprises au sol sont définies dans l'OAP. De plus les prescriptions faîtes dans le cadre de l'avis rendu par la CDNPS (notamment par les services de l'UDAP) ont été intégrées et reprises (notamment : implantations, hauteurs, couleurs RAL, proportion de bardage, type de toitures, etc…). *Ces éléments permettent de conforter et développer la dynamique économique de la commune et de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement prévus dans le PADD.*
6 AUed – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	

7 AUed – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles sont ici similaires aux autres zones U : essences locales, traitement des surfaces résiduelles, végétalisation pieds de façade etc… En plus, la prescription faîte dans le cadre de l'avis rendu par la CDNPs concernant la bande paysagère de 10mètres à été intégrée. *Ces éléments permettent de conforter et développer la dynamique économique de la commune et de répondre aux objectifs de qualité paysagère, de l'environnement prévus dans le PADD.*
8 AUed - Stationnement	La zone ne disposant actuellement pas d'espaces de stationnement, des ratios ont été imposés afin de répondre aux besoins des futures constructions. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement prévus dans le PADD.*
9 AUed – Desserte par les voies publiques ou privées	Le choix opéré pour la zone est de renvoyer à l'OAP ayant figé de principes d'accès. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD, en s'adaptant au contexte.*
10 AUed – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et Ub et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

4. JUSTIFICATION DES ZONES AGRICOLES

4.1. REGLEMENT DES ZONES A, A (J), A (L), AEP (L), AP ET AP (L)

La zone A où sont uniquement autorisées les constructions nécessaires à l'exploitation agricole, sa diversification, les services publics ou d'intérêts collectifs non compatibles avec le voisinage d'une zone habitée et les extensions et annexes limitées aux habitations existantes ;

La zone A (J) est soumise aux règles du secteur « Les jardins de la conquête » de l'AVAP/SPR.

La zone A (L) est soumise aux règles du secteur « La lisière urbaine » de l'AVAP/SPR ;

La zone Aep (L) est destinée aux équipements publics techniques liés aux réseaux et infrastructures, soumise aux règles du secteur "La lisière urbaine" de l'AVAP.

La zone Ap où aucune construction n'est autorisée, y compris agricole, compte tenu de ses caractéristiques agronomiques et paysagères sauf les extensions et annexes limitées aux habitations existantes.

La zone Ap (L) où aucune construction n'est autorisée, y compris agricole, compte tenu de ses caractéristiques agronomiques et paysagères sauf les extensions et annexes limitées aux habitations existantes, soumise aux règles du secteur "La lisière urbaine" de l'AVAP.

Les zones agricoles (A) sont composées d'espaces à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Ces espaces peuvent comprendre des terrains qui ne sont pas cultivés au moment de l'arrêt du PLU, mais dont les caractéristiques pourraient permettre une éventuelle utilisation à des fins agricoles. Les zones agricoles englobent également des espaces naturels et des espaces artificialisés de faible superficie, sans lien avec une activité agricole mais disséminée sur le territoire communal et intégrés aux espaces agricoles environnants.

Ces zones sont donc délimitées en fonction des caractéristiques des terrains (couvert végétal, terres utilisées pour l'agriculture ou présentant des caractéristiques rendant possible leur exploitation à des fins agricoles…) et en fonction de l'appartenance à un espace globalement utilisé à des fins agricoles.

Elles présentent par ailleurs des enjeux paysagers, écologiques, voire des enjeux liés aux activités sportives et de loisirs (randonnée, activités nordiques), qui justifient de règles spécifiques.

Leur délimitation globale est réalisée sur la base des éléments de diagnostic (RPG, ZVA, données SCoT, exploitations existantes, connaissances des élus, diagnostic agricole de Terr'Aménagement de 2019).

Lorsqu'elles sont concernées par des enjeux paysagers ou agronomiques majeurs, elles sont classées en zone Ap (agricole protégée).

Une zone A (J) (agricole « jardins familiaux ») est aussi mise en place sur un foncier identifié par le SCoT comme espaces identitaires à maintenir/préserver, afin de proposer uniquement des constructions réversibles de petite taille.

Enfin, une zone Aep a été créée pour accueillir uniquement le bassin de rétention pour les eaux pluviales et une voie de desserte. L'ER2 couvre la totalité de cette zone.

L'ensemble des règles visent à répondre aux enjeux de maintien voire de développement de l'activité agricole, en respectant les enjeux décrits (paysagers etc.).

Ces zones et l'ensemble des règles associées permettent de répondre aux objectifs de maintien et de développement de l'activité agricole sur le territoire, mais aussi à des objectifs paysagers et patrimoniaux divers (y compris en lien avec la sanctuarisation des jardins de la Durance préservant la silhouette villageoise).

	Superficie (ha)
A	310,78
A (J)	23,33
A (L)	35,17
Aep (L)	1,85
Ap	263,92
Ap (L)	64,2

Superficie des zones A, A (J), A (L), Aep (L), Ap et Ap (L)

Article	Justifications au regard du PADD
1 A/ A (J)/A (L)/Aep (L)/Ap/Ap (L) – Destinations de constructions autorisées	Afin de limiter le mitage des espaces agricoles, les possibilités d'urbanisation sont réduites à l'échelle de l'ensemble de ces zones agricoles : - à des constructions/aménagements d'intérêt collectif ou de services publics, notamment si ceux-ci ne peuvent pas être

2 A/ A (J)/A (L)/Aep (L)/Ap/Ap (L) – Destinations de constructions interdites	réalisés dans les parties urbanisées de la commune pour des raisons d'incompatibilité avec le voisinage de l'habitat, ou encore pour les activités sportives et de loisirs
3 A/ A (J)/A (L)/Aep (L)/Ap/Ap (L) – Destinations de constructions soumises à condition particulière	Pour les zones A, A (L), Ap et Ap (L) : - à des extensions et annexes mesurées d'habitations existantes, afin de permettre de répondre aux besoins que pourraient avoir les propriétaires (par exemple l'arrivée d'un enfant nécessitant la création d'une chambre supplémentaire), là aussi dans des conditions strictes et limitées ; - à des aménagements agricoles liés à l'irrigation agricole (sans construction donc). Dans les zones A et A(L) : Dans l'optique d'assurer le développement des activités, et donc sur des secteurs ciblés, de moindres enjeux agronomiques ou paysagers, ou autour des exploitations existantes, sont autorisées en sus des constructions/aménagements en lien avec l'activité agricole, celle-ci étant essentielle pour la préservation des espaces agricoles et des paysages associés, ainsi qu'un vecteur d'emploi. Cette notion inclut les bâtiments de stockage et entretien de matériel agricole, l'habitation de l'agriculteur lorsqu'elle est nécessaire à l'activité, et de manière contrainte afin d'éviter une vente à la découpe, et de favoriser une vente du bâtiment d'élevage par exemple avec l'habitation. Est aussi autorisée la diversification de l'activité en lien avec l'acte de production (transformation, vente directe …). Enfin, dans la zone A (J), seules sont autorisées les constructions, sans fondation, à destination d'habitation, sous forme de cabanon, limitées à 8m² de surface de plancher et emprise au sol cumulées, dans la limite de 1 par unité foncière. Cela permet de conserver le caractère agricole de la zone et de poursuivre ses usages uniquement liés à l'entretien et fonctionnement des jardins. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de maintien et de développement de l'activité agricole sur le territoire mais aussi à des objectifs paysagers prévus dans le PADD*
4 A/ A (J)/A (L)/Aep (L)/Ap/Ap (L) – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 A/ A (J)/A (L)/Aep (L)/Ap/Ap (L) – Volumétrie et implantation des constructions	Les règles proposées sont quasi systématiquement dissociées selon qu'elles concernent les bâtiments techniques des exploitations et les autres constructions (maison de l'agriculteur et la diversification, annexes et extensions des habitations existantes non agricoles ou les autres droits accordés pour les équipements d'intérêt collectif et services publics).
6 A/ A (J)/A (L)/Aep (L)/Ap/Ap (L) – Qualité urbaine,	

architecturale, environnementale et paysagère	Ainsi, pour les habitations (non agricole), l'ensemble des règles fait peu ou prou référence à l'existant (étant entendu que même les implantations peuvent ne pas être respectées), afin de conserver une cohérence d'ensemble entre la construction existante, ses extensions et annexes. Pour les équipements, aucune règle n'est établie. Pour les bâtis agricoles techniques, ces derniers sont limités à 15m au faitage permettant le stockage d'engins et de matériels agricoles. Les autres constructions sont limitées à 8,5m et les annexes à 3,5m. Concernant les aspects, dans les zones en dehors des périmètres de l'AVAP/SPR, A et Ap la règlementation est souple mais intégrant un travail architectural, permettant des matériaux qualitatifs en lien avec ce qui est autorisé sur la commune. Dans les zones à l'intérieur des périmètres de l'AVAP/SPR, A (L), Ap (L) et A (J), les règles de l'AVAP/SPR sont reportées dans le PLU. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de qualité paysagère, et de développement des activités agricoles, prévus dans le PADD.*
7 A/ A (J)/A (L)/Aep (L)/Ap/Ap (L) – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Les règles sont ici similaires aux autres zones U : essences locales, traitement des surfaces résiduelles, végétalisation pieds de façade etc… En zone A (L), Ap (L) et A (J), les règles de l'AVAP/SPR ont été reprises. Dans les zones A et A (L) a en plus été demandé un traitement paysager autour des bâtiments techniques des exploitations permettant de limiter leur impact dans le paysage. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de qualité paysagère, environnementale et de développement des activités agricoles, prévus dans le PADD.*
8 A/ A (J)/A (L)/Aep (L)/Ap/Ap (L) - Stationnement	Les règles de stationnement doivent permettre de répondre aux besoins des constructions et installations au regard des besoins souvent spécifiques (matériel agricole etc.). Cela devra néanmoins être démontré dans l'autorisation d'urbanisme contrairement à une règle non réglementée. Pour les habitations, les mêmes ratios que dans les secteurs dédiés à l'habitat (Ub/AU) sont imposés. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de stationnement prévus dans le PADD.*
9 A/ A (J)/A (L)/Aep (L)/Ap/Ap (L) – Desserte par les voies publiques ou privées	Les règles renvoient aux dispositions générales comme dans les autres zones. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de sécurité prévus dans le PADD.*

10 A/ A (J)/A (L)/Aep (L)/Ap/Ap (L) – Desserte par les réseaux	Les règles sont ici les mêmes qu'en Ua et Ub et ont été reprises pour les mêmes raisons. *Ces éléments permettent notamment de répondre aux objectifs de gestion des réseaux prévus dans le PADD.*

5. JUSTIFICATIONS DES ZONES NATURELLES

5.1. REGLEMENT APPLICABLE AUX ZONES N, N (L) ET ND

La zone N correspond à une zone naturelle et forestière à protéger en raison de la qualité du site, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue paysager, environnemental et écologique, et où sont autorisées les extensions et annexes aux habitations existantes.

La zone comprend trois **sous-zones :**

- **La zone N (L)** soumise aux règles du secteur « La lisière urbaine » de l'AVAP/SPR ;
- **La zone Nd,** réservée à la piste d'envol et aux installations, ouvrages et équipements civils et militaires de l'aérodrome ;

Les zones naturelles (N) sont des zones à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt (esthétique, historique ou écologique), de l'existence d'une exploitation forestière, de leur caractère d'espaces naturels, de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles et de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Autour des pistes d'envol de l'aérodrome, une zone Nd a été créée permettant de conforter et maintenir l'activité existante.

La délimitation de toutes ces zones a été définie au regard des enjeux évoqués et du foncier correspondant.

	Superficie (ha)
N	506,87
N (L)	67,1
Nd	43,25

Superficie des zones N, N (L) et Nd

Article	Justifications au regard du PADD
1 N/ N (L)/ Nd – Destinations de constructions autorisées	Les règles reprennent les principes généraux accordés dans l'ensemble des zones agricoles, avec des enjeux assez équivalents. Par ailleurs les activités pastorales sont favorisées, en prenant notamment en compte les besoins éventuels de création de cabanes pastorales et autres équipements liés à l'irrigation. Contrairement aux zones A, les exploitations forestières sont autorisées, ainsi que les refuges inférieurs au seuil d'UTN locale.
2 N/ N (L)/ Nd – Destinations de constructions interdites	
3 N/ N (L)/ Nd – Destinations de constructions soumises à condition particulière	

	Dans la zone Nd, toute construction est interdite. Seuls les ouvrages, installations et équipements liés aux équipements d'intérêt collectif et services publics seront autorisés s'ils sont notamment nécessaires au fonctionnement, à l'exploitation et à la mise en valeur de l'aérodrome. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de maintien et des espaces naturels et forestiers sur le territoire mais aussi à des objectifs paysagers prévus dans le PADD*
4 N/ N (L)/ Nd – Mixité fonctionnelle et sociale	Tout comme pour les zones U, il a été fait le choix de ne pas règlementer cet article.
5 N/ N (L)/ Nd – Volumétrie et implantation des constructions	Les règles proposées sont quasi systématiquement dissociées selon qu'elles concernent les exploitations forestières et les autres constructions (annexes et extensions des habitations existantes non agricoles, refuges ou les autres droits accordés pour les équipements d'intérêt collectif et services publics). Les règles pour les exploitations forestières sont similaires à celles des exploitations agricoles en zones A. Pour les autres constructions là aussi les règles sont identiques à celles de la zone A reprenant également pour la zone N (L), les règles de l'AVAP/SPR. La zone Nd est quant à elle très peu règlementée puisque seuls des ouvrages, installations et équipements sont autorisés. *Ces éléments permettent de répondre aux objectifs de maintien et des espaces naturels et forestiers sur le territoire mais aussi à des objectifs paysagers prévus dans le PADD*
6 N/ N (L)/ Nd – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	
7 N/ N (L)/ Nd – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâti et abords des constructions	Pour le reste, les règles sont équivalentes à la zone A, avec des enjeux relativement similaires. *Cela répond aux mêmes objectifs du PADD.*
8 N/ N (L)/ Nd - Stationnement	
9 N/ N (L)/ Nd – Desserte par les voies publiques ou privées	
10 N/ N (L)/ Nd – Desserte par les réseaux	

6. BILAN DES SURFACES AU ZONAGE DU PLU

Le tableau ci-après présente les superficies des zones et sous-zones inscrites au règlement graphique (ou zonage) du PLU. Ainsi, près de 90 % du territoire communal est classé en zones naturelles et agricoles.

Les zones urbaines totalisent 128 ha, soit 8.8 % du territoire. Les zones à urbaniser représentent quant à elles 0,9 % du territoire communal soit 12,4 ha.

Type de zone	Zones	Superficie (ha)	Pourcentage du territoire
Zones urbaines (U)	Ua (H)	7,01	0,48
	Uaa (H)	3,95	0,27
	Ub	18,75	1,29
	Ub (L)	46,16	3,17
	Ucamp (L)	0,91	0,06
	Ucampus	4,64	0,32
	Ud	7,83	0,54
	Ue	11,89	0,82
	Uea	3,01	0,21
	Ueb	2,05	0,14
	Uec	4,99	0,34
	Ued	2,68	0,18
	Uep	1,20	0,08
	Uep (L)	4,57	0,31
	Uepd	0,54	0,04
	Um	4,24	0,29
	Um (L)	3,89	0,27
TOTAL U		**128,30**	**8,80**
Zones A Urbaniser (AU)	AUa (L)	4,27	0,29
	AUb (L)	3,00	0,21
	AUc (H)	1,58	0,11
	AUed	3,55	0,24
TOTAL AU		**12,41**	**0,85**
Zones agricoles (A)	A	310,78	21,33
	A (J)	23,33	1,60
	A (L)	35,17	2,41
	Aep (L)	1,85	0,13
	Ap	263,92	18,11
	Ap (L)	64,20	4,41
TOTAL A		**699,25**	**47,99**
Zones naturelles (N)	N	506,86	34,78
	N (L)	67,11	4,61
	Nd	43,25	2,97
TOTAL N		**617,22**	**42,36**
TOTAL COMMUNE		**1457,18**	**100,00**

Bilan des surfaces du zonage du PLU

7. JUSTIFICATIONS CDPENAF

7.1. LES EXTENSIONS ET ANNEXES POUR LES BATIMENTS D'HABITATIONS SITUES EN ZONE A ET N

L'extension limitée des constructions existantes, dans les secteurs agricoles « A » ou naturels « N » est régie par le code de l'urbanisme et le règlement du projet de PLU qui en découle.

L'article L151-12 du code de l'urbanisme, précise notamment que :

« Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.
Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime ».

Conformément à l'article L151-12 du code de l'urbanisme, des extensions ou annexes aux bâtiments d'habitations peuvent être autorisées en zone agricole et naturelle, ce qui a été le choix de la commune afin de ne pas pénaliser les propriétaires de ces habitations.

Ces extensions et annexes doivent toutefois être mesurées : les conditions fixées par le règlement permettent une évolution mesurée pour des besoins que pourraient avoir les propriétaires.

Les zones accueillant actuellement des habitations et permettant leurs extensions et annexes limitées sont les suivantes :

- **Zone agricole : A, A (L), Ap et Ap (L) ;**
- **Zone naturelle : N et N (L).**

7.1.1 REGLEMENTATION DES CONDITIONS DE HAUTEUR, D'EMPRISE ET DE DENSITE DE CES EXTENSIONS OU ANNEXES

7.1.1.a°) Destinations de constructions soumises à condition particulière

Dans toutes les zones citées ci-avant :

« (…) sont autorisés, dès lors qu'ils ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages :

- *la sous-destination de **logements**, uniquement sous la forme d'extensions, ou d'annexe des logements existants légalement édifiés dépassant 60m² de surface de plancher :*
    - *les extensions, dans la limite de 60 m² de surface de plancher et d'emprise au sol cumulées une seule fois entre la date d'approbation du présent PLU et sa prochaine révision générale ;*

- *les annexes aux constructions existantes, sont autorisées dans la limite de 3 annexes par unité foncière (y compris les annexes existantes), de 90 m² de surface de plancher et d'emprise au sol cumulées pour l'ensemble des annexes et de 50 m² de surface de plancher maximum pour une annexe. Les annexes ne pourront pas être accolées entre elles et devront être situées à une distance maximale de 15 mètres de l'habitation principale. »*

La commune souhaitait pouvoir garantir aux constructions existantes des possibilités d'évolution en cas de besoins (besoin d'une chambre en cas de naissance, de stationnement couvert, …) et ainsi ne pas être trop discriminante par rapport à des constructions situées en zone urbanisée, ou à des constructions présentant déjà des gros volumes et des annexes en zone Agricole ou Naturelle.

Mais la municipalité souhaitait tout de même préserver ces espaces au maximum d'où les conditions fixées par le règlement, à savoir la surface de plancher et d'emprise au sol limitée à 60 m² pour les extensions, et à 90 m² pour les annexes (et de 50 m² de SdP pour une annexe), ainsi qu'un maximum de 3 annexes.

La limitation de l'emprise au sol permet de garantir que les annexes soient « mesurées » par rapport aux constructions principales. En effet, elles constituent par définition, des constructions secondaires, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale.

Ces droits ne sont accordés que pour les logements légalement édifiés de + de 60m² ce qui limite les dérives en évitant que des lieux de stockage cabanons ou autre bénéficient de ces aménagements supplémentaires.

7.1.1.b°) Volumétrie et implantation des constructions

Dans toutes les zones citées ci-avant :

Implantations des constructions :

« Les constructions doivent s'implanter à au moins 5.00 m de l'alignement des voies et des emprises ouvertes à la circulation publique existantes ou à créer ainsi que des limites séparatives.

Les annexes et piscines des constructions à destination d'habitation devront s'implanter à moins de 15.00 m du mur de l'habitation principale.

Nonobstant le paragraphe précédent, les extensions de bâtiments existants pourront conserver les principes d'implantation existants au moment de l'approbation du PLU. »

Emprise au sol maximale :

« L'emprise au sol des extensions des constructions à destination d'habitation est limitée à 60m².

L'emprise au sol des annexes des constructions à destination d'habitation est limitée à 90m². »

Hauteur :

« Pour les autres constructions : La hauteur maximale des constructions est fixée à 8.5m au faitage. La hauteur des annexes est limitée à 3.5m.

Dans le cas d'une extension ou d'annexes accolées à un bâtiment existant au moment de l'approbation du PLU, la hauteur maximale pourra être au plus égale à la hauteur du bâti existant. »

Volume des constructions :

« Non réglementé. »

La distance minimale imposée par rapport aux limites séparatives permet de limiter les conflits de voisinage, notamment par rapport à l'activité agricole en zone A.

La limitation de l'emprise au sol permet de garantir que les annexes soient « mesurées » par rapport aux constructions principales. En effet, elles constituent par définition, des constructions secondaires, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale.

La hauteur des extensions ou d'annexes accolées à un bâtiment existant pourra atteindre au maximum celle du bâti préexistant : cette règle permet de limiter l'impact sur le paysage d'une éventuelle extension par surélévation (sauf pour les constructions dont la hauteur n'est pas homogène, une surélévation des parties les plus basses permettra d'atteindre la hauteur maximale préexistante). La possibilité d'atteindre la hauteur la plus haute déjà atteinte permet également de favoriser une couverture de toiture homogène, sans décalage dans les égouts du toit pouvant s'avérer inesthétique.

La hauteur des annexes a été fixée à 3.5m, permettant notamment d'y stocker un véhicule, tout en garantissant une dimension réduite des annexes.

7.1.2 JUSTIFICATION DE LA LIMITATION DES CONDITIONS DE HAUTEUR, D'EMPRISE ET DE DENSITE DE CES EXTENSIONS OU ANNEXES

Les différentes règles édictées dans le règlement des zones A et N permettent de garantir aux constructions existantes des possibilités d'évolution en cas de besoins, tout en cadrant les constructions afin de limiter leur impact dans l'environnement, d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

7.2. SECTEUR DE TAILLE ET DE CAPACITE LIMITEES (STECAL)

7.2.1 DEFINITION D'UN STECAL

La définition des « secteurs de taille et de capacité limitées » (STECAL) relève de l'article L151-13 du code de l'urbanisme. Pour rappel :

« Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs ».

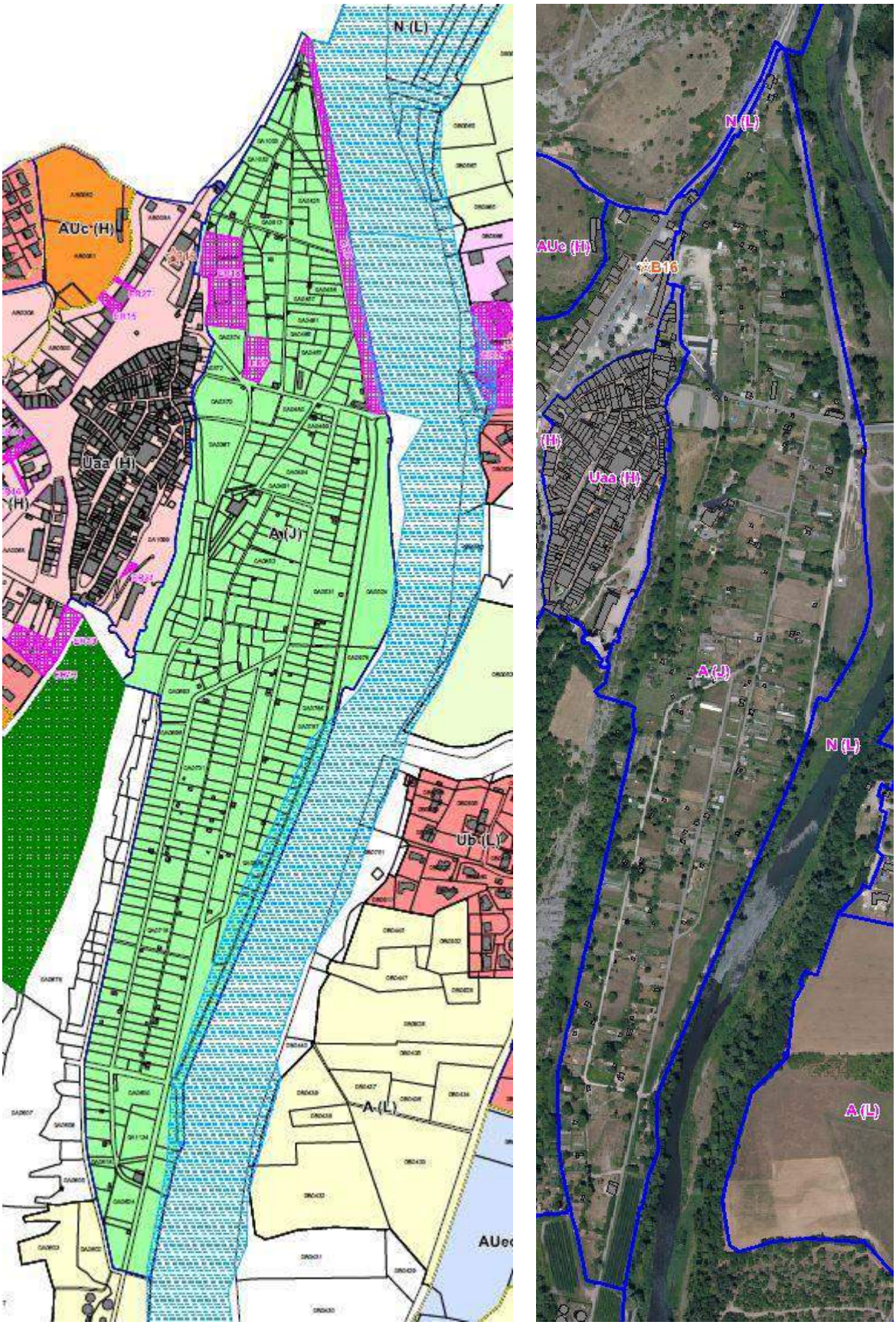
7.2.2 STECAL SUR LA COMMUNE DE TALLARD

Un seul STECAL a été mis en place sur la commune de Tallard.

Il s'agit d'une STECAL **en zone agricole**, correspondant à la **zone A (J) d'une superficie de 23,33 hectares.**

Il est situé sur un **secteur de jardins familiaux** (« les jardins de la conquête »), identifié par le SCoT comme espaces identitaires à maintenir/préserver et faisant l'objet d'un zonage spécifique au sein de l'AVAP / SPR.

Il doit permettre de proposer uniquement des **constructions réversibles (cabanons) de petite taille**. En effet, la nécessité utilitaire du cabanon est avérée et dès l'origine, ces édicules ont accompagné les jardins familiaux. La commune souhaite toutefois cadrer ces constructions, qui présentent aujourd'hui une complexe hétérogénéité constructive. La diversité des matériaux nuit en effet à la cohérence d'ensemble et invite à une harmonisation sans tendre vers l'homogénéisation.



Extrait du règlement graphique – zone A (J)

7.2.2.a°) Caractère exceptionnel

La commune de Tallard est marquée par la présence d'une marqueterie de jardins vivriers situés sur de petites parcelles géométriques. Ces jardins ont été permis par la construction, durant la première moitié du XIXe siècle, d'une digue le long de la Durance, qui a repoussé vers l'est le lit mineur de la rivière et a offert une vaste terrasse alluviale disposant d'une terre alluvionnaire particulièrement riche et d'une facilité d'irrigation.

L'identité du lieu marquée par :

- La silhouette du château ;
- Une ambiance rurale et bucolique ;
- Le réseau de canaux d'irrigation ;
- Les témoignages d'une tradition horticole ;
- Un ensemble jardiné et cultivé avec attention et passion.

Ce paysage est de très grande qualité dont la préservation constitue un enjeu important.



Les jardins de la Durance depuis la crête de Saint Abdon – Source : A.Raphaneau



Vue sur les jardins de la Durance surmontés par la silhouette de Tallard – Source : A.Raphaneau

Le caractère exceptionnel est donc justifié par ces éléments.

7.2.2.b°) Une taille limitée

La zone A(J), bien que s'étendant sur environ 23 ha, est limitée dans le sens où elle ne comprend uniquement que les petites parcelles géométriques, qui ont accueilli ou accueillent encore des activités de maraîchage vivrier, et où ces activités pourraient se poursuivre.

La taille de la zone correspond ainsi aux stricts besoins des jardins familiaux.

7.2.2.c°) Une capacité d'accueil limitée

Les seules destinations autorisées le sont sous conditions :

*« **Dans l'ensemble des zones A est autorisée** dès lors qu'ils ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages :*

- *la destination **équipement d'intérêt collectif et services publics** :*
    - *« sous la forme d'équipements publics techniques liés aux réseaux et infrastructures (routes, parkings, cimetière, ...), des équipements et aménagements publics ou collectifs pour les activités sportives et de loisirs, à la randonnée, au VTT …, ainsi que des équipements publics ou collectifs liés à la mise en valeur du milieu sous réserve de justifications écologiques, et à la gestion des risques ;*

    Ou

    - *dès lors qu'elle n'est pas compatible avec le voisinage d'une zone habitée ; (…) »*

Comme dans l'ensemble des zones A, les équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisés dans les conditions prévues notamment aux articles L122-5 et L151-11 du CU.

*« **Dans la zone A (J) sont également autorisées** dès lors qu'ils ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages :*

- *Les constructions, sans fondation, à destination d'**habitation, sous forme de cabanon**, limitées à 8m² de surface de plancher et emprise au sol cumulées, dans la limite de 1 par unité foncière. »*

La capacité d'accueil y est clairement limitée, en termes de destinations de constructions autorisées (« habitation uniquement), de type de constructions (uniquement des cabanons), de surface de plancher et emprise au sol cumulées (8 m² maximum) et de nombre (1 maximum par unité foncière).

Ces constructions permettent de poursuivre les usages uniquement liés à l'entretien et fonctionnement des jardins.

7.2.2.d°) Prescriptions règlementaires

Le règlement impose qu'en zone A (J) :

- *« Les cabanons devront **s'implanter obligatoirement en limites séparatives** et à **3 m minimum de l'axe médian des canaux** » ;*
- *« La **hauteur** est **limitée à 3 m** » ;*
- *« Le **volume des cabanons** doit être **simple, de forme carrée ou rectangulaire** »*
- *« Les cabanons devront être dotés d'un parement enduit. Les couleurs blanches et trop claires sont interdites. Les matériaux divers de récupération (sauf pierre naturelle) et les matériaux de réemploi sont interdits. Le bois ou le métal pouvant recevoir des plantes grimpantes sont fortement conseillés. Les motifs décoratifs sont à prévoir avec retenue et discernement. »*
- *« Les toitures des cabanons seront en monopente ou à 2 ou à 4 pans. Les cabanons ne devront pas comporter d'auvents ni d'ajouts divers. Les pergolas ou tonnelles limitées à la largeur du côté du cabanon sur lequel elles sont implantées (+ ou – 1,5m) sont autorisées. Elles doivent être de conception simple, si possible en continuité du cabanon, en bois ou en métal, de couleur sombre (le blanc est proscrit. »*
- *« La couverture sera en tuiles, bac acier ou zinc. Les toitures-terrasses végétalisées sont autorisées. »*
- *« Les plantations d'essences arbustives adaptées au site et à la fonction du lieu (jardins potagers) sont à privilégier de même que les essences à développement réduit et/ou pouvant rester libres, à floraison et à fructification si possible. (…) Les haies doivent être obligatoirement composées de plusieurs espèces en association (haies monospécifiques interdites). »*

L'ensemble de ces règles doit permettre de **limiter l'impact paysager de ces constructions**, étant donné la visibilité de ce secteur depuis par exemple le château ou depuis la crête de Saint Abdon. L'implantation à 3 m minimum des canaux vise à préserver leur qualité.

7.2.2.e°) Maintien du caractère naturel, agricole ou forestier

Les jardins de la Durance ne sont pas déclarés au RPG de 2021, malgré les activités de maraichage. Le STECAL doit justement permettre le maintien de ces activités, en n'y autorisant notamment que la création de cabanons.

Le règlement précise que les destinations de construction autorisées ne le sont que *« à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ».*

Le maintien du caractère agricole est donc garanti.

7.2.2.f°) Raccordements aux réseaux publics, hygiène et sécurité

Sur le volet « équipements et réseaux », le règlement de l'ensemble des zones A, et donc de la zone A(J), fait un renvoi aux dispositions générales qui prévoient un raccordement aux réseaux existants.

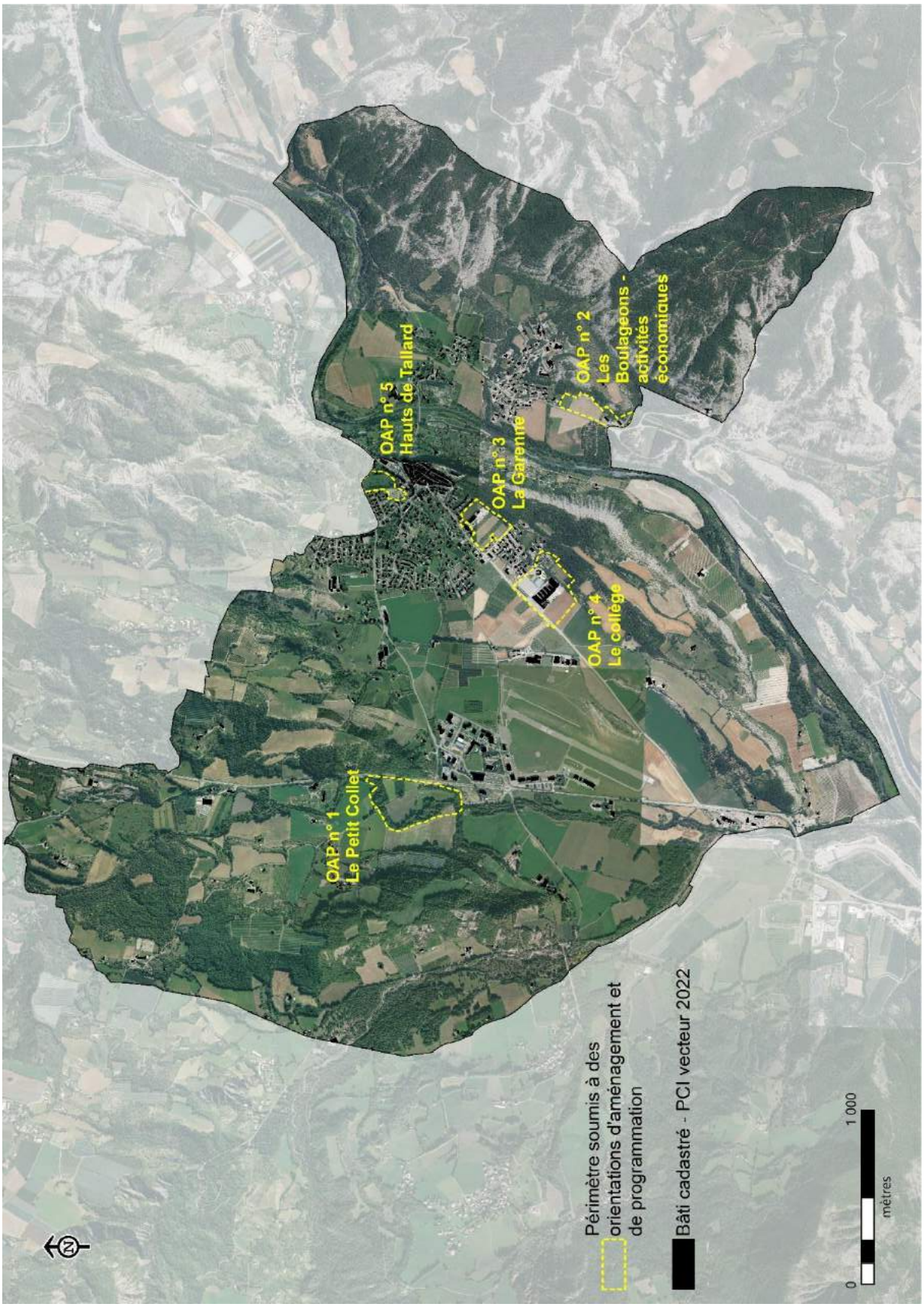
CHAPITRE .3 : JUSTIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

1. LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Le projet de PLU prévoit 8 **orientations d'aménagement et de programmation**.

5 sont des OAP dîtes **« sectorielles »**, ciblant un secteur précis.

Les 3 autres, sont des **OAP « thématiques »** qui portent sur des thématiques et couvrent la totalité du territoire communal.



Localisation des OAP sectorielles

Les périmètres sur les OAP sectorielles mis en place concernent :

- **Le secteur 1 : le Petit Collet**

Le Petit Collet est localisé au Sud du lieu-dit le Petit Collet, à proximité immédiate de la zone d'activité de l'aéropôle de Gap-Tallard également nommée Zone du Rousine en lien avec le cours d'eau qui la longe.

Il est situé le long de la route nationale 85 dit route de Napoléon reliant Cannes à Grenoble mais surtout le long de l'axe principal permettant à la commune d'accéder son pôle urbain majeur, Gap. Le Petit Collet est également au centre des limites administratives de la commune.

Il s'agit d'une zone à urbaniser dédiée à la création d'une nouvelle zone d'activités économiques permettant à terme la relocalisation de certaines activités actuellement situées proches du centre-village (La Garenne) afin de renforcer le caractère résidentiel du village et de conforter les secteurs économiques autour de la RN85.

L'OAP couvre les zones Ud ainsi qu'une partie de zones Ap et N afin de permettre de préserve les abords de la zone.

Deux secteurs ont été identifiés dans l'OAP permettant la réalisation de deux opérations, cela permettra de différer l'aménagement de la zone.

La totalité de la zone qui a reçu un avis favorable de la CDNPS au titre de la discontinuité au regard de la Loi Montagne (avis annexé au rapport de présentation). L'ensemble des prescriptions de l'avis ont été intégrées dans le règlement et l'OAP.

- **Le secteur 2 : Boulangeons – activités économiques**

Le secteur est localisé au Sud du hameau des Boulangeons, des Hugues et de Serre-Lapin sur la rive gauche (Est) de la Durance.

Il est situé le long de la route départementale 46 (reliant Tallard au hameau Saint-Jean de Gap) nommée également sur le tronçon traversant le hameau, route des Boulangeons.

Le site est également à la limite communal entre Tallard et Venterol.

Il s'agit d'une zone à urbaniser dédiée à l'accueil d'activités économiques de préférence tournées vers la transformation de plantes aromatiques, à parfum et médicinales. Elle a pour but de répondre à la volonté de la commune de consolider les activités économiques sur le territoire, qui permettent créer des emplois à l'année et l'installation de familles sur la commune. De plus la zone a été identifiée dans l'atlas économique du SCoT comme potentiel mobilisable.

- **Le secteur 3 : La Garenne**

Le secteur est une « Greffe urbaine » située à l'entrée Ouest de la ville le long de la départementale 942.

Il s'agit d'une zone à urbaniser dédiée à la plus grosse production de logements envisagée sur la commune (minimum 100 logements). Ce site est également identifié dans le PLH.

La zone permettra une mixité sociale et fonctionnelle et proposera des formes variées de logements afin d'assurer l'accueil de nouveaux habitants permanents en leur offrant un

cadre de vie de qualité, et de créer une continuité urbaine entre la ville et les extensions périphériques en s'appuyant sur les équipements existants notamment en matière de mobilité (cheminements doux, arrêt de bus …). L'aménagement de ce secteur est conçu selon une démarche de développement durable, à la manière d'un EcoQuartier.

- **Le secteur 4 : Le Collège**

La zone du collège est située à l'entrée Ouest de la ville, le long de la départementale 942.

L'OAP couvre les zones AUb (L), Uep (L) et Ucamp (L).

Il s'agit d'une zone permettant le renforcement des équipements publics présents : piscine municipale et collège (création d'un nouveau plateau sportif, de vestiaires, stationnement, etc…), le maintien du camping et la création de logements étudiants et/ou saisonniers.

- **Le secteur 5 : Hauts de Tallard**

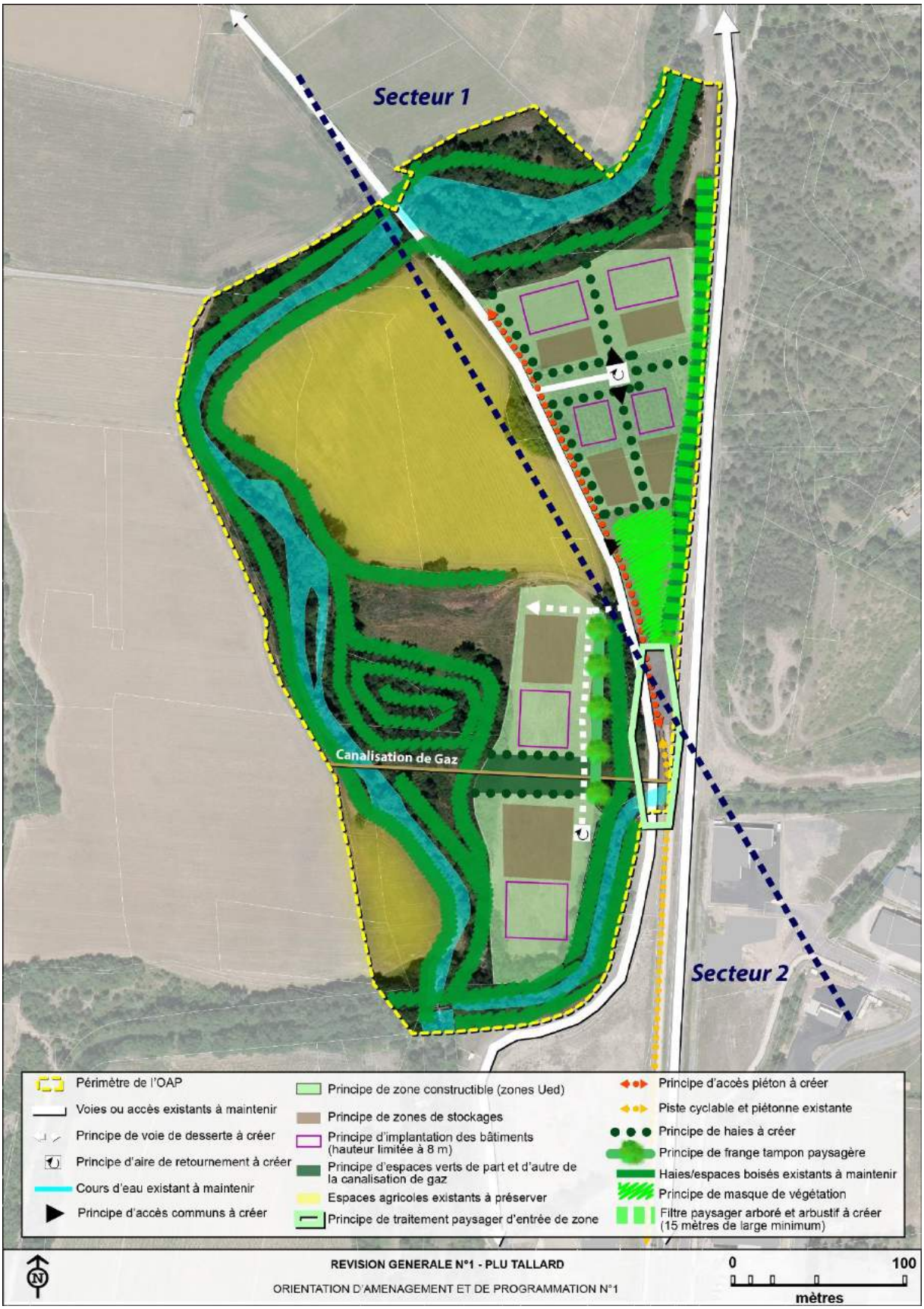
Il s'agit d'une zone en continuité de l'urbanisation existante au niveau du cimetière et la cité Edouard Lambert en limite avec Châteauvieux.

L'OAP couvre la zone AUc (H) dans son intégralité, ainsi qu'une partie des zone Ua (H) et Ub (L).

Il s'agit d'une zone à urbaniser dédiée pour son secteur 1, à la production de logements individuels et/ou mitoyens en partie haute (R+1 max) et collectifs en partie basse (R+2 max) et espaces partagés pouvant être du stationnement à proximité du centre-village. Cette zone permettra de répondre aux besoins d'accueil de populations.
Le secteur 2 est quant à lui destiné à l'extension du cimetière et/ou la réalisation d'un parc paysager.

2. LA COHERENCE DES OAP AVEC LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU PADD ET LA COMPLEMENTARITE DES DISPOSITIONS DU REGLEMENT ET DES OAP

2.1. OAP SECTORIELLE N°1 : LE PETIT COLLET



Le schéma de principe d'aménagement de l'OAP est reporté ci-avant. Se référer notamment au règlement de la zone Ued, à ses justifications, ainsi qu'à l'OAP complète pour l'ensemble des règles et éléments de programmation prévus.

L'OAP permet de :

→ **Renforcer l'offre foncière dédiée et adaptée à l'activité économique sur la commune et renforcer la vocation économique autour de la RN85**. Cette nouvelle zone répond aux objectifs du SCoT du Gapençais qui prévoit 10,8 ha à vocation économique sur la commune. Sur les 10,82 ha identifiés par l'atlas économique du SCoT, 3,05 ont déjà été consommés, 3,55 sont encore mobilisables et 4,22 ne sont pas mobilisables (notamment dû à la présence de risques naturels autour du Rousine). La commune a donc souhaité remobiliser les 4,22 ha dont une partie sur les zones Ued représentant 2,68 ha. C'est réellement le règlement qui vient cadrer la zone, notamment en autorisant et en interdisant certaines destinations et sous-destinations. L'OAP est cohérente avec le règlement.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de développer l'activité économique sur cette nouvelle zone d'activités venant conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune, tel qu'inscrit au PADD.

→ **Inscrire le projet en continuité et en cohérence avec les zones économiques et les aménagements existants**. L'OAP vise à faire un lien entre la zone d'activité du Rousine existante et cette future zone, en prévoyant notamment le confortement des voies existantes faisant le lien, la création des cheminements doux et le prolongement des réseaux existants.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de faciliter les circulations routières et de développer les modes de déplacement alternatifs tels que prévus au PADD, tout en limitant l'extension des réseaux.

→ **Prendre en compte le contexte paysager du secteur pour faciliter l'intégration des bâtis.** L'OAP a été conçue de manière à favoriser l'intégration paysagère des bâtiments et espaces de stockages en intégrant des mesures (création de haie, de frange paysagère, de filtre paysager, de masque de végétation et maintien de haies existantes etc…) permettant de limiter les nuisances visuelles. L'OAP vient en complément du règlement, qui limite les hauteurs des constructions et exige les toits plats végétalisés afin de préserver au mieux les vues depuis la RN85.

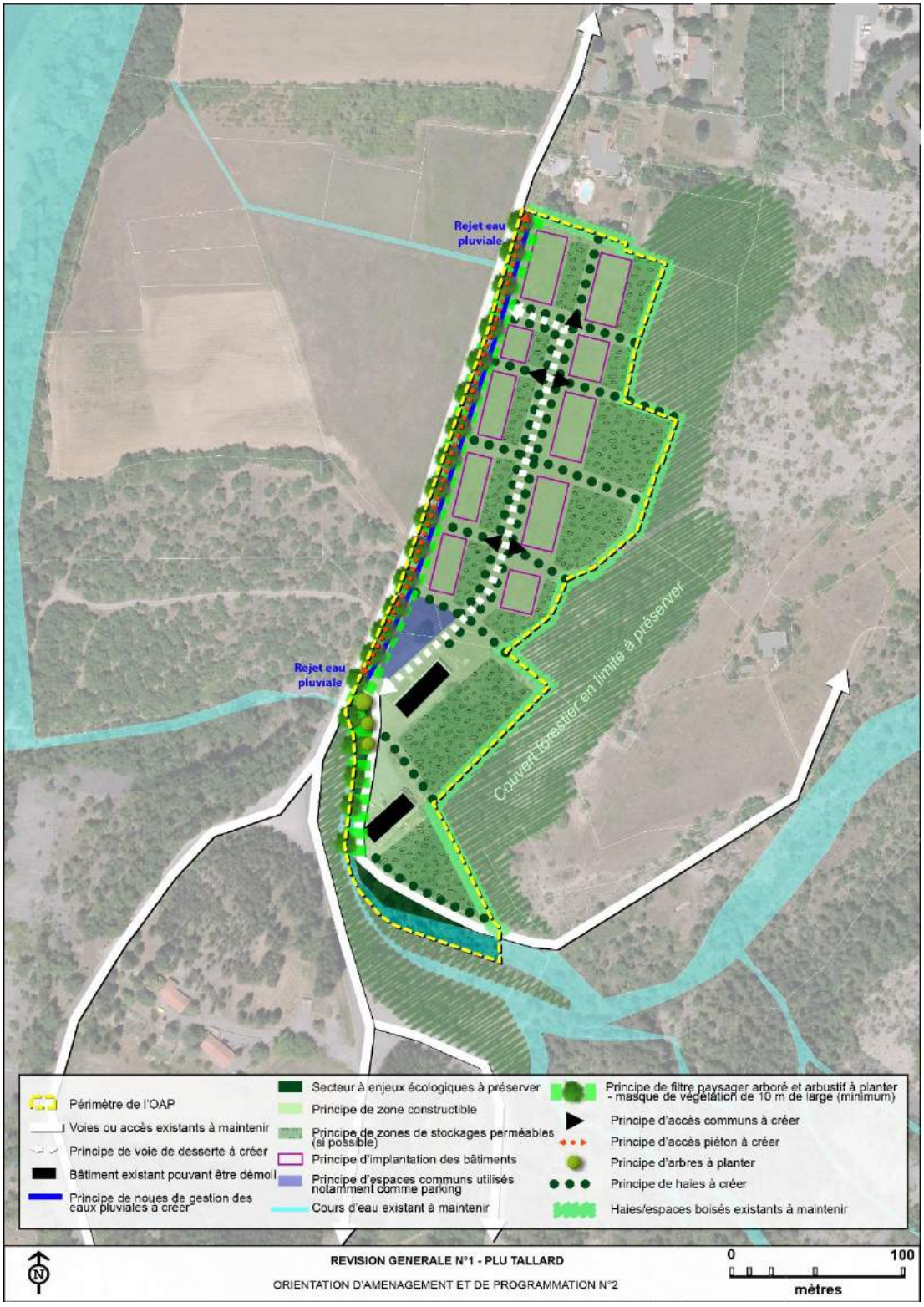
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de travailler sur la qualité paysagère des nouvelles zones d'activités économiques tel que prévu au PADD.

→ **Permettre le maintien des activités agricoles en périphérie**. L'OAP prévoit en ce sens de maintenir les accès agricoles existants c'est pour cela notamment que son périmètre n'est pas contenu aux seules zones Ued. Des outils et recommandations ont été intégrées à l'OAP permettant de préserver les espaces existants. Les constructions devront notamment s'implanter en retrait par rapport aux espaces agricoles et les haies bocagères existantes seront conservées.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de préserver les terres agricoles non impactées par le projet.

→ **Préserver les continuités écologiques, notamment les corridors de trame verte et bleue**. L'OAP prévoit, la création de frange tampon paysagère ainsi que d'un filtre paysager arboré et abusif (de 15 mètres de large minimum), la préservation des haies et espaces boisés existants, qui, en plus de leur rôle paysager, participent aux continuités écologiques. Cela permettra notamment de conserver le corridor de biodiversité identifié à l'échelle de la commune et de la zone notamment autour de la ripisilve.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de maintenir les continuités écologiques et protéger les réservoirs de biodiversité, tel que prévu dans le PADD.

L'OAP permet donc de compléter utilement le règlement sur les thématiques de développement économique, du paysage, de mobilité, de préservation de la biodiversité, etc. en cohérence avec celui-ci.

2.2. OAP SECTORIELLE N°2 : LES BOULANGEONS – ACTIVITES ECONOMIQUES



Le schéma de principe d'aménagement de l'OAP est reporté ci-avant. Se référer au règlement de la zone AUed, à ses justifications, ainsi qu'à l'OAP complète pour l'ensemble des règles et éléments de programmation prévus.

L'OAP permet de :

→ **Renforcer l'offre foncière dédiée et adaptée à l'activité économique sur la commune.** Comme la précédente cette nouvelle zone répond aux objectifs du SCoT du Gapençais en matière de foncier économique. En effet cette dernière était identifiée par l'atlas économique du SCoT comme potentiel mobilisable. C'est réellement le règlement qui vient cadrer la zone, notamment en autorisant et en interdisant certaines destinations et sous-destinations. L'OAP est cohérente avec le règlement.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de développer l'activité économique sur cette nouvelle zone d'activités venant conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune et participer au renforcement de la rive gauche de la Durance, tel qu'inscrit au PADD.

→ **Renforcer la rive gauche de la Durance et s'intégrer en continuité des quartiers existants.** L'OAP vise à faire un lien entre les quartiers existants à vocation résidentielles et cette future zone, en prévoyant notamment le confortement des voies existantes faisant le lien, la création des cheminements doux et le prolongement des réseaux existants.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de faciliter les circulations routières et de développer les modes de déplacement alternatifs tels que prévus au PADD, tout en limitant l'extension des réseaux.

→ **Prendre en compte le contexte paysager du secteur pour faciliter l'intégration des bâtis.** L'OAP a été conçue de manière à favoriser l'intégration paysagère des bâtiments et espaces de stockages en intégrant des mesures (stockage imposé à l'arrière ou côté Est des constructions, création de haies et filtre paysager, etc…) permettant de limiter les nuisances visuelles. L'OAP vient en complément du règlement, qui limite les hauteurs des constructions et exige les toits plats végétalisés afin de préserver au mieux les vues depuis le château de Tallard notamment.

L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de travailler sur la qualité paysagère des nouvelles zones d'activités économiques tel que prévu au PADD.

→ **Permettre une gestion des eaux pluviales et une limitation de l'imperméabilisation des sols**. L'OAP cadre la réalisation de noues paysagères permettant le traitement et l'écoulement des eaux pluviales. Ces espaces ainsi que les espaces de stockage tout ou partie perméable permettent une bonne gestion de l'écoulement des eaux et limitent le phénomène de ruissèlement.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de travailler sur les réseaux et intègre les préoccupations environnementales comme le risque de ruissellement tel que prévu au PADD.

→ **Préserver les continuités écologiques, notamment les corridors de trame verte et bleue**. L'OAP prévoit, la création d'un filtre paysager arboré et abusif (de 150 mètres de large minimum), la préservation des haies existantes et la création de nouvelles haies, qui, en plus de leur rôle paysager, participent aux continuités écologiques. Cela permettra notamment de conserver le corridor de biodiversité identifié à l'échelle de la commune et de la zone notamment autour de la ripisilve.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de maintenir les continuités écologiques et protéger les réservoirs de biodiversité, tel que prévu dans le PADD.

L'OAP permet donc de compléter utilement le règlement sur les thématiques de développement économique, du paysage, de mobilité, de préservation de la biodiversité, de limitation de l'imperméabilisation des sols etc. en cohérence avec celui-ci.

2.3. OAP SECTORIELLE N°3 : LA GARENNE



Le schéma de principe d'aménagement de l'OAP est reporté ci-avant. Se référer au règlement de la zone AUa (L) à ses justifications, ainsi qu'à l'OAP complète pour l'ensemble des règles et éléments de programmation prévus.

L'OAP permet de :

→ **Rechercher une mixité des typologies de logements.** Le projet permet la création de différents types de logements : collectifs, intermédiaires / mitoyens et individuels

puisque le règlement limite la hauteur à 13m au faitage. Cela permet à la fois de prévoir une urbanisation cohérente avec l'existant et d'accueillir différents types de ménages en fonction de leurs ressources et de leurs besoins. La commune souhaite développer sur ce quartier des modes d'habitat partagé, type « habitat inclusif » qui permettront d'offrir à proximité immédiate du centre-ville et dans un quartier mixte des logements adaptés aux personnes handicapées et aux personnes âgées. De plus, l'OAP prévoit également d'intégrer les principes des conceptions bioclimatiques (prise en compte notamment de l'ensoleillement, réseau de chaleur collectif, …).
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de répondre aux objectifs de mixité des formes urbaines et d'intégration des conceptions bioclimatiques du PADD.

→ **Favoriser la mixité sociale et les parcours résidentiels ascendants**. Tout d'abord, la réalisation de différents types de logements (individuels, intermédiaires, collectifs). Ensuite sur ce secteur l'OAP impose la réalisation d'un minimum de 25% de logements sociaux et de logements en accession aidées. L'aménagement du secteur permettra donc de répondre à différents types de ménages aux différents revenus et participera à la croissance démographique de la commune.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de favoriser l'accueil de populations jeunes, par une offre adaptée et diversifiée de logements, tel qu'inscrit au PADD.

→ **Proposer une densité adaptée répondant à la nécessité de lutter contre l'artificialisation des sols**. L'OAP impose la réalisation minimale de 100 logements à l'échelle de la zone soit une densité minimale de 23 logements / ha conformément notamment au PLH. Cette densité, supérieure à la densité minimale imposée par le SCoT, permet de construire plus sur une surface réduite, limitant de fait la consommation d'espaces. De plus, l'OAP intègre des principes permettant de limiter l'imperméabilisation des sols avec des revêtements perméables notamment.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de préserver au mieux les espaces naturels, agricoles et forestiers, tel qu'inscrit au PADD et permet d'assurer la densification des constructions à l'échelle communale de l'ordre 20 logements/ha minimum.

→ **Proposer un schéma de desserte permettant une distribution efficace de la zone.** En ce sens, l'OAP indique les accès et les voies à créer, en cohérence avec les besoins. Ceux-ci sont limités au strict nécessaire afin de réduire l'artificialisation des sols et le ruissellement des eaux (qui sera géré par des systèmes de noues et de bassins paysagers). Les nouvelles voies à créer permettent un bouclage intégral de la zone. Les accès et les réseaux sont également complétés dans l'OAP.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi d'améliorer les réseaux et les circulations routières comme prévu au PADD.

→ **Favoriser les modes actifs et les transports collectifs pour limiter l'impact carbone des mobilités.** Dans ce cadre, l'OAP prévoit la création de cheminements piétons, cyclables, et le lien avec le parc de la Garenne. Le maillage proposé permet de mettre en valeur le parc et de connecter les cheminements doux aux existants, permettant d'inciter les usagers à réduire l'utilisation de la voiture pour leurs déplacements.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de développer les modes de déplacements doux, tel qu'inscrit au PADD.

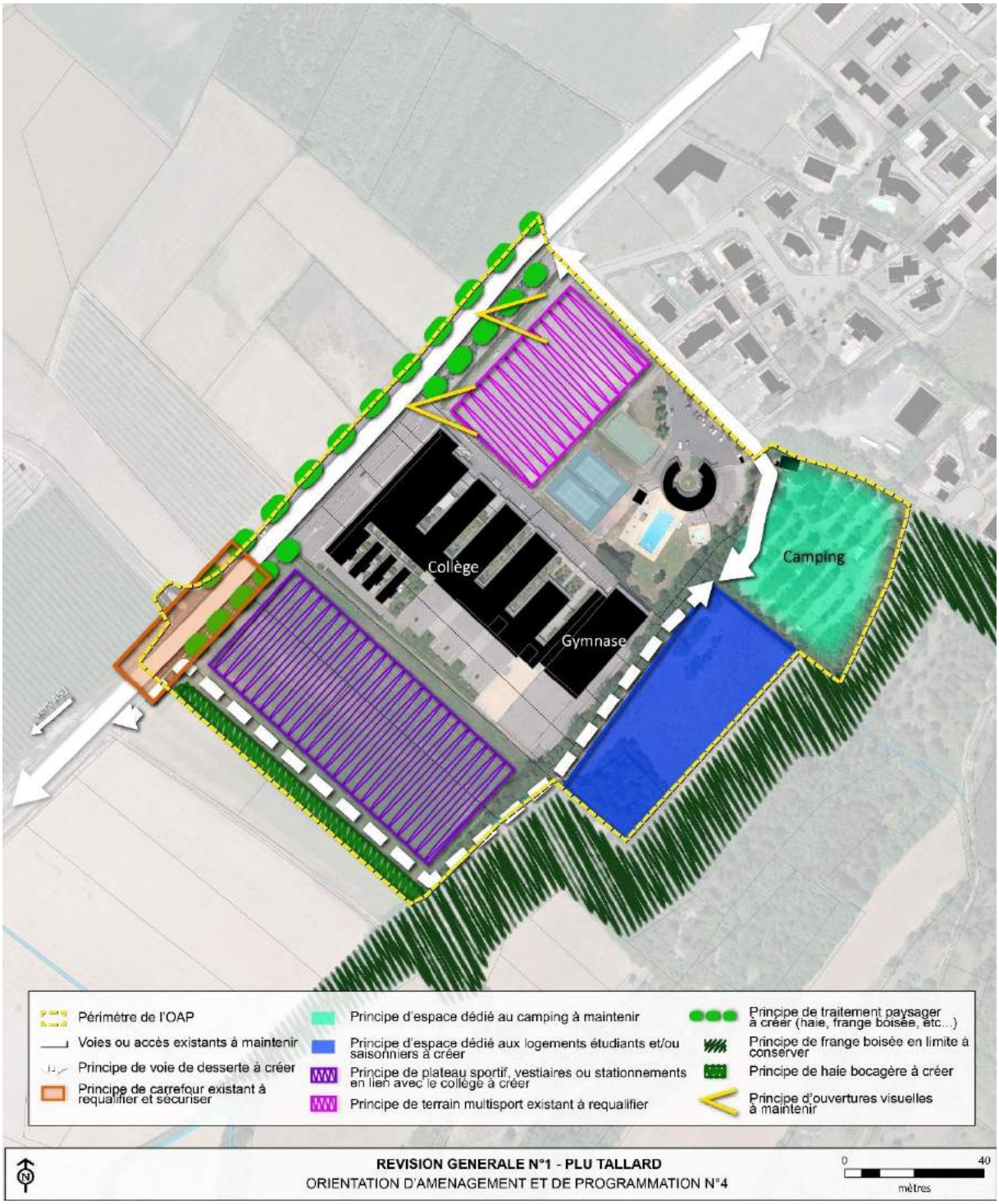
→ **Prendre en compte le contexte paysager du secteur pour faciliter l'intégration des bâtis.** L'OAP a été conçue de manière à favoriser l'intégration paysagère des bâtiments (création de masque paysager) et prendre en compte notamment les principes de vue depuis la Garenne (inscrits dans l'AVAP/SPR). L'OAP vient en complément du règlement, qui limite les hauteurs des constructions et exige les toits plats végétalisés afin de préserver au mieux les vues depuis le parc de la Garenne et les lotissements voisins.

L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de travailler sur la qualité paysagère des nouvelles constructions et assure la traduction de l'AVAP/SPR dans le PLU tel que prévu au PADD.

→ **Assurer un bon traitement des déchets.** Dans ce cadre, l'OAP prévoit la création d'aménagements nécessaire à la collecte des déchets ménagers dimensionnés à la zone.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi d'accompagner le traitement des déchets, tel qu'inscrit au PADD.

L'OAP permet donc de compléter utilement le règlement sur les thématiques de création de logements, mixité des formes urbaines, de mixité sociale, de modération de la consommation d'espaces et lutte contre l'artificialisation de sols, de mobilité, du paysage, etc. en cohérence avec celui-ci.

2.4. OAP SECTORIELLE N°4 : LE COLLEGE



Le schéma de principe d'aménagement de l'OAP est reporté ci-avant. Se référer au règlement des zones Aub (L), Ucamp (L) et Uep (L), ainsi qu'à leurs justifications et à l'OAP complète pour l'ensemble des règles et éléments de programmation prévus.

L'OAP permet de :

→ **Consolider l'offre d'hébergements touristiques**. L'OAP prévoit le maintien du camping existant, dont les droits pour les nouvelles constructions sont cadrés dans le règlement de la zone Ucamp (L).

L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de maintenir l'offre d'hébergement touristique existant tel que prévu dans le PADD.

→ **Intégrer les besoins d'équipements publics**. L'OAP prévoit un espace en extension permettant la création d'un nouveau plateau sportif, des vestiaires ou des stationnements en lien avec le collège. Ce secteur fait l'objet d'un emplacement réservé au bénéfice du département.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de conforter l'offre de stationnement, et de conforter les équipements publics, tels que prévu dans le PADD.

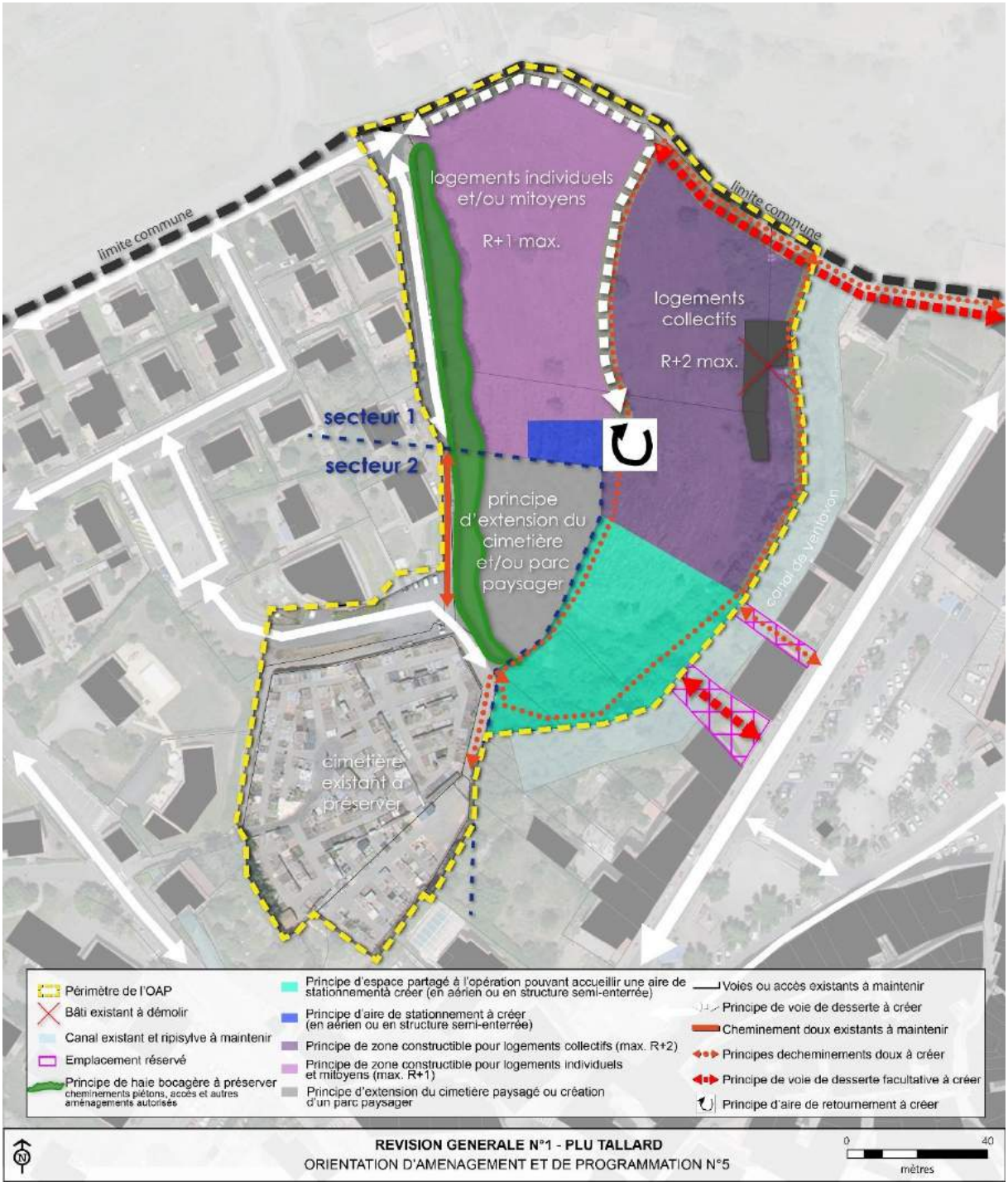
→ **Assurer la desserte cohérente pour les véhicules motorisés**. L'OAP prévoit la création d'une nouvelle voie permettant de desservir la future zone dédiée aux logements étudiants et/ou saisonniers à l'arrière du collège.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi d'améliorer les circulations routières tels qu'inscrits au PADD.

→ **Rechercher une mixité des typologies de logements.** Le projet permet la création de différents types de logements et d'hébergements : logements étudiants et/ou saisonniers. L'OAP impose la réalisation d'un minimum de 50 logements et/ou hébergements permettant de répondre aux besoins de jeunes populations ayant des difficultés à se loger sur la commune au regard notamment des prix du foncier et du type de biens proposé.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de répondre aux objectifs de mixité des formes urbaines et de renforcer l'attractivité touristique de la commune du PADD.

→ **Prendre en compte le contexte paysager du secteur pour faciliter l'intégration des bâtis et travailler sur l'entrée de ville.** L'OAP a été conçue de manière à favoriser l'intégration paysagère des bâtiments et aménagements (principe de frange voisée en limite à conserver, de haie bocagère à créer) tout comme cela avait déjà été réalisé sur le collège. De plus, des principes de requalification et sécurisation du carrefour sont inscrits tout comme le traitement le long de la RD942.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de répondre aux objectifs sur la qualité paysagère des nouvelles constructions et des entrées de ville ainsi que leur sécurisation, du PADD.

L'OAP permet donc de compléter utilement le règlement sur les thématiques de l'habitat, du tourisme, des équipements publics, du paysage, de mobilité, des entrées de ville, etc. en cohérence avec celui-ci.

2.5. OAP SECTORIELLE N°5 : HAUTS DE TALLARD



Le schéma de principe d'aménagement de l'OAP est reporté ci-avant. Se référer au règlement notamment de la zone AUa (L) à ses justifications, ainsi qu'à l'OAP complète pour l'ensemble des règles et éléments de programmation prévus.

L'OAP permet de :

→ **Rechercher une mixité des typologies de logements.** Le projet permet la création de différents types de logements dans le secteur 1 : collectifs sur la partie basse et individuels et/ou sur la partie haute limitant l'impact visuel en limite du lotissement existant. Cela permet à la fois de prévoir une urbanisation cohérente avec l'existant avec une transition progressive de hauteur pour limiter l'impact des

nouvelles constructions vis-à-vis de la zone résidentielle existante. Ces typologies permettront d'accueillir différents types de ménages en fonction de leurs ressources et de leurs besoins. De plus, l'OAP prévoit également d'intégrer les principes des conceptions bioclimatiques (prise en compte notamment de l'ensoleillement).
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de répondre aux objectifs de mixité des formes urbaines, de favoriser l'accueil de populations et d'intégration des conceptions bioclimatiques du PADD.

→ **Proposer un schéma de desserte permettant une distribution efficace de la zone.** En ce sens, l'OAP indique les différentes possibilités de voies à créer, en cohérence avec les besoins. La principale sera celle permettant de desservir les 2 zones de logements et se terminera en aire de retournement puisque le bouclage est conditionné à la réalisation de la seconde voie. Cette dernière ne pourra se réaliser que sous réserve de l'acquisition de l'ER 15 permettant de relier l'Avenue du 11 novembre à la zone. Les accès et les réseaux sont également complétés dans l'OAP.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi d'améliorer les réseaux et les circulations routières comme prévu au PADD.

→ **Proposer une densité adaptée répondant à la nécessité de lutter contre l'artificialisation des sols**. L'OAP impose la réalisation minimale de 40 logements à l'échelle du secteur 1 soit une densité minimale de 30 logements / ha conformément notamment au PLH. Cette densité, supérieure à la densité minimale imposée par le SCoT, permet de construire plus sur une surface réduite, limitant de fait la consommation d'espaces.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de préserver au mieux les espaces naturels, agricoles et forestiers, tel qu'inscrit au PADD et permet d'assurer la densification des constructions à l'échelle communale de l'ordre 20 logements/ha minimum.

→ **Intégrer les besoins d'équipements publics**. L'OAP prévoit un espace en extension du cimetière permettant son extension et/ou l'aménagement d'un parc paysager dans le secteur 2. De plus, un espace partagé pouvant accueillir une aire de stationnement est prévue sur la partie basse de l'OAP.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de conforter l'offre de stationnement, et de conforter les équipements publics et prévoir l'extension du cimetière, tels que prévu dans le PADD.

→ **Prendre en compte le contexte paysager du secteur pour faciliter l'intégration des bâtis.** La hauteur des bâtiments et la limitation des niveaux dans l'OAP vient préserver les vues vers le château. De plus, la haie bocagère existante est à préserver permettant ainsi une bonne intégration des nouvelles constructions vis-à-vis des constructions voisines.

L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de travailler sur la qualité paysagère des nouvelles constructions dans le PLU tel que prévu au PADD.

→ **Favoriser les modes actifs et les transports collectifs pour limiter l'impact carbone des mobilités.** Dans ce cadre, l'OAP prévoit la création de cheminements piétons et/ou cyclables, permettant un maillage complet reliant le centre-village (si l'ER 27 est acquis) et faisant le lien avec les autres quartiers.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi de développer les modes de déplacements doux, tel qu'inscrit au PADD.

→ **Assurer un bon traitement des déchets.** Dans ce cadre, l'OAP prévoit la création d'aménagements nécessaires à la collecte des déchets ménagers dimensionnés à la zone.
L'OAP venant compléter le règlement, permet ainsi d'accompagner le traitement des déchets, tel qu'inscrit au PADD.

L'OAP permet donc de compléter utilement le règlement sur les thématiques de création de logements, mixité des formes urbaines, de mixité sociale, de modération de la consommation d'espaces et lutte contre l'artificialisation de sols, de mobilité, du paysage, etc. en cohérence avec celui-ci.

2.6. OAP THEMATIQUE : LOGEMENTS/DENSIFICATION

L'OAP Logements/densification a été créée afin d'assurer la densité minimale de 20 logements/hectare sur l'ensemble de la commune conformément au SCoT.

Cette densité a été appliquée sur le potentiel mobilisable dans les enveloppes urbaines et en extensions destinées aux logements, supérieurs à 1000m² et ne faisant pas l'objet d'une autorisation d'urbanisme déjà accordée.

L'OAP fixe également des principes de mutualisation d'accès et recommande une opération d'aménagement d'ensemble afin de favoriser des aménagements pertinents et adaptés.

L'OAP permet ainsi de préserver au mieux les espaces naturels, agricoles et forestiers, tel qu'inscrit au PADD, permet d'assurer la densification des constructions à l'échelle communale de l'ordre 20 logements/ha minimum et concours à l'amélioration et la sécurisation de la circulation routière.

2.7. OAP THEMATIQUE : PAYSAGE ET TRAMES VERTES ET BLEUES

L'OAP Paysage et TVB permet de préserver les réservoirs de biodiversité, les continuités écologiques et les coupures vertes identifiés par le SCoT et affinés à l'échelle du territoire communale.

Concernant la trame noire, des prescriptions sur l'éclairage sont également intégrées.

Au niveau du Paysage, l'OAP intègre les espaces identitaires du SCoT à préserver (jardins familiaux et vignes) et cible les zones d'activités afin que ces dernières appliquent un traitement paysager le long de la RN85

L'OAP permet ainsi d'intégrer les préoccupations environnementales dans les projets du territoire, de préserver les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité, de mettre en valeur la qualité paysagère de la commune et de maintenir les espaces agricoles, forestiers et naturels tel qu'inscrit au PADD.

2.8. OAP THEMATIQUE : MOBILITES ET DEPLACEMENTS

La thématique des mobilités et notamment des mobilités douces est un enjeu important. L'OAP mobilités et déplacements a pour principal objectif de développer les mobilités douces qui constituent une alternative à l'usage de la voiture individuelle.
En favorisant le développement des modes doux, l'OAP mobilités permet d'améliorer la sécurité des personnes, de favoriser le lien social, de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (GES), et, à son échelle, de limiter les consommations énergétiques et de participer à la diminution des polluants.

Cette OAP thématique « Mobilités et déplacements », permet également d'intégrer des projets intercommunaux comme la liaison Gap/Tallard qui ont un impact sur l'aménagement des espaces publics de la commune. Elle permet aussi d'anticiper sur certains projets en cours qui devront intégrer les enjeux de la mobilité existants à l'échelle de la commune.
Elle impose que sur les principes de tracés repérés, **les installations, opérations d'aménagement ou de constructions ne devront pas remettre en cause les liaisons envisagées, voire pourront y participer**.

De plus, des gabarits de voies à respecter pour les cheminements doux sont cadrés dans l'OAP.

L'OAP permet ainsi d'intégrer les objectifs d'amélioration des déplacements et l'accessibilité tel qu'inscrit au PADD.

PARTIE 4 : ADEQUATION ENTRE LES SURFACES CONSTRUCTIBLES ET LES OBJECTIFS COMMUNAUX ET COMMUNAUTAIRES

CHAPITRE .1 : RAPPEL DES OBJECTIFS INSCRITS DANS LE PADD

Les objectifs démographiques et de production de logements inscrits au PADD sont, entre autres, les suivants :

- Poursuivre une évolution démographique dynamique, afin de dépasser les 3000 habitants d'ici à 2036 sur la commune ;
- Assurer une production de logements en cohérence avec l'attractivité communale et le maintien de la population actuelle ;
- Lutter contre les logements vacants en proposant une offre de logements dans le centre-ville ;
- Diversifier les typologies de logements et d'hébergements afin de poursuivre la dynamique de parcours résidentiels à travers une offre adaptée, favorisant la mixité : logements locatifs, logements à loyers maîtrisés, petits logements, hébergements étudiants, hébergements séniors…
- Susciter et maîtriser la mutation des terrains constructibles faisant l'objet d'une rétention foncière.

Les objectifs en matière de renforcement des activités économiques inscrits au PADD sont, entre autres, les suivants :

- Affirmer la vocation commerciale du centre-bourg en cadrant le développement des commerces à 1500 m² de surface de vente autorisée ;
- Développer une zone d'activité économique sur le quartier des Boulangeons - (activités tertiaires, activités de services, filière végétale) ;
- Consolider l'aérodrome et ses activités économiques liées ;

Les objectifs en matière de renforcement des équipements publics inscrits au PADD sont, entre autres, les suivants :

- Prévoir l'extension du cimetière communal et des établissements socio-médicaux et paramédicaux ;
- Maintenir et développer si possible, les équipements sportifs autour du collège ;
- Permettre la création de nouveaux locaux pour le centre technique communal en dehors de l'enveloppe urbaine, limitant les nuisances avec les zones habitées.

Les objectifs en matière de modération de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers et de lutte contre l'étalement urbain inscrits au PADD sont, entre autres, les suivants :

- Limiter la consommation d'espaces naturel agricole et forestier dans le respect des gisements fonciers alloués par le SCoT à :
  - 14 ha pour les besoins en logements ;
  - 8 ha pour les besoins en activités économiques ;
  - 1 ha pour des hébergements étudiants ;
  - 2 ha pour l'extension des établissements socio-médicaux et paramédicaux ;
  - 4 ha pour les équipements d'intérêt collectifs et de service public.
- S'assurer d'une densification des constructions à l'échelle communale de l'ordre de 20 logements / hectare minimum avec des sites d'intensifications prioritaires : La Garenne, les Hauts de Tallard et les fonciers importants au sein de l'enveloppe urbaine.

CHAPITRE .2 : ESTIMATION DU POTENTIEL MOBILISE DANS LE PLU ET MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS

1. ESTIMATION DU POTENTIEL MOBILISABLE A L'HORIZON DU PLU

1.1. DANS LE TISSU URBAIN

Pour rappel, les disponibilités foncières au sein des parties actualisées de la commune ont été estimées à 13 ha : 6,9 ha en « Dents Creuses », 5,3 ha en « BIMBY » et 0,8 ha en renouvellement urbain (cf. Partie 2 – Chapitre 2- 5. Analyse de la consommation d'espaces et du potentiel de densification).

Le tableau ci-après permet d'apprécier les superficies destinées à de l'équipement public (hors emplacements réservés) à de l'activité économique ou à accueillir une urbanisation principalement résidentielle, au sein des parties actuellement urbanisées.

	Vocation de la zone	Surface totale (ha)
Parties urbanisées	Zone destinée à accueillir une urbanisation principalement résidentielle	12,1
	Zone destinée à accueillir exclusivement des activités économiques	0,8
	Zone destinée à accueillir des équipements médicaux-socio	0,15
TOTAL		**13**

1.2. EN EXTENSION

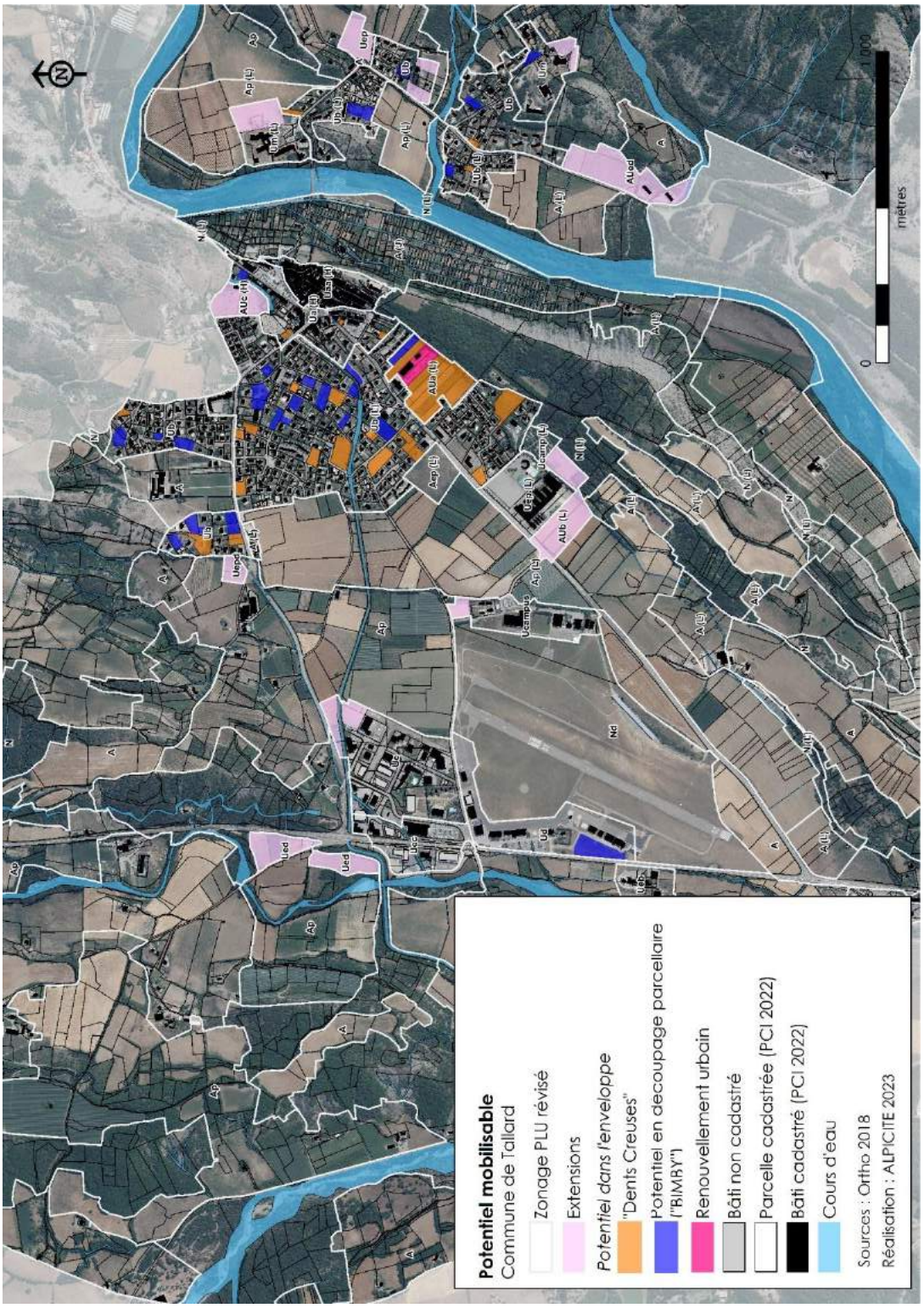
Plusieurs extensions ont été définies sur la commune et représentent une superficie totale de **16 ha** (extensions définies par rapport à la partie actuellement urbanisée (à noter que certaines de ces extensions sont déjà constructibles dans le PLU actuellement opposable).

Les principales extensions définies sont :

- Les Hauts de Tallard comprenant une partie logements et une partie équipement public ;
- Les nouvelles zones d'activités du Petit Collet et des Boulangeons ;
- L'extension de la zone d'activités économiques de l'aéropôle et de l'arérocarpus ;
- L'extension côté collège (équipement public et logements étudiants et/ou saisonniers) ;
- La création du centre technique communale aux Lauzes.

	Vocation de la zone	Surface totale (ha)
Extensions	Zone destinée à accueillir une urbanisation principalement résidentielle	2
	Zone destinée à accueillir exclusivement des activités économiques	7,4

	Zone destinée à accueillir des équipements publics	3,9
	Zone destinée à accueillir des équipements médicaux-socio	1,8
	Zone destinée à accueillir des logements étudiants et/ou saisonnier	0,9
	Zone mixte hébergements/logements étudiants/équipements d'intérêt collectif	0,4
TOTAL		**16,4**



Localisation du potentiel mobilisable

1.3. MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS PREVUE AU PLU

Pour rappel, le diagnostic estime la consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers sur les 10 dernières années à 18 ha.

Le projet d'élaboration de PLU est « dimensionné » pour une période de 13 ans. Le PADD prévoit de limiter la consommation d'espace à environ 29 ha sur cette période.

Le potentiel constructible inscrit en zone urbaine ou à urbaniser et en extension des parties urbanisées est estimé à 29,4 ha (28,6 réellement consommés puisque 0,8ha sont en renouvellement urbain) répartis comme suit :

	Logements	Economique	Equipements publics	Logements saisonniers et/ou étudiants	Etablissements-médico-sociaux	TOTAL
Dents Creuses	6,9					6,9
BIMBY	4,3	0,8			0,2	5,3
Extensions	2	7,4	3,9	0,9	1,8	16,4
Renouvellement	0,8					0,8
TOTAL	14	8,2	4,1	1,1	2	**29,4**

A noter que le projet d'extension de la zone Ucampus a été comptabilisé à part égale en équipements publics et en logements saisonniers et/ou étudiants (0,4 en totalité).

Le projet d'élaboration de PLU ne permet donc pas de modérer la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers sur les 13 prochaines années par rapport à la consommation d'espace observée sur les 10 dernières années. Il permet toutefois d'assurer une densité de 25 logements / ha à l'échelle de la commune et donc d'assurer une densité plus élevée sur le territoire.

Le PLU permet de modérer cette consommation au regard du PLU en vigueur comme il sera plus approfondi dans le Chapitre 4 de la présente partie et par la mise en œuvre d'une densité minimale plus élevée.

Au regard du type d'espaces consommés l'analyse suivante est proposée.

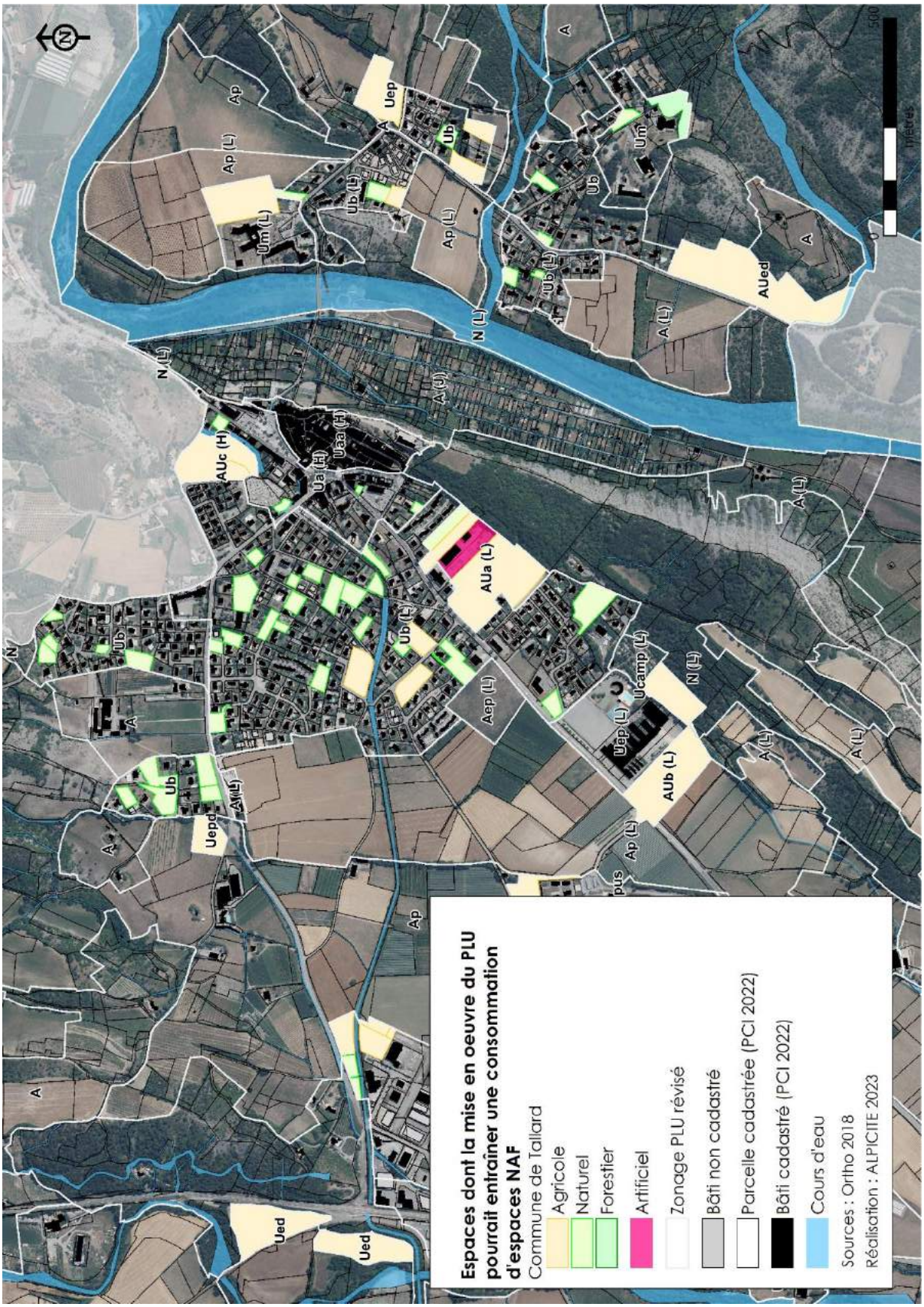
Afin d'appréhender le plus finement possible l'analyse des surfaces constructibles engendrée par le PLU, il est important de préciser la définition de chaque terme :

- Espaces agricoles et assimilés : ont été classés en espaces agricoles les secteurs ayant aujourd'hui une fonction agricole reconnue (terres inscrites au recensement parcellaire graphique ou non inscrites, mais manifestement utilisées à des fins agricoles), ou pouvant être facilement remis en culture ;
- Espaces naturels et assimilés : ce sont des espaces non utilisés par l'agriculture. Certains jardins sur lesquels il est possible de densifier entrent notamment dans cette catégorie, à partir du moment où les sols sont non artificialisés. Les espaces naturels sont également impactés par le, PLU, que ce soit à l'intérieur des parties actuellement urbanisées ou en extension.
- Espaces forestiers : ce sont des espaces classés comme tels dans le diagnostic. Le PLU ne prévoit pas de consommation d'espace forestier au regard de cette définition.
- Espaces artificialisés : il s'agit d'espaces qui sont, soit fortement artificialisés, soit qui ont perdu, leur caractère naturel du fait d'importants mouvements de terrain (talus…)

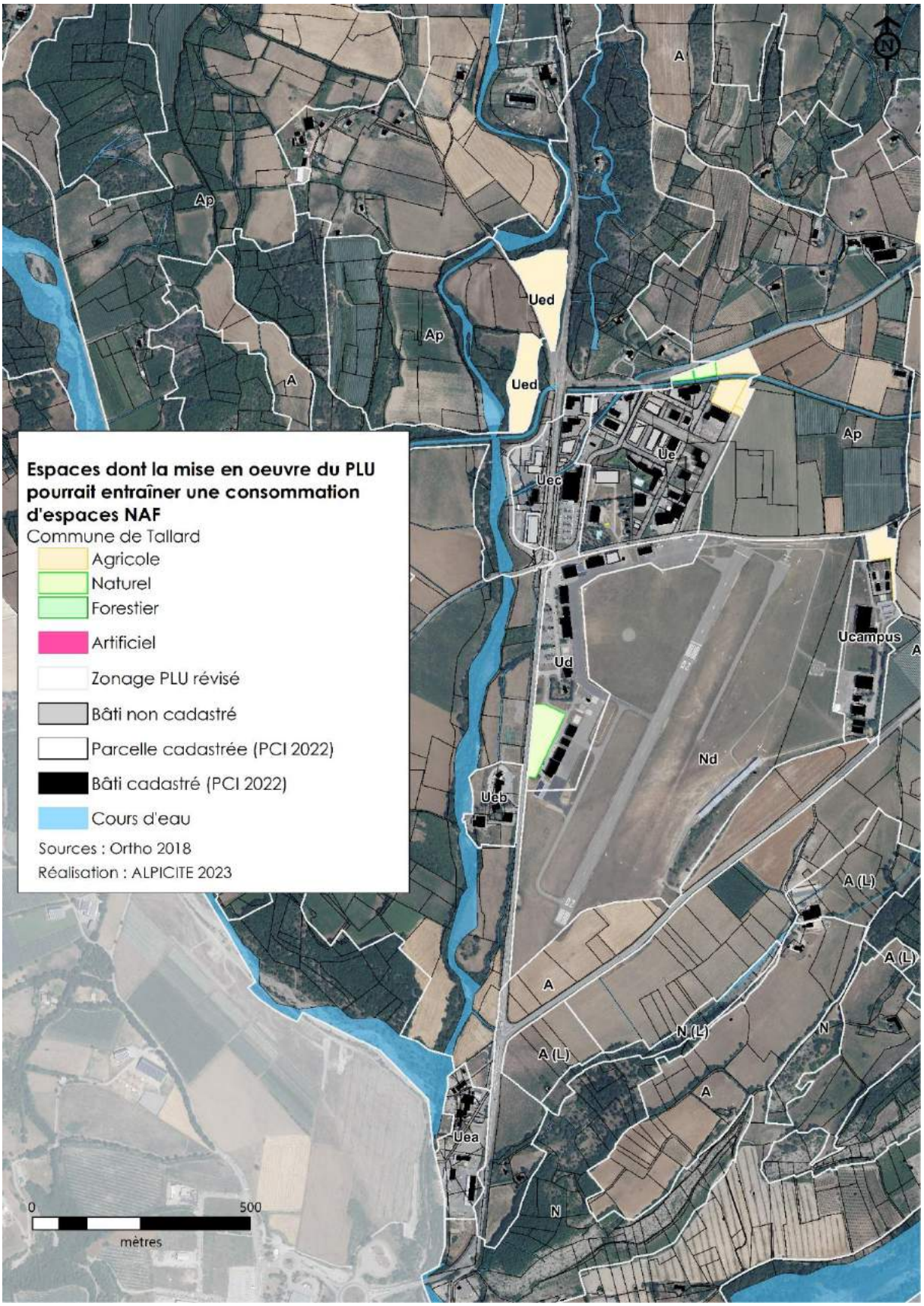
Les surfaces constructibles par typologie ENAF et par zone sont ainsi les suivantes :

Zones PLU	Espaces agricoles et assimilés (ha)	Espaces naturels et assimilés (ha)	Espaces forestiers (ha)	Espaces artificialisés (ha)	TOTAL (ha)
Ua (H)		0,2			0,2
Ub		2,1			2,1
Ub (L)	2	4,1			6,1
Ucampus	0,4				0,4
Ud		0,8			0,8
Ue	0,9	0,2			1,1
Ued	2,7				2,7
Uep	1,1				1,1
Uepd	0,5				0,5
Um		0,1	0,5		0,6
Um (L)		1,3			1,3
AUa (L)	3,1	0,4		0,8	4,3
AUb (L)	3				3
AUc (H)	1,6				1,6
AUed	3,6				3,6
TOTAL (ha)	**18,9**	**9,2**	**0,5**	**0,8**	**29,4**

Ce tableau est traduit graphiquement dans les cartographies suivantes :



Consommation d'espaces NAF – partie Est



Consommation d'espaces NAF – partie Ouest

2. REPARTITION DU POTENTIEL MOBILISABLE PAR ZONE

Le PLU présente environ **29,4 ha de potentiel mobilisable**, à la fois dans le tissu urbain et en extension, et toutes activités confondues. Le potentiel mobilisable est réparti dans différents secteurs de zones urbaines ou à urbaniser :

Type de zone	Zones	Superficie (ha)	Potentiel mobilisable (ha)
Zones urbaines (U)	Ua (H)	7,01	
	Uaa (H)	3,95	0,23
	Ub	18,75	2,14
	Ub (L)	46,16	6,05
	Ucamp (L)	0,91	
	Ucampus	4,64	0,42
	Ud	7,83	0,79
	Ue	11,89	1,14
	Uea	3,01	
	Ueb	2,05	
	Uec	4,99	
	Ued	2,68	2,68
	Uep	1,20	1,07
	Uep (L)	4,57	
	Uepd	0,54	0,54
	Um	4,24	0,65
	Um (L)	3,89	1,34
TOTAL U		**128,30**	**17**
Zones A Urbaniser (AU)	AUa (L)	4,27	4,27
	AUb (L)	3,00	3
	AUc (H)	1,58	1,58
	AUed	3,55	3,55
TOTAL AU		**12,41**	**29,4**
Zones agricoles (A)	A	310,78	
	A (J)	23,33	
	A (L)	35,17	
	Aep (L)	1,85	
	Ap	263,92	
	Ap (L)	64,20	
TOTAL A		**699,25**	
Zones naturelles (N)	N	506,86	
	N (L)	67,11	
	Nd	43,25	
TOTAL N		**617,22**	
TOTAL COMMUNE		**1457,18**	**29,4**

Répartition du potentiel mobilisable par zone

CHAPITRE .3 : ADEQUATION ENTRE LES OBJECTIFS D'ACCUEIL DE POPULATION ET LE POTENTIEL CONSTRUCTIBLE DESTINE A LA PRODUCTION DE LOGEMENTS

1. OBJECTIFS D'ACCUEIL DE POPULATION

La commune de Tallard connaît depuis plus de 40 ans une **croissance démographique. Sur les 20 dernières années, cette dynamique s'est encore accentuée** avec des augmentations fortes notamment entre 1999 et 2010.

Sur les trois dernières périodes de croissance connues (2010/2013 – 2013/2015 – 2015/2019) on observe des croissances annuelles moyennes de 0,86%, 2,68% et 1,52%. En appliquant une croissance de 1,7% correspondant à la moyenne de ces trois dernières périodes de croissances connues, la commune atteindrait **en 2023, 2444 habitants**.

En appliquant cette même croissance de 1,7 % à horizon 2036, la commune atteindrait les 3043 habitants soit un **accueil de 600 habitants supplémentaires sur les 13 prochaines années**, soit 46 habitants par an. Cela représente une vingtaine de familles en moyenne.

2. PERSPECTIVES DE PRODUCTION DE LOGEMENTS

2.1. BESOIN GLOBAL DE RESIDENCES PRINCIPALES

Pour estimer les besoins de résidences principales, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Le nombre de personnes par ménage dans l'existant diminuerait autour de 2 (environ 2,1 en 2019) en continuité des tendances 10/20 ans et en cohérence avec le vieillissement en cours de la population (soit un besoin d'environ 28 logements pour maintenir la même population) ;
- En comptant 2 personnes par ménages, pour accueillir les 600 habitants supplémentaires, la commune aura besoin de 300 logements supplémentaires ;
- On observe en 2019 un nombre important de logements vacants sur Tallard (158) qui représente près de 13% du parc total de logements. Pour diminuer la vacance des logements en centre-ville, les élus ont acté le lancement d'une étude pré-opérationnelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH). La commune souhaite mener une politique de réhabilitation de ces logements de l'ordre de 3 à 4 logements/an pendant 13 ans. Ainsi environ 46 logements pourraient être réhabilités ;

Ces phénomènes cumulés permettent d'établir que la commune aura besoin de produire environ **280 nouveaux logements à horizon 2036** afin de maintenir sa population actuelle et accueillir de nouveaux ménages (28+300-46).

2.2. ESTIMATION DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS ET DES SUPERFICIES DEDIEES AU LOGEMENT

Pour créer ces 280 nouveaux logements, la stratégie de la commune consiste à **proposer des terrains constructibles à destination d'habitation** dans le centre-village même et tout proche sur des secteurs stratégiques bénéficiant des équipements, réseaux, transports etc.. à proximité.

D'une façon générale, les hypothèses suivantes sont retenues pour permettre la réalisation des logements sur les fonciers générant de la consommation d'espace :

Type	**Surface (ha)**		**Nombre de logements ou hébergements minimum**		**Densité (logements/ha)**	
	Brute	Nette (-20%)	Brut	Net (-20% sur le tènement de + de 1800 m²)	Brute	Nette
Dents Creuses destinées aux logements – dans l'enveloppe (hors projet sur la Garenne)	3,8	3,04	73	62	19	20
« BIMBY » destinés aux logements – dans l'enveloppe et en extensions (hors projet sur la Garenne)	4,6	3,68	87	76	19	21
La Garenne (dont 0.8 ha en renouvellement urbain)	4,27	3,42	120	100	28	29
Extensions pour du logement (Hauts de Tallard)	1,38	1,1	48	40	35	36
Sous total / Moyenne	*14,05*[3]	*11,24*	*328*	*278*	*23*	*25*

Soit un potentiel d'environ 280 logements sur ces terrains représentant environ 14 ha brut dont 0,8 ont été identifiés en renouvellement urbain et ne compte pas comme nouvelle consommation d'espaces.

En sus, il est estimé au regard de la politique de lutte contre les logements vacants entamée par la commune, que **46 logements pourront être créés dans l'existant**, **sans consommation d'espaces** (réhabilitation, changement de destination, découpage d'un logement en plusieurs appartements …).

<u>La production totale de logements sur le territoire sera donc d'environ 325 logements, sur environ 14 ha.</u>

[3] Dont 0,8 ha en renouvellement urbain.

CHAPITRE .4 : COMPARAISON ENTRE LE PLU EN VIGUEUR ET LE PLU REVISE

Cette analyse permet de comparer le projet de PLU, avec le document actuellement opposable, concernant le tracé de chaque type de zone, et les évolutions par grand type de zone (U, AU, A et N).

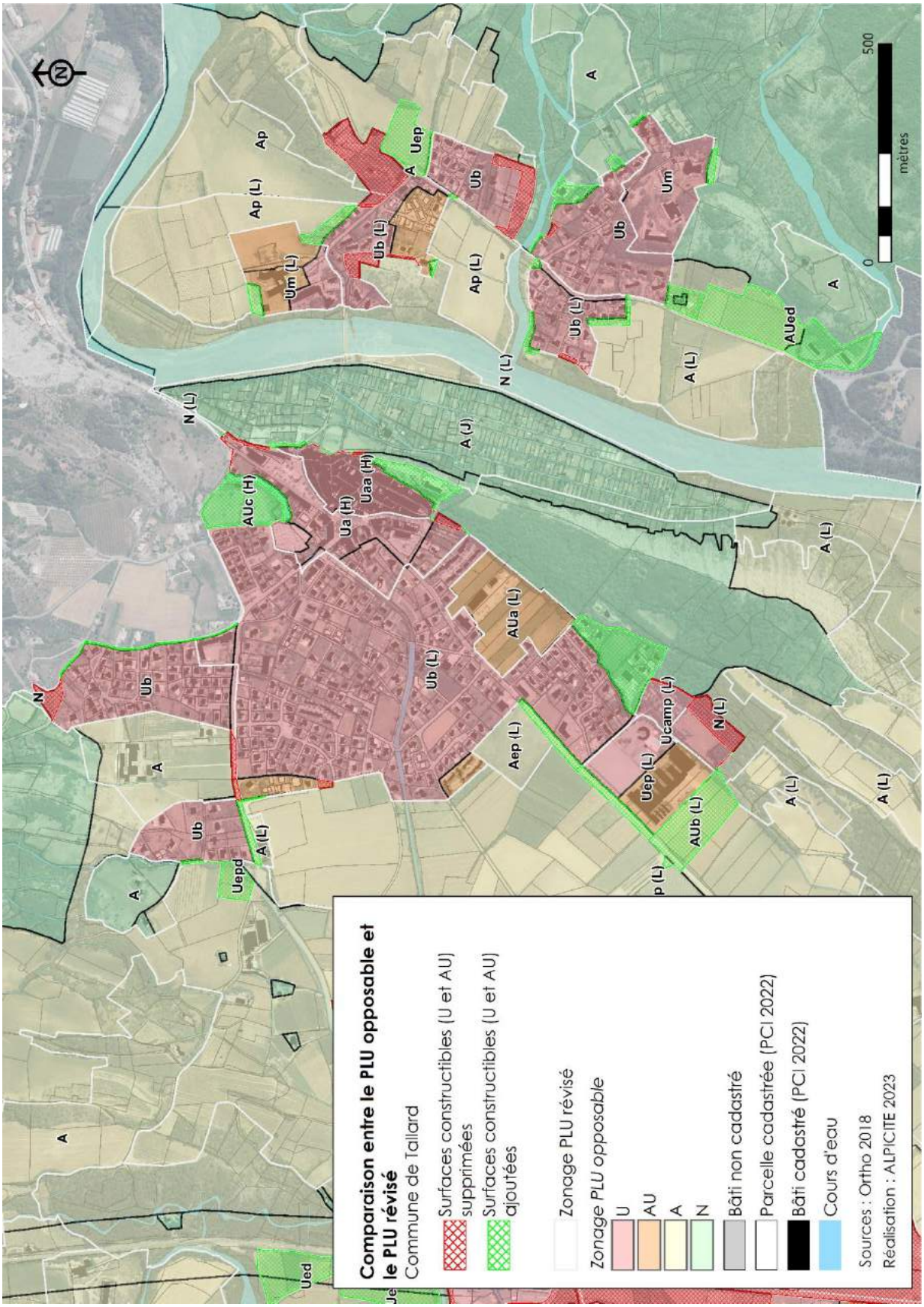
En termes de comparaison de projet, cette analyse trouve sa limite dans le fait que le SCoT impose certains projets au PLU en matière de compatibilité et donc que les choix de modération par exemple n'était pas totalement ouverts pour la commune.

Enfin, il est important de préciser que les tableaux et cartographies ci-dessous comparent la surface des zones et non le potentiel mobilisable à l'intérieur de ces zones.

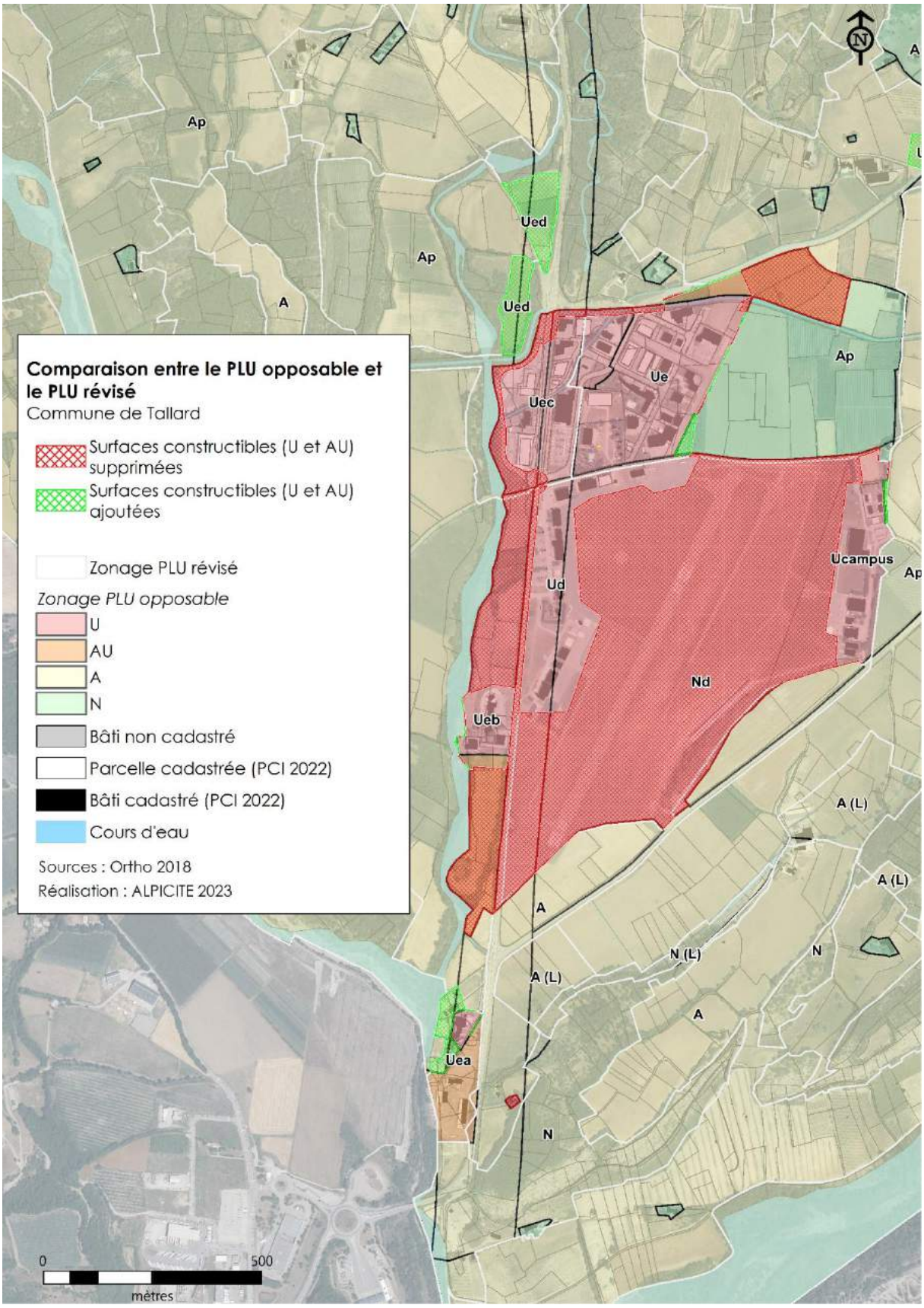
Zone	Surfaces en ha		
	Surfaces du PLU en vigueur (ha)	Surfaces du PLU révisé (ha)	Ecart (ha)
U	162	128,3	- 33,7
AU	20,6	12,4	- 8,2
A	900,7	699,3	- 201,4
N	373,9	617,2	+ 243,3
TOTAL	1457,2	1457,2	0

D'après cette analyse chiffrée brute, le PLU révisé compte environ 42 ha de zones U et AU de moins que le PLU actuellement opposable.

La carte suivante de spatialiser les évolutions du zonage.



Comparaison entre le PLU opposable et le PLU révisé - partie Est



Comparaison entre le PLU opposable et le PLU révisé - partie Ouest

On constate que le projet de PLU réduit considérablement les zones U / AU par rapport au PLU en vigueur :

- Plus de 42 ha de zones U ou AU du PLU en vigueur ont été classées en zone A ou N dans le projet de PLU révisé. Cela est dû principalement au reclassement de la piste de l'aérodrome en zone Nd et à la requalification de nombreuses zones AU le long du Rousine inconstructibles dû aux risques torrentiels notamment ;
- Sur Rioupierroux et Serre-Lapin, il s'agit principalement d'ajustement de limite conformément à la PAU qui a été redéfinie (à l'exception de la zone économique AUed) ;
- On observe également que les extensions par rapport au PLU actuellement opposables sont dues à la création des zones économiques (Ued, AUd), à celles pour le nouveau centre technique municipal (Uepd), le collège (AUb (L)), à l'extension de la Chrysalide et aux Hauts de Tallard (AUc (Hl). Les autres extensions classées ainsi par rapport à la PAU, étaient déjà constructibles dans le PLU actuellement opposable (Ncampus, Ue au Nord de l'aérodrome, Um (L) établissement la Durance, Ub Sud des Boulangeons, AUb(L) à l'arrière du collège). Ces zones représentent 4,4 ha. **Environ 27% des extensions par rapport à la PAU étaient ainsi déjà constructibles au PLU actuellement opposable ;**
- Enfin, il a été fait le choix d'intégrer en zone U dans le PLU révisé, le château ainsi que le lotissement du Chêne, puisque ces derniers sont inclus dans la PAU ;
- Les autres différences sont dues à des ajustements de zonage (inclusion ou de routes, zonage suivant le parcellaire ou non, etc…)

Ainsi, le projet de PLU propose un potentiel constructible inférieur à celui du PLU en vigueur et adapté au contexte actuel.

CHAPITRE .5 : ETUDE DEROGATOIRE A LA LOI BARNIER AMENDEMENT DUPONT AU TITRE DU L111-8 DU CODE DE L'URBANISME

La commune de Tallard est traversée par la **N85**, **classée route à grande circulation** depuis le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié par Décret n°2010-578 du 31 mai 2010. **Elle est donc concernée par la loi Barnier** (loi n° 95.101) du 2 février 1995 **et par l'amendement Dupont** (Articles L111-6 et suivants du Code de l'Urbanisme).

La loi Barnier est une loi relative au renforcement de la protection de l'environnement et l'amendement Dupont est une mesure qui vise à mieux maîtriser le développement urbain le long des voies les plus importantes, afin d'éviter une multiplication anarchique de bâtiments sans qualité.

L'article L 111-6 stipule que :

*« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes expresses et des déviations au sens du code de la voirie routière et de **soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation**.*

Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19. »

L'article L 111-7 stipule que :

« L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :

1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;

2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;

3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;

4° Aux réseaux d'intérêt public ;

5° Aux infrastructures de production d'énergie solaire lorsqu'elles sont installées sur des parcelles déclassées par suite d'un changement de tracé des voies du domaine public routier ou de l'ouverture d'une voie nouvelle ou sur les aires de repos, les aires de service et les aires de stationnement situées sur le réseau routier.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes. »

L'article L 111-8 stipule que :

*« **Le plan local d'urbanisme**, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, **peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6** lorsqu'il comporte **une étude justifiant**, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec **la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages**. »*

Un secteur est ainsi concerné par la loi Barnier : il s'agit du secteur du **Petit Collet qui sera classé en zone Ued**. L'étude spécifie est annexée au présent rapport de présentation.

PARTIE 5 : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

CHAPITRE .1 : RESUME NON TECHNIQUE

1. INTRODUCTION

L'introduction est composée de deux chapitres :

1.1. LE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU), NOUVEL OUTIL DE PLANIFICATION URBAINE

Ce chapitre **présente les plans locaux d'urbanisme**, avec une chronologie des lois ayant permis la création puis l'évolution de ces documents à portée réglementaire, les objectifs poursuivis à travers la mise en œuvre de PLU et la procédure d'évaluation environnementale qui est obligatoire pour le PLU de Tallard.

Ce chapitre présente enfin le **contenu du PLU**, codifié par le code de l'urbanisme, en reprenant les articles de ce dernier.

1.2. RAPPEL SUR LA PROCEDURE

Ce chapitre a pour but de présenter les **objectifs poursuivis par la commune à travers la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU)** et la **procédure à suivre lors la révision générale d'un PLU**.

La commune de Tallard est **actuellement couverte par un PLU approuvé le 17 janvier 2005**, lequel a fait depuis l'objet de plusieurs modifications. **Le 6 juin 2019, le conseil municipal a lancé la procédure de révision générale du PLU.**

2. PARTIE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

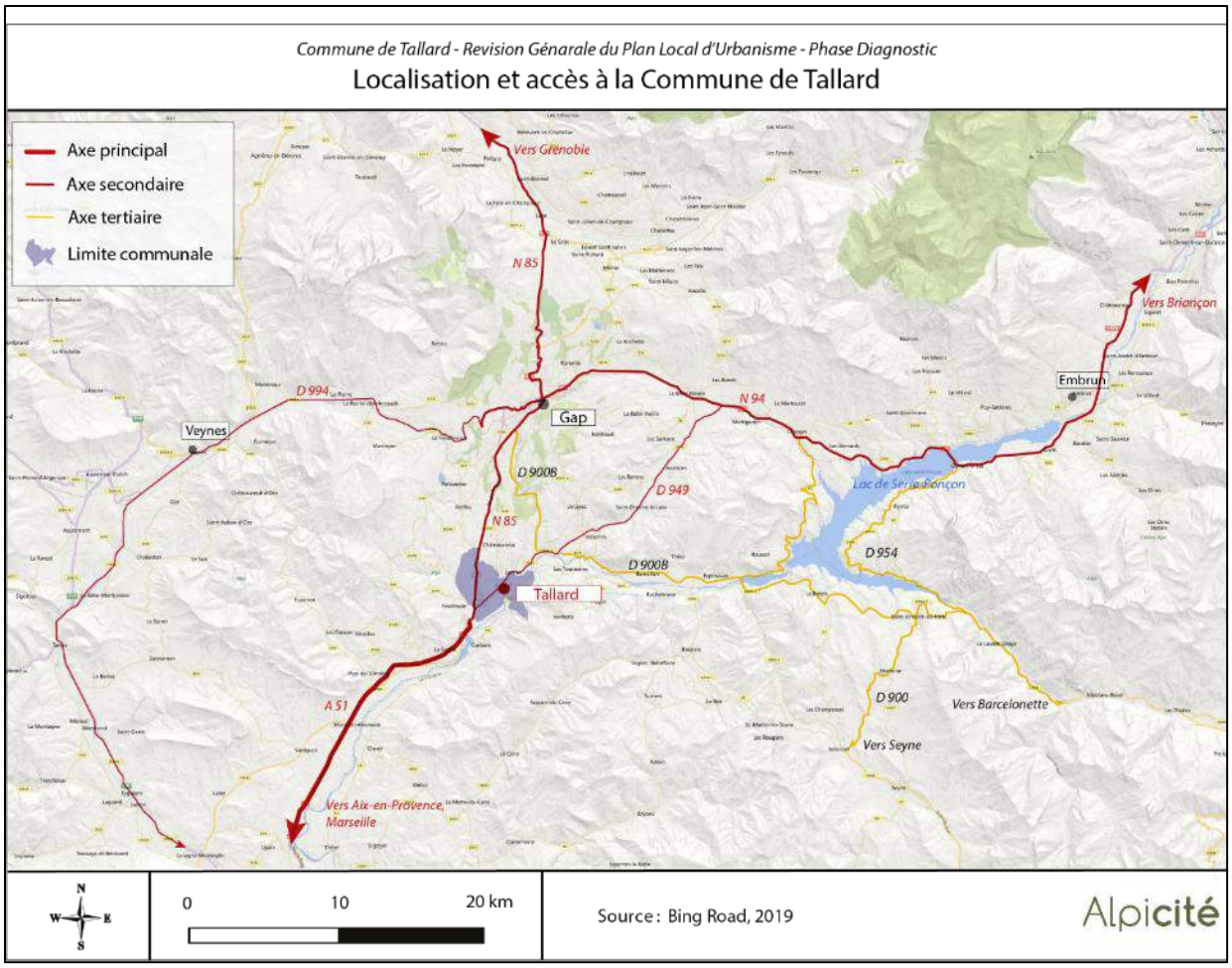
2.1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE, ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE

La commune de Tallard est située dans le **département des Hautes-Alpes**, à la frontière du département des Alpes-de-Haute-Provence, dans la **région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA)**. Elle appartient également à la **communauté d'agglomération Gap, Tallard, Durance (CAGTD)**, au **Pays Gapençais (PETR)**, et fait partie de **nombreux syndicats intercommunaux**.

Elle bénéficie d'une **position stratégique** à la confluence des axes routiers principaux du département : la Route Nationale 85 permettant de rejoindre Grenoble depuis l'autoroute A51 et la Route Départementale 942 permettant d'accéder à vallée de l'Ubaye (Barcelonnette) et la Haute-Durance (Briançon).

Le territoire communal s'étend sur une **superficie totale de 1502 hectares** de part et d'autre des rives de la Durance.

La commune **bénéficie de l'influence de** Gap, Préfecture du département, située à 15km au nord. Cette position dans la zone périurbaine de Gap, lui a permis de disposer d'une expansion démographique importante depuis une trentaine d'années liée aux flux pendulaires. Toutefois, la commune a su conserver un caractère agricole et naturel important.



Localisation de Tallard et accès

Concernant les documents supra-communaux, la commune est couverte par **le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'aire gapençaise**, approuvé le 13 décembre 2013 et exécutoire depuis le 21 février 2014, et par le **Programme Local de l'Habitat (PLH)** sur la période 2022-2027 adopté le 8 décembre 2022. Le PLU de Tallard doit être **compatible** avec ces deux documents.

La commune est également couverte par le **Plan Climat Air Energie territorial (PCAET) de la CAGTD** adopté le 30 juin 2022, que le PLU de Tallard doit **prendre en compte**.

En outre, différents documents suivants ont été élaborés postérieurement au SCoT de l'aire gapençaise et n'ont donc pas été traités par le SCoT. Il s'agit des documents suivants :

- Le **schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux** (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 – principe de **compatibilité** avec les règles générales du fascicule et de prise en compte des objectifs ;

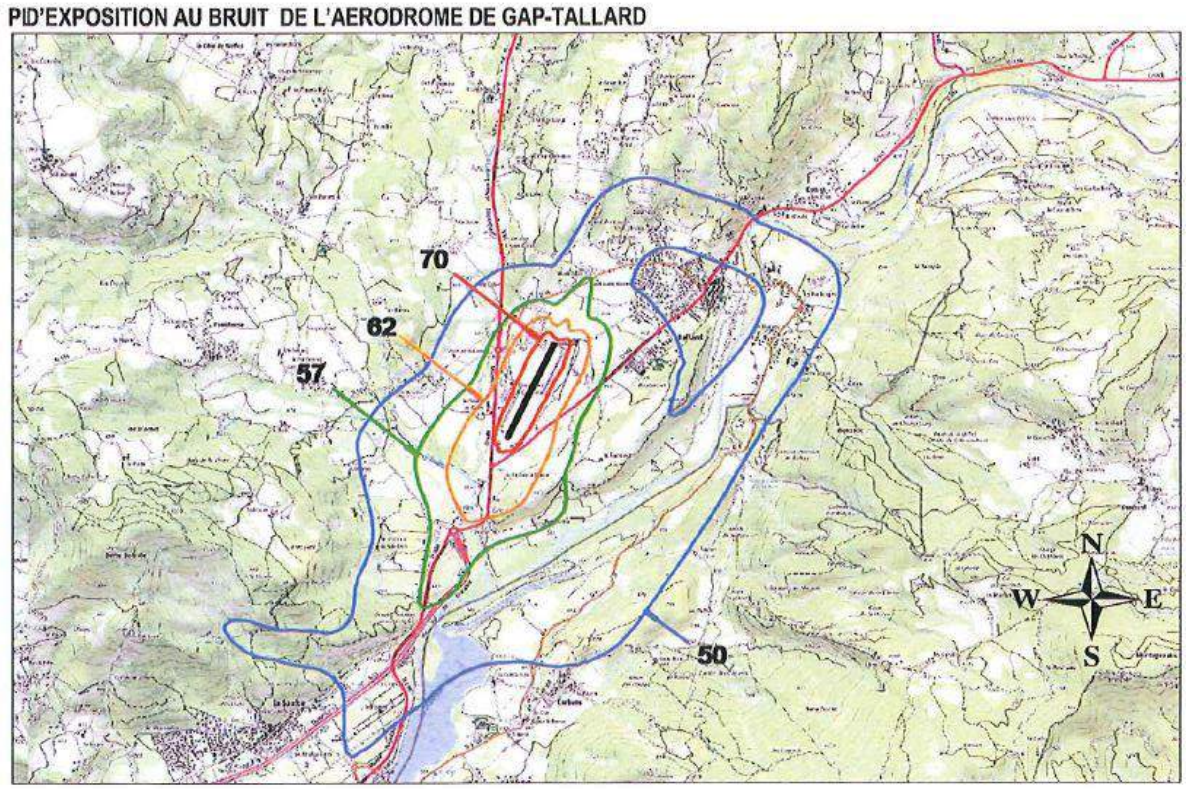
- Le **plan de gestion des risques d'inondation** (PRGI) Rhône-Méditerranée – principe de **compatibilité** ;

- Le **schéma régional de cohérence écologique** (approbation en novembre 2014) – principe de **prise en compte**.

Au niveau de la réglementation nationale, la commune de Tallard est située en zone de montagne et est donc **soumise à la loi « montagne » n°85-30 du 9 janvier 1985 modernisée par la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016.**

De plus, la RN85 étant classée route à grande circulation, la **commune est concernée par la loi Barnier**, ce qui engendre une limitation des possibilités de constructions dans une bande de 75 m de part et d'autre de son axe en dehors des espaces urbanisés. Une étude dérogatoire à l'inconstructibilité aux abords de la RN85 a été réalisée et est annexée au présent rapport.

En outre, depuis le 27 mars 2017, la commune de Tallard dispose d'un **Plan d'Exposition au Bruit**, outil de maîtrise de l'urbanisme autour des aérodromes. Les aérodromes devant être dotés d'un Plan d'Exposition au Bruit (PEB) sont ceux classés en catégorie A, B, C définies par le code de l'aviation civile. **L'aérodrome de Gap-Tallard, aérodrome de catégorie C, est donc soumis à PEB**.



Zonage du Plan d'Exposition au Bruit - Source : PEB Aérodrome de Gap Tallard

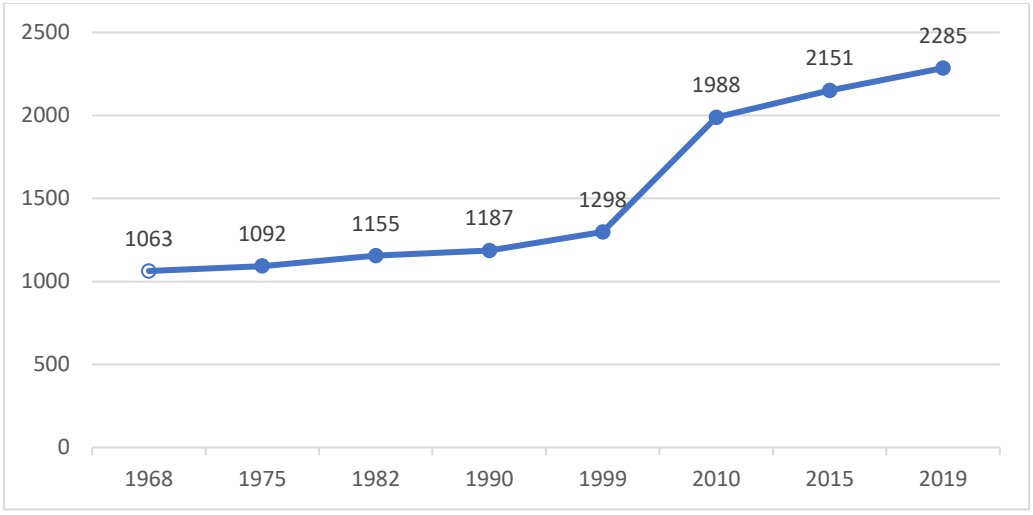
Enfin, plusieurs servitudes d'utilité publique (SUP) s'appliquent sur le territoire de Tallard. On compte 8 catégories de SUP sur la commune. Ces SUP sont annexées au PLU (liste des SUP, carte des SUP, et informations relatives à chacune des SUP).



Carte des SUP annexée au PLU de Tallard

2.2. DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE ET IMMOBILIERE

Concernant la démographie, la commune compte **2285 habitants en 2019**.



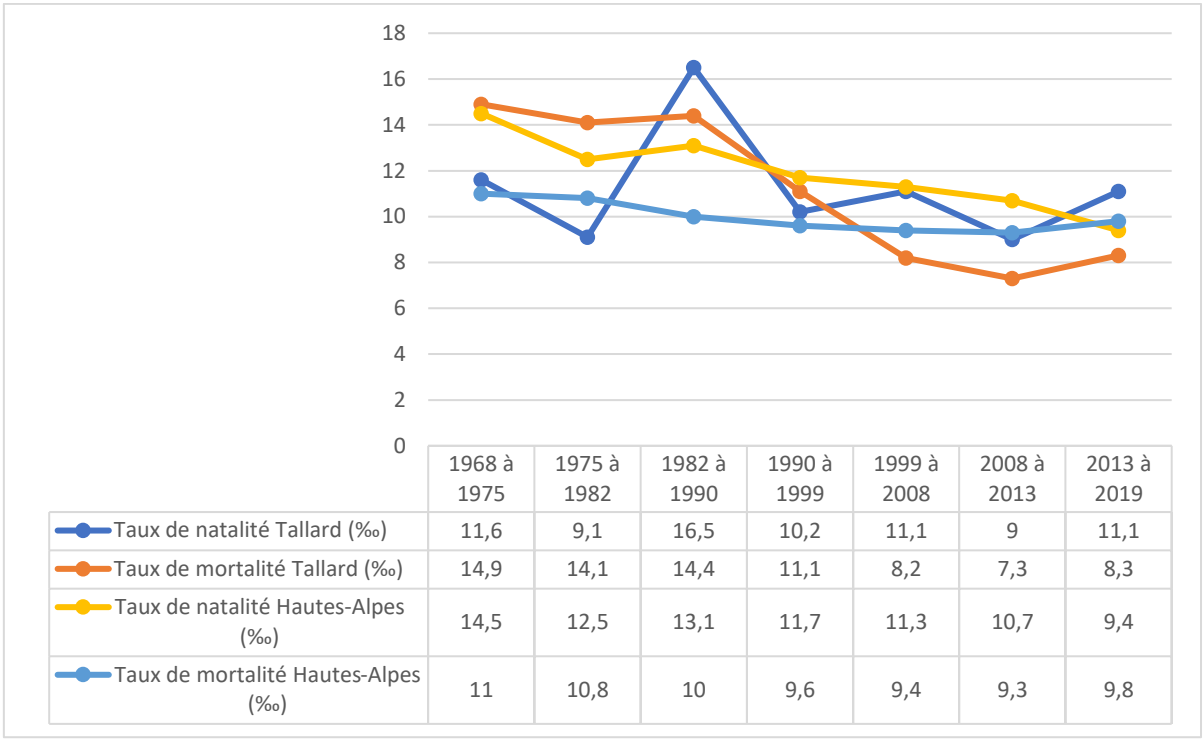
Evolution de la population de 1968 à 2019 à Tallard - Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales.

Si la croissance de la population a été stable jusqu'à la fin des années 1990, à partir du début des années 2000, Tallard a connu un renouveau démographique important. Entre 1968 et 2019, la population a doublé : elle a augmenté de plus de 114%, ce qui correspond à environ 1222 nouveaux habitants.

Les trois dernières périodes de croissance sur la commune connaissent des tendances hétérogènes (2010/2013 – 2013/2015 – 2015/2019. On observe des croissances annuelles moyennes de 0,86%, 2,68% et 1,52%.

Année	2010	2013	2015	2019	Projection 2023
Population	1988	2040	2151	2285	2444
Période	1999 /2010	2010/ 2013	2013/ 2015	2015/ 2019	2019/ 2023
Taux de croissance annuel moyen (TCAM)	3,95%	0,86%	2,68%	1,52%	1.7%

Tallard est donc une commune dynamique.



	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013	2013 à 2019
Taux de natalité Tallard (‰)	11,6	9,1	16,5	10,2	11,1	9	11,1
Taux de mortalité Tallard (‰)	14,9	14,1	14,4	11,1	8,2	7,3	8,3
Taux de natalité Hautes-Alpes (‰)	14,5	12,5	13,1	11,7	11,3	10,7	9,4
Taux de mortalité Hautes-Alpes (‰)	11	10,8	10	9,6	9,4	9,3	9,8

Comparaison de l'évolution du taux de natalité et de mortalité sur Tallard et les Hautes-Alpes de 1968 à 2019 - Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales - État civil. (Géographie en vigueur au 01/01/2022)

Jusqu'au début des années 1980, le taux de natalité de la commune était inférieur à celui du département. Entre 1980 et 1990, la tendance s'est inversée : le taux est passé de 9.1% à 16.5% et la commune a connu un pic de croissance important. Après 1990, la courbe est stable. Elle connait une légère baisse de 2008 à 2019 et remonte de 2013 à 2019 passant de 9 à 11.1%.

En outre, depuis 1968, on constate un solde naturel variant entre 0 et 0.3% et des soldes migratoires beaucoup plus fluctuants qui viennent impacter positivement la dynamique démographique. **Ainsi, les fortes variations annuelles de population observées de 1990 à 2019 sont liées à des soldes migratoires élevés couplés à des soldes naturels faibles.**

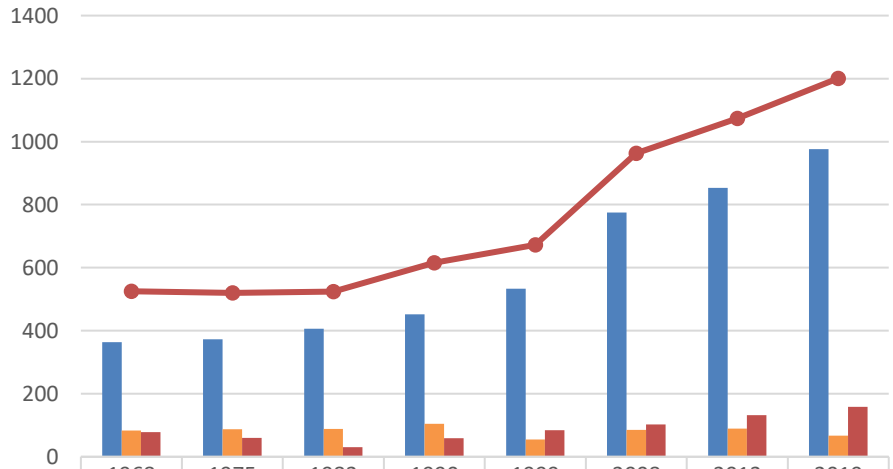
Concernant la structure de la population, on constate que la part des personnes âgées sur la commune a eu tendance à augmenter sur les 20 dernières années, tandis que celle des jeunes a eu tendance à diminuer. Cela traduit un **vieillissement de la population** qui est particulièrement marqué à Tallard en raison des établissements d'accueils pour personnes âgées présents sur la commune.

En ce qui concerne les ménages, la commune compte en 2019 980 ménages. **La taille des ménages à Tallard a fortement diminué depuis 1968**, à l'image des tendances nationales qui montrent que l'on peut considérer que les ménages perdent 0.1 point tous les 10 ans. Aujourd'hui, Tallard compte **en moyenne 2.10 personnes par ménage**, ce qui est à lier au vieillissement de la population et au desserrement des ménages.

Concernant le profil socio-économique, 79.2% de la population est active en 2019, avec 72.3% d'actifs ayant un emploi et 7% de chômeurs. Aujourd'hui, le nombre d'emplois dans la commune est supérieur au nombre d'actifs ayant un emploi résidant à Tallard, ce qui témoigne d'un **dynamisme économique important**. Plus que 34.7% des ménages résidant à Tallard y travaillent (-16.8 points) et 65.3% travaillent en dehors (+16.8 points). La commune de Tallard dispose **d'une situation stratégique**, traversée par la D942 et la RN85, **les habitants ont la possibilité de se rendre rapidement dans les bassins d'emplois, notamment Gap**. **Les flux pendulaires sont donc importants sur la commune.**

Concernant le parc de logements, la commune de Tallard compte **1201 logements en 2019** dont :

- **81,3% de résidences principales** ;
- **5,6% de résidences secondaires et logements occasionnels** ;
- **13,1% de logements vacants**. Ce taux est particulièrement élevé, alors qu'un taux idéal pour favoriser les parcours résidentiels se situe autour de 6%.



	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2019
Résidences principales	364	373	406	452	533	775	853	976
Résidences secondaires et logements occasionnels	83	87	88	105	55	85	89	67
Logements vacants	78	60	30	59	84	103	132	158
Parc de logements total	525	520	524	616	672	963	1074	1201

Evolution du nombre de logements par type à Tallard de 1968 à 2019 - Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2019 exploitations principales.

La **typologie dominante** des logements en 2019 est **la maison** avec 62.6% du parc. Quant au nombre d'appartements au sein de la commune, il augmente doucement. Entre 2008 et 2019, 157 appartements et 87 maisons ont été construits. On remarque donc que **la construction d'appartements est aujourd'hui majoritaire**.

Sur Tallard, les résidences principales ont pour typologie dominante les 5 pièces. Les **logements de petite taille (T1 et T2) sont peu présents sur la commune**. Or, l'augmentation

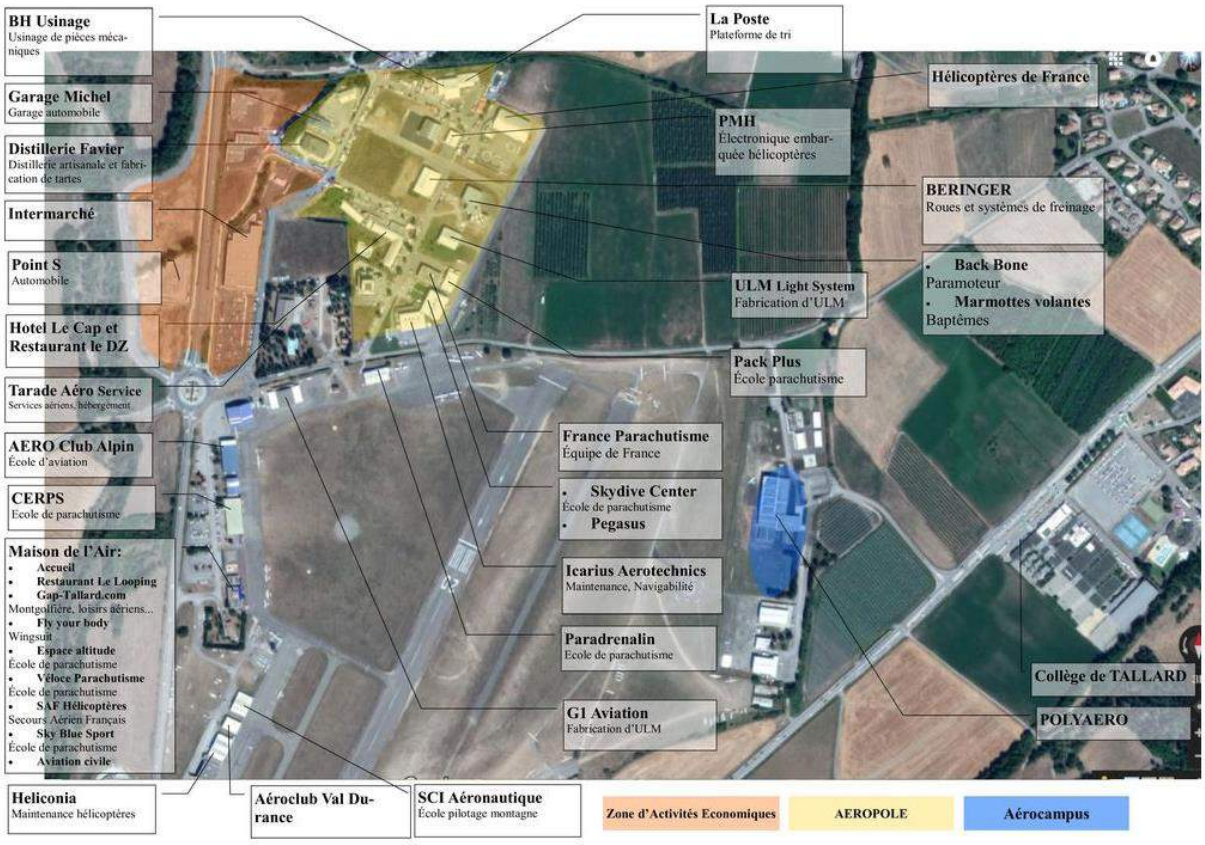
du nombre de personnes seules et notamment des personnes âgées et des familles monoparentales conduit à une demande de ce type de logements.

Les **propriétaires sont majoritaires** à plus de 60 %. Concernant la part de locataires, elle reste également stable autour des 35% et celle des locataires disposant d'un HLM a augmenté de 1.6 point. Entre 2008 et 2019, le n**ombre d'HLM a augmenté passant de 50 à 79 logements**. L'intégralité du parc est détenue par l'OPH 05.

La commune de Tallard compte un **nombre important d'activités et de commerces** au regard de sa population, cela peut s'expliquer par sa localisation géographique. La commune est située à la porte d'entrée sud du département des Hautes-Alpes, à quelques kilomètres de la sortie de l'autoroute A51 en provenance d'Aix-Marseille.

Le développement économique de la commune a été dynamisé par ses principaux pôles que sont :

- **L'aérodrome,** à proximité duquel se sont développés un aéropôle (parc d'activités d'entreprises travaillant autour de la filière aéronautique), et une Zone d'Activités Economiques regroupant des commerces et entreprises traditionnels ;
- **L'économie médicale et sociale,** avec le centre médical de la Durance, l'Ehpad ouvert en 2014, la Chrysalide et ses différents foyers d'accueil de personnes handicapées.



Zone d'activité Aéropole de Gap-Tallard - Source : https://www.ville-tallard.fr/fr/entreprendre/les-zones-dactivites/

La commune de Tallard ne dispose **d'aucune Zone d'Activité Artisanale**. Néanmoins de nombreux artisans et entreprises sont installés sur la commune.

Les activités commerciales se concentrent principalement dans la **Zone d'Activité Economique** et **le long de la N85** ainsi que dans le **centre-bourg** où les commerces de proximités sont regroupés autour de la D942 et de la place Commandant Dupont. Ces derniers sont marqués par des rez-de-chaussée majoritairement commerciaux et de services, importants dans la dynamique de la commune. On y dénombre très peu de commerces vacants.

Concernant les **professions libérales**, la commune est **bien pourvue en professionnels de santé**. **Trois structures** représentent l'économie médicale et sociale : Le Centre Médical la Durance, l'EHPAD les Vergers de la Durance, et la Chrysalide (accueil des personnes handicapées).

Tallard est une **station touristique en développement** depuis la prise de conscience de son patrimoine historique exceptionnel et l'activité croissante de son aérodrome attirant chaque année de nouveaux pratiquants. Elle dispose de près de **340 lits marchands** permettant d'accueillir les touristes principalement en période estivale.

L'activité agricole a un poids important dans l'économie tallardienne. Le diagnostic agricole et foncier réalisé sur la commune de Tallard a fait ressortir :

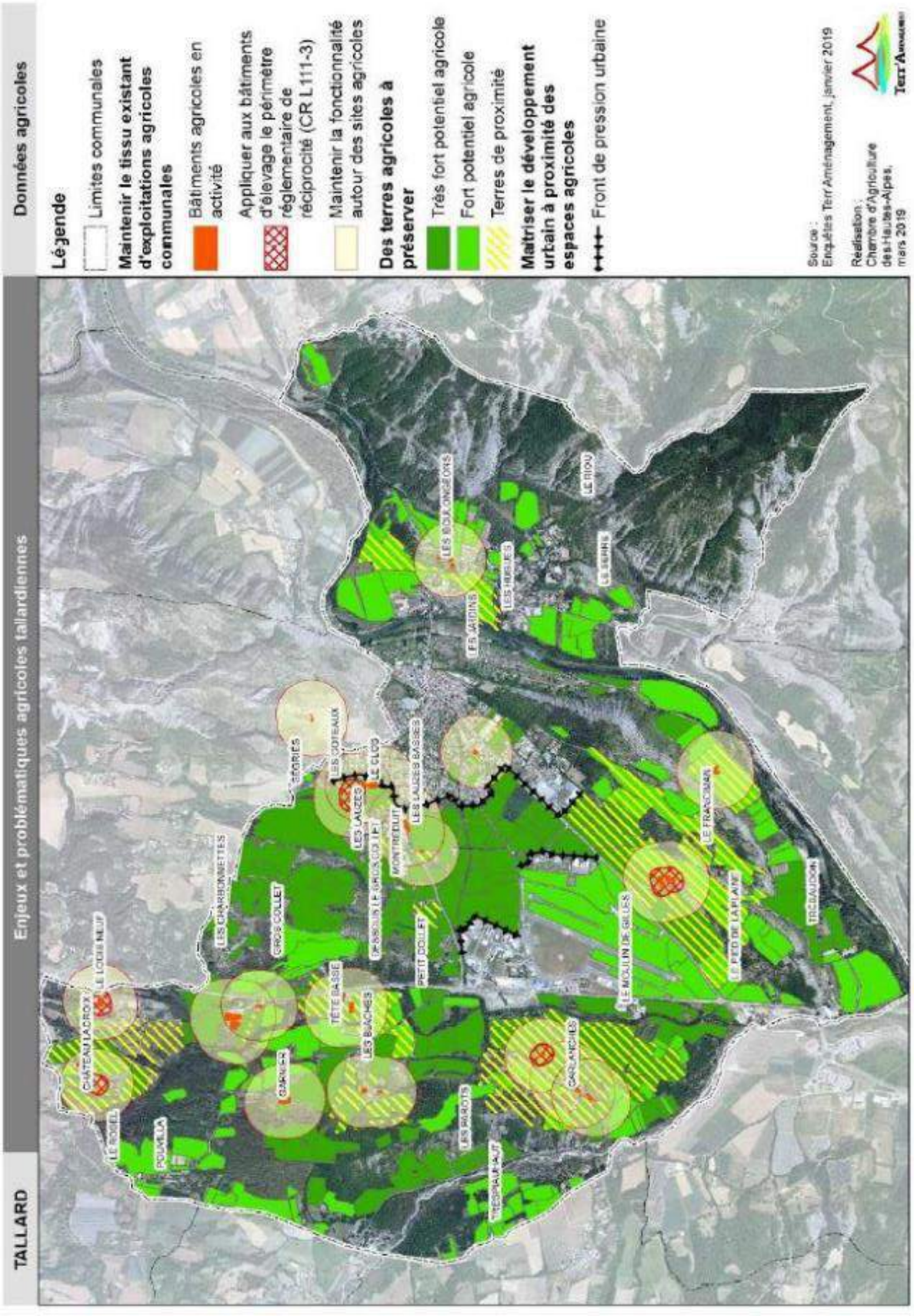
❖ **Des atouts**
- Une densité d'exploitations sur la commune
- Une répartition des exploitations agricoles sur les différents secteurs de la commune
- Des terres communales majoritairement utilisées par les agriculteurs locaux
- Des projets de développement des activités agricoles existantes
- Un parcellaire agricole relativement groupé

❖ **Des faiblesses**
- Un parcellaire agricole majoritairement composé de petites surfaces
- De nombreuses terres agricoles actuellement utilisées par des agriculteurs sans repreneur identifié à ce jour

❖ **Des opportunités**
- Des agriculteurs satisfaits de l'écoute de la commune à leur encontre

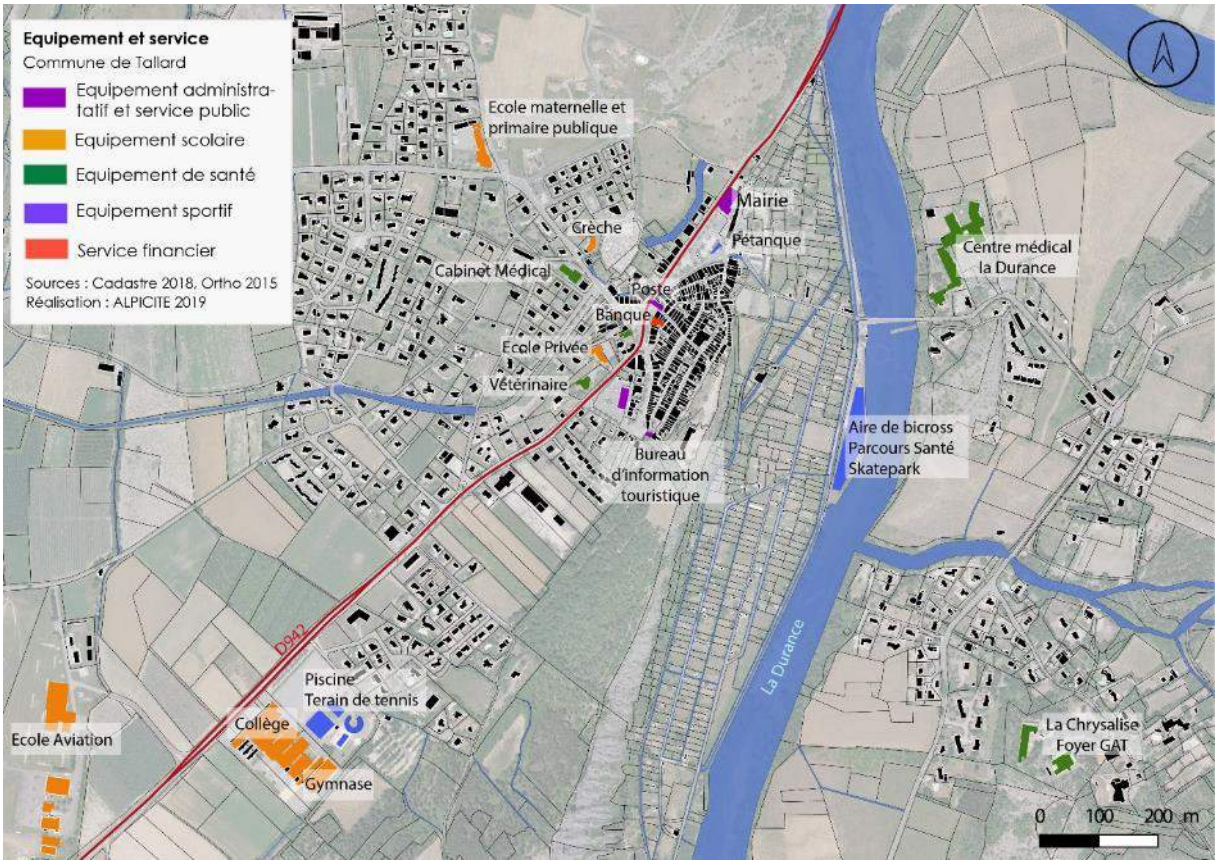
❖ **Des menaces**
- Une inquiétude des agriculteurs vis-à-vis de l'urbanisation et la pression qui en résulte sur les terres agricoles
- Des pratiques qui contribuent à la pression foncière.

L'ensemble de ces éléments sont synthétisés et représentés dans la carte suivante :



Enjeux et problématiques agricoles talardiennes - Source : Diagnostic agricole 2019 Terr'Aménagement

La commune bénéficie ainsi d'une bonne situation géographique qui permet à ses habitants d'avoir accès rapidement à un **grand nombre de services et équipements concentrés autour du centre-bourg**. Malgré l'absence de quelques équipements, ces derniers sont accessibles à Gap situé à moins 20 minutes de Tallard.



Equipements et services présents dans le centre bourg de Tallard

La commune de Tallard dispose d'un **tissu associatif relativement dense**. On recense sur la commune près de 22 associations. Une maison des associations est notamment présente dans le centre ville.

2.3. DEPLACEMENTS ET STATIONNEMENTS

L'organisation de Tallard en matière de desserte pour les véhicules motorisés se fait depuis les **routes à grande circulation (départementales et nationale) qui traversent la commune : D942, D346, D119, N85**… Ces routes constituent les principales entrées de ville. Tallard concentre plusieurs pôles générateurs de déplacements (école, collège, pôles administratifs, commerciales et d'emplois). De ce fait, de nombreux flux de déplacements en provenance de Sigoyer, Fouillouse, Châteauvieux, Lettret convergent vers la commune.

En ce qui concerne le stationnement :

- **Au centre-bourg** : de nombreuses poches de stationnement sont concentrées le long de la D942, en particulier autour du centre ancien et de ses principaux équipements. On dénombre environ 340 places de stationnement publics ;
- **A proximité du stade et du collège** : peu de places de stationnement sont mises à disposition du public. Toutefois, des liaisons douces (cyclables et piétonnes) sont aménagées pour relier le site au centre-bourg ;

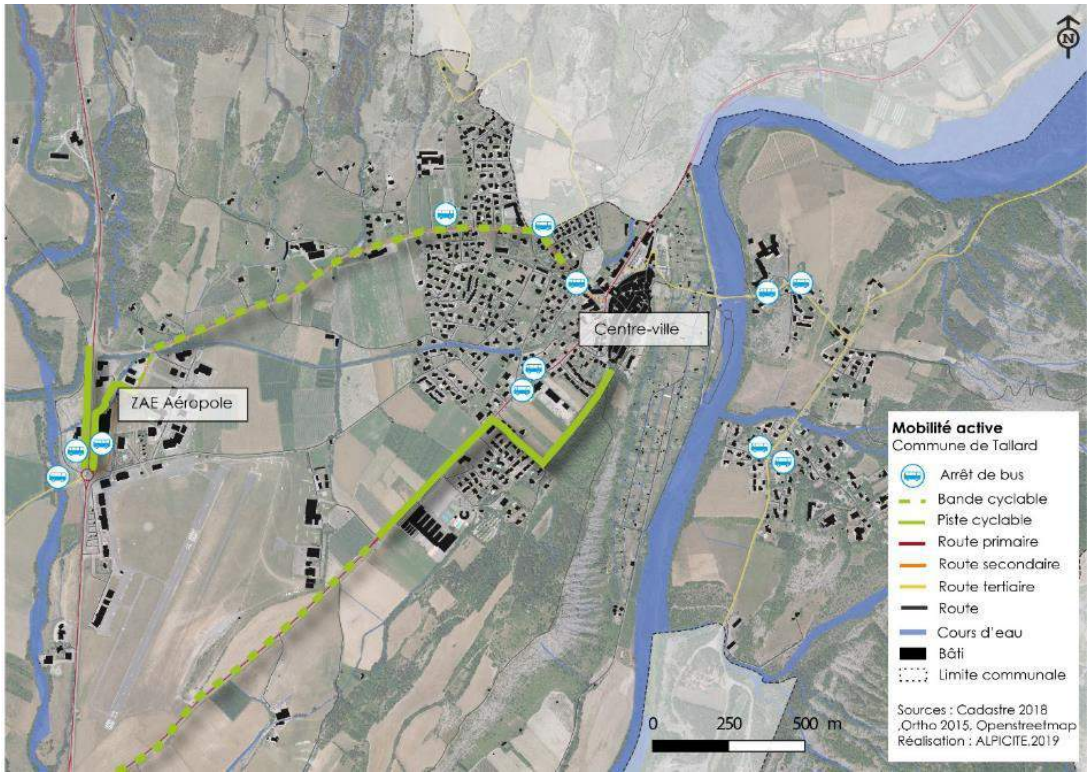
- **Dans la zone d'activité économique et aéropole** : De nombreuses places de stationnement sont disponibles au sein de la ZAE et de l'aéropole. Un grand parking attenant à l'aéropole est disponible, ainsi que devant le supermarché ;
- **Dans les autres hameaux** : les stationnements sont privés et présents sur les propriétés. La largeur des voies permet dans certains cas de stationner le long de la voirie.

En outre, la commune dispose de **deux stations de covoiturage**, l'une située sur le parking de l'aérodrome, l'autre située sur le parking du supermarché.

La commune est desservie par **deux lignes du réseau régional des Lignes Expresses Régionales (LER)**, par **3 lignes de bus de proximité, et par 6 lignes de bus de l'agglomération**. Au niveau des **transports scolaires**, plusieurs lignes en direction des écoles primaires et du collège de Tallard sont développées. Plusieurs **arrêts de bus** sont présents sur la commune.

Dans l'ensemble, le **réseau pédestre est bien développé** sur la commune de Tallard. L'ensemble des équipements publics sont accessibles à pied. La largeur des trottoirs reste toutefois étroite dans de nombreux cas, notamment dans le centre-ville le long de la D942, ne garantissant pas la sécurité des piétons et l'accessibilité PMR. De plus, il demeure que la traversée de certains passages piétons reste relativement dangereuse notamment en entrée de ville. Enfin, il subsiste un manque de liaisons piétonnes sécurisées sur certains secteurs.

Globalement, **la commune dispose d'un réseau cyclable bien aménagé**. Une portion de la voie permettant de lier Gap à Tallard a été aménagée le long de la RN85. Toutefois, il manque encore des liaisons entre certains tronçons notamment le long RN85. Dans le centre-bourg, environ 9 places de stationnements pour vélos avec arceaux sont disponibles.



Mobilité active sur Tallard

3. PARTIE 2 : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

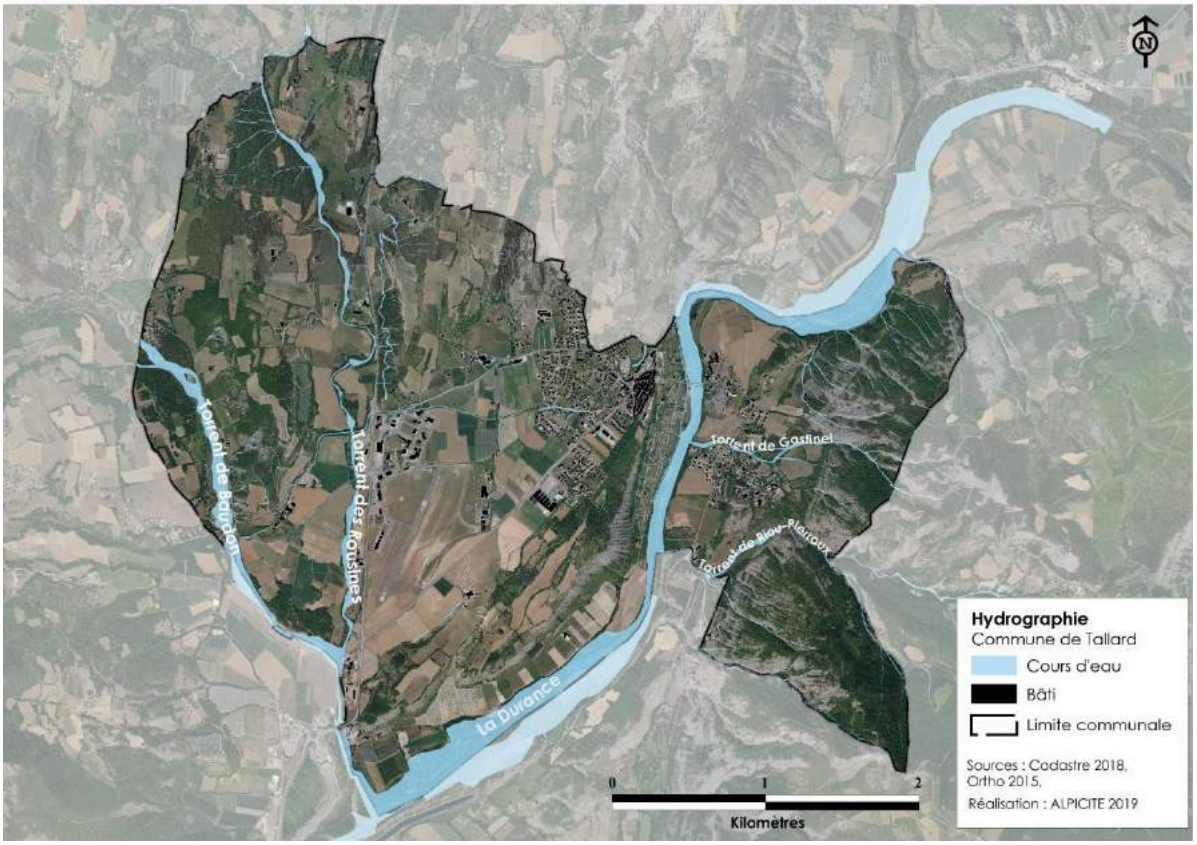
3.1. L'ENVIRONNEMENT NATUREL

Une grande partie du territoire communal de Tallard est située sur une **plaine alluviale.** Cette situation lui confère un **relief relativement doux**. Le village historique de Tallard s'est implanté sur la rive droite de la Durance, en hauteur, à l'extrémité du Saint-Abdon. L'urbanisation récente s'est effectuée sur les zones de basses collines ainsi que sur la rive gauche de la Durance.



Carte et courbe de la topographie de Tallard - Source : Googleearth

Le **réseau hydrographique** sur la commune de Tallard est **relativement dense**. La commune est traversée du Nord au Sud par **la Durance**. Tallard est une des rares commune du département des Hautes-Alpes située de part et d'autre de la rivière. Plusieurs ponts permettent de franchir la rivière. Plusieurs **torrents** traversent également la commune dont le torrent des Rousines, du Baudon, de Gastinet, de Riou-Pierroux…



Réseau hydrographique de Tallard

La commune de Tallard, bénéficie d'un **climat tempéré** avec des influences méditerranéennes. Il se caractérise par des saisons relativement marquées, avec des hivers assez froids tout en bénéficiant d'un bon ensoleillement et des étés secs.

En termes de risques naturels :

La commune de Tallard n'est pas couverte par un Plan de Prévention des Risques naturels (PPRn).

A Tallard, les phénomènes naturels suivants ont été recensés :

- Chute de blocs
- Glissement de terrains
- Inondation
- Crue torrentielle
- Ravinement

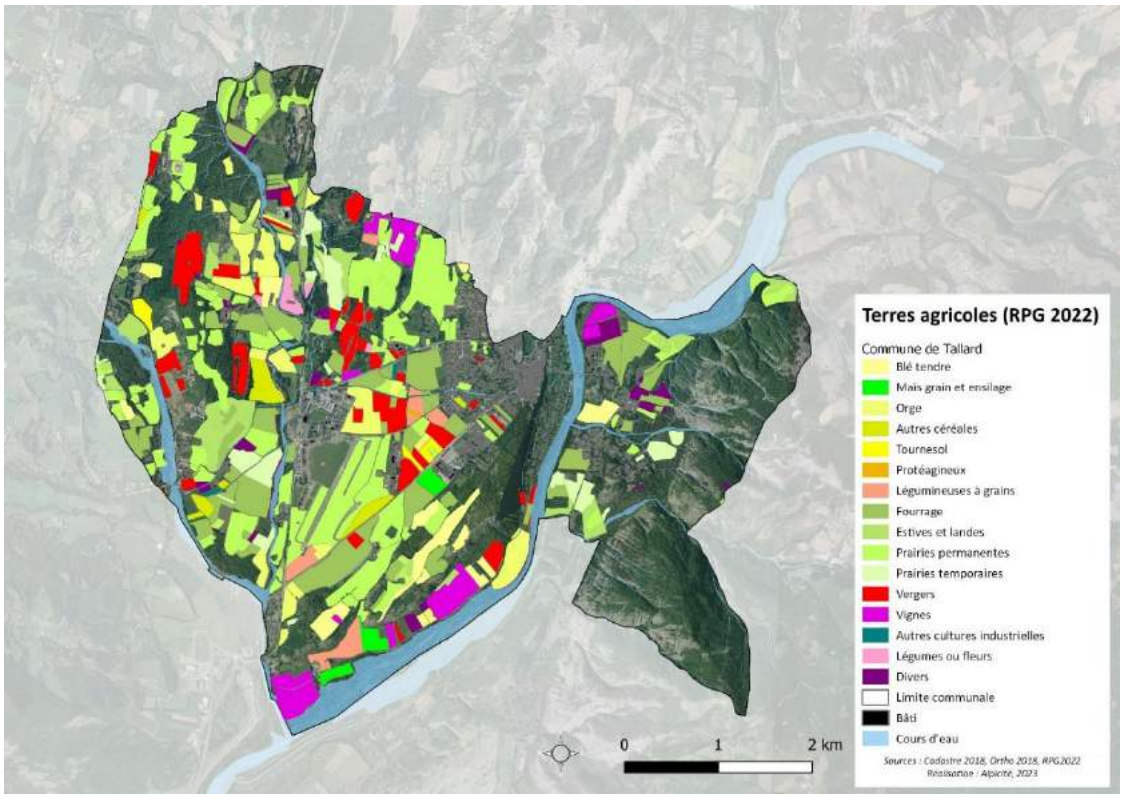
A cela s'ajoutent des risques sismiques de niveau modéré, des risques de retrait-gonflement des argiles de niveau faible à moyen, et par un risque émanation de radon de niveau faible. Elle est également concernée par des risques forts de feu de forêt. **Elle est donc soumise au débroussaillement obligatoire.**

En termes de risques technologiques :

Une partie du territoire communal est traversé par une **canalisation de Gaz Naturel**. La commune de Tallard est également concernée par le **risque de rupture du barrage du lac de Serre-Ponçon**.

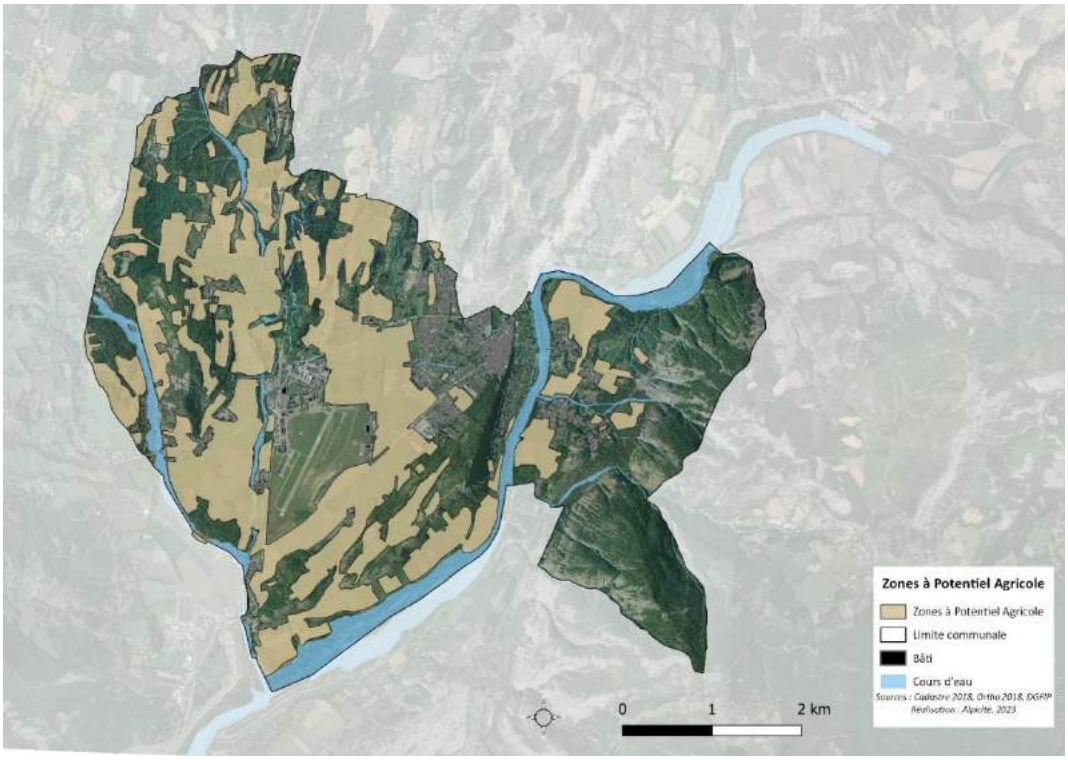
D'après l'analyse de l'occupation du sol de 2019, le territoire de Tallard est représenté par 4 grandes entités **: les forêts et milieux semi-naturels** (60% du territoire), **les territoires agricoles** (23% du territoire), **les territoires artificialisés** (8% du territoire communal) et les **surfaces d'eau** (9% du territoire).

Selon le RPG 2018, les terres agricoles représentent 514 ha soient 35% du territoire communal. La commune est marquée par une diversité des cultures, dont les plus représentées sont les prairies (30%), les mélanges de légumineuses (11.22%) et les vergers (9.77%). Ces terres agricoles cultivées sont localisées principalement sur l'ancien fond alluvial de la vallée de la Durance, situé en rive droite.



Occupation du sol agricole (source : RGP 2022)

La commune de Tallard est située en Zone à Potentiel Agricole (où l'urbanisation n'est pas souhaitable *a priori*, mais reste possible sous réserve d'être rigoureusement justifiée). Ces zones se situent en lisière des espaces habités et de la zone d'activité du Rousine. Sur la rive gauche en raison de la topographie plus contraignante, moins de zones disposent d'un potentiel agricole.



Zones à Potentiel Agricole de la commune de Tallard

Le territoire communal de Tallard dispose d'un couvert forestier relativement diversifié. Dans l'ensemble les boisements sont principalement localisés sur les hauteurs de la commune, la plaine alluviale de la Durance étant principalement exploitée à des fins agricoles. La superficie forestière totale de la commune de Tallard couvre près de 553 ha. La majorité des forêts présentes sont privées (82%), les forêts publiques représentent 101 ha, soit 18 % du couvert forestier.

D'après l'analyse écologique, la commune de Tallard est concernée par :

- **4 ZNIEFF de type I et 2 ZNIEFF de types II**. Ces ZNIEFF concernent les abords de la Durance, le cours d'eau et les milieux humides associés : ripisylve, bancs de graviers…
- Le **ZICO « Vallée de la Durance : de Tallard à Sisteron »** du fait de son rôle en tant que zone de nourrissage, de repos et d'arrêt migratoire et d'hivernage pour les oiseaux
- **9 zones humides** qui représentent une grande diversité d'habitats naturels et pour certaines, des enjeux très forts de conservation avec la ripisylve de la Durance notamment
- **2 sites Natura 2000**, une ZPS et une ZSC, pour un secteur identique, celui de la Durance
- Une diversité floristique importante **avec plus de 600 espèces inventoriées, dont 3 espèces végétales protégées au niveau national** (Source : Silene), **3 espèces végétales protégées au niveau régional et plusieurs plantes patrimoniales**. Cette diversité floristique importante témoigne de la diversité et de la qualité des habitats naturels sur la commune

L'analyse communale concernant la trame verte et bleue fait ressortir plusieurs points :

- Les milieux boisés de la partie Est (massif de Boussac) forment un continuum important, sans fragmentation marquée et cette formation s'étend au-delà des limites communales : cet ensemble est considéré comme un réservoir de biodiversité pour la trame verte,
- Quatre secteurs de mosaïques bocagères ont été identifiés. Ils sont constitués par une trame paysagère essentiellement agricole mais les pratiques sont majoritairement peu intensives, la présence de prairies naturelles et d'éléments tels que haies, petits boisements, petits cours d'eau est importante. Les plupart des pratiques agricoles sont ici favorables au maintien de cette mosaïque. Ces secteurs sont donc considérés comme réservoir de biodiversité pour la trame verte (mosaïque bocagère).
- Les cours d'eau de la Durance, du Baudon et du Rousine sont des éléments très importants pour la fonctionnalité écologique locale et même au niveau d'un territoire beaucoup plus large, en particulier pour la Durance. Ces cours d'eau et leurs rives sont dans un état de conservation assez favorable sur la commune même si certains secteurs sont plus contraints par l'urbanisation (en particulier pour le Rousine, à l'approche de la zone de l'aérodrome et la RN85). Ces milieux sont à la fois des réservoirs de biodiversité importants mais également des corridors écologiques fortement fonctionnels, que ce soit pour les espèces terrestres, aquatiques ou aériennes.
- Quatre corridors principaux ont été identifiés : ils permettent de relier des zones de réservoirs entre elles :

- Au niveau du Gros Collet, au sud des Charbonettes et au niveau du Dessous le Gros Collet : ces deux corridors est/ouest permettent de lier le réservoir de mosaïque de coteaux et de plateaux au-dessus de Tallard (au nord) au Rousine. Ces corridors sont coupés perpendiculairement par le RN85 mais leur fonctionnalité est évaluée comme restant importante,
- Entre le réservoir boisé du massif de Boussac et la Durance (axe est/ouest) : ces deux corridors ont un rôle important permettant de connecter deux ensembles fonctionnels notables. Celui le plus au sud, en limite communale, est renforcé par la présence du Riou Pierroux. Ici l'influence anthropique reste peu notable. Celui le plus au nord passe entre les Boulongeons et Les Hugues, deux secteurs urbanisés de la commune et correspond au tracé du torrent de Gastinel. Ici l'influence anthropique est plus marquée.

- Enfin, différents corridors secondaires ont été identifiés, en partie au niveau de la plaine centrale. Les fonctionnalités de ces corridors peuvent être réduites à dégradés, en particulier aux abords de l'aérodrome et au niveau des secteurs les plus urbanisés. A noter ici le rôle pouvant être marqué des canaux d'irrigation comme le canal de Ventavon qui pénètrent la zone urbanisée de Tallard.

Les enjeux pour la commune sont synthétisés dans le tableau suivant :

Habitats naturels	Intérêts écologiques	Enjeux de conservation
Zones humides, ripisylves, cours d'eau	• Forte valeur patrimoniale (habitats, espèces), rôle important pour la diversité faunistique et floristique • Habitats à préserver de par la nature des services rendus (dont maintien des berges, régulation des crues et épuration de l'eau) • **Forte responsabilité** de la conservation d'un corridor écologique fonctionnel d'importance régional : La Durance • Habitats protégés par la loi	Majeur à fort
Zones agricoles bocagères	• Participent en tant que réservoirs de biodiversité ou corridors aux fonctionnalités écologiques du territoire, • Favorable au développement d'espèces patrimoniales	Modéré
Boisements	• Participent en tant que réservoirs ou corridors aux fonctionnalités écologiques du territoire	Réduit à modéré

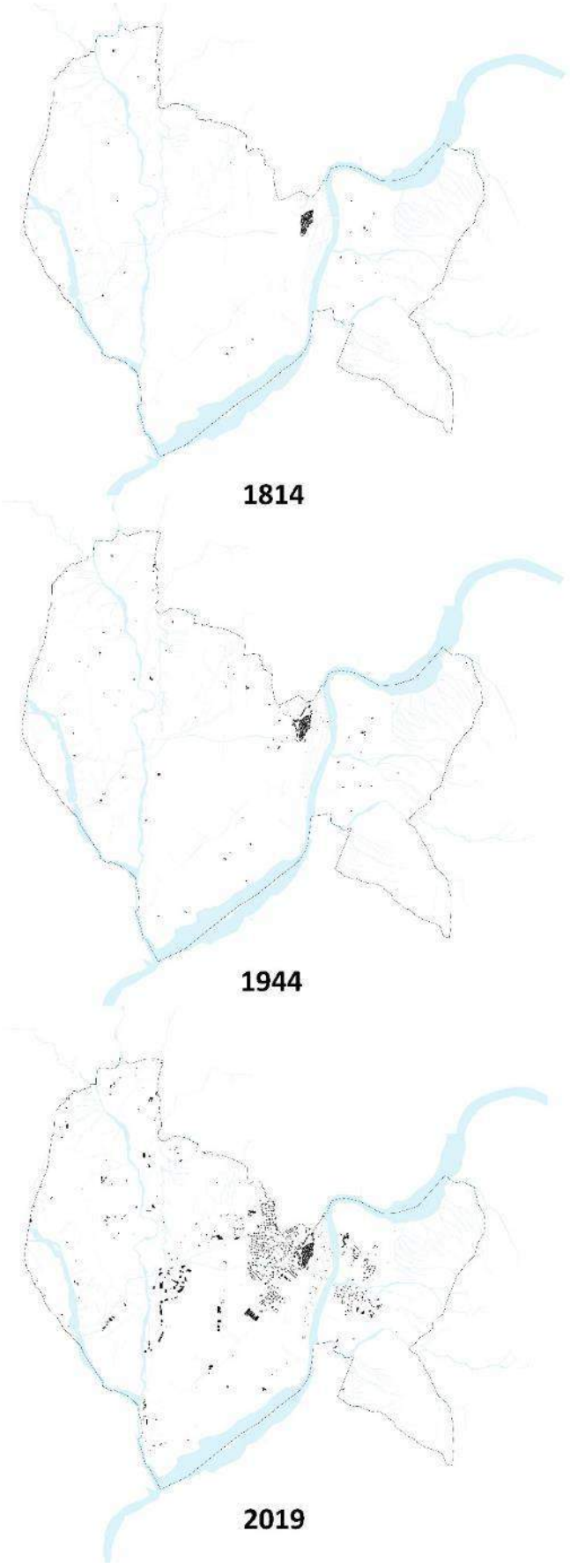
3.2. L'ENVIRONNEMENT HUMAIN

L'organisation du territoire héritée du Moyen-Age s'est principalement **concentrée sur le bourg**, sur le principe du bourg castral, avec quelques fermes isolées dans les petites vallées perpendiculaires à la Durance. La plaine de la Durance n'est quasiment pas occupée.

Au XIXe siècle, l'expansion agricole se poursuit avec l'apparition de nouvelles fermes. Le **village s'étend hors les murs avec la création de faubourgs**.

Après guerre et principalement à partir des années 1980, **une urbanisation pavillonnaire se développe essentiellement dans la plaine**, à l'Ouest du bourg.

L'aérodrome et la zone d'activités occupent également de grandes emprises à l'Ouest de la commune.



A l'exception des monuments majeurs, la ville de Tallard possède un **patrimoine bâti historique assez modeste** constitué de quelques maisons bourgeoises d'importances, des maisons de village et de nombreuses maisons rurales alliant les fonctions d'habitation et de production. Les typologies architecturales et urbaines peuvent être différenciées (architecture vernaculaire, habitat pavillonnaire).

Le petit patrimoine est largement réparti sur l'ensemble du territoire communal et relève essentiellement d'édifices liés à l'activité agricole (cabanons, grangettes, pigeonniers,...), à la pratique religieuse (oratoires, croix de chemin) ou à des ouvrages d'art (ponts, soutènements,...). Ils contribuent à la qualité des espaces paysagers de Tallard et constituent des témoins de l'histoire de la commune.

De nombreux éléments de patrimoine sont présents sur le territoire :

- Deux Monuments Historiques ;
- Un petit patrimoine qui relève essentiellement d'édifices liés à l'activité agricole, à la pratique religieuse ou à des ouvrages d'art ;
- Archéologie : présence d'une zone de présomption et faisant l'objet d'un arrêté préfectoral.

Une grande partie du patrimoine a été répertoriée et protégée dans l'AVAP/SPR réalisé sur la commune.

La commune de Tallard s'organise ainsi en **deux grands ensembles paysagers principaux** qui constituent l'essentiel du paysage communal :

- La **partie plane** qui couvre tout le sud-ouest de la commune correspond à l'ancien fond alluvial de la vallée de la Durance abandonné et suspendu au-dessus du lit actuel de la rivière en raison de son comblement progressif par une quantité importante d'alluvions, lesquels forment maintenant une terrasse, surélevée de 20m par rapport au lit actuel ;
- Le **lit mineur** situé à 20 mètres sous le niveau de la terrasse alluviale continuant de s'encaisser à mesure du surcreusement entrainé par l'écoulement actif de la Durance. Ce territoire particulier accueille une marqueterie de jardins vivriers particulièrement remarquable.

Le village est implanté à l'articulation ces deux paysages.

Le lit mineur encaissé

La terrasse alluviale « suspendue »



Source : inventaire régional

En ce qui concerne la **consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers observée entre 2013 et 2013**, celle-ci est évaluée à **18 hectares (8.4 ha pour de l'économique, 1.5 ha pour du socio-médical, 8.1 ha pour de l'habitat)**.

En ce qui concerne le **potentiel de densification** au sein des parties actuellement urbanisées (PAU), il s'élève à :

- **6,9 hectares en « dents creuses ».** Seulement quelques terrains sont potentiellement constructibles au sein de ces hameaux, qui plus est sont généralement de petite taille et sont difficilement mobilisables en réalité. Le **potentiel de densification le plus important se trouve sur la Garenne** constituée en quasi-totalité d'un seul ténement. Le potentiel est également important à **Galaude**, avec quelques gros ténements (2000-5000m²) ;
- **5,3 hectares en « BIMBY ».** Celui-ci est localisé sur différents secteurs de manière ponctuelle lorsque des bâtiments ont été construits sur des terrains de superficie importante et la configuration du terrain permettant de construire un nouveau bâtiment.

Le **potentiel de renouvellement urbain** est quant à lui faible : un seul ténement pouvant faire l'objet d'une opération de renouvellement urbain a été identifié sur la Garenne, où se situe actuellement l'entreprise ABRACHY. Cette parcelle représente 8000m².

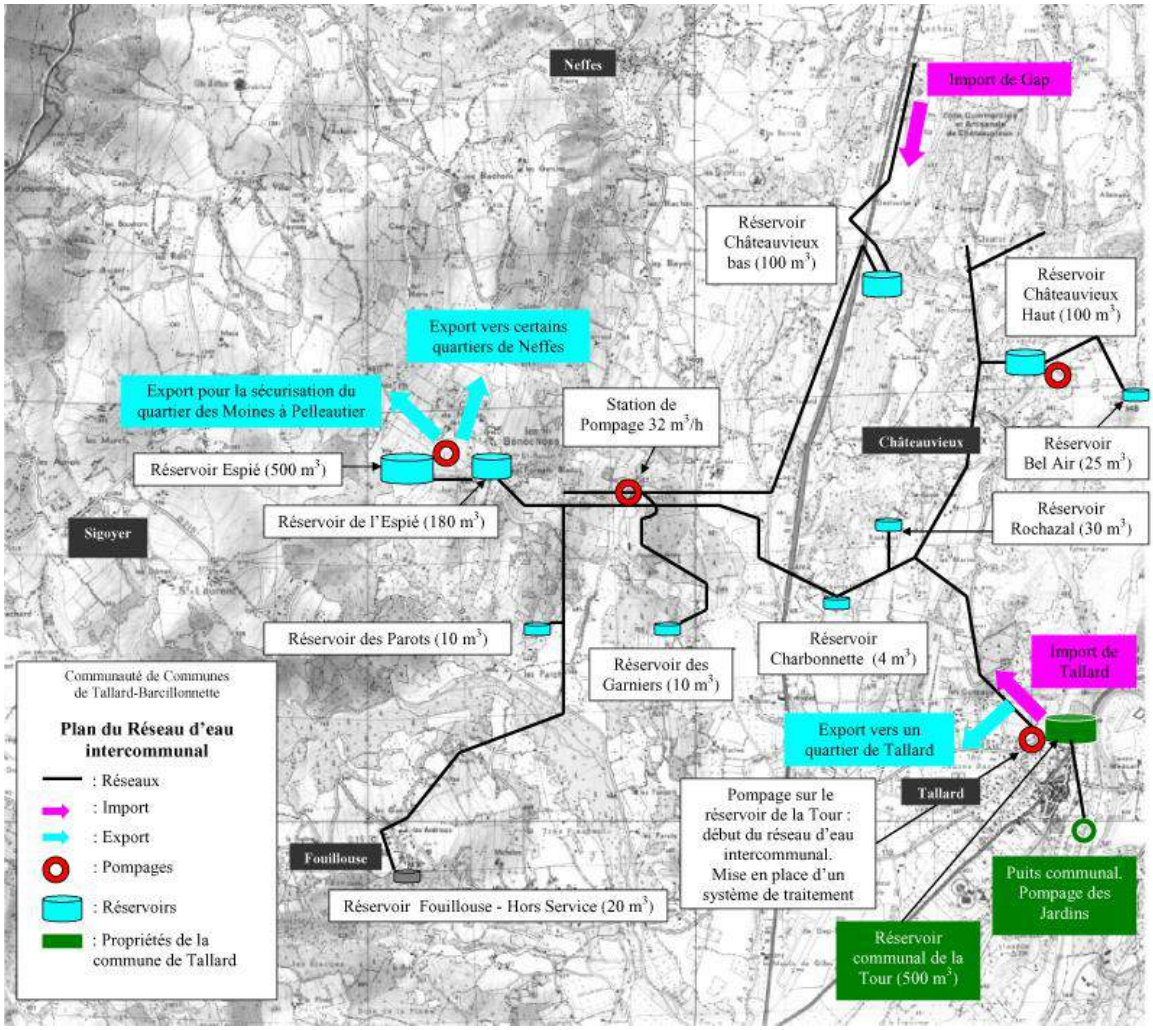
Dans le PLU en vigueur, le potentiel constructible s'élève à plus de 17,5 ha. Il est en partie réparti entre les zones Ubp et les zones AU.

3.3. RESEAUX, ENERGIES, NUISANCES

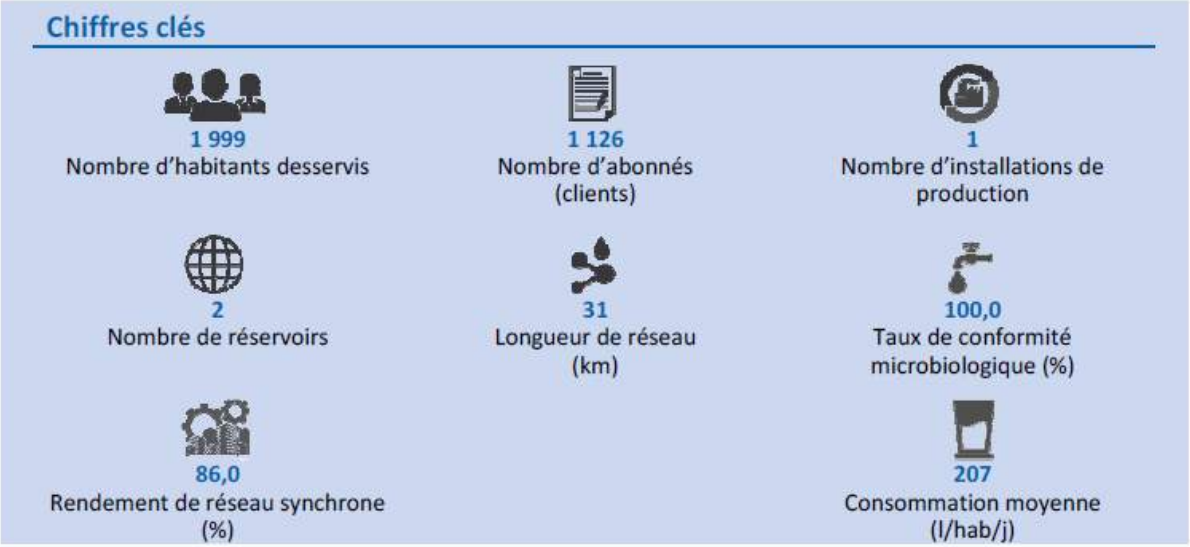
En ce qui concerne l'eau potable, la commune de Tallard ne dispose pas de Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable, ni de zonage réglementaire d'eau potable approuvé.

La commune de Tallard est autorisée à prélever de l'eau dans le milieu naturel, à partir du **puits des Jardins**. Cette ressource en eau fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique.

La commune de Tallard dispose de **deux réservoirs communaux** d'une capacité totale de stockage de 600m3.



Plan du réseau d'eau intercommunal (Communauté de Communes de Tallard Barcilonnette)



Chiffres clés Rapport annuel 2019 du délégataire - Source Véolia

Selon les données de l'ARS, le taux de conformité des prélèvements bactériologiques et des prélèvements physico-chimiques**, l'eau d'alimentation est conforme aux exigences de qualité** en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés.

En matière de **défense incendie**, la commune est équipée de 54 poteaux incendies et d'une borne fontaine (source : Rapport Annuel de délégation 2019, Véolia).

En ce qui concerne les eaux usées, le commun compte sur son territoire **une station d'épuration** (STEP Tallard). En 2020, la CAGTD donne les informations suivantes sur la STEP :

- **Charge organique** : 200 kg de DBO5/ jour, soit 3333 EH (avec un ratio de 60 g de DBO5/jour/EH)
- **Charge hydraulique** : 600 m3/jour.

L'effluent en entrée de STEP est parfois très chargé, avec suspicions de déversements d'eaux usées non autorisés provenant d'activités non domestiques et non déclarées.

Une grande partie du territoire communal est **raccordé à l'assainissement collectif** (environ 94 % de la population). Toutefois, au nord du territoire, certains bâtiments demeurent rattachés à **l'assainissement non collectif**. 74 installations autonomes sont situées sur la commune.

Concernant les eaux pluviales, la commune de Tallard dispose de 13.9 km de canalisations d'eaux pluviales. En 2017, la commune comptait 197 branchements aux eaux pluviales. Il n'existe pas de schéma directeur de gestion des eaux pluviales.

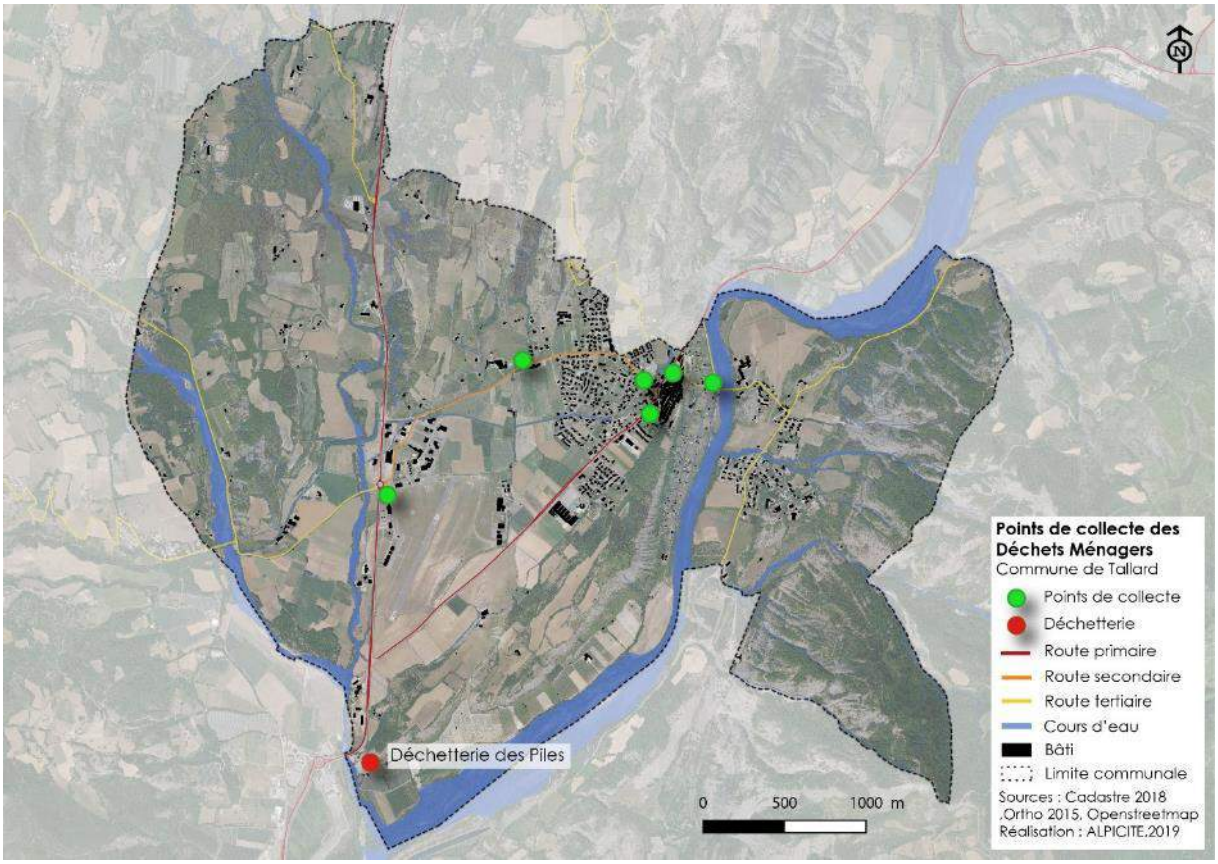
Une partie du territoire de Tallard est **irriguée par des réseaux d'irrigation**. Deux associations Syndicales Autorisées sont présentes sur la commune de Tallard : ASA Canal de Gap et ADA Digues et conquêtes de Tallard.

En ce qui concerne les énergies, le **potentiel de développement des énergies renouvelables** est :

- Faible pour les énergies solaires et éoliennes ;
- Favorables au niveau de la Durance et à proximité pour la géothermie ;
- Favorable pour l'énergie hydraulique.

La **collecte des déchets** de la commune de Tallard est **assurée par la Communauté d'Agglomération**. La commune de Tallard comprend une **déchetterie**. En outre, **plusieurs points de collecte de déchets** sont disponibles sur le territoire.

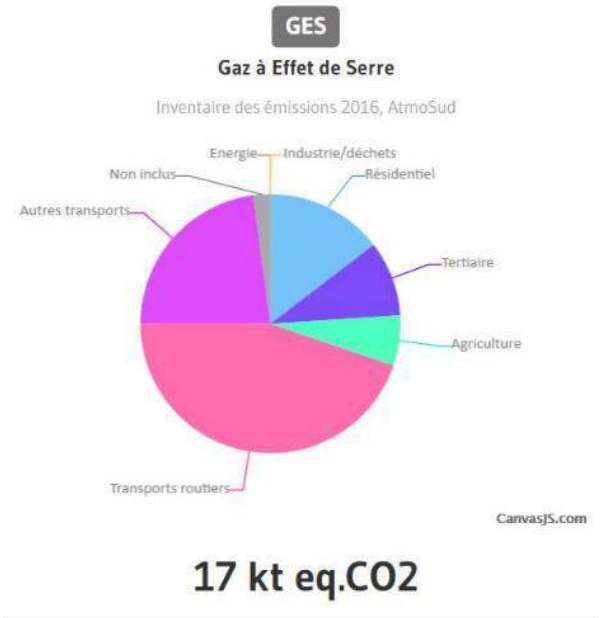
En 2021, 13 498,6 tonnes ont été collectées pour 50 302 habitants soit moins de 0,3 tonne/habitants/an.

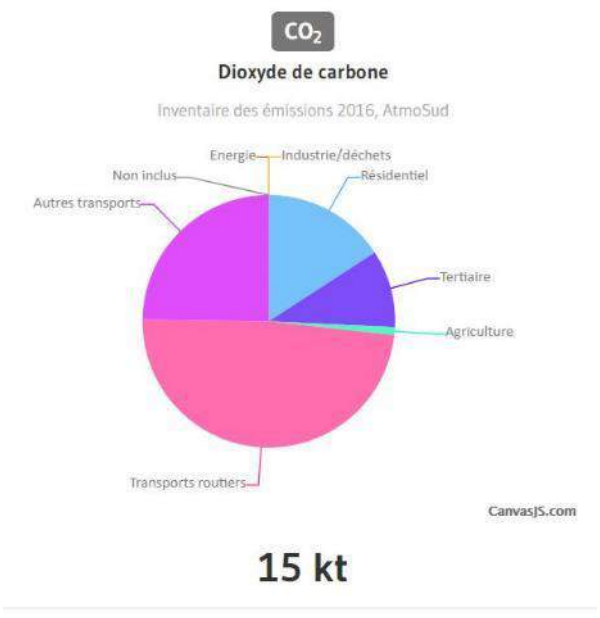


Localisation des points de collecte des déchets

Selon les données 2017, la **qualité de l'air est bonne** à Tallard.

Les **émissions de gaz à effets de serre** (GES) sont estimées à 17 kt eq.CO_2. Le principal secteur responsable d'émissions de GES est **le secteur routier** (43 % des émissions). Les autres secteurs principaux responsables des émissions de GES sont les **autres transports dont aériens** (22%), le **résidentiel** (14%), le **tertiaire** (9%) et enfin **l'agriculture** (6%). L'aérodrome de Gap Tallard représente également une source de pollution importante sur la commune.





Émission de gaz à effet de serre et émission de dioxyde de carbone (CO2) - Sources : Inventaire des émissions 2017, ATMOSUD

La commune de Tallard est concernée par deux types de **nuisances sonores** :

- L'une liée au **trafic routier** : deux axes de la commune sont identifiés comme ayant un trafic supérieur ou égal à 5000 véhicules par jour et générant des nuisances sonores. Il s'agit de la RN85 et de la RD942, qui font l'objet d'un arrêté annexé au PLU ;
- L'autre liée au **trafic aérien engendré par l'aérodrome** : A ce titre, la commune de Tallard est couverte par un **Plan de Prévention des Bruits (PEB)** approuvé depuis le 27 mars 2017.

La base de données CASIAS, qui contient les anciens sites industriels et activités de service recensés sur le territoire français, identifie **14 sites sur la commune de Tallard.**

4. PARTIE 3 : JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS

4.1. JUSTIFICATION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

Dans cette partie, chaque orientation du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) est justifiée, notamment au regard du diagnostic territorial. Leur traduction dans les pièces opposables, à savoir le règlement graphique et écrit et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), sont présentées.

4.2. JUSTIFICATION DU REGLEMENT ECRIT ET GRAPHIQUE

Dans cette partie, les règles issues du règlement sont justifiées. Il s'agit de justifier chaque règle inscrite dans les dispositions générales, chaque prescription graphique, ainsi que,

pour l'ensemble des zones, d'expliquer la délimitation de chaque zone et les règles qui s'appliquent.

À noter que lorsqu'une règle s'applique à plusieurs zones, celle-ci est justifiée uniquement dans la justification de la première zone, sauf si les raisons de mise en place de la règle diffèrent d'une zone à l'autre.

Cette partie se termine avec les justifications CDPENAF.

4.3. JUSTIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Cette partie indique les raisons pour lesquelles des orientations d'aménagement et de programmation ont été mises en place pour certains périmètres.

Dans un deuxième temps, il est spécifié en quoi la mise en place d'orientation permet d'atteindre les objectifs ou les grandes orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD), et en quoi ces orientations sont complémentaires avec les règles édictées dans le règlement.

Le projet de PLU prévoit 7 orientations d'aménagement et de programmation :

OAP « Thématique » :

1. Logements / densification ;
2. Paysages et trames vertes et bleues ;
3. Mobilités et déplacements.

OAP « Sectorielle » :

1. Le Petit Collet ;
2. Les Boulangeons – Activités économiques ;
3. La Garenne ;
4. Le collège.

5. PARTIE 4 : ADEQUATION ENTRE LES SURFACES CONSTRUCTIBLES ET LES OBJECTIFS COMMUNAUX ET COMMUNAUTAIRES

L'adéquation entre les surfaces potentiellement constructibles et les objectifs communaux établis dans le PADD est démontrée dans cette partie : le règlement graphique et écrit, ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) établies permettent la réalisation des objectifs inscrits dans le PADD.

Ainsi dans un premier temps sont rappelés les objectifs inscrits au PADD, en termes de démographie et de production de logement, de renforcement des activités ainsi que de modération de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers.

Le deuxième chapitre comprend une estimation du potentiel mobilisé dans le PLU, intégrant le potentiel de densification et le potentiel en extension, ce qui est justifié au regard de la consommation foncière permise par le SCoT du Gapençais. Il permet

également d'apporter les justifications concernant la modération de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers.

Enfin, il permet de comprendre la répartition du potentiel mobilisable par zone du PLU, à savoir dans les zones urbaines (U) et dans les zones à urbaniser (AU) et pour toutes activités confondues.

Le troisième chapitre permet d'évaluer le nombre de logements produits projetés à l'horizon du PLU au regard du potentiel mobilisable, ce qui est mis en perspective avec le PADD.

Le quatrième chapitre permet de comparer le projet de PLU, avec le document actuellement opposable, concernant le tracé de chaque type de zone, et les évolutions par grand type de zone (U, AU, A et N). Cela permet de comprendre quelles zones, par secteurs, ont été retirées ou ajoutées par rapport au PLU actuellement opposable.

Enfin, le dernier chapitre mentionne l'étude dérogatoire à la Loi Barnier – Amendement Dupont au titre du L111-8 du code de l'urbanisme sur le secteur du Petit Collet qui est annexée dans son intégralité au rapport de présentation.

6. PARTIE 5 : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Outre ce résumé non technique qui constitue le 1er chapitre de l'évaluation environnementale, celle-ci comprend les chapitres suivants :

6.1. CHAPITRE 2 – PRESENTATION GENERALE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La règlementation relative à l'évaluation environnementale est rappelée.

6.2. CHAPITRE 3 – ANALYSE DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Les trois perspectives de l'évolution probable du territoire sont présentées, à savoir si :

1. La commune ne respecte pas la loi et ne met pas son PLU en compatibilité avec le SCoT
2. La commune abroge son PLU et passe en Règlement National d'Urbanisme
3. La commune révise son PLU et se met en compatibilité avec le SCoT (choix de la Municipalité au regard de ces différentes perspectives)

Sur la base de l'état initial de l'environnement sont également rappelés les principaux enjeux du territoire sur la question de la constructibilité de telle ou telle zone.

6.3. CHAPITRE 4 – LES CHOIX RETENUS ET LEUR JUSTIFICATION AU REGARD DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Sont présentés les choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan.

6.4. CHAPITRE 5 – LES EFFETS NOTABLES QUE PEUT AVOIR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Sont analysées les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du PLU sur l'environnement, les milieux naturels et les espèces végétales et animales, les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU, la prise en compte des risques naturels, la ressource en eau, la préservation des paysages et du patrimoine, la production des déchets, la pollution de l'air, la pollution du sol et du sous-sol et le climat.

6.5. CHAPITRE 6 – LES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET, SI POSSIBLE, COMPENSER, S'IL Y A LIEU, LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

L'ensemble de mesures prises sont des mesures soit d'évitement, soit de réduction. Le projet de PLU n'implique aucun impact significatif important sur l'environnement. Aucune mesure de compensation n'a été mise en place.

6.6. CHAPITRE 7 – LES CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES RETENUS POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN

Six ans au plus après l'approbation du plan local d'urbanisme, une analyse des résultats de l'application du plan doit être effectuée sur la base des critères définis.

6.7. CHAPITRE 8 – ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS OU PROGRAMMES

Sont **analysés la compatibilité du PLU de Tallard** avec :

- Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Gapençais ;
- Le Plan Local de l'Habitat (PLH) de la CAGTD ;
- Le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de la CAGTD ;
- Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;
- Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée.

La **prise en compte du schéma régional de cohérence écologique (SRCE)** par le PLU de Tallard a également été analysée tout comme la compatibilité avec la Loi Montagne.

6.8. CHAPITRE 9 – PRESENTATION DES METHODES UTILISEES POUR ETABLIR LE RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

Est présentée la méthodologie mise en place pour la réalisation de l'évaluation environnementale.

CHAPITRE .2 : PRESENTATION GENERALE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le plan local d'urbanisme de Tallard est soumis à évaluation environnementale du fait de la présence d'un site Natura 2000 sur le territoire communal.

L'article R151-3 du code de l'urbanisme définit le contenu de l'évaluation environnementale comme suit :

« Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. »

Par ailleurs, en définissant le contenu du résumé non technique, l'article R122-20 du code de l'environnement est à recouper avec l'article R151-3 du code de l'urbanisme, dans le sens où il semble cohérent que les éléments apparaissant dans le résumé non technique

soient analysés de façon plus détaillée dans l'évaluation environnementale. L'article R122-20 du code de l'environnement est rédigé comme suit :

«I.-L'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du plan, schéma, programme et autre document de planification, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

II.-Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend un résumé non technique des informations prévues ci-dessous :

1 ° Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale ;

2 ° Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés ;

3 ° Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1 ° et 2 °;

4 ° L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement ;

5 ° L'exposé :

a) Des effets notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.

Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus ;

b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 ;

6 ° La présentation successive des mesures prises pour :

a) Eviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;

b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a ci-dessus n'ayant pu être évitées ;

c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.

Les mesures prises au titre du b du 5 ° sont identifiées de manière particulière.

7 ° La présentation des critères, indicateurs et modalités-y compris les échéances-retenus :

a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5 ° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6 ° ;

b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ;

8 ° Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;

9 ° Le cas échéant, l'avis émis par l'Etat membre de l'Union européenne consulté conformément aux dispositions de l'article L. 122-9 du présent code. »

CHAPITRE .3 : ANALYSE DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1. DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT (EIE)

L'état initial de l'environnement fait l'objet d'une partie spécifique du rapport de présentation. Il s'agit de la partie 2 du présent rapport. Se référer à cette partie pour le détail de l'analyse.

2. PERSPECTIVES DE L'EVOLUTION PROBABLE DU TERRITOIRE

Pour rappel, la commune de Tallard est actuellement couverte par une **PLU approuvé par délibération du 17 janvier 2005**, lequel a été modifié à plusieurs reprises.

Depuis l'approbation du document d'urbanisme, d'importantes évolutions législatives et règlementaires sont intervenues :

- Lois postérieures à l'approbation du PLU : loi dite « Grenelle II », loi « ALUR », loi Macron, Acte II de la Loi Montagne, loi ELAN, et plus récemment, la loi Climat et Résilience (*la Loi Climat et Résilience n'est pas encore directement applicable au PLU du fait de l'existence de ce SCoT*) ;
- Documents supra-communaux non intégrés au PLU actuel :
  - **SCoT de l'Aire Gapençaise**, approuvé le 13 décembre 2013, et qui vise à :
    - Valoriser la trame verte et bleue de l'aire gapençaise ;
    - Valoriser l'agriculture et les espaces agricoles de l'aire gapençaise ;
    - Mettre en valeur les paysages de l'aire gapençaise ;
    - Valoriser les ressources de l'aire gapençaise ;
    - Promouvoir une organisation équilibrée du territoire et du développement ;
    - Organiser le développement résidentiel sur tout le territoire ;
    - Concevoir un aménagement économique performant, au service des ambitions de développement du territoire ;
    - Répondre aux besoins du territoire à travers un aménagement commercial équilibré ;
    - Renforcer le tourisme et les loisirs dans l'aire gapençaise ;
    - Améliorer les conditions de déplacements ;
    - Développer l'aménagement numérique du territoire ;
    - Favoriser une gestion économe de l'espace.

Le **SCoT s'impose au PLU** et vient cadrer d'une façon relativement significative l'organisation du futur PLU, si bien que les perspectives de l'évolution probable du territoire sont limitées.

- Le **PCAET de la CAGTD**, adopté par le 30 juin 2022 ;
- **Le PLH 2022-2027** adopté le 8 décembre 2022 ;
- Le **SDAGE** (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) et le **PGRI** (Plan de gestion des risques d'inondation) Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;
- Le **SAGE** (schéma d'aménagement et de gestion des eaux) Drac Amont ;
- Le **SRCE** (schéma régional de cohérence écologique) PACA.

On peut identifier 3 perspectives différenciées de l'évolution probable du territoire :

2.1. LA COMMUNE NE RESPECTE PAS LA LOI ET NE MET PAS SON PLU EN COMPATIBILITE AVEC LE SCOT

⚠ **Ce scénario est hypothétique car la commune a l'obligation de se mettre en compatibilité avec le SCoT de l'Aire Gapençaise.**

- Sans mise en compatibilité du PLU avec le SCoT de l'Aire Gapençaise, le PLU est techniquement frappé d'illégalité, ce qui fragilise chaque autorisation d'urbanisme ;
- Peu de possibilité de développement pour le logement. Pas d'outils pour favoriser la mixité sociale et la diversité de typologie de logements et d'hébergements ;
- Pas d'hebergements étudiants/saisonniers possibles ;
- Peu de possibilité de développement pour les activités économiques. Les zones dédiées à ces activités sont en grande partie le long du Rousine inconstructibles dû notamment à la présence de risque torrentiel ;
- L'AVAP/SPR qui a été approuvée en 2020 n'est pas intégrée dans le règlement du PLU. Il est également fait référence à la ZPPAUP dans le règlement qui n'est aujourd'hui plus applicable. Il y a donc une difficulté à instruire actuellement et à appliquer deux règlementations rentrant parfois en contradiction ;
- Les équipements publics devront rester dans les enveloppes U définies. Le projet d'extension du cimetière et les autres équipements (crèche, services techniques, etc…) ne pourront pas se réaliser sur les fonciers identifiés ;
- Un renouvellement et une réhabilitation qui sont difficilement mobilisables (place de stationnement demandée pour les habitations même en centre ancien, pas de bonus de surélévation, etc…) ;
- Globalement, les dispositifs de protection restent faibles dans le PLU en vigueur (par exemple, pas de préservation des zones humides et ripisylves, de protection des éléments architecturaux en dehors de l'AVAP, etc…).

<u>Conclusion</u> : Ce scénario est hypothétique car la commune a l'obligation de se mettre en compatibilité avec le SCoT. Mettant de côté cela, on constate que ce scénario est peu cohérent avec la volonté de la commune d'accueillir de nouveaux habitants en mettant des outils en place adaptés. De nombreux aspects en matière d'urbanisme sont peu gérés.

2.2. LA COMMUNE ABROGE SON PLU ET PASSE EN REGLEMENT NATIONAL D'URBANISME (RNU)

- La constructibilité est limitée aux espaces urbanisés (certaines constructions étant toutefois autorisées en dehors des espaces urbanisés), ce qui permet de contrainte l'étalement urbain et de limiter le mitage du territoire ;
- Cependant, les permis sont évalués au cas par cas au regard de la règlementation RNU (le SCoT n'est alors pas un document opposable aux permis). Selon la lecture du RNU observée sur d'autres communes, des permis de construire sont parfois autorisés en discontinuité de l'urbanisation, sans logique d'ensemble ;
- La commune n'a aucune maîtrise, ce qui génère une fois encore essentiellement la création de résidences secondaires et ne permet pas de répondre aux besoins d'accueil de population permanente ;
- Les projets de développement de l'habitat (Garenne, Hauts de Tallard), de logements saisonniers et/ou étudiants ou des activités économiques (Petit Collet, Boulangeons) ne peuvent voir le jour ;
- Bien que le RNU fixe des règles applicables sur la commune, celles-ci sont peu territorialisées en réalité, et ne permettent pas de répondre aux problématiques et aux enjeux de la commune ;
- De nombreux outils du PLU sont perdus, ne permettant pas de répondre à différents enjeux en termes de démographie, de protection du patrimoine, du paysage, de préservation de l'environnement (emplacements réservés, protections patrimoniales, environnementales…), avec un risque que des permis soient accordés sur des secteurs à enjeux…

<u>Conclusion</u> : Le RNU relève du cas par cas. L'évolution du territoire et les dynamiques futures sont ainsi difficiles à évaluer. Il reste toutefois un outil peu territorialisé et qui ne propose pas un cadre de protection fixe. Ce scénario n'a donc pas été envisagé par la commune.

2.3. LA COMMUNE REVISE SON PLU ET SE MET EN COMPATIBILITE AVEC LE SCOT

- Dans ce cas, les choix communaux sont encadrés par le SCoT, ce qui permet à la fois une gestion économe de l'espace et un équilibre à l'échelle du territoire communautaire ;
- Les zones sont finement règlementées en fonction des enjeux définis dans le diagnostic et selon le projet de territoire, au regard des besoins identifiés en matière de démographie, de besoins en équipements, d'économie, de préservation de l'environnement… ;
- Le PLU comprend de nouvelles orientations d'aménagement et de programmation (OAP), ce qui vient cadrer le développement sur les secteurs de projet ;
- Dans une logique de modération de la consommation d'espaces, le PLU peut mettre en place des outils pour encourager la réhabilitation et le renouvellement urbain ;
- De nombreux outils du PLU peuvent être mobilisés afin de répondre aux problématiques et aux enjeux communaux, sur diverses thématiques :

- En termes de logements : des besoins identifiés et des surfaces accordées en extension au regard de ces besoins, ce dans un souci de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers. L'offre de logements peut être diversifiée et adaptée, ce qui permet d'accueillir une diversité de ménages (dont des jeunes, vecteurs des dynamiques démographiques) ainsi que des saisonniers et/ou étudiants ;
- En termes d'économie : le PLU prévoit le maintien et le développement des activités économiques (Petit Collet, Boulanegons, etc…) ce qui vient conforter les emplois et l'attractivité de la commune. La commune peut en complément s'appuyer sur le changement de destination de constructions isolées et identifiées dans le règlement pour compléter cette offre économique ;
- En termes d'équipements publics : Envisager d'atteindre une population de plus de 3000 habitants à l'horizon 2036 entraîne nécessairement le besoin de disposer d'équipements suffisants. La commune anticipe donc les besoins futurs de sa population et prévoit notamment la création de nouvelles poches de stationnements, d'un nouveau cimetière, l'agrandissement des structures paramédicales existantes, le réaménagement d'un terrain multisports normé à proximité du collège, etc…
- En termes de valorisation et de protection du territoire : le PLU mobilise divers outils afin de protéger les secteurs à enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement : préservation des zones humides et ripisylves, protection des éléments architecturaux en dehors de l'AVAP/SPR …

Conclusion : Un PLU qui permet l'aboutissement d'un vrai projet de territoire sur la prochaine décennie, venant cadrer l'urbanisation au regard du SCoT, tout en répondant aux besoins identifiés.

⇨ **Au regard de l'analyse de ces 3 perspectives, la commune a souhaité réviser son PLU et se mettre en compatibilité avec le SCoT.**

3. LES PRINCIPAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU TERRITOIRE

Pour rappel, l'état initial de l'environnement (EIE) fait l'objet d'une partie spécifique du rapport de présentation. Il s'agit de la partie 2 du présent rapport.

Sur la base des enjeux relevés dans l'EIE sur différentes thématiques environnementales, les enjeux environnementaux sont ici évalués sur la question de la constructibilité de telle ou telle zone.

En revanche, les **enjeux « qualitatifs »** ont été exclus de cette analyse dans un premier temps, puisqu'ils ne remettent pas en cause la constructibilité mais posent un enjeu en matière de règles applicables.

Par exemple, des enjeux patrimoniaux existent, notamment au niveau des centres-anciens, (organisation/architecture), ou des éléments de patrimoine, mais aucun enjeu patrimonial nécessitant de réfléchir à la constructibilité d'une zone n'a été identifié.

La caractérisation des enjeux dépend des données spatiales disponibles ou qu'il est possible de créer à partir de données disponibles. Ainsi, en fonction de la connaissance du territoire et de la disponibilité des ressources, l'enjeu pourra être plus ou moins précis

selon la thématique analysée. Certaines thématiques ne peuvent être spatialisées, ce qui est le cas par exemple du volet climatique, qui ne sera donc pas traité dans cette partie.

Les enjeux ont été classés en 4 niveaux :

- **Très forts** ;
- **Fort** ;
- **Moyen** ;
- **Faible**.

Pour tout ce qui n'est pas concerné par un de ces niveaux d'enjeux, l'enjeu est **nul**.

Ces enjeux seront présentés sur les cartes suivantes avec les **parties actuellement urbanisées**.

En cas d'enjeux cumulés (notamment dans la carte récapitulative et sur les risques), l'enjeu le plus fort sera affiché.

3.1. ENJEUX LIES AUX RISQUES NATURELS

Les enjeux concernent la prise en compte des risques naturels connus sur le territoire et l'évitement des secteurs fortement impactés afin de ne pas augmenter la vulnérabilité aux risques.

Pour rappel, la commune de Tallard n'est couverte pas couverte par un **plan de prévention des risques naturels (PPRn)**. Elle dispose cependant des cartographies des phénomènes naturels suivants :

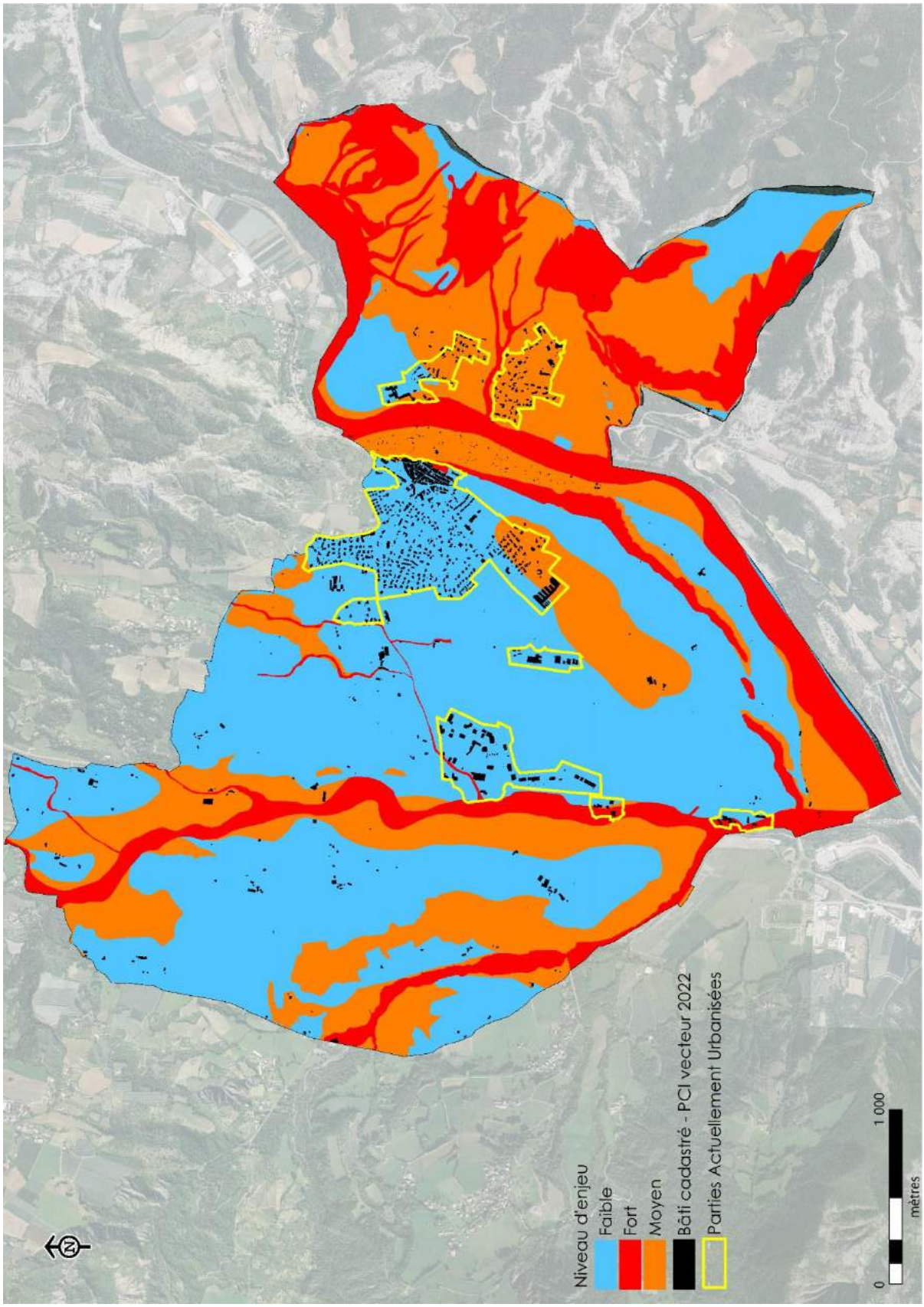
- Chute de blocs ;
- Glissement de terrains ;
- Inondation ;
- Crue torrentielle ;
- Ravinement

Ainsi, les **enjeux ont été spatialisés à partir de la cartographie de ces phénomènes et prennent en compte le risque retrait et gonflement d'argiles.**

Les enjeux spatialisés sur la carte ci-dessous ont été caractérisés de la manière suivante :

- Enjeux forts :
  - Aléas de niveau fort ;
- Enjeux moyens :
  - Aléas de niveau moyen ;
- Enjeux faibles :
  - Aléas de niveau faibles.

À noter que les aléas de feux de forêt, de séisme ou du potentiel radon n'ont pas été pris en compte pour l'analyse suivante. En effet, aucune donnée spatialisée fine à l'échelle du territoire communal n'existe pour ces phénomènes.



Enjeux environnementaux liés aux risques naturels

On constate que la majeure partie du territoire de Tallard est concernée par des risques naturels. Le niveau d'enjeu varie toutefois selon les secteurs.

En termes de constructibilité, on constate que la grande majorité des hameaux est classée en risque faible.

Seules les parties du collège, du chêne, de Rioupierroux et Serre Lapin en intégralité et une partie des Boulangeons sont en risque moyen dû au retrait-gonflement des argiles.

Pour les risques forts, ceux-ci sont essentiellement liés aux risques torrentiels et se retrouvent le long du Rousine essentiellement et touchent les zones économiques.

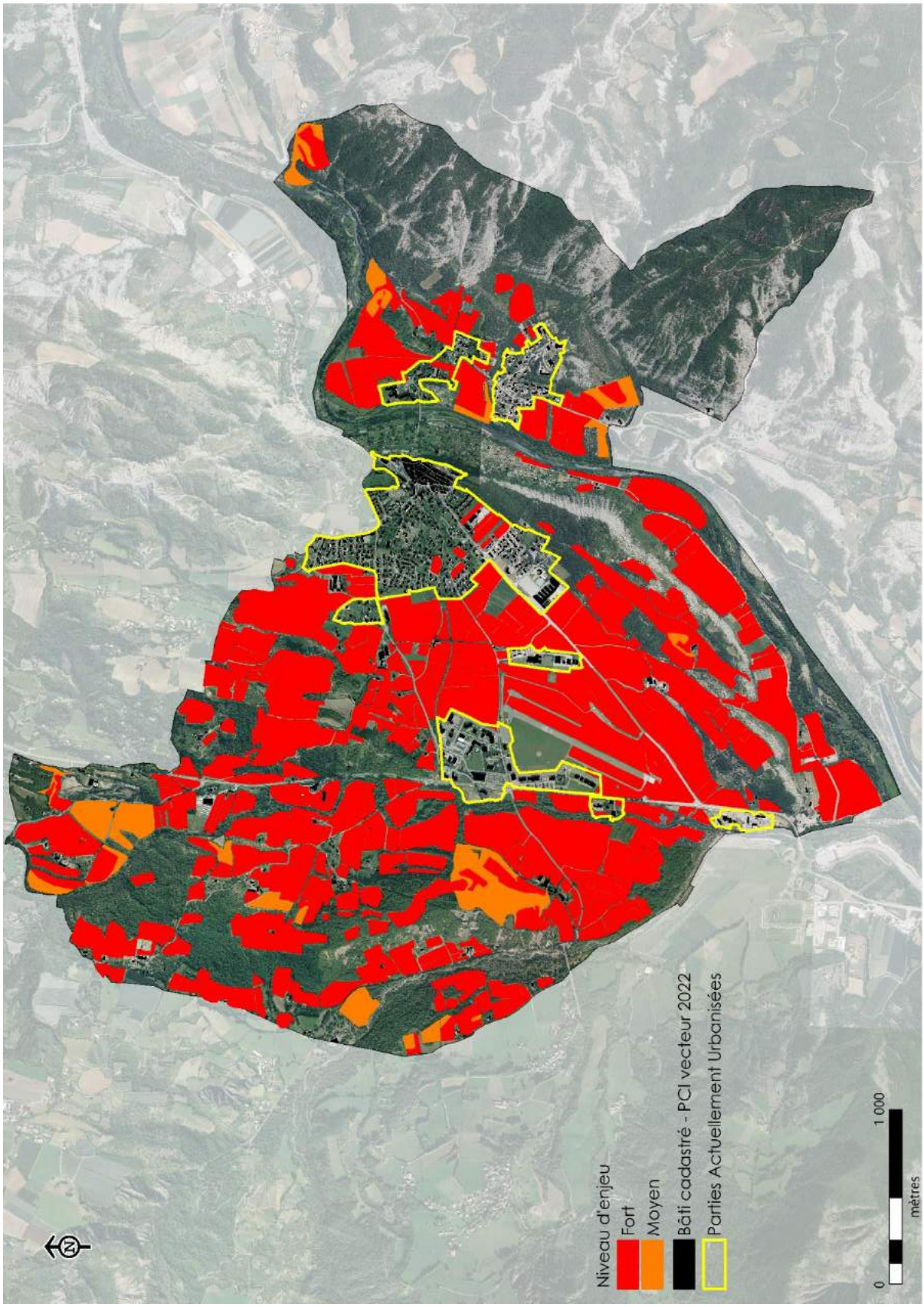
Les enjeux de risques seront donc à prendre en compte dans le projet dans le PLU, mais ne sont pas bloquant en termes de constructibilité.

3.2. ENJEUX LIES AUX ESPACES AGRICOLES

Les enjeux concernent la préservation des espaces exploités à des fins agricoles ou pouvant potentiellement l'être.

Les enjeux spatialisés sur la carte ci-dessous ont été caractérisés de la manière suivante :

- Enjeux forts :
    - Les zones à fort et très forts potentiel agricole identifiées par l'étude agricole menée par Terr'Aménagement en 2019, dans lesquelles l'urbanisation n'est pas souhaitable *a priori*, mais reste possible sous réserve d'être rigoureusement justifiée ;
- Enjeux moyens :
    - Les zones à potentiel agricole modéré identifiées par l'étude agricole menée par Terr'Aménagement en 2019;



Enjeux environnementaux liés à l'agriculture

Le territoire communal est largement occupé par les espaces agricoles. Comme cela a été expliqué dans l'état initial de l'environnement, près de 35 % du territoire communal est couvert par des espaces agricoles (près de 514 ha). Ces derniers sont représentés par des

terres labourables et destinées au maraichage, aux zones de prairies/parcours et surfaces pastorales utilisées pour l'estive et par des vignes et vergers.

L'analyse ci-dessus montre un potentiel de terre agricole très fort sur la commune de Tallard, seules quelques parcelles agricoles disposent d'un potentiel modéré.

On constate que l'ensemble des hameaux est entouré de terres agricoles à fort potentiel. Seuls les espaces pentus et non accessibles à l'agriculture (comprenant également les cours d'eau) ne sont pas à enjeux en limite des hameaux.

Les espaces en continuité des hameaux sont donc en totalité constitués de terres agricoles à fort potentiels. Les possibilités d'évitement de ces terrains pour accueillir la croissance démographique prévue au projet communal sont de fait limitées voire impossibles.

3.3. ENJEUX LIES AUX ESPACES FORESTIERS

Les enjeux concernent la préservation des espaces boisés d'intérêt de par leur nature.

Les enjeux ne sont ici pas évalués au regard du rôle fonctionnel et écologique des espaces forestiers (*voir dans ce cas la partie suivante : « écologie »*).

En outre, les landes et formations herbacées ne sont représentées sur la carte suivante, car sont évaluées dans la partie « espaces agricoles ».

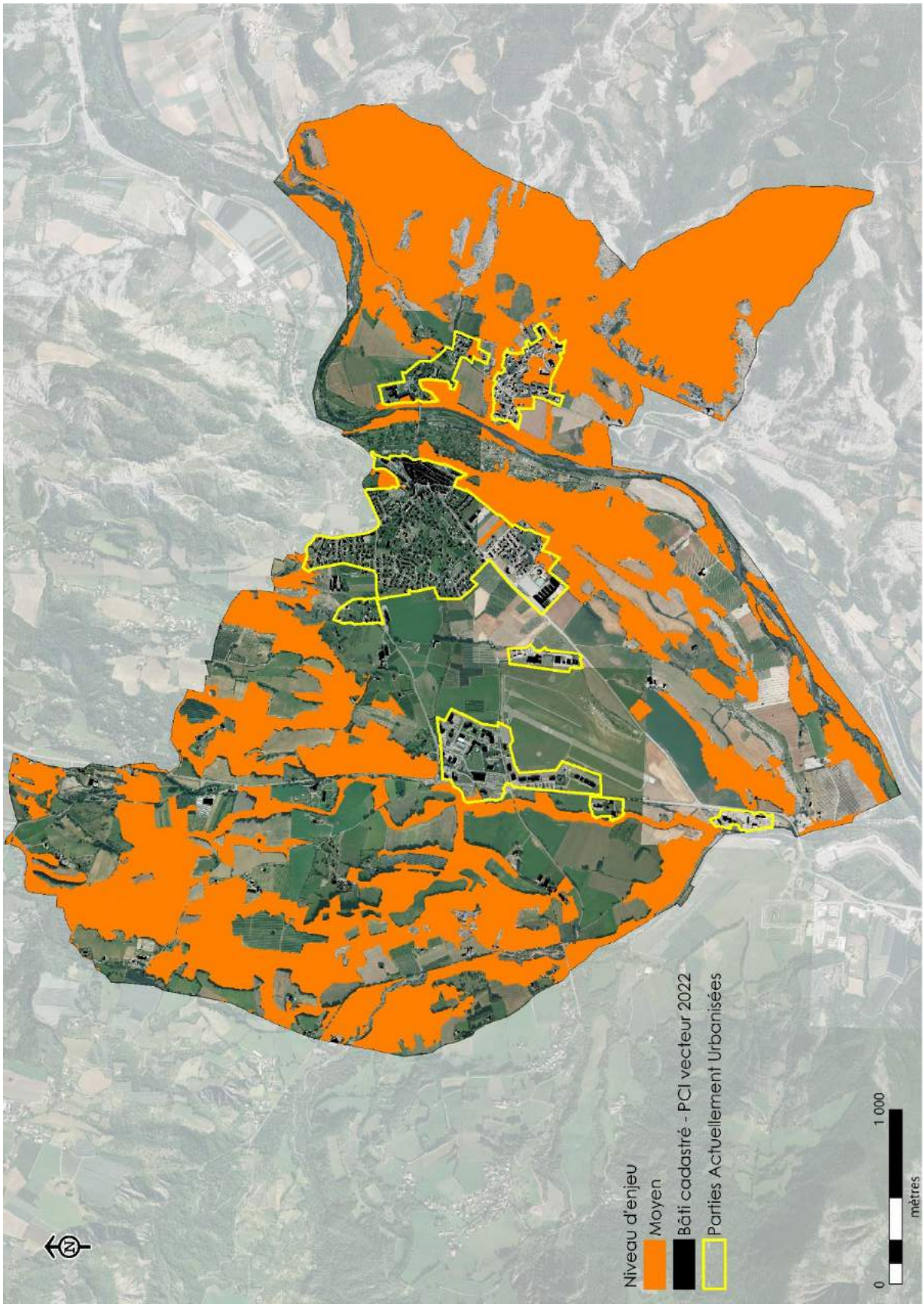
Les enjeux spatialisés sur la carte ci-dessous ont été caractérisés de la manière suivante :

- Enjeux moyens :
    - L'ensemble des espaces forestiers sur la commune, selon les données BD forêt (espaces de landes et formation herbacée écartés).

Les « espaces forestiers », identifiés selon les données BD forêt et qui sont situées dans les parties actuellement urbanisées sont à enjeux nuls. En effet, dans la plupart des cas, ces espaces sont aujourd'hui urbanisés (les données BD forêt n'ont pas été mises à jour récemment). Les quelques secteurs restants situés dans les parties actuellement urbanisées ne sont pas considérés comme « espaces forestiers » comme tels, mais correspondent plutôt à des jardins où la végétation a été conservée.

Ainsi, des enjeux moyens sont identifiés sur une grande partie de la commune, globalement sur des secteurs où un développement pourrait être envisageable d'un point de vue urbanistique sur la rive Est de la Durance du côté des Boulangeons, Rioupierroux et Serre-Lapin. Les autres secteurs sont inenvisageables du point de vue urbanistique, (ripisylves, coteaux,etc…)

Certains secteurs situés en continuité de l'urbanisation ne sont pas concernés par des enjeux forestiers, ce qui est notamment le cas au niveau Côté Ouest de la Durance autour du centre-village et de l'aérodrome, qui concentre plutôt des espaces agricoles ouverts.



Enjeux environnementaux liés à la forêt

3.4. ENJEUX LIES A L'ECOLOGIE

Les enjeux concernent la préservation des secteurs et habitats naturels à enjeu de conservation de par leur rareté, leur état de conservation, leur rôle comme habitats d'espèces protégées et/ou patrimoniales, leur rôle dans la fonctionnalité écologique du territoire.

Cette analyse et directement issue des conclusions de la partie correspondante de l'Etat Initial de l'Environnement (EIE). La description des niveaux d'enjeux y est décrite, ainsi que dans la méthodologie.

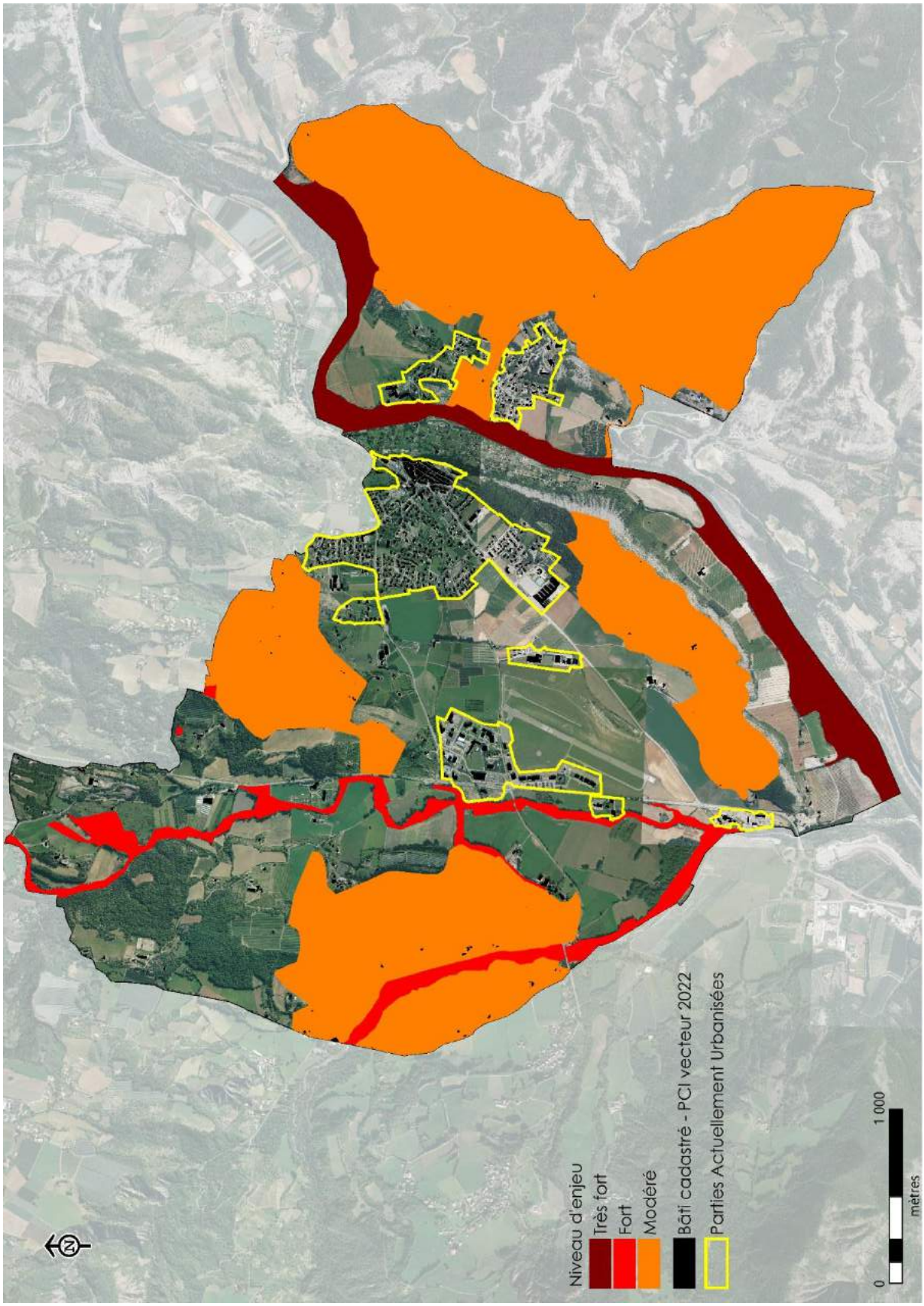
Les enjeux spatialisés sur la carte ci-dessous ont été caractérisés de la manière suivante :

- Enjeux très forts :
    - Enjeux « majeurs » identifiés dans l'EIE, correspondant au milieu de la Durance ;
- Enjeux forts :
    - Enjeux « forts » identifiés dans l'EIE, correspondant aux milieux humides (ripisylve, cours d'eau, zones humides) ;
- Enjeux moyens :
    - Enjeux « modérés » identifiés dans l'EIE, correspondant aux zones agricoles bocagères ainsi que quelques boisements ;

Les enjeux pour la commune concernent en particulier les cours d'eau : Durance, Rousine, Baudon et les zones humides d'une façon générale. L'enjeu pour la Durance est d'autant plus important que son cours d'eau passe à proximité des principales zones urbanisées (Tallard, Les Boulongeons).

Par ailleurs, les zones agricoles de type bocagères, reliées aux boisements de la commune, représentent un intérêt important dans la fonctionnalité écologique du territoire (déplacement des espèces, nourritures, reproduction).

Au niveau des hameaux seule la rive Est est concernée par des enjeux moyens, il s'agit notamment de la coupure entre les Boulangeons et les Hugues.



Enjeux environnementaux liés à l'écologie

3.5. ENJEUX LIES AU PAYSAGE

Les enjeux concernent la préservation des sites à haute valeur paysagère et patrimoniale.

La définition des **enjeux paysagers est par nature plus subjective et plus difficilement cartographiable**. Elle se base ici sur l'analyse paysagère du diagnostic, qui s'appuie elle-même sur l'atlas des paysages des Hautes-Alpes, le SCoT, l'AVPA/SPR et un travail de terrain.

Rappelons que la présente analyse a servi aux élus à faire leurs choix en matière de développement de l'urbanisation.

Les enjeux spatialisés sur la carte ci-dessous ont été caractérisés de la manière suivante :

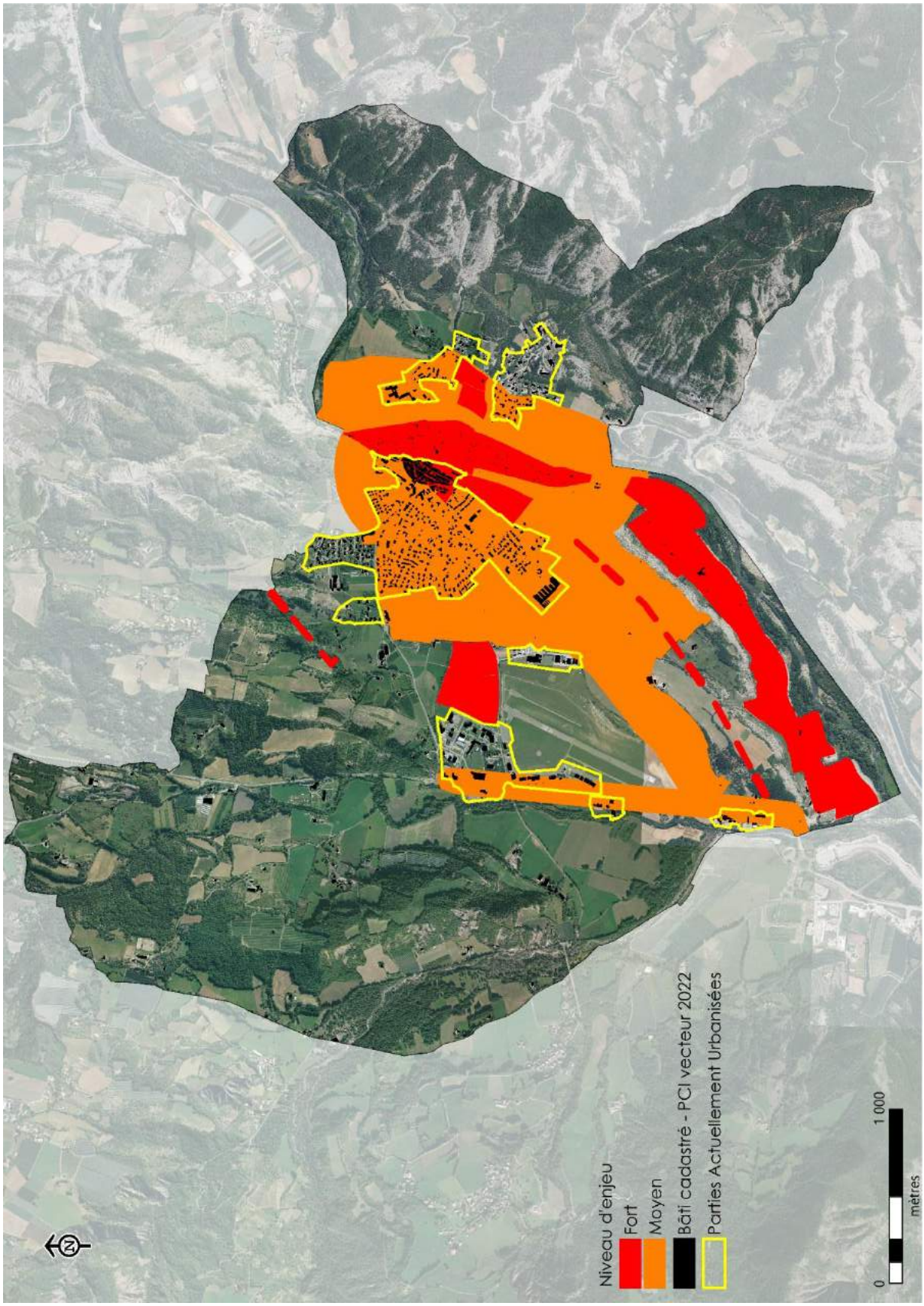
- Enjeux forts :
    - Site inscrit : Parc du Château et Bourg de Tallard ;
    - Coupures vertes à maintenir identifiées dans le SCoT ;
    - Espaces identitaires identifiés par le SCoT ;
- Enjeux moyens :
    - Secteurs identifiés par l'AVAP/SPR ainsi que les périmètres des monuments historiques ;
    - Interfaces autour de la RN85 et RD942 ;
    - Secteurs liés aux panoramas à préserver identifiés par le SCoT (co-visibilité avec le château plaine de l'aérodrome).

Au niveau des hameaux, seul le centre-ancien est frappé par un enjeu fort, lié au site inscrit.

Les autres enjeux forts liés aux sites inscrits, aux coupures vertes et aux espaces identitaires identifiés par le SCoT ne sont pas situés sur des espaces favorables à l'urbanisation.

Les enjeux sont pour le reste classé en moyen sur l'ensemble des hameau notamment dû aux périmètres des secteurs AVAP/SPR et aux monuments historiques.

Seul le secteur de l'aérodrome est un peu moins touché mais les enjeux liés à l'interface avec la RN85 notamment est à prendre en compte.



Enjeux environnementaux liés au paysage

3.6. ENJEUX LIES AUX RESEAUX

Les enjeux concernent la desserte en réseaux vis-à-vis de la proximité des voies routières existantes, des canalisations d'eau potable et d'assainissement collectif présentes et de la facilité à s'y raccorder.

Les enjeux spatialisés sur la carte ci-dessous ont été caractérisés de la manière suivante :

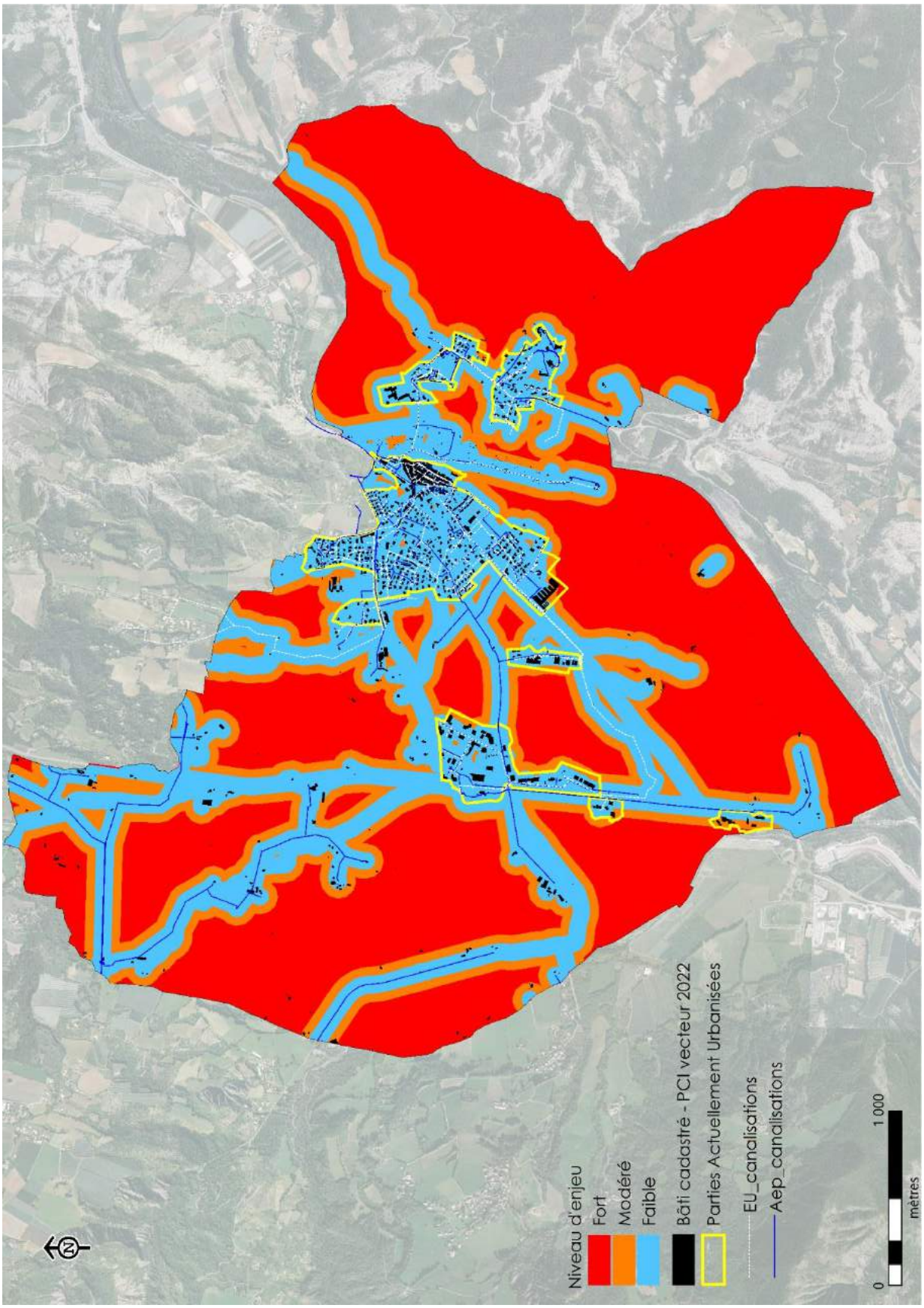
- Enjeux forts :
  - Secteurs où les réseaux routiers, d'eau et d'assainissement ne sont pas présents et où le raccordement serait situé à plus de 100m ;
- Enjeux moyens :
  - Espaces situés entre 50 et 100 m des réseaux d'eau et/ou d'assainissement existants et entre 0 et 50 m des voies routières lorsque les réseaux d'eau et d'assainissement ne sont pas présents (raccordement aux réseaux d'eau plus difficile). Il s'agit de secteur où le raccordement aux réseaux est possible.
- Enjeux faibles :
  - Les secteurs situés à moins de 50 m des réseaux d'eau et/ou d'assainissement existants. Les réseaux ne passent pas systématiquement sur les secteurs mais le raccordement à ces derniers est facile.

On constate que l'ensemble des parties actuellement urbanisées sont desservies par les réseaux d'eau potable, d'assainissement, ainsi que par les réseaux routiers. Les enjeux y sont donc faibles.

Ces réseaux passent au sein même des différents hameaux, mais également en limite, ce qui permet d'envisager des extensions de l'urbanisation avec un raccordement sans contrainte. Certains secteurs sont plus éloignés que d'autres des réseaux, avec des enjeux plus importants en termes de raccordement, mais qui sont toutefois réalisables.

Sur certains secteurs (Partie Ouest), on constate la présence de routes et d'eau potable sans pour autant qu'il n'y ait de raccordement au réseau d'assainissement. Ces habitations isolées pour la plupart sont dotées de systèmes d'assainissement autonome.

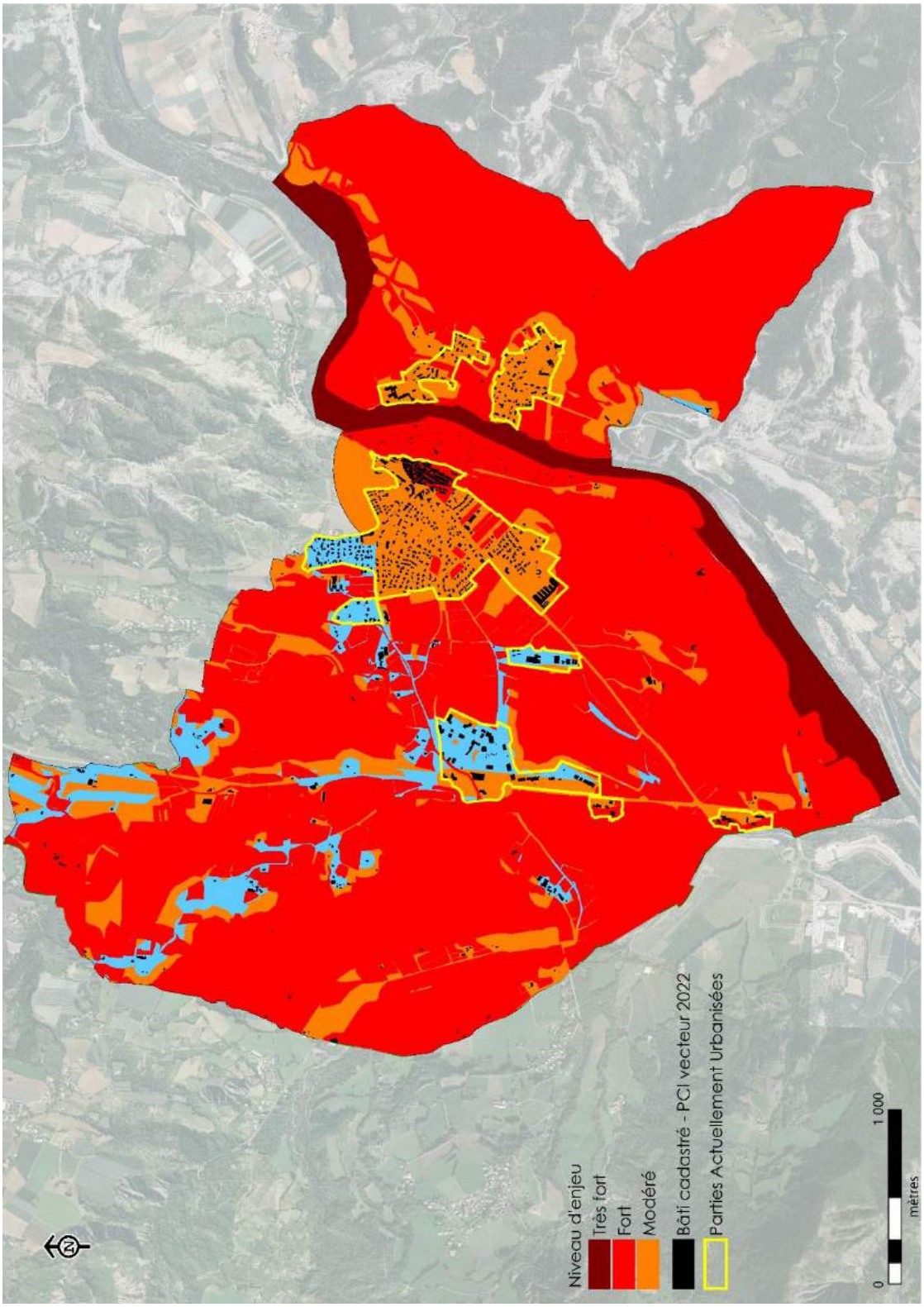
Les espaces urbanisés sont globalement bien desservis par les réseaux, ce qui permet d'envisager des raccordements, plus ou moins aisément réalisables selon la distance aux réseaux. Cette analyse ne vient pas amener de contraintes liées à des enjeux forts ou inconstructibles sur des terrains qui n'étaient pas déjà concernés dans les analyses précédentes, ou des terrains très éloignés de l'urbanisation existante où un développement de l'habitat est inenvisageable d'un point de vue urbanistique.



Enjeux environnementaux liés aux réseaux

4. CARTE DE SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

La carte ci-dessus permet de déterminer à l'échelle du territoire communal les plus hauts niveaux d'enjeu atteint, toute thématique confondue. On constate que la quasi-totalité du territoire est classée à fort enjeu.



Synthèse des enjeux environnementaux

5. CHOIX DES SECTEURS D'EXTENSIONS OU EN DISCONTINUITE (DEROGATION) ET CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DES ZONES QUI SONT SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

Du fait de l'application de la loi Montagne, les secteurs du Petit Collet, des Boulangeons – zones d'activités et du Centre Technique communal, localisés en discontinuité de l'urbanisation ont obtenu une dérogation au titre de l'article L122-7 du code de l'urbanisme (avis annexés au présent rapport).

Ces projets ont reçu des avis favorables de la commission, sous réserve de quelques modifications qui ont été intégrées au projet.

Les autres secteurs en continuité de l'urbanisation sont traités comme des extensions par rapport à la Partie Actuellement Urbanisée (PAU) délimitée.

5.1. LE PETIT COLLET

La commune propriétaire d'une partie du foncier de ce secteur, situé en contrebas de la RN85 direction Gap, a souhaité y développer une zone d'activités, afin de conforter le rôle de la Plaine de Tallard, tourné actuellement vers les activités économiques.

De plus, la commune y a vu l'opportunité, de déplacer les activités situées actuellement sur la Garenne, pour pouvoir revaloriser et réinvestir ce site afin d'y réaliser des logements sur ce foncier stratégique, proche du centre et bénéficiant de l'ensemble des services, équipements et réseaux.

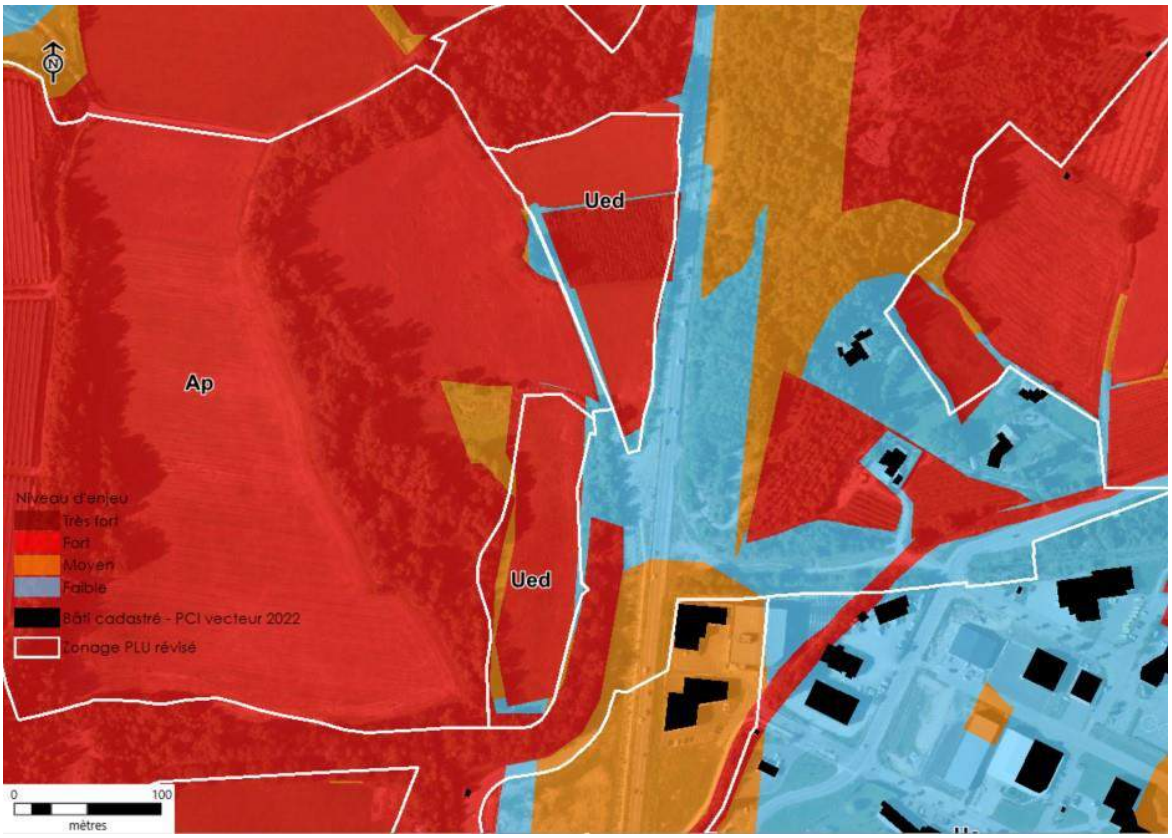
Suite au bilan effectué sur l'atlas économique inventoriant les espaces mobilisables sur la commune, il s'est avéré que près de 4 ha n'étaient pas réellement mobilisables (suite à la présence de risques torrentielle le long du Rousine).

La commune a donc décidé de répartir ce potentiel sur d'autres fonciers mobilisables.

Ce secteur a également été réduit par rapport à l'emprise initialement prévue, afin de prendre en compte les enjeux environnementaux présents notamment dû aux espaces agricoles et la ripisylve.

Les enjeux forts sur les zones sont liés à la présence de terres agricoles. Néanmoins les accès y sont et les enjeux en limites sont en partie faibles. En limite, les enjeux sont également forts du fait de la présence de cours d'eau et ripisylves (engendrant notamment des risques).

Il s'agit du seul secteur proche de l'aérodrome, bénéficiant des réseaux en limites et situés en dehors de zones à risques.



Le développement sur ce secteur au regard du croisement des besoins et de l'opportunité foncière qui se présente, mis en parallèle des enjeux, est tout à fait pertinent pour le territoire.

5.2. LE CENTRE TECHNIQUE COMMUNAL DES LAUZES

La commune propriétaire d'une partie du foncier de ce secteur situé aux Lauzes, a souhaité relocaliser ses services techniques pouvant entrainer des nuisances si situées au cœur d'espace résidentiel (comme c'est le cas aujourd'hui puisqu'ils sont situés sur la place centrale de la commune). La commune souhaite acquérir davantage de foncier et a ainsi inscrit un emplacement réservé permettant de réaliser cet équipement.

Les enjeux forts sur la zone sont liés uniquement à la présence de terres agricoles. Néanmoins les accès y sont et les enjeux en limites sont en partie faibles.

L'ensemble des terres autour des hameaux et notamment des Lauzes sont classées en enjeux forts. Pour déplacer le centre technique communal loin d'espaces urbanisés pour limiter les nuisances se fait automatiquement au détriment de zones agricoles (classées toutes à enjeux forts à l'exception des espaces de pâture) sur la commune.



Le développement sur ce secteur au regard du croisement des besoins et de l'opportunité foncière qui se présente, mis en parallèle des enjeux, est tout à fait pertinent pour le territoire.

5.3. LA ZONE ECONOMIQUE DES BOULANGEONS

Cette zone repérée dans l'atlas économique du SCoT est nommée « Boulangeons » même si cette dernière est située en réalité au Sud de Rioupierroux/Serre Lapin.

Le SCoT identifie sur ce secteur 2,26 ha de mobilisable.

La commune a fait le choix de comptabiliser l'ensemble du tènement comprenant également les deux bâtiments au Sud. La zone s'étant donc sur près de 3,55 ha.

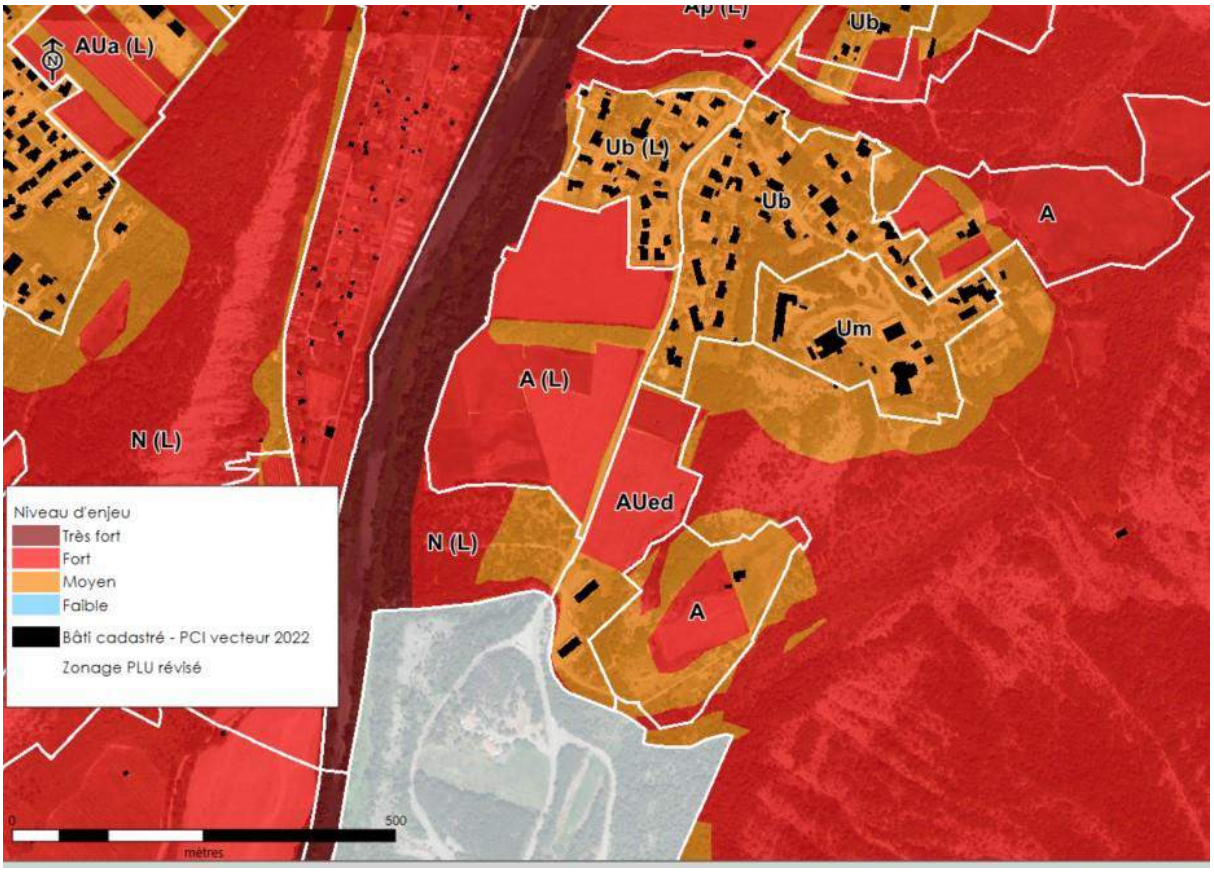
La commune souhaite développer sur ce secteur des activités complémentaires à l'économie que connait aujourd'hui Tallard, vers des filières de transformation autour de plantes, médicinales à parfum ou aromatiques.

Cette zone située au Nord des espaces urbanisés, n'engendrera pas de nuisances olfactives ou sonore pour ces espaces et bénéficiera cependant de l'accès et réseaux présents à proximité.

Les enjeux forts sur la zone sont liés uniquement à la présence de terres agricoles. La partie Sus occupée par 2 bâtiments est classée en enjeu modéré.

Ici, l'ensemble des espaces urbanisés est en grande partie classé en enjeu moyen du fait des enjeux paysagers, de la présence de risques liés au retrait gonflement des argiles et de fôrets.

En marge de ces espaces urbanisés, les enjeux sont forts même en absence de réseaux.



Le développement sur ce secteur au regard du croisement des besoins et de l'opportunité foncière qui se présente, mis en parallèle des enjeux, est tout à fait pertinent pour le territoire.

5.4. LE COLLEGE

Cette zone est également pour partie située sur du foncier communal (parcelle au Sud accolée au collège).

La commune souhaite sur ce secteur encadrer la réalisation de logements étudiants et/ou saisonniers qui sont aujourd'hui très peu présents sur le territoire et dont la commune reçoit de fortes demandes.

Ensuite, la commune et le Département (bénéficiaire d'un emplacement réservé) voient l'opportunité de conforter et développer le collège en permettant notamment la réalisation de stationnements supplémentaires, de vestiaires et/ou d'un nouveau plateau sportif.

Ici également les enjeux sont fort sur la partie Ouest de la zone AUb (L) car classée en zone agricole. La partie au Sud du collège, elle est en enjeu fort du fait de l'absence de réseau actuellement sur le secteur.



Le développement sur ce secteur au regard du croisement des besoins et de l'opportunité foncière qui se présente, mis en parallèle des enjeux, est tout à fait pertinent pour le territoire.

5.5. LES HAUTS DE TALLARD ET LA GARENNE

Ces zones sont situées sur des ténements stratégiques puisque permettant de combler des « mâchoires » enserrées ou en continuité du tissu urbain.

Leurs situations leur permettent ainsi de bénéficier de l'ensemble des équipements, réseaux, transports etc… dont dispose le centre-village.

Dans un but de conforter le village et les équipements présents, la commune souhaite concentrer le développement des habitations en continuité et dans le tissu existant.

Ces deux secteurs sont également ciblés au Programme Local de l'Habitat (PLH) 2022-2027.

Comme expliqué plus haut, l'aménagement de la Garenne est étroitement lié avec celui du Petit Collet. Cet espace faisant l'objet de rétention depuis de nombreuses années, pourrait enfin se débloquer grâce à la solution mise en œuvre sur le Petit Collet pour déplacer les activités existantes.

Quant au secteur des Hauts de Tallard, en plus de l'opération de logements, ce ténement pourra accueillir l'extension du cimetière et/ou d'un parc paysager et la réalisation d'un parking public à proximité du centre.

Sur ce secteur les enjeux y sont moyens du point de vue paysager (dans le périmètre de l'AVAP et co-visibilité avec le château) ainsi que vis-à-vis des réseaux qui ne sont pas très proches sur la partie centrale.



Le développement sur ces secteurs au regard du croisement des besoins et de l'opportunité foncière qui se présente, mis en parallèle des enjeux, est tout à fait pertinent pour le territoire.

5.6. LE SECTEUR D'EQUIPEMENTS PUBLICS AUX BOULANGEONS

Ce secteur est en cours d'acquisition par la commune c'est pour cela qu'elle n'a pas créé d'emplacement réservé dessus.

La municipalité souhaite pallier aux déséquilibres actuels entre les deux rives et proposer davantage d'équipements sur la rive Est. En cela, cette zone permettra la création d'une crèche, d'un nouveau cimetière, de cantine etc..

Ici également l'enjeu fort est lié à la présence de terres agricoles. D'autres secteurs en continuité des hameaux étaient classés en enjeux moyens. Néanmoins, ces enjeux ne prennent pas en compte la maîtrise foncière qui est à prendre en compte dans la réalisation des équipements publics, ainsi que la topographie.



Le développement sur ce secteur au regard du croisement des besoins et de l'opportunité foncière qui se présente, mis en parallèle des enjeux, est tout à fait pertinent pour le territoire.

5.7. LES AUTRES SECTEURS D'EXTENSION

Ces secteurs sont identifiés comme extensions par rapport à la PAU délimitée néanmoins, ce sont tous des terrains déjà constructibles (classés en U ou AU) au PLU actuellement opposable (Ucampus, Ue au sud de l'aérodrome, extension de la Chrysalide et extension de la Durance). Seule l'extension de la Chrysalide comporte 1200m² de plus en U qu'au PLU actuel.

Au regard des besoins de production de logements pour l'accueil de population, des besoins de maintenir et conforter les activités existantes (médico-social, arérocampus, zone d'activité de l'aéropôle) la commune a souhaité intégrer ces extensions au regard :

- Des enjeux environnementaux. Comme vu précédemment, les enjeux sont sensiblement les mêmes sur les secteurs d'extension pour tous les hameaux. Aucun enjeu environnemental n'a été identifié sur ces parcelles ;
- De leur probabilité d'être construites (ces secteurs répondent à des demandes concrètes qui ont été formulées auprès de la municipalité et que la commune soutient) ;

Ces parcelles sont toutes situées en continuité au sens de la Loi Montagne, ne nécessitant donc pas de dossier dérogatoire.

CHAPITRE .4 : LES CHOIX RETENUS ET LEUR JUSTIFICATION AU REGARD DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les objectifs sont définis dans le projet d'aménagement et de développement durables. Regroupés par grandes orientations, les objectifs sont déclinés en plusieurs actions, traduites dans des pièces opposables.

Ce chapitre vise à présenter les choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan.

1. ORIENTATION 1 : MAINTENIR L'ATTRACTIVITE COMMUNALE EN TANT QUE « BOURG PRINCIPAL » DE L'AIRE GAPENÇAISE

OBJECTIF : ACCOMPAGNER LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE EN FAVORISANT LA DIVERSITE DE L'HABITAT			
ACTIONS	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**	**JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT**	**SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES**
Poursuivre une évolution démographique dynamique, afin de dépasser les 3000 habitants d'ici à 2036 sur la commune ; **Assurer une production de logements en cohérence avec l'attractivité communale et le maintien de la population actuelle ;**	L'ensemble du projet doit participer de cette poursuite de la croissance démographique. Entre autres, il prévoit une extension de l'urbanisation maîtrisée sur certains secteurs en cohérence avec le projet de développement communal.	Les objectifs démographiques ont été établis au regard des évolutions démographiques passées, et de la volonté de la Municipalité de maintenir les habitants qui souhaitent rester sur la commune et d'accueillir de nouveaux habitants et notamment les jeunes, porteurs des dynamiques. Ces objectifs sont cohérents avec le SCoT du Gapençais qui prévoit, en objectif dynamique la	Une production de logements inférieure aurait pu être envisagée, toutefois la demande de logements étant forte sur la commune (du fait de la proximité de Gap) cet objectif moins ambitieux pourrait ne pas être suffisant pour répondre à la demande et engendrer une hausse des prix. Au vu de la forte demande de permis de construire pour des logements à Tallard sur les dernières années, l'objectif haut du SCoT a donc été retenu en objectif de production de logements.

Lutter contre les logements vacants en proposant une offre de logements dans le centre-ville ;	Pour diminuer la vacance des logements en centre-ville, les élus ont acté le lancement d'une étude pré-opérationnelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH). Des règles ont été intégrées au règlement permettant de faciliter les réhabilitations en centre-ville.	réalisation de 24 logements / an. De plus sur la période 2022-2027, le PLH prévoit une réalisation de 25 logements/an. En assurant la production de 325 logements (réhabilitations comprises), on observerait une dynamique de 25 logements/ ha (qui rentre donc dans un rapport de compatibilité avec le SCoT et respecte les objectifs du PLH).	
Diversifier les typologies de logements et d'hébergements afin de poursuivre la dynamique de parcours résidentiels à travers une offre adaptée, favorisant la mixité : logements locatifs, logements à loyers maîtrisés, petits logements, hébergements étudiants, hébergements séniors…	Cette action n'a pas d'impact direct sur l'environnement et n'a donc pas à être justifiée dans ce cadre. La justification de cette action a été réalisée dans la partie 3, chapitre 1.		
Susciter et maîtriser la mutation des terrains constructibles faisant l'objet d'une rétention foncière.	La commune a ainsi souhaité, sur certains fonciers stratégiques, comme la Garenne, aménager la zone en permettant aux activités déjà en place (bloquant l'aménagement de la zone depuis de nombreuses années),	Le site de la Garenne est en partie classé en renouvellement urbain car déjà occupé. Sur les terrains attenants, seuls des enjeux agricoles demeurent (comme sur une majeure partie du territoire communal)	Le choix aurait pu être fait de ne pas aménager le secteur néanmoins, celui-ci continuerait d'être occupait par une entreprise de BTP, engendrant des nuisances pour les habitations voisines

	d'être relocalisées sur d'autres secteurs. Les zones Ued ont notamment été créées pour permettre la relocalisation de ces activités. Ainsi, l'aménagement de la zone serait possible et le foncier en rétention depuis de nombreuses années pourrait muter.	Il a donc été fait le choix d'aménager ce secteur de « Greffe urbaine » situé dans le tissu urbain existant déjà en partie occupé afin de respecter les objectifs de productions de logements fixés par le SCoT et le PLH plutôt que d'investir un terrain agricole ou naturel soumis à davantage d'enjeux. De plus une OAP permet de cadrer son aménagement et de limiter son impact.	(poussières, bruits, etc…).
OBJECTIF : REDYNAMISER LE CENTRE ANCIEN			
ACTIONS	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**	**JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT**	**SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES**
Réaménager la place Charles de Gaulle	Cette action n'a pas d'impact direct sur l'environnement et n'a donc pas à être justifiée dans ce cadre. La justification de cette action a été réalisée dans la partie 3, chapitre 1.		
OBJECTIF : CONFORTER ET DEVELOPPER LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE DE LA COMMUNE			
ACTIONS	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**	**JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT**	**SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES**
Affirmer la vocation commerciale du centre-bourg en cadrant le développement des commerces à 1500 m² de surface de vente autorisée	Dans les zones Ua (H), Uaa (H), Ub, Ub (L), AUa (L) et AUc (H), la surface de vente pour chaque activité liée aux sous-destinations artisanat et commerce de détail sont, est limitée à 1500m².	Il s'agit ici de répondre à un objectif du SCoT demander de limiter les commerces à 1500m& de surface de vente.	La commune aurait pu faire le choix de baisser ce seuil néanmoins elle souhaite maintenir ces commerces et permettre l'installation de nouveaux afin de maintenir une vie de village à l'année.
Conforter le secteur économique de la plaine de Tallard en cohérence avec l'équilibre territorial défini dans le SCoT ;	Extensions de certaines zones existantes (Ue et Ucampus) et créations d'une nouvelle zone (Ued).	Pour la zone Ued, la commune propriétaire d'une partie du foncier de ce secteur, situé en contrebas de la RN85 direction Gap. La commune y a vu l'opportunité, de déplacer les activités situées actuellement sur la Garenne, pour	Il aurait pu être envisagé de ne pas prévoir ni d'extensions ni de nouvelles zones, toutefois, cette décision aurait pu limiter le développement économique futur de la commune.

		pouvoir revaloriser et réinvestir ce site afin d'y réaliser des logements sur ce foncier stratégique, proche du centre et bénéficiant de l'ensemble des services, équipements et réseaux. Suite au bilan effectué sur l'atlas économique inventoriant les espaces mobilisables sur la commune, il s'est avéré que près de 4 ha n'étaient pas réellement mobilisables (suite à la présence de risques torrentielle le long du Rousine). La commune a donc décidé de répartir ce potentiel sur d'autres fonciers mobilisables (dont les zones Ue et Ued) confortant la plaine de Tallard dans son rôle économique. Sur la zone Ued une OAP permet de cadrer son aménagement et de limiter son impact.	D'autant plus que son développement s'est déjà vu ralentir puisque les fonciers mobilisables identifiés auparavant ne le sont plus du fait de la présence de risque le long du Rousine. De plus, la zone Ued a été réduite par rapport à son tracé initial afin de prendre en compte les différents enjeux environnementaux notamment dû aux espaces agricoles et la ripisylve.
Maintenir les commerces existants dans le centre ancien et le long des voies commerçantes principales, en interdisant notamment leur changement de destination vers de l'habitat ;	Cette action n'a pas d'impact <u>direct</u> sur l'environnement et n'a donc pas à être justifiée dans ce cadre. La justification de cette action a été réalisée dans la partie 3, chapitre 1.		

Développer une zone d'activité économique sur le quartier des Boulangeons - (activités tertiaires, activités de services, filière végétale) ;	La nouvelle zone destinée à l'activité économique sur le quartier des Boulangeons a été classée en zone AUed. La zone soumise à OAP, a obtenu la dérogation au titre de la discontinuité au regard de la Loi Montagne auprès de la CDNPS. Les secteurs possédant un caractère urbain affirmé selon l'interprétation de la loi montagne, à vocation économique, ont été classés en zones Ue, Uea, Ueb, Ue, Ud et Ucampus. Les pistes de l'aérodrome ont été classées en Nd.	Cette zone est repérée dans l'atlas économique du SCoT. Le SCoT identifie sur ce secteur 2,26 ha de mobilisable. La commune souhaite développer sur ce secteur des activités complémentaires à l'économie que connait aujourd'hui Tallard, vers des filières de transformation autour de plantes, médicinales à parfum ou aromatiques. Cette zone située au Nord des espaces urbanisés, n'engendrera pas de nuisances olfactives ou sonores pour ces espaces et bénéficiera cependant de l'accès et réseaux présents à proximité. De plus une OAP permet de cadrer son aménagement et de limiter son impact.	Il aurait pu être envisagé de ne pas prévoir ni d'extensions ni de nouvelles zones, toutefois, cette décision aurait pu limiter le développement économique futur de la commune. D'autant plus que son développement s'est déjà vu ralentir puisque les fonciers mobilisables identifiés auparavant ne le sont plus du fait de la présence de risque le long du Rousine. Pour l'aérodrome, la commune a souhaité maintenir cette activité mais limiter les constructions. De fait, elle a classé cette zone (initialement classée en U) en zone N. Elle aurait pu faire le choix de maintenir son classement en U.
Consolider l'aérodrome et ses activités économiques liées ;		Au regard d l'environnement, la zone Nd a été classée en zone naturelle et aucune construction n'y est admise.	
Réinvestir les friches bâtimentaires en permettant le changement de destination à des fins d'activités artisanales et/ou tertiaires ;	Cette action n'a pas d'impact <u>direct</u> sur l'environnement et n'a donc pas à être justifiée dans ce cadre. La justification de cette action a été réalisée dans la partie 3, chapitre 1.		

Garantir la pérennité de l'activité agricole et son poids économique dans la vie de la commune ; **Favoriser l'installation de circuits agricoles courts répondant aux besoins de proximité.**	Les exploitations agricoles repérées dans le diagnostic agricole de 2019 de Terr'Aménagement ont été repérées en informations aux plans de zonage. De plus les informations relatives à la réciprocité avec ces bâtiments ont été intégrées dans les dispositions générales du règlement écrit. - Des zones A et A (L) ont été créées et autorisent les exploitations agricoles (habitation, stockage, entretien matériel agricole, aménagements et installations nécessaires à l'irrigation, transformation, conditionnement ou commercialisation des produits, etc….). Ces zones sont autour des exploitations agricoles et permettent également l'installation de nouveaux agriculteurs sur la commune.	Plusieurs exploitations agricoles sont installées sur le territoire. La commune souhaite leur permettre d'évoluer en fonction de leurs éventuels besoins futurs et permettre l'installation de nouvelles exploitations. Ces activités sont intéressantes à la fois pour l'activité économique qu'elles génèrent, avec des familles qui vivent de cette activité, pour son rôle dans la qualité des paysages de la commune, ainsi que pour le maintien de milieux naturels et d'espèces remarquables (prairies de fauche, pelouses, insectes, oiseaux, plantes …) se développant spécifiquement dans les milieux ouverts. Elles permettent également de limiter l'enfrichement de terres. Elle souhaite en outre accueillir de nouvelles exploitations pour les mêmes raisons qu'évoquées ci-avant. Ainsi, environ 643 ha ont été classés en zones agricoles. La préservation des terres agricoles est traduite par un zonage adapté, plus de la moitié des zones agricoles sont des zones Ap/Ap (L) compte tenu de leurs caractéristiques agronomiques et paysagères.	Une protection plus généralisée des zones agricoles aurait pu être mise en place, avec des secteurs agricoles « constructibles » comprenant uniquement les bâtiments agricoles existants. Cette alternative aurait sans doute permis un maintien des exploitations agricoles, mais aurait constitué un frein pour l'installation de nouvelles exploitations agricoles avec les conséquences que cela génère (pas de retombées économiques, enfrichement des terres, moins d'absorption des GES, pas de valorisation d'une alimentation « locale »…).

OBJECTIF : RENFORCER L'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE ET COMMUNALE			
ACTIONS	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**	**JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT**	**SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES**
Maintenir le potentiel d'hébergement touristique existant	Cette action n'a pas d'impact direct sur l'environnement et n'a donc pas à être justifiée dans ce cadre. La justification de cette action a été réalisée dans la partie 3, chapitre 1.		
Améliorer l'accessibilité des principaux sites touristiques et de loisirs à savoir le château de Tallard et l'aérodrome	Des emplacements réservés ont été mis en place par la commune afin de permettre la réalisation de cheminements doux (piéton et/cyclables) : ER9, ER23, ER25, ER27. Ces cheminements permettront une meilleure liaison interquartier et permettront une meilleure accessibilité vers les lieux touristiques et de loisirs. De plus, une OAP thématique mobilité et déplacement a été créée permettant de conforter les liaisons existantes notamment entre l'aérodrome et le centre village et cible certaines autres liaisons à créer.	Les élus souhaitent améliorer le maillage dédié aux déplacements doux/actifs, afin d'améliorer notamment l'accessibilité aux sites touristiques et à l'aérodrome. Ces aménagements incitent les populations (permanentes comme les touristes) à délaisser la voiture au maximum, avec donc un impact positif sur les émissions de polluants dans l'atmosphère.	Aucune solution de substitution raisonnable n'a été identifiée.
Investir dans le tourisme d'été et d'intersaison en incitant à la pratique des sports de plein air	Cette action n'a pas d'impact direct sur l'environnement et n'a donc pas à être justifiée dans ce cadre. La justification de cette action a été réalisée dans la partie 3, chapitre 1.		
Diversifier les usages du Château de Tallard par sa mise en accessibilité et par une plus large ouverture aux Tallardiens dans une optique de	Le château a été classé en Uaa (H) dans laquelle les équipements d'intérêt collectif et de services publics, les cinémas, les centres de congrès et d'expositions etc… sont notamment autorisés.	En lien avec son rôle de « Bourg principal » et des objectifs de croissance que la commune s'est fixée, il est nécessaire de disposer d'équipements publics notamment culturels. Ces aménagements peuvent engendrer	Aucune solution de substitution raisonnable n'a été identifiée.

développement culturel (salle de spectacle, concerts, événements culturels, résidence d'artistes et métiers d'arts, etc…)		certaines nuisances sur l'environnement telles que le bruit ou la lumière. Pour l'éclairage l'OAP thématique paysage et TVB vient rappeler les normes applicables et soumettre les secteurs à enjeux à des installations plus respectueuses.	
Permettre la création de nouveaux lieux de spectacles (cinéma, théâtres, salles de concert, etc…) et/ou artistiques afin de proposer une offre de service culturelle renforcée et diversifiée sur le territoire.	Dans les zones Ua et Ub (et leurs sous-zones), les cinémas, centres de congrès et d'exposition (en Ua uniquement), ainsi que les équipements d'intérêt collectif et de services publics et les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, sont autorisés.		
MAINTENIR ET RENFORCER L'OFFRE EN EQUIPEMENT D'INTERET GENERAL			
ACTIONS	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**	**JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT**	**SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES**
Maintenir les équipements existants sur la commune et permettre leur renforcement selon les opportunités futures : écoles, crèche…	Dans l'ensemble des zones U, les équipements d'intérêt collectif et de service public sont autorisés. De plus des zones spécifiquement dédiées aux équipements publics ont été créés : Uep aux Boulangeons en extensions ; Uep (L) correspondant au collège (couverte par une OAP sectorielle) ; Aep (L) permettant de créer un bassin de rétention publique.	Les secteurs ont été retenus au regard de la maitrise foncière communale ou pouvant facilement être acquise, ainsi que des besoins nécessaires au maintien de la vie du village en évitant les secteurs à enjeux trop importants.	La commune a étudié la possibilité de réaliser ces équipements publics en renouvellement urbain et en changement de destination dans un premier temps. Néanmoins elle ne dispose pas de foncier répondant à ces caractéristiques. Ayant de nombreux besoins en corrélation avec la dynamique démographique souhaitée, la commune a identifié des manques aux Boulangeons, au collège et autour du cimetière nécessitant des extensions.
Prévoir l'extension du cimetière communal et des établissements	L'extension du cimetière communal pourra s'effectuer en continuité du cimetière existant, sous la forme de parc		

socio-médicaux et paramédicaux	paysager/cimetière (zones Ua(H) et Auc(H), soumises à OAP), ou un nouveau pourra être créé sur la zone Uep aux Boulangeons. Les établissements socio-médicaux de la Durance et de la Chrysalide ont été classés respectivement en Um (L) et Um. Des extensions ont été ciblées afin de leur permettre de s'étendre et de conforter leurs services indispensables à la vie communale.		
Améliorer les conditions de stationnement	De nombreux emplacements réservés ont été créés afin de réaliser des stationnements on retrouve les ER suivants : 7, 13, 18 et 20.	Tallard, bien que touristique et attractive reste une commune rurale. La desserte en transport en commun ne permet pas aujourd'hui d'éviter systématiquement le recours à la voiture individuelle. Plusieurs difficultés de stationnement ont été identifiées, notamment à proximité du centre-village. La Municipalité a souhaité mieux organiser le stationnement, ce afin de limiter les stationnements anarchiques.	Une alternative serait de réduire le nombre d'aires de stationnement publiques envisagées. La réalisation d'aires publiques favorise toutefois la mutualisation des espaces de stationnement, et donc optimise l'espace artificialisé. Elle permet d'éviter les stationnements « sauvages » générant différents problèmes : des circulations plus difficiles et moins sécurisées, des nuisances pour les habitants, des impacts paysagers...
Maintenir et développer si possible, les équipements sportifs autour du collège	Le collège existant a été classé en zone Uep (L) permettant de maintenir l'établissement et ses activités. Une OAP sectorielle a été créée permettant de cadrer l'aménagement du secteur et notamment l'extension à l'Ouest classée en AUb (L), permettant de créer un	Le collège étant existant il n'y a pas de solution alternative au regard de son implantation actuelle. Un plateau sportif et autres équipements liés n'auraient pas d'intérêt à être situés ailleurs qu'à proximité du collège.	

	équipement en lien avec le collège (complexe sportifs, stationnements, vestiaires etc…). un emplacement réservé (ER16) au bénéfice du Département a également été créé sur cette partie en extension.		
Permettre la création de nouveaux locaux pour le centre technique communal en dehors de l'enveloppe urbaine, limitant les nuisances avec les zones habitées	La zone Uepd a été créée aux Lauzes, permettant d'accueillir le nouveau centre technique communale. La zone a fait l'objet d'un avis favorable en CDNPS au titre de la dérogation à la constructibilité en discontinuité au regard de la loi montagne.	La volonté de la commune est de permettre de relocaliser ces services techniques pouvant aujourd'hui engendrer des nuisances aux abords des zones habitées liées aux entretiens, stationnements etc..	La commune aurait pu faire le choix de ne pas déplacer ses services mais les nuisances que connaissent aujourd'hui les habitants du centre-village n'auraient pas cessé. Le déplacement du centre technique est plutôt positif pour le voisinage.
Aménager un espace public à vocation de parcs et jardins en bordure de Durance	Un emplacement réservé (ER8) a été créé afin de permettre les aménagements des bords de la Durance en zone de loisir.	Cet emplacement est situé en bords d'espaces sensibles (cours d'eau, ripisylve, zone humide). En cela la commune sera vigilante au type d'aménagement qu'elle réalisera afin de permettre aux usagers d'apprécier l'environnement dans lequel ils se trouvent lorsqu'ils emprunteront ce parc/jardin.	Aucun aménagement n'aurait pu être réalisé en bord de Durance. Néanmoins ça réalisation permettra l'entretien et la stabilisation des berges bénéfiques au regard de l'environnement.
Améliorer et développer les réseaux de téléphonie, d'internet et de télévision en lien avec le SDTAN 05	Le PLU n'est pas bloquant en ce qui concerne ces objectifs, avec notamment un règlement écrit qui permet que des aménagements liés aux réseaux numériques puissent être réalisés. Il demande de prévoir les attentes et fourreaux nécessaires à la mise en service des réseaux en cas d'absence de raccordement.	Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont devenues indispensables au sein de notre société. L'accessibilité à internet, au haut débit et à la fibre notamment est l'un des critères d'installation d'une entreprise sur un territoire et du choix de résidence pour un habitant. Du point de vue de l'environnement, la présence du haut débit sur le territoire favorise le	L'alternative écartée est celle de ne pas demander la mise en place d'attentes et fourreaux. Cette alternative aurait pu ralentir le déploiement de la fibre.

		développement du télétravail, et contribue donc à réduire les déplacements des habitants.	
Programmer l'extension des réseaux d'énergie en adéquation le projet communal	Cette action n'a pas d'impact direct sur l'environnement et n'a donc pas à être justifiée dans ce cadre. La justification de cette action a été réalisée dans la partie 3, chapitre 1.		
Répondre aux besoins des populations actuelles et futures en matière d'alimentation en eau potable	Dans le zonage, la localisation des zones urbaines et à urbaniser (raccordés aux réseaux ou suffisants en limite) permet d'assurer la desserte sans coûts démesurés pour la commune. Dans ces zones, le règlement écrit précise que les constructions (ou installation ou aménagement) requérant une alimentation en eau potable, doivent être raccordées au réseau public de distribution. Le règlement ne pose pas de contrainte à la réalisation de ces réseaux.	Dès la phase de projet, les ressources disponibles ainsi que la structuration des réseaux ont été prises en considération. Dans ce cadre, la Municipalité a choisi un développement qui s'inscrit dans l'enveloppe existante et dans sa continuité. Les zones d'extension du PLU sont implantées sur des secteurs où les réseaux seront amenés en limite de parcelle ou de zone. Le PLU prévoit bien le raccordement aux réseaux. Cela permet de limiter les extensions démesurées des réseaux. Le projet de PLU permet également de limiter les impacts des aménagements sur les réseaux. La protection de la ressource est également prise en compte (rappel des SUP relatives aux captages, et protection d'un captage).	Aucune solution de substitution raisonnable n'a été identifiée pour cette thématique.
S'assurer du traitement des eaux usées dans le respect des normes et des capacités de la STEP.	Les zones urbaines et à urbaniser du PLU sont ouvertes sur les secteurs raccordés à l'assainissement collectif (ou avec les réseaux suffisants en limite). Dans ces zones, le règlement indique que les constructions (ou installation ou aménagement) doivent être raccordées au réseau public d'assainissement.		
OBJECTIF : AMELIORER LES DEPLACEMENTS ET L'ACCESSIBILITE			

ACTIONS	TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES	JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT	SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES
Sécuriser et améliorer l'accessibilité du cœur de bourg de Tallard en particulier au niveau de la traversée de la RD 942	De nombreuses OAP (sectorielles et thématiques) permettent de traduire ces actions. L'OAP du Collège permet de traiter l'entrée de ville Ouest par des principes de traitement paysager le long de la D942 et de requalification et sécurisation du carrefour existant.	Le projet de PLU vise faciliter les circulations et à améliorer leur sécurité, que soient par des aménagements ponctuels, ou en intégrant la problématique de sécurité dans les nouveaux projets de manière anticipée.	La commune aurait pu faire le choix d'inscrire plus d'emplacements réservés (ER) pour améliorer et sécuriser les circulations routières. Cependant, il s'agit de routes non communales dont la compétence n'incombe pas à la commune de Tallard.
Améliorer la qualité paysagère des entrées de ville et les abords routiers le long de la RN85 et de la RD 942	L'OAP thématique paysages et TVB permet d'intégrer les principes de traitements paysagers sur les zones économiques autour de l'aérodrome et l'interface avec la N85. Les OAP sectorielles sur les zones économiques des Boulangeons et du Petit Collet intègrent des principes paysagers permettant un bon traitement vis-à-vis des axes routiers à proximité notamment.	Le PLU permet d'éviter des systèmes en impasse, de prévoir des dessertes suffisamment dimensionnées (et évitant les conflits d'usages avec les mobilités douces), de limiter les accès au strict nécessaire et d'éviter les accès dangereux (pente, visibilité, …).	Le seul outil que pouvait donc mettre en œuvre la commune était celui de l'OAP qu'elle a retenu.
Améliorer la pratique des modes doux entre la rive gauche et la rive droite pour créer davantage de lien entre ces deux polarités	L'OAP thématique déplacements et mobilités intègre un principe de liaison piétonne et/ou cyclable à créer entre les deux rives.	Les élus souhaitent améliorer le maillage dédié aux déplacements doux/actifs, afin de sécuriser ces déplacements et inciter les populations (permanentes comme les touristes) à délaisser la voiture au maximum, avec donc un impact positif sur les émissions de polluants dans l'atmosphère.	Aucune solution de substitution raisonnable n'a été identifiée.
Prévoir une liaison douce entre le cœur de ville de Tallard et l'aérodrome en réaménageant et en sécurisant le « chemin dit du milieu »	Le « chemin du milieu » est identifié dans l'OAP déplacements et mobilités comme existant et à maintenir.		

Développer et assurer la continuité des itinéraires cyclables présents sur la commune (la voie verte Gap-Tallard, l'axe Durance)	Ces itinéraires et la continuité avec les chemins existants sont identifiés dans l'OAP thématique déplacements et mobilité.		
S'inscrire dans les politiques intercommunales de développement de l'offre en transport en commun en permettant de réaliser les aménagements nécessaires à leur mise en œuvre, notamment dans les futurs projets de développement.	Dans l'ensemble des OAP sectorielles, on retrouve une partie « desserte avec les transports en commun » qui est la suivante : « Les orientations d'aménagement et de programmation n'entravent pas la réalisation d'une desserte par les transports en commun. Les principes édictés sur le schéma d'aménagement pourront être adaptés pour permettre la desserte par les transports en commun. »		

2. ORIENTATION 2 : GARANTIR UN AMENAGEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE TALLARDIEN ENTRE PRESERVATION DES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET LE DEVELOPPEMENT URBAIN

OBJECTIF : REEQUILIBRER L'ORGANISATION URBAINE DE LA COMMUNE			
ACTIONS	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**	**JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT**	**SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES**
Renforcer l'armature urbaine existante, rive droite par : **○ l'optimisation des potentiels de densification ;**	Ces projets ont déjà été présentés et analysés pour une grande partie dans l'orientation 1 dans les actions traitant notamment du logement et des activités économiques. Se référer donc à la partie précédente.		

○ la « greffe urbaine » du site de la Garenne ; ○ l'aménagement du site « Hauts de Tallard » ; ○ l'optimisation des fonciers communaux ; ○ la protection du « glacis » agricole entre l'enveloppe urbaine du village et l'aérodrome.	
Renforcer les équipements et activités économiques en rive gauche de la Durance sur le quartier Boulangeons dans le respect des paysages et de son environnement en cohérence avec les activités d'économies solidaires présentes sur le quartier (UNAPEI La Chrysalide, Etablissements La Durance).	

OBJECTIF : MODERER LA CONSOMMATION D'ESPACES EN LIEN AVEC LES OBJECTIFS DU SCOT GAPENÇAIS

ACTIONS	TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES	JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT	SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES
Limiter la consommation d'espaces	Le zonage du PLU traduit ces objectifs en matière de	Cette consommation d'espaces traduit les objectifs de	Un objectif plus ambitieux aurait pu être défini, en limitant

naturel agricole et forestier dans le respect des gisements fonciers alloués par le SCoT à : ○ **14 ha pour les besoins en logements ;** ○ **8 ha pour les besoins en activités économiques** ○ **1 ha pour des hébergements étudiants ;** ○ **2 ha pour l'extension des établissements socio-médicaux et paramédicaux** ○ **4 ha pour les équipements d'intérêt collectifs et de service public.**	consommation avec notamment : - La zone AUa (L) de 4.2 ha de la Garenne ; - La zone AUc (H) de 1.8 ha sur les Hauts de Tallard ; - La Zone AUb(L) du collège ; - Les zones Um et Um (L) ; - La zone AUed économique des Boulanegons ; - Les zones Ued du Petit Collet ; - La zone Ucampus - Etc …	développement traités précédemment.	l'urbanisation aux seules enveloppes urbaines, sans définir d'extensions. Toutefois : - les extensions économiques sont jugées nécessaires pour permettre le développement économique ; - les équipements publics (notamment l'extension du cimetière ou le déplacement des services techniques) sont nécessaires au maintien et à l'accueil de nouvelles populations ; - la réduction des possibilités d'extensions pour le logement aurait nécessité, pour maintenir les objectifs démographiques et de production de logements, une plus forte densité, qui pourrait contraster avec le tissu urbain existant et ne pas être compatible avec l'AVAP/SPR en vigueur.
S'assurer d'une densification des constructions à l'échelle communale de l'ordre de 20 logements / hectare minimum avec des sites d'intensifications prioritaires : La Garenne, les Hauts de Tallard et les fonciers importants au sein de	Le règlement écrit et les OAP viennent compléter ces éléments en matière de densité minimale de construction, de mixité des formes urbaines, de mixité sociale … (OAP sectorielles et OAP thématique logements/densité). Une densité supérieure à 20 logements/ha est donc assurée sur les secteurs dédiés au logement.	La commune a fait le constat qu'il était nécessaire de diversifier l'offre en logements pour répondre aux besoins de différents types de ménages. Sur l'ensemble des fonciers mobilisables la commune a souhaité instaurer une densité minimale à respecter. Ainsi, sur certains secteurs (La Garenne, Hauts de Tallard), la municipalité a inscrit une densité plus élevée (autour des 30	Une densité minimale de logements supérieure aurait pu être proposée. Toutefois, une densité plus importante aurait pu contraster avec le tissu urbain existant et ne pas satisfaire la demande existante et ne pas être compatible avec l'AVAP/SPR en vigueur. Au contraire, une densité moins importante aurait pu être envisagée, telle que prévue par le SCoT

l'enveloppe urbaine.		logements/ha), tout en s'assurant d'une cohérence architecturale et paysagère avec les zones urbanisées existantes et les secteurs agricoles avoisinants. Les autres fonciers au sein de l'enveloppe urbain se voient appliquer une densité minimale de 20logements/ha à respecter via l'OAP. Cette densité permet dans un même temps de modérer la consommation d'espaces, notamment afin de préserver les terres agricoles.	(20 logements / ha sur les secteurs d'extensions). Cependant, cette densité tendrait plutôt vers du logement individuel, éventuellement mixé avec des logements mitoyens. Cela aurait généré une augmentation du prix m² bâti, des réseaux (coûts plus importants, imperméabilisation des sols), et de la consommation d'espaces NAF pour répondre aux besoins de production de logements.
OBJECTIF : MAINTENIR LES ESPACES, AGRICOLES, FORESTIERS ET NATURELS			
ACTIONS	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**	**JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT**	**SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES**
Préserver les espaces agricoles ayant notamment un fort potentiel agronomique en instituant des zones agricoles où les constructions y sont grandement limitées ;	La préservation des espaces agricoles est traduite par la délimitation de zones Ap et Ap (L) permettant de préserver les terres à forts enjeux agricoles et paysagers interdisant notamment les exploitations agricoles.	La création de larges zones Ap et Ap (L), plus plus grandes que les zones A, préservent les larges espaces ouverts de l'urbanisation et de nouvelles constructions, y compris agricoles, avec une volonté très claire de conserver les grandes perspectives qui participent grandement à la qualité des paysages de la commune (ouvertures vers le grand paysage, quelques perspectives sur les fronts bâtis anciens…).	Une solution alternative aurait été le classement en zone agricole A « simple », qui n'empêche pas les nouvelles constructions à destination d'exploitation agricole, mais restreint la plupart des autres destinations de construction. Cette solution aurait toutefois permis un certain mitage de ces espaces par des hangars agricoles, avec un risque important de dégradation des ouvertures sur le grand paysage et sur les silhouettes villageoises.
Préserver les espaces agricoles du mitage tout en garantissant des extensions limitées pour les habitations et le développement de l'activité agricole ;	Le règlement des zones A, A (L), Ap et Ap (L) autorise les extensions limitées des habitations existantes, à conditions que les logements soient légalement édifiés et faisant plus de 60m² de surface de plancher.		

Sanctuariser les jardins de la « Durance » en lien avec la préservation de la silhouette villageoise et du patrimoine communal	Les jardins de la Durance ont été classés en A (J), Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL), autorisant uniquement les cabanons limités à 8m² de surface de plancher et d'emprise au sol cumulées. Les autres constructions (à l'exception de quelques équipements d'intérêt collectif et services publics) sont interdites.	De nombreux espaces sensibles ont été identifiés par le SCoT, le SRCE et une analyse de terrain. L'ensemble de ces espaces a fait l'objet de prescriptions ou d'un zonage spécifique assurant leur préservation. En plus, du règlement, une OAP paysages et TVB a été réalisée.	Le choix de classer ces espaces dans un zonage simple en zones A ou N aurait pu être fait. Cependant, la commune souhaitait mettre en place des outils adaptés, permettant davantage de protéger ces espaces (OAP, prescriptions).
Protéger les espaces de vignes	Ces espaces ont été classés en zones A ou A (L). De plus, ils sont inscrits dans l'OAP paysage et TVB afin de garantir leur préservation mais de permettre le maintien des activités agricoles présentes.		
Sanctuariser le massif des côteaux des Boulangeons et son piémont ;	Ces espaces ont été classés pour majorité en zones N pour la partie forestière en Ap ou Ap (L) pour les parties agricoles proches des habitations et passagèrement sensibles, et le reste en A ou A(L).		
Assurer la pérennité des espaces de mobilité des cours d'eau en lien avec la présence des risques naturels.	Ces espaces de mobilités ont été pris en compte dans la délimitation du zonage. Les zones soumises à des aléas forts ont été exclues des zones constructibles (lorsque celles-ci étaient situées en limites de zones).		

3. ORIENTATION 3 : PRESERVER ET VALORISER L'IDENTITE DU TERRITOIRE A TRAVERS SES RICHESSES NATURELLES ET BATIES

OBJECTIF : PROTEGER LE PATRIMOINE BATI, CARACTERISTIQUE IDENTITAIRE DE LA COMMUNE			
ACTIONS	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**	**JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT**	**SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES**

Assurer la traduction de l'AVAP/SPR dans le cadre du règlement du PLU ;	Les règles de l'AVAP/SPR lorsqu'elles concernaient des règles cadrées par le code de l'urbanisme, ont été reportées dans le règlement de chaque zone en bleue afin que l'on puisse identifier que cette règle provienne de l'AVAP/SPR. De plus le zonage a respecté les différents périmètres de l'AVAP/SPR et y fait référence : - L'indice (H) indique que la zone est soumise aux règles du secteur « Noyau historique et les faubourgs » de l'AVAP/SPR ; - L'indice (L) indique que la zone est soumise aux règles du secteur « La lisère urbaine » de l'AVAP/SPR ; - L'indice (J) indique que la zone est soumise aux règles du secteur « Les jardins de la conquête » de l'AVAP/SPR.	Cette traduction permet une meilleure compatibilité entre les deux documents, facilité l'instruction et son application. Aucune solution de substitution raisonnable n'a été identifiée.	
Assurer la protection et la valorisation des éléments de patrimoine bâti identifiés comme majeurs : le château de Tallard, l'église Saint-Grégoire, le château Lacroix en cohérence et complément de l'AVAP ;	Une protection au titre du L151-19 du code de l'urbanisme a été créée sur les bâtiments et éléments patrimoniaux à préserver, pour la plupart en dehors du périmètre de l'AVAP/SPR. Ces bâtiments sont identifiés au zonage par une prescription ponctuelle (étoile) et les règles applicables sont reportées dans le règlement.	Ces actions visent à préserver et valoriser le caractère architectural communal, en protégeant de manière spécifique et renforcée les éléments les plus patrimoniaux du territoire, que ce soit du patrimoine vernaculaire, des éléments de détail des constructions…	Ces éléments patrimoniaux auraient pu ne pas être protégés, au titre de l'article L151-19. Cela aurait pu générer des risques liés à des modifications ultérieures portant préjudice à la qualité du bâtiment.

Favoriser des constructions adaptées au caractère architectural de la commune et des différents quartiers.	Le règlement écrit de chaque zone est adapté à cette volonté, notamment par le biais des règles d'implantation, de hauteur, d'emprise au sol, de qualité urbaine et architecturale et des abords des constructions, plusieurs dispositions générales sur les clôtures, les équipements en façade … Il traite de manière différente les secteurs moins patrimoniaux avec des règles architecturales adaptées, s'appuyant sur l'existant mais proposant aussi une vision pour l'avenir de la commune avec une architecture potentiellement de facture moderne. Les règles de l'AVAP/SPR lorsqu'elles concernaient des règles cadrées par le code de l'urbanisme, ont été reportées dans le règlement de chaque zone. Il a également été fait le choix dans certaines zones non soumises à l'AVAP/SPR d'appliquer les règles de l'AVAP/SPR puisqu'adaptées au contexte local et architectural.	Plusieurs hameaux) ont été identifiés sur le territoire communal. La commune souhaite préserver les caractéristiques architecturales historiques de chacune de ces entités en se basant notamment sur les secteurs de l'AVAP/SPR.	Le règlement aurait pu cadrer l'architecture des centres-anciens de manière plus stricte encore. Cependant, cela n'aurait pas permis de faire évoluer certains bâtiments ne répondant pas aux besoins des populations et cela aurait entraîné des incohérences avec l'AVAP/SPR. Il est estimé que le projet de PLU permet de préserver le caractère architectural communal des parties anciennes du village et des hameaux, tout en prenant en compte les enjeux actuels en permettant l'amélioration énergétique des constructions anciennes.
OBJECTIF : METTRE EN VALEUR LA QUALITE PAYSAGERE DE LA COMMUNE			
ACTIONS	**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**	**JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ENVIRONNEMENT**	**SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ECARTEES**
Conforter et valoriser la silhouette du bourg	Aucune extension n'a été intégrée en continuité du bourg. La zone Uaa(H) correspond au secteur « cœur médiéval » de l'AVAP/SPR. Pour le bourg étendu au « Noyau historique et faubourgs », le	La perception des silhouettes est souvent dégradée sur le territoire, mais en corollaire du travail sur les grandes perspectives, il est aussi important que l'urbanisation sur ces	Une solution alternative aurait été le classement en zone agricole A « simple », qui n'empêche pas les nouvelles constructions à destination d'exploitation agricole, mais restreint la plupart des autres

	confortement de la silhouette passera par l'aménagement des Hauts de Tallard, zone AUc (H).	villages et hameaux anciens en préserve les caractéristiques traditionnelles pour les espaces les plus représentatifs. Le projet de PLU permet donc de préserver les caractéristiques traditionnelles de par des règles architecturales et paysagères strictes basées sur l'AVAP/SPR. Les abords des centres villages, lorsqu'ils ne sont pas urbanisés, sont protégés par le classement en zone Ap ou Ap (L), ce qui permet de renforcer la protection du socle des silhouettes villageoises.	destinations de construction. Cette solution aurait toutefois permis un certain mitage de ces espaces par des hangars agricoles, avec un risque important de dégradation des ouvertures sur le grand paysage et sur les silhouettes villageoises.
Protéger et valoriser les panoramas remarquables de la commune : le château de Tallard et l'aérodrome ; **Travailler sur la fonctionnalité et la qualité paysagère des nouvelles zones d'activités économiques ;** **Préserver et valoriser le point de vue dynamique identifié par le SCoT en sortie de la commune au niveau de la Plaine de Lachaup.**	Les panoramas remarquables et point de vue dynamique identifiés au SCoT ont été préservés puisque ces espaces paysagers sensibles ont été classés en zone Ap ou Ap(L). Le traitement paysager des zones d'activités est intégré dans l'OAP thématique paysages TVB.	L'idée est d'inscrire au mieux l'urbanisation dans le contexte urbain, notamment sur les activités économiques et de préserver les espaces remarquables et point de vue notamment identifiés au SCoT.	Aucune solution de substitution raisonnable n'a été identifiée.

OBJECTIF : PRESERVER LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET LES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE			
ACTIONS		**TRADUCTION DANS LES PIECES OPPOSABLES**	
Préserver les zones naturelles sensibles notamment les plus sensibles : o **Les zones humides** o **Sites Natura 2000**	L'ensemble des zones naturelles sensibles a été classé en zones naturelles ou agricoles (N, N (L), A, A (L), Ap ou Ap (L)) De plus, les zones humides connues ont été identifiées au règlement graphique et une prescription a été mise en place au règlement afin de préserver ces zones humides au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.	Lors de la réalisation du diagnostic territorial, plusieurs zones humides ont été identifiées (zones humides issues de l'inventaire régional et repérées lors de passages écologiques réalisés durant la révision du PLU). La préservation et la gestion des zones humides sont d'intérêt général (article L211-1-1 du code de l'environnement), du fait notamment des multiples services qu'elles rendent à la société. Aujourd'hui, tout aménagement doit prendre en compte les zones humides selon une logique d'évitement. Pour ces raisons, la commune souhaite apporter une attention particulière à la préservation des zones humides.	L'unique solution de substitution aurait été de ne pas mettre de prescription sur les zones humides connues sur la commune, cet habitat étant protégé hors PLU. Cela aurait toutefois rendu la protection des zones humides difficile.
Maintenir la trame bleue organisée autour de la Durance, du Rousine et du canal de Ventavon ;	L'OAP paysages et TVB créée permet de veiller au maintien de la trame bleue.	Les différentes protections permettent d'assurer le maintien de la Durance sa ripisylve, et les zones humides, qui représentent les enjeux écologiques les plus forts pour le territoire communal.	Aucune solution de substitution raisonnable n'a été identifiée.
Protéger l'espace boisé du parc de la Garenne ;	L'EBC existant dans le précédent document d'urbanisme, est maintenu afin de préserver et protéger le parc de la Garenne.	La prescription d'EBC permet d'assurer le maintien de cet espace faisant notamment partie d'un site inscrit.	

Veiller à maintenir ou renforcer les coupures vertes identifiées par le SCoT ;	Les coupures vertes identifiées par le SCoT sont traduites dans l'OAP paysage et TVB.	Le SCoT demande de maintenir les coupures vertes qu'il a notamment identifié sur la commune. Les deux coupures identifiées sont maintenue grâce à l'OAP paysage et TVB.	
Préserver les corridors écologiques identifiés par le SCoT ;	Les corridors écologiques identifiés par le SCoT sont traduits dans l'OAP paysage et TVB.	Les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques ont été identifiés par le SCoT de l'Aire Gapençaise et affinés dans l'Etat Initial de l'environnement. Leur préservation et leur remise en état permettent de lutter contre la fragmentation des milieux naturels et permettent donc à la biodiversité de se disséminer et se reproduire, en garantissant la perméabilité des milieux et donc le brassage génétique et les déplacements d'espèces. La préservation des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques permet de pérenniser les services rendus par la biodiversité ordinaire et remarquable.	
Préserver les espaces naturels de la fragmentation dans un objectif de maintien des continuités écologiques.	Le projet de PLU permet de maintenir les trames vertes identifiées, notamment au SCoT, en limitant l'étalement de l'urbanisation et sur des secteurs qui ne remettent pas en cause les corridors écologiques. En limite de zones urbanisées, la constructibilité contrainte permet de limiter la fragmentation des espaces agricoles ouverts participant à la trame verte.		
OBJECTIF : PRESERVER LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET LES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE			
Prendre en compte les risques naturels présents sur la commune ;	Le zonage a été établi en prenant en compte au plus tôt les risques et notamment la présence d'aléas forts. Le règlement écrit traduit largement ces éléments en renvoyant vers les différents éléments de connaissance.	La commune n'est pas couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRn). La connaissance des risques repose sur les cartographies informatives des aléas établis à l'échelle du département.	Aucune solution de substitution raisonnable n'a été identifiée pour cette thématique

		Le projet de PLU a été établi au regard de ces éléments de connaissance qui ont été annexés au document d'urbanisme et mentionnés dans les différentes pièces règlementaires.	
Protéger de l'urbanisation les captages en eau potable	Les périmètres de protection autour du captage du Puits des Jardins sont déjà objets de SUP qui est annexée au PLU.		Aucune solution de substitution raisonnable n'a été identifiée pour cette thématique
Prévoir un espace pour créer un bassin de rétention des eaux pluviales ;	Les ER 2 et 28 ont été créés pour permettre la réalisation de bassins de rétention pour les eaux de pluviales au bénéfice de la commune de Tallard sur le programme de La Garenne et aux Lauzes.		La commune aurait pu seulement règlementer la gestion des eaux pluviales dans le règlement. Néanmoins les gestions à la parcelle ne sont parfois pas suffisantes dans certains secteurs tels que la Garenne. La meilleure solution est donc celle des bassins ;
Permettre le développement des énergies renouvelables, tout en prenant en compte les enjeux paysagers identifiés sur le centre ancien de Tallard ;	Le règlement rappelle l'article L.111-16 du code de l'urbanisme, qui indique notamment qu'une autorisation d'urbanisme ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou visant à limiter l'impact sur l'environnement.	L'Etat initial de l'environnement du PLU indique, concernant le potentiel de développement des énergies renouvelables, que le potentiel solaire / hydroélectrique de la commune est intéressant. Ainsi, le projet de PLU prévoit de valoriser le potentiel solaire que ce soit sur le parc privé ou sur les équipements publics, tout en prenant en compte les enjeux (notamment paysagers et patrimoniaux) par des règles adaptées selon les secteurs. Cela permet à chacun de participer au développement des énergies renouvelables sur la commune.	
Dans les nouveaux secteurs d'urbanisation, intégrer des principes de constructions bioclimatiques afin de limiter les effets de masque entre les constructions et de favoriser les	Les règles de l'AVAP/SPR concernant l'intégration des panneaux solaires ont été reprises dans le règlement. Dans l'OAP sectorielle de la Garenne, la conception bioclimatique favorisant les apports solaires passifs est recommandée. Ce même que les réseaux de chaleur collectif.		Il aurait pu être envisagé l'installation de gros projets photovoltaïques ou hydrauliques. Cependant, cela semble utopique au regard des nombreux enjeux paysagers, patrimoniaux et environnementaux mis en avant dans l'état initial de l'environnement.

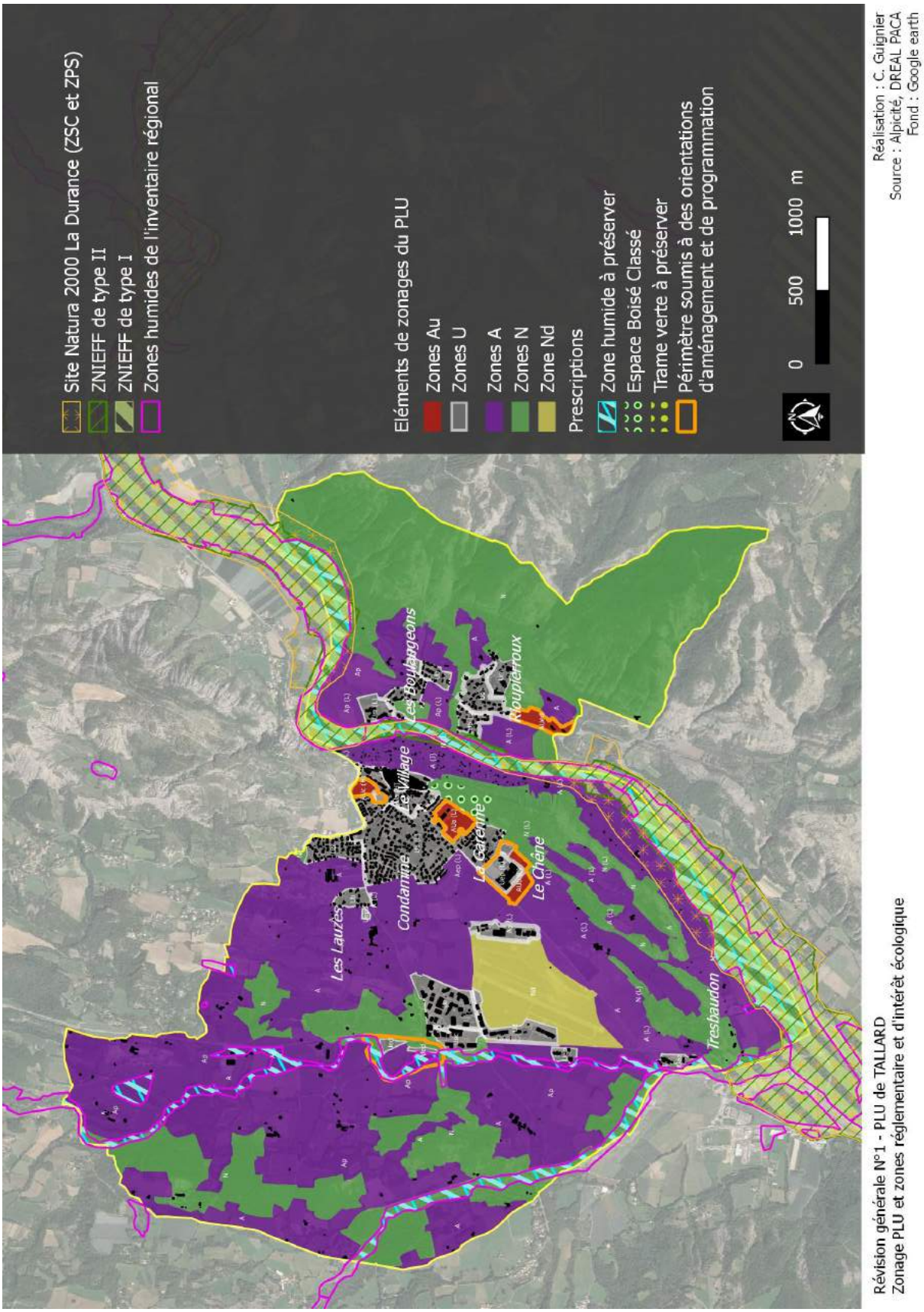
apports solaires ;	L'OAP vient également imposer la création d'un masque paysager ou espaces verts en limite Nord-Est, ce qui imposera automatiquement, un recul aux nouvelles constructions et limiter l'effet de masque solaire.		
Imposer aux logements collectifs neufs d'intégrer un local de collecte sélective des déchets et aménager dans les bâtiments d'activités des lieux de stockage et de traitement des déchets.	Les dispositions générales du règlement indique que « L'aménagement des lieux de stockage et de traitement des déchets devra être réalisée avec intégration paysagère et aménagements paysagers occultant tous les ouvrages et équipements nécessaires, notamment lors de la construction ou réhabilitation de bâtiments d'activités. » De plus dans les OAP sur les nouveaux secteurs de logements (Garenne et Hauts de Tallard) il a été indiqué que : « Les aménagements nécessaires à la collecte des déchets ménagers doivent être prévus et dimensionnés à la zone. Pourront être exigés, après consultation des services compétents en matière de traitement des déchets : un abri réservé au stockage des containers d' ordures ménagères, des containers adaptés au tri sélectif ainsi qu'une aire de présentation de ces containers à proximité de la voie empruntée par les véhicules de collecte. »	La commune a pris en compte la thématique de la gestion des déchets, intégrant notamment les besoins et l'intégration paysagère des installations.	L'alternative écartée est celle de ne pas demander de prévoir les équipements nécessaires à la collecte des déchets ni d'un habillage, avec des conséquences en termes de pollution (sols, eaux…).

CHAPITRE .5 : LES EFFETS NOTABLES QUE PEUT AVOIR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

1. LES CONSEQUENCES EVENTUELLES DE L'ADOPTION DU PLAN SUR LA PROTECTION DES ZONES REVETANT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE POUR L'ENVIRONNEMENT

1.1. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR LES ZNIEFF, LES ZONES NATURA 2000 ET LES ZONES HUMIDES

L'extension de l'urbanisation en lieu et place des espaces naturels est susceptible de provoquer la dégradation de ces derniers. Les effets de l'urbanisation projetée par le PLU sur le milieu naturel seront d'autant plus importants que les enjeux environnementaux des secteurs constructibles sont élevés.



Zonages écologiques et zonage PLU

Le tableau suivant présente les effets du zonage du PLU sur les différents zonages d'intérêt écologique présents sur le territoire communal.

Zones d'intérêt écologique	Type de zonage	Principaux enjeux connus	Représentation surfaciique du zonage	Incidences liées à l'application du PLU **avant** mesures particulières	Niveau d'incidence sans mesure particulière	Mesures prévues par le projet de PLU pour éviter et réduire ses effets	Niveau d'incidence du PLU pour les habitats naturels concernés et pour les espèces **après mesures**
La Durance et ses rives	ZNIEFF I La moyenne Durance de Tallard et ses ripisylves - retenue de Curbans-la Saulce - marais et zones humides adjacentes (partie Hautes-Alpes)	Bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation concernant les habitats naturels qui se développent dans ce secteur. Pas d'habitat déterminant mais 5 habitats remarquables. 3 espèces végétales déterminantes. 37 espèces animales patrimoniales, dont 5 déterminantes.	89% en zones N et N(L) 11% en zones A, A(J), A(L), Ap, Ap(L)	Dégradation, destruction, fragmentation d'habitats et d'habitats d'espèces patrimoniales.	Modéré	Zonages N et A Prescription pour les zones humides Prise en compte des enjeux écologiques dans les OAP sectorielles et thématiques TVB	**Réduit** Aucune incidence directe.
	ZNIEFF I La moyenne Durance de Tallard et ses ripisylves - retenue de Curbans-la Saulce - marais et zones humides adjacentes (partie Alpes-de-Haute-Provence)	Voir ci-dessus pour les habitats. Flore d'un grand intérêt patrimonial, nombreuses espèces méditerranéennes rares ou peu fréquentes dont 2 espèces déterminantes. Concernant la faune 34 espèces animales patrimoniales, dont 8.					
	ZNIEFF I La haute Durance, ses iscles et ses ripisylves d'Espinasses à Tallard	Le site correspond à la Durance, ses berges et milieux associés : iscles, bras et terrasses alluviales basses, entre la retenue de l'Espinasse et Tallard. 1 seul habitat déterminant : la Cladiaie 6 espèces végétales déterminantes dont 2 protégées en PACA.					

Zones d'intérêt écologique	Type de zonage	Principaux enjeux connus	Représentation surfaciique du zonage	Incidences liées à l'application du PLU **avant** mesures particulières	Niveau d'incidence sans mesure particulière	Mesures prévues par le projet de PLU pour éviter et réduire ses effets	Niveau d'incidence du PLU pour les habitats naturels concernés et pour les espèces **après mesures**
		3 espèces animales déterminantes : Grand rhinolophe, Grand murin, Castor d'Europe.					
	ZNIEFF II La moyenne Durance à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron (partie Hautes-Alpes)	Le site correspond au cours de la Durance, avec ses iscles et ripisylves, à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron. Bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation. 2 habitats déterminants : herbiers palustres et flottants d'étangs et plan d'eau à Utriculaires et les cladiaies. Neuf espèces végétales et dix espèces animales déterminantes.	88% en zones N et N(L) 12% en zones A, A(J), A(L), Ap, Ap(L)	Dégradation, destruction, fragmentation d'habitats et d'habitats d'espèces patrimoniales.	Modéré	Zonages N et A Prescription pour les zones humides Prise en compte des enjeux écologiques dans les OAP sectorielles et thématiques TVB	**Réduit** Aucune incidence directe.
	ZNIEFF II La moyenne Durance à l'aval de Serre-Ponçon jusqu'à Sisteron (partie Alpes-de-Haute-Provence)	La Durance a constitué un important lit, où se sont développés de multiples habitats liés à l'eau ou aux bordures de cours d'eau. 2 habitats déterminants : herbiers palustres et flottants d'étangs et plan d'eau à Utriculaires et les cladiaies. Huit espèces végétales et vingt espèces animales déterminantes.					
	ZSC & ZPS La Durance	Grande rivière à la fois alpine et méditerranéenne, on y rencontre une diversité d'habitats naturels en	73% en zones N et N(L)	Dégradation, destruction,	Modéré	Zonages N et A Prescription pour	**Réduit** Aucune inciden

Zones d'intérêt écologique	Type de zonage	Principaux enjeux connus	Représentation surfacique du zonage	Incidences liées à l'application du PLU **avant** mesures particulières	Niveau d'incidence sans mesure particulière	Mesures prévues par le projet de PLU pour éviter et réduire ses effets	Niveau d'incidence du PLU pour les habitats naturels concernés et pour les espèces **après mesures**
		perpétuel mouvement : iscles graveleux, sablonneux ou limoneux, mares, lônes, adoux… 19 habitats d'intérêts communautaires dont 4 prioritaires : Marais calcaires à *Cladium mariscus* (7210), formations pionnières alpines (7240), Forêts alluviales à Aulne glutineux et Frêne élevé (91E0), Parcours substeppiques de graminées et annuelles (6220). 31 espèces animales visées à l'Annexe II de la Directive « Habitats ». La vallée de la Durance constitue un important couloir de migration. Ses zones humides accueillent de nombreux oiseaux hivernants (canards, foulques...) et migrateurs aux passages printanier et automnal. 63 espèces d'oiseaux visées à l'Annexe I de la Directive « Oiseaux ».	27% en zones A, A(J), A(L), Ap, Ap(L)	fragmentation d'habitats et d'habitats d'espèces patrimoniales et d'intérêt communautaire.		les zones humides Prise en compte des enjeux écologiques dans les OAP sectorielles et thématiques TVB	ce directe.
	Zones humides de l'inventaire régional « Durance 05 T9 » - « Durance 05 T8 » -	Bordures de cours d'eau	94% en zones N et N(L) 6% en zones A, A(J), A(L),	Modification des habitats naturels et des habitats d'espèces	Modéré	Zonages N et A Prescription pour les zones humides Prise en compte des	**Réduit** Aucune incidence directe.

Zones d'intérêt écologique	Type de zonage	Principaux enjeux connus	Représentation surfaciique du zonage	Incidences liées à l'application du PLU **avant** mesures particulières	Niveau d'incidence sans mesure particulière	Mesures prévues par le projet de PLU pour éviter et réduire ses effets	Niveau d'incidence du PLU pour les habitats naturels concernés et pour les espèces **après mesures**
	« Durance 04 T7 ».		Ap, Ap(L)	(aménagements, travaux, drainages), dérangement des espèces, modification de l'alimentation en eau, perturbation des fonctionnalités écologiques (réservoir).		enjeux écologiques dans les OAP sectorielles et thématiques TVB	
Vallon du Rousine et plaine de Tallard	Zones humides de l'inventaire régional « Le Boudon T1 », « La Rousine T1 », « zone humide du Rosel », « source Les Charbonettes », « Etang – Les Charbonettes »	Bordures de cours d'eau, marais et landes humides de plaines et plateaux, zones humides de bas-fonds en tête de versant, zone humide artificielle.	50% en zones N 47% en zones A et Ap 3 % en zones Uea, Ueb, Uec, Ued	Destruction de surface de zones humides et d'habitats d'espèces associées.	Fort	Zonages N et A Prescription pour les zones humides Prise en compte des enjeux écologiques dans les OAP sectorielles et thématiques TVB	**Réduit** Aucune incidence directe

Conclusion pour les effets du projet sur les zonages écologiques

D'une façon générale, le PLU a préservé les zones d'intérêt en les classant principalement en zones naturelles ou agricoles. L'application du PLU a un impact évalué comme réduit à positif sur les secteurs bénéficiant d'un zonage écologique et notamment par l'application du règlement en zone N et A et au niveau des zones de prescriptions zones humides.

1.2. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR LES MILIEUX NATURELS ET LES ESPECES VEGETALES ET ANIMALES

Les enjeux sont variables en fonction des secteurs. Des espèces protégées peuvent être signalées mais présenter des enjeux de conservation locaux réduits (cas de certains oiseaux ou reptiles protégés).

Les effets du projet de PLU sont aussi évalués sur l'ensemble de la biodiversité au travers de l'évaluation sur la trame verte et bleue (voir plus loin).

Sur la commune, les habitats naturels présentant le plus d'enjeux de préservation sont les zones humides.

Pour la flore, 3 espèces végétales protégées en France sont connues : la Gagée des champs (*Gagea villosa*), la Rose de France (*Rosa gallica*) et la Tulipe des bois (*Tulipa sylvestris subsp. sylvestris*), toutes trois présentant un enjeu de préservation réduit au niveau de la commune. Trois autres espèces sont protégées au niveau régional : la **Zannichellie pédicellée** (*Zannichelia palustris subsp. pedicellata*), l'**Orchis à odeur de punaise** (*Anacamptis coriophora subsp. coriophora*) et la **Danthonie des Alpes** (*Danthonia alpina*), toutes trois présentant un enjeu de préservation modéré au niveau de la commune. Deux autres espèces végétales, non protégées, sont cependant considérées comme patrimoniales : le Caucalis à feuilles larges (*Turgenia latifolia*) – donnée ancienne - et la Vélézia raide (*Dianthus nudiflorus*).

Ainsi, les enjeux liés à la flore patrimoniale concernent différents types de milieux sur la commune : champs, milieux thermophiles ensoleillés, zones humides.

Pour la faune, les enjeux patrimoniaux de la commune concernent en particulier la Durance et ses milieux rivulaires, comme habitats d'espèces (Castor, Campagnol amphibie, Loutre) mais aussi comme corridors de déplacement (chiroptères, Rémiz penduline, Chevalier guignette, …).

Les milieux ouverts et semi-ouverts ne sont pas connus sur la commune pour présenter de nombreux enjeux faunistiques patrimoniaux mais néanmoins, la mosaïque joue très probablement un rôle très important pour de nombreuses espèces (chauves-souris, Circaète-Jean-Le-Blanc, Aigle royal) et certains milieux ouverts sont favorables au Tarier pâtre.

Le tableau suivant présente les effets du zonage du PLU sur les habitats naturels d'intérêt particulier et les espèces florisitiques et faunistiques à plus forts enjeux, **en fonction de leurs habitats avec** en **rouge** les espèces à **enjeux forts** et en **orange** à **enjeux modérés**. Les enjeux réduits ne sont pas représentés dans le tableau.

Grand type d'habitats	Espèces patrimoniales ou habitats remarquables	Incidences potentielles du projet de PLU prévisibles	Niveau d'incidence du PLU pour les habitats naturels et pour les espèces avant mesures	Informations complémentaires	Mesures prévues par le projet de PLU pour éviter et réduire ses effets	Niveau d'incidence du PLU pour les habitats naturels et pour les espèces après mesures
Zones humides (dont cours d'eau et milieux rivulaires)	HABITATS 3280 - Rivières permanentes méditerranéennes du Paspalo-Agrostidion avec rideaux boisés riverains à *Salix* et *Populus alba* 91E0 - Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* FLORE Zannichellie pédicellée (*Zannichellia palustris subsp. pedicellata*) FAUNE Chevallier guignette (*Actitis hypoleucos*) Grand cormoran (*Phalacrocorax carbo*) Rémiz Penduline (*Remiz pendulinus*) Castor d'Europe (*Castor fiber*) Campagnol amphibie (*Arvicola sapidus*) Loutre d'Europe (*Lutra lutra*) Grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*) Petit rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*) Grand murin (*Myotis myotis*) Petit murin (*Myotis blythii*)	Destruction et dégradation d'habitats, d'habitats d'espèces et d'individus d'espèces fortement patrimoniale. Fractionnement, détériorations liés à l'enjeu de fonctionnalité écologique (corridor et réservoir)	Fort	Présence de plusieurs habitats d'intérêt communautaire. Enjeux majeurs en termes de fonctionnalités écologiques et d'habitats d'espèces. Ces milieux sont généralement en assez bon état de conservation sur la commune mais sont considérés comme dégradés (en état ou en fonction) à proximité des zones urbanisées.	• Evitement • Zonages N et A • Prescription Zones humides • Prise en compte des enjeux écologiques dans les OAP sectorielles et thématiques TVB.	Réduit
	HABITAT		Fort			Réduit

Grand type d'habitats	Espèces patrimoniales ou habitats remarquables	Incidences potentielles du projet de PLU prévisibles	Niveau d'incidence du PLU pour les habitats naturels et pour les espèces **avant mesures**	Informations complémentaires	Mesures prévues par le projet de PLU pour éviter et réduire ses effets	Niveau d'incidence du PLU pour les habitats naturels et pour les espèces après mesures
Milieux bocagers présentant un enjeu de fonctionnalité notable	-	Modification des assolements, coupe des haies et des bosquets, fractionnement par étalement de l'urbanisation, dégradation des cours d'eau et de leurs rives.		Le maintien de cette mosaïque est lié au maintien des pratiques agricoles favorables (conservation des haies, bosquets, friches, mosaïque paysagère, cours d'eau, ...). Sur la commune, deux secteurs en particulier constituent de véritables réservoirs de biodiversité.	• Evitement • Zonages N et A • Prescription pour les zones humides • Prise en compte des enjeux écologiques dans les OAP sectorielles et thématiques TVB.	
	FLORE Caucalis à feuilles larges (*Turgenia latifolia*)					
	FAUNE **Tarier pâtre** (*Saxicola rubicola*) Moineau friquet (*Passer montanus*) Circaète Jean-le-Blanc (*Circaetus gallicus*) Grand rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*) Petit rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*) Grand murin (*Myotis myotis*) Petit murin (*Myotis blythii*)					
Milieux thermophiles ouverts et semi-ouverts Pelouses alpines et subalpines, pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement, prairies de fauche, landes alpines et boréales	HABITATS 6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement	Aménagements entrainant la destruction d'habitats, d'habitats d'espèces et d'individus d'espèces patrimoniales. Isolement et fractionnement de milieux et de populations inféodées à ces milieux.	Modéré	Ces milieux ont une représentation surfacique assez réduite sur la commune et de manière assez fractionnée. Ces milieux sont dépendant des pratiques pastorales.	• Evitement • Zonages N et A	Réduit
	FLORE Orchis à odeur de punaise (*Anacamptis coriophora subsp. coriophora*) Danthonie des Alpes (*Danthonia alpina*)					
	FAUNE **Tarier pâtre** (*Saxicola rubicola*) Zygène cendrée (*Zygaena rhadamanthus*)					

L'application du PLU à globalement un impact réduit sur les habitats naturels et les espèces patrimoniales notamment au niveau des milieux humides et aquatiques.

2. LES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

2.1. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU PAR RAPPORT AUX ENJEUX ECOLOGIQUES EN FONCTION DES SECTEURS

2.1.1 *SECTEUR LES BOULANGEONS ET LES HUGUES*



Enjeux écologiques et zonage PLU – secteur les Boulangeons et Les Hugues

Synthèse des enjeux écologiques et des effets pour ce secteur : en partie est et en rive gauche de la Durance mais néanmoins en situation de promontoire par rapport à celle-ci, des enjeux de fonctionnalité écologique ont été mis en avant pour ce secteur, en particulier au niveau du torrent de Gastinel qui constitue ici un corridor principal de déplacement sur la commune, permettant de relier les coteaux (bois de Cugaret) et la Durance.

La construction au sein des zones déjà urbanisée ne remet pas en compte le maintien des fonctionnalités écologiques pour le territoire. Aucune espèce végétale patrimoniale et/ou protégée n'est connue pour ce secteur. Les milieux naturels concernés par des possibilités d'urbanisation sont essentiellement des zones cultivées, des jardins, des prairies mésophiles fauchées ou des friches.

Mesures favorables appliquées : densification de l'existant, évitement des zones reconnues de plus forte fonctionnalité écologique, application des zonages N et A, OAP Trame verte et bleue.

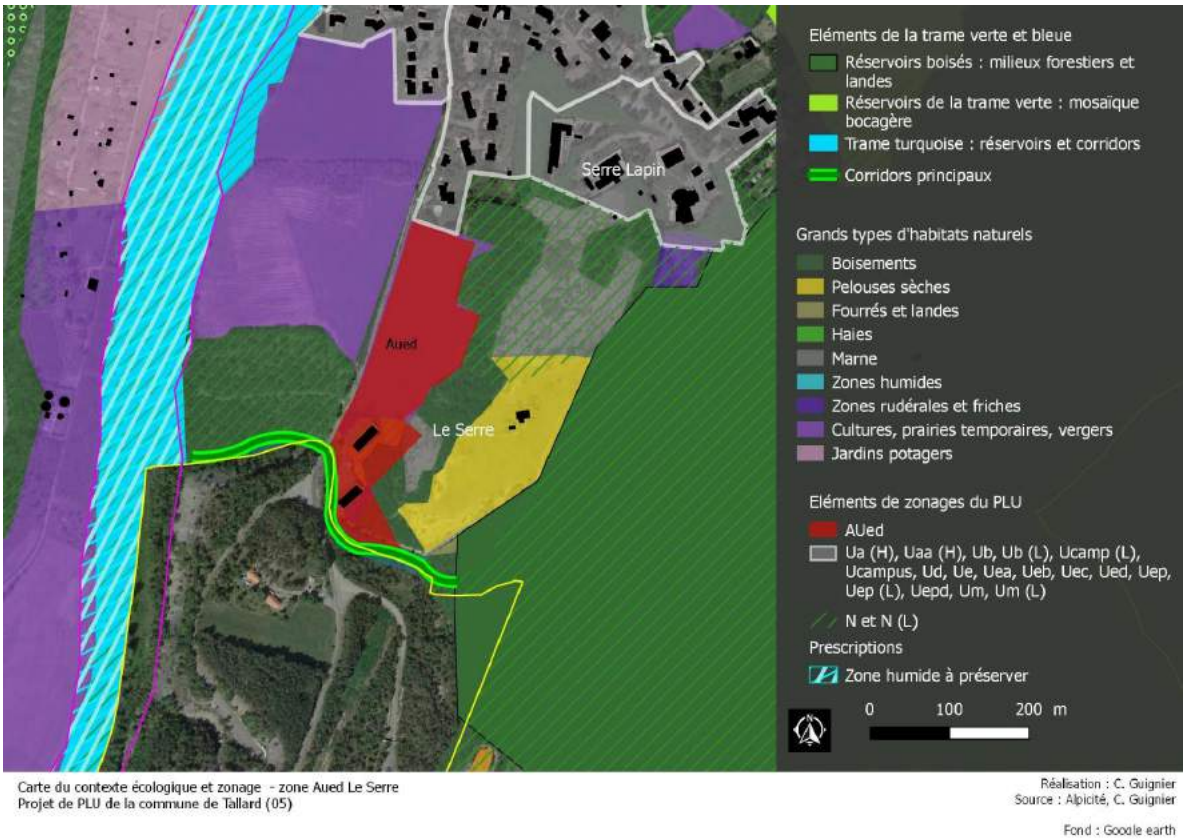
Evaluation de l'effet du PLU avec application des mesures favorables : **réduit.**

Indicateurs retenus : maintien du corridor identifié et respect des formulations de l'OAP Trame verte et bleue.



Prairie mésophile temporaire de la zone Uep aux Boulangeons

2.1.2 SECTEUR LE SERRE



Enjeux écologiques et zonage PLU – secteur le Serre

Synthèse des enjeux écologiques et des effets pour ce secteur : en partie sud-est et en rive gauche de la Durance mais néanmoins en situation de promontoire par rapport à celle-ci, ce secteur est concerné par la zone AUed.

Des enjeux de fonctionnalité écologique ont été mis en avant pour ce secteur, en particulier au niveau du Riou Pierroux qui constitue ici un corridor principal de déplacement sur la commune, permettant de relier les coteaux (Boussac) et la Durance. On remarque cependant qu'au niveau de la zone AUed, les milieux rivulaires sont actuellement dégradés (voir photo suivante). Par ailleurs, des zones de pelouses sèches sont également présentent sur le versant et très ponctuellement au sein de la zone AUed.

Aucun zonage écologique, de connaissance ou réglementaire, ne concerne ce secteur. Aucune espèce patrimoniale et/ou protégée n'est connue pour ce secteur.

Les milieux naturels concernés par des possibilités d'urbanisation sont essentiellement un champ cultivé, un boisement thermophile de Pin sylvestre et de Chêne pubescent et quelques zones de marne et de pelouse xérophile.

Mesures favorables appliquées : une OAP sectorielle concerne ce secteur (N° 2 Les Boulangeons – activité économique) : elle indique notamment la préservation du Riou Pierroux et des milieux rivulaires, renforcés juste en amont du pont par la plantation d'un filtre paysager et arbustif de 10 m de large constitué par des espèces arbustives et arborées locales. Pour le reste du secteur : densification de l'existant, évitement des zones reconnues de plus forte fonctionnalité écologique, application des zonages N et A, OAP Trame verte et bleue.

Evaluation de l'effet du PLU avec application des mesures favorables : **réduit**.

Indicateurs retenus : maintien du corridor identifié et respect des formulations des OAP thématiques : OAP sectorielle n°2 et OAP Trame verte et bleue.



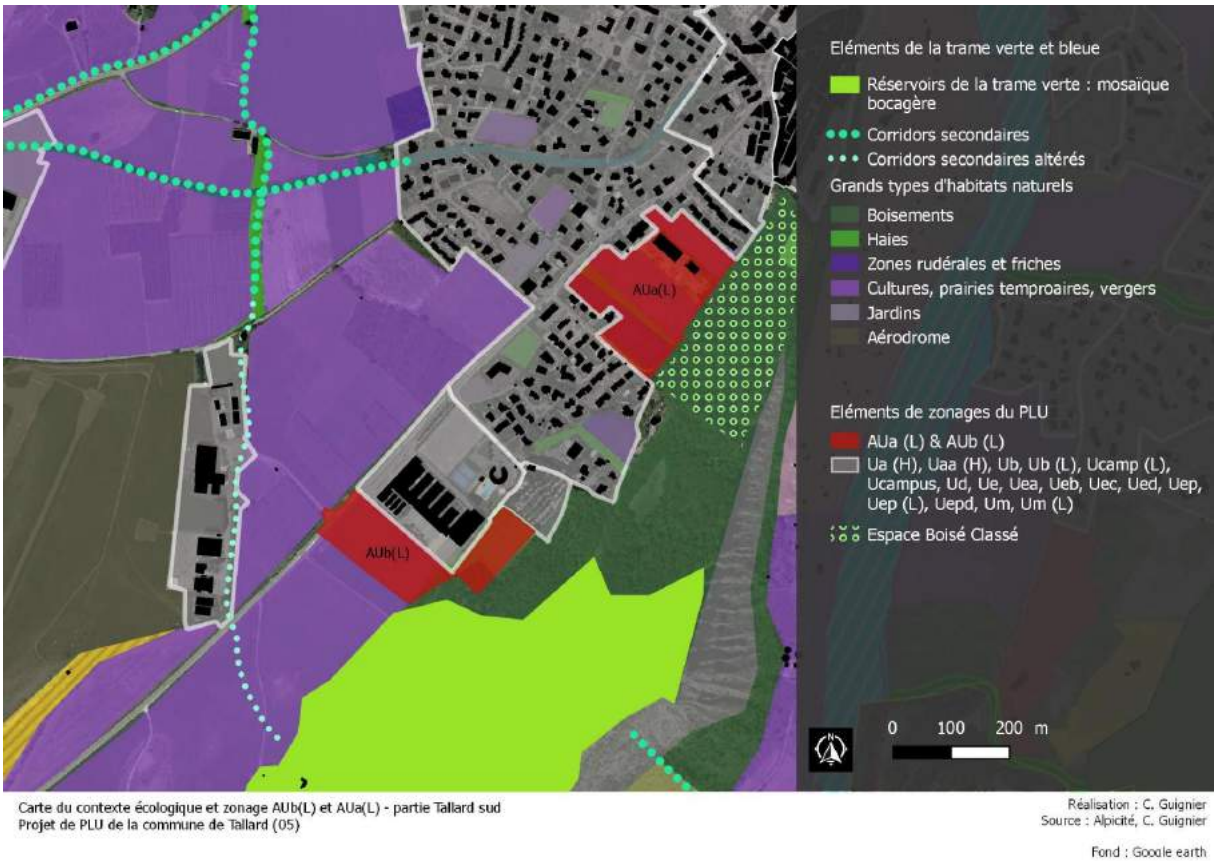


Riou Pierroux en amont du pont : les milieux rivulaires sont ici actuellement dégradés, notamment en rive droite



Parcelle agricole concernée par le projet

2.1.3 SECTEUR SUD DE TALLARD – LA GARENNE ET LE COLLEGE



Enjeux écologiques et zonage PLU – secteur La Garenne et Le Collège

Synthèse des enjeux écologiques et des effets pour ce secteur : au sud de Tallard, en entrée de ville, ce secteur est concerné par les zones AUb(L) et AUa(L).

Ce secteur s'intègre aux zones déjà urbanisées. Aucun enjeu important de fonctionnalité écologique n'y a été mis en avant.

Aucun zonage écologique, de connaissance ou réglementaire, ne concerne ce secteur. Aucune espèce patrimoniale et/ou protégée n'y est connue. Les milieux naturels concernés par les possibilités d'urbanisation sont essentiellement des cultures, des jardins ou des friches. Quelques haies arbustives sont présentes mais restent déconnectées des grands ensembles naturels de la commune. On note cependant la présence d'une zone identifiée comme réservoir de la trame verte en mosaïque bocagère. Ce secteur n'est pas directement concerné par l'urbanisation mais y sera en contact avec l'application du PLU.

A noter également le passage du canal de Ventavon au niveau des zones déjà urbanisées, en partie nord du secteur. Ce canal, aux abords végétalisés, continus de présenter un intérêt pour la biodiversité, même en zone urbaine, et pourrait être valorisé davantage.

Mesures favorables appliquées : deux OAP sectorielles concernent ce secteur (N° 3 La Garenne et N°4 Le Collège) : elles précisent notamment l'intégration paysagères des sites avec le maintien ou la plantation de linéaires arborés et arbustifs (en espèces végétales locales). La plantation d'une haie bocagère en limite sud-ouest du secteur du collège est particulièrement importante en termes de renforcement de la fonctionnalité écologique pour ce secteur.

Pour le reste du secteur : densification de l'existant, évitement des zones reconnues de plus forte fonctionnalité écologique, application des zonages N et A, OAP Trame verte et bleue.

Evaluation de l'effet du PLU avec application des mesures favorables : **réduit**.

Indicateurs retenus : respect des formulations des OAP thématiques : OAP sectorielles n°3 et 4 et OAP Trame verte et bleue.

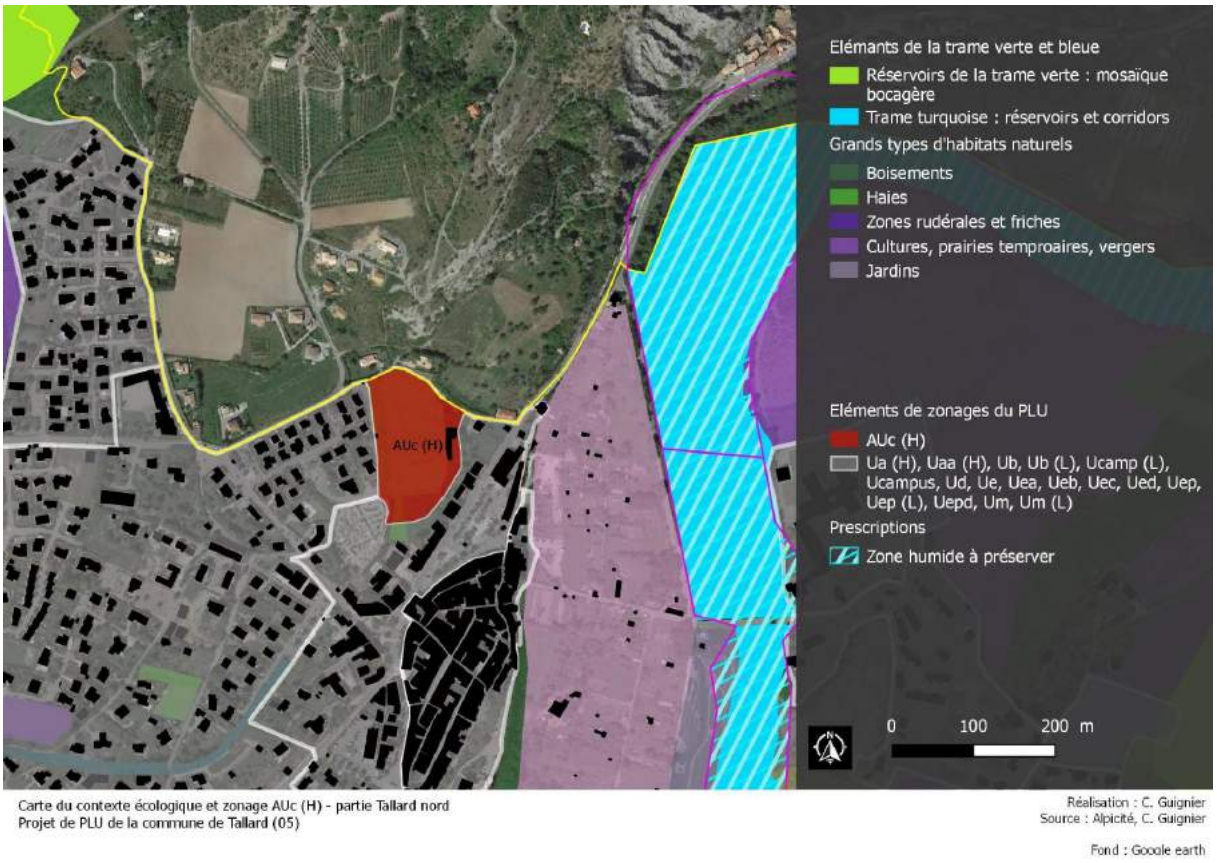


Parcelle agricole et fourré en partie sud de la zone AUa(L)



Parcelle agricole au sud-ouest du collège – zone AUb(L)

2.1.4 SECTEUR NORD DE TALLARD – LES HAUTS DE TALLARD



Enjeux écologiques et zonage PLU – secteur Tallard nord

Synthèse des enjeux écologiques et des effets pour ce secteur : en partie nord de Tallard et en limite communale, ce secteur est concerné par la zone AUc(H).

Ce secteur s'intègre aux zones déjà urbanisées. Aucun enjeu important de fonctionnalité écologique n'y a été mis en avant.

Aucun zonage écologique, de connaissance ou réglementaire, ne concerne ce secteur. Aucune espèce patrimoniale et/ou protégée n'y est connue. Les milieux naturels concernés par les possibilités d'urbanisation de la zone AUc sont essentiellement une parcelle cultivée, une haie et un petit boisement de feuillus mixte.

Mesures favorables appliquées : une OAP sectorielle concerne ce secteur (N° 5 Hauts de Tallard) : elle précise notamment l'intégration paysagère en particulier avec le maintien de la haie existante en frange ouest.

Evaluation de l'effet du PLU avec application des mesures favorables : **réduit**.

Indicateurs retenus : respect des formulations des OAP thématiques : OAP sectorielle n°5 et OAP Trame verte et bleue.



Parcelle agricole et haie en zone AUc(H)

2.1.5 LE SECTEUR DES LAUZES



Enjeux écologiques et zonage PLU – secteur Les Lauzes

Synthèse des enjeux écologiques et des effets pour ce secteur : en partie nord-ouest de Tallard, entre Montréduit et Les Coteaux.

Ce secteur se place en continuité des zones urbanisées. On note la présence d'un petit cours d'eau (Ravin des Lauzes) entre les zones Uepd et Ub, présentant une fine ripisylve arborée. Ces éléments permettent de caractériser un corridor écologique secondaire. A noter que ce cours d'eau passe sous la route conduisant au Gros Collet et au Montreduit et que le linéaire boisé est donc interrompu à ce niveau (puis le long de la route vers l'ouest).

Aucun zonage écologique, de connaissance ou réglementaire, ne concerne ce secteur. Aucune espèce patrimoniale et/ou protégée n'y est connue. Les milieux naturels concernés par les possibilités d'urbanisation sont essentiellement une parcelle cultivée (prairie temporaire) (Uepd) et des jardins.

Mesures favorables appliquées : le boisement rivulaire et le cours d'eau sont protégés par une prescription Trame verte à préserver. Les corridors sont identifiés au sein de l'OAP Trame verte et bleue.

Evaluation de l'effet du PLU avec application des mesures favorables : **réduit**.

Indicateurs retenus : respect de la prescription Trame verte à préserver et des formulations de l'OAP Trame verte et bleue.





Parcelle agricole et linéaire arboré en ripisylve du Ravin des Lauzes en frange est de la zone Uepd

2.1.6 SECTEUR AERODROME NORD



Enjeux écologiques et zonage PLU – secteur Aérodrome nord

Synthèse des enjeux écologiques et des effets pour ce secteur : en partie nord de l'aérodrome, autour de l'intersection RN85 et RD46.

Ce secteur correspond à une urbanisation assez récente, en lien avec le développement de l'aérodrome et des activités commerciales.

Les enjeux écologiques sont très notables notamment avec la présence du Rousine en partie ouest, longé par le RN85, et du canal de Ventavon.

Une donnée pour la Tulipe des bois (*Tulipa sylvestris* subsp. *sylvestris*) concerne la zone Ued la plus au sud (Silene Flore – L. Garaud, mai 2005). Cette espèce a été recherchée lors d'un passage de terrain réalisé dans le cadre du projet de PLU (C. Guignier – 13/04/2021) mais n'a pas été retrouvée. La modification de l'assolement agricole depuis 2005 peut être la raison de l'absence de cette espèce en 2021. Les enjeux de conservation locaux pour cette espèce sont évalués comme assez réduits.



Localisation de la flore protégée sur le site d'étude

Deux autres espèces végétales patrimoniales connues sur la commune étaient également potentiellement présentes : la Gagée des champs (*Gagea villosa*) et l'Orchis à odeur de punaise (*Anacamptis coriophora* subsp. *coriophora*). Ces plantes ont également été recherchées activement sur le terrain, sans résultat.

L'inventaire régional des zones humides (CEN) spécifie la présence du Rousine et de ses milieux rivulaires. Aucun autre zonage écologique, de connaissance ou réglementaire, ne concerne ce secteur.

Les milieux naturels concernés par les possibilités d'urbanisation sont essentiellement des cultures, dont vergers, et des prairies temporaires. Un petit boisement de feuillus mixte et le passage du canal de Ventavon sont également à souligner en partie nord-est de la zone Ue.

Mesures favorables appliquées : l'évitement des milieux au nord de la zone Ue a été poursuivi.

Une OAP sectorielle concerne la zone Ued (N°1 – Le Petit Collet) : elle précise l'évitement des cours d'eau et de leur ripisylves, de certaines haies et espaces boisés et une intégration végétale paysagère importante. Les cours d'eau (Rousine et canal de Ventavon) et leurs ripisylves sont par ailleurs préservés par la prescription spécifique aux zones humides.

Les corridors sont identifiés au sein de l'OAP Trame verte et bleue et les incidences de l'augmentation de l'éclairage nocturnes y sont également traitées.

La prescription zone humide concerne le Rousine et ses milieux rivulaires, les zonages N et A, les espaces naturels alentours.

Evaluation de l'effet du PLU avec application des mesures favorables : **modéré** – en particulier pour la zone Ued.

Indicateurs retenus : respect des formulations des OAP thématiques : OAP sectorielle n°1 et OAP Trame verte et bleue, respect de la prescription de préservation des zones humides.



Zone Ued sud (photo prise depuis le nord vers le sud), à droite la ripisylve du canal de Ventavon, à gauche et au fond, la ripisylve du Rousine.



Zone Ued nord, en pairie temporaire et verger

2.1.7 CONCLUSION GENERALE SUR LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX ECOLOGIQUES

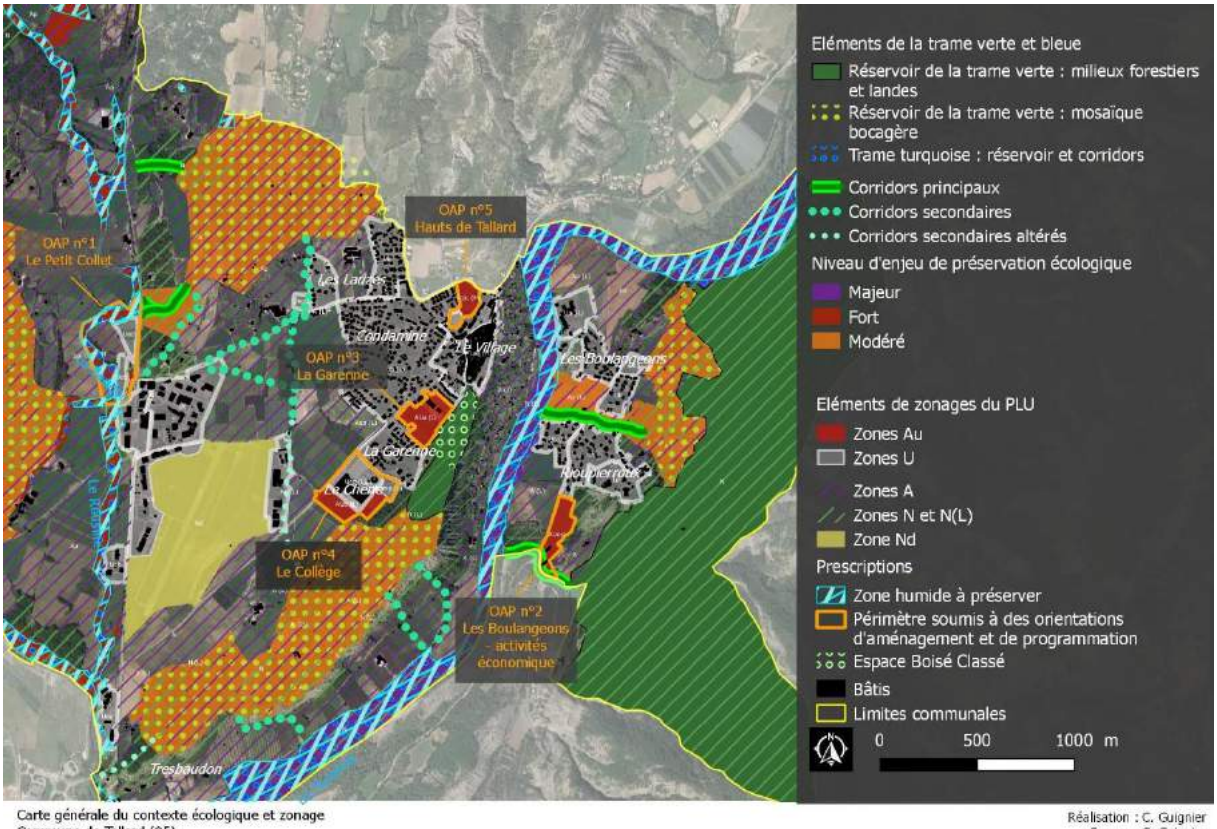
Les enjeux écologiques sont marqués sur la commune de Tallard. Ils sont en particulier liés aux milieux aquatiques et humides (milieux rivulaires et autres zones humides), aux milieux bocagers en bon état de conservation et, plus marginalement, aux milieux forestiers et milieux xéro-thermophiles de pelouses et de landes.

Aussi, les enjeux liés aux fonctionnalités écologiques sont très importants, que ce soit par rapport aux cours d'eau et à leurs rives (Durance, Rousine, et dans une moindre mesure Baudon et canal de Ventavon) ou par rapport à la mosaïque paysagère qui structure le territoire.

La prise en compte des particularités et enjeux écologiques du territoire a été réalisée, d'abord par l'évitement des zones de plus forts intérêts écologiques, puis par différentes mesures complémentaires et notamment :

- Application d'une prescription spécifique aux zones humides,
- Application des zonages N et A,
- Prise en compte des enjeux écologiques dans la formulation des OAP thématiques,
- Prise en compte des enjeux de fonctionnalité écologique dans la formulation d'une OAP Trame verte et bleue spécifique.

La carte suivante présente la mise en œuvre du zonage retenu par rapport au niveau d'enjeu de préservation écologique pour la commune et par rapport aux éléments de la trame verte et bleue.



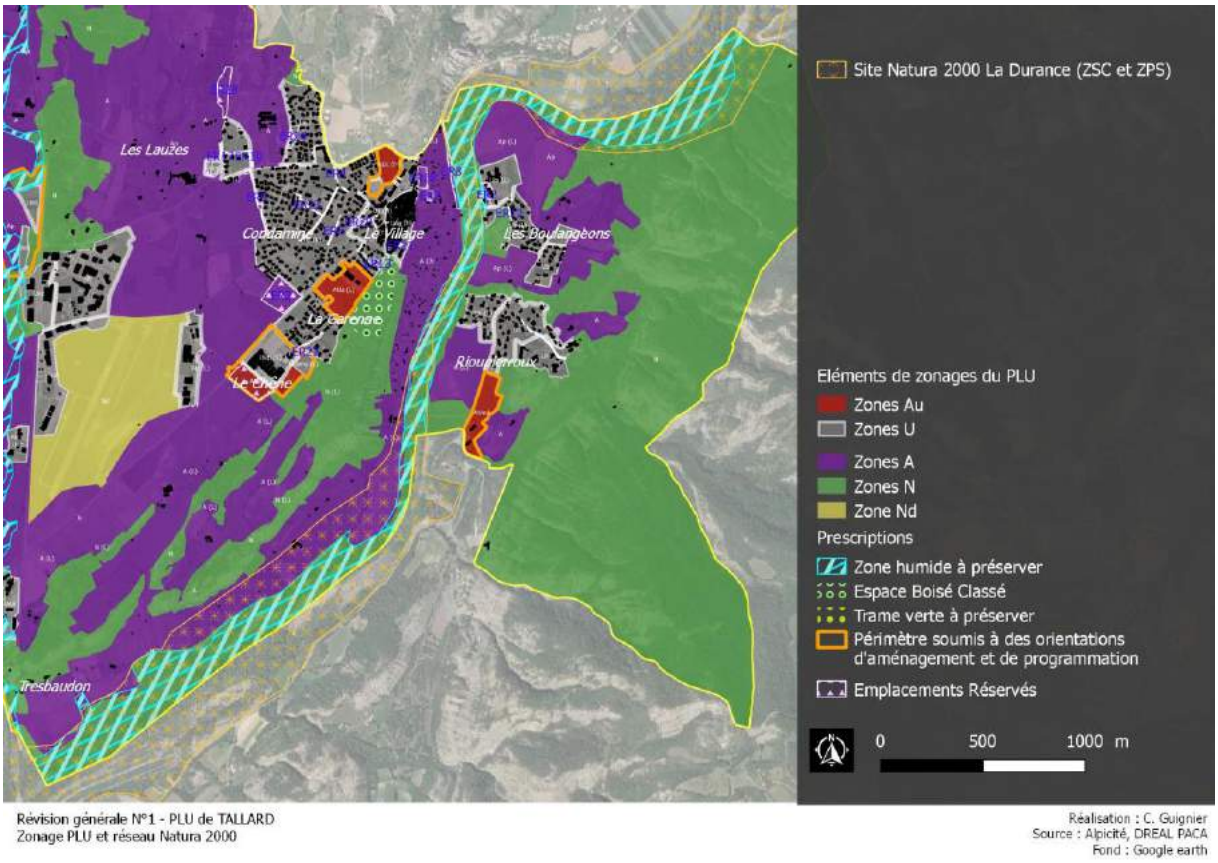
Contexte écologique et zonage du PLU

2.2. EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

La commune de Tallard est concernée par un site Natura 2000 (Directive Oiseaux et Directive Habitats, partageant ici le même zonage).

Natura 2000			
Nom	**Surface totale**	**Surface commune**	**Caractères principaux - particularités**
ZSC & ZPS La Durance	15 920 ha &19 966 ha	104,4 ha	Grande rivière à la fois alpine et méditerranéenne, on y rencontre une diversité d'habitats naturels en perpétuel mouvement : iscles graveleux, sablonneux ou limoneux, mares, lônes, adoux… **19 habitats d'intérêts communautaires dont 4 prioritaires** : Marais calcaires à *Cladium mariscus* et espèces du *Caricion davallianae* (7210), Formations pionnières alpines du *Caricion bicoloris-atrofuscae* (7240), Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae*) (91E0), Parcours substeppiques de graminées et annuelles des *Thero-Brachypodietea* (6220). **31 espèces animales visées à l'Annexe II de la Directive « Habitats ».** La vallée de la Durance constitue un important couloir de migration. Ses zones humides accueillent de nombreux oiseaux hivernants (canards, foulques...) et migrateurs aux passages printanier et automnal. **63 espèces d'oiseaux visées à l'Annexe I de la Directive « Oiseaux ».**

L'évaluation des incidences a pour but de vérifier la compatibilité du PLU avec les objectifs de conservation du site Natura 2000. Plus précisément, il convient de déterminer si le projet peut avoir un effet significatif sur les habitats et les espèces végétales et animales ayant justifiés la désignation du site Natura 2000.



Site Natura 2000 et zonage PLU

2.2.1 RAPPEL SYNTHETIQUE DE PRESENTATION DU SITE « LA DURANCE »

Le site « La Durance », désigné à la fois dans le cadre de la Directive Habitats et de la Directive Oiseaux, concerne le cours d'eau de la Durance et les milieux naturels adjacents, entrant dans la fonctionnalité et les enjeux de conservation du site. En région PACA, la Durance traverse 5 départements et 81 communes. Cette grande rivière à la fois alpine et méditerranéenne est favorable à une grande diversité de milieux naturels et d'espèces. Elle assure par ailleurs, avec ses rives, un rôle fonctionnel important pour la faune et la flore : fonction de corridor (déplacement des espèces, tels que les poissons et oiseaux migrateurs), fonction de diversification (mélange d'espèces montagnardes et méditerranéennes) et fonction de refuge (milieux naturels relictuels permettant la survie de nombreuses espèces).

19 types habitats naturels sont d'intérêt communautaire dont 14 liés à l'écocomplexe rivulaire et 4 prioritaires (formations pionnières en milieux rivulaires, forêt alluviale à Aulne glutineux et Frêne élevé, parcours substeppiques et marais calcaires à Marisque).

Pour le site, aucune espèce végétale d'intérêt communautaire n'est présente mais la présence de la Petite massette est à signaler (non connue sur la commune de Tallard).

Pour la faune, on dénombre **23 espèces animales d'intérêt communautaire de la Directive Habitats** et **63 espèces d'oiseaux inscrites à l'annexe I de la Directive Oiseaux** parmi lesquelles 8 espèces de chauves-souris, le Castor, la Loutre, l'Apron du Rhône, le Sonneur à ventre jaune, la Cistude d'Europe, l'Agrion de Mercure et pour les oiseaux l'Outarde canepetière, l'Alouette calandre, le Lusciniole à moustaches, le Blongios nain et de nombreux oiseaux des berges sablonneuses et des bancs de graviers.

Concernant les principaux enjeux et vulnérabilités, la Durance constitue un bel exemple de système fluvial méditerranéen. La variété des situations écologiques permet une grande diversité d'habitats naturels, plus ou moins humides (végétation basse des bancs graveleux et des dépôts de limons, boisements, étendues d'eau libre, bras morts, …). La Durance assure par ailleurs un rôle fonctionnel important : corridor de déplacement, fonction de diversification et fonction de refuge.

Son fonctionnement a profondément évolué depuis quelques décennies (extractions de graviers, aménagement agro-industriel…) et les milieux peuvent être dégradés, notamment à l'approche d'urbanisation, ou subir les effets indirects de l'anthropisation (pollutions (dont lumineuse), fragmentation, …).

Les principaux **objectifs de conservation** sont :

- Restaurer la mobilité de la rivière,
- Conserver la fonction de corridor,
- Favoriser la fonction « réservoir de biodiversité ».

2.2.2 APPLICATION DU PLU ET SITE NATURA 2000

Le site se situe en partie est de la commune, qu'il traverse sur un axe nord / sud.

Avec le projet de PLU, le site Natura 2000 de la Durance **bénéficie d'un zonage N et N (L) pour 73 % de sa superficie et 27 % en zone** A, A(J), A(L), Ap, Ap(L).

L'emplacement réservé ER8 « Aménagement des bords de la Durance en zone de loisirs » concerne pour partie directement le site Natura 2000 de la Durance. Il concerne le zonage A (J) (correspondant aux Jardins de la Conquête) et partage la bordure d'une zone humide de l'inventaire régionale (La Durance), bénéficiant de la prescription zones humides.

Il est par ailleurs concerné pour 73,34 ha, soit 70 % de sa surface sur la commune, par le zonage de prescription en faveur des zones humides.

Les effets du PLU sur les habitats d'intérêt communautaire sont évalués comme nul.

Les effets du PLU sur la flore d'intérêt communautaire sont évalués comme nul.

Concernant la faune d'intérêt communautaire, les effets possibles du projet de PLU pouvaient concerner la dégradation d'habitats d'espèces et la dégradation des fonctionnalités écologiques.

Mesures favorables appliquées : l'évitement, la prescription liée à la préservation des zones humides, l'application des zonages N et A, la prise en compte des enjeux liés aux réservoirs de biodiversité et aux corridors ainsi qu'aux incidences liées à une augmentation de l'éclairage nocturne au travers de l'OAP Trame verte et bleue sont appliqués.

Ainsi, au regard des effets du PLU par rapports aux objectifs et enjeux de préservation du site Natura 2000 La Durance et avec la mise en application des mesures favorables proposées, les incidences du projet de PLU sont évaluées comme non significatives sur le site Natura 2000 concerné.

3. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LE PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS

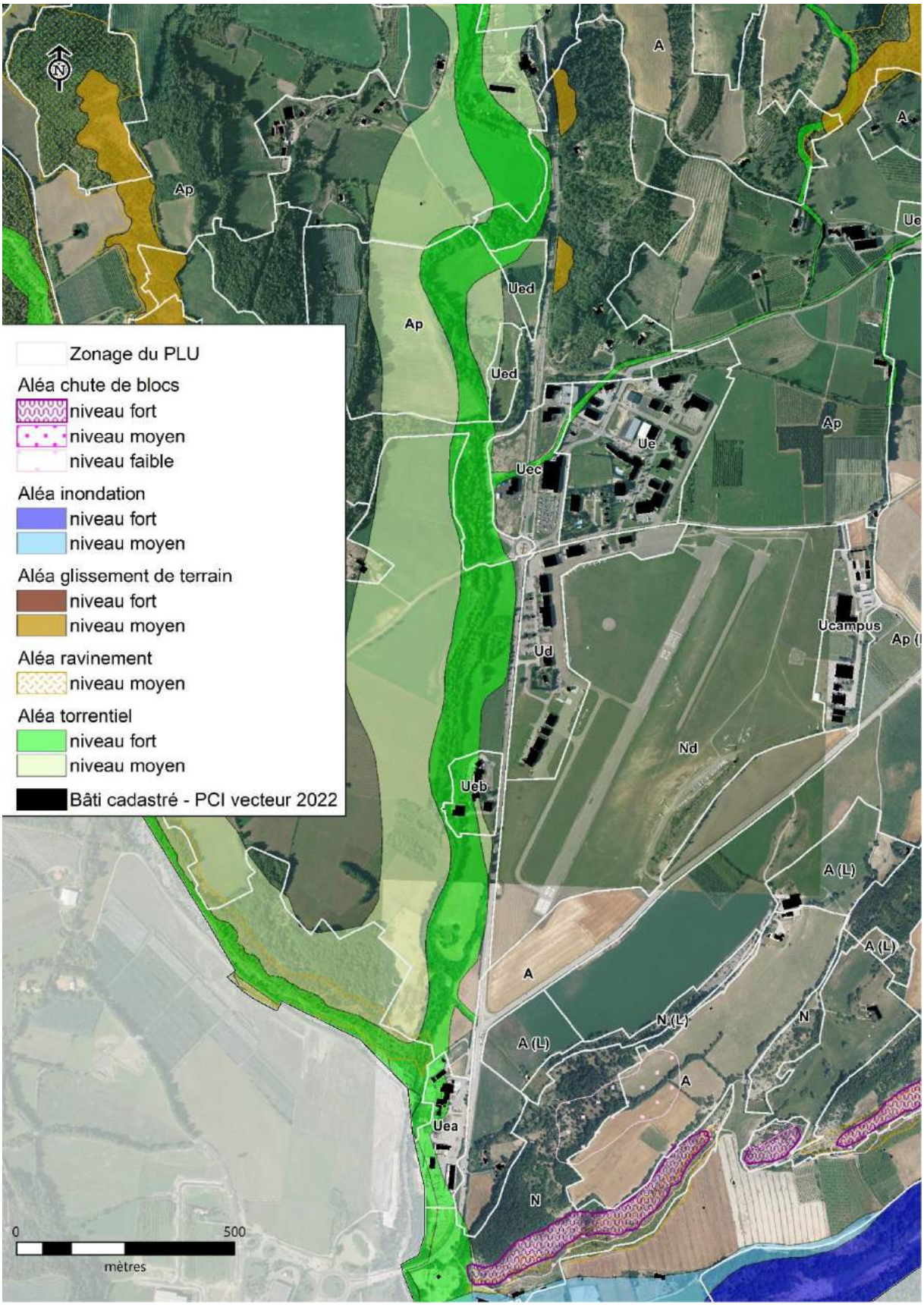
Pour rappel le PADD a pour actions de :

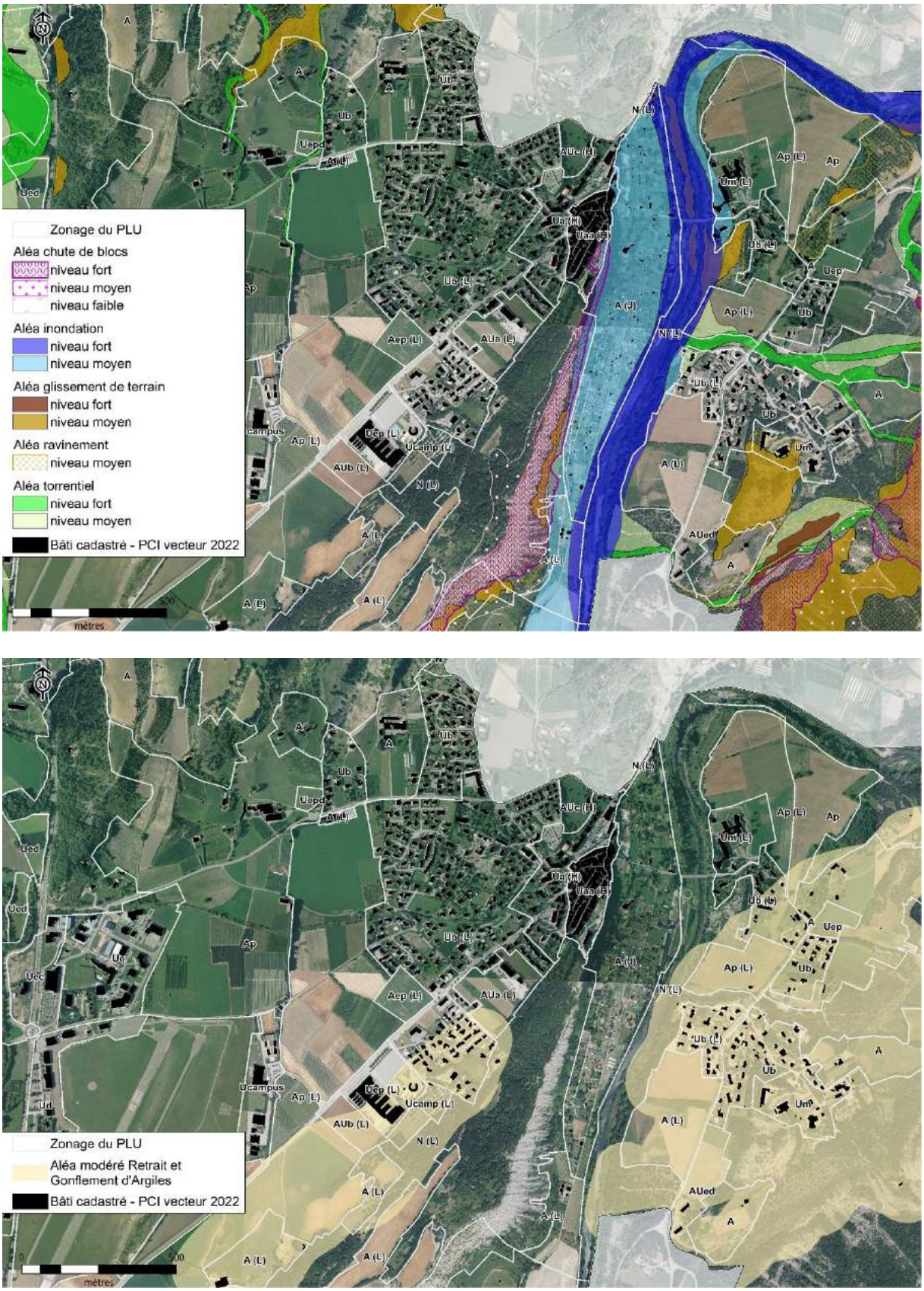
- Assurer la pérennité des espaces de mobilité des cours d'eau en lien avec la présence des risques naturels ;
- Prendre en compte les risques naturels présents sur la commune

Pour rappel la commune n'est pas couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRn). La connaissance des risques repose sur les cartographies informatives des aléas établit à l'échelle du département.

Les cartes ci-après représentent une superposition du zonage du PLU avec celles des aléas et du risque retrait et gonflement d'argiles.

Lorsqu'un secteur d'une zone urbaine est concerné par un aléa ou risque fort, les possibilités de construire sont fortement restreintes. Le caractère urbanisé de la zone justifie toutefois un classement en zone U. Les zones rouges ont été évitées dans la définition des secteurs en extension (aucune zone AU n'est frappée par un aléa fort) ou pris en compte dans les aménagements de zones cadrées par les OAP notamment (ex : Petit Collet).


Zonage du PLU
Aléa chute de blocs
niveau fort
niveau moyen
niveau faible
Aléa inondation
niveau fort
niveau moyen
Aléa glissement de terrain
niveau fort
niveau moyen
Aléa ravinement
niveau moyen
Aléa torrentiel
niveau fort
niveau moyen
Bâti cadastré - PCI vecteur 2022
0
500
mètres
A
Ap
Ued
Uec
Ue
Ucampus
Ud
Nd
Ueb
A (L)
N (L)
N
Uea



Prise en compte des risques naturels au PLU

Afin de prendre en compte ces aléas naturels, une carte de chaque aléa a été annexée au PLU, ainsi qu'une plaquette de présentation de la cartographie informative des risques naturels pour une meilleure compréhension de l'étude, et les règles de prise en compte des risques naturels dans les demandes d'autorisation d'urbanisme concernant les secteurs non couverts par un zonage règlementaire d'un plan de prévention des risques naturels approuvés.
De même, sont annexées au PLU les zones exposées au phénomène de retrait gonflement des sols argileux (carte à échelle communale et fiche pratique présentant le risque et les solutions afin de s'en prémunir), ainsi que les informations sur le risque Radon (arrêté ministériel portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français, présentation du risque d'exposition au radon et manières de s'en prémunir).

La prise en compte de ces risques est ainsi assurée en toute transparence par l'utilisation de l'article R111-2 du code de l'urbanisme, qui indique que « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations. »

De même, pour une meilleure visibilité des risques, un rappel a été rédigé dans les dispositions générales applicables à l'ensemble des zones, concernant à la fois les aléas naturels et au risques de retrait et gonflements des argiles :

« Les constructions doivent prendre en compte les risques naturels.
La commune est soumise à des aléas. Une cartographie informative des risques naturels a été réalisée par la DDT des Hautes-Alpes. Les pétitionnaires doivent prendre en compte cette cartographie dans l'élaboration de leurs projets. Les informations concernant les risques naturels portées à la connaissance de la commune au moment de l'approbation du PLU sont annexés au PLU (localisation des différents aléas et recommandations techniques).
Ces éléments ayant vocation à évoluer, le pétitionnaire devra utilement se renseigner auprès des services concernés au sujet des aléas et prescriptions techniques applicables au moment de sa demande d'autorisation d'urbanisme.
Concernant le risque de retrait-gonflement des argiles, le guide d'information « Le retrait-gonflement des argiles, comment prévenir les désordres dans l'habitat individuel du ministère de l'Écologie, du développement et de l'aménagement durables » est annexé au présent règlement. »

Concernant la pérennité des espaces de mobilité des cours d'eau, des outils ont été mis en place adaptés à des projets spécifiques (OAP Boulangeons zone économique et Petit Collant, préservant les ripisylves et espaces de fonctionnalités, et protection Trame Verte le long de la Uepd). En plus, l'OAP thématique paysages et TVB à l'échelle du territoire, permet la mise e œuvre d'outil préservant ces espaces.

Le projet de PLU a été établi au regard de ces éléments de connaissance qui ont été annexés au document d'urbanisme et mentionnés dans les différentes pièces règlementaires. De plus des outils spécifiques ont été mis en place afin d'assurer la pérennité des espaces de mobilité des cours d'eau. L'incidence du projet sur les risques est donc plutôt positive.

4. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LA RESSOURCE EN EAU

4.1. L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

En 2020 le délégataire Véolia avait été questionné sur la suffisance des réseaux en vue de la création de 552 nouveaux logements prévus sur Tallard.

L'analyse rendu par Véolia était la suivante :

I Prérequis

- L'avis est donné sur la base des éléments transmis par Alpicité le 15/09/2020 :
  - 1 logement = 2,3 habitants
  - 183 + 141 + 173 + 55 logements supplémentaires

  2,3 * 552 = **1270 habitants supplémentaires**

- Périmètre de l'avis : l'avis est donné dans le cadre du périmètre du contrat de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement. Ce périmètre n'intègre pas les stations d'épuration.

  L'adéquation du projet avec la STEP sera à vérifier en termes de volumes (y compris apports d'eaux claires parasites) et en termes de charge organique.

  L'étude devra également prendre en compte les évolutions d'apports des communes de Lettret et Châteauvieux.

- Aucune modélisation n'étant existante sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement, il n'est donc pas possible de s' assurer qu'il n'y aura pas
  - En AEP: de survitesse ou manque de pression sur certains secteurs.
  - En EU : de désordres causés par des problématiques structurelles du réseau (faibles DN , faibles pentes)

- Pour le réseau AEP, il n'est pas étudié la problématique de la défense incendie.

- Pour le positionnement des logements, et pour chaque construction, il devra être vérifié l'adéquation de l'emplacement avec la position des ouvrages AEP et EU existants. Ainsi soit un dévoiement de conduites sera à envisager, soit une servitude de part et d'autres de la canalisation de l'ordre de 2,5 m sera à réaliser afin d'assurer l'accès aux ouvrages si ils se retrouvent sur des secteurs bâtis.

  Exemple des parcelles qui sont notées à bâtir entre l'impasse du noyer et l'Av Pierre Bernard Simon sur lesquelles sont implantées des canalisations d'assainissement.

- A ce stade , il n'est pas étudié la raccordabilité de chaque parcelle avec les réseaux existants , ni les possibilités techniques (poste de relèvement privé, servitudes pour le passage d'un branchement ou d'une extension de canalisation, pente…)

III Eau potable

- **Installations existantes :**
  - forage des jardins : capacité de production administrative (arrêté de DUP) : 66 m3/h ; 1150 m3/j et 471 400 m3/an
  - 2 réservoirs: La tour 500 m3 et Chrysalide 100 m3
  - 1 pompage Chrysalide : 5 m3/h
  - achat d'eau à l'agglo : 30m3/h soit 600 m3/j (fonctionnement préconisé maxi de 20h/24)

- **données actuelles (maximales sur les 5 dernières années) pour 1984 hab :**
  - 340 000 m3 prélevés au forage les Jardins 25 000 m3 achetés à l'agglo
  - 155 000 m3 vendus à l'agglo et 16 957 m3 mois vendus sur le mois de plus forte consommation (soit pointe lissée de 547m3/j)
  - 200 000 m3/an mis en distribution pour Tallard (hors agglo) et 22 400 m3/mois mis en distribution sur le mois de plus forte conso (soit pointe lissée de 723 m3/j)
    - demande théorique de pointe sur 5 ans (Tallard + CCTB) : 1270 m3/j (lissé sur un mois) ,
    - pointe réelle Août 2020 : 1129 m3/j prélevé au forage de Tallard

- **Prévisions pour 3253 habitants (au prorata)**
  - 155 000 m3 vendus à l'agglo sous réserve que pas d'évolution
  - 328 000 m3 mis en distribution pour Tallard (hors agglo)
    - soit 483 000 m3 nécessaires / an > autorisation de DUP
    - et évaluation de la demande théorique de pointe à 36 727 m3 / mois (tallard) + 16 957 m3 / mois vendus à l'agglo ,

      soit 53 687 m3 / mois nécessaires (soit 1731 m3/j mais ce chiffre est sous estimé car **moyenne** sur le mois de pointe) > autorisation de DUP + achat d'eau

Au vu de l'arrêté de prélèvement du forage des jardins, la demande d'eau potable induite par le PLU avec augmentation de 1269 habitants devra être assortie d'une demande de modification de l'arrêté de prélèvement (avec éventuellement le renforcement des installations) et /ou d'une augmentation de l'achat d'eau à l'agglo de Gap Tallard Durance.

Par ailleurs, avec une demande moyenne estimée à 1325 m3/j le réservoir de la tour de 500m3 sera largement insuffisant. Il conviendrait alors de doubler à minima la capacité de stockage pour arriver à une autonomie de 24H .

- **Secteur les boulangeons: extension la Chrysalide:** Actuellement la Chrysalide est alimentée par un DN 63. En cas d'augmentation significative de la demande en eau , ce DN pourrait s'avérer insuffisant . Compte tenu de la faible différence de hauteur entre le réservoir et la chrysalide, il faudra anticiper de potentielles pressions faibles en distribution.

- **50 logements étudiants et 49 logements cité Lambert** : Selon l'implantation des logements, il pourrait y avoir des zones de faibles pressions dans ces secteurs

L'analyse ci-dessus a été effectuée sur la base de 552 logements supplémentaires avec une moyenne de 2.3 habitants par ménages.

Suite à cet avis notamment, le projet a été revu à la baisse et le projet de PLU ne propose plus que 324 nouveaux logements + 50 logements étudiants et/saisonniers. Le secteur d'extension pour du logement aux Boulangeons a été abandonnée et les productions de logements sur les autres secteurs ont été réduites (40 sur la cité Lambert /Haut de Tallard et 100 à la Garenne).

Avec une moyenne qui passera dans les prochaines années à 2 habitants par ménage, le projet de PLU permettra l'accueil de 648 nouveaux habitants permanents et 50 étudiants et /ou saisonniers qui occuperont leur logement sur la moitié de l'année uniquement.

En reprenant les calculs menés par Véolia on arriverait ainsi avec du prorata annuellement à :

		A	B	C	D	
	Habitants + saisonniers et/ou étudiants	Volume autorisé (captage m^3/an)	Volume vendu à la CAGTD (m^3/an)	Volume acheté à la CAGTD (m^3/an)	Volume mis en distribution (m^3/an)	Bilan prélèvement Distribution ((A+C) – (B+D) (m^3/an)
2020	1984	471 400	155 000	25 000	200 000	141 400
2036 projet PLU abandonné	3253	471 400	155 000		328 000	- 11 600
2036 projet de PLU retenu	3050	471 400	155 000		307 460	8940

A note qu'ici les 3050 habitants sont comptabilisés à un taux de 100 % les besoins seraient inférieurs si l'on ne compte les étudiants et saisonniers présents que sur 50 % de l'année.

Le PLU aura certes une incidence sur le volume d'eau consommé avec l'augmentation de la population envisagée, mais celui-ci dispose actuellement d'une ressource suffisante. Le PLU n'a donc pas d'incidences négatives autres sur la ressource en eau potable. De plus, les périmètres autour des captages ont été protégés et sont reportés en annexe du PLU.

Véolia avait identifié en 2020 le besoin de faire une demande de modification de l'arrêté de prélèvement (avec éventuellement le renforcement des installations) et/ou d'une augmentation de l'achat de l'eau à la CAGTD. Ces solutions ne sont pas à écarter et pourront être mises en œuvre par la suite.

De plus le règlement a une incidence positive puisqu'il rappelle que *« Toute construction ou installation qui requiert l'alimentation en eau potable doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable. Toutefois, les constructions et installations isolées pourront être alimentées par des sources et les puits privés dans les limites autorisées par les réglementations nationales et départementales. ».*

4.2. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LA GESTION DE L'ASSAINISSEMENT

4.2.1 *L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF*

Les différents services (Etat, CAGTD, Véolia) ont identifié les problèmes suivants sur la STEP traitant les effluents de Tallard :

Le réseau capte aujourd'hui beaucoup trop d'eaux parasites, d'où des déversements par le déversoir en tête de station (point A2) très fréquents.

Ces déversements par le point A2 sont comptabilisés dans le calcul des flux et rendement de la station, et peuvent dégrader le rejet : cela a été le cas par exemple en 2017, où la station a été déclarée NC à cause des déversements par le point A2. Par ailleurs quelques petits problèmes de qualité du rejet en 2019 sont apparus, plutôt dus à un problème d'exploitation. Les réglages de la STEP ont été revus pour résoudre ces problèmes.

La capacité nominale organique de la STEP n'est pas atteinte. En revanche, la capacité hydraulique est souvent dépassée (cf. remarque ci-dessus). Il parait difficile d'augmenter les flux hydrauliques sans avoir au préalable réduit fortement les eaux parasites.

Le service gestionnaire est la CAGTD, qui réalise actuellement un Schéma Directeur d'Assainissement Intercommunal. Aucune donnée n'est actuellement disponible.

Consciente des problématiques présentes sur la STEP de Tallard la CAGTD a fait parvenir un courrier à l'attention du Maire de Tallard en janvier dernier, qui prévoit de mettre en œuvre un programme d'amélioration de la STEP en vue notamment de permettre l'accueil de population prévue dans le PLU (cf. page suivante).

Du point de vue règlementaire uniquement, le PLU aura une incidence positive sur l'assainissement collectif puisque le règlement permet de rappeler les règles de raccordement et de fixer des obligations de raccordement à l'assainissement collectif ou en cas d'absence du réseau l'obligation de disposer d'un dispositif autonome aux normes.

De plus, le règlement de service sur l'assainissement collectif établit par la CAGTD est annexé au PLU.

Enfin, une fois que le schéma directeur d'assainissement intercommunal sera approuvé, il sera annexé au PLU.

Communauté d'Agglomération
GAP•TALLARD•DURANCE

Le Président
Maire de Gap
Conseiller régional Sud
Provence - Alpes - Côte d'Azur

REÇU
Le 23 JAN. 2023
2310197

20 JAN. 2023

LR/BR

Monsieur le Maire,

J'ai bien pris connaissance de votre courrier reçu le 21 décembre dernier concernant le travail que vous tenez actuellement sur la révision de votre Plan Local d'Urbanisme.

Il apparaît au regard des échanges que vous avez avec les services de l'Etat qu'un engagement clair de l'Agglomération soit attendu pour permettre une ouverture significative à l'urbanisation.

Aussi, je vous informe que l'Agglomération prévoira de mettre en œuvre un programme d'amélioration de la station d'épuration dans le cadre de son schéma directeur d'assainissement en cours de rédaction et ainsi répondre aux attentes de l'Etat sur la capacité de cet équipement.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire, je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération très distinguée.

Roger DIDIER

Monsieur Daniel BOREL
Maire
Hôtel de Ville
1 place Général de Gaulle
BP 26
05130 TALLARD

Barcillonnette - Châteauvieux - Claret - Curbans - Esparron - Fouillouse - Gap - Jarjayes - Lardier et Valença
Lettret - La Freissinouse - La Saulce - Neffes - Pelleautier - Sigoyer - Tallard - Vitrolles
Campus des Trois Fontaines - BP 92 - 05007 GAP Cédex - Tél : 04.92.53.24.24

Copie du courrier de la CAGTD adressée à Tallard

4.2.2 L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Au 1er janvier 2018, 1398 installations d'assainissement non collectif ont été recensées sur le territoire de Gap Tallard Durance, dont 74 installations sur la commune de Tallard, (chiffres : CAGTD, 2018).

Aucune nouvelle installation prévue d'ici à 13 ans (hormis celles autorisées en zone A et N donc très limitées) dans les secteurs munis d'un dispositif d'assainissement autonome.
Le règlement du PLU précise que les constructions concernées doivent bénéficier d'un assainissement autonome conforme aux prescriptions définies par le SPANC.

En conséquence sur la question de l'assainissement autonome les incidences sur l'environnement seront très limitées puisque très peu de nouvelles installations seront créées. De plus, le règlement de service sur l'assainissement non collectif établit par la CAGTD est annexé au PLU.

4.3. LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

L'urbanisation des zones va engendrer une imperméabilisation des sols plus importante. Cette imperméabilisation est associée à un ruissellement des eaux pluviales potentiellement chargées en agents polluants.

Néanmoins, le projet de PLU prévoit notamment de « créer un espace de rétention des eaux pluviales » (ER2 et ER28) et différents outils sont proposés au PLU que ce soient dans le règlement (gestion des eaux à la parcelle, rétention des eaux pluviales, coefficients de pleine-terre…) ou dans les OAP qui prévoient par exemple l'implantation de haies qui permettront selon les cas d'éviter ou de limiter le ruissellement des eaux pluviales, la mise en place de noues et l'utilisation de revêtements perméables.

Si l'imperméabilisation des sols a une incidence potentiellement négative, les ER, le règlement de PLU et les outils proposés dans certaines OAP, permettent de prendre en compte cette problématique et de mettre en œuvre des solutions afin de limiter les ruissellements pluviaux. Les incidences sont donc faibles.

5. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LA PRESERVATION DES PAYSAGES ET DU PATRIMOINE

La préservation et la valorisation du patrimoine naturel, agricole, architectural sont une préoccupation forte pour la commune qui a notamment pour objectif **d'intégrer le développement urbain dans son environnement**.

D'une façon générale, le projet PLU apporte des **effets globalement positifs** sur la préservation et la mise en valeur du paysage communal par :

- Un **zonage permettant la conservation de la majeure partie des espaces naturels, agricoles et forestiers participant de la qualité paysagère de la commune** :
  - Le classement d'une partie des terres agricoles à forte valeur paysagère (et agronomique) situées en continuité de l'urbanisation en zone Ap ou Ap (L). Cela permet de préserver ces secteurs de l'urbanisation et de nouvelles constructions (y compris agricole) avec une volonté très claire de conserver les perspectives paysagères et points de vue remarquables qui participent grandement à la qualité des paysages de la commune ;

  - Au total, 48% de la commune est classée en zone agricole dont plus de la moitié de ces zones en Ap ou Ap (L) et 42 % en zones naturelles, où les possibilités de construction sont très limitées ;
  - Le projet de PLU est par ailleurs plus vertueux que le PLU en vigueur même si le projet de PLU compte 200 ha de moins de zones agricoles. En effet, le PLU actuel ne comporte que 36 ha de zone App dans lesquelles les bâtiments étaient autorisés sous condition. Il n'existait pas de réel outil de protection des zones agricoles.
- Une **urbanisation réalisée en partie à l'intérieur des parties actuellement urbanisées**, ce qui viendra consolider la forme (notamment grâce à un règlement écrit adapté) et affirmer plus clairement les limites entre espaces naturels, agricoles et urbains ;
- **Sur les secteurs de projet** (Hauts de Tallard, Garenne, Petit Collet, Boulangeons) la **mise en place d'OAP** permet de limiter les impacts de l'urbanisation sur le paysage, grâce à un travail sur les hauteurs des constructions, leur intégration prenant en compte le contexte bâti et non bâti (orientation, pente, perspectives, tissu urbain existant, toits plats végétalisés pour les activités économiques…), la préservation et le renforcement des haies limitant les visibilités et en favorisant une transition avec les espaces agricoles, la préservation du patrimoine agricole vernaculaire (systèmes bocagers et terrassés…)…Le règlement vient compléter les OAP sur ces thématiques ;
- **Une OAP thématique paysage et TVB** intégrant les principes d'intégration paysagère notamment des zones d'activités pouvant être visuellement impactante ;
- Un **règlement précis des zones Ua (H) et Uaa (H)** (centres anciens et historiques) visant une cohérence avec l'existant et donc une préservation des silhouettes bâties caractéristiques, ce qui se traduit par une intégration dans le règlement de l'ensemble des règles relevant du Code de l'Urbanisme de l'AVAP/SPR assurant une bonne compatibilité entre les documents et une meilleure prise en compte des règles ;
- Un **règlement sur les zones périphériques des centres anciens** qui vise à préserver une bonne intégration des constructions au contexte architectural local, que ce soit sur les constructions, les espaces libres, les clôtures et soutènements. Le règlement permet de traiter ces secteurs moins patrimoniaux avec des règles architecturales adaptées, s'appuyant également sur règles relevant du Code de l'Urbanisme de l'AVAP/SPR assurant une bonne compatibilité entre les documents et une meilleure prise en compte des règles ;
- Un **règlement favorisant le renouvellement urbain**, notamment au cœur des centres-anciens, afin de requalifier et revaloriser ce secteur, et d'améliorer l'attractivité du village ;
- La protection écologique des **zones humides, de la TVB sur les Lauzes ainsi que l'OAP paysages et TVB** orientées sur la préservation des corridors et espaces sensibles (ripisylves, berges de cours d'eau), participent également de la qualité paysagère ;
- Un rappel des **prescriptions archéologiques** dans le règlement qui sont également consultables en annexes.

D'une façon générale, l'impact du PLU sur les paysages est positif à la fois sur les secteurs déjà urbanisés et sur les secteurs de projet. Cela est permis par des règles et une programmation (OAP) qui permettent de maitriser l'urbanisation sur le territoire tout en traitant finement l'articulation entre les zones urbanisées et les espaces agricoles, de préserver les caractéristiques paysagères et de ses éléments constitutifs et le caractère architectural traditionnel de la commune.

6. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LA PRODUCTION DES DECHETS

La production de déchets **devrait logiquement augmenter du fait de la croissance démographique attendue et du développement économique**. Ainsi, la mise en œuvre du PLU et la réalisation de ses objectifs peut avoir des incidences sur le fonctionnement de la récolte et le traitement des déchets du fait de l'augmentation globale prévisible de la population permanente et touristique.

La gestion des déchets est de la CAGT. En 2021, 13 498,6 tonnes ont été collectés pour 50 302 habitants soit moins de 0,3 tonnes/habitants/an.

Selon l'ADEME, 1 habitant produit environ 370 kg de déchets ménagers par an. Pour les résidences secondaires qui sont occupées environ 10 % par an, on estime que la production de déchet est donc de 37 kg par an. Pour la population touristique nouvelle, on se base sur l'hypothèse suivante : une moyenne de 100 nuitées par lit chaud et par an, soit une occupation du lit 30% de l'année. Estimons alors une production de déchets de 30% de celle dégagée par l'ADEME, soit environ 110 kg/an et par lit.

Si l'on applique ces ratios aux objectifs de la commune :

	Projet de PLU	**Total de déchets produits par an / personne**
Population permanente	+ 600	+ 222 000 kg
Saisonniers et/ou étudiants	+ 50 mais pondéré à 25 puisque présents que sur la moitié de l'année	+ 9 250 kg
TOTAL		231 tonnes

Cette production est plus difficile à évaluer pour les activités économiques qui selon le secteur d'activité peuvent produire de gros volumes, dont des déchets spécifiques.

Par conséquent, en comparaison au tonnage de déchets collectés, le projet de PLU va générer une augmentation notable de la production de déchets, mais cela ne représente à peine 1,7% du volume total de déchets ménagers collecté par la communauté d'agglomération.

Précisons que l'augmentation de la population est un objectif à l'échelle du territoire **traduit par le SCoT**, ce qui induit forcément une augmentation de la production de déchets. **Ce document a été soumis à évaluation environnementale et donc ce sujet traité par ce biais, à une échelle bien plus cohérente.**

Rappelons que l'article L122-6 du code de l'environnement édicte que : *« […]*

Le rapport sur les incidences environnementales contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation *existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le plan ou le programme, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres plans ou*

programmes relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur. »

Par ailleurs le code de l'urbanisme à l'article R151-3 édicte que *« […] Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est* ***proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée****. »*

Aucun enjeu ne concerne spécifiquement les secteurs susceptibles d'être touchés de manière notable.

Enfin, précisons qu'un des objectifs de la commune inscrit au PADD est de « *Imposer aux logements collectifs neufs d'intégrer un local de collecte sélective des déchets et aménager dans les bâtiments d'activités des lieux de stockage et de traitement des déchets.*».

Les dispositions générales du règlement indiquent que « L'aménagement des lieux de stockage et de traitement des déchets devra être réalisé avec intégration paysagère et aménagements paysagers occultant tous les ouvrages et équipements nécessaires, notamment lors de la construction ou réhabilitation de bâtiments d'activités. »

De plus dans les OAP sur les nouveaux secteurs de logements (Garenne et Hauts de Tallard) il a été indiqué que : « Les aménagements nécessaires à la collecte des déchets ménagers doivent être prévus et dimensionnés à la zone. Pourront être exigés, après consultation des services compétents en matière de traitement des déchets : un abri réservé au stockage des containers d' ordures ménagères, des containers adaptés au tri sélectif ainsi qu'une aire de présentation de ces containers à proximité de la voie empruntée par les véhicules de collecte. »

Ainsi, les effets du PLU sur le traitement des déchets sont modérés. Cependant, le projet de PLU prévoit une augmentation des équipements nécessaires à la collecte et la réduction des déchets au regard des besoins générés. Le projet de PLU est également compatible avec le SCoT qui prévoit cette croissance démographique, et le développement économique. Le SCoT étant soumis à évaluation environnementale, la question des déchets a donc bien été traitée à l'échelle du SCoT, qui semble être une échelle plus appropriée (notamment car la gestion des déchets est une compétence intercommunale).

7. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LA POLLUTION DE L'AIR ET SUR LA POLLUTION SONORE

7.1. EMISSIONS DES SECTEURS RESIDENTIELS ET TERTIAIRES

Concernant les secteurs résidentiels et tertiaires, la mise en œuvre du PLU pourrait engendrer une hausse de la présence de ces secteurs sur le territoire, toutefois inférieur à celle prévue par le PLU en vigueur sur le territoire.

Les outils qui sont mobilisables ont été intégrés au PLU de manière à favoriser les performances énergétiques des nouvelles constructions, notamment sur les secteurs d'extension de l'urbanisation. En outre, le PLU facilite la mise en place de logements mitoyens / intermédiaires ce qui peut limiter les déperditions énergétiques.

Le PLU met également en place des outils afin de favoriser la réhabilitation du bâti ancien.

La commune jouit d'une bonne exposition solaire et de conditions climatiques qui limitent les besoins en chauffage par exemple. La commune souhaite par ailleurs mise sur le potentiel solaire en permettant l'installation de panneaux solaires.

Des évolutions en dehors du cadre du PLU sont donc également nécessaires pour permettre une réduction plus significative de la pollution de l'air.

7.2. EMISSIONS DU SECTEUR ROUTIER

Le projet de PLU prévoit l'accueil de nouveaux habitants et des nouvelles zones d'activités ce qui pourrait augmenter les flux à échelle locale. Toutefois, la commune prévoit le développement des activités économiques sur son territoire, ce qui pourrait permettre de proposer des emplois pour les nouveaux habitants, qui se déplaceront quotidiennement qu'au sein de la commune, avec donc des déplacements limités et des émissions du secteur routier limitées également.

En ce sens des outils ont été mis en place à l'échelle du PLU pour développer les circulations douces, à destination des habitants, pour densifier les zones urbaines existantes et optimiser l'espace destiné à être urbanisé, bien qu'ils ne puissent à eux seuls permettre de réduire de façon importante les déplacements routiers. Il est ainsi prévu la réalisation de liaisons inter quartiers (hameaux rive droite de la Durance, liaison rive droite/rive gauche) mais également vers l'aérodrome et les secteurs économiques.

D'autres évolutions à plus large échelle sont nécessaires pour observer une réduction significative des émissions de ce secteur, la commune restant dépendante des politiques supra-communales.

7.3. EMISSIONS DU SECTEUR AGRICOLE

Concernant les pollutions induites spécifiquement par l'activité agricole : les règlements graphique et écrit permettent le maintien et le développement de l'activité agricole, aussi, la pollution de l'air liée au secteur agricole pourrait être stable, comme augmenter ou diminuer, selon l'évolution de l'activité agricole sur la commune, qui ne dépend pas immédiatement du PLU.

L'article L101-3 du code de l'urbanisme précise d'ailleurs spécifiquement à ce sujet que *« La réglementation de l'urbanisme régit l'utilisation qui est faite du sol, en dehors des productions agricoles, notamment la localisation, la desserte, l'implantation et l'architecture des constructions. »*

7.4. EMISSION DES AUTRES ACTIVITES ECONOMIQUES

Concernant les pollutions induites par les autres activités économiques, les activités qui s'implanteront sur le territoire pourront générer une augmentation de la pollution de l'air. Ces activités devront tout de même respecter les éventuelles normes environnementales relatives à leur secteur d'activité.

Il est difficile d'évaluer les éventuelles pollutions pouvant être induites dans la zone sans connaître la nature des activités susceptibles de s'y implanter, mais également d'évaluer l'impact du PLU sur l'évolution des émissions dans l'air. Cela ne dépend pas uniquement de la mise en œuvre du PLU, mais également d'un ensemble de normes et technologies dont l'évolution n'est pas connue.

En ce qui concerne la pollution sonore, les zones d'activités sur un secteur éloigné des zones habitées. La localisation de ces activités potentiellement incompatibles avec le voisinage des zones habitées permet ainsi de limiter les nuisances sonores.

Le développement prévu sur la commune pourrait générer une augmentation de la pollution de l'air et sonore, bien que cela reste difficile à évaluer. Ce développement a été traduit dans le SCoT, qui **a été soumis à évaluation environnementale et a donc traité ce sujet, à une échelle bien plus cohérente.**

Rappelons que l'article L122-6 du code de l'environnement édicte que : *« […]*

***Le rapport sur les incidences environnementales contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation** existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le plan ou le programme, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres plans ou programmes relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur. »*

Par ailleurs le code de l'urbanisme à l'article R151-3 édicte que *« […] Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est **proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée**. »*

Ainsi, les effets du PLU sont difficilement quantifiables. Le PLU mobilise des outils pour limiter au mieux les impacts générés par le développement communal prévu. Cette problématique a également été traitée à l'échelle du SCoT, qui semble être une échelle plus appropriée.

7.5. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LA POLLUTION DU SOL ET DU SOUS-SOL

La commune prévoit le développement de zones d'activités dans laquelle les activités industrielles (pouvant être polluantes) sont autorisées. Les industries sont également autorisées dans certaines zones (Ub, Ub (L) n'étant pas incompatible avec le voisinage d'une zone habitée), afin notamment de ne pas y interdire l'installation de petits artisans, mais ce type d'activités.

Toutefois, les activités industrielles devront respecter les éventuelles normes environnementales relatives à leur secteur d'activité. Il est difficile d'évaluer les éventuelles pollutions pouvant être induites dans la zone sans connaître la nature des activités susceptibles de s'y implanter.

Les activités industrielles sont interdites dans les autres zones.

Du reste, la gestion des substances toxiques ou dangereuses est règlementée dans le règlement écrit à travers les dispositions applicables à l'ensemble des zones :

« Le stockage des substances toxiques ou dangereuses sera fait dans des conditions de sécurité et d'étanchéité appropriées. Le risque de contamination des sols et des eaux lié aux déchets et aux différentes substances toxiques ou dangereuses stockées sur site doit être correctement maîtrisé.

Les déchets devront faire l'objet d'un traitement approprié : décantation, récupération, recyclage.

Concernant les activités les plus polluantes ou les plus dangereuses, leur gestion devra faire l'objet d'une autorisation spéciale auprès des services de l'État en charge de l'environnement.

Concernant les activités les moins polluantes ou les moins dangereuses, leur gestion devra faire l'objet d'une déclaration qui consiste à faire connaître au Préfet son activité et à respecter les prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration et qui font l'objet d'arrêtés préfectoraux. »

Concernant les éventuelles pollutions liées à l'habitat, les zones d'extension seront raccordées au réseau d'assainissement collectif.

Concernant la pollution des sols et sous-sols induite par l'activité agricole, le plan local d'urbanisme ne peut règlementer les éventuelles utilisations de produits phytosanitaires, il ne peut donc avoir d'incidence sur la pollution des sols et sous-sol engendré par l'activité agricole.

Les possibilités d'implantation d'activités polluantes sur le territoire sont possibles mais les différentes activités pouvant engendrer une pollution des sols et des sous-sols sont soumises à des normes environnementales à respecter, en dehors de l'application du PLU. Ainsi, le PLU n'a pas d'effets significatifs sur certains paramètres pouvant induire une pollution des sols et des sous-sols.

7.6. LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR LE CLIMAT

Face au changement climatique, l'atténuation et l'adaptation sont les deux stratégies que les politiques publiques et les acteurs des territoires doivent mettre en œuvre. Plusieurs outils sont mis en œuvre à travers le PLU dans des objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Les mesures en faveur de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique sont les suivantes :

- Une réduction des zones constructibles par rapport au PLU en vigueur (passage d'une large partie de l'aérodrome en zone N), qui a pour conséquence de limiter l'artificialisation des sols et d'optimiser l'organisation des espaces urbanisés, notamment à travers la recherche d'une densité de construction parfois plus importante, imposée dans les principaux secteurs de développement ;
- Une obligation de création de logements collectifs ou intermédiaires / mitoyens sur des secteurs de projet, ce qui peut limiter les déperditions énergétiques ;
- Le maintien et développement des équipements publics et des activités économiques sur le territoire, qui devraient permettre de renforcer la concentration d'emploi à l'échelle de la commune et ainsi limiter la distance à parcourir pour les déplacements domicile/travail ;
- Un développement des réseaux de mobilités douces ;
- Un règlement et des OAP qui permettent de prendre en compte dans les projets urbains la qualité de l'ensoleillement, les vents dominants, et les effets de masques en favorisant les conceptions bioclimatiques moins consommatrices en énergie ;
- Un PLU qui permet le développement des énergies renouvelables ;
- La prise en compte des risques dans la définition de secteurs de développement. En effet, le changement climatique devrait avoir pour effet, dans les Alpes du Sud, une augmentation de la fréquence d'évènements météorologiques extrêmes,

d'éboulements/chutes de blocs, de glissements de terrain (y compris coulée de boue), et d'incendies de forêts ;

- Un maintien de la végétation et notamment des forêts, à travers le classement de ces espaces en zone naturelle…

Les mesures permettant l'atténuation du changement climatique ou l'adaptation à celui-ci peuvent paraître limitées face à l'ampleur du défi à relever. Il est cependant important de rappeler que le code de l'environnement précise le cadre d'application de l'évaluation environnementale et notamment du L122-6 :

*« […] **Le rapport sur les incidences environnementales contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation** existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le plan ou le programme, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres plans ou programmes relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur. »*

Par ailleurs le code de l'urbanisme à l'article R151-3 édicte que *« […] Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est **proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée**. »*

L'échelle d'application d'un PLU (commune) constitue une limite pour la prise en compte des enjeux climatiques, bien que les outils mobilisables aient été intégrés au PLU afin de répondre aux enjeux climatiques (sachant que la durée de vie d'un PLU est limitée). L'échelle d'application du SCoT semble déjà plus pertinente. Or, ce document a été soumis à évaluation environnementale et donc ce sujet traité par ce biais.

CHAPITRE .6 : LES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET SI POSSIBLE, COMPENSER S'IL Y A LIEU, LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

Le projet de PLU a été construit, sur la base de l'état des lieux initial, dans **une volonté d'éviter tant que possible** les effets dommageables sur l'environnement : évitement des zones de forts enjeux écologiques, évitement des aménagements et d'un développement fortement impactant, évitement des zones à enjeux paysagers et préservation des zones remarquables, à compléter pour les autres compartiments (pollutions air et eau, …).

Certains éléments traduisent le maintien de cette volonté d'évitement, au-delà de la construction du projet de PLU. D'autres mesures visent à réduire les effets du projet de PLU sur l'environnement.

Le tableau suivant synthétise les mesures d'évitement et de réduction appliquées.

NB : l'évaluation des effets de ces mesures a été réalisée pour chacune des parties de l'évaluation environnementale (voir points précédents).

Thématique	Enjeux	Évaluation des incidences prévisibles avant mesures particulières	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Évaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures
Risques naturels	Prise en compte des risques naturels connus sur le territoire, évitement des secteurs fortement impactés afin de ne pas augmenter la vulnérabilité aux risques.	Hors application du PLU, les informations sur les aléas sont et autres règlementations en vigueur difficilement applicables et n'ont pas de valeur de PPrn qui leur permettraient de limiter les possibilités de constructions dans des secteurs présentant des risques naturels, pouvant augmenter la vulnérabilité des biens et des personnes.	Prise en compte très précoce des aléas dans la révision du projet de PLU. Les secteurs soumis à des aléas forts sont évités dans la définition des zones U et AU (cas de la zone d'extension du Petit Collet frappé en limite par un aléa fort mais OAP notamment permet de prendre en compte le risque dans l'aménagement).	Annexion au PLU. Renforcement des éléments de connaissance des aléas (apparaissant notamment dans le rapport de présentation, le règlement et les OAP).	**Effets nuls à positif**
Espaces agricoles	Préservation des espaces exploités à des fins agricoles ou pouvant potentiellement l'être. La quasi-totalité des terres agricoles a	Possibilité d'artificialisation des espaces agricoles, espaces majoritaires pouvant être urbanisés en continuité de	Classement en zone agricole de la majorité des terres agricoles, selon les enjeux identifiés : • Zone A et A (L), permettant de réaliser les	Limitation de la superficie des espaces agricoles classés en zones U et AU aux seuls besoins de développement de la commune.	**Effets modérés**

Thématique	Enjeux	Évaluation des incidences prévisibles avant mesures particulières	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Évaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures
	été classée à fort potentiel agricole dû la qualité agronomique et à la mécanisation et irrigation faciles à mettre en œuvre.	l'urbanisation existante. Cela peut réduire les superficies agricoles d'une exploitation voire mettre en danger la pérennité de l'exploitation à terme.	constructions et installations nécessaires à l'activité agricole ; • Zones Ap et Ap (L), permettant une protection des terres au regard de leur qualité agronomique ou paysagère représentent la majeure partie des zones agricoles ; • Zone A(J) permettant de protéger les jardins de la conquête.	Fine prise en compte des transitions entre ces secteurs d'extension et les zones agricoles préservées.	
Espaces forestiers	Préservation des espaces boisés d'intérêt de par leur nature.	Possibilité de défrichement voire d'artificialisation. *NB : de par l'application du nouveau code forestier, sauf exceptions prévues par le code forestier ou l'arrêté préfectoral relatif au défrichement, tout projet affectant un boisement de plus de 4 ha entraine une demande d'autorisation de défrichement.*	Classement des espaces boisés significatifs en zone naturelle et protection du parc de la Garenne en Espace Boisé Classé (EBC).	Limitation de la superficie des espaces forestiers classés en zones U et AU.	**Effets positifs**
Ecologie	**Zonages d' intérêts** Eviter et préserver les zonages d'intérêt à plus forts enjeux écologiques (ZNIEFF, NATURA 2000, …)	Modification des habitats, aménagements, travaux, perturbation des fonctionnalités, effets indirects liés au développement de l'urbanisation (éclairage nocturne, bruit, dérangement, augmentation de la fréquentation…).	Évitement et préservation des zones de plus forts enjeux en termes d'habitats naturels, d'habitats d'espèces patrimoniales ou de fonctionnalité écologique, en particulier à proximité des zones urbanisées ou urbanisables.	-	Possibilités de constructions, installations et aménagements affectant des zonages d'intérêt fortement limitées. **Effets réduits à positifs**

Thématique	Enjeux		Évaluation des incidences prévisibles avant mesures particulières	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Évaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures
				Applications des zonages N, A et Ap permettant la préservation des zones à enjeux écologiques, agricoles ou paysagers.		
		Eviter et préserver les Zones humides ; habitats naturels protégés, à forte valeur écologique.	Modification des habitats, aménagements, travaux, drainage, modification de l'alimentation en eau, perturbation des fonctionnalités	Applications des zonages N, A et Ap.	Prescriptions de protection des zones humides au titre de l'article L151- 23 du code de l'urbanisme	Possibilités de constructions, installations et aménagements affectant des zones humides fortement limitées. **Effets réduits à positifs**
	Habitats naturels, faune, flore	Préserver les habitats d'espèces et espèces à enjeux de conservation. Réduire les effets de l'urbanisation sur les habitats naturels, la faune, la flore, les milieux agricoles et les milieux à forte valeur paysagère. Préserver les secteurs favorables aux chiroptères et aux déplacements des espèces. Maîtrise de l'éclairage nocturne et des installations.	Effets directs et indirects liés au développement de l'urbanisation ; éclairage nocturne, bruit, dérangement, augmentation de la fréquentation, perturbations des espèces protégées et ou patrimoniales, dégradation/fragmentation des habitats naturels…	Évitement et préservation des zones de plus forts enjeux en termes d'habitats naturels, d'habitats d'espèces patrimoniales ou de fonctionnalité écologique, en particulier à proximité des zones urbanisées ou urbanisables. Applications des zonages N, A et Ap permettant la préservation des zones à enjeux écologiques, agricoles ou paysagers.	Création d'une OAP thématique paysages et TVB permettant de préserver la fonctionnalité écologique sur la commune : préserver les corridors écologiques et les réservoirs identifiés, maintenir ou créer des haies végétales et espaces boisés quand les projets le permettent. Maintenir les espaces verts ou créer une trame végétale quand les projets le permettent. Privilégier la plantation d'essences indigènes. Réduire l'éclairage à proximité de cours d'eau, imposer des installations limitant la pollution lumineuse.	Possibilités de constructions, installations et aménagements dans des secteurs aux enjeux écologiques faibles à modéré. **Effets réduits à positifs**

Thématique	Enjeux		Évaluation des incidences prévisibles avant mesures particulières	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Évaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures
					Réduction des effets sur les habitats naturels, la faune, la flore, les fonctionnalités écologiques, les milieux agricoles et les milieux à forte valeur paysagère avec un développement urbain contenu dans les poches urbaines déjà existantes, et une urbanisation contenue principalement à proximité des poches urbaines	
	Continuités écologiques	Préserver la fonctionnalité écologique sur la commune	Effets directs de l'urbanisation : modification des habitats, fragmentation et perturbations possibles suite à aménagements ou changement de destination… Effets indirects de l'augmentation de la pression anthropique (éclairage nocturne, bruit, dérangement, assèchement,…)	Évitement des secteurs à enjeux écologiques dans la construction du projet de PLU. Applications des zonages N, A et Ap permettant la préservation des zones à enjeux écologiques, agricoles ou paysagers.	Développement urbain contenu dans les poches urbaines déjà existantes, et urbanisation contenue à proximité des poches urbaines. Prescription de préservation des zones humides. Prescription de préservation de TVB sur les Lauzes. Prise en compte des enjeux écologiques dans l'OAP dédiée au paysage et aux trames vertes et bleues. OAP permettant de préserver la fonctionnalité écologique sur la commune : préserver les corridors écologiques et les réservoirs	Possibilité de constructions dans des secteurs présentant des enjeux de fonctionnalités écologiques fortement limités. Maintien des espaces verts et création de trame végétales au sein de certains projets **Effets réduits à positifs**

Thématique	Enjeux	Évaluation des incidences prévisibles avant mesures particulières	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Évaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures
				identifiés, maintenir ou créer des haies végétales et espaces boisés quand les projets le permettent. Maintenir les espaces verts ou créer une trame végétale quand les projets le permettent. Privilégier la plantation d'essences indigènes. Réduire l'éclairage à proximité de cours d'eau, imposer des installations limitant la pollution lumineuse.	
Paysage/patrimoine	Préservation des sites à haute valeur paysagère et patrimoniale.	Dégradation des paysages et du patrimoine par des travaux inappropriés.	Une préservation des caractéristiques paysagères de la commune et ses éléments constitutifs, à travers la mise en place de nombreuses prescriptions de protection. Le classement des terres agricoles à forte valeur paysagère situées en continuité de l'urbanisation en zones Ap/ Ap (L). Un règlement reprenant les règles de l'AVAP/SPR assurant une compatibilité entre les deux documents et une meilleure prise en compte.	La mise en place d'OAP sur les secteurs significatifs en extension permettant de limiter les impacts de l'urbanisation sur le paysage, grâce à un travail sur les hauteurs des constructions, leur intégration prenant en compte le contexte (orientation, pente, perspectives, tissu urbain existant, toits plats végétalisés pour les activités économiques…), le traitement des abords des constructions en priorisant la non imperméabilisation des espaces libres et en préservant les « bandes vertes	**Effets négatifs faibles sur les extensions et positifs à l'intérieur des zones déjà constructibles au PLU avec une meilleure prise en compte des enjeux paysagers et architecturaux et une compatibilité assurée avec l'AVAP/SPR.**

Thématique	Enjeux	Évaluation des incidences prévisibles avant mesures particulières	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Évaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures
				tampons » limitant les visibilités et en favorisant une transition avec les espaces agricoles… L'intégration au PLU des zones de présomption de prescription archéologique, ce qui permet d'assurer une prise en compte de ces derniers dans le cadre de l'instruction de l'autorisation du droit des sols. Un règlement reprenant les règles de l'AVAP/SPR assurant une compatibilité entre les deux documents et une meilleure prise en compte.	
Consommation d' espaces	Modération de la consommation d'espaces agricoles, naturels et limitation de l'étalement urbain.	Poursuite de l'étalement urbain, consommant principalement des terres agricoles.	Comblement prioritaire des dents creuses. Mobilisation de tènements pour du renouvellement sur un secteur de « Greffe Urbaine » . Limitation de la consommation d'espaces aux stricts besoins du territoire et en compatibilité avec le SCoT et les objectifs de production de logements du PLH.	Une densification imposée dans les OAP, afin de réduire les surfaces consommées sur l'ensemble du territoire (OAP thématique logements/densification) et sur les secteurs stratégiques.	**Effets modérés.**

Thématique	Enjeux	Évaluation des incidences prévisibles avant mesures particulières	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Évaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures
Réseaux, énergies, nuisances	Prévoir un développement cohérent au regard des capacités d'alimentation en eau potable, de défense incendie, d'assainissement des eaux usées et au regard de leur couverture sur le territoire. Préserver la ressource en eau.	Perspectives démographiques / économiques non adéquates avec les capacités des réseaux. Dégradation de la qualité de la ressource en eau.	Projet établi en cohérence avec les volumes d'eau disponibles et en partenariat avec les services compétents. Zones d'extension prévues en continuité des réseaux. Évitement des secteurs concernés par des périmètres de protection de captage.	Un règlement qui précise les obligations de raccordement au réseau collectif. Intégration en annexes des règlements de service pour l'assainissement collectif et non collectif.	Les perspectives démographiques et économiques sont cohérentes au regard des capacités des réseaux actuels. 2023 : Le schéma directeur intercommunal a été lancé par la CAGTD qui mettra prochainement un œuvre un programme d'amélioration de la STEP. **Effets faibles.**
	Inciter au développement des énergies renouvelables sur le territoire. Améliorer les performances énergétiques des bâtiments.	Maintien d'un mix énergétique fortement dépendant des énergies fossiles qui sont à la fois polluantes, non renouvelables et limitées en quantité. Des constructions trop consommatrices en énergie.	Projet visant à améliorer les performances énergétiques des constructions.	Projet de PLU permettant la production d'énergie renouvelable (même en centre ancien, en compatibilité avec l'AVAP/SPR) et globalement le développement des énergies renouvelables (photovoltaïque, hydraulique). Normes thermiques renforcées sur les sites d'OAP.	**Effets positifs.**
	Développer le haut débit en lien avec les acteurs du territoire.	Couverture qui ne répond pas aux besoins générés par le projet.	-	Projet de PLU qui permet que des aménagements liés aux réseaux numériques puissent être réalisés. Un règlement qui demande de prévoir les attentes et fourreaux nécessaires à la	**Effets positifs.**

Thématique	Enjeux	Évaluation des incidences prévisibles avant mesures particulières	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Évaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures
				mise en service des réseaux en cas d'absence de raccordement.	
	Prendre en compte les nécessités relatives à la gestion des déchets	Éloignement des points de collecte de déchets des secteurs support d'une urbanisation nouvelle ou volume des points de collecte inadapté.	Zones d'urbanisations situées en continuité de l'existant et des zones de collecte. Maintien de la déchetterie.	Des OAP qui préconisent de mettre à disposition du gestionnaire un espace pour la mise en place de dispositifs de collecte et de tri des déchets ménagers. Et un règlement imposant une bonne intégration dans les bâtiments d'activités notamment. Prise en compte des déchets dangereux.	**Effets faibles** (potentielle augmentation notable du volume de déchets, mais en totale compatibilité avec le SCoT déjà soumis à évaluation environnementale).
	Préserver une bonne qualité de l'air sur la commune. Prendre en compte les pollutions et nuisances.	Dégradation de la qualité de l'air, augmentation des pollutions et nuisances. ⚠ **Incidences à remettre dans un contexte global.**	-	Projet de PLU qui prévoit le développement des modes de déplacements alternatifs et les circulations douces, permettant de limiter l'utilisation de la voiture individuelle. Une densification des zones urbaines existantes et une optimisation de l'espace destiné à être urbanisé, permettant de limiter les déplacements. Règlement graphique et écrit qui informe de manière précise sur l'application des normes d'isolation phonique aux	**Effets faibles.** (en totale compatibilité avec le SCoT déjà soumis à évaluation environnementale).

Thématique	Enjeux	Évaluation des incidences prévisibles avant mesures particulières	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Évaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures
				abords des voies bruyantes. Localisation des activités potentiellement incompatibles avec le voisinage de l'habitat dans l'extension de la zone d'activités.	

De façon générale, suite à l'analyse des impacts et des incidences et à l'application des mesures d'évitement et de réduction, les impacts négatifs sont évalués comme limités sur l'environnement.

L'ensemble de ces mesures a été réfléchi en parallèle de l'élaboration du projet de PLU d'une manière itérative. L'évaluation environnementale a donc nourri le dossier de PLU pour tenir compte des enjeux évoqués dans le diagnostic.

Le PLU met en œuvre des mesures pour réduire les effets négatifs liés à la mise en œuvre sur l'Environnement au sens large, à savoir les milieux naturels, la qualité de vie, la qualité de l'eau, le paysage, l'architecture, le patrimoine bâti…

Suite à l'analyse des impacts et des incidences et à leurs conclusions, de façon générale, il n'existe aucun impact significatif important sur l'environnement (destruction d'espèces ou d'habitats naturels à enjeu important, pollutions…). Ainsi, aucune mesure de compensation n'apparait nécessaire.

CHAPITRE .7 : LES CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES RETENUS POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN

Au titre de l'article L153-27 du code de l'urbanisme :

« Six ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur ou sa modification en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, après avoir sollicité l'avis de ses communes membres, ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports.

L'analyse des résultats porte également, le cas échéant, sur les unités touristiques nouvelles mentionnées à l'article L. 122-16 du présent code. Dans les communes mentionnées à l'article L. 121-22-1, cette analyse porte en outre sur la projection du recul du trait de côte.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant après que celui-ci a sollicité l'avis de ses communes membres ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

L'analyse des résultats peut inclure le rapport relatif à l'artificialisation des sols mentionné à l'article L. 2231-1 du code général des collectivités territoriales. Dans ce cas, la délibération prévue au troisième alinéa du présent article vaut débat et vote au titre du troisième alinéa de l'article L. 2231-1 du code général des collectivités territoriales. Dans les communes mentionnées au même article L. 121-22-1, cet avis porte sur l'opportunité de réviser ou de modifier ce plan. »

L'article R151-3 du Code de l'urbanisme relatif à la composition de l'évaluation environnementale ajoute en alinéa 6 :

« Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation : […]

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées […] ».

Les pages suivantes présentent les indicateurs définis en amont de la mise en œuvre du PLU. Ces indicateurs sont définis en correspondance avec les principaux objectifs du PLU.

Thématique	Enjeux (objectifs issus du PADD)	Indicateur	Source	État zéro (E0), valeur cible (V), fréquence du relevé (F) et type de rendu (R)
Démographie	Poursuivre une évolution démographique dynamique, afin de dépasser les 3000 habitants d'ici à 2036 sur la commune	Analyse de l'évolution annuelle de la population	INSEE, populations légales	**E0 : Approbation du PLU** *Population légale en 2019 : 2 285 habitants* **V : 3 000 habitants d'ici à 2063** **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
Habitat	Créer environ 325 logements supplémentaires d'ici 2036 Diversifier les typologies de logements et d'hébergements afin de poursuivre la dynamique de parcours résidentiels à travers une offre adaptée, favorisant la mixité : logements locatifs, logements à loyers maîtrisés, petits logements, hébergements étudiants, hébergements séniors…	Analyse des permis déposés et accordés qui concernent l'habitat, différenciant : • Le mode d'utilisation principale des logements (résidence principale, résidence secondaire, vente ou location) • Le nombre de logements créés • Le type de bâtiment (individuel, mitoyen, collectif)	Service urbanisme	**E0 : Approbation du PLU** *0 permis* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
	Lutter contre les logements vacants en proposant une offre de logements dans le centre-ville	Analyse des permis déposés et accordés qui concernent la réhabilitation des logements, en différenciant : • Le mode d'utilisation principale des logements (résidence principale, résidence secondaire, vente ou location) • Le nombre de logements créés	Service urbanisme	**E0 : Approbation du PLU** *0 permis* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
Consommation d' espaces	Limiter la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers	Analyse du nombre de permis de construire et d'aménager accordés, sur une parcelle non construite, et des superficies consommées	Service urbanisme	**E0 : Approbation du PLU** *Nombre de permis : 0* *Superficie concernée : 0 ha.* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU**

				R : Tableau précisant le n° de PC / PA, le n° de parcelle et la section cadastrale, la description du projet, la superficie du terrain d'assiette, la date d'ouverture de chantier et la zone du PLU.
Activités économiques	Conforter le secteur économique de la plaine de Tallard en cohérence avec l'équilibre territorial défini dans le SCoT Développer une zone d'activité économique sur le quartier des Boulangeons	Analyse du nombre d'activités économiques créées	Service urbanisme / CCI	**E0 : Approbation du PLU** *0* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
	Réinvestir les friches bâtimentaires en permettant le changement de destination à des fins d'activités artisanales et/ou tertiaires	Analyse des permis déposés pour le changement de destination des bâtiments à des fins d'activités artisanales et/ou tertiaires	Service urbanisme	**E0 : Approbation du PLU** *0 permis* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
Activités agricoles	Garantir la pérennité de l'activité agricole et son poids économique dans la vie de la commune	Evolution de la Surface Agricole Utile et répartition par filière	Service urbanisme / Chambre d'agriculture / Agreste	**E0 : Approbation du PLU** *SAU 2019 : 47.6 hectares* **F : Relevé en fonction de la donnée disponible** **R : Tableau**
		Evolution du nombre d'exploitations		**E0 : Approbation du PLU** *Nombre d'exploitations en 2019 : 33* **F : Relevé en fonction de la donnée disponible** **R : Tableau**
		Evolution du nombre de constructions réalisées à vocation agricole		**E0 : Approbation du PLU** *Nombre de constructions réalisées à vocation agricole : 0*

				F : Relevé annuel pendant la durée du PLU **R : Tableau**
Risques naturels	Prendre en compte les risques naturels	Nombre d'arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles et nature de l'aléa	http://www.georisques.gouv.fr	**E0 : Approbation du PLU** *Arrêtés portant reconnaissance de catastrophes naturelles : 2* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
Écologie	Préservation des milieux à enjeux de conservation sur la commune : zones humides	**Évolution de la surface en zones humides par rapport à l'inventaire régional des zones humides + inventaire local (voir cartes des habitats)** Pas d'évolution surfacique (ou augmentation surfacique) : i**ndicateur +** Réduction surfacique :**Indicateur -**	Commune / Spécialistes (écologue)	**E0 : Approbation du PLU** *Situation actuelle (surface des zones humides)* **F : Bilan annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau avec utilisation du code de l'indicateur et évolution surfacique en m²**
	Préservation des fonctionnalités écologiques	**Respect de l'OAP Trame Verte et Bleue** Réalisation d'actions positives en faveur de la Trame Verte et Bleue suivant l'OAP Trame Verte et Bleue : **Indicateur ++** Veille sur l'application du principe de l'OAP Trame Verte et Bleue : **Indicateur +** Non-respect de l'OAP Trame Verte et Bleue **: Indicateur -**		**E0 : Approbation du PLU** *Situation actuelle* **F : Bilan annuel pendant la durée du PLU** **R : Rapport ou déclaration spécifiant les actions engagées en faveur de la Trame Verte et Bleue ou constats de non-respect.**
		Respect et application des OAP sectorielles Respect des OAP sectorielles et notamment des évitements et aménagements prenant en compte les enjeux écologiques : **Indicateur +** Non-respect de tout ou partie des évitements et aménagements prenant en compte les enjeux écologiques des OAP sectorielles : **Indicateur --**		**E0 : Approbation du PLU** *Situation actuelle* **F : Bilan annuel pendant la durée du PLU** **R : Pour tout aménagement ou modification des OAP sectorielle : rapport établi par un organisme indépendant de vérification des**

		Pas de réalisation de l'étude à N+2 après approbation du PLU : **Indicateur –** (à compter chaque année tant que l'étude n'est pas réalisée)		**engagements et d'évaluation générale des effets sur les fonctionnalités écologiques.**
	Préservation des espèces faunistiques nocturnes (dont espèces à enjeu de conservation)	**Diminution de l'effet de l'éclairage public sur les espèces nocturnes** Recherche de solutions et actions de réalisation et respect de l'OAP TVB : **Indicateur ++** Recherche de solution et/ou suivi des mesures déjà entreprises et/ou actions de réalisation et respect de l'OAP TVB : **Indicateur +** Pas d'action mais respect de l'OAP TVB : **Indicateur -** Pas d'action et non-respect de l'OAP TVB : **Indicateur - -**		**E0 : Approbation du PLU** *Situation actuelle* **F : Rapport annuel pendant la durée du PLU sur les actions conduites par rapport à la pollution lumineuse et aux besoins biologiques des espèces en phase nocturne.** **R : Tableur décrivant les recherches, actions, et suivis entrepris avec utilisation du code de l'indicateur proposé**
Réseaux, énergies, nuisances	Répondre aux besoins des populations actuelles et futures en matière d'alimentation en eau potable S'assurer du traitement des eaux usées dans le respect des normes et des capacités de la STEP	Eau potable : vérification des conformités bactériologique et physico-chimique par réseau	https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau	**E0 : Approbation du PLU** *Conformité bactériologique et physico-chimique sur l'ensemble des réseaux* **F : Relevé annuel** **R : Tableau précisant, en cas de non-conformité, le paramètre dépassant les limites de qualité**
		Consommation d'eau : volume consommé autorisé *Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateur sans comptage et du volume de service du réseau*	ARS : Agence de l'eau / Régie	**E0 : Approbation du PLU** *Volume consommé par jour et par an et rendement à l'approbation* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
		Rendement du réseau *Le rendement du réseau de distribution est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution.*		

		Gestion des eaux usées : Part de la population ayant accès à un système d'assainissement efficace et aux normes *(Population ayant accès à un système d'assainissement efficace et aux normes) / Population totale *100*	Régie	**E0 : Approbation du PLU** *Part de la population ayant accès à un système d'assainissement efficace et aux normes à l'approbation du PLU* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
	Programmer l'extension des réseaux d'énergie en adéquation le projet communal	Réseau de chaleur : linéaire de réseau de chaleur créé	Commune / Opérateur du réseau	**E0 : Approbation du PLU** **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
	Améliorer les conditions de stationnement	Nombre de stationnements créés	Commune	**E0 : Approbation du PLU** **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
		Comptage du nombre de véhicules stationnés en dehors des places de stationnement identifiées	Commune	**E0 : Approbation du PLU** **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau**
	Améliorer la pratique des modes doux entre la rive gauche et la rive droite pour créer davantage de lien entre ces deux polarités Prévoir une liaison douce entre le coeur de ville de Tallard et l'aérodrome en réaménageant et en sécurisant le « chemin dit du milieu » Développer et assurer la continuité des itinéraires cyclables présents sur la commune	Mètres linéaires de cheminements doux réalisés	Commune / Département	**E0 : Approbation du PLU** *Nombre : 0* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau précisant les mètres linéaires de cheminements réalisés, le type et la localisation sur la commune**

	Permettre le développement des énergies renouvelables, tout en prenant en compte les enjeux paysagers identifiés sur le centre ancien de Tallard Dans les nouveaux secteurs d'urbanisation, intégrer des principes de constructions bioclimatiques afin de limiter les effets de masque entre les constructions et de favoriser les apports solaires	Nombre de permis de construire ou déclarations préalables accordés mentionnant l'installation de dispositifs permettant la production d'ENR, ainsi que le nombre de refus de l'ABF	Service urbanisme	**E0 : Approbation du PLU** *Nombre : 0* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau précisant le nombre de constructions concernées et le label visé**
		Nombre de permis de construire accordés pour des constructions labellisées à haute performance énergétique ou environnementale ou bâtiment à énergie positive		**E0 : Approbation du PLU** *Nombre : 0* **F : Relevé annuel pendant la durée du PLU** **R : Tableau précisant le type de dispositif mis en place**

Les indicateurs associés au PLU ont été sélectionnés de sorte à retenir :

- Les plus simples à renseigner / utiliser ;
- Les plus représentatifs des enjeux et problématiques du territoire communal.

Ces derniers présentent plusieurs fonctions :

- Cadrent les engagements communaux afin de limiter les effets du projet de PLU sur l'environnement ;
- Evaluent les effets des mesures entreprises sur l'environnement durant la durée du PLU ;
- Permettent un suivi clair dans le temps et dans l'espace ;
- Contrôlent le respect des engagements pris en faveur de l'environnement ;

A termes, ces indicateurs permettent également d'évaluer l'effet des mesures entreprises pour la préservation de l'environnement.

Pour stocker et organiser les données recueillies, l'outil le plus simple et le plus adapté reste un tableau pour une grande majorité des indicateurs. Il permet d'archiver les données en les classant de manière chronologique et organisée ; des graphiques peuvent facilement être réalisés afin de matérialiser leur évolution dans le temps. Dans les cas plus rares où le volume de données le justifierait, une base de données pourrait être créée. Veiller toutefois à choisir un logiciel qui soit facilement utilisable par tous les services et personnes concernées par le recueil et l'analyse des données.

Ces données pourront être recueillies par les différents services de la Mairie. La Mairie pourra se faire accompagner au cas par cas par des prestataires extérieurs.

Par ailleurs, les « sources » citées sont les sources identifiées à l'instant « t » comme fournisseur de la donnée identifiée dans le tableau (et qui ont notamment été contactées sur ces sujets dans le cadre de la réalisation du diagnostic). Ces services sont des partenaires habituels de la commune sur ces questions. La commune pourra faire évoluer

ces sources au fil du temps selon l'évolution des compétences de chaque service, l'identification d'une source nouvelle… Il n'est pas prévu de demander à ces services des productions spécifiques de données et les indicateurs ont été choisis en ce sens.

Les données recueillies doivent être analysées pour en tirer des enseignements utiles au suivi du PLU. Pour ce faire, deux étapes sont nécessaires.

1. **Interpréter les données** : Cette phase est essentielle au processus de suivi. Il convient d'analyser l'évolution de chaque indicateur en fonction des données de référence ;
2. **Élaborer des outils d'aide à la décision** : Ces outils sont destinés à présenter les résultats de l'analyse aux élus, aux personnes publiques associées, aux associations, au public… Un ou plusieurs tableaux de bord peuvent ainsi être élaborés. Ils doivent fournir une vision synthétique de l'évolution des indicateurs suivis, les raisons ou pistes qui engendrent cette évolution.

À la suite de l'analyse, les résultats devront être mentionnés dans un document intitulé « analyse des résultats de l'application du PLU » afin qu'ils soient accessibles. Ces conclusions serviront de base historique lors du renouvellement du PLU et permettront de mieux comprendre les raisons pour lesquelles la commune est devenue ce qu'elle est. Cette méthode de travail et la fréquence d'analyse prévue dans le tableau permettra de définir à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et d'envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

CHAPITRE .8 : ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS OU PROGRAMMES

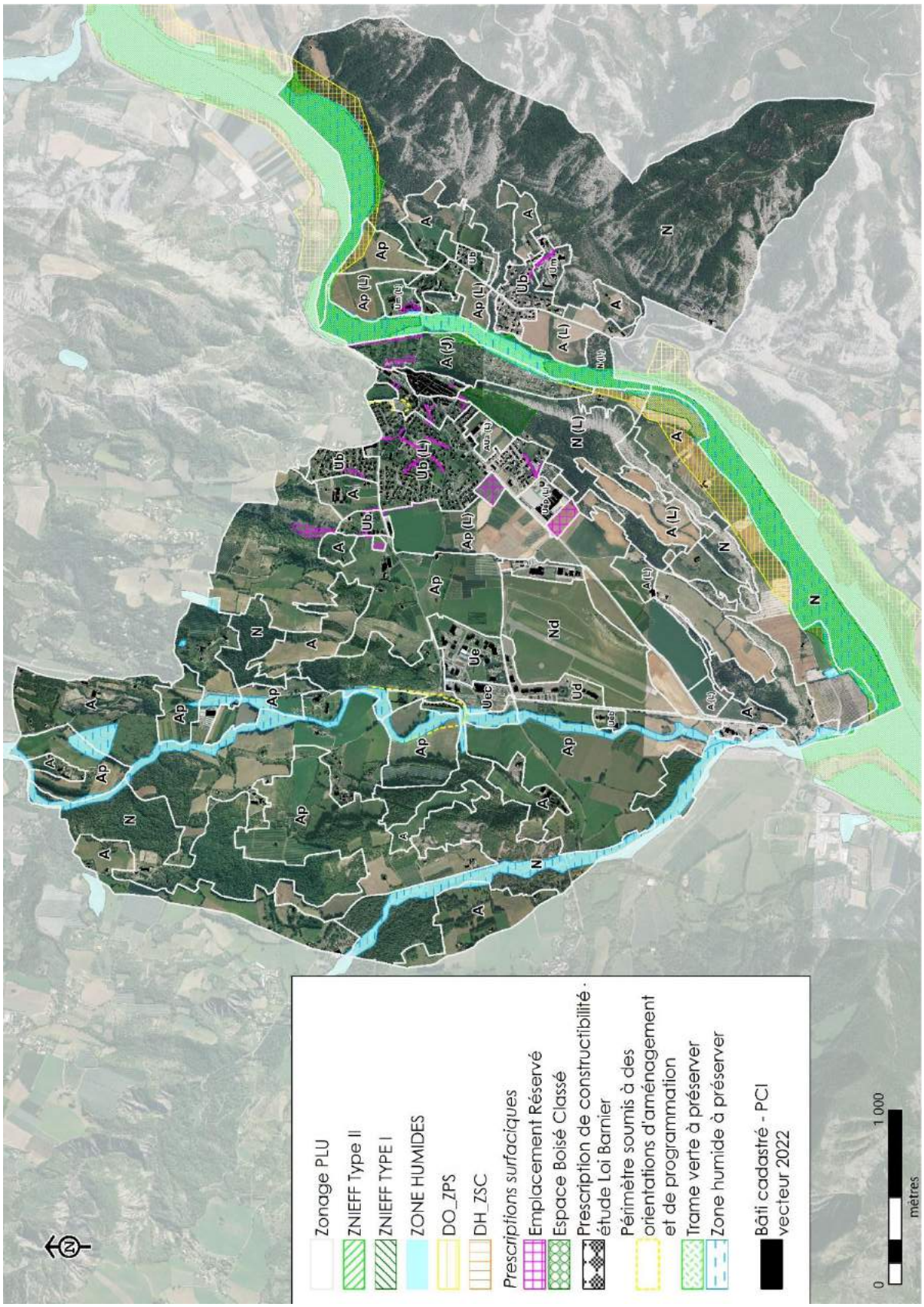
Pour rappel, en application des articles L131-4 et L131-5 du code de l'urbanisme, le PLU d'Orcières doit être compatible ou prendre en compte les documents suivants :

Document	Date d'entrée en vigueur	Articulation du PLU avec le document
Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Aire Gapençaise	Approbation le 13 décembre 2013	Compatibilité du PLU
Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la CAGTD	Adopté le 30 juin 2022	Compatibilité du PLU
Programme Local de l'Habitat (PLH) 2022-2027	Adopté le 8 décembre 2022	Compatibilité du PLU
Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée	Approbation le 21 mars 2022 sur la période 2022-2027	Compatibilité du PLU
Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) Rhône-Méditerranée	Approbation le 21 mars 2022 pour la période 2022-2027	Compatibilité du PLU
Schéma régional de cohérence écologique de PACA	Approbation par arrêté préfectoral du 26 novembre 2014	Prise en compte du PLU
Loi Montagne n° 85-30 du 9 janvier 1985 et loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne	Publication au journal officiel au 10 janvier 1985 et le 29 décembre 2016	Compatibilité

1. COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL (SCOT) DE L'AIRE GAPENÇAISE

A. Valoriser la trame verte et bleue de l'aire gapençaise	
1. Préserver la biodiversité et la structuration de l'aire gapençaise par la trame	En ce qui concerne les zones humides (ceci incluant les cours d'eau et tronçons de cours d'eau identifiés par le SCoT), elles sont identifiées dans l'état initial de l'environnement du rapport de présentation, qui se base sur l'inventaire des zones humides des Hautes-Alpes. Elles sont protégées grâce à la mise en place de prescription de protection des zones humides et des ripisylves, globalement inconstructibles sauf exceptions. Une des exceptions consiste à autoriser les aménagements, installations

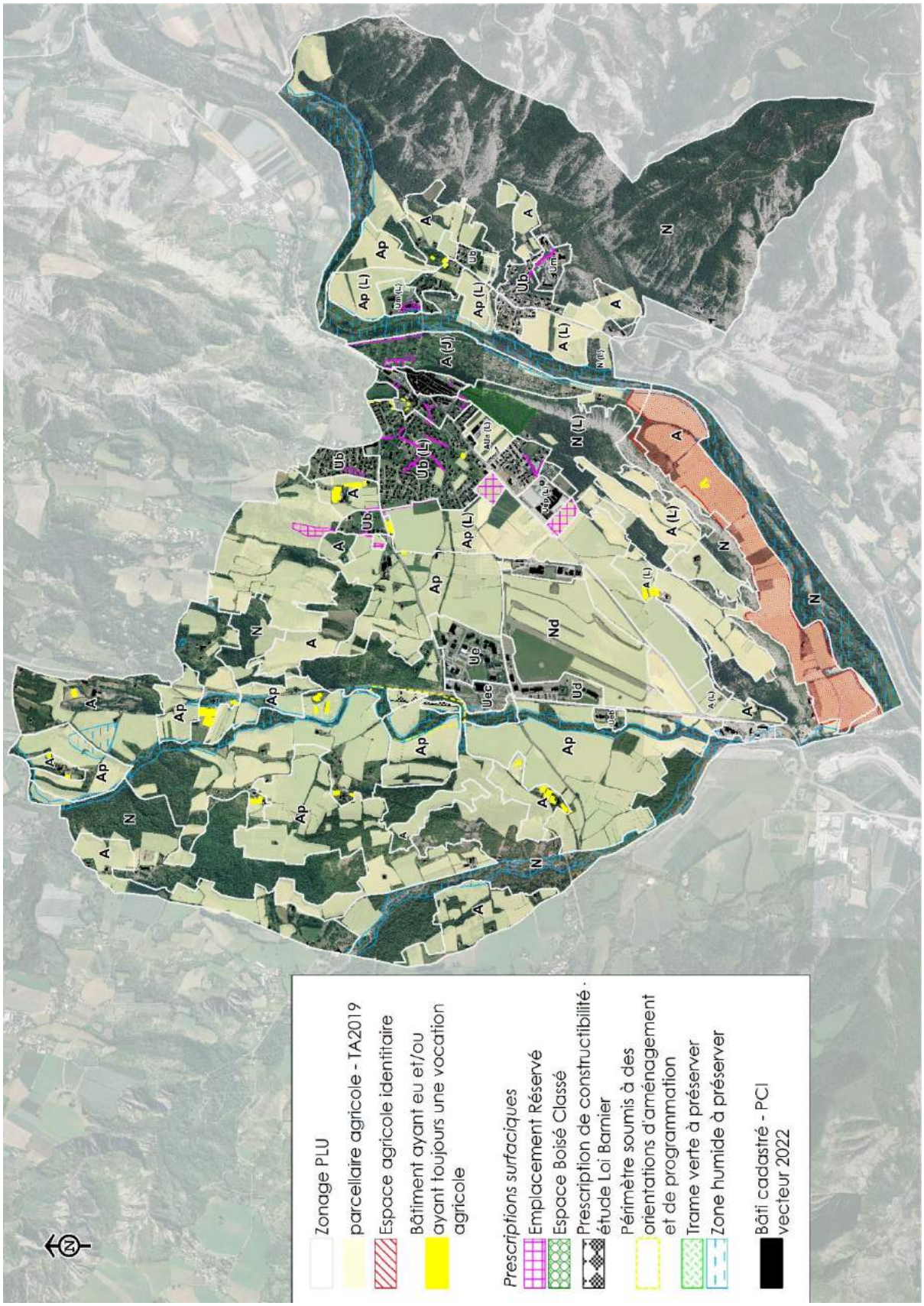
verte et bleue.	et travaux liés à la mise en valeur du milieu (pour des fins éducatives, pédagogiques, scientifiques, si et seulement si ces projets ne compromettent pas la qualité ou le rôle fonctionnel de ces espaces), ce qui est compatible avec le SCoT. Une OAP paysage et trame verte et bleue vise à préserver et à renforcer l'intérêt écologique des zones identifiées pour leurs enjeux de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques, en complément des prescriptions mises en place dans le règlement écrit sur la protection des zones humides et ripisylves, et des principes des documents graphiques (notamment la zone N). L'OAP à l'échelle communale, sur laquelle une analyse plus fine, à l'échelle du territoire a été effectuée, prend en compte les « connexions d'intérêt écologique » de la trame verte cartographiées par le SCoT. Aucun projet structurant n'est prévu au sein de ces continuités écologiques. Enfin, à une échelle plus locale, sur les secteurs de projet, les OAP sectorielles prévoient de préserver ou de renforcer les haies, ce qui participe au maintien des continuités écologiques à échelle réduite sur la commune. Sur le secteur ne bénéficiant pas d'OAP spécifique (Uep centre technique communal aux Lauzes), une prescription TVB a été ajoutée permettant notamment de protéger la partie Est de la zone touchée par un enjeu fort de zone humide, cours d'eau et milieux associés.
2. Protéger les réservoirs de biodiversité en tant que richesses naturelles pour le long terme	Les réservoirs de biodiversité (Sites Natura 2000, ZNIEFF, zones humides) bénéficient majoritairement d'un classement en zone N (42 % de la commune de Tallard), ou en zone A (48 % de la commune de Tallard dont plus de la moitié classée en Ap ou Ap (L)) dans lesquelles les constructions sont limitées et compatibles avec la vocation des zones. Ces derniers sont tous localisés autour de la Durance et de son espace fonctionnel. De plus, l'OAP paysage et TVB participe à la protection des réservoirs de biodiversité et continuités écologiques existantes. Un STECAL (A (J)) est prévu sur les jardins de la conquête, néanmoins seuls les cabanons sans fondations de moins de 8m² seront autorisés. Les enjeux environnementaux sur cette zone au regard des constructions autorisées y sont très limités.
3. Préciser et valoriser les corridors écologiques	La trame verte et bleue a bien été précisée à l'échelle locale dans l'état initial de l'environnement. Les outils de protection des corridors écologiques ont déjà présenté auparavant. On précisera que les zones humides sont en plus d'être protégés par une prescription de protection, et d'être intégrées à l'OAP paysage et TVB.



Composantes de la TVB à vocation prescriptive

B. Valoriser l'agriculture et les espaces agricoles de l'aire gapençaise	
1. Valoriser le capital agricole de l'aire gapençaise	Le diagnostic territorial reprend l'étude agricole menée par Terr'Aménagement en 2019 affine et actualise le diagnostic agricole et notamment la carte de vigilance et de localisation des espaces agricoles de l'aire gapençaise, du SCoT. Cette étude a notamment permis dans le PLU de : - Classer la quasi-totalité des parcelles ayant un potentiel agricole identifié en zone A (A, A(L), Ap, Ap (L) ou A (J)) à l'exception des terres inscrites en zones urbaines, celles de l'aérodrome et les secteurs de projet tels que : les zones d'activités de Boulangeons , du Petit Collet et de l'aéropole, l'extension du centre de la Durance et le secteur des Lauzes pour le centre technique municipal ; - Identifier les besoins des agriculteurs installés et de permettre l'installation de nouvelles exploitations en : o Définissant au plus juste des zones agricoles A/A (L) où les exploitations agricoles sont autorisées ainsi que les habitations si elles sont nécessaires à l'exploitation ; o Autorisant dans le règlement de ces zones la diversification des pratiques agricoles répondant à la demande des agriculteurs ces dernières années ; o Autoriser dans l'ensemble des zones A (à l'exception de la zone A(J)), les aménagements et installations nécessaires à l'irrigation agricole ; - Identifier au zonage les bâtiments ayant eu et/ou ayant toujours une vocation agricole. La règlementation de la réciprocité avec les bâtiments d'élevage est également rappelée dans le règlement ; - Identifier des bâtiments agricoles pouvant faire l'objet de changement de destination tels que les bâtiments Magalon et l'ancien vétérinaire aux Lauzes et une construction isolée chemin de Château Lacroix). Ces bâtiments anciennement agricoles ne sont aujourd'hui plus utilisés. La commune souhaite permettre que ces bâtiments soient réinvestis pour des activités du secteur et tertiaires sur les Lauzes et de l'habitation sur le dernier bâtiment. La « carte de vigilance et de localisation des espaces agricoles de l'aire gapençaise » comporte également des espaces agricoles qui peuvent être dédiés à l'urbanisation (urbain ou à urbaniser). Conformément à la loi Montagne, ces espaces correspondent peu ou prou, aux hameaux identifiés ou espaces ayant un caractère urbain affirmé qui a permis le classement et la délimitation des zones U. L'urbanisation s'est fait majoritairement et en priorité en extension de ces espaces. Seuls les projets pouvant entrainer des nuisances vis-à-vis des espaces résidentiels ont été localisés en discontinuité des espaces urbanisés : Zones d'activités du Petit Collet et des Boulangeons et centre technique communal. Ces 3 secteurs ont reçu l'avis favorable sous réserve d'intégrer certaines modifications (qui ont toutes été intégrées) de la CDNPS au titre de l'article L122-7 du code de l'urbanisme. Enfin, l'espace agricole identitaire des vignes a été classé en zone A/ A (L) et sa préservation est assurée par la mise en œuvre de l'OAP paysage TVB.

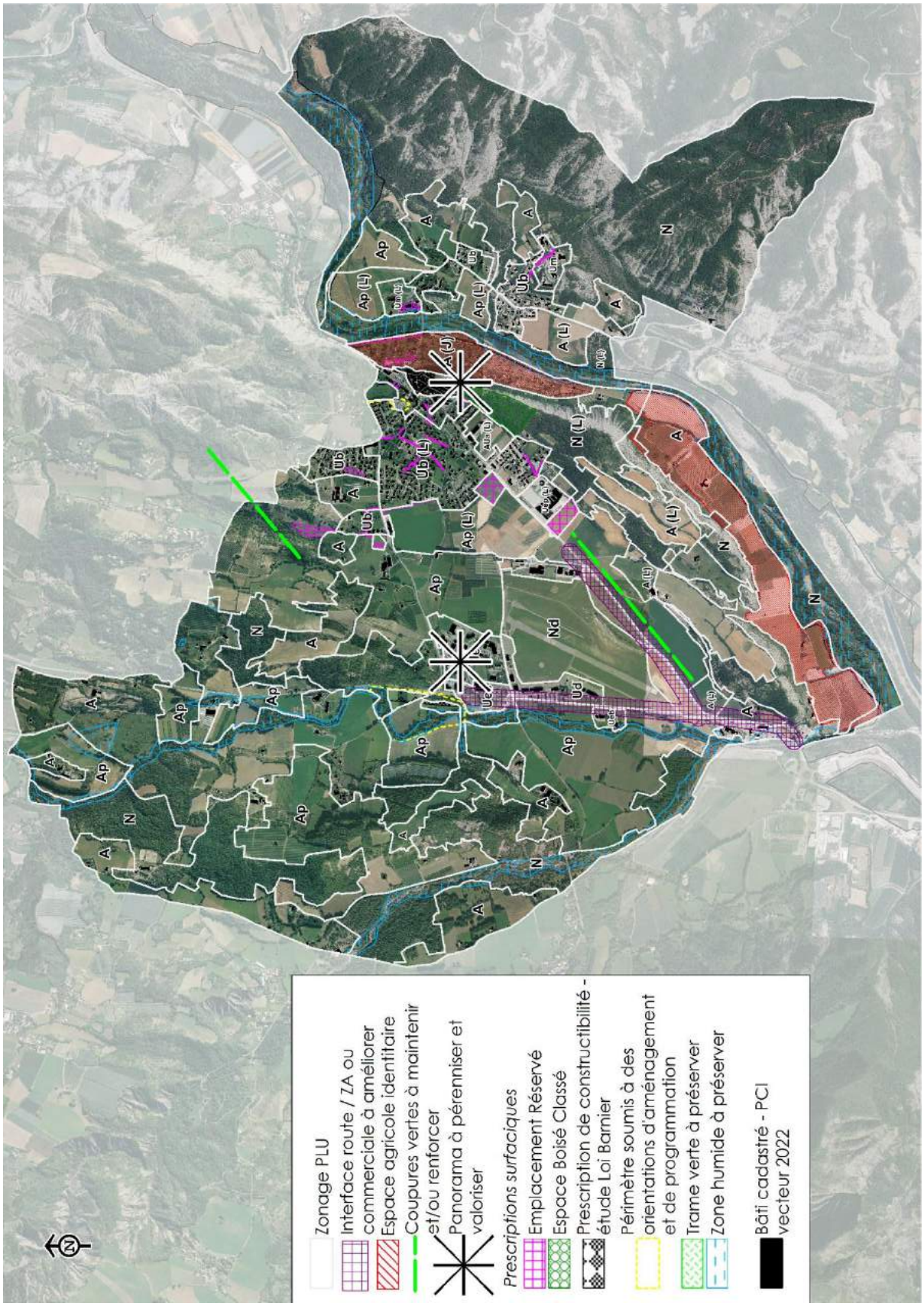
2. Préserver les conditions d'exploitation des activités agricoles	Comme indiqué précédemment, les bâtiments ayant eu ou ayant toujours une fonction agricole ont été identifiés au règlement graphique du PLU et le principe de réciprocité avec les bâtiments agricoles est rappelé dans les dispositions applicables à l'ensemble des zones du PLU. La commune a choisi de combler prioritairement les espaces vides, de développer les espaces proches du centre-village notamment pour ces projets de logements. Le développement a été pensé de manière à ne pas aggraver l'enclavement des bâtiments d'exploitation encore en activité ou potentiellement réutilisables pour l'activité agricole, sauf lorsque ces derniers étaient déjà enclavés dans un milieu urbanisé.



Vigilance et localisation des espaces agricoles

C. Mettre en valeur les paysages de l'aire gapençaise	
1. Valoriser les sites et espaces à forte valeur paysagère	Pour les massifs de mosaïques identifiés sur l'extrême Est de la commune correspondant aux côteaux de la Durance, le PLU classe en zone naturelle cette partie. Cela permet notamment : - D'autoriser l'agriculture uniquement sous forme de pastoralisme ; - De stopper le mitage de cette zone puisqu'aucune zones U ou AU n'y a été délimitée ; - D'organiser le développement touristique et de loisir puisque sont autorisés dans la zone : « les *équipements d'intérêt collectif et services publics sous la forme d'équipements publics techniques liés aux réseaux et infrastructures (routes, parkings, cimetière, ...), des équipements et aménagements publics ou collectifs pour les activités sportives et de loisirs, à la randonnée, au VTT …, ainsi que des équipements publics ou collectifs liés à la mise en valeur du milieu sous réserve de justifications écologiques, et à la gestion des risques* » ; - De veiller à l'intégration paysagère des constructions nouvelles (très limitées) devant respecter des typologies s'inspirant de l'architecture présente sur le territoire (notamment en termes d'aspect de matériaux). Pour les piémont et vallée de transmit couvrant le reste du territoire communal (environ 80 %), le PLU permet de préserver les espaces identitaires à préservés qui ont été identifiés : vignes et jardins de la conquête. Ces espaces sont respectivement classés en A/ A(L) pour le premier et A (J) pour le second qui fait partie s'un secteur spécifique de l'AVAP/SPR donc les règles ont été reprises dans le PLU. Ce secteur est un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée, dans lequel seuls les cabanons sans fondation de 8m² maximum seront autorisés. De plus, ils sont tous deux identifiés dans l'OAP paysages et TVP assurant leur préservation. Enfin, autour des rivières et torrents principaux, le PLU permet : - De préserver les espaces ouverts des rivières avec la prescription de zone humide notamment interdisant toutes constructions et installation ; - De valoriser les ripisylves et de valoriser les vues sur la Durance avec notamment la création de l'ER 8 permettant la création d'une zone de loisir le long de la Durance pouvant être un lieu de balade des tallardiens. Pour la préservation des éléments et sites remarquables du territoire : - Comme il a été dit plus haut, les espaces identitaires sont préservés ; - Les espaces agricoles protégés ont été classés en Ap/Ap (L), ce classement peut être compatible avec la mise en œuvre d'une ZAP à laquelle la commune réfléchit comme évoqué dans son PADD ; - Pour les paysages marqués par l'eau, aucun lac de montagne n'est identifié sur la commune.
2. Valoriser les identités	Maitriser l'urbanisation :

villageoises et requalifier les espaces bâtis	Sur le principe d'urbanisation en continuité ou en discontinuité de l'urbanisation, les justifications ont déjà été apportées auparavant. Les espaces prioritaires pour l'urbanisation ont été délimités comme potentiel mobilisable au sein des Parties Actuellement Urbanisées (PAU), sur lesquels une densification est imposée permettant de répondre en partie aux objectifs de croissance de ppulaiton et de création de logements Le centre bourg a été classé en Ua (H) et Uaa (H). Peu de terrain sont encore disponibles dessus. Les espaces encore constructibles sont soumis comme l'ensemble des terrains de plus de 1000m² à l'OAP logements/densification imposant un minimum de 20lgts/ha. Enfin, en dehors des « espaces prioritaires pour l'urbanisation », le PLU prévoit des extensions aux parties actuellement urbanisées, mais qui restent limitées. Dans la perspective de maitriser l'urbanisation, plusieurs principes ont été énoncés sur la commune de Tallard. Le PLU a ainsi veillé à maintenir ou renforcer les coupures vertes situées au Sud de la Route départementale 942 et entre Châteauvieux et Tallard puisque ces dernières sont intégrées à l'OAP paysages TVB et également classées en Ap. Concernant les silhouettes des espaces bâtis, largement protégées dans l'AVAP/SPR, la commune souhaite continuer cette protection règlementaire, en venant limiter la zone urbaine du centre historique aux limites du bourg existant délimité dans l'AVAP/SPR en « cœur médiéval ». Pour le bourg étendu au « Noyau historique et faubourgs », le confortement de la silhouette passera par l'aménagement des Hauts de Tallard. <u>Valoriser le patrimoine architectural et urbain</u> A noter que Tallard dispose de nombreuses SUP garantissant la préservation du patrimoine (AC1, AC2, AC4). Ces dernières sont reportées en annexes du PLU. L'ensemble des éléments de protection de l'AVAP/SPR (notamment les règles relatives au code de l'urbanisme), ont été repris dans la totalité du règlement écrit. De plus, les éléments de patrimoine non protégés par l'AVAP/SPR ont fait l'objet d'une prescription au titre du L151-19 du Code de l'Urbanisme.
3. Valoriser les itinéraires de découverte et de points de vue emblématiques	Deux points de vue ont été recensés à Tallard : le château de Tallard ainsi que le parking de l'aérodrome. Ces dernières bénéficient de classement en zone naturelle ou agricole protégée, globalement inconstructible, permettant de pérenniser ces points de vue. D'un point de vue paysager des interfaces routes / zone d'activité ou commerciale à améliorer situées sur la route Nationale 85 et la route départementale 942 ont également été recensés. L'OAP paysages et TVB demande à ce qu'une attention particulière soit portée aux aménagements le long de la RN85 qui devront appliquer un traitement paysager permettant une requalification de l'interface.



Valorisation paysagère

D. Valoriser les ressources de l'aire gapençaise	
1. Protéger durablement les ressources en eau potable	Le captage Puits des Jardins fait l'objet d'une servitude d'utilité publique, qui est annexée au PLU. La servitude s'applique indépendamment de la présence ou absence du plan local d'urbanisme, et permet de protéger durablement les ressources en eau potable. Le projet de PLU a été justifié au regard de la capacité d'alimentation en eau potable (cf. Partie 5, chapitre 5, paragraphe « 4. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la préservation de la ressource en eau ».
2. Promouvoir une gestion durable et de proximité de la ressource minérale	La commune de Tallard ne comprend aucune zone d'extraction de matériaux, et ne prévoit aucun projet permettant leur création.
3. Favoriser les économies d'énergie et encourager la production d'énergie renouvelable	L'Etat initial de l'environnement du PLU indique, concernant le potentiel de développement des énergies renouvelables, que le potentiel solaire / hydroélectrique de la commune est intéressant. Ainsi, le projet de PLU prévoit de valoriser le potentiel solaire que ce soit sur le parc privé ou sur les équipements publics, tout en prenant en compte les enjeux (notamment paysagers et patrimoniaux) par des règles adaptées selon les secteurs. Cela permet à chacun de participer au développement des énergies renouvelables sur la commune. Le règlement rappelle l'article L.111-16 du code de l'urbanisme, qui indique notamment qu'une autorisation d'urbanisme ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou visant à limiter l'impact sur l'environnement. Les règles de l'AVAP/SPR concernant l'intégration des panneaux solaires ont été reprises dans le règlement. Dans l'OAP sectorielle de la Garenne, la conception bioclimatique favorisant les apports solaires passifs est recommandée. Ce même que les réseaux de chaleur collectif.
4. Valoriser la multifonctionnalité de la forêt	La sous-destination exploitation forestière (qui recouvre les constructions et les entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière) est autorisée dans l'ensemble de la zone N. En outre, les forêts / boisements de la commune sont classés en zone naturelle au PLU et le parc de la Garenne a fait l'objet d'une protection d'Espace Boisé Classé, ce qui permet de les préserver. Les accès aux espaces forestiers ne sont pas remis en cause par la mise en œuvre du PLU. Aucun projet du PLU n'est en lien avec le dernier point.
5. Prévenir la pollution des milieux.	Se référer à la Partie 5, Chapitre 5 et notamment aux paragraphes « 7. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la pollution de l'air et sur la pollution sonore ».

6. Favoriser une gestion durable des déchets	Se référer à la Partie 5, Chapitre 5 et notamment aux paragraphes « 7. Les effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur la pollution de l'air et sur la pollution sonore ». Les outils pouvant être mobilisés par le PLU ont été intégrés, mais il sera rappelé que la gestion des déchets est une compétence de l'intercommunalité.

E. Promouvoir une organisation équilibrée du territoire et du développement	
1. Passer d'une organisation territoriale héritée à une stratégie partagée	Tallard est identifiée dans les « bourgs principaux ». Le PLU traduit bien les objectifs fixés par le SCoT pour cette catégorie. Le PADD prévoit bien différentes actions répondant à ces objectifs, qui sont traduits dans les pièces opposables du PLU. Cela est plus grandement justifié dans les « justifications du PADD », ce qui permettra de ne pas alourdir cette partie (Partie 5, chapitre 4 notamment).
2. L'armature urbaine et rurale de l'aire gapençaise.	

F. Organiser le développement résidentiel sur tout le territoire	
1. Conforter l'aire gapençaise comme territoire d'accueil pour les résidents permanents et saisonniers	Le PADD du PLU fixe notamment pour objectif de « Poursuivre une évolution démographique dynamique, afin de dépasser les 3000 habitants d'ici à 2036 sur la commune ». Le détail des justifications de ces choix est consultable dans la Partie 5, chapitre 4 : « justification des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables ». Il est toutefois difficile d'évaluer les productions de logements à l'échelle de l'aire gapençaise. On considèrera donc que la production de logements sur Tallard participe bien de la création de logements sur les entités dans lesquels il s'inscrit. Le PADD du PLU fixe notamment pour objectif de « S'assurer d'une densification des constructions à l'échelle communale de l'ordre de 20 logements / hectare minimum avec des sites d'intensifications prioritaires : La Garenne, les Hauts de Tallard et les fonciers importants au sein de l'enveloppe urbaine » permettant de conforter la silhouette existante, luttant ainsi comme l'étalement urbain. Il ne prévoit pas d'urbanisation linéaire, dans le respect des principes de la Loi Montagne.
2. Proposer aux ménages une offre en logements diversifiée, accessible et un habitat durable et adapté	Le PADD du PLU fixe notamment pour objectif de : - « Diversifier les typologies de logements et d'hébergements afin de poursuivre la dynamique de parcours résidentiels à travers une offre adaptée, favorisant la mixité : logements locatifs, logements à loyers maîtrisés, petits logements, hébergements étudiants, hébergements séniors… » ; - « Assurer une production de logements en cohérence avec l'attractivité communale et le maintien de la population actuelle » ;

	La commune souhaite que d'ici à 2036, l'ensemble de la population le souhaitant puisse trouver un logement ou un hébergement sur Tallard. En cela différents projets d'habitat sont proposés pour les étudiants et les saisonniers (derrière le collège à proximité de l'aérodrome), les séniors (développement des établissements la Durance, les étudiants ou travailleurs de l'aérocampus et la Chrysalide) et les foyers modestes (logements sociaux et/ou intermédiaires sur la Garenne). Logements étudiants et saisonniers : La zone AUb(L) à l'arrière du collège permettra d'accueillir un minimum de 50 logements pouvant bénéficier aux étudiants et/ou saisonniers. Une OAP a été créée sur le secteur. Hébergements séniors : L'établissement de la Durance a pour projet d'agrandir ses locaux. Cet agrandissement avait été rendu possible dans la modification simplifiée n°4 qui avait été précédemment menée. Ces possibilités ont été conservées dans le projet de révision générale et une partie de la zone Um(L) correspond donc à de l'extension pour le projet lié à l'établissement de la Durance (Un permis de construire a déjà été déposé et accordé sur ce secteur, les travaux ne sont néanmoins pas entamés). De même, l'établissement la Chrysalide a un projet d'extension au Sud, Sud-Est de l'actuelle zone. Ce secteur a été classé en zone Um pour que l'établissement puisse s'étendre. Etudiants ou travailleurs aérocampus : Une zone Ucampus a été créée permettant la création d'habitations liées au fonctionnement, à l'exploitation et à la mise en valeur de l'aérodrome. Logements sociaux et/ou intermédiaires : le projet de « Greffe urbaine » sur la Garenne est cadré par une OAP. L'OAP précise que seront créés sur la zone un minimum de 25% de logements sociaux et de logements en accession aidée (dispositif OFS-BRS). De plus sur ce quartier la commune souhaite développer sur ce quartier des modes d'habitat partagé, type « habitat inclusif » qui permettront d'offrir à proximité immédiate du centre-ville et dans un quartier mixte des logements adaptés aux personnes handicapées et aux personnes âgées. Enfin, sur ce point, un emplacement réservé (ER24) a été créé permettant une réserve foncière afin de créer un programme de logements en mixité sociale. Pour la requalification et l'amélioration du bâti existant, la commune souhaite mener une politique de réhabilitation (en lien avec le programme OPAH) de ces logements de l'ordre de 3 à 4 logements/an pendant 13 ans. Ainsi environ 46 logements pourraient être réhabilités. Le règlement des zones de centre ancien Ua (H) et Uaa (H) notamment a été travaillé ne manière à favoriser les réhabilitations.

<table>
<tr>
<td>3. Tendre vers un développement résidentiel plus équilibré</td>
<td>
Un tableau d'objectif de logements a été élaboré par communes en fonction de la population actuelle et du nombre de logements présent sur la commune.

Pour Tallard, l'objectif bas est de 320 nouveaux logements et l'objectif haut est de 430 nouveaux logements entre 2014 et 2032. Rapporté à 13 ans (durée pour laquelle est élaborée le nouveau PLU), la production de logements attendue est comprise entre 234 et 312 logements (soit entre 18 et 24 logements/an).

<table>
<tr><th></th><th colspan="2">Objectifs en nouveaux logements</th><th colspan="3">Gisement alloué pour l'objectif dynamique en ha en fonction durée PLU</th></tr>
<tr><th></th><th>Objectif bas</th><th>Objectif dynamique</th><th>10 ans</th><th>12 ans</th><th>15 ans</th></tr>
<tr><td colspan="6">Bourg principal (20 logts/ha)</td></tr>
<tr><td>Tallard</td><td>320</td><td>430</td><td>11,94</td><td>14,33</td><td>17,92</td></tr>
</table>

Le PADD fixe pour objectif de dépasser les 3000 habitants d'ici à 2036. On estime qu'en 2023 la commune accueille 2444 habitants. Ainsi elle se fixe d'accueillir environ 600 habitants supplémentaires nécessitant la création d'environ 325 logements sur 13 ans soit 25 logements / an environ ce qui est ici compatible avec les objectifs inscrits au DOO du SCoT.

Le « gisement foncier » alloué par le SCoT est ainsi calculé :
(Objectif de logement (bas ou dynamique) / 18 ans de la durée du SCoT) X durée du PLU) / 20 (logements à l'hectare)

Concernant le gisement foncier, le projet de PLU prévoit de consommer pour l'habitation environ 14ha contre 15,5 autorisés par le SCoT puisque le projet prévoit une densité + élevée = ((430/18)*13)/20 = 15,5
</td>
</tr>
<tr>
<td>4. Mettre en adéquation le développement résidentiel attendu et les capacités foncières nécessaires</td>
<td>
En cohérence avec le SCoT, le projet de PLU prévoit dans son PADD de « S'assurer d'une densification des constructions à l'échelle communale de l'ordre de 20 logements / hectare minimum avec des sites d'intensifications prioritaires : La Garenne, les Hauts de Tallard et les fonciers importants au sein de l'enveloppe urbaine. ».
Avec les différents outils mis en œuvre (OAP sectorielle imposant des densités + élevés et l'OAP thématique logements/densifications imposant une densité minimale de 20lgts/ha dans l'enveloppe urbaine), la commune assure une densité minimale de 25 logements/ha. Elle est plus vertueuse que les minimums demandés par le SCoT.

Pour la justification de l'adéquation entre les surfaces constructibles et les objectifs communaux, celle-ci est détaillée dans la partie 4 « Adéquation entre les surfaces constructibles et les objectifs communaux et communautaires » du présent rapport. Elle se base entre autres sur l'analyse du potentiel de densification des parties urbanisées, qui permet de répondre à une partie des besoins de production de logements, mais qui n'est pas suffisant, ce qui justifie de la nécessité d'ouvrir des zones à l'urbanisation en extension.
La justification des choix des secteurs d'extension de l'urbanisation est également détaillée.
</td>
</tr>
</table>

<table>
<tr><th colspan="2">G et H. Concevoir un aménagement économique performant, au service des ambitions de développement du territoire / Répondre aux besoins du territoire à travers un aménagement commercial équilibré</th></tr>
<tr><td>1. Conforter l'ensemble des moteurs de l'économie et contribuer aux ambitions de développement économique du territoire / Répondre aux besoins et attentes des consommateurs de l'aire gapençaise</td><td>Les activités économiques ont été prises en compte de manière à permettre leur évolution, qu'il s'agisse de l'activité agricole, des activités implantées dans les zones de l'aéroôle et du Rousine, du Camping et autres activités présentes dans le village.

Le PLU a été pensé de manière à permettre le développement des activités existantes et l'installation de nouvelles activités au sein des zones existantes le long de la RN85 pour les « grandes » activités commerciales et artisanales, et dans les hameaux pour le développement d'activités de tailles plus modestes, adaptés à la vie résidentielle.

La zone d'activité le long de la RN85 n'est pas située dans des espaces habités, cependant la commune souhaite développer des déplacements doux permettant de faciliter l'accès à la zone depuis les hameaux (mises en place d'ER et d'une OAP déplacements/mobilités).</td></tr>
<tr><td>2. Développer de manière préférentielle l'activité économique/ commerciale au sein des espaces habités pour éviter les déplacements contraintes</td><td>Pour les activités dans le centre :
Le centre-ville a été classé en Ua (h) et Uaa (H).
Le règlement de la zone Uaa(H) et une prescription le long de certaines voies de Ua(H) ont été mis en place afin de préserver les rez-de-chaussée d'activités économiques. Ces outils interdisent que ces activités (existantes et futures) changent de destinations notamment vers du logement.</td></tr>
<tr><td>3. Contribuer à un développement économique / commercial mieux équilibré entre les secteurs de l'aire gapençaise</td><td>Concernant le volet économique, le SCoT alloue au secteur de Tallard-Barcillonnette une enveloppe de 23 ha.
En date du 5 juillet 2016, la communauté de communes de Tallard-Barcillonnette a délibéré afin de répartir ces espaces sur le territoire. 10.82 ha ont ainsi été alloués au territoire de Tallard.

Sur ces espaces :
- 3.05 ha ont déjà été consommés ;
- 3.55 ha restent mobilisables sur la zone ;
- 4.22 ha sont identifiés mais ne peuvent être mobilisables (risques naturels).

<table>
<tr><th>Zones</th><th>Surfaces identifiées</th><th>Surfaces déjà consommées</th><th>Surfaces restantes mobilisables sur la zone</th><th>Surfaces restantes non mobilisables sur la zone</th></tr>
<tr><td>Côte Jalla</td><td>1,70</td><td>1,70</td><td></td><td>0</td></tr>
<tr><td>Moulin</td><td>0,36</td><td>0</td><td>0</td><td>0,36</td></tr>
<tr><td>Bas aérodrome</td><td>0,79</td><td>0</td><td>0,79</td><td>0</td></tr>
<tr><td>UXb2(1)</td><td>3,86</td><td>0</td><td>0</td><td>3,86</td></tr>
</table>
</td></tr>
</table>

	Aéropôle Uxa (« Est »)	1,85	1,35	0,5	0
	Boulangeons	2,26	0	2,26	0
	Total	**10,82**	**3,05**	**3,55**	**4,22**

La commune a ainsi souhaité mobiliser les 8 ha restants lui permettant de « Conforter et développer la dynamique économique et commerciale de la commune ».

Les zones d'activités économiques sont toutes situées de part et d'autre de la RN85 à proximité de l'aérodrome. Ainsi la commune a souhaité conforter ce secteur en créant une nouvelle zone « Petit Collet » et en proposant des extensions à la zone existante de l'aéropôle (déjà constructibles au PLU opposable).

Ensuite, elle a souhaité permettre le développement d'une filiale complémentaire tournée vers la transformation de plantes aromatiques, médicinales et à parfum sur le secteur des Boulangeons (identifier comme potentiel mobilisable dans l'atlas du SCoT).
Les zones du Petit collet et des Boulangeons ont obtenu une dérogation au titre de la discontinuité au regard de la loi montagne en CDNPS (avis annexés au présent rapport).

De plus, en tant que bourg principal, la commune de Tallard a limité les surfaces de vente à 1500m² pour l'artisanat et commerce de détail dans ses hameaux.

4. Clarifier le degré de mixité des espaces économiques dédiés (zones d'activités) / Document d'aménagement commercial : organiser le développement des espaces commerciaux avec les ZACOM	Le règlement des zones Ue a été rédigé de manière à prioriser dans cette zone l'installation d'activités économiques a priori non compatibles avec le voisinage de l'habitat. Toutes les destinations y sont autorisées à l'exception des exploitations agricoles et forestières et les habitations. De plus, la ZACOM de l'Aéropôle a été identifiée et la surface de vente a été limitée à 2000m² dans la zone Uec.
5. Optimiser l'occupation et la densité des espaces / espaces commerciaux existants et sites en devenir	Afin de permettre l'optimisation de la densité des espaces commerciaux existants et sites en devenir le PLU a notamment mis en place : - Un ratio de 80 places de stationnement pour 1000m² de surface de vente dans les zones Ue, Ueb et Uec (la zone Uea n'est pas concernée puisque celle-ci dispose déjà de ratios cadrés dans l'étude de dérogation Loi Barnier menée en 2016) ; - Coefficient d'emprise au sol dans les zones Ue, Uea et Ueb de 60 % et de 40 % en zone Uec

6. Améliorer la fonctionnalité et la qualité des espaces dédiés aux activités économiques et commerciales	En compatibilité avec le SCoT, le présent PLU, fixe des OAP sur les nouvelles zones d'activités économiques (Boulangeons et Petit Collet) permettant une bonne intégration urbaine et architecturale. De plus, l'ensemble des prescriptions émises par les services de l'UDAP lors des CDNPS, ont été intégrées permettant de limiter leur impact. Enfin, l'OAP paysage et TVB intègre la requalification de l'interface zones d'activités/commerces avec la RN85. Plus généralement, les règles concernant la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère et le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions favorisent la végétalisation et la bonne intégration paysagère.

I. Renforcer le tourisme et les loisirs dans l'aire gapençaise	
1. Renforcer la diversité des espaces touristiques et de loisirs de l'aire gapençaise	Tallard n'est pas une commune touristique au sens du SCoT : de ce fait, aucun objectif de renforcement de l'activité touristique n'a été mis en place pour Tallard , même si de manière plus générale, il est préconisé le renforcement du tourisme diffus et des espaces touristiques et de loisirs pour toute l'aire gapençaise. Un secteur Ucamp a été mis en place afin de conforter des activités d'hébergement touristique autour du camping existant (la zone est également comprise dans l'OAP « Collège ». De plus, afin de maintenir le potentiel d'hébergement touristique existant dans le centre le PLU a mis en place les outils suivants : Le règlement de la zone Uaa (H) et une prescription le long de certaines voies de Ua (H) ont été mis en place afin de préserver les rez-de-chaussée d'activités économiques, comprenant notamment les hôtels et autres hébergements touristiques. Ces outils interdisent que ces activités (existantes et futures) changent de destinations notamment vers du logement.
2. Engager la réhabilitation et la diversification de l'hébergement touristique et de loisirs, participant à l'offre d'accueil	Les documents d'urbanisme locaux doivent aider à la rénovation, la réhabilitation de l'hébergement touristique et de loisirs et la remise sur le marché de lits touristiques anciens, afin de pallier à sa déqualification et son obsolescence. Dans cette logique, la destination d'hébergement hôtels et autres hébergements touristiques (à l'exception des aires de camping ou de caravaning) est autorisée dans les zones Ua et Ub du PLU, ce qui permettra de ne pas entraver à la rénovation ou réhabilitation des hébergements touristiques existants, ou à leur montée en gamme. En compatibilité avec le SCoT, les refuges sont expressément autorisés dans les zones naturelles (sous réserve d'une surface de plancher inférieure à 200 m²).
3. Investir dans le tourisme d'été et d'intersaison dans tous les secteurs pour évoluer vers un « tourisme 4 saisons »	
4. Permettre le développement des activités de sports d'hiver, tout	Tallard est une station touristique en développement depuis la prise de conscience de son patrimoine historique exceptionnel et

en anticipant l'évolution et la diversification des activités offertes dans les stations de ski	l'activité croissante de son aérodrome attirant chaque année de nouveaux pratiquants. La commune souhaite conforter son positionnement en maintenant ces hébergements et en améliorant l'accessibilité aux sites touristiques.
5. Améliorer les conditions d'accès vers les principaux sites touristiques et de loisirs, et les conditions de fréquentation	La commune souhaite consolider son positionnement autour de ses atouts que sont l'AIR et le PATRIMOINE. Ces activités permettront d'attirer une clientèle en période estivale et en intersaison. Des emplacements réservés ont été mis en place par la commune afin de permettre la réalisation de cheminements doux (piéton et/cyclables). Ces cheminements permettront une meilleure liaison interquartier et permettront une meilleure accessibilité vers les lieux touristiques et de loisirs.
6. Permettre le développement de nouvelles Unités Touristiques Nouvelles (UTN)	De plus, une OAP thématique mobilité et déplacement a été créée permettant de conforter les liaisons existantes notamment entre l'aérodrome et le centre village et cible certaines autres liaisons à créer. Aucun projet d'UTN structurante n'a été identifiée par le SCoT à Tallard et la commune n'a pas non plus intégré de projet d'UTN Locale à son PLU

J. Améliorer les conditions de déplacements	
1. Améliorer la grande accessibilité au service du développement économique et touristique de l'aire gapençaise	L'aménagement des axes existants relève de politiques publiques. Le PLU laisse la possibilité de réaliser ces aménagements dans toutes les zones. Lorsque certaines parcelles ne sont pas publiques, ce qui serait bloquant pour la mise en œuvre de projets, la commune a inscrit au PLU des emplacements réservés dédiés à l'élargissement des voies, à l'aménagement de voirie, ou à l'aménagement de cheminements piétons par exemple.
2. Articuler urbanisme et déplacements	*Ces objectifs ont déjà fait l'objet de justifications.*
3. Améliorer les conditions de déplacement et offrir des alternatives à l'usage de la voiture en solo pour les trajets internes à l'aire gapençaise	Comme cela a déjà été justifié, le PLU prévoit bien des cheminements piétonniers et cyclables, comme le montrent les emplacements réservés dédiés à cet effet. Leurs aménagements relèvent ensuite de politiques publiques. De plus la commune a souhaité favoriser le développement de liaisons douces dans les nouvelles opérations. Les secteurs stratégiques de développement soumis à OAP contiennent des liaisons douces à réaliser. Enfin, la mise en œuvre de l'OAP déplacements et mobilités fixe les principales liaisons à mettre en œuvre (permettant de relier

	les hameaux, les établissements scolaires, l'aérodrome etc…) et les gabarits de vois à respecter.
4. Réduire la congestion et les difficultés d'accès à Gap en développant un programme multimodal d'accompagnement de la rocade	*Ne concerne pas la commune de Tallard.*

K. Développer l'aménagement numérique du territoire	
1. Assurer un déploiement des réseaux numériques sur l'ensemble du territoire	Le Haut débit est déjà présent sur la commune de Tallard. Le PLU prévoit de « d'améliorer et développer les réseaux de téléphone, d'internet et de télévision en lien avec le SDTAN 05 ». Il permet dans ce cadre que des aménagements liés aux réseaux numériques puissent être réalisés sur l'ensemble du territoire. Il prévoit également que les nouvelles constructions soient raccordées au réseau de télécommunication numérique ou, en cas d'absence de celui-ci, que les attentes et fourreaux nécessaires à sa mise en service soient prévues.
2. Intégrer la création des réseaux numériques à très haut débit dans les documents de planification et d'urbanisme, et les opérations d'aménagement	
3. Répondre aux besoins actuels et futurs des entreprises et des particuliers en termes d'accès aux réseaux et de services	

L. Favoriser une gestion économe de l'espace	
1. Assurer un déploiement des réseaux numériques sur l'ensemble du territoire	Comme mentionné dans le titre de la thématique « une consommation encadrée par les volets thématiques du DOO », l'ensemble des objectifs fixés en matière de gestion économe de l'espace a été traité à travers les précédents volets thématiques du DOO. Des justifications ont alors été apportées, et il est invité à se référer aux différents volets thématiques afin de prendre connaissance de ces justifications. Il est également conseillé de se reporter aux justifications de l'adéquation entre les surfaces constructibles et les objectifs communaux.

Au regard des éléments de justification apportés dans les précédents tableaux, pour chacun des objectifs fixés dans le SCoT et pouvant être traduit par le biais du PLU, la compatibilité du PLU avec le SCoT est démontrée.

2. COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) DE LA CAGTD

Méthodologie : L'ensemble des objectifs fixés par le PCAET est repris ci-dessous. Seule la compatibilité avec les éléments pouvant être mis en œuvre par le PLU est démontrée (de préférence lorsque la commune a été identifiée commune échelle adaptée à la mise en œuvre de l'objectif).

Réaliser la transition énergétique du patrimoine des communes et de la CA Gap-Tallard-Durance (CAGTD – Communes)
Ce point n'est pas traductible dans le PLU qui ne remet néanmoins pas en cause sa réalisation.
Inciter à la transition énergétique des autres bâtiments publics (lycées, collèges, bâtiments de l'Etat …) (Département 05, Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur, Etat)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif.
Remplacer les systèmes fioul et gaz anciens par des systèmes plus sobres et moins polluants (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif.
Intégrer les EnR dans le parc de logements existants (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif. Néanmoins, le PLU intègre dans son règlement des règles autorisant l'installation de panneaux solaires et photovoltaïques conformément à ce que cadre l'AVAP/SPR. Ces règles s'appliquent également au parc de logements existants. **Le PLU est compatible avec cet objectif.**
Poursuivre la rénovation énergétique du parc social (CAGTD, opérateurs de logement social)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif. Néanmoins, le PLU intègre dans ses dispositions générales du règlement, qu'une construction peu bénéficier d'un dépassement de hauteur de 30 cm par rapport aux hauteurs maximales autorisées dans le PLU en cas d'isolation par surélévation. **Le PLU est compatible avec cet objectif.**
Rénover les logements en copropriété (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif.
Faciliter l'accès à l'information sur la rénovation énergétique et le développement des EnR dans l'habitat pour les citoyens (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif.
Réduire les consommations électriques liées aux usages électroménagers, bureautiques et numériques (CAGTD, Communes)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif.
Maîtriser la demande de mobilité en développant les télé-services (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif.
Maîtriser l'étalement urbain (CAGTD)

La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif.

Le projet de PLU comme il a était démontré dans la partie précédente, contribue à l'atteinte les objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain inscrit dans le Document d'orientations et d'objectifs (DOO) du SCoT;

Les nouvelles zones de logements (Hauts de Tallard et la Garenne) sont situées en continuité de l'urbanisation pour la première et dans l'enveloppe urbaine pour l'autre. Ces dernières seront facilement accessibles et sont déjà en partie desservies par le maillage de transport en communs existants sur le territoire.

Le projet de PLU veille à optimiser le foncier à l'intérieur de son enveloppe urbaine et prévoit de densifier ses espaces mobilisables telles que les dents creuses.
Le projet de la Garenne s'effectue quant à lui en partie sur un espace déjà artificialisé, puisqu'actuellement occupé par une entreprise de BTP.

Afin de répondre aux besoins en matière de logements, la commune prévoit de réaliser 325 nouveaux logements. Sur l'ensemble de ces ténements dédiés aux logements, elle a imposé une densité minimale afin de limiter autant que possible l'artificialisation, tout en assurant la capacité à répondre à ses besoins de développement.
Le PLU est compatible avec cet objectif.

Poursuivre la gratuité et améliorer l'offre de transport en commun de la collectivité (CAGTD)

La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif.

Développer la fréquentation du nouveau pôle d'échange multimodal de la Gare (CAGTD ville de Gap)

La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif.

Elaborer et mettre en œuvre une politique de stationnement contribuant à la réduction du trafic automobile, au taux de remplissage des véhicules et à l'intermodalité (CAGTD, communes)

La commune affiche dans son PADD l'objectif « d'améliorer le stationnement ». En cela le PLU a mis en place de nombreux emplacements réservés au bénéfice de la commune de Tallard afin de réaliser des stationnements notamment à proximité du centre-village là où la demande est la plus forte à proximité des habitations et commerces.
De plus, le règlement écrit permet la réalisation de stationnements publics sur l'ensemble des zones.
En lien avec cette politique d'augmentation de stationnements publics, le PLU de Tallard s'attarde à améliorer et conforter les liaisons douces (ER, OAP mobilités/déplacements), permettant à terme de limiter l'usage de la voiture individuelle.
Le PLU est compatible avec cet objectif.

Augmenter la part des véhicules à faible impact environnemental dans les flottes publiques (CAGTD, communes)

La commune compte aujourd'hui 4 bornes de rechargement pour les véhicules électriques. Les emplacements réservés mis en œuvre dans le PLU permettront également de renforcer et augmenter cette offre.
Le PLU est compatible avec cet objectif.

Déployer un réseau d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE) et d'avitaillement GNV sur le territoire (CAGTD, communes)

La commune compte aujourd'hui 4 bornes de rechargement pour les véhicules électriques. Les emplacements réservés mis en œuvre dans le PLU permettront également de renforcer et augmenter cette offre.
Le PLU est compatible avec cet objectif.

Poursuivre la recherche de solutions de mobilité innovantes bas-carbone (électrique, bioGNV, hydrogène…) (CAGTD, communes)
Ce point n'est pas traductible dans le PLU qui ne remet néanmoins pas en cause sa réalisation.
Informer sur les vignettes Crit'air et les primes à la conversion (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif.
Sensibiliser les acteurs du territoire (citoyens et entreprises) à l'éco-conduite (CAGTD, Communes, entreprises)
Ce point n'est pas traductible dans le PLU qui ne remet néanmoins pas en cause sa réalisation.
Aider au développement de la pratique du vélo (CAGTD, Communes membres, entreprises et administrations)
Des emplacements réservés ont été mis en place par la commune afin de permettre la réalisation de cheminements doux (piéton et/cyclables). Ces cheminements permettront une meilleure liaison inter quartier et permettront une meilleure accessibilité vers les lieux touristiques et de loisirs. De plus, une OAP thématique mobilité et déplacement a été créée permettant de conforter les liaisons existantes notamment entre l'aérodrome er le centre village et cible certaines autres liaisons à créer. **Le PLU est compatible avec cet objectif.**
Aménager des pistes cyclables (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif. Des emplacements réservés ont été mis en place par la commune afin de permettre la réalisation de cheminements doux (piéton et/cyclables). Ces cheminements permettront une meilleure liaison inter quartier et permettront une meilleure accessibilité vers les lieux touristiques et de loisirs. De plus, une OAP thématique mobilité et déplacement a été créée permettant de conforter les liaisons existantes notamment entre l'aérodrome et le centre village et cible certaines autres liaisons à créer. **Le PLU est compatible avec cet objectif**
Soutenir l'utilisation durable des forêts et des espaces boisés (CAGTD, Région)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif La sous-destination exploitation forestière (qui recouvre les constructions et les entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière) est autorisée dans l'ensemble de la zone N. En outre, les forêts / boisements de la commune sont classés en zone naturelle au PLU et le parc de la Garenne a fait l'objet d'une protection d'Espace Boisé Classé, ce qui permet de les préserver. Les accès aux espaces forestiers ne sont pas remis en cause par la mise en œuvre du PLU. **Le PLU est compatible avec cet objectif**
Accompagner la structuration d'une agriculture dynamique, diversifiée, développant les circuits courts (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif Le PLU a pour objectif de « Favoriser l'installation de circuits agricoles courts répondant aux besoins de proximité ». En cela le règlement des zones A et A (L), permette les activités de diversification et de vente à la ferme. **Le PLU est compatible avec cet objectif**
Préserver la biodiversité et les espaces naturels du territoire (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif

La Trame verte et bleue du SCoT de l'Aire gapençaise indique plusieurs enjeux pour la commune de Tallard :

- Une zone de réservoir de biodiversité, définie par la Durance et ses milieux rivulaires,
- Le canal de Ventavon, le Rousine et le Baudon comme cours d'eau et tronçons de cours (attention, le SCoT spécifie que les zones humides ne sont pas représentées sur la trame verte et bleue du SCoT et que les documents d'urbanisme locaux doivent se référer à l'inventaire départemental des zones humides).
- Quatre zones reconnues comme connexions d'intérêt écologique.

Ces ensembles de réseaux sur la commune, fonctionnalités écologiques, hydrographiques, paysagères, etc…. ont été préservés et mis en valeur sur le territoire grâce à divers outils du PLU (zones A et N, prescriptions zones humides, OAP paysages et TVB, etc…)

Le PLU est compatible avec cet objectif

Renforcer le pôle d'excellence de la biodiversité (Domaine de Charance) (conservatoire botanique national alpin (CBNA))

La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif

Adapter les pratiques agricoles (dont l'arboriculture) au changement climatique (CAGTD)

La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif

Poursuivre l'optimisation de l'éclairage public (Communes)

Des prescriptions suivantes concernant les éclairages publics ont été intégrées dans les OAP :
« Conformément à la réglementation, les éclairages devront être orientés vers le sol, de type « ambrés » (teinte rouge-orangée) et ne devront pas dépasser 3000 Kelvin.
Dans les zones d'activités économiques, des systèmes de limitation devront être mis en place tels que : extension complète en dehors des horaires d'exploitation, détection automatique, si surveillance nécessaire alors utilisation de caméra infrarouge, …
Les mats seront limités à 5 m et devront sauf impossibilité technique, être en retrait des linéaires boisés. Ils sont toutefois interdits le long des boisements de ripisylves. »
« L'éclairage du secteur de la Durance, et notamment au niveau du pont, doit se conformer à la réglementation (Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses). Ainsi, tous les éclairages ne respectant pas la réglementation doivent être retirés, en particulier les éclairages de type « boule ». L'absence d'éclairage dans le secteur de la Durance et de ces abords est à favoriser. »
Ces éléments sont en faveur de la Trame Noire et limite la pollution lumineuse impactante pour la faune.
Le PLU est compatible avec cet objectif.

Réduire les volumes de déchets et valoriser les déchets non évités (CAGTD)

La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif

Traiter les déchets avec moins d'émissions de GES, y compris le stockage (CAGTD)

La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif
Sur le traitement des déchets, les OAP imposent dans les nouveaux secteurs de logements de créer des aménagements dimensionnés à la zone. Des habillages sont également demandés dans le règlement dans les zones économiques.
Enfin sur la Garenne, il est demandé que l'opération ait une gestion adaptée des déchets verts et un traitement adapté.
Le PLU est compatible avec cet objectif.

Sécurisation de l'alimentation en eau potable (CAGTD et SIENAD)

La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif
Le captage Puits des Jardins fait l'objet d'une servitude d'utilité publique, qui est annexée au PLU. La servitude s'applique indépendamment de la présence ou absence du plan local d'urbanisme, et permet de protéger durablement les ressources en eau potable.

Le PLU est compatible avec cet objectif.
Optimiser l'efficacité énergétique et valoriser le potentiel énergétique des systèmes d'eau potable et d'assainissement (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif
Systématiser une gestion des eaux pluviales favorisant la récupération et le stockage des eaux, leur infiltration et la réduction de leur contribution au risque d'inondation (CAGTD et communes)
Le projet de PLU prévoit notamment de « créer un espace de rétention des eaux pluviales » (ER2 et ER28) et différents outils sont proposés au PLU que ce soient dans le règlement (gestion des eaux à la parcelle, rétention des eaux pluviales, coefficients de pleine-terre…) ou dans les OAP qui prévoient par exemple l'implantation de haies qui permettront selon les cas d'éviter ou de limiter le ruissellement des eaux pluviales, la mise en place de noues et l'utilisation de revêtements perméables. **Le PLU est compatible avec cet objectif.**
Poursuivre et intensifier le développement des projets de solaire photovoltaïque sur le territoire (CAGTD, Département, Région et/ou opérateur privé.)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif
Déployer les EnR thermiques solaire et géothermie (Multiple)
Le règlement des zones urbaines autorisant (conformément à ce qui est cadré dans l'AVAP/SPR) l'installation de panneaux solaires notamment thermiques. **Le PLU est compatible avec cet objectif.**
Développer la capacité de production de biogaz du territoire (CAGTD)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif
Augmenter le recours au bois-énergie (installations individuelles) (CAGTD, articuler avec l'action n°3)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif
Diversifier le mix énergétique local et déployer les réseaux de chaleur renouvelables, notamment à base de bois énergie, de cogénération et de chaleur fatale (CAGTD, communes)
Sur le nouveau secteur de logement de la Garenne, l'OAP incite à la réalisation d'un réseau de chaleur collectif ; **Le PLU est compatible avec cet objectif.**
Faire émerger des filières en développement (CAGTD, ville de Gap)
La commune n'est pas l'échelle adaptée qui a été identifiée afin de mettre en œuvre de cet objectif

Au regard des éléments de justification apportés dans le précédent tableau, pour chacun des objectifs fixés dans le PCAET et pouvant être traduit par le biais du PLU, la compatibilité du PLU avec ce document est démontrée.

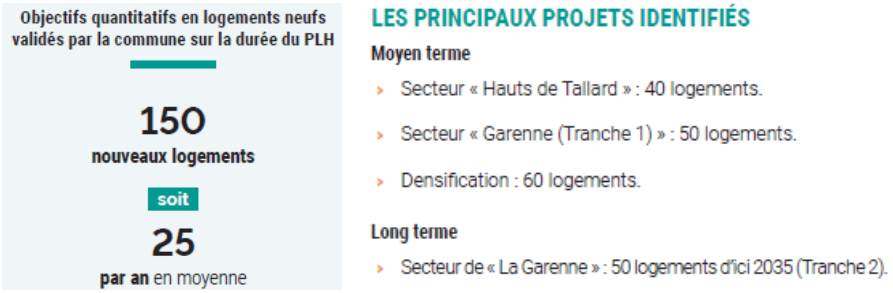
3. COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2022-2027

Méthodologie : L'ensemble des orientations et actions fixées par le PLH est repris ci-dessous. Seule la compatibilité avec les éléments pouvant être mis en œuvre par le PLU est démontrée.

Orientation 1 : Proposer une offre de logements diversifiée pour accompagner une attractivité harmonieuse sur l'ensemble du territoire et permettre aux ménages de réaliser leur parcours résidentiel

Action 1 : Mettre en place les conditions permettant la réalisation de près de 2 500 logements sur l'agglomération.

Pour rappel, concernant Tallard, la fiche d'actions communale prévoit :



A travers son PADD la commune s'est fixée comme objectif de dépasser les 3000 habitants à horizon 2036. Cela représente une production d'environ 325 logements correspondant à environ 25 logements/an. (Voir les justifications du PADD Partie 3 Chapitre 1 et l'adéquation entre les objectifs d'accueil de population et le potentiel constructible destiné à la production de logement Partie 4, Chapitre 3).

Sur la période 2022-2027 du PLH, la commune produira ainsi 150 logements, inscrits au PLU répartis sur :

- Le nouveau secteur identifié des Hauts de Tallard – 40 logements ;
- Le nouveau secteur identifié de la Garenne (réalisation de la moitié de l'opération) – 50 logements ;
- Le potentiel de densification identifié au sein des enveloppes urbaines (BIMBY et Dents Creuses) prenant également en compte les réhabilitations du centre ancien.

Action 2 : Proposer une offre en accession et en location abordable pour permettre d'accueillir les ménages actuels et à venir.

Le PLU de Tallard a pour objectif « Diversifier les typologies de logements et d'hébergements afin de poursuivre la dynamique de parcours résidentiels à travers une offre adaptée, favorisant la mixité : logements locatifs, logements à loyers maîtrisés, petits logements, hébergements étudiants, hébergements séniors… ».

La commune souhaite que d'ici à 2036, l'ensemble de la population le souhaitant puisse trouver un logement ou un hébergement sur Tallard.

En cela différents projets d'habitat sont proposés pour les étudiants et les saisonniers (derrière le collège à proximité de l'aérodrome), les séniors (développement des établissements la Durance, les étudiants ou travailleurs de l'aérocampus et la Chrysalide) et les foyers modestes (logements sociaux et/ou intermédiaires sur la Garenne).

Logements étudiants et saisonniers : La zone AUb(L) à l'arrière du collège permettra d'accueillir un minimum de 50 logements pouvant bénéficier aux étudiants et/ou saisonniers. Une OAP a été créée sur le secteur.

Hébergements séniors : L'établissement de la Durance a pour projet d'agrandir ses locaux. Cet agrandissement avait été rendu possible dans la modification simplifiée n°4 qui avait

été précédemment menée. Ces possibilités ont été conservés dans le projet de révision générale et une partie de la zone Um(L) correspond donc à de l'extension pour le projet lié à l'établissement de la Durance (Un permis de construire a déjà été déposé et accordé sur ce secteur, les travaux ne sont néanmoins pas entamés).

De même, l'établissement la Chrysalide a un projet d'extension au Sud, Sud-Est de l'actuelle zone. Ce secteur a été classé en zone Um pour que l'établissement puisse s'étendre.

Etudiants ou travailleurs aérocampus : Une zone Ucampus a été créée permettant la création d'habitations liées au fonctionnement, à l'exploitation et à la mise en valeur de l'aérodrome.

Logements sociaux et/ou intermédiaires : le projet de « Greffe urbaine » sur la Garenne est cadré par une OAP. L'OAP précise que sera créé sur la zone un minimum de 25% de logements sociaux et de logements en accession aidée (dispositif OFS-BRS).

De plus sur ce quartier la commune souhaite développer sur ce quartier des modes d'habitat partagé, type « habitat inclusif » qui permettront d'offrir à proximité immédiate du centre-ville et dans un quartier mixte des logements adaptés aux personnes handicapées et aux personnes âgées.
Enfin, sur ce point, un emplacement réservé (ER24) a été créé permettant une réserve foncière afin de créer un programme de logements en mixité sociale.

Action 3 : Assurer la mixité et l'équilibre social à l'échelle de l'agglomération et des quartiers de Gap

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard.

Action 4 : Valoriser et développer des outils de stratégie foncière

Cf. action 2

Orientation 2 : Améliorer la qualité des parcs privés et publics pour maintenir leur attractivité et s'inscrire dans un développement durable

Action 5 : Favoriser la remise sur le marché des logements vacants

La commune souhaite à travers son PLU « Lutter contre les logements vacants en proposant une offre de logements dans le centre-ville »

On observe en 2019 un nombre important de logements vacants sur Tallard (158) qui représente près de 13% du parc total de logements.

Pour diminuer la vacance des logements en centre-ville, les élus ont acté le lancement d'une étude pré-opérationnelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH). La commune souhaite mener une politique de réhabilitation de ces logements de l'ordre de 3 à 4 logements/an pendant 13 ans. Ainsi environ 46 logements pourraient être réhabilités.

Dans les zones du centre-ancien, il n'a pas été imposé la réalisation d'un minimum de places de stationnement, souvent bloquant en cas de réhabilitation, puisque les parcelles trop petites ne sont pas adaptées à l'accueil de stationnements.

Le règlement de la zone Uaa(H) et une prescription le long de certaines voies de Ua(H) permettent également de préserver les rez-de-chaussée d'activités économiques. Ces outils interdisent que ces activités (existantes et futures) changent de destinations notamment vers du logement.

En effet, il a été observé que de nombreuses activités économiques se transformaient en logements qui pouvaient devenir à terme vacants. Par la mise en place de ces outils, ce phénomène sera stoppé.

Action 6 : Encourager le gain énergétique du parc privé

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard.

Action 7 Renforcer l'attractivité du parc social existant

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard.

Action 8 : Accompagner la création et la rénovation des logements communaux dans le parc existant

Cf. action 5

Action 9 : Adapter et compléter l'offre de logements aux enjeux du vieillissement et du handicap

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard.

Action 10 : Assurer des réponses de qualité pour les jeunes actifs et les étudiants

Cf. action 2 sur la diversité et mixité des logements et hébergements mis en œuvre dans le PLU permettant le développement d'une offre abordable adaptée au budget des jeunes.

Les autres éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard.

Action 11 : Garantir les conditions d'accueil et de sédentarisation des gens du voyage

Les autres éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard.

Orientation 4 : Piloter et animer la politique locale de l'habitat

Action 12 : Mobiliser les partenaires et les financements

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard.

Action 13 Assurer un suivi du PLH par des indicateurs d'évaluation au travers d'un observatoire de l'habitat et du foncier

Les éléments pouvant être mis en œuvre ne relèvent pas du PLU de Tallard.

Au regard des éléments de justification apportées ci-dessus, pour chacune des actions fixées dans le PLH et pouvant être traduite par le biais du PLU, la compatibilité du PLU avec ce document est démontrée.

4. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) RHONE-MEDITERRANEE 2022-2027

Méthodologie : Les orientations fondamentales du SDAGE sont reprises ci-dessous. Les justifications de la compatibilité du PLU avec ce document apparaissent en bleu.

Les 9 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques édictées par le SDAGE sont les suivantes :

0 - S'adapter aux effets du changement climatique

1 - Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

2 - Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradations milieux aquatiques

3 - Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau

4 - Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux

5 - Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la sante

5a) - Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle

5b) - Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques

5c) - Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses

5d) - Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles

5e) - Evaluer, prévenir et maitriser les risques pour la santé humaine

6 - Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides

6a) - Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques

6b) - Préserver, restaurer et gérer les zones humides

6c) - Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau

7 - Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

8 - Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Le projet de PLU participe à la non-dégradation des milieux aquatiques recherchée par le SDAGE [Orientations n°2 et n°6] en instaurant une prescription de protection des zones humides, en préservant les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares (interprétation de la Loi Montagne). Une OAP thématique sur les paysages et la trame verte et bleue permet à échelle plus globale de préserver et à renforcer l'intérêt écologique des zones identifiées pour leurs enjeux de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques. On notera par ailleurs que plus de 42 % de la commune est classée en zone naturelle, et 48% en zone agricole qui sont globalement inconstructibles (dont plus de la moitié sont des zones Ap/Ap (L) protégées pour des raisons paysagères et agronomiques), ce qui permet de préserver les milieux naturels, dont les milieux aquatiques.

Il prévoit un projet de développement en cohérence avec les capacités de la commune en matière d'assainissement et d'eau potable et analyse ces capacités [Orientations n°3 et n°7].

Il participe également à la cohérence entre l'aménagement du territoire et la gestion de l'eau [objectif 4], en règlementant la gestion des eaux pluviales.

Il prévoit des règles concernant la gestion des substances toxiques ou dangereuses [Orientation n°5].

Il prend en compte le risque inondation sur les secteurs où des risques sont présumés [Orientation n°8]. Le PLU s'appuie notamment sur les cartographies informatives sur les aléas puisqu'elle ne dispose pas d'un PPRn.

Globalement, le projet de PLU ne s'oppose pas à ces orientations fondamentales et de nombreuses actions inscrites dans le PADD et traduites dans les pièces opposables permettent de limiter les impacts des aménagements sur le climat [orientation n°1] et sur l'eau. Celles-ci sont notamment explicitées dans la partie précédente (2. Prise en compte du plan climat énergie territorial (PCET)).

Enfin, le PLU ne s'oppose pas aux mesures territorialisées établies permettant le respect des objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

Le PLU est donc compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée.

5. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

Méthodologie : Les grands objectifs du PGRI sont repris ci-dessous. Les justifications de la compatibilité du PLU avec ce document apparaissent en bleu.

Les cinq grands objectifs de ce document sont les suivants :

1. Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation ;
2. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ;
3. Améliorer la résilience des territoires exposés ;
4. Organiser les acteurs et les compétences ;
5. Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.

Le projet de PLU prend en compte le risque inondation sur les secteurs où des risques sont présumés. Le PLU s'appuie notamment sur les cartographies informatives sur les aléas puisqu'elle ne dispose pas d'un PPRn.

Le PLU autorise également les aménagements visant à réduire à l'aléa.

Il prévoit également de gérer les ruissellements pluviaux.

Le PLU ne s'oppose pas non plus aux objectifs et orientations fondamentales du plan de gestion des risques d'inondation.

Pour rappel, Tallard ne fait pas partie de territoires à risque : de ce fait, la commune n'est pas concernée par des objectifs et dispositions pour les territoires à risque d'inondation (partie opposable aux stratégies locales).

Le PLU est donc compatible avec le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée.

6. PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE DE PACA

Il est précisé dans l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2019, approuvant le SRADDET PACA que :

« Article 2. Le SRADDET de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur se substitue aux schémas sectoriels existants suivants : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT), schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), schéma régional de cohérence écologique (SRCE), plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).

Article 3. À la date de publication du présent arrêté, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) et le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) sont abrogés, en application du dernier alinéa de l'article L.4251-7 du code général des collectivités territoriales ».

Le SRADDET a intégré le SRCE et l'a notamment annexé.

Néanmoins le code de l'urbanisme stiple à l'article L131-1 que le SCoT doit prendre en compte les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L. 371-3 du code de l'environnement. Le SRCE étant postérieur à l'approbation du SCoT du Gapençais, le PLU démontrera la prise en compte de ce document.

La prise en compte du SRCE PACA est donc analysée :

- **Dans le diagnostic territorial** (cf. « Partie 2- Etat initial de l'environnement », chapitre 1 « L'environnement naturel », partie 3 « analyse écologique ») ;

- **Dans l'évaluation environnementale** : « les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU» : les effets que la mise en œuvre du PLU peut engendrer sur la trame verte et bleue y sont analysés.

Les analyses et conclusions apportées dans l'évaluation environnementale notamment permettent de conclure à la bonne prise en compte du SRCE dans le PLU.

7. COMPATIBILITE AVEC LA LOI MONTAGNE

Une interprétation de la loi Montagne à échelle du territoire communal a été réalisée dans le diagnostic territorial. Les zones urbaines et à urbaniser déterminées dans le règlement graphique du PLU ont été définies sur la base des résultats de cette interprétation.

Les extensions prévues dans le cadre de l'élaboration du PLU sont en partie situées en continuité de l'urbanisation.

Plusieurs secteurs constructibles sont toutefois situés en discontinuité des « bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants ». Ces secteurs ont fait l'objet d'une étude liée et d'un passage en commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), conformément à l'article L122-7 du code de l'urbanisme.

Concernant la protection des rives naturelles des plans d'eau, les rives faisant l'objet d'une protection sont identifiées au zonage, et protégées au règlement.

Le présent PLU est donc compatible avec la loi Montagne.

CHAPITRE .9 : PRESENTATION DES METHODES UTILISEES POUR ETABLIR LE RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

1. RESUME NON TECHNIQUE

Du fait des nombreuses connexions entre chaque thématique abordée, et notamment celles issues du diagnostic territorial (et non de l'état initial de l'environnement), dans un souci d'exhaustivité, cette partie comporte un résumé du rapport de présentation dans son ensemble, ce qui inclut à la fois l'état initial de l'environnement et l'évaluation environnementale.

2. PRESENTATION GENERALE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La présentation générale de l'évaluation environnementale comporte :

- Un rappel de la règlementation (R151-3 du CU et R122-20 du CE) ;
- Un rappel des principaux objectifs du PADD ;
- Une présentation synthétique de l'articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes sous forme de tableau, où il est précisé pour chaque plan, s'ils ont fait l'objet d'une évaluation environnementale. Les documents, plans ou programmes traités sont ceux avec lesquels le PLU doit être compatible, en l'application des articles L131-1 et suivants du code de l'urbanisme.

3. ANALYSE DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3.1. DESCRIPTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

L'état initial de l'environnement, permet :

- ✓ de décrire les milieux et leur géographie,
- ✓ d'identifier les enjeux environnementaux selon une approche thématique, transversale et territoriale à travers le prisme de la biodiversité et des milieux naturels ;
- ✓ de définir les pressions subies par l'Environnement au sens large, le milieu naturel, la faune et la flore, dues aux activités humaines ;
- ✓ de hiérarchiser les enjeux environnementaux et de réaliser une synthèse globale.

L'ensemble des données connues a été utilisé pour dresser l'État initial de la commune et notamment :

- Réseau Natura 2000 et données disponibles pour les sites Natura 2000 de la commune (dont DOCOB et cartographies disponibles),
- base de données SILENE Faune et Flore,

- Direction régionale de l'Environnement PACA (notamment l'inventaire régional des zones humides),
- Faune PACA,
- données ZNIEFF et autres espaces remarquables identifiés.

Pour l'enrichir, l'état initial de l'environnement a fait l'objet de visites de terrains en 2019 et 2021 (08/07/2019, 13/04/2021). Ces visites ont été réalisées par Caroline Guignier, ingénieure écologue et spécialisée en phytosociologie de la région Alpes-Méditerranée.

Aussi, afin de proposer un travail pertinent permettant de prendre en compte au mieux l'ensemble des enjeux écologiques (réglementaires ou non) d'un territoire, la méthodologie développée se base sur une approche par habitats naturels : le diagnostic et l'évaluation portent donc sur les habitats naturels en tant que tels mais également en tant qu'habitats d'espèces, pour la flore et pour la faune, et notamment par rapport à l'ensemble des espèces patrimoniales (réglementées ou non) connues pour le territoire. Cette approche méthodologique permet également d'intégrer les enjeux de fonctionnalité écologique.

Dans cette logique, les inventaires de terrain permettent d'une part de cartographier ou d'affiner la cartographie des habitats naturels de la commune, et d'autre part, de réaliser une évaluation plus fine au niveau des zones susceptibles d'être impactées par l'application du PLU (urbanisation mais aussi effets indirects, par exemple sur l'alimentation en eau de zones humides …). Ainsi, l'approche par habitats d'espèces est utilisée afin d'évaluer au mieux les potentialités écologiques. C'est aussi pourquoi l'évaluation des enjeux écologiques du rapport de présentation propose une approche par milieux naturels : cette approche permet de présenter de façon synthétique les enjeux mais elle prend néanmoins en compte les espèces, les fonctionnalités écologiques et la notion de diversité biologique.

L'État initial de l'Environnement se base également sur l'analyse paysagère du territoire et sur l'interprétation de photographies aériennes.

3.2. PERSPECTIVES DE L'EVOLUTION PROBABLE DU TERRITOIRE

Cette partie vise à présenter les principales évolutions du territoire, à savoir si :

- La commune ne respecte pas la loi et ne met pas son PLU en compatibilité avec le SCoT ;
- La commune abroge son PLU et passe en Règlement National d'Urbanisme ;
- La commune révise son PLU et se met en compatibilité avec le SCoT.

L'analyse repose sur une comparaison des principales caractéristiques de ces documents avec le présent document.

3.3. LES PRINCIPAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU TERRITOIRE

Cette partie vise à définir les principaux enjeux environnementaux du territoire. Ceux-ci ont été établis à partir des constats tirés de l'état initial de l'environnement. Chaque thématique analysée dans l'état initial de l'environnement suscitant des enjeux est ainsi abordée.

Certains des enjeux identifiés sont déterminant dans le choix des secteurs dans lesquels un développement urbain est prévu, et peuvent être spatialisés. Pour ces enjeux, une hiérarchisation a été réalisée afin de spatialiser le niveau d'enjeu par thématique.

De manière générale, toute thématique confondue, les enjeux faibles sont ceux pour lesquels des précautions sont parfois édictées ; les enjeux moyens sont ceux pour lesquels l'urbanisation doit idéalement être restreinte, mais reste possible dans de nombreux cas ; les enjeux forts sont les secteurs pour lesquels l'urbanisation doit être évitée, sauf exceptions ; les enjeux inconstructibles sont les secteurs où l'urbanisation n'est techniquement pas possible. Si cette définition est pertinente lorsque des restrictions ou recommandations règlementaires existent, elle est plus difficile à appliquer pour les enjeux « qualitatifs », ces derniers ont donc été exclus de cette analyse dans un premier temps, puisqu'ils ne remettent pas en cause la constructibilité mais posent un enjeu en matière de règles applicables.

Par exemple, des enjeux patrimoniaux existent, ou des éléments de patrimoine (monuments historiques, patrimoine vernaculaire…), mais aucun enjeu patrimonial nécessitant de réfléchir à la constructibilité d'une zone n'a été identifié.

Certaines thématiques ne peuvent être spatialisées, ce qui est le cas par exemple du volet climatique, qui n'a dont pas été traité dans cette partie.

La caractérisation des enjeux dépend des données spatiales disponibles ou qu'il est possible de créer à partir de données disponibles. Ainsi, en fonction de la connaissance du territoire et de la disponibilité des ressources, l'enjeu pourra être plus ou moins précis selon la thématique analysée.

Pour chaque enjeu pouvant être spatialisé, une carte a été établie. Un même code couleur a été employé pour chaque carte, indiquant en bleu, les enjeux faibles, en orange, les enjeux moyens, en rouge les enjeux forts et en rouge foncé, les zones inconstructibles.

Enfin, une carte de synthèse présente, à l'échelle de la commune le plus haut niveau d'enjeu atteint, toute thématique confondue.

4. LES CHOIX RETENUS ET LEUR JUSTIFICATION AU REGARD DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dans ce chapitre, sont présentés les choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan.

Les objectifs sont définis dans le projet d'aménagement et de développement durable. Regroupés par grandes orientations, les objectifs sont déclinés en plusieurs actions, traduites dans des pièces opposables.

La présentation des justifications relatives à l'environnement et des solutions de substitution raisonnables qui n'ont pas été retenue est organisée sous forme d'un tableau, tel que présenté ci-dessous :

Actions	Traduction dans les pièces opposables	Justifications du point de vue de l'environnement	Solutions de substitution raisonnables écartées
Objectif du PADD			
Action permettant d'atteindre l'objectif (PADD)	Traduction dans les orientations d'aménagement, le règlement écrit ou le règlement graphique	…	…

5. LES EFFETS NOTABLES QUE PEUT AVOIR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

L'article R122-20 du code de l'environnement précise que l'évaluation environnementale doit comprendre un exposé :

« […] a) Des effets notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.

Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus ;

b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4. […] »

Les thématiques cités ont été reprises, à l'exception de celle de la santé humaine, sur laquelle le PLU ne peut qu'avoir des effets indirects, difficiles à mesurer, et la population, thème déjà largement traité en dehors de l'évaluation environnementale. D'autres thématiques ont été ajoutées ou plus détaillées, car plus centrales pour un document d'urbanisme.

Au final, les thématiques suivantes ont été retenues :

- La protection des zones revêtant une importante particulière pour l'environnement ;
- La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- Les risques naturels ;
- La ressource en eau potable ;
- La gestion de l'assainissement ;

- La préservation des paysages et du patrimoine architectural et archéologique ;
- La production des déchets ;
- La pollution de l'air (gaz à effet de serre) ;
- La pollution des sols et du sous-sol ;
- La pollution sonore ;
- Le climat.

Pour chaque thématique, les effets notables probables de la mise en œuvre du PLU ont été analysés. Les effets notables probables sur l'environnement ont été regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus, comme par exemple les zonages d'assainissement ou d'alimentation en eau potable.

Afin de déterminer les différentes sensibilités écologiques du territoire, l'**évaluation environnementale** identifie et hiérarchise les enjeux environnementaux. Sont notamment pris en compte :

- l'intérêt patrimonial des habitats naturels : habitats communautaires (habitats Natura 2000) suivant la Directive européenne Faune-Flore-Habitats (21 mai 1992), zones humides, etc.,
- l'intérêt des habitats naturels en tant qu'habitats d'espèces,
- l'intérêt des habitats naturels pour les fonctionnalités écologiques du territoire,
- l'intérêt patrimonial des espèces pour la faune et la flore : listes rouges nationales et régionales, statut réglementaire (national, régional, départemental), Directive européenne Faune-Flore-Habitats (espèces Natura 2000), dire d'experts,
- l'état de conservation des habitats naturels.

Le but de cet état initial ne peut être exhaustif, mais hiérarchise les secteurs en fonction de leurs enjeux environnementaux et de la pression humaine. Le classement repose sur la biodiversité et la qualité des sites, leur fragilité, sur la valeur de leurs associations végétales, la richesse de la flore et de la faune qui les caractérisent (présence d'une espèce rare et/ou protégée par exemple) et les fonctionnalités écologiques relevées pour le territoire. L'ensemble de ces critères est évalué de la façon suivante :

Peu ou pas d'enjeu, en général : habitat commun, diversité spécifique faible, effets anthropiques négatifs importants, …	Réduit
Habitat commun pour la région naturel (mais pouvant être d'intérêt communautaire), faible diversité spécifique, état de conservation peu favorable, peu d'enjeu dans la fonctionnalité écologique du territoire	Réduit à modéré
Habitat naturel présentant des qualités biologiques intéressantes mais avec un enjeu de conservation réduit pour le territoire ou un état de conservation assez défavorable pour des milieux de plus forts enjeux, absence d'espèce à enjeu de conservation (dont certaines espèces peuvent être réglementées) et/ou enjeu fonctionnel non déterminant pour le territoire	Modéré
Habitats naturels présentant des qualités biologiques intéressantes et un enjeu de conservation pour le territoire ou un état de conservation remarquable, habitats pouvant	Modéré à fort

	présenter des espèces à enjeux de conservation modéré (dont espèces réglementées) et/ou enjeu fonctionnel assez remarquable pour le territoire	
	Habitats naturels présentant des qualités biologiques importantes et un enjeu de conservation pour le territoire, habitats pouvant présenter des espèces à enjeux de conservation modéré à fort et/ou habitats jouant un rôle important dans les fonctionnalités écologiques du territoire.	Fort
	Habitats naturels peu fréquents à rares présentant une diversité biologique importante et/ou particulière et/ou habitats d'espèces à enjeu de conservation fort et/ou rôle fonctionnel majeur.	Très fort

Evaluation des incidences Natura 2000 : l'évaluation environnementale du PLU présente un chapitre consacré aux évaluations d'incidences Natura 2000 : les DOCOB des sites concernés ainsi que tous les éléments disponibles associés (et notamment la cartographie des habitats naturels) ont été pris en compte.

Concernant la délimitation des zones humides inventoriées durant le projet de PLU

La délimitation a été conduite sur la base de relevés de végétations conformément à l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides et en application des articles L.214-7-1 et R. 211-108.

6. LES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET, SI POSSIBLE, COMPENSER, S'IL Y A LIEU, LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

Les enjeux définis dans la partie 3, chapitre 3 de l'évaluation environnemental paragraphe 3 : « Les principaux enjeux du territoire » ont constitué le point de départ de l'exposition des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement.

Deux tableaux ont initialement été prévus :

- Un premier tableau permettant de présenter les mesures d'évitement et de réduction des incidences, et les effets demeurant prévisibles après l'application de ces mesures ;

Thématique	Enjeux	Evaluation des incidences prévisibles avant mesures particulières	Mesures d'évitement	Mesures de réduction	Evaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures
⋮	…	…	…	…	…

- Un deuxième tableau permettant de présenter les mesures de compensation mises en place après évitement et réduction.

Thématique	Evaluation des effets prévisibles du PLU après application des mesures d'évitement et de réduction	Mesures de compensation	Incidences résiduelles après compensation
…	…	…	

Toutefois, aucune mesure de compensation n'a été mise en place dans la procédure d'élaboration du PLU. Chaque mesure présentée correspond à une mesure mise en place dans les pièces opposables du PLU (orientations d'aménagement et de programmation, règlement écrit, règlement graphique). Ainsi, seul le premier tableau a été complété.

7. LES CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES RETENUS POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN

Les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan sont présentés sous la forme d'un tableau, reprenant, pour chaque thématique dégagée, les enjeux retenus.

Le tableau des critères, indicateurs et modalités retenus prend la forme suivante :

Thématique	Enjeux	Indicateur	Définition	Source	Etat zéro (E0), fréquence du relevé (F) et type de rendu (R)
…	…	…	…	…	…

Il est précisé que pour chaque indicateur, la fréquence de relevé devra être annuelle. De plus, il a été fait le choix de prendre pour Etat zéro, l'approbation du PLU.

Les indicateurs associés au PLU ont été sélectionnés de sorte à retenir :

- Les plus pertinents pour la commune ;
- Les plus simples à renseigner/utiliser ;
- Les plus représentatifs des enjeux et problématiques du territoire communal.

Par ailleurs, les « sources » citées sont les sources identifiées à l'instant « t » comme fournisseur de la donnée identifiée dans le tableau (et qui ont notamment été contactées sur ces sujets dans le cadre de la réalisation du diagnostic PLU). Ces services sont des partenaires habituels de la commune sur ces questions. La commune pourra faire évoluer ces sources au fil du temps selon l'évolution des compétences de chaque service, l'identification d'une source nouvelle…

8. ARTICULATION DU PLAN AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS OU PROGRAMMES

Le plan local d'urbanisme de Saint-Chaffrey doit être compatible ou prendre en compte différents documents. Les documents sont présentés sous la forme d'un tableau, puis pour chaque document, la compatibilité ou la prise en compte a été vérifiée. Chaque document fait l'objet d'un paragraphe distinct.

Document	Date d'entrée en vigueur	Articulation du PLU avec le document	Document ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale
…	…	…	Oui/Non

L'articulation du PLU avec la loi Montagne vient compléter ce chapitre.

ANNEXES

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE TALLARD (05130)

REVISION GENERALE N°1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME



ANNEXE 1 DU RAPPORT DE PRESENTATION – ETUDE DEROGATOIRE A LA LOI BARNIER – AMENDEMENT DUPONT AU TITRE DU L111-8 DU CU

PLU arrêté le : 27/02/2023

PLU approuvé le : …./…./……..

Alpicité
Urbanisme, Paysage, Environnement

Agence RAPHANEAU FONSECA
Etudes patrimoniales & urbaines

CGins
Paysagiste

SOMMAIRE

SOMMAIRE 3

Etude dérogatoire à la loi Barnier – Amendement Dupont au titre du L111-8 du code de l'urbanisme 7

1. Identification et contexte du projet 8
2. Analyse du site 12
3. Les outils proposés dans le PLU 25
4. Compatibilité du projet avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages 27

ETUDE DEROGATOIRE A LA LOI BARNIER – AMENDEMENT DUPONT AU TITRE DU L111-8 DU CODE DE L'URBANISME

La commune de Tallard est traversée par la **N85**, **classée route à grande circulation** depuis le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié par Décret n°2010-578 du 31 mai 2010. **Elle est donc concernée par la loi Barnier** (loi n° 95.101) du 2 février 1995 **et par l'amendement Dupont** (Articles L111-6 et suivants du Code de l'Urbanisme).

La loi Barnier est une loi relative au renforcement de la protection de l'environnement et l'amendement Dupont est une mesure qui vise à mieux maîtriser le développement urbain le long des voies les plus importantes, afin d'éviter une multiplication anarchique de bâtiments sans qualité.

L'article L 111-6 stipule que :

« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes expresses et des déviations au sens du code de la voirie routière et de ***soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation****.*

Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19. »

L'article L 111-7 stipule que :

« L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :

1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;

2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;

3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;

4° Aux réseaux d'intérêt public ;

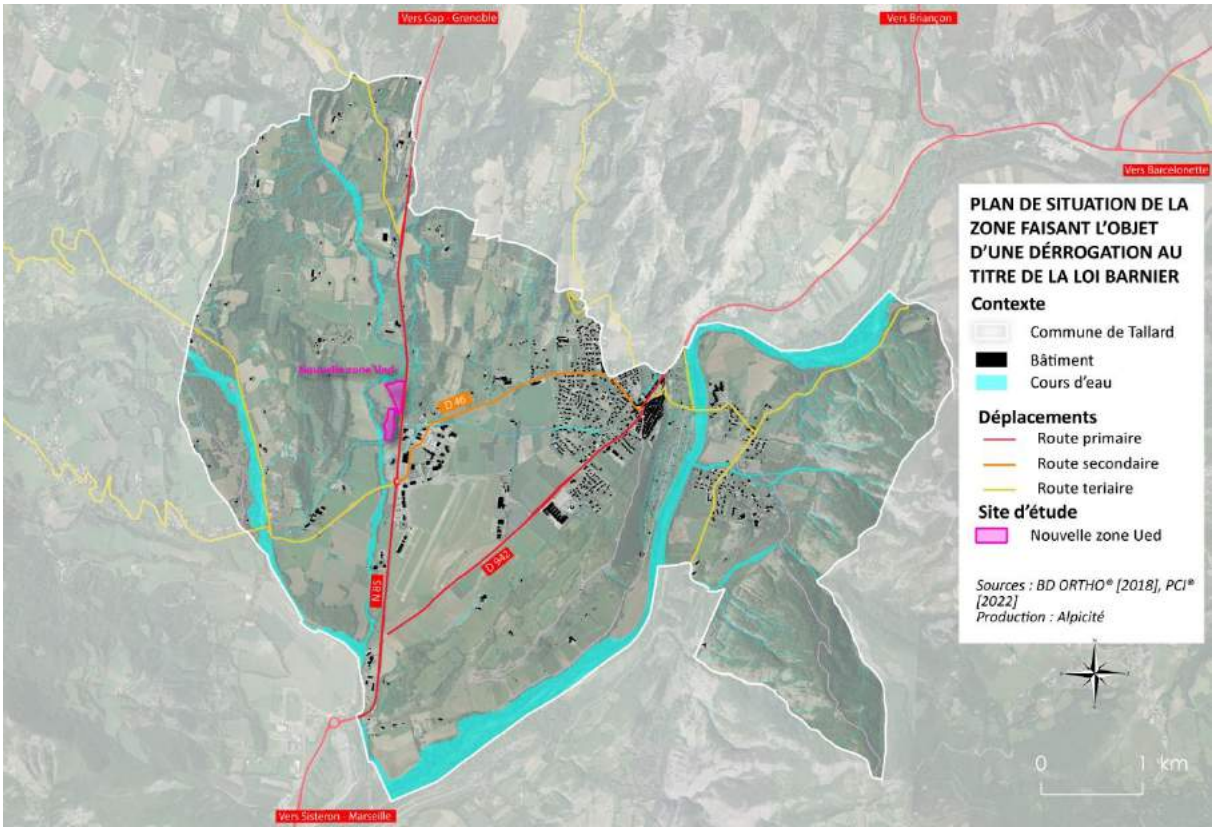
5° Aux infrastructures de production d'énergie solaire lorsqu'elles sont installées sur des parcelles déclassées par suite d'un changement de tracé des voies du domaine public routier ou de l'ouverture d'une voie nouvelle ou sur les aires de repos, les aires de service et les aires de stationnement situées sur le réseau routier.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes. »

L'article L 111-8 stipule que :

*« **Le plan local d'urbanisme**, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, **peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6** lorsqu'il comporte **une étude justifiant**, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec **la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages**. »*

Un secteur est ainsi concerné par la loi Barnier : il s'agit du secteur du **Petit Collet qui sera classé en zone Ued**.



Localisation du site d'étude

1. IDENTIFICATION ET CONTEXTE DU PROJET

1.1. LE SITE DANS SON CONTEXTE TERRITORIAL

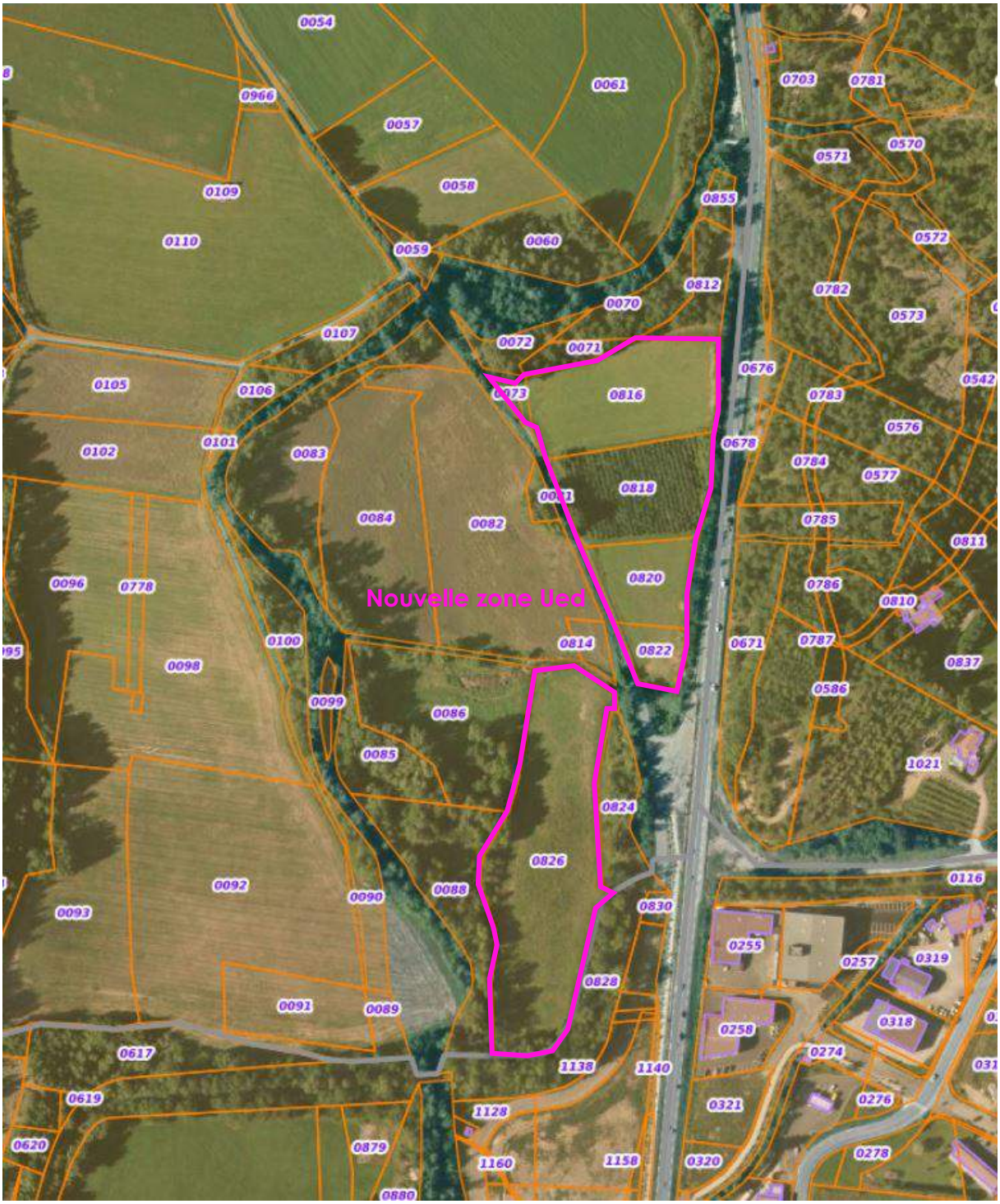
1.1.1 *LE SITE*

La zone d'étude est localisée au Sud du lieu-dit le Petit Collet et à proximité immédiate de la zone d'activité au ord de l'aérodrome de Tallard.

Elle est située **le long de la route nationale 85** dite route de Napoléon reliant Cannes à Grenoble mais surtout le long de **l'axe principal permettant à la commune d'accéder à son pôle urbain majeur**, Gap.

Le Petit Collet est également **au centre** des limites administratives de la commune.

Il est traversé par la **route des Blaches** qui dessert les terrains agricoles situés au Nord.



Périmètre de la nouvelle zone Ued - Source cadastre et photo aérienne : Géoportail

Le site concerné est aujourd'hui occupé par **des activités agricoles** et se décompose en deux parties distinctes. L'une d'elle est située au Sud-Ouest de la route des Blaches et concerne la parcelle **826** de la section D (1.17 ha). L'autre est située au Nord-Est de la route des Blaches et s'étend sur les parcelles **822, 820, 818, 816, et 73** de la section D (1.51 ha).

Le site est **accessible par le rond-point** permettant actuellement d'accéder à la zone d'activité au Nord de l'aérodrome.

1.1.2 LE PROJET

Le projet de la commune s'inscrit dans la dynamique du SCOT qui alloue à la communauté de communes de Tallard-Barcillonette **un total de 23 ha**. Depuis le 5 juillet 2016, la communauté de communes a alloué **10.82 ha à la commune de Tallard**. Parmi ces surfaces, **certaines ont déjà consommées** et d'autres surfaces identifiées **ne peuvent pas être mobilisées en raison des risques naturels**. C'est notamment le cas des secteurs situés plus au Sud le long de la route nationale 85. En tout, ce sont **4.22 ha** identifiés par le SCOT **qui ne pourront pas être mobilisés**. Pour atteindre ses objectifs en termes d'attractivité économique, et inscrire celui-ci dans une cohérence avec son projet démographique, la commune a choisi **le site du Petit Collet en remplacement des secteurs ne pouvant pas être mobilisés**.

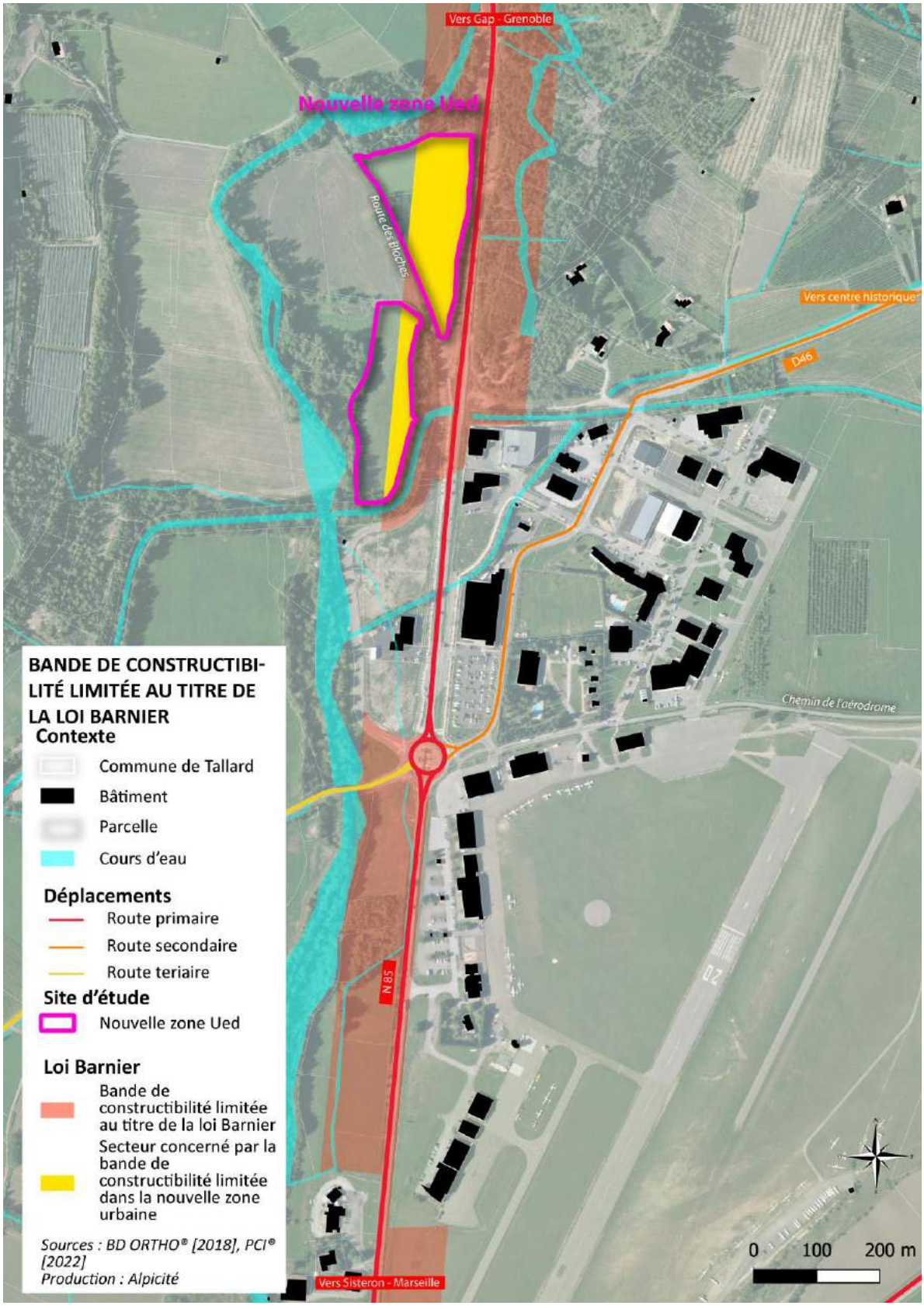
La proximité de deux routes à grande circulation (N85 et A51) fait de la commune de Tallard et plus spécifiquement du secteur de l'aérodrome et du Petit Collet, **des secteurs stratégiques pour le développement de l'économie**.

La future zone pourra notamment **accueillir la société de BTP « Abrachy »** aujourd'hui située sur le secteur de la Garenne. Le déplacement des locaux de cette entreprise située à proximité du centre-bourg de Tallard doit ainsi permettre **une meilleure cohérence urbanistique et paysagère** du secteur de la Garenne et **la création de nouveaux logements** dans cette dent-creuse.

1.1.3 LA BANDE DE CONSTRUCTIBILITE LIMITEE

La future zone d'activité économique est touchée par une bande de constructibilité limitée de 75 m à l'Ouest de la route nationale 85.

La partie Nord du site est touchée par cette bande **sur une surface d'environ 1.14 ha** et la partie Sud est touchée sur une surface d'environ **0.39 ha**.



Bande de constructibilité limitée

La présente étude vise à démontrer la **prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale et de la qualité de l'urbanisme et des paysages** dans le projet de création de la zone constructible à vocation économique, afin de permettre une réduction de cette bande de constructibilité limitée.

2. ANALYSE DU SITE

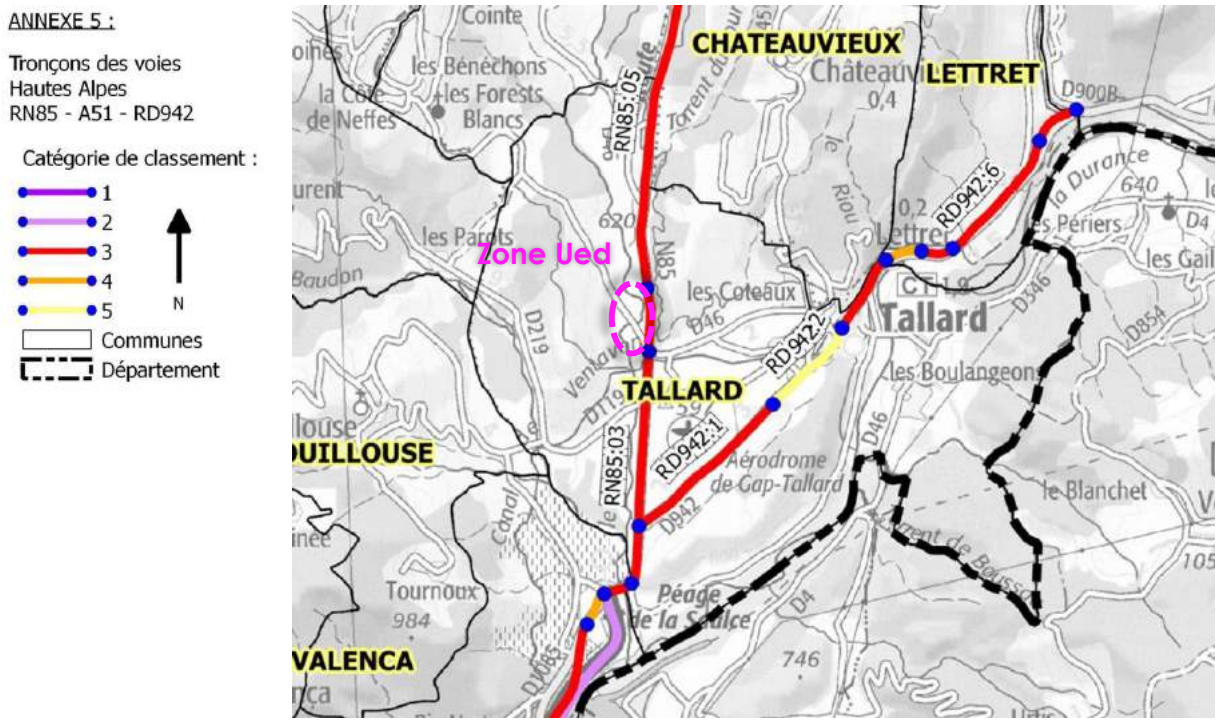
2.1. ANALYSE DES NUISANCES

2.1.1 LES NUISANCES SONORES

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres des Hautes-Alpes identifie les voies qui génèrent des nuisances sonores et les classe en 5 catégories selon l'amplitude des secteurs affectés par le bruit.

Catégorie	*Secteur affecté par le bruit de part et d'autre*	*Niveau sonore au point de référence, en période diurne en dB(A)*	*Niveau sonore au point de référence, en période nocturne en dB(A)*
1	300 m	83	78
2	250 m	79	74
3	100 m	73	68
4	30 m	68	63
5	10 m	63	58

Classement sonore des voiries - Source : Préfecture des Hautes-Alpes



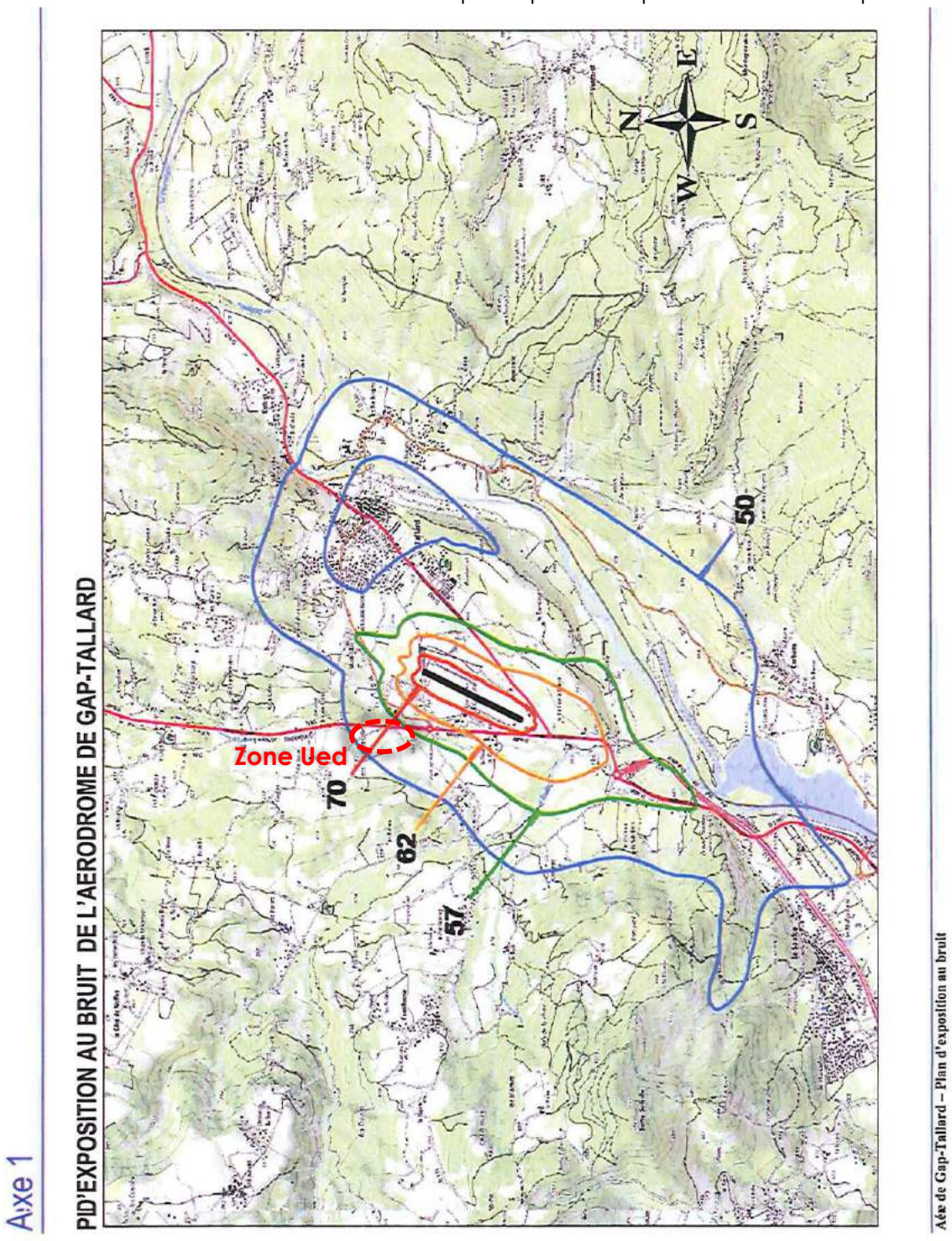
Catégorie de classement des voies (nuisances sonores) - Source : Préfecture des Hautes-Alpes

Sur le tronçon concerné par cette étude, la route est classée **en catégorie 3**. Ainsi, le site est impacté par les nuisances sur une bande de **100 m autour de la route nationale**.

Une bonne partie du site est ainsi touchée par les nuisances sonores provoquées par la route.

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte, pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire, apparaissent sur le tableau ci-avant et sont précisés dans **l'arrêté préfectoral n°2014-330-0012.**

Le site est aussi concerné par **un plan d'exposition aux bruits** depuis 2017. Le secteur est situé dans la **zone D** de bruit faible qui ne présente pas de restrictions particulières.



Plan d'Exposition au Bruit de l'aérodrome de Gap-Tallard

2.1.2 LA QUALITE DE L'AIR

Aucune étude sur la pollution de l'air n'a été réalisée précisément sur la route nationale 85. De manière générale, **la qualité de l'air reste bonne à Tallard** selon les données 2017.

Si les émissions de particules fines, de dioxyde de soufre, de monoxyde de carbone et de composés organiques non volatiles trouvent principalement leur origine dans d'autres secteurs que les transports routiers, les gaz à effet de serre, le dioxyde de carbone et les oxydes d'azote sont principalement dus aux transports routiers. **La proximité de la route nationale 85 augmente probablement la quantité de polluants dans l'air**.

Par ailleurs, la commune de Tallard est aussi concernée par les pollutions liées à l'aérodrome. Celui-ci impacte notamment les émissions de dioxyde de souffre qui proviennent en majorité des « autres transports » mais il participe également de manière non-négligeable aux émissions des autres polluants. Le site étant à proximité de l'aérodrome, **la quantité de polluants dans l'air est probablement plus importante** qu'ailleurs.

2.2. ANALYSE DE LA SECURITE

2.2.1 ACCES ROUTIER AU SITE

La RN 85 est une route à grande circulation en direction de Gap puis de Grenoble. Il s'agit ainsi d'une voie **très structurante** pour le territoire de l'aire Gapençaise et le trafic y est important.



Route nationale 85 - Source : Google Street View

Dans la commune de Tallard, 2 intersections principales sont à noter sur la route nationale 85. La première se situe à l'intersection avec la route départementale 942

en direction du centre historique puis de Briançon et Barcelonnette. **La deuxième se situe à l'intersection avec la route départementale 46**. Cette dernière est traitée par **un rond-point**. Elle permet notamment d'accéder à la zone d'activité située au Nord de l'aérodrome mais il s'agit également **d'un accès secondaire vers le centre historique**.



Rond-point d'accès à la zone - Source : Google Street View

Cette dernière intersection permet aussi d'accéder à l'actuelle **zone d'activité du Rousine** située à l'Ouest de la route nationale 85. Ce rond-point donnera également accès **à la future zone Ued** qui fait l'objet de cette dérogation. **Aucun aménagement supplémentaire n'est à prévoir sur le rond-point**. Le projet, ne comprenant que 8 lôts, **il n'a pas vocation à augmenter significativement les trafics**, ni au niveau du rond-point, ni sur la route nationale.

La route des Blaches est ensuite à **double-sens de circulation** dans la zone d'activité. Elle est ainsi **correctement dimensionnée pour le passage de camions**.



Route des Blaches - Source : Google Street View

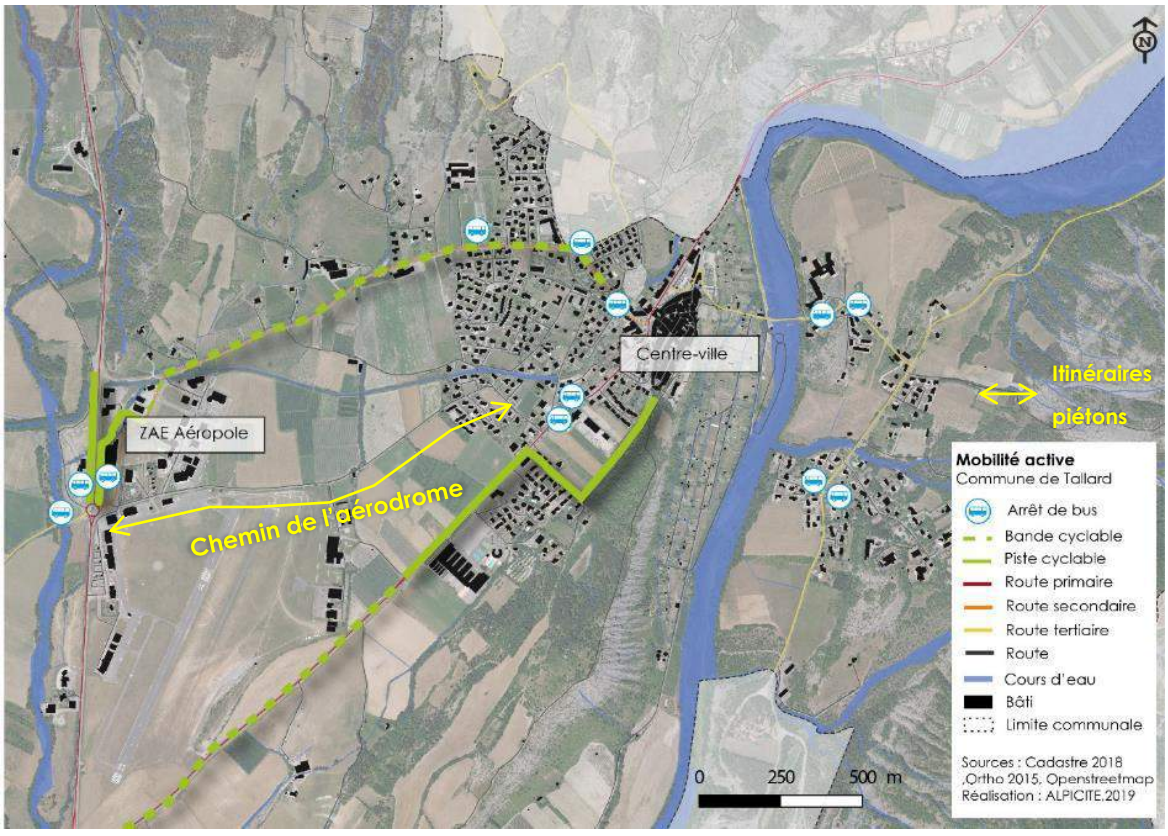
La dernière portion de la route des Blaches permettant d'accéder à la nouvelle zone Ued est **peu large** (4-5 m) mais cette voie est **très peu fréquentée**. Les quelques entreprises qui pourront s'installer dans la zone après son ouverture à l'urbanisation **ne seront pas à l'origine d'une augmentation significative de la fréquentation**. Un élargissement pourra cependant être réalisé si nécessaire.



Route des Blaches à proximité du site d'étude - Source : Alpicité

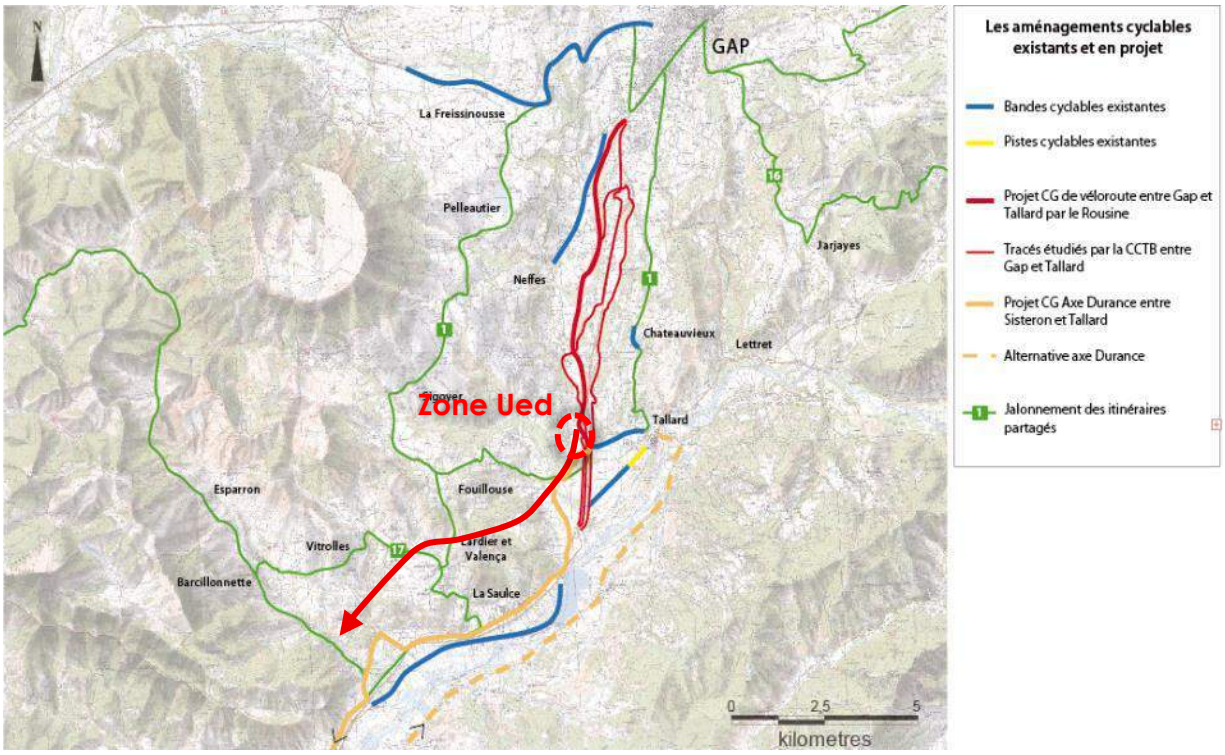
2.2.2 ACCES AU SITE A PIED ET A VELO

Le rond-point est aussi **traversé par des itinéraires piétons et cyclables. Le chemin de l'aérodrome** permet par exemple d'accéder au centre-historique à pied. Des bandes cyclables existent également le long de la route départementale 46. **Une piste cyclable bidirectionnelle** a aussi été créée à l'Est de la route nationale 85. Ainsi, **le rond-point est entouré de trottoirs et intègre des passages pour piétons** à chaque débouché de voirie.



Les mobilités douces de la commune de Tallard

Après le rond-point, la route des Blaches présente dans un premier temps **un trottoir de chaque côté avant de n'en avoir plus qu'un**. La dernière partie de la voie, peu empruntée **ne présente plus de trottoir** mais celui-ci pourra être prolongé dans le cadre de l'extension de la zone d'activités.



Aménagements cyclables et en projet au sein de la CCTB (source : cyclade, 2011)

Aussi, le site est concerné par **un projet de liaison cyclable reliant Tallard à Gap**. Un premier tronçon de la piste cyclable a déjà été créé le long de la route nationale à l'Est.

2.2.3 ACCES AU SITE EN BUS

Un arrêt de bus existe également à proximité du rond-point. Celui-ci est **correctement dimensionné** de manière à ne pas gêner la circulation sur la route nationale. Les **traversées piétonnes se font au niveau du rond-point et sont correctement sécurisées.**



Arrêt de bus à proximité du rond-point - Source : Google Street View

2.2.4 UNE ROUTE NATIONALE ISOLEE DE LA NOUVELLE ZONE UED

La route nationale n'entretient aucune relation directe avec le site de projet. Celle-ci est en effet **largement surélevée** sur la portion concernée. **Aucun piéton ne peut donc se retrouver sur la route nationale à cause du tallus et de la haie vive** qui les empêche de s'y rendre.



Route nationale à proximité du site - Source : Google Street View

Au Nord de la zone d'activités du Rousine, on observe cependant un élargissement de la voirie. Celui-ci est issu d'une ancienne voie de décélération et **donne donc directement sur la route nationale**. **Les glissières de sécurité ont déjà été repositionnées** pour éviter que certains usagers (piétons, cyclistes, ou automobilistes) ne puissent déboucher sur la voie alors que les véhicules de la route nationale roulent à 90 km/h.

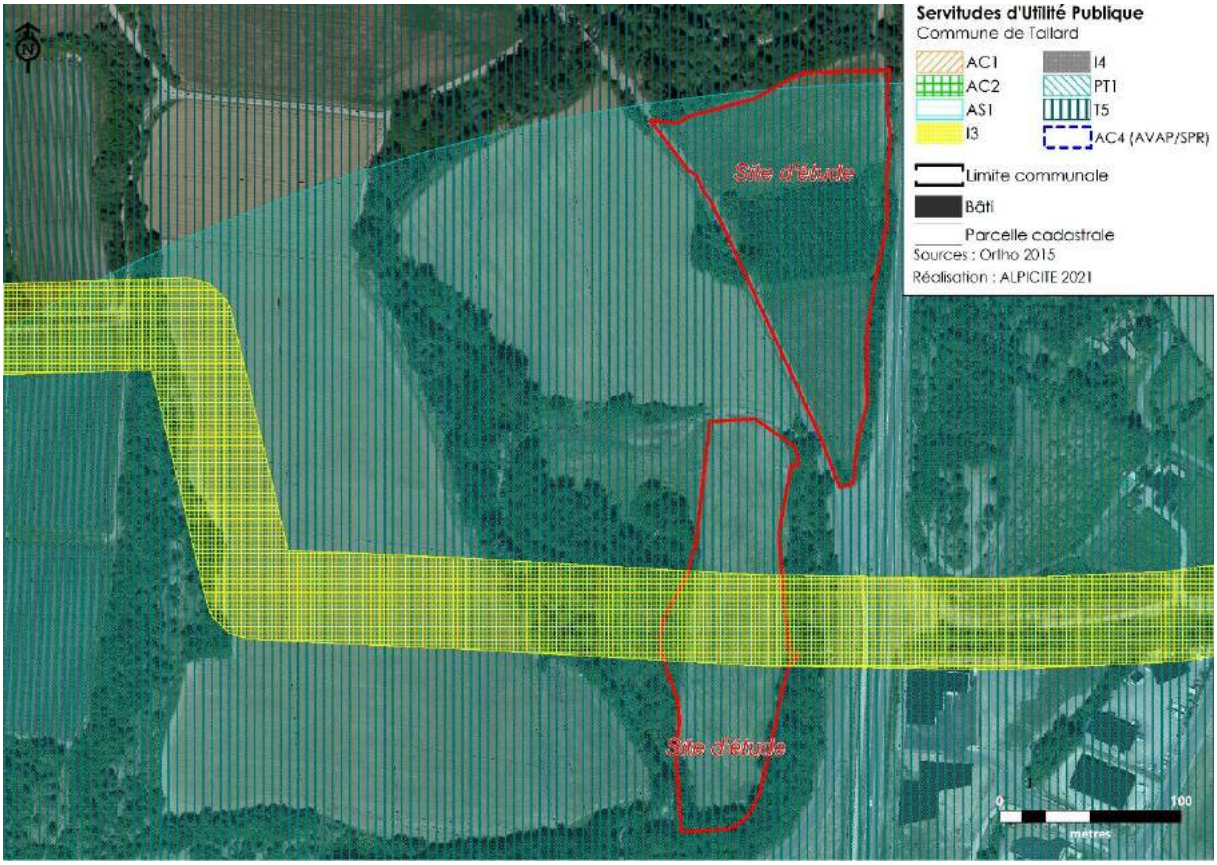


Elargissement de la voirie au niveau de l'ancienne voie de décélération - Source : Alpicité

Aucun aménagement supplémentaire n'est ainsi à prévoir pour sécuriser la route nationale.

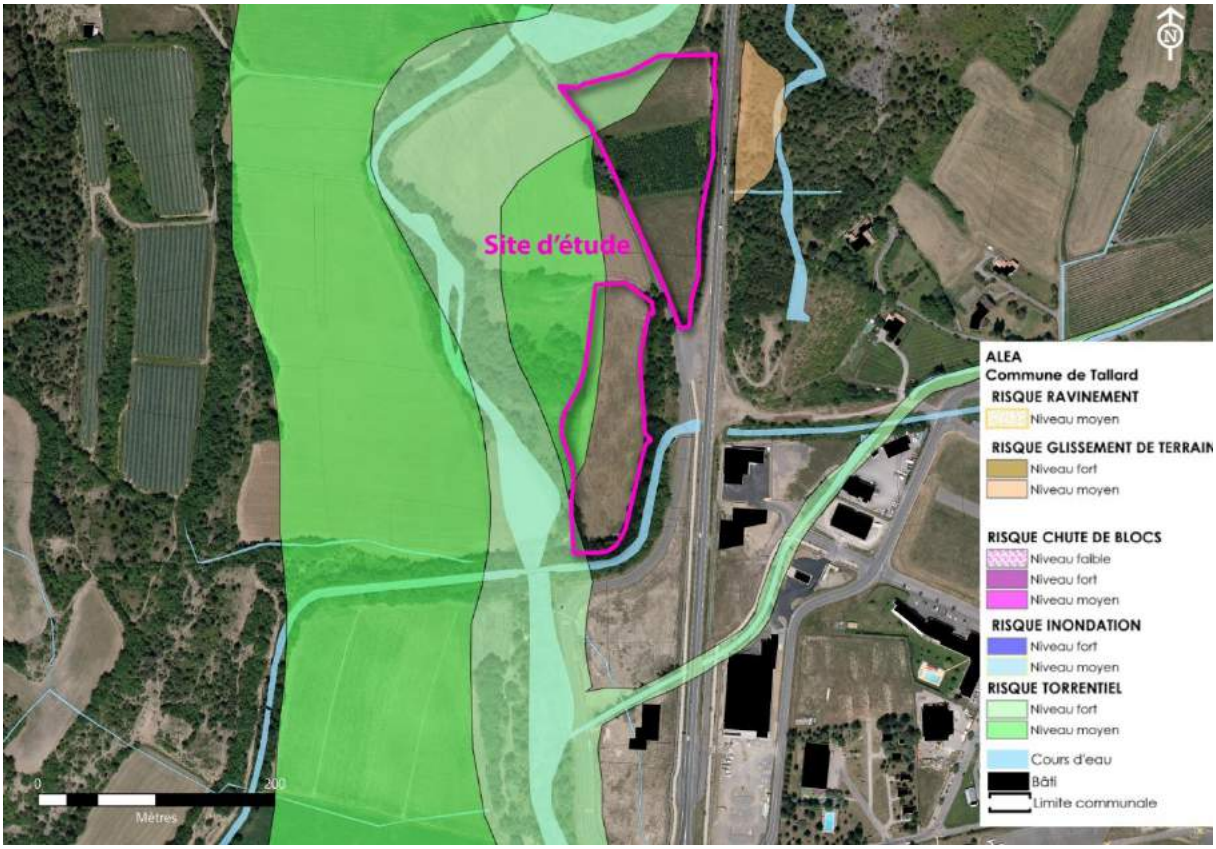
2.2.5 LES SOURCES D'INSECURITE INDEPENDANTES DE LA ROUTE NATIONALE

Le site d'étude est touché par la SUP **T5** (servitude aéronautique de dégagement), **PT1** (protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques) et une partie du site Sud est frappé par la servitude **I3** (relative au transport de gaz naturel).



Carte des SUP sur le secteur d'étude

Ainsi, il faudra veiller lors de l'urbanisation du terrain, à limiter la hauteur des bâtiments **pour ne pas gêner la circulation aérienne et perturber les réceptions radioélectriques.** Il faudra également veiller **à maintenir un recul de 25m** de part et d'autre de la **canalisation de transport de gaz**.



Carte des aléas sur la nouvelle zone Ued

Le site étudié est aussi en partie impacté par **un aléas de crue torrentiel**. La partie Sud-Ouest est touchée par **un aléa de niveau moyen** et la partie Nord-Est est touchée par **un aléa de niveau fort.**

Ces aléas seront pris en compte dans l'aménagement de la zone.

2.3. ANALYSE PAYSAGERE

2.3.1 LE CARACTERE ACTUEL DU SITE :

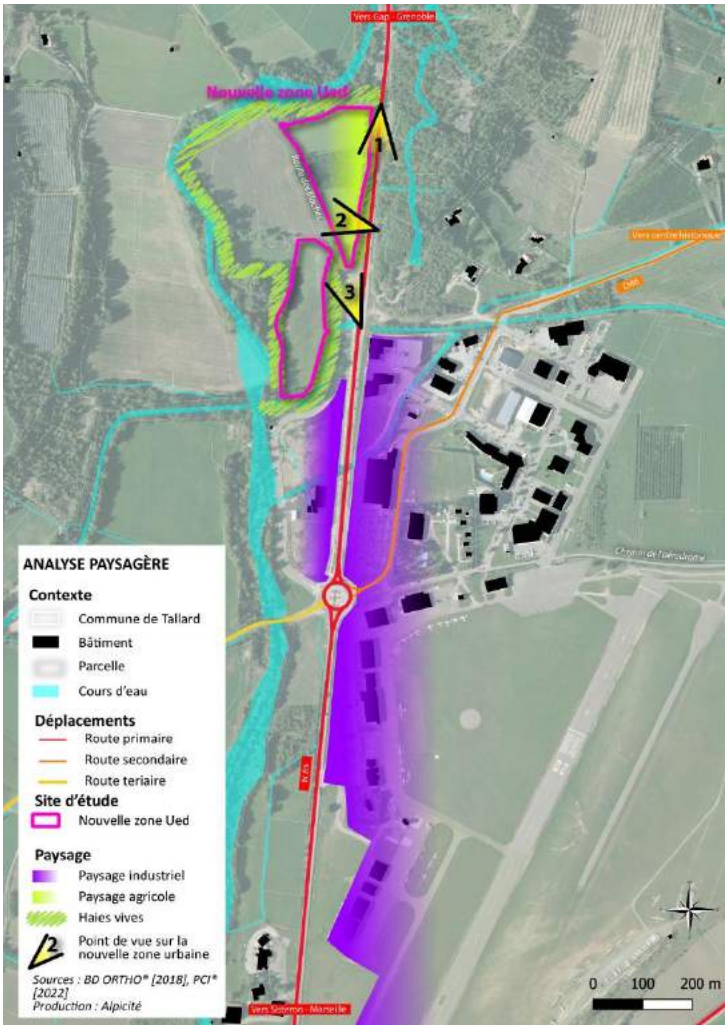
Le paysage du site s'inscrit dans **le paysage agricole de la commune**. Il est marqué par la présence de **haies vives accompagnées de talus sur tout son pourtour**. **Le Canal de Ventavon ainsi que ses berges densément plantées** constituent la limite Sud du site. **Le Rousine et sa ripisylve** constituent la limite Ouest et Nord. Enfin, **le talus** de la route Nationale 85 constitue la limite Est.




Perceptions interne du site - Source : Alpicité

2.3.2 LA PERCEPTION DU SITE DEPUIS LA ROUTE NATIONALE :

Les talus et les haies vives font que **le site est très peu perceptible** depuis ses abords. La carte suivante identifie les différents points de vue susceptibles d'impacter le paysage depuis la route Nationale.



Paysage perçu depuis la route nationale 85 - Source : Alpicité



Point de vue 1 (à gauche) et 2 (à droite) - Source : Google Street View (à droite) et Alpicité (à gauche)

En venant de Gap, la route nationale est **un couloir de circulation surélevé et bordé par la végétation**. Le site n'est actuellement visible **que de manière ponctuelle** aux endroits où la haie est interrompue mais **la vitesse des automobilistes ne leur permet pas d'y prêter attention**.

En venant de Tallard, **un point de vue existe** au niveau de **l'ancienne voie de décélération**. Cependant, ici aussi, le point de vue est dissimulé par **un masque paysager existant** qu'il convient de **maintenir et de renforcer**.



Paysage à proximité du site - Source : Google Street View

2.3.3 *LE PAYSAGE ENVIRONNANT :*

En venant de Tallard, le paysage est **beaucoup moins naturel**. Il est notamment marqué par la présence d'aménagements cyclables, de parkings et de bâtiments à caractère industriel le long de la route nationale.



Paysage à proximité du site - Source : Google Street View

2.4. ANALYSE ARCHITECTURALE

La nouvelle zone Ued est très peu visible depuis ces abords. D'autre part l'architecture qui entoure le terrain d'étude est globalement de faible qualité. Il s'agit principalement de **bâtiments à caractère industriel** de **4 à 6 mètres de haut**. La plupart d'entre-eux sont revêtus de **tôle ondulée** ou de **bardages métalliques** et présentent des **toitures plates**.



Bâtiment de la zone d'activité existante autour du rond-point - Source : Google Street View

3. LES OUTILS PROPOSES DANS LE PLU

Le projet consiste à **ouvrir une zone à l'urbanisation** en complément de la zone d'activités économiques existante autour de l'aérodrome de Tallard.

Ce secteur est classé **en zone Ued** qui est **règlementée** et fait l'objet **d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP n°1 Le Petit Collet**). Afin d'alléger le rapport de présentation, seul le schéma de l'aménagement de l'OAP apparaît ci-après. Pour plus de précisions, se reporter aux pièces 3. OAP et 4.1. REGLEMENT ECRIT.

Ces documents doivent assurer le respect des prescriptions nécessaires pour répondre aux critères définis dans l'article L111-8 du code de l'urbanisme.

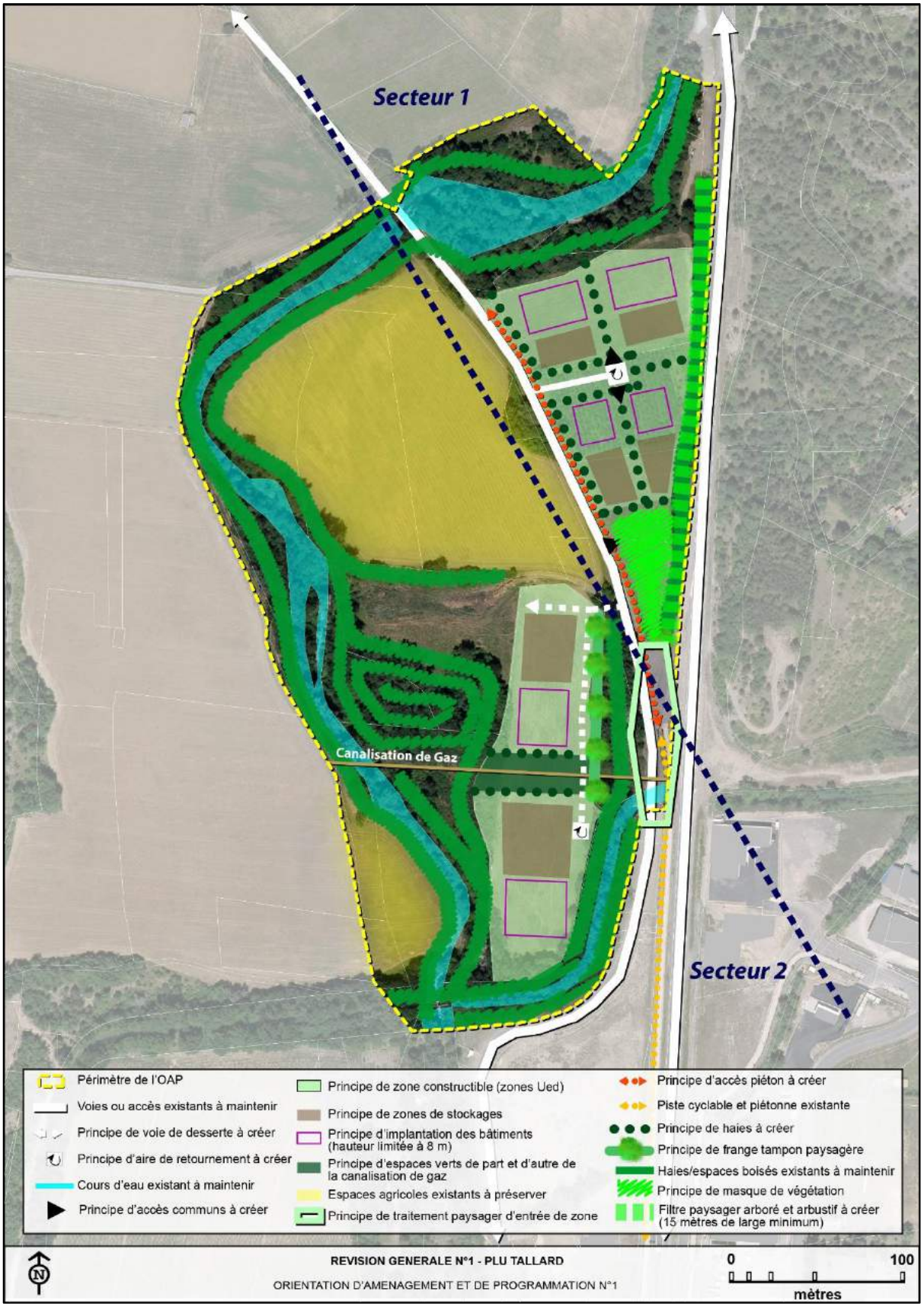


Schéma de principe d'aménagement de la zone du Petit Collet - Source : Ortho 2015, PCI 2019

4. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LA PRISE EN COMPTE DES NUISANCES, DE LA SECURITE, DE LA QUALITE ARCHITECTURALE, AINSI QUE DE LA QUALITE DE L'URBANISME ET DES PAYSAGES

4.1. PRISE EN COMPTE DES NUISANCES DANS LE PROJET

La nouvelle zone urbanisée étant située dans sa quasi-totalité dans une zone impactée par les nuisances sonores selon l'arrêté du 26 novembre 2014, les constructions devront mettre en place **les mesures acoustiques en vigueur** pour les locaux d'activité. En complément de la règlementation nationale, l'OAP n°1 impose la création **d'un espace tampon paysager d'au moins 15 mètres de large** qui permettra de réduire les nuisances perçues à l'intérieur des bâtiments.

D'autre part, **la position du site en contrebas d'un talus limite fortement les nuisances sonores**. Afin de profiter au maximum des bénéfices de cette position, le règlement écrit **limite la hauteur des bâtiments à 8 mètres** de manière à ce que **la hauteur des bâtiments ne dépasse pas trop la hauteur des tallus**.

Des dispositifs architecturaux peuvent également être envisagés pour réduire les nuisances (position des fenêtres, matériaux de constructions…). **Les toitures végétalisées** imposées dans le règlement écrit participeront également à la diminution des nuisances sonores grâce à un effet de masse.

En ce qui concerne la pollution de l'air, **la qualité de l'air reste bonne à Tallard** selon les données 2017. L'OAP impose également **le renforcement de la haie** qui longe la route nationale et le maintien d'un recul d'au moins **15 mètres permettant une dissipation des polluants** avant d'entrer dans les bâtiments.

4.2. INTEGRATION DE LA SECURITE DANS LE PROJET

Le rond-point permettant l'accès à la zone est **correctement dimensionné** et **la zone n'a pas vocation à augmenter significativement ni la fréquentation du rond-point, ni celle de la route nationale.** Les traversées piétonnes au niveau du rond-point sont correctement gérées. **Une piste cyclable existe aussi le long de la route nationale** et permet ainsi d'accéder au site en vélo en toute sécurité.

La route des Blaches est aussi **correctement dimensionnée** jusqu'à l'ancienne voie de décélération. L'OAP impose ensuite **des largeurs minimales pour la desserte interne** de la zone. Elle impose également la création d'une **voie piétonne d'une largeur minimale de 2 m** permettant de relier la zone à la liaison douce existante. Le tracé exact de la future liaison cyclable entre Gap et Tallard n'est pas encore connu mais **la nouvelle zone ne compromet pas sa réalisation**.

La route nationale n'entretient quand-à-elle **aucune relation directe avec la nouvelle zone urbaine** (talus, haie) et l'OAP **renforce cette distance** par la création **d'un tampon paysager d'une largeur de 15 m**.

En ce qui concerne les sources d'insécurités indépendantes de la route nationales, les hauteurs des bâtiments **sont limitées et ne risquent pas d'impacter le trafic aérien et**

les réceptions radioélectriques. **Un recul d'au moins 25 m** de part et d'autre de la canalisation de transport de gaz naturel est imposée par l'OAP. Pour prendre en compte l'aléa de crue torrentielle sur le site, **des dispositifs architecturaux** (retraits, fenêtres, dimensionnement des structures) peuvent être envisagés pour renforcer la sécurité du site.

4.3. LA QUALITE ARCHITECTURALE, URBAINE ET PAYSAGERE RECHERCHEE

Le site est **très peu perceptible** depuis ces abords. Il n'est notamment **pas visible** à partir de la route nationale 85. Cependant**, le règlement** permet d'assurer la qualité architecturale des nouvelles constructions en imposant **des couleurs de type brun-gris, une proportion de bois (50 %).** Le règlement incite également **les concepteurs à positionner le bois de préférence du côté de la route nationale** afin d'assurer une bonne insertion paysagère des constructions. La hauteur des bâtiments est aussi limitée à 8 m de manière à ne pas trop dépasser la hauteur du talus. Le règlement impose aussi **des toitures végétalisées et l'absence d'émergences sur la toiture**, ce qui devraient assurer la discrétion des bâtiments dans le paysage.



Des bâtiments plus bas que la route nationale 85

Par ailleurs, l'OAP définit **des principes d'implantation des bâtiments.** Elle impose notamment une implantation **de manière perpendiculaire par rapport à la route nationale 85**. Cette implantation doit permettre de **libérer des perspectives depuis le haut du talus** et d'éviter **un effet de barres** que les bâtiments pourraient créer.



Vue sur le terrain d'étude depuis la route nationale 85

D'autre-part, l'OAP incite l'aménageur à réfléchir au **traitement paysager de l'entrée de zone** (au niveau de l'ancienne voie de décélération). **Un large masque de végétation** doit notamment être créé en entrée de zone de manière à réduire sa visibilité à partir de ce point de vue.

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE TALLARD (05130)

REVISION GENERALE N°1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME



ANNEXE 2 DU RAPPORT DE PRESENTATION – AVIS CDNPS

PLU arrêté le : 27/02/2023

PLU approuvé le : …./…./……..

Alpicité
Urbanisme, Paysage, Environnement

Agence RAPHANEAU FONSECA
Etudes patrimoniales & urbaines

CGins
Paysagiste

PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Liberté
Égalité
Fraternité

Préfecture des Hautes-Alpes
Direction des Politiques Publiques

Pôle Coordination et Instruction
Cellule Développement Durable

GAP, le 11 AOUT 2022

La préfète des Hautes-Alpes

à

Monsieur le Maire de TALLARD
Hôtel de ville
1, place du général DE GAULLE
05130 TALLARD

OBJET : avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, formation «sites et paysages»

Vous avez déposé dans mes services une demande d'avis de la CDNPS pour trois projets de développement dans le cadre de la révision générale de votre PLU.

Ces demandes ont été soumises à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie en formation « sites et paysages » **le 22 juin 2022 à la Préfecture** qui a émis les avis suivants.

- secteur des Lauzes :

avis favorable avec les prescriptions proposées, à savoir :

- créer une OAP visant l'optimisation de la consommation d'espace agricole ; le cas échéant réduire en conséquence la superficie du zonage afin de limiter l'impact sur l'espace agricole ;
- intégrer dans le règlement les modalités de préservation de la ripisylve du ruisseau à l'est de la zone, en lien avec le surzonage L151-23m
- Une haie d'arbres de hautes tiges d'essences locales devra être ajoutée dans le règlement graphique du PLU, le long de la limite nord de la zone, suivant un axe Est-Ouest.
- Les façades devront être traitées dans une teinte homogène pour l'ensemble des bâtiments, à savoir de teinte brun-gris lauze RAL 7006 ou 7013. Les parties éventuellement en enduit devront être de teinte brun-beige de type ref. T60 ou T30 chez Parex ou Brun 012 chez Weber& Broutin ou simillaire. De même les portes devront être dans la même teinte, afin d'obtenir un ensemble monochrome de teinte neutre, gage de discrétion dans le paysage.
- Les toitures, qui seront bien vues depuis les hauteurs de la colline des Coteaux et depuis les hauteurs de la RD 45, (cinquième façade) devront être traitées de façon homogène, à savoir en bacs aciers en pente faible, et laqués de même teinte discrète RAL 7006 ou 7013 que les façades, afin de ne pas se distinguer dans le paysage dominant.
- Eviter la mixité de toitures et éviter les toits-terrasses, afin d'obtenir une homogénéité de toitures en pentes, de même couleur.
- Une autre possibilité serait de traiter de façon homogène l'ensemble des bâtiments (toitures, façades) en

Affaire suivie par : Catherine VERRIEZ
Téléphone : 04.92.40.49.67

Courriel : catherine.verriez@hautes-alpes.gouv.fr

Préfecture des Hautes-Alpes
28, rue Saint-Arey
05 011 GAP Cedex
www.hautes-alpes.gouv.fr

bardage métallique (sans aucune partie en enduit) de teinte gris-brun sombre de type RAL 7013 ou vert sombre de type RAL 6003.
- Aucun appareil technique ne devra être posé en excroissance sur les toitures.
- Les clôtures, s'il y en a, devront être en barrières de bois très ajourées ou en grillages à mailles souples de teinte discrète de type brun ou vert sombre.
- Les arbres existants en lisières de la zone sont à conserver et à renforcer, avec plantation d'une haie arborée en limite nord afin de délimiter harmonieusement la zone urbanisée par rapport au coteau naturel.

- secteur du Petit Collet :

avis favorable avec les prescriptions proposées, à savoir :
« - L'urbanisation de cette zone UED devra être conditionnée à la réalisation :
. soit d'une opération d'ensemble sur la totalité du périmètre
. soit de deux opérations d'ensemble correspondant aux secteur 1 et 2 »
avec dépôt d'un permis d'aménager pour l'ensemble des lots, qui devra intégrer dans son règlement à *minima* les prescriptions suivantes:
- Le nombre de lots sera limité à 4 sur le secteur nord, en maintenant en espace naturel arboré la pointe sud du triangle du terrain (secteur nord), sur au moins un tiers du linéaire de l'opération, soit sur au moins 60 mètres de longueur.
- Sur le secteur sud les constructions seront implantées au sud de chaque lot.
- Un projet architectural et paysager devra accompagner le futur permis d'aménager, à confier à un cabinet compétent en architecture et paysage, et qui devra intégrer les points suivants:
- Un écran arboré d'au moins 10 mètres d'épaisseur devra être maintenu et renforcé, en essences adaptées, le long de la route nationale, et le profil en travers du terrain naturel devra être conservé sur au moins la même largeur (10m) : éviter tout terrassement sur une bande d'au moins 10 mètres à partir de la limite de propriété Est, le long de la RN85.
- Les toitures des constructions devront être de formes homogènes: toitures plates (toitures-terrasses non accessibles) et seront obligatoirement végétalisées.
Aspect architectural :
- Les constructions devront présenter des façades de couleurs discrètes de type brun-gris RAL 7006 ou 7013 ou vert sombre type RAL *60031* et devront intégrer une proportion significative de bardage en bois naturel, *d'au* moins 50 %, à positionner en priorité sur les façades en rive de la RN85.
- Les toitures-terrasses seront végétalisées.
- Les éventuels réseaux de fluides ou appareils techniques (de type pompe à chaleur, ventilations etc.) devront être intégrés au bâti, sans aucune émergence sur la toiture.
- Clôtures: Grillage à mailles souples de teinte vert sombre, doublé de haies vives d'essences locales variées.
Enseignes:
- Les enseignes devront être harmonisées, et à cette fin feront l'objet d'un cahier des charges restant à préciser, qui comprendra notamment les règles suivantes:
- Les enseignes devront être posées uniquement sur la façade d'entrée des bâtiments, et en aucun cas sur les façades en rive de la route départementale, ni sur les façades latérales.
- Les enseignes seront posées dans la hauteur du rez-de-chaussée de la façade, et sans émergence au-dessus du toit. »

- secteur des Boulangeons :

Sur ce secteur, la CDNPS a émis un avis défavorable au projet. Malgré un travail conséquent entre les services de l'État et la commune pour améliorer les propositions des projets présentés, la majorité des membres de la commission n'a pas suivi la proposition du rapport présenté par la DDT.
Les motifs défavorables évoqués en séance sont les suivants : une co-visibilité avec le château (élément patrimonial de référence) ; la création de cette zone industrielle apparaissant inadaptée dans ce contexte paysager remarquable et sensible.

Je reste à votre disposition pour ces sujets. Bien cordialement.

La préfète,

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général
de la préfecture des Hautes-Alpes

Cédric VERLINE

Affaire suivie par : Catherine VERRIEZ
Téléphone : 04.92.40.49.67

Courriel : catherine.verriez@hautes-alpes.gouv.fr

Préfecture des Hautes-Alpes
28, rue Saint-Arey
05 011 GAP Cedex
www.hautes-alpes.gouv.fr

PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Liberté
Égalité
Fraternité

REÇU
Le 12 JAN. 2023
23/0128

Préfecture des Hautes-Alpes
Direction des Politiques Publiques

Pôle Coordination et Instruction
Cellule Développement Durable

GAP, le 11 JAN. 2023

Le préfet des Hautes-Alpes

à

Monsieur le Maire de TALLARD
Hôtel de ville
1, place du général DE GAULLE
05130 TALLARD

OBJET : avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, formation «sites et paysages» du 15 décembre 2022-secteur des Boulangeons-TALLARD

Vous avez sollicité, par courrier du 30 Septembre 2022, le réexamen, par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, de votre projet d'aménagement du secteur « des Boulangeons, dans le cadre de la révision générale de votre PLU.

Cette demande a été soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie en formation « sites et paysages » **le 15 décembre 2022 à la Préfecture.**

Je vous informe que la commission a souhaité se prononcer dans un premier temps, à bulletin secret, sur le principe de réexamen de ce projet qui avait déjà fait l'objet d'un avis dans sa séance du 22 juin 2022.

Après avoir accepté le principe du réexamen à la majorité des membres votants, la commission a émis l' avis suivant :

Au vu des derniers éléments modifiés transmis, **le projet recueille un avis favorable à la demande de dérogation au titre de la Loi Montagne, à condition d'être assorti des prescriptions suivantes au titre du paysage :**

L'urbanisation de cette zone Aued de 2 hectares devra être conditionnée à la réalisation d'une opération d'ensemble, avec dépôt d'un permis d'aménager pour l'ensemble des lots, qui devra intégrer dans son règlement de Permis d'Aménager (PA) à minima les prescriptions suivantes :

Afin d'insérer discrètement les projets dans les perspectives paysagères sensibles environnantes :
Ecran arboré :
- Un écran arboré d'au moins 10 mètres d'épaisseur devra, conformément au dernier document reçu ce jour, être créé en bordure de l'opération, sur la bande de terrain situé entre la route RD46 et les constructions.
Cet écran arboré devra être notamment composé d'arbres de haute tige d'essences locales variées, formant une masse boisée continue, afin de masquer à moyen terme la hauteur des constructions.

Affaire suivie par : Catherine VERRIEZ
Téléphone : 04.92.40.49.67

Courriel : catherine.verriez@hautes-alpes.gouv.fr

Préfecture des Hautes-Alpes
28, rue Saint-Arey
05 011 GAP Cedex
www.hautes-alpes.gouv.fr

Cet espace entre la route et les constructions devra être intégralement végétalisé et paysagé (éviter toute zone de stockage ou de stationnement).
A cet égard, le document illustrant la « boîte à outils » (chapitre 3 (OAP), paragraphe3 (Qualité environnementale)), (p79) est à retravailler, pour représenter une version plus « étoffée » de l'écran arboré (et non pas un alignement irrégulier d'arbres espacés tel que représenté).

Implantation des constructions :
- Les constructions devront être implantées en retrait de la RD46, avec, conformément au dernier document reçu, un alignement figuré sur le plan d'ensemble, à au moins 10 mètres en retrait de la limite de propriété ouest (sur RD46), et seront implantées parallèlement à la RD.
- Pour les lots situés en rive de la RD, les zones de stockage et de stationnement devront être situées exclusivement du côté opposé à la RD, donc seront implantées du côté Est des bâtiments (côté portails d'accès aux lots).

Ajout d'une règle sur les soutènements :
- Les éventuels ouvrages de soutènement devront être réalisés par talus paysagés, accompagnés au besoin de murets bas de maçonnerie traditionnelle, en évitant tout enrochement cyclopéen.

Aspect architectural :
- Les constructions devront présenter des façades de couleurs discrètes de type brun-gris RAL 7006 ou 7013 ou vert sombre type RAL 6003, et devront intégrer une proportion significative de bardage en bois naturel, d'au moins 50 %, à positionner en priorité sur les façades en rive de la RD46.
- Les toitures devront être traitées en toits-terrasses végétalisés : la formulation de l'article Aued 6 du règlement (Qualité urbaine et architecturale...) est à reprendre sur ce point (homogénéité des toitures).
- Les éventuels réseaux de fluides ou appareils techniques (de type pompe à chaleur, ventilations etc.) devront être intégrés au bâti, sans aucune émergence sur la toiture.
- Clôtures : Sur les limites latérales et de fond : grillage à mailles souples de teinte vert sombre, doublé de haies vives d'essences locales variées.

Ajout d'une règle :
- Clôtures et portails sur voie de desserte du lotissement : un modèle homogène pour l'ensemble du lotissement devra être établi, de type : muret bas (40cm) surmonté de grilles en ferronnerie à barreaudage vertical, avec portail assorti.

La rédaction du règlement de PLU proposé (Zone Aued) devra donc être ajustée ou complétées sur les points suivants:

Article 5 : Volumétrie et implantation des constructions :
L'article sur l'implantation des constructions, prévue « libre », est à compléter de :
« les constructions situées sur les lots en rive de la RD devront être implantés à au moins 10 mètres en retrait de la limite de propriété ouest, et en alignement entre elles, parallèlement à la RD ».

Remarque : Aucun article ne régit les distances aux prospects :
Il conviendrait de préciser des distances aux limites sur voie de desserte du lotissement, et par rapport aux fonds (lots) voisins, afin d'éviter des implantations hétérogènes.
Prévoir par exemple un minimum de 4 mètres de distances par rapport aux limites autres que celles sur la RD46.

Hauteur maximale :
La hauteur maximale des constructions est fixée à 8 mètres.

Article 6 : Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :
Pour les constructions, les références de teintes RAL (p73) ont été reportées avec des erreurs: corriger les références Brun-gris: RAL 7006, RAL 7013, ou Vert sombre : RAL 6003.

Supprimer la phrase « Les toits plats sont autorisés et devront être végétalisés » par : « Les toits devront être plats et végétalisés »

Affaire suivie par : Catherine VERRIEZ
Téléphone : 04.92.40.49.67

Courriel : catherine.verriez@hautes-alpes.gouv.fr

Préfecture des Hautes-Alpes
28, rue Saint-Arey
05 011 GAP Cedex
www.hautes-alpes.gouv.fr

Concernant le traitement des abords des constructions, compléter le règlement avec un article spécifique :

- La bande paysagère de recul de 10 mètres des constructions implantées sur les lots en rive de la RD devra être poursuivie sur l'ensemble du linéaire des limites ouest et sud, et devra être traitée uniquement en espace végétal, non imperméabilisé, planté d'arbres de haute tige, d'essences locales variées, à planter en un boisement continu destiné à masquer les constructions notamment depuis la RD. Prescrire à minima un arbre pour cinq mètres linéaires de terrain.
Les arbres seront à compléter de massifs arbustifs formant une strate de végétation intermédiaire de moyenne hauteur.

- Adaptation au terrain : Les éventuels ouvrages de soutènement devront être réalisés par talus paysagés, accompagnés au besoin de murets bas de 1 mètre de hauteur au maximum en maçonnerie traditionnelle, en évitant tout enrochement cyclopéen.

- Clôtures et portails sur voie de desserte du lotissement : un modèle homogène pour l'ensemble du lotissement devra être établi, de type : muret bas (40cm) surmonté de grilles en ferronnerie à barreaudage vertical, avec portail assorti.

- Autres clôtures : grillage à mailles souples de teinte vert sombre, doublé de haies vives d'essences locales variées.

- Les éventuels réseaux de fluides ou appareils techniques (de type pompe à chaleur, ventilations etc.) devront être intégrés au bâti, sans aucune émergence sur la toiture.

Dans le **document « Exemple de plan de masse », page 67,** la légende des « espaces de stockage » devra être retravaillée; en effet, en l'état, la légende des espaces de stockage peut être confondue avec l'implantation des constructions (couleur blanche générant une ambiguïté).
La bande de recul de 10 mètres devra être représentée de façon plus lisible sur la **planche graphique de l'OAP** et du Plan de masse (p 67 et 76) : ajouter un plan zoomé explicitant cette mesure (le plan fourni est à trop petite échelle).

L'UDAP sera consultée, pour avis simple, sur tout dossier de permis d'aménager et autorisations d'urbanisme à venir dans cette zone AUed, au titre de l'avis DRAC sur la qualité du cadre de vie et des paysages et en raison des co-visibilités avec le château classé, élément patrimonial de référence dominant de Tallard.

Au titre d'une insertion harmonieuse dans le paysage, les enseignes mériteront également d'être harmonisées, et feront l'objet d'un cahier des charges restant à préciser et à intégrer dans le règlement du futur lotissement, qui comprendra notamment les règles suivantes :
– Les enseignes devront être posées uniquement sur la façade d'entrée des bâtiments, et en aucun cas sur les façades en rive de la route départementale, ni sur les façades latérales.
– Les enseignes seront posées dans la hauteur du rez-de-chaussée de la façade, et sans émergence au-dessus du toit.
- Les enseignes seront non lumineuses.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général
de la préfecture des Hautes-Alpes

Cédric VERLINE

Affaire suivie par : Catherine VERRIEZ
Téléphone : 04.92.40.49.67

Courriel : catherine.verriez@hautes-alpes.gouv.fr

Préfecture des Hautes-Alpes
28, rue Saint-Arey
05 011 GAP Cedex
www.hautes-alpes.gouv.fr